BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1750641

COMPTE GÉNÉRAL

DE L'ADMINISTRATION

DES FINANCES

RENDU

POUR L'ANNÉE 1894

PAR LE MINISTRE DES FINANCES

Coll folio 16

PARIS
IMPRIMERIE NATIONALE

1895

TABLE SOMMAIRE DES MATIÈRES.

			PAGES.
NOTE PRÉLIMINAIRE			5 à 11
COMPTES GÉNÉRAUX	Compte des opérations de l'année 1894		17 à 71
	Compte des contributions et revenus publics		75 à 158
	Compte des dépenses publiques		160 à 280
	Compte de trésorerie		283 à 381
	Comptes des budgets.	Note générale sur les comptes des budgets	385 et 386
		Compte définitif du budget de l'exercice 1893	389 à 419
		Compte provisoire du budget de l'exercice 1894	423 à 571
		Opérations relatives au budget de l'exercice 1895	574 à 576
		Résultats généraux sur les budgets de 1870 à 1886	579 à 609
		Résultats généraux sur les budgets de 1887 à 1893	610 à 651
	Bilan et situation générale de l'Administration des finances au 1er janvier 1895		655 à 793
	Résumé de la situation des finances, du 1er janvier 1871 au 1er janvier 1895		797 à 813
COMPTES SPÉCIAUX	Comptes de la dette publique.	Dette consolidée	819 à 872
		Capitaux remboursables à divers titres	Rentes 3 p. 0/0 amortissables	874 à 885
			Annuités de conversion de l'emprunt de 250 millions	888 à 890
		Annuités de rachat des canaux	892 à 899
		Compte des emprunts contractés par le Gouvernement sarde	902 à 904
		Annuités diverses	905 à 917
		Annuités aux compagnies de chemins de fer	920 à 959
		Garantie d'intérêt aux compagnies de chemins de fer	962 à 985
		Cautionnements en numéraire	988 à 993
		Rentes viagères	996
		Pensions inscrites au Trésor	999 à 1008
		Compte spécial des pensions civiles	1010 à 1013
		Allocations supplémentaires	1016 et 1017
	Comptes de divers services publics.	Apurement des dépenses des exercices clos	1020 à 1033
		Services financiers en Algérie	1036 à 1073
		Ancien domaine extraordinaire	1076 à 1080
		Portion de l'emprunt grec garantie par la France	1082 à 1084
		Débets et créances litigieuses	1087 à 1097
		Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	1101 à 1103
Répertoire alphabétique et chronologique des documents spéciaux insérés dans les comptes de l'Administration des finances antérieurs à 1894			1106 à 1123
Table détaillée des matières			1123

NOTE PRÉLIMINAIRE.

Le *Compte général de l'Administration des finances* est établi dans les formes prescrites par les ordonnances des 10 décembre 1823 et 1er septembre 1827, dont les dispositions ont été résumées et complétées par celle du 31 mai 1838 et par le décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique.

Dispositions qui ont réglé la forme du Compte général des finances; éléments d'après lesquels il est établi; justifications et contrôles qui garantissent l'exactitude de ses résultats.

Il est extrait du Journal général et du Grand-Livre tenus à la Direction générale de la Comptabilité publique, pour centraliser toutes les opérations relatives aux différents services financiers dont les mouvements et la situation doivent être annuellement mis sous les yeux du Sénat et de la Chambre des députés.

Ces écritures officielles s'appuient, d'une part, sur la comptabilité des agents préposés à l'assiette des impôts ou à la liquidation des dépenses publiques, et, d'autre part, sur les comptes individuels des comptables chargés d'effectuer les recettes et les payements, ainsi que sur les arrêts judiciaires qui en fixent définitivement les résultats. Toutes ces garanties sont complétées par les vérifications d'une commission spéciale, nommée chaque année, en exécution de l'ordonnance du 10 décembre 1823, pour examiner le Compte général des finances, ainsi que tous les documents qui lui servent d'éléments ou de contrôle, et par la publication du procès-verbal des travaux de cette commission, à la suite duquel se trouvent imprimés la balance des comptes du Grand-Livre et un résumé analytique du Journal général. Enfin l'ordonnance du 9 juillet 1826 a placé ce système d'écritures contradictoires et de vérifications administratives sous le contrôle authentique de la Cour des comptes, qui est appelée à déclarer solennellement la conformité de ses arrêts avec les comptes d'exercice et d'année publiés par les ministres à l'appui des lois de finances.

Division du Compte général des finances.

Le Compte général de l'Administration des finances retrace les mouvements annuels et la situation, au commencement et à la fin de l'année, de tous les services financiers de l'État. Chacune de ses principales divisions est précédée d'une note explicative qui en résume les résultats et qui rappelle les dispositions législatives ou réglementaires applicables à chaque matière spéciale. Ces explications sont destinées

surtout à faciliter l'intelligence des tableaux, en séparant distinctement leurs différentes séries.

Les documents dont se compose le Compte de l'Administration des finances se divisent en deux catégories principales : *Comptes généraux* et *Comptes spéciaux*. Les comptes généraux ont pour objet de retracer la série des opérations concernant les budgets, le service de trésorerie et l'ensemble de la situation des finances. Les comptes spéciaux se rapportent à la dette publique ainsi qu'à divers services financiers dont les mouvements comportent des détails particuliers. Ces deux catégories principales sont elles-mêmes subdivisées en sections distinctes, selon l'ordre des opérations, et ainsi qu'on va le faire connaître.

1° COMPTES GÉNÉRAUX.

Les *Comptes généraux*, au nombre de six, sont ceux qui suivent :

Compte des opérations de l'année.

Le *Compte des opérations de l'année* forme la première section des comptes généraux. Il constate les valeurs de caisse et de portefeuille existant chez tous les comptables des finances au commencement de l'année, les recettes et les dépenses qu'ils ont effectuées pendant la gestion annuelle, et les soldes matériels restés entre leurs mains au 31 décembre. Les opérations de l'année y sont récapitulées, en ce qui concerne les budgets, par branches principales de revenus et par départements ministériels, et, pour les mouvements de trésorerie et les services spéciaux du Trésor, par nature principale de service. Cet exposé est accompagné d'un développement, par classe de comptables, des faits qui s'y trouvent exprimés, destiné à servir de base aux Déclarations générales que rend annuellement la Cour des comptes pour constater la conformité de ses arrêts, sur les comptes individuels soumis à son jugement, avec les comptes généraux qui sont produits par les Ministres.

Compte des contributions et revenus publics.

La section suivante, intitulée *Compte des contributions et revenus publics*, développe, par nature de recettes, les produits des budgets énoncés sommairement dans le compte des opérations de l'année. La série de tableaux dont elle se compose indique les droits liquidés à la charge des redevables de l'État, les recouvrements effectués pendant chacune des deux années des exercices en cours d'exécution, et les restes à recouvrer sur les droits constatés. Cette section du compte des finances a ainsi pour destination de présenter, sous le point de vue distinct de la réalisation des impôts, l'ensemble des ressources applicables tant à l'exercice qui est parvenu au terme de sa clôture qu'à l'exercice courant. Celles de ces ressources qui se rapportent à l'exercice expiré sont, en outre, l'objet d'un compte que le Ministre des finances publie séparément, à l'appui de la loi proposée pour le règlement définitif de cet exercice, et dans lequel des développements administratifs font

connaître, pour chaque branche de revenus, les valeurs, matières ou quantités qui ont été soumises à l'application des tarifs et qui ont déterminé le montant des droits perçus par le Trésor public.

Compte des dépenses publiques.

Il est procédé de la même manière à l'égard des dépenses publiques. Après avoir été inscrites, mais seulement par nature de budget et par ministère, dans le compte des opérations de l'année, elles sont développées par chapitre dans la section intitulée *Compte des dépenses publiques*, dont les tableaux exposent les droits constatés au profit des créanciers de l'État, les payements effectués soit pendant l'année, soit antérieurement, d'après les ordonnances des Ministres, et enfin les restes à payer sur les liquidations opérées. Cette section du Compte des finances donne, par conséquent, la récapitulation des dépenses que chaque département ministériel est tenu de justifier dans son compte particulier, et qui forment les éléments soit du règlement de l'exercice expiré, soit de la situation provisoire de l'exercice courant. Les détails par articles de dépenses, accompagnés de toutes les justifications administratives qui s'y rattachent, ne se trouvent et ne peuvent être en effet produits que dans les comptes rendus par les divers départements ministériels, lesquels complètent ainsi, pour les dépenses, l'ensemble des documents nécessaires au contrôle législatif.

Compte de trésorerie.

Les informations relatives aux recettes et aux dépenses publiques sont suivies du *Compte de trésorerie*, dans lequel on explique les opérations qui, pendant l'année, ont affecté les créances actives, ainsi que les effets à payer, les comptes courants et autres créances passives de l'Administration des finances; les mouvements de fonds qui ont eu lieu entre les comptables du Trésor; les moyens de crédits réalisés en vertu d'autorisations législatives; l'excédent au profit ou à la charge du service de trésorerie, qui, d'après les sections précédentes du compte des finances, ressort du recouvrement de l'impôt et de l'acquittement des dépenses publiques; enfin les variations qu'ont éprouvées les encaisses matériels formant, pour la période annuelle, les termes extrêmes qui garantissent l'exactitude de l'exposé de ces différents résultats.

On voit par ces explications que les trois premières sections du Compte général des finances présentent l'ensemble des opérations de recette et de dépense effectuées par tous les agents ou comptables préposés à la liquidation et à la réalisation des droits constatés au profit ou à la charge de l'État. Il reste à rapprocher entre elles ces opérations, à les comparer aux prévisions ou autorisations législatives, et à les combiner avec les soldes des gestions précédentes, de manière à déterminer la situation des d fférents services financiers à la fin de l'année dont le compte est rendu. Tel est l'objet des sections suivantes.

Comptes des budgets.

Les *Comptes des budgets* contiennent d'abord la série des tableaux établissant la situation définitive du dernier exercice qui a atteint l'époque de sa clôture et dont la loi de règlement est proposée. Ces tableaux, dans lesquels on explique les modifications législativement apportées aux prévisions du budget primitif et qui sont appuyés de plusieurs documents administratifs, comparent, en recette, les évaluations avec les produits réalisés; en dépense, les crédits accordés avec les dépenses faites; fixent les droits restés à recouvrer et les sommes restant à payer, et déterminent enfin l'excédent ou l'insuffisance des ressources qui constitue la situation finale du budget. Bien que le principe de l'unité budgétaire ait été maintenu dans les écritures centrales de l'Administration des finances, ces tableaux présentent distinctivement pour l'exercice 1892 les opérations du *Budget général* et celles du *Budget sur ressources spéciales* supprimé à partir de l'exercice 1893. D'autres tableaux, offrant les mêmes rapprochements, font ensuite connaître la situation provisoire de l'exercice courant. Les opérations effectuées pour les Services urgents dont l'exercice s'ouvrira au 1er janvier suivant sont également retracées dans le présent compte.

Enfin cette partie du Compte général des finances comprend aussi des tableaux analytiques présentant la situation financière des budgets depuis 1870, telle qu'elle est résultée de leurs propres ressources et besoins, ou que le règlement législatif l'a définitivement arrêtée en la combinant avec les résultats des budgets antérieurs. Des développements, par branches de service, permettent de comparer entre eux les termes correspondants des exercices dont elle est formée, et font ressortir, par la comparaison des budgets *votés* avec les budgets *réglés définitivement*, les résultats de l'exécution des services, tant en recette qu'en dépense.

Situation générale des finances.

La *Situation générale de l'Administration des finances* à la fin de l'année se compose : 1° d'un bilan ou balance résumée des comptes ouverts sur le Grand-Livre de la Direction générale de la Comptabilité publique, dans lequel les recettes et les dépenses de l'année seront rattachées aux résultats de la situation au commencement de ladite année, pour déterminer celle qui ressort à l'époque où s'arrête le compte; 2° d'un exposé de l'actif et du passif de l'Administration des finances à cette dernière époque, comprenant les valeurs de caisse et de portefeuille existant chez tous les comptables, les avances à recouvrer, les effets à payer, les créances passives, les excédents de recettes et de dépenses produits par le service des budgets courants et des fonds spéciaux, et enfin les déficits que les anciens budgets ont laissés à la charge du Trésor, lesquels sont couverts par l'excédent du passif de l'Administration des finances sur les articles constituant son actif réel.

Cette partie du présent compte est accompagnée d'un travail d'ensemble qui résume

d'abord et développe ensuite, afin qu'on puisse apprécier leur importance corrélative, les quatre principaux termes de la *Situation générale des finances* publiée à la fin de chacune des années précédentes, en partant du 1er janvier 1871.

Les *Comptes spéciaux* forment deux séries. La première série comprend les comptes de la *Dette publique*, c'est-à-dire ceux de la dette consolidée, des capitaux remboursables, des annuités de rachat des canaux, des annuités et de la garantie d'intérêt aux compagnies de chemins de fer, des cautionnements en numéraire, des rentes viagères, et enfin des pensions inscrites au Trésor. 2° COMPTES SPÉCIAUX.

La seconde série s'applique à *divers services publics*, savoir : apurement des dépenses des exercices clos, services financiers en Algérie, opérations relatives à la portion de l'emprunt grec garantie par la France, ancien domaine extraordinaire, débets, créances litigieuses, prêts effectués au commerce en 1830 et à l'industrie en 1860, et enfin fonds de concours pour dépenses d'intérêt public. On va successivement indiquer la nature des opérations que présente chacun de ces comptes.

Le *Compte de la dette consolidée* se rapporte aux rentes 4 1/2 nouveau et 3 p. 0/0. Il fait connaître l'origine de ces différentes natures de rentes ; la situation des crédits qui en ont autorisé la création ; l'emploi qui a été fait par le Trésor de leur produit, selon qu'elles ont été négociées, remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation des fonds de réserve de l'amortissement, attribuées à divers services publics ou annulées en vertu d'actes législatifs ; leurs mouvements par périodes politiques depuis 1814, et leur classement actuel par catégories de propriétaires. Il comprend aussi, depuis 1862, le résultat de la conversion des rentes en vertu du décret du 12 février 1862 et, depuis 1887, celui de la conversion des rentes en exécution de la loi du 7 novembre 1887. Enfin, on y a joint le *Compte des rentes 3 p. 0/0 amortissables* et celui des *annuités de conversion de l'emprunt de 250 millions, le Compte des Emprunts sardes et des Notes sur diverses annuités.* Compte de la dette consolidée.

Le *Compte des annuités aux compagnies de chemins de fer* fait connaître le montant des dépenses de cette nature qui ont été liquidées au profit des compagnies, les payements faits chaque année en atténuation de ces dépenses et les sommes restant à payer. Compte des annuités aux compagnies de chemins de fer.

Le *Compte de la garantie d'intérêt aux compagnies de chemins de fer* présente le montant des avances faites aux compagnies, les reversements ou remboursements effectués sur ces avances, et la situation de la dette des compagnies à la fin de l'année. Compte de la garantie d'intérêt aux compagnies de chemins de fer.

Le *Compte des annuités de rachat des canaux* contient le tableau des emprunts de cette nature dont le Trésor s'est engagé à rembourser matériellement le capital, les payements qu'il a successivement faits en atténuation de sa dette et les sommes restant à amortir à la fin de l'année. Compte des annuités de rachat des canaux.

Compte des cautionnements en numéraire.

Le *Compte des cautionnements en numéraire* indique les mouvements des capitaux de cautionnements pendant l'année et les sommes qui restent dues par l'État à chaque classe de titulaires des emplois, avec la destination qu'ont reçue les fonds de cette origine primitivement versés au Trésor.

Compte des rentes viagères.

Le *Compte des rentes viagères* présente la situation, au commencement et à la fin de l'année, ainsi que le mouvement, pendant cette période, de chaque classe de rentes viagères, suivant qu'elles ont été constituées sur une ou plusieurs têtes.

Compte des pensions inscrites au Trésor.

Le *Compte des pensions* énonce d'abord les différentes natures de pensions dont les arrérages sont payés sur les fonds généraux du budget; les lois qui en ont autorisé l'inscription, les crédits que ces lois ont accordés, et leur situation; les nouvelles pensions liquidées et inscrites, celles qui ont été éteintes pour cause de décès, et enfin la somme à laquelle s'élève, à la fin de l'année, cette partie de la dette publique.

Compte d'apurement des dépenses des exercices clos.

Le *Compte d'apurement des dépenses des exercices clos* rappelle les créances restées à payer sur ceux des exercices réglés législativement qui n'ont pas encore atteint le terme de leur prescription finale, oppose à ce premier résultat les créances dont le payement a été depuis ordonnancé dans les formes déterminées par la loi sur les budgets des exercices courants, et dégage les créances qui restent encore à solder. Il donne ainsi la preuve que la dette arriérée du Trésor sur les budgets se réduit successivement des payements dont les exercices courants ont eu à supporter la charge.

Compte des services financiers en Algérie.

Le *Compte des services financiers en Algérie* a pour destination d'exposer, par nature de recettes et de dépenses et par classe de comptables, les opérations effectuées en Algérie pendant l'année, tant pour le compte de l'État que pour les services provinciaux, et d'en résumer les résultats de manière à déterminer les besoins de trésorerie auxquels l'Administration des finances a eu à pourvoir.

Compte de l'ancien domaine extraordinaire.

Le *Compte de l'ancien domaine extraordinaire*, dont la publication est prescrite par diverses lois, indique les créances de l'espèce recouvrées pendant l'année et la destination donnée aux produits de ces recettes spéciales.

Compte des opérations relatives à la portion de l'emprunt grec garantie par la France.

Le Compte des opérations relatives à la portion de l'emprunt grec garantie par la France a pour but de permettre de continuer à suivre la situation de cette créance du Trésor remontant à l'année 1833 et dont le solde restant à rembourser à la fin de l'exercice 1886 a été inscrit définitivement parmi les découverts du Trésor, en exécution de la loi du 26 février 1887. Il présente, à son débit, l'ensemble et les mouvements de la dette

hellénique depuis son origine, et à son crédit, l'intégralité des versements annuels effectués successivement par le Gouvernement grec, de sorte que le solde de ce compte fait connaître la somme restant due à la France au 31 décembre de chaque année.

Le *Compte des débets et créances litigieuses* présente, par catégorie, les mouvements annuels et la situation des débets et créances dont le recouvrement est poursuivi par les soins de l'agence judiciaire du Trésor, et contient des développements particuliers sur la situation des prêts effectués, en 1860, au commerce et à l'industrie.

Compte des créances litigieuses et des prêts au commerce.

Enfin, le *Compte des fonds de concours pour dépenses d'intérêt public* retrace, par ministère, les engagements souscrits au profit du Trésor par les parties intéressées, le montant des sommes mises en recouvrement sur ces engagements, les recettes effectuées à ce titre et les restes à recouvrer au 31 décembre de chaque année.

Compte des fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

Le *Compte général des finances*, qui résume à la fois les comptes des Ministres et les comptes individuels des comptables, forme la base authentique et invariable sur laquelle repose le règlement législatif des budgets. C'est ce compte, ainsi que ses nombreux développements, qui garantit l'exactitude matérielle de tous les résultats soumis, chaque année, au contrôle législatif, dont tous les éléments se trouvent dans l'ensemble des documents ci-après :

Documents de finances qui servent de base au contrôle législatif.

Compte définitif des recettes de l'exercice expiré, rendu par le Ministre des finances;

Comptes définitifs des dépenses du même exercice, rendus par les Ministres ordonnateurs;

Compte général de l'Administration des finances;

Rapport et Déclaration générale de la Cour des comptes; Éclaircissements fournis par les Ministres en réponse aux observations de la Cour;

Rapport et procès-verbal de la Commission de vérification des comptes ministériels.

On a placé à la suite du Compte général de l'Administration des finances, à titre de renseignement, un *Répertoire alphabétique et chronologique* destiné à faciliter la recherche des documents spéciaux publiés dans les comptes antérieurs et qui ne se trouvent pas reproduits dans celui de la présente année.

Répertoire des documents spéciaux publiés dans les comptes antérieurs.

COMPTES GÉNÉRAUX.

COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

COMPTE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS. (Exercices 1893, 1894 et 1895.)

COMPTE DES DÉPENSES PUBLIQUES. (Exercices 1893, 1894 et 1895.)

COMPTE DE TRÉSORERIE.

COMPTES DES BUDGETS.

BILAN ET SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

COMPTE

DES

OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894

NOTE

SUR

LE COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

La première section du Compte général de l'Administration des finances est consacrée au *Compte des opérations de l'année*. On y récapitule les liquidations de droits au profit ou à la charge des budgets, ainsi que les recettes et les payements qui ont eu lieu, dans la période annuelle, sur tous les services publics, et qui sont développés, par ordre d'opérations, dans les sections suivantes.

Les faits constatés pour l'année 1894 sont ceux que l'on va exposer.

RÉSUMÉ DES RECETTES ET DES PAYEMENTS DE L'ANNÉE 1894.

Les valeurs de caisse et de portefeuille qui formaient le solde du compte de l'année précédente montaient à..... 1,288,921,717f 76c

Les recettes de toute nature faites par l'Administration des finances pendant l'année 1894 se sont élevées à 36,201,349,416 fr. 29, savoir :

Recettes sur les produits des budgets			3,456,499,879f 31c	
Recettes des services de Trésorerie.	Recettes sur les services spéciaux.	871,710,543f 28c	32,744,849,536 98	
	Recettes provenant du mouvement des créances passives de l'Administration des finances.....	21,409,727,403 73		
	Idem de ses créances actives.....	585,882,558 32		
	Mouvements de fonds entre les comptables des finances.....	9,877,529,031 65		
Total de la recette.....			36,201,349,416 29	36,201,349,416 29

Le Compte des finances a ainsi à faire connaître l'emploi d'une somme totale de..... 37,490,271,134 05

Suite de la *Note sur le compte des opérations de l'année 1894.*

Suite du RÉSUMÉ DES RECETTES ET DES PAYEMENTS DE L'ANNÉE 1894.

Les dépenses faites par l'Administration des finances s'élèvent à 36,307,604,773, fr. 38, savoir :

Dépenses des budgets		3,481,848,279f 98c	
Dépenses des services de Trésorerie.	Dépenses sur les services spéciaux.	1,024,889,648f 48c	
	Payements provenant du mouvement des créances passives de l'Administration des finances	21,335,854,068 04	32,825,756,493 40
	Idem de ses créances actives	585,698,167 80	
	Mouvements de fonds entre les comptables des finances	9,879,314,609 08	
	TOTAL de la dépense	36,307,604,773 38	36,307,604,773f 38c
En y ajoutant le solde en caisse et en portefeuille existant, le 31 décembre 1894, à la Caisse centrale du Trésor à Paris et chez les agents extérieurs			1,182,666,360 67
on retrouve la somme ci-dessus, dont le Compte des finances a à faire connaître l'emploi			37,490,271,134 05

OPÉRATIONS CONSTATÉES POUR LE SERVICE DES BUDGETS.

Recettes.

EXERCICE 1893.

	BUDGET GÉNÉRAL.		
	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
Les droits qui restaient à recouvrer au 1er janvier 1894 s'élevaient à	91,435,297f 27c	5,796,138 08	97,231,435 35
Pendant l'année 1894, de nouvelles liquidations de droits ont eu lieu à la charge des redevables de l'État pour	17,352,629 48	1,820,019 10	19,172,648 58
TOTAUX	108,787,926 75	7,616,157 18	116,404 083 93
Mais les non-valeurs constatées, les décharges et les annulations de droits s'étant élevées à	13,829,048 68	1,235,933 21	15,064,981 89
il en résulte que les droits à recouvrer s'élevaient à	94,958,878 07	6,380,223 97	101,339,102 04
Les recouvrements effectués pendant l'année 1894 ayant été de	76,046,261 00	4,406,154 93	80,452,415 93
le budget de 1893 a présenté, à l'époque de sa clôture, un reste à recouvrer de	18,912,617 07	1,974,069 04	20,886,686 11

Suite de la *Note sur le compte des opérations de l'année 1894.*

Suite des OPÉRATIONS CONSTATÉES POUR LE SERVICE DES BUDGETS.

EXERCICE 1894.

D'après les documents adressés périodiquement à la Direction générale de la Comptabilité publique, par les agents administratifs chargés de la liquidation des diverses natures d'impôts, les droits à recouvrer sur l'exercice 1894 et les recettes effectuées pendant l'année 1894 ont été inscrits dans les écritures ainsi qu'il suit :

		DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1894.	RESTES à recouvrer au 31 décembre 1894.
Budget général	France	3,425,505,547f 10c	3,327,881,844f 54c	97,623,702f 56c
	Algérie	53,090,839 76	47,672,991 05	5,417,848 71
	TOTAUX	3,478,596,386 86	3,375,554,835 59	103,041,551 27

EXERCICE 1895.

Quelques recettes ont été faites, en 1894, sur les produits du budget général de l'exercice 1895, pour des ressources dont la réalisation devance l'ouverture de l'exercice auquel elles sont attribuées et, en outre, par suite du transport à cet exercice de ressources provenant d'exercices précédents et destinées à faire face à des crédits reportés législativement à 1895. Ces recettes s'élèvent à la somme de :

France	492,627f 79c	492,627f 79c
Algérie	»	

RÉCAPITULATION.

En résumé, les produits recouvrés pendant l'année 1894 s'élèvent ensemble à une somme de 3,456,499,879 fr. 31, savoir :

Exercice 1893	80,452,415f 93c
Exercice 1894	3,375,554,835 59
Exercice 1895	492,627 79
TOTAL des recettes effectuées sur les budgets pendant l'année 1894. (Voir pages 38 et 158.)	3,456,499,879 31

Suite de la *Note sur le compte des opérations de l'année 1894.*

Suite des OPÉRATIONS CONSTATÉES POUR LE SERVICE DES BUDGETS.

Dépenses.

EXERCICE 1893.

	BUDGET GÉNÉRAL.		
	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
Sur les droits précédemment liquidés ou présumés par les ministères à la charge du budget de l'exercice 1893, il restait à payer au 1er janvier 1894, d'après le compte de l'année précédente.....	437,663,089f 18c	15,933,464 42	453,596,553 60
Ces liquidations et prévisions de dépenses ont éprouvé, en 1894, des modifications dont l'ensemble constitue une diminution de 18,665,203 fr. 66 et dont les restes à payer ci-dessus se sont trouvés atténués, ci.....	17,660,616 13	1,004,587 53	18,665,203 66
Les dépenses de l'exercice 1893 qui étaient à solder par le Trésor pendant l'année 1894 ne s'élevaient, en conséquence, qu'à la somme de.....	420,002,473 05	14,928,876 89	434,931,349 94
Les payements ont eu lieu pour.....	396,522,800 79	14,168,788 13	410,691,588 92
Et les dépenses restées à payer à la clôture de l'exercice 1893 montaient à.....	23,479,672 26	760,088 76	24,239,761 02

EXERCICE 189 .

Les dépenses liquidées pendant l'année 1894, celles que l'on a présumé devoir encore être effectuées à la charge de l'exercice 1894, et les payements faits par les comptables des finances pendant ladite année, ont été constatés ainsi qu'il suit dans les écritures des différents ministères ordonnateurs de ces dépenses :

		DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1894.	RESTES À PAYER au 31 décembre 1894.
Budget général....	France.....	3,441,184,213f 46c	3,009,252,516f 94c	431,931,696f 52c
	Algérie.....	73,915,614 57	61,903,868 18	12,011,746 39
	TOTAUX.....	3,515,099,828 03	3,071,156,385 12	443,943,442 91

Suite de la *Note sur le compte des opérations de l'année 1894.*

Suite des OPÉRATIONS CONSTATÉES POUR LE SERVICE DES BUDGETS.

EXERCICE 1895.

Les dépenses des pensions ont motivé, pendant l'année 1894, des payements par anticipation imputables sur les crédits de l'exercice 1895. Ces payements s'élèvent pour le budget général (France) à..... 305f 94c

RÉCAPITULATION.

La réunion des payements effectués sur ces divers exercices fait ressortir, pour l'année 1894, un total de 3,481,848,279 fr. 98, savoir :

Exercice 1893.....	410,691,588f 92c
Exercice 1894.....	3,071,156,385 12
Exercice 1895.....	305 94
TOTAL des payements effectués pendant l'année 1894. (Voir pages 39 et 280.).....	3,481,848,279 98

Résultat du service des budgets pour l'année 1894.

Considéré dans son ensemble, le service des budgets a présenté, pendant l'année 1894, un excédent de dépenses qui résulte du rapprochement des termes ci-après :

Recettes.....	3,456,499,879f 31c
Dépenses.....	3,481,848,279 98
EXCÉDENT de dépenses.....	25,348,400 67

SERVICES DE TRÉSORERIE.

Les opérations de trésorerie de l'Administration des finances ont présenté, pendant l'année 1894, les mouvements ci-après :

1° OPÉRATIONS CONSTATÉES POUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Les opérations de différents services dont les recettes et les dépenses ne sont pas comprises dans les budgets, soit qu'elles ne doivent y être rattachées qu'ultérieurement, soit qu'elles ne puissent être soumises à la limite des exercices, forment au Compte des finances une catégorie distincte dans les opérations de trésorerie, intitulée : *Services spéciaux du Trésor.* Des notes insérées à la situa-

Suite de la *Note sur le compte des opérations de l'année 1894.*

tion générale des finances font connaître la nature de chacun de ces services et le montant des opérations qui en ont modifié la situation pendant l'année.

Considérés dans leur ensemble, les mouvements des différents *Services spéciaux du Trésor* résultant des opérations des comptables que l'on vient d'analyser ont présenté pour l'année 1894 :

En recette (voir page 34)	871,710,543f 28c
En dépense (voir page 35)	1,024,889,648 48
Il en est, par conséquent, résulté un excédent de dépense de	153,179,105 20

2° OPÉRATIONS RELATIVES AUX CRÉANCES PASSIVES.

Les créances passives de l'Administration des finances se sont accrues de recettes s'élevant dans leur ensemble à	21,409,727,403f 73c
Elles ont été atténuées de remboursements montant à la somme de	21,335,854,068 04
Leur solde, au commencement de l'année, se trouve ainsi augmenté de la différence de	73,873,335 69

3° OPÉRATIONS RELATIVES AUX CRÉANCES ACTIVES.

Les recettes faites en atténuation des créances actives à recouvrer par le Trésor ont été de	585,882,558f 32c
Et les payements faits en accroissement de ces créances s'étant élevés à	585,698,167 80
le résultat des opérations de l'année les a ainsi diminuées de	184,390 52

4° OPÉRATIONS RELATIVES AUX MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

Pendant l'année 1894, les divers comptables ont reçu du Trésor ou de leurs collègues, en fonds et valeurs	9,877,529,031f 65c
et ils ont envoyé, pendant la même période	9,879,314,609 08
D'où résulte un excédent de fonds envoyés de	1,785,577 43

qui représente des recettes dont la contre-partie en dépense ne figurera que dans le compte de l'année 1895.

5° VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE.

Les valeurs de caisse et de portefeuille que les comptables conservent habituellement entre leurs mains pour les besoins du service s'élevaient, au 1er janvier 1894, à	1,288,921,717f 76c
Le solde en caisse au 1er janvier 1895 est de	1,182,666,360 67
L'encaisse des comptables a, par conséquent, éprouvé, pendant l'année 1894, une diminution de	106,255,357 09

Suite de la *Note sur le compte des opérations de l'année 1894.*

RÉSULTAT GÉNÉRAL DU SERVICE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

PENDANT L'ANNÉE 1894.

Le rapprochement entre eux des différents termes que l'on vient d'exposer détermine, pour l'ensemble des services de l'Administration des finances pendant l'année 1894, les résultats généraux qui suivent :

	RÉSULTATS GÉNÉRAUX	
	EN RECETTE.	EN DÉPENSE.
Excédent de dépense sur le service des budgets	"	25,348,400f 67c
Excédent de dépenses sur les services spéciaux du Trésor	"	153,179,105 20
Augmentation des créances passives de l'Administration des finances	73,873,335f 69c	"
Diminution des créances actives	184,390 52	"
Résultat des opérations de mouvements de fonds en excédent de dépense	"	1,785,577 43
Diminution de l'encaisse des comptables	106,255,357 09	"
TOTAUX	180,313,083 30	180,313,083 30

Le tableau placé à la suite de la présente Note est accompagné d'un développement, par classe de comptables, des recettes et des payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1894. Ce développement sert de base au contrôle attribué à la Cour des comptes par l'ordonnance du 9 juillet 1826 et à la déclaration générale qu'elle rend annuellement pour certifier l'exactitude de tous les résultats du Compte général de l'Administration des finances.

COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1894.

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE AU 1er JANVIER 1894.

Numéraire	275,261,447f 28c	1,288,921,717f 76c
Effets à recevoir	1,013,660,270 48	

RECETTE.

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

EXERCICE 1893.

BUDGET GÉNÉRAL.

FRANCE.

	Droits qui restaient à recouvrer au 1er janv. 1894.	Droits constatés pendant l'année 1894.	Annulations de droits constatés antér. à 1894.	Recouvrements effectués pendant l'année 1894.	Restes à recouvrer à la clôture de l'exercice.
§ 1er. — Impôts directs.					
Contributions directes. (Fonds généraux.)	17,975,934f 01c	500f 00c	"	17,976,434f 01c	"
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	2,927,120 71	1,753 45	"	2,928,874 16	"
Total des impôts directs	20,903,054 72	2,253 45	"	20,905,308 17	"
		2,253f 45c			
§ 2. — Impôts et revenus indirects.					
Enregistrement	2,420,791f 60c	"	1,812,416f 98c	141,918f 78c	466,455f 84c
Timbre	0 80	1,403,782 00	"	1,403,782 80	"
Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	341 00	"	45 00	191 00	105 00
Douanes	1,745,522 49	"	142,405 99	261,678 11	1,341,438 39
Contributions indirectes	15,510,957 03	4,508,991 71	"	7,959,933 18	12,060,015 56
Sucres	5,287,202 11	5,506,111 24	"	10,261,023 56	532,289 79
Total des impôts et revenus indirects	24,964,815 03	11,418,884 95	1,954,867 97	20,028,527 43	14,400,304 58
		9,464,016f 98c			
§ 3. — Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.					
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes.	619,033f 16c	529,793 61	"	1,047,892f 77c	100,934 00
Postes	55,165 33	237,862 35	"	284,817 79	8,209 89
Télégraphes	1,273,660 28	1,749,779 46	"	1,583,770 29	1,439,669 45
Téléphones	91,007 51	82,732 37	"	129,242 08	44,497 80
Produits de diverses exploitations	8,873,385 92	523,655 41	"	9,397,041 33	"
	10,912,252 20	3,123,823 20	"	12,442,764 26	1,593,311 14
Colonies.					
Produits de diverses exploitations	"	143,698 36	"	143,698 36	"
Total des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	10,912,252 20	3,267,521 56	"	12,586,462 62	1,593,311 14
		3,267,521f 56c			
§ 4. — Produits et revenus du domaine de l'État.					
Produits des domaines autres que le domaine forestier	3,289,156f 00c	465,743f 52c	"	1,058,064f 15c	2,696,835f 37c
Produits des forêts	492,733 55	"	5,668f 63c	264,898 94	222,165 98
Total des produits et revenus du domaine de l'État	3,781,889 55	465,743 52	5,668 63	1,322,963 09	2,919,001 35
		460,074f 89c			
§ 5. — Produits divers du budget.					
Produits divers	6,954,983f 53c	"	5,103,461f 26c	1,851,522 27	"
§ 6. — Ressources exceptionnelles.					
Diverses ressources exceptionnelles	5,792,691f 44c	"	552,817f 07c	5,239,874 37	"
§ 7. — Recettes d'ordre.					
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	14,356,312f 71c	2,198,226 00	"	16,554,538f 71c	"
Recettes d'ordre proprement dites	3,769,298 09	"	6,212,233 75	*à déd. 2,442,935 66*	"
Total des recettes d'ordre	18,125,610 80	2,198,226 00	6,212,233 75	14,111,603 05	"
		4,014,007f 75c			
Total du budget général (France) à reporter	91,435,297f 27c	17,352,629f 48c	13,829,048f 68c	76,046,261f 00c	18,912,617f 07c
		3,523,580f 80c			

DÉPENSE.

DÉPENSES PUBLIQUES.

EXERCICE 1893.

BUDGET GÉNÉRAL.

FRANCE.

	Droits qui restaient à payer au 1er janv. 1894.	Droits constatés pendant l'année 1894.	Annulations de droits constatés antér. à 1894.	Payements effectués pendant l'année 1894.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.
1re Partie. — Dette publique.					
Ministère des finances. Dette consolidée	56,652,653f 01c	1,313,523f 50c	"	48,355,287f 50c	9,610,889f 01c
Dette remboursable à terme ou par annuités	16,725,056 45	985,652 57	"	16,111,558 54	1,599,150 48
Dette viagère	8,096,709 27	"	1,444,420f 31c	6,630,655 76	21,633 20
Total de la 1re partie	81,474,418 73	2,299,176 07	1,444,420 31	71,097,501 80	11,231,672 69
		854,755f 76c			
2e Partie. — Pouvoirs législatifs.					
Ministère des finances. Présidence de la République	"	"	"	"	"
Sénat et Chambre des députés	57,520f 00c	"	"	57,520f 00c	"
Total de la 2e partie	57,520 00	"	"	57,520 00	"
		"			
3e Partie. — Services généraux des ministères.					
Ministère de la justice	2,398,171f 10c	"	51,419f 93c	2,315,391f 29c	31,359 88
Ministère des affaires étrangères. 1re Section. — Service ordinaire	3,153,639 74	"	89,738 09	2,914,270 72	149,630 93
2e Section. — Service des protectorats	566,981 72	"	117,934 90	341,939 74	107,107 08
Ministère de l'intérieur et des cultes. 1re Section. — Service de l'intérieur	14,654,595 15	"	1,012,382 68	13,114,554 60	527,657 87
2e Section. — Service des cultes	12,565,088 73	"	49,975 70	12,257,998 33	257,114 70
Ministère des finances	3,195,060 35	146,213f 96c	"	3,134,423 12	206,851 19
Ministère de la guerre. Service ordinaire	57,279,272 12	"	3,776,141 03	49,293,507 16	4,209,623 93
Dépenses extraordinaires	19,032,656 88	"	2,122,437 83	15,992,022 91	918,196 14
Ministère de la marine	49,399,299 60	"	61,771 05	49,199,321 89	138,206 66
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. 1re Section. — Service de l'instruction publique	21,358,078 53	"	1,737,259 51	19,459,318 44	161,500 58
2e Section. — Service des beaux-arts	2,175,359 76	"	37,430 37	2,127,583 89	10,345 50
Ministère du commerce et de l'industrie. 1re Section. — Service du commerce et de l'industrie	12,159,826 10	"	23,230 75	11,275,494 22	861,101 13
2e Section. — Service des postes et des télégraphes	370,252 90	"	1,804 11	368,223 85	224 94
3e Section. — Service des téléphones	37 50	25 00	"	62 50	"
Ministère des colonies	42,214,463 54	"	7,031,495 35	34,225,776 65	957,191 54
Ministère de l'agriculture	17,028,495 83	"	493,980 36	16,184,008 63	350,506 84
Ministère des travaux publics. 1re Section. — Dépenses ordinaires	15,005,507 17	"	158,106 18	14,578,142 07	269,258 92
2e Section. — Dépenses extraordinaires	33,200,076 86	"	1,295,490 65	29,498,747 12	2,405,839 09
Total de la 3e partie	305,756,863 58	146,238 96	18,060,598 49	276,280,787 13	11,561,716 92
		A déd.: 17,914,359f 53c			
4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.					
Ministère des finances	11,769,564f 84c	68,127 65	"	11,782,595 32	55,097f 17c
Ministère des affaires étrangères	59,452 96	"	0 30	59,131 11	321 55
Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies (Service des postes et des télégraphes.)	18,480,301 27	"	642,399 09	17,687,170 29	150,731 89
Service des téléphones	5,424,780 07	"	197,938 27	5,223,778 92	3,062 88
Ministère de l'agriculture	2,015,878 49	439,681 02	"	1,979,282 50	476,277 01
Total de la 4e partie	37,749,977 03	507,808 67	840,337 66	36,731,958 14	685,490 50
		A déd.: 332,528f 99c			
5e Partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.					
Ministère des finances	10,677,723f 56c	"	38,389f 86c	10,639,333 70	"
Ministère de l'intérieur	571,191 10	"	229,196 07	341,995 03	"
Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies. (Service des postes et des télégraphes.)	1,370,852 71	"	0 08	1,370,852 63	"
Service des téléphones	2,541 55	"	886 90	862 50	792 15
Ministère de l'agriculture	2,000 32	"	10 46	1,989 86	"
Total de la 5e partie	12,624,309 24	"	268,483 37	12,355,033 72	792 15
		A déd.: 268,483f 37c			
Total du budget général (France) à reporter	437,663,089f 18c	2,953,223f 70c	20,613,839f 83c	396,522,800f 79c	23,479,672f 26c
		A déd.: 17,660,616f 13c			

COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1894.

Suite de la RECETTE.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

	DROITS qui restaient à recouvrer au 1er janv. 1894	DROITS constatés pendant l'année 1894.	ANNULATIONS de droits constatés antérr à 1894.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1894.	RESTES à recouvrer à la clôture de l'exercice.
Suite de l'EXERCICE 1893.					
Report du budget général. (FRANCE.)	91,435,297f27c	17,352,629f48c	13,829,048f68c	76,046,261f00c	18,912,617f07c
		3,523,580f 80c			
ALGÉRIE.					
§ Ier. — IMPÔTS DIRECTS.					
Contributions et taxes assimilées en Algérie	2,428,062f 05c	"	495,964f53c	1,561,319f23c	370,778f29c
TOTAL des impôts directs	2,428,062 05	"	495.964 53	1,561,319 23	370,778 29
		A déd : 495,964f53c			
§ 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.					
Enregistrement	55,633f84c	"	28,993f85c	2,993f30c	23,646f69c
Timbre	"	2,797f05c	"	2,797 05	"
Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	"	"	"	"	"
Douanes	1,350 00	"	"	725 00	625 00
Contributions diverses	189,327 19	"	8,660 17	171,413 94	9.253 68
TOTAL des impôts et revenus indirects	246,311 03	2,797 05	37,654 02	177,929 29	33,524 77
		A déd. : 34,856f 97c			
§ 3. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.					
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses	"	37f50c	"	37f50c	"
Postes	813f32c	16,549 25	"	17,362 57	"
Télégraphes	2,440 81	230 32	"	2,445 13	226f00c
Téléphones	"	170 50	"	"	170 50
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	3,254 13	16,987 57	"	19,845 20	396 50
		16,987f 57c			
§ 4. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.					
Produits du domaine autre que le domaine forestier	1,278,680f04c	255,787f58c	"	552,831f72c	981,635f90c
Produits des forêts	707,513 18	"	22,311f24c	97,468 36	587,733 58
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	1,986,193 22	255,787 58	22,311 24	650,300 08	1,569,369 48
		233,476f 34c			
§ 5. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.					
Produits divers	331.807f25c	"	158,933f38c	172,873f87c	"
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.					
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	800,510f40c	"	521,070 04	279,440f36c	"
Recettes d'ordre proprement dites	"	1,544,446f90c	"	1,544,446 90	"
TOTAL des recettes d'ordre	800,510 40	1,544,446 90	521,070 04	1,823,887 26	"
		1,023.376f 86c			
TOTAL du budget général (Algérie)	5,796,138f08c	1,820,019f10c	1,235,933f21c	4,406,154f93c	1,974,069f04c
		584,085f 89c			
TOTAL du budget général (à reporter)	97,231,435f35c	19,172,648f58c	15,064,981f89c	80,452,415f93c	20,886,686f11c
		4,107,666f 69c			

Suite de la DÉPENSE.

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

	DROITS qui restaient à payer au 1er janv. 1894.	DROITS constatés pendant l'année 1894.	ANNULATIONS de droits constatés antérr à 1894.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1894.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.
Suite de l'EXERCICE 1893.					
Report du budget général (FRANCE)	437,663,089f18c	2,953,223f70c	20,613,839f83c	396,522,800f79c	23,479,672f26c
		17,660,616f 13			
ALGÉRIE.					
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.					
Ministère de la justice	250,424f47c	"	52,530f86c	194,723f33c	3,170f28c
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re section. — Service du Ministère de l'intérieur	426.338 13	"	54,610 74	360,981 56	10,745 83
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 2e section. — Service du Gouvernement général de l'Algérie	2,552,348 00	"	90,689 07	2,139,259 78	322,399 15
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 3e section. — Service des cultes	332,272 54	"	10,210 05	313,562 32	8,500 17
Ministère des finances	53,049 92	"	"	53,045 23	4 69
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re section. — Service de l'instruction publique	1,408,631 87	"	444,643 47	640,586 26	323,402 14
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e section. — Service des beaux-arts	32,437 95	"	17.501 37	14,936 58	"
Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies. (Service du commerce et de l'industrie.)	31,505 21	"	363 91	31,141 30	"
Ministère de l'agriculture	699,097 37	"	142,554 11	534,217 97	22,325 29
Ministère des travaux publics. — 1re section. — Dépenses ordinaires	1,525,293 80	"	25,434 21	1,476,682 29	23,177 30
Ministère des travaux publics. — 2e section. — Dépenses extraordinaires	5,208,894 17	"	45,835 63	5,145,416 36	17,642 18
TOTAL de la 3e partie	12,520,293 43	"	884,373 42	10,904,552 98	731,367 03
		884,373f 42c			
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.					
Ministère des finances	1,826,249f80c	22,999f18c	"	1,836,291f45c	12,957f53
Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies. (Service des postes et des télégraphes.)	558,378 85	"	61,939f03c	493,288 68	3,151 14
Service des téléphones	29,642 76	7,009 27	"	36,582 03	70 00
Ministère de l'agriculture	592,805 64	"	45,235 46	535,027 12	12,543 06
TOTAL de la 4e partie	3,007,077 05	30,008 45	107,174 49	2,901,189 28	28,721 73
		77,166f 04c			
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.					
Ministère des finances	356,715f85c	"	39,899f18c	316,816f67c	"
Ministère de l'intérieur	49,378 09	"	3,148 89	46,229 20	"
TOTAL de la 5e partie	406,093 94	"	43,048 07	363,045 87	"
		43,048f 07c			
TOTAL du budget général (Algérie)	15,933,464f42c	30,008f45c	1,034,595f98c	14,168,788f13c	760,088f76c
		A déd. : 1,004,587f 53c			
TOTAL du budget général (à reporter)	453,596,553f60c	2,983,232f15c	21,648,435f81c	410,691,588f92c	24,239,761f02c
		A déd. : 18,665,203f 66c			

Suite du *Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

Suite de la RECETTE.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

EXERCICE 1894. — BUDGET GÉNÉRAL. — FRANCE.	DROITS constatés pendant l'année 1894.	ANNULATIONS de droits constatés antérieurement à 1894.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1894.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1895 sur les droits constatés.
§ 1er. — IMPÔTS DIRECTS.				
Contributions directes et centimes d'État	467,454,087f 20c	"	448,227,526f 38c	19,226,560f 82c
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	34,027,889 00	"	31,252,545 41	2,775,343 59
TOTAL des impôts directs	501,481,976 20	"	479,480,071 79	22,001,904 41
§ 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.				
Enregistrement	531,017,635f 42c	"	528,594,355f 78c	2,423,279f 64c
Timbre	172,043,513 41	"	172,043,483 31	30 10
Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	66,208,178 36	"	66,207,775 60	402 76
Douanes	469,883,224 30	"	468,177,537 52	1,705,686 78
Contributions indirectes	595,798,682 64	"	578,030,065 50	17,768,617 14
Sucres	188,686,332 22	"	182,675,308 73	6,011,023 49
TOTAL des impôts et revenus indirects	2,023,637,566 35	"	1,995,728,526 44	27,909,039 91
§ 3. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.				
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	413,463,894f 18c	"	412,812,301f 33c	651,592f 85c
Postes	169,698,650 36	"	169,630,621 08	68,029 28
Télégraphes	35,581,755 89	"	34,357,436 26	1,224,319 63
Téléphones	8,502,104 17	"	8,438,140 13	53,964 04
Produits de diverses exploitations	11,674,302 46	"	810,290 27	10,864,012 19
	638,920,707 06	"	626,048,789 07	12,871,917 99
Produits de diverses exploitations (colonies)	58,123 12	"	58,123 12	"
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	638,978,830 18	"	626,106,912 19	12,871,917 99
§ 4. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT				
Produits du domaine autre que le domaine forestier	22,211,501f 74c	"	14,614,532f 01c	7,596,969f 73c
Produits des forêts	27,181,471 18	"	26,673,918 02	507,553 16
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	49,392,972 92	"	41,288,450 03	8,104,522 89
§ 5. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.				
Produits divers	61,179,880f 98c	"	51,209,368f 47c	9,970,512f 51
§ 6. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.				
Diverses ressources exceptionnelles	39,807,312f 20c	"	38,773,198f 29c	1,034,114f 00c
§ 7. — RECETTES D'ORDRE.				
Recettes en atténuation de dépenses	71,350,680f 41c	"	57,908,531f 20c	13,442,149 21
Recettes d'ordre proprement dites	39,676,327 77	"	37,386,786 13	2,289,541 64
TOTAL des recettes d'ordre	111,027,008 18	"	95,295,317 33	15,731,690 85
TOTAL du budget général (France) à reporter	3,425,505,547 10	"	3,327,881,844 54	97,623,702 56
	3,425,505,547f 10c			

Suite de la DÉPENSE.

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

EXERCICE 1894. — BUDGET GÉNÉRAL. — FRANCE.	DROITS constatés pendant l'année 1894.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1894.	RESTES À PAYER au 1er janvier 1895 sur les droits constatés.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.			
Ministère des finances. — Dette consolidée	709,155,815f 47c	661,664,181f 39c	47,491,634f 08c
Ministère des finances. — Dette remboursable à terme ou par annuités	302,830,836 27	291,873,963 58	10,956,872 69
Ministère des finances. — Dette viagère	220,032,852 37	210,440,150 52	9,592,701 85
TOTAL de la 1re partie	1,232,019,504 11	1,163,978,295 49	68,041,208 62
2e PARTIE. — POUVOIRS LÉGISLATIFS.			
Ministère des finances. — Présidence de la République	1,200,000 00	1,200,000 00	"
Ministère des finances. — Sénat et Chambre des députés	11,971,720 00	11,900,000 00	71,720 00
TOTAL de la 2e partie	13,171,720 00	13,100,000 00	71,720 00
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
Ministère de la justice	35,333,559 09	32,953,919 29	2,379,639 80
Ministère des affaires étrangères. — 1re section. — Service ordinaire	16,746,514 74	13,020,852 03	3,725,662 71
Ministère des affaires étrangères. — 2e section. — Service des protectorats	997,100 00	368,480 00	628,620 00
Ministère de l'intérieur	75,429,903 27	61,444,214 51	13,985,688 76
Ministère des finances	32,781,124 13	26,139,252 13	6,641,872 00
Ministère de la guerre. — Service ordinaire	592,258,976 62	524,285,874 53	67,973,102 09
Ministère de la guerre. — Dépenses extraordinaires	55,478,894 98	38,254,747 74	17,224,147 24
Ministère de la marine	275,610,906 53	222,169,785 13	53,441,121 40
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — 1re section. — Service de l'instruction publique	196,294,122 35	162,730,623 92	33,563,498 43
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — 2e section. — Service des beaux-arts	8,540,630 54	6,845,001 57	1,695,628 97
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — 3e section. — Service des cultes	43,695,620 51	31,218,591 07	12,477,029 44
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Service du commerce et de l'industrie	26,508,939 11	16,831,203 00	9,677,736 11
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Service des postes et des télégraphes	2,329,211 01	2,201,448 58	127,762 43
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 3e section. — Service des téléphones	83,762 36	80,636 05	3,126 31
Ministère des colonies	88,858,006 85	46,441,975 72	42,416,031 13
Ministère de l'agriculture	31,982,646 23	18,615,970 80	13,366,675 43
Ministère des travaux publics. — 1re section. — Dépenses ordinaires	86,881,280 57	72,777,204 29	14,104,076 28
Ministère des travaux publics. — 2e section. — Dépenses extraordinaires	208,321,018 32	182,752,594 82	25,568,423 50
TOTAL de la 3e partie	1,778,132,217 21	1,459,132,375 18	318,999,842 03
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
Ministère des finances	192,622,898 26	176,434,727 56	16,188,170 70
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	"	60,000 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Service des postes et des télégraphes	152,815,244 91	138,353,425 43	14,461,819 48
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 3e section. — Service des téléphones	11,128,821 82	8,737,753 54	2,391,068 28
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	13,243,771 36	10,370,222 78	2,873,548 58
TOTAL de la 4e partie	369,870,736 35	333,896,129 31	35,974,607 04
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.			
Ministère des finances	40,685,318 72	32,881,031 66	7,804,287 06
Ministère de l'intérieur	2,141,700 00	1,537,207 43	604,492 57
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Service des postes et des télégraphes	5,120,770 60	4,686,853 75	433,916 85
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 3e section. — Service des téléphones	26,422 47	26,422 47	"
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	15,824 00	14,201 65	1,622 35
TOTAL de la 5e partie	47,990,035 79	39,145,716 96	8,844,318 83
TOTAL général (France) à reporter	3,441,184,213 46	3,009,252,516 94	431,931,696 52

Suite de la RECETTE.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

EXERCICE 1894. — BUDGET GÉNÉRAL.	DROITS constatés pendant l'année 1894.	ANNULATIONS de droits constatés antérieurement à 1894.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1894.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1895 sur les droits constatés.
Report	3,425,505,547f 10c	"	3,327,881,844f 54c	97,623,702f 56c
ALGÉRIE.				
§ 1er. — IMPÔTS DIRECTS.				
Contributions directes	3,544,627f 51c	"	2,819,368f 48c	725,259f 03c
Taxes assimilées aux contributions directes	502,594 13	"	410,613 88	91,980 25
Contributions arabes (principal) et centimes d'État	9,048,920 93	"	8,046,678 15	1,002,242 78
TOTAL des impôts directs	13,096,142 57	"	11,276,660 51	1,819,482 06
§ 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.				
Enregistrement	3,648,406f 80c	"	3,586,321f 53c	62,085f 27c
Timbre	4,221,407 41	"	4,221,407 41	"
Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	193,533 11	"	193,533 11	"
Douanes	11,224,154 78	"	11,220,404 78	3,750 00
Contributions diverses	3,214,396 70	"	3,016,662 34	197,734 36
TOTAL des impôts et revenus indirects	22,501,898 80	"	22,238,329 17	263,569 63
§ 3. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.				
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses	998,867f 22c	"	998,867f 22c	"
Postes	2,871,921 57	"	2,871,490 57	431f 00c
Télégraphes	1,311,832 43	"	1,309,353 47	2,478 96
Téléphones	63,909 43	"	62,821 93	1,087 50
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,246,530 65	"	5,242,533 19	3,997 46
§ 4. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.				
Produits du domaine autre que le domaine forestier	5,030,279f 25c	"	3,342,991f 94c	1,687,287f 31c
Produits des forêts	1,325,983 25	"	684,023 55	641,959 70
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	6,356,262 50	"	4,027,015 49	2,329,247 01
§ 5. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.				
Produits divers	909,767f 70c	"	573,935f 93c	335,831f 77c
§ 7. — RECETTES D'ORDRE.				
Recettes en atténuation de dépenses	3,684,660f 90c	"	3,018,940f 12c	665,720f 78c
Recettes d'ordre proprement dites	1,295,576 64	"	1,295,576 64	"
TOTAL des recettes d'ordre	4,980,237 54	"	4,314,516 76	665,720 78
TOTAL général (Algérie)	53,090,839 76	"	47,672,991 05	5,417,848 71
	53,090,839f 76c			
TOTAL des recettes de l'exercice 1894	3,478,596,386f 86c	"	3,375,554,835f 59c	103,041,551f 27c

Suite de la DÉPENSE.

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

EXERCICE 1894. — BUDGET GÉNÉRAL.	DROITS constatés pendant l'année 1894.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1894.	RESTES À PAYER au 1er janvier 1895 sur les droits constatés.
Report	3,441,184,213f 46c	3,009,252,516f 94c	431,931,696f 52c
ALGÉRIE.			
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
Ministère de la justice	2,820,225 62	2,586,888 05	233,337f 57c
Ministère de l'intérieur. — 1re section. — Service de l'intérieur	2,236,847 53	1,876,879 54	359,967 99
Ministère de l'intérieur. — 2e section. — Service du Gouvernement général de l'Algérie	9,965,040 84	6,982,680 29	2,982,360 55
Ministère des finances	489,302 41	435,004 71	54,297 70
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — 1re section. — Service de l'instruction publique	5,802,693 00	4,625,037 28	1,177,655 72
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — 2e section. — Service des beaux-arts	105,507 86	68,047 33	37,460 53
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — 3e section. — Service des cultes	1,204,863 95	875,785 30	329,078 65
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. (Service du commerce et de l'industrie.)	187,645 00	153,774 01	33,870 99
Ministère de l'agriculture	1,725,803 72	1,190,503 28	535,300 44
Ministère des travaux publics. — 1re section. — Dépenses ordinaires	6,321,215 55	5,128,247 16	1,192,968 39
Ministère des travaux publics. — 2e section. — Dépenses extraordinaires	27,716,744 83	25,561,723 67	2,155,021 16
TOTAL de la 3e partie	58,575,890 31	49,484,570 62	9,091,319 69
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
Ministère des finances	6,433,075 48	4,596,331 28	1,836,744 20
Ministère du commerce de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Service des postes et des télégraphes	4,840,319 57	4,372,877 45	467,442 12
Ministère du commerce de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 3e section. — Service des téléphones	114,758 04	93,725 34	21,032 70
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	3,135,934 84	2,679,208 11	456,726 73
TOTAL de la 4e partie	14,524,087 93	11,742,142 18	2,781,945 75
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.			
Ministère des finances	595,636 33	502,055 87	93,580 46
Ministère de l'intérieur	220,000 00	175,099 51	44,900 49
TOTAL de la 5e partie	815,636 33	677,155 38	138,480 95
TOTAL du budget général (Algérie)	73,915,614 57	61,903,868 18	12,011,746 39
TOTAL des dépenses de l'exercice 1894	3,515,099,828 03	3,071,156,385 12	443,943,442 91

Suite du COMPTE DES OPÉRA

Suite du *Tableau général des opérations de*

Suite de la RECETTE.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

EXERCICE 1895. — BUDGET GÉNÉRAL.	DROITS constatés pendant l'année 1894.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1894.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1895 sur les droits constatés.
FRANCE.			
§ 7. — *Recettes d'ordre.*			
Recettes en atténuation de dépenses	28,929f 70c	28,929f 70c	"
Recettes d'ordre proprement dites	463,698 09	463,698 09	"
TOTAL des recettes de l'exercice 1895 (France)	492,627 79	492,627 79	"
ALGÉRIE.			
§ 7. — *Recettes d'ordre.*			
Recettes d'ordre proprement dites	"	"	"
TOTAL GÉNÉRAL	492,627 79	492,627 79	"

TIONS DE L'ANNÉE 1894.

l'Administration des finances pendant l'année 1894.

Suite de la DÉPENSE.

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

EXERCICE 1895. — BUDGET GÉNÉRAL.	DROITS constatés pendant l'année 1894.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1894.	RESTES À PAYER au 1er janvier 1895 sur les droits constatés.
FRANCE.			
I. — DETTE PUBLIQUE.			
Ministère des finances. — Dette viagère	305f 94c	305f 94c	"
TOTAL des dépenses de l'exercice 1895 (France)	305 94	305 94	"
ALGÉRIE.			
Néant	"	"	"
TOTAL GÉNÉRAL	305 94	305 94	"

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Suite du *Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

Suite de la RECETTE.

SERVICES DE TRÉSORERIE.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

§ 1er.

NUMÉROS des comptes.			
1	Capitaux de cautionnements en numéraire	19,779,683f 40c	
2	Services départementaux de l'Algérie	21,108,809 61	
3	Service local des colonies	79,386,956 55	
4	Avances faites par l'État au service local des colonies	253,431 80	
5	Caisse de réserve du service local des colonies	3,249,010 84	
6	Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)	24,622 85	
7	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public. (Arrêté du Ministre des finances du 6 juin 1863.)	21,692,700 15	
9	Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	77,216,075 39	
10	Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	775,311 25	
13	Réorganisation des défenses de Calais	16,600 00	632,821,877f 62c
15	Caisse des dépôts et consignations, *s/c* d'avances pour les suppléments de pensions	17,573,195 58	
18	Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	665,919 63	
23	Produits de l'aliénation d'immeubles militaires affectés à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Loi du 2 janvier 1890.)	257,273 25	
24	Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées	2,217,805 58	
26	Produit de l'émission de rentes 3 o/o 1891	39,513 60	
27	Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	366,215,555 11	
28	Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires	8,633,519 32	
29	Dépenses de l'expédition de Madagascar	10,000,000 00	
30	Remboursement des rentes 4 1/2 p. o/o non converties	1,393,155 55	
31	Produit du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,322,738 16	
	§ 2.		
35	Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 mai 1875.)	16,490,116 00	
36	Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en représentation de l'emprunt contracté pour le remboursement des sommes dues à la Société générale algérienne. (Loi du 26 décembre 1892)	4,099,506 00	
37	Trésor public, *s/c* d'obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	183,750,000 00	238,888,665 66
38	Trésor public, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	24,914,500 00	
39	Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Loi du 26 juillet 1893, art. 56.)	9,634,543 66	
	TOTAL		871,710,543 28

Suite de la DEPENSE.

SERVICES DE TRÉSORERIE.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

§ 1er.

NUMÉROS des comptes.			
1	Capitaux de cautionnements en numéraire	16,253,912f 94c	
2	Services départementaux de l'Algérie	21,656,578 32	
3	Service local des colonies	85,654,851 91	
5	Caisse de réserve du service local des colonies	2,980,552 88	
7	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public. (Arrêté du Ministre des finances du 6 juin 1863.)	20,915,233 07	
8	Avances à la Caisse des lycées, collèges et écoles. (Subvention extraordinaire.)	497,323 26	
9	Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	15,899,395 24	
10	Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	27,639,519 62	
14	Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. o/o. (Émission de 1886.)	2,232,115 23	
15	Caisse des dépôts et consignations, *s/c* d'avances pour les suppléments de pensions	9,325,000 00	
17	Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garanties d'intérêts	59,031,624 14	
18	Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	1,086,112 87	714,853,338f 68c
19	Fonds versés par la Ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï	79,999 80	
21	Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1889	1,129,271 91	
22	Produit de la tombola de l'Exposition universelle de 1889	400,048 00	
23	Produit de l'aliénation d'immeubles affectés à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Loi du 2 janvier 1890.)	386,183 49	
24	Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées	546,752 16	
26	Produit de l'émission de rentes 3 p. o/o 1891	4,145,294 85	
27	Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	362,768,907 34	
28	Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des contributions scolaires	77,216,075 39	
29	Dépenses de l'expédition de Madagascar	1,500,000 00	
30	Remboursement des rentes 4 1/2 p. o/o non converties	1,378,686 25	
31	Produit du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,129,900 01	
	§ 2.		
39	Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Loi du 26 juillet 1893, art. 56)	289,036,309 80	
40	Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme. (Loi du 25 juillet 1894.)	11,000,000 00	
41	Trésor public, *s/c* d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Loi des 7 et 27 décembre 1894.)	10,000,000 00	310,036,309 80
	TOTAL		1,024,889,648 48

Suite du **COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.**

Suite du *Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

Suite de la RECETTE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.

RECETTES EN ATTÉNUATION DES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR.

Néant			"

RECETTES EN AUGMENTATION DES CRÉANCES PASSIVES.

Effets à payer.	Bons du Trésor remis à la Banque de France	440,000,000f 00c	1,976,657,858f 54c	21,409,727,403 73c
	Bons du Trésor remis à divers particuliers	636,917,237 35		
	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 26 juillet 1893.)	289,036,309 80		
	Obligations du Trésor à court terme. (Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer, renouvellement.)	147,814,904 78		
	Obligations du Trésor public à court terme (Loi du 25 juillet 1894.)	11,000,000 00		
	Obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.)	10,000,000 00		
	Traites et mandats émis	441,889,406 61		
Correspondants du Trésor.	Divers services publics, *l/c* courant avec le Trésor	4,515,156,838 52	8,484,849,745 00	
	Établissements particuliers, *l/c* de fonds déposés au Trésor	45,998,574 79		
	Fonds à rembourser à divers	371,000,760 31		
	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	2,076,113,414 28		
	Divers correspondants	1,476,580,157 10		
Correspondants des comptables.	Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	7,991,909,663 08	10,069,896,703 49	
	Correspondants du caissier-payeur central du Trésor public	829,919,413 51		
	Correspondants du payeur central de la Dette publique	361,489,456 72		
	Correspondants des payeurs des armées	2,437,282 02		
	Correspondants de l'agent comptable des traites de la marine	29,607,232 84		
	Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie	266,906,771 27		
	Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	587,626,884 05		
Fonds particuliers des comptables des finances			878,323,096 70	

RECETTES EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES ACTIVES.

Avances pour divers services	585,807,922 05	585,882,558 32
Créances administratives	"	
Comptables en débet	74,636 27	
Créances litigieuses	"	

MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

Fonds reçus	9,877,529,031 65
TOTAL GÉNÉRAL des créances passives, des créances actives et des mouvements de fonds. (Recette.)	31,873,138,993 70

Suite de la DÉPENSE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.

PAYEMENTS EN AUGMENTATION DES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR.

Néant		"

PAYEMENTS EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES PASSIVES.

Effets à payer.	Bons du Trésor remis à la Banque de France	440,000,000 00	1,907,715,064f 77c	21,335,854,068f 04c
	Bons du Trésor remis à divers particuliers	624,398,822 20		
	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 mai 1875)	16,490,117 12		
	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 26 décembre 1892.)	4,099,506 00		
	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 26 juillet 1893.)	9,634,543 66		
	Bons de liquidation. (Départements.)	3,500 00		
	Reliquat des obligations à court terme émises pour le service du compte de liquidation et des budgets à échéances antérieures à 1893	8,000 00		
	Obligations du Trésor public à court terme. (Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer.)	150,003,110f 93c		
	Obligations du Trésor public émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	183,750,000 00		
	Rentes 3 p. o/o amortissables	25,023,000 00		
	Remboursements de traites et mandats	454,34,464 86		
Correspondants du Trésor.	Divers services publics, *l/c* courant avec le Trésor	4,396,195,078 50	8,265,033,277 83	
	Établissements particuliers, *l/c* de fonds déposés au Trésor	27,892,100 95		
	Fonds à rembourser à divers	370,614,711 26		
	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	2,074,546,429 35		
	Divers correspondants	1,395,784,957 77		
Correspondants des comptables.	Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	8,011,376,546 28	10,289,818,578 20	
	Correspondants du caissier-payeur central du Trésor public	1,040,494,350 75		
	Correspondants du payeur central de la dette publique	360,186,685 95		
	Correspondants des payeurs des armées	2,588,739 98		
	Correspondants de l'agent comptable des traites de la marine	29,840,269 76		
	Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie	268,684,990 16		
	Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	576,646,995 32		
Fonds particuliers des comptables des finances			873,287,147 24	

PAYEMENTS EN AUGMENTATION DES CRÉANCES ACTIVES.

Avances pour divers services	585,600,373 32	585,698,167 80
Créances administratives	"	
Comptables en débet	97,794 48	
Créances litigieuses	"	

MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

Fonds envoyés	9,879,314,609 08
TOTAL GÉNÉRAL des créances passives, des créances actives et des mouvements de fonds. (Dépense.)	31,800,866,844 92

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE AU 1er JANVIER 1895.

Numéraire	301,012,890f 11c	1,182,666,360f 67c
Effets à recevoir	881,653,470 56	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Suite du *Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

Suite de la RECETTE.

RÉCAPITULATION DES RECETTES ET DES PAYEMENTS DE L'ANNÉE 1894.

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.					
Exercice 1893	Budget général.	France	76,046,261f 00c	80,452,415f 93c	3,456,499,879f 31c
		Algérie	4,406,154 93		
Exercice 1894	Budget général.	France	3,327,881,844 54	3,375,554,835 59	
		Algérie	47,672,991 05		
Exercice 1895	Budget général.	France	492,627 79	492,627 79	
		Algérie	"		
SERVICES DE TRÉSORERIE.					
Services spéciaux du Trésor				871,710,543 28	32,744,849,536 98
Recettes en atténuation des découverts et avances du Trésor				"	
Recettes en augmentation des créances passives			21,409,727,403f 73c	31,873,138,993 70	
Recettes en atténuation des créances actives			585,882,558 32		
Mouvements de fonds entre les comptables des finances. (Fonds reçus.)			9,877,529,031 65		
TOTAL de la recette					36,201,349,416 29
Report des valeurs de caisse et de portefeuille au 1er janvier 1894		Numéraire		275,261,447f 28c	1,288,921,717 76
		Portefeuille		1,013,660,270 48	
TOTAL GÉNÉRAL					37,490,271,134 05

Suite de la DÉPENSE.

DÉPENSES PUBLIQUES.					
Exercice 1893	Budget général	France	396,522,800f 79c	410,691,588f 92c	3,481,848,279f 98
		Algérie	14,168,788 13		
Exercice 1894	Budget général	France	3,009,252,516 94	3,071,156,385 12	
		Algérie	61,903,868 18		
Exercice 1895	Budget général. — France			305 94	
SERVICES DE TRÉSORERIE.					
Services spéciaux du Trésor				1,024,889,648f 48c	32,825,756,493 40
Payements en augmentation des découverts et avances du Trésor				"	
Payements en atténuation des créances passives			21,335,854,068f 04c	31,800,866,844 92	
Payements en augmentation des créances actives			585,698,167 80		
Mouvements de fonds entre les comptables des finances. (Fonds envoyés.)			9,879,314,609 08		
TOTAL de la dépense					36,307,604,773 38
Report des valeurs de caisse et de portefeuille au 1er janvier 1895		Numéraire		301,012,890f 11c	1,182,666,360 67
		Portefeuille		881,653,470 56	
TOTAL GÉNÉRAL					37,490,271,134 05

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Développement, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des recettes.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers-payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Payeur central de la dette publique.	Payeurs des armées.	Agents comptables des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Recettes.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Annulations de recettes.	Total des recettes.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.																
	EXERCICE 1893.																
	BUDGET GÉNÉRAL.																
	FRANCE.																
	§ 1er. — *Impôts directs.*																
1	Contributions directes et centimes d'État	"	"	"	"	"	17,976,434 01	"	"	"	"	"	"	"	"	17,976,434 01	1
2	Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	"	"	"	"	"	2,928,874 16	"	"	"	"	"	"	"	"	2,928,874 16	2
	Total du § 1er	"	"	"	"	"	20,905,308 17	"	"	"	"	"	"	"	"	20,905,308 17	
	§ 2. — *Impôts et revenus indirects.*																
3	Enregistrement	141,918 78	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	141,918 78	3
4	Timbre	1,403,782 80	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,403,782 80	4
5	Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	191 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	191 00	5
6	Douanes	"	261,678 11	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	261,678 11	6
7	Contributions indirectes	"	"	7,959,933 18	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	7,959,933 18	7
8	Sucres	"	2,688,733 80	7,572,289 76	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	10,261,023 56	8
	Total du § 2	1,545,892 58	2,950,411 91	15,532,222 94	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	20,028,527 43	
	§ 3. — *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.*																
9	Produits des monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	"	"	1,047,892 77	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,047,892 77	9
10	Postes	"	"	"	64,698 29	"	"	"	"	"	"	"	"	220,119 50	"	284,817 79	10
11	Télégraphes	"	"	"	1,393,446 48	"	"	"	"	"	"	"	"	972,946 72	782,622 91	1,583,770 29	11
11 *bis*	Téléphones	"	"	"	120,719 40	"	"	"	"	"	"	"	"	8,522 68	"	129,242 08	11 *bis*
12	Produits de monopoles provenant de diverses exploitations	"	"	"	"	"	102,061 33	"	"	"	"	"	"	9,294,979 94	"	9,397,041 33	12
	COLONIES.	"	"	1,047,892 77	1,578,864 17	"	102,061 33	"	"	"	"	"	"	10,496,568 84	782,622 91	12,442,764 26	
13	Produits de monopoles provenant de diverses exploitations	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	143,698 36	"	"	143,698 36	13
	Total du § 3	"	"	1,047,892 77	1,578,864 17	"	102,061 33	"	"	"	"	"	143,698 36	10,496,568 84	782,622 91	12,586,462 62	
	§ 4. — *Produits et revenus du domaine de l'État.*																
14	Produits du domaine autre que le domaine forestier	398,213 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	659,851 09	"	1,058,064 15	14
15	Produits des forêts	263,994 02	"	"	"	"	*A déd. 9,295 06*	"	"	"	"	"	"	10,199 92	"	264,898 94	15
	Total du § 4	662,207 08	"	"	"	"	*A déd. 9,295 06*	"	"	"	"	"	"	670,051 01	"	1,322,963 09	
	§ 5. — *Produits divers du budget.*																
16	Produits divers	254 42	"	"	"	"	1,101,881 48	4,330,329 49	"	"	85,623 71	"	3,068,080 72	583,975 04	7,318,622 59	1,851,522 27	16
	§ 6. — *Ressources exceptionnelles.*																
17	Diverses ressources exceptionnelles	"	"	"	"	"	"	662,691 44	"	"	"	"	"	4,577,182 93	"	5,239,874 37	17
	§ 7. — *Recettes d'ordre.*																
18	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	1,551 17	546 28	5,456 87	240,114 25	"	4,273,320 57	1,769,169 37	"	32,198 89	"	482 12	5,048,411 80	5,468 327 43	285,040 04	16,554,538 71	18
19	Recettes d'ordre proprement dites	"	"	"	"	"	472,413 41	2,465,591 57	"	611,807 76	"	"	"	640,669 64	6,633,418 04	*A déd. 2,442,935 66*	19
	Total du § 7	1.551 17	546 28	5,456 87	240,114 25	"	4,745,733 98	4,234,760 94	"	644,006 65	"	482 12	5,048,411 80	6,108,997 07	6,918,458 08	14,111,603 05	
	Total du budget général (France) A reporter	2,209,905 25	2,950,958 19	16,585,572 58	1,818,978 42	"	26,845,090 02	9,227,781 87	"	644,006 65	85,623 71	482 12	8,260,190 88	22,436,774 89	15,019,703 58	76,046,261 00	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES RECETTES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS DES POSTES et des télégraphes.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	PAYEUR CENTRAL de la dette publique.	PAYEURS des ARMÉES.	AGENTS comptables des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Recettes.	Annulations de recettes.	TOTAL des RECETTES.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.																
	EXERCICE 1893. (Suite.)																
	BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)																
	Report du budget général (France)..	2,209,905 25	2,950,958 19	16 585,572 58	1,818,978 42	"	26,845,690 02	9,227,781 87	"	644,006 65	85,623 71	482 12	8,260,190 88	22,436,774 89	15,019,703 58	76 046,261 00	
	ALGÉRIE.																
	§ 1er. — *Impôts directs.*																
1	Contributions et taxes assimilées en Algérie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,561,319 23	"	"	"	1,561,319 23	1
	§ 2. — *Impôts et revenus indirects.*																
2	Enregistrement.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,993 30	"	"	"	2,993 30	2
3	Timbre.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,797 05	"	"	"	2,797 05	3
4	Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4
5	Douanes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	725 00	"	"	"	725 00	5
6	Contributions diverses.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	171,413 94	"	"	"	171,413 94	6
	TOTAL du § 2.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	177,929 29	"	"	"	177,929 29	
	§ 3. — *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.*																
7	Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	37 50	"	37 50	7
8	Postes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	813 32	"	16,549 25	"	17,362 57	8
9	Télégraphes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,445 13	"	9,195 49	9,195 49	2,445 13	9bis
9bis	Téléphones.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	TOTAL du § 3.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,258 45	"	25,782 24	9,195 49	19,845 20	
	§ 4. — *Produits et revenus du domaine de l'État.*																
10	Produits du domaine autre que le domaine forestier.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	199,747 36	"	353,084 36	"	552,831 72	10
11	Produits des forêts.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	97,230 61	"	237 75	"	97,468 36	11
	TOTAL du § 4.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	296,977 97	"	353,322 11	"	650,300 08	
	§ 5. — *Produits divers du budget.*																
12	Produits divers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	172,873 87	"	"	"	172,873 87	12
	§ 6. — *Ressources exceptionnelles.*																
13	Diverses ressources exceptionnelles.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	13
	§ 7. — *Recettes d'ordre.*																
14	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	295,989 61	"	"	16,549 25	279,440 36	14
14bis	Recettes d'ordre proprement dites.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,671,499 16	127,052 26	1,544,446 90	14bis
	TOTAL du § 7.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	295,989 61	"	1,671,499 16	143,601 51	1,823,887 26	
	TOTAL du budget général (Algérie)...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,508,348 42	"	2,050,603 51	152,797 00	4,406,154 93	
	TOTAL des recettes de l'exercice 1893 à reporter.	2,209,905 25	2,950,958 19	16,585,572 58	1,818,978 42	"	26,845,690 02	9,227,781 87	"	644,006 65	85,623 71	2,508,830 54	8,260,190 88	24,487,378 40	15,172,500 58	80,452,415 93	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES RECETTES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	PAYEUR CENTRAL de la dette publique.	PAYEURS dès ARMÉES.	AGENTS COMPTABLES des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS PAYEURS des colonies.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Recettes.	Annulations de recettes.	TOTAL des RECETTES.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report de l'exercice 1893...	2,209,905 25	2,950,958 19	16,585,572 58	1,818,978 42	"	26,845,690 02	9,227,781 87	"	644,006 65	85,623 71	2,508,830 54	8,260,190 88	24,487,378 40	15,172,500 58	80,452,415 93	
	Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.																
	EXERCICE 1894.																
	BUDGET GÉNÉRAL.																
	FRANCE.																
	§ 1er. — *Impôts directs.*																
1	Contributions directes et centimes d'État....	"	"	"	"	"	448,227,526 38	"	"	"	"	"	"	"	"	448,227,526 38	1
2	Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.).....	"	"	"	"	"	31,252,545 41	"	"		"	"	"	"	"	31,252,545 41	2
	TOTAL du § 1er.....	"	"	"	"	"	479,480,071 79	"	"	"	"	"	"	"	"	479,480,071 79	
	§ 2. — *Impôts et revenus indirects.*																
3	Enregistrement.....	528,594,355 78	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	528,594,355 78	3
4	Timbre.....	172,043,483 31	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	172,043,483 31	4
5	Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières.....	66,207,775 60	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	66,207,775 60	5
6	Douanes.....	"	468,177,537 52	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	468,177,537 52	6
7	Contributions indirectes.....	"	"	578,030,065 50	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	578,030,065 50	7
8	Sucres.....	"	37,042,679 64	145,632,629 09	"	"	"	"	"	"	"	"	"	96,887 04	96,887 04	182,675,308 73	8
	TOTAL du § 2.....	766,845,614 69	505,220,217 16	723,662,694 59	"	"	"	"	"	"	"	"	"	96,887 04	96,887 04	1 995,728,526 44	
	§ 3. — *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'Etat.*																
9	Produits des monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes.....	"	"	412,812,301 33	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	412,812,301 33	9
10	Postes.....	"	"	"	169,694,615 58	"	"	"	"	"	"	"	"	10,800 00	74,794 50	169,630,621 08	10
11	Télégraphes.....	"	"	"	34,265,976 49	"	"	"	"	"	"	"	"	91,459 77	"	34,357,436 26	11
12	Téléphones.....	"	"	"	8,357,963 74	"	"	"	"	"	"	"	"	567,937 42	487,761 03	8,438,140 13	12
13	Produits de diverses exploitations.....	"	"	"	"	"	698,491 61	9,294,578 94	"	"	"	"	"	111,798 66	9,294,578 94	810,290 27	13
	COLONIES.	"	"	412,812,301 33	212,318,555 81	"	698,491 61	9,294,578 94	"	"	"	"	"	781,995 85	9,857,134 47	626,048,789 07	
14	Produits de monopoles provenant de diverses exploitations.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	58,123 12	"	"	58,123 12	14
	TOTAL du § 3.....	"	"	412,812,301 33	212,318,555 81	"	698,491 61	9,294,578 94	"	"	"	"	58,123 12	781,995 85	9,857,134 47	626,106,912 19	
	§ 4. — *Produits et revenus du domaine de l'État.*																
15	Produits du domaine autre que le domaine forestier.....	14,614,532 01	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	14,614,532 01	15
16	Produits des forêts.....	6,398,495 87	"	"	"	"	20,256,682 95	"	"	"	"	"	"	18,739 20	"	26,673,918 02	16
	TOTAL du § 4.....	21,013,027 88	"	"	"	"	20,256,682 95	"	"	"	"	"	"	18,739 20	"	41,288,450 03	
	§ 5. — *Produits divers du budget.*																
17	Produits divers.....	174,933 51	"	900 00	"	"	22,806,885 83	40,249,671 75	62,124 65	270,251 77	1,095,245 40	2,371,725 16	838,212 94	715,903 44	17,376,485 98	51,209,368 47	17
	§ 6. — *Ressources exceptionnelles.*																
18	Diverses ressources exceptionnelles.....	"	"	"	"	"	"	11,000,000 00	"	"	"	"	"	27,773,198 29	"	38,773,198 29	18
	§ 7. — *Recettes d'ordre.*																
19	Recettes en atténuation de dépenses.....	915,184 38	1,952,114 53	2,199,817 45	4,304,624 32	"	28,439,426 49	18,178,748 34	"	27,270 05	"	40,613 81	1,936,913 64	38,955 75	125,137 56	57,908,531 20	19
20	Recettes d'ordre proprement dites.....	"	"	"	"	"	9,647,081 46	2,330,309 56	"	28 20	"	"	"	26,807,217 79	1,397,850 88	37,386,786 13	20
	TOTAL du § 7.....	915,184 38	1,952,114 53	2,199,817 45	4,304,624 32	"	38,086,507 95	20,509,057 90	"	27,298 25	"	40,613 81	1,936,913 64	26,846,173 54	1,522,988 44	95,295,317 33	
	TOTAL du budget général (France) à reporter.	788,948,760 46	507,172,331 69	1,138,675,713 37	216,623,180 13	"	561,328,640 13	81,053,308 59	62,124 65	297,550 02	1,095,245 40	2,412,338 97	2,833,249 70	56,232,897 36	28,853,495 93	3,327,881,844 54	
	A reporter (Exercice 1893).....	2,209,905 25	2,950,958 19	16,585,572 58	1,818,978 42	"	26,845,690 02	9,227,781 87	"	644,006 65	85,623 71	2,508,830 54	8,260,190 88	24,487,378 40	15,172,500 58	80,452,415 93	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Développement, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

Numéros d'ordre des comptes.	NATURE DES RECETTES.	RECEVEURS de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des douanes.	RECEVEURS des contributions indirectes.	RECEVEURS des postes et des télégraphes.	AGENT comptable de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	PAYEUR CENTRAL de la dette publique.	PAYEURS des armées.	AGENTS comptables des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires.	COMPTABLES des finances en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	AGENT COMPTABLE des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Recettes.	AGENT COMPTABLE des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Annulations de recettes.	TOTAL des recettes.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report de l'exercice 1893	2,209,905 25	2,950,958 19	16,585,572 58	1,818,978 42	"	26,845,690 02	9,227,781 87	"	644,006 65	85,623 71	2,508,830 54	8,260,190 88	24,487,378 40	15,172,500 58	80,452,415 93	
	Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.																
	EXERCICE 1894. (Suite.)																
	BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)																
	Report de l'exercice 1894	788,948,760 46	507,172,331 69	1,138,675,713 37	216,623,180 13	"	561,328,640 13	81,053,308 59	62,124 65	297,550 02	1,095,245 40	2,412,338 97	2,833,249 70	56,232,897 36	28,853,495 93	3,327,881,844 54	
	ALGÉRIE.																
	§ 1er. — *Impôts directs.*																
1	Contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	11,276,660 51	"	"	"	11,276,660 51	1
	§ 2. — *Impôts et revenus indirects.*																
2	Enregistrement	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,586,321 53	"	"	"	3,586,321 53	2
3	Timbre	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4,221,407 41	"	"	"	4,221,407 41	3
4	Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	193,533 11	"	"	"	193,533 11	4
5	Douanes	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	11,220,404 78	"	"	"	11,220,404 78	5
6	Contributions diverses	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,016,662 34	"	"	"	3,016,662 34	6
	TOTAL du § 2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	22,238,329 17	"	"	"	22,238,329 17	
	§ 3. — *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.*																
7	Produits des monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	998,867 22	"	"	"	998,867 22	7
8	Postes	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,872,956 76	"	"	1,466 19	2,871,490 57	8
9	Télégraphes	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,308,643 29	"	710 18	"	1,309,353 47	9
9 *bis.*	Téléphones	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	62,989 68	"	3,349 75	3,517 50	62,821 93	9 *bis.*
	TOTAL du § 3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5,243,456 95	"	4,059 93	4,983 69	5,242,533 19	
	§ 4. — *Produits et revenus du domaine de l'État.*																
10	Produits du domaine autre que le domaine forestier	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3 342,988 75	"	3 19	"	3,342,991 94	10
11	Produits des forêts	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	684,023 55	"	"	"	684,023 55	11
	TOTAL du § 4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4,027,012 30	"	3 19	"	4,027 015 49	
	§ 5. — *Produits divers du budget.*																
12	Produits divers	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	573,935 93	"	"	"	573,935 93	12
	§ 6. — *Ressources exceptionnelles.*																
13	Diverses ressources exceptionnelles	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	13
	§ 7. — *Recettes d'ordre.*																
14	Recettes en atténuation de dépenses	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,018,966 76	"	"	26 64	3,018,940 12	14
15	Recettes d'ordre proprement dites	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,295,576 64	"	1,295,576 64	15
	TOTAL du § 7	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,018,966 76	"	1,295,576 64	26 64	4,314,516 76	
	TOTAL du budget général. (Algérie.)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	46,378,361 62	"	1,299,639 76	5,010 33	47,672,991 05	
	TOTAL des recettes de l'exercice 1894	788,948,760 46	507,172,331 69	1,138,675,713 37	216,623,180 13	"	561,328,640 13	81,053,308 59	62,124 65	297,550 02	1,095,245 40	48,790,700 59	2,833,249 70	57,532,537 12	28,858,506 26	3,375,554,835 59	
	EXERCICE 1895.																
	BUDGET GÉNÉRAL.																
	FRANCE.																
	RECETTES D'ORDRE.																
	Recettes en atténuation de dépenses.																
1	Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement	"	"	"	"	"	28,929 70	"	"	"	"	"	"	"	"	28,929 70	1
	Recettes d'ordre proprement dites.																
2	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	463,698 09	"	463,698 09	2
	TOTAL des recettes de l'exercice 1895	"	"	"	"	"	28,929 70	"	"	"	"	"	"	463,698 09	"	492,627 79	
	TOTAL des recettes sur les contributions et revenus publics (à reporter)	791,158,665 71	510,123,289 88	1,155,261,285 95	218,442,158 55	"	588,203,259 85	90,281,090 46	62,124 65	941 556 67	1,180,869 11	51,299,531 13	11,093,440 58	82,483,613 61	44,031,006 84	3,456 499,879 31	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES RECETTES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	PAYEUR CENTRAL de la dette publique.	PAYEURS des ARMÉES.	AGENTS COMPTABLES des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Recettes.	Annulations de recettes.	TOTAL des RECETTES.	NUMÉROS D'ORDRE DES COMPTES.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report. (Budgets.)	791,158,665 71	510,123,289 88	1,155,261,285 95	218,442,158 55	"	588,203,259 85	90,281,090 46	62,124 65	941,555 67	1,180,869 11	51,299,531 13	11,093,440 58	82,483,613 61	44,031,006 84	3,456,499,879 31	
	SERVICES DE TRÉSORERIE.																
	SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.																
1	Capitaux de cautionnements en numéraire	"	"	"	"	"	13,730,720 65	5,657,862 75	"	4,700 00	"	271,550 00	114,850 00	"	"	19,779,683 40	1
2	Services départementaux de l'Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	21,108,809 61	"	"	"	21,108,809 61	2
3	Service local des colonies	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	79,386,836 55	120 00	"	79,386,956 55	3
4	Avances faites par l'État au service local des colonies	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	253,431 80	"	"	253,431 80	4
5	Caisse de réserve du service local des colonies	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,025,274 85	223,735 99	"	3,249,010 84	5
6	Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	24,622 85	"	24,622 85	6
7	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	"	"	"	"	"	21,003,735 21	"	"	124,000 00	"	1,222,654 11	"	"	657,689 17	21,692,700 15	7
9	Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	77,216,075 39	"	77,216,075 39	9
10	Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	"	"	"	"	"	"	775,311 25	"	"	"	"	"	"	"	775,311 25	10
13	Réorganisation des défenses de Calais	16,600 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	16,600 00	13
15	Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions	"	"	"	"	"	"	"	17,573,195 58	"	"	"	"	"	"	17,573,195 58	15
18	Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	665,919 63	"	"	"	665,919 63	18
23	Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affectés à divers travaux exécutés par les soins du ministère de la Guerre (Loi du 2 janvier 1890)	229,954 92	"	"	"	"	"	"	"	"	"	27,321 52	"	"	3 19	257,273 25	23
24	Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées	217,805 58	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,000,000 00	"	"	"	2,217,805 58	24
26	Produit de l'émission de rentes 3 p. o/o (1891)	"	"	"	"	"	"	39,513 60	"	"	"	"	"	"	"	39,513 60	26
27	Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	"	"	"	"	"	366,215,555 11	"	"	"	"	"	"	"	"	366,215,555 11	27
28	Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires	"	"	"	"	"	"	8,633,519 32	"	"	"	"	"	"	"	8,633,519 32	28
29	Dépenses de l'expédition de Madagascar	"	"	"	"	"	"	10,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	10,000,000 00	29
30	Remboursement de rentes 4 1/2 non converties	"	"	"	"	"	"	1,393,155 55	"	"	"	"	"	"	"	1,393,155 55	30
31	Produit du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	"	"	"	"	"	1,836,369 41	"	"	"	"	"	"	486,368 75	"	2,322,738 16	31
	TOTAL	464,360 50	"	"	"	"	402,786,380 38	26,499,362 47	17,573,195 58	128,700 00	"	25,296,254 87	82,780,393 20	77,950,922 98	657,692 36	632,821,877 62	
35	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations (Loi du 31 mai 1875)	"	"	"	"	"	"	16,490,116 00	"	"	"	"	"	"	"	16,490,116 00	35
36	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en représentation de l'emprunt contracté pour le remboursement de sommes dues à la Société générale algérienne. (Loi du 26 décembre 1892)	"	"	"	"	"	"	4,099,506 00	"	"	"	"	"	"	"	4,099,506 00	36
37	Trésor public, s/c d'obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	"	"	"	"	"	"	183,750,000 00	"	"	"	"	"	"	"	183,750,000 00	37
38	Trésor public, s/c de rentes 3 p. o/o amortissables	"	"	"	"	"	"	24,914,500 00	"	"	"	"	"	"	"	24,914,500 00	38
39	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Loi du 26 juillet 1893, art. 56.)	"	"	"	"	"	"	9,634,543 66	"	"	"	"	"	"	"	9,634,543 66	39
	TOTAL	"	"	"	"	"	"	238,888,665 66	"	"	"	"	"	"	"	238,888,665 66	
	TOTAL des recettes sur les services spéciaux	464,360 50	"	"	"	"	402,786,380 38	265,388,028 13	17,573,195 58	128,700 00	"	25,296,254 87	82,780,393 20	77,950,922 98	657,692 36	871,710,543 28	
	A reporter (Budgets et services spéciaux)	791,623,026 21	510,123,289 88	1,155,261,285 95	218,442,158 55	"	990,989,640 23	355,669,118 59	17,635,320 23	1,070,256 67	1,180,869 11	76,595,786 00	93,873,833 78	160,434,536 59	44,688,699 20	4,328,210,422 59	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des recettes.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers-payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Payeur central de la dette publique.	Payeurs des armées.	Agents comptables des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers payeurs des colonies.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Recettes.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Annulations de recettes.	Total des recettes.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report. (Budgets et services spéciaux.)	791,623,026 21	510,123,289 88	1,155,261,285 95	218,442,158 55	"	990,989,640 23	355,669,118 59	17,635,320 23	1,070,256 67	1,180,869 11	76,595,786 00	93,873,833 78	160,434,536 59	44,688,699 20	4,328,210,422 59	
	Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.																
	RECETTES EN AUGMENTATION DES CRÉANCES PASSIVES.																
	Effets à payer.																
1	Bons du Trésor remis à la Banque de France	"	"	"	"	"	"										
2	Bons du Trésor remis à divers particuliers	"	"	"	"	"	"	440,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	440,000,000 00	1
3	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 26 juillet 1893.)	"	"	"	"	"	"	636,917,237 35	"	"	"	"	"	"	"	636,917,237 35	2
4	Obligations du Trésor à court terme. — Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer. — Renouvellement	"	"	"	"	"	"	289,036,309 80	"	"	"	"	"	"	"	289,036,309 80	3
5	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 25 juillet 1894.)	"	"	"	"	"	"	147,814,904 78	"	"	"	"	"	"	"	147,814,904 78	4
6	Obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Loi des 7 et 27 déc. 1894.)	"	"	"	"	"	"	11,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	11,000,000 00	5
7	Émission de traites et de mandats	"	"	"	"	"	285,086,350 00	10,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	10,000,000 00	6
	Total	"	"	"	"	"	285,086,350 00	10,000,000 00	"	9,578,558 97	"	79,921,408 33	48,808,250 46	0 45	75 00	441,889,406 61	7
								1,553,263,365 33	"	9,578,558 97	"	79,921,408 33	48,808,250 46	0 45	75 00	1,976,657,858 54	
	Correspondants du Trésor.																
8	Divers services publics, 1/c courant avec le Trésor	"	"	"	847,535,051 88	157,813,864 84	1,354,606,882 49	920,369,015 15	1,584,134 98	1,011,977 81	"	76,257,007 04	34,591,321 60	1,121,387,582 73	"	4,515,156,838 52	8
9	Établissements particuliers, 1/c de fonds déposés au Trésor	"	"	"	"	"	"	45,558,428 03	"	"	"	"	"	440,146 76	"	45,998,574 79	9
10	Fonds à rembourser à divers	"	"	"	"		"	41,903,512 49	329,078,879 59	"	"	"	"	92,744 08	74,375 85	371,000,760 31	10
11	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	4,581,949 86	259,265,233 81	1,010,139,128 43	700,023,155 65	"	"	"	"	"	"	101,612,066 00	71 00	491,809 53	"	2,076,113,414 28	11
12	Divers correspondants	"	"	"	"	1,156,439,618 58	64,193,077 81	241,696,760 42	12,981,292 46	"	"	422,305 71	"	847,102 12	"	1,476,580,157 10	12
	Total	4,581,949 86	259,265,233 81	1,010,139,128 43	1,547,558,207 53	1,314,253,483 42	1,418,799,960 30	1,249,527,716 09	343,644,307 03	1,011,977 81	"	178,291,378 75	34,591,392 60	1,123,259,385 22	74,375 85	8,484,849,745 00	
	Correspondants des comptables des finances.																
13	Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	"	"	"	"	"	7,991,826,951 91	"	"	"	"	"	"	82,711 17	"	7,991,909,663 08	13
14	Corresp. du caissier-payeur central du Trésor public	"	"	"	"	"	"	829,919,413 51	"	"	"	"	"	"	"	829,919,413 51	14
15	Corresp. du payeur central de la Dette publique	"	"	"	"	"	"	"	361,489,456 72	"	"	"	"	"	"	361,489,456 72	15
16	Correspondants des payeurs des armées	"	"	"	"	"	"	"	"	2,437,282 02	"	"	"	"	"	2,437,282 02	16
17	Corresp. de l'agent compt. des traites de la marine	"	"	"	"	"	"	"	"	"	29,607,159 82	"	"	73 02	"	29,607,232 84	17
18	Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	266,898,271 27	"	8,500 00	"	266,906,771 27	18
19	Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	587,441,429 00	185,455 05	"	587,626,884 05	19
	Total	"	"	"	"	"	7,991,826,951 91	829,919,413 51	361,489,456 72	2,437,282 02	29,607,159 82	266,898,271 27	587,441,429 00	276,739 24	"	10,069,896,703 49	
20	Fonds particuliers des comptables des finances	34,044 63	235 00	249,783 96	"	"	877,872,388 26	"	"	"	"	2,043 71	90,150 29	74,450 85	"	878,323,096 70	20
	Total des créances passives	4,615,994 49	259,265,468 81	1,010,388,912 39	1,547,558,207 53	1,314,253,483 42	10,573,585,650 47	3,632,710,494 93	705,133,763 75	13,027,818 80	29,607,159 82	525,113,102 06	670,931,222 35	1,123,610,575 76	74,450 85	21,409,727,403 73	
	RECETTES EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES ACTIVES.																
1	Avances pour divers services des ministères	672,352 28	26,245,578 39	4,409,456 08	4,984,726 50	"	8,057,291 00	144,931,361 49	371,460,394 07	28,831 52	18,105,417 81	5,058,437 74	117,011 74	1,737,063 43	"	585,807,922 05	1
2	Comptables en débet	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	86,150 64	11,514 37	74,636 27	2
3	Créances litigieuses	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3
	Total des créances actives	672,352 28	26,245,578 39	4,409,456 08	4,984,726 50	"	8,057,291 00	144,931,361 49	371,460,394 07	28,831 52	18,105,417 81	5,058,437 74	117,011 74	1,823,214 07	11,514 37	585,882,558 32	
	MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.																
4	Fonds reçus	3,926,372 40	8,283,887 79	15,512,260 21	737,847,370 16	406,495,728 93	3,619,682,943 08	4,058,557,594 97	725,115,290 18	10,394,132 85	20,758,745 88	229,453,098 70	39,788,682 97	1,712,923 53	"	9,877,529,031 65	4
	Total des recettes sur les services de trésorerie (Non compris les services spéciaux.)	9,214,719 17	293,794,934 99	1,030,310,628 68	2,290,390,304 19	1,720,749,212 35	14,201,325,884 55	7,836,199,451 39	1,801,709,448 00	23,450,783 17	68,471,323 51	759,624,638 50	710,836,917 06	1,127,146,713 36	85,965 22	31,873,138,993 70	
	Total général des recettes	800,837,745 38	803,918,224 87	2,185,571,914 63	2,508,832,462 74	1,720,749,212 35	15,192,315,524 78	8,191,868,569 98	1,819,344,768 23	24,521,039 84	69,652,192 62	836,220,424 50	804,710,750 84	1,287,581,249 95	44,774,064 42	36,201,349,416 29	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des dépenses.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers-payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Payeur central de la dette publique.	Payeurs des armées.	Agents comptables des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Agent comptable des téléphones.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Annulations de payements.	Total des payements.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	DÉPENSES PUBLIQUES.																	
	EXERCICE 1893.																	
	BUDGET GÉNÉRAL. FRANCE.																	
	1re PARTIE. — *Dette publique.*																	
1	Ministère des finances. Dette consolidée	"	"	"	"	"	3,470,564 00	"	44,768,025 75	1,397 25	"	11,606 75	110,713 75	"	"	7,020 00	48,355,287 50	1
2	Ministère des finances. Dette remboursable à terme ou par annuités	"	"	"	"	"	6,850,650 66	1,618,300 12	1,613,231 25	765 00	"	95,288 70	1,099 25	"	5,932,297 56	74 00	16,111,558 54	2
3	Ministère des finances. Dette viagère	"	"	"	"	"	2,318,161 54	15,644 63	3,590,190 14	4,623 75	"	96,148 79	609,563 89	"	2,248,110 59	2,251,787 57	6,630,655 76	3
	Total de la 1re partie	"	"	"	"	"	12,639,376 20	1,633,944 75	49,971,447 14	6,786 00	"	203,044 24	721,376 89	"	8,180,408 15	2,258,881 57	71,097,501 80	
	2e PARTIE. — *Pouvoirs publics.*																	
4	Ministère des finances. Présidence de la République	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4
5	Ministère des finances. Sénat et Chambre des députés	"	"	"	"	"	"	57,520 00	"	"	"	"	"	"	"	"	57,520 00	5
	Total de la 2e partie	"	"	"	"	"	"	57,520 00	"	"	"	"	"	"	"	"	57,520 00	
	3e PARTIE. — *Services généraux des Ministères*																	
6	Ministère de la justice	"	"	"	"	"	2,135,894 41	156,805 17	"	21,353 90	"	"	"	"	1,654 47	316 66	2,315,391 29	6
7	Ministère des affaires étrangères. Service ordinaire	"	"	"	"	"	9,602 21	2,947,617 24	"	15,750 00	"	1,690 00	"	"	6,322 28	66,711 01	2,914,270 72	7
8	Ministère des affaires étrangères. Service des protectorats	"	"	"	"	"	3,427 94	268,279 28	"	68,572 88	"	"	"	"	2,034 64	375 00	341,939 74	8
9	Ministère de l'intérieur et des cultes. Service de l'intérieur	"	"	"	"	"	8,240,526 78	4,935,096 25	"	"	"	1,177 60	"	"	22,510 55	84,756 58	13,114,554 60	9
10	Ministère de l'intérieur et des cultes. Service des cultes	"	"	"	"	"	11,915,204 75	342,653 58	"	300 00	"	160 00	"	"	2,050 00	2,370 00	12,257,998 33	10
11	Ministère des finances	1,319 20	"	"	"	"	617,003 34	2,273,282 26	7,934 25	"	"	276 00	8,814 35	"	390,406 63	164,612 91	3,134,423 12	11
12	Ministère de la guerre. Service ordinaire	"	"	"	"	"	33,644,261 68	13,621,915 21	"	1,208,432 61	"	4,777,103 79	1,335 00	"	31,371,569 06	35,331,111 09	49,293,507 16	12
13	Ministère de la guerre. Dépenses extraordinaires	"	"	"	"	"	11,553,919 53	4,284,421 67	"	70,069 60	"	321,288 61	"	"	3,580,586 26	3,818,262 76	15,992,022 91	13
14	Ministère de la marine	"	"	"	"	"	19,911,865 12	17,019,815 22	"	"	8,260,248 99	121,131 61	4,352 26	"	8,465,394 63	4,583,485 94	49,199,321 89	14
15	Ministère de l'instruction publique, et des beaux-arts. Service de l'instruction publique	"	"	"	"	"	17,112,862 38	2,494,078 63	"	1,333 33	"	11,986 90	1,837 77	"	18,795 54	181,576 11	19,459,318 44	15
16	Ministère de l'instruction publique, et des beaux-arts. Service des beaux-arts	"	"	"	"	"	838,771 05	1,271,929 70	"	"	"	2,425 00	"	"	45,802 35	31,344 21	2,127,583 89	16
17	Ministère du commerce, de l'industrie et des postes et des télégraphes. Service du commerce et de l'industrie	"	"	"	"	"	7,692,072 98	3,425,146 62	"	"	"	2,000 00	118,250 66	"	125,832 26	87,808 30	11,275,494 22	17
18	Ministère du commerce, de l'industrie et des postes et des télégraphes. Service des postes et des télégraphes	"	"	"	677 53	"	"	390,748 16	"	"	"	"	"	"	100 00	23,301 84	368,223 85	18
19	Ministère du commerce, de l'industrie et des postes et des télégraphes. Service des téléphones	"	"	"	"	"	"	37 50	"	"	"	"	"	"	25 00	"	62 50	19
20	Ministère des colonies	"	"	"	"	"	2,966,804 75	2,844,907 95	"	380 00	"	2,316 31	29,261,759 47	"	2,126,761 97	2,977,153 80	34,225,776 65	20
21	Ministère de l'agriculture	"	"	"	"	"	15,456,419 33	749,898 35	"	"	"	900 09	"	"	6,823 84	30,032 98	16,184,008 63	21
22	Ministère des travaux publics. Dépenses ordinaires	"	"	"	"	"	11,334,728 23	3,191,332 36	"	200 00	"	1,245 00	"	"	153,937 00	103,300 52	14,578,142 07	22
23	Ministère des travaux publics. Dépenses extraordinaires	"	"	"	"	"	16,532,632 35	16,692,511 23	"	"	"	1,253 00	"	"	576,104 66	4,303,754 12	29,498,747 12	23
	Total de la 3e partie	1,319 20	"	"	677 53	"	159,965,996 83	76,910,476 38	7,934 25	1,386,392 32	8,260,248 99	5,244,953 91	29,396,349 51	"	46,896,712 04	51,790,273 83	276,280,787 13	
	Total (à reporter)	1,319 20	"	"	677 53	"	172,605,373 03	78,601,941 13	49,979,381 39	1,393,178 32	8,260,248 99	5,447,998 15	30,117,726 40	"	55,077,120 19	54,049,155 40	347,435,808 93	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	PAYEUR CENTRAL de la dette publique.	PAYEURS des ARMÉES.	AGENTS COMPTABLES des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	AGENT COMPTABLE des téléphones.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Suite des DÉPENSES PUBLIQUES. — EXERCICE 1893. — BUDGET GÉNÉRAL. — FRANCE.																	
	Report du budget général.....	1,319 20	"	"	677 53	"	172,605,373 03	78,601,941 13	49,979,381 39	1,393,178 32	8,260,248 99	5,447,998 15	30,117,726 40	"	55,077,120 19	54,049,155 40	347,435,808 93	
	4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*																	
24	Ministère des finances.....	238,704 29	365,772 20	4,647,436 01	"	"	4,429,697 95	2,094,581 82	"	"	"	25,169 42	"	"	32,202 28	50,968 65	11,782,595 32	24
25	Ministère des affaires étrangères	"	"	"	"	"	54 21	59,076 90	"	"	"	"	"	"	"	"	59,131 11	25
26	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	"	"	"	6,489,887 85	"	1,647,405 21	11,506,577 23	"	"	"	45 97	"	"	170,823 75	2,127,569 72	17,687,170 29	26
27	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des téléphones ...	"	"	"	286,209 16	"	100,026 80	3,860,364 28	"	"	"	"	"	"	1,117,666 46	140,487 78	5,223,778 92	27
28	Ministère de l'agriculture.....	"	"	"	"	"	1,940,024 98	37,071 10	"	"	"	"	"	"	29,268 14	27,081 72	1,979,282 50	28
	TOTAL de la 4e partie.....	238,704 29	365,772 20	4,647,436 01	6,776,097 01	"	8,117,209 15	17,557,671 33	"	"	"	25,215 39	"	"	1,349,960 63	2,346,107 87	36,731,958 14	
	5e PARTIE. — *Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.*																	
29	Ministère des finances	705,631 58	34,718 88	53,529 01	"	"	9,839,354 67	5,185 84	"	"	"	257 05	1,737 00	"	"	1,080 33	10,639,333 70	29
30	Ministère de l'intérieur	"	"	"	"	"	341,995 03	"	"	"	"	"	"	"	"	"	341,995 03	30
31	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes.....	"	"	"	190,646 45	"	"	1,180,206 18	"	"	"	"	"	"	"	"	1,370,852 63	31
32	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des téléphones...	"	"	"	862 50	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	862 50	32
33	Ministère de l'agriculture.....	"	"	"	"	"	1,989 86	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,989 86	33
	TOTAL de la 5e partie.....	705,631 58	34,718 88	53,529 01	191,508 95	"	10,183,339 56	1,185,392 02	"	"	"	257 05	1,737 00	"	"	1,080 33	12,355,033 72	
	TOTAL du budget général (France) [à reporter].....	945,655 07	400,491 08	4,700,965 02	6,968,283 49	"	190,905,921 74	97,345,004 48	49,979,381 39	1,393,178 32	8,260,248 99	5,473,470 59	30,119,463 40	"	56,427,080 82	56,396,343 60	396,522,800 79	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des dépenses.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers-payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Payeur central de la dette publique.	Payeurs des armées.	Agents comptables des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Agent comptable des téléphones.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Annulations de payements.	Total des payements.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.																	
	EXERCICE 1893.																	
	Report du budget général. (France.)..	945,655 07	400,491 08	4,700,965 02	6,968,283 49	"	190,905,921 74	97,345,004 48	49,979,381 39	1,393,178 32	8,260,248 99	5,473,470 59	30,119,463 40	"	56,427,080 82	56,396,343 60	396,522,800 79	
	BUDGET GÉNÉRAL.																	
	ALGÉRIE.																	
	3e PARTIE. — *Services généraux des ministères.*																	
1	Ministère de la justice	"	"	"	"	"		3,423 35	"	"	"	191,299 99	"	"	"	0 01	194,723 33	1
2	Ministère de l'intérieur — Service de l'intérieur	"	"	"	"	"	"	20,398 05	"	"	"	340,392 99	"	"	3,626 12	3,435 60	360,981 56	2
3	Ministère de l'intérieur et des cultes — Gouvernement général de l'Algérie	"	"	"	"	"	"	125 00	"	"	"	2,201,308 21	"	"	6,099 33	68,272 76	2,139,259 78	3
4	Ministère de l'intérieur et des cultes — Service des cultes	"	"	"	"	"	"	9,285 50	"	"	"	304,276 82	"	"	"	"	313,562 32	4
5	Ministère des finances	"	"	"	"	"	200 00	2,795 81	"	"	"	50,093 67	"	"	"	44 25	53,045 23	5
6	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — Service de l'instruction publique	"	"	"	"	"	233 05	21,357 19	"	"	"	622,177 95	"	"	205 54	3,387 40	640,586 26	6
7	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — Service des beaux-arts	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	14,936 58	"	"	"	"	14,936 58	7
8	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	"	"	"	"	"	450 00	168 96	"	"	"	30,522 40	"	"	"	"	31,141 30	8
9	Ministère de l'agriculture	"	"	"	"	"	"	6 50	"	"	"	537,530 81	"	"	47 10	3,366 44	534,217 97	9
10	Ministère des travaux publics — Dépenses ordinaires	"	"	"	"	"	"	11,115 11	"	"	"	1,465,577 98	"	"	"	10 80	1,476,682 29	10
11	Ministère des travaux publics — Dépenses extraordinaires	"	"	"	"	"	"	3,972,656 57	"	"	"	1,164,773 79	"	"	11,655 00	3,669 00	5,145,416 36	11
	Total de la 3e partie	"	"	"	"	"	883 05	4,041,331 91	"	"	"	6,922,891 19	"	"	21,633 09	82,186 26	10,904,552 98	
	4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*																	
12	Ministère des finances	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,833,668 79	"	"	6,277 87	3,655 21	1,836,291 45	12
13	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — Service des postes et des télégraphes	"	"	"	"	"	"	72,391 49	"	"	"	336,041 48	"	"	139,131 47	54,275 76	493,288 68	13
14	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — Service des téléphones	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,781 07	"	"	33,940 96	140 00	36,582 03	14
15	Ministère de l'agriculture (forêts)	"	"	"	"	"	"	46,464 30	"	"	"	490,121 45	"	"	3,974 39	5,533 02	535,027 12	15
	Total de la 4e partie	"	"	"	"	"	"	118,855 79	"	"	"	2,662,612 79	"	"	183,324 69	63,603 99	2,901,189 28	
	5e PARTIE. — *Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.*																	
16	Ministère des finances	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	316,816 67	"	"	"	"	316,816 67	16
17	Ministère de l'intérieur	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	47,173 83	"	"	"	944 63	46,229 20	17
	Total de la 5e partie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	363,990 50	"	"	"	944 63	363,045 87	
	Total du budget général (Algérie)	"	"	"	"	"	883 05	4,160,187 70	"	"	"	9,949,494 48	"	"	204,957 78	146,734 88	14,168,788 13	
	Total des payements de l'exercice 1893. [à reporter]	945,655 07	400,491 08	4,700,965 02	6,968,283 49	"	190,906,804 79	101,505,192 18	49,979,381 39	1,393,178 32	8,260,248 99	15,422,965 07	30,119,463 40	"	56,632,038 60	56,543,078 48	410,691,588 92	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	PAYEUR CENTRAL de la dette publique.	PAYEURS des ARMÉES.	AGENTS COMPTABLES des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report de l'exercice 1893....	945,655 07	400,491 08	4,700,965 02	6,968,283 49	"	190,906,804 79	101,505,192 18	49,979,381 39	1,393,178 32	8,260,248 99	15,422,965 07	30,119,463 40	56,632,038 60	56,543,078 48	410,691,588 92	
	Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.																
	EXERCICE 1894.																
	BUDGET GÉNÉRAL.																
	FRANCE.																
	1re PARTIE. — *Dette publique.*																
1	Ministère des finances. — Dette consolidée.....	"	"	"	"	"	152,188,220 65	"	509,009,371 49	20,442 00	"	363 414 25	82,733 00	"	"	661,664,181 39	1
2	Ministère des finances. — Dette remboursable à terme ou par annuités.....	"	"	"	"	"	972,435 87	158,118,909 99	117,090,382 50	57 19	"	2,747 92	19 50	15,689,410 61	"	291,873,963 58	2
3	Ministère des finances. — Dette viagère.....	"	"	"	"	"	155,950,873 87	19,048,330 21	28,295,712 85	228,731 31	"	6,400,198 75	516,303 53	"	"	210,440,150 52	3
	TOTAL de la 1re partie...	"	"	"	"	"	309,111,530 39	177,167,240 20	654,395,466 84	249,230 50	"	6,766,360 92	599,056 03	15,689,410 61	"	1,163,978,295 49	
	2e PARTIE. — *Pouvoirs publics.*																
4	Ministère des finances. — Présidence de la République.	"	"	"	"	"	"	1,200,000 00	"	"	"	"	"	"	"	1,200,000 00	4
5	Ministère des finances. — Sénat et Chambre des députés	"	"	"	"	"	"	11,900,000 00	"	"	"	"	"	"	"	11,900,000 00	5
	TOTAL de la 2e partie...	"	"	"	"	"	"	13,10,000 00	"	"	"	"	"	"	"	13,100,000 00	
	3e PARTIE. — *Services généraux des ministères.*																
6	Ministère de la justice.....	5,374,037 73	"	"	"	"	21,570,775 14	5,728,785 04	"	275,553 69	"	4,287 77	"	3,819 96	3,340 04	32,953,919 29	6
7	Ministère des affaires étrangères. — Service ordinaire.....	"	"	"	"	"	51,826 47	12,934,835 20	"	1,176 27	"	10,075 00	"	22,939 09	"	13,020,852 03	7
8	Ministère des affaires étrangères. — Service des protectorats....	"	"	"	"	"	12,644 25	284,256 32	"	66,954 75	"	"	"	4,624 68	"	368,480 00	8
9	Ministère de l'intérieur.....	"	"	"	"	"	40,186,979 38	21,252,651 93	"	"	"	34,237 22	"	2,613 50	32,267 52	61,444,214 51	9
10	Ministère des finances.....	201,953 26	2,704 83	38,612 07	"	"	9,741,989 15	8,717,981 31	7,574,078 18	286 67	"	28,054 95	44,764 61	13,361 00	224,533 90	26,139,252 13	10
11	Ministère de la guerre. — Service ordinaire.....	"	"	"	"	"	424,141,241 75	63,805,986 79	"	9,550,461 22	"	46,306,228 88	515 00	56,763,729 42	76,282,288 53	524,285,874 53	11
12	Ministère de la guerre. — Dépenses extraordinaires...	"	"	"	"	"	33,508,306 83	5,180,048 43	"	56,625 60	"	419,276 35	"	2,304,986 66	3,214,496 13	38,254,747 74	12
13	Ministère de la marine.....	"	"	"	"	"	157,887,565 89	54,767,250 41	"	"	1,680,358 09	1,184,970 80	197 92	9,627,996 05	2,978,554 03	222,169,785 13	13
14	Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — Service de l'instruction publique.....	"	"	"	"	"	142,326,753 47	20,124,249 63	"	9,891 63	"	296,994 76	"	2,572 04	29,837 61	162,730,623 92	14
15	Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — Service des beaux-arts.....	"	"	"	"	"	1,370,511 68	5,461,058 61	"	"	"	17,166 76	"	330 00	4,065 48	6,845,001 57	15
16	Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — Service des cultes.....	"	"	"	"	"	30,423,966 46	793,686 81	"	"	"	937 80	"	"	"	31,218,591 07	16
17	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie.....	"	"	"	"	"	11,002,865 22	5,809,832 10	"	"	"	4,878 53	"	24,555 47	10,928 32	16,831,203 00	17
18	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes.....	"	"	"	61,715 37	"	"	2,152,966 81	"	"	"	4,108 31	"	760 00	18,101 91	2,201,448 58	18
19	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Téléphones.....	"	"	"	358 20	"	"	78,960 66	"	"	"	"	"	1,317 19	"	80,636 05	19
20	Ministère des colonies.....	"	"	"	"	"	12,492,516 83	9,757,521 95	"	495 00	"	38,858 72	22,286,896 89	1,999,269 91	133,583 58	46,441,975 72	20
21	Ministère de l'agriculture.....	"	"	"	"	"	14,814,431 63	3,805,039 32	"	40 00	"	16,902 97	"	2,267 83	22,710 95	18,615,970 80	21
22	Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires.....	"	"	"	"	"	60,972,542 01	11,900,518 37	"	"	"	60,087 33	"	43,499 24	199,442 66	72,777,204 29	22
23	Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires...	"	"	"	"	"	59,441,068 08	125,371,028 29	"	"	"	"	"	14,575 48	2,074,077 03	182,752,594 82	23
	TOTAL de la 3e partie...	5,575,990 99	2,704 83	38,612 07	62,073 57	"	1,019,945,984 24	357,926,657 98	7,574,078 18	9,961,484 83	1,680,358 09	48,427,066 15	22,332,374 42	70,833,217 52	85,228,227 69	1,459,132,375 18	
	TOTAL du budget général (à reporter)..	5,575,990 99	2,704 83	38,612 07	62,073 57	"	1,329,057,514 63	548,193,898 18	661,969,545 02	10,210,715 33	1,680,358 09	55,193,427 07	22,931,430 45	86,522,628 13	85,228,227 69	2,636,210,670 67	
	À reporter (Exercice 1893).....	945,655 07	400,491 08	4,700,965 02	6,968,283 49	"	190,906,804 79	101,505,192 18	49,979,381 39	1,393,178 32	8,260,248 99	15,422,965 07	30,119,463 40	56,632,038 60	56,543,078 48	410,691,588 92	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	PAYEUR CENTRAL de la dette publique.	PAYEURS des ARMÉES.	AGENTS COMPTABLES des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report de l'exercice 1893....	945,655 07	400,491 08	4,700,965 02	6,968,283 49	"	190,906,804 79	101,505,192 18	49,979,381 39	1,393,178 32	8,260,248 99	15,422,965 07	30,119,463 40	56,632,038 60	56,543,078 48	410,691,588 92	
	Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.																
	EXERCICE 1894.																
	BUDGET GÉNÉRAL. FRANCE.																
	Report du budget général....	5,575,990 99	2,704 83	38,612 07	62,073 57	"	1,329,057,514 63	548,193,898 18	661,969,545 02	10,210,715 33	1,680,358 09	55,193,427 07	22,931,430 45	86,522,628 13	85,228,227 69	2,636,210,670 67	
	4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*																
24	Ministère des finances.....	16,913,828 08	32,052,700 73	85,559,964 06	"	"	16,540,883 80	23,418,731 50	"	301 10	"	1,942,515 02	"	19,416 35	13,613 17	176,434,727 56	24
25	Ministère des affaires étrangères.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	25
26	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes.....	"	"	"	107,125,913 69	"	2,543,519 60	29,564,167 25	"	"	"	"	"	545,224 97	1,425,400 08	138,353,425 43	26
27	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Téléphones.....	"	"	"	4,227 257 11	"	418,083 51	3,548,487 58	"	"	"	"	"	565,005 56	21,080 22	8,737,753 54	27
28	Ministère de l'agriculture. (Forêts.).....	"	"	"	"	"	10,200 613 07	193,432 36	"	"	"	"	"	841 90	24,664 55	10,370,222 78	28
	TOTAL de la 4e partie.....	16,913,828 08	32,052,700 73	85,559,964 06	111,353,170 80	"	29,703,099 98	56,724,818 78	"	301 10	"	1,942,515 02	"	1,130,488 78	1,484,758 02	333,896,129 31	
	5e PARTIE. — *Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.*																
29	Ministère des finances.....	5,325,889 53	1,591,399 58	2,582,318 05	"	"	23,143,466 95	79,429 58	"	276 38	"	4,467 94	670 62	153,113 03	"	32,881,031 66	29
30	Ministère de l'intérieur.....	"	"	"	"	"	1,537,207 43	"	"	"	"	"	"	"	"	1,537,207 43	30
31	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes.....	"	"	"	684,770 66	"	"	4,002,063 09	"	"	"	20 00	"	"	"	4,686,853 75	31
32	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Téléphones.....	"	"	"	26,422 47	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	26,422 47	32
33	Ministère de l'agriculture. (Forêts.).....	"	"	"	"	"	14,201 65	"	"	"	"	"	"	"	"	14,201 65	33
	TOTAL de la 5e partie.....	5,325,889 53	1,591,399 58	2,582,318 05	711,193 13	"	24,694,876 03	4,081,492 67	"	276 38	"	4,487 94	670 62	153,113 03	"	39,145,716 96	
	TOTAL du budget général (France) [à reporter].....	27,815,708 60	33,646,805 14	88,180,894 18	112,126,437 50	"	1,383,455,490 64	609,000,209 63	661,969,545 02	10,211,292 81	1,680,358 09	57,140,430 03	22,932,101 07	87,806,229 94	86,712,985 71	3,009,252,516 94	
	A reporter. (Exercice 1893.)....	945,655 07	400,491 08	4,700,965 02	6,968,283 49	"	190,906,804 79	101,505,192 18	49,979,381 39	1,393,178 32	8,260,248 99	15,422,965 07	30,119,463 40	56,632,038 60	56,543,078 48	410,691,588 92	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des dépenses.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers-payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Payeur central de la dette publique.	Payeurs des armées.	Agents comptables des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Annulations de payements.	Total des payements.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report de l'exercice 1893	945,055 07	400,491 08	4,700,965 02	6,968,283 49	"	190,906,804 79	101,505,192 18	49,979,381 39	1,393,178 32	8,260,248 99	15,422,965 07	30,119,463 40	56,632,038 60	56,543,078 48	410,691,588 92	
	Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.																
	EXERCICE 1894.																
	Report du budget général (France)	27,815,708 60	33,646,805 14	88,180,894 18	112,126,437 50	"	1,383,455,490 61	609,000,209 03	661,969,545 02	10,211,292 81	1,680,358 09	57,140,430 03	22,932,101 07	87,806,229 94	86,712,985 71	3,009,252,516 94	
	BUDGET GÉNÉRAL.																
	ALGÉRIE.																
	3e PARTIE. — *Services généraux des ministères.*																
1	Ministère de la justice	"	"	"	"	"	225 00	10,720 44	"	"	"	2,575,942 61	"	"	"	2,586,888 05	1
2	Ministère de l'intérieur — Service de l'intérieur	"	"	"	"	"	"	21,863 74	"	"	"	1,854,580 81	"	1,394 90	959 91	1,876,879 54	2
3	Ministère de l'intérieur — Gouvernement général de l'Algérie	"	"	"	"	"	"	375 00	"	"	"	6,999,075 32	"	"	16,770 03	6,982,680 29	3
4	Ministère des finances	"	"	"	"	"	1,355 55	5,168 48	"	"	"	428,480 68	"	"	"	435,004 71	4
5	Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes — Service de l'instruction publique	"	"	"	"	"	1,675 30	5,074 32	"	"	"	4,618,627 60	"	"	340 00	4,625,037 28	5
6	Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes — Service des beaux-arts	"	"	"	"	"	"	5,837 20	"	"	"	62,210 13	"	"	"	68,047 33	6
7	Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes — Service des cultes	"	"	"	"	"	"	8,507 26	"	"	"	867,278 04	"	"	"	875,785 30	7
8	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Service du commerce et de l'industrie	"	"	"	"	"	"	598 77	"	"	"	153,175 24	"	"	"	153,774 01	8
9	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Service des postes et télégraphes	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	9
10	Ministère de l'agriculture	"	"	"	"	"	"	4,366 20	"	"	"	1,191,122 80	"	1,890 00	6,875 72	1,190,503 28	10
11	Ministère des travaux publics — Dépenses ordinaires	"	"	"	"	"	"	26,826 18	"	"	"	5,101,420 98	"	"	"	5,128,247 16	11
12	Ministère des travaux publics — Dépenses extraordinaires	"	"	"	"	"	"	22,054,463 88	"	"	"	3,507,259 79	"	"	"	25,561,723 67	12
	Total de la 3e partie	"	"	"	"	"	3,255 91	22,143,801 47	"	"	"	27,359,174 00	"	3,284 90	24,945 66	49,484,570 62	
	4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*																
13	Ministère des finances	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4,599,303 73	"	1,112 08	4,084 53	4,596,331 28	13
14	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — Service des postes et des télégraphes	"	"	"	910 45	"	"	63,077 78	"	"	"	4,158,591 45	"	199,352 72	49,054 95	4,372,877 45	14
15	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — Service des téléphones	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	50,834 23	"	42,891 11	"	93,725 34	15
16	Ministère de l'agriculture (forêts)	"	"	"	"	"	"	7,866 72	"	"	"	2,675,534 85	"	1,338 90	5,532 36	2,679,208 11	16
	Total de la 4e partie	"	"	"	910 45	"	"	70,944 50	"	"	"	11,484,264 26	"	244,694 81	58,671 84	11,742,142 18	
	5e PARTIE. — *Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.*																
17	Ministère des finances	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	502,055 87	"	"	"	502,055 87	17
18	Ministère de l'intérieur	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	175,099 51	"	"	"	175,099 51	18
	Total de la 5e partie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	677,155 38	"	"	"	677,155 38	
	Total du budget général (Algérie)	"	"	"	910 45	"	3,255 91	22,214,745 97	"	"	"	39,520,593 64	"	247,979 71	83,617 50	61,903,868 18	
	Total des payements de l'exercice 1894	27,815,708 60	33,646,805 14	88,180,894 18	112,127,347 95	"	1,383,458,746 53	631,214,955 60	661,969,545 02	10,211,292 81	1,680,358 09	96,661,023 67	22,932,101 07	88,054,209 65	86,796,603 21	3,071,156,385 12	
	EXERCICE 1895.																
	BUDGET GÉNÉRAL.																
	FRANCE.																
	1re PARTIE. — *Dette publique.*																
1	Ministère des finances. (Dette viagère.)	"	"	"	"	"	305 94	"	"	"	"	"	"	"	"	305 94	1
	Total des payements de l'exercice 1895	"	"	"	"	"	305 94	"	"	"	"	"	"	"	"	305 94	
	Total des payements sur les dépenses publiques (à reporter)	28,761,363 67	34,047,296 22	92,881,859 20	119,095,631 44	"	1,574,365,857 28	732,720,147 78	711,948,926 41	11,604,471 13	9,940,607 08	112,083,988 74	53,051,564 47	144,686,248 25	143,339,681 69	3,481,848,279 98	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des dépenses.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers-payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Payeur central de la dette publique.	Payeurs des armées.	Agents comptables des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Agent comptable des téléphones.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la direction générale de la Comptabilité publique. Annulations de payements.	Total des payements.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report (Budgets)	28,761,363 67	34,047,296 22	92,881,859 20	119,095,631 44	"	1,574,365,857 28	732,720,147 78	711,948,926 41	11,604,471 13	9,940,607 08	112,083,988 74	53,051,564 47	"	144,686,248 25	143,339,681 69	3,481,848,279 98	
	SERVICES DE TRÉSORERIE.																	
	SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.																	
1	Capitaux de cautionnements en numéraire	"	"	"	"	"	13,193,495 75	2,742,344 15	"	4,500 00	"	264,413 01	50,160 00	"	"	1,000 00	16,253,912 94	1
2	Services départementaux de l'Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	21,656,578 32	"	"	"	"	21,656,578 32	2
3	Service local des colonies	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	85,431,115 92	"	223,735 99	"	85,654,851 91	3
5	Caisse de réserve du service local des colonies	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,980,552 88	"	"	"	2,980,552 88	5
7	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	20,915,233 07	"	20,915,233 07	7
8	Avances à la Caisse des lycées, collèges et écoles (subvention extraordinaire)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	497,323 26	"	497,323 26	8
9	Subventions et avances allouées à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	"	"	"	"	"	"	15,001,636 54	"	"	"	"	"	"	897,758 70	"	15,899,395 24	9
10	Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	"	"	"	"	"	"	3,204,628 80	"	"	"	"	"	"	24,434,890 82	"	27,639,519 62	10
14	Produit de l'emprunt de 800 millions en rentes 3 p. o/o. (Émission de 1886.)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,232,115 23	"	2,232,115 23	14
15	Caisse des dépôts et consignations, *s/c* d'avances pour suppléments de pensions	"	"	"	"	"	"	"	9,325,000 00	"	"	"	"	"	"	"	9,325,000 00	15
17	Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts	"	"	"	"	"	"	59,031,624 14	"	"	"	"	"	"	"	"	59,031,624 14	17
18	Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,086,112 87	"	"	"	"	1,086,112 87	18
19	Fonds versés par la ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	79,999 80	"	79,999 80	19
21	Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1889	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,129,271 91	"	1,129,271 91	21
22	Produit de la tombola de l'Exposition universelle de 1889	"	"	"	"	"	"	48f 00c	"	"	"	"	"	"	400,000 00	"	400,048 00	22
23	Produit de l'aliénation d'immeubles affectés à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Loi du 2 janvier 1890)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	386,183 49	"	386,183 49	23
24	Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications de places déclassées	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	546,752 16	"	546,752 16	24
26	Produit de l'émission de rentes 3 p. o/o. (1891.)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4,145,294 85	"	4,145,294 85	26
27	Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	"	"	"	"	"	362,768,907 34	"	"	"	"	"	"	"	"	"	362,768,907 34	27
28	Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	77,216,075 39	"	77,216,075 39	28
29	Dépenses de l'expédition de Madagascar	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,500,000 00	"	1,500,000 00	29
30	Remboursement des rentes 4 1/2 p. o/o non converties	"	"	"	"	"	"	1,378,686 25	"	"	"	"	"	"	"	"	1,378,686 25	30
31	Produit du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,129,900 01	"	2,129,900 01	31
	Total	"	"	"	"	"	375,962,403 09	81,358,967 91	9,325,000 00	4,500 00	"	23,007,104 20	88,461,828 80	"	136,734,534 68	1,000 00	714,853,338 68	
39	Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Loi du 26 juillet 1893, art. 56.)	"	"	"	"	"	"	289,036,309 80	"	"	"	"	"	"	"	"	289,036,309 80	39
40	Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme (Loi du 25 juillet 1894.)	"	"	"	"	"	"	11,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	11,000,000 00	40
41	Trésor public, *s/c* d'obligations amortissables par annuités terminables en 1925 (Lois des 7 et 27 décembre 1894.)	"	"	"	"	"	"	10,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	10,000,000 00	41
	Total	"	"	"	"	"	"	310,036,309 80	"	"	"	"	"	"	"	"	310,036,309 80	
	Total des dépenses des services spéciaux	"	"	"	"	"	375,962,403 09	391,395,277 71	9,325,000 00	4,500 00	"	23,007,104 20	88,461,828 80	"	136,734,534 68	1,000 00	1,024 889,648 48	
	A reporter (Budgets et services spéciaux)	28,761,363 67	34,047,296 22	92,881,859 20	119,095,631 44	"	1,950,328,260 37	1,124,115,425 49	721.273,926 41	11,608,971 13	9,940,607 08	135,091,092 94	141,513,393 27	"	281,420,782 93	143,340,681 69	4,506,737,928 46	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	PAYEUR CENTRAL de la dette publique.	PAYEURS des ARMÉES.	AGENTS COMPTABLES des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report. (Budgets et services spéciaux.)	28,761,363 67	34,047,296 22	92,881,859 20	119,095,631 44	"	1,950,328,260 37	1,124,115,425 49	721,273,926 41	11,608,971 13	9,940,607 08	135,091,092 94	141,513,393 27	281,420,782 93	143,340,681 69	4,506,737,928 46	
	Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.																
	PAYEMENTS EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES PASSIVES.																
	Effets à payer.																
1	Bons du Trésor remis à la Banque de France	"	"	"	"	"	"	440,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	440,000,000 00	1
2	Bons du Trésor remis à divers particuliers	"	"	"	"	"	"	624,398,822 20	"	"	"	"	"	"	"	624,398,822 20	2
3	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. Loi du 31 mai 1875	"	"	"	"	"	"	16,490,117 12	"	"	"	"	"	"	"	16,490,117 12	3
4	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. Loi du 26 décembre 1892	"	"	"	"	"	"	4,099,506 00	"	"	"	"	"	"	"	4,099,506 00	4
5	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. Loi du 26 juillet 1893	"	"	"	"	"	"	9,634,543 66	"	"	"	"	"	"	"	9,634,543 66	5
6	Bons de liquidation. (Départements.)	"	"	"	"	"	"	3,500 00	"	"	"	"	"	"	"	3,500 00	6
7	Reliquat des obligations du Trésor public à court terme émises pour le service du compte de liquidation des budgets à échéance antérieure à 1893	"	"	"	"	"	"	8,000 00	"	"	"	"	"	"	"	8,000 00	7
8	Obligations du Trésor à court terme. (Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer.)	"	"	"	"	"	"	150,003,110 93	"	"	"	"	"	"	"	150,003,110 93	8
9	Obligations du Trésor public émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	"	"	"	"	"	"	183,750,000 00	"	"	"	"	"	"	"	183,750,000 00	9
10	Rentes 3 p. o/o amortissables	"	"	"	"	"	"	25,023,000 00	"	"	"	"	"	"	"	25,023,000 00	10
11	Remboursement de traites et mandats	"	"	"	"	"	"	419,423,562 23	"	7,185,217 29	"	6,062,288 35	21,633,396 99	"	"	454,304,464 86	11
	TOTAL	"	"	"	"	"	"	1,872,834,162 14	"	7,185,217 29	"	6,062,288 35	21,633,396 99	"	"	1,907,715,064 77	
	Correspondants du Trésor.																
12	Divers services publics, L/C courant avec le Trésor	"	"	"	877,260,315 09	157,789,316 39	1,381,591,640 39	795,810,044 45	2,437,746 23	1,128,029 36	"	67,382,537 41	12,784,581 15	1,100,010,868 03	"	4,396,195,078 50	12
13	Établissements particuliers, L/C de fonds déposés au Trésor	"	"	"	"	"	"	27,892,100 95	"	"	"	"	"	"	"	27,892,100 95	13
14	Fonds à rembourser à divers	"	"	"	"	"	99,169 21	41,444,891 04	329,070,651 01	"	"	"	"	"	"	370,614,711 26	14
15	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	4,552,173 69	261,456,899 88	1,009,235,615 79	698,333,112 63	"	"	"	"	"	"	100,397,175 05	"	571,452 31	"	2,074,546,429 35	15
16	Divers correspondants	"	"	"	"	1,077,248,100 31	65,253,168 49	239,058,398 88	12,979,328 05	"	"	289,314 33	384 63	956,263 08	"	1,395,784,957 77	16
	TOTAL	4,552,173 69	261,456,899 88	1,009,235,615 79	1,575,593,427 72	1,235,037,416 70	1,446,943,978 09	1,104,205,435 32	344,487,725 29	1,128,029 36	"	168,069,026 79	12,784,965 78	1,101,538,583 42	"	8,265,033,277 83	
	A reporter. (Créances passives.)	4,552,173 69	261,456,899 88	1,009,235,615 79	1,575,593,427 72	1,235,037,416 70	1,446,943,978 09	2,977,039,597 46	344,487,725 29	8,313,246 65	"	174,131,315 14	34,418,362 77	1,101,538,583 42	"	10,172,748,342 60	
	A reporter. (Budgets et services spéciaux.)	28,761,363 67	34,047,296 22	92,881,859 20	119,095,631 44	"	1,950,328,260 37	1,124,115,425 49	721,273,926 41	11,608,971 13	9,940,607 08	135,091,092 94	141,513,393 27	281,420,782 93	143,340,681 69	4,506,737,928 46	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	PAYEUR CENTRAL de la dette publique.	PAYEURS des ARMÉES.	AGENTS COMPTABLES des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la direction générale de la comptabilité publique. Payements.	Annulation de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report (Budgets, et services spéciaux).....	28,761,363 67	34,047,296 22	92,881,859 20	119,095,631 44	"	1,950,328,260 37	1,124,115,425 49	721,273,926 41	11,608,971 13	9,940,607 08	135,091,092 94	141,513,393 27	281,420,782 93	143,340,681 69	4,506,737,928 46	
	Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.																
	Suite des PAYEMENTS EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES PASSIVES.																
	Report. (Créances passives.)....	4,552,173 69	261,456,899 88	1,009,235,615 79	1,575,593,427 72	1,235,037,416 70	1,446,943,978 09	2,977,039,597 46	344,487,725 29	8,313,247 65	"	174,131,315 14	34,418,362 77	1,101,538,583 42	"	10,172,748,342 60	
	CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES.																
17	Correspondants des trésoriers-payeurs généraux...	"	"	"	"	"	8,011,376,526 88	"	"	"	"	"	"	19 40	"	8,011,376,546 28	17
18	Correspondants du caissier payeur central du Trésor public.....	"	"	"	"	"	"	1,040,494,350 75	"	"	"	"	"	"	"	1,040,494,350 75	18
19	Correspondants du payeur central de la Dette publique.....	"	"	"	"	"	"	"	360,186,685 95	"	"	"	"	"	"	360,186,685 95	19
20	Correspondants des payeurs des armées.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2,588,739 73	"	"	"	0 25	"	2,588,739 98	20
21	Correspondants de l'agent comptable des traites de la marine.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	29,840,196 74	"	"	73 02	"	29,840,269 76	21
22	Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie..	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	268,684,990 16	"	"	"	268,684,990 16	22
23	Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	575,565,944 81	1,081,050 51	"	576,646,995 32	23
	TOTAL.....	"	"	"	"	"	8,011,376,526 88	1,040,494,350 75	360,186,685 95	2,588,739 73	29,840,196 74	268,684,990 16	575,565,944 81	1,081,143 18	"	10,289,818,578 20	
24	Fonds particuliers des comptables des finances...	11,864 11	10,235 00	287,361 57	"	"	872,741,306 04	"	"	"	"	2,513 30	141,122 94	92,744 28	"	873,287,147 24	24
	TOTAL des créances passives.....	4,564,037 80	261,467,134 88	1,009,522,977 36	1,575,593,427 72	1,235,037,416 70	10,331,061,811 01	4,017,533,948 21	704,674,411 24	10,901,986 38	29,840,196 74	442,818,818 60	610,125,430 52	1,102,712,470 88	"	21,335,854,068 04	
	PAYEMENTS EN AUGMENTATION DES CRÉANCES ACTIVES.																
1	Avances pour divers services des ministères.....	569,901 71	26,343,574 65	4,639,495 53	4,638,578 23	"	9,218,490 01	150,925,849 40	364,338,965 31	53,331 34	19,255,413 57	5,134,157 31	104,411 26	378,205 00	"	585,600,373 32	1
2	Créances administratives.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2
3	Comptables en débet.....	11,522 76	"	75,767 81	9,905 41	"	"	"	"	"	"	598 50	"	"	"	97,794 48	3
4	Créances litigieuses.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4
	TOTAL des créances actives....	581,424 47	26,343,574 65	4,715,263 34	4,648,483 64	"	9,218,490 01	150,925,849 40	364,338,965 31	53,331 34	19,255,413 57	5,134,755 81	104,411 26	378,205 00	"	585,698,167 80	
	MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.																
1	Fonds envoyés.....	767,085,223 80	484,310,766 69	1,076,946,566 59	809,888,341 08	405,180,889 70	2,902,807,785 98	3,098,668,113 84	27,764,121 26	1,895,428 60	10,723,010 40	252,151,498 24	40,251,054 49	1,635,808 41	"	9,879,314,609 08	1
	TOTAL des payements sur les services de trésorerie (non compris les services spéciaux).	772,230,686 07	772,127,476 22	2,091,184,807 29	2,390,130,252 44	1,640,218,306 40	13,243,088,087 00	7,267,127,911 45	1,096,777,497 81	12,850,746 32	59,818,620 71	700,105,072 65	650,480,896 27	1,104,726,484 29	"	31,800,866,844 92	
	TOTAL GÉNÉRAL des payements...	800,992,049 74	806,174,772 44	2,184,066,666 49	2,509,225,883 88	1,640,218,306 40	15,193,416,347 37	8,391,243,336 94	1,818,051,424 22	24,459,717 45	69,759,227 79	835,196,165 59	791,994,289 54	1,386,147,267 22	143,340,681 69	36,307,604,773 38	

Suite du **DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.**

Résumé du développement, par classe de Comptables, *des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.	VALEURS DE CAISSE et de portefeuille au 1er janvier 1894.	RECETTES EFFECTUÉES pendant l'année 1894.	TOTAL au 31 décembre 1894.	PAYEMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1894.	VALEURS DE CAISSE et de portefeuille au 1er janvier 1895.	TOTAL au 1er janvier 1895.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines	560,700 73	800,837,745 38	801,398,446 11	800,992,049 74	406,396 37	801,398,446 11	
Receveurs des douanes	6,424,829 67	803,918,224 87	810,343,054 54	806,174,772 44	4,168,282 10	810,343,054 54	
Receveurs des contributions indirectes	2,414,148 63	2,185,571,914 63	2,187,986,063 26	2,184,066,666 49	3,919,396 77	2,187,986,063 26	
Receveurs des postes et des télégraphes	47,409,431 39	2,508,832,462 74	2,556,241,894 13	2,509,225,883 88	47,016,010 25	2,556,241,894 13	
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	567,369,521 13	1,720,749,212 35	2,288,118,733 48	1,640,218,306 40	647,900,427 08	2,288,118,733 48	
Trésoriers-payeurs généraux des finances	25,566,955 38	15,192,315,524 78	15,217,882,480 16	15,193,416,347 37	24,466,132 79	15,217,882,480 16	
Caissier-payeur central du Trésor public	550,611,191 77	8,191,868,569 98	8,742,479,761 75	8,391,243,336 94	351,236,424 81	8,742,479,761 75	
Payeur central de la Dette publique	34,805,378 63	1,819,344,768 23	1,854,150,146 86	1,818,051,424 22	36,098,722 64	1,854,150,146 86	
Payeurs des armées	2,729,520 64	24,521,039 84	27,250,560 48	24,459,717 45	2,790,843 03	27,250,560 48	
Agents comptables des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires	259,289 90	69,652,192 62	69,911,482 52	69,759,227 79	152,254 73	69,911,482 52	
Comptables des finances en Algérie	24,674,905 00	836,220,424 50	860,895,329 50	835,196,165 59	25,699,163 91	860,895,329 50	
Trésoriers-payeurs des colonies	26,095,844 89	804,710,750 84	830,806,595 73	791,994,289 54	38,812,306 19	830,806,595 73	
Agent comptable des virements de comptes	"	1,242,806,585 53	1,242,806,585 53	1,242,806,585 53	"	1,242,806,585 53	
TOTAUX	1,288,921,717 76	36,201,349,416 29	37,490,271,134 05	36,307,604,773 38	1,182,666,360 67	37,490,271,134 05	

COMPTE

DES

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS

POUR L'ANNÉE 1894.

NOTE

SUR

LE COMPTE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Le compte des contributions et revenus publics a pour objet de faire connaître, pour chacune des branches principales de ressources composant le budget général des recettes de l'État, les droits liquidés à la charge des redevables du Trésor public, ceux qui ont été recouvrés et ceux qui sont restés à réaliser. Les résultats exposés dans ce compte se rapportent à l'exercice 1893, parvenu au terme de sa clôture pendant l'année 1894, et qui vient d'être réglé définitivement; à l'exercice 1894, qui a accompli sa première année d'exécution; et enfin à l'exercice 1895, sur lequel quelques recettes, d'après le régime qui leur est propre, ont été constatées avant l'ouverture de cet exercice.

Le compte se compose des documents ci-après :

Un tableau général qui récapitule l'ensemble des résultats inscrits sur ces exercices dans les écritures de la direction générale de la comptabilité publique jusqu'au 31 décembre 1894, en distinguant les opérations de l'année 1894 de celles qui ont eu lieu antérieurement à la publication du compte;

Une série d'états de développement, par nature de perceptions, suivant les branches de revenus et produits du budget des recettes, résumés comme suit, par grandes divisions, savoir :

Budget général.....
- *Impôts directs.*
- *Impôts et revenus indirects.*
- *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.*
- *Produits et revenus du domaine de l'État.*
- *Produits divers du budget.*
- *Ressources exceptionnelles.*
- *Recettes d'ordre.*

Enfin un développement, par département et par classe de comptables, de l'ensemble des recouvrements qui ont été effectués pendant l'année 1894.

Les développements administratifs sur les valeurs, matières ou quantités qui ont été soumises à l'application des tarifs et d'où sont résultés les droits perçus par le Trésor public sur l'exercice 1893 se trouvent dans le *Compte définitif des recettes* de cet exercice, qui est publié séparément par le Ministre des finances, à l'appui du règlement définitif du budget dudit exercice. C'est également à ce compte qu'il est nécessaire de se reporter pour le développement, par département et par branche de revenus, des recouvrements effectués pendant l'exercice 1893 (pages 28 à 39). Les développements de cette nature relatifs à l'exercice 1894 ne pouvant être établis qu'en clôture d'exercice, la publication n'en aura lieu, pour ledit exercice, qu'à l'époque où il sera soumis au contrôle législatif.

Suite de la *Note sur le Compte des Contributions et Revenus publics.*

Les différents résultats constatés dans la présente partie du Compte général des finances se résument de la manière suivante :

CONTRIBUTIONS ET REVENUS DE L'EXERCICE 1893.

Les droits constatés au profit de l'État, sur l'exercice 1893, se sont élevés à la somme de 3,387,296,185 fr. 28 cent., savoir :

Budget général.	France..	Impôts directs	496,864,884f 71c	3,334,785,769f 02c
		Impôts et revenus indirects	2,014,137,465 77	
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	632,832,797 69	
		Produits et revenus du domaine de l'État	45,094,023 42	
		Produits divers du budget	25,125,877 14	
		Ressources exceptionnelles	8,187,859 21	
		Recettes d'ordre	112,542,861 08	
	Algérie..	Impôts directs	12,951,144 89	52,510,416 26
		Impôts et revenus indirects	23,126,726 92	
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,168,612 60	
		Produits et revenus du domaine de l'État	5,020,769 59	
		Produits divers du budget	792,113 22	
		Ressources exceptionnelles	"	
		Recettes d'ordre	5,451,049 04	
		TOTAL		3,387,296,185 28

Sur cette somme, il a été reçu par le Trésor public :

		BUDGET général.	
Antérieurement au 1er janvier 1894..	France	3,239,826,890f 95c	
	Algérie	46,130,192 29	
	TOTAL	3,285,957,083 24	
Pendant l'année 1894	France	76,046,261 00	
	Algérie	4,406,154 93	
	TOTAL	80,452,415 93	
		3,366,409,499 17	3,366,409,499 17

Et il restait à recouvrer, à la clôture de l'exercice 1893 ..... 20,886,686 11

Suite de la *Note sur le Compte des Contributions et Revenus publics.*

CONTRIBUTIONS ET REVENUS DE L'EXERCICE 1894.

Les droits à recouvrer qui ont été constatés au profit de l'État, sur l'exercice 1894, jusqu'au 31 décembre 1894, montent à 3,480,621,419 fr. 06 cent., savoir :

Budget général.	France.	Impôts directs	501,481,976f 20c	3,427,158,531f 10c
		Impôts et revenus indirects	2,023,637,566 35	
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.	638,978,830 18	
		Produits et revenus du domaine de l'État	49,392,972 92	
		Produits divers du budget	61,179,880 98	
		Ressources exceptionnelles	39,807,312 29	
		Recettes d'ordre	112,679,992 18	
	Algérie.	Impôts directs	13,096,142 57	53,462,887 96
		Impôts et revenus indirects	22,501,898 80	
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.	5,246,530 65	
		Produits et revenus du domaine de l'État	6,356,262 50	
		Produits divers du budget	909,767 70	
		Ressources exceptionnelles	"	
		Recettes d'ordre	5,352,285 74	
		TOTAL (à reporter)		3,480,621,419 06

Suite de la *Note sur le Compte des Contributions et Revenus publics.*

Report..... 3,480,621,419f 06c

Les recettes faites par le Trésor public, sur l'exercice 1894, jusqu'au 1er janvier 1895 sont les suivantes:

		BUDGET général.	
Recettes antérieures au 1er janvier 1894.	France.....	1,652,984f 00c	
	Algérie.....	372,048 20	
		2,025,032 20	
Recettes de l'année 1894.	France.....	3,327,881,844 54	
	Algérie.....	47,672,991 05	
		3,375,554,835 59	
		3,377,579,867 79	3,377,579,867 79

Et, au 1er janvier 1895, il restait à recouvrer, savoir :

Budget général.	France.....	97,623,702f 56c	103,041,551 27
	Algérie.....	5,417,848 71	

CONTRIBUTIONS ET REVENUS DE L'EXERCICE 1895.

Les recouvrements effectués, pendant l'année 1894, sur les droits et produits constatés du budget général de l'exercice 1895 ont été de :

France.....	492,627f 79c	492,627f 79c
Algérie.....	"	

Suite de la *Note sur le Compte des Contributions et Revenus publics.*

RÉCAPITULATION DES RECOUVREMENTS DE L'ANNÉE 1894.

D'après les résultats qui précèdent, les recouvrements de toute nature effectués pendant l'année 1894 se sont élevés à 3,456,499,879 fr. 31 et se résument ainsi qu'il suit :

			EXERCICE 1893.	EXERCICE 1894.	EXERCICE 1895.
Budget général.	France..	Impôts directs	20,905,308f 17	479,480,071f 79c	"
		Impôts et revenus indirects	20,028,527 43	1,995,728,526 44	"
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	12,586,462 62	626,106,912 19	"
		Produits et revenus du domaine de l'État	1,322,963 09	41,288,450 03	"
		Produits divers du budget	1,851,522 27	51,209,368 47	"
		Ressources exceptionnelles	5,239,874 37	38,773,198 29	"
		Recettes d'ordre	14,111,603 05	95,295,317 33	492,627f 79c
			76,046,261 00	3,327,881,844 54	492,627 79
	Algérie..	Impôts directs	1,561,319 23	11,276,660 51	"
		Impôts et revenus indirects	177,929 29	22,238,329 17	"
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'Etat	19,845 20	5,242,533 19	"
		Produits et revenus du domaine de l'État	650,300 08	4,027,015 49	"
		Produits divers du budget	172,873 87	573,935 93	"
		Ressources exceptionnelles	"	"	"
		Recettes d'ordre	1,823,887 26	4,314,516 76	"
			4,406,154 93	47,672,991 05	"
			80,452,415 93	3,375,554,835 59	492,627 79
			3,456,499,879f 31c		

Cette somme est celle qui se trouve portée en recette dans le tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1894 (page 38).

État général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et des Restes à recouvrer sur les exercices 1893, 1894 et 1895, au 1er janvier 1895.

PAGES de RENVOI aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT. antérieurement au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Droits constatés.	Opérations de l'année 1894. Annulations de droits constatés.	TOTAL.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	PENDANT l'année 1894.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1895 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
	FRANCE.		**EXERCICE 1893**		BUDGET GÉNÉRAL.					
	§ 1er. IMPÔTS DIRECTS.									
90	Contributions directes. (Fonds généraux.)	463,922,506f 05c	500f 00c	"	463,923,006f05c	445,946,572f 04c	17,976,434f 01c	463,923,006f 05c	"	
96	Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	32,940,125 21	1,753 45	"	32,941,878 66	30,013,004 50	2,928,874 16	32,941,878 66	"	
	TOTAL des impôts directs	496,862,631 26	2,253 45	"	496,864,884 71	475,959,576 54	20,905,308 17	496,864,884 71	"	
	§ 2. IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.									
98	Enregistrement	523,930,399 09	"	1,812,416f98c	522,117,982 11	521,509,607 49	141,918 78	521,651,526 27	466,455f 84c	
100	Timbre	165,200,453 75	1,403,782 00	"	166,604,235 75	165,200,452 95	1,403,782 80	166,604,235 75	"	
	Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	67,049,570 34	"	45 00	67,049,525 34	67,049,229 34	191 00	67,049,420 34	105 00	
102	Douanes	454,833,878 78	"	142,405 99	454,691,472 79	453,088,356 29	261,678 11	453,350,034 40	1,341,438 39	
104 à 106	Contributions indirectes	603,756,639 39	4,508,991 71	"	608,265,631 10	588,245,682 36	7,959,933 18	596,205,615 54	12,060,015 56	
106	Sucres	189,902,507 44	5,506,111 24	"	195,408,618 68	184,615,305 33	10,261,023 56	194,876,328 89	532,289 79	
	TOTAL des impôts et revenus indirects	2,004,673,448 79	11,418,884 95	1,954,867 97	2,014,137,465 77	1,979,708,633 76	20,028,527 43	1,999,737,161 19	14,400,304 58	
	§ 3. PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.									
110	Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	410,977,772 25	529,793 61	"	411,507,565 86	410,358,739 09	1,047,892 77	411,406,631 86	100,934 00	
	Postes	166,408,185 43	237,862 35	"	166,646,047 78	166,353,020 10	284,817 79	166,637,837 89	8,209 89	
112	Télégraphes	34,883,611 28	1,749,779 46	"	36,633,390 74	33,609,951 00	1,583,770 29	35,193,721 29	1,439,669 45	
	Téléphones	7,572,574 87	82,732 37	"	7,655,307 24	7,481,567 36	129,242 08	7,610,809 44	44,497 80	
114	Produits de diverses exploitations	9,684,656 48	523,655 41	"	10,208,311 89	811,270 56	9,397,041 33	10,208,311 89	"	
		629,526,800 31	3,123,823 20	"	632,650,623 51	618,614,548 11	12,442,764 26	631,057,312 37	1,593,311 14	
	COLONIES.									
114	Produits de diverses exploitations	38,475 82	143,698 36	"	182,174 18	38,475 82	143,698 36	182,174 18	"	
	TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	629,565,276 13	3,267,521 56	"	632,832,797 69	618,653,023 93	12,586,462 62	631,239,486 55	1,593,311 14	
	§ 4. PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.									
116	Produits du domaine autre que le domaine forestier	16,950,583 57	465,743 52	"	17,416,327 09	13,661,427 57	1,058,064 15	14,719,491 72	2,696,835 37	
118	Produits des forêts	27,683,364 96	"	5,668 63	27,677,696 33	27,190,631 41	264,898 94	27,455,530 35	222,165 98	
	TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	44,633,948 53	465,743 52	5,668 63	45,094,023 42	40,852,058 98	1,322,963 09	42,175,022 07	2,919,001 35	
	§ 5. PRODUITS DIVERS DU BUDGET.									
120 à 124	Produits divers	30,229,338 40	"	5,103,461 26	25,125,877 14	23,274,354 87	1,851,522 27	25,125,877 14	"	
	§ 6. RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.									
126	Diverses ressources exceptionnelles	8,740,676 28	"	552,817 07	8,187,859 21	2,947,984 84	5,239,874 37	8,187,859 21	"	
	§ 7. RECETTES D'ORDRE.									
128	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	60,723,011 20	2,198,226 00	"	62,921,237 20	46,366,698 49	16,554,538 71	62,921,237 20	"	
130	Recettes d'ordre proprement dites	55,833,857 63	"	6,212,233 75	49,621,623 88	52,064,559 54	Add. *2,442,935 66*	49,621,623 88	"	
	TOTAL des recettes d'ordre	116,556,868 83	2,198,226 00	6,212,233 75	112,542,861 08	98,431,258 03	14,111,603 05	112,542,861 08	"	
	TOTAL du budget général	3,331,262,188 22	17,352,629 48	13,829,048 68	3,334,785,769 02	3,239,826,890 95	76,046,261 00	3,315,873,151 95	18,912,617 07	
			3,523,580f 80c							

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

État général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et des Restes à recouvrer sur les exercices 1893, 1894 et 1895, au 1er janvier 1895.

PAGES de RENVOI aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT — antérieurement au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	PENDANT l'année 1894.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1895 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
	ALGÉRIE.									
			EXERCICE 1893. — BUDGET GÉNÉRAL.							
	§ 1er. Impôts directs.									
132	Contributions et taxes assimilées en Algérie	13,447,109f 42c	"	495,964f 53c	12,951,144f 89c	11,019,047f 37c	1,561,319f 23c	12,580,366f 60c	370,778f 29c	
	§ 2. Impôts et revenus indirects.									
134	Enregistrement	3,852,225 06	"	28,993 85	3,823,231 21	3,796,591 22	2,993 30	3,799,584 52	23,646 69	
136	Timbre	4,173,376 02	2,797f 05c	"	4,176,173 07	4,173,376 02	2,797 05	4,176,173 07	"	
	Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	227,179 45	"	"	227,179 45	227,179 45	"	227,179 45	"	
138	Douanes	11,441,726 53	"	"	11,441,726 53	11,440,376 53	725 00	11,441,101 53	625 00	
140	Contributions diverses	3,467,076 83	"	8,660 17	3,458,416 66	3,277,749 64	171,413 94	3,449,163 58	9,253 08	
	Total des impôts et revenus indirects	23,161,583 89	2,797 05	37,654 02	23,126,726 92	22,915,272 86	177,929 29	23,093,202 15	33,524 77	
	§ 3. Produits des monopoles et exploitations industrielles de l'État.									
142	Produits des monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses	1,024,030 35	37 50	"	1,024,067 85	1,024,030 35	37 50	1,024,067 85	"	
	Postes	2,778,992 02	16,549 25	"	2,795,541 27	2,778,178 70	17,362 57	2,795,541 27	"	
144	Télégraphes	1,294,259 54	230 32	"	1,294,489 86	1,291,818 73	2,445 13	1,294,263 86	226 00	
	Téléphones	54,343 12	170 50	"	54,513 62	54,343 12	"	54,343 12	170 50	
	Total des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,151,625 03	16,987 57	"	5,168,612 60	5,148,370 90	19,845 20	5,168,216 10	396 50	
	§ 4. Produits et revenus du domaine de l'État.									
146	Produits du domaine autre que le domaine forestier	3,306,242 58	255,787 58	"	3,562,030 16	2,027,562 54	552,831 72	2,580,394 26	981,635 90	
148	Produits des forêts	1,481,050 67	"	22,311 24	1,458,739 43	773,537 49	97,468 36	871,005 85	587,733 58	
	Total des produits et revenus du domaine de l'État	4,787,293 25	255,787 58	22,311 24	5,020,769 59	2,801,100 03	650,300 08	3,451,400 11	1,569,369 48	
	§ 5. Produits divers du budget.									
150	Produits divers	951,046 60	"	158,933 38	792,113 22	619,239 35	172,873 87	792,113 22	"	
	§ 6. Recettes d'ordre.									
152	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	3,716,478 60	"	"	3,195,408 56	2,915,968 20	279,440 36	3,195,408 56	"	
	Recettes d'ordre proprement dites	711,193 58	1,544,446 90	521,070 04	2,255,640 48	711,193 58	1,544,446 90	2,255,640 48	"	
	Total des recettes d'ordre	4,427,672 18	1,544,446 90	521,070 04	5,451,049 04	3,627,161 78	1,823,887 26	5,451,049 04	"	
	Total du budget général	51,926,330 37	1,820,019 10	1,235,933 21	52,510,416 26	46,130,192 29	4,406,154 93	50,536,347 22	1,974,069 04	
			584,085f 89c							
			RÉCAPITULATION DE L'EXERCICE 1893.							
	France	3,331,262,188f 22c	17,352,629f 48c	13,829,048f 68c	3,334,785,769f 02c	3,239,826,890f 95c	76,046,261f 00c	3,315,873,151f 95c	18,912,617 07	
	Algérie	51,926,330 37	1,820,019 10	1,235,933 21	52,510,416 26	46,130,192 29	4,406,154 93	50,536,347 22	1,974,069 04	
	Total de l'exercice 1893	3,383,188,518 59	19,172,648 58	15,064,981 89	3,387,296,185 28	3,285,957,083 24	80,452,415 93	3,366,409,499 17	20,886,686 11	
			4,107,666f 69c							

Suite de *l'État général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et des Restes à recouvrer sur les exercices 1893, 1894 et 1895, au 1er janvier 1895.*

PAGES de RENVOI aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT — Antérieurement au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894 — Droits constatés.	Opérations de l'année 1894 — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	PENDANT l'année 1894.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1895 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
	FRANCE. — EXERCICE 1894. — BUDGET GÉNÉRAL.									
	§ 1er. Impôts directs.									
91	Contributions directes et centimes d'État	"	467,454,087f 20c	"	467,454,087f 20c	"	448,227,526f 38c	448,227,526f 38c	19,226,560f 82c	
97	Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	"	34,027,889 00	"	34,027,889 00	"	31,252,545 41	31,252,545 41	2,775 343 59	
	Total des impôts directs	"	501,481,976 20	"	501 481,976 20	"	479,480,071 79	479,480,071 79	22,001,904 41	
	§ 2. Impôts et revenus indirects.									
99	Enregistrement	"	531,017,635 42	"	531,017,635 42	"	528,594,355 78	528,594,355 78	2,423,279 64	
101	Timbre	"	172,043,513 41	"	172,043,513 41	"	172,043,483 31	172,043,483 31	30 10	
	Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	"	66,208,178 36	"	66,208,178 36	"	66,207,775 60	66,207,775 60	402 76	
103	Douanes	"	469,883,224 30	"	469,883,224 30	"	468,177,537 52	468,177,537 52	1,705,686 78	
105 à 107	Contributions indirectes	"	595,798,682 64	"	595,798,682 64	"	578,030,065 50	578,030,065 50	17,768,617 14	
107	Sucres	"	188,686,332 22	"	188,686,332 22	"	182,675,308 73	182,675,308 73	6,011,023 49	
	Total des impôts et revenus indirects	"	2,023,637,566 35	"	2,023,637,566 35	"	1,995,728,526 44	1,995,728,526 44	27,909,039 91	
	§ 3. Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.									
111	Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	"	413,463,894 18	"	413,463,894 18	"	412,812,301 33	412,812,301 33	651,592 85	
	Postes	"	169,698,650 36	"	169,698,650 36	"	169,630,621 08	169,630,621 08	68,029 28	
113	Télégraphes	"	35,581,755 89	"	35,581,755 89	"	34,357,436 26	34,357,436 26	1,224,319 63	
	Téléphones	"	8,502,104 17	"	8,502,104 17	"	8,438,140 13	8,438,140 13	63,964 04	
115	Produits de diverses exploitations	"	11,674,302 46	"	11,674,302 46	"	810,290 27	810,290 27	10,864,012 19	
		"	638,920,707 06	"	638,920,707 06	"	626,048,789 07	626,048,789 07	12,871,917 99	
	COLONIES.									
115	Produits de diverses exploitations	"	58,123 12	"	58,123 12	"	58,123 12	58,123 12	"	
	Total des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	"	638,978,830 18	"	638,978,830 18	"	626,106,912 19	626,106,912 19	12,871,917 99	
	§ 4. Produits et revenus du domaine de l'État.									
117	Produits du domaine autre que le domaine forestier	"	22,211,501 74	"	22,211,501 74	"	14,614 532 01	14,614,532 01	7,596,969 73	
119	Produits des forêts	"	27,181,471 18	"	27,181,471 18	"	26,673,918 02	26,673,918 02	507,553 16	
	Total des produits et revenus du domaine de l'État	"	49,392,972 92	"	49,392,972 92	"	41,288,450 03	41,288,450 03	8,104,522 89	
	§ 5. Produits divers du budget.									
121 à 125	Produits divers	"	61,179,880 98	"	61,179,880 98	"	51,209,368 47	51,209,368 47	9,970,512 51	
	§ 6. Ressources exceptionnelles.									
127	Diverses ressources exceptionnelles	"	39,807,312 29	"	39,807,312 29	"	38,773,198 29	38,773,198 29	1,034,114 00	
	§ 7. Recettes d'ordre.									
129	Recettes en atténuation de dépenses	9,486 21	71,350,680 41	"	71,360,166 62	9,486f 21c	57,908,531 20	57,918,017 41	13,442,149 21	
131	Recettes d'ordre proprement dites	1,643,497 79	39,676,327 77	"	41,319,825 56	1,643,497 79	37,386,786 13	39,030,283 92	2,289,541 64	
	Total des recettes d'ordre	1,652,984 00	111,027,008 18	"	112,679,992 18	1,652,984 00	95,295,317 33	96,948,301 33	15,731,690 85	
	Total général	1,652,984 00	3,425,505,547 10	"	3,427,158,531 10	1,652,984 00	3,327,881,844 54	3,329,534,828 54	97,623,702 56	
			3,425,505,547 10							

Suite de *l'État général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et des Restes à recouvrer sur les exercices 1893, 1894 et 1895, au 1er janvier 1895.*

Pages de renvoi aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	Droits constatés à la charge des redevables de l'État — antérieurement au 1er janvier 1894.	Droits constatés — Opérations de l'année 1894. Droits constatés.	Droits constatés — Opérations de l'année 1894. Annulations de droits constatés.	Total.	Recouvrements effectués — antérieurement au 1er janvier 1894.	Recouvrements effectués — pendant l'année 1894.	Recouvrements effectués — Total.	Restes à recouvrer au 1er janvier 1895, sur les droits constatés.	Observations.
	EXERCICE 1894. — BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)									
	ALGÉRIE.									
	§ 1er. Impôts directs.									
	Contributions directes	"	3,544,627 51	"	3,544,627 51	"	2,819,368 48	2,819,368 48	725,259 03	
133	Taxes assimilées aux contributions directes	"	502,594 13	"	502,594 13	"	410,613 88	410,613 88	91,980 25	
	Contributions arabes (principal) et centimes d'État	"	9,048,920 93	"	9,048,920 93	"	8,046,678 15	8,046,678 15	1,002,242 78	
	Total des impôts directs	"	13,096,142 57	"	13,096,142 57	"	11,276,660 51	11,276,660 51	1,819,482 06	
	§ 2. Impôts et revenus indirects.									
135	Enregistrement	"	3,648,406 80	"	3,648,406 80	"	3,586,321 53	3,586,321 53	62,085 27	
137	Timbre	"	4,221,407 41	"	4,221,407 41	"	4,221,407 41	4,221,407 41	"	
	Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	"	193,533 11	"	193,533 11	"	193,533 11	193,533 11	"	
139	Douanes	"	11,224,154 78	"	11,224,154 78	"	11,220,404 78	11,220,404 78	3,750 00	
141	Contributions diverses	"	3,214,396 70	"	3,214,396 70	"	3,016,662 34	3,016,662 34	197,734 36	
	Total des impôts et revenus indirects	"	22,501,898 80	"	22,501,898 80	"	22,238,329 17	22,238,329 17	263,569 63	
	§ 3. Produits des monopoles et exploitations industrielles de l'État.									
143	Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses	"	998,867 22	"	998,867 22	"	998,867 22	998,867 22	"	
	Postes	"	2,871,921 57	"	2,871,921 57	"	2,871,490 57	2,871,490 57	431 00	
145	Télégraphes	"	1,311,832 43	"	1,311,832 43	"	1,309,353 47	1,309,353 47	2,478 96	
	Téléphones	"	63,909 43	"	63,909 43	"	62,821 93	62,821 93	1,087 50	
	Total des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	"	5,246,530 65	"	5,246,530 65	"	5,242,533 19	5,242,533 19	3,997 46	
	§ 4. Produits et revenus du domaine de l'État.									
147	Produits du domaine autre que le domaine forestier	"	5,030,279 25	"	5,030,279 25	"	3,342,991 94	3,342,991 94	1,687,287 31	
149	Produits des forêts	"	1,325,983 25	"	1,325,983 25	"	684,023 55	684,023 55	641,959 70	
	Total des produits et revenus du domaine de l'État	"	6,356,262 50	"	6,356,262 50	"	4,027,015 49	4,027,015 49	2,329,247 01	
	§ 5. Produits divers du budget.									
151	Produits divers	"	909,767 70	"	909,767 70	"	573,935 93	573,935 93	335,831 77	
	§ 7. Recettes d'ordre.									
153	Recettes en atténuation de dépenses	"	3,684,660 90	"	3,684,660 90	"	3,018,940 12	3,018,940 12	665,720 78	
	Recettes d'ordre proprement dites	372,048 20	1,295,576 64	"	1,667,624 84	372,048 20	1,295,576 64	1,667,624 84	"	
	Total des recettes d'ordre	372,048 20	4,980,237 54	"	5,352,285 74	372,048 20	4,314,516 76	4,686,564 96	665,720 78	
	Total général	372,048 20	53,090,839 76	"	53,462,887 96	372,048 20	47,672,991 05	48,045,039 25	5,417,848 71	
			53,090,839 76							
	RÉCAPITULATION DE L'EXERCICE 1894.									
	France	1,652,984 00	3,425,505,547 10	"	3,427,158,531 10	1,652,984 00	3,327,881,844 54	3,329,534,828 54	97,623,702 56	
	Algérie	372,048 20	53,090,839 76	"	53,462,887 96	372,048 20	47,672,991 05	48,045,039 25	5,417,848 71	
	Total	2,025,032 20	3,478,596,386 86	"	3,480,621,419 06	2,025,032 20	3,375,554,835 59	3,377,579,867 79	103,041,551 27	
			3,478,596,386 86							

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite de l'*État général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et des Restes à recouvrer sur les exercices 1893, 1894 et 1895, au 1er janvier 1895.*

PAGES de RENVOI aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT — antérieurement au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	PENDANT l'année 1894.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1895 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
	EXERCICE 1895.									
	— FRANCE.									
	Budget général.									
	§ 7. — Recettes d'ordre.									
154	Recettes en atténuation de dépenses	"	28,929f 70c	"	28,929f 70c	"	28,929f 70c	28,929f 70c	"	
154	Recettes d'ordre proprement dites	"	463,698 09	"	463,698 09	"	463,698 09	463,698 09	"	
	Total	"	492,627 79	"	492,627 79	"	492,627 79	492,627 79	"	
	— Algérie.									
	Budget général.									
	§ 7. — Recettes d'ordre.									
154	Recettes d'ordre proprement dites	"	"	"	"	"	"	"	"	
	Total de l'exercice 1895 (France et Algérie)	"	492,627 79	"	492,627 79	"	492,627f 79c	492,627f 79c	"	
	RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.									
	Exercice 1893	3,383,188,518f 59c	19,172,648f 58c	15,064,981f 89c	3,387,296,185f 28c	3,285,957,083f 24c	80,452,415f 93c	3,366,409,499f 17c	20,886,686f 11c	
	Exercice 1894	2,025,032 20	3,478,596,386 86	"	3,480,621,419 06	2,025,032 20	3,375,554,835 59	3,377,579,867 79	103,041,551 27	
	Exercice 1895	"	492,627 79	"	492,627 79	"	492,627 79	492,627 79	"	
	Totaux généraux	3,385,213,550 79	3,498,261,663 23	15,064,981 89	6,868,410,232 13	3,287,982,115 44	3,456,499,879 31	6,744,481,994 75	123,928,237 38	
			3,483,196,681f 34c							

Suite des CONTRIBUTIONS

§ 1er. — IMPÔTS

Contributions

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1894.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (FONDS GÉNÉRAUX.)					
Contribution foncière — Propriétés non bâties. 118,574,374f76c; Propriétés bâties.... 77,861,527 78	196,435,902f 54c				
Contribution personnelle et mobilière	87,247,662 91				
Contribution des portes et fenêtres	56,881,682 13	445,946,572f 04c	17,976,434f 01c	463,923,006f 05c	"
Contribution des patentes	122,307,962 52				
Taxe de premier avertissement	1,049,795 95				
TOTAL	463,923,006 05	445,946,572 04	17,976,434 01	463,923,006 05	"

Le Budget sur ressources spéciales est supprimé à partir de l'exercice 1893.

ET REVENUS PUBLICS.

DIRECTS.

directes. (France.)

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1894.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Contribution foncière.. — Propriétés non bâties 118,595,749f85c; Propriétés bâties... 78,583,864 15	197,179,614f 00c				
Contribution personnelle et mobilière	88,297,515 64				
Contribution des portes et fenêtres	57,347,634 68	"	448,227,526f 38c	448,227,526 38	19,226,560 82
Contribution des patentes	123,577,146 08				
Taxe de premier avertissement	1,052,176 80				
TOTAL	467,454,087 20	"	448,227,526 38	448,227,526 38	19,226,560 82

(Voir le compte spécial, page 760.)

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 1er. — IMPOTS DIRECTS.

Contributions directes. (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT.

BUDGET GÉNÉRAL

Contribution foncière.	Principal....	Propriétés non bâties	103,261,657f 24c	170,716,524f 16c
		Propriétés bâties	67,454,866 92	
	Centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)			13,657,321 99
	Impositions représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)			204,859 73
	Fonds pour secours à la disposition du Ministre de l'agriculture			1,707,165 22
	Fonds de non-valeurs.	Sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)		4,605,187 85
		Sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889 art. 27.)		368,414 95
		Sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)		5,526 11
		Sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)		2,668,415 30
		Sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)		2,494,501 73
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)			1,719 84
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)			6,265 66
				196,435,902f 54c
Contribution personnelle et mobilière.	Principal			66,336,940 05
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale		11,277,281 27
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		5,306,955 88
	Impositions représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)			79,604 39
	Fonds pour secours à la disposition du Ministre de l'agriculture			663,369 47
	Fonds de non-valeurs.	Sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)		663,369 47
		Sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		53,069 56
		Sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)		796 00
		Sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)		353,841 54
		Sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)		322,050 24
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)			2,188,880 97
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)			1,504 07
				87,247,662 91
A reporter				283,683,565 45

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT.

BUDGET GÉNÉRAL.

Contribution foncière.	Principal....	Propriétés non bâties	103,250,616f 91c	171,314,094f 08c
		Propriétés bâties	68,063,477 17	
	Centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)			13,705,127 53
	Impositions représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)			205,576 75
	Fonds pour secours à la disposition du Ministre de l'agriculture			1,713,140 97
	Fonds de non-valeurs.	Sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)		4,623,169 81
		Sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		369,853 45
		Sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)		5,547 68
		Sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)		2,690,566 93
		Sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)		2,543,355 39
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)			2,489 66
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)			6,691 75
				197,179,614f 00c
Contribution personnelle et mobilière.	Principal			67,110,339 12
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale		11,408,755 46
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		5,368,826 10
	Impositions représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)			80,532 37
	Fonds pour secours à la disposition du Ministre de l'agriculture			671,103 24
	Fonds de non-valeurs.	Sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)		671,103 23
		Sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		53,688 30
		Sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)		805 25
		Sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)		359,126 33
		Sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)		330,756 82
	Réimpositions (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)			2,240,794 35
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)			1,685 07
				88,297,515 64
A reporter				285,477,129 64

Suite des CONTRIBUTIONS DIRECTS. (France.)

§ 1er. — IMPÔTS directes.

Contributions

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893

Suite du DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT.

BUDGET GÉNÉRAL (Suite.)

Report			283,683,565f 45c
Contributions des portes et fenêtres.	Principal	43,884,940f 39c	56,881,682 13
	Centimes additionnels généraux — sans affectation spéciale	6,933,820 55	
	Centimes additionnels généraux — pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)	3,510,795 16	
	Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)	52,661 92	
	Fonds de non-valeurs — sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)	1,316,548 19	
	Fonds de non-valeurs — sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)	105,323 88	
	Fonds de non-valeurs — sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)	1,579 63	
	Fonds de non-valeurs — sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)	371,559 56	
	Fonds de non-valeurs — sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)	564,880 01	
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal, an X, art. 22.)	138,646 75	
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)	926 09	
Contribution des patentes.	Principal (réduit de 8 centimes par franc attribué aux communes.) (A)	78,632,014 80	122,307,962 52
	Centimes additionnels généraux — sans affectation spéciale	12,478,558 74	
	Centimes additionnels généraux — extraordinaires avec maintien des exceptions déterminées par la loi du 24 juillet 1873.	16,936,840 09	
	Centimes additionnels généraux — pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 18 juillet 1889.)	6,837,566 23	
	Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)	102,563 30	
	Fonds de non-valeurs. — sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)	4,273,479 07	
	Fonds de non-valeurs. — sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)	341,878 30	
	Fonds de non-valeurs. — sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)	5,128 24	
	Fonds de non-valeurs. — sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)	1,180,012 55	
	Fonds de non-valeurs. — sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)	1,519,135 19	
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)	786 01	
Frais d'avertissement. (Loi du 15 mai 1818.)			1,049,795 95
TOTAL GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1893			463,923,006 05

(A) Les rôles de l'exercice 1893 ont été augmentés de 500 francs pendant l'année 1894.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

Suite du DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT.

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

Report			285,477,129f 64c
Contributions des portes et fenêtres.	Principal	44,275,588f 01c	57,347,634 68
	Centimes additionnels généraux — sans affectation spéciale	6,995,543 00	
	Centimes additionnels généraux — pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)	3,542,046 96	
	Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)	53,130 65	
	Fonds de non-valeurs — sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)	1,328,267 65	
	Fonds de non-valeurs — sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)	106,261 32	
	Fonds de non-valeurs — sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)	1,593 89	
	Fonds de non-valeurs — sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)	377,716 29	
	Fonds de non-valeurs — sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)	580,144 26	
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal, an X, art. 22.)	86,322 73	
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)	1,019 92	
Contribution des patentes.	Principal (réduit de 8 centimes par franc attribué aux communes)	79,426,999 93	123,577,146 08
	Centimes additionnels généraux — sans affectation spéciale	12,604,719 33	
	Centimes additionnels généraux — extraordinaires avec maintien des exceptions déterminées par la loi du 24 juillet 1873	17,107,844 02	
	Centimes additionnels généraux — pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 18 juillet 1889)	6,906,695 43	
	Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889)	103,600 21	
	Fonds de non-valeurs. — sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations)	4,316,684 70	
	Fonds de non-valeurs. — sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889)	345,334 65	
	Fonds de non-valeurs. — sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)	5,179 97	
	Fonds de non-valeurs. — sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)	1,197,054 34	
	Fonds de non-valeurs. — sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)	1,561,976 86	
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)	1,056 64	
Frais d'avertissement. (Loi du 15 mai 1818.)			1,052,176 80
TOTAL GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894			467,454,087 20

Taxes spéciales assimilées aux contributions directes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	PENDANT L'ANNÉE 1894. — Recettes.	PENDANT L'ANNÉE 1894. — ANNULATIONS de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Taxe sur les biens de mainmorte	6,660,042f 79c	6,243,691f 98c	416,350f 81c	"	6,660,042f 79	"
Redevances des mines	3,124,272 64	3,000,876 85	123,395 79	"	3,124,272 64	"
Droit de vérification des poids et mesures	4,908,415 32	4,212,366 88	696,048 44	"	4,908,415 32	"
Droit de vérification des alcoomètres et des densimètres	22,319 75	21,970 00	349 75	"	22,319 75	"
Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries	347,241 00	134,796 00	212,445 00	"	347,241 00	"
Droit d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales	28,531 00	11,616 00	16,915 00	"	28,531 00	"
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets (19/20es revenant à l'État)	12,264,400 03	11,579,928 45	684,471 58	"	12,264,400 03	"
Taxe sur les vélocipèdes (3/4 revenant à l'État)	725,181 61 (A)	426,709 44	298,472 17	"	725,181 61	"
Taxe sur les billards publics et privés	1,129,431 85	1,065,481 70	63,950 15	"	1,129,431 85	"
Taxe sur les abonnés des cercles, sociétés et lieux de réunion	1,368,419 50	1,329,115 29	39,304 21	"	1,368,419 50	"
Taxe militaire	1,985,692 46	1,714,922 62	270,769 84	"	1,985,692 46	"
Redevances à la charge des exploitants de mines pour la rétribution des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs	188,247 80	142,815 58	45,432 22	"	188,247 80	"
Droits d'épreuve des appareils à vapeur	189,682 91	128,713 71	60,969 20	"	189,682 91	"
TOTAL	32,941,878 66	30,013,004 50	2,928,874 16	"	32,941,878 66	"
			2,928,874f 16c			

(A) Les rôles de l'exercice 1893 ont été augmentés de 0f04c pendant l'année 1894.

Taxes spéciales assimilées aux Contributions directes.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1894.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
Taxe des biens de mainmorte	6,686,524f 96c	6,337,120f 50c	349,404f 46c
Redevances des mines	2,417,550 77	2,325,747 18	91,803 59
Droit de vérification des poids et mesures	4,963,983 36	4,270,979 50	693,003 86
Droits de vérification des alcoomètres et des densimètres	27,605 00	27,310 00	295 00
Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries	385,896 00	159,501 00	226,395 00
Droit d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales	32,302 00	18,339 00	13,963 00
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets (19/20es revenant à l'État)	12,339,386 16	11,655,309 88	684,076 28
Taxe sur les vélocipèdes (3/4 revenant à l'État)	1,526,719 27	1,320,492 01	206,227 26
Taxe sur les billards publics et privés	1,119,043 90	1,059,859 19	59,184 71
Taxe sur les abonnés des cercles, sociétés et lieux de réunion	1,299,864 46	1,283,763 48	16,100 98
Taxe militaire	2,826,819 01	2,493,536 52	333,282 49
Redevances pour la rétribution des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs	192,736 84	148,071 95	44,664 89
Droits d'épreuve des appareils à vapeur	209,457 27	152,515 20	56,942 07
TOTAL	34,027,889 00	31,252,545 41	2,775,343 59

Enregistrement.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	PENDANT L'ANNÉE 1894. — Recettes.	PENDANT L'ANNÉE 1894. — Annulation de recettes.	TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Droits proportionnels. — Transmissions entre vifs de meubles à titre onéreux	18,167,527f 60c	18,165,596f 09c	1,303f 13c	"	18,166,899f 22c	628f 38c
Transmissions entre vifs d'immeubles à titre onéreux	137,260,388 64	137,180,426 39	17,785 58	"	137,198,211 97	62,176 67
Transmissions entre vifs antérieures aux lois des 21 avril 1832 et 18 mai 1850	3 08	3 08	"	"	3 08	"
Transmissions entre vifs à titre gratuit — en *ligne directe*	17,369,673 71	17,366,685 16	2,606 29	"	17,369,291 45	382 26
Transmissions entre vifs à titre gratuit — *entre époux*	63,229 72	63,229 72	"	"	63,229 72	"
Transmissions entre vifs à titre gratuit — en *ligne collatérale*	2,193,872 62	2,192,913 61	406 25	"	2,193,319 86	552 76
Transmissions entre vifs à titre gratuit — entre *personnes non parentes*	2,392,502 78	2,389,430 03	802 50	"	2,390,232 53	2,270 25
Mutations par décès antérieures aux lois des 21 avril 1832 et 18 mai 1850	6 60	6 60	"	"	6 60	"
Mutations par décès — en *ligne directe*	47,526,322 82	47,506,618 54	15,616 38	"	47,522,234 92	4,087 90
Mutations par décès — *entre époux*	23,028,098 34	23,017,760 63	9,266 11	"	23,027,026 74	1,071 60
Mutations par décès — en *ligne collatérale*	91,282,833 72	91,256,416 48	15,671 64	"	91,272,088 12	10,745 60
Mutations par décès — entre *personnes non parentes*	26,559,724 43	26,553,629 55	2,417 38	"	26,556,046 93	3,677 50
Actes divers. — Baux et antichrèses	7,962,316 58	7,962,316 58	"	"	7,962,316 58	"
Actes divers. — Adjudications au rabais et marchés	3,459,200 99	3,457,888 49	"	"	3,457,888 49	1,312 50
Actes divers. — Obligations	29,612,275 19	29,612,123 44	"	"	29,612,123 44	151 75
Actes divers. — Cautionnements	885,415 82	885,415 82	"	"	885,415 82	"
Actes divers. — Libérations	6,964,962 80	6,964,962 80	"	"	6,964,962 80	"
Actes divers. — Condamnations, collocations et liquidations	1,428,690 10	1,428,099 17	"	"	1,428,099 17	590 93
Actes divers. — Droits proportionnels. (Loi du 26 janvier 1892)	6,042,892 73	6,042,892 73	"	"	6,042,892 73	"
Actes divers. — Actes civils et administratifs	9,403,609 70	9,403,580 95	"	"	9,403,580 95	28 75
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes judiciaires. — A. Tarif du 19 février 1874	6,435,733 28	6,435,733 28	"	"	6,435,733 28	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes judiciaires. — B. Tarif de la loi du 26 janvier 1892	1,369,480 28	1,369,480 28	"	"	1,369,480 28	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes extra-judiciaires. — A. Tarif du 19 février 1874	4,066,348 74	4,066,348 74	"	"	4,066,348 74	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes extra-judiciaires. — B. Tarif de la loi du 26 janvier 1892	6,343,284 97	6,343,284 97	"	"	6,343,284 97	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes de l'état civil	252,828 07	252,828 07	"	"	252,828 07	"
Droits fixes. — Ancien tarif. — Actes de toute nature	2,169 73	2,169 73	"	"	2,169 73	"
Ancien et nouveau tarifs. — Suppléments de droits	92,339 73	92,339 73	"	"	92,339 73	"
Droits fixes gradués	5,679,251 95	5,679,245 70	"	"	5,679,245 70	6 25
Droits sur les actes énumérés à l'article 1er de la loi du 28 février 1872. (Loi du 28 avril 1893.)	8,924,223 98	8,924,210 95	13 03	"	8,924,223 98	"
Droits et demi-droits en sus	4,242,534 72	4,133 650 46	38,038 06	"	4,171,688 52	70,846 20
Transmissions de titres de sociétés françaises et étrangères antérieures à la loi du 29 juin 1872	738 71	738 71	"	"	738 71	"
TOTAL des droits d'enregistrement (en principal et décimes)	469,012,482 13	468,750,026 48	103,926 35	"	468,853,952 83	158,529 30
Greffes (en principal et décimes)	1,895,018 35	1,894,897 13	"	"	1,894,897 13	121 22
Hypothèques (*idem*)	6,103,258 60	6,103,021 10	42 38	"	6,103,063 48	195 12
Amendes de toute nature, autres que celles concernant les forêts (*idem*)	1,251,907 77	1,207,143 38	10,828 48	"	1,217,971 86	33,935 91
Polices d'assurances maritimes	307,633 35	307,633 35	"	"	307,633 35	"
Transmission de titres de sociétés françaises et étrangères	42,383,873 52	42,383,701 20	"	"	42,383,701 20	172 32
Amendes, droits de timbre et suppléments de droits sur des actes passés dans les colonies et l'Algérie (principal et décimes)	39,201 00	39,201 00	"	"	39,201 00	"
Perceptions diverses	1,124,607 39	823,983 85	27,121 57	"	851,105 42	273,501 97
TOTAL de l'enregistrement	522,117,982 11	521,509,607 49	141,918 78	"	521,651,526 27	466,455 84

Enregistrement.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1894.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
Droits proportionnels. — Transmissions entre vifs de meubles à titre onéreux	18,335,737f 96c	18,310,072f 21c	25,665f 75c
Transmissions entre vifs d'immeubles à titre onéreux	142,913,163 63	142,805,493 54	107,670 09
Transmissions entre vifs antérieures aux lois des 21 avril 1832 et 18 mai 1850	"	"	"
Transmissions entre vifs à titre gratuit — en *ligne directe*	17,406,748 40	17,398,724 72	8,023 68
Transmissions entre vifs à titre gratuit — *entre époux*	80,911 33	80,911 33	"
Transmissions entre vifs à titre gratuit — en *ligne collatérale*	2,314,555 22	2,312,934 65	1,620 57
Transmissions entre vifs à titre gratuit — entre *personnes non parentes*	2,084,528 53	2,075,494 78	9,033 75
Mutations par décès antérieures aux lois des 21 avril 1832 et 18 mai 1850	12 76	12 76	"
Mutations par décès — en *ligne directe*	47,765,054 60	47,752,581 32	12,473 28
Mutations par décès — *entre époux*	22,392,094 58	22,386,788 40	5,306 18
Mutations par décès — en *ligne collatérale*	93,682,394 25	93,650,100 66	32,293 59
Mutations par décès — entre *personnes non parentes*	24,522,467 91	24,483,401 68	39,066 23
Actes divers. — Baux et antichrèses	8,172,419 29	8,172,358 24	61 05
Actes divers. — Adjudications au rabais et marchés	4,006,475 87	4,005,163 37	1,312 50
Actes divers. — Obligations	30,470,831 49	30,470,654 74	176 75
Actes divers. — Cautionnements	888,136 62	888,136 62	"
Actes divers. — Libérations	7,053,046 98	7,053,046 98	"
Actes divers. — Condamnations, collocations et liquidations	862,525 93	859,075 94	3,449 99
Actes divers. — Droits proportionnels. (Loi du 26 janvier 1892)	7,977,230 44	7,975,334 87	1,895 57
Actes divers. — Actes civils et administratifs	9,555,095 42	9,555,091 67	3 75
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes judiciaires. — A. Tarif du 19 février 1874	4,218,721 05	4,218,609 42	111 63
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes judiciaires. — B. Tarif de la loi du 26 janv. 1892	3,107,578 75	3,107,578 75	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes extra-judiciaires. — A. Tarif du 19 février 1874	71,340 72	71,340 72	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes extra-judiciaires. — B. Tarif de la loi du 26 janv. 1892	8,846,515 95	8,846,515 95	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes de l'état civil	235,757 69	235,570 19	187 50
Droits fixes. — Ancien tarif. — Actes de toute nature	1,476 58	1,476 58	"
Ancien et nouveau tarifs. — Suppléments de droits	78,142 63	78,051 24	91 39
Droits fixes gradués	191,024 46	190,936 96	87 50
Droits sur les actes énumérés dans l'article 1er de la loi du 28 février 1872 (Loi du 28 avril 1893)	15,770,338 78	15,770.241 80	96 98
Droits et demi-droits en sus	4,464,492 83	4,226,882 75	237,610 08
Transmissions de titres de sociétés françaises et étrangères antérieures à la loi du 29 juin 1872	161 01	161 01	"
TOTAL des droits d'enregistrement (en principal et décimes)	477,468,981 66	476,982,743 85	486,237 81
Greffes (en principal et décimes)	851,276 22	851,155 00	121 22
Hypothèques (*idem*)	6,075,167 43	6,074,921 68	245 75
Amendes de toute nature, autres que celles concernant les forêts (*idem*)	1,229,281 87	1,185,676 29	43,605 58
Polices d'assurances maritimes	281,824 21	281,824 21	"
Transmissions des titres de sociétés françaises et étrangères	42,159,982 43	42,159,810 11	172 32
Amendes, droits de timbre et suppléments de droits sur des actes passés dans les colonies et l'Algérie (principal et décimes)	48,661 64	48,661 64	"
Perceptions diverses	2,902,459 96	1,009,563 00	1,892,896 96
TOTAL de l'enregistrement	531,017,635 42	528,594,355 78	2,423,279 64

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.

Timbre et taxe de 4 p. 0/0 sur le revenu des valeurs mobilières.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1894. RECETTE.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1894. ANNULATION de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RE à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
TIMBRE. (FRANCE.)						
Timbre débité. — de dimension — ordinaire	39,607,861f 20c	39,607,861f 20c	"	"	39,607,861f 20c	"
Timbre débité. — de dimension — mobile	10,576,748 40	10,576,748 40	"	"	10,576,748 40	"
Timbre débité. — spécial... — Timbre mobile des connaissements	1,408,386 00	1,408,386 00	"	"	1,408,386 00	"
Timbre débité. — spécial... — Timbre mobile des affiches	1,271,798 10	1,271,798 10	"	"	1,271,798 10	"
Timbre extraordinaire et visa pour timbre proportionnel, de dimension, spécial..... — Actions et obligations	22,029,801 53	22,029,801 53	"	"	22,029,801 53	"
Timbre extraordinaire et visa pour timbre proportionnel, de dimension, spécial..... — Titres de rente des gouvernements étrangers	17,519 20	17,519 20	"	"	17,519 20	"
Timbre extraordinaire et visa pour timbre proportionnel, de dimension, spécial..... — Polices d'assurance, affiches, bordereaux, lettres de voitures, etc.	4,742,446 07	4,742,446 07	"	"	4,742,446 07	"
Timbre extraordinaire et visa pour timbre proportionnel, de dimension, spécial..... — Connaissements	816,361 80	816,361 80	"	"	816,361 80	"
Droits d'affichage (ancien tarif)	"	"	"	"	"	"
Passeports	7,362 00	7,362 00	"	"	7,362 00	"
Permis de chasse	7,161,732 00	7,161,732 00	"	"	7,161,732 00	"
TOTAL des droits sujets aux décimes	87,640,016 30	87,640,016 30	"	"	87,640,016 30	"
Timbre débité, non sujet aux décimes.. — proportionnel — ordinaire	2,173,194 65	2,173,194 65	"	"	2,173,194 65	"
Timbre débité, non sujet aux décimes.. — proportionnel — mobile	9,383,816 10	9,383,816 10	"	"	9,383,816 10	"
Timbre débité, non sujet aux décimes.. — spécial... — à 10 centimes	13,890,868 50	13,890,868 50	"	"	13,890,868 50	"
Timbre débité, non sujet aux décimes.. — spécial... — à 0f 25 (quittances des comptables)	870,194 50	870,194 50	"	"	870,194 50	"
Timbre débité, non sujet aux décimes.. — spécial... — Récépissés de chemins de fer	88,024 30	88,024 30	"	"	88,024 30	"
Timbre extraordinaire et visa.... — Timbre proportionnel. — Titres de rente des gouvernements étrangers	1,210,421 70	1,210,421 70	"	"	1,210,421 70	"
Timbre extraordinaire et visa.... — Timbre proportionnel. — Lettres de gage ou obligations du Crédit foncier	10,000 00	10,000 00	"	"	10,000 00	"
Timbre extraordinaire et visa.... — Timbre proportionnel. — Autres que ceux ci-dessus	2,940,805 80	2,940,805 80	"	"	2,940,805 80	"
Timbre extraordinaire et visa.... — Timbre proportionnel. — Impôt sur les opérations de bourse. (Loi du 28 avril 1893.)	4,387,918 14	4,387,918 14	"	"	4,387,918 14	"
Timbre extraordinaire et visa.... — Timbre de dimension. — Polices d'assurances. (Loi du 29 décembre 1884)	6,468,581 97	6,468,581 97	"	"	6,468,581 97	"
Timbre extraordinaire et visa.... — Timbre spécial	37,329,221 13	35,925,438 33	1,403,782 80	"	37,329,221 13	"
Timbre extraordinaire et visa.... — Timbre aux anciens tarifs non sujets aux décimes	325 81	325 81	"	"	325 81	"
Timbre extraordinaire et visa.... — Timbre des marques de fabrique	14,277 70	14,277 70	"	"	14,277 70	"
Timbre extraordinaire et visa.... — Droits d'affichage (nouveau tarif. *Loi du 26 décembre 1890.*)	196,569 15	196,569 15	"	"	196,569 15	"
TOTAL des droits de timbre	166,604,235 75	165,200,452 95	1,403,782 80	"	166,604,235 75	"
TAXE DE 4 P. 0/0 SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.						
Produit de la taxe 4 p. 0/0 sur le revenu des valeurs mobilières	67,049,525f 34c	67,049,229f 34c	191f 00c	"	67,049,420f 34c	105f 00c

Timbre et taxe de 4 p. 0/0 sur le revenu des valeurs mobilières.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1894.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
TIMBRE. (FRANCE.)			
Timbre débité — de dimension — ordinaire	39,345,820f 20c	39,345,820f 20c	"
Timbre débité — de dimension — mobile	10,350,256 80	10,350,256 80	"
Timbre débité — spécial .... — Timbre mobile des connaissements	1,410,102 00	1,410,102 00	"
Timbre débité — spécial .... — Timbre mobile des affiches	1,296,695 46	1,296,695 46	"
Timbre extraordinaire et visa pour timbre proportionnel, de dimension, spécial..... — Actions et obligations	20,407,811 04	20,407·811 04	"
Timbre extraordinaire et visa pour timbre proportionnel, de dimension, spécial..... — Titres de rente des gouvernements étrangers	6,746 97	6,746 97	"
Timbre extraordinaire et visa pour timbre proportionnel, de dimension, spécial..... — Polices d'assurance, affiches, bordereaux, lettres de voiture, etc.	4,460,105 50	4,460,075 50	30f 00c
Timbre extraordinaire et visa pour timbre proportionnel, de dimension, spécial..... — Connaissements	843,126 00	843,126 00	"
Droits d'affichage. (Ancien tarif.)	"	"	"
Passeports	7 273 80	7,273 80	"
Permis de chasse	7,338,960 00	7,338,960 00	"
TOTAL des droits sujets aux décimes	85,466,897 77	85,466,867 77	30 00
Timbre débité non sujet aux décimes.... — proportionnel — ordinaire	2,156,250 50	2,156,250 50	"
Timbre débité non sujet aux décimes.... — proportionnel — mobile	9,021,459 60	9,021,459 60	"
Timbre débité non sujet aux décimes.... — spécial.... — à 10 centimes	14,076,733 00	14,076,733 00	"
Timbre débité non sujet aux décimes.... — spécial.... — à 25 centimes (quittances des comptables)	922,545 50	922,545 50	"
Timbre débité non sujet aux décimes.... — spécial.... — Ré épissés de chemins de fer	99,124 90	99,124 90	"
Timbre extraordinaire et visa..... — Timbre proportionnel. — Titres de rente des gouvernements étrangers	2,640,588 79	2,640,588 79	"
Timbre extraordinaire et visa..... — Timbre proportionnel. — Lettres de gage ou obligations du Crédit foncier	5,000 00	5,000 00	"
Timbre extraordinaire et visa..... — Timbre proportionnel. — Autres que ceux ci-dessus	2,972,440 73	2,972,440 73	"
Timbre extraordinaire et visa..... — Timbre proportionnel. — Impôts sur les opérations de bourse. (Loi du 28 avril 1893.)	10,536,584 57	10,536,584 57	"
Timbre extraordinaire et visa..... — Timbre de dimension. — Polices d'assurances. (Loi du 29 décembre 1884.)	6,966,710 17	6,966,710 17	"
Timbre extraordinaire et visa..... — Timbre spécial	37,012,811 20	37,012,811 10	0 10
Timbre extraordinaire et visa..... — Timbre aux anciens tarifs non sujets aux décimes	304 34	304 34	"
Timbre extraordinaire et visa..... — Timbre des marques de fabrique	16,053 80	16,053 80	"
Droits d'affichage. (Nouveau tarif. Loi du 26 décembre 1890.)	150,008 54	150,008 54	"
TOTAL des droits de timbre	172,043,513 41	172,043,483 31	30 10
TAXE DE 4 P. 0/0 SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.			
Produit de la taxe 4 p. 0/0 sur le revenu des valeurs mobilières	66,208,178f 36c	66,207,775f 60c	402f 76c

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.

Douanes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS de l'année 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1894. — Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Droits de douanes — à l'importation : (Marchandises diverses, sucres non compris)	410,697,699f 51c	410,697,699f 51c	"	"	410,697,699f 51c	"
Droits de douanes — Droit de statistique	7,007,682 65	7,007,682 65	"	"	7,007,682 65	"
Droits de douanes — TOTAL des droits de douanes	417,705,382 16	417,705,382 16	"	"	417,705,382 16	"
Droits de navigation — Francisation des navires	3,990 02	3,990 02	"	"	3,990 02	"
Droits de navigation — Droits de quai	7,799,635 55	7,799,635 55	"	"	7,799,635 55	"
Droits de navigation — Sortie des navires — Congés des bâtiments français	35,459 20	35,459 20	"	"	35,459 20	"
Droits de navigation — Sortie des navires — Passeports des bâtiments étrangers	27,249 60	27,249 60	"	"	27,249 60	"
Droits de navigation — Droits d'acquits, permis et certificats relatifs aux cargaisons des navires	236,838 00	236,838 00	"	"	236,838 00	"
Droits de navigation — TOTAL des droits de navigation	8,103,172 37	8,103,172 37	"	"	8,103,172 37	"
Droits et produits accessoires — Droit de timbre des expéditions et des commissions d'emploi	569,659 20	569,659 20	"	"	569,659 20	"
Droits et produits accessoires — Recouvrements du prix des brevets de francisation des navires	1,438 50	1,438 50	"	"	1,438 50	"
Droits et produits accessoires — Fonds reçus des communes pour subvenir aux frais d'exercice des entrepôts	240,170 53	240,170 53	"	"	240,170 53	"
Droits et produits accessoires — Indemnités reçues des fabricants de soude pour frais d'exercice	974,058 62	723,804 25	250,254f 37c	"	974,058 62	"
Droits et produits accessoires — Droits de magasinage et de garde	2,621 11	2,621 11	"	"	2,621 11	"
Droits et produits accessoires — Intérêts pour crédits de droits	525,935 95	525,935 95	"	"	525,935 95	"
Droits et produits accessoires — Moitié de la remise afférente aux marchandises enlevées avant acquittement	82,857 76	82,857 76	"	"	82,857 76	"
Droits et produits accessoires — Recettes accidentelles	132,828 26	132,828 26	"	"	132,828 26	"
Droits et produits accessoires — Produit des taxes de plombage et d'estampillage	352,357 04	352,357 04	"	"	352,357 04	"
Droits et produits accessoires — Revenus des lazarets et établissements sanitaires	1,279,678 22	1,279,678 22	"	"	1,279,678 22	"
Droits et produits accessoires — Droits de visite du bétail importé	154,246 10	154,246 10	"	"	154,246 10	"
Droits et produits accessoires — Droit d'inspection sanitaire des viandes	44,637 54	44,637 54	"	"	44,637 54	"
Droits et produits accessoires — TOTAL des droits et produits accessoires	4,360,488 83	4,110,234 46	250,254 37	"	4,360,488 83	"
Produit des amendes et confiscations	2,422,523 17	1,069,661 04	11,423 74	"	1,081,084 78	1,341,438f 39c
TOTAL des droits et produits	432,591,566 53	430,988,450 03	261,678 11	"	431,250,128 14	1,341,438 39
Taxe de consommation des sels	22,099,906 26	22,099,906 26	"	"	22,099,906 26	"
TOTAL des douanes	454,691,472 79	453,088,356 29	261,678 11	"	453,350,034 40	1,341,438 39
			261,678f 11c			

Douanes.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — ANNULATIONS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Droits de douanes — à l'importation. (Marchandises diverses, sucres non compris)	424,796,162f 73c	424,796,162f 73c	"	424,796,162f 73c	"
Droits de douanes — Droit de statistique	7,143,509 70	7,143,509 70	"	7,143,509 70	"
Droits de douanes — TOTAL des droits de douanes	431,939,672 43	431,939,672 43	"	431,939,672 43	"
Droits de navigation — Francisation des navires	4,674 69	4,674 69	"	4,674 69	"
Droits de navigation — Droits de quai	8,058,482 89	8,058,482 89	"	8,058,482 89	"
Droits de navigation — Sortie des navires — Congés des bâtiments français	35,889 60	35,889 60	"	35,889 60	"
Droits de navigation — Sortie des navires — Passeports des bâtiments étrangers	27,056 40	27,056 40	"	27,056 40	"
Droits de navigation — Droits d'acquits, permis et certificats relatifs aux cargaisons des navires	235,687 20	235,687 20	"	235,687 20	"
Droits de navigation — TOTAL des droits de navigation	8,361,790 78	8,361,790 78	"	8,361,790 78	"
Droits et produits accessoires — Droit de timbre des expéditions et des commissions d'emploi	577,868 30	577,868 30	"	577,868 30	"
Droits et produits accessoires — Recouvrements du prix des brevets de francisation des navires	1,342 50	1,342 50	"	1,342 50	"
Droits et produits accessoires — Fonds reçus des communes pour subvenir aux frais d'exercice des entrepôts	255,001 17	255,001 17	"	255,001 17	"
Droits et produits accessoires — Indemnités reçues des fabricants de soude pour frais d'exercice	725,487 61	725,487 61	"	725,487 61	"
Droits et produits accessoires — Droits de magasinage et de garde	2,753 38	2,753 38	"	2,753 38	"
Droits et produits accessoires — Intérêts pour crédits de droits	475,136 41	475,136 41	"	475,136 41	"
Droits et produits accessoires — Moitié de la remise afférente aux marchandises enlevées avant acquittement	87,138 89	87,138 89	"	87,138 89	"
Droits et produits accessoires — Recettes accidentelles	108,273 98	108,273 98	"	108,273 98	"
Droits et produits accessoires — Produits des taxes de plombage et d'estampillage	357,980 39	357,980 39	"	357,980 39	"
Droits et produits accessoires — Revenus des lazarets et établissements sanitaires	1,300,460 84	1,300,460 84	"	1,300,460 84	"
Droits et produits accessoires — Droits de visite du bétail importé	330,693 95	330,693 95	"	330,693 95	"
Droits et produits accessoires — Droit d'inspection des viandes à la frontière	167,516 13	167,516 13	"	167,516 13	"
Droits et produits accessoires — TOTAL des droits et produits accessoires	4,389,653 55	4,389,653 55	"	4,389,653 55	"
Produit des amendes et confiscations	2,849,425 48	1,143,738 70	"	1,143,738 70	1,705,686f 78c
TOTAL des droits et produits	447,540,542 24	445,834,855 46	"	445,834,855 46	1,705,686 78
Taxe de consommation des sels	22,342,682 06	22,342,682 06	"	22,342,682 06	"
TOTAL des Douanes	469,883,224 30	468,177,537 52	"	468,177,537 52	1,705,686 78
		468,177,537f 52c			

Suite du § 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.

Contributions indirectes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS de l'année 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1894. — Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produit de l'impôt sur les vins, cidres, poirés et hydromels (droit de circulation, droit de détail, droit d'entrée et taxe unique)	161,789,514f 02c	161,251,125f 29c	374,609f 11c	"	161,625,734f 40c	163,779f [illegible]
Produit de l'impôt sur les alcools, eaux-de-vie, absinthes et liqueurs (droit de détail, droit de consommation et droit d'entrée)	278,948,693 99	273,573,761 07	521,716 25	"	274,095,477 32	4,853,216 [illegible]
Produit de la surtaxe sur les vins alcoolisés (doubles droits de consommation, doubles droits d'entrée)	2,719,533 18	2,711,774 40	6,384 91	"	2,718,159 31	1,373 [illegible]
Droits de fabrication sur les bières	23,974,209 03	23,773,877 39	55,199 26	"	23,829,076 65	145,132 [illegible]
Droit de 40 centimes par expédition (boissons et alcools, sels, sucres, allumettes, papier, huile, bougies et vinaigre)	5,700,864 00	5,700,864 00	"	"	5,700,864 00	"
Taxe de consommation des sels perçue en dehors du rayon des douanes	10,254,895 36	10,254,895 36	"	"	10,254,895 36	"
Droit de fabrication des huiles minérales	10,920 17	6,184 11	"	"	6,184 11	4,736 [illegible]
Droit d'entrée des huiles végétales et animales	2,209,199 36	2,160,336 75	1,983 56	"	2,162,320 31	46,879 [illegible]
Droit de fabrication des stéarines et bougies	8,799,673 76	8,793,060 67	6,368 59	"	8,799,429 26	244 [illegible]
Droit de consommation des vinaigres et acides acétiques	2,919,649 14	2,913,422 01	4,041 74	"	2,917,463 75	2 185 [illegible]
Droit de transport par chemins de fer	49,976,035 53	44,132,656 60	4,859,469 91	"	48,992,126 51	983,909 [illegible]
Droit de transport par autres voitures que les chemins de fer	5,145,843 17	5,087,572 69	53,951 87	"	5,141,524 56	4,318 [illegible]
TOTAL (à reporter)	552,449,030 71	540,359,530 34	5,883,725 20	"	546,243,255 54	6,205,775 [illegible]

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Annulations de recettes.	MONTANT NET des RECETTES.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Produit de l'impôt sur les vins, cidres, poirés et hydromels (droit de circulation, droit de détail, droit d'entrée et taxe unique)	169,024,293f 81c	168,517,256f 35c	"	168,517,256f 35c	507,037f 46c
Produit de l'impôt sur les alcools, eaux-de-vie, absinthes et liqueurs (droit de détail, droit de consommation et droit d'entrée)	262,617,288 41	254,836,230 57	"	254,836,230 57	7,781,057 84
Produit de la surtaxe sur les vins alcoolisés (doubles droits de consommation, doubles droits d'entrée)	2,746,990 95	2,741,316 52	"	2,741,316 52	5,674 43
Droits de fabrication sur les bières	22,578,086 84	22,425,012 81	"	22,425,012 81	153,074 03
Droit de 40 centimes par expédition (boissons et alcools, sels, sucres, allumettes, papier, huile, bougies et vinaigre)	5,632,646 40	5,632,646 40	"	5,632,646 40	"
Taxe de consommation des sels perçue en dehors du rayon des douanes	9,914,779 36	9,906,519 96	"	9,906,519 96	8,259 40
Droit de fabrication des huiles minérales	12,716 13	8,994 17	"	8,994 17	3,721 96
Droit d'entrée des huiles végétales et animales	2,159,576 16	2,111,866 86	"	2,111,866 86	47,709 30
Droit de fabrication des stéarines et bougies	8,443,138 46	8,429,588 38	"	8,429,588 38	13,550 08
Droit de consommation des vinaigres et acides acétiques	2,789,810 31	2,778,287 56	"	2,778,287 56	11,522 75
Droit de transport par chemins de fer	47,581,654 35	46,424,755 76	"	46,424,755 76	1,156,898 59
Droit de transport par autres voitures que les chemins de fer	5,086,741 05	5,026,699 77	"	5,026,699 77	60,041 28
TOTAL (à reporter)	538,587,722 23	528,839,175 11	"	528,839,175 11	9,748,547 12

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS de l'année 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1894. — Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.						
Report	552,449,030f 71c	540,359,530f 34c	5,883,725f 20c	"	546,243,255f 54c	6,205,775f 17
Licences aux débitants de boissons, distillateurs, brasseurs, etc	13,530,118 09	13,502,296 50	21,386 39	"	13,523,682 89	6,435 20
Licences aux entrepreneurs de voitures publiques	200,425 00	200,425 00	"	"	200,425 00	"
Bacs, passages d'eau, pêche, chasse, francs-bords, droits de touage et recettes accessoires de la navigation	3,463,986 66	2,486,130 62	262,047 07	"	2,748,177 69	715,808 97
Garantie des matières d'or et d'argent	4,783,828 73	4,783,828 73	"	"	4,783,828 73	"
Droit de dénaturation sur l'alcool	4,029,426 88	3,785,899 92	221,085 08	"	4,006,985 00	22,441 88
Timbres de toute espèce	10,626,761 90	10,626,761 90	"	"	10,626,761 90	"
Cartes à jouer	2,246,933 15	2,083,444 76	153,769 64	"	2,237,214 40	9,718 75
Prélèvement sur les communes pour frais de casernement	4,904,368 36	1,927,389 54	552,457 10	"	2,479,846 64	2,424,521 72
Amendes, droits sur acquits non rentrés et portion du Trésor dans le prix des tabacs et poudres saisis	5,822,873 81	3,336,356 96	7,020 26	"	3,343,377 22	2,479,496 59
Indemnités pour frais d'exercice dans l'intérieur des villes (*service des octrois*)	538,753 70	468,366 19	70,387 51	"	538,753 70	"
Recouvrements d'avances — sur les communes. — Abonnements aux traitem" des employés d'octroi	556,211 14	531,107 12	25,104 02	"	556,211 14	"
Recouvrements d'avances — sur les communes. — Pour frais d'impressions, transports, etc	311,849 40	80,380 56	226,079 16	"	306,459 72	5,389 68
Recouvrements d'avances — sur les fabricants de cartes pour papier filigrané et moulages de carte	129,755 78	129,755 78	"	"	129,755 78	"
Recouvrements d'avances — sur les employés, pour prix d'instruments et autres objets consignés	7,438 90	7,438 90	"	"	7,438 90	"
Recouvrements d'avances — Retenue d'un centime par kilogramme pour le payement des experts	211,418 47	211,398 25	20 22	"	211,418 47	"
Prix des plombs apposés pour les sels et les sucres	179,074 93	179,072 56	2 37	"	179,074 93	"
Indemnité pour frais de surveillance des entrepôts de sucre et des fabriques de soude	96,838 08	95,213 31	599 77	"	95,813 08	1,025 00
Redevance de 30 centimes par mille kil. de betteraves	1,623,732 28	1,147,696 01	473,458 61	"	1,621,154 62	2,577 66
Redevance de 8 centimes par 100 kil. de sucre en poudre introduit dans les raffineries	216,242 17	207,091 23	9,150 94	"	216,242 17	"
Redevance de 1 franc par 100 kil. de sucre employé au sucrage des vins	187,419 45	187,373 95	45 50	"	187,419 45	"
Intérêts pour crédits de droits	618,120 68	618,120 07	0 61	"	618,120 68	"
Recettes accidentelles	580,151 03	393,145 97	180 12	"	393,326 09	186,824 94
Droit de fabrication de la dynamite et de la nitro-glycérine	950,871 80	897,458 19	53,413 61	"	950,871 80	"
TOTAL des contributions indirectes	608,265,631 10	588,245,682 36	7,959,933 18	"	596,205,615 54	12,060,015 56
			7,959,933f 18c			
Sucres.						
Sucres coloniaux (Douanes)	32,220,601 91	29,697,264 11	2,523,337 80	"	32,220,601 91	"
Sucres étrangers (Douanes)	9,573,521 68	9,408,125 68	165,396 00	"	9,573,521 68	"
Sucres indigènes (Contributions indirectes)	153,614,495 09	145,509,915 54	7,572,289 76	"	153,082,205 30	532,289 79
TOTAL des sucres	195,408,618 68	184,615,305 33	10,261,023 56	"	194,876,328 89	532,289 79
			10,261,023f 56c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — ANNULATIONS de recettes.	MONTANT NET des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.					
Report	538,587,722f 23c	528,839,175f 11c	"	528,839,175f 11c	9,748,547f 12c
Licences aux débitants de boissons, distillateurs, brasseurs, etc.	13,717,336 45	13,688,813 67	"	13,688,813 67	28,522 78
Licences aux entrepreneurs de voitures publiques	207,005 00	207,005 00	"	207,005 00	"
Bacs, passages d'eau, pêche, chasse, francs-bords, droits de touage et recettes accessoires de la navigation	3,282,171 30	2,431,751 03	"	2,431,751 03	850,420 27
Garantie des matières d'or et d'argent	4,989,494 71	4,989,024 33	"	4,989,024 33	470 38
Droit de dénaturation sur l'alcool	4,552,637 37	4,452,659 95	"	4,452,659 95	99,977 42
Timbres de toute espèce	10,774,107 10	10,774,107 10	"	10,774,107 10	"
Cartes à jouer	2,293,647 02	2,105 625 51	"	2,105,625 51	188,021 51
Prélèvement sur les communes pour frais de casernement	4,329,953 94	1,774,584 73	"	1,774,584 73	2,555,369 21
Amendes, droits sur acquits non rentrés et portion du Trésor dans le prix des tabacs et poudres saisis	6,738,890 70	3,508,699 24	"	3,508,699 24	3,230,191 46
Indemnités pour frais d'exercice dans l'intérieur des villes (*service des octrois*)	530,134 14	456,808 18	"	456,808 18	73,325 96
Recouvrements d'avances — sur les communes. — Abonnements au traitement des employés d'octroi	531,884 48	515,358 64	"	515,358 64	16,525 84
Recouvrements d'avances — sur les communes. — Pour frais d'impressions, transports, etc	299,044 50	106,609 40	"	106,609 40	192,435 10
Recouvrements d'avances — sur les fabricants de cartes pour papiers filigranés et moulages de carte	110,267 85	110,267 85	"	110,267 85	"
Recouvrements d'avances — sur les employés, pour prix d'instruments et autres objets consignés	9,293 20	9,293 20	"	9,293 20	"
Recouvrements d'avances — Retenue d'un centime par kilogramme pour le payement des experts	198,100 00	198,100 00	"	198,100 00	"
Prix des plombs apposés pour les sels et les sucres	203,964 16	203,964 16	"	203,964 16	"
Indemnités pour frais de surveillance des entrepôts de sucre et des fabriques de soude	95,137 03	93,015 02	"	93,015 02	2,122 01
Redevance de 30 centimes par 1,000 kilogr. de betteraves	1,615,722 38	1,080,036 49	"	1,080,036 49	535,685 89
Redevance de 4 centimes par 100 kilogr. de sucre en poudre introduit dans les raffineries	128,830 88	127,757 58	"	127,757 58	1,073 30
Redevance de 1 franc par 100 kilogr. de sucre employé au sucrage des vins	202,229 67	202,171 29	"	202,171 29	58 38
Intérêts pour crédits de droits	537,084 07	537,080 43	"	537,080 43	3 64
Recettes accidentelles	933,882 38	737,170 72	"	737,170 72	196,711 66
Droit de fabrication de la dynamite et de la nitro-glycérine	930,142 08	880,986 87	"	880,986 87	49,155 21
TOTAL des contributions indirectes	595,798,682 64	578,030,065 50	"	578,030,065 50	17,768,617 14
		578,030,065f 50c			
Sucres.					
Sucres coloniaux. (Douanes.)	24,078,566 63	24,078,566 63	"	24,078,566 63	"
Sucres étrangers. (Douanes.)	12,935,515 97	12,935,515 97	"	12,935,515 97	"
Sucres indigènes. (Contributions indirectes.)	151,672,249 62	145,661,226 13	"	145,661,226 13	6,011,023 49
TOTAL des sucres	188,686,332 22	182,675,308 73	"	182,675,308 73	6,011,023 49
		182,675,308f 73c			

Suite du § 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.

Suite des *Contributions indirectes.*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1894.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.					
RÉCAPITULATION.					
Contributions indirectes	608,265,631f 10c	588,245,682f 36c	7,959,933f 18c	596,205,615f 54c	12,060,015f 56c
Sucres (Douanes et contributions indirectes)	195,408,618 68	184,615,305 33	10,261,023 56	194,876,328 89	532,289 79
TOTAL	803,674,249 78	772,860,987 69	18,220,956 74	791,081,944 43	12,592,305 35

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894).

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1894.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.			
RÉCAPITULATION.			
Contributions indirectes	595,798,682f 64c	578,030,065f 50c	17,768,617f 14c
Sucres. (Douanes et contributions indirectes.)	188,686,332 22	182,675,308 73	6,011,023 49
TOTAL	784,485,014 86	760,705,374 23	23,779,640 63

§ 3. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.

Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1894. Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1894. Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
PRODUITS DES MONOPOLES RECOUVRÉS PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.						
Produit de la vente des allumettes chimiques	26,641,641f 90c	25,531,507f 74c	1,012,032f 16c	"	26,543,539f 90c	98,102f 00c
Produit de la vente des tabacs	374,093,057 59	374,057,878 33	32,347 26	"	374,090,225 59	2,832 00
Produit de la vente des poudres à feu	10,772,866 37	10,769,353 02	3,513 35	"	10,772,866 37	"
	411,507,565 86	410,358,739 09	1,047,892 77	"	411,406,631 86	100,934 00
			1,047,892f 77c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1894.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
PRODUITS DES MONOPOLES RECOUVRÉS PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.			
Produit de la vente des allumettes chimiques	26,692,887f 71c	26,069,036f 90c	623,850f 81c
Produit de la vente des tabacs	375,807,939 73	375,800,008 23	7,931 50
Produit de la vente des poudres à feu	10,963,066 74	10,943,256 20	19,810 54
	413,463,894 18	412,812,301 33	651,592 85

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 3. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.

Produits des Postes, des Télégraphes et des Téléphones.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1894. Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1894. Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
POSTES.						
Produit net de la taxe des lettres, journaux et imprimés, etc., et solde des comptes avec les Offices étrangers.	158,625,607f 73c	158,405,488f 23c	220,119f 50c	"	158,625,607f 73c	"
Droits perçus sur les envois d'argent	7,423,538 49	7,414,172 30	3,171 30	"	7,417,343 60	6,194 89
Droits perçus sur les bons de poste	211,908 75	211,908 75	"	"	211,908 75	"
Recettes diverses et accidentelles	384,992 81	321,450 82	61,526 99	"	382,977 81	2,015 00
TOTAL	166,646,047 78	166,353,020 10	284,817 79	"	166,637,837 89	8,209 89
			284,817f 79c			
TÉLÉGRAPHES.						
Produit net des taxes de la télégraphie privée	30,598,879f 47c	30,595,906f 03c	2,973f 44c	"	30,598,879f 47c	"
Solde des comptes télégraphiques avec les offices étrangers.	3,102,023 10	1,582,198 20	523,788 59	"	2,105,986 79	996,036 31
Remboursement par les compagnies de chemins de fer des frais de surveillance de leur service télégraphique	24,249 97	18,162 48	6,087 49	"	24,249 97	"
Remboursement par divers établissements de traitements d'agents du service postal et télégraphique	574,216 50	75,860 08	498,356 42	"	574,216 50	"
Contributions pour frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	782,622 91	"	782,622 91	"	782,622 91	"
Recettes diverses et accidentelles	1,551,398 79	1,337,824 21	Ad. 230,058 56	"	1,107,765 65	443,633 14
TOTAL	36,633,390 74	33,609,951 00	1,583,770 29	"	35,193,721 29	1,439,669 45
			1,583,770f 29c			
TÉLÉPHONES.						
Produit de la taxe des conversations téléphoniques	1,024,658f 44c	937,231f 74c	51,447f 82c	"	988,679f 56c	35,978 88
Produit des abonnements téléphoniques urbains et interurbains	6,541,633 48	6,474,052 55	60,101 43	"	6,534,153 98	7,479 50
Abonnement supplémentaire pour transmission de télégramme par téléphone	12,035 10	12,035 10	"	"	12,035 10	"
Recettes diverses et accidentelles	76,980 22	58,247 97	17,692 83	"	75,940 80	1,039 42
TOTAL	7,655,307 24	7,481,567 36	129,242 08	"	7,610,809 44	44,497 80
			129,242f 08c			
TOTAL GÉNÉRAL	210,934,745 76	207,444,538 46	1,997,830 16	"	209,442,368 62	1,492,377 14
			1,997,830f 16c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Annulations de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Montant net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
POSTES.					
Produit de la taxe des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature, des valeurs déclarées et cotées. — Solde des comptes avec les Offices étrangers	161,561,193f 57c	161,635,988f 07c	74,794f 50c	161,561,193f 57c	"
Droits perçus sur les envois d'argent	7,277,218 90	7,274,342 12	"	7,274,342 12	2,876f 78c
Droits perçus sur les bons de poste	482,326 60	482,326 60	"	482,326 60	"
Recettes diverses et accidentelles	377,911 29	312,758 79	"	312,758 79	65,152 50
TOTAL	169,698,650 36	169,705,415 58	74,794 50	169,630,621 08	68,029 28
		169,630,621f 08c			
TÉLÉGRAPHES.					
Recettes des bureaux télégraphiques en France	30,349,680f 10c	30,349,680f 10c	"	30,349,680f 10c	"
Recettes encaissées pour le compte de la France par divers offices étrangers	2,275,432 11	1,847,572 75	"	1,847,572 75	427,859f 36c
Remboursement par les compagnies de chemins de fer des frais de surveillance de leur service télégraphique	24,499 99	18,524 99	"	18,524 99	5,975 00
Remboursement par divers établissements de traitements d'agents du service télégraphique	623,391 76	84,502 84	"	84,502 84	538,888 92
Contributions pour frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	"	"	"	"	"
Recettes diverses et accidentelles	2,308,751 93	2,057,155 58	"	2,057,155 58	251,596 35
TOTAL	35,581,755 89	34,357,436 26	"	34,357,436 26	1,224,319 63
		34,357,436f 26c			
TÉLÉPHONES.					
Produit de la taxe des conversations téléphoniques	1,136,461f 78c	1,606,332f 71c	487,761f 03c	1,118,571f 68c	17,890f 10c
Produit des abonnements téléphoniques urbains et interurbains	7,288,114 64	7,251,811 39	"	7,251,811 39	36,303 25
Abonnement supplémentaire pour transmission de télégramme par téléphone	12,272 30	12,272 30	"	12,272 30	"
Recettes diverses et accidentelles	65,255 45	55,484 76	"	55,484 76	9,770 69
TOTAL	8,502,104 17	8,925,901 16	487,761 03	8,438,140 13	63,964 04
		8,438,140f 13c			
TOTAL GÉNÉRAL	213,782,510 42	212,988,753 00	562,555 53	212,426,197 47	1,356,312 95
		212,426,197f 47c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 3. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.

Produits de diverses exploitations. (France et Colonies.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS de l'année 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1894. — Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS. (FRANCE.)						
Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles et l'émission des monnaies de bronze	203,930f 38c	"	203,930f 38c	"	203,930f 38c	"
Excédent des recettes sur les dépenses de l'Imprimerie nationale	206,718 03	"	206,718 03	"	206,718 03	"
Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer de l'État	8,883,930 53	"	8,883,930 53	"	8,883,930 53	"
Produit brut de l'exploitation en régie des *Journaux officiels*	913,732 95	811,270f 56c	102,462 39	"	913,732 95	"
TOTAL. (France.)	10,208,311 89	811,270 56	9,397,041 33	"	10,208,311 89	"
			9,397,041f 33c			
PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS. (COLONIES.)						
Produit des télégraphes. (Câble du Tonkin.)	182,174f 18c	38,475f 82c	143,698f 36c	"	182,174f 18c	"
TOTAL. (Colonies.)	182,174 18	38,475 82	143,698 36	"	182,174 18	"
			143,698f 36c			
TOTAL des produits de diverses exploitations	10,390,486f 07c	849,746f 38c	9,540,739f 69c	"	10,390,486f 07c	"
			9,540,739f 69c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — ANNULATIONS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS. (FRANCE.)					
Excédent des recettes sur les dépenses du budget de l'administration des monnaies et médailles	1,761,000f 00c	203,930f 38c	203,930f 38c	"	1,761,000f 00c
Excédent des recettes sur les dépenses de l'Imprimerie nationale	93,100 00	206,718 03	206,718 03	"	93,100 00
Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer de l'État	8,904,449 87	8,883,930 53	8,883,930 53	"	8,904,449 87
Produit brut de l'exploitation en régie des *Journaux officiels*	915,752 59	810,290 27	"	810,290f 27c	105,462 32
TOTAL. (France.)	11,674,302 46	10,104,869 21	9,294,578 94	810,290 27	10,864,012 19
		810,290f 27c			
PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS. (COLONIES.)					
Produit des télégraphes. (Câble du Tonkin.)	58,123f 12c	58,123f 12c	"	58,123f 12c	"
TOTAL. (Colonies.)	58,123 12	58,123 12	"	58,123 12	"
		58,123f 12c			
TOTAL des produits de diverses exploitations	11,732,425f 58c	10,162,992f 33c	9,294,578f 94c	868,413f 39c	10,864,012f 19c
		868,413f 39c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 4. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.

Produits du Domaine autre que le Domaine forestier.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Revenus du domaine public	2,902,287f 75c	2,731,870f 81c	43,703f 50c	"	2,775,574 31	126,713f 44c
Recouvrements de rentes et créances	35,413 50	31,607 11	248 54	"	31,855 65	3,557 85
Produit de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	1,782,063 86	1,542,282 53	235,774 80	"	1,778,057 33	4,006 53
Redevances pour frais d'analyses et d'essais dans les laboratoires de l'État	2,868 10	2,868 10	"	"	2,868 10	"
Produit de la vente des plâtres et estampes provenant des musées	45,073 37	45,073 37	"	"	45,073 37	"
Produit des ventes effectuées à la manufacture de Sèvres	64,169 05	46,824 05	17,345 00	"	64,169 05	"
Aliénations d'objets mobiliers. (Voir le développement ci-après.)	6,816,895 49	6,791,333 69	9,828 86	"	6,801,162 55	15,732 94
Aliénations d'immeubles	2,931,826 48	953,377 72	68,095 06	"	1,021,472 78	1,910,353 70
Successions en déshérence, épaves et biens vacants	2,132,894 29	1,473,206 08	23,217 30	"	1,496,423 38	636,470 91
Produit de l'exploitation du pénitencier de Casabianda	42,984 11	42,984 11	"	"	42,984 11	"
Versements effectués par la ville de Valenciennes et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place	24,005 00	"	(A) 24,005 00	"	24,005 00	"
Versements effectués par la ville d'Arras pour le démantèlement de la place	50,399 96	"	(B) 50,399 96	"	50,399 96	"
Versements effectués par la ville de Douai et la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place	94,985 45	"	(C) 94,985 45	"	94,985 45	"
Versements effectués par la ville de St-Omer et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place	38,000 00	"	(D) 38.000 00	"	38,000 00	"
Versements de la ville d'Aire-sur-la-Lys	10,000 00	"	(E) 10,000 00	"	10,000 00	"
Produit de la vente des immeubles militaires dépendant de la ville d'Aire-sur-la-Lys. — Reliquat disponible sur les versements effectués par la ville de Valenciennes et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place	34,970 00	"	(F) 34,970 00	"	34,970 00	"
Versement effectué par la ville de Bouchain (Nord), pour le démantèlement de la place	319 56	"	(G) 319 56	"	319 56	"
Produit de l'aliénation d'immeubles remis au domaine par le département de la guerre (L. du 2 janv. 1890).	305,173 86	"	(H) 305,173 86	"	305,173 86	"
Indemnité versée par la ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï	79,999 80	"	(I) 79.999 80	"	79,999 80	"
Versements effectués par la ville de Lille en exécution de la convention du 30 novembre 1891, approuvée par la loi du 8 août 1893	21,997 46	"	(J) 21,997 46	"	21,997 46	"
TOTAL des produits des domaines.	17.416,327 09	13,661,427 57	1,058,064 15	"	14,719,491 72	2,696,835 37
(A, B, C, D, E, F, G, H, I, J) par virements de comptes			1,058,064f 51c			

DÉVELOPPEMENT DES ALIÉNATIONS D'OBJETS MOBILIERS. (France.)

Ministère de la justice		13,670 06	13,670 06	"	"	13,670 06	"
Ministère des affaires étrangères		"	"	"	"	"	"
Ministère de l'intérieur et des cultes	Intérieur	12,738 03	12,738 03	"	"	12,738 03	"
	Cultes	1,594 69	1,594 69	"	"	1,594 69	"
Ministères des finances et administrations financières		74,890 81	74,761 19	0	"	74,761 19	129 62
Ministère de la guerre		3,712,164 00	3,701,794 29	4,375 31	"	3,706,169 60	5,994 40
Ministère de la marine		1,798,381 55	1,798,381 55	"	"	1,798,381 55	"
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts	Instruction publique	19,622 99	19,622 99	"	"	19,622 99	"
	Beaux-arts	1,409 15	1,409 15	"	"	1,409 15	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	Commerce	7,752 70	7,752 70	"	"	7,752 70	"
	Postes et télégraphes	74,912 17	74,902 17	10 00	"	74,912 17	"
Ministère des colonies		4,351 28	4,351 28	"	"	4,351 28	"
Ministère de l'agriculture		6,096 55	6,096 55	"	"	6,096 55	"
Ministère des travaux publics		426,619 83	420,778 73	3,143 60	"	423,922 33	2,697 50
Domaine de Versailles. — Concession d'eau		425,670 72	423,501 62	1,203 90	"	424,705 52	965 20
Objets de toute autre origine		237,020 96	229,978 69	1,096 65	"	231,074 74	5,946 22
TOTAL des aliénations des objets mobiliers		6,816,895 49	6,791,333 69	9,828 86	"	6,801,162 55	15,732 94

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — ANNULATIONS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Revenus du domaine autre que les forêts	2,994,091f 83c	2,799,390f 01c	"	2,799,390f 01c	194,701f 82c
Recouvrement de rentes et créances	115,624 32	112,088 59	"	112,088 59	3,535 73
Produits de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	1,640,133 65	1,621,114 78	"	1,621,114 78	19,018 87
Redevances pour frais d'analyses et d'essais dans les laboratoires de l'État	5,699 75	5,699 75	"	5,699 75	"
Produit de la vente des plâtres et estampes provenant des musées	43,637 05	35,869 50	"	35,869 50	7,767 55
Produit des ventes effectuées à la manufacture de Sèvres	65,991 98	52,925 73	"	52,925 73	13,066 25
Aliénations d'objets mobiliers	6,975,899 12	6,941,948 36	"	6,941,948 36	33,950 76
Aliénations d'immeubles	3,304,608 39	1,235,620 88	"	1,235,620 88	2,068,987 51
Successions en déshérence, épaves et biens vacants	2,379,834 01	1,739,250 58	"	1,739,250 58	640,583 43
Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications de Lyon	45,873 83	45,873 83	"	45,873 83	"
Produit de l'ancien pénitencier de Casabianda	24,750 00	24,750 00	"	24,750 00	"
Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications de Cambrai	135,242 74	"	"	"	135,242 74
Produit de l'aliénation d'immeubles militaires remis au Domaine par le Département de la guerre	578,518 00	"	"	"	578.518 00
Versements effectués par la ville de Valenciennes et par la Compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place	42,010 76	"	"	"	42,010 76
Versement effectué par la ville de Lille en exécution de la convention du 30 novembre 1891	200,000 00	"	"	"	200,000 00
Produit de la vente des immeubles militaires dépendant de la ville d'Aire-sur-la-Lys	66,499 96	"	"	"	66,499 96
Reliquat disponible sur les versements effectués par la ville de Valenciennes et par la Compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place					
Versement effectué par la ville de Bouchain (Nord) pour le démantèlement de la place	46,686 52	"	"	"	46,886 52
Indemnité versée par la ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï	168,700 01	"	"	"	168,700 01
Versement effectué par la ville de Douai et par la Compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place (Loi du 19 janv. 1891)	3,600 00	"	"	"	3,600 00
Versement effectué par la ville de Saint-Omer et par la Compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place	25,999 82	"	"	"	25,999 82
Produit de l'aliénation de l'Hôpital militaire du Gros-Caillou	3,348,100 00	"	"	"	3,348,100 00
TOTAL	22,211,501 74	14,614,532 01	"	14,614,532 01	7,596,969 73
		14,614,532f 01c			

(*) DÉVELOPPEMENT DES ALIÉNATIONS D'OBJETS MOBILIERS.

Ministère de la justice		20,197f 19c	20,197f 19c	"	20,197f 19c	"
Ministère des affaires étrangères		"	"	"	"	"
Ministère de l'intérieur. — Service de l'intérieur		9,187 12	9,187 12	"	9,187 12	"
Ministère des finances et administrations financières		83,993 49	83,581 88	"	83,581 88	411f 61c
Ministère de la guerre		3,965,969 32	3,958,385 05	"	3,958,385 05	7,584 27
Ministère de la marine		1,445,373 39	1,445,373 39	"	1,445,373 39	"
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes	Instruction publique	10,750 11	10,750 11	"	10,750 11	"
	Beaux-arts	4,443 80	4,443 80	"	4,443 80	"
	Cultes	3,031 56	3,031 56	"	3,031 56	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	Commerce	3,194 40	3,194 40	"	3,194 40	"
	Postes et télégraphes	104,009 57	100,767 72	"	100,767 72	3,241 85
Ministère des colonies		6,865 45	6,865 45	"	6,865 45	"
Ministère de l'agriculture		10,708 51	10,708 51	"	10,708 51	"
Ministère des travaux publics		477,867 63	463,934 11	"	463,934 11	13,933 52
Domaine de Versailles. — Concession d'eau		441,830 13	439,666 83	"	439,666 83	2,163 30
Objets de toute autre origine		388,477 45	381,861 24	"	381,861 24	6,616 21
TOTAL		6,975,899 12	6,941,948 36	"	6,941,948 36	33,950 76
			6,941,948f 36c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 4. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.

Produits des Forêts.

(Les développements par article ont été publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produits des coupes de bois.						
Prix principal	20,038,565f 93c	20,047,860f 93c	"	9,295f 00c	20,038,565f 93c	"
Recouvrement de frais d'adjudication des coupes de bois de l'État, à raison de 1 1/2 p. o/o du prix principal	392,422 85	390,806 25	1,441f 70c	"	392,247 95	174f 90c
Produits de coupes de bois vendues par unité de marchandises ou après façonnage	3,298,877 52	3,161,708 50	105,745 33	"	3,267,453 83	31,423 69
	23,729,866 30	23,600,375 68	107,187 03	9,295 00	23,698,267 71	31,598 59
Valeur des bois cédés directement aux arsenaux de la marine et au service du génie militaire	14,169 33	5,947 83	(A) 8,221 50	"	14,169 33	"
Produits accessoires.						
Recouvrement de frais de toutes adjudications concernant les forêts, autres que les adjudications de coupes	12,538 96	12,520 81	15 45	"	12,536 26	2 70
Prix de vente de bois provenant des exploitations accidentelles	664,328 31	563,121 72	40,242 50	"	603,364 22	60,964 09
Menus produits des forêts... Fermage du droit de chasse dans les forêts de l'État.	1,578,908 40	1,556,859 12	"	"	1,556,859 12	22,049 28
Menus produits des forêts... Autres menus produits...	553,815 61	490,665 42	(B) 17,377 15	"	508,042 57	45,773 04
Salaires des gardes recouvrés sur les acquéreurs de bois de l'État et sur les copropriétaires, les usagers, etc.	19,569 27	8,092 14	"	"	8,092 14	11,477 13
Dommages-intérêts et restitutions pour délits dans les bois de l'État	1,589 39	1,421 19	168 20	"	1,589 39	"
Recouvrement de frais de poursuites et d'instances concernant les forêts	7,434 72	5,374 57	56 25	"	5,430 82	2,003 90
Prix de cessions de terrains effectuées aux compagnies de chemins de fer, aux départements, aux communes, pour cause d'utilité publique	915 29	915 29	"	"	915 29	"
Recettes accidentelles imprévues	"	"	"	"	"	"
	2,839,099 95	2,639,926 28	56,903 53	"	2,696,829 81	142,270 14
Contribution des communes et des établissements publics	1,094,560 75	944,381 62	101,881 88	"	1,046,263 50	48,297 25
TOTAL des produits des forêts	27,677,696 33	27,190,631 41	274,193 94	9,295 00	27,455,530 35	222,165 98

(A) Par virement de comptes.
(B) Y compris 1,978 fr. 42 c. par virements de comptes.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1894. — Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1894. — Annulations de recettes.	MONTANT net DES RECETTES.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Produits des coupes de bois	22,954,705f 88c	22,814,309f 42c	"	22,814,309f 42c	140,396f 46c
Produits accessoires	3,200,721 41	(A) 2,961,380 56	"	2,961,380 56	239,340 85
Contribution des communes et des établissements publics pour frais de régie de leurs bois	1,009,012 47	881,196 62	"	881,196 62	127,815 85
Valeur des bois cédés directement aux arsenaux de la guerre et de la marine	17,031 42	(B) 17,031 42	"	17,031 42	"
TOTAL des produits des forêts	27,181,471 18	26,673,918 02	"	26,673,918 02	507,553 16
		26,673,918f 02c			

(A) Y compris 1,707 fr. 78 cent. par virement de comptes.
(B) Par virement de comptes.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 5. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produit des chancelleries diplomatiques et consulaires	1,315,587f 34c	1,229,963f 63c	85,623f 71c	"	1,315,587f 34c	"
Taxe des brevets d'invention	2,628,400 00	2,628,000 00	400 00	"	2,628,400 00	"
Produit de la rente de l'Inde	663,935 07	181,555 07	488,880 00	6,500 00	663,935 07	"
Bénéfices réalisés par la Caisse des dépôts et consignations	4,205,329 49	"	4,205,329 49	"	4,205,329 49	"
Produit de la vente des publications du Gouvernement	246,040 98	193,627 28	52,432 85	19 15	246,040 98	"
Produit du concours général d'animaux de boucherie	83,752 65	83,752 65	"	"	83,752 65	"
Revenus ordinaires de l'Académie de France à Rome	2,375 00	2,375 00	"	"	2,375 00	"
Produit des cessions de transports fait par l'artillerie dans les colonies	67,191 14	16,306 09	50,885 05	"	67,191 14	"
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires	136,371 20	125,671 24	10,699 96	"	136,371 20	"
Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés	3,888,285 78	2,873,929 86	1,014,438 86	8 94	3,888,285 78	"
Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie	321,940 35	84,465 84	237,474 51	"	321,940 35	"
Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan	250,000 00	125,000 00	125,000 00	"	250,000 00	"
Restitutions au Trésor	54,493 13	54,493 13	"	"	54,493 13	"
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes	308,697 74	308,688 29	9 45	"	308,697 74	"
Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans	234,670 77	203,559 44	31,111 33	"	234,670 77	"
Reversement au Trésor des bonis réalisés par les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices	3,490 69	3,490 69	"	"	3,490 69	"
Redevance de la vallée d'Andorre	960 00	960 00	"	"	960 00	"
Reversements de fonds sur les dépenses des Ministères	2,788,641 46	7,682,959 62	2,417,702 34	7,312,020 50	2,788,641 46	"
A reporter	17,200,162 79	15,798,797 83	8,719,987 55	7,318,622 59	17,200,162 79	"

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	1,205,267f 35c	"	1,095,245f 40c	"	1,095,245f 40c	110,021f 95c
Taxe des brevets d'invention	2,705,960 00	"	2,704,840 00	25f 00c	2,704,815 00	1,145 00
Produit de la rente de l'Inde	648,090 62	"	178,620 00	19,509 63	159,110 37	488,980 25
Bénéfices réalisés par la Caisse des dépôts et consignations	7,576,007 78	"	"	"	"	7,576,007 78
Produit de la vente des publications du Gouvernement	238,075 63	"	197,194 39	"	197,194 39	40,881 24
Produit du concours général d'animaux de boucherie	89,169 90	"	89,169 90	"	89,169 90	"
Revenus ordinaires de l'Académie de France à Rome	4,360 00	"	4,311 63	"	4,311 63	48 37
Produit des cessions de transports faits par l'artillerie dans les colonies	75,338 28	"	16,540 57	"	16,540 57	58,797 71
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires	135,951 75	"	130,865 88	"	130,865 88	5,085 87
Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés	4,083,530 00	"	2,973,792 85	391 01	2,973,401 84	1,110,128 16
Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie	412,839 36	"	106,183 40	"	106,183 40	306,655 96
Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan	250,000 00	"	125,000 00	"	125,000 00	125,000 00
Restitutions au Trésor	23,346 83	"	23,346 83	"	23,346 83	"
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des Postes	304,685 67	"	303,188 28	"	303,188 28	1,497 39
Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans	255,270 80	"	179,993 35	"	179,993 35	75,277 45
Redevance de la vallée d'Andorre	960 00	"	"	"	"	960 09
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères	7,648,135 57	"	24,456,367 06	16,808,231 49	7,648,135 57	"
A reporter	25,656,989 54	"	32,584,659 54	16,828,157 13	15,756,502 41	9,900,487 13

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 5. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

(Voir pour les développements par article le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.						
Report	17,200,162f 79c	15,798,797f 83c	8,719,987f 55c	7,318,622f 59c	17,200,162f 79c	"
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor.						
Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances — Recettes sur débets de comptables et créances litigieuses	39,327 48	39,327 48	"	"	39,327 48	"
Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances — Recettes sur divers débets	336,380 33	336,280 66	99 67	"	336,380 33	"
Intérêts et frais provenant de prêts faits à l'industrie	78,941 43	78,941 43	"	"	78,941 43	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Retenues sur traitements et pensions	60,567 20	60,567 20	"	"	60,567 20	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Recettes sur exercices clos	57,567 96	29,532 97	28,034 99	"	57,567 96	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Bénéfices des intérims des perceptions	34,974 41	34,974 41	"	"	34,974 41	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Renouvellement du cadastre	"	"	"	"	"	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Frais d'administration et de perception	"	"	"	"	"	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Recettes d'origines diverses	782,891 11	625,110 12	157,780 99	"	782,891 11	"
Produit des expéditions des archives de la République	"	"	"	"	"	"
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France	4,215,131 00	4,201,800 00	13,331 00	"	4,215,131 00	"
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer aux colonies	13,200 00	13,200 00	"	"	13,200 00	"
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways	15,000 00	15,000 00	"	"	15,000 00	"
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de l'intérieur	9,000 00	7,400 00	1,600 00	"	9,000 00	"
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de la guerre	11,524 25	10,402 29	1,121 96	"	11,524 25	"
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	26,611 10	18,000 00	8,611 10	"	26,611 10	"
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de l'agriculture	14,000 00	14,000 00	"	"	14,000 00	"
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — des travaux publics	14,500 00	14,500 00	"	"	14,500 00	"
Prix des insignes de l'ordre du Mérite agricole	1,440 00	1,440 00	"	"	1,440 00	"
A reporter	22,911,219 06	21,299,274 39	8,930,567 26	7,318,622 59	22,911,219 06	"

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.						
Report	25,656,989f 54c	"	32,584,659f 54c	16,828,157f 13c	15,756,502f 41c	9,900,487f 13c
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor.						
Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances — Recettes sur débets de comptables et créances litigieuses	11,514 37	"	11,694 37	180 00	11,514 37	"
Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances — Recettes sur divers débets	360,677 99	"	360,677 99	"	360,677 99	"
Intérêts et frais provenant de prêts faits à l'industrie	67,839 66	"	102,462 51	34,622 85	67,839 66	"
Recettes sur capitaux de prêts faits à l'industrie (loi du 1er août 1860) transportés aux découverts du Trésor en vertu de la loi du 30 mars 1888 (art. 27)	10,000 00	"	10,000 00	"	10,000 00	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Retenues sur traitements et pensions	69,713 37	"	69,713 37	"	69,713 37	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Recettes sur exercices clos	26,960 58	"	26,960 58	"	26,950 58	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Bénéfices des intérims des perceptions	35,062 81	"	35,062 81	"	35,062 81	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Renouvellement du cadastre	"	"	"	"	"	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Produit des expéditions des archives de la République	"	"	1,536 00	1,536 00	"	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Frais d'administration et de perception	"	"	"	"	"	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Recettes d'origines diverses	1,196,918 72	"	1,436,881 45	270,364 84	1,166,516 61	30,402 11
Produit des expéditions des archives de la République	1,536 00	"	1,536 00	"	1,536 00	"
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France	4,299,991 75	"	4,285,760 00	"	4,285,760 00	14,231 75
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer aux colonies	26,400 00	"	26,400 00	"	26,400 00	"
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways	15,000 00	"	15,000 00	"	15,000 00	"
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de l'intérieur	10,500 00	"	9,000 00	"	9,000 00	1,500 00
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de la guerre	11,636 15	"	10,486 15	"	10,486 15	1,150 00
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	32,600 00	"	28,500 00	"	28,500 00	4,100 00
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de l'agriculture	16,250 00	"	15,200 00	"	15,200 00	1,050 00
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — des travaux publics	14,500 00	"	14,500 00	"	14,500 00	"
Prix des insignes de l'ordre du Mérite agricole	5,300 00	"	3,105 00	"	3,105 00	2,195 00
A reporter	31,869,390 94	"	39,049,135 77	17,134,860 92	21,914,274 95	9,955,115 99

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 5. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.						
Report	22,911,219f06c	21,299,274f39c	8,930,567f26c	7,318,622f59c	22,911,219f06c	"
Valeur des fers confectionnés à l'école de maréchalerie de Saumur	13,850 31	12,778 71	1,071 60	"	13,850 31	"
Produits de locations et d'aliénations de domaines de l'État à la Nouvelle-Calédonie	58,780 48	20,274 48	38,506 00	"	58,780 48	"
Droits d'inscription des courtiers de commerce	44,500 00	44,500 00	"	"	44,500 00	"
Annuité payée par le gouvernement grec pour le remboursement de la portion garantie par la France dans l'emprunt de 1833	200,000 00	"	200,000 00	"	200,000 00	"
Remboursement par le gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	643,074 68	643,074 68	"	"	643,074 68	"
Redevances pour certificats généalogiques d'animaux (loi du 25 novembre 1887.)	15 00	15 00	"	"	15 00	"
Versement des engagés conditionnels d'un an	4,500 00	4,500 00	"	"	4,500 00	"
Produit de la rétribution facultative perçue pour le dépôt des cannes et parapluies au musée de Cluny	5,006 00	5,006 00	"	"	5,006 00	"
Remboursement par les compagnies de chemins de fer d'excédents sur annuités dues par l'État pour avances, en argent ou en travaux, faites en exécution des conventions de 1883	625,333 11	625,333 11	"	"	625,333 11	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer de provisions perçues en trop pour pose de doubles voies	433,276 22	433,276 22	"	"	433,276 22	"
Excédent de recettes revenant à l'État pour l'exploitation du chemin de fer de Saint-Georges-de-Commiers à la Mure (exercice 1889 à 1892)	176,460 97	176,460 97	"	"	176,460 97	"
Droits de protection à l'étranger des marques de fabrique et de commerce	750 00	750 00	"	"	750 00	"
Part revenant à l'État dans les bénéfices des chemins de fer d'intérêt local	9,111 31	9,111 31	"	"	9,111 31	"
TOTAL	25,125,877 14	23,274,354 87	9,170,144 86	7,318,622 59	25,125,877 14	"
			1,851,522f 27c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.						
Report	31,869,390f94c	"	39,049,135f77c	17,134,860f82c	21,914,274f95c	9,955,115f99c
Valeur des fers confectionnés à l'école de maréchalerie de Saumur	16,756 16	"	15,684 72	"	15,684 72	1,071 44
Produits de locations et d'aliénations de domaines de l'État à la Nouvelle-Calédonie	22,875 65	"	8,550 57	"	8,550 57	14,325 08
Droits d'inscription des courtiers de commerce	24,000 00	"	24,000 00	"	24,000 00	"
Annuité payée par le gouvernement grec pour les remboursements de la portion garantie par la France dans l'emprunt de 1833	200,000 00	"	400,000 00	200,000 00	200,000 00	"
Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	749,484 00	"	749,484 00	"	749,484 00	"
Remboursement par les départements et les communes des avances pour l'achèvement des chemins vicinaux et pour la construction et l'amélioration des établissements scolaires	27,374,426 67	"	27,374,426 67	"	27,374,426 67	"
Redevances pour certificats généalogiques d'animaux. (Loi du 25 novembre 1887.)	85 00	"	85 00	"	85 00	"
Produit de la rétribution facultative perçue pour le dépôt des cannes et parapluies au musée de Cluny	4,825 60	"	4,825 60	"	4,825 60	"
Remboursement par les compagnies de chemins de fer d'excédents sur annuités dues par l'État pour avances en argent ou en travaux, faites en exécution des conventions de 1883	411,294 88	"	411,294 88	"	411,294 88	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer de provisions perçues en trop pour la pose de doubles voies	233,590 96	"	233,590 96	"	233,590 96	"
Excédent des recettes revenant à l'État pour l'exploitation du chemin de fer de Saint-Georges-de-Commiers à la Mure	257,004 74	"	257,004 74	"	257,004 74	"
Droits de protection à l'étranger des marques de fabrique et de commerce	2,475 00	"	2,475 00	"	2,475 00	"
Part revenant à l'État dans les bénéfices des chemins de fer d'intérêt local	13,671 38	"	13,671 38	"	13,671 38	"
Recettes applicables aux comptes du service de trésorerie	"	"	41,625 16	41,625 16	"	"
TOTAL	61,179,880 98	"	68,585,854 45	17,376,485 98	51,209,368 47	9,970,512 51
			51,209,368f 47c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 6. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Reliquat de la subvention extraordinaire de 17 millions allouée par la loi du 3 juillet 1880 pour les constructions scolaires. (Enseignement secondaire.)	1,798,357f 23c	1,798,357 23	"	"	1,798,357f 23c	"
Excédent des recettes de l'ancien budget des dépenses sur ressources spéciales	1,149,627 61	1,149,627 61	"	"	1,149,627 61	"
Reliquat du produit de l'émission de rentes 3 p. o/o (1891)	4,145,294 85	"	4,145,294 85	"	4,145,294 85	"
Excédent des recettes sur les dépenses du budget annexe des téléphones de l'exercice 1892	662,691 44	"	662,691 44	"	662,691 44	"
Versements des compagnies d'assurances à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique	31,888 08	"	31,888 08	"	31,888 08	"
Prélèvement sur le reliquat du produit de la tombola de l'Exposition universelle de 1889	400,000 00	"	400,000 00	"	400,000 00	"
TOTAL	8,187,859 21	2,947,984 84	5,239,874 37	"	8,187,859 21	"
			5,239,874f 37c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Excédent de ressources du compte : Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	24,434,890 82	"	24,434,890f82c	"	24,434,890f82c	"
Reliquat du produit de l'emprunt en rentes 3 p. o/o. (Émission de 1886.)	2,232,115 23	"	2,232,115 23	"	2,232,115 23	"
Excédent disponible des ressources affectées à l'Exposition de 1889	1,106,192 24	"	1,106,192 24	"	1,106,192 24	"
Versements des compagnies d'assurances à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique	1,034,114 00	"	"	"	"	1,034,114 00
Produit de l'émission d'obligations du Trésor à court terme pour le service des études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État. (Loi du 25 juillet 1894.)	11,000,000 00	"	11,000,000 00	"	11,000,000 00	"
TOTAL	39,807,312 29	"	38,773,198 29	"	38,773,198 29	1,034,114 00
			38,773,198f 29c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 7. — RECETTES D'ORDRE.

Recettes en atténuation de dépenses.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
1° RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.						
Produits universitaires	6,828,416f 38c	6,082,824f 79c	745,591f 59c	"	6,828,416f 38c	"
Produits des amendes et condamnations pécuniaires	7,169,457 40	6,159,558 96	1,228,017 94	218,119f 50c	7,169,457 40	"
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	25,862,844 38	22,882,219 92	2,983,764 51	3,140 05	25,862,844 38	"
Retenues sur la solde des officiers de l'armée de terre	5,127,170 57	5,625 57	5,121,545 00	"	5,127,170 57	"
Retenues sur la solde des officiers de sapeurs-pompiers de la ville de Paris	8,738 72	"	8,738 72	"	8,738 72	"
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine et des colonies	"	"	63,445 91	63,445 91	"	"
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine	2,857,614 53	1,578,943 11	1,279,006 00	334 58	2,857,614 53	"
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel des colonies	740,820 68	327,951 53	412,869 15	"	740,820 68	"
Contingents coloniaux (art. 6 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866)	684,410 00	101,777 50	582,632 50	"	684,410 00	"
Contingent de la Cochinchine	5,000,000 00	1,250,000 00	3,750,000 00	"	5,000,000 00	"
Contingent du Tonkin	10,000 00	10,000 00	"	"	10,000 00	"
Contribution des colonies aux dépenses civiles et militaires qu'elles occasionnent à l'État et aux charges générales de l'État	500 00	"	500 00	"	500 00	"
Bénéfices provenant des gestions intérimaires des Trésoreries générales et des Recettes des Finances	7.898 12	7,593 27	304 85	"	7,898 12	"
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — Écoles militaires — polytechnique	250,698 70	244,067 30	6,631 40	"	250,698 70	"
Écoles militaires — de Saint-Cyr	568,384 13	557,063 47	11,320 66	"	568,384 13	"
Écoles militaires — de la Flèche	125,776 11	104,695 11	21,081 00	"	125,776 11	"
École navale de Brest	50,137 50	51,187 50	Addd. 1,050 00	"	50,137 50	"
Écoles d'arts et métiers	315,979 85	268,169 95	47,809 90	"	315,979 85	"
Écoles vétérinaires	282,416 80	232,105 35	50,311 45	"	282,416 80	"
Écoles des haras du Pin	5,500 00	5,000 00	500 00	"	5,500 00	"
Écoles d'agriculture	210,574 45	186,473 20	24,101 25	"	210,574 45	"
École nationale des industries agricoles de Douai	4,650 00	2,000 00	2,650 00	"	4,650 00	"
Institut agronomique	48,650 00	27,900 00	20,750 00	"	48,650 00	"
École de santé militaire	58,840 34	51,454 22	7,386 12	"	58,840 34	"
École de santé de la marine	19,687 50	19,512 50	175 00	"	19,687 50	"
Frais de scolarité des médecins élèves du service de santé démissionnaires et remboursement des premières mises allouées aux vétérinaires	880 00	880 00	"	"	880 00	"
Retenues pour cause de cumul des fonctionnaires députés	74,570 04	74,174 20	395 84	"	74,570 04	"
Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante	6,483,570 54	6,135,521 04	348,049 50	"	6,483,570 54	"
Excédent des recettes sur les dépenses de la Légion d'honneur	123,050 46	"	123,050 46	"	123,050 46	"
TOTAL des recettes en atténuation de dépenses (à reporter)	62,921,237 20	46,366,698 49	16,839,578 75	285,040 04	62,921,237 20	"
			16,554,538f 71c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
1° RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.						
Produits universitaires	6,789,412f 72c	"	6,602,683f 54c	"	6,602,683f 54c	186,729f 18c
Produits des amendes et condamnations pécuniaires	6,995,675 45	"	5,944,272 11	"	5,944,272 11	1,051,403 34
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	24,643,827 48	"	23,988,261 73	1,080f 19c	23,987,181 54	656,645 94
Retenues sur la solde des officiers de l'armée de terre	5,110,480 36	"	"	"	"	5,110,480 36
Retenues sur la solde des officiers de sapeurs-pompiers de la ville de Paris	8,850 00	"	"	"	"	8,850 00
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine	2,887,534 47	"	1,733,175 27	103 74	1,733,071 53	1,154,462 94
Retenue sur la solde et les accessoires de solde du personnel des colonies	719,263 68	"	301,440 10	148 17	301,291 93	417,971 75
Contingents coloniaux (art. 6 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866)	715,110 00	"	247,757 50	755 00	247,002 50	468,107 50
Part de la Cochinchine dans les dépenses du câble du Tonkin	60,000 00	"	"	"	"	60,000 00
Contingent de la Cochinchine	4,690,000 00	"	1,172,500 00	"	1,172,500 00	3,517,500 00
Contribution des colonies aux dépenses civiles et militaires qu'elles occasionnent à l'Etat et aux charges générales de l'Etat	145,000 00	"	11,750 00	"	11,750 00	133,250 00
Bénéfices provenant des gestions intérimaires des trésoreries générales et des recettes des finances	36,820 75	"	35,318 60	"	35,318 60	1,502 15
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — Écoles militaires — polytechnique	250,842 30	5,502f 00c	233,929 70	"	239,431 70	11,410 60
Écoles militaires — de Saint-Cyr	625,201 58	"	616,839 83	"	616,839 83	8,361 75
Écoles militaires — de la Flèche	121,639 25	1,001 71	103,763 72	"	104,765 43	16,873 82
École navale de Brest	56,700 00	"	55,650 00	"	55,650 00	1,050 00
Écoles d'arts et métiers	310,315 39	1,887 50	267,377 86	"	269,265 36	41,050 03
Écoles vétérinaires	262,744 95	590 00	207,398 25	"	207,988 25	54,756 70
École des haras du Pin	4,000 00	"	2,250 00	"	2,250 00	1,750 00
Écoles d'agriculture	219,101 25	255 00	200,823 31	"	201,078 31	18,022 94
École nationale des industries agricoles de Douai	11,150 00	"	8,500 00	"	8,500 00	2,650 00
Institut agronomique	46,638 37	"	28,650 00	"	28,650 00	17,988 37
École de santé militaire	63,245 45	250 00	56,663 42	"	56,913 42	6,332 03
École de santé de la marine	23,657 92	"	22,575 00	"	22,575 00	1,082 92
Frais de scolarité des médecins élèves du service de santé démisionnaires et remboursement des premières mises allouées aux vétérinaires	6,250 00	"	"	"	"	6,250 00
Retenues pour cause de cumul des fonctionnaires députés	76,395 84	"	74,797 62	"	74,797 62	1,598 22
Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante	15,480,660 41	"	14,994,591 74	"	14,994,591 74	486,068 67
Pensions des marins du commerce admis à l'hôtel des Invalides de la guerre	"	"	"	"	"	"
Excédent des recettes sur les dépenses de la Légion d'honneur	"	"	123,050 46	123,050 46	"	"
Versements des officiers à titre onéreux	999,649 00	"	999,649 00	"	999,649 00	"
TOTAL des recettes en atténuation de dépenses (à reporter)	71,360,166 62	9,486 21	58,033,668 76	125,137 56	57,918,017 41	13,442,149 21
			57,908,531f 20c			

Suite des CONTRIBUTIONS

Suite du § 7. —

Recettes d'ordre

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Report des recettes en atténuation de dépenses	62,921,237f 20c	46,366,698f 49c	16,839,578f 75c	285,040f 04c	62,921,237f 20c	"
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.						
Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'État par la ville de Paris	2,613,283f 73c	7,140f 96c	2,606,142f 77c	"	2,613,283f 73c	"
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise	440,779 74	"	440,779 74	"	440,779 74	"
Remboursement par les communes du département de la Seine des dépenses faites pour leur police municipale	786,844 00	755,210 33	31,633 67	"	786,844 00	"
Remboursement par le Gouvernement beylical des frais du personnel et des frais de justice criminelle de la justice française en Tunisie	306,101 52	184 35	305,917 17	"	306,101 52	"
Remboursement par le Gouvernement beylical des dépenses de la gendarmerie française en Tunisie	305,890 59	"	305,890 59	"	305,890 59	"
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	23,539,135 56	29,360,164 14	78,430 82	5,899,459f 40c	23,539,135 56	"
Produits accessoires du service de trésorerie	76,832 40	76,832 40	"	"	76,832 40	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer des avances à elles faites pour garantie d'intérêts	23,405 53	23,405 53	"	"	23,405 53	"
Remboursement de la garantie d'intérêts et fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883	21,400,000 00	21,700,000 00	300,000 00	600,000 00	21,400,000 00	"
Fonds de concours. (Exposition universelle de 1889.)	24,054 10	"	24,054 10	"	24,054 10	"
Concours de diverses villes dans les dépenses de première installation de leurs écoles d'enseignement primaire supérieur et d'enseignement professionnel.	91,096 23	91,096 23	"	"	91,096 23	"
TOTAL	49,607,423 40	52,014,033 94	4,092,848 86	6,499,459 40	49,607,423 40	"
Recettes en atténuation des frais de trésorerie	14,200 48	50,525 60	97,633 52	133,958 64	14,200 48	"
TOTAL des recettes d'ordre proprement dites	49,621,623 88	52,064,559 54	4,190,482 38	6,633,418 04	49,621,623 88	"
			A déduire : 2,442,935f 66c			
TOTAL GÉNÉRAL du § 7	112,542,861f 08c	98,431,258f 03c	21,030,061f 13c	6,918,458f 08c	112,542,861f 08c	"
			14,111,603f 05c			

ET REVENUS PUBLICS.

RECETTES D'ORDRE.

proprement dites.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Report des recettes en atténuation de dépenses	71,360,166f 62c	9,486f 21c	58,033,668f 76c	125,137f 56c	57,918,017f 41c	13,442,149f 21c
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.						
Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'État par la ville de Paris	2,655,761f 39c	"	1,650,554f 00c	231,684f 72c	1,418,869f 28c	1,236,892f 11c
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise	440,780 00	"	"	"	"	440,780 00
Remboursement par les communes du département de la Seine des dépenses faites pour leur police municipale	807,081 46	"	807,081 46	"	807,081 46	"
Remboursement par le Gouvernement beylical des frais du personnel et des frais de justice criminelle de la justice française en Tunisie	306,917 17	"	28 20	"	28 20	306,888 97
Remboursement par le Gouvernement beylical des dépenses de la gendarmerie française en Tunisie	304,980 56	"	"	"	"	304,980 56
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	24,852,460 48	1,643,497f 79c	23,865,426 78	656,464 09	24,852,460 48	"
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,322,666 01	"	2,322,666 01	"	2,322,666 01	"
Produits accessoires du service de trésorerie	156,468 04	"	156,468 04	"	156,468 04	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer des avances à elles faites pour garantie d'intérêt	217,654 63	"	217,654 63	"	217,654 63	"
Remboursement de la garantie d'intérêt et fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883	9,140,000 00	"	9,440,000 00	300,000 00	9,140,000 00	"
TOTAL	41,204,769 74	1,643,497 79	38,459,879 12	1,188,148 81	38,915,228 10	2,289,541 64
Recettes en atténuation des frais de trésorerie	115,055 82	"	324,757 89	209,702 07	115,055 82	"
TOTAL des recettes d'ordre proprement dites	41,319,825 56	1,643,497 79	38,784,637 01	1,397,850 88	39,030,283 92	2,289,541 64
			37,386,786f 13c			
TOTAL GÉNÉRAL du § 7	112,679,992f 18c	1,652,984f 00c	96,818,305f 77c	1,522,988f 44c	96,948,301f 33c	15,731,690f 85c
			95,295,317f 33c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 1. — IMPÔTS DIRECTS.

Contributions et taxes assimilées.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1894.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
IMPÔTS DIRECTS.					
CONTRIBUTIONS DIRECTES.					
Contribution foncière sur les propriétés bâties	1,717,924f 01c	1,450,813f 00c	267,111f 01c	1,717,924f 01c	"
Contribution des patentes	1,917,547 70	1 455,154 39	462,393 31	1,917,547 70	"
TOTAL des contributions directes	3,635,471 71	2,905,967 39	729,504 32	3,635,471 71	"
TAXES ASSIMILÉES.					
Redevances des mines	35,964 07	10,231 02	25,733 05	35,964 07	"
Droit de vérification des poids et mesures	153,531 05	151,616 86	1,914 19	153,531 05	"
Droit de visite des pharmacies et magasins de droguerie	17,378 00	14,244 00	3.134 00	17,378 00	"
Taxe militaire	17,419 44	8,166 78	9,252 66	17,419 44	"
Taxe sur les vignobles	337,072 01	279,749 45	57,322 56	337,072 01	"
TOTAL des taxes assimilées,	561,364 57	464,008 11	97,356 46	561,364 57	"
CONTRIBUTIONS ARABES (PRINCIPAL ET CENTIMES D'ÉTAT).					
Hockor	511,966 37	469,005 68	28,689 80	497,695 48	14,270f 89c
Achour	2,153,763 14	1,749,222 27	226,680 75	1,975,903 02	177,860 12
Zekkat	2,974,874 67	2,740,163 72	147,481 28	2,887,645 00	87,229 67
Lezma	917,618 58	761,004 17	139,131 72	900,135 89	17,482 69
Centimes additionnels généraux	793,420 67	702,465 45	62,967 62	765,433 07	27,987 60
Dixième du principal attribué aux chefs collecteurs	1,402,665 18	1,227,210 58	129,507 28	1,356,717 86	45,947 32
TOTAL des contributions arabes	8,754,308 61	7,649,071 87	734,458 45	8,383,530 32	370,778 29
TOTAL GÉNÉRAL	12,951,144 89	11,019,047 37	1,561,319 23	12,580,366 60	370,778 29

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1894.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
IMPÔTS DIRECTS.			
CONTRIBUTIONS DIRECTES.			
Contribution foncière sur les propriétés bâties	1,751,193f 96c	1,470,591f 30c	280,602f 66c
Contribution des patentes	1,793,433 55	1,348,777 18	444,656 37
TOTAL des contributions directes	3,544,627 51	2,819,368 48	725,259 03
TAXES ASSIMILÉES.			
Redevances des mines	21,007 30	780 68	20,226 62
Droit de vérification des poids et mesures	155,717 90	155,032 80	685 10
Droit de visite des pharmacies et magasins de droguerie	17,410 00	13,606 99	3,803 01
Taxe militaire	20,180 14	7,824 17	12,355 97
Taxe sur les vignobles	288,278 79	233,369 24	54,909 55
TOTAL des taxes assimilées	502,594 13	410,613 88	91,980 25
CONTRIBUTIONS ARABES (PRINCIPAL ET CENTIMES D'ÉTAT).			
Hockor	511 258 15	464,469 53	46,788 62
Achour	2,583,363 47	2,213,037 68	370,325 79
Zekkat	2,760,999 41	2,517,165 54	243,833 87
Lezma	973,892 51	851,440 89	122,451 62
Centimes additionnels généraux	790,863 31	726,367 34	64,495 97
Dixième du principal attribué aux chefs collecteurs	1,428,544 08	1,274,197 17	154,346 91
TOTAL des contributions arabes	9,048,920 93	8,046,678 15	1,002,242 78
TOTAL GÉNÉRAL	13,096,142 57	11,276,660 51	1,819,482 06

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.

Enregistrement.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS de l'année 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1894. — Annulation de recettes.	TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Droits proportionnels. — Transmissions — Transmissions entre vifs de meubles à titre onéreux	200,279f 29c	200,279f 29c	"	"	200,279f 29c	"
Droits proportionnels. — Transmissions — Transmissions entre vifs d'immeubles à titre onéreux	1,782,483 05	1,775,050 71	785f 30c	"	1,775,836 01	6,647f 04c
Droits proportionnels. — Transmissions — Transmissions entre vifs antérieures aux lois des 21 avril 1832 et 18 mai 1850	"	"	"	"	"	"
Droits proportionnels. — Transmissions — en *ligne directe*	57,659 66	57,409 70	100 40	"	57,510 10	149 56
Droits proportionnels. — Transmissions — *entre époux*	1,316 70	1,316 70	"	"	1,316 70	"
Droits proportionnels. — Transmissions — en *ligne collatérale*	7,400 47	7,400 47	"	"	7,400 47	"
Droits proportionnels. — Transmissions — entre *personnes non parentes*	12,031 71	12,031 71	"	"	12,031 71	"
Droits proportionnels. — Actes divers. — Baux et antichrèses	75,573 28	75,573 28	"	"	75,573 28	"
Droits proportionnels. — Actes divers. — Adjudications au rabais et marchés	69,067 68	69,067 68	"	"	69,067 68	"
Droits proportionnels. — Actes divers. — Obligations	329,604 12	329,604 12	"	"	329,604 12	"
Droits proportionnels. — Actes divers. — Cautionnements	20,839 21	20,839 21	"	"	20,839 21	"
Droits proportionnels. — Actes divers. — Libérations	88,436 83	88,436 83	"	"	88,436 83	"
Droits proportionnels. — Actes divers. — Condamnations, collocations et liquidations	36,060 62	36,060 62	"	"	36,060 62	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Droits proportionnels sur les jugements, faillites, etc.	138,971 20	138,971 20	"	"	138,971 20	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes civils et administratifs	100,114 83	100,114 83	"	"	100,114 83	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes judiciaires A	139,763 95	139,763 95	"	"	139,763 95	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes judiciaires B	36,530 71	36,530 71	"	"	36,530 71	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes extrajudiciaires A	178,835 77	178,835 77	"	"	178,835 77	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes extrajudiciaires B	107,668 16	107,668 16	"	"	107,668 16	
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes de l'état civil	2,321 63	2,321 63	"	"	2,321 63	"
Droits fixes. — Ancien tarif. — Actes de toute nature	74 30	74 30	"	"	74 30	"
Droits fixes. — Ancien et nouveau tarifs. — Suppléments de droits	5,728 20	5,728 20	"	"	5,728 20	"
Droits fixes gradués (ancien tarif)	50,250 69	50,250 69	"	"	50,250 69	"
Droits sur les actes énumérés dans l'article 1er de la loi du 28 février 1872	36,044 11	36,044 11	"	"	36,044 11	"
Droits et demi-droits en sus	31,988 43	31,166 06	584 53	"	31,750 59	237 84
Transmissions de sociétés françaises et étrangères, antérieures à la loi du 29 juin 1872	"	"	"	"	"	"
TOTAL	3,509,044 60	3,500,539 93	1,470 23	"	3,502,010 16	7,034 44
Greffe	76,266 49	76,266 49	"	"	76,266 49	"
Hypothèques	85,248 44	85,248 44	"	"	85,248 44	"
Amendes de toute nature autres que celles concernant les forêts	56,479 19	53,741 80	107 50	"	53,849 30	2,629 89
Assurances maritimes à 0 fr. 50 p. 0/0	4,584 70	4,584 70	"	"	4,584 70	"
Transmission de titres de sociétés françaises et étrangères	69,737 10	69,737 10	"	"	69,737 10	"
Amendes, droits de timbre et suppléments de droits sur les actes passés dans les colonies et l'Algérie	"	"	"	"	"	"
Perceptions diverses	21,870 69	6,472 76	1,415 57	"	7,888 33	13,982 36
TOTAL de l'enregistrement	3,823,231 21	3,796,591 22	2,993 30	"	3,799,584 52	23,646 69
			2,993f 30c			

Enregistrement.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1894.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
Droits proportionnels. — Transmissions entre vifs de meubles à titre onéreux	206,286f 55c	206,286f 55c	"
Droits proportionnels. — Transmissions entre vifs d'immeubles à titre onéreux	1,595,687 98	1,593,751 06	1,936f 92c
Droits proportionnels. — Transmissions entre vifs antérieures aux lois des 21 avril 1832 et 18 mai 1850	"	"	"
Droits proportionnels. — Transmissions — en *ligne directe*	50,057 05	50,057 05	"
Droits proportionnels. — Transmissions — *entre époux*	3,945 33	3,945 33	"
Droits proportionnels. — Transmissions — en *ligne collatérale*	16,243 91	16,243 91	"
Droits proportionnels. — Transmissions — entre *personnes non parentes*	7,997 18	7,997 18	"
Droits proportionnels. — Actes divers. — Baux et antichrèses	69,949 03	69,949 03	"
Droits proportionnels. — Actes divers. — Adjudications au rabais et marchés	88,439 87	88,439 87	"
Droits proportionnels. — Actes divers. — Obligations	321,342 21	321,342 21	"
Droits proportionnels. — Actes divers. — Cautionnements	24,409 77	24,409 77	"
Droits proportionnels. — Actes divers. — Libérations	94,766 79	94,766 79	"
Droits proportionnels. — Actes divers. — Condamnations, collocations et liquidations	15,492 85	15,492 85	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Droits proportionnels sur les jugements, faillites, etc.	189,745 97	189,745 97	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes civils et administratifs	100,367 56	100,367 56	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes judiciaires A	88,741 12	88,741 12	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes judiciaires B	77,822 69	77,822 69	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes extrajudiciaires A	4,398 91	4,398 91	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes extrajudiciaires B	228,607 35	228,607 35	"
Droits fixes. — Nouveau tarif. — Actes de l'état civil	3,110 28	3,110 28	"
Droits fixes. — Ancien tarif. — Actes de toute nature	138 88	138 88	"
Droits fixes. — Ancien et nouveau tarif. — Suppléments de droits	7,447 54	7,447 54	"
Droits fixes gradués (ancien tarif)	4,099 47	4,099 47	"
Droits sur les actes énumérés à l'article 1er de la loi du 28 février 1872 (Loi du 28 avril 1893)	101,892 56	101,892 56	"
Droits et demi-droits en sus	31,728 82	28,484 48	3,244 34
Transmissions de sociétés françaises et étrangères, antérieures à la loi du 29 juin 1872	7 50	7 50	"
TOTAL	3,332,727 17	3,327,545 91	5,181 26
Greffe	29,442 18	29,442 18	"
Hypothèques	98,063 59	98,063 59	"
Amendes de toute nature autres que celles concernant les forêts	52,655 05	49,454 22	3,200 83
Assurances maritimes à 0 fr. 50 p. 0/0	3,761 65	3,761 65	"
Transmission de titres de sociétés françaises et étrangères	62,449 42	62,449 42	"
Amendes, droits de timbre et suppléments de droits sur les actes passés dans les colonies et l'Algérie	"	"	"
Perceptions diverses	69,307 74	15,604 56	53,703 18
TOTAL de l'enregistrement	3,648,406 80	3,586,321 53	62,085 27

Suite des **CONTRIBUTIONS**

Suite du § 2. — IMPÔTS ET

Timbre et taxe de 4 p. 0/0

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janv. 1894.	OPÉRATIONS de l'année 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1894. — Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
TIMBRE.						
Timbre débité. — de dimension — ordinaire	1,684,539f 00c	1,684,539f 00c	"	"	1,684,539f 00c	"
Timbre débité. — de dimension — mobile	568,416 60	568,416 60	"	"	568,416 60	"
Timbre débité. — spécial — Timbre mobile des connaissements	88,055 40	88,055 40	"	"	88,055 40	"
Timbre débité. — spécial — Timbre mobile des affiches	37,583 16	37,583 16	"	"	37,583 16	"
Timbre extraordinaire et visa pour timbre proportionnel, de dimension, spécial — Actions et obligations	67,112 89	67,112 89	"	"	67,112 89	"
Timbre extraordinaire et visa pour timbre proportionnel, de dimension, spécial — Titres de rente des gouvernements étrangers	9 60	9 60	"	"	9 60	"
Timbre extraordinaire et visa pour timbre proportionnel, de dimension, spécial — Polices d'assurance, affiches, bordereaux, lettres de voiture, etc.	139,145 08	139,145 08	"	"	139,145 08	"
Timbre extraordinaire et visa pour timbre proportionnel, de dimension, spécial — Connaissements	6,723 20	6,723 20	"	"	6,723 20	"
Passeports	4,605 60	4,605 60	"	"	4,605 60	"
Permis de chasse	156,006 00	156,006 00	"	"	156,006 00	"
TOTAL des droits sujets aux décimes	2,752,196 53	2,752,196 53	"	"	2,752,196 53	"
Timbre débité, non sujet aux décimes — proportionnel — ordinaire	287,081 80	287,081 80	"	"	287,081 80	"
Timbre débité, non sujet aux décimes — proportionnel — mobile	186,848 05	186,848 05	"	"	186,848 05	"
Timbre débité, non sujet aux décimes — spécial — à 10 centimes	381,085 60	381,085 60	"	"	381,085 60	"
Timbre débité, non sujet aux décimes — spécial — à 25 centimes (quittances des comptables)	49,731 75	49,731 75	"	"	49,731 75	"
Timbre extraordinaire et visa — Timbre proportionnel — Titres de rente des gouvernements étrangers	1 50	1 50	"	"	1 50	"
Timbre extraordinaire et visa — Timbre proportionnel — Lettres de gage ou obligations du Crédit foncier	"	"	"	"	"	"
Timbre extraordinaire et visa — Autres que ceux ci-dessus	47,307 70	47,307 70	"	"	47,307 70	"
Timbre extraordinaire et visa — Timbre de dimension. — Polices d'assurances contre l'incendie et sur la vie, décimes compris.	2,049 49	2,049 49	"	"	2,049 49	"
Timbre extraordinaire et visa — Timbre spécial	467,733 62	464,936 57	2,797f 05c	"	467,733 62	"
Timbre extraordinaire et visa — Timbre aux anciens tarifs non sujets aux décimes.	1 55	1 55	"	"	1 55	"
Timbre extraordinaire et visa — Timbre des marques de fabrique	"	"	"	"	"	"
Droits d'affichage. (Loi du 26 décembre 1890.)	2,135 48	2,135 48	"	"	2,135 48	"
TOTAL des droits de timbre	4,176,173 07	4,173,376 02	2,797 05	"	4,176,173 07	"
			2,797f 05c			
TAXE DE 4 P. 0/0 SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES. (ALGÉRIE.)						
Produit de la taxe de 4 p. 0/0 sur le revenu des valeurs mobilières.	227,179f 45c	227,179f 45c	"	"	227,179f 45c	"
			"			

ET REVENUS PUBLICS.

REVENUS INDIRECTS.

sur le revenu des valeurs mobilières.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1894.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
TIMBRE.			
Timbre débité — de dimension	2,249,521f 20c	2,249,521f 20c	"
Timbre débité — spécial mobile. — Connaissements	104,428 80	104,428 80	"
Timbre débité — spécial mobile. — Affiches	34,661 28	34,661 28	"
Timbre extraordinaire et visa — Actions et obligations	65,281 49	65,281 49	"
Timbre extraordinaire et visa — Polices d'assurance, bordereaux, affiches, connaissements, etc.	152,234 52	152,234 52	"
Droits d'affichage et passeports	2,190 20	2,190 20	"
Permis de chasse	151,686 00	151,686 00	"
Timbre débité non sujet aux décimes — Proportionnel (effets, etc.)	485,287 50	485,287 50	"
Timbre débité non sujet aux décimes — Spécial (quittances, reçus et chèques)	444,229 60	444,229 60	"
Timbre extraordinaire et visa	531,886 82	531,886 82	"
TOTAL des droits de timbre	4,221,407 41	4,221,407 41	"
TAXE DE 4 P. 0/0 SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES. (ALGÉRIE.)			
Produit de la taxe de 4 p. 0/0 sur le revenu des valeurs mobilières	193,533f 11c	193,533f 11c	"

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.

Douanes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS de l'année 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1894. — Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Droits de douanes. — Marchandises diverses	6,590,976f 84c	6,590,976f 84c	"	"	6,590,976f 84c	"
Droits de douanes. — Sucres de toute origine	4,184,759 39	4,184,759 39	"	"	4,184,759 39	"
TOTAL des droits de douanes	10,775,736 23	10,775,736 23	"	"	10,775,736 23	"
Droits de navigation. — Droits de quai	165,349 65	165,349 65	"	"	165,349 65	"
Droits de navigation. — Congés des bâtiments français (pêcheurs ou allèges.)	2,559 00	2,559 00	"	"	2,559 00	"
Droits de navigation. — Passeports des bâtiments étrangers	1,397 50	1,397 50	"	"	1,397 50	"
Droits de navigation. — Passeports des bateaux étrangers (pêcheurs ou allèges)	"	"	"	"	"	"
Droits de navigation. — Droits de patente des bateaux corailleurs	"	"	"	"	"	"
TOTAL des droits de navigation	169,306 15	169,306 15	"	"	169,306 15	"
Droits et produits accessoires. — Droit de timbre des expéditions et des commissions d'emploi	19,427 90	19,427 90	"	"	19,427 90	"
Droits et produits accessoires. — Recouvrements du prix des brevets de francisation des navires	36 00	36 00	"	"	36 00	"
Droits et produits accessoires. — Fonds reçus des communes et de divers pour frais d'exercice dans les entrepôts	2,000 00	2,000 00	"	"	2,000 00	"
Droits et produits accessoires. — Droit de magasinage et de garde	423 55	423 55	"	"	423 55	"
Droits et produits accessoires. — 5 p. o/o du produit brut de l'octroi de mer revenant au Trésor pour frais de perception	306,753 05	306,753 05	"	"	306,753 05	"
Droits et produits accessoires. — Intérêts pour crédits de droits	13,746 19	13,746 19	"	"	13,746 19	"
Droits et produits accessoires. — Moitié de la remise afférente aux marchandises enlevées avant acquittement	2,294 28	2,294 28	"	"	2,294 28	"
Droits et produits accessoires. — Recettes accidentelles	20,545 45	20,545 45	"	"	20,545 45	"
Droits et produits accessoires. — Taxe de plombage et d'estampillage	3,317 18	3,317 18	"	"	3,317 18	"
Droits et produits accessoires. — Droits sanitaires et de port	107,584 43	107,584 43	"	"	107,584 43	"
TOTAL des droits et produits accessoires	476,128 03	476,128 03	"	"	476,128 03	"
Produit des amendes et confiscations	20,556 12	19,206 12	725f 00c	"	19,931 12	625 00
TOTAL des douanes (Algérie)	11,441,726 53	11,440,376 53	725 00	"	11,441,101 53	625 00
			725f 00c			

Douanes.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1894.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
Droits de douanes. — Marchandises diverses. (Droits à l'importation.)	6,422,017f 72c	6,422,017f 72c	"
Droits de douanes. — Sucres de toute origine	4,115,940 48	4,115,940 48	"
TOTAL des droits de douanes	10,537,958 20	10,537,958 20	"
Droits de navigation. — Droits de quai	176,925 91	176,925 91	"
Droits de navigation. — Congés des bâtiments français (pêcheurs ou allèges)	2,599 00	2,599 00	"
Droits de navigation. — Passeports des bâtiments étrangers	1,483 50	1,483 50	"
Droits de navigation. — Passeports des bateaux étrangers (pêcheurs ou allèges)	225 00	225 00	"
Droits de navigation. — Droits de patente des bateaux corailleurs	"	"	"
TOTAL des droits de navigation	181,233 41	181,233 41	"
Droits et produits accessoires. — Droit de timbre des expéditions et des commissions d'emploi	20,843 35	20,843 35	"
Droits et produits accessoires. — Recouvrements du prix des brevets de francisation des navires	57 00	57 00	"
Droits et produits accessoires. — Fonds reçus des communes et de divers pour frais d'exercice dans les entrepôts	2,000 00	2,000 00	"
Droits et produits accessoires. — Droit de magasinage et de garde	598 25	598 25	"
Droits et produits accessoires. — 5 p. o/o du produit brut de l'octroi de mer revenant au Trésor pour frais de perception	297,946 45	297,946 45	"
Droits et produits accessoires. — Intérêts pour crédits de droits	14,369 08	14,369 08	"
Droits et produits accessoires. — Moitié de la remise afférente aux marchandises enlevées avant acquittement	2,545 46	2,545 46	"
Droits et produits accessoires. — Recettes accidentelles	28,551 38	28,551 38	"
Droits et produits accessoires. — Produit des taxes de plombage et d'estampillage	3,158 35	3,158 35	"
Droits et produits accessoires. — Droits sanitaires et de port	108,155 76	108,155 76	"
TOTAL des droits et produits accessoires	478,225 08	478,225 08	"
Produit des amendes et confiscations	26,738 09	22,988 09	3,750f 00c
TOTAL des Douanes (Algérie)	11,224,154 78	11,220,404 78	3,750 00

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.

Contributions diverses.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1894. Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1894. Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Droits sur les alcools	1,581,890f 81c	1,459,644f 39c	119,374f 24c	"	1,579,018f 63c	2,872f 18c
Droits de licence sur la fabrication et la vente des boissons	1,520,005 50	1,484,110 80	35,864 70	"	1,519,975 50	30 00
Droits de licence sur la fabrication et la vente des tabacs	162,474 00	158,014 00	4,460 00	"	162,474 00	"
DROITS DIVERS ET RECETTES À DIFFÉRENTS TITRES.						
Droits de garantie des matières d'or et d'argent	62,863 60	62,863 60	"	"	62,863 60	"
Timbres des expéditions et quittances	10,319 20	10,319 20	"	"	10,319 20	"
Frais de poursuites	61,985 68	46,069 08	9,565 70	"	55,634 78	6,350 90
Prélèvement pour remboursement des frais de perception des taxes intérieures de l'octroi de mer	46,810 04	44,662 74	2,147 30	"	46,810 04	"
Amendes et confiscations (Produits à répartir)	11,035 03	11,035 03	"	"	11,035 03	"
Recettes diverses non dénommées ci-dessus	1,032 80	1,030 80	2 00	"	1,032 80	"
TOTAL des contributions diverses de l'Algérie	3,458,416 66	3,277,749 64	171,413 94	"	3,449,163 58	9,253 08

Contributions diverses.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1894.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
Droits sur les alcools	1,116,166f 82c	1,015,216f 97c	100,949 85
Droits de licence sur la fabrication et la vente des boissons	1,665,742 50	1,624,772 50	40,970 00
Droits de licence sur la fabrication et la vente des tabacs	208,700 00	203,484 00	5,216 00
DROITS DIVERS ET RECETTES À DIFFÉRENTS TITRES.			
Droits de garantie des matières d'or et d'argent	72,430 65	72,430 65	"
Timbres des expéditions et quittances	9,939 80	9,939 80	"
Frais de poursuites	82,641 30	60,842 71	21,798 59
Prélèvement pour remboursement des frais de perception des taxes intérieures de l'octroi de mer	44,681 36	15,951 44	28,729 92
Amendes et confiscations. (Produits à répartir.)	13,874 97	13,804 97	70 00
Recettes diverses non dénommées ci-dessus	219 30	219 30	"
TOTAL des contributions diverses de l'Algérie	3,214,396 70	3,016,662 34	197,734 36

Suite des **CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.**

§ 3. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.

Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS de l'année 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1894. — Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produit de la vente des tabacs des manufactures de France.	381,792f 92c	381,792f 92c	"	"	381,792f 29c	"
Produit de la vente des poudres à feu.....	642,274 93	642,237 43	37f 50c	"	642,274 93	"
	1,024,067 85	1,024,030 35	37 50	"	1,024,067 85	"
			37f 50c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1894.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
Produit de la vente des tabacs des manufactures de France.....	361,710 66f	361,710f 66c	"
Produit de la vente des poudres à feu.....	637,156 56	637,156 56	"
	998,867 22	998,867 22	"

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 3. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.

Produits des Postes, des Télégraphes et des Téléphones.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS de l'année 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1894. — Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
POSTES. (ALGÉRIE.)						
Produit net de la taxe des lettres, journaux et imprimés, etc., et solde des comptes avec les Offices étrangers	2,455,210f 11c	2,438,660f 86c	16,549f 25c	"	2,455,210f 11c	"
Droits perçus sur les envois d'argent	333,809 11	333,809 11	"	"	333,809 11	"
Droits perçus sur les bons de poste	947 50	947 50	"	"	947 50	"
Recettes diverses et accidentelles	5,574 55	4,761 23	813 32	"	5,574 55	"
TOTAL	2,795,541 27	2,778,178 70	17,362 57	"	2,795,541 27	"
			17,362f 57c			
TÉLÉGRAPHES. (ALGÉRIE.)						
Produit net des taxes de la télégraphie privée	1,281,471f 61c	1,281,471f 61c	"	"	1,281,471f 61c	"
Contributions pour frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	9,195 49	"	9,195f 49c	"	9,195 49	"
Recettes diverses et accidentelles	3,822 76	10,347 12	2,445 13	9,195f 49c	3,596 76	226f 00c
TOTAL	1,294,489 86	1,291,818 73	11,640 62	9,195 49	1,294,263 86	226 00
			2,445f 13c			
TÉLÉPHONES. (ALGÉRIE.)						
Produit des téléphones en Algérie	54,513f 62c	54,343f 12c	"	"	54,343f 12c	170f 50c
	54,513 62	54,343 12	"		54,343 12	170 50
TOTAL GÉNÉRAL	4,144,544 75	4,124,340 55	29,003f 19c	9,195f 49c	4 144,148 25	396 50
			19,807f 70c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Annulations de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
POSTES. (ALGÉRIE.)					
Produit net de la taxe des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature, des valeurs déclarées et cotées	2,522,198f 83c	2,523,665f 02c	(a) 1,466f 19c	2,522,198f 83c	"
Droits perçus sur les envois d'argent	343,567 43	343,567 43	"	343,567 43	"
Droits perçus sur les bons de poste	1,937 50	1,937 50	"	1,937 50	"
Recettes diverses et accidentelles	4,217 81	3,786 81	"	3,786 81	431f 00
TOTAL	2,871,921 57	2,872,956 76	1,466 19	2,871,490 57	431 00
		2,871,490f 57c			
TÉLÉGRAPHES. (ALGÉRIE.)					
Recettes des bureaux télégraphiques	1,297,850f 65c	1,297,850f 65c	"	1,297,850f 65c	"
Contributions pour frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	"	"	"	"	"
Recettes diverses et accidentelles	13,981 78	11,502 82	"	11,502 82	2,478f 96c
TOTAL	1,311,832 43	1,309,353 47	"	1,309,353 47	2,478 96
		1,309,353f 47c			
TÉLÉPHONES (ALGÉRIE).					
Produit des téléphones en Algérie	63,909f 43c	66,339f 43c	3,517f 50c	62,821 93	1,087 50
	63,909 43	62,821f 93c		62,821 93	1,087 50
TOTAL GÉNÉRAL	4,247,663 43	4,248,649f 66c	4,983f 69c	4,243,665 97	3,997 46
		4,243,665f 97c			

(a) Par virement de comptes.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 4. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.

Produits du Domaine autre que le Domaine forestier.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produits des domaines autres que les forêts et vente d'objets mobiliers. — Produits du domaine autre que le domaine forestier	1,642,730f 70c	965,382f 45c	114,810f 41c	"	1,080,192f 86c	562,537f 84c
Produits des biens des corporations	16,610 72	9,410 75	1,783 00	"	11,193 75	5,416 97
Recouvrements de rentes et de créances	184,060 88	159,998 06	8,525 34	"	168,523 40	15,537 48
Produit de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	32,870 69	2,537 81	30,332 88	"	32,870 69	"
Redevances pour concessions de chutes d'eau	40,512 19	28,334 76	2,616 26	"	30,951 02	9,561 17
Aliénations — d'objets mobiliers. (Voir le développement ci-dessous.)	396,213 49	394,099 35	260 05	"	394,359 40	1,854 09
Aliénations — d'immeubles	851,320 74	424,097 51	41,194 43	"	465,291 94	386,028 80
Successions en déshérence, épaves et biens vacants	44,626 39	43,701 85	224 99	"	43,926 84	699 55
Versement effectué par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 novembre 1891 approuvée par la loi du 23 mars 1893	272,074 73	"	(A)272,074 73	"	272,074 73	"
Produit de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation de l'installation des services militaires, etc. Algérie. (Loi du 2 janvier 1890.)	81,009 63	"	(B) 81,009 63	"	81,009 63	"
TOTAL des produits du domaine	3,562,030 16	2,027,562 54	552,831 72	"	2,580,394 26	981,635 90
			552 831f 72c			

(A) et (B) par virements de comptes.

DÉVELOPPEMENT DES ALIÉNATIONS D'OBJETS MOBILIERS. (ALGÉRIE.)

Gouvernement général de l'Algérie	1,200f 00c	"	"	"	"	1,200 00
Ministère de la justice	789 34	789f 34c	"	"	789f 34c	"
Ministère de l'intérieur et des cultes — Intérieur	1,354 30	1,354 30	"	"	1,354 30	"
Ministère de l'intérieur et des cultes — Cultes	257 77	257 77	"	"	257 77	"
Ministère des finances et administrations financières	5,818 68	5,818 68	"	"	5,818 68	"
Ministère de la guerre	192,297 88	191,707 47	260 05	"	191,967 52	330f 36c
Ministère de la marine	177,367 92	177,367 92	"	"	177,367 92	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — Commerce	367 81	367 81	"	"	367 81	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — Postes et télégraphes	2,159 62	2,159 62	"	"	2,159 62	"
Ministère de l'agriculture	65 61	65 61	"	"	65 61	"
Ministère des travaux publics	3,278 19	2,993 46	"	"	2,993 46	284 73
Objets de toute autre origine	11,256 37	11,217 37	"	"	11,217 37	39 00
TOTAL des aliénations des objets mobiliers	396,213 49	394,099 35	260 05	"	394,359 40	1,854 09
			260f 05c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — ANNULATIONS de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Produits des domaines autres que les domaines forestiers. — Produits des domaines autres que ceux des forêts	1,754 746f 82c	1,094,962f 97c	"	1,094,962f 97c	659,783f 85c
Produits des biens des corporations	16,093 90	8,873 59	"	8,873 59	7,220 31
Recouvrements de rentes et de créances	1,451,944 90	1,427,350 97	"	1,427,350 97	24,593 93
Produit de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	6,116 03	6,116 03	"	6,116 03	"
Redevances pour concessions de chutes d'eau	40,020 44	27,691 36	"	27,691 36	12,329 08
Aliénations — d'objets mobiliers. (Voir le développement ci-dessous.)	240,659 02	238,361 90	"	238,361 90	2,297 12
Aliénations — d'immeubles	908,700 08	445,500 37	"	445,500 37	463,199 71
Successions en déshérence, épaves et biens vacants	108,563 48	94,134 75	"	94,134 75	14,428 73
Versement effectué par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 nov. 1891 approuvée par la loi du 23 mars 1893	419,159 59	"		"	419,159 59
Produits de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation de l'installation des sections militaires en Algérie	84,274 99	"	"	"	84,274 99
TOTAL des produits du domaine	5,030,279 25	3,342,991 94	"	3,342,991 94	1,687,287 31
		3,342,991f 94c			

DÉVELOPPEMENT DES ALIÉNATIONS D'OBJETS MOBILIERS (ALGÉRIE).

Ministère de la justice	381f 78c	381f 78c	"	381f 78c	"
Ministère des affaires étrangères	"	"	"	"	"
Ministère de l'intérieur	223 40	223 40	"	223 40	"
Ministère des finances et administrations financières	2,414 49	2,414 49	"	2,414 49	"
Ministère de la guerre	224,567 74	223,974 69	"	223,974 69	593 05
Ministère de la marine	503 73	503 73	"	503 73	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — Commerce	604 58	604 58	"	604 58	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — Postes et télégraphes	5,335 22	5,335 22	"	5,335 22	"
Ministère de l'agriculture	146 35	146 35	"	146 35	"
Ministère des travaux publics	1,561 36	1,101 29	"	1,101 29	460 07
Gouvernement général de l'Algérie	1,200 00	"	"	"	1,200 00
Objets de toute autre origine	3,720 37	3,676 37	"	3,676 37	44 00
TOTAL des aliénations d'objets mobiliers	240,659 02	238,361 90	"	238.361 90	2,297 12
		238,361f 90c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 4. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.

Produits des Forêts.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produits des coupes de bois.						
Prix principal	"	"	"	"	"	"
Recouvrement de frais d'adjudication des coupes de bois de l'État, à raison de 1 fr. 60 p. o/o du prix principal	11,973f 74c	10,082f 55c	101f 63c	"	10,184f 18c	1,789f 56c
Produits de coupes de bois vendues par unité de marchandises ou après façonnage	628,337 67	509,020 66	75,515 87	"	584,536 53	43,801 14
	640,311 41	519,103 21	75,617 50	"	594,720 71	45,590 70
Valeur de bois cédés aux arsenaux de la Guerre	237 75	"	(A) 237 75	"	237 75	"
Produits accessoires.						
Recouvrements de frais de toutes adjudications concernant les forêts, autres que les adjudications de coupes	58 40	58 40	"	"	58 40	"
Prix de ventes de bois provenant des exploitations accidentelles.	126,501 93	48,874 71	3,732 89	"	52,607 60	73,894 33
Menus produits des forêts. — Fermage du droit de chasse dans les forêts de l'État	10,467 56	8,227 56	1,505 00	"	9,732 56	735 00
Menus produits des forêts. — Autres menus produits	226,107 13	125,626 73	6,976 23	"	132,602 96	93,504 17
Salaires des gardes recouvrés sur les acquéreurs de bois de l'État et sur les copropriétaires, les usagers, etc	"	"	"	"	"	"
Recettes diverses et imprévues	"	"	"	"	"	"
Dommages-intérêts et restitutions pour délits dans les bois de l'État	8,000 00	"	"	"	"	8,000 00
Recouvrements de frais de poursuites et d'instances concernant les forêts	"	"	"	"	"	"
Produit des amendes et condamnations pécunaires concernant les forêts	"	"	"	"	"	"
Prix des bois vendus — aux enchères	56,585 03	49,240 87	5,580 50	"	54,821 37	1,763 66
Prix des bois vendus — de gré à gré	907 60	907 60	"	"	907 60	"
Fermage des terres labourables	14,076 80	9,414 89	111 56	"	9,526 45	4,550 35
	442,704 45	242,350 76	17,906 18	"	260,256 94	182,447 51
Valeurs de concessions de chênes-lièges	375,330 87	12,037 52	3,605 43	"	15,642 95	359,687 92
Contributions des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois	154 95	46 00	101 50	"	147 50	7 45
TOTAL des produits des forêts	1,458,739 43	773,537 49	97,468 36	"	871,005 85	587,733 58
			97,468f 36c			

(A) Par virement de comptes.

Produits des Forêts.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS PENDANT L'ANNÉE 1894. — Recettes.	Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Produits de coupes de bois	585,981f 19c	504,962f 46c	"	504,962f 46c	81,018f 73c
Produits accessoires	372,617 85	177,344 00	"	177,344 00	195,273 85
Valeurs des anciennes concessions de chênes-lièges (annuité à recouvrer en 1893.)	364,813 02	916 59	"	916 59	363,896 43
Contributions des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois	2,571 19	800 50	"	800 50	1,770 69
TOTAL des produits des forêts	1,325,983 25	684,023 55	"	684,023 55	641,959 70
		684,023f 55c			

Suite des DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 5. PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
PRODUITS DIVERS DU BUDGET.						
Produit de la taxe des brevets d'invention en Algérie	7,105f 00c	7,105f 00c	"	"	7,105f 00c	"
Revenus et produits accidentels spéciaux à l'Algérie	103,512 00	97,723 45	5,788f 55c	"	103,512 00	"
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie	245,793 30	193,265 00	52,528 30	"	245,793 30	"
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitentiers militaires en Algérie	119,820 24	112,085 67	7,734 57	"	119,820 24	"
Produit des maisons centrales de force et de correction en Algérie	315,882 68	209,060 23	106,822 45	"	315,882 68	"
TOTAL	792,113 22	619,239 35	172,873 87	"	792,113 22	"
			172,873f 87c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
PRODUITS DIVERS DU BUDGET.						
Produit de la taxe des brevets d'invention en Algérie	5,000f 00c	"	4,320f 00c	"	4,320f 00c	680f 00c
Revenus et produits accidentels spéciaux à l'Algérie	102,985 55	"	87,054 35	"	87,054 35	15,931 20
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie	265,784 35	"	176,405 00	"	176,405 00	89,379 35
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires en Algérie	223,122 12	"	113,776 79	"	113,776 79	109,345 33
Produit des maisons centrales de force et de correction en Algérie	312,875 68	"	192,379 79	"	192,379 79	120,495 89
TOTAL	909,767 70	"	573,935 93	"	573,935 93	335,831 77
			573,935f 93c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 7. RECETTES D'ORDRE.

Recettes en atténuation de dépenses. — Recettes d'ordre proprement dites.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1893.)

EXERCICE 1893.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
1° RECETTES D'ORDRE EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.						
Produits universitaires en Algérie	116,060f 00c	116,060f 00c	"	"	116,060f 00c	"
Produits des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	* 620,345 05	554,700 54	82,193f 76c	16,549f 25c	620,345 05	"
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles en Algérie	968,767 77	887,820 76	80,947 01	"	968,767 77	"
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — École d'arts et métiers de Dellys	2,025 00	100 00	1,925 00	"	2,025 00	"
Prélèvement du sixième du produit de l'octroi de mer en Algérie	1,122,737 77	1,041,956 81	80,780 96	"	1,122,737 77	"
Part contributive des communes dans les dépenses du service médical de colonisation	58,460 63	52,689 15	5,771 48	"	58,460 63	"
Remboursement par les communes des frais de traitement des malades dans les hôpitaux en Algérie	256,670 94	218,904 15	37,766 79	"	256,670 94	"
Frais de traitement dus par les malades aisés reçus dans les hôpitaux en Algérie	50,341 40	43,736 79	6,604 61	"	50,341 40	"
TOTAL	3,195,408 56	2,915,968 20	295,989 61	16,549 25	3,195,408 56	"
			279,440f 36c			
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.						
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	2,255,640f 48c	711,193f 58c	1,671,499f 16c	127,052f 26c	2,255,640f 48c	"
			1,544,446f 96c			
TOTAL GÉNÉRAL du § 7	5,451,049f 04c	3,627,161f 78c	1,967,488f 77c	143,601f 51c	5,451,049f 04c	"
			1,823,887f 26c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1894.)

EXERCICE 1894.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
1° RECETTES D'ORDRE EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.						
Produits universitaires en Algérie	131,425f 15c	"	127,560f 00c	"	127,560f 00c	3,865f 15c
Produits des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	735,424 88	"	604,607 23	"	604,607 23	130,817 65
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles en Algérie	998,767 77	"	944,230 21	26 64f	944,203 57	54,564 20
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — École d'arts et métiers de Dellys	3,000 00	"	2,025 00	"	2,025 00	975 00
Prélèvement du sixième du produit de l'octroi de mer en Algérie	1,249,319 27	"	950,197 92	"	950,197 92	299,121 35
Part contributive des communes dans les dépenses du service médical de colonisation	98,350 63	"	89,756 86	"	89,756 86	8,593 77
Remboursement par les communes des frais de traitement des malades dans les hôpitaux militaires	400,623 79	"	255,704 68	"	255,704 68	144,919 11
Frais de traitement dus par les malades aisés reçus dans les hôpitaux en Algérie	64,549 41	"	42,884 86	"	42,884 86	21,664 55
Remboursement d'avances par les hospices civils	3,200 00	"	2,000 00	"	2,000 00	1,200 00
TOTAL	3,684,660 90	"	3,018,966 76	26 64	3,018,940 12	665,720 78
			3,018,940f 12c			
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.						
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	1,667,624f 84c	372,048f 20c	1,295,576f 64c	"	1,667,624f 84c	"
			1,295,576f 64c			
TOTAL GÉNÉRAL du § 7	5,352,285f 74c	372,048f 20c	4,314,543f 40c	26 64	4,686,564f 96c	665,720f 78c
			4,314,516f 76c			

Suite des **CONTRIBUTIONS**

État des Recettes faites, en 1894, sur les Droits et Produits constatés de l'Exercice 1895.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1894.	RESTES À RECOUVRER.
FRANCE.			
§ 7. — RECETTES D'ORDRE.			
1° Recettes d'ordre en atténuation de dépenses.			
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — Écoles militaires — polytechnique	3,250f 00c	3,250f 00c	"
Écoles militaires — de Saint-Cyr	16,109 30	16,109 30	"
Écoles militaires — de la Flèche	2,334 55	2,334 55	"
École navale de Brest	3,970 00	3,970 00	"
Écoles des arts et métiers	487 50	487 50	"
Écoles vétérinaires	1,025 00	1,025 00	"
Écoles des haras du Pin	250 00	250 00	"
Écoles d'agriculture	1,503 35	1,503 35	"
	28,929 70	28,929 70	"
2° Recettes d'ordre proprement dites.			
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	463,698f 09c	463,698f 09c	"
TOTAL de l'exercice 1895 (France.)	492,627 79	492,627 79	"
ALGÉRIE.			
§ 7. — RECETTES D'ORDRE.			
Recettes d'ordre proprement dites.			
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	"	"	"
TOTAL de l'exercice 1895 (Algérie)	"	"	"
RÉCAPITULATION.			
FRANCE	492,627f 79c	492,627f 79c	"
ALGÉRIE	"	"	"
TOTAL	492,627 79	492,627 79	"

ET REVENUS PUBLICS.

Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1894.

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Ain	3,771,142f 59c	2,998,829f 11c	5,236,718f 12c	903,165f 39c	3,540,712f 20c	16,450,567f 41c
Aisne	9,562,194 53	"	18,538,287 68	2,427,010 68	8,853,684 49	39,381,177 38
Allier	5,398,493 63	"	6,758,789 45	1,471,462 98	5,170,075 57	18,798,821 63
Alpes (Basses-)	903,337 95	"	2,067,360 08	335,307 49	1,143,123 85	4,449,129 37
Alpes (Hautes-)	864,149 79	"	1,584,672 29	284,994 83	1,085,346 33	3,819,163 24
Alpes-Maritimes	5,574,462 31	4,244,655 71	7,697,636 32	2,653,403 36	4,156,707 87	24,326,865 57
Ardèche	2,519,152 86	"	4,553,812 26	830,287 25	2,469,157 89	10,372,410 26
Ardennes	4,587,959 76	2,798,019 14	7,989,001 41	1,497,419 07	4,884,212 18	21,756,611 56
Ariège	1,427,611 02	"	2,498,813 17	414,031 99	1,633,714 09	5,974,170 27
Aube	4,376,067 93	"	5,649,414 96	1,245,781 03	4,399,532 15	15,670,796 07
Aude	3,598,228 95	"	6,714,825 72	1,530,110 35	4,453,578 27	16,296,743 29
Aveyron	2,870,984 16	"	4,035,121 59	802,009 77	3,313,145 70	11,021,261 22
Bouches-du-Rhône	15,068,488 91	86,610,875 59	32,616,395 42	6,771,994 68	12,774,735 54	153,842,490 14
Calvados	9,124,722 81	5,465,669 99	11,674,792 46	2,337,826 53	8,486,274 29	37,089,286 08
Cantal	2,443,768 98	"	2,722,523 48	537,258 52	2,025,762 66	7,729,313 64
Charente	3,716,419 87	"	5,131,321 62	1,385,565 35	4,166,792 22	14,400,099 06
Charente-Inférieure	5,408,142 51	7,477,201 45	6,759,981 44	1,765,643 28	5,739,820 87	27,150,789 55
Cher	3,431,922 22	"	5,679,844 80	1,046,338 69	3,646,693 00	13,804,798 71
Corrèze	2,247,403 87	"	3,411,221 55	604,904 77	2,012,266 84	8,275,797 03
Corse	924,092 18	1,445,349 26	"	523,706 83	1,385,676 67	4,278,824 94
Côte-d'Or	5,712,708 59	"	9,276,256 60	1,940,713 37	6,439,714 38	23,369,392 94
Côtes-du-Nord	4,867,153 13	"	10,919,205 98	1,047,585 80	3,991,435 03	20,825,379 94
Creuse	2,009,311 54	"	3,142,917 16	528,872 72	1,728,757 79	7,409,859 21
Dordogne	3,955,643 76	"	5,350,898 25	1,169,207 97	4,043,528 83	14,519,278 81
Doubs	4,127,853 15	1,070,991 66	7,598,994 70	1,487,590 55	4,317,197 06	18,602,627 12
Drôme	3,060,039 86	"	5,942,741 36	1,102,958 21	3,291,762 88	13,397,502 31
Eure	7,859,387 55	"	9,784,644 55	1,597,544 78	6,303,789 98	25,545,366 86
Eure-et-Loir	5,295,304 40	"	8,302,776 26	1,050,400 31	4,693,646 82	19,342,127 79
Finistère	6,235,111 42	2,369,912 68	16,328,450 21	1,366,232 94	5,827,654 64	32,127,361 89
Gard	4,045,660 98	"	10,603,144 83	2,098,348 03	5,715,707 44	22,462,861 28
A reporter	134,986,921 21	114,481,504 59	228,570,563 72	42,757,677 52	131,694,207 53	652,490,874 57

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du *Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1894.*

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	134,986,921f 21c	114,481,504f 59c	228,570,563f 72c	42,757,677f 52c	131,694,207f 53c	652,490,874f 57c
Garonne (Haute-)	6,335,741 11	1,231,757 73	10,113,430 14	2,221,709 48	7,650,613 54	27,553,252 00
Gers	2,400,700 75	"	3,180,489 29	613,768 47	2,990,448 39	9,185,406 90
Gironde	20,396,719 75	35,178,627 31	29,492,332 01	6,778,931 20	14,857,151 06	106,703,761 33
Hérault	7,128,545 27	17,834,178 91	13,484,594 46	2,933,014 04	8,055,398 73	49,435,731 41
Ille-et-Vilaine	7,548,535 47	1,911,557 71	13,594,578 64	1,670,861 84	6,072,381 20	30,797,914 86
Indre	2,927,059 42	"	4,292,099 72	837,303 91	2,923,986 06	10,980,449 11
Indre-et-Loire	5,992,937 13	"	6,565,206 84	1,550,784 15	5,006,732 44	19,115,660 56
Isère	6,857,428 50	"	11,527,821 37	2,062,203 73	6,945,060 58	27,392,514 18
Jura	2,788,661 94	"	5,586,879 36	929,970 19	3,732,419 76	13,037,931 25
Landes	2,071,821 16	"	4,086,305 94	665,492 28	2,110,706 42	8,934,325 80
Loir-et-Cher	3,783,522 32	"	4,540,401 03	913,782 56	3,517,780 78	12,755,486 69
Loire	6,629,218 62	"	15,069,720 38	2,225,743 56	7,729,798 47	31,654,481 03
Loire (Haute-)	2,297,095 63	"	3,951,606 18	553,720 67	2,463,940 09	9,266,362 57
Loire-Inférieure	7,958,777 69	29,947,663 71	13,868,216 10	2,300,816 14	6,958,858 29	61,034,331 93
Loiret	5,961,114 11	"	8,899,356 38	1,542,712 29	5,565,799 82	21,968,982 60
Lot	1,693,830 14	"	2,505,603 53	443,800 03	2,289,970 42	6,933,204 12
Lot-et-Garonne	3,057,111 87	"	4,486,016 40	961,123 21	4,159,418 33	12,663,669 81
Lozère	806,037 56	"	1,125,853 06	234,741 86	1,000,198 34	3,166,830 82
Maine-et-Loire	8,020,745 27	"	10,057,227 93	1,962,831 16	7,059,634 90	27,100,439 26
Manche	7,669,607 14	2,384,294 69	10,856,644 79	1,510,106 76	7,035,441 81	29,456,095 19
Marne	8,450,878 27	"	14,348,077 03	2,610,534 63	8,367,752 36	33,777,242 29
Marne (Haute-)	2,933,191 93	"	4,267,330 14	955,626 26	3,323,362 23	11,479,510 56
Mayenne	3,941,805 71	"	6,024,751 42	828,981 12	3,575,956 21	14,371,494 46
A reporter	262,638,007 97	202,969,584 65	430,495,105 86	80,066,237 06	255,087,017 76	1,231,255,953 30

Suite du *Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1894.*

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	262,638,007f 97c	202,969,584f 65c	430,495,105f 86c	80,066,237f 06c	255,087,017f 76c	1,231,255,953f 30c
Meurthe-et-Moselle	7,681,210 69	17,787,840 53	18,535,227 33	2,197,911 52	8,623,512 39	54,825,702 46
Meuse	4,231,735 50	"	6,226,254 27	1,103,213 44	4,436,163 27	15,997,366 48
Morbihan	3,675,222 30	847,211 30	9,653,300 65	876,475 32	4,088,785 69	19,140,995 26
Nièvre	3,739,631 77	"	5,201,408 39	1,079,454 56	4,218,795 11	14,239,289 83
Nord	26,099,148 16	58,096,867 85	54,977,427 02	8,577,467 20	25,796,984 35	173,547,894 58
Oise	8,574,812 47	"	18,652,650 59	1,949,459 30	7,581,044 58	36,757,966 94
Orne	5,627,247 58	"	5,999,664 37	1,289,514 21	5,388,238 48	18,304,664 64
Pas-de-Calais	11,157,186 63	15,769,587 79	30,967,190 19	3,082,664 78	10,821,100 04	71,797,729 43
Puy-de Dôme	5,879,507 40	"	10,662,351 47	1,560,163 80	6,035,090 00	24,137,112 67
Pyrénées (Basses-)	4,322,949 91	6,619,144 56	6,414,774 45	1,572,014 78	3,800,187 83	22,729,071 53
Pyrénées (Hautes-)	2,271,647 68	"	3,365,933 87	657,287 91	1,987,385 81	8,282,255 27
Pyrénées-Orientales	1,977,180 31	4,549,407 46	4,798,835 44	828,181 04	2,143,403 34	14,297,007 59
Territoire de Belfort	"	9,969,144 25	2,065,058 65	"	991,052 53	13,025,255 43
Rhône	20,503,760 43	6,924,769 22	27,650,683 63	7,567,423 90	15,474,967 46	78,121,604 64
Saône (Haute-)	4,074,664 71	"	4,502,602 03	1,284,634 83	3,287,875 82	13,149,777 39
Saône-et-Loire	6,447,190 35	"	14,633,827 22	2,012,953 27	7,428,370 01	30,522,340 85
Sarthe	6,958,804 42	"	8,560,257 19	1,464,499 22	5,917,467 03	22,901,027 86
Savoie	2,572,260 08	2,067,166 79	3,466,298 95	1,128,997 63	1,998,362 91	11,233,086 36
Savoie (Haute-)	2,157,893 89	"	2,230,746 79	642,667 68	1,669,463 48	6,700,771 84
Seine	308,033,580 03	60,354,816 75	328,609,149 66	74,031,142 86	123,764,218 93	894,792,908 23
A reporter	698,623,642 28	385,955,541 15	997,668,748 02	192,972,364 31	500,539,486 82	2,775,759,782 58

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du *Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1894.*

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	698,623,642f 28c	385,955,541f 15c	997,668,748f 02c	192,972,364f 31c	500,539,486f 82c	2,775,759,782f 58c
Seine-Inférieure	19,763,746 54	122,213,888 06	45,151,295 44	6,470,057 98	16,188,057 15	209,787,045 17
Seine-et-Marne	8,422,063 49	"	12,687,051 59	1,814,133 75	7,053,312 69	29,976,561 52
Seine-et-Oise	18,493,525 32	"	21,378,919 66	4,079,506 24	14,646,559 92	58,598,511 14
Sèvres (Deux-)	4,015,483 69	"	4,623,394 64	857,407 61	3,540,061 65	13,036,347 59
Somme	8,740,980 82	"	21,586,450 50	2,314,496 68	8,202,030 23	40,843,958 23
Tarn	2,776,252 68	"	4,526,373 79	904,953 56	3,617,534 48	11,825,114 51
Tarn-et-Garonne	1,988,917 32	"	2,914,499 81	530,444 32	2,806,642 02	8,240,503 47
Var	4,486,316 14	"	9,321,710 34	1,443,183 08	4,662,594 46	19,913,804 02
Vaucluse	2,934,832 88	"	5,581,824 34	1,084,642 20	2,859,061 06	12,460,360 48
Vendée	4,138,015 63	1,204,657 72	4,605,224 22	810,140 87	3,787,266 60	14,545,305 04
Vienne	3,918,441 78	"	4,864,239 86	1,093,180 31	4,282,260 86	14,158,122 81
Vienne (Haute-)	3,405,858 06	"	5,798,340 67	1,148,065 24	3,252,085 63	13,604,349 60
Vosges	4,721,001 85	749,202 95	8,989,158 60	1,570,275 72	7,915,414 53	23,945,053 65
Yonne	4,729,587 23	"	5,564,054 47	1,349,306 68	4,850,891 75	16,493,840 13
Tunisie	"	"	"	"	"	"
	791,158,665 71	510,123,289 88	1,155,261,285 95	218,442,158 55	588,203,259 85	3,263,188,659 94

Caissier-payeur central du Trésor public	90,281,090 46
Payeur central de la dette publique	62,124 65
Payeurs des armées	941,556 67
Agents comptables des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires	1,180,869 11
Comptables des finances en Algérie	51,299,531 13
Trésoriers-payeurs des colonies	11,093,440 58
Agent comptable des virements de comptes (à ajouter)	38,452,606 77
TOTAL GÉNÉRAL des recouvrements effectués pendant l'année 1894	3,456,499,879 31

COMPTE

DES DÉPENSES PUBLIQUES

POUR L'ANNÉE 1894

NOTE

SUR

LE COMPTE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

Dans le compte des contributions et revenus publics qui précède, on a détaillé, par branche principale de revenus, les différentes ressources dont se compose le budget des recettes. Dans le compte des dépenses publiques, on fait connaître, par division principale de services, les diverses natures de dépenses représentant les besoins généraux de l'État. Ces deux comptes servent ainsi de base au compte des budgets, qui a pour destination de retracer l'exécution des lois annuelles de finances, en opposant les recettes réalisées aux évaluations qui les ont prévues et les dépenses effectuées aux crédits qui les ont autorisées.

Les dépenses de chaque exercice sont classées, dans le compte des dépenses publiques, par ministère et par chapitre.

Pour les détails par article, ainsi que pour les développements administratifs que comporte chaque service, il est nécessaire de se reporter aux comptes particuliers que les Ministres ordonnateurs publient pour justifier l'emploi des fonds mis à leur disposition par la loi de finances.

Chacun de ces tableaux fait connaître :

Les dépenses résultant des services faits, c'est-à-dire les droits constatés à la charge de l'État et au profit de ses créanciers;

Les payements effectués sur les ordonnances des Ministres, avec la distinction de l'année pendant laquelle ils ont eu lieu;

Les annulations de payement constatées pour fonds reversés dans les caisses du Trésor public d'après les ordres des Ministres, pour remboursements d'avances concernant d'autres ministères, et pour changements d'imputation dont la Cour des comptes est appelée à reconnaître la régularité;

Enfin les dépenses qui sont restées à payer, soit à la clôture de l'exercice expiré, soit à la fin de la première année de l'exercice courant.

Le compte des dépenses publiques est précédé d'un tableau général qui récapitule les développements placés à la suite, pour chaque branche de service, et dont on va résumer les résultats par exercice.

Il contient, en outre, le développement, par département et par classe de comptables, des payements effectués pendant la gestion sur les divers exercices en cours d'exécution. Les détails, par lieu d'ordonnancement des dépenses de chaque ministère, selon les circonscriptions spéciales des services, se trouvent dans les comptes définitifs que les départements ministériels publient en clôture d'exercice.

Note sur le Compte des Dépenses publiques.

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1893.

Les dépenses constatées par les Ministres, à la charge de l'exercice 1893, se sont élevées à 3,475,160,356 fr. 01 cent.,

SAVOIR :

Budget général.	France.	Dette publique	1,267,341,196f 41c	3,402,737,545f 78c
		Pouvoirs publics	13,207,520 00	
		Services généraux des ministères	1,708,763,159 14	
		Frais de régie, de perception, etc.	365,714,838 10	
		Remboursements et restitutions, etc.	47,710,832 13	
	Algérie.	Services généraux des ministères	57,098,432 16	72,422,810 23
		Frais de régie, de perception, etc.	13,981,960 03	
		Remboursements et restitutions, etc.	1,342,418 04	
		TOTAL GÉNÉRAL		3,475,160,356 01

Sur ces dépenses il a été payé par le Trésor public, jusqu'à l'époque de la clôture dudit exercice, une somme de 3,450,920,594 fr. 99 cent., appliquée ainsi qu'il suit :

	BUDGET GÉNÉRAL. fr. c.	
Payements antérieurs au 1er janvier 1894 — France	2,982,735,072 73	
Payements antérieurs au 1er janvier 1894 — Algérie	57,493,933 34	
	3,040,229,006 07	
Payements de l'année 1894. — France	452,919,144 39	
A déduire : les annulations résultant de reversements de fonds, de recouvrements d'avances et de changements d'imputation	56,396,343 60	
NET des payements de l'année 1894. — France	396,522,800 79	
Payements de l'année 1894. — Algérie	14,315,523 01	
A déduire : les annulations résultant de reversements de fonds, de recouvrements d'avances et de changements d'imputation	146,734 88	
NET des payements de l'année 1894. — Algérie	14,168,788 13	
TOTAL NET des payements de l'année 1894	410,691,588 92	
TOTAL des payements de l'exercice 1893	3,450,920,594 99	3,450,920,594 99

Les dépenses restant à payer sur le budget général à la clôture de l'exercice 1893, et qui seront ordonnancées par les Ministres sur le chapitre spécial des exercices clos s'élèvent à 24,239,761 02

Note sur le Compte des Dépenses publiques.

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1894.

Les dépenses liquidées par les ministères ordonnateurs jusqu'au 1er janvier 1895, et celles que l'on présume devoir encore être constatées à la charge de cet exercice, montent à 3,533,414,984 fr. 64 cent.,

SAVOIR :

Budget général.	France.	Dette publique	1,232,019,920f 85c	3,459,499,370f 07c
		Pouvoirs publics	13,171,720 00	
		Services généraux des ministères	1,796,446,957 08	
		Frais de régie, de perception, etc.	369,870,736 35	
		Remboursements et restitutions, etc.	47,990,035 79	
	Algérie.	Services généraux des ministères	58,575,890 31	73,915,614 57
		Frais de régie, de perception, etc.	14,524,087 93	
		Remboursements et restitutions, etc.	815,636 33	
		TOTAL		3,533,414,984 64

Les payements faits par le Trésor public jusqu'au 1er janvier 1895 s'élèvent à la somme de 3,089,471,541 fr. 73, savoir :

		BUDGET GÉNÉRAL. fr. c.	
Payements antérieurs au 1er janvier 1894	France	18,315,156 61	
	Algérie	//	
		18,315,156 61	
Payements de l'année 1894. — France		3,095,965,502 65	
A déduire : les annulations résultant de reversements de fonds, de recouvrements d'avances et de changements d'imputation		86,712,985 71	
NET des payements de l'année 1894. — France		3,009,252,516 94	
Payements de l'année 1894. — Algérie		61,987,485 68	
A déduire : les annulations résultant de reversements de fonds, de recouvrements d'avances et de changements d'imputation		83,617 50	
NET des payements de l'année 1894. — Algérie		61,903,868 18	
TOTAL NET des payements de l'année 1894		3,071,156,385 12	
NET des payements de l'exercice 1894	France	3,027,567,673 55	
	Algérie	61,903,868 18	
TOTAL des payements de l'exercice 1894		3,089,471,541 73	3,089,471,541 73

Il restait, par conséquent, à payer au 1er janvier 1895, savoir :

Budget général	France	431,931,696f 52c	443,943,442f 91c
	Algérie	12,011,746 39	

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1895.

Les payements faits par anticipation sur cet exercice ont eu lieu pour les dépenses de la Dette viagère. Ils s'élèvent à 305 fr. 94 cent.

Note sur le Compte des Dépenses publiques.

RÉCAPITULATION DES PAYEMENTS DE L'ANNÉE 1894.

D'après les résultats qui viennent d'être exposés, les payements de toute nature effectués sur les dépenses publiques, pendant l'année 1894, s'élèvent à une somme totale de 3,481,848,279 fr. 98,

SAVOIR :

			EXERCICE 1893.	EXERCICE 1894.	EXERCICE 1895.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.
1° Budget général.	France.	Dette publique, dotations, etc.	71,097,501 80	1,163,978,295 49	305 94
		Pouvoirs publics.....	57,520 00	13,100,000 00	"
		Services généraux des ministères...	276,280,787 13	1,459,132,375 18	"
		Frais de régie, de perception, etc..	36,731,958 14	333,896,129 31	"
		Remboursements et restitutions, etc	12,355,033 72	39,145,716 96	"
			396,522,800 79	3,009,252,516 94	305 94
	Algérie.	Services généraux des ministères...	10,904,552 98	49,484,570 62	"
		Frais de régie, de perception, etc..	2,901,189 28	11,742,142 18	"
		Remboursements et restitutions, etc.	363,045 87	677,155 38	"
			14,168,788 13	61,903,868 18	"
		TOTAL GÉNÉRAL	410,691,588 92	3,071,156,385 12	305 94
			3,481,848,279f 98c		

Ces payements sont portés en dépense dans le tableau général des opérations de l'administration des finances de l'année 1894. (Voir page 39.)

DÉPENSES PUBLIQUES.

État général des Droits constatés, des Payements effectués et des Restes à payer sur les exercices 1893, 1894 et 1895, au 1er janvier 1895.

Pages de renvoi aux états de développement.	Nature des dépenses.	Droits constatés au profit des créanciers de l'État et dépenses présumées — antérieurement au 1er janvier 1894.	Droits constatés — Opérations de l'année 1894 — Droits constatés.	Droits constatés — Opérations de l'année 1894 — Annulations de droits constatés.	Droits constatés — Total.	Payements effectués — antérieurement au 1er janvier 1894.	Payements effectués — pendant l'année 1894.	Payements effectués — Total.	Restes à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.	Observations.
	FRANCE.				**EXERCICE 1893.**					
					BUDGET GÉNÉRAL.					
	1re Partie. — Dette publique.									
174	Ministère des finances. — Dette consolidée	760,353,296f 00c	1,313,523f 50c	"	761,666,819f 50c	703,700,642f 99c	48,355,287f 50c	752,055,930f 49c	9,610,889f 01c	
174	Ministère des finances. — Dette remboursable à terme ou par annuités	287,899,832 68	985,652 57	"	288,885,485 25	271,174,776 23	16,111,558 54	287,286,334 77	1,599,150 48	
178	Ministère des finances. — Dette viagère	218,233,311 97	"	1,444,420f 31c	216,788,891 66	210,136,602 70	6,630,655 76	216,767,258 46	21,633 20	
		1,266,486,440 65	2,299,176 07	1,444,420 31	1,267,341,196 41	1,185,012,021 92	71,097,501 80	1,256,109,523 72	11,231,672 69	
	2e Partie. — Pouvoirs publics.									
180	Ministère des finances. — Présidence de la République	1,200,000 00	"	"	1,200,000 00	1,200,000 00	"	1,200,000 00	"	
180	Ministère des finances. — Sénat et Chambre des députés	12,007,520 00	"	"	12,007,520 00	11,950,000 00	57,520 00	12,007,520 00	"	
		13,207,520 00	"	"	13,207,520 00	13,150,000 00	57,520 00	13,207,520 00	"	
	3e Partie. — Services généraux des ministères.									
180	Ministère de la justice	35,373,766 56	"	51,419 93	35,322,346 63	32,975,595 46	2,315,391 29	35,290,986 75	31,359 88	
182	Ministère des affaires étrangères. — Service ordinaire	16,224,778 21	"	89,738 09	16,135,040 12	13,071,138 47	2,914,270 72	15,985,409 19	149,630 93	
182	Ministère des affaires étrangères. — Service des protectorats	903,600 00	"	117,934 90	785,665 10	336,618 28	341,939 74	678,558 02	107,107 08	
188	Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur	73,187,782 98	"	1,012,382 68	72,175,400 30	58,533,187 83	13,114,554 60	71,647,742 43	527,657 87	
190	Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service des cultes	43,547,094 26	"	49,975 70	43,497,118 56	30,982,005 53	12,257,998 33	43,240,003 86	257,114 70	
192	Ministère des finances	28,060,219 29	146,213 96	"	28,206,433 25	24,865,158 94	3,134,423 12	27,999,582 06	206,851 19	
196	Ministère de la guerre. — Service ordinaire	600,138,848 60	"	3,776,141 03	596,362,707 57	542,859,576 48	49,293,507 16	592,153,083 64	4,209,623 93	
200	Ministère de la guerre. — Dépenses extraordinaires	60,421,207 05	"	2,122,437 83	58,298,769 22	41,388,550 17	15 992,022 91	57,380,573 08	918,196 14	
204	Ministère de la marine	253,503,023 88	"	61,771 05	253,441,252 83	204,103,724 28	49,199,321 89	253,303,046 17	138,206 66	
208	Ministère l'instruction publique, et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique	174,902,090 67	"	1,737,259 51	173,164,831 16	153,544,012 14	19,459,318 44	173,003,330 58	161,500 58	
212	Ministère l'instruction publique, et des beaux-arts. — Service des beaux-arts	9,057,293 91	"	37,430 37	9,019,863 54	6,881,934 15	2,127,583 89	9,009,518 04	10,345 50	
218	Ministère du commerce de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	27,187,625 92	"	23,230 75	27,164,395 17	15,027,799 82	11,275,494 22	26.303,294 04	861,101 13	
218	Ministère du commerce de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	2,871,335 70	"	1,804 11	2,869,531 59	2,501,082 80	368,223 85	2,869,306 65	224 94	
218	Ministère du commerce de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des téléphones	63,577 49	25 00	"	63,602 49	63,539 99	62 50	63,602 49	"	
220	Ministère des colonies	86,282,343 70	"	7,031,495 35	79,250,848 35	44,067,880 16	34,225,776 65	78.293,656 81	957,191 54	
224	Ministère de l'agriculture	38,286,253 75	"	493,980 36	37,792,273 39	21,257,757 92	16,184,008 63	37,441,766 55	350,506 84	
228	Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	85,067,689 04	"	158,106 18	84,909,582 86	70,062,181 87	14,578,142 07	84,640.323 94	269,258 92	
232	Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires	191,598,987 66	"	1,295,490 65	190,303,497 01	158,398,910 80	29,498,747 12	187,897,657 92	2,405,839 09	
	4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.	1,726,677,518 67	146,238 96	18,060,598 49	1,708,763,159 14	1,420,920,655 09	276,280,787 13	1,697,201,442 22	11,561,716 92	
236	Ministère des finances	188,281,452 92	68,127 65	"	188,349,580 57	176,511,888 08	11,782,595 32	188,294,483 40	55,097 17	
236	Ministère des affaires étrangères	60,000 00	"	0 30	59,999 70	547 04	59,131 11	59,678 15	321 55	
240	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	152,683,037 46	"	642,399 09	152,040,638 37	134,202,736 19	17,687,170 29	151,889,906 48	150,731 89	
240	Service des téléphones	12,605,172 20	"	197,938 27	12,407,233 93	7,180,392 13	5,223,778 92	12,404,171 05	3,062 88	
242	Ministère de l'agriculture	12,417,704 51	439,681 02	"	12,857,385 53	10,401,826 02	1,979,282 50	12,381,108 52	476,277 01	
	5e Partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	366,047,367 09	507,808 67	840,337 66	365,714,838 10	328,297,389 46	36,731,958 14	365,029,347 60	685,490 50	
244	Ministère des finances	39,499,847 53	"	38,389 86	39,461,457 67	28,822,123 97	10,639,333 70	39,461,457 67	"	
246	Ministère de l'intérieur	2,250,000 00	"	229,196 07	2,020,803 93	1,678,808 90	341 995 03	2,020,803 93	"	
246	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	6,176,727 85	"	0 08	6,176,727 77	4,805,875 14	1,370,852 63	6,176,727 77	"	
246	Service des téléphones	36,653 12	"	886 90	35,766 22	34,111 57	862 50	34,974 07	792 15	
246	Ministère de l'agriculture	16,087 00	"	10 46	16,076 54	14,086 68	1,989 86	16,076 54	"	
		47,979,315 50	"	268,483 37	47,710,832 13	35,355,006 26	12,355,033 72	47,710,039 98	792 15	
	Total du budget général. (France.)	3,420,398,161 91	2,953,223 70	20,613,839 83	3,402,737,545 78	2,982,735,072 73	396,522,800 79	3,379,257,873 52	23,479,672 26	
			17,660,616f 13c							

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite de l'*État général des Droits constatés, des Payements effectués et des Restes à payer sur les exercices 1893, 1894 et 1895 au 1er janvier 1895.*

PAGES de renvoi aux états de développement.	NATURE DES DÉPENSES.	DROITS CONSTATÉS AU PROFIT DES CRÉANCIERS DE L'ÉTAT ET DÉPENSES PRÉSUMÉES — antérieurement au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS — antérieurement au 1er janvier 1894.	pendant l'année 1894.	TOTAL.	RESTES À PAYER sur les dépenses au 1er janvier 1895.	OBSERVATIONS.
	ALGÉRIE.				EXERCICE 1893.					
	3e Partie. — Services généraux des ministères.				BUDGET GÉNÉRAL.					
252	Ministère de la justice	2,903,874f 77c	"	52,530f 86c	2,851,343f 91c	2,653,450f 30c	194,723f 33c	2,848,173f 63c	3,170f 28c	
252	Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur	2,276,722 00	"	54,610 74	2,222,111 26	1,850,383 87	360,981 56	2,211,365 43	10,745 83	
254	Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service du gouvernement général de l'Algérie.	9,924,650 92	"	90,689 07	9,833,961 85	7,372,302 92	2,139,259 78	9,511,562 70	322,399 15	
256	Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service des cultes	1,217,845 24	"	10,210 05	1,207,635 19	885,572 70	313,562 32	1,199,135 02	8,500 17	
258	Ministère des finances	498,410 47	"	"	498,410 47	445,360 55	53,045 23	498,405 78	4 69	
258	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique	6,098,362 00	"	444,643 47	5,653,718 53	4,689,730 13	640,586 26	5,330,316 39	323,402 14	
258	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service des beaux-arts	86,400 00	"	17,501 37	68,898 63	53,962 05	14,936 58	68,898 63	"	
262	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	185,959 06	"	363 91	185,595 15	154,453 85	31,141 30	185,595 15	"	
262	Ministère de l'agriculture	1,820,486 67	"	142,554 11	1,677,932 56	1,121,389 30	534,217 97	1,655,607 27	22,325 29	
264	Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	6,257,103 11	"	25,434 21	6,231,668 90	4,731,809 31	1,476,682 29	6,208,491 60	23,177 30	
264	Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires	26,712,991 34	"	45,835 63	26,667,155 71	21,504,097 17	5,145,416 36	26,649,513 53	17,642 18	
		57,982,805 58	"	884,373 42	57,098,432 16	45,462,512 15	10,904,552 98	56,367,065 13	731,367 03	
	4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.									
266	Ministère des finances	6,403,274 94	22,999f 18c	"	6,426,274 12	4,577,025 14	1,836,291 45	6,413,316 59	12,957 53	
266	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	4,518,234 01	"	61,939 03	4,456,294 98	3,959,855 16	493,288 68	4,453,143 84	3,151 14	
266	Service des téléphones	82,214 10	7,009 27	"	89,223 37	52,571 34	36,582 03	89,153 37	70 00	
266	Ministère de l'agriculture	3,055,403 02	"	45,235 46	3,010,167 56	2,462,597 38	535,027 12	2,997,624 50	12,543 06	
	5e Partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	14,059,126 07	30,008 45	107,174 49	13,981,960 03	11,052,049 02	2,901,189 28	13,953,238 30	28,721 73	
270	Ministère des finances	1,165,466 11	"	39,899 18	1,125,566 93	808,750 26	316,816 67	1,125,566 93	"	
270	Ministère de l'intérieur	220,000 00	"	3,148 89	216,851 11	170,621 91	46,229 20	216,851 11	"	
		1,385,466 11	"	43,048 07	1,342,418 04	979,372 17	363,045 87	1,342,418 04	"	
	Total du budget général. (Algérie.)	73,427,397 76	30,008 45	1,034,595 98	72,422,810 23	57,493,933 34	14,168,788 13	71,662,721 47	760,088 76	
			1,004,587f 53c							
					RÉCAPITULATION DE L'EXERCICE 1893.					
	France	3,420,398,161f 91	2,953,223f 70c	20,613,839f 83c	3,402,737,545f 78	2,982,735,072f 73c	396.522.800f 79c	3,379,257.873f 52c	23,479,672f 26c	
	Algérie	73,427,397 76	30,008 45	1.034,595 98	72,422,810 23	57,493,933 34	14,168,788 13	71,662,721 47	760,088 76	
	Total général	3,493,825,559 67	2,983,232 15	21,648,435 81	3,475,160,356 01	3,040,229,006 07	410,691,588 92	3,450,920,594 99	24,239,761 02	
			18,665,203f 66c							

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite de l'*État général des Droits constatés, des Payements effectués et des Restes à payer sur les exercices 1893, 1894 et 1895, au 1er janvier 1895.*

PAGES de renvoi aux états de développement.	NATURE DES DÉPENSES.	DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État et dépenses présumées — antérieurement au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS — antérieurement au 1er janvier 1894.	pendant l'année 1894.	TOTAL.	RESTES À PAYER sur les dépenses au 1er janvier 1895.	OBSERVATIONS.
	FRANCE.				EXERCICE 1894. BUDGET GÉNÉRAL.					
	1re Partie. — Dette publique.									
175	Ministère des finances. — Dette consolidée	"	709,155,815f 47c	"	709,155,815f 47c	"	661,664,181f 39c	661,664,181f 39c	47,491,634f 08c	
175	Dette remboursable à terme ou par annuités	"	302,830,836 27	"	302,830,836 27	"	291,873,963 58	291,873,963 58	10,956,872 69	
179	Dette viagère	416f 74c	220,032,852 37	"	220,033,269 11	416f 74c	210,440,150 52	210,440,567 26	9,592,701 85	
		416 74	1,232,019,504 11	"	1,232,019,920 85	416 74	1,163,978,295 49	1,163,978,712 23	68,041,208 62	
	2e Partie. — Pouvoirs publics.									
181	Ministère des finances. — Présidence de la République	"	1,200,000 00	"	1,200,000 00	"	1,200,000 00	1,200,000 00	"	
181	Sénat et Chambre des députés	"	11,971,720 00	"	11,971,720 00	"	11,900,000 00	11,900,000 00	71,720 00	
		"	13,171,720 00	"	13,171,720 00	"	13,100,000 00	13,100,000 00	71,720 00	
	3e Partie. — Services généraux des ministères.									
181	Ministère de la justice	"	35,333,559 09	"	35,333,559 09	"	32,953,919 29	32,953,919 29	2,379,639 80	
183	Ministère des affaires étrangères. — Service ordinaire	108,140 00	16,746,514 74	"	16,854,654 74	108,140f 00c	13,020,852 03	13,128,992 03	3,725,662 71	
183	Service des protectorats	"	997,100 00	"	997,100 00	"	368,480 00	368,480 00	628,620 00	
189	Ministère de l'intérieur	"	75,429,903 27	"	75,429,903 27	"	61,444,214 51	61,444,214 51	13,985,688 76	
193	Ministère des finances	"	32,781,124 13	"	32,781,124 13	"	26,139,252 13	26,139,252 13	6,641,872 00	
197	Ministère de la guerre. — Service ordinaire	18,206,599 87	592,258,976 62	"	610,465,576 49	18,206,599 87	524,285,874 53	542,492,474 40	67,973,102 09	
201	Dépenses extraordinaires	"	55,478,894 98	"	55,478,894 98	"	38,254,747 74	38,254,747 74	17,224,147 24	
205	Ministère de la marine	"	275,610,906 53	"	275,610,906 53	"	222,169,785 13	222,169,785 13	53,441,121 40	
209	Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — Service de l'instruction publique	"	196,294,122 35	"	196,294,122 35	"	162,730,623 92	162,730,623 92	33,563,498 43	
213	Service des beaux-arts	"	8,540,630 54	"	8,540,630 54	"	6,845,001 57	6,845,001 57	1,695,628 97	
215	Service des cultes	"	43,695,620 51	"	43,695,620 51	"	31,218,591 07	31,218,591 07	12,477,029 44	
219	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	"	26,508,939 11	"	26,508,939 11	"	16,831,203 00	16,831,203 00	9,677,736 11	
219	Service des postes et des télégraphes	"	2,329,211 01	"	2,329,211 01	"	2,201,448 58	2,201,448 58	127,762 43	
219	Service des téléphones	"	83,762 36	"	83,762 36	"	80,636 05	80,636 05	3,126 31	
221	Ministère des colonies	"	88,858,006 85	"	88,858 006 85	"	46,441,975 72	46,441,975 72	42,416,031 13	
225	Ministère de l'agriculture	"	31,982,646 23	"	31,982,646 23	"	18,615,970 80	18,615,970 80	13,366,675 43	
229	Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	"	86,881,280 57	"	86,881,280 57	"	72,777,204 29	72,777,204 29	14,104,076 28	
233	Dépenses extraordinaires	"	208,321,018 32	"	208 321,018 32	"	182,752,594 82	182,752,594 82	25,568,423 50	
		18,314,739 87	1,778,132,217 21	"	1,796,446,957 08	18,314,739 87	1,459,132,375 18	1,477,447,115 05	318,999,842 03	
	4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.									
237	Ministère des finances	"	192,622,898 26	"	192,622,898 26	"	176,434,727 56	176,434,727 56	16,188,170 70	
237	Ministère des affaires étrangères	"	60,000 00	"	60,000 00	"	"	"	60,000 00	
241	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	"	152,815,244 91	"	152,815,244 91	"	138,353,425 43	138,353,425 43	14,461,819 48	
241	Service des téléphones	"	11,128,821 82	"	11,128,821 82	"	8,737,753 54	8,737,753 54	2,391,068 28	
243	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	"	13,243,771 36	"	13,243,771 36	"	10,370,222 78	10,370,222 78	2,873,548 58	
		"	369,870,736 35	"	369,870,736 35	"	333,896,129 31	333,896,129 31	35,974 607 04	
	5e Partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.									
245	Ministère des finances	"	40,685,318 72	"	40,685,318 72	"	32,881,031 66	32,881,031 66	7,804,287 06	
247	Ministère de l'intérieur	"	2,141,700 00	"	2,141,700 00	"	1,537,207 43	1,537,207 43	604,492 57	
247	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	"	5,120,770 60	"	5,120,770 60	"	4,686,853 75	4,686,853 75	433,916 85	
247	Service des téléphones	"	26,422 47	"	26,422 47	"	26,422 47	26,422 47	"	
247	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	"	15,824 00	"	15,824 00	"	14,201 65	14,201 65	1,622 35	
		"	47,990,035 79	"	47,990,035 79	"	39,145,716 96	39,145,716 96	8,844,318 83	
	Total général	18,315,156 61	3,441,184,213 46	"	3,459,499,370 07	18,315,156 61	3,009,252,516 94	3,027,567,673 55	431,931,696 52	
			3,441,184,213f 46c							

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite de l'*État général des droits constatés, des Payements effectués et des Restes à payer sur les exercices 1893, 1894 et 1895, au 1er janvier 1895.*

PAGES de renvoi aux états de développement.	NATURE DES DÉPENSES.	DROITS CONSTATÉS AU PROFIT DES CRÉANCIERS DE L'ÉTAT ET DÉPENSES PRÉSUMÉES — antérieurement au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS — antérieurement a 1er janvier 1894.	pendant l'année 1894.	TOTAL.	RESTES À PAYER sur les dépenses au 1er janvier 1895.	OBSERVATIONS.
	ALGÉRIE.				EXERCICE BUDGET 1894.					
	3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.									
253	Ministère de la justice	"	2,820,225f 62c	"	2,820,225f 62c	"	2,586,888f 05c	2,586,888f 05c	233,337f 57c	
253	Ministère de l'intérieur. — Service de l'intérieur	"	2,236,847 53	"	2,236,847 53	"	1,876,879 54	1,876,879 54	359,967 99	
255	Ministère de l'intérieur. — Service du gouvernement général de l'Algérie.	"	9,965,040 84	"	9,965,040 84	"	6,982,680 29	6,982,680 29	2,982,360 55	
259	Ministère des finances	"	489,302 41	"	489,302 41	"	435,004 71	435,004 71	54,297 70	
259	Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — Service de l'instruction publique	"	5,802,693 00	"	5,802,693 00	"	4,625,037 28	4,625,037 28	1,177,655 72	
259	Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — Service des beaux-arts	"	105,507 86	"	105,507 86	"	68,047 33	68,047 33	37,460 53	
261	Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — Service des cultes	"	1,204,863 95	"	1,204,863 95	"	875,785 30	875,785 30	329,078 65	
263	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	"	187,645 00	"	187,645 00	"	153,774 01	153,774 01	33,870 99	
263	Ministère de l'agriculture	"	1,725,803 72	"	1,725,803 72	"	1,190,503 28	1,190,503 28	535,300 44	
265	Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	"	6,321,215 55	"	6,321,215 55	"	5,128,247 16	5,128,247 16	1,192,968 39	
265	Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires	"	27,716,744 83	"	27,716,744 83	"	25,561,723 67	25,561,723 67	2,155,021 16	
		"	58,575,890 31	"	58,575,890 31	"	49,484,570 62	49,484,570 62	9,091,319 69	
	4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.									
267	Ministère des finances	"	6,433,075 48	"	6,433,075 48	"	4,596,331 28	4,596,331 28	1,836,744 20	
267	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	"	4,840,319 57	"	4,840,319 57	"	4,372,877 45	4,372,877 45	467,442 12	
267	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des téléphones	"	114,758 04	"	114,758 04	"	93,725 34	93,725 34	21,032 70	
267	Ministère de l'agriculture (Forêts)	"	3,135,934 84	"	3,135,934 84	"	2,679,208 11	2,679,208 11	456,726 73	
		"	14,524,087 93	"	14,524,087 93	"	11,742,142 18	11,742,142 18	2,781,945 75	
	5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.									
271	Ministère des finances	"	595,636 33	"	595,636 33	"	502,055 87	502,055 87	93,580 46	
271	Ministère de l'intérieur	"	220,000 00	"	220,000 00	"	175,099 51	175,099 51	44,900 49	
		"	815,636 33	"	815,636 33	"	677,155 38	677,155 38	138,480 95	
	TOTAL GÉNÉRAL	"	73,915,614 57	"	73,915,614 57	"	61,903,868 18	61,903,868 18	12,011,746 39	
			73,915,614f 57c							

RÉCAPITULATION DE L'EXERCICE 1894.

FRANCE	18,315,156f 61c	3,441,184,213f 46	"	3,459,499,370f 07	18,315,156f 61c	3,009,252,516f 94c	3,027,567,673f 55c	431,931,696f 52c
ALGÉRIE	"	73,915,614 57	"	73,915,614 57	"	61,903,868 18	61,903,868 18	12,011,746 39
TOTAL	18,315,156 61	3,515,099,828 03	"	3,533,414,984 64	18,315,156 61	3,071,156,385 12	3,089,471,541 73	443,943,442 91
		3,515,099,828 03c						

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite de l'*État général des Droits constatés, des Payements effectués et des Restes à payer sur les exercices 1893, 1894 et 1895, au 1er janvier 1895.*

PAGES de renvoi aux états de développement.	NATURE DES DÉPENSES.	DROITS CONSTATÉS AU PROFIT DES CRÉANCIERS DE L'ÉTAT — antérieurement au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS — antérieurement au 1er janvier 1894.	pendant l'année 1894.	TOTAL.	RESTES À PAYER sur les dépenses au 1er janvier 1895.	OBSERVATIONS.
	EXERCICE 1895.									
	BUDGET GÉNÉRAL.									
	(FRANCE.)									
276	Dette publique. — Dette viagère. — Ministère des finances.....	"	305f 94c	"	305f 94c	"	305f 94c	305f 94c	"	
		"	305 94	"	305 94	"	305 94	305 94	"	
			305f 94c							
	RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.									
	Exercice 1893.....	3,493,825,559f 67	2,983,232f 15c	21,648,435f 81c	3,475,160,356f 91c	3,040,229,006f 07c	410,691,588f 92c	3,450,920,594f 99c	24,239,761f 02c	
	Exercice 1894.....	18,315,156 61	3,515,099,828 03	"	3,533,414,984 64	18,315,156 61	3,071,156,385 12	3,089,471,541 73	443,943,442 91	
	Exercice 1895.....	"	305 94	"	305 94	"	305 94	305 94	"	
		3,512,140,716 28	3,518,083,366 12	21,648,435 81	7,008,575,646 59	3,058,544,162 68	3,481 848,279 98	6,540,392,442 66	468,183,203 93	
			3,496,434,930f 31c							

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Développement du Budget général. (FRANCE.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce Ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
						1re PARTIE. — MINISTÈRE
DETTE CONSOLIDÉE.						
Rentes 4 1/2 p. o/o (nouveau fonds). Loi et décret du 27 avril 1883.)	305,540,276f00c	262,269,635f25c	39,206,111f00c	11f 50c	301,475,734f75c	4,064,541f25c
Rentes 3 p. o/o. (Loi et ordonnance du 1er mai 1825)	456,126,543 50	441,431,007 74	9,156,196 50	7,008 50	450,580,195 74	5,546,347 76
TOTAL	761,666,819 50	703,700,642 99	48,362,307 50	7,020 00	752,055,930 49	9,610,889 01
			48,355,287f 50c			
DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.						
Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités. (Loi du 11 juin 1878, décret du 16 juillet 1878.)	144,877,817 50	142,710,835 00	1,613,231 25	"	144,324,066 25	553,751 25
Annuités de conversion de l'emprunt Morgan. (Loi du 31 mai 1875, décret du 5 juin 1875.)	16,909,353 23	16,909,353 23	"	"	16,909,353 23	"
Intérêts des obligatns du Trésor à court terme émises pour garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer.	14,245,015 70	14,245,015 70	"	"	14,245,015 70	"
Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêt de 1871 et 1872	2,482,302 73	2,482,302 73	"	"	2,482,302 73	"
Annuité à la Compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.)	20,500,000 00	20,500,000 00	"	"	20,500,000 00	"
Intérêts et amortissement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Lois des 22 juillet 1885, art. 5 et 8 août 1855, art. 16.)	8,915,250 00	8,915,250 00	"	"	8,915,250 00	"
Intérêts et amortissement de l'emprunt contracté par le Gouvernement sarde pour l'amélioration de l'établissement thermal d'Aix. (Décret du 20 octobre 1860; loi du 5 août 1874.)	32,700 00	17,950 00	14,800 00	50 00	32,700 00	"
Amortissement du capital affecté au remboursement de l'avance à la Compie algérienne. (Loi du 26 déc. 1892).	4,250,949 00	4,250,949 00	"	"	4,250,949 00	"
Annuités pour remboursement aux communes et aux départements des avances faites pour le casernement. (Loi du 4 août 1874.)	5,287 12	5,287 12	"	"	5,287 12	"
Remboursement par annuités aux hospices civils. (Dépenses des hôpitaux militaires.)	19,001 93	14,206 70	4,795 23	"	19,001 93	"
Annuité pour construction destinée au serv. de l'intendce.	24,250 00	12,125 00	12,125 00	"	24,250 00	"
Annuités pour chemins stratégiques	462,840 74	462,840 74	"	"	462,840 74	"
Remboursement par annuités à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires	4,222,324 00	4,222,324 00	"	"	4,222,324 00	"
Remboursement par annuités aux villes pour construction d'hôtels des postes et des télégraphes	212,253 94	210,924 01	1,329 93	"	212,253 94	"
Redevances annuelles envers l'Espagne pour droit de dépaissance sur les deux versants de la frontière des Pyrénées	15,613 20	"	15,613 20	"	15,613 20	"
Remboursement par annuités, à la Caisse des dépôts et consignations, des avances faites par elle en vertu de la loi du 2 octobre 1885. (Reboisement des montagnes).	627,415 08	627,415 08	"	"	627,415 08	"
Annuités aux compagnies de chemins de fer	40,251,813 68	40,251,813 68	"	"	40,251,813 68	"
Rachat de concessions de canaux. (Lois des 28 juillet et 1er août 1860 et 20 mai 1863.)	321,026 44	239,498 60	20,256 34	"	259,754 94	61,271 50
Annuité à la ville de Roubaix pour la construction de l'école des arts industriels	87,000 00	87,000 00	"	"	87,000 00	"
Intérêts de la dette flottante du Trésor	21,186,270 96	14,775,616 83	6,410,654 13	"	21,186,270 96	"
Intérêts de capitaux de cautionnements. (Loi du 4 août 1844, art. 7.)	9,237,000 00	234,068 81	8,018,827 46	24 00	8,252,872 27	984,127 73
TOTAL	288,885,485 25	271,174,776 23	16,111,632 54	74 00	287,286,334 77	1,599,150 48
			16,111,558f 54c			
À reporter	1,050,552,304 75	974,875,419 22	64,473,940 04	7,094 00	1,039,342,265 26	11,210,039 49

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
DETTE PUBLIQUE.						
DES FINANCES.						
DETTE CONSOLIDÉE.						
Rentes 4 1/2 p. o/o (nouveau fonds). (Loi et décret du 27 avril 1883.)	76,341,399f22c	"	76,019,382f61c	"	76,019,382f61c	322,016f 61c
Rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi du 17 janvier 1894.)	177,837,430 00	"	144,491,174 50	"	144,491,174 50	33,346,255 50
Rentes 3 p. o/o. (Loi et ordonnance du 1er mai 1825)	454,976,986 25	"	441,153,624 28	"	441,153,624 28	13,823,361 97
TOTAL	709,155,815 47	"	661,664,181 39	"	661,664,181 39	47,491,634 08
			661,664,181f39c			
DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.						
Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités. (Loi du 11 juin 1878, décret du 16 juillet 1878.)	144,122.447 50	"	142,004,882 50	"	142,004,882 50	2,117,565 00
Annuités de conversion de l'emprunt Morgan. (Loi du 31 mai 1875, décret du 5 juin 1875, loi du 26 décembre 1892.)	16,490,117 12	"	16,490,116 00	"	16,490,116 00	1 12
Intérêts des obligations du Trésor à court terme émises pour garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer	8,287,684 42	"	8,287,684 42	"	8,287,684 42	"
Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garantie d'intérêts de 1871 et 1872	2,482,302 73	"	2,482,302 73	"	2.482,302 73	"
Annuité à la Compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.)	20,500,000 00	"	20,500,000 00	"	20,500,000 00	"
Remboursement par annuités des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires	32,161,986 72	"	32,161,986 72	"	32,161,986 72	"
Intérêts et amortissement de l'emprunt contracté par le Gouvernement sarde pour l'amélioration de l'établissement thermal d'Aix. (Décret du 20 octobre 1860; loi du 5 août 1874.)	22,650 00	"	13,050 00	"	13,050 00	9,600 00
Intérêts et amortissement du capital affecté au remboursement de l'avance de la Compagnie algérienne. (Loi du 26 décembre 1892.)	4,099,506 00	"	4,099,506 00	"	4.099,506 00	"
Remboursement par annuités aux hospices civils. (Dépenses des hôpitaux militaires.)	19,001 93	"	14,206 70	"	14,206 70	4,795 23
Annuité pour construction destinée au service de l'intendance	24,250 00	"	12,125 00	"	12,125 00	12,125 00
Annuités pour chemins stratégiques	462,840 74	"	462,840 74	"	462,840 74	"
Remboursement par annuités, aux villes, pour construction d'hôtels des postes et des télégraphes	212,253 94	"	210,924 01	"	210,924 01	1,329 93
Redevances annuelles envers l'Espagne pour droit de dépaissance sur les deux versants de la frontière des Pyrénées	15,821 42	"	"	"	"	15,821 42
Remboursement par annuités, à la Caisse des dépôts et consignations, des avances faites par elle en vertu de la loi du 2 oct. 1888. (Reboisement des montagnes.	627,415 08	"	627,415 08	"	627,415 08	"
Annuités aux compagnies de chemins de fer	41,139,245 54	"	41,139,245 54	"	41,139,245 54	"
Rachat de concessions de canaux. (Lois des 28 juillet et 1er août 1860 et 20 mai 1863.)	275,884 24	"	243,458 48	"	243,458 48	32,425 76
Annuité à la ville de Roubaix pour la construction de l'école des arts industriels	87,000 00	"	87,000 00	"	87,000 00	"
Intérêts de la dette flottante du Trésor	23,310,000 00	"	22,825,979 49	"	22,825,979 49	484,020 51
Intérêts de capitaux de cautionnements. (Loi du 4 août 1844, art. 7.)	8,490,428 89	"	211,240 17	"	211,240 17	8,279,188 72
TOTAL	302,830,836 27	"	291,873,963 58	"	291,873,963 58	10,956,872 69
			291,873,963f 58c			
À reporter	1,011,986,651 74	"	953,538,144 97	"	953,538,144 97	58,448,506 77

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce Ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 1re PARTIE. — MINISTÈRE DES						
Report	1,050,552,304f75c	974,875,419f22c	64,473,940f04c	7,094f 00c	1,039,342,265f26c	11,210,039f49c
DETTE VIAGÈRE.						
Pensions civiles. (Lois des 22 août 1790, 19 frimaire an VII, 25 mars 1817, 4 septembre 1835, 21 mars 1838, 5 mai 1847, 29 juin 1848, 9 août 1848, 7 juin 1853, art. 32 de la loi du 9 juin 1853, 12 février 1855, 18 mai 1858 et 16 avril 1859, 31 mars 1859, 20 avril 1859, sénatus-consulte du 12 juin 1860, 20 mai 1862, 15 septembre 1871, 1er mars 1872, 22 mars 1872, 15 juin 1872, 3 août 1875, 12 août 1876, 20 juin 1878, 15 juillet 1879, 30 décembre 1880, 22 août 1881, 11 mai 1883, 2 août 1883, 14 août 1885 et 14 novembre 1886, 25 juillet 1888, 29 avril 1889, 3 juin 1890 et 10 mars 1893.)	819,293 73	807,711f25c	42,393 26	25,810 78	819,293 73	"
Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an II.)	990 00	1,780 00	"	790 00	990 00	"
Pensions de la Pairie et de l'ancien Sénat. (Loi du 4 juin 1814.)	12,000 00	11,966 66	3,000 00	2,966 66	12,000 00	"
Pensions de donataires dépossédés (Loi du 26 juillet 1821).	301,359 33	283,287 16	30,811 13	12,738 96	301,359 33	"
Pensions militaires de la guerre. (Lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855, 25 juin 1861, 10 juillet 1874, 13 mars 1875, 22 juin 1878, 5-18 août 1879, décret du 8 mai 1880, lois des 23 juillet 1881 et 16 mars 1882.)	88,954,510 51	87,150,058 39	2,234,371 29	429,919 17	88,954,510 51	"
Pensions militaires de la marine. (Loi du 18 avril 1831, ordonnance du 5 octobre 1844, lois des 24 novembre 1848 et 26 avril 1855, décret du 4 août 1855, lois des 26 avril et 21 juin 1856, 26 juin 1861, 26 juin 1862 et 18 avril 1869, décret du 8 novembre 1872, lois des 21 juin 1878, 5 et 8 août 1879 et 22 mars 1885, art. 9.)	32,080,175 44	31,240,541 18	1,116,207 40	276,573 14	32,080,175 44	"
Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X. (Loi du 8 avril 1834.)	8,574 00	8,574 00	"	"	8,574 00	"
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Lois des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852, décrets des 13 et 25 juin 1853.)	19,845 65	18,955 52	1,737 38	847 25	19,845 65	"
Pensions à titre de récompense nationale (Loi du 13 juin 1850)	83,385 65	81,357 45	2,574 58	726 38	83,385 65	"
Traitements viagers des membres de l'ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires	9,710,254 00	9,710,254 00	"	"	9,710,254 00	"
A reporter (dette viagère)	131,990,388 31	129,309,485 61	3,431,275 04	750,372 34	131,990,388 31	"
A reporter. (Dette consolidée et remboursable.)	1,050,552,304 75	974,875,419 22	64,473,940 04	7,094 00	1,039,342,265 26	11,210,039 49

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
DETTE PUBLIQUE.						
FINANCES. (Suite.)						
Report	1,011,986,651f74c	"	953,538,144f97c	"	953,538,144f97c	58,448,506f77
Pensions civiles. (Lois des 22 août 1790, 19 frimaire an VII, 25 mars 1817, 4 septembre 1835, 21 mars 1838, 5 mai 1847, 29 juin 1848, 9 août 1848, 7 juin 1853, art. 32 de la loi du 9 juin 1853, 12 février 1855, 18 mai 1858 et 16 avril 1859, 31 mars 1859, 20 avril 1859, sénatus-consulte du 12 juin 1860, 20 mai 1862, 15 septembre 1871, 1er mars 1872, 22 mars 1872, 15 juin 1872, 3 août 1875, 12 août 1876, 20 juin 1878, 15 juillet 1879, 30 décembre 1880, 22 août 1881, 11 mai 1883, 2 août 1883, 14 août 1885 et 14 novembre 1886, 25 juillet 1888, 29 avril 1889, 3 juin 1890 et 10 mars 1893.)	865.352 63	"	742,483 25	"	742,483 25	122.869 38
Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an II)	1,385 00	"	1,385 00	"	1,385 00	"
Pensions de la Pairie et de l'ancien Sénat. (Loi du 4 juin 1814.)	12,000 00	"	12,000 00	"	12,000 00	"
Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)	320,504 90	"	265,946 68	"	265,946 68	54,558 22
Pensions militaires de la guerre. (Lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855, 25 juin 1861, 10 juillet 1874, 13 mars 1875, 22 juin 1878, 5-18 août 1879, décret du 8 mai 1880, lois des 23 juillet 1881 et 16 mars 1882.)	90,475,227 54	142 62	87,670,615 62	"	87,670,758 24	2,804,469 30
Pensions militaires de la marine. (Loi du 18 avril 1831, ordonnance du 5 octobre 1844, lois des 24 novembre 1848 et 26 avril 1855, décret du 4 août 1855, lois des 26 avril et 21 juin 1856, 26 juin 1861, 26 juin 1862 et 18 avril 1869, décret du 8 novembre 1872, lois des 21 juin 1878, 5 et 8 août 1879 et 22 mars 1885, art. 9.)	33,349,692 06	196 21	31,866,118 17	"	31,866,314 38	1,483,377 68
Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X. (Loi du 8 avril 1834.)	8,254 00	"	8,254 00	"	8,254 00	"
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe (Lois des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852, décrets des 13 et 25 juin 1853.)	21,222 00	"	13,034 94	"	13,034 94	8,187 06
Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.)	87,460 50	"	73,391 22	"	73,391 22	14,069 28
Traitements viagers des membres de l'ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires	10,708,416 50	"	9,672,224 00	"	9,672,224 00	1,036,192 50
A reporter (Dette viagère)	135,849,515 13	338 83	130,325,452 88	"	130,325,791 71	5,523,723 42
A reporter (Dette consolidée et dette remboursable).	1,011,986,651 74	"	953,538,144 97	"	953,538,144 97	58,448,506 77

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général* (France).

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce Ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
						Suite de la 1re PARTIE. — Suite du MINISTÈRE.
Report (Dette consolidée et dette remboursable)....	1,050,552,304f75c	974,875,419 22	64,473,940f04c	7,094f00c	1,039,342,265 26	11,210,039 49
DETTE VIAGÈRE. (Suite.)						
Report.....	131,990,388 31	129,309,485 61	3,431.275 04	750,372 34	131,990,388 31	"
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	62,198,590 18	60,833,710 04	2,291,700 32	926,820 18	62,198,590 18	"
Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.).....	89,666 66	99,152 77	"	9,486 11	89,666 66	"
Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.).....	12,646 65	12,804 76	"	158 11	12,646 65	"
Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.).....	215,513 28	211,216 85	7,436 10	3,139 67	215,513 28	"
Annuité à la Caisse des dépôts et consignations pour le service des pensions aux anciens militaires de la République et de l'Empire. (Loi du 5 mai 1869.)	1,205,000 00	1,205,000 00	"	"	1,205,000 00	"
Annuité à la Caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves. (Loi du 18 août 1881.).....	9,325,000 00	9,325,000 00	"	"	9,325,000 00	"
Service de l'ancienne caisse de la dotation de l'armée. (Loi du 26 avril 1855.).....	88,005 06	50,727 23	15,644 63	"	66,371 86	21.633 20
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 31 juillet 1881.).....	5,310,183 71	5,233,669 55	142,790 33	66,276 17	5,310,183 71	"
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.).....	1,013,252 80	988,015 50	45,482 58	20,245 28	1,013,252 80	"
Indemnité aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1885.)....	45,249 00	42,174 00	3,375 00	300 00	45,249 00	"
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.).....	150,509 96	144,103 02	8,149 44	1,742 50	150,509 96	"
Part contributive de l'État dans les pensions civiles de la préfecture de police, en raison des services militaires des anciens sous-officiers. (Décret du 11 juin 1881.).....	161 00	"	161 00	"	161 00	"
Allocations supplémentaires aux officiers, sous-officiers et soldats et assimilés des armées de terre et de mer et aux veuves retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881, 8 août 1883, ainsi qu'aux agents de tout grade du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887.....	2,896,614 46	2,681,543 37	688,318 30	473,247 21	2,896,614 46	"
Rappels d'arrérages.... Rentes.....	790 00	"	790 00	"	790 00	"
Rappels d'arrérages.... Pensions.....	2,247,320 59	"	2,247,320 59	"	2,247,320 59	"
TOTAL de la dette viagère...	216,788,891 66	210,136,602 70	8,882,443 33	2,251,787 57	216,767,258 46	21,633 20
			6,630,655 76			
TOTAL de la dette publique.....	1,267,341,196 41	1,185,012,021 92	73,356,383 37	2,258,881 57	1,256,109,523 72	11,231,672 69
			71,097,501 80			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
DETTE PUBLIQUE.						
FINANCES. (Suite.)						
Report (Dette consolidée et dette remboursable).	1,011,986.651f74c	"	953,538,144f97c	"	953,538,144f97c	58,448,506f77c
DETTE VIAGÈRE. (Suite.)						
Report.....	135,849,515 13	338f83c	130,325,452 88	"	130,325,791 71	5,523,723 42
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	64,474,659 01	77 91	61,898,708 30	"	61,898,786 21	2,575,872 80
Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.).....	93,000 00	"	93,000 00	"	93,000 00	"
Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.).....	15,403 66	"	11,862 70	"	11,862 70	3,540 96
Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.).....	222,744 98	"	196,878 55	"	196,878 55	25,866 43
Remboursement à la Caisse des dépôts et consignations du solde de son avance pour le service des pensions aux anciens militaires de la République et de l'Empire. (Loi du 5 mai 1869.).....	15,424 47	"	15,424 47	"	15,424 47	"
Annuité à la Caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves. (Loi du 18 août 1881.).....	9,325,000 00	"	9,325,000 00	"	9,325,000 00	"
Service de l'ancienne caisse de la dotation de l'armée. (Loi du 26 avril 1855.).....	56,425 21	"	31,727 74	"	31,727 74	24,697 47
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)....	5,393,483 50	"	5,017,770 09	"	5,017,770 09	375,713 41
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.).....	1,016,601 16	"	940,496 08	"	940,496 08	76,105 08
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1885.)....	44,874 00	"	40,304 19	"	40,304 19	4,569 81
Pensions viagères aux survivants des blessés de 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.).....	158,687 50	"	135,034 96	"	135,034 96	23,652 54
Part contributive de l'État dans les pensions civiles de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police, en raison des services militaires des anciens sous-officiers. (Décret du 11 juin 1881.).....	910 49	"	221 76	"	221 76	688 73
Allocations supplémentaires aux officiers, sous-officiers, soldats et assimilés des armées de terre et de mer retraités sous les régimes antérieurs à la loi du 8 août 1883, ainsi qu'aux agents de tout grade du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887.....	3,366,540 00	"	2,408,268 80	"	2,408,268 80	958,271 20
Rappels d'arrérages.. Rentes.....	"	"	"	"	"	"
Rappels d'arrérages.. Pensions.....	"	"	"	"	"	"
TOTAL.....	220,033,269 11	416 74	210,440,150 52	"	210,440,567 26	9,592,701 85
TOTAL de la dette publique.....	1,232,019,920 85	416 74	1,163,978,295 49	"	1,163,978,712 23	68,041,208 62
			1.163,978,295f49c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général* (France.)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces Ministères.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
						2e PARTIE. — MINISTÈRE
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE.						
Dotation du Président de la République	600,000f 00c	600,000f 00c	"	"	600,000f 00c	"
Frais de maison du Président de la République	300,000 00	300,000 00	"	"	300,000 00	"
Frais de voyage, de déplacement, et de représentation du Président de la République	300,000 00	300,000 00	"	"	300,000 00	"
TOTAL	1,200,000 00	1,200,000 00	"	"	1,200,000 00	"
SÉNAT ET CHAMBRE DES DÉPUTÉS.						
Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs	4,600,000 00	4,600,000 00	"	"	4,600,000 00	"
Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés	7,407,520 00	7,350,000 00	57,520f 00c	"	7,407,520 00	"
TOTAL	12,007,520 00	11,950,000 00	57,520 00	"	12,007,520 00	"
TOTAL des pouvoirs publics	13,207,520 00	13,150,000 00	57,520 00	"	13,207,520 00	"
			57,520f 00c			
						3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	536,991f 39c	518,629f 19c	18,362f 20c	"	536,991f 39c	"
Matériel de l'Administration centrale	87,199 72	50,586 77	35,800 19	"	86,386 96	812f 76c
Personnel du Conseil d'État	1,057,999 31	1,057,999 31	"	"	1,057,999 31	"
Matériel du Conseil d'État	67,998 96	54,143 64	13,855 32	"	67,998 96	"
Personnel de la Cour de cassation	1,136,492 19	1,136,297 75	"	"	1,136,297 75	194 44
Menues dépenses de la Cour de cassation	32,299 92	32,299 92	"	"	32,299 92	"
Cours d'appel	6,150,315 88	5,734,312 00	415,906 66	"	6,150,218 66	97 22
Cours d'assises	40,400 00	32,760 00	7,060 00	"	39,820 00	580 00
Tribunaux de première instance	11,450,492 01	10,591,345 89	857,943 43	316f 66c	11,448,972 66	1,519 35
Tribunaux de commerce	183,739 83	162,849 28	20,235 23	"	183,084 51	655 32
Tribunaux de police	93,261 98	85,778 63	7,444 46	"	93,223 09	38 89
Justices de paix	8,403,550 55	7,558,015 87	838,072 78	"	8,396,088 65	7,461 90
Juge des appellations d'Andorre	3,000 00	2,750 00	250 00	"	3,000 00	"
Frais de justice criminelle en France	5,333,566 64	5,331,895 01	1,671 63	"	5,333,566 64	"
Frais des statistiques et impression des bulletins officiels	124,499 95	65,249 95	59,250 00	"	124,499 95	"
Secours et dépenses imprévues	79,399 25	76,150 00	3,249 25	"	79,399 25	"
Collection des lois étrangères. — Personnel	4,999 92	4,749 92	250 00	"	4,999 92	"
Collection des lois étrangères. — Matériel	14,999 96	2,183 00	12,816 96	"	14,999 96	"
Reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris et des départements	20,000 00	"	"	"	"	20,000 00
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	43,991 69	43,991 69	"	"	43,991 69	"
Personnel de la justice française en Tunisie	257,916 55	235,349 61	22,566 94	"	257,916 55	"
Frais de justice criminelle en Tunisie	49,986 65	49,986 65	"	"	49,986 65	"
Exposition de Chicago	10,000 00	9,027 10	972 90	"	10,000 00	"
	35,183,102 35	32,836,351 18	2,315,707 95	316 66	35,151,742 47	31,359 88
Dépenses des exercices clos	139,244 28	139,244 28	"	"	139,244 28	"
TOTAL	35,322,346 63	32,975,595 46	2,315,707 95	316 66	35,290,986 75	31,359 88
			2,315,391f 29c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
POUVOIRS PUBLICS.						
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE.						
Dotation du Président de la République	600,000f 00c	"	600,000f 00c	"	600,000f 00c	"
Frais de maison du Président de la République	300,000 00	"	300,000 00	"	300,000 00	"
Frais de voyage, de déplacement et de représentation du Président de la République	300,000 00	"	300,000 00	"	300,000 00	"
TOTAL	1,200,000 00	"	1,200,000 00	"	1,200,000 00	"
SÉNAT ET CHAMBRE DES DÉPUTÉS.						
Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs	4,600,000 00	"	4,600,000 00	"	4,600,000 00	"
Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés	7,371,720 00	"	7,300,000 00	"	7,300,000 00	71,720f 00c
TOTAL	11,971,720 00	"	11,900,000 00	"	11,900,000 00	71,720 00
TOTAL des pouvoirs publics	13,171,720 00	"	13,100,000 00	"	13,100,000 00	71,720 00
			13,100,000f 00c			
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
LA JUSTICE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	535,790f 16c	"	531,153f 44c	"	531,153f 44c	4,636f 72c
Matériel de l'Administration centrale	87,198 53	"	47,368 70	139f 10c	47,229 60	39,968 93
Personnel du Conseil d'État	1,051,999 65	"	1,051,260 26	1,999 98	1,049,260 28	2,739 37
Matériel du Conseil d'État	67,997 60	"	51,804 12	"	51,804 12	16,193 48
Personnel de la Cour de cassation	1,142,748 92	"	1,141,348 92	"	1,141,348 92	1,400 00
Menues dépenses de la Cour de cassation	32,299 92	"	32,299 92	"	32,299 92	"
Cours d'appel	6,152,610 62	"	5,727,293 46	377 36	5,726,916 10	425,694 52
Cours d'assises	38,480 00	"	31,780 00	"	31,780 00	6,700 00
Tribunaux de première instance	11,470,312 09	"	10,598,399 93	818 05	10,597,581 88	872,730 21
Tribunaux de commerce	183,800 00	"	163,278 02	"	163,278 02	20,521 98
Tribunaux de police	93,299 80	"	85,663 01	"	85,663 01	7,636 79
Justices de paix	8,418,724 13	"	7,559,857 60	5 55	7,559,852 05	858,872 08
Juges des appellations d'Andorre	3,000 00	"	2,750 00	"	2,750 00	250 00
Frais de justice criminelle en France	5,378,690 49	"	5,375,744 01	"	5,375,744 01	2,946 48
Frais des statistiques et impression des bulletins officiels	136,500 00	"	101,396 02	"	101,396 02	35,103 98
Secours et dépenses imprévues	79,463 46	"	72,917 90	"	72,917 90	6,545 56
Collection des lois étrangères. — Personnel	4,999 92	"	4,583 26	"	4,583 26	416 66
Collection des lois étrangères. — Matériel	14,999 84	"	2,739 75	"	2,739 75	12,260 09
Reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris et des départements	20,000 00	"	"	"	"	20,000 00
Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance	"	"	"	"	"	"
Personnel de la justice française en Tunisie	275,510 40	"	230,487 45	"	230,487 45	45,022 95
Frais de justice criminelle en Tunisie	47,067 60	"	47,067 60	"	47,067 60	"
	35,235,493 13	"	32,859,193 37	3,340 04	32,855,853 33	2,379,639 80
Dépenses des exercices clos	98,065 96	"	98,065 96	"	98,065 96	"
TOTAL	35,333,559 09	"	32,957,259 33	3,340 04	32,953,919 29	2,379,639 20
			32,953,919f 29c			

des Suite **DÉPENSES**

Suite du *Développement du*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce Ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DES						
1re SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administn centrale.	813.366f 49	779,470f 69c	31,577f 47c	159f 72c	810,888f 44c	2,478f 05c
Matériel de l'Administration centrale	218,866 66	148,943 18	69,346 95	31 39	218,258 74	607 92
Archives, bibliothèque, publication de documents diplomatiques	39,963 46	11,037 59	28,693 37	"	39,730 96	232 50
Traitements des agents diplomatiques et consulaires	6,500,742 40	5,885,528 98	657,533 39	44,196 33	6,498,866 04	1,876 36
Traitements des élèves chanceliers et commis, indemnités du personnel auxiliaire	619,326 57	556,538 06	65,722 73	4,714 49	617,546 30	1,780 27
Traitement des agents à la disposition du Ministre et des agents en disponibilité	199,372 70	168,808 94	29,930 42	566 66	198,172 70	1,200 00
Frais de représentation des agents diplomatiques	1,609,538 04	1,495,225 69	117,762 33	4,949 98	1,608,038 04	1,500 00
Entretien des hôtels appartenant à la France. – Achat de mobilier	248,752 47	84,329 15	155,077 22	"	239,406 37	9,346 10
Allocations aux établissements français en Orient; secours aux écoles; frais divers de cultes	700,000 00	84,494 70	588,037 33	"	672,532 03	27,467 97
Frais de correspondance télégraphique	400,000 00	172,883 41	188,860 36	"	361,743 77	38,256 23
Dépenses des résidences payées sur services faits ou par abonnement	1,153,103 22	977,379 36	173,874 91	1,049 52	1,150,204 75	2,898 47
Frais d'établissement des agents diplomatiques et consulaires	554,624 14	350,209 10	209,215 04	4,800 00	554,624 14	"
Frais de voyages et de courriers	622,998 69	451,670 10	176,528 86	5,665 92	622,533 04	465 65
Présents diplomatiques	29,233 50	20,587 36	3,256 14	"	23,843 50	5,390 00
Missions	99,662 01	90,650 23	7,479 03	"	98,129 26	1,532 75
Secours	199,976 95	123,786 70	69,015 25	75 00	192,726 95	7,250 00
Dépenses secrètes	1,000,000 00	1,000,000 00	502 00	502 00	1,000,000 00	"
Frais de location et charges accessoires de l'hôtel appartenant à la résidence de l'ambassade ottomane	59,889 21	46,549 83	13,339 38	"	59,889 21	"
Allocation à la famille d'Abd-el-Kader	79,800 20	60,945 20	18,805 00	"	79,750 20	50 00
Construction et grosses réparations d'hôtels à l'étranger	434,674 20	58,181 78	329,193 76	"	387,375 54	47,298 66
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	9,458 69	7,995 89	1,462 80	"	9,458 69	"
Dépenses de la Commission arbitrale des pêcheries de Behring	45,767 99	"	45,767 99	"	45,767 99	"
	15,639,117 59	12,575,215 94	2,980,981 73	66,711 01	15,489,486 66	149,630 93
Dépenses des exercices clos	495,922 53	495,922 53	"	"	495,922 53	"
TOTAL de la 1re Section	16,135,040 12	13,071,138 47	2,980,981 73	66,711 01	15,985,409 19	149,630 93
			2,914,270f 72c			
2e SECTION. — SERVICE DES PROTECTORATS.						
Dépenses de la résidence en Tunisie	161,275 23	92,285 60	68,989f 54c	"	161,275 23	"
Dépenses des résidences à Madagascar	497,112 39	209,321 34	251,920 73	375 00	460,867 07	36,245 32
Dépenses de la justice à Madagascar	67,080 29	28,011 25	6,400 35	"	34,411 60	32,668 69
Colonisation à Madagascar	60,197 19	7,000 00	15,004 12	"	22,004 12	38,193 07
TOTAL de la 2e Section	785,665 10	336,618 28	342,314 74	375 00	678,558 02	107,107 08
			341,939f 74c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service ordinaire	16,135,040f 12c	13,071,138f 47c	2,980,981f 73c	66,711f 01c	15,985,409f 19c	149,630f 93c
2e SECTION. — Service des protectorats	785,665 10	336,618 28	342,314 74	375 00	678,558 02	107,107 08
TOTAL GÉNÉRAL	16,920,705 22	13,407,756 75	3,323,296 47	67,086 01	16,663,967 21	256,738 01
			3,256,210f 46c			

PUBLIQUES.

Budget général. (France.)

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.						
1re SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	813,500f 00c	"	783,668f 79c	"	783,668f 79c	29,831f 21c
Matériel de l'Administration centrale	219,000 00	"	136,136 30	"	136,136 30	82,863 70
Archives, bibliothèque, publication de documents diplomatiques	40,000 00	"	13,106 03	"	13,106 03	26,893 97
Traitements des agents diplomatiques et consulaires	6,503,700 00	"	5,936,558 46	"	5,936,558 46	567,141 54
Traitements des élèves chanceliers et commis, indemnités du personnel auxiliaire	622,250 00	"	561,101 14	"	561,101 14	61,148 86
Traitements des agents à la disposition du Ministre et des agents en disponibilité	200,000 00	"	162,895 93	"	162,895 93	37,104 07
Frais de représentation des agents diplomatiques	1,619,000 00	"	1,534,241 53	"	1,534,241 53	84,758 47
Entretien des hôtels appartenant à la France. – Achat de mobilier	250,000 00	"	47,435 24	"	47,435 24	202,564 76
Allocations aux établissements français en Orient; secours aux écoles; frais divers de culte	700,000 00	"	90,257 43	"	90,257 43	609,742 57
Frais de correspondance télégraphique	400,000 00	"	240,155 21	"	240,155 21	159,844 79
Dépenses des résidences payées sur services faits ou par abonnement	1,157,000 00	108,140f 00c	870,110 06	"	978,250 06	178,749 94
Frais d'établissement des agents diplomatiques et consulaires	545,000 00	"	293,661 01	"	293,661 01	251,338 99
Frais de voyages et de courriers	623,000 00	"	375,878 70	"	375,878 70	247,121 30
Présents diplomatiques	40,000 00	"	11,134 42	"	11,134 42	28,865 58
Missions	100,000 00	"	92,708 65	"	92,708 65	7,291 35
Secours	200,000 00	"	123,179 80	"	123,179 80	76,820 20
Dépenses secrètes	1,400,000 00	"	1,400,000 00	"	1,400,000 00	"
Frais de location et charges accessoires de l'hôtel appartenant à la résidence de l'ambassade ottomane	60,000 00	"	46,646 68	"	46,646 68	13,353 32
Allocation aux membres de la famille d'Abd-el-Kader	80,000 00	"	60,413 14	"	60,413 14	19,586 86
Construction et grosses réparations d'hôtels à l'étranger	500,000 00	"	21,833 63	"	21,833 63	478,166 37
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	4,197 16	"	466 66	"	466 66	3,730 50
Frais de reconstruction de l'hôpital français à Constantinople	400,000 00	"	5,374 73	"	5,374 73	394,625 27
Cérémonies et services funèbres en l'honneur de M. Carnot	10,000 00	"	4,269 66	"	4,269 66	5,730 34
Dépenses de la représentation de la France aux funérailles de S. M. l'Empereur de Russie	120,000 00	"	"	"	"	120,000 00
Dépenses de la conférence sanitaire internationale de Paris	38,388 75	"	"	"	"	38,388 75
	16,645,035 91	108,140 00	12,811,233 20	"	12,919,373 20	3,725,662 71
Dépenses des exercices clos	209,618 83	"	209,618 83	"	209,618 83	"
TOTAL de la 1re Section	16,854,654 74	108,140 00	13,020,852 03	"	13,128,992 03	3,725,662 71
			13,020,852f 03c			
2e SECTION. — SERVICE DES PROTECTORATS.						
Dépenses de la résidence en Tunisie	162,600f 00c	"	94,758f 45c	"	94,758f 45c	67,841f 55c
Dépenses des résidences à Madagascar	533,000 00	"	234,471 55	"	234,471 55	298,528 45
Dépenses de la justice française à Madagascar	201,500 00	"	21,250 00	"	21,250 00	180,250 00
Colonisation à Madagascar	100,000 00	"	18,000 00	"	18,000 00	82,000 00
TOTAL de la 2e Section	997,100 00	"	368,480 00	"	368,480 00	628,620 00
			368,480f 00c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service ordinaire	16,854,654f 74c	108,140f 00c	13,020,852f 03c	"	13,128,992f 03c	3,725,662f 71c
2e SECTION. — Service des protectorats	997,100 00	"	368,480 00	"	368,480 00	628,620 00
TOTAL GÉNÉRAL	17,851,754 74	108,140 00	13,389,332 03	"	13,497,472 03	4,354,282 71
			13,389,332f 03c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce Ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.						
1re SECTION. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR.						
Traitement du Ministre, traitements et indemnités du personnel de l'Administration centrale	1,436,791f 44c	1,419,042f 63c	17,059f 93c	"	1,436,102f 56c	688f 88c
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	341,249 53	224,908 75	116,316 43	"	341,225 18	24 35
Inspections générales administratives	176,342 44	154,289 32	21,580 89	27f 77c	175,842 44	500 00
Secours personnels à divers titres	688,390 00	530,692 50	157,002 50	"	687,695 00	695 00
Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements	5,080,733 18	4,675,513 39	405,883 77	663 98	5,080,733 18	"
Frais des élections sénatoriales	206,610 12	189,859 52	16,710 60	"	206,570 12	40 00
Dépenses fixes du personnel d'administration et d'exploitation des *Journaux officiels*	79,987 22	76,437 22	2,050 00	"	78,487 22	1,500 00
Dépenses variables du personnel d'exploitation des *Journaux officiels*	618,541 27	583,246 95	39,770 20	4,575 88	618,441 27	100 00
Dépenses du matériel des *Journaux officiels*	342,760 10	263,758 18	79,418 07	416 15	342,760 10	"
Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.)	8,935 37	2,631 91	6,703 46	400 00	8,935 37	"
Sociétés de secours mutuels	1,125,000 00	1,125,000 00	"	"	1,125,000 00	"
Personnel des bureaux des préfectures	3,813,575 23	3,478,707 06	334,718 17	"	3,813,425 23	150 00
Personnel des bureaux des sous-préfectures	1,067,718 70	961,025 86	106,693 73	0 89	1,067,718 70	"
Frais matériels d'administration des préfectures	770,772 91	716,340 58	54,432 33	"	770,772 91	"
Frais matériels d'administration des sous-préfectures	582,708 74	532,712 61	50,002 79	6 66	582,708 74	"
Subvention pour l'organisation et l'entretien des corps de sapeurs-pompiers	7,895 66	7,005 49	840 17	"	7,845 66	50 00
Matériel des cours d'appel	444,904 65	206,438 02	235,664 72	"	442,102 74	2,801 91
Célébration de la Fête nationale du 14 juillet	177,760 56	139,432 54	38,166 47	5 00	177,594 01	166 55
Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus Français	5,000 00	4,960 00	40 00	"	5,000 00	"
Travaux des palais de justice de Rennes et de Grenoble	199,999 95	173,648 08	26,351 87	"	199,999 95	"
Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes départementales. (Loi du 30 juillet 1880.)	69,933 33	69,933 33	"	"	69,933 33	"
Reconstruction de la cour d'appel de Paris	196,584 54	46,980 47	149,604 07	"	196,584 54	"
Subvention aux sociétés de tir	39,999 07	26,050 99	13,948 08	"	39,999 07	"
Subvention aux départements. (Loi du 10 août 1871.)	3,698,689 58	3,696,519 07	2,170 51	"	3,698,689 58	"
Annuité à payer au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 22 juillet 1887	140,157 36	140,157 36	"	"	140,157 36	"
Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux. (Loi du 30 juillet 1880.)	200,000 00	160,217 00	39,783 00	"	200,000 00	"
Subvention pour l'achèvement des chemins vicinaux	6,299,329 63	3,698,568 51	2,605,063 25	4,302 13	6,299,329 63	"
Carte de France au 1/100,000e	200,000 00	188,450 63	11,549 37	"	200,000 00	"
Dépenses du Conseil supérieur de l'Assistance publique	9,997 35	3,576 10	6,421 25	"	9,997 35	"
Subvention à l'hospice national des Quinze-Vingts	325,000 00	325,000 00	"	"	325,000 00	"
Subvention à la maison nationale de Charenton	50,000 00	46,200 00	3,800 00	"	50,000 00	"
Subvention aux asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet	112,000 00	112,000 00	"	"	112,000 00	"
Subvention à l'hospice national du Mont-Genèvre	1,000 00	1,000 00	"	"	1,000 00	"
Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Chambéry	71,000 00	65,083 32	5,916 68	"	71,000 00	"
A reporter	28,589,367 93	24,045,387 39	4.547,662 31	10,398 46	28,582,651 24	6,716 69

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						
Traitement du Ministre, traitements et indemnités du personnel de l'Administration centrale	1,436,792f 00c	"	1,422,897f 82c	706f 93c	1,422,190f 89c	14,601f 11c
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	318,000 00	"	211,219 30	"	211,219 30	106,780 70
Inspections générales administratives	185,000 00	"	156,988 99	"	156,988 99	28,011 01
Secours personnels à divers titres	690,000 00	"	559,818 50	"	559,818 50	130,181 50
Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements	5,081,000 00	"	4,694,970 60	287 50	4,694,683 10	386,316 90
Frais des élections sénatoriales	900,000 00	"	834,960 50	"	834,960 50	65,039 50
Dépenses fixes du personnel d'administration et d'exploitation des *Journaux officiels*	80,000 00	"	77,499 76	"	77,499 76	2,500 24
Dépenses variables du personnel d'exploitation des *Journaux officiels*	619,300 00	"	555,437 75	"	555,437 75	63,862 25
Dépenses du matériel des *Journaux officiels*	342,800 00	"	226,063 57	"	226,063 57	116,736 43
Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.)	20,000 00	"	10,027 37	"	10,027 37	9,972 63
Société de secours mutuels	775,000 00	"	775,000 00	"	775,000 00	"
Subventions aux sociétaires pensionnés par les sociétés de secours mutuels au cours de l'exercice 1894	400,000 00	"	400,000 00	"	400,000 00	"
Personnel des bureaux des préfectures	3,813,600 00	"	3,508,084 65	"	3,508,084 65	305,515 35
Personnel des bureaux des sous-préfectures	1,068,000 00	"	958,541 38	"	958,541 38	109,458 62
Frais matériels d'administration des préfectures	770,900 00	"	719,875 16	"	719,875 16	51,024 84
Frais matériels d'administration des sous-préfectures	582,900 00	"	534,499 89	125 00	534,374 89	48,525 11
Subventions pour l'organisation et l'entretien du corps des sapeurs-pompiers	8,000 00	"	4,029 00	"	4,029 00	3,971 00
Matériel des cours d'appel	440,000 00	"	209,150 42	"	209,150 42	230,849 58
Célébration de la Fête nationale du 14 juillet	180,000 00	"	128,487 05	0 05	128,487 00	51,513 00
Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus Français	5,000 00	"	5,000 00	"	5,000 00	"
Travaux des palais de justice de Grenoble	200,000 00	"	120,000 00	"	120 000 00	80,000 00
Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes départementales. (Loi du 30 juillet 1880.)	70,000 00	"	"	"	"	70,000 00
Reconstruction de la cour d'appel de Paris	250,000 00	"	124,665 13	"	124,665 13	125,334 87
Subvention aux sociétés de tir	40,000 00	"	27,858 78	"	27,858 78	12,141 22
Délimitation des frontières	6,000 00	"	"	"	"	6,000 00
Subvention aux départements. (Loi du 10 août 1871.)	3,700,000 00	"	3,694,685 29	"	3,694,685 29	5,314 71
Annuité à payer au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 22 juillet 1887	134,000 00	"	133,055 40	"	133,055 40	944 60
Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux. (Loi du 30 juillet 1880.)	200,000 00	"	183,981 00	"	183,981 00	16,019 00
Subvention pour l'achèvement des chemins vicinaux	7,675,559 00	"	5,947,309 30	"	5,947,309 30	1,728,249 70
Carte de France au 1/100,000e	100,000 00	"	97,404 56	"	97,404 56	2,595 44
Dépenses du Conseil supérieur de l'Assistance publique	10,000 00	"	5,949 40	"	5,949 40	4,050 60
Subvention à l'hospice national des Quinze-Vingts	325,000 00	"	325,000 00	"	325,000 00	"
Subvention à la maison nationale de Charenton	50,000 00	"	50,000 00	"	50,000 00	"
Subventions aux asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet	112,000 00	"	112,000 00	"	112,000 00	"
Subvention à l'hospice national du Mont-Genèvre	1,000 00	"	750 00	"	750 00	250 00
Subvention à l'institution notionale des sourds-muets de Chambéry	71,000 00	"	65,083 26	"	65,083 26	5,916 74
A reporter	30,660,851 00	"	26,880,293 83	1,119 48	26,879,174 35	3,781,676 65

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce Ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. (Suite.)						
1re SECTION. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)						
Report	28,589,367f93c	24,045,387f39c	4,547,662f31c	10,398f 46c	28,582,651f24c	6,716f69c
Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Paris	240,300 00	220,275 00	20,025 00	"	240,300 00	"
Subvention à l'institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux	100,000 00	91,666 66	8,333 34	"	100,000 00	"
Subvention à l'institution nationale des jeunes aveugles	200,000 00	167,000 00	33,000 00	"	200,000 00	"
Remboursement de frais occasionnés par des individus sans domicile de secours	198,808 23	54,226 32	141,644 76	"	195,871 08	2,937 15
Participation de l'État aux dépenses du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	3,900,000 00	2,399,000 00	1,202,675 53	"	3,601,675 53	298,324 47
Frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	1,000,449 03	805,370 59	194,171 22	201 67	999,340 14	1,108 89
Frais de protection des enfants du premier âge	783,876 02	12,935 81	763,130 94	"	776,066 75	7,809 27
Secours aux sociétés de charité maternelle et aux crèches	156,000 00	6,800 00	145,500 00	"	152,300 00	3,700 00
Subvention à des institutions de bienfaisance et secours d'extrême urgence	530,335 00	313,925 00	215,790 00	"	529,715 00	620 00
Service de la médecine gratuite dans les départements	50,000 00	"	49,986 00	"	49,986 00	14 00
Dépenses diverses du service des eaux minérales et des établissements thermaux de l'État	9,375 34	5,697 70	4,302 41	689 82	9,310 29	65 05
Personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	65,447 37	62,144 72	3,302 65	"	65,447 37	"
Matériel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	49,492 78	44,588 92	4,903 86	"	49,492 78	"
Personnel des établissements thermaux affermés	19,600 00	16,733 26	2,866 74	"	19,600 00	"
Matériel des établissements thermaux affermés	24,608 22	4,083 40	20,442 52	"	24,525 92	82 30
Personnel du service sanitaire; Comité consultatif d'hygiène publique en France	353,611 46	287,528 02	65,778 44	"	353,306 46	305 00
Matériel et dépenses diverses du service sanitaire	238,953 42	114,741 85	123,176 90	"	237,918 75	1,034 67
Visite annuelle des pharmacies et magasins de drogueries, fabriques et dépôts d'eaux minérales	265,827 72	29,254 34	235,560 18	"	264,814 52	1,013 20
Traitements des commissaires de police, indemnités de déplacement et autres	2,150,130 75	1,948,327 03	194,137 26	3,103 33	2,139,360 96	10,769 79
Subvention à la ville de Paris pour la police municipale	10,365,450 00	7,982,568 00	2,382,882 00	"	10,365,450 00	"
Frais de police de l'agglomération lyonnaise	1,469,266 00	1,313,253 38	156,012 62	"	1,469,266 00	"
Agents secrets de sûreté générale	1,600,000 00	1,600,000 00	"	"	1,600,000 00	"
Secours aux étrangers réfugiés	143,188 23	80,492 33	62,545 90	"	143,038 23	150 00
Frais de rapatriement	199,986 83	91,552 09	109,112 90	3,225 05	197,439 94	2,546 89
Dépenses du service de l'émigration	7,999 99	7,208 23	791 76	"	7,999 99	"
Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques	3,600 00	"	"	"	"	3,600 00
Personnel du service pénitentiaire. (Département de la Seine excepté.)	4,169,316 96	3,737,385 91	429,930 94	303 98	4,167,012 87	2,304 09
Personnel des maisons d'arrêt, de justice et de correction de la Seine	649,620 08	628,812 68	20,745 13	"	649,557 81	62 27
Entretien des détenus	9,860,268 45	8,520,151 39	1,351,199 21	30,960 37	9,840,390 23	19,878 22
A reporter	67,394,879 81	54,591,110 02	12,489,610 52	48,882 68	67,031,837 86	363,041 95

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)						
Report	30,660,851f00c	"	26,880,293f83c	1,119f48c	26,879,174f35c	3,781,676f65c
Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Paris	240,300 00	"	220,275 00	"	220,275 00	20,025 00
Subvention à l'institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux	100,000 00	"	91,666 66	"	91,666 66	8,333 34
Subvention à l'institution nationale des jeunes aveugles	200,000 00	"	183,700 00	"	183,700 00	16,300 00
Remboursement de frais occasionnés par des individus sans domicile de secours	200,000 00	"	35,629 55	"	35,629 55	164,370 45
Participation de l'État aux dépenses du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	4,250,000 00	"	2,427,000 00	"	2,427,000 00	1,823,000 00
Frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	1,071,000 00	"	841,479 56	"	841,479 56	229,520 44
Frais de protection des enfants du premier âge	800,000 00	"	12,787 75	"	12,787 85	787,212 15
Secours aux sociétés de charité maternelle et aux crèches	156,000 00	"	4,700 00	"	4,700 00	151,300 00
Subvention à des institutions de bienfaisance et secours d'extrême urgence	500,000 00	"	337,546 15	"	337,546 15	162,453 85
Service de la médecine gratuite dans les départements	50,000 00	"	"	"	"	50,000 00
Dépenses diverses du service des eaux minérales et des établissements thermaux de l'État	9,600 00	"	4,479 65	"	4,479 65	5,120 35
Personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	65,500 00	"	63,319 78	"	63,319 78	2,180 22
Matériel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	60,000 00	"	39,017 04	"	39,017 04	20,982 96
Personnel des établissements thermaux affermés	19,600 00	"	16,733 26	"	16,733 26	2,866 74
Matériel des établissements thermaux affermés	13,369 91	"	3,629 95	"	3,629 95	9,739 96
Personnel du service sanitaire; Comité consultatif d'hygiène publique de France	339,000 00	"	287,118 01	"	287,118 01	51,881 99
Matériel et dépenses diverses du service sanitaire	125,650 00	"	69,756 80	"	69,756 80	55,893 20
Visite annuelle des pharmacies et magasins de drogueries, fabriques et dépôts d'eaux minérales	267,500 00	"	58,924 78	"	58,924 78	208,575 22
Traitements des commissaires de police et indemnités de déplacement et autres	3,171,900 00	"	2,554,421 14	6,415 83	2,548,005 31	623,894 69
Subvention à la ville de Paris pour la police municipale	10,489,950 00	"	8,571,140 00	"	8,571,140 00	1,918,810 00
Frais de police de l'agglomération lyonnaise	1,469,266 00	"	1,301,687 96	"	1,301,687 96	167,578 04
Agents secrets de sûreté générale	1,600,000 00	"	1,600,000 00	"	1,600,000 00	"
Secours aux réfugiés étrangers	145,000 00	"	77,268 40	"	77,268 40	67,731 60
Frais de rapatriement	50,000 00	"	27,888 48	"	27,888 48	22,111 52
Dépenses du service de l'émigration	8,000 00	"	6,874 88	"	6,874 88	1,125 12
Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques	3,600 00	"	"	"	"	3,600 00
Personnel du service pénitentiaire et personnel des maisons d'arrêt, de justice et de correction de la Seine	4,923,672 00	"	4,419,931 98	271 73	4,419,660 25	504,011 75
Entretien des détenus	10,859,000 00	"	8,759,963 14	23,744 98	8,736,218 16	2,122,781 84
A reporter	71,848,758 91	"	58,897,233 85	31,552 02	58,865,681 83	12,983,077 08

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir pour les développements par article le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES (Suite).						
1re SECTION. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR (Suite).						
Report	67,394,879f 81c	54,591,110f 02c	12,489,610f 52c	48,882f 68c	67,031,837f 86c	363,041f 95c
Substitution éventuelle de la régie à l'entreprise dans les maisons de longues et courtes peines. — Frais supplémentaires d'entretien des détenus. — Règlements d'inventaire, reprise du matériel industriel. — Traitement provisoire du personnel des régies jusqu'à l'ouverture de crédits par la Chambre au prochain exercice	254,052 96	229,591 75	24,461 21	"	254,052 96	"
Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires	31,989 27	20,987 62	9,620 40	106 50	30,501 52	1,487 75
Transport des détenus et des libérés	337,782 39	330,095 91	42,389 92	35,667 40	336,818 43	963 96
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires (services à l'entreprise)	69,313 03	18,374 37	50,575 71	"	68,950 08	362 95
Mobilier du service pénitentiaire (services à l'entreprise)	38,152 83	21,246 14	15,858 66	"	37,104 80	1,048 03
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires et mobilier (services en régie)	257,994 23	178,430 78	71,630 12	100 00	249,960 90	8,033 33
Exploitations agricoles	168,516 80	134,528 52	33,864 92	"	168,393 44	123 36
Dépenses accessoires du service pénitentiaire	70,540 14	32,499 24	37,762 20	"	70,261 44	278 70
Subventions aux sociétés de patronage	119,813 00	102,500 00	17,313 00	"	119,813 00	"
Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire	38,801 07	4,982 98	33,818 09	"	38,801 07	"
Subventions aux départements pour la transformation des prisons. (Loi du 5 juin 1875.)	12,413 76	217 77	"	"	217 77	12,195 99
Acquisition des terres de culture dépendant de la colonie publique des Douaires (Eure)	40,000 00	40,000 00	"	"	40,000 00	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	26,164 89	19,697 41	6,467 48	"	26,164 89	"
Exposition de Chicago	549 90	549 90	"	"	549 90	"
Funérailles de M. Jules Ferry	19,866 42	19,866 42	"	"	19,866 42	"
Indemnité à la société anonyme de publications périodiques pour la suppression du *Bulletin des Communes*	311,755 07	"	311,755 07	"	311,755 07	"
Indemnités aux victimes de l'explosion du 8 novembre 1892	266,372 58	237,066 85	29,305 73	"	266,372 58	"
Secours aux victimes de la catastrophe de Saint-Gervais	25,000 00	"	24,878 15	"	24 878 15	121 85
Frais de réception de l'escadre russe	10,000 00	10,000 00	"	"	10,000 00	"
Subvention à la ville de Toulon pour les fêtes de réception de l'escadre russe	140,000 00	"	"	"	"	140,000 00
	69,633,958 15	55,991,745 68	13,199,311 18	84,756 58	69,106,300 28	527,657 87
Dépenses des exercices clos	2,541,442 15	2,541,442 15	"	"	2,541,442 15	"
TOTAL	72,175,400 30	58,533,187 83	13,199,311 18	84,756 58	71,647,742 43	527,657 87
			13,114,554f 60c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)						
Report	71,848,758f 91c	"	58,897,233f 85c	31,552f 02c	58,865,681f 83c	12,983,077f 08c
Provision à répartir, suivant les besoins du service, entre les différents chapitres du budget, en cas de mise en régie d'établissements pénitentiaires de toutes catégories postérieurement au 1er janvier 1895	500,000 00	"	134,768 91	"	134,768 91	365,231 09
Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires	32,000 00	"	16,267 46	"	16,267 46	15,732 54
Transport des détenus et des libérés	368,000 00	"	336,925 49	"	336,925 49	31,074 51
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires (service à l'entreprise)	54,000 00	"	17,908 06	"	17,908 06	36,091 94
Mobilier du service pénitentiaire (services à l'entreprise)	41,500 00	"	23,450 17	"	23,450 17	18,049 83
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires et mobilier (services en régie.)	357,500 00	"	239,242 42	"	239,242 42	118,257 58
Exploitations agricoles	176,800 00	"	154,818 62	715 50	154,103 12	22,696 88
Dépenses accessoires du service pénitentiaire	81,400 00	"	31,757 18	"	31,757 18	49,642 82
Subventions aux institutions de patronage	120,000 00	"	92,277 00	"	92,277 00	27,723 00
Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire	45,000 00	"	17,669 53	"	17,669 53	27,330 47
Subventions aux départements pour la transformation des prisons. (Loi du 5 juin 1875.)	105,000 00	"	36,890 76	"	36,890 76	68,109 24
Acquisition des terres de culture dépendant de la colonie publique des Douaires (Eure)	40,000 00	"	40,000 00	"	40,000 00	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	71,516 93	"	4,417 64	"	4,417 64	67,099 29
Indemnités et secours accordés à l'occasion des explosions des 12 et 20 février 1894	17,590 00	"	14,165 55	"	14,165 55	3,424 45
Subvention au concours international de tir de Lyon	40,000 00	"	40,000 00	"	40,000 00	"
Subvention au concours international de gymnastique de Lyon	10,000 00	"	10,000 00	"	10,000 00	"
Funérailles de M. Carnot	100,000 00	"	67,851 96	"	67,851 96	32,148 04
Funérailles de M. Burdeau	20,000 00	"	"	"	"	20,000 00
Subvention à l'Institut Pasteur pour subvenir aux besoins du traitement de la diphtérie par la sérumthérapie	100,000 00	"	"	"	"	100,000 00
	74,129,065 84	"	60,175,644 60	32,267 52	60,143,377 08	13,985,688 76
Dépenses des exercices clos	1,300,837 43	"	1,300,837 43	"	1,300,837 43	"
TOTAL	75,429,903 27	"	61,476,482 03	32,267 52	61,444,214 51	13,985,688 76
			61,444,214f 51c			

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce Ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.						
2e SECTION. — SERVICE DES CULTES.						
Personnel des bureaux des cultes	224,998f 31c	223,458f 31c	1,540f 00c	"	224,998f 31c	"
Matériel des bureaux des cultes	22,999 21	17,041 15	5,958 06	"	22,999 21	"
Impressions	7,990 61	5,569 16	2,421 45	"	7,990 61	"
Impressions des documents relatifs aux congrégations religieuses	5,342 56	3,308 88	2,033 68	"	5,342 56	"
Secours et dépenses diverses	1,997 31	1,922 31	75 00	"	1,997 31	"
Traitements des archevêques et évêques	832,388 85	604,194 42	226,666 66	"	830,861 08	1,527f 77c
Traitements des curés	4,387,765 10	3,263,196 89	1,117,614 65	"	4,380,811 54	6,953 56
Allocations aux vicaires généraux	455,873 75	337,319 60	117,929 15	"	455,248 75	625 00
Allocations aux chanoines	499,951 00	376,759 92	122,462 21	"	499,222 13	728 87
Allocations aux desservants et vicaires. — Binage.	30,550,624 67	22,751,720 19	7,757,219 97	"	30,508,940 16	41,684 51
Pensions et secours ecclésiastiques	697,475 82	507,304 99	187,920 83	"	695,225 82	2,250 00
Mobilier des archevêchés et évêchés	18,978 26	7,212 41	11,764 45	"	18,976 86	1 40
Loyers et rentes pour évêchés	11,023 00	9,543 00	1,480 00	"	11,023 00	"
Entretien des édifices diocésains	560,114 22	31,790 86	498,218 26	"	530,009 12	30,105 10
Grosses réparations des édifices diocésains	1,079,564 36	153,182 48	857,703 01	"	1,010,885 49	68,678 87
Crédits spéciaux pour cathédrales	313,305 43	72,246 03	232,029 78	"	304,275 81	9,029 62
Secours pour les églises et presbytères	1,969,972 67	1,275,171 67	613,846 00	320f 00c	1,888,697 67	81,275 00
Personnel des cultes protestants	1,266,545 97	954,492 49	313,148 48	2,050 00	1,265,590 97	955 00
Indemnités et secours aux églises	181,687 40	73,825 00	106,662 40	"	180,487 40	1,200 00
Dépenses des séminaires protestants	26,500 00	17,933 21	8,566 79	"	26,500 00	"
Personnel du culte israélite	133,382 64	99,095 14	34,287 50	"	133,382 64	"
Dépenses du séminaire israélite	22,000 00	13,950 00	8,050 00	"	22,000 00	"
Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite	58,877 00	14,442 00	32,335 00	"	46,777 00	12,100 00
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,855 04	1,420 04	435 00	"	1,855 04	"
	43,331,213 18	30,816,100 15	12,260,368 33	2,370 00	43,074,098 48	257,114 70
Dépenses des exercices clos	165,905 38	165,905 38	"	"	165,905 38	"
TOTAL	43,497,118 56	30,982,005 53	12,260,368 33	2,370 00	43,240,003 86	257,114 70
			12,257,998f 33c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service de l'intérieur	72,175,400f 30c	58,533,187f 33c	13,199,311 18	84,756f 58c	71,647,742f 43c	527,657f 87c
2e SECTION. — Service des cultes	43,497,118 56	30,982,005 53	12,260,368 33	2,360 00	43,240,003 86	257,114 70
TOTAL GÉNÉRAL	115,672,518 86	89,515,193 36	25,459,679 51	87,126 58	114,887,746 29	784,772 57
			25,372,552f 93c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.

Pour l'exercice 1894, le Service des Cultes dépend du Ministère de l'Instruction publique.

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE						
Personnel de l'administration centrale du Ministère.	3,757,671f 52c	3,574,323f 62c	182,898f 45c	279f 33c	3,756,942f 74c	728f 78c
Inspection générale des finances	784,312 66	714,290 19	70,022 47	"	784,312 66	"
Personnel central des administrations financières.	1,597,146 44	1,573,863 44	23,399 00	116 00	1,597,146 44	"
Indemnités diverses	45,698 25	43,218 13	2,480 12	"	45,698 25	"
Matériel de l'administration centrale des finances.	591,957 89	440,876 47	149,229 23	1,032 22	589,073 48	2,884 41
Impressions	2,175,498 01	415,867 81	1,579,025 28	22,067 82	1,972,825 27	202,672 74
Dépenses diverses de l'administration centrale	76,542 20	59,723 23	16,818 97	"	76,542 20	"
Frais de trésorerie	"	"	133,958 64	133,958 64	"	"
Traitements fixes des trésoriers-payeurs généraux et du receveur central de la Seine	1,404,999 77	1,302,754 71	102,245 06	"	1,404,999 77	"
Fonds d'abonnement alloués aux trésoriers-payeurs généraux et au receveur central de la Seine pour les frais de personnel et de matériel à leur charge.	4,039,999 74	3,761,747 72	278,252 06	0 04	4,039,999 74	"
Traitements fixes des receveurs particuliers des finances	587,999 99	538,253 33	49,746 66	"	587,999 99	"
Commissions aux receveurs particuliers des finances à valoir sur les frais de personnel et de matériel à leur charge et indemnités aux trésoriers-payeurs généraux, aux receveurs particuliers et aux percepteurs chargés du service des recettes particulières provisoirement supprimées	2,455,915 34	1,888,050 05	567,865 29	"	2,455,915 34	"
Personnel de la Cour des comptes	1,506,087 06	1,409,189 30	96,806 10	125 00	1,505,870 40	216 66
Matériel et dépenses diverses de la Cour des comptes	53,428 70	28,145 37	24,934 73	"	53,080 10	348 60
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	133,839 92	119,519 81	14,320 11	"	133,839 92	"
	19,211,097 49	15,869,823 18	3,292,002 17	157,579 05	19,004,246 30	206,851 19
Dépenses des exercices clos	8,995,335 76	8,995,335 76	7,033 86	7,033 86	8,995,335 76	"
TOTAL	28,206,433 25	24,865,158 94	3,299,036 03	164,612 91	27,999,582 06	206,851 19
			3,134,423f 12c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
DES FINANCES.						
Personnel de l'administration centrale du Ministère.	3,606,355f 65c	"	3,452,655f 34c	1,306f 39c	3,451,348f 95c	155,[illegible]06f 70
Inspection générale des finances	781,858 17	"	704,128 66	"	704,128 66	77,729 51
Personnel central des administrations financières.	1,595,217 39	"	1,569,063 73	"	1,569,063 73	26,153 66
Indemnités diverses	45,655 25	"	41,548 38	"	41,548 38	4,106 87
Matériel de l'administration centrale	569,872 69	"	438,162 81	8,064 37	430,098 44	139,774 25
Impressions	1,791,064 73	"	506,737 26	1,333 81	505,403 45	1,285,661 28
Dépenses diverses de l'administration centrale	81,552 44	"	62,772 50	4 20	62,768 30	18,784 14
Frais de trésorerie	342,000 00	"	209,702 07	209,702 07	"	342,000 00
Frais, autres que ceux de trésorerie, nécessités par le remboursement ou la conversion du 4 1/2 p. o/o	3,850,000 00	"	"	"	"	3,850,000 00
Traitements fixes des trésoriers-payeurs généraux et du receveur central de la Seine	1,404,999 88	"	1,302,578 57	"	1,302,578 57	102,421 31
Fonds d'abonnement alloués aux trésoriers-payeurs généraux et au receveur central de la Seine pour les frais de personnel et de matériel à leur charge.	4,039,999 55	"	3,761,889 28	"	3,761,889 28	278,110 27
Traitements fixes des receveurs particuliers des finances	587,999 99	"	539,206 66	"	539,206 66	48,793 33
Commissions aux receveurs particuliers des finances à valoir sur les frais de personnel et de matériel à leur charge et indemnités aux trésoriers-payeurs généraux, aux receveurs particuliers et aux percepteurs chargés du service des recettes particulières provisoirement supprimées	2,070,299 63	"	1,892,193 73	"	1,892,193 73	178,105 90
Personnel de la Cour des comptes	1,506,016 36	"	1,410,016 36	"	1,410,016 36	96,000 00
Matériel et dépenses diverses de la Cour des comptes.	53,435 53	"	33,582 73	198 00	33,384 73	20,050 80
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	153,067 57	"	133,893 59	"	133,893 59	19,173 98
	22,479,394 83	"	16,058,131 67	220,608 84	15,837,522 83	6,641,872 00
Dépenses des exercices clos	10,301,729 30	"	10,305,654 36	3,925 06	10,301,729 30	"
TOTAL	32,781,124 13	"	26,363,786 03	224,533 90	26,139,252 13	6,641,872 00
			26,139,252f 13c			

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. (Droits constatés au profit des créanciers de l'État.)	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e Partie. — SERVICES MINISTÉRIEL						
1re SECTION. —						
Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	2,437,522f 06c	2,418,095f 32c	27,792f 24c	9,050f 50c	2,436,837f 06c	685f 00
Officiers détachés à l'administration centrale	789,990 81	725,461 86	98,586 80	34,057 85	789,990 81	"
Matériel de l'administration centrale	244,889 40	189,166 09	56,113 37	396 06	244,883 40	6 00
Frais généraux d'impressions	365,117 93	169,648 08	196,846 95	1,402 90	365,092 13	25 80
Service géographique. (Personnel.)	383,141 24	367,853 04	15,288 20	"	383,141 24	"
Service géographique. (Matériel.)	475,474 04	431,249 63	62,140 72	20,466 20	472,924 15	2,549 89
État-major de l'armée. — Archives et bibliothèques.	123,917 79	103,920 29	19,997 50	"	123,917 79	"
Télégraphie militaire. (Personnel.)	138,476 63	109,733 04	32,045 90	3,328 70	138,450 24	26 39
Télégraphie militaire. (Matériel.)	356,655 41	188,828 10	167,685 85	152 35	356,361 60	293 81
Service des chemins de fer. (Matériel.)	68,756 59	17,265 74	50,751 40	"	68,017 14	739 45
État-major général et service d'état-major	12,271,535 78	11,017,640 52	1,435,274 25	181,378 99	12,271,535 78	"
Contrôle. — Intendance militaire. — États-majors particuliers	14,390,252 52	12,736,770 54	1,672,719 85	24,920 27	14,384,570 12	5,682 40
Écoles militaires. (Personnel.)	8,900,868 43	8,208,088 29	1,010,962 09	318,182 49	8,900,867 89	0 54
Écoles militaires. (Matériel.)	3,699,627 91	2,554,107 90	1,195,730 15	52,032 83	3,697,805 22	1,822 69
Personnel hors cadres ou non classé dans les corps de troupe	11,570,833 44	10,296,524 26	1,367,644 84	93,335 66	11,570,833 44	"
Solde de l'infanterie	102,768,256 86	100,201,923 05	6,871,108 05	4,304,774 24	102,768,256 86	"
Solde des troupes d'administration	3,651,666 50	3,697,086 43	118,344 25	164,432 91	3,650,997 77	668 73
Solde de la cavalerie	31,217,403 83	30,098,497 67	2,484,724 28	1,365,818 12	31,217,403 83	"
Solde de l'artillerie	28,545,900 80	27,579,915 08	1,978,926 00	1,012,940 28	28,545,900 80	"
Solde du génie	3,732,631 29	3,766,595 96	283,686 16	318,502 83	3,731,779 29	852 00
Solde du train des équipages militaires	4,100,779 50	4,001,047 80	293,765 71	193,974 01	4,100,779 50	"
Gendarmerie départementale et gendarmerie d'Afrique	35,448,388 42	33,115,200 45	3,154,851 01	821,663 04	35,448,388 42	"
Garde républicaine	4,764,766 67	4,715,298 67	52,518 53	3,050 53	4,764,766 67	"
Vivres. (Personnel.)	287,457 86	256,639 42	40,888 27	10,069 83	287,457 86	"
Vivres. (Matériel.)	47,675,350 94	45,541,118 77	9,236,976 85	7,118,226 94	47,659,868 08	15,482 26
Viande fraîche	40,828,960 85	39,356,736 74	2,894,943 81	1,422,719 70	40,828,960 85	"
Fourrages	87,549,805 07	76,430,831 00	15,991,253 55	4,872,533 71	87,549,550 84	254 23
Service de santé. (Personnel d'exploitation.)	307,140 00	296,272 74	15,841 89	4,974 63	307,140 00	"
Service de santé. (Matériel d'exploitation.)	8,995,400 47	7,165,907 22	2,694,857 43	875,419 44	8,985,345 21	10,055 26
Service des convois militaires	4,290,721 14	1,559,756 54	2,732,625 70	423,085 28	3,869,296 96	421,424 18
Service de l'indemnité de route	7,938,898 31	8,015,683 77	41,067 33	117,922 66	7,938,828 44	69 97
Service des indemnités extraordinaires de voyages et de missions extraordinaires	855,757 07	784,613 89	90,644 73	19,534 59	855,724 03	33 04
Habillement et campement. (Personnel.)	1,427,020 00	1,457,565 05	*Addé 27,369 94*	3,430 11	1,426,765 00	255 00
Habillement et campement. (Matériel d'exploitation.)	48,046,565 42	41,040,752 01	8,001,118 79	4,344,850 57	44,697,020 23	3,349,545 19
Lits militaires	10,671,053 81	8,845,573 46	1,881,453 37	60,222 36	10,666,804 47	4,249 34
Transports spéciaux	774,002 42	587,854 62	459,179 09	299,554 91	747,478 80	26,523 62
Recrutement	604,436 96	549,641 82	56,097 46	1,345 60	604,393 68	43 28
Réserve et armée territoriale	431,169 10	317,395 68	112,956 45	283 53	430,068 60	1,100 50
Justice militaire. (Frais généraux et prisons)	947,783 44	699,940 47	257,160 95	9,317 98	947,783 44	"
Ateliers et pénitenciers militaires	158,990 76	134,585 60	24,655 16	250 00	158,990 76	"
Remonte générale	16,964,261 13	16,706,559 08	1,215,569 13	964,361 48	16,957,766 73	6,494 40
A reporter	549,201,628 60	506,457,345 69	68,367,364 12	29,471,964 08	545,352,745 73	3,848,882 87

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
DE LA GUERRE.						
Service ordinaire.						
Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale et salaire des hommes de peine et ouvriers employés à l'administration centrale.	2,440,760f 00c	"	2,422,552f 04c	2,487f 31c	2,420,064f 73c	20,695f 27c
Médaille coloniale	15,500 00	"	"	"	"	15,500 00
Officiers détachés à l'administration centrale	1,051,130 00	"	928,558 65	"	928,558 65	122,571 35
Matériel de l'administration centrale	244,920 00	"	182,816 11	10,484 08	172,332 03	72,587 97
Frais généraux d'impressions	372,500 00	"	179,870 55	"	179,870 55	192,629 45
Service géographique. (Personnel.)	592,920 00	"	365,773 52	"	365,773 52	227,146 48
Service géographique. (Matériel.)	477,700 00	"	444,799 61	24,607 36	420,192 25	57,507 75
État-major de l'armée. — Archives et bibliothèques	125,400 00	"	106,611 05	"	106,611 05	18,788 95
Télégraphie militaire. (Personnel.)	130,500 00	"	102,624 34	"	102,624 34	27,875 66
Télégraphie militaire. (Matériel.)	358,000 00	"	269,672 93	1,540 67	268,132 26	89,867 74
Service des chemins de fer. (Matériel.)	128,200 00	"	14,113 84	"	14,113 84	114,086 16
État-major général et service d'état-major	12,426,849 00	"	11,238,353 28	"	11,238,353 28	1,188,495 72
Contrôle. — Intendance militaire. — États-majors particuliers	14,578,411 00	"	12,878,251 44	"	12,878,251 44	1,700,159 56
Écoles militaires. (Personnel.)	8,720,857 00	"	8,643,449 35	334,343 68	8,309,105 67	411,751 33
Ecoles militaires. (Matériel.)	3,359,458 00	"	2,690,750 43	96,667 18	2,594,083 25	765,374 75
Personnel hors cadres ou non classé dans les corps de troupe	10,953,270 00	"	9,755,707 63	20,375 64	9,735,331 99	1,217,938 01
Solde de l'infanterie	107,988,248 03	"	133,385,226 77	25,396,978 74	107,988,248 03	"
Solde des troupes d'administration	4,098,132 85	"	5,120,728 15	1,022,595 30	4,098,132 85	"
Solde de la cavalerie	31,012,596 00	"	36,103,422 44	5,508,458 23	30,594,964 21	417,631 79
Solde de l'artillerie	28,788,078 00	"	34,755,019 51	5,968,707 36	28,786,312 15	1,765 85
Solde du génie	3,855,115 14	"	4,716,447 26	861,332 12	3,855,115 14	"
Solde du train des équipages militaires	4,025,620 90	"	4,802,617 82	776,996 92	4,025,620 90	"
Gendarmerie départemtle et gendarmerie d'Afrique.	35,222,630 00	"	32,472,117 39	123,184 43	32,348,932 96	2,873,697 04
Garde républicaine	4,733,044 00	"	4,687,886 59	7,702 38	4,680,184 21	52,859 79
Vivres (Personnel)	287,850 00	"	234,528 67	5 13	234,523 54	53,326 46
Vivres. (Matériel)	46,553,115 00	2,041,668f 14c	47,617,153 94	5,240,387 94	44,418,434 14	2,134,680 86
Viande fraîche	48,025,625 00	"	42,414,241 26	"	42,414,241 26	5,611,383 74
Fourrages	85,195,010 00	15,745,686 23	69,604,458 74	17,022,195 88	68,327,949 09	16,867,060 91
Service de santé. (Personnel d'exploitation.)	307,140 00	"	278,526 39	"	278,526 39	28,613 61
Service de santé. (Matériel d'exploitation.)	8,861,655 00	"	8,066,562 42	873,558 46	7,193,003 96	1,668,651 04
Service des convois militaires	4,308,000 00	"	2,388,976 56	55,242 23	2,333,734 33	1,974,265 67
Service de l'indemnité de route	7,391,471 00	152 90	7,500,253 75	108,935 65	7,391,471 00	"
Service des indemnités extraordinaires de voyages et missions extraordinaires	885,040 00	"	812,475 00	1,198 61	811,276 39	73,763 61
Habillement et campement. (Personnel.)	1,430,020 00	"	1,387,698 24	"	1,387,698 24	42,321 76
Habillement et campement. (Matériel d'exploitation.)	48,994,106 00	"	35,349,770 67	884,166 38	34,465,604 29	14,528,501 71
Lits militaires	10,653,150 00	"	8,212,445 70	19,106 68	8,193,339 02	2,459,810 98
Transports spéciaux	1,287,200 00	"	1,016,420 64	577,016 54	439,404 10	847,795 90
Recrutement	570,280 00	"	523,296 02	"	523,296 02	46,983 98
Réserve et armée territoriale	402,200 00	"	318,820 69	"	318,820 69	83,379 31
Justice militaire (frais généraux) et prisons	1,071,040 00	"	774,492 32	117,004 63	657,487 69	413,552 31
Ateliers et pénitenciers militaires	160,100 00	"	145,796 11	"	145,796 11	14,303 89
Remonte générale	16,249,570 00	419,092 60	16,204,378 53	874,682 54	15,748,788 59	500,781 41
A reporter	558,332,411 92	18,206,599 87	549,117,666 35	65,929,962 07	501,394,304 15	56,938,107 77

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE LA GUERRE.						
1re SECTION. —						
Report	549,201,628f 60c	506,457,345f 69c	68,367,364f 12c	29,471,964f 08c	545,352,745f 73c	3,848,882f 87c
Recensement des chevaux et mulets	593,958 55	570,114 94	24,573 96	1,180 90	593,508 00	450 55
Harnachement	1,789,340 58	1,079,271 64	1,006,135 93	316,598 66	1,768,808 91	20,531 67
Établissement de l'artillerie. (Personnel.)	635,429 85	614,169 26	21,650 59	390 00	635,429 85	"
Établissement de l'artillerie. (Matériel.)	13,155,484 76	10,787,076 03	5,020,332 97	2,740,596 70	13,066,812 30	88,672 46
Poudres et salpêtres. (Personnel d'exploitation.)	896,642 69	813,888 19	82,935 06	180 56	896,642 69	"
Poudres et salpêtres. (Matériel d'exploitation.)	2,114,358 41	1,581,102 71	2,591,075 29	2,273,562 81	1,898,615 19	215,743 22
Établissements du génie. (Personnel.)	829,262 60	686,405 77	142,685 57	"	829,091 34	171 26
Établissements du génie. (Matériel.)	15,318,141 05	10,177,246 06	5,172,224 01	57,706 12	15,291,763 95	26,377 10
Chauffage et éclairage	319,161 19	232,461 00	195,055 72	108,570 53	318,946 19	215 00
Invalides de la guerre. (Personnel.)	91,731 19	86,685 19	5,408 57	362 57	91,731 19	"
Invalides de la guerre. (Matériel.)	261,300 49	217,661 49	49,797 31	6,158 31	261,300 49	"
Solde de non-activité, solde et gratifications de réforme.	859,067 23	767,086 06	111,652 76	20,046 59	858,692 23	375 00
Secours	4,721,669 64	4,586,991 82	159,931 44	25,253 62	4,721,669 64	"
Dépenses secrètes	600,000 00	600,000 00	"	"	600,000 00	"
Construction de la nouvelle enceinte et des forts detachés de Lyon	242,937 05	30,682 35	212,254 70	"	242,937 05	"
Démantèlement de la place de Valenciennes	24,005 00	16,656 23	7,348 77	"	24,005 00	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	76,540 27	8,487 11	68,053 16	"	76,540 27	"
Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutiles	305,173 86	209,354 50	95,906 01	86 65	305,173 86	"
Gendarmerie de Tunisie. (Personnel.)	265,104 06	242,468 32	24,261 40	1,652 58	265,077 14	26 92
Gendarmerie de Tunisie. (Matériel.)	39,494 05	"	39,494 05	"	39,494 05	"
Transformation de l'enceinte de Lille	21,997 46	168 20	21,829 26	"	21,997 46	"
Déclassement partiel des fortifications d'Alger	272,074 73	46,589 60	225,485 13	"	272,074 73	"
Démantèlement de la place d'Arras	50,399 96	50,399 96	"	"	50,399 96	"
Construction d'une caserne destinée à remplacer la caserne Nicolaï et agrandissement du quartier de cavalerie de Grenelle	79,999 80	30,240 00	42,874 48	"	73,114 48	6,885 32
Démantèlement de la place de Douai	94,985 45	65,208 25	29,777 20	"	94,985 45	"
Démantèlement de la place de Saint-Omer	38,000 00	513 35	37,486 65	"	38,000 00	"
Démantèlement de la place d'Aire-sur-la-Lys	44,970 00	26,900 00	18,070 00	"	44,970 00	"
Démantèlement de la place de Bouchain (Nord)	319 56	250 00	69 56	"	319 56	"
Reconstruction d'un bâtiment incendié à l'arsenal de Lille	108,302 39	"	413,803 12	305,500 73	108,302 39	"
Réorganisation des établissements militaires en Algérie.	81,009 63	46,295 72	33,421 35	"	79,717 07	1,292 56
Frais de réception de l'escadre russe	35,000 00	30,923 71	5,375 97	1,299 68	35,000 00	"
Frais de funérailles de M. le maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta, ancien président de la République française	19,997 54	"	19,997 54	"	19,997 54	"
	593,187,487 64	540,062,643 15	84,246,331 65	35,331,111 09	588,977,863 71	4,209,623 93
Dépenses des exercices clos	2,796,933 33	2,796,933 33	"	"	2,796,933 33	"
Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1893 et non frappées de déchéance	378,286 60	"	378,286 60	"	378,286 60	"
TOTAL de la 1re Section	596,362,707 57	542,859,576 48	84,624,618 25	35,331,111 09	592,153,083 64	4,209,623 93
			49,293,507f 16c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE LA GUERRE. (Suite.)						
SERVICE ORDINAIRE. (Suite.)						
Report	558,332,411f 92c	18,206,599f 87c	549,117,666f 35c	65,929,962f 07c	501,394,304f 15c	56,938,107f 77c
Recensement des chevaux et mulets	549,100 00	"	521,709 75	"	521,709 75	27,390 25
Harnachement	1,444,190 00	"	1,711,384 53	595,882 83	1,115,501 70	328,688 30
Établissements de l'artillerie. (Personnel.)	651,000 00	"	623,630 43	"	623,630 43	27,369 57
Établissements de l'artillerie. (Matériel.)	14,946,988 40	"	15,582,669 73	3,932,456 15	11,650,213 58	3,296,774 82
Poudres et salpêtres. (Personnel d'exploitation.)	909,190 00	"	826,212 27	20 00	826,192 27	82,997 73
Poudres et salpêtres. (Matériel d'exploitation.)	2,660,500 00	"	7,830,018 53	5,684,765 67	2,145,252 86	515,247 14
Établissements du génie. (Personnel d'exploitation.)	834,180 00	"	683,275 14	5 50	683,269 64	150,910 36
Établissements du génie. (Matériel d'exploitation.)	15,996,325 81	"	10,876,934 22	33,671 13	10,843,263 09	5,153,062 72
Chauffage et éclairage	360,400 00	"	288,468 56	77,480 84	210,987 72	149,412 28
Invalides de la guerre. (Personnel.)	95,115 00	"	88,836 23	"	88,836 23	6,278 77
Invalides de la guerre. (Matériel.)	270,830 00	"	184,762 64	1,071 45	183,691 19	87,138 81
Solde de non-activité, solde et gratifications de réforme.	822,370 00	"	727,092 59	"	727,092 59	95,277 41
Secours	4,852,000 00	"	4,688,346 12	2,163 36	4,686,182 76	165,817 24
Dépenses secrètes	600,000 00	"	624,000 00	24,000 00	600,000 00	"
Construction de la nouvelle enceinte et des forts détachés de Lyon	49,000 00	"	30,207 53	"	30,207 53	18,792 47
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutiles. (Loi du 2 janvier 1890.)	447,583 80	"	299,959 11	"	299,959 11	147,624 69
Gendarmerie de Tunisie. (Personnel.)	269,560 00	"	244,153 37	809 53	243,343 84	26,216 16
Gendarmerie de Tunisie. (Matériel.)	39,950 00	"	"	"	"	39,950 00
Reconstruct^on d'un bâtiment incendié à l'arsenal de Lille	253,347 87	"	157,923 90	"	157,923 90	95,423 97
Déclassement partiel des fortifications d'Alger	419,159 59	"	233,867 39	"	233,867 39	185,292 20
Réorganisation des établissements militaires en Algérie.	84,265 56	"	45,692 18	"	45,692 18	38,573 38
Démantèlement de la place de Valenciennes	42,010 76	"	34,870 00	"	34,870 00	7,140 76
Transformation de l'enceinte de Lille	200,000 00	"	146,579 35	"	146,579 35	53,420 65
Construction d'une caserne destinée à remplacer la caserne Nicolaï et agrandissement du quartier de cavalerie de Grenelle	168,700 01	"	99,290 00	"	99,290 00	69,410 01
Démantèlement de la place d'Aire-sur-la-Lys	66,499 96	"	23,562 55	"	23,562 55	42,937 41
Démantèlement de la place de Bouchain (Nord)	46,686 52	"	1,266 35	"	1,266 35	45,420 17
Démantèlement de la place de Douai	3,600 00	"	2,534 38	"	2,534 38	1,065 62
Démantèlement de la place de Saint-Omer	25,999 82	"	"	"	"	25,999 82
Démantèlement de la place de Cambrai	35,242 74	"	10,750 34	"	10,750 34	24,492 40
Reconstruction du matériel technique d'aérostation détruit par l'explosion survenue à l'établissement militaire de Chalais	25,200 00	"	"	"	"	25,200 00
Extension des bâtiments de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr	160,000 00	"	132,581 13	"	132,581 13	27,418 87
Convocation de deux régiments de réserve de cavalerie.	452,100 00	"	377,849 66	"	377,849 66	74,250 34
	606,113,507 76	18,206,599 87	596,216,094 33	76,282,288 53	538,140,405 67	67,973,102 09
Dépenses des exercices clos	4,352,068 73	"	4,352,068 73	"	4,352,068 73	"
TOTAL de la 1re section	610,465,576 49	18,206,599 87	600,568,163 06	76,282,288 53	542,492,474 40	67,973,102 09
			524,285,874f 53c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE LA GUERRE. (Suite.)						
2e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.						
Équipages de campagne	2,693,181f 36c	2,431,332f 28c	676,797f 22c	451,348f 30c	2,656,781f 20c	36,400f 16c
Armement des places	1,089,778 24	849,132 54	335,980 00	110,663 84	1,074,448 70	15,329 54
Armement des côtes	143,000 00	143,000 00	"	"	143,000 00	"
Équipages de siège	2,167,203 42	1,865,791 79	524,243 01	338,249 32	2,051,785 48	115,417 94
Armes portatives	9,674,427 54	8,754,462 92	1,899,141 88	994,738 03	9,658,866 77	15,560 77
Munitions	3,994,651 89	3,224,498 75	1,165,351 33	395,729 04	3,994,121 04	530 85
Dépenses diverses	387,162 56	310,848 49	94,374 19	18,060 12	387,162 56	"
Bâtiments et machines	57,918 60	35,542 92	22,375 68	"	57,918 60	"
Frontière de l'Est	2,655,620 31	1,850,847 78	801,186 54	3,414 95	2,648,619 37	7,000 94
Places de la frontière du Sud-Est	1,395,251 07	1,201,597 14	204,093 33	13,000 00	1,392,690 47	2,560 60
Ports et embouchures	1,059,499 58	670,781 80	392,662 55	5,709 32	1,057,735 03	1,764 55
Magasins à poudre	1,478,069 51	1,081,804 50	382,080 81	2,297 41	1,461,587 90	16,481 61
Améliorations, procès, transports	"	"	"	"	"	"
Bâtiments militaires	119,695 69	77,134 90	42,277 76	41 96	119,370 70	324 99
Chemins de fer	2,285,440 22	272,156 15	1,812,658 27	"	2,084,814 42	200,625 80
Service de santé	"	"	"	"	"	"
Télégraphie militaire et aérostation	202,459 82	63,738 65	145,463 52	6,742 35	202,459 82	"
Places du Nord	1,991,106 80	1,355,260 39	635,844 48	"	1,991,104 87	1 93
Défense de Cherbourg	950,000 00	632,170 72	317,909 28	80 00	950,000 00	"
Construction de casernements	6,587,727 24	3,729,047 30	2,698,131 99	41,266 15	6,385,913 14	201,814 10
Champs de manœuvre, de tir, stands et manèges	1,676,189 1	944,385 46	859,777 71	154,485 97	1,649,677 20	26,512 11
Construction de tourelles cuirassées dans les forts	1,045,476 74	387,936 48	657,540 26	"	1,045,476 74	"
Fort de Manonvillers	799,999 57	731,598 53	68,401 04	"	799,999 57	"
Construction de baraquements pour les troupes alpines	37,84 86	98,703 02	37,897 87	"	136,600 89	1,243 97
A reporter	42,591,704 33	30,711,772 51	13,774,188 72	2,535,826 76	41,950,134 47	641,569 86

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.						
Équipages de campagne	1,850,000f 00c	"	1,844,574f 67c	88,446f 77c	1,756,127f 90c	93,872f 10c
Armement des places	1,000,000 00	"	603,075 16	"	603,075 16	396,924 84
Armement des côtes	"	"	"	"	"	"
Équipages de siège	1,460,000 00	"	1,230,690 87	206,820 50	1,023,870 37	436,129 63
Armes portatives	8,570,000 00	"	9,041,385 79	749,737 19	8,291,648 60	278,351 40
Munitions	4,880,000 00	"	5,209,689 72	1,432,652 65	3,777,037 07	1,102,962 93
Dépenses diverses	636,820 00	"	415,721 18	"	415,721 18	221,098 82
Bâtiments et machines	"	"	"	"	"	"
Frontière de l'Est	2,032,288 00	"	1,567,389 16	213 70	1,567,175 46	465,112 54
Places de la frontière du Sud-Est	516,000 00	"	66,982 71	"	66,982 71	449,017 29
Ports et embouchures	"	"	"	"	"	"
Magasins à poudre	1,270,000 00	"	886,699 02	"	886,699 02	383,300 98
Améliorations, procès, transports	"	"	"	"	"	"
Bâtiments militaires	126,672 60	"	24,292 22	"	24,292 22	102,380 38
Chemins de fer	2,420,000 00	"	192,121 79	467 95	191,653 84	2,228,346 16
Service de santé	"	"	"	"	"	"
Télégraphie militaire et aérostation	"	"	"	"	"	"
Places du Nord	1,400,000 00	"	1,020,771 54	"	1,020,771 54	379,228 46
Défense de Cherbourg	1,000,000 00	"	900,162 87	"	900,162 87	99,837 13
Construction de casernements	7,351,514 13	"	5,110,510 00	6,727 09	5,103,782 91	2,247,731 22
Champs de manœuvre, de tir, stands et manèges	1,477,248 80	"	1,029,694 75	49 28	1,029,645 47	447,603 33
Construction de tourelles cuirassées dans les forts	670,000 00	"	192,148 95	"	192,148 95	477,851 05
Fort de Manonvillers	800,000 00	"	734,236 41	"	734,236 41	65,763 59
Construction de baraquements pour les troupes alpines	"	"	"	"	"	"
A reporter	37,460,543 53	"	30,070,146 81	2,485,115 13	27,585,031 68	9,875,511 85

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE LA GUERRE. (Suite.)						
2e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES. (Suite.)						
Report	42,591,704f 33c	30,711,772f 51c	13,774,188f 72c	2,535,826f 76c	41,950,134f 47c	641,569f 86c
Organisation des défenses de la Corse et achèvement de celles de Toulon	432,134 53	288,902 06	143,232 47	"	432,134 53	"
Constitution d'approvisionnements de ponts démontables sur routes	201,067 45	31,912 02	169,123 15	"	201,035 17	32 28
Constitution de réserves d'outils	398,631 47	122,867 33	284,266 52	8,502 38	398,631 47	"
Extension, amélioration et création d'établissements des services administratifs	"	"	"	"	"	"
Organisation des boulangeries de guerre et stations-magasins	402,598 34	192,896 92	207,968 02	35 40	400,829 54	1,768 80
Subsistances	200,000 00	4,591 02	200,312 10	4,903 12	200,000 00	"
Habillement	3,477,140 90	1,410,201 75	2,037,293 99	74 74	3,447,421 00	29,719 90
Armement des côtes. (Artillerie.)	2,633,115 25	1,931,657 38	999,405 41	498,814 35	2,432,248 44	200,866 81
Bâtiments et machines. (Artillerie.)	1,409,826 45	977,099 13	511,027 59	91,817 64	1,396,309 08	13,517 37
Construction de chemins stratégiques	244,952 74	155,325 59	89,627 15	"	244,952 74	"
Amélioration aux forts isolés	567,057 34	568,244 37	216,933 82	222,345 07	562,833 12	4,224 22
Épinal. — Groupement des bureaux des divers services.	99,987 08	69,323 92	30,663 16	"	99,987 08	"
Établissements du service de santé	"	"	"	"	"	"
Télégraphie militaire et aérostation	772,286 84	650,384 26	199,759 75	77,872 02	772,271 99	14 85
Réserve. (Procès, transport, etc.)	115,161 24	64,790 18	60,805 40	11,046 50	114,549 08	612 16
Service de santé	199,981 11	175,000 00	390,895 59	365,914 48	199,981 11	"
Harnachement	965,037 88	473,234 90	467,043 39	1,110 30	939,167 99	25,869 89
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	34,312 45	6,573 01	27,739 44	"	34,312 45	"
	54,744,995 40	37,834,776 35	19,810,285 67	3,818,262 76	53,826,799 26	918,196 14
Dépenses des exercices clos	3,553,773 82	3,553,773 82	"	"	3,553,773 82	"
TOTAL de la 2e Section	58,298,769 22	41,388,550 17	19,810,285 67	3,818,262 76	57,380,573 08	918,196 14
			15,992,022f 91c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service ordinaire	596,362,707f 57c	542,859,576f 48c	84,624,618f 25c	35,331,111f 00c	592,153,083f 64c	4,209,623f 93c
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	58,298,769 22	41,388,550 17	19,810,285 67	3,818,262 76	57,380,573 08	918,196 14
TOTAL	654,661,476 79	584,248,126 65	104,434,903 92	39,149,373 85	649,533,656 72	5,127,820 07
			65,285,530f 07c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
LA GUERRE. (Suite.)						
EXTRAORDINAIRES. (Suite.)						
Report	37,460,543f 53c	"	30,070,146f 81c	2,485,115f 13c	27,585,031f 68c	9,875,511f 85
Organisation des défenses de la Corse et achèvement de celles de Toulon	"	"	"	"	"	"
Constitution d'approvisionnements de ponts démontables sur routes	"	"	1,499 99	1,499 99	"	"
Constitution de réserves d'outils	200,000 00	"	199,799 42	5,930 14	193,869 28	6,130 72
Organisation des boulangeries de guerre et stations-magasins	400,000 00	"	139,443 38	"	139,443 38	260,556 62
Subsistances	1,126,000 00	"	989,265 31	"	989,265 31	136,734,69
Habillement	4,066,600 00	"	1,375,560 04	"	1,375,560 04	2,691,039 96
Armement des côtes. (Artillerie.)	3,190,000 00	"	2,911,986 48	226,766 24	2,685,220 24	504,779 76
Bâtiments et machines. (Artillerie.)	950,000 00	"	661,892 61	69,854 15	592,038 46	357,961 54
Construction de chemins stratégiques	188,000 00	"	118,010 54	125 50	117,885 04	70,114 96
Amélioration aux forts isolés	970,000 00	"	584,153 27	174,590 15	409,563 12	560,436 88
Épinal. — Groupement des bureaux des divers services	90,000 00	"	72,490 93	"	72,490 93	17,509 07
Établissements du service de santé	"	"	"	"	"	"
Télégraphie militaire et aérostation	600,000 00	"	496,733 82	223,170 56	273,563 26	326,436 74
Réserve. (Procès, transport, etc.)	1,145,000 00	"	195,648 57	10,102 00	185,546 57	959,453 43
Service de santé	300,000 00	"	3,019 28	"	3,019 28	296,980 72
Harnachement	596,400 00	"	260,560 29	"	260,560 29	335,839 71
Expériences	953,180 00	"	715,728 38	"	715,728 38	237,451 62
Fortifications, frontières et côtes	1,508,000 00	"	994,445 95	14,073 86	980,372 09	527,627 91
Matériel de guerre du génie	114,000 00	"	57,182 19	2,763 25	54,418 94	59,581 06
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	5 16	5 16	"	"
Aérostation militaire	200,000 00	"	200,000 00	"	200,000 00	"
	54,057,723 53	"	40,047,572 42	3,213,996 13	36,833,576 29	17,224,147 24
Dépenses des exercices clos	1,421,171 45	"	1,421,671 45	500 00	1,421,171 45	"
TOTAL de la 2e Section	55,478,894 98	"	41,469,243 87	3,214,496 13	38,254,747 74	17,224,147 24
			38,254,747f 74c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service ordinaire	610,465,576f 49c	18,206,599f 87c	600,568,163f 06c	76,282,288f 53c	542,492,474f 40c	67,973,102f 09c
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	55,478,894 98	"	41,469,243 87	3,214,496 13	38,254,747 74	17,224,147 24
TOTAL	665,944,471 47	18,206,599 87	642,037,406 93	79,496,784 66	580,747,222 14	85,197,249 33
			562,540,622f 27c			

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES

MINISTÈRE

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	1,053,378f 66c	1,050,029f 25c	3,199f 41c	"	1,053,228f 66c	150f 00c
Officiers et agents des divers corps de la marine détachés à l'Administration centrale	347,649 76	342,822 99	5,226 08	399f 31c	347,649 76	"
Personnel du service hydrographique	97,592 20	95,899 64	1,791 72	99 16	97,592 20	"
Officiers de marine et équipages	40,162,013 93	34,844,710 85	5,970,550 16	653,247 08	40,162,013 93	"
Troupes de la marine	10,862,378 58	9,213,736 30	1,783,997 38	135,355 10	10,862,378 58	"
Gendarmerie maritime	798,554 60	792,495 96	6,197 03	138 39	798,554 60	"
Inspection des services administratifs et financiers	253,427 94	248,179 06	5,580 68	331 80	253,427 94	"
Personnel technique	1,988,323 27	1,915,048 85	76,162 59	2,888 17	1,988,323 27	"
Commissariat de la marine	1,663,215 27	1,520,440 50	150,294 99	7,520 22	1,663,215 27	"
Personnel administratif. — Corps secondaires	3,323,898 66	3,175,031 95	180,232 05	31,365 34	3,323,898 66	"
Personnel et agents divers. (École, justice, police, surveillance.)	2,442,146 31	2,236,707 80	211,234 70	5,796 19	2,442,146 31	"
Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes	2,026,523 64	1,857,316 30	182,480 32	13,272 98	2,026,523 64	"
Constructions navales. — Salaires pour les constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs	11,895,470 41	11,433,749 78	461,816 27	95 64	11,895,470 41	"
Constructions navales. — Salaires pour l'entretien et l'approvisionnement de la flotte	6,235,952 98	5,900,513 01	655,697 55	320,257 58	6,235,952 98	"
Artillerie. — Salaires pour le premier établissement et la reconstitution	1,126,754 51	1,082,273 91	44,658 73	178 13	1,126,754 51	"
Artillerie. — Salaires pour l'entretien et le service courant	1,367,984 94	1,334,815 62	51,818 41	18,686 64	1,367,947 39	37 55
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Salaires	996,934 30	923,985 36	78,707 99	5,759 05	996,934 30	"
Vivres. — Salaires	449,316 23	426,107 59	23,467 83	259 19	449,316 23	"
Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires. — Constructions navales	4,844,944 94	4,411,827 48	507,972 34	74,854 88	4,844,944 94	"
Service général des ports, ateliers, chantiers, et magasins. — Salaires. — Artillerie	862,104 36	820,819 34	41,327 68	42 66	862,104 36	"
Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires. — Vivres	453,416 88	436,360 74	17,083 18	27 04	453,416 88	"
Dépenses diverses de main-d'œuvre	345,945 64	349,694 75	16,675 60	20,424 71	345,945 64	"
Matériel de l'Administration centrale	226,738 31	167,287 61	60,171 09	770 64	226,688 06	50 25
Constructions navales. — Approvisionnements de la flotte. — Achats pour l'entretien et le service courant	11,568,535 01	9,541,653 22	3,427,708 42	1,417,399 96	11,551,961 68	16,573 33
Constructions navales. — Achats de bâtiments neufs à l'industrie	23,526,924 44	20,754,189 28	2,772,735 16	"	23,526,924 44	"
Achat extraordinaire de bâtiments à l'industrie	6,992,566 72	6,019,806 36	972,760 36	"	6,992,566 72	"
Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves pour le premier armement des bâtiments neufs	25,638,221 72	16,910,641 77	8,922,228 02	205,016 37	25,627,853 42	10,368 30
Artillerie. — Armes. — Établissement et reconstitution	7,962,110 19	5,020,548 82	3,045,216 50	104,517 09	7,961,248 23	861 96
Achat extraordinaire d'artillerie pour des bâtiments neufs	999,945 75	349,926 13	650,019 62	"	999,945 75	"
A reporter	170,512,970 15	143,176,620 22	30,327,011 86	3,018,703 32	170,484,928 76	28,041 39

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

DE LA MARINE.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	1,063,866f 35c	"	1,061,733f 79c	916f 67c	1,060,817f 12c	3,049f 23c
Officiers et agents des divers corps de la marine détachés à l'Administration centrale	349,729 80	"	349,641 29	"	349,641 29	88 51
Personnel du service hydrographique	103,364 45	"	101,314 29	"	101,314 29	2,050 16
Officiers de marine et équipages	42,377,032 00	"	36,026,434 46	37,773 11	35,988,661 35	6,388,370 65
Troupes de la marine	12,909,324 70	"	10,168,093 44	3,331 65	10,164,761 79	2,744,562 91
Gendarmerie maritime	785,569 09	"	780,103 24	"	780,103 24	5,465 85
Inspection des services administratifs et financiers	257,796 27	"	255,354 64	83 00	255,271 64	2,524 63
Personnel technique	2,008,459 97	"	1,953,208 81	2,000 56	1,951,208 25	57,251 72
Commissariat de la marine	1,699,124 00	"	1,499,367 95	514 05	1,498,853 90	200,270 10
Personnel administratif. — Corps secondaires	3,353,353 00	"	3,259,646 80	2,748 04	3,256,898 76	96,454 24
Personnel et agents divers. (École, justice, police, surveillance)	2,433,352 43	"	2,243,733 54	2,010 41	2,241,723 13	191,629 30
Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes	2,076,378 41	"	1,877,754 23	1,580 77	1,876,173 46	200,204 95
Constructions navales. — Salaires pour les constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs	12,082,000 00	"	11,571,365 98	845 14	11,570,520 84	511,479 16
Constructions navales. — Salaires pour l'entretien et l'approvisionnement de la flotte	6,423,000 00	"	6,095,317 80	455 50	6,094,862 30	328,137 70
Artillerie. — Salaires pour le premier établissement et la reconstitution	1,175,887 00	"	1,142,792 73	17,451 07	1,125,341 66	50,545 34
Artillerie. — Salaires pour l'entretien et le service courant	1,369,750 00	"	1,344,905 28	6,051 32	1,338,853 96	30,896 04
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Salaires	997,041 00	"	953,752 48	3,630 00	950,122 48	46,918 52
Vivres. — Salaires	508,173 71	"	448,430 13	432 14	447,997 99	60,175 72
Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins — Salaires. — Constructions navales	5,023,428 72	"	5,086,955 76	63,527 04	5,023,428 72	"
Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires. — Artillerie	852,060 00	"	804,720 24	6,669 08	798,051 16	54,008 84
Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires. — Vivres	432,451 16	"	432,470 81	19 65	432,451 16	"
Dépenses diverses de main-d'œuvre. (Hôpitaux)	364,456 24	"	378,491 13	29,063 45	349,427 68	15,028 56
Matériel de l'Administration centrale	236,800 00	"	205,779 42	66 00	205,713 42	31,086 58
Constructions navales. — Approvisionnement de la flotte. — Achats pour l'entretien et le service courant	18,636,708 00	"	14,834,750 59	764,296 36	14,070,454 23	4,566,253 77
Constructions navales. — Achat de bâtiments neufs à l'industrie	35,591,420 14	"	28,502,426 03	"	28,502,426 03	7,088,994 11
Achat extraordinaire de bâtiments à l'industrie	3,983,630 00	"	2,766,050 05	"	2,766,050 05	1,217,579 95
Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves pour le premier armement des bâtiments neufs	25,522,000 00	"	19,411,430 23	186,967 21	19,224,463 02	6,297,536 98
Artillerie. — Armes. — Établissement et reconstitution	7,485,200 00	"	4,894,104 81	169,630 92	4,724,473 89	2,760,726 11
Achat extraordinaire d'artillerie pour des bâtiments neufs	999,652 27	"	773,527 90	"	773,527 90	226,124 37
A reporter	191,101,008 71	"	159,223,657 85	1,300,063 14	157,923,594 71	33,177,414 00

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE LA MARINE. (Suite.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	170,512,970f 15c	143,176,620f 22c	30,327,011f 86c	3,018,703f 32c	170,484,928f 76c	28,041f 39c
Artillerie. — Poudres et munitions	14,246,526 06	8,741,220 68	5,634,726 85	129,611 46	14,246,336 07	189 99
Artillerie. — Armes. — Entretien et service courant	523,451 17	365,848 32	219,293 32	62,874 45	522,267 19	1,183 98
Torpilles	4,470,393 95	2,857,454 42	1,634,245 00	21,417 17	4,470,282 25	111 70
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes améliorations	2,316,212 56	1,476,173 57	841,900 05	2,096 16	2,315,977 46	235 10
Travaux extraordinaires et défenses des ports militaires	4,800,000 00	3,011,659 50	1,771,019 69	5,513 60	4,777,165 59	22,834 41
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Entretien et service courant	1,318,566 07	1,014,381 25	354,470 46	68,451 26	1,300,400 45	18,165 62
Habillement. (Achats directs et indemnités représentatives.)	4,661,907 11	4,052,293 97	1,161,438 97	567,421 60	4,646,311 34	15,595 77
Vivres. (Achats directs et indemnités représentatives.)	23,137,195 49	17,659,609 79	5,708,156 99	253,485 55	23,114,281 23	22,914 26
Casernement	903,086 13	498,406 49	500,101 44	95,601 83	902,906 10	180 03
Matériel de médecine, de science, d'art et de religion	1,410,273 96	831,528 70	616,072 12	49,017 74	1,398,583 08	11,690 88
Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Constructions navales	3,803,525 72	3,023,145 12	874,229 19	95,051 52	3,802,322 79	1,202 93
Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Artillerie	1,061,413 02	726,651 16	335,631 43	1,018 72	1,061,263 87	149 15
Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Torpilles	242,646 12	168,459 33	75,182 72	1,071 66	242.570 39	75 73
Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Travaux hydrauliques	195,567 66	168,041 00	34.234 22	6,916 22	195,359 00	208 66
Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Vivres	55,074 74	44,664 14	16,022 07	5,617 42	55,068 79	5 95
Chauffage et éclairage. (Achats directs et indemnités représentatives.)	787,171 81	588,739 11	219,045 62	21,137 47	786,647 26	524 55
Fournitures et mobilier d'administration. (Achats directs et indemnités représentatives.) — Impressions. — Livres et reliures	1,039,942 15	698,922 38	352,530 43	11,728 96	1,039,723 85	218 30
Frais de passage et de transport par mer. — Affrètements et frais accessoires	2,979,366 81	2,204,734 64	853,521 56	90,063 09	2,968,193 11	11,173 70
Frais de séjour et de tournées. — Frais de route et de transport par terre et frais accessoires	3,892,371 30	2,999,321 51	942,288 10	51,917 96	3,889,691 65	2,679 65
Gratifications, secours et subventions	1,217,031 28	985,304 06	238,442 27	6,984 25	1,216,762 08	269 20
Subvention à la caisse des Invalides de la marine	8,426,037 00	8,267,483 00	158,554 00	"	8,426,037 00	"
Dépenses secrètes	65,000 00	65,000 00	"	"	65,000 00	"
Dépenses diverses	298,500 82	97,601 19	213,776 19	13,432 27	297,945 11	555 71
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	8,319 23	6,823 28	1,495 95	"	8,319 23	"
Frais de réception de l'escadre russe	148,504 19	114,827 99	33,676 20	"	148,504 19	"
	252,521,054 50	203,844,914 82	53,117,066 70	4,579,133 68	252,382,847 84	138,206 66
Dépenses des exercices clos	258,809 46	258,809 46	4,352 26	4,352 26	258,809 46	"
Rappel de dépenses payables sur revues antérieures à 1893	661,388 87	"	661,388 87	"	661,388 87	"
TOTAL	253,441,252 83	204,103,724 28	53,782,807 83	4,583,485 94	253,303,046 17	138,206 66
			49,199,321f 89c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

MINISTÈRE DE LA MARINE. (Suite.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
Report	191,101,008f 71c	"	159,223,657f 85c	1,300,063f 14c	157,923,594f 71c	33,177,414f 00c
Artillerie. — Poudres et munitions	14,277,862 00	"	10,510,848 68	202,029 98	10,308,818 70	3,969,043 30
Artillerie. — Armes. — Entretien et service courant	520,023 00	"	429,286 77	42,173 94	387,112 83	132,910 17
Matériel de torpillerie	3,944,000 00	"	3,236,328 81	109,829 20	3,126,499 61	817,500 39
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes améliorations	3,662,936 00	"	1,687,789 72	1,625 54	1,686,164 18	1,976,771 82
Travaux extraordinaires de défense des ports militaires	4,290,000 00	"	3,724,360 75	19,988 27	3,704,372 48	585,627 52
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Entretien et service courant	1,386,000 00	"	1,078,562 12	45,381 26	1,033.180 86	352,819 14
Habillement. Achats directs et indemnités représentatives	4,827,215 00	"	4,686,541 81	348,855 53	4,337,686 28	489,528 72
Médaille coloniale	5,916 71	"	5,916 71	"	5,916 71	"
Vivres. (Achats directs et indemnités représentatives.)	24,340,917 00	"	18,649,862 64	317,346 71	18,332,515 93	6,008,401 07
Casernement	922,050 00	"	860,950 24	138,589 32	722,360 92	199,689 08
Matériel de médecine, de science, d'art et de religion	1,553,677 00	"	958,860 27	18,777 10	940,083 17	613,593 83
Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Constructions navales	3,816,608 00	"	2,702,066 47	310,766 69	2,391,299 78	1,425,308 22
Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Artillerie	1,057,330 00	"	708,378 98	2,927 31	705,451 67	351,878 33
Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Torpilles	270,000 00	"	200,682 94	11,312 50	189,370 44	80,629 56
Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Travaux hydrauliques	120,030 00	"	129,512 20	26,597 42	102,914 78	17,115 22
Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Vivres	99,000 00	"	96,676 36	730 10	95,946 26	3,053 74
Chauffage et éclairage. (Achats directs et indemnités représentatives.)	770,236 00	"	612,216 92	41,461 42	570,755 50	199,480 50
Fournitures et mobilier d'administration. (Achats directs et indemnités représentatives.) — Impressions. — Livres et reliure	1,084,509 00	"	887,822 53	25,847 81	861,974 72	222,534 28
Frais de passage et de transport par mer. — Affrètements et frais accessoires	2,378,314 00	"	1,765.268 71	6,513 50	1,758,755 21	619,558 79
Frais de sejour et de tournées. — Frais de route et de transport par terre et frais accessoires	3,962,089 00	"	3,053,485 34	4,399 59	3,049,085 75	913,003 25
Gratifications, secours et subventions	1,226,555 00	"	1,005,189 97	221 91	1,004,968 06	221,586 94
Subvention à la caisse des invalides de la marine	9,259,233 00	"	8,520,483 00	"	8,520,483 00	738,750 00
Dépenses secrètes	65,000 00	"	65,000 00	"	65,000 00	"
Dépenses diverses	263,944 00	"	124,839 26	3,115 79	121,723 47	142,220 53
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,195 51	"	1,195 51	"	1,195 51	"
Reconstitution des approvisionnements perdus dans l'incendie du 9 juillet 1894	182,703 00	"	"	"	"	182,703 00
	275,388,351 93	"	224,925,784 56	2,978,554 03	221,947,230 53	53,441,121 40
Dépenses des exercices clos	222,554 60	"	222,554 60	"	222,554 60	"
.....	"	"	"	"	"	"
TOTAL	275,610,906 53	"	225,148,339 16	2,978,554 03	222,169,785 13	53,441,121 40
			222,169,785f 13c			

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.						
1re SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	1,016,312f 97c	1,005,883f 01c	10,429f 96c	"	1,016,312f 97c	"
Matériel de l'Administration centrale	261,545 84	220,888 09	40,657 75	"	261,545 84	"
Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique	287,249 73	269,203 93	20,127 90	2,082f 10c	287,249 73	"
Services généraux de l'instruction publique	355,976 79	285,849 79	68,484 87	150 00	354,184 66	1,792f 13c
Administration académique. — Personnel	1,694,127 52	1,563,667 88	130,494 33	34 69	1,694,127 52	"
Administration académique. — Matériel	161,223 89	89,513 42	71,711 72	24 20	161,200 94	22 95
Facultés. — Personnel	8,540,455 29	8,002,715 46	537,066 47	1,558 29	8,538,223 62	2,231 65
Facultés. — Matériel	3,074,763 13	2,835,087 72	227,600 41	192 00	3,062,496 13	12,267 00
Facultés dont les dépenses donnent lieu à comptes avec les villes	250,898 84	207,288 88	43,682 17	72 21	250,898 84	"
École des hautes études	315,549 98	248,692 57	64,774 10	"	313,466 67	2,083 31
École normale supérieure	496,817 10	479,485 55	17,059 50	"	496,545 05	272 05
Collège de France	508,970 35	451,016 83	57,953 52	"	508,970 35	"
Enseignement des langues orientales vivantes	153,998 56	127,954 84	26,043 72	"	153,998 56	"
École des chartes	70,999 59	65,956 07	5,043 52	"	70,999 59	"
École française d'Athènes	77,989 76	58,988 91	19,000 85	"	77,989 76	"
Fouilles de Delphes	75,000 00	32,545 30	42,454 70	"	75,000 00	"
École française de Rome	72,000 00	55,192 00	16,808 00	"	72,000 00	"
Muséum d'histoire naturelle. — Personnel	387,682 73	384,799 40	1,683 33	"	386,482 73	1,200 00
Muséum d'histoire naturelle. — Matériel	578,832 44	414,798 03	161,479 41	168 65	576,108 79	2,723 65
Observatoire de Paris	237,066 61	199,117 15	37,974 46	25 00	237,066 61	"
Bureau central météorologique	181,999 96	163,066 31	18,577 81	"	181,644 12	355 84
Observatoire d'astronomie physique de Meudon	79,400 00	45,962 80	31,642 90	"	77,605 70	1,794 30
Observatoires des départements	227,290 98	160,458 17	66,288 79	"	226,746 96	544 02
Bureau des longitudes	147,965 14	131,465 91	17,554 17	1,582 71	147,437 37	527 77
Institut national de France	696,999 91	595,147 02	101,629 02	"	696,776 04	223 87
Académie de médecine	75,497 02	54,875 20	20,556 82	"	75,432 02	65 00
Bibliothèque nationale. — Personnel	435,999 99	430,167 13	5,739 12	"	435,906 25	93 74
Bibliothèque nationale. — Matériel	272,000 00	219,685 92	52,314 08	"	272,000 00	"
Bibliothèque nationale. — Catalogues	79,999 62	59,285 65	20,593 97	"	79,879 62	120 00
Bibliothèques publiques	217,585 45	183,412 43	33,295 52	"	216,707 95	877 50
Catalogue des manuscrits	29,991 68	5,978 20	23,925 36	"	29,903 56	88 12
Archives nationales	199,997 77	182,783 62	17,214 15	"	199,997 77	"
Services généraux des bibliothèques	38,998 83	35,095 38	3,070 11	"	38,165 49	833 34
Sociétés savantes	97,999 16	62,362 61	34,212 55	"	96,575 16	1,424 00
Journal des savants	28,000 00	21,000 00	7,000 00	"	28,000 00	"
Souscriptions scientifiques et littéraires. — Bibliothèques populaires. — Échanges internationaux	231,979 05	139,770 20	92,208 85	"	231,979 05	"
A reporter	21,659,165 68	19,489,161 38	2,146,353 91	5,889 85	21,629,625 44	29,540 24

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.						
1re SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.						
Traitt du Ministre et personnel de l'Administn centrale	1,020,000f 00c	"	1,000,931f 89c	"	1,000,931f 89c	19,068f 11c
Matériel de l'Administration centrale	240,500 00	"	220,001 88	"	220,001 88	20,498 12
Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique	287,500 00	"	275,044 19	2,295f 65c	272,748 54	14,751 46
Services généraux de l'instruction publique	371,000 00	"	293,024 17	"	293,024 17	77,975 83
Administration académique. — Personnel	1,696,700 00	"	1,563,180 24	"	1,563,180 24	133,519 76
Administration académique. — Matériel	165,870 00	"	91,265 46	"	91,265 46	74,604 54
Facultés. — Personnel	8,669,612 00	"	8,086,267 09	2,493 32	8,083,773 77	585,838 23
Facultés. — Matériel	3,193,463 00	"	2,853,459 66	1,150 00	2,852,309 66	341,153 34
Facultés dont les dépenses donnent lieu à comptes avec les villes	257,083 00	"	213,302 50	"	213,302 50	43,780 50
École des hautes études	322,000 00	"	250,397 92	166 66	250,231 26	71,768 74
École normale supérieure	513,600 00	"	474,979 79	200 00	474,779 79	38,820 21
Collège de France	509,000 00	"	460,669 58	"	460,669 58	48,330 42
Enseignement des langues orientales vivantes	154,000 00	"	125,827 20	"	125,827 20	28,172 80
École des chartes	71,000 00	"	68,040 38	15 85	68,024 53	2,975 47
École française d'Athènes	78,000 00	"	67,024 74	"	67,024 74	10,975 26
Fouilles de Delphes	120,810 95	"	63,014 10	"	63,014 10	57,796 85
École française de Rome	72,000 00	"	68,274 38	"	68,274 38	3,725 62
Muséum d'histoire naturelle. — Personnel	390,900 00	"	389,594 18	999 99	388,594 19	2,305 81
Muséum d'histoire naturelle. — Matériel	578,900 00	"	416,568 59	435 66	416,132 93	162,767 07
Observatoire de Paris	240,000 00	"	203,315 42	"	203,315 42	36,684 58
Bureau central météorologique	182,000 00	"	149,553 67	950 00	148,603 67	33,396 33
Observatoire d'astronomie physique de Meudon	109,048 55	"	50,010 65	1,356 23	48,654 42	60,394 13
Observatoires des départements	205,200 00	"	158,663 03	"	158,663 03	46,536 97
Observatoire du Puy-de-Dôme	35,000 00	"	"	"	"	35,000 00
Bureau des longitudes	148,000 00	"	143,756 84	9,414 45	134,342 39	13,657 61
Institut national de France	697,000 00	"	581,297 35	"	581,297 35	115,702 65
Académie de médecine	75,500 00	"	54,514 48	"	54,514 48	20,985 52
Bibliothèque nationale. — Personnel	436,000 00	"	433,496 57	"	433,496 57	2,503 43
Bibliothèque nationale. — Matériel	272,000 00	"	222,655 25	"	222,655 25	49,344 75
Bibliothèque nationale. — Catalogues	80,000 00	"	55,965 75	"	55,965 75	24,034 25
Bibliothèques publiques	217,600 00	"	184,902 80	"	184,902 80	32,697 20
Catalogues des manuscrits et incunables	30,000 00	"	10,526 37	"	10,526 37	19,473 63
Archives nationales	200,000 00	"	186,157 19	"	186,157 19	13,842 81
Services généraux des bibliothèques	39,000 00	"	34,338 34	"	34,338 34	4,661 66
Sociétés savantes	98,000 00	"	75,168 53	"	75,168 53	22,831 47
Journal des savants	28,000 00	"	21,000 00	"	21,000 00	7,000 00
Souscriptions scientifiques et littéraires. — Impressions gratuites d'ouvrages de haute érudition — Bibliothèques populaires. — Échanges internationaux	232,000 00	"	163,145 53	"	163,145 53	68,854 47
Encouragements aux savants et gens de lettres	180,000 00	"	135,880 00	"	135,880 00	44,120 00
Voyages et missions scientifiques	145,250 00	"	127,062 61	"	127,062 61	18,187 39
Musée etnographique. — Musée Guimet	67,000 00	"	62,137 52	641 21	61,496 31	5,503 69
Institut français d'archéologie	71,860 00	"	71,860 00	"	71,860 00	"
A reporter	22,500,397 50	"	20,106,275 84	20,119 02	20,086,156 82	2,414,240 68

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS (Suite).

1re Section. — Service de l'instruction publique. (Suite.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	21,659,165f68c	19,489,161f38c	2,146,353f91c	5,889f85c	21,629,625f44c	29,540f24c
Encouragements aux savants et aux gens de lettres	179,990 00	136,350 00	41,890 00	"	178,240 00	1,750 00
Voyages et missions scientifiques	145,249 97	130,554 36	14,395 61	"	144,949 97	300 00
Musée ethnographique. — Musée Guimet	66,993 49	61,400 97	5,563 71	"	66,964 68	28 81
Institut français d'archéologie orientale au Caire	71,859 90	71,859 90	"	"	71,859 90	"
Recueil et publication de documents inédits de l'histoire de France	144,999 57	129,700 08	15,299 49	"	144,999 57	"
Frais généraux de l'instruction secondaire	139,048 87	131,899 87	6,654 00	"	138,553 87	495 00
Lycées nationaux	10,591,631 30	9,387,750 16	1,235,595 02	32,980 27	10,590,364 91	1,266 39
Remises et exemptions dans les lycées de garçons et de filles	874,600 00	552,000 00	322,600 00	"	874,600 00	"
Collèges communaux de garçons	3,462,678 86	3,333,799 08	146,602 46	19,698 82	3,460,702 72	1,976 14
Enseignement secondaire des jeunes filles	1,782,166 37	1,613,568 10	172,273 29	5,565 00	1,780,276 39	1,889 98
Bourses nationales et dégrèvements	2,966,735 63	2,239,802 09	725,151 04	180 00	2,964,773 13	1,962 50
Enseignement primaire. — Inspecteurs. — Écoles maternelles. — Inspectrices générales	2,245,449 89	2,000,433 84	243,883 54	106 69	2,244,210 69	1,239 20
Écoles normales primaires. — Écoles normales supérieures d'enseignement primaire	8,838,536 39	8,223,274 38	627,754 74	25,407 07	8,825,622 05	12,914 34
Écoles nationales de Vierzon, Voiron et Armentières	270,778 55	185,711 17	85,067 38	"	270,778 55	"
Enseignement primaire, supérieur et professionnel de France, moins les villes de 100,000 âmes	1,707,829 47	1,505,271 63	201,158 52	"	1,706,430 15	1,399 32
Bourses d'enseignement primaire supérieur	844,726 14	613,933 16	235,247 03	4,775 50	844,404 69	321 45
Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de 100,000 âmes	100,713,940 77	91,352,605 20	9,345,252 37	408 14	100,697,449 43	16,491 34
Créations d'écoles et d'emplois	362,441 32	282,886 28	79,688 39	333 33	362,241 34	199 98
Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire, élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 100,000 âmes	4,330,930 23	4,299,920 00	55,365 23	24,355 00	4,330,930 23	"
Allocations diverses	1,674,809 82	1,007,853 31	663,901 42	164 62	1,671,590 11	3,219 71
Subventions facultatives	515,794 71	471,676 85	44,850 69	1,372 83	515,154 71	640 00
Enseignement primaire. — Cours d'adultes. — Matériel. — Encouragements. — Bibliothèques scolaires	708,471 02	443,357 52	262,508 69	141 22	705,724 99	2,746 03
Enseignement primaire. — Secours et allocations	1,906,796 08	1,586,245 44	303,319 24	20 00	1,889,544 68	17,251 40
Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires aux remboursements des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	5,165,930 32	3,300,796 71	1,920,599 17	60,000 00	5,161,395 88	4,534 44
Services des constructions scolaires (lycées, collèges) faites par l'État sans la participation des départements et des villes. — Payement en capital	999,999 70	300,467 70	699,532 00	"	999,999 70	"
Avances remboursables au collège Sainte-Barbe	150,000 00	150,000 00	"	"	150,000 00	"
Avances remboursables à l'école Monge	130,000 00	130,000 00	"	"	130,000 00	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,000 00	1,000 00	"	"	1,000 00	"
Exposition de Chicago	54,999 98	51,080 78	3,919 20	"	54,999 98	"
Carte photographique du ciel	1,815 00	"	"	"	"	1,815 00
Publication des œuvres de Fermat	4,713 72	"	4,713 72	"	4,713 72	"
Construction de diverses écoles d'enseignement primaire supérieur et d'enseignement professionnel	91,096 23	"	31,576 92	"	31,576 92	59,519 31
	172,805,178 98	153,184,359 96	19,640,716 78	181,398 34	172,643,678 40	161,500 58
Dépenses des exercices clos	359,652 18	359,652 18	177 77	177.77	359,652 18	"
Total	173,164,831 16	153,544,012 14	19,640,894 55	181,576 11	173,003,330 58	161,500 58
			19,459,318f 44c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES. (Suite.)

1re Section. — Service de l'instruction publique. (Suite.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
Report	22,500,397f50c	"	20,106,275f84c	20,119f02c	20,086,156f82c	2,414,240f68c
Recueil et publication de documents inédits de l'histoire de France	145,000 00	"	122,789 67	"	122,789 67	22,210 33
Frais généraux de l'instruction secondaire	140,000 00	"	130,209 35	"	130,209 35	9,790 65
Lycées nationaux	10,667,760 00	"	9,651,141 24	"	9,651,141 24	1,016,618 76
Remises et exemptions dans les lycées de garçons et de filles	874,600 00	"	546,677 50	"	546,677 50	327,922 50
Collèges communaux de garçons	3,512,950 00	"	3,388,548 76	50 00	3,388,498 76	124,451 24
Enseignement secondaire des jeunes filles	1,888,382 00	"	1,647,430 71	"	1,647,430 71	240,951 29
Bourses nationales et dégrèvements	2,966,879 00	"	2,132,748 60	"	2,132,748 60	834,130 40
Enseignement primaire. — Inspecteurs. — Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles	2,308,483 33	"	2,038,361 34	"	2,038,361 34	270,121 99
Écoles normales primaires. — Écoles normales supérieures d'enseignement primaire	8,899,800 00	"	8,332,461 00	975 62	8,331,485 38	568,314 62
Écoles nationales de Vierzon, Voiron et Armentières	271,000 00	"	235,902 22	"	235,902 22	35,097 78
Enseignement primaire, supérieur et professionnel de France, moins les villes de 100,000 âmes	2,119,726 62	"	1,859,567 74	6,743 33	1,852,824 41	266,902 21
Bourses d'enseignement primaire supérieur	859,800 00	"	632,910 77	562 50	632,348 27	227,451 73
Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de 100,000 âmes	108,384,440 60	"	97,972,167 08	1,387 14	97,970,779 94	10,413,660 66
Enseignement primaire en France. — 1re annuité pour l'application de la loi du 25 juillet 1893	137,390 38	"	137,390 38	"	137,390 38	"
Créations d'écoles et d'emplois	340,814 44	"	225,885 87	"	225,885 87	114,928 57
Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire, élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 100,000 âmes	4,236 175 00	"	4,236,175 00	"	4,236,175 00	"
Allocations diverses	814,800 00	"	263,691 46	"	263,691 46	551,108 54
Subventions facultatives	210,000 00	"	189,802 48	"	189,802 48	20,197,52
Enseignement primaire. — Cours d'adultes. — Matériel. — Encouragements. — Bibliothèques scolaires	710,000 00	"	455,961 03	"	455,961 03	254,038 97
Enseignement primaire. — Secours et allocations	1,899,200 00	"	1,646,924 78	"	1,646,924 78	252,275 22
Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de parties des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	6,108,802 00	"	3,709,851 17	"	3,709,851 17	2,398,950 83
Subvention en capital aux départements, villes ou communes pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'ensignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	7,500,000 00	"	989,594 97	"	989,594 97	6,510,405 03
Service des constructions scolaires (lycées et collèges) faites par l'État sans la participation des départements et des villes. — Payement en capital	1,000,000 00	"	392,533 63	"	392,533 63	607,466 37
Continuation des travaux du Muséum	800,000 00	"	17,608 01	"	17,608 01	782,391 99
Construction d'un laboratoire des travaux pratiques de micrographie à l'école supérieure de pharmacie de Paris	100,000 00	"	34,500 00	"	34,500 00	65,500 00
Matériel scientifique des établissements d'enseignement supérieur	400,000 00	"	32,177 36	"	32,177 36	367,822 64
Agrandissement du lycée Fénelon et complément d'installation des établissements annexes des lycées Racine et Fénelon	300,000 00	"	284,789 61	"	284,789 61	15,210 39
Avances remboursables au collège Sainte-Barbe	150,000 00	"	150,000 00	"	150,000 00	"
Avance remboursable à l'école Monge	130,000 00	"	130,000 00	"	130,000 00	"
Création de deux lycées de jeunes filles. (1re annuité.)	600,000 00	"	498,662 48	"	498,662 48	101,337 52
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"		"	"	"	"
Acquisition de l'école Monge	4,750,000 00	"	"	"	"	4,750,000 00
	195,726,400 87	"	162,192,740 05	29.837 61	162,162,902 44	33,563,498 43
Dépenses des exercices clos	567,721 48	"	567,721 48	"	567,721 48	"
Total	196,294,122 35	"	162,760,461 53	29,837 61	162,730,623 92	33,563,498 43
			162,730,623f 92c			

Suite des **DÉPENSES**

Suite du *Développement*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)						
2e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.						
Personnel de l'Administration centrale des beaux-arts	219,298f 88c	217,550f 00c	1,748f 88c	"	219,298f 88c	"
Personnel des inspections et des services extérieurs des beaux-arts	84,488 69	82,554 82	1,933 87	"	84,488 69	"
Personnel de l'inspection de l'enseignement du dessin et des musées	42,000 00	33,150 00	8,850 00	"	42,000 00	"
Frais divers des inspections et frais de mission	31,492 72	24,391 60	6,634 77	33f 65c	30,992 72	500f 00c
Matériel de l'Administration des beaux-arts	38,499 97	28,273 27	10,226 70	"	38,499 97	"
Académie de France à Rome. (Personnel.)	12,900 00	12,900 00	"	"	12,900 00	"
Académie de France à Rome. (Matériel.)	139,300 00	126,342 72	12,957 28	"	139,300 00	"
École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris. (Personnel.)	270,857 03	267,789 25	3,040 00	"	270,829 25	27 78
École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris. (Matériel.)	126,899 96	87,796 73	39,103 23	"	126,899 96	"
Ecole nationale des arts décoratifs à Paris (Personnel.)	117,769 43	114,419 43	3,350 00	"	117,769 43	"
École nationale des arts décoratifs à Paris. (Matériel.)	30,424 30	19,867 77	10,556 53	"	30,424 30	"
Subvention à l'école spéciale d'architecture à Paris.	15,000 00	11,250 00	3,750 00	"	15,000 00	"
Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel	293,364 67	216,806 43	76,255 84	"	293,062 27	302 40
Écoles départementales et municipales des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel	181 444 17	134,451 87	46,992 30	"	181,444 17	"
Conservatoire national de musique et de déclamation. (Personnel.)	193,177 21	185,661 66	7,500 00	"	193,161 66	15 55
Conservatoire national de musique et de déclamation. (Matériel.)	65,472 51	42,265 86	23,206 65	"	65,472 51	"
Succursales du Conservatoire et écoles nationales de musique dans les départements	220,499 25	177,013 20	43,486 05	"	220,499 25	"
Théâtres nationaux et subvention au Théâtre d'application	1,478,997 04	1,274,229 04	204,768 00	"	1,478,997 04	"
Concerts populaires et sociétés musicales dans les départements	62,000 00	48,547 00	13,353 00	"	61,900 00	100 00
Palais du Trocadéro	12,999 93	10,181 71	2,796 62	"	12,978 33	21 60
Indemnités et secours (théâtres)	100,000 00	80,900 00	18,950 00	"	99,850 00	150 00
Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements	759,942 27	550,789 34	202,121 93	"	752,911 27	7,031 00
Achats d'œuvres d'artistes vivants dans les expositions diverses. — Prix de Paris et bourses de voyages	245,983 40	226,388 40	19,595 00	"	245,983 40	"
Indemnités et secours (beaux-arts)	119,996 05	99,346 05	20,650 00	"	119,996 05	"
Manufacture nationale de Sèvres. (Personnel.)	496,948 12	397,973 30	99,544 04	569 22	496,948 12	"
Manufacture nationale de Sèvres. (Matériel.)	127,496 59	98,332 68	29,163 91	"	127,496 59	"
Manufacture nationale des Gobelins. (Personnel.)	202,648 42	194,488 64	8,159 78	"	202,648 42	"
Manufacture nationale des Gobelins. (Matériel.)	28,854 19	22,851 48	6,224 14	371 43	28,704 19	150 00
A reporter	5,718,754 80	4,786,512 25	924,918 52	974 30	5,710,456 47	8,298 33

PUBLIQUES.

du Budget général. (France.)

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES. (Suite.)						
2e section. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.						
Personnel de l'Administration centrale des beaux-arts	219,277f 50c	"	216,137f 50c	"	216,137 50	3,140f 00c
Personnel des inspecteurs et des services extérieurs des beaux-arts	84,699 84	"	84,283 17	"	84,283 17	416 67
Personnel de l'inspection de l'enseignement du dessin et des musées	42,000 00	"	33,975 00	"	33,975 00	8,025 00
Frais divers des inspections et frais de mission	31,388 10	"	28,253 85	658f 70c	27,595 15	3,792 95
Matériel de l'Administration des beaux-arts	38,500 00	"	25,402 92	"	25,402 92	13,097 08
Académie de France à Rome. (Personnel.)	12,900 00	"	12,900 00	"	12,900 00	"
Académie de France à Rome. (Matériel.)	142,835 50	"	130,211 97	"	130,211 97	12,623 53
Ecole nationale et spéciale des beaux-arts à Paris. (Personnel.)	270,858 13	"	267,742 44	70 00	267,672 44	3,185 69
École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris. (Matériel.)	126,893 87	"	99,032 98	"	99,032 98	27,860 89
École nationale des arts décoratifs à Paris (Personnel)	117,775 00	"	114,955 00	"	114,955 00	2,820 00
École nationale des arts décoratifs à Paris. (Matériel.)	30,424 99	"	18,221 42	"	18,221 42	12,203 57
Subvention à l'école spéciale d'architecture à Paris	15,000 00	"	11,250 00	"	11,250 00	3,750 00
Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel	291,400 00	"	219,033 95	257 50	218,776 45	72,623 55
Écoles départementales et municipales des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel	181,442 76	"	132,364 70	"	132,364 70	49,078 06
Conservatoire national de musique et de déclamation. (Personnel.)	193,169 15	"	186,369 15	"	186,369 15	6,800 00
Conservatoire national de musique et de déclamation. (Matériel.)	65,499 64	"	40,957 26	"	40,957 26	24,542 38
Succursales du Conservatoire et écoles de musique dans les départements	220,483 71	"	170,323 01	"	170,323 01	50,160 70
Théâtres nationaux et subvention au Théâtre d'application	1,478,999 25	"	1,375,724 78	"	1,375,724 78	103,274 47
Concerts populaires et sociétés musicales dans les départements	62,000 00	"	46,204 00	"	46,204 00	15,796 00
Palais du Trocadéro	12,999 85	"	10,549 90	"	10,549 90	2,449 95
Indemnités et secours (théâtres)	100,000 00	"	80,875 00	"	80,875 00	19,125 00
Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements	803,433 46	"	554,106 26	"	554,106 26	249,327 20
Achats d'œuvres d'artistes vivants dans les expositions diverses. — Prix de Paris et bourses de voyages	246,000 00	"	236,100 00	400 00	235,700 00	10,300 00
Indemnités et secours (beaux-arts)	119,890 25	"	101,275 00	350 00	100,925 00	18,965 25
Manufacture nationale de Sèvres. (Personnel.)	496,937 26	"	395,716 38	575 00	395,141 38	101,795 88
Manufacture nationale de Sèvres. (Matériel.)	127,498 16	"	87,359 15	"	87,359 15	40,139 01
Manufacture nationale des Gobelins. (Personnel.)	202,647 00	"	194,550 00	90 00	194,460 00	8,187 00
Manufacture des Gobelins. (Matériel.)	28,843 91	"	17,694 82	"	17,694 82	11,149 09
A reporter	5,763,797 33	"	4,891,569 61	2,401 20	4,889,168 41	874,628 92

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général.*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)						
2e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS. (Suite)						
Report	5,718,754f 80c	4,786,512f 25c	924,918f 52c	974f 30c	5,710,456f 47c	8,298f 33c
Manufacture nationale de Beauvais. (Personnel.)	103,717 83	90,157 95	13,559 88	"	103,717 83	"
Manufacture nationale de Beauvais. (Matériel.)	14,612 78	7,127 76	7,485 02	"	14,612 78	"
Manufacture nationale de mosaïque	5,099 33	5,099 33	"	"	5,099 33	"
Musées nationaux. (Personnel.)	556,239 40	546,039 54	10,339 33	300 00	556,078 87	160 53
Musées nationaux. (Matériel.)	371,127 34	321,618 74	49,480 10	54 00	371,044 84	82 50
Musées départementaux et municipaux	14,991 01	7,955 60	7,035 41	"	14,991 01	"
Publications et souscriptions aux ouvrages d'art	69,984 43	47,358 43	22,566 00	"	69,924 43	60 00
Expositions à Paris et dans les départements	12,498 68	11,044 80	1,453 88	"	12,498 68	"
Monuments historiques et mégalithiques	1,265,218 33	493,222 45	771,653 64	"	1,264,876 09	342 24
Location d'une salle pour l'Opéra-Comique	80,000 00	40,000 00	40,000 00	"	80,000 00	"
Exposition de Chicago	218,427 53	183,124 98	56,093 83	22,193 18	217,025 63	1,401 90
Acquisition d'objets d'art à la vente de la collection Spitzer	439,687 50	274,680 00	165,007 50	"	439,687 50	"
Frais de procès et d'instance	1,616 25	1,616 25	"	"	1,616 25	"
Liquidation de l'exposition universelle de Melbourne	1,362 40	1,362 40	"	"	1,362 40	"
Académie de France à Rome. — Liquidation Brondois	28,887 39	36,710 12	"	7,822 73	28,887 39	"
Frais de réception de l'escadre russe	51,300 00	"	51,300 00	"	51,300 00	"
Frais de funérailles de M. Gounod	10,000 00	"	10,000 00	"	10,000 00	"
Liquidation de dépenses de l'Académie de France à Rome	28,034 99	"	28,034 99	"	28,034 99	"
	8,991,559 99	6,853,630 60	2,158,928 10	31,344 21	8,981,214 49	10,345 50
Dépenses des exercices clos	28,303 55	28,303 55	"	"	28,303 55	"
TOTAL	9,019,863 54	6,881,934 15	2,158,928 10	31,344 21	9,009,518 04	10,345 50
			2,127,583f 89c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service de l'instruction publique	173,164,831f 16c	153,544,012f 14c	19,640,894f 55c	181,576f 11c	173,003,330f 58c	161,500 58c
2e SECTION. — Service des beaux-arts	9,019,863 54	6,881,934 15	2,158,928 10	31,344 21	9,009,518 04	10,345 50
TOTAL GÉNÉRAL	182,184,694 70	160,425,946 29	21,799,822 65	212,920 32	182,012,848 62	171,846 08
			21,586,902f 33c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES (Suite.)						
2e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS. (Suite.)						
Report	5,763,797f 33c	"	4,891,569f 61c	2,401f 20c	4,889,168f 41c	874,628f 92c
Manufacture nationale de Beauvais (Personnel)	103.723 63	"	91,506 79	"	91,506 79	12,216 84
Manufacture nationale de Beauvais (Matériel)	14,619 42	"	12,145 53	"	12,145 53	2,473 89
Musées nationaux (Personnel)	556,238 20	"	554,100 08	133 33	553,966 75	2,271 45
Musées nationaux (Matériel)	371,134 59	"	370,276 79	330 00	369,946 79	1,187 80
Musées départementaux et municipaux	14,998 16	"	10,278 82	"	10,278 82	4,719 34
Publications et souscriptions aux ouvrages d'art	69,977 43	"	35,809 74	"	35,809 74	34,167 69
Expositions à Paris et dans les départements	12,494 00	"	12,251 46	"	12,251 46	242 54
Conservation des monuments historiques. — Acquisition d'objets d'art et de moulages pour les musées de Cluny et de sculpture comparée	1,297,383 00	"	677,876 67	"	677,876 67	619,506 33
Musée de Cluny	61,049 05	"	55,174 04	"	55,174 04	5,875 01
Musée de sculpture comparée du Trocadéro	49,844 02	"	34,693 32	"	34,693 32	15,150 70
Location d'une salle pour l'Opéra-Comique	80,000 00	"	40,000 00	"	40,000 00	40,000 00
Frais de procès et d'instance	3,482 85	"	"	"	"	3,482 85
Exposition de Chicago	41,172 33	"	35,622 53	1,200 95	34,421 58	6,750 75
Installation provisoire de l'école nationale d'art décoratif et du musée national Adrien-Dubouché, à Limoges	29,555 00	"	1,599 99	"	1,599 99	27,955 01
Installation au Louvre de la collection Grandidier et frais d'acte de donation	44,999 85	"	"	"	"	44,999 85
	8,514,468 86	"	6,822,905 37	4,065 48	6,818,839 89	1,695,628 97
Dépenses des exercices clos	26,161 68	"	26,161 68	"	26,161 68	"
TOTAL	8,540,630 54	"	6,849,067 05	4,065 48	6,845,001 57	1,695,628 97
			6,845,001f 57c			

Suite des **DÉPENSES**

Suite du *Développement*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

3e section. —

Pour l'exercice 1893, le service des cultes se trouve rattaché au Ministère de l'intérieur.

PUBLIQUES.

du Budget général. (France.)

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES resultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les depenses au 1er janvier 1895.

GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES. (Suite.)

SERVICE DES CULTES.

Personnel des bureaux des cultes	224,998f 02c	"	224,998f 02c	"	224,998f 02c	"
Matériel des bureaux des cultes	22,997 43	"	16,658 79	"	16,658 79	6,338f 64c
Impressions	8,000 00	"	5,537 45	"	5,537 45	2,462 55
Secours et dépenses diverses	2,000 00	"	1,275 00	"	1,275 00	725 00
Traitements des archevêques et évêques	871,361 11	"	643,861 11	"	643,861 11	227,500 00
Traitements des curés	4,413,531 70	"	3,265,979 28	"	3,265,979 28	1,147,552 42
Allocations aux vicaires généraux	465,483 87	"	342,587 41	"	342,587 41	122,896 46
Allocations aux chanoines	461,408 04	"	346,711 07	"	346,711 07	114,696 97
Allocations aux desservants et vicaires. — Binage.	30,514,880 00	"	22,658,046 24	"	22,658,046 24	7,856,833 76
Pensions et secours ecclésiastiques	693,356 11	"	588,002 78	"	588,002 78	105,353 33
Mobilier des archevêchés et évêchés	18,995 60	"	10,965 01	"	10,965 01	8,030 59
Loyers et rentes pour évêchés	11,023 00	"	9,543 00	"	9,543 00	1,480 00
Entretien des édifices diocésains	584,843 65	"	28,346 93	"	28,346 93	556,496 72
Grosses réparations des édifices diocésains	1.161,406 87	"	153,468 24	"	153,468 24	1,007,938 63
Crédits spéciaux pour cathédrales	349,335 42	"	91,370 09	"	91,370 09	257,965 33
Secours pour les églises et presbytères	1,962,820 00	"	1,424,825 00	"	1,424,825 00	537,995 00
Personnel des cultes protestants	1,276,024 10	"	948,434 41	"	948,434 41	327,589 69
Indemnités et secours aux deux églises	184,966 00	"	88,025 00	"	88,025 00	96,941 00
Dépenses des séminaires protestants	26,500 00	"	22,659 86	"	22,659 86	3,840 14
Personnel du culte israélite	133,459 22	"	100,983 33	"	100,983 33	32,475 89
Dépenses du séminaire israélite	22,000 00	"	9,300 00	"	9,300 00	12,700 00
Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite	58,774 00	"	10,425 00	"	10,425 00	48,349 00
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	868 32	"	"	"	"	868 32
	43,469,032 46	"	30,992,003 02	"	30,992,003 02	12,477,029 44
Dépenses des exercices clos	226,588 05	"	226,588 05	"	226,588 05	
TOTAL	43,695,620 51	"	31,218,591 07	"	31,218,591 07	12,477,029 44
			31,218,591f 07c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service de l'instruction publique	196,294,122f 35c	"	162,760,461f 53c	29,837f 61c	162,730,623f 92c	33,563,498f 43
2e SECTION. — Service des beaux-arts	8,540,630 54	"	6,849,067 05	4,065 48	6,845,001 57	1,695,628 97
3e SECTION. — Service des cultes	43,695,620 51	"	31,218,591 07	"	31,218,591 07	12,477,029 44
TOTAL GÉNÉRAL	248,530,373 40	"	200,828,119 65	33,903 09	200,794,216 56	47,736,156 84
			200 794,216f 56c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
1re SECTION. — SERVICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale. — Gens de service	567,764f 92c	564,580f 61c	2,657f 09c	"	567,237f 70c	527f 22c
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	104,065 29	73,415 48	30,649 81	"	104,065 29	"
Achat de livres. — Abonnements aux revues et journaux	22,432 53	13,688 25	8,744 28	"	22,432 53	"
Impressions	89,881 78	50,618 84	44,262 94	5,000f 00c	89,881 78	"
Conservatoire national des arts et métiers. — Personnel	287,759 11	286,056 87	19,252 77	17,956 91	287,352 73	406 38
Conservatoire national des arts et métiers. — Matériel	177,580 22	96,076 11	84,430 77	3,218 36	177,288 52	291 70
Personnel des écoles nationales d'arts et métiers	580,387 10	537,669 84	42,717 26	"	580,387 10	"
Matériel et dépenses diverses des écoles nationales des arts et métiers	703,974 72	518,147 21	185,204 21	3,000 00	700,351 42	3,623 30
École nationale d'horlogerie de Cluses	57,052 50	48,885 08	8,167 42	"	57,052 50	"
Bourses à l'École centrale des arts et manufactures	50,000 00	37,500 00	12,500 00	"	50,000 00	"
Bourses aux élèves des écoles d'arts et métiers pour les préparer aux examens de l'École centrale des arts et manufactures et bourses d'entretien de ces mêmes élèves à cet établissement	29,977 08	20,877 08	9,100 00	"	29,977 08	"
École nationale d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny	199,836 25	157,372 35	42,463 44	"	199,835 79	0 46
Enseignement industriel et commercial	841,659 36	626,559 92	212,815 54	"	839,375 46	2,283 90
Inspection du travail des enfants dans les manufactures	491,612 11	387,903 95	103,284 27	"	491,188 22	423 89
Comité consultatif des arts et manufactures	33,679 30	29,783 20	3,896 10	"	33,679 30	"
Conseil supérieur du travail	10,566 63	7,587 27	1,805 72	493 00	8,899 99	1,666 64
Office du travail	133,334 80	103,132 34	30,102 46	"	133,234 80	100 00
Statistique générale	3,009 00	1,734 00	1,275 00	"	3,009 00	"
Encouragements aux manufactures et au commerce. — Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers	42,927 65	15,307 34	27,620 31	"	42,927 65	"
Encouragements aux associations ouvrières de production et de crédit	87,500 00	66,500 00	19,000 00	"	85,500 00	2,000 00
Commerce extérieur, expertises, valeurs de douanes	130,438 56	44,262 56	86,117 00	1,000 00	129,379 56	1,059 00
Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Bruxelles, pour la publication des tarifs douaniers et dépenses d'abonnement au Bulletin international des douanes	6,833 00	6,833 00	"	"	6,833 00	"
Encouragements aux pêches maritimes	3,484,496 70	2,506,350 61	972,842 05	"	3,479,192 66	5,304 04
Subvention à la marine marchande	10,497,029 65	3,090,975 02	6,710,869 43	3,542 15	9,798,302 30	698,727 35
Caisse nationale des retraites pour la vieillesse	14,989 88	11,015 04	3,974 84	"	14,989 88	"
Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada	19,841 95	15,733 95	3,944 00	"	19,677 95	164 00
Primes à la filature de la soie	3,967,750 39	1,847,397 71	2,110,687 32	"	3,958,085 03	9,665 36
Frais de surveillance de sociétés et établissements divers	26,611 08	24,166 64	2,444 44	"	26,611 08	"
Personnel des poids et mesures	1,071,903 41	990,882 21	80,699 92	9 72	1,071,572 41	331 00
Matériel et dépenses diverses des poids et mesures	96,505 53	64,030 12	33,259 16	1,013 05	96,276 23	229 30
Dépenses de la commission internationale du mètre et du bureau national des poids et mesures. Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international des poids et mesures.	11,425 62	8,960 62	2,465 00	"	11,425 62	"
A reporter	23,842,826 12	12,254,003 22	10,897,252 55	35,233 19	23,116,022 58	726,803 54

(Les développements par article seront publiés dans le compte definitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale. — Gens de service	572,445f 33c	"	559,502f 04c	33f 61c	559,468f 43c	12,976f 90c
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	104,054 85	"	75,469 54	"	75,469 54	28,585 31
Achat de livres. — Abonnements aux revues et journaux	18,992 10	"	14,718 10	"	14,718 10	4,274 00
Impressions	65,598 38	"	52,584 39	"	52,584 39	13,013 99
Conservatoire national des arts et métiers. — Personnel	272,394 40	"	267,077 75	833 34	266,244 41	6,149 99
Conservatoire national des arts et métiers. — Matériel	185,540 53	"	119,758 23	6,097 52	113,660 71	71,879 82
Personnel des écoles nationales d'arts et métiers	584,410 63	"	545,524 03	"	545,524 03	38,886 60
Matériel et dépenses diverses des écoles nationales d'arts et métiers	704,459 67	"	540,635 64	"	540,635 64	163,824 03
École nationale d'horlogerie de Cluses	57,220 00	"	52,469 79	"	52,469 79	4,750 21
Bourses à l'École centrale des arts et manufactures	40,000 00	"	30,250 00	"	30,250 00	9,750 00
Bourses aux élèves des écoles nationales d'arts et métiers pour les préparer aux examens de l'École centrale des arts et manufactures et bourses d'entretien de ces mêmes élèves à cet établissement	29,762 50	"	20,300 00	"	20,300 00	9,462 50
École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny	299,954 90	"	245,370 12	"	245,370 12	54,584 78
Enseignement industriel et commercial	892,742 14	"	739,367 73	"	739,367 73	153,374 41
Inspection du travail des enfants dans les manufactures	594,279 00	"	499,200 58	291 66	498,908 92	95,370 08
Comité consultatif des arts et manufactures	34,983 92	"	32,928 92	"	32,928 92	2,055 00
Conseil supérieur du travail	12,017 45	"	11,961 32	435 00	11,526 32	491 13
Office du travail	151,964 42	"	124,903 04	150 00	124,753 04	27,211 38
Statistique générale	25,580 14	"	5,733 60	"	5,733 60	19,846 54
Encouragements aux manufactures et au commerce. — Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers	22,980 56	"	10,240 26	"	10,240 26	12,740 30
Encouragements aux associations ouvrières de production et de crédit	124,500 00	"	84,500 00	"	84,500 00	40,000 00
Commerce extérieur, expertises, valeurs de douanes	124,453 86	"	38,326 81	"	38,326 81	86,127 05
Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international institué à Bruxelles, pour la publication des tarifs douaniers et dépenses d'abonnt au Bulletin international des douanes	6,833 00	"	6,833 00	"	6,833 00	"
Encouragements aux pêches maritimes	3,729,103 91	"	2,737,494 23	"	2,737,494 23	991,609 68
Primes à la filature de la soie	4,098,782 98	"	1,947,997 24	"	1,947,997 24	2,150,785 74
Subvention à la marine marchande	10,215,892 86	"	5,318,859 26	643 83	5,318,215 43	4,897,677 43
Caisse nationale des retraites pour la vieillesse	11,845 32	"	8,360 85	488 33	7,872 52	3,972 80
Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada	15,630 65	"	12,855 65	"	12,855 65	2,775 00
Frais de surveillance de sociétés et établissements divers	30,205 61	"	27,833 29	"	27,833 29	2,372 32
Personnel des poids et mesures	1,071,313 92	"	987,637 22	145 00	987,492 22	83,821 70
Matériel et dépenses diverses des poids et mesures	97,396 05	"	63,754 48	693 00	63,061 48	34,334 57
A reporter	24,195,339 08	"	15,182 447 11	9,811 29	15,172,635 82	9,022,703 26

Suite des **DÉPENSES**

Suite du *Développement*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,						
1re SECTION. — SERVICE						
Report	23,842,826f 12c	12,254,003f 22c	10,897,252f 55c	35,233f 19c	23,116,022f 58c	726,803f 54c
Personnel de la vérification des alcoomètres et des densimètres	19,241 72	17,267 72	1,974 00	"	19,241 72	"
Matériel de la vérification des alcoomètres et des densimètres	6,587 06	2,421 58	4,165 48	"	6,587 06	"
Frais d'impression des brevets d'invention	153,932 52	114,349 00	39,583 52	"	153,932 52	"
Propriété industrielle. — Rédaction du recueil des brevets d'invention et publication du Bulletin officiel de la propriété industrielle	29,153 00	26,391 98	6,261 00	3,499 98	29,153 00	"
Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Berne, pour la protection de la propriété industrielle	3,494 00	"	3,494 00	"	3,494 00	"
Participation de la France à l'Exposition universelle de Chicago	2,026,198 53	1,833,204 96	239,982 15	47,550 07	2,025,637 04	561 49
Frais de poursuites et d'instances	165,258 05	"	164,658 05	"	164,658 05	600 00
Dépenses des exercices périmées non frappées de déchéance	2,479 46	"	2,479 46	"	2,479 46	"
Exposition universelle de 1889	14,009 28	13,121 33	887 95	"	14,009 28	"
Remboursement à l'ancienne école normale d'enseignement secondaire de Cluny du prix du matériel cédé à la nouvelle école pratique d'ouvriers et de contremaîtres	30,039 30	29,000 00	1,039 30	"	30,039 30	"
Subvention à l'industrie des huiles de schiste	133,136 10	"	"	"	"	133,136 10
	26,426,355 14	14,289,759 79	11,361,777 46	86,283 24	25,565,254 01	861,101 13
Dépenses des exercices clos	738,040 03	738,040 03	1,525 06	1,525 06	738,040 03	"
TOTAL de la 1re Section	27,164,395 17	15,027,799 82	11,363,302 52	87,808 30	26,303,294 04	861,101 13
			11,275,494f 22c			
2e SECTION. — SERVICE						
Traitement du Directeur général et personnel de l'Administration centrale	1,859,215f 90c	1,787,581f 28c	73,280f 40c	1,820f 80c	1,859,040f 88c	175c 02c
Matériel de l'Administration centrale	259,533 58	220,554 16	60,410 54	21,481 04	259,483 66	49 92
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	257,834 75	"	257,834 75	"	257,834 75	"
	2,376,584 23	2,008,135 44	391,525 69	23,301 84	2,376,359 29	224 94
Dépenses des exercices clos	492,947 36	492,947 36	"	"	492,947 36	"
TOTAL de la 2e Section	2,869,531 59	2,501,082 80	391,525 69	23,301 84	2,869,306 65	224 94
			368,223f 85c			
3e SECTION. — SERVICE						
Personnel de l'Administration centrale. — Traitement	61,808f 67c	61,746 17	62 50	"	61,808 67	"
Dépenses des exercices clos	1,793 82	1,793 82	"	"	1,793 82	"
TOTAL de la 3e Section	63,602 49	63,539 99	62 50	"	63,602 49	"
			62f 50c			
RÉCAPI						
1re SECTION. — Service du Commerce et de l'Industrie	27,164,395f 17c	15,027,799f 82c	11,363,302f 52c	87,808f 30c	26,303,294f 04c	861,101f 13c
2e SECTION. — Service des Postes et des Télégraphes	2,869,531 59	2,501,082 80	391,525 69	23,301 84	2,869,306 65	224 94
3e SECTION. — Service des Téléphones	63,602 49	63,539 99	62 50	"	63,602 49	"
TOTAL	30,097,529 25	17,592,422 61	11,754,890 71	111,110 14	29,236,203 18	861,326 07
			11,643,780f 57c			

PUBLIQUES.

du Budget général. (France.)

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Suite.)						
DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. (Suite.)						
Report	24,195,339f 08c	"	15,182,447f 11c	9,811f 29c	15,172,635f 82c	9,022,703f 26c
Dépenses de la Commission internationale du mètre et du Bureau national des poids et mesures. — Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international des poids et mesures	11,579 20	"	9,409 20	"	9.409 20	2,170 00
Personnel de la vérification des alcoomètres et des densimètres	19,273 61	"	17,533 61	"	17,533 61	1,740 00
Matériel de la vérification des alcoomètres et des densimètres	6,532 90	"	3,345 54	"	3,345 54	3,187 36
Frais d'impression des brevets d'invention	153,915 79	"	120,004 94	"	120,004 94	33,910 85
Propriété industrielle. — Rédaction du recueil des brevets d'invention et publication du Bulletin officiel de la propriété industrielle	29,825 00	"	21,861 00	"	21,861 00	7,964 00
Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Berne, pour la protection de la propriété industrielle	3,672 00	"	"	"	"	3,672 00
Participation de la France à l'Exposition universelle de Chicago	316,631 85	"	225,951 49	1,117 03	224,834 46	91,797 39
Études relatives à l'Exposition universelle de 1900	104,999 54	"	596 00	"	596 00	104,403 54
Subvention à l'Exposition internationale de Lyon	349,544 50	"	344,127 50	"	344,127 50	5,417 00
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	400 00	"	"	"	"	400 00
Liquidation de l'Exposition universelle de 1889	44,990 67	"	"	"	"	44,990 67
Exposition coloniale d'Anvers	86,697 00	"	14,690 00	"	14,690 00	72,007 00
Primes à l'industrie des huiles de schiste. (Loi du 30 décembre 1893.)	283,373 04	"	"	"	"	283,373 04
	25,606,774 18	"	15,939,966 39	10,928 32	15,929,038 07	9,677 736 11
Dépenses des exercices clos	902,164 93	"	902,164 93	"	902,164 93	"
TOTAL de la 1re section	26,508,939 11	"	16,842,131 32	10,928 32	16,831,203 00	9,677,736 11
			16,831,203f 00c			
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
Traitement du personnel de l'Administration centrale	1,889,327f 05c	"	1,835,166 97c	"	1,835,166f 97c	54,160f 08c
Matériel de l'Administration centrale	259,968 49	"	203,150 86	16,784f 72c	186,366 14	73,602 35
	2,149,295 54	"	2,038,317 83	16,784 72	2,021,533 11	127,762 43
Dépenses des exercices clos	179,915 47	"	181,232 66	1,317 19	179,915 47	"
TOTAL de la 2e section	2,329,211 01	"	2,219,550 49	18,101 91	2,201,448 58	127,762 43
			2,201,448f 58c			
DES TÉLÉPHONES.						
Personnel de l'Administration centrale. — Traitement	75,883f 90c	"	72.757f 59c	"	72,757f 59c	3,126f 31c
Dépenses des exercices clos	7,878 46	"	7,878 46	"	7,878 46	"
TOTAL de la 3e section	83,762 36	"	80,636 05	"	80,636 05	3,126 31
			80,636f 05c			
TULATION.						
1re SECTION. — Service du Commerce et de l'Industrie	26,508,939f 11c	"	16,842,131f 32c	10,928f 32c	16,831,203f 00c	9,677,736f 11c
2e SECTION. — Service des Postes et des Télégraphes	2,329,211 01	"	2,219,550 49	18,101 91	2,201,448 58	127,762 43
3e SECTION. — Service des téléphones	83,762 36	"	80,636 05	"	80,636 05	3,126 31
TOTAL	28,921,912 48	"	19,142,317 86	29,030 23	19,113,287 63	9,808,624 85
			19,113,287f 63c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir pour les développements par article le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES MINISTÉRIEL						
Personnel de l'Administration centrale	468,292f 80c	463,945f 82c	4,346f 98c	"	468,292f 80c	"
Matériel de l'Administration centrale	342,679 55	106,987 54	243,269 76	26,291f 24c	323,966 06	18,713f 49c
Service central des marchés	165,032 88	147,289 97	17,769 41	76 17	164,983 21	49 67
Service administratif dans les ports de commerce de la métropole	188,378 07	169,266 73	19,321 34	210 00	188,378 07	"
Personnel des services civils	957,880 96	438,150 08	528,638 03	8,907 15	957,880 96	"
Personnel de la justice	1,469,396 16	631,680 93	837,715 23	"	1,469,396 16	"
Personnel des cultes	597,846 99	242,733 41	356,221 91	1,108 33	597,846 99	"
Troupes aux colonies	5,571,844 70	2,675,405 20	3,272,346 66	379,704 95	5,568,046 91	3,797 79
Commissariat colonial	902,549 31	432,285 09	474,941 96	4,677 74	902,549 31	"
Inspection coloniale	303,897 26	234,584 55	69,495 21	1,430 00	302,649 76	1,247 50
Gendarmerie coloniale	1,547,910 95	673,496 92	920,610 58	46,196 55	1,547,910 95	"
Inscription maritime	65,769 90	26,630 94	39,138 96	"	65,769 90	"
Agents des vivres et du matériel	567,423 41	250,965 07	327,152 52	10,694 18	567,423 41	"
Frais de voyages par terre et par mer	1,849,563 73	1,429,987 61	338,879 19	30,557 92	1,738,308 88	111,254 85
Missions et études coloniales	185,876 32	126,787 01	62,388 48	6,299 17	182,876 32	3,000 00
Vivres et fourrages	3,338,986 27	2,322,646 62	1,246,060 24	232,717 67	3,335,989 19	2,997 08
Hôpitaux. (Personnel)	1,196,739 93	661,918 74	538,116 07	3,294 88	1,196,739 93	"
Hôpitaux. (Matériel.)	643,863 61	570,478 23	167,146 79	93,761 41	643,863 61	"
Matériel. (Services civils.)	136,130 00	46,791 92	89,297 38	"	136,089 30	40 70
Matériel. (Services militaires.)	1,841,793 18	983,743 23	839,351 87	1,752 24	1,821,342 86	20,450 32
Dépenses des colonies. — Constructions neuves	1,195,732 36	628,461 93	548,007 12	"	1,176,469 05	19,263 31
Dépenses diverses et d'intérêt général	208,334 22	143,762 53	94,776 67	30,204 98	208,334 22	"
Subvention au service local des colonies	2,472,000 00	1,078,957 84	1,393,042 16	"	2,472,000 00	"
Subvention au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion	2,693,810 00	2,693,810 00	"	"	2,693,810 00	"
Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis	1,376,250 80	582,804 97	793,445 83	"	1,376,250 80	"
Frais d'occupation du Soudan français	7,460,408 35	4,672,007 29	3,149,841 85	361,440 79	7,460,408 35	"
Entretien des postes militaires dans les établissements français du golfe de Bénin (Porto-Novo et Kotonou)	7,140,522 99	4,174,756 73	3,298,684 75	548,308 19	6,925,133 29	215,389 70
Câble télégraphique sous-marin du Tonkin	398,758 98	206,890 44	191,868 54	"	398,758 98	"
Exposition permanente des colonies	60,408 83	55,685 82	4,743 02	136 26	60,292 58	116 25
Exposition internationale de Chicago	58,082 73	39,938 32	18,144 41	"	58,082 73	"
Dépenses des services militaires et maritimes de l'Annam et du Tonkin	23,473,871 89	11,374,713 94	12,547,541 53	989,274 69	22,932,980 78	540,891 11
Subvention à la compagnie *Eastern telegraph* pour l'établissement et l'exploitation d'un câble sous-marin entre Périm et Obock	37,500 00	18,750 00	18.750 00	"	37,500 00	"
Dépenses des exercices périmées non frappées de déchéance	92,508 49	17,665 23	74,843 26	"	92,508 49	"
Administration pénitentiaire. (Personnel.)	2,546,194 89	1,173,626 22	1,373,626 47	1,057 80	2,546,194 89	"
Administration pénitentiaire. (Hôpitaux, vivres, habillement et couchage.)	3,709,211 30	2,067,752 12	1,754,049 65	122,803 17	3,698,998 60	10,212 70
Administration pénitentiaire. (Frais de transport.)	1,212,099 09	993,871 37	237,269 85	19,042 13	1,212,099 09	"
Administration pénitentiaire. (Matériel.)	1,538,736 68	545,416 82	993,182 02	9,629 23	1,528,969 61	"
Subvention à la colonie de Sainte-Marie de Madagascar ravagée par un cyclone	94,298 00	"	94,298 00	"	94,298 00	9,767 07 "
	78,110,585 58	43,104,647 18	36,978,323 70	2,929,576 84	77,153,394 04	957,191 54
Dépenses des exercices clos	963,232 98	963,232 98	47,576 96	47,576 96	963,232 98	"
Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1893	177,029 79	"	177,029 79	"	177,029 79	"
TOTAL	79,250,848 35	44,067,880 16	37,202,930 45 — 34,225,776f 65c	2,977,153 80	78,293,656 81	957,191 54

(Les développements par article, seront publiés dans le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
DES COLONIES.						
Personnel de l'Administration centrale	568,531f 00c	"	548,663f 17c	5,998f 86c	542,664f 31c	25,866f 69c
Matériel de l'Administration centrale	318,107 00	"	116,708 39	1,400 00	115,308 39	202,798 61
Service central des marchés	168,000 00	"	151,751 71	211 10	151,540 61	16,459 39
Service administratif dans les ports de commerce de la métropole	191,000 00	"	173,467 60	"	173,467 60	17,532 40
Personnel des services civils	981,449 00	"	380,100 85	"	380,100 85	601,348 15
Personnel de la justice	1,485,570 00	"	667,566 99	"	667,566 99	818,003 01
Personnel des cultes aux colonies	603,372 00	"	233,171 31	"	233,171 31	370,200 69
Troupes aux colonies	6,150,409 00	"	2,812,838 43	1,641 08	2,811,197 35	3,339,211 65
Commissariat colonial	935,126 00	"	446,843 45	"	446,843 45	488,282 55
Inspection coloniale	311,457 00	"	249,421 20	"	249,421 20	62,035 80
Inspection générale de l'instruction publique aux colonies	45,000 00	"	36,998 18	"	36,998 18	8,001 82
Gendarmerie coloniale	1,629,847 00	"	736,657 46	238 50	736,418 96	893,428 04
Inscription maritime	71,189 00	"	28,107 30	"	28,107 30	43,081 70
Agents des vivres et du matériel	600,000 00	"	238,052 47	"	238,052 47	361,947 53
Frais de voyage par terre et par mer	2,344,890 00	"	1,210,043 07	530 00	1,209,513 07	1,135,376 93
Missions et études coloniales	214,300 00	"	236,576 95	66,705 05	169,871 90	44,428 10
Vivres et fourrages	4,054,182 00	"	2,362,539 41	"	2,362,539 41	1,691,642 59
Hôpitaux. (Personnel.)	1,227,118 00	"	644,939 45	"	644,939 45	582,178 55
Hôpitaux. (Matériel.)	1,130,013 00	"	600,706 52	6,956 87	593,749 65	536,263 35
Matériel. (Services civils.)	193,360 00	"	53,101 46	"	53,101 46	140,258 54
Matériel (Services militaires.)	2,226,589 00	"	1,109,410 52	"	1,109,410 52	1,117,178 48
Dépenses des colonies. — Constructions neuves	1,150,000 00	"	525,307 30	81 00	525,226 30	624,773 70
Dépenses diverses et d'intérêt général	537,000 00	"	542,003 34	41,460 06	500,543 28	36,456 72
Subvention au service local des colonies	4,452,000 00	"	1,421,114 52	750 00	1,420,364 52	3,031,635 48
Subvention au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion	2,508,500 00	"	2,508,500 00	"	2,508,500 00	"
Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis	1,378,496 00	"	377 060 09	"	377,060 09	1,001,435 91
Frais d'occupation du Soudan français	12,185,520 00	"	7,416,035 80	1,742 90	7,414,292 90	4.771,227 10
Entretien des postes militaires dans les établissements français du golfe de Bénin (Porto-Novo et Kotonou)	4,882,322 00	"	858,778 59	1,408 23	857,370 36	4,024,951 64
Câble télégraphique sous-marin du Tonkin	477,791 12	"	216,692 55	"	216,692 55	261,098 57
Exposition permanente des colonies	60,500 00	"	59,518 19	2,935 08	56,583 11	3,916 89
Participation à l'exposition internationale de Lyon	20,000 00	"	18,748 71	"	18,748 71	1,251 29
Exposition coloniale d'Anvers	10,000 00	"	9,846 32	"	9,846 32	153 68
Dépenses des services militaires et maritimes de l'Annam et du Tonkin	23,907,230 00	"	12,599,765 54	1,524 85	12,598,240 69	11,308,989 31
Subvention à la Compagnie *Eastern telegraph* pour l'établissement et l'exploitation d'un câble sous-marin entre Périm et Obock	37,500 00	"	18,750 00	"	18,750 00	18,750 00
Subvention pour l'établissement d'un câble sous-marin entre la Nouvelle-Calédonie et l'Australie	200,000 00	"	150,000 00	"	150,000 00	50,000 00
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
Administration pénétentiaire. (Personnel)	2,566,000 00	"	1,163,468 39	"	1,163,468 39	1,402,531 61
Administration pénitentiaire. (Hôpitaux, vivres, habillement et couchage.)	4,123,000 00	"	2,173,192 72	"	2,173,192 72	1,949,807 28
Administration pénitentiaire. (Frais de transport.)	1,416,000 00	"	1,071,522 64	"	1,071,522 64	344,477 36
Administration pénitentiaire. (Matériel.)	1,649,000 00	"	595,141 58	"	595,141 58	1,053,858 42
Liquidation des dépenses de la section des colonies françaises à l'Exposition de Chicago	12,000 00	"	6,808 40	"	6,808 40	5 191 60
Secours aux indigents de Diégo-Suarez éprouvés par un cyclone	30,000 00	"	"	"	"	30,000 00
	87,052,368 12	"	44,769,920 57	133,583 58	44,636,336 99	42,416,031 13
Dépenses des exercices clos	1,805,638 73	"	1,805,638 73	"	1,805,638 73	"
Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1894	"	"	"	"	"	"
TOTAL	88,858.006 85	"	46,575,559 30 — 46,441,975f 72c	133,583 58	46,441,975 72	42,416,031 13

Suite des **DÉPENSES**

Suite du *Développement*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par de ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DE						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	709,980f 81c	705,643f 72c	3,932f 66c	"	709,576f 38c	404f 43c
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	99,996 42	84,660 49	15,758 85	452 92	99,966 42	30 00
Exposition de Chicago	204,349 94	161,413 79	40,931 10	"	202,344 89	2,005 05
Impressions, souscriptions aux publications, abonnements, autographies, entretien des machines, etc.	193,861 89	133,082 53	60,068 61	"	193,151 14	710 75
Mérite agricole et médailles agricoles	16,982 27	16,721 06	261 21	"	16,982 27	"
Inspection de l'agriculture	85,579 72	85,579 72	"	"	85,579 72	"
Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	694,936 95	643,165 87	51,806 08	35 00	694,936 95	"
Matériel de l'enseignement agricole et des établissemsnts d'élevage	773,913 21	455,574 70	316,588 01	"	772,162 71	1,750 50
Subventions à diverses institutions agricoles	1,979,359 96	1,565,485 65	405,655 39	1,927 70	1,969,213 34	10,146 62
Encouragements à l'agriculture et au drainage, délégués à l'étranger et bourses de voyage. — Dépenses diverses	1,953,849 89	1,805,795 05	149,113 74	4,405 90	1,950,502 89	3,347 00
Primes à la sériciculture	5,076,123 47	3,094,389 43	1,981,808 73	326 25	5,075,871 91	251 56
Primes à la culture du lin et du chanvre	2,446,043 98	27,869 14	2,416,625 63	331 70	2,444,163 07	1,880 91
École nationale d'agriculture de Montpellier	25,124 16	"	25,124 16	"	25,124 16	"
Allocations et dépenses administratives et subventions pour le traitement et la reconstitution des vignobles en France	927,143 52	534,611 20	381,596 95	555 90	915,652 25	11,491 27
Vérification des beurres et des engrais	2,537 00	2,400 00	116 00	"	2,516 00	21 00
Primes pour la destruction des loups	17,130 00	15,030 00	1,700 00	"	16,730 00	400 00
Statistique agricole décennale de 1892	39,934 45	28,762 59	11,171 86	"	39,934 45	"
Personnel des écoles vétérinaires	435,751 30	398,746 32	37,004 98	"	435,751 30	"
Matériel des écoles vétérinaires	559,560 03	392,935 00	166,625 03	"	559,560 03	"
Service des épizooties	227,792 16	176,804 80	49,666 52	"	226,471 32	1,320 84
Indemnités pour abatage d'animaux	227,722 44	124,973 53	85,776 41	"	210,749 94	16,972 50
Traitement des inspecteurs généraux, des directeurs, sous-directeurs, surveillants, vétérinaires, professeurs de l'École des haras et des régisseurs	326,153 51	295,928 50	30,225 01	"	326,153 51	"
Frais de tournées des inspecteurs généraux, des directeurs, sous-directeurs, surveillants et vétérinaires des dépôts d'étalons	121,474 38	106,719 88	14,754 50	"	121,474 38	"
Gages des piqueurs, entraîneurs, adjudants, brigadiers-chefs, brigadiers, palefreniers et gagistes	1,056,657 43	943,942 59	112,714 84	"	1,056,657 43	"
Secours et gratifications de monte. — Médicaments aux hommes	72,358 00	49,458 27	23,019 78	120 05	72,358 00	"
Habillement des gagistes	116,220 82	108,842 95	7,377 87	"	116,220 82	"
Frais de bureau, bâtiments, constructions, frais d'entretien et de reparations, locations, indemnités de logement, frais de culture, dépenses diverses des établissements. — Service général	404,841 04	229,050 11	180,113 43	4,322 50	404,841 04	"
A reporter	18,795,378 75	12,187,586 89	6,569,537 35	12,477 92	18,744,646 32	50,732 43

PUBLIQUES.

du Budget général. [France].

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
L'AGRICULTURE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	734,392f 66c	"	724,124f 93c	71f 25c	724,053f 68c	10,338f 98c
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	99,966 38	"	83,729 22	"	83,729 22	16,237 16
Exposition de Chicago	1,528 52	"	1,207 67	"	1,207 67	320 85
Impressions, souscriptions aux publications, abonnements, autographies, entretien des machines, etc.	203,230 74	"	131,493 18	"	131,493 18	71,737 56
Mérite agricole et médailles agricoles	16,957 18	"	11,357 20	"	11,357 20	5,599 98
Inspection de l'agriculture	85,648 12	"	86,898 12	1,250 00	85,648 12	"
Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	767,469 20	"	709,277 19	"	709,277 19	58,192 01
Matériel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	635,472 10	"	505,807 59	"	505,807 59	129,664 51
Subventions à diverses institutions agricoles	2,026,577 35	"	1,693,531 36	279 00	1,693,252 36	333,324 99
Encouragements à l'agriculture et au drainage, délégués à l'étranger et bourses de voyage. — Dépenses diverses	1,899,871 88	"	1,737,930 45	17,377 45	1,720,553 00	179,318 88
Primes à la sériciculture	5,356,632 74	"	1,613,998 10	"	1,613,998 10	3,742,634 64
Primes à la culture du lin et du chanvre	2,490,802 54	"	46,491 90	"	46,491 90	2,444,310 64
Allocations, dépenses administratives et subventions pour le traitement et la reconstitution des vignobles en France	920,986 13	"	411,347 34	"	411,347 34	509,638 79
Vérification des beurres et engrais	6,228 00	"	48 00	"	48 00	6,180 00
Primes pour la destruction des loups	22,890 00	"	14,160 00	"	14,160 00	8,730 00
Statistique agricole décennale de 1892	52,998 43	"	42,789 49	150 00	42,639 49	10,358 94
Personnel des écoles vétérinaires	453,834 52	"	411,533 71	"	411,533 71	42,300 81
Matériel des écoles vétérinaires	553,984 92	"	407,527 38	"	407,527 38	146,457 54
Service des épizooties	248,996 38	"	174,314 98	"	174,314 98	74,681 40
Indemnités pour abatage d'animaux	236,215 99	"	92,405 19	"	92,405 19	143,810 80
Traitements du personnel des haras	330,941 06	"	296,949 45	"	296,949 45	33,991 61
Frais de tournées du personnel des haras	131,451 93	"	112,563 08	"	112,563 08	18,888 85
Gages des sous-agents des haras	1,076,409 99	"	977,664 60	"	987,664 60	98,745 39
Secours et gratifications de monte. — Médicaments aux hommes	77,257 91	"	54,872 41	"	54,872 41	22,385 50
Habillement des gagistes des haras	120,281 55	"	104,929 65	"	104,929 65	15,351 90
Bâtiments, constructions, réparations, etc., dépenses diverses des haras	199,160 49	"	158,291 22	"	158,291 22	40,869 27
A reporter	18,750,186 71	"	10,605,243f 41c	19,127 70	10,586,115 71	8,164,071 00

Suite des **DÉPENSES**

Suite du *Développement*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DE						
Report	18,795,378f 75c	12,187,586f 89c	6,569,537f 35c	12,477f 92c	18,744,646f 32c	50,732f 43c
Frais de conduite, frais de monte, salaires	259,904 38	205,439 17	54,465 21	"	259,904 38	"
Ferrure, soins et médicaments pour les chevaux, entretien et renouvellement d'objets de sellerie et des ustensiles d'écurie. — Achat de breacks pour exercer les chevaux. — Éclairage des écuries	173,881 07	106,130 21	67,750 86	"	173,881 07	"
Nourriture de 2,678 chevaux et juments et de leurs produits	1,813,636 71	1,655,094 10	158,788 66	246 05	1,813,636 71	"
Consommation en nature, denrées et foins provenant des domaines. — Fumiers	47,115 46	"	47,115 46	"	47,115 46	"
Remonte des haras	2,268,141 10	684,254 74	1,576,400 00	2,013 64	2,258,641 10	9,500 00
Encouragements à l'industrie chevaline en France	2,115,953 44	1,374,220 99	731,781 45	215 00	2,105,787 44	10,166 00
Personnel de l'hydraulique agricole	271,612 52	252,944 01	18,668 51	"	271,612 52	"
Police et surveillance de l'aménagement des eaux	269,591 04	217,656 21	51,755 49	"	269,411 70	179 34
Études et travaux exécutés par l'État	604,024 97	448,517 06	162,139 54	7,738 89	602,917 71	1,107 26
Subventions pour travaux de l'hydraulique agricole	376,180 75	251,798 34	124,382 41	"	376,180 75	"
Garantie d'intérêts aux compagnies concessionnaires de travaux d'hydraulique agricole	958,930 17	903,148 09	56,261 67	419 59	958,930 17	"
Surveillance de sociétés et établissements divers	14,000 00	8,834 59	5,165 41	"	14,000 00	"
Travaux de routes agricoles et salicoles	"	"	"	"	"	"
Assainissement des marais communaux	3,900 00	3,594 40	305 60	"	3,900 00	"
Remboursement des dépenses de surveillance, de contrôle et de vérification des comptes des sociétés de courses et des compagnies concessionnaires des canaux d'irrigation	18,365 66	14,938 66	3,427 00	"	18,365 66	"
Secours spéciaux pour pertes matérielles et événements malheureux	4,387,273 10	1,800,679 25	2,536,509 75	3,871 50	4,333,317 50	53,955 60
Secours exceptionnels aux victimes de la sécheresse pendant l'année 1893	4,763,898 33	663,969 23	3,973,474 15	2,990 39	4,634,452 99	129,445 34
École des cultures industrielles et des industries annexes de la ferme de Douai	301,423 72	135,765 59	70,237 26	"	206,002 85	95,420 87
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	7,288 24	1,412 41	5,875 83	"	7,288 24	"
	37,450,499 41	20,915,983 94	16,214,041 61	30,032 98	37,099,992 57	350,506 84
Dépenses des exercices clos	341,773 98	341,773 98	"	"	341,773 98	"
TOTAL	37,792,273 39	21,257,757 92	16,214,041 61	30,032 98	37,441,766 55	350,506 84
			16,184,008f 63c			

PUBLIQUES.

du Budget général. (France.)

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
L'AGRICULTURE. (Suite.)						
Report	18,750,186f 71c	"	10,605,243f 41c	19,127f 70c	10,586,115f 71c	8,164,071f 00c
Frais de conduite, frais de monte, salaires	273,317 21	"	200,078 90	8 45	200,070 45	73,246 76
Ferrure, soins et médicaments pour les chevaux, entretien et renouvellement des objets de sellerie et des ustensiles d'écurie. — Achats de breacks pour exercer les chevaux. — Éclairage des écuries	186,187 55	"	148,360 61	"	148,360 61	37,826 94
Nourriture de 2,678 chevaux et juments et de leurs produits	1,899,179 60	"	1,734,165 45	"	1,734,165 45	165,014 15
Consommations en nature dans les établissements des haras	"	"	"	"	"	"
Remonte des haras	2,459,664 35	"	818,113 40	"	818,113 40	1,641,550 95
Encouragements à l'industrie chevaline en France	2,120,927 74	"	1,419,436 20	2,950 00	1,416,486 20	704,441 54
Personnel de l'hydraulique agricole	297,902 55	"	276,216 42	475 00	275,741 42	22,161 13
Police et surveillance de l'aménagement des eaux	277,511 14	"	188,260 32	24 80	188,235 52	89,275 62
Études et travaux exécutés par l'État	800,379 71	"	458,353 74	125 00	458,228 74	342,150 97
Subventions pour travaux de l'hydraulique agricole	586,985 96	"	315,752 20	"	315,752 20	271,233 76
Garantie d'intérêts aux compagnies concessionnaires de travaux d'hydraulique agricole	1,047,605 33	"	925,089 67	"	925,089 67	122,515 66
Surveillance de sociétés et établissements divers	15,200 00	"	8,977 39	"	8,977 39	6,222 61
Travaux de routes agricoles et salicoles	"	"	"	"	"	"
Assainissement des marais communaux	200 00	"	7 00	"	7 00	193 00
Dépenses de surveillance, de contrôle et de vérification des comptes des sociétés de courses et des compagnies concessionnaires des canaux d'irrigation	18,589 35	"	14,646 75	"	14,646 75	3,942 60
Secours spéciaux pour pertes matérielles et événements malheureux	2,356,903 80	"	749,598 89	"	749,598 89	1,607,304 91
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	391 00	"	391 00	"	391 00	"
Exposition de culture fruitière de Saint-Pétersbourg	149,523 83	"	34,000 00	"	34,000 00	115,523 83
	31,240,655 83	"	17,896,691 35	22,710 95	17,873,980 40	13,366,675 43
Dépenses des exercices clos	741,990 40	"	741,990 40	"	741,990 40	"
TOTAL	31,982,646 23	"	18,638,681 75	22,710 95	18,615,970 80	13,366,675 43
			18,615,970f 80c			

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DES						
1re SECTION. —						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	1,403,277f 54c	1,351,722f 49c	53,237f 55c	2,050f 00c	1,402,910f 04c	367f 50c
Personnel du corps des ponts et chaussées. — Enseignement et école des ponts et chaussées	4,350,818 29	4,018,095 60	332,722 69	"	4,350,818 29	"
Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées	133,161 84	121,669 66	11,492 18	"	133,161 84	"
Personnel des conducteurs des ponts et chaussées	7,482,276 12	6,804,747 29	679,198 13	3.356 58	7,480,588 84	1,687 28
Personnel du corps des mines. — Enseignement et écoles	1,014,528 83	931,135 24	83,839 26	852 41	1,014,122 09	406 74
Personnel des contrôleurs des mines	427,796 71	392,002 10	36,445 61	651 00	427,796 71	"
Personnel des contrôleurs comptables et des contrôleurs de matériel et du travail	46,345 51	39,616 33	6,629 88	15 75	46,230 46	115 05
Personnel des commis affectés au service des ponts et chaussées et des mines	3,185,673 53	2,900,842 35	284,935 75	318 74	3,185,459 36	214 17
Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime	316,767 47	287,147 52	29,523 01	"	316,670 53	96 94
Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce	2,186,196 89	1,969,473 34	215,922 35	12 12	2,185,383 57	813 32
Personnel des maîtres et des gardiens de phares et fanaux	497,338 49	443,469 78	53,881 12	154 00	497,196 90	141 59
Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale	353,203 72	312,405 19	40,493 08	"	352,898 27	305 45
Personnel des inspecteurs de l'exploitation commerciale des chemins de fer	216,816 36	202,928 24	13,888 12	"	216,816 36	"
Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer	837,558 07	731,537 49	105,448 88	"	836,986 37	571 70
Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer concédés	462,187 21	302,863 49	159,692 17	375 00	462,180 66	6 55
Personnel des inspecteurs des tramways des départements de la Seine et de Seine-et-Oise	15,000 00	14,583 33	416 67	"	15,000 00	"
Frais généraux du service de surveillance des mines, minières, carrières et appareils à vapeurs	274,668 09	171,937 09	101,897 01	131 69	273,702 41	965 68
Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs	174,948 30	150,700 56	24,106 24	"	174,806 80	141 50
Personnel des bâtiments civils	117,410 75	109,086 36	8,107 64	"	117,194 00	216 75
Personnel des palais nationaux	139,793 99	126,998 09	11,671 27	"	138,669 36	1.124 63
Personnel des régies des palais nationaux	292,597 84	270,385 78	21,712 06	"	292,097 84	500 00
Secours	276,450 00	246,425 00	30,025 00	"	276,450 00	"
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	236,706 13	173,835 23	86,093 22	23,937 25	235,991 20	714 93
Exposition internationale de Chicago	49,073 38	34,442 13	14,631 25	"	49,073 38	"
A reporter	24,490,595 06	22,108,049 68	2,406,010 14	31,854 54	24,482,205 28	8,389 78

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER sur les dépenses au 1er janvier 1895.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
TRAVAUX PUBLICS.						
DÉPENSES ORDINAIRES.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	1,409,287f 41c	"	1,379,016f 41c	444f 65c	1,378,571f 76c	30,715f 65c
Frais de voyage et de mission	19,206 95	"	9,229 95	"	9,229 95	9,977 00
Personnel du corps des ponts et chaussées. — Enseignement et École des ponts et chaussées	4,333,757 66	"	4,016,349 10	2,547 29	4,013,801 81	319,955 85
Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées	191,375 01	"	165,084 06	"	165,084 06	26,290 95
Personnel des conducteurs des ponts et chaussées	8,071,315 05	"	7.341,667 36	1,175 74	7 340,491 62	730,823 43
Personnel du corps des Mines. — Enseignement et écoles	1,021,497 56	"	946,021 37	689 16	945,332 21	76,165 35
Personnel des contrôleurs des mines	468,163 99	"	427,093 71	1,100 00	425,993 71	42,170 28
Personnel des contrôleurs comptables et des contrôleurs du matériel et du travail	210,580 91	"	188,385 29	33 34	188,351 95	22,228 96
Personnel des commis affectés au service des ponts et chaussées et des mines	3,753,000 02	"	3,453,709 52	276 03	3,453,433 49	299,566 53
Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime	315,259 01	"	281,474 02	"	281,474 02	33,784 99
Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et des ports maritimes de commerce	2,191,060 79	"	1,989,320 80	"	1,989,320 80	201,739 99
Personnel des maîtres et gardiens de phares et fanaux	501,398 84	"	449,084 66	120 85	448,963 81	52,435 03
Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale	353.122 04	"	309.018 21	"	309,018 21	44,103 83
Personnel des inspecteurs de l'exploitation commerciale des chemins de fer	227,222 18	"	204,254 71	"	204,254 71	22,967 47
Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer	871,155 06	"	763,720 96	95 00	763,625 96	107,529 10
Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer concédés	605,597 98	"	411,172 13	1,100 00	410,072 13	195,525 85
Personnel des inspecteurs de tramways des départements de la Seine et de Seine-et-Oise	15,000 00	"	13,749 99	"	13,749 99	1,250 01
Frais généraux du service de surveillance des mines, minières, carrières et appareils à vapeur	309,612 33	"	234,757 79	99 80	234,657 99	74,954 34
Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs	185,735 00	"	152,259 46	"	152,259 46	33,475 54
Personnel des bâtiments civils	116,408 47	"	109,423 15	"	109,423 15	6,985 32
Personnel des palais nationaux	139,574 32	"	128,213 46	"	128,213 46	11,360 86
Personnel des régies des palais nationaux	293,279 17	"	272,325 65	1,438 34	270,887 31	22,391 86
Secours	285,970 00	"	248,185 00	"	248,185 00	37,785 00
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	236,282 30	"	294,907 55	118,323 58	176,583 97	59,698 33
A reporter	26,124,862 05	"	23,788,424 31	127,443 78	23,660,980 53	2,463,881 52

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**
Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DES						
1re SECTION. — DÉPENSES						
Report	24,490,595f 06c	22,108,049f 68c	2,406,010f 14c	31,854f 54c	24,482,205f 28c	8,389f 78c
Routes et ponts. — Travaux ordinaires. (Entretien.)	25,439,079 03	21,705,452 51	3,720,587 41	2,573 45	25,423,466 47	15,612 56
Routes et ponts. (Grosses réparations et restaurations.)	4,648,671 13	3,165,897 28	1,496,270 49	19,486 25	4,642,681 52	5,989 61
Routes forestières de la Corse. (Entretien.)	149,950 00	121,170 01	28,754 30	"	149,924 31	25 69
Entretien des chaussées de Paris	3,000,000 00	2,087,000 00	850,000 00	"	2,937,000 00	63,000 00
Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	5,924,254 31	4,737,559 53	1,183,427 78	158 35	5,920,828 96	3,425 35
Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	6,319,457 29	5,068,649 46	1,251,865 54	5,833 06	6,314,681 94	4,775 35
Ports maritimes. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	6,254,368 87	4,929,112 38	1,324,249 35	4,397 40	6,248,964 33	5,404 54
Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses réparations.)	1,806,786 57	1,385,278 63	419,773 48	265 60	1,804,786 51	2,000 06
Matériel des mines	51,096 04	11,975 64	39,323 05	202 65	51,096 04	"
Entretien des bâtiments civils	782,625 65	165,905 99	584,885 37	17,887 00	732,904 36	49,721 29
Grosses réparations des bâtiments civils	584,052 31	113,325 60	405,209 69	2,542 70	515,992 59	68,059 72
Entretien des palais nationaux	699,261 48	349,242 07	350,793 46	4,534 91	695,500 62	3,760 86
Grosses réparations des palais nationaux	297,651 49	74,305 28	223,351 79	8,883 38	288,773 69	8,877 80
Loyer du terrain du palais de l'Industrie	15,000 00	"	15,000 00	"	15,000 00	"
Service des eaux de Versailles et de Marly	385,006 79	211,512 62	145,139 58	1,756 27	354,895 93	30,110 86
Matériel des régies des palais nationaux	247,715 77	97,653 49	152,621 64	2,574 91	247,700 22	15 55
Conservation du Garde-Meuble	248,008 35	211,008 50	37,260 00	350 05	247,918 45	89 90
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	427,604 32	380,684 80	46,919 52	"	427,604 32	"
	81,771,184 46	66,923,783 47	14,681,442 59	103,300 52	81,501,925 54	269,258 92
Dépenses des exercices clos	3,138,398 40	3,138,398 40	"	"	3,138,398 40	"
TOTAL de la 1re section	84,909,582 86	70,062,181 87	14,681,442 59	103,300 52	84,640,323 94	269,258 92
			14,578,142f 07c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)						
ORDINAIRES. (Suite.)						
Report	26,124,862f 05c	"	23,788,424f 31c	127,443f 78c	23,660,980f 53c	2,463,881f 52c
Routes et ponts. — Travaux ordinaires. (Entretien.)	25,437,812 75	"	21,508,407 21	605 37	21,507,801 84	3,930,010 91
Routes et ponts. (Grosses réparations et restaurations.)	4,862,792 92	"	3,843,448 28	21,226 91	3,822,221 37	1,040,571 55
Routes forestières de la Corse. (Entretien.)	150,000 00	"	116,923 64	"	116,923 64	33,076 36
Entretien des chaussées de Paris	3,000,000 00	"	2,059,000 00	"	2,059,000 00	941,000 00
Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	6,038,146 35	"	4,642,661 48	747 65	4,641,913 83	1,396,232 52
Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	5,697,028 73	"	4,705,783 25	"	4,705,783 25	991,245 48
Ports maritimes. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	6,624,772 03	"	5,588,704 24	45,587 05	5,543,117 19	1,081,654 84
Réparations des avaries causées aux ouvrages des ports par les tempêtes du mois de novembre 1893	150,000 00	"	133,565 20	"	133,565 20	16,434 80
Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses réparations.)	1,806,031 76	"	1,429,840 98	290 00	1,429,550 98	376,480 78
Réparations des avaries causées aux phares et balises par les tempêtes du mois de novembre 1893	19,963 67	"	18,103 24	"	18,103 24	1,860 43
Matériel des mines	52,311 04	"	14,402 01	182 70	14,219 31	38,091 73
Entretien des bâtiments civils	668,099 30	"	177,623 36	"	177,623 36	490,475 94
Grosses réparations des bâtiments civils	499,566 68	"	156,269 65	"	156,269 65	343,297 03
Entretien des palais nationaux	686,551 69	"	375,561 77	"	375,561 77	310,989 92
Grosses réparations des palais nationaux	259,052 17	"	102,842 76	"	102,842 76	156,209 41
Loyer du terrain du palais de l'Industrie	15,000 00	"	"	"	"	15,000 00
Service des eaux de Versailles et de Marly	509,535 43	"	275,815 24	"	275,815 24	233,720 19
Matériel des régies des palais nationaux	261,635 09	"	128,123 43	3,359 20	124,764 23	136,870 86
Conservation du Garde-Meuble	250,607 26	"	198,922 71	"	198,922 71	51,684 55
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	248,816 11	"	193,528 65	"	193,528 65	55,287 46
	83,362,585 03	"	69,457,951 41	199,442 66	69,258,508 75	14,104,076 28
Dépenses des exercices clos	3,518,695 54	"	3,518,695 54	"	3,518,695 04	"
TOTAL de la 1re section	86,881,280 57	"	72,976,646 95	199,442 66	72,777,204 29	14,104,076 28
			72,777,204f 29c			

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)

3e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.	1,408,024f 62c	990,691f 45c	414,548f 59c	0f 30c	1,405,239f 74c	2,784 88c
Routes forestières de la Corse (construction)	138,000 00	120,543 62	14,499 48	"	135,043 10	2,956 90
Rectification des routes nationales et des routes départementales des départements annexés	1,231,338 61	941,573 94	291,472 32	95 58	1,232,950 68	1,387 93
Réparations des avaries causées aux routes nationales par les inondations du mois de septembre 1890	399,030 52	294,441 76	104,569 92	"	399,011 68	18 84
Construction de ponts	1,267,199 00	1,012,690 68	254,508 32	"	1,267,199 00	"
Amélioration des rivières	8,044,249 60	7,010,779 65	1,018,606 02	10 00	8,029,375 67	14,873 93
Établissement et amélioration des canaux de navigation.	10,014,814 49	7,519,093 89	2,492,293 99	909 60	10,010,478 28	4,336 21
Travaux de défense contre les inondations	537,748 02	325,767 79	211,807 42	"	537,575 21	172 81
Amélioration et extension des ports maritimes	16,967,371 03	13,833,677 09	3,132,280 96	3,343 62	16,962,614 36	4,756 67
Phares, éclairage électrique et installation de signaux divers	149,930 19	60,604 05	89,326 14	"	149,930 19	"
Nivellement général de la France (opérations et représentation graphique)	61,208 84	47,578 80	13,630 04	"	61,208 84	"
Exécution de la Carte géologique détaillée de la France.	89,973 26	47,902 68	41,623 83	1,000 00	88,526 51	1,446 75
Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	33,516,316 45	23,649,346 48	11,345,677 03	2,395,092 02	32,599,931 49	916,384 96
Rachat de lignes de chemins de fer	257,000 00	"	257,000 00	"	257,000 00	"
Travaux complémentaires du réseau de l'État	1,486,263 12	760,298 66	2,617,664 72	1,902,462 00	1,475,501 38	10,761 74
École des arts et métiers de Lille. — Continuation des travaux de construction	111,862 56	48,239 47	7,824 69	"	56,064 16	55,798 40
Conservatoire des arts et métiers. — Achèvement de la galerie Vaucanson	234,526 92	63,850 14	95,087 79	"	158,937 93	75,588 99
Palais de Versailles et du Trianon. — Continuation des travaux de restauration	198,586 59	79,198 98	119,887 61	500 00	198 586 59	"
Réparation et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles	99,980 37	8,136 82	91,843 55	"	99,980 37	"
Palais de l'Élysée. — Continuation des travaux de réfection	93,267 65	15,862 59	73,402 18	"	89,264 77	4,002 88
Institut agronomique. — Construction de laboratoires.	81,653 18	21,627 00	60,026 18	"	81,653 18	"
Opéra. — Réfection des calorifères	136,744 17	"	136,744 17	"	136,744 17	"
Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de réfection	128,782 60	33,789 54	57,210 36	"	90,999 90	37,782 70
A reporter	76,656,871 79	56,885,695 01	22,941,535 31	4,303,413 12	75,523,817 20	1,133,054 59

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports en France	9,662,366f 89c	"	9,166,569f 53c	"	9,166,569f 53c	495,797f 36c
Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	7,268,249 57	"	5,845,219 81	"	5,845,219 81	1,423,029 76
Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	23,500,000 00	"	22,588,390 46	"	22,588,390 46	911,609 54
Annuités à la compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État. (Art. 5 de la convention approuvée par la loi du 20 novembre 1883.)	2,000,000 00	"	2,000,000 00	"	2,000,000 00	"
Subventions pour chemins de fer d'intérêt local	26,000 00	"	26,000 00	"	26,000 00	"
Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garanties d'intérêts	86,799,505 25	"	84,169,177 50	"	84,169,177 50	2,630,327 75
Garanties d'intérêts aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local	2,700,000 00	"	1,925,103 21	"	1,925,103 21	774,896 79
Garanties d'intérêts aux entreprises de tramways	492,598 30	"	343,424 89	"	343,424 89	149,173 41
Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives. — Dépenses diverses relatives à ces lignes	38,500 00	"	29,325 23	"	29,325 23	9,174 77
Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'État	499,828 52	"	499,828 52	"	499,828 52	"
Garanties d'intérêts aux compagnies des chemins de fer tunisiens	2,200,000 00	"	1,992,000 00	"	1,992,000 00	208,000 00
Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.	689,007 41	"	445,817 93	"	445,817 93	243,189 48
Routes forestières de la Corse (construction)	138,000 00	"	95,607 64	"	95,607 64	42,392 36
Rectification des routes nationales et des routes départementales des départements annexés	713,869 01	"	490,504 49	"	490,504 49	223,364 52
Construction de ponts	1,104,469 79	"	799,866 31	"	799,866 31	304,603 48
Rachat de concessions de ponts à péage dépendant des routes nationales	"	"	"	"	"	"
Amélioration des rivières	6,895,170 12	"	5,409,537 99	"	5,409,537 99	1,485,632 13
Établissement et amélioration des canaux de navigation.	9,958,098 28	"	6,857,419 92	"	6,857,419 92	3,100,678 36
Travaux de défense contre les inondations	532,460 35	"	388,944 85	"	388,944 85	143,515 50
Amélioration et extension des ports maritimes	16,123,523 34	"	13,060,715 78	3,786 60	13,056,929 18	3,066,594 16
Phares, éclairage électrique et installat. de signaux divers.	148,617 68	"	114,172 53	"	114,172 53	34,445 15
Nivellement général de la France (opérations et représentation graphique)	58,568 54	"	53,523 65	"	53,523 65	5,044 89
Exécution de la carte géologique détaillée de la France.	89,966 31	"	51,991 45	"	51,991 45	37,974 86
A reporter	171,638,799 36	"	156,353,141 69	3,786 60	156,349,355 09	15,289,444 27

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE — SERVICES						
MINISTÈRE DES						
2e SECTION. — DÉPENSES						
Report	76,656,871f 79c	56,885,695f 01c	22,941,535f 31c	4,303,413f 12c	75,523,817f 20c	1,133,054f 59c
Palais-Royal. — Travaux de réfection au Théâtre-Français	69,886 66	46,820 00	23,066 66	"	69,886 66	"
Frais de la mise au concours des projets de construction du théâtre national de l'Opéra-Comique	30,000 00	30,000 00	"	"	30,000 00	"
Dépenses résultant des premiers travaux de reconstruction du théâtre national de l'Opéra-Comique	1,888 08	40 00	1,054 17	"	1,094 17	793 91
Travaux d'aménag^t des magas^s de tapisser^ie du garde-m.	25,063 17	"	23,072 58	"	23,072 58	1,990 59
Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports en France	9,662,721 85	9 314,970 23	347,751 62	"	9,662,721 85	"
Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	8,086,198 20	6,738,281 45	1,347,916 75	"	8,086,198 20	"
Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	22,326,712 63	21,926,712 63	400,000 00	"	22,326,712 63	"
Annuités à la Compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État. (Art. 5 de la convention approuvée par la loi du 20 novembre 1883.)	2,000,000 00	2,000,000 00	"	"	2,000,000 00	"
Subventions aux compagnies concessionnaires de chemins de fer de l'Etat	60,000 00	"	60,000 00	"	60,000 00	"
Subventions pour chemins de fer d'intérêt local	60.000 00	49.000 00	11,000 00	"	60,000 00	"
Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garanties d'intérêts	64,699,707 82	55,845,227 13	7,584,480 69	"	63,429,707 82	1,270,000 00
Garanties d'intérêts aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local	2,500,000 00	1,840,133 23	659,866 77	"	2,500,000 00	"
Garanties d'intérêts aux entreprises de tramways	408,651 24	317,832 99	90,818 25	"	408,651 24	"
Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives	27,036 48	17,997 26	9,380 22	341 00	27,036 48	"
Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'État	461,498 50	443,000 00	18,498 50	"	461,498 50	"
Tramways revenus à l'Etat par suite de déchéance définitive	1,299 89	328 29	971 60	"	1,299 89	"
Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer tunisiens	2,500,000 00	2,396,000 00	104,000 00	"	2,500,000 00	"
Hôtel des postes. — Achèvement de la liquidation des dépenses de construction	395,444 97	393,403 51	2,041 46	"	395,444 97	"
Institut agronomique	4,354 00	4,354 00	"	"	4,354 00	"
Alignement du Conservatoire des arts et métiers	129,115 07	129.115 07	"	"	129,115 07	"
Établissement de nouveaux inventaires des palais nationaux et du garde-meuble	4,166 72	"	4,166 72	"	4,166 72	"
Réparation à l'hôtel de la Présidence du Sénat	192,879 94	20,000 00	172,879 94	"	192,879 94	"
TOTAL de la 2e section	190,303,497 01	158,398,910 80	33,802,501 24	4,303,754 12	187,897,657 92	2,405,839 09
			29,498,747f 12c			
RECAPITULATION.						
1re SECTION. — Dépenses ordinaires	84,909,582f 86c	70,062,181f 87c	14,681,442f 59c	103,300f 52c	84,640,323f 94c	269,258f 02c
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	190,303,497 01	158,398,910 80	33,802,501 24	4,303,754 12	187,897,657 92	2,405,839 09
TOTAL	275,213,079 87	228,461,092 67	48,483,943 83	4,407,054 64	272,537,981 86	2,675,098 01
			44,076,889f 19c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)						
EXTRAORDINAIRES. (Suite.)						
Report	171,638,799f 36c	"	156,353,141f 69c	3,786f 60c	156,349,355f 09c	15,289,444f 27c
Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État	34,039,224 34	"	26,711,113 04	1,770,009 93	24,941,103 11	9,098,121 23
Rachat de lignes de chemins de fer	"	"	"	"	"	"
Travaux complémentaires du réseau de l'État	1,504,774 50	"	1,399,859 12	300,280 50	1,099,578 62	405,195 88
École des arts et métiers de Lille. — Continuation des travaux de construction	105,564 00	"	48,250 00	"	48,250 00	57,314 00
Conservatoire des arts et métiers. — Restauration de la grande galerie des Collections	126,062 12	"	14,719 92	"	14,719 92	111,342 20
Palais de Versailles et de Trianon. — Continuation des travaux de restauration	198,502 31	"	81,631 41	"	81,631 41	116,870 90
Réparation et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles	99,969 17	"	70,907 57	"	70,907 57	29,061 60
Palais de l'Élysée. — Continuation des travaux de réfection	47,434 40	"	8,635 00	"	8,635 00	38,799 40
Institut agronomique. — Construction de laboratoires	47,014 73	"	2,400 00	"	2,400 00	44,614 73
Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de réfection	64,299 68	"	3,172 95	"	3,172 95	61,126 73
Domaine de Saint-Cloud. — Travaux de réparations	49,493 52	"	27,953 25	"	27,953 25	21,540 27
École normale supérieure. — Transfert de l'infirmerie et agrandissement du service de la physique	74,917 20	"	36,396 74	"	36,396 74	38,520 46
Reconstruction du théâtre national de l'Opéra-Comique	103,273 08	"	67,291 16	"	67.291 16	35,981 92
Reconstruction de l'École nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché	19,195 62	"	1,200 00	"	1,200 00	17,995 62
Transfert des magasins de décors de l'Opéra et de l'Opéra-Comique	30,566 59	"	"	"	"	30,566 59
Établissement de nouveaux inventaires des palais nationaux et du garde-meuble	5,079 75	"	"	"	"	5,079 75
Alignements du conservatoire des arts et métiers	166,847 95	"	"	"	"	166,847 95
TOTAL de la 2e section	208,321,018 32	"	184,826,671 85	2,074,077 03	182,752,594 82	25,568,423 50
			182,752,594f 82c			
RÉCAPITULATION.						
1re SECTION. — Dépenses ordinaires	86,881,280 57	"	72,976,646 95	199,442 66	72,777,204 29	14,104,076 28
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	208,321,018 32	"	184,826,671 85	2,074,077 03	182,752,594 82	25,568,423 50
TOTAL	295,202,298 89	"	257,803,318 80	2,273,519 69	255,529,799 11	39,672,499 78
			255,529,799f 11c			

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
MINISTÈRE DES FINANCES.						
Personnel de l'Administration des contributions directes	3,886,853f 67c	3,538,938f 79c	347,527f 38c	129f 16c	3,886,337f 01c	516c 66f
Dépenses diverses de l'Administration des contributions directes	1,863,348 42	1,395,939 50	466,675 14	89 99	1,862,524 65	823 77
Frais relatifs aux rôles des contributions directes	1,437,993 57	381,285 84	1,058,570 78	2,105 28	1,437,751 34	242 23
Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées	810,684 55	750,395 02	60,206 82	53 49	810,548 35	136 20
Frais de distribution des avertissements	457,598 91	409,252 08	48,650 93	878 46	457,024 55	574 36
Frais d'arpentage et d'expertise (cadastre primitif)	225,630 29	179,326 25	46,242 94	"	225,569 19	61 10
Frais d'arpentage et d'expertise (renouvellement du cadastre)	71,895 23	40,108 03	31,589 12	195 50	71,501 65	393 58
Mutations cadastrales	608,950 14	607,358 83	1,331 92	9 39	608,681 36	265 78
Dépenses relatives à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties, en exécution de l'article 4 de la loi du 30 août 1875	1,166 75	1,166 75	"	"	1,166 75	"
Dépenses relatives au recensement des propriétés bâties et à l'évaluation de leur valeur locative	6,379 32	6,379 32	"	"	6,379 32	"
Remises proportionnelles aux percepteurs et frais divers	10,932,920 00	9,054,795 16	1,879,308 04	1,183 94	10,932,919 26	0 74
Frais de perception des centimes affectés aux dépenses de l'instruction primaire	394,316 59	101,588 78	262,116 38	25 30	363,679 85	30,636 73
Indemnités et secours aux porteurs de contraintes	443,784 60	336,684 19	107,100 41	"	443,784 60	"
Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en France	267,831 41	33,413 56	234,479 14	65 29	267,827 41	4 00
Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et aux orphelins de percepteurs	191,500 00	159,200 00	32,000 00	"	191,200 00	300 00
Personnel de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	15,142,389 43	15,028,973 12	113,302 41	106 10	15,142,169 43	220 00
Personnel de l'atelier général du timbre	304,612 48	281,731 96	25,891 11	3,010 59	304,612 48	"
Matériel de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	115,053 53	89,273 92	25,172 67	180 00	114,266 59	786 94
Matériel de l'atelier général du timbre	699,263 26	511,477 00	194,311 27	7,108 73	698,679 54	583 72
Dépenses diverses de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	1,895,928 21	1,781,377 20	114,210 81	18 97	1,895,569 04	359 17
Nivellement des fortifications déclassées de Lyon	"	"	"	"	"	"
Personnel de l'Administration des douanes	30,287,701 92	30.142,578 14	164,132 54	19,799 30	30,286,911 38	790 54
Laboratoire de l'Administration des douanes	276,508 10	251,767 89	25,440 21	700 00	276,508 10	"
Matériel de l'Administration des douanes	419,730 94	336,589 49	83,141 45	"	419,730 94	"
Dépenses diverses de l'Administration des douanes	1,339.788 83	1,233,955 88	115,172 58	11,064 42	1,338,064 04	1,724 79
A reporter	72,081,830 15	66,653,556 70	5,436.574 05	46,723 91	72,043,405 84	38,423 31

(Les développements par article seront publiés dans les comptes définitifs des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
MINISTÈRE DES FINANCES.						
Personnel de l'Administration des contributions directes	3,942,256f 38c	"	3,596,488f 59c	"	3,596,488f 59c	345,767f 79c
Dépenses diverses de l'Administration des contributions directes	1,712,864 94	"	1,513,830 11	"	1,513,830 11	199,034 83
Frais relatifs aux rôles des contributions directes	1,442,037 70	"	240,475 57	"	240,475 57	1,201,562 13
Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées	859,293 08	"	819,649 81	"	819,649 81	39,643 27
Frais de distribution des avertissements	460,794 98	"	410,369 72	"	410,369 72	50,425 26
Frais d'arpentage et d'expertise (cadastre primitif)	295,098 46	"	240,791 19	"	240,791 19	54,307 27
Frais d'arpentage et d'expertise (renouvellement du cadastre)	26,036 71	"	14,676 91	222f 25c	14,454 66	11,582 05
Mutations cadastrales	600,922 38	"	561,507 45	"	561,507 45	39,414 93
Dépenses relatives à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties, en exécution de l'article 4 de la loi du 30 août 1875	51,540 99	"	7,237 82	"	7,237 82	44,303 17
Dépenses relatives au recensement des propriétés bâties et à l'évaluation de leur valeur locative	"	"	"	"	"	"
Remises proportionnelles des percepteurs et frais divers	10,895,618 84	"	9,041,506 42	"	9,041,506 42	1,854,112 42
Frais de perception des centimes affectés aux dépenses de l'instruction primaire	368,937 79	"	110,928 24	"	110,928 24	258,009 55
Indemnités et secours aux porteurs de contraintes	443,473 47	"	334,942 45	"	334,942 45	108,531 02
Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en France	253,974 42	"	33,905 92	"	33,905 92	220,068 50
Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et aux orphelins de percepteurs	197,400 00	"	159,950 00	"	159,950 00	37,450 00
Personnel de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	15,228,985 57	"	15,110,355 45	"	15,110,355 45	118,630 12
Personnel de l'atelier général du timbre	306,171 34	"	288,167 86	"	288,167 86	18,003 48
Matériel de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	133,340 71	"	93,692 45	6,820 00	86,872 45	46,468 26
Matériel de l'atelier général du timbre	707,882 78	"	527,020 20	"	527,020 20	180,862 58
Dépenses diverses de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	1,817,897 32	"	1,728,917 78	"	1,728,917 78	88,979 54
Personnel de l'Administration des douanes	30,317,268 25	"	30,242,331 83	6,063 37	30,236,268 46	80,999 79
Laboratoire de l'Administration des douanes	295,620 11	"	255,576 02	"	255,576 02	40,044 09
Matériel de l'Administration des douanes	400,638 24	"	326,957 52	"	326,957 52	73,680 72
Dépenses diverses de l'Administration des douanes	1,340,133 39	"	1,235,131 05	"	1,235,131 05	105,002 34
A reporter	72,098,187 85	"	66,894,410 36	13,105 62	66,881,304 74	5,216,883 11

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général* (France.)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)						
Report	72,081,830f 15c	66,653,556f 70c	5,436,574f 05c	46,723f 91c	72,043,406f 84c	38,423f 31c
Personnel de l'Administration des contributions indirectes	31,499,929 99	30,486,588 70	1,013,261 30	76 45	31,499,773 55	156 44
Matériel de l'Administration des contributions indirectes	406,403 24	354,015 84	52,285 02	40 00	406,260 86	142 38
Frais de loyer et indemnités de l'Administration des contributions indirectes	5,968,921 84	5,431,625 98	535,236 12	27 78	5,966,834 32	2,087 52
Dépenses diverses de l'Administration des contributions indirectes	478,292 23	468,066 26	10,697 02	480 05	478,283 23	9 00
Achats de tabacs et d'allumettes chimiques, primes et transports de l'Administration des contributions indirectes	1,157,564 53	1,124,866 21	32,697 97	733 62	1,156,830 56	733 97
Avances recouvrables par l'administration des contributions indirectes	557,512 29	368,037 17	189,475 12	55 55	557,456 74	55 55
Personnel de l'Administration des manufactures de l'État	2,196,256 53	2,163,088 08	33,168 45	"	2,196,256 53	"
Gages et salaires de l'Administration des manufactures de l'État	17,522,360 18	17,395,023 86	127,336 32	"	17,522,360 18	"
Institutions destinées à améliorer la situation du personnel des manufactures de l'État	1,250,020 75	750,627 79	499,086 85	"	1,249,714 64	306 11
Matériel de l'Administration des manufactures de l'État	4,391,911 11	3,607,628 13	783,181 83	70 72	4,390,739 24	1,171 87
Aménagement, entretien et réparations des bâtiments des manufactures de l'État et acquisitions de terrains et de bâtiments. — Additions de constructions et grosses réparations	496,940 19	310,590 70	177,850 55	"	488,441 25	8,498 94
Constructions nouvelles des manufactures de l'État	234,984 23	193,008 85	41,975 38	"	234,984 23	"
Dépenses diverses de l'Administration des manufactures de l'État	351,103 70	298,958 48	52,145 22	"	351,103 70	"
Avances recouvrables par l'Administration des manufactures de l'État	191,445 51	189,651 18	1,580 68	1 70	191,230 16	215 35
Achats et transports	49,564,104 10	46,716,554 15	2,847,012 09	2,758 87	49,560,807 37	3,296 73
TOTAL	188,349,580 57	176,511,888 08	11,833,563 97	50,968 65	188,294,483 40	55,097 17
			11,782,595 32			
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.						
Remise de 5 p. o/o sur les produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	59,999f 70c	547f 04c	59,131f 11c	"	59,678f 15c	321f 55c
			59,131f 11c			

(Les développements par article seront publiés dans les comptes définitifs des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)						
Report	72,098,187f 85c	"	66,894,410f 36c	13,105f 62c	66,881,304f 74c	5,216,883f 11c
Personnel de l'Administration des contributions indirectes	31,742,228 40	"	30,726,036 83	"	30,726,036 83	1,016,191 57
Matériel de l'Administration des contributions indirectes	436,615 16	"	333,532 86	"	333,532 86	103,082 30
Frais de loyer et indemnités de l'Administration des contributions indirectes	5,786,488 02	"	5,429,101 23	"	5,429,101 23	357,386 79
Dépenses diverses de l'Administration des contributions indirectes	673,000 00	"	631,732 69	"	631,732 69	41,267 31
Achats de tabacs et d'allumettes chimiques, primes et transports de l'Administration des contributions indirectes	1,132,810 94	"	1,092,066 71	"	1,092,066 71	40,744 23
Avances recouvrables par l'Administration des contributions indirectes	531,064 48	"	349,669 85	"	349,669 85	181,394 63
Personnel de l'Administration des manufactures de l'État	2,205,608 39	"	2,173,952 34	"	2,173,952 34	31,656 05
Gages et salaires de l'Administration des manufactures de l'État	18,080,673 62	"	17,508,395 56	"	17,508,395 56	572,278 06
Institutions destinées à améliorer la situation du personnel des manufactures de l'État	1,354,762 49	"	867,892 74	"	867,892 74	486,869 75
Matériel de l'Administration des manufactures de l'État	4,589,228 32	"	3,782,565 17	"	3,782,565 17	806,663 15
Aménagement, entretien et réparations des bâtiments des manufactures de l'État et acquisitions de terrains et de bâtiments. — Additions de constructions et grosses réparations	578,458 99	"	394,974 61	"	394,974 61	183,484 38
Constructions nouvelles des manufactures de l'État	327,592 25	"	251,946 61	507 55	251,439 06	76,153 19
Dépenses diverses de l'Administration des manufactures de l'État	360,112 59	"	307,163 84	"	307,163 84	52,948 75
Avances recouvrables par l'Administration des manufactures de l'État	177,558 47	"	177,002 77	"	177,002 77	555 70
Achats et transports	52,548,508 29	"	45,527,896 56	"	45,527,896 56	7,020,611 73
TOTAL	192,622,898 26	"	176,448,340 73	13,613 17	176,434,727 56	16,188,170 70
			176,434,727f 56c			
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.						
Remise de 5 p. o/o sur les produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	60,000	"	"	"	"	60,000
			"			

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général* (France).

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
2e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
Traitement du personnel et indemnités à titre de traitements. (Agents.)	40,816,442f 33c	39,982,180f 84c	868,507f 65c	39,094f 10c	40,811,594f 39c	4,847f 94c
Traitement du personnel et indemnités à titre de traitements. (Sous-agents.)	37,375,436 53	36,252,432 15	1,120,534 24	2,129 22	37,370,837 17	4,599 36
Indemnités diverses et secours	11,326,772 84	9,355,153 02	1,972,357 43	7,983 04	11,319,527 41	7,245 43
Chaussure et habillement	3,553,163 54	2,591,846 09	955,894 45	2,894 63	3,544,845 91	8,317 63
Matériel des bureaux	7,706,129 02	6,174,120 40	1,512,965 95	41,219 21	7,645,867 14	60,261 88
Impressions et publications	2,144,172 17	1,099,225 76	1,164,306 61	120,484 29	2,143,048 08	1,124 09
Transport des dépêches postales	10,268,475 74	8,366,989 43	1,890,359 48	18,639 51	10,238,709 40	29,766 34
Appareils et matériel technique d'exploitation	1,352,139 31	823,487 58	750,276 76	232,772 33	1,340,992 01	11,147 30
Construction et entretien des lignes télégraphiques	6,391,567 85	5,116,066 33	2,868,827 34	1,599,222 36	6,385,671 31	5,896 54
Dépenses diverses	1,864,819 27	1,735,743 01	135,760 68	7,400 32	1,864,103 37	715 90
Subvention au service maritime entre la France et la Corse	354,999 96	325,416 63	29,583 33	"	354,999 96	"
Subvention au service maritime des lignes de la Méditerranée, du Brésil et de la Plata	1,671,395 16	1,392,829 30	278,565 86	"	1,671,395 16	"
Subvention au service maritime entre Calais et Douvres	99,999 96	91,666 63	8,333 33	"	99,999 96	"
Subvention au service maritime de New-York aux Antilles et primes de vitesse	11,349,999 84	8,298,333 20	3,051,666 64	"	11,349,999 84	"
Subvention au service maritime de l'Indo-Chine	6,639,850 63	5,558,453 30	1,081,397 33	"	6,639,850 63	"
Subvention au service maritime de la France en Algérie, Tunisie et Barbarie	879,999 84	806,666 52	73,333 32	"	879,999 84	"
A reporter	143,795,363 99	127,970,610 19	17,762,670 40	2,071,839 01	143,661,441 58	133,922 41

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
Personnel. (Agents)	42,882,574f 67c	"	41,877,679f 94c	2,475f 00c	41,875,204f 94c	1,007,369f 73c
Personnel. (Sous-agents.)	39,416,336 37	"	38,236,428 93	5,736 32	38,230,692 61	1,185,643 76
Remises au personnel	1,843,991 10	"	1,686,893 69	57 40	1,686,836 29	157,154 81
Indemnités diverses et secours	8,857,678 38	"	7,843,400 56	2,564 05	7,840,836 51	1,016,841 87
Chaussure et habillement	3,429,255 21	"	2,799,338 69	1 82	2,799,336 87	629,918 34
Matériel des bureaux	8,047,553 41	"	6,359,202 53	1,816 35	6,357,386 18	1,690,167 23
Impressions et publications	2,166,292 53	"	1,016,908 30	23,967 17	992,941 13	1,173,351 40
Transport des dépêches postales	10,596,226 24	"	8,719,389 64	10,013 29	8,709,376 35	1,886,849 89
Appareils et matériel technique d'exploitation	1,473,674 76	"	1,451,622 79	155,992 35	1,295,630 44	178,044 32
Construction et entretien des lignes télégraphiques	5,792,332 65	"	6,158,453 09	1,220,568 99	4,937,884 10	854,448 55
Dépenses diverses	1,933,437 33	"	1,850,377 58	2,207 34	1,848,170 24	85,267 09
Subvention au service maritime entre la France et la Corse	354,999 96	"	325,416 63	"	325,416 63	29,583 33
Subvention au service maritime des lignes de la Méditerranée, du Brésil et de la Plata	1,532,112 23	"	1,392,829 30	"	1,392,829 30	139,282 93
Subvention au service maritime entre Calais et Douvres	99,999 96	"	91,666 63	"	91,666 63	8,333 33
Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse	10,604,166 52	"	8,298,333 20	"	8,298,333 20	2,305,833 32
Subvention au service maritime de l'Indo-Chine	6,114,298 63	"	5,558,453 30	"	5,558,453 30	555,845 33
Subvention au service maritime de la France en Algérie, Tunisie et Tripolitaine	879,999 84	"	806,666 52	"	806,666 52	73,333 32
A reporter	146,024,929 79	"	134,473,061 32	1,425,400 08	133,047,661 24	12,977,268 55

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France).

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION						
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,						
2e SECTION. — SERVICE DES						
Report	143,795,363f 99c	127,970,610f 19c	17,762,670f 40c	2,071,839f 01c	143,661,441f 58c	133,922f 41c
Subvention au service maritime de l'Australie et la Nouvelle-Calédonie	3,085,824 00	2,571,520 00	514,304 00	"	3,085,824 00	"
Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique	1,041,919 92	868,266 60	173,653 32	"	1,041,919 92	"
Subvention aux services maritimes de la côte occidentale d'Afrique	420,388 17	350,261 85	85,857 03	15,730 71	420,388 17	"
Subvention à la compagnie concessionnaire du câble reliant à Saint-Louis du Sénégal les possessions françaises de Rio-Nunez, Grand-Bassam, Porto-Novo et le Gabon	300,000 00	75,000 00	225,000 00	"	300,000 00	"
Réinstallation du poste central télégraphique de Lyon	378,866 45	66,039 79	296,017 18	"	362,056 97	16,809 48
Installation du dépôt central du matériel et des ateliers	577,346 03	244,163 91	373,182 12	40,000 00	577,346 03	"
Etablissement des lignes sous-marines entre Marseille et Oran, entre Marseille et Tunis et améliorations à apporter à l'usine des câbles de la Seyne et aux bâtiments télégraphiques *la Charente* et *l'Ampère*	1,611,392 37	1,420,737 70	190,654 67	"	1,611,392 37	"
Installation des services principaux des postes, télégraphes et téléphones à Bordeaux, dans l'hôtel de la Monnaie	429,537 44	236,136 15	193,401 29	"	429,537 44	"
Remboursement à la Société française des télégraphes sous-marins, en garantie de l'établissement du câble de Lisbonne aux Açores	400,000 00	400,000 00	"	"	400,000 00	"
TOTAL	152,040,638 37	134,202,736 19	19,814,740 01	2,127,569 72	151,889,906 48	150,731 89
			17,687 170f 29c			
3e SECTION. — SERVICE						
Personnel des services extérieurs. — Traitements et indemnités à titre de traitements	1,854,120f 87c	1,793,135f 98c	60,880f 61c	"	1,854,016f 59c	104f 28c
Indemnités et dépenses diverses	556,740 14	502,850 75	53,326 36	"	556,177 11	563 03
Matériel. — Dépenses d'entretien et d'exploitation	1,553,161 50	957,692 78	619,241 14	24,295f 08c	1,552,638 84	522 66
Matériel et dépenses de premier établissement	4,805,788 84	2,619,655 78	2.248,205 06	63,611 63	4,804,249 21	1,539 63
Annuité à la Caisse des dépôts et consignations	447,620 16	"	447,620 16	"	447,620 16	"
Transformation du réseau téléphonique de Paris	3,189,802 42	1,307,056 84	1,934,993 37	52,581 07	3,189,469 14	333 28
TOTAL	12,407,233 93	7,180,392 13	5,364,266 70	140,487 78	12,404,171 05	3,062 88
			5 223,778f 92c			
RÉCAPITULATION.						
2e section. — Service des postes et des télégraphes	152,040,638f 37c	134,202,736f 19	19,814,740f 01c	2,127,569 72	151,889,906f 48c	150,731f 89c
3e section. — Service des téléphones	12,407,233 93	7,180,392 13	5,364,266 70	140,487 78	12,404,171 05	3,062 88
TOTAL	164,447,872 30	141,383,128 32	25.179,006 71	2,268,057 50	164,294,077 53	153,794 77
			22,910,949f 21c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Suite.)						
POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Suite.)						
Report	146,024,929f 79c	"	134,473,061f 32c	1,425,400f 08c	133,047,661f 24c	12,977,268f 55
Subvention au service maritime de l'Australie et la Nouvelle-Calédonie	2,828,672 00	"	2,571,520 00	"	2,571,520 00	257,152 00
Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique	955,093 26	"	868,266 60	"	868,266 60	86,826 66
Subvention aux services maritimes de la côte occidentale d'Afrique	452,330 46	"	407,366 76	"	407.366 76	44,963 70
Subvention à la compagnie concessionnaire du câble reliant à Saint-Louis du Sénégal les possessions françaises de Rio-Nunez, Grand-Bassam, Porto-Novo et le Gabon	300,000 00	"	"	"	"	300,000 00
Réinstallation du poste central télégraphique de Lyon	100,698 98	"	83,988 05	"	83,988 05	16,710 93
Installation du dépôt central du matériel et des ateliers	1,307.022 03	"	868,792 94	"	868,792 94	438,229 09
Etablissement de lignes sous-marines entre Marseille et Oran et entre Marseille et Tunis, et améliorations à apporter à l'usine des câbles de la Seyne et aux bâtiments télégraphiques *la Charente* et *l'Ampère*	750,148 74	"	472,899 79	"	472,899 79	277,248 95
Installation des services principaux des postes, télégraphes et téléphones à Bordeaux, dans l'hôtel de la Monnaie	96,349 65	"	32.930 05	"	32,930 05	63,419 60
TOTAL	152,815,244 91	"	139,778,825 51	1,425,400 08	138,353,425 43	14,461,819 48
			138,353,425f 43c			
DES TÉLÉPHONES.						
Personnel des services extérieurs	2,150,427 18	"	2,077,522 34	"	2,077,522 34	72,904 84
Remises au personnel et à divers	34,404 69	"	21,802 98	"	21,802 98	12,601 71
Indemnités et dépenses diverses	548,187 52	"	505,960 44	"	505,960 44	42,227 08
Matériel. — Dépenses d'entretien et d'exploitation	1,493,932 50	"	1,093,823 17	"	1,093,823 17	400,109 33
Matériel. — Dépenses de premier établissement	5,330,899 04	"	3,764,964 20	21,080 22	3,743,883 98	1,587,015 06
Annuité à la Caisse des dépôts et consignations	1,195,705 87	"	1,195,705 87	"	1,195,705 87	"
Transformation du réseau téléphonique de Paris	375,265 02	"	99.054 76	"	99,054 76	276,210 26
TOTAL	11,128,821 82	"	8,758,833 76	21,080 22	8,737,753 54	2,391,068 28
			8,737,753f 54c			
RÉCAPITULATION.						
2e section. — Service des postes et télégraphes	152,815,244 91	"	139,778,825 51	1,425,400 08	138,353 425 43	14 461.819 48
3e section. — Service des téléphones	11,128,821 82	"	8,758,833 76	21,080 22	8,737,753 54	2,391,068 28
TOTAL	163,944,066 73	"	148,537,659 27	1,446,480 30	147,091,178 97	16,852,887 76
			147,091,178f 97c			

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. (DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.)	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
Personnel des agents des forêts dans les départements	2,517,406f 71c	2,259,151f 86c	257,337f 64c	"	2,516,489f 50c	917f 21c
Personnel des préposés dans les départements	2,591,168 45	2,337,066 41	253,529 15	66f 66c	2,590,528 90	639 55
Indemnités et secours au personnel	681,512 87	530,361 99	150,468 65	470 85	680,359 79	1,153 08
Personnel de l'enseignement forestier	142,246 11	126,205 00	16,041 11	"	142,246 11	"
Matériel de l'enseignement forestier	29,959 99	16,310 80	13,649 19	"	29,959 99	"
Amélioration et entretien des forêts	1,427,099 66	1,079,965 33	344,710 13	6 00	1,424,669 46	2,430 20
Restauration et conservation des terrains en montagne	2,539,944 82	1,429,181 06	642,348 14	"	2,071,529 20	468,415 62
Fixation des dunes	209,068 92	154,454 91	54,613 76	39 00	209,029 67	39 25
Aménagements et exploitations	679,991 92	569,242 67	118,998 88	10,458 76	677,782 79	2,209 13
Chasses. — Entretien des chasses non affermées	49,997 02	36,010 46	13,986 56	"	49,997 02	"
Impositions sur les forêts domaniales	1,747,558 50	1,745,714 85	1,800 75	"	1,747,515 60	42 90
Droits d'usage. — Frais d'instance. — Matériel et dépenses diverses du service des forêts	241,430 56	118,160 68	138,880 26	16,040 45	241,000 49	430 07
TOTAL	12,857,385 53	10,401,826 02	2,006,364 22	27,081 72	12,381,108 52	476,277 01
			1979,282f 50c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
L'AGRICULTURE.						
Personnel des agents des forêts dans les départements	2,519,557f 00c	"	2,269,434f 06c	"	2,269,434f 06c	250,122f 94c
Personnel des préposés dans les départements	2,591,929 33	"	2,329,904 58	3f 33c	2,329,901 25	262,028 08
Indemnités et secours au personnel	679,904 42	"	519,664 56	105 54	519,559 02	160,345 40
Personnel de l'enseignement forestier	143,784 00	"	127,297 98	"	127,297 98	16,487 02
Matériel de l'enseignement forestier	30,000 00	"	16,944 18	"	16,944 18	13,055 82
Amélioration et entretien des forêts	1,449,605 09	"	1,078,704 25	342 32	1,078,361 93	371,243 16
Restauration et conservation des terrains en montagne	3,115,174 83	"	1,555,567 51	350 00	1,555,217 51	1,559,957 32
Fixation des dunes	206,589 00	"	146,585 01	"	146,585 01	60,003 99
Aménagements et exploitations	441,001 72	"	318,439 75	22,329 67	296,110 08	144,890 64
Chasses. — Entretien des chasses non affermées	50,000 00	"	38,870 21	"	38,870 21	11,129 79
Impositions sur les forêts domaniales	1,767,064 70	"	1,760,991 61	455 30	1,760,536 31	6,528 39
Droits d'usage. — Frais d'instance. — Matériel et dépenses diverses du service des forêts	249,161 27	"	232,483 63	1,078 39	231,405 24	17,756 03
TOTAL	13,243,771 36	"	10,394,887 33	24,664 55	10,370,222 78	2,873,548 58
			10,370,222f 78c			

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir pour les développements par article les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.						
MINISTÈRE DES FINANCES.						
Dégrèvements et non-valeurs sur les taxes assimilées aux contributions directes	26,280,588f 77c	16,473,242f 34c	9,807,518f 77c	172f 34c	26,280,588f 77c	"
Remboursements sur produits indirects et divers en France. — Enregistrement et domaines	6,657,95 63	5,953,801 79	705,036 65	882 81	6,657,955 63	"
Douanes	242,338 25	224,921 42	7,416 83	"	232,338 25	"
Contributions indirectes	388,951 92	335,422 91	53,529 01	"	388,951 92	"
Manufactures de l'État	"	"	"	"	"	"
Produits divers	228,731 94	229,931 95	8,799 99	"	238,731 94	"
	7,517,977 74	6,744,078 07	774,782 48	882 81	7,517,977 74	"
Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie	2,952 35	2,952 35	"	"	2,952 35	"
Repartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers en France. — Enregistrement et domaines	9,093 89	8,498 96	594 93	"	9,093 89	"
Douanes	941,715 81	940,784 31	931 50	"	941,715 81	"
Contributions indirectes	2,321,316 75	2,321,326 75	"	10	2,321,316 75	"
Manufactures de l'État	9,602 57	9,602 57	"	"	9,602 57	"
Produits divers	2,051,892 63	2,021,692 01	30,215 80	15 18	2,051,892 63	"
	5,333,621 65	5,301,904 60	31,742 23	25 18	5,333,621 65	"
Primes à l'exportation des marchandises	104,178 71	93,513 77	10,664 94	"	104,178 71	"
Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892	222,138 45	206,432 84	15,705 61	"	222,138 45	"
TOTAL	39,461,457 67	28,822,123 97	10,640,414 03	1,080 33	39,461,457 67	"
			10,639,333f 70c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
Dégrèvements et non-valeurs sur les taxes spéciales assimilées aux contributions directes	28,428,795f 34c	"	21,191,999f 71c	"	21,191,999f 71c	7,236,795f 63c
Remboursements sur produits indirects et divers en France. — Enregistrement et domaines	5,706,543 82	"	5,316,790 16	"	5,316,790 16	389,753 66
Douanes	225,239 72	"	194,763 16	"	194,763 16	30,476 56
Contributions indirectes	344,678 37	"	266,540 59	"	266,540 59	78,137 78
Manufactures de l'État	144 00	"	144 00	"	144 00	"
Produits divers	115,138 72	"	102,215 04	"	102,215 04	12,923 68
	6,391,744 63	"	5,880,452 95	"	5,880,452 95	511,291 68
Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie	50,000 00	"	50,000 00	"	50,000 00	"
Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers en France. — Enregistrement et domaines	9,494 47	"	9,099 37	"	9,099 37	395 10
Douanes	1,023,264 25	"	1,022,003 68	"	1,022,003 68	1,260 57
Contributions indirectes	2,305,150 98	"	2,305,150 98	"	2,305,150 98	"
Manufactures de l'État	10,482 48	"	10,482 48	"	10,482 48	"
Produits divers	2,059,153 39	"	2,037,209 75	"	2,037,209 75	21,943 64
	5,407,545 57	"	5,383,946 26	"	5,383,946 26	23,599 31
Primes à l'exportation des marchandises	97,575 98	"	85,179 33	"	85,179 33	12,396 65
Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892	309,657 20	"	289,453 41	"	289,453 41	20,203 79
TOTAL	40,685,318 72	"	32,881,031 66	"	32,881,031 66	7,804,287 06
			32,881,031f 66c			

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. (DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.)	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.						
1re SECTION. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR.						
Remboursements sur le produit du travail des détenus	2,020,803f 93c	1,678,808f 90c	341,995f 03c	"	2,020,803f 93c	"
			341,995f 03c			
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
2e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
Remboursement sur produits des postes et des télégraphes	6,176,618f 45c	4,805,765f 82c	1,370,852f 63c	"	6,176,618f 45c	"
Répartition de produits d'amendes	109 32	109 32	"	"	109 32	"
TOTAL	6,176,727 77	4,805,875 14	1,370,852 63	"	6,176,727 77	"
			1,370,852f 63c			
3e SECTION. — SERVICE DES TÉLÉPHONES.						
Remboursement sur produits téléphoniques	35,766 22	34,111f 57c	862f 50c	"	34,974f 07c	792f 15c
			862f 50c			
RÉCAPITULATION.						
2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	6,176,727f 77c	4,805,875f 14c	1,370,852f 63c	"	6,176,727f 77	"
3e SECTION. — Service des téléphones	35,766 22	34,111 57	862 50	"	34,974 07	792f 15c
TOTAL	6,212,493f 99	4,839,986f 71c	1,371,715 13	"	6,211,701 84	792 15
			1,371,715f 13c			
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
Remboursements sur produits divers des forêts	16,076f 54c	14,086f 68c	1,989f 86c	"	16,076f 54c	"
			1,989f 86c			

(Les développements par article seront publiés dans les comptes définitifs des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
TUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						
Remboursements sur le produit du travail des détenus	2,141,700f 00c	"	1,537,207f 43c	"	1,537,207f 43c	604,492f 57c
			1,537,207f 43c			
DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
Remboursements sur produits des postes et des télégraphes	5,120,447f 32c	"	4,686,578f 47c	"	4,686,578f 47c	433,868f 85c
Répartition de produits d'amendes	323 28	"	275 28	"	275 28	48 00
TOTAL	5,120,770 60	"	4,686,853 75	"	4,686,853 75	433,916 85
			4,686,853f 75c			
DES TÉLÉPHONES.						
Remboursement sur produits téléphoniques	26,422f 47c	"	26,422f 47c	"	26,422f 47c	"
			21,422f 47c			
RÉCAPITULATION.						
2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	5,120,770f 60c	"	4,686,853f 75c	"	4,686,853f 75c	433,916f 85c
3e SECTION. — Service des téléphones	26,422 47	"	26,422 47	"	26,422 47	"
TOTAL	5,147,193 07	"	4,713,276 22	"	4,713,276 22	433,916 85
			4,713,276f 22c			
DE L'AGRICULTURE.						
Remboursements sur produits divers des forêts	15,824f 00c	"	14,201f 65c	"	14,201f 65c	1,622f 35c
			14,201f 65c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
RÉCAPITULATION DU						
1re partie. — Dette publique. (Voir page 178.)	1,267,341,196f41c	1,185,012,021f92c	73,356,383f37c	2,258,881f57c	1,256,109,523f72c	11,231,672f09c
2e partie. — Pouvoirs publics. (Voir page 180.)	13,207,520 00	13,150,000 00	57,520 00	"	13,207,520 00	"
3e partie. — Service général. (Voir page 192.)	28,206,433 25	24,865,158 94	3,299,036 03	164,612 91	27,999,582 06	206,851 19
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 236.)	188,349,580 57	176,511,888 08	11,833,563 97	50,968 65	188,294,483 40	55,097 17
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 244.)	39,461,457 67	28,822,123 97	10,640,414 03	1,080 33	39,461,457 67	"
TOTAL	1,536,566,187 90	1,428,361,192 91	99,186,917 40	2,475,543 46	1,525,072,566 85	11,493,621 05
			96,711,373f 94c			
RÉCAPITULATION DU						
3e partie. — Service général. (Voir page 182.)	16,920,705f22c	13,407,756f75c	3,323,296f47c	67,086f01c	16,663,967f21c	256,738f01c
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 236.)	59,999 70	547 04	59,131 11	"	59,678 15	321 55
TOTAL	16,980,704 92	13,408,303 79	3,382,427 58	67,086 01	16,723,645 36	257,059 56
			3,315,341f 57c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.						
3e partie. — Service général. (Voir page 190.)	115,672,518f86c	89,515,193f36c	25,459,679f51c	87,126f58c	114,887,746f29c	784,772f57c
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 246.)	2,020,803 93	1,678,808 90	341,995 03	"	2,020,803 93	"
TOTAL	117,693,322 79	91,194,002 26	25,801,674 54	87,126 58	116,908,550 22	784,772 57
			25,714,547f 96c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DU COMMERCE						
3e partie. — Service général. (Voir page 218.)	30,097,529f25c	17,592,422f61c	11,754,890f71c	111,110f14c	29,236,203f18c	861,326f07c
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 240.)	164,447,872 30	141,383,128 32	25,179,006 71	2,268,057 50	164,294,077 53	153,794 77
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 246.)	6,212,493 99	4,839,986 71	1,371,715 13	"	6,211,701 84	792 15
TOTAL	200,757,895 54	163,815,537 64	38,305,612 55	2,379,167 64	199,741,982 55	1,015,912 99
			35,926,444f 91c			
RÉCAPITULATION DU						
3e partie. — Service général. (Voir page 224.)	37,792,273f39c	21,257,757f92c	16,214,041f61c	30,032f98c	37,441,766f55c	350,506f84c
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 242.)	12,857,385 53	10,401,826 02	2,006,364 22	27,081 72	12,381,108 52	476,277 01
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 246.)	16,076 54	14,086 68	1,989 86	"	16,076 54	"
TOTAL	50,665,735 46	31,673,670 62	18,222,395 69	57,114 70	49,838,951 61	826,783 85
			18,165,280f 99c			

(Les développements par article seront publiés dans les comptes définitifs des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
MINISTÈRE DES FINANCES.						
1re partie. — Dette publique. (Voir page 179.)	1,232,019,920f85c	416f 74c	1,163,978,295f49c	"	1,163,978,712f23c	68,041,208f62c
2e partie. — Pouvoirs publics. (Voir page 181.)	13,171,720 00	"	13,100,000 00	"	13,100,000 00	71,720 00
3e partie. — Service général. (Voir page 193.)	32,781,124 13	"	26,363,786 03	224,533f90c	26,139,252 13	6,641,872 00
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 237.)	192,622,898 26	"	176,448,340 73	13,613 17	176,434,727 56	16,188,170 70
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 245.)	40,685,318 72	"	32,881,031 66	"	32,881,031 66	7,804,287 06
TOTAL	1,511,280,981 96	416 74	1,412,771,453 91	238,147 07	1,412,533,723 58	98,747,258 38
			1,412,533,306f 84c			
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.						
3e partie. — Service général. (Voir page 183.)	17,851,754f74c	108,140f 00c	13,389,332f03c	"	13,497,472f03c	4,354,282f71c
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 237.)	60,000 00	"	"	"	"	60,000 00
TOTAL	17,911,754 74	108,140 00	13,389,332 03	"	13,497,472 03	4,414,282 71
			13,389,332f 03c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						
3e partie. — Service général. (Voir page 189.)	75,429,903f27c	"	61,476,482f03c	32,267f52c	61,444,214f51c	13,985,688f76c
5e partie. Remboursements et restitutions. (Voir page 247.)	2,141,700 00	"	1,537,207 43	"	1,537,207 43	604,492 57
TOTAL	77,571,603 27	"	63,013,689 46	32,267 52	62,981,421 94	14,590,181 33
			62,981,421f 94c			
DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
3e partie. — Service général. (Voir page 219.)	28,921,912f48c	"	19,142,317f86c	29,030f23c	19,113,287f63c	9,808,624 85c
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 241.)	163,944,066 73	"	148,537,659 27	1,446,480 30	147,091,178 97	16,852,887 76
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 247.)	5,147,193 07	"	4,713,276 22	"	4,713,276 22	433,916 85
TOTAL	198,013,172 28	"	172,393,253 35	1,475,510 53	170,917,742 82	27,095,429 46
			170,917,742f 82c			
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
3e partie. — Service général. (Voir page 225.)	31,982,646f23c	"	18,638,681f75c	22,710f95c	18,615,970f80c	13,366,675 43c
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 243.)	13,243,771 36	"	10,394,887 33	24,664 55	10,370,222 78	2,873,548 58
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 247.)	15,824 00	"	14,201 65	"	14,201 65	1,622 35
TOTAL	45,242,241 59	"	29,047,770 73	47,375 50	29,000,395 23	16,241,846 36
			29,000,395f 23c			

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Développement des Annulations de payements constatées sur les dépenses des Ministères. (France.)

EXERCICE 1893.

MINISTÈRES ET SERVICES.	ANNULATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	MOTIFS DES ANNULATIONS PENDANT L'ANNÉE 1894. — FONDS REVERSÉS dans les caisses du Trésor public sur les ordonnances des Ministres.	REMBOURSEMENTS d'avances faites par des Ministères pour le compte d'autres Ministères.	CHANGEMENTS d'imputation.	RECETTES formant annulation de payement.	TOTAL des annulations.	TOTAL des ANNULATIONS sur l'exercice 1893.
							1° BUDGET
1re PARTIE. — *Dette publique.*							
Ministère des finances	76f 44	10,770f 98c	"	2,248,110f 59	"	2,258,881f 57	2,258,958f 01c
3e PARTIE. — *Services généraux des Ministères*							
Ministère de la justice	2,495 66	316 66	"	"	"	316 66	2,812 32
Ministère des affaires étrangères. — Service ordinaire	1,550 00	46,012 96	"	20,698 05	"	66,711 01	68,261 01
Ministère des affaires étrangères. — Service des protectorats	"	375 00	"	"	"	375 00	375 00
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur	28,229 72	74,372 90	10,283f 68c	100 00	"	84,756 58	112,986 30
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service des cultes	"	320 00	"	2,050 00	"	2,370 00	2,370 00
Ministère des finances	236,975 13	23,620 41	"	7,033 86	133,958f 64c	164,612 91	401,588 04
Ministère de la guerre. — Service ordinaire	69,525,719 89	7,453,064 00	5,607,982 17	22,270,064 92	"	35,331,111 09	104,856,830 98
Ministère de la guerre. — Dépenses extraordinaires	3,069,784 17	312,213 03	1,576,368 21	1,929,681 52	"	3,818,262 76	6,888,046 93
Ministère de la marine	3,026,030 02	1,522,345 82	978,070 89	2,083,069 23	"	4,583,485 94	7,609,515 96
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique	20,891 76	134,262 80	"	47,313 31	"	181,576 11	202,467 87
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service des beaux-arts	61,965 19	15,504 56	"	15,839 65	"	31,344 21	93,309 40
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	21,494 36	42,807 79	5,000 00	40,000 51	"	87,808 30	109,302 66
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	12,448 34	11,996 84	"	11,305 00	"	23,301 84	35,750 18
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des téléphones	"	"	"	"	"	"	"
Ministère des colonies	849,758 38	1,614,836 40	416,803 29	945,514 11	"	2,977,153 80	3,826,912 18
Ministère de l'agriculture	135,109 53	23,816 17	"	6,216 81	"	30,032 98	165,142 51
Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	133,233 29	38,719 36	58,574 32	6,006 84	"	103,300 52	236,533 81
Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires	4,705,103 14	3,776,971 72	295 00	526,487 40	"	4,303,754 12	9,008,857 26
4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*							
Ministère des finances	50,356 82	50,788 65	"	180 00	"	50,968 65	101,325 47
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes							
— Service des postes et des télégraphes	1,197,301 55	402,063 97	372,457 49	1,353,048 26	"	2,127,569 72	3,324,871 27
— Service des téléphones	636,079 44	86,866 10	3,621 68	50,000 00	"	140,487 78	776,567 22
Ministère de l'agriculture	9,293 37	182 51	26,899 21	"	"	27,081 72	36,375 09
5e PARTIE. — *Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.*							
Ministère des finances	"	1,080 33	"	"	"	1,080 33	1,080 33
TOTAUX	83,723,896 20	15,643,308 96	9,056,355 94	31,562,720 06	133,958 64	56,396,343 60	140,120,239 80

EXERCICE 1894.

MINISTÈRES ET SERVICES.	ANNULATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	MOTIFS DES ANNULATIONS PENDANT L'ANNÉE 1894. — FONDS REVERSÉS dans les caisses du Trésor public sur les ordonnances des Ministres.	REMBOURSEMENTS d'avances faites par des Ministères pour le compte d'autres Ministères.	CHANGEMENTS d'imputation.	RECETTES formant annulation de payement.	TOTAL des annulations.	TOTAL des ANNULATIONS sur l'exercice 1894.
GÉNÉRAL. (France.)							
3e PARTIE. — *Services généraux des Ministères*							
Ministère de la justice	"	3,340f 04c	"	"	"	3,340f 04c	3,340f 04c
Ministère de l'intérieur	"	12,425 08	19,126f 94c	715f 50c	"	32,267 52	32,267 52
Ministère des finances	"	14,831 83	"	"	209,702f 07c	224,533 90	224,533 90
Ministère de la guerre. — Service ordinaire	"	4,849,920 73	7,646,342 68	63,786,025 12	"	76,282,288 53	76,282,288 53
Ministère de la guerre. — Dépenses extraordinaires	"	477,055 65	1,490,485 97	1,246,954 51	"	3,214,496 13	3,214,496 13
Ministère de la marine	"	617,612 49	864,346 77	1,496,594 77	"	2,978,554 03	2,978,554 03
Ministère de l'instruction publique des beaux-arts et des cultes. — Service de l'instruction publique	"	22,623 92	641 21	6,572 48	"	29,837 61	29,837 61
Ministère de l'instruction publique des beaux-arts et des cultes. — Service des beaux-arts	"	4,065 48	"	"	"	4,065 48	4,065 48
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	"	3,585 84	"	7,342 48	"	10,928 32	10,928 32
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	"	16,784 72	"	1,317 19	"	18,101 91	18,101 91
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des téléphones	"	"	"	"	"	"	"
Ministère des colonies	"	27,214 76	9,836 56	96,532 26	"	133,583 58	133,583 58
Ministère de l'agriculture	"	22,138 15	"	572 80	"	22,710 95	22,710 95
Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	"	194,192 58	4,921 32	328 76	"	199,442 66	199,442 66
Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires	"	2,051,857 09	"	22,219 94	"	2,074,077 03	2,074,077 03
4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*							
Ministère des finances	"	13,105 62	"	507 55	"	13,613 17	13,613 17
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes							
— Service des postes et des télégraphes	"	14,928 79	144,912 09	1,265,559 20	"	1,425,400 08	1,425,400 08
— Service des téléphones	"	"	240 00	20,840 22	"	21,080 22	21,080 22
Ministère de l'agriculture	"	1,281 17	23,383 38	"	"	24,664 55	24,664 55
TOTAUX	"	8,346,963 94	10,204,236 92	67,952,082 78	209,702 07	86,712,985 71	86,712,985 71

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Développement du budget général. (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES						
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.						
Personnel de la justice française en Algérie	1,862,950f 88c	1,702,429f 38c	157,650f 97c	"	1,860,080f 35c	2,870f 53c
Matériel et menues dépenses de la Cour d'appel d'Alger et frais de passage gratuit	21,911 02	16,620 93	5,290 10	0f 01c	21,911 02	"
Frais de justice criminelle en Algérie	784,999 43	784,999 43	"	"	784,999 43	"
Personnel de la justice musulmane en Algérie	92,224 81	81,154 00	11,070 81	"	92,224 81	"
Matériel de la justice musulmane en Algérie	7,750 10	7,575 10	175 00	"	7,750 10	"
Constitution de l'état civil des indigènes musulmans en Algérie	81,507 67	60,671 46	20,536 46	"	81,207 92	299 75
TOTAL	2,851,343 91	2,653,450 30	194,723 34	0 01	2,848.173 63	3,170 28
			194,723f 33c			
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.						
1re SECTION. — *Service de l'intérieur.*						
Personnel de l'administration centrale à Paris	63,674f 55c	49,341f 22c	19,333f 33c	"	68,674f 55c	"
Personnel des services de l'administration pénitentiaire en Algérie	638,732 74	565,170 14	73,118 54	"	638,288 68	444f 06c
Entretien des détenus en Algérie	1,354,961 65	1,148,950 32	207,431 58	3,435f 60c	1,352,946 30	2,015 35
Remboursements divers pour frais de séjour des détenus civils hors des établissements pénitentiaires (Algérie)	4,464 35	3,355 99	1,108 36	"	4,464 35	"
Transport des détenus et des libérés (Algérie)	61,924 78	15,073 64	38,767 82	"	53,841 46	8,083 32
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise)	7,828 99	723 86	7,105 13	"	7,828 99	"
Mobiliers des services pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise.)	4,203 80	1,438 85	2,744 45	"	4,183 30	20 50
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires en Algérie. (Services en régie.)	22,323 32	21,162 48	1,160 84	"	22,323 32	"
Exploitations agricoles en Algérie	49,890 85	43,080 00	6,810 85	"	49,890 85	"
Dépenses accessoires du service pénitentiaire en Algérie	3,525 87	2,087 37	1,255 90	"	3,343 27	182 60
Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire en Algérie	5,580 36	"	5,580 36	"	5,580 36	"
TOTAL de la 1re Section	2,222,111 26	1,850,383 87	364,417 16	3,435 60	2,211,365 43	10,745 83
			360,981f 56c			

(Les développements par article seront publiés dans les comptes définitifs des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES						
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.						
Personnel de la justice française en Algérie	1,873,367f 50c	"	1,699,901f 29c	"	1,699,901f 29c	173,466f 21c
Matériel et menues dépenses de la Cour d'appel d'Alger et frais de passage gratuit	21,872 79	"	16,023 44	"	16,023 44	5,849 35
Frais de justice criminelle en Algérie	761,810 33	"	761,810 33	"	761,810 33	"
Personnel de la justice musulmane en Algérie	87,125 00	"	80,164 91	"	80,164 91	6,960 09
Matériel de la justice musulmane en Algérie	8,050 00	"	7,307 50	"	7,307 50	742 50
Constitution de l'état civil des indigènes musulmans en Algérie	68,000 00	"	21,680 58	"	21,680 58	46,319 42
TOTAL	2,820,225 62	"	2,586,888 05	"	2,586,888 05	233,337 57
			2,586,888f 05c			
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						
1re SECTION. — *Service de l'intérieur.*						
Personnel de l'administration centrale à Paris	22,128f 00c	"	21,238f 81c	"	21,238f 81c	889f 19
Personnel des services de l'administration pénitentiaire en Algérie	640,494 00	"	572,399 83	"	572,399 83	68,094 17
Entretien des détenus en Algérie	1,396,625 53	"	1,185,715 18	125f 51c	1,185,589 67	211,035 86
Remboursements divers pour frais de séjour des détenus civils hors des établissements pénitentiaires (Algérie)	5,000 00	"	1,108 70	789 40	319 30	4,680 70
Transport des détenus et des libérés (Algérie)	64,000 00	"	17,838 61	"	17,838 61	46,161 39
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise)	10,000 00	"	397 00	"	397 00	9,603 00
Mobiliers des services pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise)	5,500 00	"	545 00	45 00	500 00	5,000 00
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires en Algérie. (Services en régie.)	22,500 00	"	21,698 65	"	21,698 65	801 35
Exploitations agricoles en Algérie	50,000 00	"	46,325 00	"	46,325 00	3,675 00
Dépenses accessoires du service pénitentiaire, en Algérie	5,600 00	"	3,072 67	"	3,072 67	2,527 33
Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire en Algérie	15,000 00	"	7,500 00	"	7,500 00	7,500 00
TOTAL de la 1re Section	2,236,847 53	"	1,877,839 45	959 91	1,876,879 54	359,967 99
			1,876,879f 54c			

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. (Suite.)						
2e SECTION. — SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.						
Personnel de l'administration centrale en Algérie...	564,797f 42c	505,604f 40c	58,543f 02c	"	564,147f 42c	650f 00c
Matériel de l'administration centrale en Algérie.....	44,992 75	35,996 23	8,616 52	"	44,612 75	380 00
Publications et impressions diverses en Algérie.....	46,744 23	39,061 24	7,682 99	"	46,744 23	"
Subsides, secours et récompenses en Algérie.....	124,254 14	102,832 92	20,402 72	"	123,235 64	1,018 50
Personnel de l'administration civile en Algérie.....	1,565,336 15	1,425,839 98	139,462 84	50f 00c	1,565,252 82	83 33
Matériel de l'administration civile en Algérie.....	514,977 25	469,875 46	45,256 97	205 18	514,927 25	50 00
Service de sûreté générale et force publique en Algérie.	553,312 27	375,560 07	180,571 53	4,119 33	552,012 27	1,300 00
Matériel du service de la sûreté en Algérie.....	18,904 14	12,412 91	6,491 23	"	18,904 14	"
Assistance publique en Algérie.....	2,934,151 04	2,114,506 10	622,402 54	58,190 91	2,678,717 73	255,433 31
Personnel de l'administration militaire en Algérie....	305,008 48	268,258 77	36,749 71	"	305,008 48	"
Matériel de l'administration militaire en Algérie.....	54,511 54	43,899 54	10,631 20	180 00	54,350 74	160 80
Dépenses de colonisation en Algérie.....	2,512,972 69	1,665,242 21	787,072 04	2,349 77	2,449,964 48	63,008 21
Dépenses secrètes en Algérie.....	119,478 65	103,697 75	16,595 90	815 00	119,478 65	"
Service sanitaire en Algérie.....	111,682 32	60,243 93	51,123 39	"	111,367 32	315 00
Visite des pharmacies en Algérie.....	10,640 20	97 86	10,542 34	"	10,640 20	"
Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance (Algérie).....	723 99	436 49	287 50	"	723 99	"
Exposition de Chicago.....	67,544 31	61,806 78	8,100 10	2,362 57	67,544 31	"
Secours pour prévenir les effets de la disette en Algérie.....	197,000 00	"	197,000 00	"	197,000 00	"
	9,747,031 57	7,285,372 64	2,207,532 54	68,272 76	9,424,632 42	322,399 15
Dépenses des exercices clos.....	86,930 28	86,930 28	"	"	86,930 28	"
TOTAL de la 2e Section.....	9,833,961 85	7,372,302 92	2,207,532 54	68,272 76	9,511,562 70	322,399 15
			2,139,259f 78c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						
2e SECTION. — SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.						
Personnel de l'administration centrale en Algérie...	554,000f 00c	"	500,960f 67c	1,756f 05c	499,204f 62c	54,795f 38c
Matériel de l'administration centrale en Algérie....	45,000 00	"	31,606 90	"	31,606 90	13,393 10
Publications et impressions diverses en Algérie.....	52,000 00	"	27,646 86	"	27,646 86	24,353 14
Subsides, secours et récompenses en Algérie.....	185,000 00	"	132,846 46	"	132,846 46	52,153 54
Personnel de l'administration civile en Algérie.....	1,566,000 00	"	1,414,629 69	76 64	1,414,553 05	151,446 95
Matériel de l'administration civile en Algérie.....	515,500 00	"	470,151 06	"	470,151 06	45,348 94
Personnel du service de la sûreté générale et force publique en Algérie.....	554,777 00	"	399,178 16	9,650 25	389,527 91	165,249 09
Matériel du service de la sûreté en Algérie.....	19,100 00	"	15,364 57	"	15,364 57	3,735 43
Assistance publique en Algérie.....	2,945,200 00	"	1,701,532 10	"	1,701,532 10	1,243,667 90
Personnel de l'administration militaire en Algérie...	319,908 00	"	265,457 12	"	265,457 12	54,450 88
Matériel de l'administration militaire en Algérie...	54,520 00	"	46,571 24	"	46,571 24	7,948 76
Dépenses de colonisation en Algérie.....	2,546,619 47	"	1,442,923 32	"	1,442,923 32	1,103,696 15
Dépenses secrètes en Algérie.....	120,000 00	"	99,352 94	800 00	98,552 94	21,447 06
Service sanitaire en Algérie.....	66,070 17	"	36,796 66	"	36,796 66	29,273 51
Visite des pharmacies en Algérie.....	11,500 00	"	101 29	"	101 29	11,398 71
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (Algérie).....	"	"	"	"	"	"
Exposition de Chicago.....	6,535 69	"	6,533 68	"	6,533 68	2 01
	9,561,730 33	"	6,591,652 72	12,282 94	6,579,369 78	2,982,360 55
Dépenses des exercice clos (Algérie).....	403,310 51	"	407,797 60	4,487 09	403,310 51	"
TOTAL de la 2e section.....	9,965,040 84	"	6,999,450 32	16,770 03	6,982,680 29	2,982,360 55
			6,982,680f 29c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service de l'intérieur.....	2,236,847f 53c	"	1,877,839f 45c	959f 91c	1,876,879f 54c	359,967f 99c
2e SECTION. — Service du Gouvernement général de l'Algérie.....	9,965,040 84	"	6,999,450 32	16,770 03	6,982,680 29	2,982,360 55
TOTAL GÉNÉRAL.....	12,201,888 37	"	8,877,289 77	17,729 94	8,859,559 83	3,342,328 54
			8,859,559f 83c			

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES	DÉPENSES résultant des services faits — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1894.
Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, ET DES CULTES. (Suite.)						
3e SECTION. — SERVICE DES CULTES.						
Traitement de l'archevêque d'Alger et des évêques d'Oran et de Constantine	35,000f 00c	30,833f 32c	4,166f 68c	"	35,000f 00c	"
Allocations aux vicaires généraux	25,200 00	18,900 00	6,300 00	"	25,200 00	"
Allocations aux chanoines	19,200 00	14,400 00	4,800 00	"	19,200 00	"
Allocations aux desservants et vicaires. — Binage	660,179 32	492,260 50	167,918 82	"	660,179 32	"
Pensions et secours ecclésiastiques	1,300 00	1,300 00	"	"	1,300 00	"
Entretien des édifices diocésains	19,048 49	1,575 00	17,333 87	"	18,908 87	139f 62c
Grosses réparations aux édifices diocésains	10,484 01	144 00	10,340 01	"	10,484 01	"
Secours pour les églises et presbytères	19,800 00	8,500 00	3,800 00	"	12,300 00	7,500 00
Personnel des cultes protestants	93,435 76	74,672 71	18,763 05	"	93,435 76	"
Personnel du culte israélite	23,299 99	17,833 32	5,466 67	"	23,299 99	"
Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite	1,084 00	600 00	"	"	600 00	484 00
Personnel du culte musulman	220,548 74	190,253 06	30,205 68	"	220,458 74	90 00
Matériel du culte musulman	67,729 18	32,260 59	35,182 04	"	67,442 63	286 55
Frais de passage	11,325 70	2,040 20	9,285 50	"	11,325 70	"
TOTAL de la 3e section	1,207,635 19	885,572 70	313,562 32	"	1,199,135 02	8,500 17
			313,562f 32c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service de l'Instruction publique	2,222,111f 26c	1,850,383f 87c	364,417f 16c	3,435f 60c	2,211,365f 43c	10,745f 83c
2e SECTION. — Service du Gouvernement général de l'Algérie	9,833,961 85	7,372,302 92	2,207,532 54	68,272 76	9,511,562 70	322,399 15
3e SECTION. — Service des Cultes	1,207,635 19	885,572 70	313,562 32	"	1,199,135 02	8,500 17
TOTAL	13,263,708 30	10,108,259 49	2,885,512 02	71,708 36	12,922,063 15	341,645 15
			2,813,803f 66c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services fait et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.

Pour l'exercice 1894, le service des cultes dépend du Ministère de l'instruction publique.

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE						
Frais de la trésorerie d'Algérie	498,410f 47c	445,360f 55c	53,089f 48c	44f 25c	498,405f 78c	4 69
			53,045f 23c			
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.						
1re SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.						
Services généraux de l'instruction publique. — Frais de passage	53,122f 52c	44,942f 65c	8,126f 77c	"	53,069f 42c	53f 10c
Administration académique. — Personnel	79,040 85	69,682 67	9,358 18	"	79,040 85	"
Administration académique. — Matériel	7,782 90	5,056 75	2,726 15	"	7,782 90	"
École d'enseignement supérieur à Alger. — Personnel	458,777 58	411,758 67	47,002 25	"	458,760 92	16 66
École d'enseignement supérieur à Alger. — Matériel	83,484 47	73,644 11	9,840 36	"	83,484 47	"
Bibliothèque. — Musée d'Alger	15,199 44	12,702 51	2,496 93	"	15,199 44	"
Subventions aux lycées nationaux	440,785 72	384,760 20	55,958 86	"	440,719 06	66 66
Remises et exemptions dans les lycées de garçons	25,400 00	15,500 00	9,900 00	"	25,400 00	"
Collèges communaux de garçons	77,692 05	69,290 18	8,936 77	2,349f 90c	75,877 05	1,815 00
Enseignement secondaire des jeunes filles	23,109 73	14,516 00	8,593 73	"	23,109 73	"
Bourses nationales et dégrèvements	69,374 25	55,556 00	14,505 75	687 50	69,374 25	"
Enseignement primaire. — Inspecteurs	61,337 12	54,766 05	6,571 07	"	61,337 12	"
Écoles normales primaires. — Dépenses d'installation et de matériel	364,242 13	323,146 36	41,095 77	"	364,242 13	"
Enseignement primaire en Algérie. — Écoles primaires supérieures; écoles élémentaires soumises à la loi du 30 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes	2,598,999 66	2,365,305 45	232,511 57	150 00	2,597,667 02	1,332 64
Enseignement primaire des indigènes	386,179 99	328,087 10	56,792 89	200 00	384,679 99	1,500 00
Enseignement primaire, secours et allocations	17,729 25	14,600 25	3,129 00	"	17,729 25	"
Instruction publique musulmane	49,027 12	40,557 38	8,469 74	"	49,027 12	"
Subventions aux départements, villes ou communes de l'Algérie, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	44,667 44	27,570 96	17,096 48	"	44,667 44	"
Subventions aux communes algériennes pour constructions d'écoles ou de classes destinées aux indigènes	797,766 31	378,286 84	100,861 39		479,148 23	318,618 08
TOTAL de la 1re section	5,653,718 53	4,689,730 13	643,973 66	3,387 40	5,330,316 39	323,402 14
			640,586f 26c			
2e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.						
Subvention à l'École des Beaux-Arts d'Algérie	31,200f 00c	28,810f 85c	2,389f 15c	"	31,200f 00c	"
Monuments historiques en Algérie	37,698 63	25,151 20	12,547 43	"	37,698 63	"
TOTAL de la 2e section	68,898 63	53,962 05	14,936 58	"	68,898 63	"
			14,936f 58c			
RÉCAPITULATION.						
1re SECTION. — Service de l'Instruction publique	5,653,718 53	4,689,730 13	643,973 66	3,387 40	5,330,316 39	323,402 14
2e SECTION. — Service des Beaux-Arts	68,898 63	53,962 05	14,936 58	"	68,798 63	"
TOTAL	5,722 617 16	4,743,692 18	658,910 24	3,387 40	5,399,215 02	323,402 14
			655,522f 84c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
DES FINANCES.						
Frais de la Trésorerie d'Algérie	489,302f 41c	"	435,004f 71c	"	435,004f 71c	54,297f 70c
			435,004f 71c			
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.						
1re SECTION. — SERVICE DU L'INSTRUCTION PUBLIQUE.						
Services généraux de l'instruction publique. — Frais de passage	75,000f 00c	"	4,030f 07c	"	4,030f 07c	70,969f 93c
Administration académique. — Personnel	83,700 00	"	73,279 35	"	73,279 35	10,420 65
Administration académique. — Matériel	7,930 00	"	5,303 95	"	5,303 95	2,626 05
École d'enseignement supérieur à Alger. — Personnel	469,122 00	"	417,736 51	"	417,736 51	51,385 49
École d'enseignement supérieur à Alger. — Matériel	86,741 00	"	75,697 04	"	75,697 04	11,043 96
Bibliothèque. — Musée d'Alger	15,200 00	"	13,437 18	"	13,437 18	1,762 82
Lycées nationaux	445,375 00	"	401,278 39	"	401,278 39	44,096 61
Remises et exemptions dans les lycées de garçons	25,400 00	"	7,365 00	340f 00c	7,025 00	18,375 00
Collèges communaux de garçons	83,050 00	"	66,123 67	"	66,123 67	16,926 33
Enseignement secondaire des jeunes filles	26,425 00	"	13,411 03	"	13,411 03	13,013 97
Bourses nationales et dégrèvements	73,121 00	"	50,854 50	"	50,854 50	22,266 50
Enseignement primaire. — Inspecteurs	69,500 00	"	56,585 54	"	56,585 54	12,914 46
Écoles normales primaires. — Dépenses d'installation et de matériel	377,600 00	"	310,445 40	"	310,445 40	67,154 60
Écoles primaires supérieures; écoles élémentaires soumises à la loi du 30 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes	2,783,900 00	"	2,485,318 46	"	2,485,318 46	298,581 54
Enseignement primaire des indigènes	621,900 00	"	424,159 18	"	424,159 18	197,740 82
Enseignement primaire, secours et allocations	28,000 00	"	15,222 00	"	15,222 00	12,778 00
Instruction publique musulmane	56,050 00	"	39,442 92	"	39,442 92	16,607 08
Subventions aux départements, villes ou communes de l'Algérie, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	74,679 00	"	35,527 42	"	35,527 42	39,151 58
Subventions aux communes algériennes pour constructions d'écoles ou de classes destinées aux indigènes	400,000 00	"	130,159 67	"	130,159 67	269,840 33
TOTAL de la 1re section	5,802,693f 00c	"	4,625,377 28	340 00	4,625,037 28	1,177,655 72
			4,625,037f 28c			
DES BEAUX-ARTS.						
Subvention à l'École des Beaux-Arts d'Algérie	31,199f 98c	"	21,899f 76c	"	21,899f 76c	9,300f 22c
Monuments historiques en Algérie	74,307 88	"	46,147 57	"	46,147 57	28,160 31
TOTAL de la 2e section	105,507 86	"	68,047 33	"	68,047 33	37,460 53
			68,047f 33c			

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'exercice 1894. Payements.	Opérations de l'exercice 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES. (Suite.)						
3e SECTION. — SERVICE DES CULTES.						

Pour l'exercice 1893, le service des cultes se trouve rattaché au Ministère de l'intérieur.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
Traitement de l'archevêque d'Alger et des évêques d'Oran et de Constantine	35,000f 00c	"	32,083f 32c	"	32,083f 32c	2,916f 68c
Allocations aux vicaires généraux	22,500 00	"	17,100 00	"	17,100 00	5,400 00
Allocations aux chanoines	17,633 33	"	13,433 33	"	13,433 33	4,200 00
Allocations aux desservants et vicaires	656,780 00	"	486,045 55	"	486,045 55	170,734 45
Pensions et secours ecclésiastiques	1,050 00	"	1,050 00	"	1,050 00	"
Mobilier des archevêchés et évêchés	991 45	"	"	"	"	991 45
Entretien des édifices diocésains	8,712 64	"	1,951 67	"	1,951 67	6,760 97
Grosses réparations aux édifices diocésains	9,915 57	"	148 00	"	148 00	9,767 57
Secours pour les églises et presbytères	25,375 00	"	215 00	"	215 00	25,160 00
Personnel des cultes protestants	93,500 00	"	74,667 44	"	74,667 44	18,832 56
Personnel du culte israélite	25,360 00	"	20,083 34	"	20,083 34	5,276 66
Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite	1,116 00	"	"	"	"	1,116 00
Personnel du culte musulman	222,310 00	"	190,353 66	"	190,353 66	31,956 34
Matériel du culte musulman	72,381 00	"	30,294 73	"	30,294 73	42,086 27
Frais de passage	12,238 96	"	8,359 26	"	8,359 26	3,879 70
TOTAL de la 3e section	1,204,863 95	"	875,785 30	"	875,785 30	329,078 65
			875,785f 30c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service de l'Instruction publique	5,802,693 00	"	4,625,377 28	340 00	4,625,037 28	1,177,655 72
2e SECTION. — Service des Beaux-Arts	105,507 86	"	68,047 33	"	68,047 33	37,460 53
3e SECTION. — Service des Cultes	1,204,863 95	"	875,785 30	"	875,785 30	329,078 65
TOTAL	7,113,064 81	"	5,569,209 91	340 00	5,568,869 91	1,544,194 90
			5,568,869f 91c			

Suite des **DÉPENSES**

Suite du *Développement*

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE.						
1re SECTION. — SERVICE						
École nationale d'apprentissage de Dellys	118,008f 44c	92,573f 17c	25,435f 27c	"	118,008f 44c	"
Personnel des poids et mesures	40,699 40	37,293 20	3,406 20	"	40,699 40	"
Matériel des poids et mesures	26,887 31	24,587 48	2,299 83	"	26,887 31	"
TOTAL	185,595 15	154,453. 85	31,141 30	"	185,595 15	"
			31,141f 30			
MINISTÈRE DE						
Inspection de l'agriculture	10,249f 84c	9,208f 20c	1,041f 64c	"	10,249f 84c	"
Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	39,234 82	34,866 23	4,298 99	"	39,165 22	69f 60c
Matériel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	73,332 88	27,785 05	45,523 08	"	73,308 13	24 75
Subventions à diverses institutions agricoles	33,189 66	30,299 84	2,889 82	"	33,189 66	"
Encouragements à l'agriculture et au drainage (concours en Algérie)	11,311 01	6,783 29	4,758 07	230f 35c	11,311 01	"
Dépenses contre le phylloxéra et contre les invasions de sauterelles	358,018 75	293,900 63	55,776 95	3,112 34	346,565 24	11,453 51
Encouragements à l'agriculture en Algérie	128,758 40	73,011 40	54,970 75	23 75	127,958 40	800 00
Encouragements à l'industrie chevaline en Algérie.	44,700 00	39,600 00	5,100 00	"	44,700 00	"
Travaux hydrauliques en Algérie	679,735 52	397,434 66	272,323 43	"	669,758 09	9,977 43
Indemnités au personnel des forêts en Algérie	299,401 68	208,500 00	90,901 68	"	299,401 68	"
TOTAL	1,677,932 56	1,121,389 30	537,584 41	3,366 44	1,655,607 27	22,325 29
			534,217f 97c			

PUBLIQUES.

du Budget général (Algérie).

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.						
École nationale d'apprentissage de Dellys	120,000f 00c	"	92,657f 24c	"	92,657f 24c	27,342 76
Personnel des poids et mesures	40,725 00	"	37,419 59	"	37,419 59	3,305 41
Matériel des poids et mesures	26,920 00	"	23,697 18	"	23,697 18	3,222 82
TOTAL	187,645 00	"	153,774 01	"	153,774 01	33,870 99
			153,774f 01c			
L'AGRICULTURE.						
Inspection de l'agriculture	10,250f 00c	"	8,687f 38c	"	8,687f 38c	1,562f 62c
Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	39,240 00	"	34,671 89	"	34,671 89	4,568 11
Matériel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	48,150 00	"	26,904 40	"	26,904 40	21,245 60
Subventions à diverses institutions agricoles	33.033 32	"	30,093 18	"	30,093 18	2,940 14
Encouragements à l'agriculture et au drainage (concours en Algérie)	44,999 90	"	37,122 51	2f 10c	37,120 41	7,879 49
Défenses contre le phylloxéra et contre les invasions de sauterelles	411,419 57	"	209,372 34	4,198 06	205,174 28	206,245 29
Encouragements à l'agriculture en Algérie	129,586 63	"	104,999 15	2,675 56	102,323 59	27,263 04
Encouragements à l'industrie chevaline en Algérie.	50,000 00	"	45,450 00	"	45,450 00	4,550 00
Travaux hydrauliques en Algérie	681,124 30	"	466,789 25	"	466,789 25	214,335 05
Frais de visite des vignobles en Algérie	278,000 00	"	233,288 90	"	233.288 90	44,711 10
TOTAL	1,725,803 72	"	1,197,379 00	6,875 72	1,190,503 28	535,300 44
			1,190,503f 28c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendus par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE DES						
1re SECTION. —						
Personnel des travaux publics en Algérie	1,401,850f 42c	1,243,783f 68c	155,880f 64c	"	1,399,664f 32c	2,186f 10c
Entretien des routes en Algérie	3,805,022 14	2,796,900 60	1,003,649 68	"	3,800,550 28	4,471 86
Travaux ordinaires en Algérie (ports maritimes, phares, fanaux et balises)	558,971 59	383,035 98	168,704 84	"	551,740 82	7,230 77
Travaux ordinaires en Algérie (études et dépenses relatives aux ponts et chaussées et au contrôle des chemins de fer)	51,507 22	31,191 52	17,561 05	10f 80c	48,741 77	2,765 45
Travaux ordinaires en Algérie (mines et forages, matériel et travaux)	179,641 30	124,794 07	52,347 23	"	177,141 30	2,500 00
Travaux ordinaires en Algérie (bâtiments civils et palais nationaux)	134,889 91	84,587 10	49,279 69	"	133,866 79	1,023 12
Travaux ordinaires en Algérie (construction et entretien des édifices du culte musulman)	99,786 32	67,516 36	29,269 96	"	96,786 32	3,000 00
TOTAL de la 1re section	6,231,668 90	4,731,809 31	1,476,693 09	10 80	6,208,491 60	23,177 30
			1,476,682f 29c			
2e SECTION. —						
Travaux neufs des routes nationales et des chemins non classés de l'Algérie	1,661,872f 51c	1,081,433f 15c	562,822f 14c	"	1,644,255f 29c	17,617f 22c
Amélioration des ports en Algérie	2,738,324 67	2,318,002 77	420,310 94	14f 00c	2,738,299 71	24 96
Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État en Algérie	175,291 86	43,984 48	134,962 38	3,655 00	175,291 86	"
Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des ports maritimes en Algérie	491,666 67	433,333 34	58,333 33	"	491,666 67	"
Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer algériens	21,600,000 00	17,627,343 43	3,972,656 57	"	21,600,000 00	"
TOTAL de la 2e section	26,667,155 71	21,504,097 17	5,149,085 36	3,669 00	26,649,513 53	17,642 18
			5,145,416f 36c			
RÉCAPI						
1re SECTION. — Dépenses ordinaires	6,231,668f 90c	4,731,809f 31c	1,476,693f 09c	10f 80c	6,208,491f 60c	23,177f 30c
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	26,667,155 71	21,504,097 17	5,149,085 36	3,669 00	26,649,513 53	17,642 18
TOTAL	32,898,824 61	26,235,906 48	6,625,778 45	3,679 80	32,858,005 13	40,819 48
			6,622,098f 65c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES,						
TRAVAUX PUBLICS.						
DÉPENSES ORDINAIRES.						
Personnel des travaux publics en Algérie	1,461,100f 00c	"	1,274,481f 13c	"	1,274,481f 13c	186,618f 87c
Entretien des routes en Algérie	3,812,115 55	"	3,148,436 57	"	3,148,436 57	663,678 98
Travaux ordinaires en Algérie (ports maritimes, phares, fanaux et balises)	560,000 00	"	402,996 54	"	402,996 54	157,003 46
Travaux ordinaires en Algérie (études et dépenses relatives aux ponts et chaussées et au contrôle des chemins de fer)	73,000 00	"	37,132 59	"	37,132 59	35,867 41
Travaux ordinaires en Algérie (mines et forages; matériel et travaux)	180,000 00	"	143,572 57	"	143,572 57	36,427 43
Travaux ordinaires en Algérie (bâtiments civils et palais nationaux)	135,000 00	"	64,262 76	"	64,262 76	70,737 24
Travaux ordinaires en Algérie (construction et entretien des édifices du culte musulman)	100,000 00	"	57,365 00	"	57,365 00	42,635 00
TOTAL de la 1re section	6,321,215 55	"	5,128,247 16	"	5,128,247 16	1,192,968 39
			5,128,247f 16c			
DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.						
Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des ports maritimes en Algérie	491,666f 67c	"	433,333f 34c	"	433,333f 34c	58,333f 33c
Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer algériens	23,010,781 44	"	22,052,463 88	"	22,052,463 88	958,317 56
Travaux neufs des routes nationales et des chemins non classés de l'Algérie	1,662,000 00	"	1,100,961 97	"	1,100,961 97	561,038 03
Amélioration des ports en Algérie	2,432,296 72	"	1,883,297 57	"	1,883,297 57	548,999 15
Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État en Algérie	120,000 00	"	91,666 91	"	91,666 91	28,333 09
TOTAL de la 2e section	27,716,744 83	"	25,561,723 67	"	25,561,723 67	2,155,021 16
			25,561,723f 67c			
TULATION.						
1re SECTION. — Dépenses ordinaires	6,321,215f 55c	"	5,128,247f 16c	"	5,128,247f 16c	1,192,968f 39c
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	27,716,744 83	"	25,561,723 67	"	25,561,723 67	2,155,021 16
TOTAL	34,037,960 38	"	30,689,970 83	"	30,689,970 83	3,347,989 55
			30,689,970f 83c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ce ministère.)

EXERCICE 1893.

4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

MINISTÈRE DES FINANCES.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie	339,722f 79c	305,967f 49c	33,755f 30c	"	339,722f 79c	"
Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie	313,978 62	286,037 46	27,714 09	"	313,751 55	227f 07c
Personnel de la topographie en Algérie	357,412 06	324,853 60	32,594 09	35f 63c	357,412 06	"
Matériel de la topographie en Algérie	149,969 51	126,732 56	23,544 75	307 80	149,969 51	"
Liquidation des suites de l'apposition des séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie	27,519 35	22,370 27	5,149 08	"	27,519 35	"
Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie	5,955 98	5,835 28	120 70	"	5,955 98	"
Allocations pour le recouvrement des droits universitaires	3,000 00	2,750 00	250 00	"	3,000 00	"
Part des chefs collecteurs sur le principal des impôts arabes	1,292,948 56	127,471 93	1,158,755 87	"	1,286,227 80	6,720 76
Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	20,726 32	2,749 44	17,969 30	"	20,718 74	7 58
Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	683,677 44	609,809 90	73,417 54	"	683,227 44	450 00
Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	440,559 50	310,088 13	127,451 26	6 36	437,533 03	3,026 47
Impositions à la charge de l'État pour le service de la propriété individuelle indigène en Algérie	19,787 83	"	19,787 83	"	19,787 83	"
Personnel des douanes en Algérie	1,242,273 02	1,158,075 77	87,409 69	3,302 42	1,242,183 04	89 98
Laboratoires des douanes en Algérie	14,053 35	11,233 75	2,819 60	"	14,053 35	"
Matériel des douanes en Algérie	76,270 49	45,321 62	30,948 87	"	76,270 49	"
Dépenses diverses des douanes en Algérie	68,126 29	64,848 79	3,165 00	"	68,013 79	112 50
Personnel des contributions diverses en Algérie	1,015,652 89	918,744 50	96,846 40	3 00	1,015,587 90	64 99
Matériel des contributions diverses en Algérie	354,640 12	254,134 65	98,247 29	"	352,381 94	2,258 18
Total	6,426,274 12	4,577,025 14	1,839,946 66	3,655 21	6,413,316 59	12,957 53
			1,836,291f 45c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie	355,398f 92c	"	317,554f 65c	"	317,554f 65c	37,844f 27c
Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie	314,846 88	"	277,871 88	"	277,871 88	36,975 00
Personnel de la topographie en Algérie	357,166 05	"	323,326 08	"	323,326 08	33,839 97
Matériel de la topographie en Algérie	147,762 88	"	123,607 55	"	123,607 55	24,155 33
Liquidation des suites de l'apposition des séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie	16,161 50	"	10,538 00	"	10,538 00	5,623 50
Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie	8,246 13	"	7,688 85	"	7,688 85	557 28
Allocations pour le recouvrement des droits universitaires	3,000 00	"	2,750 00	"	2,750 00	250 00
Part des chefs collecteurs sur le principal des impôts arabes	1,327,872 59	"	188,328 02	"	188,328 02	1,139,544 57
Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	21,949 47	"	2,275 59	"	2,275 59	19,673 88
Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	668,183 51	"	589,943 19	"	589,943 19	78,240 32
Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	389,611 43	"	309,353 03	1,402f 90c	307,950 13	81,661 30
Impositions à la charge de l'État pour le service de la propriété individuelle indigène en Algérie	1,490 27	"	"	"	"	1,490 27
Personnel des douanes en Algérie	1,236,323 96	"	1,141,490 46	1,112 08	1,140,378 38	95,945 58
Laboratoires des douanes en Algérie	11,297 60	"	8,830 15	"	8,830 15	2,467 45
Matériel des douanes en Algérie	86,354 13	"	30,392 50	"	30,392 50	55,961 63
Dépenses diverses des douanes en Algérie	73,674 80	"	70,357 81	"	70,357 81	3,316 99
Personnel des contributions diverses en Algérie	1,057,990 13	"	936,025 05	"	936,025 05	121,965 08
Matériel des contributions diverses en Algérie	355,745 23	"	260,083 00	1,569 55	258,513 45	97,231 78
Total	6,433,075 48	"	4,600,415 81	4,084 53	4,596,331 28	1,836,744 20
			4,596,331f 28c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
2e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
Personnel de l'Algérie	2,860,030f 11c	2,715,805f 92c	143,385f 34c	337f 39c	2,858,853f 87c	1,176f 24c
Matériel de l'Algérie	1,549,970 49	1,202,038 05	399,895 91	53,938 37	1,547,995 59	1,974 90
Dépenses diverses de l'Algérie	46,294 38	42,011 19	4,283 19	"	46,294 38	"
TOTAL	4,456,294 98	3,959,855 16	547,564 44	54,275 76	4,453,143 84	3,151 14
			493,288f 68c			
3e SECTION. — SERVICE DES TÉLÉPHONES.						
Personnel de l'Algérie. — Traitements et indemnités à titre de traitements	33,767f 61c	32,552f 20c	1,145f 35c	"	33,697f 61c	70f 00c
Matériel de l'Algérie. — Dépenses d'entretien et d'exploitation	55,455 76	20,019 08	35,576 68	140f 00c	55,455 76	"
TOTAL	89,223 37	52,571 34	36,722 03	140 00	89,153 37	70 00
			36,582f 03c			
RÉCAPITULATION.						
2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes.	4,456,294f 98c	3,959,855f 16c	547,564f 44c	54,275f 76c	4,453,143f 84c	3,151f 14c
3e SECTION. — Service des téléphones	89,223 37	52,571 34	36,722 03	140 00	89,153 37	70 00
TOTAL	4,545,518 35	4,012,426 50	584,286 47	54,415 76	4,542,297 21	3,221 14
			529,870f 71c			
MINISTERE DE L'AGRICULTURE.						
Personnel des agents des forêts et des préposés en Algérie	984,175f 18c	857,459f 53c	125,215f 95c	87f 49c	982,587f 99c	1,587f 19c
Personnel des préposés indigènes et chaouchs en Algérie	101,389 19	88,110 50	13,153 71	"	101,264 21	124 98
Indemnités au personnel des forêts en Algérie	746,411 39	608,996 62	127,845 85	"	736,842 47	9,568 92
Travaux en Algérie	1,087,890 47	851,016 26	241,067 92	5,445 53	1,086,638 65	1,251 82
Dépenses diverses du service des forêts en Algérie	90,301 33	57,014 47	33,276 71	"	90,291 18	10 15
TOTAL	3,010,167 56	2,462,597 38	540,560 14	5,533 02	2,997,624 50	12,543 06
			535,027f 12c			

(Les développements par article seront publiés dans les comptes définitifs des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
Personnel de l'Algérie	3,031,283f 13c	"	2,837,532f 43c	2f 79c	2,837,529f 64c	193,753f 49c
Matériel de l'Algérie	1,761,362 75	"	1,542,171 73	49,052 16	1,493,119 57	268,243 18
Dépenses diverses de l'Algérie	47,673 69	"	42,228 24	"	42,228 24	5,445 45
TOTAL	4,840,319 57	"	4,421,932 40	49,054 95	4,372,877 45	467,442 12
			4,372,877f 45c			
DES TÉLÉPHONES.						
Personnel de l'Algérie. — Traitements et indemnités à titre de traitements	36,872f 08c	"	34,694f 64c	"	34,694 64	2,177f 44c
Matériel de l'Algérie. — Dépenses d'entretien et d'exploitation	77,885 96	"	59,030 70	"	59,030 70	18,855 26
TOTAL	114,758 04	"	93,725 34	"	93,725 34	21,032 70
			93,725f 34c			
RÉCAPITULATION.						
2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes.	4,840,319f 57c	"	4,421,932f 40c	49,054f 95c	4,372,877f 45c	467,442f 12c
3e SECTION. — Service des téléphones	114,758 04	"	93,725 34	"	93,725 34	21,032 70
TOTAL	4,955,077 61	"	4,515,657 74	49,054 95	4,466,602 79	488,474 82
			4,466,602f 79c			
MINISTERE DE L'AGRICULTURE.						
Personnel des agents des forêts et des préposés en Algérie	1,071,359f 00c	"	953,880f 04c	"	953,880f 04c	117,478f 96c
Personnel des préposés indigènes et chaouchs en Algérie	107,600 00	"	95,046 08	"	95,046 08	12,553 92
Indemnités au personnel des forêts en Algérie	757,999 72	"	677,999 25	"	677,999 25	80,000 47
Travaux en Algérie	1,100,691 25	"	903,243 41	5,532f 36c	897,711 05	202,980 20
Dépenses diverses du service des forêts en Algérie	98,284 87	"	54,571 69	"	54,571 69	43,713 18
TOTAL	3,135,934 84	"	2,684,740 47	5,532 36	2,679,208 11	456,726 73
			2,679,208f 11c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.						
MINISTÈRE DES FINANCES.						
Remboursements sur produits des douanes	16,831f 10c	16,831f 10c	"	"	16,831f 10c	"
Remboursements sur produits indirects et divers en Algérie	346,804 78	64,336 87	282,467f 91c	"	346,804 78	"
Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations de douanes	35,055 67	35,055 67	"	"	35,055 67	"
Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers	340,983 36	337,979 08	3,004 28	"	340,983 36	"
Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 15 janvier 1892	"	"	"	"	"	"
Patentes. — Dégrèvements, non-valeurs et secours	119,768 21	92,470 51	27,297 70	"	119,768 21	"
Payement des indemnités aux victimes des incendies de forêts de 1881, en Algérie	266,123 81	262,077 03	4,046 78	"	266,123 81	"
TOTAL	1,125,566 93	808,750 26	316,816 67 (316,816f 67c)	"	1,125,566 93	"
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.						
1re SECTION. — *Service de l'Intérieur.*						
Remboursements sur le produit du travail des détenus en Algérie	216,851f 11c	170,621f 91c	47,173f 83c (46,229f 20c)	944f 63c	216,851f 11c	"

(Les développements par article seront publiés dans les comptes définitifs des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. — Payements.	Opérations de l'année 1894. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.						
MINISTÈRE DES FINANCES.						
Remboursements sur produits des douanes	12,644f 36c	"	12,590f 96c	"	12,590f 96c	53f 40c
Remboursements sur produits indirects et divers en Algérie	78,683 48	"	47,049 82	"	47,049 82	31,633 66
Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations de douanes	30,943 82	"	30,943 82	"	30,943 82	"
Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers	204,587 75	"	204,018 10	"	204,018 10	569 65
Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 15 janvier 1892	"	"	"	"	"	"
Dégrèvements, non-valeurs et secours	260,198 60	"	207,453 17	"	207,453 17	52,745 43
Payement des indemnités aux victimes des incendies de forêts de 1881, en Algérie	8,578 32	"	"	"	"	8,578 32
TOTAL	595,636 33	"	502,055 87 (502,055f 87c)	"	502,055 87	93,580 46
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						
Remboursements sur le produit du travail des détenus en Algérie	220,000f 00c	"	175,099f 51c (175,099f 51c)	"	175,099f 51c	44,900f 49c

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1893.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.						
3e Partie. — Service général. (Voir page 256.)	13,263f 30c	10,109,259f 49c	2,885,512f 02c	71,708f 36c	12,922,063f 15c	341,645f 15c
5e Partie. — Rembourts et restitutions. (Voir p. 270.)	216,851 11	170,621 91	47,173 83	944 63	216,851 11	"
Total	13,480,559 41	10,278,881 40	2,932,685 85	72,652 99	13,138,914 26	341,645 15
			2,860,032f 86c			
RÉCAPITULATION DU						
3e Partie. — Service général. (Voir page 258.)	498,410f 47c	445,360f 55c	53,089f 48c	44f 25c	498,405f 78c	4f 69c
4e Partie. — Frais de régie, de perception, etc. (Voir page 266.)	6,426,274 12	4,577,025 14	1,839,946 66	3,655 21	6,413,316 59	12,957 53
5e Partie. — Remboursements, etc. (Voir page 270.)	1,125,566 93	808,750 26	316,816 67	"	1,125,566 93	"
Total	8,050,251 52	5,831,135 95	2,209,852 81	3,699 46	8,037,289 30	12,962 22
			2,206,153f 35c			
RECAPITULATION DU MINISTÈRE DU						
3e Partie. — Service général. (Voir page 262.)	185,595f 15c	154,453f 85c	31,141f 30c	"	185,595f 15c	"
4e Partie. — Frais de régie, de perception, etc. (Voir page 268.)	4,545,518 35	4,012,426 50	584,286 47	54,415f 76c	4,542,297 21	3,221f 14c
Total	4,731,113 50	4,166,880 35	615,427 77	54,415 76	4,727,892 36	3,221 14
			561,012f 01c			
RÉCAPITULATION DU						
3e Partie. — Service général. (Voir page 262.)	1,677,932f 56c	1,121,389f 30c	537,584f 41c	3,366f 44c	1,655,607f 27c	22,325f 29c
4e Partie. — Frais de régie, etc. (Voir page 268.)	3,010,167 56	2,462,597 38	540,560 14	5,533 02	2,997,624 50	12,543 06
Total	4,688,100 12	3,583,986 68	1,078,144 55	8,899 46	4,653,231 77	34,868 35
			1,069,245f 09c			

(Les développements par article seront publiés dans les comptes définitifs des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1894.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1894.	Opérations de l'année 1894. Payements.	Opérations de l'année 1894. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1895.
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						
3e Partie. — Service général (voir p. 255)	12,201,888f 37c	"	8,877,289f 77c	17,729f 94c	8,859,559f 83c	3,342,328f 54c
5e Partie. — Rembourts et restitutions (voir p. 271)	220,000 00	"	175,099 51	"	175,099 51	44,900 49
Total	12,421,888 37	"	9,052,389 28	17,729 94	9,034,659 34	3,387,229 03
			9,034,659 34			
MINISTÈRE DES FINANCES.						
3e Partie. — Service général (voir p. 259)	489,302f 41c	"	435,004f 71c	"	435,004f 71c	54,297f 70c
4e Partie. — Frais de régie, de perception, etc. (voir p. 267)	6,433,075 48	"	4,600,415 81	4,084f 53c	4,596,331 28	1,836,744 20
5e Partie. — Remboursements, etc. (voir p. 271)	595,636 33	"	502,055 87	"	502,055 87	93,580 46
Total	7,518,014 22	"	5,537,476 39	4,084 53	5,533,391 86	1,984,622 36
			5,533,391 86			
COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
3e Partie. — Service général (voir p. 263)	187,645f 00c	"	153,774f 01c	"	153,774f 01c	33,870f 99c
4e Partie. — Frais de régie, de perception, etc. (voir p. 269)	4,955,077 61	"	4,515,657 74	49,054f 95c	4,466,602 79	488,474 82
Total	5,142,722 61	"	4,669,431 75	49,054 95	4,620,376 80	522,345 81
			4,620,376 80			
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
3e Partie. — Service général (voir page 263)	1,725,803f 72c	"	1,197,379f 00c	6,875f 72c	1,190,503f 28c	535,300f 44c
4e Partie. — Frais de régie, etc. (voir page 269)	3,135,934 84	"	2,684,740 47	5,532 36	2,679,208 11	456,726 73
Total	4,861,738 56	"	3,882,119 47	12,408 08	3,869,711 39	992,027 17
			3,869,711 39			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Développement des annulations de payements constatées sur les dépenses des ministères. (Algérie.)

EXERCICE 1893.

MINISTÈRES ET SERVICES.	ANNULATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	MOTIFS DES ANNULATIONS PENDANT L'ANNÉE 1894. — FONDS REVERSÉS dans les caisses du Trésor public sur les ordonnances des Ministres.	REMBOURSEMENTS d'avances faites par des Ministères pour le compte d'autres Ministères.	CHANGEMENTS d'imputation	TOTAL des annulations.	TOTAL des ANNULATIONS sur l'exercice 1893.
BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)						
3e PARTIE. — *Services généraux des Ministères.*						
Ministère de la justice	"	0f 01c	"	"	0f 01c	0f 01c
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur	1,563f 90c	3,329 50	106f 10c	"	3,435 60	4,999 50
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service du gouvernement général de l'Algérie	8,818 91	27,218 72	34,954 71	6,099f 33c	68,272 76	77,091 67
Ministère des finances	"	44 25	"	"	44 25	44 25
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique	"	3,077 68	"	309 72	3,387 40	3,387 40
Ministère de l'agriculture	3,204 62	3,333 94	"	32 50	3,366 44	6,571 06
Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	"	"	"	10 80	10 80	10 80
Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires	"	"	"	3,669 00	3,669 00	3,669 00
4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*						
Ministère des finances	3,558 80	3,652 21	"	3 00	3,655 21	7,214 01
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	200 55	499 27	19,975 53	33,800 96	54,275 76	54,476 31
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 3e SECTION. — Service des téléphones	"	"	"	140 00	140 00	140 00
Ministère de l'agriculture	344 20	5,246 62	44 41	241 99	5,533 02	5,877 22
5e PARTIE. — *Remboursements et restitutions; non-valeurs et primes.*						
Ministère de l'intérieur	"	944 63	"	"	944 63	944 63
TOTAL	17,690 98	47,346 83	55,080 75	44,307 30	146,734 88	164,425 86

EXERCICE 1894.

MINISTÈRES ET SERVICES.	ANNULATIONS antérieures au 1er janvier 1894.	MOTIFS DES ANNULATIONS PENDANT L'ANNÉE 1894. — FONDS REVERSÉS dans les caisses du Trésor public sur les ordonnances des Ministres.	REMBOURSEMENTS d'avances faites par des Ministères pour le compte d'autres Ministères.	CHANGEMENTS d'imputation.	TOTAL des annulations.	TOTAL des ANNULATIONS sur l'exercice 1894.
BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)						
3e PARTIE. — *Services généraux des Ministères.*						
Ministère de l'intérieur. — Service de l'intérieur	"	842f 81c	117f 10c	"	959f 91c	959f 91c
Ministère de l'intérieur. — Service du gouvernement général de l'Algérie	"	15,918 39	800f 00c	51f 64c	16,770 03	16,770 03
Ministère de l'Instruction publique	"	"	"	340 00	340 00	340 00
Ministère de l'agriculture	"	4,985 72	"	1,890 00	6,875 72	6,875 72
4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*						
Ministère des finances	"	1,112 08	"	2,972 45	4,084 53	4,084 53
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	"	228 31	26,620 34	22,206 30	49,054 95	49,054 95
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	"	5,488 07	44 29	"	5,532 36	5,532 36
TOTAL	"	28,575 38	27,581 73	27,460 39	83,617 50	83,617 50

Suite des **DÉPENSES**

Dépenses constatées et payements effectués, pendant l'année 1894, sur l'Exercice 1895.

MINISTÈRES ET SERVICES.	DÉPENSES RESULTANT des services faits. Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. PAYEMENTS.	ANNULATIONS de payements.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER sur les dépenses constatées.
BUDGET GÉNÉRAL. (FRANCE.)					
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.					
MINISTÈRE DES FINANCES.					
Dette viagère.					
Pensions militaires de la marine	172f 80c	172f 80c	"	172f 80c	"
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	133 14	133 14	"	133 14	"
TOTAL	305 94	305 94	"	305 94	"

PUBLIQUES.

Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1894.

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Ain	205,356f 62c	944,069f 22c	290,540f 30c	762,176f 10c	8,978,091f 94c	11,180,234f 18c
Aisne	437,231 18	"	1,499,907 28	1,490,644 90	19,484,433 70	22,912,217 06
Allier	226,450 31	"	318,977 22	1,061,553 63	9,940,377 84	11,547,359 00
Alpes (Basses-)	119,623 95	"	157,134 28	497,990 91	7,982,987 99	8,757,737 13
Alpes (Hautes-)	99,233 49	"	114,136 58	379,178 56	9,309,537 47	9,902,086 10
Alpes-Maritimes	250,252 57	812,952 99	1,233,379 39	1,315,132 93	15,809,568 88	19,421,286 76
Ardèche	173,458 78	"	251,044 83	717,492 91	9,505,070 12	10,647,066 64
Ardennes	235,922 38	1,046,038 15	464,238 97	848,293 75	14,287,460 38	16,881,953 63
Ariège	119,308 51	"	147,455 75	439,638 86	7,509,243 60	8,215,646 72
Aube	213,846 37	"	324,223 79	779,564 30	9,479,288 77	10,796,923 23
Aude	210,686 26	"	389,453 61	996,271 38	12,160,900 46	13,757,311 71
Aveyron	212,150 49	"	315,553 09	913,332 48	10,344,155 00	11,785,191 06
Bouches-du-Rhône	557,643 47	2,681,988 86	4,259,845 86	3,900,015 51	43,047,667 19	54,447,160 89
Calvados	407,087 49	481,415 07	556,894 69	1,339,523 02	18,788,958 11	21,573,878 38
Cantal	161,110 40	"	199,900 59	612,143 79	7,036,065 17	8,009,219 95
Charente	217,234 52	"	453,642 38	840,642 51	17,025,048 70	18,536,568 11
Charente-Inférieure	297,907 53	752,027 39	522,637 83	1,212,995 22	30,200,374 84	32,985,942 81
Cher	185,396 21	"	278,464 43	791,002 61	22,588,094 24	23,842,957 49
Corrèze	172,097 53	"	249,054 33	622,308 10	11,273,568 36	12,317,028 32
Corse	347,863 41	350,811 08	"	740,701 57	14,068,260 59	15,507,636 65
Côte-d'Or	285,301 77	"	1,199,232 73	1,224,275 29	19,353,808 67	22,062,618 46
Côtes-du-Nord	261,138 97	"	423,023 54	945,258 94	13,169,722 00	14,799,143 45
Creuse	148,108 54	"	186,761 31	586,533 15	5,063,191 63	5,984,594 63
Dordogne	285,367 08	"	3,665,566 22	1,072,210 14	14,420,512 33	19,443,655 77
Doubs	244,415 11	1,277,993 92	435,777 83	873,215 37	15,855,454 07	18,686,856 30
Drôme	181,572 69	"	288,296 33	917,419 59	13,914,965 13	15,302,253 74
À reporter	6,255,765 63	8,347,296 68	18,225,143 16	25,879,515 52	380,596,807 18	439,304,528 17

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1894.*

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et DES TÉLÉGRAPHES.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	6,255,765f 63c	8,347,296f 68c	18,225,143f 16c	25,879,515f 52c	380,596,807f 18c	439,304,528f 17c
Eure	340,687 96	"	428,254 16	1,002,120 11	12,956,064 61	14,727,126 84
Eure-et-Loir	224,431 13	"	343,298 55	746,856 30	11,277,736 78	12,592,322 76
Finistère	328,226 46	769,554 88	1,540,885 58	1,189,968 44	51,853,675 10	55,682,310 46
Gard	274,197 10	"	528,803 47	1,087,113 41	17,168,440 45	19,058,554 43
Garonne (Haute-)	298,196 10	316,051 63	1,681,221 77	1,529,153 47	20,477,900 66	24,302,523 63
Gers	162,176 43	"	249,438 75	702,876 05	8,049,985 29	9,164,476 52
Gironde	663,494 73	1,627,949 26	3,739,203 13	3,803,584 40	53,715,387 36	63,549,618 88
Hérault	380,383 47	840,537 35	854,637 05	1,501,536 75	21,202,372 64	24,779,467 26
Ille-et-Vilaine	369,083 78	799,591 00	1,460,589 44	1,151,911 70	20,748,237 26	24,529,413 18
Indre	167,277 03	"	1,651,888 17	650,622 54	7,474,144 58	9,943,932 32
Indre-et-Loire	239,406 82	"	296,609 79	1,036,981 33	14,586,939 55	16,159,937 49
Isère	346,019 27	"	3,262,195 82	1,246,098 20	21,260,637 93	26,114,951 22
Jura	190,099 03	"	328,060 02	742,176 30	9,934,270 40	11,194,605 75
Landes	142,073 58	"	250,062 50	670,850 24	8,220,669 59	9,283,655 91
Loir-et-Cher	181,836 62	"	240,527 94	722,894 32	8,779,948 00	9,925,206 88
Loire	332,102 45	"	522,760 65	1,109,856 69	29,290,830 15	31,255,549 94
Loire (Haute-)	163,505 09	"	204,038 46	556,167 11	5,494,585 81	6,418,296 47
Loire-Inférieure	355,887 87	1,481,846 20	1,840,285 99	1,468,751 21	27,567,406 14	32,714,177 41
Loiret	244,144 75	"	617,351 05	1,050,396 28	19,124,778 67	21,036,670 75
Lot	150,081 27	"	2,735,754 40	559,631 92	6,111,688 36	9,557,155 95
Lot-et-Garonne	202,339 89	"	3,732,145 90	837,316 43	10,745,310 03	15,517,112 25
Lozère	103,081 77	"	103,557 90	407,087 68	6,547,803 07	7,161,530 42
Maine-et-Loire	293,860 19	"	1,761,601 89	1,005,115 47	17,810,209 46	20,870,787 01
A reporter	12,408,358 42	14,182,827 00	46,598,315 54	50,658 581 87	790,995,829 07	914,843,911 90

Suite du *Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1894.*

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS DES POSTES et DES TÉLÉGRAPHES.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	12,408,358f 42c	14,182,827f 00c	46,598,315f 54c	50,658,581f 87c	790,995,829f 07c	914,843,911f 90c
Manche	351,794 52	907,505 19	459,877 65	1,122,159 46	40,759,808 50	43,601,145 32
Marne	350,025 26	"	623,194 64	1,298,249 94	30,560,599 43	32,832,069 27
Marne (Haute-)	190,784 15	"	257,928 80	695,195 47	10,854,344 50	11,998,252 92
Mayenne	204,513 52	"	286,722 53	606,034 41	6,931,000 98	8,028,271 44
Meurthe-et-Moselle	308,335 03	1,883,939 59	1,996,477 57	1,107,309 76	37,491,629 16	42,787,691 11
Meuse	229,981 53	"	368,823 99	722,493 83	28,686,852 70	30,008,152 05
Morbihan	234,094 27	655,020 74	420,495 50	756,009 62	30,974,978 03	33,040,598 16
Nièvre	205,347 34	"	299,667 40	776,513 43	12,334,038 46	13,615,566 63
Nord	864,212 44	5,435,100 52	5,307,913 79	3,254,673 69	57,353,617 02	72,215,517 46
Oise	337,538 79	"	1,390,109 04	1,085,299 24	17,305,726 62	20,118,673 69
Orne	280,588 97	"	341,061 75	938,658 33	10,859,048 52	12,419,357 57
Pas-de-Calais	554,146 71	1,087,886 06	3,771,290 40	1,614,166 94	24,679,066 76	31,706,556 87
Puy-de-Dôme	319,655 69	"	1,063,294 51	1,193,723 19	17,171,138 99	19,747,812 38
Pyrénées (Basses-)	228,004 16	1,210,881 27	427,672 90	1,079,620 25	15,552,365 71	18,498,544 29
Pyrénées (Hautes-)	146,780 79	"	341,178 53	628,491 14	13,736,694 04	14,853,144 50
Pyrénées-Orientales	138,159 44	759,550 56	223,527 48	567,567 80	9,795,385 71	11,484,290 99
Territoire de Belfort	"	720,532 31	102,327 30	"	9,560,640 87	10,383,500 48
Rhône	551,123 45	375,903 82	1,646,869 52	2,978,600 19	34,654,559 12	40,207,056 10
Saône (Haute-)	242,497 13	"	987,971 01	835,636 35	10,751,185 56	12,817,290 05
Saône-et-Loire	403,642 07	"	594,458 21	1,250,311 19	15,197,462 88	17 445,874 35
Sarthe	271,620 78	"	923,869 03	910,958 54	16,756,785 34	18,863,233 69
Savoie	177,393 94	1,391,067 66	789,765 85	688,480 50	12,492,541 83	15,539,249 78
Savoie (Haute-)	169,189 32	"	939,565 67	578,598 25	7,386,632 85	9,073,986 09
Seine	5,565,232 14	1,727,950 01	13,063,705 87	28,626,099 36	2,879,559 45	51,862,446 83
A reporter	24,733,019 86	30,338,164 73	83,226,084 48	103,973,432 75	1,265,721,492 10	1,507,992,193 92

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1894.*

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et DES TÉLÉGRAPHES.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	24,733,019f 86c	30,338,164f 73c	83,226,084f 48c	103,973,432f 75c	1,265,721,492f 10c	1,507,992,193f 92c
Seine-Inférieure	768,467 57	2,708,959 01	2,721,674 68	2,624,501 92	59,058,312 36	67,881,915 54
Seine-et-Marne	305,098 10	"	746,191 88	1,188,219 48	20,612,385 10	22,851,894 56
Seine-et-Oise	583,144 50	"	989,598 29	1,949,510 34	39,107,929 12	42,630,182 25
Sèvres (Deux-)	171,544 55	"	266,219 28	632,670 03	9,755,694 93	10,826,128 79
Somme	375,372 68	"	1,195,269 37	1,258,901 33	18,836,407 03	21,665,950 41
Tarn	189,558 03	"	254,218 20	718,447 67	10,634,562 30	11,796,786 20
Tarn-et-Garonne	133,884 06	"	153,977 32	496,038 39	7,696,976 62	8,480,876 39
Var	254,535 31	"	312,646 41	1,388,341 21	69,077,102 02	71,032,624 95
Vaucluse	154,008 18	"	396,156 47	695,446 57	8,862,252 41	10,107,863 63
Vendée	186,988 23	292,770 93	253,624 30	706,961 16	10,080,600 59	11,520,945 21
Vienne	208,469 35	"	263,762 66	741,267 26	12,263,233 93	13,476,733 20
Vienne (Haute-)	197,284 19	"	1,264,384 29	802.163 05	11,404,893 50	13,668,725 03
Vosges	240,165 46	707,401 55	460,507 38	933,378 64	19,042,487 19	21,383,940 22
Yonne	259,823 60	"	377,544 19	986,351 64	12,211,528 08	13,835,247 51
TOTAUX	28,761,363 67	34,047,296 22	92,881,859 20	119,095,631 44	1,574,365,857 28	1,849,152,007 81

Caissier-payeur central du Trésor public	732,720,147 78
Payeur central de la Dette publique	711,948,926 41
Payeurs des armées	11,604,471 13
Agents comptables des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires	9,940,607 08
Comptables des finances en Algérie	112,083,988 74
Trésoriers-payeurs des colonies	53,051,564 47
Agent comptable des virements de comptes (*à ajouter*)	1,346,566 56
TOTAL GÉNÉRAL des payements effectués pendant l'année 1894	3,481,848,279 98

COMPTE DE TRÉSORERIE

POUR L'ANNÉE 1894.

NOTE

SUR LE COMPTE DE TRÉSORERIE.

Ainsi que l'a indiqué la note sur le compte des *opérations de l'année*, les recettes et les payements qui ont eu lieu sur tous les services pendant l'année 1894, après avoir été d'abord récapitulés dans ce premier document pour être rapprochés par la Cour des comptes des résultats de ses arrêts sur les comptes individuels des comptables, doivent être ensuite détaillés, par ordre d'opérations, dans les sections suivantes. En conséquence, les développements des contributions et revenus publics et des dépenses publiques qui précèdent sont suivis de celui des opérations de trésorerie pour compléter l'ensemble de la gestion.

Cette partie du compte général de l'Administration des finances a pour objet d'exposer, dans tous leurs détails, les émissions et les remboursements d'effets à payer, les recettes et les dépenses en compte courant, ainsi que les mouvements de fonds qui ont eu lieu, tant pour maintenir l'équilibre entre les ressources et les besoins de l'État, pendant le cours de l'année, et pour assurer dans toutes les localités l'acquittement ponctuel des dépenses publiques, que pour régulariser, en recette et en dépense, les opérations faites par les comptables pour le compte de leurs correspondants. En outre, elle résume le mouvement du service financier de l'année, en faisant connaître, pour chaque branche d'opérations, les excédents de recettes à l'aide desquels ce service a été effectué ou les excédents de dépenses auxquels il a pourvu ; enfin cet ensemble de résultats se trouve justifié par la différence en augmentation ou en diminution qu'ont éprouvée les encaisses des comptables.

Indépendamment de la description détaillée de toutes les recettes et de toutes les dépenses de trésorerie pendant l'année, ainsi que des excédents qui en sont la conséquence, le présent compte comprend la situation de chaque service, c'est-à-dire les excédents de recette et de dépense au 1er janvier de l'année, lesquels combinés avec ceux de l'année courante justifient les soldes au 31 décembre 1894. De cette manière on a sous les yeux un tout complet qui dispense de recourir à la *Situation générale du Trésor* lorsqu'on veut connaître le résultat définitif de chaque service et qui permet de n'y relater que le résumé sommaire des opérations qui influent sur elle.

RÉSULTATS DU COMPTE DE TRÉSORERIE PENDANT L'ANNÉE 1894.

Le compte de trésorerie faisait ressortir au 1er janvier 1894, sur l'ensemble des services, un solde en excédent de recettes, représenté par les valeurs de caisse et de portefeuille existant chez les comptables à la même époque, montant à		1,288,921,717f 76c
Les opérations de l'année 1894 se sont élevées, en recettes, à	36,201,349,416f 29	
et en dépenses à	36,307,604,773f 88	
Elles font donc ressortir un excédent de dépenses de	106,255,357 09	106,255,357 09
En rapprochant ces deux termes, on obtient, pour résultat final, au 1er janvier 1895, un solde en excédent de recettes de		1,182,666,360 67

représenté par les valeurs de caisse et de portefeuille existant chez les comptables au 31 décembre 1894.

Ce résultat est développé à la situation générale de l'Administration des finances, pages 662 à 664.

L'état général placé à la suite de la présente note résume, en recette et en dépense, le mouvement des opérations de trésorerie pendant l'année 1894.

On a cru devoir annexer au compte de trésorerie : 1° le relevé, par département, de l'ensemble des recettes et des dépenses que tous les comptables des finances ont effectuées sur le service des budgets et les services de trésorerie (services spéciaux) pendant l'année 1894, faisant ressortir l'excédent qui en est résulté, dans chaque département, pour le compte de trésorerie (autres services), soit à son avantage, soit à sa charge, et expliquant son effet sur les opérations de trésorerie ; 2° le développement, pour l'année 1894, des bons du Trésor et de divers effets à payer.

COMPTE DE TRÉSORERIE.

État général présentant le mouvement des opérations de recettes et de payements pendant l'année 1894.

PAGES de RENVOI aux développements.	DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
286 et 287	SERVICE DES BUDGETS	251,921,869f 60c	404,026,025f 29c	3,456,499,879f 31c	3,481,848,279f 98c	"	25,348,400f 67c	294,794,440f 34c	472,246,996f 70c	
		152,104,155 69		25,348,400 67		25,348,400 67		177,452,556 63		
	SERVICES DE TRÉSORERIE.									
288 à 291	Services spéciaux du Trésor	542,429,574f 26c	5,286,599,438f 80c	871,710,543f 28c	1,024 889,648f 48c	"	153,179,105f 20c	526,821,151f 85c	5,424,170,121f 59c	
290 et 291	Découverts et avances du Trésor	"	459,383,138 04	"	"	"	"	"	459,383,138 04	
292 et 293	Effets à payer	5,194,397,940 68	6,584 96	1,976,657,858 54	1,907,715,064 77	68,942,793f 77c	"	5,263,340,734 45	6,584 96	
4 à 313	Correspondants du Trésor	2,067,100,668 79	534,446,524 88	8,484,849,745 00	8,265,033,277 83	219,816,467 17	"	2,323,152,743 19	570,682,132 11	
314 à 337	Correspondants des comptables des finances	396,093,785 36	139,049,692 99	10,069,896,703 49	10,289,818,578 20	"	219,921,874 71	191,341,478 80	154,219,261 14	
338 et 339	Fonds particuliers des comptables des finances	58,990,508 90	27,068 15	878,323,096 70	873,287,147 24	5,035,949 46	"	64,077,356 21	77,966 00	
340 à 349	Avances pour divers services	375,000 00	378,257,397 64	585,807,922 05	585,600,373 32	207,548 73	"	"	377,674,848 91	
350 et 351	Débets de comptables	"	847,099 75	74,636 27	97,794 48	"	23,158 21	"	870,257 96	
350 et 351	Créances litigieuses	"	9,857 53	"	"	"	"	"	9,857 53	
354 à 359	Mouvements de fonds entre les comptables des finances	8,915,299 14	28,650,100 94	9,877,529,031 65	9,879,314,609 08	"	1,785,577 43	10,308,636 47	31,829,015 70	
	TOTAUX des services de trésorerie	8,268,302,777 13	6,827,276,903 68	32,744,849,536 98	32,825,756,493 40	294,002759 13	374,909,715 55	8,379,042,100 97	7,018,923,183 94	
		1,441,025,873 45		80,906,956 42		80,906,956 42		1,360,118,917 03		
	TOTAUX GÉNÉRAUX	8,520,224,646 73	7,231,302,928 97	36,201,349,416 29	36,307,604,773 38	294,002,759 13	400,258,116 22	8,673,836,541 31	7,491,170,180 64	
		1,288,921,717 76		106,255,357 09		106,255,357 09		1,182,666,360 67		
	VALEURS de caisse et de portefeuille	"	1,288,921,717 76	Diminution des valeurs de caisse et de portefeuille		106,255,357f 09c		"	1,182,666,360 6	
		8,520,224,646 73	8,520,224,646 73					8,673,836,541 31	8,673,836,541 31	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

État présentant le mouvement des budgets pendant l'année 1894.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Excédents de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Excédents de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
SERVICE DES BUDGETS.									(A) On continue à laisser figurer aux divers budgets où ils ressortent les excédents de recettes et de dépenses dont l'application aux découverts, quoique proposée dans les projets de loi de règlement, ne peut être effectuée définitivement par l'administration des finances qu'après le vote par le Parlement des lois des comptes de ces budgets.
Budget de l'exercice 1884	"	89,918,295f 34c	"	"	"	"	"	(A) 89,918,295c 34c	(B) Exercice 1893. — Cet exercice présentait dans le Compte général des finances de 1893 un solde créditeur de. 245,728,077f 17c mais les dépenses de l'année 1894 ayant été supérieures aux recettes de ..... 330,239,172 99 l'exercice 1893 présente un excédent final de dépenses de. 84,511,095 82
Budget de l'exercice 1885	"	146,660,445 38	"	"	"	"	"	(A) 146,660,445 38	
Budget de l'exercice 1886	"	124,136,327 46	"	"	"	"	"	(A) 124,136,327 46	(C) Exercice 1894. — Au 31 décembre 1893 cet exercice présentait un excédent de dépenses de..... 16,290,124f 41c qu'il y a lieu de retrancher de l'excédent des recettes sur les payements de l'année 1894. 304,398,450 47 Excédent de recettes au 31 décembre 1894..... 288,108,326 06
Budget de l'exercice 1887	"	17,081,073 59	"	"	"	"	"	(A) 17,081,073 59	
Budget de l'exercice 1889	6,193,792f 43c	"	"	"	"	"	(A) 6,193,792f 43c	"	
Budget de l'exercice 1892	"	9,939,759 11	"	"	"	"	"	(A) 9,939,759 11	
Budget de l'exercice 1893	245,728,077 17	"	80,452,415f 93c	410,691,588f 92c	"	330,239,172f 99c	"	(B) 84,511,095 82	
Budget de l'exercice 1894	"	16,290,124 41	3,375,554,835 59	3,071.156,385 12	304,398,450f 47c	"	(C) 288,108,326 06	"	
Budget de l'exercice 1895	"	"	492,627 79	305 94	492,321 85	"	492,321 85	"	
	251,921,869 60	404,026,025 29	3,456,499,879 31	3,481,848,279 98	304,890,772 32	330,239,172 99	294,794,440 34	472,246,996 70	
	152,104,155 69		25,348,400 67		25,348,400 67		177,452,556 36		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pendant l'année 1894.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. EXCÉDENTS DE RECETTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. EXCÉDENTS DE DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
	§ 1er.									
1	Capitaux de cautionnements en numéraire	305,451,995f 81c	"	19,779,683f 40c	16,253,912f 94c	3,525,770f 46c	"	308,977,766f 27c	"	
2	Services départementaux de l'Algérie	6,013,059 34	"	21,108,809 61	21,656,578 32	"	547,768f 71c	5,465,290 63	"	
3	Service local des colonies	14,880,027 56	"	79,386,956 55	85,654,851 91	"	6,267,895 36	8,612,132 20	"	
4	Avances faites par l'État au service local des colonies	"	581,647f 96c	253,431 80	"	253,431 80	"	"	328,216f 16c	
5	Caisse de réserve du service local des colonies	3,323,242 16	"	3,249,010 84	2,980,552 88	268,457 96	"	3,591,700 12	"	
6	Prêts faits à l'industrie	"	1,906,227 80	24,622 85	"	24,622 85	"	"	1,881,604 95	
7	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	4,499,084 94	"	21,692,700 15	20,915,233 07	777,467 08	"	5,276,552 02	"	
8	Avances à la caisse des lycées, collèges et écoles. (Subvention extraordinaire.)	497,323 26	"	"	497,323 26	"	497,323 26	"	"	
9	Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	"	61,316,680 15	77,216,075 39	15,899,395 24	61,316,680 15	"	"	"	
10	Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	26,864,208 37	"	775,311 25	27,639,519 62	"	26,864,208 37	"	"	
11	Liquidation de la dernière liste civile et du domaine privé, s/c provisoire	"	134,756 00	"	"	"	"	"	134,756 00	
12	Trésor public, s/c d'opérations faites par la liste civile impériale pour le compte de l'État	"	843,684 88	"	"	"	"	"	843,684 88	
13	Réorganisation des défenses de Calais	"	7,711,692 01	16,600 00	"	16,600 00	"	"	7,695,092 01	
14	Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. o/o. (Émission de 1886.)	2,248,608 92	"	"	2,232,115 23	"	2,232,115 23	16,493 69	"	
15	Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions	70,943,346 82	"	17,573,195 58	9,325,000 00	8,248,195 58	"	79,191,542 40	"	
16	Avances faites au Trésor par la Banque de France	5,388 03	"	"	"	"	"	5,388 03	"	
17	Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts	"	249,705,386 27	"	59,031,624 14	"	59,031,624 14	"	308,737,010 41	
18	Avances au service de la propriété individuelle en Algérie	"	1,964,574 56	665,919 63	1,086,112 87	"	420,193 24	"	2,384,767 80	
19	Fonds versés par la Ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï	249,366 03	"	"	79,999 80	"	79,999 80	169,366 23	"	
20	Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o anciennes et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	81,341,411 54	"	"	"	"	"	81,341,411 54	"	
21	Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1889	1,129,271 91	"	"	1,129,271 91	"	1,129,271 91	"	"	
22	Produit de la tombola de l'Exposition universelle de 1889	583,018 43	"	"	400,048 00	"	400,048 00	182,970 43	"	
23	Produit de l'aliénation d'immeubles affectés à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Loi du 2 janvier 1890.)	1,068,049 14	"	257,273 25	386,183 49	"	128,910 24	939,138 90	"	
24	Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées	3,071,732 45	"	2,217,805 58	546,752 16	1,671,053 42	"	4,742,785 87	"	
25	Produit de la vente des matières remises par le service de la marine	63,942 30	"	"	"	"	"	63,942 30	"	
26	Produit de l'émission de rentes 3 p. o/o (1891)	6,520,529 17	"	39,513 60	4,145,294 85	"	4,105,781 25	2,414,747 92	"	
27	Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	13,675,968 08	"	366,215,555 11	362,768,907 34	3,446,647 77	"	17,122,615 85	"	
28	Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires	"	350,892,110 90	8,633,519 32	77,216,075 39	"	68,582,556 07	"	419,474,666 97	
29	Dépenses de l'expédition de Madagascar	"	"	10,000,000 00	1,500,000 00	8,500,000 00	"	8,500,000 00	"	
30	Remboursement des rentes 4 1/2 p. o/o non converties	"	"	1,393,155 55	1,378,686 25	14,469 30	"	14,469 30	"	
31	Produit du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	"	"	2,322,738 16	2,129,900 01	192,838 15	"	192,838 15	"	
	TOTAUX du § 1er. (A reporter.)	542,429,574 26	675,056,760 53	632,821,877 62	714,853,338 68	88,256,234 52	170,287,695 58	526,821,151 85	741,479,799 18	
		132,627,186 27		82,031,461 06		82,031,461 06		214,658,647 33		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de *l'État de développement des SERVICES SPÉCIAUX DU Trésor pendant l'année 1894.*

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS. de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS. de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
	REPORTS du § 1er	542,429,574f 26c	675,056,760f 53c	632,821,877f 62c	714,853,338f 68c	88,256,234f 52c	170,287,695f 58c	526,821,151f 85c	741,479,799f 18c	
	§ 2.									
34	Trésor public, s/c de bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire	"	891,569f 05c	"	"	"	"	"	891,569f 05c	
35	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 mai 1875.)	"	346,292,459 52	16,490,116f 00c	"	16,490,116f 00c	"	"	329,802,343 52	
36	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en représentation de l'emprunt contracté pour le remboursement des sommes dues à la Société générale algérienne. (Loi du 26 décembre 1892.)	"	94,288,649 70	4,099,506 00	"	4,099,506 00	"	"	90,189,143 70	
37	Trésor public, s/c d'obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	"	183,750,000 00	183,750,000 00	"	183,750,000 00	"	"	"	
38	Trésor public, s/c de rentes 3 p. o/o amortissables	"	3,986,320,000 00	24,914,500 00	"	24,914,500 00	"	"	3,961,405,500 00	
39	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Loi du 26 juillet 1893, art. 56.)	"	"	9,634,543 66	289,036,309f 80c	"	279,401,766f 14c	"	279,401,766 14	
40	Trésor public, s/c d'obligations à court terme. (Loi du 25 juillet 1894.)	"	"	"	11,000,000 00	"	11,000,000 00	"	11,000,000 00	
41	Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.)	"	"	"	10,000,000 00	"	10,000,000 00	"	10,000,000 00	
	TOTAUX du § 2	"	4,611,542,678 27	238,888,665 66	310,036,309 80	229,254,122 00	300,401,766 14	"	4,682,690,322 41	
		4,611,542,678 27		71,147,644 14		71,147,644 14		4,682,690,322 41		
	TOTAL des services spéciaux	542,429,574 26	5,286,599,438 80	871,710,543 28	1,024,889,648 48	317,510,356 52	470,689,461 72	526,821,151 85	5,424,170,121 59	
		4,744,169,864 54		153,179,105 20		153,179,105 20		4,897,348,969 74		

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR, d'après les écritures des comptables, pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. EXCÉDENTS de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. EXCÉDENTS de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. EXCÉDENTS de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. EXCÉDENTS de dépenses.	OBSERVATIONS.
Découverts et avances du Trésor	"	459,383,138f 04c	"	"	"	"	"	459,383,138f 04c	
	"	459,383,138 04	"	"	"	"	"	459,383,138 04	
	459,383,138 04		"		"		459,383,138 04		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des EFFETS À PAYER pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
1° BONS DU TRÉSOR.									
Bons du Trésor remis à la Banque de France	140,000,000f 00c	"	440,000,000f 00c	440,000,000f 00c	"	"	140,000,000f 00c	"	
Bons du Trésor remis à divers particuliers. — Bons ordinaires	204,364,860 65	"	636,917,237 35	624,398,822 20	12,518,415f 15c	"	216,883,275 80	"	
TOTAUX	344,364,860 65	"	1,076,917,237 35	1,064,398,822 20	12,518,415 15	"	356,883,275 80	"	
	344,364,860 65		12,518,415 15		12,518,415 15		356,883,275 80		
2° ANNUITÉS, BONS ET OBLIGATIONS.									
Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 mai 1875.)	346,292,459f 52c	"	"	16,490,117f 12c	"	16,490,117f 12c	329,802,342f 40c	"	
Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 26 décembre 1892.)	94,288,649 70	"	"	4,099,506 00	"	4,099,506 00	90,189,143 70	"	
Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 26 juillet 1893.)	"	"	289,036,309f 80c	9,634,543 66	279,401,766f 14c	"	279,401,766 14	"	
Bons de liquidation. (Départements.)	6,500 00	"	"	3,500 00	"	3,500 00	3,000 00	"	
Bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire	3,000 00	"	"	"	"	"	3,000 00	"	
Obligations trentenaires créées pour travaux de chemins de fer. (Décret du 4 juillet 1861.)	1,000 00	"	"	"	"	"	1,000 00	"	
Reliquat des obligations du Trésor public à court terme émises pour le service du compte de liquidation et des budgets à échéances antérieures à 1893	8,000 00	"	"	8,000 00	"	8,000 00	"	"	
Obligations du Trésor public à court terme. (Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer.)	207,694,110 93	"	"	150,003,110 93	"	150,003,110 93	57,691,000 00	"	
Obligations du Trésor public à court terme. (Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer.) Renouvellement.	"	"	147,814,904 78	"	147,814,904 78	"	147,814,904 78	"	
Obligations du Trésor public à court terme. (Loi du 25 juillet 1894.)	"	"	11,000,000 00	"	11,000,000 00	"	11,000,000 00	"	
Obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.)	"	"	10,000,000 00	"	10,000,000 00	"	10,000,000 00	"	
Obligations du Trésor public émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	183,750,000 00	"	"	183,750,000 00	"	183,750,000 00	"	"	
Rentes 3 p. o/o amortissables	3,986,712,500 00	"	"	25,023,000 00	"	25,023,000 00	3,961,689,500 00	"	
TOTAUX	4,818,756,220 15	"	457,851,214 58	389,011,777 71	448,216,670 92	379,377,234 05	4,887,595,657 02	"	
	4,818,756,220 15		68,839,436 87		68,839,436 87		4,887,595,657 02		
3° TRAITES.									
Traites du caissier-payeur central du Trésor sur lui-même	15,838,500f 00c	"	14,300,000f 00c	13,457,550f 00c	842,450f 00c	"	16,680,950f 00c	"	
Traites tirées sur le Trésor par le Ministre des affaires étrangères pour le service des chancelleries diplomatiques et consulaires	540,639 90	"	3,725,074 91	3,769,701 44	"	44,626f 53c	496,013 37	"	
TOTAUX	16,379,139 90	"	18,025,074 91	17,227,251 44	842,450 00	44,626 53	17,176,963 37	"	
	16,379,139 90		797,823 47		797,823 47		17,176,963 37		
4° MANDATS.								"	
Mandats tirés sur le Trésor par les trésoriers-payeurs généraux et autres comptables	13,180,523f 60c	"	388,953,944f 99c	401,688,150f 04c	"	12,734,205f 05c	446,318f 55c	"	
Mandats du Trésor sur les trésoriers-payeurs généraux	71,644 00	"	469,838 49	508,160 75	"	38,322 26	33,321 74	"	
Mandats des trésoriers-payeurs en Algérie sur leurs préposés	35,718 83	"	2,448,429 81	2,417,157 29	31,272f 52c	"	66,991 35	"	
Mandats des trésoriers-payeurs en Algérie sur leurs collègues	12,804 17	"	293,194 72	288,742 73	4,451 99	"	17,256 16	"	
Mandats des préposés des trésoriers-payeurs en Algérie	41,025 90	"	3,368,739 34	3,356,388 33	12,351 01	"	53,376 91	"	
Mandats du payeur général des armées sur ses préposés	26,486 80	"	729,570 72	736,367 13	"	6,796 41	19,690 39	"	
Mandats des préposés sur le payeur général des armées	246,592 30	"	6,464,055 56	6,448,850 16	15,205 40	"	261,797 70	"	
Mandats des trésoriers-payeurs des colonies sur les trésoriers particuliers et les préposés	239,713 89	"	7,226,234 00	7,035,273 51	190,960 49	"	430,674 38	"	
Mandats des trésoriers particuliers et préposés sur les trésoriers-payeurs des colonies	1,043,210 49	"	13,910,324 07	14,598,123 48	"	687,799 41	355,411 08	"	
Mandats du payeur du Tonkin sur les préposés	"	1,201f 80c	"	"	"	"	"	(A) 1,201f 80c	(A) Soldes momentanément débiteurs dont la situation sera régularisée ultérieurement.
Mandats des préposés sur le payeur du Tonkin	"	5,383 16	"	"	"	"	"	(A) 5,383 16	
TOTAUX	14,897,719 98	6,584 96	423,864,331 70	437,077,213 42	254,241 41	13,467,123 13	1,684,838 26	6,584 96	
	14,891,135 02		13,212,881 72		13,212,881 72		1,678,253 30		
RÉCAPITULATION DES EFFETS À PAYER.									
1° Bons du Trésor	344,364,860f 65c	"	1,076,917,237f 35c	1,064,398,822f 20c	12,518,415f 15c	"	356,883,275f 80c	"	
2° Annuités, bons et obligations	4,818,756,220 15	"	457,851,214 58	389,011,777 71	68,839,436 87	"	4,887,595,657 02	"	
3° Traites	16,379,139 90	"	18,025,074 91	17,227,251 44	797,823 47	"	17,176,963 37	"	
4° Mandats	14,897,719 98	6,584f 96c	423,864,331 70	437,077,213 42	"	13,212,881 72	1,684,838 26	6,584f 96c	
TOTAUX	5,194,397,940 68	6,584 96	1,976,657,858 54	1,907,715,064 77	82,155,675 49	13,212,881 72	5,263,340,734 45	6,584 96	
TOTAUX GÉNÉRAUX	5,194,391,355 72		68,942,793 77		68,942,793 77		5,263,334,149 49		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 1er. — DIVERS SERVICES PUBLICS.									
Communes et établissements publics, *t/c* de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Ville de Paris	81,058,055f 25c	"	61,807,402f 05c	52,340,247f 48c	9,467,154f 57c	"	90,525,209f 82c	"	
Communes et établissements publics, *t/c* de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Départements	263,146,079 72	"	269,969,727 39	252,416,291 01	17,553,436 38	"	280,699,516 10	"	
Communes et établissements publics, *t/c* de fonds déposés au Trésor sans intérêts	30,870,324 24	"	101,272,037 67	97,710,062 35	3,561,975 32	"	34,432,299 56	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* courant avec le Trésor	196,050,814 24	"	1,314,713,083 89	1,222,068,898 57	92,644,185 32	"	288,694,999 56	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de fonds non employés des caisses d'épargne	95,032,110 51	"	289,787,846 43	304,043,474 43	"	14,255,628f 00c	80,776,482 51	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de fonds non employés de la caisse nationale d'épargne	44,689,490 08	"	156,315,582 33	156,340,130 78	"	24,548 45	44,664,941 63	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de fonds non employés de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse	29,764,146 93	"	105,200,700 49	89,329,811 32	15,870,889 17	"	45,635,036 10	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* des caisses d'assurances chez les receveurs des postes et des télégraphes	65 25	"	9,626 15	8,911 27	714 88	"	780 13	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse chez les receveurs des postes et des télégraphes — Versements en numéraire	172,396 00	"	905,289 00	953,102 00	"	47,813 00	124,583 00	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse chez les receveurs des postes et des télégraphes — Timbres-poste affectés aux bulletins d'épargne	"	131f 00c	1,015 00	1,078 00	"	63 00	"	194f 00c	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de la dotation de la caisse nationale d'épargne	"	1,664,474 14	"	1,473,734 06	"	1,473,734 06	"	3,138,208 20	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez l'agent comptable de la caisse nationale d'épargne	"	43,025,015 94	157,813,864 84	156,315,582 33	1,498,282 51	"	"	41,526,733 43	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez les trésoriers-payeurs généraux	980,454 40	"	648,879,515 87	649,524,199 77	"	644,683 90	335,770 50	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez les trésoriers-payeurs en Algérie	20,344 74	"	14,757,153 58	14,752,939 09	4,214 49	"	24,559 23	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez les payeurs des armées	"	"	863,618 81	860,733 90	2,884 91	"	2,884 91	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez les trésoriers-payeurs des colonies	19,118 29	"	10,466,117 97	10,456,182 48	9,935 49	"	29,053 78	"	
Gouvernement beylical, *s/c* de fonds déposés au Trésor	7,644,872 49	"	27,772,579 19	30,620,129 34	"	2,847,550 15	4,797,322 34	"	
Imprimerie nationale	700,000 00	"	1,600,000 00	1,600,000 00	"	"	700,000 00	"	
Divers corps de troupes de la guerre et de la marine, *t/c* de fonds déposés au Trésor	14,410,450 00	"	9,664,700 00	8,182,050 00	1,482,650 00	"	15,893,100 00	"	
Colis postaux	"	"	9,661 75	9,661 75	"	"	"	"	
Solde des comptes avec les offices étrangers	"	1,357,567 49	13,258,260 82	12,993,260 96	264,999 86	"	"	1,092,567 63	
Bons de poste. (Loi du 28 juin 1882.)	11,579,347 00	"	19,625,618 00	20,837,418 00	"	1,211,800 00	10,367,547 00	"	
Divers *t/c* de dépôts de valeurs à rembourser par les receveurs des postes et des télégraphes (mandats français)	10,583,554 19	"	795,853,102 00	795,186,475 29	666,626 71	"	11,250,180 90	"	
Divers *t/c* de dépôts de valeurs payables à l'étranger	17,962,194 75	"	37,959,099 23	40,802,852 65	"	2,843,753 42	15,118,441 33	"	
Divers offices étrangers *t/c* de valeurs payées par les receveurs des postes et des télégraphes	"	16,588,175 78	42,064,846 34	39,714,995 92	2,349,850 42	"	"	14,238,325 36	
Service départemental (Budget de l'exercice 1893)	87,701,415 02	"	36,011,105 07	123,712,520 09	"	87,701,415 02	"	"	
Service départemental (budget de l'exercice 1894)	"	"	336,096,187 78	250,950,925 99	85,145,261 79	"	85,145,261 79	"	
Service départemental (opérations hors budget)	1,886 22	"	17,580,788 46	17,070,675 61	510,112 85	"	511,999 07	"	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* courant avec le Trésor	185,574,310 22	"	14,864,454 46	1,180,263 49	13,684,190 97	"	199,258,501 19	"	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* chez le payeur central de la Dette publique	"	30,282,670 99	14,187 50	2,421,445 23	"	2,407,257 73	"	32,689,928 72	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* chez les trésoriers-payeurs généraux	"	138,310,680 32	304,123 96	11,788,175 18	"	11,484,051 22	"	149,794,731 54	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* chez les trésoriers-payeurs en Algérie	"	7,400,312 67	13,965 00	654,052 85	"	640,087 85	"	8,040,400 52	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* chez les payeurs des armées	"	541,156 13	2,859 00	63,017 14	"	60,158 14	"	601,314 27	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* chez les trésoriers-payeurs des colonies	"	890,579 04	3,556 83	112,816 47	"	109,259 64	"	999,838 68	
Trésorier général des invalides de la marine, *s/c* courant avec le Trésor	221,266,928 15	"	13,753,522 33	2,392,297 86	11,361,224 47	"	232,628,152 62	"	
Trésorier général des invalides de la marine, *s/c* chez le payeur central de la Dette publique	14,888,863 18	"	1,569,947 48	16,301 00	1,553,646 48	"	16,442,509 66	"	
Trésorier général des invalides de la marine, *s/c* chez les trésoriers-payeurs généraux	"	230,616,237 39	13,125,106 53	25,998,612 80	"	12,873,506 27	"	243,489,743 66	
Trésorier général des invalides de la marine, *s/c* chez les trésoriers-payeurs en Algérie	"	278,642 45	499,974 44	568,963 37	"	68,988 93	"	347,631 38	
Trésorier général des invalides de la marine, *s/c* chez les payeurs des armées	25,210 81	"	"	6,778 32	"	6,778 32	18,432 49	"	
Trésorier général des invalides de la marine, *s/c* chez les trésoriers-payeurs des colonies	93,222 77	"	746,610 88	716,010 35	30,600 53	"	123,823 30	"	
TOTAUX du § 1er	1,314,235,654 45	470,955,643 34	4,515,156,838 52	4,396,195,078 50	257,662,837 12	138,701,077 10	1,458,201,388 52	495,959,617 39	
	843,280,011 11		118,961,760 02		118,961,760 02		962,241,771 13		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des Correspondants du Trésor pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 2. — ÉTABLISSEMENTS PARTICULIERS. (Fonds déposés au Trésor.)									
Ministère de l'instruction publique, *s/c* de fondations anglaises	12,341f 19c	"	55,839f 49c	49,528f 32c	6,311f 17c	"	18,652f 36c	"	
Ministère de l'instruction publique, *s/c* de fondations écossaises	18,963 02	"	46,365 49	35,050 08	11,315 41	"	30,278 43	"	
Ministère de l'instruction publique, *s/c* de fondations irlandaises	10,765 46	"	104,795 13	74,467 00	30,328 13	"	41,093 59	"	
Service des pompes funèbres	5,030 03	"	865,545 53	200,000 00	665,545 53	"	670,575 56	"	
Crédit foncier *s/c* courant n° 2	5,000,000 00	"	44,926,029 15	27,533,055 55	17,392,973 60	"	22,392,973 60	"	
Totaux du § 2	5,047,099 70	"	45,998,574 79	27,892,100 95	18,106,473 84	"	23,153,573 54	"	
	5,047,099f 70c		18,106,473f 84c		18,106,473f 84c		23,153,573f 54c		
§ 3. — FONDS À REMBOURSER À DIVERS.									
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de recettes à lui verser pour divers services spéciaux	45,336f 81c	"	837,091f 65c	847,150f 90c	"	10,059f 25c	35,277f 56c	"	
Divers, *t/c* de dépôts de valeurs à recouvrer dans les départements et les colonies	738,689 17	"	37,369,014 34	36,898,714 89	470,299f 45c	"	1,208,988 62	"	
Ex-trésoriers-payeurs généraux, *t/c* d'avances à leur rembourser	447,894 33	"	18,368 23	99,169 21	"	80,800 98	367,093 35	"	
Divers, *t/c* d'arrérages de rentes départementales à payer à Paris	27,969 50	"	1,965,696 50	1,962,006 25	3,690 25	"	31,659 75	"	
Divers, *t/c* d'arrérages de valeurs du Trésor (certificats nominatifs)	5,082 50	"	1,731,660 00	1,734,495 00	"	2,835 00	2,247 50	"	
Divers, *s/c* de réalisation d'arrérages de valeurs déposées au Trésor	265 00	"	"	"	"	"	265 00	"	
Divers, *t/c* d'arrérages de rentes déposées	300 00	"	303,492,956 95	303,493,256 95	"	300 00	"	"	
Divers, *t/c* de quittances de rentes visées par la Dette inscrite	35,642 38	"	12,879,837 22	12,870,886 04	8,951 18	"	44,593 56	"	
Payeur central de la Dette publique, *s/c* de coupons de valeurs du Trésor	"	"	11,363,124 42	11,363,124 42	"	"	"	"	
Divers, *t/c* d'arrérages de rentes payables dans les départements	1,533 26	"	1,342,961 00	1,343,383 60	"	422 60	1,110 66	"	
Divers, *t/c* de coupons indûment détachés — sur obligations départementales	2,160 00	"	"	1,089 00	"	1,089 00	1,071 00	"	
Divers, *t/c* de coupons indûment détachés — sur obligations du Trésor	1,840 00	"	"	210 00	"	210 00	1,630 00	"	
Divers, *t/c* de coupons indûment détachés — sur bons de liquidation	6,337 50	"	50 00	1,225 00	"	1,175 00	5,162 50	"	
Totaux du § 3	1,313,050 45	"	371,000,760 31	370,614,711 26	482,940 88	96,891 83	1,699,099 50	"	
	1,313,050f 45c		386,049f 05c		386,049f 05c		1,699,099f 50c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 4. — COMPTES DE DIVERS AVEC LES RECEVEURS DES REVENUS INDIRECTS.									
1° *Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France.*									
Budget de l'artillerie, *s/c* de recouvrements	159f 41c	"	"	"	"	"	159f 41c	"	
Legs Giffard, *s/c* d'envois de fonds	10,550 88	"	232,963f 23c	200,138f 97c	32,824f 26c	"	43,375 14	"	
Administration des postes et des télégraphes, *s/c* avec les receveurs de l'enregistrement	8 60	"	3 00	9 20	"	6f 20c	2 40	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* intermédiaire avec les receveurs de l'enregistrement	"	"	3,469,738 05	3,469,738 05	"	"	"	"	
Divers, *l/c* de frais d'assistance judiciaire	52,080 31	"	475,364 81	476,483 71	"	1,118 90	50,961 41	"	
Établissements d'aliénés, *l/c* de recouvrements de pensions	585 90	"	102,568 96	102,232 95	336 01	"	921 91	"	
Légion d'honneur, *s/c* avec les receveurs de l'enregistrement	4,140 00	"	4,334 00	6,593 00	"	2,259 00	1,881 00	"	
Retenues au profit des asiles nationaux	"	"	93 72	93 72	"	"	"	"	
Exposition universelle de 1889. — Produit des ventes en principal 5 p. o/o en sus	"	"	1,123 70	1,123 70	"	"	"	"	
Produit de l'aliénation d'immeubles militaires à classer	"	"	233,657 60	233,657 60	"	"	"	"	
Produits de la succession Ramondenc	"	"	34,900 00	34,900 00	"	"	"	"	
Produit des passages à cheval et en voiture dans le parc de Saint-Cloud	"	"	9,841 00	9,841 00	"	"	"	"	
Caisse d'épargne postale. — Cession de terrains à la ville de Paris	"	"	17,344 29	17,344 29	"	"	"	"	
Recrutement. — Recouvrement de frais	"	"	17 50	17 50	"	"	"	"	
TOTAUX du 1°	67,525 10	"	4,581,949 86	4,552,173 69	33,160 27	3,384 10	97,301 27	"	
	67,525f 10c		29,776f 17c		29,776f 17c		97,301f 27c		
2° *Receveurs de l'enregistrement et des domaines en Algérie.*									
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* intermédiaire avec les receveurs de l'enregistrement en Algérie	1,494f 73c	"	384,951f 84c	383,012f 15c	1,939f 69c	"	3,434f 42c	"	
Divers, *l/c* de frais d'assistance judiciaire	6,298 23	"	14,079 50	12,886 57	1,192 93	"	7,491 16	"	
Agence judiciaire du Trésor	"	"	977 66	898 83	78 83	"	78 83	"	
Fonds versés par divers à titre de dépôt	1,508,576 39	"	505,182 22	1,668,712 14	"	1,163,529f 92c	345,046 47	"	
Fonds provenant du Beit-el-Mal	594,529 34	"	39,285 29	59,632 67	"	20,347 38	574,181 96	"	
Certificats de propriété pour l'immatriculation des rentes françaises. (Droit complémentaire de 2 fr. 25)	4 20	"	136 50	128 10	8 40	"	12 60	"	
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public. (Prix de vente d'immeubles.)	0 45	"	133 26	0 45	132 81	"	133 26	"	
Produit de l'aliénation d'immeubles militaires à classer	30,365 95	"	2,027,751 36	2,027,751 36	"	"	30,365 95	"	
TOTAUX du 2°	2,141,269 29	"	2,972,497 63	4,153,022 27	3,352 66	1,183,877 30	960,744 65	"	
	2,141,269f 29c		1,180,524f 64c		1,180,524f 64c		960,744f 65c		
A reporter	2,208,794f 39c	"	7,554,447f 49c	8,705,195f 96c	36,512f 93c	1,187,261f 40c	1,058,045f 92c	"	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 4. — Suite des COMPTES DE DIVERS AVEC LES RECEVEURS DES REVENUS INDIRECTS.									
Report	2,208,791f 39c	"	7,554,447f 49c	8,705,195f 96c	36,512f 93c	1,187,261f 40c	1,058,045f 92c	"	
3° Receveurs des douanes en France.									
Fonds de retenues pour l'habillement, le service de santé et le casernement des préposés de brigade	2,498,524f 84c	"	3,084,314f 32c	3,313,946f 66c	"	229,632f 34c	2,268,892f 50c	"	
Primes de captures (saisies de tabacs et arrestations de fraudeurs et de deserteurs)	2,895 64	"	35,640 18	35,856 97	"	216 79	2,678 85	"	
Sommes afférentes aux préposés des douanes dans les saisies faites à la requête des autres administrations	7,243 84	"	14,113 95	13,847 19	266f 76c	"	7,510 60	"	
Consignations en garantie de droits de douane ou pour tenir lieu des cautionnements	6,479,211 58	"	100,677,796 67	102,594,219 60	"	1,916,422 93	4,562,788 65	"	
Recouvrements faits pour des tiers	179,508 17	"	6,654,665 37	6,662,557 38	"	7,892 01	171,616 16	"	
Fonds particuliers de divers et recettes à classer	235,872 75	"	148,798,703 32	148,836,472 08	"	37,768 76	198,103 99	"	
TOTAUX du 3°	9,403,256 82	"	259,265,233 81	261,456,899 88	266 76	2,191,932 83	7,211,590 75	"	
	9,403,256f 82c		2,191,666f 07c		2,191,666f 07c		7,211,590f 75c		
4° Receveurs des douanes en Algérie.									
Fonds de retenues pour l'habillement, le service de santé et le casernement des préposés de brigade	275,460f 54c	"	134,833f 80c	131,512f 75c	3,321f 05c	"	278,781f 59c	"	
Primes de captures (saisies de tabacs et arrestations de fraudeurs et de déserteurs)	75 00	"	270 00	335 00	"	65f 00c	10 00	"	
Sommes afférentes aux préposés des douanes dans les saisies faites à la requête des autres administrations	4 16	"	78 59	50 97	27 62	"	31 78	"	
Consignations en garantie des droits de douane ou pour tenir lieu de cautionnements	53,724 30	"	3,646,972 12	3,641,026 85	5,945 27	"	59,669 57	"	
Recouvrements faits pour des tiers	1,321,358 67	"	7,703,365 33	7,526,614 80	176 750 53	"	1,498,109 20	"	
Fonds particuliers de divers et recettes à classer	6,592 46	"	1,873,831 67	1,868,387 14	5,444 53	"	12,036 99	"	
TOTAUX du 4°	1,657,215 13	"	13,359,351 51	13,167,927 51	191,489 00	65 00	1,848,639 13	"	
	1,657,215f 13c		191,424f 00c		191,424f 00c		1,848,639f 13c		
5° Receveurs des contributions indirectes.									
Consignations	42,354f 73c	"	1,258,335f 73c	1 165,345f 76c	92,989f 97c	"	135,344f 70c	"	
Fonds à rembourser à divers et recettes à classer	9,584,314 25	"	996,994,160 64	996,474,557 10	519,603 54	"	10,103,917 79	"	
Recouvrements pour des tiers	325,299 05	"	11,886,632 06	11,595,712 93	290,919 13	"	616,218 18	"	
TOTAUX du 5°	9,951,968 03	"	1,010,139,128 43	1,009,235,615 79	903,512 64	"	10,855,480 07	"	
	9,951,968f 03c		903,512f 64c		903,512f 64c		10,855,480f 67c		
6° Receveurs des contributions diverses en Algérie.									
Cautionnements des assujettis à la licence (Boissons et tabacs)	888,285f 00c	"	500,115f 00c	502,815f 00c	"	2,700f 00c	885,585f 00c	"	
Amendes et confiscations pour contraventions aux droits du Trésor	4,435 65	"	24,539 44	26,638 91	"	2,099 47	2,336 18	"	
Fonds particuliers reçus de divers	10,512,185 78	"	43,648,334 41	41,582,973 82	2,065,360f 59c	"	12,577,546 37	"	
Contribution foncière sur les propriétés bâties à répartir	"	"	3,388,085 77	3,388,085 77	"	"	"	"	
Contributions arabes à répartir	"	"	17,793,197 91	17,793,197 91	"	"	"	"	
Contribution des patentes à répartir	"	"	2,270,903 07	2,270,903 07	"	"	"	"	
Excédents de versements sur contributions directes	5,491 43	"	24,624 42	26,900 32	"	2,275 90	3,215 53	"	
Taxe pour la constitution de la propriété individuelle indigène	326,557 61	"	834,034 03	819,049 70	14,984 27	"	341,541 88	"	
Consignations concernant le service de la propriété individuelle indigène	11,403 00	"	31,787 81	6,477 71	25,310 10	"	36,713 10	"	
Mandats du Trésor remis à divers	"	"	591,397 10	591,397 10	"	"	"	"	
TOTAUX du 6°	11,748,358 47	"	69,107,018 96	67,008,439 37	2,105,654 96	7,075 37	13,846,938 06	"	
	11,748,358f 47c		2,098,579f 59c		2,098,579f 59c		13,846,938f 06c		
A reporter	34,969,592f 84c	"	1,359,425,180f 20c	1,359,574,078f 51c	3,237,436f 29c	3,386,334f 60c	34,820,694f 53c	"	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 4. — Suite des COMPTES DE DIVERS AVEC LES RECEVEURS DES REVENUS INDIRECTS.									
Report	34,969,592f 84c	"	1,359,425,180f 20c	1,359,574,078f 51c	3,237,436f 29c	3,386,334f 60c	34,820,694f 53c	"	
7° Receveurs des postes et des télégraphes en France.									
Remises aux agents sur les recouvrements de valeurs	"	"	1,316,127f 37c	1,316,127f 37c	"	"	"	"	
Articles d'argent indûment payés	185f 00c	"	136 00	136 00	50f 00c	"	235f 00c	"	
Abonnements au *Bulletin mensuel des postes et des télégraphes*	2,607 00	"	2,554 45	2,641 35	"	86f 90c	2,520 10	"	
Abonnements au *Bulletin des lois*, au *Moniteur des communes* et au *Bulletin des arrêts de la Cour de cassation*	718 15	"	1,103 75	1,219 40	"	115 65	602 50	"	
Cautionnements pour abonnements à un fil télégraphique	11,000 00	"	"	"	"	"	11,000 00	"	
Consignations pour protêts, payements, remises et remboursements	4,376 35	"	100,001 15	99,174 66	826 49	"	5,202 84	"	
Contributions diverses à titre de fonds de concours pour concessions de lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	900 21	"	137,546 97	138,447 18	"	900 21	"	"	
Caisse nationale d'épargne. — Versements	29,528,915 65	"	382,727,522 09	377,169,281 29	5,558,240 80	"	35,087,156 45	"	
Caisse nationale d'épargne. — Remboursements français	"	25,033,237f 55c	312,135,027 09	316,316,439 18	"	4,181,412 09	"	29,214,649f 64c	
Caisse nationale d'épargne. — Remboursements internationaux	"	12,603 68	203,567 08	225,809 61	"	22,242 53	"	34,846 21	
Caisse nationale d'épargne. — Timbres-poste affectés aux bulletins d'épargne	"	6,509 00	74,129 00	74,552 00	"	423 00	"	6,932 00	
Caisse nationale d'épargne. — Solde des comptes internationaux	"	"	2,625 49	2,625 49	"	"	"	"	
Service des téléphones. — Diverses communes, *l/c* de surtaxes téléphoniques	6,857 85	"	9,131 25	6,542 50	2,588 75	"	9,446 60	"	
Service des téléphones. — Diverses villes, *l/c* pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques	"	3,661,518 99	786,166 56	1,690,968 02	"	904,801 46	"	4,566,320 45	
Service des téléphones. — Avances faites par les villes pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques et des lignes interurbaines	3,875,454 84	"	1,672,323 43	759,322 20	913,001 23	"	4,788,456 07	"	
Service des téléphones. — Part contributive des abonnés aux frais de premier établissement de leurs lignes	5,863 11	"	524,780 05	530,366 83	"	5,586 78	276 33	"	
Service des téléphones. — Recettes à classer téléphoniques de l'exercice anticipé	567,562 11	"	818,726 95	567,562 11	251,164 84	"	818,726 95	"	
TOTAUX du 7°	34,004,440 27	28,713,869 22	700,511,518 68	698,901,215 19	6,725,872 11	5,115,568 62	40,723,622 84	33,822,748 30	
	5,290,571f 05c		1,610,303 49		1,610,303f 49c		6,900,874f 54c		
8° Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie.									
Remises aux agents sur les recouvrements de valeurs	"	"	62,365f 05c	62,365f 05c	"	"	"	"	
Abonnements au *Bulletin mensuel des postes et des télégraphes*	28f 80c	"	10 80	28 80	"	18f 00c	10f 80c	"	
Abonnements au *Bulletin des lois*, au *Moniteur des communes* et au *Bulletin des arrêts de la Cour de cassation*	26 20	"	38 90	26 20	12f 70c	"	38 90	"	
Articles d'argent indûment payés	"	20f 00c	20 00	"	20 00	"	"	"	
Consignations pour protêts, payements, remises et remboursements	260 72	"	5,612 00	5,783 70	"	171 70	89 02	"	
Contributions diverses à titre de fonds de concours pour la concession de lignes télégraphiques d'intérêt privé	"	"	65 50	65 50	"	"	"	"	
Caisse nationale d'épargne. — Versements	597,798 57	"	9,205,397 68	9,064,163 62	141,234 06	"	739,032 63	"	
Caisse nationale d'épargne. — Remboursements français	"	555,514 87	6,857,849 33	6,894,911 39	"	37,062 06	"	592,576f 93c	
Caisse nationale d'épargne. — Timbres-poste affectés aux bulletins d'épargne	"	86 00	1,382 00	1,470 00	"	88 00	"	174 00	
Caisse nationale d'épargne. — Remboursements internationaux	"	"	165 73	579 95	"	414 22	"	414 22	
Service des téléphones. — Diverses communes, *l/c* de surtaxes téléphoniques	24 75	"	95 75	162 75	"	67 00	"	42 25	
Service des téléphones. — Recettes à classer téléphoniques de l'exercice anticipé	3,349 75	"	3,588 75	3,349 75	239 00	"	3,588 75	"	
Service des téléphones. — Avances faites par les villes pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques et des lignes interurbaines	90,456 00	"	18,100 00	9,109 52	8,990 48	"	99,446 48	"	
Service des téléphones. — Diverses villes, *l/c* pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques	"	86,376 93	11,004 49	18,100 00	"	7,095 51	"	93,472 44	
Service des téléphones. — Part contributive des abonnés aux frais de premier établissement de leurs lignes	"	"	11,019 42	11,019 42	"	"	"	"	
TOTAUX du 8°	691,944 79	641,997 80	16,176,715 40	16,071,135 65	150,496 24	44,916 49	842,206 58	686,679 84	
	49,946f 99c		105,579f 75c		105,579f 75c		155,526f 74c		
TOTAUX du § 4	69,665,977f 90c	29,355,867f 02c	2,076,113,414f 28c	2,074,546,429f 35c	10,113,804f 64c	8,546,819f 71c	76,386,523f 95c	34,509,428f 14c	
	40,310,110f 88c		1,566,984f 93c		1,566,984f 93c		41,877,095f 81c		

Suite du **COMPTE DE TRÉSORERIE.**

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des* CORRESPONDANTS DU TRÉSOR *pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — DIVERS CORRESPONDANTS.									
1° *Trésoriers-payeurs généraux.*									
Recouvrements de contributions directes en vertu de contraintes	360,033f 28c	"	11,015,610f 74c	10,977,008f 82c	38,601f 92c	"	398,635f 20c	"	
Excédents de versements sur contributions directes	1,239,193 57	"	4,525,063 66	4,943,257 69	"	418,194f 03c	820,999 54	"	
Droits de permis de chasse	23,976 00	"	7,374,186 00	7,352,604 00	21,582 00	"	45,558 00	"	
Cotisations municipales et particulières	7,982 804 64	"	22,012,640 77	22,645,480 89	"	632,840 12	7,349,964 52	"	
Reliquats provenant de divers services	644,120 69	"	486,086 32	403,826 88	82,259 44	"	726,380 13	"	
Bénéfices et frais de gestions intérimaires de recettes des finances	48,563 02	"	83,742 24	104,100 77	"	20,358 53	28,204 49	"	
Dépôts en numéraire des soumissionnaires de fournitures et travaux	140,161 00	"	5,623,096 67	5,622,526 57	570 10	"	140,731 10	"	
Fonds des communes affectés aux chemins vicinaux	1,245,715 82	"	4,558,540 83	4,309,443 03	249,097 80	"	1,494,813 62	"	
Fonds des communes affectés à la construction des lycées, collèges et écoles	2,020,413 87	"	2,383,133 36	2,827,918 88	"	444,785 52	1,575,628 35	"	
Droits perçus sur déclarations de locations verbales	15,801 93	"	91,686 90	91,537 84	149 06	"	15,950 99	"	
Consignations de frais et amendes en matière de police de roulage et de navigation	2,439 86	"	5,155 24	4,530 64	624 60	"	3,064 46	"	
Consignations de droits d'examen	494,435 00	"	5,634,297 50	5,574,132 50	60,165 00	"	554,600 00	"	
Reversements de frais de justice à restituer aux condamnés	899 58	"	1,541 18	1,513 58	27 60	"	927 18	"	
Droits universitaires acquis aux villes	2,467 50	"	389,753 00	386,743 00	3,010 00	"	5,477 50	"	
Termes versés sur certificats provisoires de rentes 3 p. o/o (1891)	"	"	8,543 40	8,543 40	"	"	"	"	
TOTAUX DU 1° (à reporter)	14,221,025 76	"	64,193,077 81	65,253,168 49	456,087 52	1,516,178 20	13,160,935 08	"	
	14,221,025f 76c		1,060,090f 68c		1,060,090f 68c		13,160,935f 08c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — Suite des DIVERS CORRESPONDANTS.									
Report	14,221,025f 76c	"	64,193,077f 81c	65,253,168f 49c	456,087f 52c	1,516,178f 20c	13,160,935f 08c	"	
2° *Caissier-payeur central du Trésor public.*									
Agent comptable de l'Exposition de Chicago, *s/c* courant	"	8,000f 00c	3,000f 00c	4,500f 00c	"	1,500f 00c	"	9,500f 00c	
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires, *s/c* concernant l'hôpital de Tanger	10,000f 00c	"	5,235 00	15,235 00	"	10,000 00	"	"	
Allard et Cie, *s/c* de versements en monnaie française de billon	"	"	3,986,626 95	3,986,627 05	"	0 10	"	0 10	
Allard et Cie, *s/c* de retenues de versements en monnaie française de billon	"	"	458,462 22	55,483 95	402,978 27c	"	402,978 27c	"	
Avances en compte courant à divers caissiers et agents des ministères	"	221,000 00	140,000 00	140,000 00	"	"	"	221,000 00	
Banque d'Alsace-Lorraine, *s/c* courant	19,839 25	"	3,042,310 65	3,057,644 39	"	15,333 74	4,505 51	"	
Banque internationale de Luxembourg, *s/c* courant	4,148 41	"	1,418,957 50	1,411,795 75	7,161 75	"	11,310 16	"	
Banque de Mulhouse, *s/c* courant	3,387 79	"	1,720,381 50	1,718,176 75	2,204 75	"	5,592 54	"	
Bons de liquidation (Paris), *l/c* d'annuités	15,312 50	"	"	6,187 50	"	6,187 50	9,125 00	"	
Bons de liquidation (départements), *l/c* d'arrérages	6,025 00	"	"	2,237 50	"	2,237 50	3,787 50	"	
Bons de liquidation (génie militaire), *l/c* d'arrérages	1,662 50	"	"	350 00	"	350 00	1,312 50	"	
Bons de liquidation provisoires, *l/c* d'opérations à régulariser	62,797 10	"	"	412 55	"	412 55	62,384 55	"	
Budgets, *l/c* de recouvrements à faire ultérieurement	9,857 53	"	"	"	"	"	9,857 53	"	
Caissier agent comptable de la Monnaie, *s/c* courant	435,380 52	"	4,231,426 32	2,259,510 82	1,971,915 50	"	2,407,296 02	"	
Caissier du chemin de fer de Lagny à Villeneuve-le-Comte, *s/c* courant	23,000 00	"	10,000 00	13,000 00	"	3,000 00	20,000 00	"	
Caissier du port et du chemin de fer de la Réunion	179,660 32	"	2,620,868 94	2,784,567 98	"	163,699 04	15,961 28	"	
Caissier général des chemins de fer de l'État, *s/c* courant	12,754,299 72	"	36,272,318 40	35,552,477 40	719,841 00	"	13,474,140 72	"	
Caissier-payeur central, *s/c* intermédiaire de sommes indûment reçues	2,859 44	"	573,241 73	490,033 85	83,207 88	"	86,067 32	"	
Caissier-payeur central, *s/c* de recettes à vérifier	1,699,404 48	"	98,198,132 67	96,951,596 87	1,246,535 80	"	2,945,940 28	"	
Dépôts de soumissionnaires de fournitures et travaux (Tonkin)	6,000 00	"	"	"	"	"	6,600 00	"	
Divers, *l/c* d'achats de rentes et valeurs du Trésor	27,317 25	"	7,333,135 78	7,396,046 28	"	62,910 50	"	35,593 25	
Divers, *l/c* de ventes de rentes et valeurs du Trésor	"	"	400,705 80	400,705 80	"	"	"	"	
Divers, *l/c* de retenues à classer	3,749 65	"	7,263 76	4,213 76	3,050 00	"	6,799 65	"	
Divers, *l/c* de remboursement d'obligations sorties aux tirages. (Emprunt de 50 millions.)	"	"	1,570 80	1,570 80	"	"	"	"	
Divers, *l/c* d'effets remis en garantie de débets poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor	12,251 36	"	"	"	"	"	12,251 36	"	
Divers départements, *l/c* de fonds à leur rembourser. (Liquidation du budget sur ressources spéciales.)	132,171 59	"	"	132,171 59	"	132,171 59	"	"	
Frais d'adjudication, *l/c* de versements et de remboursements	285 20	"	7,625 72	7,644 17	"	18 45	266 75	"	
Gouvernement italien, *s/c* d'envoi de monnaies divisionnaires	"	"	57,222,190 30	57,222,190 30	"	"	"	"	
Intérêts des obligations du Trésor à court terme. (Renouvellement.)	157 80	"	"	"	"	"	157 80	"	
Intérêts des obligations du Trésor à court terme. (Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer.)	20,264 86	"	"	"	"	"	20,264 86	"	
Intérêts des obligations du Trésor à court terme	"	"	8,555 55	"	8,555 55	"	8,555 55	"	
Lingots d'or et d'argent et diverses monnaies annamites déposées à la Monnaie	"	111,841 82	"	"	"	"	"	111,841 82	
M. Gasson, payeur principal du 12e corps	"	4 92	"	"	"	"	"	4 92	
M. de l'Église, payeur principal du 2e corps	"	3,458 32	3,458 32	"	3,458 32	"	"	"	
M. Debray, payeur particulier de la 1re division de cavalerie	"	12,492 65	12,492 65	"	12,492 65	"	"	"	
M. Leballeur, payeur principal du 11e corps	"	"	"	650,000 00	"	10 09	"	10 09	
M. Desmaze, payeur particulier de la 1re division de cavalerie	"	"	649,989 91	150,000 00	"	"	"	"	
M. de Bois-Saint-Sevrin, payeur principal du 4e corps	"	"	150,000 00	600,000 00	"	3,269 48	"	3,269 48	
M. Bougnet, payeur particulier de la 3e division de cavalerie	"	"	596,730 52	200,000 00	"	"	"	"	
M. Morel Fatio, payeur particulier de la 5e division de cavalerie	"	"	200,000 00	150,000 00	"	"	"	"	
M. Namin, payeur particulier de la 7e division de cavalerie	"	"	150,000 00	150,011 00	"	"	"	"	
M. Borelli, payeur particulier des manœuvres de forteresse	"	"	150,011 00	80,000 00	"	842 48	"	842 48	
			79,157 52						
A reporter	15,430,432 27	356,797 71	219,653,849 51	215,594,391 06	4,461,401 47	401,943 02	19,515,155 15	382,062 14	
A reporter	14,221,025 76	"	64,193,077 81	65,253,168 49	456,087 52	1,516,178 20	13,160,935 08	"	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5.— Suite des DIVERS CORRESPONDANTS.									
Report	14,221,025f 76c	"	64,193,077f 81c	65,253,168f 49c	456,087f 52c	1,516,178f 20c	13,160,935f 08c	"	
2° *Caissier-payeur central du Trésor public.* (Suite.)									
Report	15,430,432f 27c	356,797f 71c	219,653,8495 1	215,594,391 06	4,461,401 47	401,943 02	19,515,155 15	382,062f 14c	
Porteurs de rentes 3 p. o/o amortissables, *l/c* de coupons absents	1,406 25	"	2,295 00	1,665 00	630 00	"	2,036 25	"	
Porteurs de rentes 4 p. o/o et 4 1/2 p. o/o remboursées ou converties, *l/c* de coupons absents	278 66	"	"	175 00	"	175 00	103 66	"	
Porteurs de rentes 4 1/2 p. o/o remboursées ou converties, *l/c* de coupons absents	"	"	2,070 90	1,154 98	915 92	"	915 92	"	
Porteurs de rentes 5 p. o/o remboursées ou converties, *l/c* de coupons absents	10 13	"	"	10 13	"	10 13	"	"	
Porteurs d'obligations du Trésor à court terme, *l/c* d'arrérages. — Compte de liquidation	925,555 00	"	"	924,375 00	"	924,375 00	1,180 00	"	
Porteurs d'obligations du Trésor à court terme, *l/c* d'arrérages. — Compte de liquidation. (Renouvellement.)	481,620 00	"	"	"	"	"	481,620 00	"	
Porteurs d'obligations du Trésor à court terme, *l/c* d'arrérages. — Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer	"	496,853 69	8,287,684 42	7,697.344 42	590,340 00	"	93,486 31	"	
Porteurs d'obligations du Trésor à court terme, *l/c* d'arrérages. — Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer. (Reliquats des obligations.)	"	3,760 00	"	320 00	"	320 00	"	4,080 00	
Porteurs d'obligations du Trésor à court terme, *l/c* d'arrérages. — Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer. (Renouvellement.)	"	"	"	600,000 00	"	600,000 00	"	600,000 00	
Porteurs d'obligations du Trésor à court terme, *l/c* d'arrérages. — Lois de finances de 1885	1,880 00	"	"	"	"	"	1,880 00	"	
Porteurs d'obligations du Trésor à court terme, *l/c* d'arrérages. — Lois de finances de 1887	1,000 00	"	"	"	"	"	1,000 00	"	
Porteurs d'obligations du Trésor à court terme, *l/c* d'arrérages. — Lois de finances de 1889	25,893 69	"	"	"	"	"	25,893 69	"	
Primes d'émission des obligations du Trésor à court terme	"	"	2,044,236 15	"	2,044,236 15	"	2,044,236 15	"	
Produit de la vente à divers de promesses de rentes 3 1/2 p. o/o	"	"	29,667 75	29,667 75	"	"	"	"	
Produits de prises à répartir (Tonkin)	34,492 70	"	"	"	"	"	34,492 70	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. — *s/c* de provisions	"	"	1,200,000 00	53,513 23	1,146,486 77	"	1,146,486 77	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. — *s/c* courant	3,570,346 79	"	"	3,570,346 79	"	3,570,346 79	"	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. — *s/c* de recettes	404 06	"	5,869,436 93	5,868,135 99	1,300 94	"	1,705 00	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. — *s/c* de dépenses	"	273,784 01	1,052,009 02	1,154,282 62	"	102,273 60	"	376,057 61	
Recettes à classer. (Émission 3 p. o/o-1891) (Départements.)	"	"	8,527 05	8,527 05	"	"	"	"	
Recettes à régulariser (Tonkin)	3,891 10	"	"	"	"	"	3,891 10	"	
Recettes à régulariser à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique	1,074,114 66	"	"	31,888 08	"	31,888 08	1,042,226 58	"	
Reliquat du budget sur ressources spéciales revenant à divers	70,752 33	"	"	"	"	"	70,752 33	"	
Rente de la dotation de l'armée, *s/c* de liquidation	130,211 05	"	"	"	"	"	130,211 05	"	
Retenues pour droits d'investiture sur les arrérages des dotations	11,474 64	"	1,215 04	11,474 64	"	10,259 60	1,215 04	"	
Service de la remonte, *s/c* d'avances déposées en compte courant	124,525 00	"	788,000 00	843,475 00	"	55,475 00	69,050 00	"	
Service médical de l'Exposition universelle de 1889	20,557 92	"	"	"	"	"	20,557 92	"	
Souscriptions aux emprunts liquidés par suite de déchéance	88,432 05	"	"	2,180 85	"	2,180 85	86,251 20	"	
Souscriptions non libérées à l'emprunt de 350 millions (1884)	80 00	"	"	"	"	"	80 00	"	
Souscription nationale des Femmes françaises pour la fondation d'une œuvre philanthropique en souvenir du Président Carnot	"	"	25,675 70	24,095 80	1,579 90	"	1,579 90	"	
Souscription à l'émission de rentes 3 p. o/o (1891)	571 45	"	"	410 40	"	410 40	161 05	"	
Trésoriers-payeurs généraux, *l/c* d'envois de valeurs à vérifier	72,003 75	"	3,390,500 00	3,400,500 00	"	10,000 00	62,003 75	"	
Trésoriers-payeurs généraux, *l/c* de versements anticipés	"	"	43,000 00	43,000 00	"	"	"	"	
Ville de Nouméa, *s/c* courant	7,153 82	"	145,310 44	153,728 17	"	8,417 73	"	1,263 91	
TOTAUX du 2°	22,077,087 32	1,131,195 41	242,543,477 91	240,014,661 96	8,246,891 15	5,718,075 20	24,838,171 52	1,363,463 66	
	20,945,891f 91c		2,528,815f 95c		2,528,815f 95c		23,474,707f 86c		
A reporter	36,298,113f 08c	1,131,195f 41c	306,736,555f 72c	305,267,830f 45c	8,702,978f 67c	7,234,253f 40c	37,999,106f 60c	1,363,463f 66c	

Suite du **COMPTE DE TRÉSORERIE.**

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — Suite des DIVERS CORRESPONDANTS.									
Report	36,298,113f 08c	1,131,195f 41c	306,736,555f 72c	305,267,830f 45c	8,702,978f 67c	7,234,253f 40c	37,999,106f 60c	1,363,463f 66c	
3° *Payeur central de la Dette publique.*									
Payeur central de la Dette publique, s/c de recettes à vérifier	260f 04c	"	12,978,019f 46c	12,977,103f 60c	915f 86c	"	1,175f 90c	"	
Payeur central de la Dette publique, s/c intermédiaire de sommes indûment reçues	418 79	"	265 50	295 95	"	30f 45c	388 34	"	
Divers, L/C de coupons indûment détachés d'inscriptions de rentes à transférer ou à reconvertir	141 50	"	3,007 50	1,928 50	1,079 00	"	1,220 50	"	
TOTAUX du 3°	820 33	"	12,981,292 46	12,979,328 05	1,994 86	30 45	2,784 74	"	
	820f 33c		1,964f 41c		1,964f 41c				
4° *Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.*									
Compte général des déposants	595,999,056f 98c	"	410,341,087f 59c	332,021,544f 69c	78,319,542f 90c	"	674,318,599f 88c	"	
Compte général des déposants à régulariser	2,339 09	"	458 20	81 09	377 11	"	2,716 20	"	
Compte de la dotation	3,058,148 45	"	1,473,734 06	"	1,473,734 06	"	4,531,882 51	"	
Caisse générale d'épargne et de retraites de Belgique	"	5,483f 26c	214,210 80	248,749 26	"	34,538f 46c	"	40,021f 72c	
Receveurs des postes et des télégraphes, L/C de versements	"	29,461,976 35	386,027,772 82	391,495,287 83	"	5,467,515 01	"	34,929,491 36	
Receveurs des postes et des télégraphes, L/C de remboursements français	24,920,497 18	"	322,907,632 76	318,927,478 00	3,980,154 76	"	28,900,651 94	"	
Receveurs des postes et des télégraphes, L/C de remboursements internationaux	12,603 68	"	226,389 56	203,732 81	22,656 75	"	35,260 43	"	
Receveurs des postes et des télégraphes, L/C de timbres-épargne en excédent	3,449 00	"	1 00	2 00	"	1 00	3,448 00	"	
Timbres-poste affectés aux bulletins d'épargne	"	5,768 00	75,369 00	75,511 00	"	142 00	"	5,910 00	
Débets pour déficit de caisse — Exercice 1893	"	7,867 08	68,119 77	60,252 69	7,867 08	"	"	"	
Débets pour déficit de caisse — Exercice 1894	"	"	"	75,126 36	"	75,126 36	"	75,126 36	
Frais d'administration — Exercice 1893	"	2,053,058 17	3,152,371 64	1,099,313 47	2,053,058 17	"	"	"	
Frais d'administration — Exercice 1894	"	"	3,689 56	2,270,963 21	"	2,267,273 65	"	2,267,273 65	
Intérêts en compte courant — Exercice 1893	15,183,580 70	"	4,228,060 00	19,411,640 70	"	15,183,580 70	"	"	
Intérêts en compte courant — Exercice 1894	"	"	17,010,086 02	852,497 56	16,157,588 46	"	16,157,588 46	"	
Intérêts courus et non échus	"	"	236,871 57	237,238 21	"	366 64	"	366 64	
Opérations à régulariser	"	2,339 09	81 09	458 20	"	377 11	"	2,716 20	
Primes sur achats de valeurs	"	29,090 90	36,866 74	7,715 84	29,090 90	"	"	"	
Retenues exercées en vertu de la loi sur les pensions civiles	593 96	"	85,709 46	86,046 93	"	337 47	256 49	"	
Traites en portefeuille	"	25,411 88	479,157 85	519,312 10	"	40,154 25	"	65,566 13	
Divers, L/C de dépôts en inscriptions de rentes	1,298,811 40	"	6,643,466 50	6,382,610 42	260,856 08	"	1,559,667 48	"	
Propriétés immobilières appartenant à la Caisse nationale d'épargne	"	1,393,674 31	14,137 87	"	14,137 87	"	"	1,379,536 44	
Office tunisien	"	5,222 36	1,821,409 03	1,875,096 03	"	53,687 00	"	58,909 36	
Succursales étrangères	3,525 68	"	509,379 82	503,048 69	6,331 13	"	9,856 81	"	
Succursales navales	"	13,927 71	354,487 61	365,264 96	"	10,777 35	"	24,705 06	
Virements d'ordre	"	"	529,128 26	529,128 26	"	"	"	"	
TOTAUX du 4°	640,482,606 12	33,003,819 11	1,156,439,618 58	1,077,248,100 31	102,325,395 27	23,133,877 00	725,519,928 20	38,849,622 92	
	607,478,787f 01c		79,191,518f 27c		79,191,518f 27c		686,670,305f 28c		
A reporter	676,781,539f 53c	34,135,014f 52	1,476,157,466f 76c	1,395,495,258f 81c	111,030,368f 80c	30,368,160f 85c	763,521,819f 54c	40,213,086f 58c	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des Correspondants du Trésor pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — Suite des Divers correspondants.									
Report	676,781,539f 53c	34,135,014f 52c	1,476,157,466f 76c	1,395,495,258f 81c	111,030,368f 80c	30,368,160f 85c	763,521,819f 54c	40,213,086f 58c	
5° *Trésoriers-payeurs en Algérie.*									
Cotisations municipales et particulières	1,852f 36c	"	7,200f 00c	7,378f 91c	"	178f 19c	1,673f 45c	"	
Droits de permis de chasse	5,598 00	"	149,382 00	151,704 00	"	2,322 00	3,276 00	"	
Fonds des communes affectés aux chemins vicinaux	24,300 00	"	20,000 00	17,000 00	3,000f 00c	"	27,300 00	"	
Fonds des communes affectés à la construction des lycées, collèges et écoles	2,450 00	"	87,000 00	"	87,000 00	"	89,450 00	"	
Reliquats provenant de divers services	18,007 56	"	53,258 71	7,791 42	45,467 29	"	63,474 85	"	
Consignations de droits d'examen	"	"	91,760 00	91,760 00	"	"	"	"	
Excédents de versements sur produits universitaires	3,270 00	"	13,705 00	13,680 00	25 00	"	3,295 00	"	
Portion du reliquat, à la clôture de l'exercice 1889, des ressources spéciales des écoles normales primaires provenant de l'Algérie	1,682 00	"	"	"	"	"	1,682 00	"	
Totaux du 5°	57,159 92	"	422,305 71	289,314 33	135,492 29	2,500 91	190,151 30	"	
	57,159f 92c		132,991 38		132,991 38		190,151 30		
6° *Payeurs d'armée.*									
Souscription à l'émission de rentes 3 p. o/o 1891	20f 00c	"	"	"	"	"	20f 00c	"	
7° *Comptes communs à divers comptables.*									
Reliquat, à la clôture de l'exercice 1889, des centimes communaux pour l'instruction primaire, *l/c* de remboursement	166f 84c	"	"	"	"	"	166f 84c	"	
Frais de recouvrement prélevés sur le produit de la rente de l'Inde. (Trésoriers-payeurs des colonies.)	"	"	384f 63c	384f 63c	"	"	"	"	
	166 84	"	384 63	384 63	"	"	166 84	"	
	166f 84c		"		"		166 84		
Totaux du § 5	676,838,886f 29c	34,135,014f 52c	1,476,580,157f 10c	1,395,784,957f 77c	111,165,861f 09c	30,370,661f 76c	763,712,157f 68c	40,213,086f 58c	
	642,703,871f 77c		80,795,199 33		80,795,199 33		723,499,071 10		

RÉCAPITULATION DES CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.

§ 1. — Divers services publics	1,314,235,654f 45c	470,955,643f 34c	4,515,156,838f 52c	4,396,195,078f 50c	257,662,837f 12c	138,701,077f 10c	1,458,201,388f 52c	495,959,617f 39c
§ 2. — Établissements particuliers	5,047,099 70	"	45,998,574 79	27,892,100 95	18,106,473 84	"	23,153,573 54	"
§ 3. — Fonds à rembourser à divers	1,313,050 45	"	371,000,760 31	370,614,711 26	482,940 88	96,891 83	1,699,099 50	"
§ 4. — Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	69,665,977 90	29,355,867 02	2,076,113,414 28	2,074,546,429 35	10,113,804 64	8,546,819 71	76,386,523 95	34,509,428 14
§ 5. — Divers correspondants	676,838,886 29	34,135,014 52	1,476,580,157 10	1,395,784,957 77	111,165,861 09	30,370,661 76	763,712,157 68	40,213,086 58
Totaux généraux	2,067,100,668 79	534,446,524 88	8,484,849,745 00	8,265,033,277 83	397,531,917 57	177,715,450 40	2,323,152,743 19	570,682,132 11
Excédent de recettes	1,532,654,143f 91c		219,816,467 17		219,816,467 17		1,752,470,611 08	

SUITE DU COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
1° CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.									
§ 1. — COMPTES DONT LES OPÉRATIONS SONT JUSTIFIÉES PAR DES PIÈCES.									
Percepteurs, *r/c* de droits de passeports à l'étranger. (Exercice 1893.)	72f 60c	"	7f 80c	80f 40c	"	72f 60c	"	"	
Percepteurs, *r/c* de droits de passeports à l'étranger. (Exercice 1894.)	"	"	655 80	573 60	82f 20c	"	82f 20c	"	
Percepteurs, *r/c* de restes à recouvrer sur les contributions. (Exercice 1891.)	"	12,825f 15c	2,203 24	688 14	1,515 10	"	"	11,310f 05c	
——— (Exercice 1892.)	"	612,828 87	658,542 51	148,836 53	509,705 98	"	"	103,122 89	
——— (Exercice 1893.)	"	"	174,429 67	694,711 35	"	520,281 68	"	520,281 68	
Percepteurs, *r/c* d'envois de fonds pour le service du Trésor	"	5,822,218 55	164,720,787 30	164,878,385 54	"	157,598 24	"	5,979,816 79	
Divers, *r/c* de restitutions au Trésor	20 00	"	14,290 78	14,310 78	"	20 00	"	"	
Divers, *r/c* de fournitures de l'Imprimerie nationale	"	14,160 58	113,046 10	114,884 63	"	1,838 53	"	15,999 11	
Receveurs des communes et établissements publics, *r/c* d'obligations de coupes ordinaires de bois en dépôt	4,531,070 71	"	5,131,992 90	5,016,085 21	115,907 69	"	4,646,978 40	"	
Communes et établissements publics, *r/c* de produits de coupes extraordinaires de bois	7,017,605 97	"	6,237,240 93	7,114,729 35	"	877,488 42	6,140,117 55	"	
Receveurs d'hospices et d'établissements de bienfaisance, *r/c* d'intérêts de cautionnements	4,777 88	"	186,641 02	185,037 72	1,603 30	"	6,381 18	"	
Divers, *r/c* de versements pour le service des Enfants assistés	1,318,713 81	"	17,129,718 19	17,133,700 96	"	3,982 77	1,314,731 04	"	
Receveurs d'établissements de bienfaisance, *r/c* de recouvrement de rentes et créances	46,934 28	"	336,435 59	319,464 25	16,971 34	"	63,905 62	"	
Caisse des retraites pour la vieillesse, *s/c* de versements des intermédiaires	291 00	"	1,574,045 08	1,572,195 08	1,850 00	"	2,141 00	"	
Divers, *r/c* de retenues pour la Caisse des retraites de la vieillesse	459 35	"	9,717 25	9,300 50	416 75	"	876 10	"	
Écoles du gouvernement, *r/c* de produits à classer	8,797 02	"	1,519,517 61	1,524,569 38	"	5,051 77	3,745 25	"	
Divers, *r/c* de retenues à classer	74,063 80	"	1,983,233 00	1,973,615 76	9,617 24	"	83,681 04	"	
Divers, *r/c* de recettes à classer	1,351,833 37	"	2,599,714 12	2,588,041 49	11,672 63	"	1,363,506 00	"	
Service local des colonies, *s/c* de recouvrements	485 42	"	25,353 78	25,413 58	"	59 80	425 62	"	
Divers, *r/c* de valeurs remises à l'encaissement	541,968 12	"	22,114,637 83	21,864,001 39	250,636 44	"	792,604 56	"	
Divers comptables, *r/c* de fonds en dépôt	596,820 00	"	2,166,130 45	2,198,738 45	"	32,608 00	564,212 00	"	
Caisses d'épargne privées, *r/c* de recouvrements	102,955 50	"	13,957,472 94	14,019,499 44	"	62,026 50	40,929 00	"	
Divers, *r/c* de rentes 3 p. o/o amortissables en dépôt	1,060 00	"	2,886,220 00	2,887,280 00	"	1,060 00	"	"	
Administration de l'assistance publique, *s/c* de recouvrements d'avances	48,724 56	"	651,456 51	644,661 22	6,795 29	"	55,519 85	"	
Facultés, *r/c* de produits à classer	455 00	"	1,806,557 50	1,806,870 00	"	312 50	142 50	"	
Divers, *r/c* de retenues pour coupons absents. (Obligations départementales)	19 40	"	"	19 40	"	19 40	"	"	
Agents détachés, *r/c* de retenues pour le service des pensions civiles	120,602 37	"	254,197 67	280,324 36	"	26,126 69	94,475 68	"	
Service de la remonte, *s/c* d'avances déposées en compte courant	393,425 00	"	10,738,015 78	10,773,292 00	"	35,276 22	358,148 78	"	
Souscripteurs aux emprunts d'État, *r/c* d'intérêts de retard	161 25	"	832 36	895 44	"	63 08	98 17	"	
Divers, *r/c* de certificats libérés. (Conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o. — Émission de rentes 3 p. o/o.)	86 00	"	*A déd.* 86 00	"	*A déd.* 86 00	"	"	"	
Caisse centrale du Trésor public, *s/c* de certificats provisoires de rentes 3 p. o/o (émission de 1891.)	39 00	"	"	3 00	"	3 00	36 00	"	
Divers, *r/c* d'inscriptions nominatives déposées pour échange	1,850,151 00	"	24,228,507 58	24,509,680 25	"	281,172 67	1,568,978 33	"	
A reporter	18,011,592 41	6,462,033 15	281,221,515 29	282,299,889 20	926,687 96	2,005,061 87	17,101,715 87	6,630,530 52	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
1e Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.									
§ 1. — COMPTES DONT LES OPÉRATIONS SONT JUSTIFIÉES PAR DES PIÈCES. (Suite.)									
Report	18,011,592f 41c	6,462,033f 15c	281,221,515f 29c	282,299,889f 20c	926,687f 96c	2,005,061f 87c	17,101,715f 87c	6,630,530f 52c	
Agent comptable des reconversions et renouvellements, s/c de titres de rentes 3 1/2 p. o/o	"	"	94,633,783 93	94,300,497 06	333,286 87	"	333,286 87	"	
Divers, t/c d'achats de rentes sur l'État	13,124,178 53	"	307,652,764 34	307,091,167 48	561,596 86	"	13,685,775 39	"	
Divers, t/c de ventes de rentes sur l'État	3,574,785 69	"	165,176,199 50	166,356,340 99	"	1,180,141 49	2,394,644 20	"	
Divers, t/c de quittances de rentes à encaisser	44,029 59	"	1,074,572 76	1,097,311 65	"	22,738 89	21,290 70	"	
Divers, t/c de rentes au porteur et mixtes déposées pour échange	2,959,028 00	"	16,085,711 32	18,692,560 82	"	2,606,849 50	352,178 50	"	
Divers comptables du département, t/c de mandats du trésorier général	595,958 78	"	50,856,373 31	50,758,768 06	97,605 25	"	693,564 03	"	
Divers, t/c de placements en bons du Trésor	2,439,900 00	"	75,255,300 00	75,260,550 00	"	5,250 00	2,434,650 00	"	
Divers, t/c de bons du Trésor à rembourser	30,000 00	"	1,373,748 45	1,393,473 45	"	19,725 00	10,275 00	"	
Divers, t/c d'arrérages de rentes italiennes	1,879 22	"	229,940 87	229,184 43	756 44	"	2,635 66	"	
Divers, t/c de rentes 4 1/2 p. o/o à convertir	"	"	67,745,277 30	67,744,597 30	680 00	"	680 60	"	
Divers, t/c de rentes 4 1/2 à rembourser	"	"	53,955 00	53,955 00	"	"	"	"	
Divers, t/c de certificats libérés de rentes 3 p. o/o (émission de 1891) en dépôt	52 00	"	866 00	915 00	"	49 00	3 00	"	
Porteurs de rentes 4 1/2 p. o/o remboursées ou converties, t/c de coupons absents	"	"	2,004 43	523 11	1,481 32	"	1,481 32	"	
TOTAUX du § 1er	40,781,404 22	6,462,033 15	1,061,362,012 50	1,065,279,733 55	1,922,094 70	5,839,815 75	37,032,180 54	6,630,530 52	
	34,319,371 07		3,917,721 05		3,917,721 05		30,401,650 02		
§ 2. — COMPTES DONNANT LIEU A LA DÉLIVRANCE DE RÉCÉPISSÉS A TALON, SANS JUSTIFICATIONS POUR LES DÉPENSES.									
Adjudicataires de coupes de bois, t/c de traites payées par anticipation	"	"	20,341f 00c	20,341f 00c	"	"	"	"	
Caissier du Trésor, s/c de payements à divers correspondants	22,000f 73c	"	147,637,224 78	147,486,649 77	150,575f 01c	"	172,575f 74c	"	
Employés des recettes des finances, t/c de fonds de pensions et secours	5,587 76	"	44,456 54	49,458 65	"	5,002f 11c	585 65	"	
Société nationale d'assistance pour les aveugles travailleurs	12 00	"	744 00	744 00	"	"	12 00	"	
Percepteurs de la Seine, t/c de fonds pour le payement des rentes	"	416,505f 61c	8,628,107 06	8,571,546 45	56,560 61	"	"	359,945f 00c	
Percepteurs, t/c de recouvrements opérés pour le compte des caisses d'épargne privées	"	120,290 00	13,965,894 69	13,957,614 94	8,279 75	"	"	112,010 25	
Caissier général des chemins de fer de l'État, s/c de recouvrements	110,000 00	"	27,392,664 13	27,302,664 13	90,000 00	"	200,000 00	"	
Percepteurs, t/c de produits divers du budget recouvrés pour le compte des receveurs des finances	"	"	98,097 48	98,123 58	"	26 10	"	26 10	
Souscription Carnot	"	"	30,097 30	29,028 45	1,068 85	"	1,068 85	"	
Divers établissements publics, t/c de recouvrements autorisés	309,958 88	"	1,258,672 19	1,215,460 83	43,211 36	"	353,170 24	"	
Divers souscripteurs de 3 francs de rente 3 p. o/o, t/c de versement du terme exigible	"	285 00	15 00	"	15 00	"	"	270 00	
Percepteurs de la Corse, t/c de recouvrements pour le compte de leurs prédécesseurs sur les contributions des exercices clos	"	"	13,918 03	13,918 03	"	"	"	"	
TOTAUX du § 2	447,559 37	537,080 61	199,090,232 20	198,745,549 83	349,710 58	5,028 21	727,412 48	472,251 35	
	89,521 24		344,682 37		344,682 37		255,161 13		

Suite des Services de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des Correspondants des Comptables des Finances pendant l'année 1894*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
1° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.									
§ 3. — Comptes dont les opérations ne sont pas susceptibles de justifications.									
Receveurs particuliers, *t/c* courants	"	31,758,599f 53c	2,375,409.082f 07c	2,376.167,114f 33c	"	758,032f 26c	"	32,516,631f 79c	
Receveurs particuliers, *t/c* de restes à recouvrer sur contributions directes. (Exercice 1891.)	10,330f 76c	"	"	"	"	"	10,330f 76c	"	
Receveurs particuliers, *t/c* de restes à recouvrer sur contributions directes. (Exercice 1892.)	182,289 16	"	77.915 14	213,971 50	"	136,056 36	46,232 80	"	
Receveurs particuliers, *t/c* de restes à recouvrer sur contributions directes. (Exercice 1893.)	"	"	242,894 43	57,250 85	185,643f 58c	"	185,643 58	"	
Receveurs particuliers, *t/c* d'envois de fonds aux percepteurs	2,617,287 88	"	94,371,733 19	94,655,079 29	216,653 90	"	2,833,941 78	"	
Receveurs particuliers, *t/c* de recouvrements pour les caisses d'épargne effectués par les percepteurs	78,495 00	"	8,188,858 88	8,190,037 38	"	1,178 50	77,316 50	"	
Receveurs particuliers, *t/c* d'intérêts et frais de service à régulariser	"	141 00	1,634,152 10	1,635,554 18	"	1,402 08	"	1,543 08	
Receveurs-percepteurs de la ville de Paris, *t/c* d'allocations provisoires	"	829,074f 75c	1,040,455 12	1,126,306 38	"	85,851 26	"	914,926 01	
Caisses d'épargne privées, *t/c* de remboursements	"	69,138 71	4,852,168 29	4,832,437 79	19,730 50	"	"	49,408 21	
Trésorier général des Invalides, *s/c* de payements à vérifier	"	3,073.653 64	26,000,008 32	26,496,758 86	"	496,750 54	"	3,570,404 18	
Trésorier général des Invalides, *s/c* de provisions	"	"	158,315 85	158,315 85	"	"	"	"	
Banque de France, *s/c* de prélèvements autorisés	15,489,000 00	"	1,069,865,960 00	1,068,307,960 00	1,498,000 00	"	16,987,000 00	"	
Caisse centrale du Trésor public, *s/c* d'envois à vérifier	"	23,379,856 28	1,902,802,371 79	1,905,690,724 48	"	2,888,352 69	"	26,268,208 97	
Caisse centrale du Trésor public, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	"	1,060 00	2,887,280 00	2,886,220 00	1,060 00	"	"	"	
Payeur central de la Dette publique, *s/c* d'envois à vérifier	"	3,769,235 85	236,709,295 09	235,747,802 50	961,492 59	"	"	2,807,743 26	
Divers, *t/c* de payements à régulariser	"	6,734,190 09	76,378,602 77	94,091,969 57	"	17,713,366 80	"	24,447,556 89	
Trésoriers coloniaux, *t/c* de payements divers	"	1,798,938 06	2,818,719 06	3,138,144 02	"	319,424 96	"	2,118,363 02	
Trésoriers coloniaux, *t/c* de payements antérieurs	"	577,678 91	150,363 05	"	150,363 05	"	"	427,315 86	
Hospice des Quinze-Vingts, *s/c* de pensions	"	175 00	194,434 02	194,531 19	"	97 17	"	272 17	
Divers, *t/c* de quittances de rentes et pensions payées à présentation	"	147,616 95	6,852,454 95	6,884,064 61	"	31,609 66	"	179,226 61	
Enfants assistés, *t/c* d'avances	"	1,237,578 87	17,118,572 23	17,159,310 81	"	40,738 58	"	1,278.317 45	
Divers condamnés, *t/c* de remboursement de sommes indûment versées	"	674 73	1,051 43	1,552 64	"	501 21	"	1,175 94	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de payements à vérifier	"	5,379,750 92	11,794,072 62	11,768,999 26	25,073 36	"	"	5,354.677 56	
Trésor public, *s/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	"	1,979,475 00	17,882,542 83	16,112,236 33	1,770,306 50	"	"	209,168 50	
Receveurs particuliers, *t/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	"	526,892 00	7,799,337 08	7,341,718 08	457,619 00	"	"	69,183 00	
Inscriptions nominatives de rentes à échanger	"	1,850,151 00	24,509,706 25	24,228,533 58	281,172 67	"	"	1,568,978 33	
Quittances d'arrérages de rentes 3 1/2 p. o/o à régulariser	"	"	31,767,873 75	31,833,033 50	"	65,159 75	"	65,159 75	
Receveurs particuliers, *t/c* de titres de rentes 3 1/2 p. o/o provenant de la conversion	"	"	41,283,166 63	41,386,049 42	"	102,882 79	"	102,882 79	
Percepteurs, *t/c* de titres de rente 3 1/2 p. o/o provenant de la conversion	"	"	2,260,103 99	2,262,018 05	"	1,914 06	"	1,914 06	
Payement des impôts effectués chez M. Cortillier. (Département de l'Aisne.)	"	"	211,127 80	216,637 18	"	5,509 38	"	5,509 38	
Percepteurs, *t/c* de titres mixtes de rentes sur l'État à renouveler	"	2,303 00	60,834 00	58,611 00	2,223 00	"	"	80 00	
Receveurs particuliers, *t/c* de titres du Crédit foncier et autres valeurs françaises	"	1,478,532 89	63,067,575 96	62,374,138 43	693,437 53	"	"	785,095 36	
Bordereaux d'achats de rentes remis par la Caisse centrale	"	6,184,979 60	305,345,748 24	305,100,672 54	245,075 70	"	"	5,939,903 90	
Receveurs particuliers, *t/c* de titres de rentes achetés	"	2,225 037 95	150,183,387 91	150,113,579 76	69,808 15	"	"	2,155.229 80	
Divers, *t/c* d'arbitrages de rentes	"	149,979 05	10,275,921 40	10,429,620 30	"	153,698 90	"	303,677 95	
Rentes de la vieillesse payées à Paris	"	644,370 77	2,646,732 43	2,667,366 37	"	20,633 94	"	665,004 71	
Receveur central de la Seine, *s/c* de mandats sur le Trésor à classer	10,955 15	"	1,633,813 28	1,668,696 16	"	34,882 88	"	23,927 73	
Allocations supplémentaires et suppléments de pensions militaires à régulariser	"	641,421 21	10,717,860 34	10,582,607 12	135,253 22	"	"	506,167 99	
Quittances d'arrérages de rentes 4 1/2 p. o/o (nouveau fonds) à régulariser	"	160,051 00	17,419,864 50	17,233,177 75	186,686 75	"	26,635 75	"	
Quittances de rentes 3 p. o/o	"	819 00	126,959,588 19	126,964,634 69	"	5,046 50	"	5,865 50	
Ex-trésoriers généraux, *t/c* courants	"	7,065 26	281,866 81	245,271 29	36,595 52	"	29,530 26	"	
Divers, *t/c* de soldes de gestion	"	"	9,271,502 21	9,271,502 21	"	"	"	"	
Receveurs particuliers et percepteurs de chefs-lieux d'arrondissement (recettes supprimées), *t/c* de certificats provisoires de rentes 3 p. o/o	"	12 00					"	9 00	
Association syndicale pour la défense des vignes de la Marne contre le phylloxéra, *s/c* de fonds et valeurs	9,778 52	"	3 00	"	3 00	"	43,371 25	"	
Certificats libérés de rentes 3 p. o/o (1891) à convertir en rentes	"	138 00	90,624 08	57,031 35	33,592 73	"	"	3 00	
Rentes 4 1/2 p. o/o déposées pour remboursement	"	"	915 00	780 00	135 00	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. o/o déposées pour conversion	"	"	53,955 00	53,955 00	"	"	"	680 00	
Totaux du § 3	18,398,136 47	94,608,501 02	67,744,607 30	67,745,287 30	"	680 00			
	76,210,364 55		6,731,457,418 38	6,747,351,262 90	6,969,925 75	22,863,770 27	20,240,002 68	112,344,211 75	
			15,893,844 52		15,893,844 52		92,104,209 07		

RÉCAPITULATION.

§ 1. Comptes dont les opérations sont justifiées par des pièces	40,781,404f 22c	6,462.033f 15c	1,061,362,012f 50c	1,065,279,733f 55c	1,922,094f 70c	5,839,815f 75c	37,032,180f 54c	6,630,530f 52c	
§ 2. Comptes donnant lieu à la délivrance de récépissés à talon sans justifications pour les dépenses	447,559 37	537,080 61	199,090,232 20	198,745,549 83	349,710 58	5,028 21	727,412 48	472,251 35	
§ 3. Comptes dont les opérations ne sont pas susceptibles de justifications	18,398,136 47	94,608,501 02	6,731,457,418 38	6,747,351,262 90	6,969,925 75	22,863,770 27	20,240,002 68	112,344,211 75	
Totaux du 1°	59,627,100 06	101,607,614 78	7,991,909,663 08	8,011,376,546 28	9,241,731 03	28,708,614 23	57,999,595 70	119,446,993 62	
	41,980,514 72		19,466,883 20		19,466,883 20		61,447,397 92		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
2° CORRESPONDANTS DU CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC.									
§ 1. — COMPTES RELATIFS AUX VALEURS INACTIVES.									
Divers, *t/c* de cautionnements en rentes nominatives	1,500,121f 00c	"	811,398f 00c	1,008,682f 00c	"	197,284f 00c	1,302,837f 00c	"	
Divers, *t/c* d'inscriptions de rentes sur l'État au porteur. (Achats.)	37,492 00	"	8,213,358 12	8,221,389 12	"	8,031 00	29,461 00	"	
Divers, *t/c* d'inscriptions de rentes sur l'État au porteur. (Ventes.)	"	"	16,481 00	16,481 00	"	"	"	"	
Divers, *t/c* de valeurs déposées pour différents motifs. (Inscriptions de rentes.)	6,443,801 00	"	10,961,235 56	11,949,401 09	"	988,165 53	5,455,635 47	"	
Divers, *t/c* de valeurs déposées pour différents motifs. (Titres et effets divers.)	25,784,884 96	"	369,911,907 64	389,269,205 09	"	19,357,297 45	6,427,587 51	"	
Divers, *t/c* de valeurs affectées à des cautionnements. (Rentes au porteur.)	467 00	"	90 00	150 00	"	60 00	407 00	"	
Divers, *t/c* de valeurs affectées à des cautionnements. (Titres et effets divers.)	"	"	25,804 75	12,576 60	13,228f 15c	"	13,228 15	"	
Divers, *t/c* de valeurs au porteur de diverses origines. (Inscriptions de rentes.)	68,399 05	"	37,828 04	24,582 07	13,245 97	"	81,645 02	"	
Divers, *t/c* de valeurs au porteur de diverses origines. (Titres et effets divers.)	13,690,394 44	"	917,152 80	604,367 90	312,784 90	"	14,003,179 34	"	
Divers, *t/c* de valeurs du Trésor déposées contre certificats nominatifs	221,236,500 00	"	135,830,000 00	327,468,000 00	"	191,638,000 00	29,598,500 00	"	
Divers, *t/c* d'obligations départementales déposées en échange de certificats nominatifs	3,045,500 00	"	1,957,000 00	944,500 00	1,012,500 00	"	4,058,000 00	"	
Divers, *t/c* de certificats de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. o/o à émettre	123 00	"	"	6 00	"	6 00	117 00	"	
Divers, *t/c* d'inscriptions de rentes sur l'État, 3 p. o/o, provenant de la conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o 1887	4 00	"	"	"	"	"	4 00	"	
Divers, *t/c* de rentes 3 p. o/o amortissables à émettre. (Émission de 1881.)	30 00	"	"	"	"	"	30 00	"	
Divers, *t/c* de rentes 3 p. oo amortissables à émettre (Émission de 1884.)	90 00	"	"	"	"	"	90 00	"	
Divers, *t/c* de rentes 3 p. o/o à émettre. (Exercice 1886.)	140 00	"	"	6 00	"	6 00	134 00	"	
Divers, *t/c* de rentes 3 p. o/o à émettre (Exercice 1887.) (Conversion)	273 00	"	"	"	"	"	273 00	"	
Divers, *t/c* de certificats de l'émission de rentes 3 p. o/o 1891 (à émettre)	147 00	"	"	6 00	"	6 00	141 00	"	
Divers, *t/c* de certificats de l'emprunt d'un milliard en rentes 3 p. o/o amortissables liquidés et non échangés	285 00	"	"	"	"	"	285 00	"	
Divers, *t/c* de rentes 3 p. o/o à émettre. (Émission de 1891.)	288 00	"	2,914 00	3,069 00	"	155 00	133 00	"	
Divers, *t/c* de certificats de l'émission de rentes 3 p. o/o (1891) à convertir en inscriptions de rentes	3 00	"	2,916 00	2,914 00	2 00	"	5 00	"	
Legs Giffard, *s/c* d'inscriptions de rentes	55,925 00	"	3,720 00	9,720 00	"	6,000 00	49,925 00	"	
Obligations du Trésor public émises en vertu de la loi du 26 juillet 1893 à remettre à la Caisse des dépôts et consignations	"	"	289,036,309 80	289,036,309 80	"	"	"	"	
Divers, *t/c* de rentes 4 1/2 p. o/o déposées pour remboursement	"	"	4,738 00	4,738 00	"	"	"	"	
Promesses de rentes à liquider. — Départements. — Conversion 4 1/2 p. o/o	"	"	54,160 10	51,171 58	2,989 12	"	2,989 12	"	
Inscriptions et promesses de rentes 3 1/2 p. o/o à réunir. (Paris.)	"	"	5,300,256 00	5,300,256 00	"	"	"	"	
Inscriptions et promesses de rentes 3 1/2 p. o/o à réunir. (Départements.)	"	"	98,280 00	98,280 00	"	"	"	"	
Inscriptions de rentes 3 1/2 p. o/o (conversion 1894) à émettre. (Paris.)	"	"	5,300,256 00	5,298,909 00	1,347 00	"	1,347 00	"	
Inscriptions de rentes 3 1/2 p. o/o (conversion 1894) à émettre. (Départements.)	"	"	98,280 00	98,280 00	"	"	"	"	
TOTAUX du § 1er	271,864,867 45	"	828,584,086 41	1,039,423,000 25	1,356,097 14	212,195,010 98	61,025,953 61	"	
	271,864,867 45		210,838,913f 84c		210,838,913f 84c		61,025,953f 61c		
§ 2. — COMPTES EN DEHORS DES VALEURS INACTIVES.									
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de payements à vérifier	"	254,507f 98c	1,057,213 03	1,071,270 50	"	14,057 47	"	268,565f 45c	
Divers, *t/c* de souscriptions à l'institut Pasteur	"	"	80 00	80 00	"	"	"	"	
Trésoriers coloniaux, *t/c* de dépenses antérieures à l'exercice 1893 restant à régulariser	"	912,188 76	278,034 07	"	278,034 07	"	"	634,154 69	
TOTAUX du § 2	"	1,166,696 74	1,335,327 10	1,071,350 50	278,034 07	14,057 47	"	902,720 14	
	1,166,696 74		263,976f 60c		263,976f 60c		902,720f 14c		
TOTAUX du 2°	271,864,867f 45c	1,166,696f 74c	829,919,413 51	1,040,494,350 75	1,634,131 21	212,209,068 45	61,025,953 61	902,720 14	
	270,698,170 71		210,574,937f 24c		210,574,937f 24c		60,123,233f 47c		
3° CORRESPONDANTS DU PAYEUR CENTRAL DE LA DETTE PUBLIQUE.									
§ 1. — COMPTE RELATIF AUX VALEURS INACTIVES.									
Divers, *t/c* d'inscriptions de rentes en dépôts. (Arrérages de rentes déposées.)	34,770,431f 25c	"	316,353,030 50	315,240,720 25	1,112,310 25	"	35,882,741 50	"	
Divers, *t/c* de titres de rentes 4 1/2 p. o/o déposés pour conversion	"	"	23,934,611 00	23,907,070 00	27,541 00	"	27,541 00	"	
Divers, *t/c* de titres de rentes 3 1/2 p. o/o provenant de la conversion	"	"	18,780,369 99	18,620,790 09	159,579 90	"	159,579 90	"	
TOTAUX du § 1er	34,770,431 25	"	359,068,011 49	357,768,580 34	1,299,431 15	"	36,069,862 40	"	
	34,770,431 25		1,299,431f 15c		1,299,431f 15c		36,069,862f 40c		
§ 2. — COMPTE EN DEHORS DES VALEURS INACTIVES.									
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de payements à vérifier	"	850,103f 41c	2,421,445 23	2,418,105 61	3,339 62	"	"	846,763 79	
TOTAUX du 3°	34,770,431f 25c	850,103 41	361,489,456 72	360,186,685 95	1,302,770 77	"	36,069,862 40	846,763 79	
	33,920,327 84		1,302,770f 77c		1,302,770f 77c		35,223,098f 61c		

Suite du **COMPTE DE TRÉSORERIE.**

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
4° CORRESPONDANTS DES PAYEURS DES ARMÉES.									
Dépôts provisoires de soumissionnaires de fournitures et travaux	14,970f 00c	"	327,800f 00c	334,320f 00c	"	6,520f 00c	8,450f 00c	"	
Divers, *t/c* de retenues sur traitements exercées en vertu d'oppositions	"	"	7,088 74	7,088 74	"	"	"	"	
Divers, *t/c* de recettes à classer	30,231 41	"	556,619 50	558,998 36	"	2,378 86	27,852 55	"	
Divers, *t/c* de retenues à classer	290 00	"	313 25	290 00	23f 25c	"	313 25	"	
Divers, *t/c* de titres de rentes déposés pour échange	11,166 07	"	4,010 00	14,332 07	"	10,322 07	844 00	"	
Frais de service de la Trésorerie et des Postes à régulariser	"	17,251f 99c	111,000 75	111,081 38	"	80 63	"	17,332f 62c	
Service local des colonies, *s/c* de recouvrements	"	"	10 00	10 00	"	"	"	"	
Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, *s/c* de versements des intermédiaires	"	"	220 00	220 00	"	"	"	"	
Caisse centrale, *s/c* de certificats provisoires de rentes 3 p. o/o 1891	6 00	"	"	"	"	"	6 00	"	
Trésorier général des invalides de la marine, *s/c* de payements à vérifier	"	"	6,778 32	6,870 92	"	92 60	"	92 60	
Caisse centrale du Trésor, *s/c* d'envois à vérifier	"	35,021 80	953,838 86	1,110,866 22	"	157,027 36	"	192,049 16	
Payeur de la Dette publique, *s/c* d'envois à vérifier	"	3,278 00	30,451 75	30,821 50	"	369 75	"	3,647 75	
Agent comptable des reconversions et renouvellements, s/c de titres de rentes 3 1/2 p. o/o	"	"	20,053 36	18,050 58	2,002 78	"	2,002 78	"	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de payements à vérifier	"	29,578 45	63,017 14	62,891 54	125 60	"	"	29,452 85	
Divers, *t/c* de payements à régulariser	"	30,637 53	170,463 42	154,868 89	15,594 53	"	"	15,043 00	
Suppléments de pensions militaires et allocations supplémentaires à régulariser	"	1,605 50	6,213 99	6,155 40	58 59	"	"	1,546 91	
Service des amendes en Tunisie, *s/c* d'opérations à classer (1894)	"	"	14,183 36	2,727 25	11,456 11	"	11,456 11	"	
Service des amendes en Tunisie, *s/c* d'opérations à classer (1893)	11,447 20	"	6,334 91	17,782 11	"	11,447 20	"	"	
Trésoriers coloniaux, *t/c* de payements divers	"	27 70	"	1,698 32	"	1,698 32	"	1,726 02	
Bordereaux d'achats de rentes remis par le caissier central	"	"	36,903 20	36,903 20	"	"	"	"	
Recettes à appliquer aux écoles du Gouvernement	"	"	4,526 75	4,526 75	"	"	"	"	
Trésor, *s/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	"	11,166 07	15,076 07	4,010 00	11,066 07	"	"	100 00	
Souscriptions aux emprunts, *t/c* d'intérêts de retard	3 55	"	"	3 55	"	3 55	"	"	
Divers, *t/c* d'achats de rentes sur l'État	"	"	37,088 90	37,088 90	"	"	"	"	
Divers, *t/c* de ventes de rentes sur l'État	1,844 55	"	53,232 75	55,077 30	"	1,844 55	"	"	
Divers souscripteurs de rentes 3 p. o/o	"	15 00	"	"	"	"	"	15 00	
Certificats libérés de rentes 3 p. o/o à convertir en rentes	"	3 00	3 00	"	3 00	"	"	"	
Divers, *t/c* de certificats libérés de rentes 3 p. o/o 1891 en dépôt	3 00	"	"	3 00	"	3 00	"	"	
Caisse centrale, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	"	"	500 00	500 00	"	"	"	"	
Divers, *t/c* de rentes 3 p. o/o amortissables en dépôt	"	"	500 00	500 00	"	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. o/o déposées pour conversion	"	"	5,527 00	5,527 00	"	"	"	"	
Divers, *t/c* de titres de rentes 4 1/2 p. o/o à convertir	"	"	5,527 00	5,527 00	"	"	"	"	
TOTAUX du 4°	69,961 78	128,585 04	2,437,282 02	2,588,739 98	40,329 93	191,787 89	50,924 69	261,005 91	
	58,623f 26c		151,457f 96c		151,457f 96c		210,081f 22c		
5° CORRESPONDANTS DES AGENTS COMPTABLES DES TRAITES DE LA MARINE ET DES CHANCELLERIES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES.									
Fonds particuliers des chefs de poste	336,015f 85c	"	112,787f 40c	108,776f 25c	4,011f 15c	"	340,027f 00c	"	
Divers, *t/c* de provisions versées à Paris	132,710 72	"	746,205 25	756,347 20	"	10,141f 95c	122,568 77	"	
Dépôts en numéraire	389,232 45	"	858,053 79	973,920 19	"	115,866 40	273,366 05	"	
Compte spécial des naufragés	885 00	"	28,508 43	29,393 43	"	885 00	"	"	
Caisse de secours aux marins	"	73f 02c	73 02	"	73 02	"	"	"	
Opérations concernant la Caisse des dépôts et consignations	"	668,163 72	351,032 63	453,749 17	"	102,716 54	"	770,880f 26c	
Opérations concernant la Caisse des invalides de la marine	"	86,633 15	18,343 94	93,041 18	"	74 697 24	"	161,330 39	
Recette centrale de la Seine, *s/c* d'amendes	238 52	"	1,148 81	349 81	799 00	"	1,037 52	"	
Ministère de la marine, *s/c* de traites	"	"	11,879 18	11,879 18	"	"	"	"	
Divers ministères, *t/c* courants	"	409,629 57	24,775 18	108,212 95	"	83,437 77	"	493,067 34	
A reporter	859,082 54	1,164,499 46	2,152,807 63	2,535,669 36	4,883 17	387,744 90	736,999 34	1,425,277 99	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents. des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents. des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents. des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents. des dépenses.	OBSERVATIONS.
5° CORRESPONDANTS DES AGENTS COMPTABLES DES TRAITES DE LA MARINE ET DES CHANCELLERIES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES. (Suite.)									
Report	859,082f 54c	1,164,499f 46c	2,152,807f 63c	2,535,669f 36c	4,883f 17c	387,744f 90c	736,999f 34c	1,425,277f 99c	
Divers particuliers, *l/c* de recouvrements à l'étranger	"	276,142 40	114,367 07	94,164 04	20,203 03	"	"	255,939 37	
Caissier du Trésor, *s/c* de traites du Ministère des affaires étrangères	"	2,676 59	"	3,323 41	"	3,323 41	"	6,000 00	
Agents percepteurs, *l/c* courant	"	96,934 08	2,634,553 27	2,700,830 19	"	66,276 92	"	163,211 00	
Divers, *l/c* de retenues opérées par l'Agent comptable des traites de la marine	"	"	18,986 28	18,986 28	"	"	"	"	
Traites de la marine visées	1,128,867 97	"	11,182,124 38	11,488,877 52	"	306,753 14	822,114 83	"	
Traites de la marine payées	"	"	11,488,877 52	11,488,877 52	"	"	"	"	
Recettes à vérifier	2,617,607 23	"	1,888,416 37	1,398,184 56	490,231 81	"	3,107,839 04	"	
Reversements de trop-perçus sur traites de la marine	"	"	110,895 84	110,895 84	"	"	"	"	
Versements au Trésor de traites anciennes restant à payer et d'excédents de régularisation	"	"	388 02	388 02	"	"	"	"	
Établissements français	"	4 60	15,816 46	73 02	15,743 44	"	15,738 84	"	
TOTAUX du 5°	4,605,557 74	1,540,257 13	29,607,232 84	29,840,269 76	531,061 45	764,098 37	4,682,692 05	1,850,428 36	
	3,065,300f 61c		233,036f 92c		233,036f 92c		2,832,263f 69c		
6° CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS EN ALGÉRIE.									
Chambres de commerce	23,809f 22c	"	74,518f 10c	78,425f 50c	"	3,907f 40c	19,901f 82c	"	
Dépôts en numéraire des soumissionnaires de fournitures et travaux	28,500 00	"	16,220 00	44,720 00	"	28,500 00	"	"	
Divers, *l/c* de retenues à verser à la Caisse des retraites pour la vieillesse	"	"	1,131 22	1,125 61	5f 61c	"	5 61	"	
Divers, *l/c* de retenues sur traitements exercées à divers titres	"	"	147,492 01	147,268 01	224 00	"	224 00	"	
Divers, *l/c* de retenues à classer	1,239 33	"	7,121 37	3,233 15	3,888 22	"	5,127 55	"	
Divers, *l/c* de fournitures de l'Imprimerie nationale	5 00	"	11,526 53	11,563 28	"	36 75	"	31f 75c	
Écoles du Gouvernement, *l/c* de produits à classer	"	"	25,199 17	25,092 92	106 25	"	106 25	"	
Divers, *l/c* de recettes à classer	22,976 93	"	62,279 92	75,615 31	"	13,335 39	9,641 54	"	
Divers, *l/c* de rentes 3 p. o/o amortissables en dépôt	"	"	2,045 00	2,045 00	"	"	"	"	
Divers, *l/c* d'achats de rentes sur l'État	123,490 00	"	1,691,354 65	1,728,693 86	"	37,339 21	86,150 79	"	
Divers, *l/c* de ventes de rentes sur l'État	51,402 60	"	1,567,027 00	1,557,435 35	9,591 65	"	60,994 25	"	
Divers, *l/c* de titres de rentes sur l'État mixtes et au porteur déposés pour échange	8,642 00	"	30,327 00	37,121 00	"	6,794 00	1,848 00	"	
Divers, *l/c* de versements en échange de mandats sur le Trésor	15,507 75	"	10,615,029 05	10,630,536 80	"	15,507 75	"	"	
Facultés, *l/c* de produits à classer	"	"	26,870 00	26,870 00	"	"	"	"	
Divers, *l/c* d'inscriptions nominatives déposées pour échange	6,620 00	"	65,449 00	67,325 00	"	1,876 00	4,744 00	"	
Divers, *l/c* de quittances de rentes à encaisser	"	"	75 00	75 00	"	"	"	"	
Divers, fonctionnaires, *l/c* d'abonnement d'office au *Journal officiel*	"	"	1,080 00	1,080 00	"	"	"	"	
Service local des colonies, *s/c* de recouvrements	"	"	269 61	269 61	"	"	"	"	
Caisse des retraites pour la vieillesse, s/c de versements par intermédiaire	95 95	"	7,249 70	7,239 00	10 70	"	106 65	"	
Crédit algérien, *s/c* de l'emprunt départemental (1891.)	"	"	1,000 00	1,000 00	"	"	"	"	
Divers, *l/c* de valeurs remises à l'encaissement	"	"	100 00	100 00	"	"	"	"	
Divers, *l/c* de recettes 4 1/2 p. o/o à rembourser	"	"	1,435 00	1,435 00	"	"	"	"	
Divers, *l/c* de rentes 4 1/2 p. o/o à convertir	"	"	177,549 00	177,549 00	"	"	"	"	
Souscriptions en faveur des populations arabes éprouvées par la famine	325,921 84	"	4,132 65	26,000 00	"	21,867 35	304,054 49	"	
Agent comptable des reconversions et renouvellements *s/c* de titres de rentes 3 1/2 p. o/o	"	"	295,427 95	291,865 62	3,562 33	"	3,562 33	"	
Commissions au profit du Trésor sur mandats payables à la Caisse centrale	"	"	125,918 00	125,918 00	"	"	"	"	
Divers, *l/c* de placements en bons du Trésor	"	"	2,000 00	2,000 00	"	"	"	"	
A reporter	608,210 62	"	14,959,826 93	15,071,602 02	17,388 76	129,163 85	496,467 28	31 75	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
6e Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS EN ALGÉRIE.									
Report	608,210f 62c	"	14,959,826f 93c	15,071,602f 02c	17,388f 76c	129,163f 85c	496,467f 28c	31f 75c	
Caisse centrale du Trésor, s/c d'envois à vérifier	"	4,734,376f 46c	69,084,085 01	70,018,393 57	"	934,308 56	"	5,668,685 02	
Payeur de la Dette publique, s/c d'envois à vérifier	"	34,108 95	536,866 69	545,108 55	"	8,241 86	"	42,350 81	
Agent comptable de la Légion d'honneur, s/c de payements à vérifier	"	309,456 44	654,052 85	657,661 37	"	3,608 52	"	313,064 96	
Trésoriers-payeur de l'Algérie, i/c de payements divers	"	73,623 02	2,007,031 19	2,006,292 56	738 63	"	"	72,884 39	
Trésoriers coloniaux, i/c de payements divers	"	31,720 04	55,399 23	70,876 31	"	15,477 08	"	47,197 12	
Divers, i/c de payements à régulariser	"	1,079,096 19	3,383,034 44	4,089,153 90	"	706,119 46	"	1,785,215 65	
Divers, i/c de quittances de rentes et pensions payées à présentation	"	27,770 68	450,108 10	449,683 98	424 12	"	"	27,346 56	
Suppléments de pensions militaires à régulariser	"	63,178 30	359,387 72	356,299 86	3,087 86	"	"	60,090 44	
Hospice des Quinze-Vingts, s/c de pensions	"	"	600 00	600 00	"	"	"	"	
Ville de Paris, s/c de payements divers	"	3,134 20	56,309 95	50,930 31	5,379 64	"	2,245 44	"	
Recettes pour le compte de la Caisse des dépôts à régulariser	"	"	2,553 00	"	2,553 00	"	2,553 00	"	
Dépenses pour le compte de la Caisse des dépôts à régulariser	"	22,256 19	22,257 92	27,122 83	"	4,864 91	"	27,121 10	
Caisse centrale, s/c de rentes 3 p. o/o amortissables	"	"	2,045 00	2,045 00	"	"	"	"	
Bordereaux d'achats de rentes remis par le Caissier central	"	50,384 80	1,720,405 55	1,745,626 40	"	25,220 85	"	75,605 65	
Trésor, s/c de titres de rentes au porteur et mixtes	"	8,121 00	36,600 00	30,327 00	6,273 00	"	"	1,848 00	
Payeurs particuliers, i/c de titres de rentes au porteur et mixtes	"	153 00	6,839 00	6,686 00	153 00	"	"	"	
Divers, i/c d'arrérages des obligations départementales	"	"	252,501 85	252,501 85	"	"	"	"	
Divers, i/c de remboursements d'obligations départementales	"	"	63,996 10	63,996 10	"	"	"	"	
Receveurs des contributions diverses, i/c de demandes de mandats sur le Trésor	"	"	591,397 10	591,397 10	"	"	"	"	
Inscriptions nominatives de rentes à échanger	"	6,620 00	67,325 00	65,449 00	1,876 00	"	"	4,744 00	
Payeurs particuliers, i/c de titres de rentes achetés	"	"	496,185 65	496,185 65	"	"	"	"	
Frais de service de la trésorerie à régulariser	"	13 00	1,689 75	1,860 40	"	170 65	"	183 65	
Souscriptions pour fondation d'une œuvre en mémoire du président Carnot	"	"	274 00	274 00	"	"	"	"	
Rentes 4 1/3 p. o/o déposées pour remboursement	"	"	1,435 00	1,435 00	"	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. o/o déposées pour conversion	"	"	177,549 00	177,549 00	"	"	"	"	
Payeurs particuliers, i/c de titres 3 1/2 p. o/o provenant de la conversion	"	"	80,114 71	81,095 52	"	980 81	"	980 81	
Quittances 3 1/2 p. o/o à régulariser	"	"	79,434 50	79,434 50	"	"	"	"	
Caissier du Trésor, s/c de payements à divers correspondants	244 39	"	39,644 63	35,888 27	3,756 36	"	4,000 75	"	
Divers, i/c d'arbitrages de rentes sur l'État	"	"	37,849 10	37,849 10	"	"	"	"	
Administration de l'assistance publique, s/c de remboursement d'avances	10,978 07	"	217,507 60	213,656 63	3,850 97	"	14,829 04	"	
Crédit algérien, s/c courant	"	"	18 89	18 89	"	"	"	"	
Divers, i/c d'obligations départementales 4 1/2 p. o/o	"	"	3,665,000 00	3,665,000 00	"	"	"	"	
Service colonial, s/c de payements antérieurs au 1er janvier 1893, restant à régulariser	"	2,754 52	688 75	"	688 75	"	"	2,065 77	
Payeurs particuliers, i/c de recettes à vérifier	"	"	73,349,293 36	73,349,293 36	"	"	"	"	
Payeurs particuliers, i/c de dépenses à vérifier	"	"	94,418,818 28	94,418,818 28	"	"	"	"	
Allocations et suppléments de pensions militaires indûment payés	"	4,281 84	28,645 42	24,877 85	3,767 57	"	"	514 27	
TOTAUX du 6e	619,433 08	6,451,048 63	266,906,771 27	268,684,990 16	49,937 66	1,828,156 55	520,095 51	8,129,929 95	
	5,831,615f 55c		1,778,218f 89c		1,778,218f 89c		7,609,834f 44c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — Suite de *l'État de développement des Correspondants des Comptables des Finances pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
7° CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
1° COMPTES GÉNÉRAUX.									
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de payements à vérifier	"	103,932f 35c	112,868f 41c	162,999f 23c	"	50,130f 82c	"	154.063f 17c	
Agent comptable des reconversions et renouvellements *s/c* de titres de rentes 3 p. o/o	50f 00c	"	"	50 00	"	50 00	"	"	
Agent comptable des reconversions et renouvellements *s/c* de titres de rentes 3 1/2 p. o/o	"	"	29,432 46	19,299 40	10,133f 06c	"	10,133f 06c	"	
Amendes attribuées à divers	12,867 56	"	29,188 68	27,587 49	1,601 19	"	14,468 75	"	
Arrérages de pensions civiles payés par provision	"	4,265 62	12,515 81	12,348 52	167 29	"	"	4,098 33	
Avances au service Marine	"	536,724 57	4,933,385 21	4,716,578 11	216,807 10	"	"	319,917 47	
Avances pour le service des pénitenciers	"	238,152 04	724,509 28	514,623 36	209,885 92	"	"	28,266 12	
Bénéfice du change sur les mandats d'articles d'argent	"	23 42	239,639 30	239,681 77	"	42 47	"	65 89	
Bons de poste et mandats tunisiens payés	"	2,039 80	6,654 32	6,592 67	61 65	"	"	1,978 15	
Bordereaux d'achats de rentes remis par le Caissier central du Trésor	"	118,240 70	1,183,905 00	1,066,329 40	117,575 60	"	"	665 10	
Caisse de l'instruction publique	6,486 37	"	48,125 00	49,167 64	"	1,042 64	5,443 73	"	
Certificats libérés à l'émission de rentes 3 p. o/o	"	78 00	78 00	"	78 00	"	"	"	
Dépenses à régulariser	"	510,477 90	3,945,218 78	5,188,492 19	"	1,243,273 41	"	1,753,751 31	
Dépenses pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations à régulariser	"	4,641 41	48,012 36	65,634 06	"	17,621 70	"	42,263 11	
Dépôts administratifs	1,228,470 14	"	203,490 89	316,848 17	"	113,357 28	1.115,112 86	"	
Dépôts de fonds des corps de troupes	1,716,798 84	"	1,411,328 59	1,470,589 19	"	59,260 60	1,657,538 24	"	
Dépôts faits par les soumissionnaires de marchés ou adjudications	108,418 25	"	1,324,092 05	1,363,042 11	"	38,950 06	69,468 19	"	
Divers comptables, *r/c* de recouvrements de contributions en vertu de contraintes	18,363 44	"	120,516 69	134,350 46	"	13,833 77	4,529 67	"	
Divers comptables, *r/c* de timbres-poste	"	25,889 15	19,742 92	12,032 92	7,710 00	"	"	18,179 15	
Divers détenus, *r/c* de fonds de pécule	2,465 28	"	1,090 46	1,352 00	"	261 54	2,203 74	"	
Divers, *r/c* d'achats de rentes sur l'État	232,040 69	"	1,032,577 41	1,128,627 55	"	96,050 14	135,990 55	"	
Divers, *r/c* de ventes de rentes sur l'État	958 30	"	41,727 95	41,727 95	"	"	958 30	"	
Divers, *r/c* d'avances	"	277,557 71	1,397,554 90	1,471,613 30	"	74,058 40	"	351,616 11	
Divers, *r/c* d'excédents de versements sur les contributions	9,594 12	"	7,555 16	9,551 89	"	1,996 73	7,597 39	"	
Divers, *r/c* d'envoi d'argent dans l'intérieur de la colonie	45,490 20	"	2,465,545 90	2,478,412 87	"	12,866 97	32,623 23	"	
Divers, *r/c* de certificats libérés à l'émission de rentes 3 p. o/o en dépôt	78 00	"	"	78 00	"	78 00	"	"	
Divers, *r/c* de titres de rentes 4 1/2 p. o/o à convertir	"	"	10,537 77	10.448 77	89 00	"	89 00	"	
Divers, *r/c* de rentes 4 1/2 p. o/o à rembourser	"	"	4,097 00	4,097 00	"	"	"	"	
A reporter	3,382,081 19	1,842,022 67	19,353,390 30	20,512,156 02	564,108 81	1,722,874 53	3,056,156 71	2,674,863 91	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
7° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
Report	3,382,081f 19c	1,842,022f 67c	19,353,390f 30c	20,512,156f 02c	564,108f 81c	1,722,874f 53c	3,056,156f 71c	2,674,863f 91c	
1° COMPTES GÉNÉRAUX. (Suite.)									
Divers, *l/c* des titres de rentes 4 1/2 et 4 p. o/o à convertir (ancien fonds)	466 00	"	"	466 00	"	466 00	"	"	
Divers, *l/c* de recettes à classer	2,430,074 22	"	7,429,652 18	9,747,390 70	"	2,317,738 52	112,335 70	"	
Divers, *l/c* de titres de rentes déposés pour échange	5,771 99	"	160,527 34	149,267 00	11,260 34	"	17,032 33	"	
Divers, *l/c* de versements en échange de mandats sur le Trésor	"	"	475,686 60	475,686 60	"	"	"	"	
Écoles du Gouvernement, *l/c* de produits à classer	"	"	981 25	806 25	175 00	"	175 00	"	
Émission de bons de caisse	3,654,341 00	"	469,500 00	452,900 00	16,600 00	"	3,670,941 00	"	
Fonds communs pour le service de l'instruction primaire	44,505 76	"	1,138,503 35	1,114,998 15	23,505 20	"	68,010 96	"	
Fonds de réserve des communes et établissements publics	139,509 34	"	182,569 19	180,236 06	2,333 13	"	141,842 47	"	
Fonds reçus à vérifier	500,750 00	"	2,865,258 00	3,366,008 00	"	500,750 00	"	"	
Frais de négociation et de change	"	161,376 07	2,514,726 36	2,402,987 53	111,738 83	"	"	49,637 24	
Octroi de mer	612,088 88	"	5,325,606 51	5,163,326 42	162,280 09	"	774,368 97	"	
Parts attribuées aux communes sur divers droits et produits	152,370 58	"	292,844 34	285,598 57	7,245 77	"	159,616 35	"	
Parts de taxes télégraphiques revenant à des compagnies de câbles sous-marins	162,147 50	"	151,173 99	189,522 90	"	38,348 91	123,798 59	"	
Percepteurs, *l/c* courant	"	2,382,162 64	29,288,341 17	29,575,451 83	"	287,110 66	"	2,669,273 30	
Percepteurs, *l/c* de restes à recouvrer sur contributions directes du service local	"	6,678 04	6,678 04	7,830 95	"	1,152 91	"	7,830 95	
Placements des communes	420,131 03	"	1,276,820 97	1,337,868 82	"	61,047 85	359,083 18	"	
Préposés, *l/c* de timbres-poste	"	17,165 30	31,122 30	30,821 05	301 25	"	"	16,864 05	
Préposés des trésoriers-payeurs des colonies, *l/c* courant	"	4,202,312 49	71,440,846 02	71,275,015 06	165,830 96	"	"	4,036,481 53	
Produit brut de prises sur l'ennemi, à répartir	9,377 55	"	"	"	"	"	9,377 55	"	
Produits de déshérences, épaves, etc.	1,078,451 17	"	69,584 42	72,989 45	"	3,405 03	1,075,046 14	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin, *s/c* courant	"	3,673,352 85	34,271,961 80	33,051,998 67	1,219,963 13	"	"	2,453,389 72	
Quittances d'arrérages de rentes 3 1/2 p. o/o à régulariser	"	"	470 75	470 75	"	"	"	"	
Recettes à répartir	4,693 93	"	6,625,788 75	6,605,845 65	19,943 10	"	24,637 03	"	
Recettes à régulariser	5,010 93	"	65,000 00	70,010 93	"	5,010 93	"	"	
A reporter	12,601,771 07	12,285,070 06	183,437,033 63	186,069,653 36	2,305,285 61	4,937,905 34	9,592,421 98	11,908,340 70	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des *Services de Trésorerie.* — Suite de l'*État de développement des Correspondants des Comptables des Finances pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
7° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
Report	12,601,771f 07c	12,285,070f 06c	183,437,033f 63c	186,069,653f 36c	2,305,285f 61c	4,937,905f 34c	9,592,421f 98c	11,908,340f 70c	
1° COMPTES GÉNÉRAUX. (Suite.)									
Recettes en atténuation des dépenses du service colonial	535,649 86	"	9,397,751 31	10,047,022 65	"	649,271 34	"	113,621 48	
Recettes pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations, à régulariser	10,653 54	"	286,511 86	291,079 20	"	4,567 34	6,086 20	"	
Recettes pour le compte de la Légion d'honneur à régulariser	8 50	"	17 00	"	17 00	"	25 50	"	
Receveurs des communes, hospices et établissements de bienfaisance, *l/c* courant	1,285,935 56	"	7,401,622 70	7,116,264 24	285,358 46	"	1,571,294 02	"	
Receveurs des postes et des télégraphes, *l/c* courant	"	175,376 00	3,502,670 40	2,896,443 76	606,226 64	"	430,850 64	"	
Rentes 4 1/2 p. o/o ancien fonds et 4 p. o/o déposées pour conversion	"	466 00	466 00	"	466 00	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. o/o déposées pour conversion	"	"	9,704 77	9,793 77	"	89 00	"	89 00	
Rentes 4 1/2 p. o/o déposées pour remboursement	"	"	4,097 00	4,097 00	"	"	"	"	
Restes à recouvrer sur contributions directes	"	81,457 58	248,217 58	246,330 86	1,886 72	"	"	79 570 86	
Restes à recouvrer sur contributions indirectes et divers produits du service local	"	5,673 63	26,595 11	22,255 12	4,339 99	"	"	1,333 64	
Retenues par suite d'oppositions	306 80	"	311,219 96	310,433 18	786 78	"	1,093 58	"	
Saisies et doubles droits de douanes à répartir	13,769 02	"	19,179 76	17,563 80	1,615 96	"	15,384 98	"	
Service local des colonies, *s/c* de recouvrements	387 49	"	431,162 66	431,520 15	"	357 49	30 00	"	
Service local *s/c* de provisions pour dépenses faites hors de la colonie	2,101,168 25	"	8,761,254 60	7,351,297 19	1,409,957 41	"	3,511,125 66	"	
Souscription en faveur des victimes de l'incendie de Sainte-Rose	"	"	1,184 20	"	1,184 20	"	1,184 20	"	
Souscription en faveur des victimes du cyclone de la Nouvelle-Calédonie en 1893	863 65	"	28 054 92	28,918 57	"	863 65	"	"	
Souscription en faveur des victimes du cyclone de Diégo-Suarez	"	"	435 00	"	435 00	"	435 00	"	
Souscription en faveur des victimes du cyclone de Sainte-Marie-de-Madagascar	"	"	96,784 80	25,746 00	71,038 80	"	71,038 80	"	
Successions vacantes, *l/c* courant	270,211 46	"	657,826 57	652,732 17	5,094 40	"	275,305 86	"	
Timbres-poste coloniaux, *l/c* de distribution	1,505,052 64	"	6,453,866 43	1,203,470 17	5,250,396 26	"	6,755,448 90	"	
Trésoriers coloniaux, *l/c* de payements divers	"	584,457 69	843,644 59	838,122 15	5,522 44	"	"	578,935 25	
Trésoriers particuliers, *l/c* courant	"	3,619,578 77	33,819,754 78	31,483,071 61	2,336,683 17	"	"	1,282,895 60	
Trésoriers particuliers, *l/c* des restes à recouvrer sur contributions directes du service local	"	33,828 86	10,632 06	65,806 98	"	55,174 92	"	89,003 78	
Trésoriers-payeurs généraux, *l/c* de payements divers	"	5,675 18	7,708 85	6,630 25	1,078 60	"	"	4,596 58	
Trésor public, *s/c* de titres de rentes	"	5,771 99	148,523 00	159,783 34	"	11,260 34	"	17,032 33	
A reporter	18,325,777 84	16,797,355 76	255,905,919 54	249,278,035 52	12,287,373 44	5,659,489 42	22,231,725 32	14,075,419 22	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
7° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
Report..	18,325,777f 84c	16,797,355f 76c	255,905,919f 54c	249,278,035f 52c	12,287,373f 44c	5,659,489f 42c	22,231,725f 32c	14,075,419f 22c	
2° COMPTES PARTICULIERS.									
Martinique.									
Fonds accordés à titre de primes à la pêche côtière	1,378 91	"	12,000 00	9,861 10	2,138 90	"	3,517 81	"	
Fonds recueillis en faveur des victimes de l'incendie de Fort-de-France	70,959 68	"	"	2,104 25	"	2,104 25	68,855 43	"	
Receveurs particuliers L/C de titres de rentes 3 1/2 p. 0/0 provenant de la conversion	"	"	"	98 00	"	98 00	"	98 00	
Secours en faveur des victimes du cyclone du 18 août 1891	116,480 05	"	90 00	6,070 00	"	5,980 00	110,500 05	"	
Reliquat du prêt fait à la colonie par la métropole	956,305 76	"	"	759,491 02	"	759,491 02	196,814 74	"	
Guadeloupe.									
Caisses d'épargne, L/C de recouvrements	1,140 00	"	60,765 00	60,057 00	708 00	"	1,848 00	"	
Caisses d'épargne, L/C de remboursements	"	1,261 15	28,801 50	38,356 55	"	9,555 05	"	10,816 20	
Percepteurs, L/C de recouvrements opérés pour le compte des caisses d'épargne	3 00	"	37,789 00	37,792 00	"	3 00	"	"	
Droits de sortie sur les denrées coloniales représentatifs de l'impôt	"	"	320,441 51	320,441 51	"	"	"	"	
Fonds recueillis en faveur des victimes de l'incendie de Port-Louis	6,183 32	"	10 00	6,193 32	"	6,183 32	"	"	
Diverses administrations, L/C de titres déposés	82,600 00	"	"	"	"	"	82,600 00	"	
Caisse des chemins vicinaux	67,743 81	"	4,388 33	72,132 14	"	67,743 81	"	"	
Réunion.									
École normale primaire, S/C de fonds en dépôt	2,000 00	"	15,500 00	14,500 00	1,000 00	"	3,000 00	"	
Succession Vergoz, S/C de recouvrements et payements	378 95	"	41 59	"	41 59	"	420 54	"	
Caissier du port du chemin de fer de la Réunion, S/C courant	85,000 00	"	981,500 00	951,500 00	30,000 00	"	115,000 00	"	
Sénégal.									
Contingents des pays de protectorats	143,792 28	"	276,504 65	266,436 99	10,067 66	"	153,859 94	"	
Fonds provenant de l'emprunt de 5 millions L/C d'affectation	22 93	"	200,000 00	101,625 31	98,374 69	"	98,397 62	"	
Administration de Porto-Novo et de Grand-Bassam	"	1,354 00	"	"	"	"	"	1,354 00	
Receveur central des budgets régionaux	80,000 00	"	"	"	"	"	80,000 00	"	
Produits de douanes affectés à l'amortissement de l'emprunt de 1891	"	"	190,467 24	170,589 11	19,878 13	"	19,878 13	"	
Guyane.									
Communes rurales, L/C courant	7,018 46	"	11,278 71	13,069 99	"	1,791 28	5,227 18	"	
Mayotte.									
Payeur du protectorat d'Aujouan, S/C courant	929 08	"	16,472 53	6,526 67	9,945 86	"	10,874 94	"	
Protectorat de la Grande Comore S/C courant	"	"	3,578 33	3,793 21	"	214 88	"	214 88	
Taïti.									
Annexion des îles Sous-le-Vent	"	39,152 87	18,098 49	32,536 79	"	14,438 30	"	53,591 17	
Caisse agricole S/C courant	125,000 00	"	25,000 00	"	25,000 00	"	150,000 00	"	
Saint-Pierre et Miquelon.									
Fourneau économique	984 13	"	3,787 75	3,339 47	448 28	"	1,432 41	1	
Nouvelle-Calédonie.									
Emprunt de la Nouvelle-Calédonie, S/C courant	71 50	"	"	71 50	"	71 50	"	"	
Emprunt de la Nouvelle-Calédonie, S/C d'amortissement	67,239 45	"	20,135 00	"	20,135 00	"	87,374 45	"	
Caissier central, S/C avec la ville de Nouméa	33,960 08	"	876,012 16	1,398,011 28	"	521,999 12	"	488,039 04	
Ville de Nouméa, S/C de fonds envoyés par le caissier-payeur central	"	563,242 37	1,308,378 48	745,136 11	563,242 37	"	"	"	
Guinée.									
Trésorier-payeur S/C de recettes à régulariser	"	"	3,824 23	"	3,824 23	"	3,824 23	"	
Trésorier-payeur, S/C de dépenses à régulariser	"	"	"	48,311 79	"	48,311 79	"	48,311 79	
Avances au service colonial	"	209,774 63	"	"	"	"	"	209,774 63	
Soudan.									
Fonds destinés à la solde des troupes détachées	110,292 20	"	137,293 38	88,098 53	49,194 85	"	159,487 05	"	
A reporter	20,285,261 43	17,612,140 78	260.458,077 42	254,434,179 16	13,121 373 00	7,097,474 74	23,584,637 84	14,887,618 93	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des *Services de Trésorerie.* — Suite de *l'État de développement des* CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
7° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
Report	20,285,261f 43c	17,612,140f 78c	260,458,077f 42c	254,434,179f 16c	13,121,373f 00c	7,097,474f 74c	23,584,637f 84c	14,887,618f 93c	
2° COMPTES PARTICULIERS. (Suite.)									
Inde.									
Payements des préposés à régulariser	"	27,126 10	177,757f 08c	211,639f 69c	"	33,882 61	"	61,008 71	
Dépôts divers. — Service local	112,594 61	"	232,975 38	105,220 63	127,754 75	"	240,349 36	"	
Recouvrements au profit du Trésor anglais	15,872 32	"	145,675 05	107,911 76	37,763 29	"	53,635 61	"	
Caisse particulière des gardes champêtres, s/c courant	339 43	"	595 42	100 01	495 41	"	834 84	"	
Fonds destinés à réparer les dégâts causés par les inondations	26,670 26	"	"	960 26	"	960 26	25,710 00	"	
Cochinchine.									
Budgets des arrondissements	2,289,133 76	"	4,442,363 08	4,763,886 36	"	321,523 28	1,967,610 48	"	
Dépenses à régulariser. — Service local	"	157,683 48	746,340 92	825,457 44	"	79,116 52	"	236,800 00	
Recettes pour le compte de la Banque d'Indo-Chine	138,130 68	"	286,910 04	198,299 76	88,610 28	"	226,740 96	"	
Protectorat du Cambodge, s/c courant	"	116,873 52	4,711,211 28	4,358,726 04	352,485 24	"	235,611 72	"	
Receveur spécial du service local, s/c courant	"	"	122,387,916 92	126,123,416 80	"	3,735,499 88	"	3,735,499 88	
Receveur spécial du service local, s/c intermédiaire	"	"	21,449,332 13	21,449,332 13	"	"	"	"	
Service local, s/c courant	"	"	126,123,416 80	122,387,916 92	3,735,499 88	"	3,735,499 88	"	
Trésorier-payeur, s/c d'opérations à régulariser	1,332,121 20	"	1,104,230 64	1,705,405 20	"	601,174 56	730,926 64	"	
Mandats du receveur spécial du service local sur les comptables de l'Indo-Chine	32,384 00	"	1,294,220 84	1,288,801 40	5,419 44	"	37,803 44	"	
Payeur de Cholen s/c courant	131,258 64	"	"	131,258 64	"	131,258 64	"	"	
Recettes à classer des protectorats	"	"	1,072,593 56	1,072,593 56	"	"	"	"	
Trésorier-payeur s/c intermédiaire	"	"	28,040,335 48	28,040,335 48	"	"	"	"	
Trésorier-payeur s/c de remise de service	"	7,295,665 44	7,295,665 44	"	7,295,665 44	"	"	"	
Mandats du receveur spécial du service local sur le payeur du Cambodge	20,293 60	"	94,109 72	114,403 32	"	20,293 60	"	"	
Dépenses à régulariser des protectorats	"	33,964 56	110,745 08	77,208 28	33,536 80	"	"	427 76	
Receveurs des postes, i/c de payements d'articles d'argent	"	"	72,869 26	72,869 26	"	"	"	"	
Mandats des préposés sur le receveur spécial	"	"	116,701 52	116,701 52	"	"	5	"	
Divers, i/c de retenues à verser au trésorier-payeur	"	"	480,794 68	480,194 68	600 00	"	600 00	"	
Percepteurs, i/c de fonds de subvention	"	"	480,000 00	480,000 00	"	"	"	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. s/c de fonds avancés par la Cochinchine	"	1,040,000 00	1,040,000 00	"	1,040,000 00	"	"	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. s/c de recettes	"	"	682,431 60	682,431 60	"	"	"	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. s/c de dépenses	"	111,133 38	682,517 29	647,048 25	35,469 04	"	"	75,664 34	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. s/c de provisions	152,374 07	"	"	"	"	"	152,374 07	"	
Tonkin.									
Gérants des caisses d'avances en territoires militaires i/c courant	"	910,800 00	3,855,204 17	3,768,054 17	87,150 00	"	"	823,650 00	
Tonkin et Cochinchine.									
Dépenses du Siam	"	"	41,893 25	3,002,643 00	"	2,960,749 75	"	2,960,749 75	
TOTAUX	24,536,434 00	27,305,387 26	587,626,884 05	576,646,995 32	25,961,822 57	14,981,933 84	30,992,354 84	22,781,419 37	
	2,768,953f 26c		10,979,888f 73c		10,979,888f 73c		8,210,935f 47c		

RÉCAPITULATION DES CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES.

1° Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	59,627,100f 06c	101,607,614f 78c	7,991,909,663f 08c	8,011,376,546f 28c	9,241,731f 03c	28,708,614f 23c	57,999,595f 70c	119,446,993f 62c
2° Correspondants du caissier-payeur central du Trésor public	271,864,867 45	1,166,696 74	829,919,413 51	1,040,494,350 75	1,634,131 21	212,209,068 45	61,025,953 61	902,720 14
3° Correspondants du payeur central de la Dette publique	34,770,431 25	850,103 41	361,489,456 72	360,186,685 95	1,302,770 77	"	36,069,862 40	846,763 79
4° Correspondants des payeurs des armées	69,961 78	128,585 04	2,437,282 02	2,588,739 98	40,329 93	191,787 89	50,924 69	261,005 91
5° Correspondants des agents comptables des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires	4,605,557 74	1,540,257 13	29,607,232 84	29,840,269 76	531,061 45	764,098 37	4,682,692 05	1,850,428 36
6° Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie	619,433 08	6 451,048 63	266,906,771 27	268,684,990 16	49,937 66	1,828,156 55	520,095 51	8,129,929 95
7° Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	24,536,434 00	27,305,387 26	587,626,884 05	576,646,995 32	25,961,822 57	14,981,933 84	30,992,354 84	22,781,419 37
TOTAUX GÉNÉRAUX	396,093,785 36	139,049,692 99	10,069,896,703 49	10,289,818,578 20	38,761,784 62	258,683,659 33	191,341,478 80	154,219,261 14
	257,044,092f 37c		219,921,874f 71c		219,921,874f 71c		37,122,217f 66c	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — *État de développement des Fonds particuliers des comptables des finances pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines	1,253f 50c	"	34,044f 63c	11,864f 11c	22,180f 52c	"	23,434f 02c	"	
Receveurs des douanes	10,000 00	"	235 00	10,235 00	"	10,000 00	"	"	
Receveurs des contributions indirectes	286,527 64	"	249,783 96	287,361 57	"	37,577 61	248,950 03	"	
Trésoriers-payeurs généraux	58,692,174 57	"	877,946,764 11	872,834,050 12	5,112,713 99	"	63,804,888 56	"	
Comptables des finances en Algérie. — Trésoriers-payeurs en Algérie	0 03	"	"	0 03	"	0 03	"	"	
Comptables des finances en Algérie. — Des domaines en Algérie	"	"	977 77	977 77	"	"	"	"	
Comptables des finances en Algérie. — Receveurs des contributions diverses en Algérie	553 16	"	1,065 94	1,535 50	"	469 56	83 60	"	
Trésoriers-payeurs des colonies	"	27,068f 15c	90,225 29	141,123 14	"	50,897 85	"	77,966 00	
TOTAUX	58,990,508 90	27,068 15	878 323,096 70	873,287,147 24	5,134,894 51	98,945 05	64,077,356 21	77,966 00	
EXCÉDENT de recettes	58,963,440f 75c		5,035949f 46c		5,035,949f 46c		63,999,390f 21c		

Suite des Services de Trésorerie. — *État de développement des Avances pour divers services pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
1° AVANCES DES RECEVEURS DE L'ENREGISTREMENT, DU TIMBRE ET DES DOMAINES.									
Frais de justice militaire	"	4,955f 00c	30,499f 31c	30,861f 86c	"	362f 55c	"	5,317f 55c	
Frais de justice maritime	"	69 50	1,102 58	1,033 08	69f 50c	"	"	"	
Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration de l'enregistrement et des domaines	"	420,950 42	290,587 67	299,587 87	"	9,000 20	"	429,950 62	
Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration des forêts	"	23,323 00	1,663 48	2,443 32	"	779 84	"	24,102 84	
Frais en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique	"	3,014 85	7,421 94	6,811 09	610 85	"	"	2,404 00	
Frais de vente d'objets mobiliers appartenant à l'État et aux départements	"	39,767 15	192,856 64	193,489 89	"	633 25	"	40,400 40	
Frais de location de bâtiments et terrains militaires	"	877 72	1,827 11	1,001 39	825 72	"	"	52 00	
Frais de vente d'immeubles appartenant à l'État	"	55,817 25	26,040 90	22,932 67	3,10 23	"	"	52,709 02	
Arrérages de pensions payés par provision	"	540 00	1,160 79	820 79	340 00	"	"	200 00	
Fonds de surveillance et d'exploitation du pénitencier de Casabianda (Corse)	"	9,859 80	19,486 60	9,626 80	9,859 80	"	"	"	
Avances à charge de régularisation. (Succession Giffard.)	"	4,786,830 23	"	"	"	"	"	4,786,830 23	
Avances pour payement des remises aux receveurs	"	99,705 26	99,705 26	"	99,705 26	"	"	"	
Frais d'aliénation d'immeubles militaires à classer	"	206 40	"	551 95	"	551 95	"	758 35	
Payement à régulariser (Nièvre)	"	"	"	741 00	"	741 00	"	741 00	
Totaux du 1°	"	5,445,916 58	672,352 28	569,901 71	114,519 36	12,068 79	"	5,343,466 01	
	5,445,916f 58c		102,450f 57c		102,450f 57c		5,343,466f 01c		
2° AVANCES DES RECEVEURS DES DOUANES.									
Avances sur le fonds de retenues pour l'habillement, le service de santé et le casernement des préposés de brigades	"	393f 82c	1,415f 53c	1,440f 10c	"	24f 57c	"	418 39	
Avances pour frais de saisies et de préemptions	"	166,755 11	203,767 42	139,763 70	64,003 72	"	"	102,751 39	
Avances pour frais de poursuites et d'instances	"	14,466 41	6,785 61	66,126 35	"	59,340 74	"	73,807 15	
Avances pour parts de saisies à des indicateurs ou à des saisissants	"	5,053 30	75,355 78	74,397 53	958 25	"	"	4,095 05	
Avances de primes de captures, saisies de tabacs et arrestations de fraudeurs et de déserteurs	"	165 50	1,400 43	1,315 93	84 50	"	"	81 00	
Fonds remis aux receveurs particuliers pour subvenir aux remboursements des consignations et au payement des dépenses	"	831,995 55	24,057,786 26	24,110,808 37	"	53,022 11	"	885,017 66	
Arrérages de pensions payés par provision aux employés, aux veuves et aux orphelins	"	61,994 44	296,290 41	339,988 16	"	43,697 75	"	105,692 19	
Avances diverses	"	14,049 05	1,602,776 95	1,609,734 51	"	6,957 56	"	21,006 61	
Totaux du 2°	"	1,094,873f 18c	26,245,578 39	26,343,574 65	65,046 47	163,042 73	"	1,192,869 44	
	1,094,873f 18c		97,996f 26c		97,996f 26c		1,192,869f 44c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des AVANCES POUR DIVERS SERVICES pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
3° AVANCES DES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.									
Avances pour frais judiciaires et frais de poursuites pour le recouvrement des droits	"	800,805f 21c	668,670f 21c	702,359f 36c	"	33,689f 15c	"	834,494f 36c	
Avances pour achat de timbres et pour divers services	"	92,572 81	337,741 43	411,942 79	"	74,201 36	"	166,774 17	
Avances pour le service des contributions indirectes	"	2,136,338 60	2,442,805 19	2,335,458 95	107,346f 24c	"	"	2,028,992 36	
Avances pour le service des tabacs	"	369,957 09	960,239 25	1,189,734 43	"	229,495 18	"	599,452 27	
TOTAUX du 3°	"	3,399,073 71	4,409,456 08	4,639,495 53	107,346 24	337,385 69	"	3,629,713 16	
	3,399,673f 11c		230,039f 45c		230,039f 45c		3,629,713f 16c		
4° AVANCES DES RECEVEURS DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.									
Frais d'encaissement à domicile des abonnements télégraphiques	"	"	1,252f 50c	1,263f 50c	"	11f 00c	"	11f 00c	
Avances pour frais de poursuites et d'instances	"	3,322f 07c	45,210 41	44,957 97	252f 44c	"	"	3,069 63	
Avances pour frais d'exprès et d'affranchissement de télégrammes	"	513,469 95	1,122,369 65	724,648 55	397,721 10	"	"	115,748 85	
Arrérages de pensions payés par provision	"	22,491 44	95,355 31	118,350 49	"	22,995 18	"	45,486 62	
Avances pour le compte de la Caisse nationale d'épargne	"	213,374 00	3,283,401 85	3,193,885 65	89,516 20	"	"	123,857 80	
Avances aux agents embarqués	"	"	27,200 00	41,400 00	"	14,200 00	"	14,200 00	
Avances pour frais de conduite des fourgons servant au transport des correspondances des Chambres	"	367 02	447 21	447 21	"	"	"	367 02	
Allocations aux agents pour opérations de la Caisse nationale d'épargne	"	1,351 68	402,564 13	506,825 27	"	104,261 14	"	105,612 82	
Avances pour colis postaux réexpédiés	"	142 92	186 72	60 10	126 62	"	"	16 30	
Droits de douane et de garantie pour valeurs déclarées. — Boîtes originaires des colonies	"	4 39	6,546 72	6,547 49	"	0 77	"	5 16	
Bons de poste payés dans les colonies appartenant à un exercice clos	"	"	192 00	192 00	"	"	"	"	
TOTAUX du 4°	"	754,523 47	4,984,726 50	4,638,578 23	487,616 36	141,468 09	"	408,375 20	
	754,523f 47c		346,148f 27c		346,148f 27c		408,375f 20c		
5° AVANCES DES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.									
Poursuites pour le recouvrement des contributions directes	"	300,191f 65c	1,678,578f 47c	1,669,555f 00c	9,023f 47c	"	"	291,168f 18c	
Poursuites pour le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires	"	340,019 13	587,440 56	605,900 50	"	18,459f 94c	"	358,479 07	
Restes à recouvrer sur les contributions directes. (Exercice 1892.)	"	391,680 68	391,680 68	"	391,680 68	"	"	"	
Restes à recouvrer sur les contributions directes. (Exercice 1893.)	"	"	5,364,167 59	6,860,336 94	"	1,496,169 35	"	1,496,169 35	
Dégrèvements sur pensions des élèves des écoles du Gouvernement	"	42,290 51	80 00	47,253 48	"	47,173 48	"	89,463 99	
Remboursements de taxes de brevets d'invention	"	100 00	31,950 00	31,950 00	"	"	"	100 00	
Frais de procédure dans l'intérêt des communes et établissements publics	"	3,455 50	3,393 70	3,494 09	"	100 39	"	3,555 89	
TOTAUX du 5°	"	1,077,737 47	8,057,291 00	9,218,490 01	400,704 15	1,561,903 16	"	2,238,936 48	
	1,077,737f 47c		1,161,199f 01c		1,161,199f 01c		2,238,936f 48c		

SUITE DU COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des Avances pour divers services pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	Situation au 1er janvier 1894. Excédents des recettes.	Situation au 1er janvier 1894. Excédents des dépenses.	Opérations de l'année 1894. Recettes.	Opérations de l'année 1894. Dépenses.	Opérations de l'année 1894. Excédents des recettes.	Opérations de l'année 1894. Excédents des dépenses.	Situation au 1er janvier 1895. Excédents des recettes.	Situation au 1er janvier 1895. Excédents des dépenses.	Observations.
6e AVANCES DU CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC.									
Frais pour le remboursement ou la conversion des rentes 4 1/2 et 4 o/o (1887)	"	970,325f 54c	"	"	"	"	"	970,325f 54c	
Porteurs des rentes 4 1/2 et 4 o/o remboursées ou converties *l/c* de reliquats d'intérêts	"	170 34	"	"	"	"	"	170 34	
Intérêts attachés aux bons du Trésor... Échéance de 1894	"	3,392,462 70	6,176,519f 50c	2,784,056f 80c	3,392,462f 70c	"	"	"	
Intérêts attachés aux bons du Trésor... Échéance de 1895	"	"	"	2,978,438 75	"	2,978,438f 75c	"	2,978,438 75	
Trésoriers coloniaux, *l/c* de payements divers	"	2,634,621 98	4,463,345 26	5,874,186 79	"	1,410,841 53	"	4,045,463 51	
Dépenses à régulariser sur ordonnances ultérieures des ministères	"	3,860,949 55	76,835,769 63	75,180,727 35	1,655,042 28	"	"	2,205,907 27	
Caissier-payeur central, *s/c* intermédiaire de sommes indûment payées	"	"	4,192,216 69	4,192,750 79	"	534 10	"	534 10	
Divers budgets, *l/c* d'emploi des avances de la Banque de France	"	140,000,000 00	"	"	"	"	"	140,000,000 00	
Trésoriers-payeurs, *l/c* de prélèvements à la Banque d'Algérie	"	"	48,300,000 00	50,000,000 00	"	1,700,000 00	"	1,700,000 00	
Administration des manufactures de l'État, *s/c* de traites de tabacs à régulariser	"	241 05	1,438,940 78	1,438,699 73	241 05	"	"	"	
Compléments de pensions payés pour le compte de la Caisse des offrandes nationales	"	"	119,012 05	119,012 05	"	"	"	"	
Coupons indûment payés sur titres sortis aux tirages à régulariser ultérieurement	"	24 89	"	"	"	"	"	24 89	
Frais divers pour le remboursement ou la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1894)	"	"	1,916 10	2,768,658 65	"	2,766,742 55	"	2,766,742 55	
Frais de l'émission des obligations du Trésor à long terme. (Lois des 22 juillet et 13 août 1885.)	"	51,041 21	51,041 21	"	51,041 21	"	"	"	
Frais divers de l'émission de rentes 3 p. o/o. (1891.)	"	2,404,994 17	"	"	"	"	"	2,404,994 17	
Intérêts des termes versés sur certificats de l'émission de rentes 3 p. o/o. (1891.)	"	138 50	2,019 15	2,141 15	"	122 00	"	260 50	
Divers ministères et services, *l/c* de dépenses faites à l'étranger au moyen de traites tirées sur le Trésor par les consuls	"	399,405 20	1,627,680 40	3,046,446 78	"	1,418,766 38	"	1,818,171 58	
Remboursement des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o non converties	"	80,362,221 15	"	"	"	"	"	80,362,221 15	
Caisse centrale, *s/c* de payements à régulariser	"	1,687 50	2,159,557 53	2,540,730 56	"	381,173 03	"	382,860 53	
Intérêts à régulariser des obligations du Trésor à court terme remises à la Banque de France. (*c/* de liquidation)	"	1,299,375 00	1,299,375 00	"	1,299,375 00	"	"	"	
Intérêts à régulariser des obligations du Trésor à court terme remises à la Banque de France. (Renouvellement)	375,000f 00c	"	"	375,000 00	"	375,000 00	"	"	
Payement des intérêts au 15 janvier 1891 des bons de liquidation et obligations à long terme	"	2,241,470 70	"	"	"	"	"	2,241,470 70	
Totaux du 6e	375,000 00	237,619,129 48	146,667,393 30	151,300,849 40	6,398,162 24	11,031,618 34	"	241,877,585 58	
	237,244,129f 48c		4,633,456f 10c		4,633,456f 10c		241,877,585f 58c		
7e AVANCES DU PAYEUR CENTRAL DE LA DETTE PUBLIQUE.									
Divers, *l/c* d'arrérages de rentes, pensions et valeurs du Trésor	"	17,417,959f 34c	93,828,936f 81c	90,774,876f 88c	3,054,059f 93c	"	"	14,363,899f 41c	
Divers, *l/c* de coupons au porteur	"	21,683,565 75	268,150,245 17	261,412,653 17	6,737,592 00	"	"	14,945,973 75	
Payeur central de la dette publique, *s/c* intermédiaire de sommes indûment payées	"	17,745 87	49,774 80	32,727 93	17,046 87	"	"	699 00	
Payeur central de la dette publique, *s/c* de coupons payés sur duplicata à régulariser	"	481 75	125 50	125 50	"	"	"	481 75	
Coupons de rentes 4 1/2 p. o/o payés au Crédit Lyonnais, *l/* dépôt du 12 mai 1890	"	111,687 50	"	"	"	"	"	111,687 50	
Trésor public, *s/c* de suppléments de pensions aux militaires, marins et à leurs veuves	"	79,076,250 00	9,431,311 79	12,118,581 83	"	2,687,270f 04c	"	81,763,520 04	
Totaux du 7e	"	118,307,690 21	371,460,394 07	364,338,965 31	9,808,698 80	2,687,270 04	"	111,186,261 45	
	118,307,690f 21c		7,121,428f 76c		7,121,428f 76c		111,186,261f 45c		
8e AVANCES DES PAYEURS DES ARMÉES.									
Frais de poursuites pour le recouvrement des amendes	"	"	"	"	"	"	"	"	
Avances au Gouvernement tunisien	"	14,866f 91c	28,831f 52c	53,331f 34c	"	24,499f 82c	"	39,366f 73c	
Totaux du 8e	"	14,866 91	28,831 52	53,331 34	"	24,499 82	"	39,366 73	
	14,866f 91c		24,499f 82c		24,499f 82c		39,366f 73c		
9e AVANCES DE L'AGENT COMPTABLE DES TRAITES DE LA MARINE.									
Divers tireurs de traites de la marine, *l/c* courant	"	5,712,979f 17c	18,105,417f 81c	19,255,413f 57c	"	1,149,995f 76c	"	6,862,974f 93c	
	5,712,979f 17c		1,149,995f 76c		1,149,995f 76c		6,862,974f 93c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des Avances pour divers services pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	Situation au 1er janvier 1894. Excédents des recettes.	Situation au 1er janvier 1894. Excédents des dépenses.	Opérations de l'année 1894. Recettes.	Opérations de l'année 1894. Dépenses.	Opérations de l'année 1894. Excédents des recettes.	Opérations de l'année 1894. Excédents des dépenses.	Situation au 1er janvier 1895. Excédents des recettes.	Situation au 1er janvier 1895. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
10° AVANCES DES COMPTABLES EN ALGÉRIE.									
Avances des trésoriers-payeurs en Algérie.									
Dégrèvement sur pensions des élèves des écoles du Gouvernement	"	266f 67c	266f 67c	975f 00c	"	708f 33c	"	975f 00c	
	266f 67c		708f 33c		708f 33c		975f 00c		
Avances des receveurs de l'enregistrement et des domaines.									
Frais de justice militaire	"	5,978f 00c	42,381f 95c	43,008f 95c	"	627f 00c	"	6,605f 00c	
Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration de l'enregistrement	"	93,360 75	65,525 15	52,181 92	13,343f 23c	"	"	80,017 52	
Frais de poursuite et d'instance concernant l'administration des forêts	"	3,462 63	1,321 86	3,230 18	"	1,908 32	"	5,370 95	
Frais de vente d'objets mobiliers appartenant à l'État et aux départements	"	31,372 05	36,287 90	17,021 12	19,266 78	"	"	12,105 27	
Frais de location de bâtiments et terrains militaires	"	3 27	405 36	416 36	"	11 00	"	14 27	
Frais de location et de vente d'immeubles appartenant à l'État	"	15,064 98	37,672 44	31,711 67	5,960 77	"	"	9,104 21	
Frais de transport de papiers timbrés et d'impressions	"	748 00	2,933 65	2,736 55	197 10	"	"	550 90	
Allocation de 3 p. o/o aux distributeurs de papiers timbrés	"	8,728 27	31,157 28	31,619 90	"	462 62	"	9,190 89	
Frais des formalités remplies en exécution de la loi du 26 juillet 1873	"	350 90	609 40	258 50	350 90	"	"	"	
Frais d'expropriation pour cause d'utilité publique	"	331 09	432 41	313 33	119 08	"	"	212 01	
Menues dépenses du timbre	"	120 25	439 31	398 52	40 79	"	"	79 46	
Restitutions de droits. (Ventes judiciaires.)	"	44,515 54	44,320 64	16,860 06	27,460 58	"	"	17,054 96	
Avances imprévues concernant la contribution foncière du domaine de l'État	0	2,423 05	6,578 33	7,866 42	"	1,288 09	"	3,711 14	
Frais de poursuites concernant l'agence judiciaire du Trésor	"	33 71	45 32	33 40	11 92	"	"	21 79	
Avances diverses autorisées par l'administration supérieure	"	2,597 31	2,106 18	1,692 90	413 28	"	"	2,184 03	
	"	209,089 80	272,217 18	209,349 78	67,164 43	4,297 03	"	146,222 40	
	209,089f 80c		62,867f 40c		62,867f 40c		146,222f 40c		
Avances des receveurs des douanes.									
Fonds de retenues pour l'habillement, le service de santé et le casernement des préposés de brigades	"	350f 00c	2,740f 00c	2,690f 00c	50f 00c	"	"	300f 00c	
Frais de saisies et de préemptions	"	823 37	1,473 41	1,981 51	"	508f 10c	"	1,331 47	
Fonds remis aux receveurs subordonnés pour subvenir aux remboursements de consignations et au payement des dépenses	"	22,938 59	595,231 63	589,197 75	6,033 88	"	"	16,904 71	
Arrérages de pensions payés par provision aux veuves et aux orphelins	"	2,604 00	7,205 46	7,855 46	"	650 00	"	3,254 00	
Avances diverses	"	168 42	645,511 76	645,567 79	"	56 03	"	224 45	
	"	26,884 38	1,252,162 26	1,247,292 51	6,083 88	1,214 13	"	22,014 63	
	26,884f 38c		4,869f 75c		4,869f 75c		22,014f 63c		
Avances des receveurs des contributions diverses.									
Frais de poursuites pour le service des contributions diverses	"	22,875f 64c	112,724f 14c	119,322f 61c	"	6,598f 47c	"	29,474f 11c	
Frais de poursuites pour le service des amendes	"	81,088 96	154,995 41	177,920 47	"	22,925 06	"	104,014 02	
Dépenses d'urgence	"	109,146 05	1,036,423 47	1,065,466 66	"	29,043 19	"	138,189 24	
Parts des chefs indigènes dans les impôts arabes	"	379,462 85	483,146 97	474,995 33	8,151f 64c	"	"	371,311 21	
Avances pour le service des contributions directes, communes, canaux d'irrigation, etc.	"	20,237 77	187,499 22	178,133 36	9,365 86	"	"	10,871 91	
Contributions directes et taxes assimilées — Exercices 1892 et antérieurs	"	148,790 86	84,640 34	"	84,640 34	"	"	64,150 52	
Contributions directes et taxes assimilées — Exercice 1893	"	132,629 37	515,189 03	563,724 48	"	48,535 45	"	181,164 82	
Contributions directes et taxes assimilées — Exercice 1894	"	"	863,957 45	1,002,902 95	"	138,945 50	"	138,945 50	
	"	894,231 50	3,438,576 03	3,582,465 86	102,157 84	246,047 67	"	1,038,121 33	
	894,231f 50c		143,889f 83c		143,889f 83c		1,038,121f 33c		
Avances des receveurs des postes et des télégraphes.									
Avances pour frais de poursuites et d'instances	"	42f 40c	419f 60c	395f 60c	24f 00c	"	"	18f 40c	
Avances pour frais d'exprès et d'affranchissement de télégrammes	"	1,464 50	9,379 40	9,661 00	"	281f 60c	"	1,746 10	
Avances pour le compte de la Caisse nationale d'épargne	"	2,848 76	59,788 90	57,628 96	2,159 94	"	"	688 82	
Allocations aux agents pour opérations de la Caisse nationale d'épargne	"	1,890 80	24,843 45	26,006 35	"	1,162 90	"	3,053 70	
Avances pour arrérages de pensions payés par provision	"	582 00	756 00	354 00	402 00	"	"	180 00	
Frais d'encaissement à domicile des abonnements téléphoniques	"	"	28 25	28 25	"	"	"	"	
	"	6,828 46	95,215 60	94,074 16	2,585 94	1,444 50	"	5,687 02	
	6,828f 46c		1,141f 44c		1,141f 44c		5,687f 02c		
TOTAUX du 10°	"	1,137,300f 81c	5,058,437f 74c	5,134,157f 31c	177,992f 09c	253,711f 66c	"	1,213,020f 38c	
	1,137,300f 81c		75,719f 57c		75,719f 57c		1,213,020f 38c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite du Service de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des* AVANCES POUR DIVERS SERVICES *pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents. des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents. des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents. des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents. des dépenses.	OBSERVATIONS.
11° AVANCES DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
Dépenses à régulariser sur ordonnances ultérieures des ministères	"	2,855,053f 14c	117,649f 44c	104,411f 26c	13,238f 18c	"	"	2,841,814f 96c	
	2,855,053f 14c		13,238f 18c		13,238f 18c		2,841,814f 96c		
12° AVANCES DE L'AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES.									
Excédents de dépenses à régulariser par suite de reversements ultérieurs	"	393f 92c	393f 92c	3,205f 00c	"	2,811f 08c	"	3,205f 00c	
	393f 92c		2,811f 08c		2,811f 08c		3,205f 00c		
13° AVANCES DE DIVERS COMPTABLES.									
Faits antérieurs au 18 mars 1871	"	837,259f 59c	"	"	"	"	"	837,259f 59c	
	837,259f 59c		"		"		837,259f 59c		
RÉCAPITULATION DES AVANCES POUR DIVERS SERVICES.									
1° Avances des receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines	"	5,445,916f 58c	672,352f 28c	569,901f 71c	114,519f 36c	12,068f 79c	"	5,343,466f 01c	
2° Avances des receveurs des douanes	"	1,094,873 18	26,245,578 39	26,343,574 65	65,046 47	163,042 73	"	1,192,869 44	
3° Avances des receveurs des contributions indirectes	"	3,399,673 71	4,409,456 08	4,639,495 53	107,346 24	337,385 69	"	3,629,713 16	
4° Avances des receveurs des postes et des télégraphes	"	754,523 47	4,984,726 50	4,638,578 23	487,616 36	141,468 09	"	408,375 20	
5° Avances des trésoriers-payeurs généraux	"	1,077,737 47	8,057,291 00	9,218,490 01	400,704 15	1,561,903 16	"	2,238,936 48	
6° Avances du caissier-payeur central du Trésor public	375,000 00	237,619,129 48	146,667,393 30	151,300,849 40	6,398,162 24	11,031,618 34	"	241,877,585 58	
7° Avances du payeur central de la Dette publique	"	118,307,690 21	371,460,394 07	364,338,965 31	9,808,698 80	2,687,270 94	"	111,186,261 45	
8° Avances des payeurs des armées	"	14,866 91	28,831 52	53,331 34	"	24,499 82	"	39,366 73	
9° Avances de l'agent comptable des traites de la marine	"	5,712,979 17	18,105,417 81	19,255,413 57	"	1,149,995 76	"	6,862,974 93	
10° Avances des comptables en Algérie	"	1,137,300 81	5,058,437 74	5,134,157 31	177,992 09	253,711 66	"	1,213,020 38	
11° Avances des trésoriers-payeurs des colonies	"	2,855,053 14	117,649 44	104,411 26	13,238 18	"	"	2,841,814 96	
12° Avances de l'agent comptable des virements de comptes	"	393 92	393 92	3,205 00	"	2,811 08	"	3,205 00	
13° Avances de divers comptables	"	837,259f 59c	"	"	"	"	"	837,259 59	
TOTAUX GÉNÉRAUX	375,000 00	378,257,397 64	585,807,922 05	585,600,373 32	17.573,323 89	17,365,775 16	"	377,674,848 91	
EXCÉDENT de recettes	377,882,397f 64c		207,548f 73c		207,548f 73c		377,674,848f 91c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des DÉBETS DE COMPTABLES pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	"	155,617f 04c	15,638f 27c	11,522f 76c	4,115f 51c	"	"	151,501f 53c	
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	"	63,391 09	845 77	598 50	247 27	"	"	63,143 82	
Receveurs des douanes en France	"	1,311 88	"	"	"	"	"	1,311 88	
Receveurs des douanes en Algérie	"	12,437 62	"	"	"	"	"	12,437 62	
Receveurs des postes et des télégraphes en France	"	101,217 85	11,523 27	9,905 41	1,617 86	"	"	99,599 99	
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	"	47,292 59	666 76	"	666 76	"	"	46,625 83	
Receveurs des contributions indirectes en Algérie	"	348,327 03	11,791 67	75,767 81	"	63,976f 05c	"	412,303 08	
Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	114,821 65	33,278 22	"	33,278 22	"	"	81,543 43	
Trésoriers-payeurs en Algérie	"	2,683 00	892 22	"	892 22	"	"	1,790 78	
TOTAUX	"	847,099 75	74,636 27	97,794 48	40,817 84	63,976 05	"	870,257 96	
	847,099f 75c		23,158f 21c		23,158f 21c		870,257f 96c		

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des CRÉANCES LITIGIEUSES pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1894. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
Prêts faits à divers manufacturiers sur le crédit de 5 millions ouvert par la loi du 8 septembre 1830	"	9,857f 53c	"	"	"	"	"	9,857f 53c	
	"		"		"		9,857f 53c		

Suite du **COMPTE DE TRÉSORERIE.**

Suite des **SERVICES DE TRÉSORERIE.**

MOUVEMENTS DE FONDS

ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES

PENDANT L'ANNÉE 1894.

1° État de développement, par comptes.

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *1° État présentant la situation, par comptes, des MOUVEMENTS DE FONDS entre les Comptables des finances pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.		SITUATION AU 1er JANVIER 1894		OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894.						SITUATION AU 1er JANVIER 1895.	
		Excédents		RECETTES			DÉPENSES		EXCÉDENTS	Excédents	
COMPTABLES qui ont effectué la recette.	COMPTABLES qui ont effectué la dépense.	des recettes.	des dépenses.	par comptables.	par virements.	TOTAL des recettes.	par comptables.	par virements.	TOTAL des dépenses.	des recettes. des dépenses.	des recettes.	des dépenses.
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	64,265f 00c	"	64,265f 00c	64,265f 00c	"	64,265f 00c	" "	"	"
	Caissier-payeur central du Trésor public	"	"	877,000 00	"	877,000 00	877,000 00	"	877,000 00	" "	"	"
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	"	7,079f 97c	20,835 86	"	20,835 86	20,835 86	"	20,835 86	" "	"	7,079f 97c
	Leurs collègues	"	"	2,964,271 54	"	2,964,271 54	2,964,271 54	"	2,964,271 54	" "	"	"
Receveurs des douanes en France	Receveurs des contributions indirectes en France	"	"	1,756,043 34	"	1,756,043 34	1,756,043 34	"	1,756,043 34	" "	"	"
	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	3,894,182 67	"	3,894,182 67	3,894,182 67	"	3,894,182 67	" "	"	"
	Receveurs des douanes en Algérie	"	"	7,057 36	"	7,057 36	7,057 36	"	7,057 36	" "	"	"
	Leurs collègues	"	"	2,626,604 42	"	2,626,604 42	2,626,604 42	"	2,626,604 42	" "	"	"
Receveurs des contributions indirectes en France	Receveurs des douanes en France	"	"	203,514 56	"	203,514 56	203,514 56	"	203,514 56	" "	"	"
	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	11,004,000 00	"	11,004,000 00	11,004,000 00	"	11,004,000 00	" "	"	"
	Receveurs des douanes en Algérie	"	"	666 66	"	666 66	666 66	"	666 66	" "	"	"
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	5,401 22	"	5,401 22	5,401 22	"	5,401 22	" "	"	"
	Leurs collègues	"	"	4,298,677 77	"	4,298,677 77	4,298,677 77	"	4,298,677 77	" "	"	"
Receveurs des postes et des télégraphes en France	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	"	"	16,797,268 10	"	16,797,268 10	16,797,268 10	"	16,797,268 10	" "	"	"
	Receveurs des douanes en France	"	"	16,566,200 00	"	16,566,200 00	16,566,200 00	"	16,566,200 00	" "	"	"
	Receveurs des contributions indirectes en France	"	"	16,832,105 96	"	16,832,105 96	16,832,105 96	"	16,832,105 96	" "	"	"
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	"	"	377,195,921 75	"	377,195,921 75	377,195,921 75	"	377,195,921 75	" "	"	"
	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	90,638,564 26	"	90,638,564 26	90,638,564 26	"	90,638,564 26	" "	"	"
	Caissier-payeur central du Trésor public	"	"	27,041,100 76	"	27,041,100 76	27,041,100 76	"	27,041,100 76	" "	"	"
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	"	14 40	88,161 15	"	88,161 15	88,196 52	"	88,196 52	" 35f 37c	"	49 77
	Leurs collègues	"	102,445 32	192,688,048 18	"	192,688,048 18	192,677,519 62	"	192,677,519 62	10,528f 56c "	"	91,916 76
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	Receveurs des postes et des télégraphes en France	"	3,000 00	315,698,156 56	"	315,698,156 56	315,698,156 56	"	315,698,156 56	" "	"	3,000 00
	Caissier-payeur central du Trésor public	"	"	83,878,386 41	"	83,878,386 41	83,878,386 41	"	83,878,386 41	" "	"	"
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	3,000f 00c	"	6,919,185 96	"	6,919,185 96	6,919,185 96	"	6,919,185 96	" "	3.000f 00c	"
Trésoriers-payeurs généraux	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	"	"	438,381,769 26	"	438,381,769 26	438,381,769 26	"	438,381,769 26	" "	"	"
	Receveurs des douanes en France	"	"	349,319,077 31	"	349,319,077 31	349,319,077 31	"	349,319,077 31	" "	"	"
	Receveurs des contributions indirectes en France	"	"	713,784,189 60	"	713,784,189 60	713,784,189 60	"	713,784,189 60	" "	"	"
	Receveurs des postes et des télégraphes en France	"	"	277,982,863 03	"	277,982,863 03	277,982,863 03	"	277,982,863 03	" "	"	"
	Caissier-payeur central du Trésor public	10 00	"	1,799,296,863 74	"	1,799,296,863 74	1,799,296,873 74	"	1,799,296,873 74	" 10 00	"	"
	Payeur central de la dette publique	"	"	1,604,919 70	"	1,604,919 70	1,604,919 70	"	1,604,919 70	" "	"	"
	Agent comptable des traites de la marine	4,909 25	"	162 90	"	162 90	6,073 16	"	6,073 16	" 5,910 26	"	1,001 01
	Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	1,401,738 60	"	1,401,738 60	1,401,738 60	"	1,401,738 60	" "	"	"
	Trésoriers-payeurs des colonies	"	"	114,696 50	"	114,696 50	"	"	"	114,696 50 "	114,696 50	"
	Payeurs d'armée	"	116,811 70	809,495 95	"	809,495 95	692,684 25	"	692,684 25	116,811 70 "	"	"
	Leurs collègues	"	"	36,987,166 49	"	36,987,166 49	36,987,166 49	"	36,987,166 49	" "	"	"
	A reporter	7,919 25	229,351 39	4,791,748,562 57	"	4,791,748,562 57	4,791,512,481 44	"	4,791,512,481 44	242,036 76 5,955 63	117,696 50	103,047 51

Suite du COMPTE DE DE TRÉSORERIE.

Suite des *SERVICES DE TRÉSORERIE.* — 1° Suite de *l'État présentant la situation par comptes des MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1894.*

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.		SITUATION au 1er JANVIER 1894. Excédents		OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. RECETTES			DÉPENSES.			EXCÉDENTS		SITUATION au 1er JANVIER 1895. Excédent.	
COMPTABLES qui ont effectué la recette.	COMPTABLES qui ont effectué la dépense.	des recettes.	des dépenses.	par comptable.	par virements.	TOTAL des recettes.	par comptables.	par virements.	TOTAL des dépenses.	des recettes.	des dépenses.	des recettes.	des dépenses.
	Report	7,919 25	229,351 39	4,791,748.562 57	"	4,791,748,562 57	4,791,512,481 44	"	4,791,512,481 44	242,036 76	5,955 63	117,696 50	103,047 51
Caissier-payeur central du Trésor public	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	"	"	308,937,703 12	"	308,937,703 12	308,937,703 12	"	308,937,703 12	"	"	"	"
	Receveurs des douanes en France. (Numéraire.)	"	"	77,468,508 87	"	77,468,508 87	77,468,508 87	"	77,468,508 87	"	"	"	"
	Receveurs des douanes en France. (Traites de douanes.)	8,772 86	"	38,106,677 88	"	38,106,677 88	38,106,677 88	"	38,106,677 88	"	"	8,772 86	"
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Numéraire.)	"	351 00	293,574,814 86	"	293,574,814 86	293,574,814 86	"	293,574,814 86	"	"	"	351 00
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Valeurs diverses.)	10,632 99	"	"	"	"	"	"	"	"	"	10,632 99	"
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Obligations des redevables.)	"	10,281 99	46,607,892 00	"	46,607,892 00	46,607,892 00	"	46,607,892 00	"	"	"	10,281 99
	Receveurs des postes et des télégraphes en France.	"	4,000 00	23,495,776 43	"	23,495,776 43	23,504,276 43	"	23,504,276 43	"	8,500 00	"	12,500 00
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	536 74	"	18,846,189 02	"	18,846,189 02	18,846,189 02	"	18,846,189 02	"	"	536 74	"
	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	2,509,205,274 52	"	2,509,205,274 52	2,509,205,274 52	"	2,509,205,274 52	"	"	"	"
	Payeur central de la dette publique	"	"	26,082,630 83	"	26,082,630 83	26,082,630 83	"	26,082,630 83	"	"	"	"
	Payeurs des armées	"	"	1,166,248 21	"	1,166,078 61	1,166,078 61	"	1,166,078 61	169 60	"	169 60	"
	Agent comptable des traites de la marine	2,276 38	"	87,157 40	"	87,157 40	88,197 43	"	88,197 43	"	1,040 03	1,236 35	"
	Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	57,815 96	"	2,483,510 41	"	2,483,510 41	2,540,867 27	"	2,540,867 27	"	57,356 86	459 10	"
	Trésoriers-payeurs en Algérie	1,494,892 07	"	82,356,325 66	"	82,356,325 66	83,705,337 34	"	83,705,337 34	"	1,349,011 68	145,880 39	"
	Receveurs des douanes en Algérie. (Traites de douanes.)	"	7,654 79	1,446,799 25	"	1,446,799 25	1,446,799 25	"	1,446,799 25	"	"	"	7,654 79
	Receveurs des douanes en Algérie. (Traites d'octroi de mer.)	"	1,118 07	795,220 47	"	795,220 47	795,220 47	"	795,220 47	"	"	"	1,118 07
	Receveurs des douanes en Algérie. (Traites concernant les alcools.)	"	"	15,482 29	"	15,482 29	15,482 29	"	15,482 29	"	"	"	"
	Trésoriers-payeurs des colonies	6,797,421 14	"	21,064,807 30	3,351 71	21,068,159 01	18,230,417 86	1,615,623 00	19,846,040 86	1,222,118 15	"	8,019,539 29	"
	Son successeur	"	"	606,816,576 45	"	606,816,576 45	606,816,576 45	"	606,816,576 45	"	"	"	"
Payeur central de la dette publique	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	242,278,206 94	"	242,278,206 94	242,278,206 94	"	242,278,206 94	"	"	"	"
	Caissier-payeur central du Trésor public	"	"	481,736,032 59	"	481,736,032 59	481,736,032 59	"	481,736,032 59	"	"	"	"
	Payeurs des armées	"	"	36,665 74	"	36,665 74	36,665 74	"	36,665 74	"	"	"	"
	Trésoriers-payeurs en Algérie	3,653 75	"	825,607 05	"	825,607 05	829,260 80	"	829,260 80	"	3,653 75	"	"
	Trésoriers-payeurs des colonies	81,450 63	"	238,777 86	1,500 00	240,277 86	261,983 91	125 00	262,108 91	"	21,831 05	59,619 58	"
Payeurs des armées	Caissier-payeur central du Trésor public	406,651 37	"	10,393,859 20	"	10,393,859 20	10,647,414 51	"	10,647,414 51	"	253,555 31	153,096 06	"
	Payeur central de la Dette publique	"	137 50	273 65	"	273 65	136 15	"	136 15	137 50	"	"	"
Agent comptable des traites de la marine	Caissier-payeur central du Trésor public	997 92	"	11,508,251 82	"	11,508,251 82	11,502,862 67	"	11,502,862 67	5,389 15	"	6,387 07	"
	Trésoriers-payeurs généraux	646 16	"	"	"	"	"	"	"	"	"	646 16	"
	Son successeur	"	"	8 071,247 29	"	8,071,247 29	8,071,247 29	"	8,071,247 29	"	"	"	"
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	Caissier-payeur central du Trésor public	"	3,561 20	1,179,246 77	"	1,179,246 77	1,176,995 47	"	1,176,995 47	2,251 30	"	"	1,309 90
	A reporter	8,873,667 22	256,455 94	9,606,574,326 45	4,851 71	9,606,579,178 16	9,605,192,232 01	1,615,748 00	9,606,807,980 01	1,472,102 46	1,700,904 31	8,524,672 69	136,263 26

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — 1° Suite de l'*État présentant la situation, par comptes, des Mouvements de fonds entre les comptables des finances pendant l'année 1894.*

Désignation des comptables. — Comptables qui ont effectué la recette.	Comptables qui ont effectué la dépense.	Situation au 1er janvier 1894. Excédents des recettes.	Situation au 1er janvier 1894. Excédents des dépenses.	Recettes par comptables.	Recettes par virements.	Opérations de l'année 1894. Total des recettes.	Dépenses par comptables.	Dépenses par virements.	Dépenses Total des dépenses.	Excédents des recettes.	Excédents des dépenses.	Situation au 1er janvier 1895. Excédent des recettes.	Situation au 1er janvier 1895. Excédent des dépenses.
	Report	8,873,667f 22c	256,455f 94c	9,606,574,326f 45c	4,851f 71c	9,606,579,178f 16c	9,605,192,232f 01c	1,615,748f 00c	9,606,807,980f 01c	1,472,102f 46c	1,700,904f 31c	8,524,672f 69c	136,263f 26c
Trésoriers-payeurs en Algérie	Trésoriers-payeurs généraux	4,000 00	"	645,987 60	"	645,987 60	645,987 60	4,000 00	649,987 60	"	4,000 00	"	"
	Caissier-payeur central du Trésor public	"	4,000 00	62,620,168 76	4,000 00	62,624,168 76	60,873,060 00	"	60,873,060 00	1,751,108 76	"	1,747,108 76	"
	Payeur central de la dette publique	"	"	56,037 92	"	56,037 92	56,037 92	"	56,037 92	"	"	"	"
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	11,700 04	"	10,257,294 76	"	10,257,294 76	10,257,334 76	11,660 04	10,268,994 80	"	11,700 04	"	"
	Receveurs des douanes en Algérie	"	"	14,667,604 00	"	14,667,604 00	14,667,604 00	"	14,667,604 00	"	"	"	"
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	52,082,798 69	11,660 04	52,094,458 73	52,082,498 61	"	52,082,498 61	11,960 12	"	11,960 12	"
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	"	"	7,816,842 29	"	7,816,842 29	7,816,842 29	"	7,816,842 29	"	"	"	"
	Leurs collègues	"	"	2,003,339 01	"	2,003,339 01	2,001,516 95	"	2,001,516 95	1,822 06	"	1,822 06	"
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	10,095 25	"	4,211 78	"	4,211 78	4,211 78	"	4,211 78	"	"	10,095 25	"
	Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	137,680 00	"	137,680 00	137,680 00	"	137,680 00	"	"	"	"
	Leurs collègues	"	3,015 28	793,174 90	"	793,174 90	793,174 90	"	793,174 90	"	"	"	3,015 28
Receveurs des douanes en Algérie	Receveurs des douanes en France	"	"	26,183 65	"	26,183 65	26,183 65	"	26,183 65	"	"	"	"
	Receveurs des contributions indirectes	"	"	6,466 91	"	6,466 91	6,466 91	"	6,466 91	"	"	"	"
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	6,976,158 94	"	6,976,158 94	6,976,158 94	"	6,976,158 94	"	"	"	"
	Leurs collègues	"	"	226,945 33	"	226,945 33	226,945 33	"	226,945 33	"	"	"	"
Receveurs des contributions diverses en Algérie	Receveurs des contributions indirectes en France	"	"	86,376 15	"	86,376 15	86,376 15	"	86,376 15	"	"	"	"
	Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	13,534,097 10	"	13,534,097 10	13,534,097 10	"	13,534,097 10	"	"	"	"
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	"	"	2,393,504 00	"	2,393,504 00	2,393,504 00	"	2,393,504 00	"	"	"	"
	Receveurs des douanes en Algérie	"	"	139,890 51	"	139,890 51	139,890 51	"	139,890 51	"	"	"	"
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	"	"	10,447,667 48	"	10,447,667 48	10,447,667 48	"	10,447,667 48	"	"	"	"
	Leurs collègues	"	"	25,268,184 30	"	25,268,184 30	25,268,184 30	"	25,268,184 30	"	"	"	"
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	Receveurs des postes et des télégraphes en France	63 55	"	25,362 02	"	25,362 02	25,525 44	"	25,525 44	"	163 42	"	99 87
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	"	"	9,064,163 62	"	9,064,163 62	9,064,163 62	"	9,064,163 62	"	"	"	"
	Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	8,060,815 80	"	8,060,815 80	8,060,815 80	"	8,060,815 80	"	"	"	"
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	871,306 80	"	871,306 80	871,306 80	"	871,306 80	"	"	"	"
	Leurs collègues	349 51	"	1,240,836 38	"	1,240,836 38	1,241,094 14	"	1,241,094 14	"	257 76	91 75	"
Trésoriers-payeurs des colonies	Trésoriers-payeurs généraux	"	3,359,900 80	4,549,001 50	"	4,549,001 50	8,090,138 50	"	8,090,138 50	"	3,541,137 00	"	6,901,037 80
	Caissier-payeur central du Trésor public	"	14,973,692 77	19,780,258 90	15,656 75	19,795,915 65	14,821,811 24	2,866 62	14,824,677 86	4,971,237 79	"	"	10,002,454 98
	Payeur central de la Dette publique	"	21,084 57	31,179 53	"	31,179 53	20,396 66	1,533 75	21,930 41	9,249 12	"	"	11,835 45
	Agent comptable des traites de la marine	3,184 20	"	13,231 65	206 60	13,438 25	16,625 25	"	16,625 25	"	3,187 00	"	2 80
	Leurs collègues	"	10,031,951 58	15,415,011 39	1,601,286 65	17,016,298 04	21,758,652 72	"	21,758,652 72	"	4,742,354 68	"	14,774,306 26
Agent comptable des virements de comptes	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	12,239 37	"	"	75,261 78	75,261 78	74,615 31	"	74,615 31	646 47	"	12,885 84	"
	Totaux	8,915,299 14	28,650,100 94	9,875,816,108 12	1,712,923 53	9,877,529,031 65	9,877,678,800 67	1,635,808 41	9,879,314,609 08	8,218,126 78	10,003,704 21	10,308,636 47	31,829,015 70
	Excédent de dépenses	19,734,801f 80c								1,785,577f 43c		21,520,379f 23c	

Suite du **COMPTE DE TRÉSORERIE.**

Suite des **SERVICES DE TRÉSORERIE.**

Suite des MOUVEMENTS DE FONDS

ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES

PENDANT L'ANNÉE 1894.

2° État de développement, par comptables.

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — 2° *État de développement, par Comptables, des Mouvements de fonds entre les comptables des finances pendant l'année 1894.*

FONDS REÇUS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

Comptables qui ont reçu les fonds.	Comptables qui ont envoyé les fonds.	Opérations de l'année 1894. Recettes des comptables.	Virements de comptes.	Total des recettes.	
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	Trésoriers-payeurs généraux	64,265f 00c	"	64,265f 00c	3,926,372f 40c
	Caissier-Payeur central du Trésor public	877,000 00	"	877,000 00	
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	20,835 86	"	20,835 86	
	Leurs collègues	2,964,271 54	"	2,964,271 54	
		3,926,372 40	"		
Receveurs des douanes en France	Recev. des contributions indirectes en France	1,756,043 34	"	1,756,043 34	8,283,887 79
	Trésoriers-payeurs généraux	3,894,182 67	"	3,894,182 67	
	Receveurs des douanes en Algérie	7,057 36	"	7,057 36	
	Leurs collègues	2,626,604 42	"	2,626,604 42	
		8,283,887 79	"		
Receveurs des contributions indirectes en France.	Receveurs des douanes	203,514 56	"	203,514 56	15,512,260 21
	Trésoriers-payeurs généraux	11,004,000 00	"	11,004,000 00	
	Receveurs des douanes en Algérie	666 66	"	666 66	
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	5,401 22	"	5,401 22	
	Leurs collègues	4,298,677 77	"	4,298,677 77	
		15,512,260 21	"		
Receveurs des postes et des télégraphes en France	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	16,797,268 10	"	16,797,268 10	737,847,370 16
	Receveurs des douanes en France	16,566,200 00	"	16,566,200 00	
	Recev. des contributions indirectes en France	16,832,105 96	"	16,832,105 96	
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	377,195,921 75	"	377,195,921 75	
	Trésoriers-payeurs généraux	90,638,564 26	"	90,638,564 26	
	Caissier-payeur central du Trésor public	27,041,100 76	"	27,041,100 76	
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	88,161 15	"	88,161 15	
	Leurs collègues	192,688,048 18	"	192,688,048 18	
		737,847,370 16	"		
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Recev. des postes et des télégraphes en France	315,698,156 56	"	315,698,156 56	406,495,728 93
	Caissier-payeur central du Trésor public	83,878,386 41	"	83,878,386 41	
	Recev. des postes et des télégraphes en Algérie	6,919,185 96	"	6,919,185 96	
		406,495,728 93	"		

FONDS ENVOYÉS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

Comptables qui ont envoyé les fonds.	Comptables qui ont reçu les fonds.	Opérations de l'année 1894. Dépenses des comptables.	Virements de comptes.	Total des dépenses.	
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	Recev. des postes et des télégraphes en France	16,797,268f 10c	"	16,797,268f 10c	767,085,223f 80c
	Trésoriers-payeurs généraux	438,381,769 26	"	438,381,769 26	
	Caissier-payeur central du Trésor public	308,937,703 12	"	308,937,703 12	
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	4,211 78	"	4,211 78	
	Leurs collègues	2,964,271 54	"	2,964,271 54	
		767,085,223 80	"		
Receveurs des douanes en France	Recev. des contributions indirectes en France	203,514 56	"	203,514 56	484,316,766 69
	Recev. des postes et des télégraphes en France	16,566,200 00	"	16,566,200 00	
	Trésoriers-payeurs généraux	349,319,077 31	"	349,319,077 31	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Numéraire.)	77,468,508 87	"	77,468,508 87	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Traites de douanes.)	38,106,677 88	"	38,106,677 88	
	Receveurs des douanes en Algérie	26,183 65	"	26,183 65	
	Leurs collègues	2,626,604 42	"	2,626,604 42	
		484,316,766 69	"		
Receveurs des contributions indirectes en France.	Receveurs des douanes en France	1,756,043 34	"	1,756,043 34	1,076,946,566 59
	Recev. des postes et des télégraphes en France	16,832,105 96	"	16,832,105 96	
	Trésoriers-payeurs généraux	713,784,189 60	"	713,784,189 60	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Numéraire.)	293,574,814 86	"	293,574,814 86	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Obligations des redevables.)	46,607,892 00	"	46,607,892 00	
	Receveurs des douanes en Algérie	6,466 91	"	6,466 91	
	Recev. des contributions diverses en Algérie	86,376 15	"	86,376 15	
	Leurs collègues	4,298,677 77	"	4,298,677 77	
		1,076,946,566 59	"		
Receveurs des postes et des télégraphes en France	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	315,698,156 56	"	315,698,156 56	809,888,341 08
	Trésoriers-payeurs généraux	277,982,863 03	"	277,982,863 03	
	Caissier-payeur central du Trésor public	23,504,276 43	"	23,504,276 43	
	Receveurs des postes et télégraphes en Algérie	25,525 44	"	25,525 44	
	Leurs collègues	192,677,519 62	"	192,677,519 62	
		809,888,341 08	"		
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Recev. des postes et des télégraphes en France	377,195,921 75	"	377,195,921 75	405,180,889 70
	Caissier-payeur central du Trésor public	18,846,189 02	"	18,846,189 02	
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	9,064,163 62	"	9,064,163 62	
	Agent comptable des virements de comptes	74,615 31	"	74,615 31	
		405 180,889 70	"		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — 2° Suite de l'*État de développement, par Comptables, des Mouvements de fonds entre les comptables des finances pendant l'année 1894.*

FONDS REÇUS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

Comptables qui ont reçu les fonds.	Comptables qui ont envoyé les fonds.	Opérations de l'année 1894. Recettes des comptables.	Virements de comptes.	Total des recettes.	
Trésoriers-payeurs généraux	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	438,381,769f 26c	"	438,381,769f 26c	
	Receveurs des douanes en France	349,319,077 31	"	349,319,077 31	
	Recev. des contributions indirectes en France.	713,784,189 60	"	713,784,189 60	
	Recev. des postes et des télégraphes en France.	277,982,863 03	"	277,982,863 03	
	Caissier-payeur central du Trésor public	1,799,296,863 74	"	1,799,296,863 74	
	Payeur central de la dette publique	1,604,919 70	"	1,604,919 70	3,619,682,943f 08c
	Agent comptable des traites de la marine	162 90	"	162 90	
	Trésoriers-payeurs en Algérie	1,401,738 60	"	1,401,738 60	
	Trésoriers-payeurs des colonies	114,696 50	"	114,696 50	
	Payeurs d'armées	809,495 95	"	809,495 95	
	Leurs collègues	36,987,166 49	"	36,987,166 49	
		3,619,682,943 08	"		
Caissier-payeur central du Trésor public	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	308,937,703 12	"	308,937,703 12	
	Recev. des douanes en France. (Numéraire.)	77,468,508 87	"	77,468,508 87	
	Receveurs des douanes en France. (Traites de douanes)	38,106,677 88	"	58,106 677 88	
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Numéraire.)	293,574,814 86	"	293,574,814 86	
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Valeurs diverses)	"	"	"	
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Obligations des redevables.)	46,607,892 00	"	46,607,892 00	
	Recev. des postes et des télégraphes en France.	23,495,776 43	"	23,495,776 43	
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	18,846,189 02	"	18,846,189 02	
	Trésoriers-payeurs généraux	2,509,205,274 52	"	2,509,205,274 52	
	Payeur central de la dette publique	26,082,630 83	"	26,082,630 83	4,058,560,946 68
	Payeurs des armées	1,166,248 21	"	1,166,248 21	
	Agent comptable des traites de la marine	87,157 40	"	87,157 40	
	Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	2,483,510 41	"	2,483,510 41	
	Trésoriers-payeurs en Algérie	82,356,325 66	"	82,356,325 66	
	Receveurs des douanes en Algérie. (Traites de douanes.)	1,446,799 25	"	1,446,799 25	
	Receveurs des douanes en Algérie. (Traites d'octroi de mer.)	795,220 47	"	795,220 47	
	Receveurs des douanes en Algérie. (Traites concernant les alcools.)	15,482 29	"	15,482 29	
	Trésoriers-payeurs des colonies	21,064,807 30	3,351f 71c	21,068,159 01	
	Son successeur	606,816,576 45	"	606,816,576 45	
		4,058,557,594 97	3,351 71		
Payeur central de la Dette publique	Trésoriers-payeurs généraux	242,278,206 94	"	242,278,206 94	
	Caissier-payeur central du Trésor public	481,736,032 59	"	481,736,032 59	
	Payeurs des armées	36,665 74	"	36,665 74	725,116,790 18
	Trésoriers-payeurs en Algérie	825,607 05	"	825,607 05	
	Trésoriers-payeurs des colonies	238,777 86	1,500 00	240,277 86	
		725,115,290 18	1,500 00		

FONDS ENVOYÉS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

Comptables qui ont envoyé les fonds.	Comptables qui ont reçu les fonds.	Opérations de l'année 1894. Dépenses des comptables.	Virements de comptes.	Total des dépenses.	
Trésoriers-payeurs généraux	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	64,265f 00c	"	64,265f 00c	
	Receveurs des douanes en France	3,894,182 67	"	3,894,182 67	
	Recev. des contributions indirectes en France.	11,004,000 00	"	11,004,000 00	
	Recev. des postes et des télégraphes en France.	90,638,564 26	"	90,638,564 26	
	Caissier-payeur central du Trésor public	2,509,205,274 52	"	2,509,205,274 52	2,902,811,785f 98c
	Payeur central de la dette publique	242,278,206 94	"	242,278,206 94	
	Trésoriers-payeurs en Algérie	645,987 60	4,000f 00c	649,987 60	
	Trésoriers-payeurs des colonies	8,090,138 50	"	8,090,138 50	
	Leurs collègues	36,987,166 49	"	36,987,166 49	
		2,902,807,785 98	4,000 00		
Caissier-payeur central du Trésor public	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	877,000 00	"	877,000 00	
	Recev. des postes et des télégraphes en France.	27.041,100 76	"	27,041,100 76	
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	83,878,386 41	"	83,878,386 41	
	Trésoriers-payeurs généraux	1,799,296,873 74	"	1,799,296,873 74	
	Payeur central de la dette publique	481,736,032 59	"	481,736,032 59	
	Payeurs des armées	10,647,414 51	"	10,647,414 51	3,098,670,980 46
	Agent comptable des traites de la marine	11,502,862 67	"	11,502,862 67	
	Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	1,176,995 47	"	1,176,995 47	
	Trésoriers-payeurs en Algérie	60,873,060 00	"	60,873,060 00	
	Trésoriers-payeurs des colonies	14,821,811 24	2,866 62	14,824,677 86	
	Son successeur	606,816,576 45	"	606,816,576 45	
		3,098,668,113 84	2,866 62		
Payeur central de la dette publique	Trésoriers-payeurs généraux	1,604,919 70	"	1,604,919 70	
	Caissier-payeur central du Trésor public	26,082,630 83	"	26,082,630 83	
	Payeurs des armées	136 15	"	136 15	27,765,655 01
	Trésoriers-payeurs en Algérie	56,037 92	"	56,037 92	
	Trésoriers-payeurs des colonies	20,396 66	1,533 75	21,930 41	
		27,764,121 26	1,533 75		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — 2° Suite de l'*État de développement, par Comptables, des MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1894.*

FONDS REÇUS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Recettes des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES RECETTES.	
Payeurs des armées	Caissier-payeur central du Trésor public....	10,393,859f 20c	"	10,393,859f 20c	10,394,132f 85c
	Payeur central de la dette publique.....	273 65	"	273 65	
		10,394,132 85	"		
Agent comptable des traites de la marine.....	Caissier-payeur central du Trésor public....	11,508,251 82	"	11,508,251 82	19,579,499 11
	Son successeur.....	8,071,247 29	"	8,071,247 29	
		19,579,499 11	"		
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires....	Caissier-payeur central du Trésor public...	1,179,246 77	"	1,179,246 77	1,179,246 77
COMPTABLES EN ALGÉRIE.					
Trésoriers-payeurs en Algérie.....	Trésoriers-payeurs généraux.....	645,987 60	"	645,987 60	150,165,733 07
	Caissier-payeur central du Trésor public....	62,620,168 76	4,000f 00c	62,624,168 76	
	Payeur central de la dette publique.....	56,037 92	"	56,037 92	
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie.....	10,257,294 76	"	10,257,294 76	
	Receveurs des douanes en Algérie.....	14,667,604 00	"	14,667,604 00	
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	52,082,798 69	11,660 04	52,094,458 73	
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie.....	7,816,842 29	"	7,816,842 29	
	Leurs collègues.....	2,003,339 01	"	2,003,339 01	
		150,150,073 03	15,660 04		
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie.....	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France.....	4,211 78	"	4,211 78	935,066 68
	Trésoriers-payeurs en Algérie.....	137,680 00	"	137,680 00	
	Leurs collègues.....	793,174 90	"	793,174 90	
		935,066 68	"		
Receveurs des douanes en Algérie..	Receveurs des douanes en France.....	26,183 65	"	26,183 65	7,235,754 83
	Recev. des contributions indirectes en France.	6,466 91	"	6,466 91	
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	6,976,158 94	"	6,976,158 94	
	Leurs collègues.....	226,945 33	"	226,945 33	
		7,235,754 83	"		
	A reporter (Comptables en Algérie).	158,320,894 54	15,660 04	.....	158,336,554 58

FONDS ENVOYÉS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Dépenses des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES DÉPENSES.	
Payeurs des armées.	Trésoriers-payeurs généraux.....	692,684f 25c	"	692,684f 25c	1,895,428f 60c
	Caissier-payeur central du Trésor public....	1,166,078 61	"	1,166,078 61	
	Payeur central de la dette publique.....	36,665 74	"	36,665 74	
		1,895,428 60	"		
Agent comptable des traites de la marine.....	Trésoriers-payeurs généraux.....	6,073 16	"	6,073 16	8,182,143 13
	Caissier-payeur central du Trésor public....	88,197 43	"	88,197 43	
	Trésoriers-payeurs des colonies.....	16,625 25	"	16,625 25	
	Son successeur.....	8,071,247 29	"	8,071,247 29	
		8,182,143 13	"		
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires.....	Caissier-payeur central du Trésor public....	2,540,867 27	"	2,540,867 27	2,540,867 27
COMPTABLES EN ALGÉRIE.					
Trésoriers-payeurs en Algérie.....	Trésoriers-payeurs généraux.....	1,401,738 60	"	1,401,738 60	109,670,446 59
	Caissier-payeur central du Trésor public....	83,705,337 34	"	83,705,337 34	
	Payeur central de la dette publique.....	829,260 80	"	829,260 80	
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie.....	137,680 00	"	137,680 00	
	Recev. des contributions diverses en Algérie..	13,534,097 10	"	13,534,097 10	
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie.....	8,060,815 80	"	8,060,815 80	
	Leurs collègues.....	2,001,516 95	"	2,001,516 95	
		109,670,446 59	"		
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie.....	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France.....	20,835 86	"	20,835 86	13,476,509 56
	Trésoriers-payeurs en Algérie.....	10,257,334 76	11,660 04	10,268,994 80	
	Receveurs des contributions diverses en Algérie.....	2,393,504 00	"	2,393,504 00	
	Leurs collègues.....	793,174 90	"	793,174 90	
		13,464,849 52	11,660 04		
Receveurs des douanes en Algérie..	Receveurs des douanes en France.....	7,057 36	"	7,057 36	17,299,665 87
	Receveurs des contributions indir. en France.	666 66	"	666 66	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Traites de douanes.).....	1,446,799 25	"	1,446,799 25	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Traites d'octroi de mer.).....	795,220 47	"	795,220 47	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Traités concernant les alcools.).....	15,482 29	"	15,482 29	
	Trésoriers-payeurs en Algérie.....	14,667,604 00	"	14,667,604 00	
	Recev. des contributions diverses en Algérie..	139,890 51	"	139,890 51	
	Leurs collègues.....	226,945 33	"	226,945 33	
		17,299,665 87	"		
	A reporter (Comptables en Algérie).	140,434,961 98	11,660 04	.....	140,446,622 02

Suite du **COMPTE DE TRÉSORERIE.**

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.— 2° Suite de l'*État de développement, par Comptables, des MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1894.*

FONDS REÇUS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Dépenses des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES RECETTES.	
	Report des comptables en Algérie.	158,320,894f 54c	15,660f 04c	.....	158,336,554f 58c
Receveurs des contributions diverses en Algérie...	Recev. des contributions indirectes en France.	86,376 15	"	86,376f 15c	
	Trésoriers-payeurs en Algérie.....	13,534,097 10	"	13,534,097 10	
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie.....	2,393,504 00	"	2,393,504 00	51,869,719 54
	Receveurs des douanes en Algérie..	139,890 51	"	139,890 51	
	Recev. des postes et des télégraphes en Algérie.	10,447,667 48	"	10,447,667 48	
	Leurs collègues.....	25,268,184 30	"	25,268,184 30	
		51,869,719 54	"		
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie.....	Recev. des postes et des télégraphes en France.	25,362 02	"	25,362 02	
	Agent comptable de la caisse nationale d'épargne	9,064,163 62	"	9,064,163 02	
	Trésoriers-payeurs en Algérie.....	8,060,815 80	"	8,060,815 80	19,262,484 62
	Receveurs des contributions diverses.....	871,306 80	"	871,306 00	
	Leurs collègues.....	1,240,836 38	"	1,240,836 38	
		19,262,484 62	"	.....	
	TOTAUX des comptables en Algérie....	229,453,098 70	15,660 04		229,468,758 74
Trésoriers-payeurs des colonies....	Trésoriers-payeurs généraux.....	4,549,001 50	"	4,549,001 50	
	Caissier-payeur central du Trésor public....	19,780,258 90	15,656 75	19,795,915 65	
	Payeur central de la dette publique.....	31,179 53	"	31,179 53	41,405,832 97
	Agent comptable des traites de la marine...	13,231 65	206 60	13,438 25	
	Leurs collègues.....	15,415,011 39	1,601,286 65	17,016,298 04	
		39,788,682 97	1,617,150 00		
Agent comptable des virements de comptes.....	Agent comptable de la Caisse d'épargne....	"	75,261 78	75,261 78	75,261 78

RÉCAPITULATION DES RECETTES PAR COMPTABLES.

Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	3,926,372f 40c
Receveurs des douanes en France	8,283,887 79
Receveurs des contributions indirectes en France	15,512,260 21
Receveurs des postes et des télégraphes en France	737,847,370 16
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	406,495,728 93
Trésoriers-payeurs généraux	3,619,682,943 08
Caissier-payeur central du Trésor public	4,058,560,946 68
Payeur central de la dette publique	725,116,790 18
Payeurs des armées	10,394,132 85
Agent comptable des traites de la marine	19,579,499 11
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	1,179,246 77
Comptables en Algérie	229,468,758 74
Trésoriers-payeurs des colonies	41,405,832 97
Agent comptable des virements de comptes	75,261 78
TOTAL GÉNÉRAL	9,877,529,031 65

FONDS ENVOYÉS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Recettes des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES DÉPENSES.	
	Report des comptables en Algérie.	140,434,961f 98c	11,660f 04c	.....	140,446,622f 02c
Receveurs des contributions diverses en Algérie	Recev. des contributions indirectes en France.	5,401 22	"	5,401 22	
	Trésoriers-payeurs en Algérie.....	52,082,498 61	"	52,082,498 61	
	Receveurs des douanes en Algérie.....	6,976,158 94	"	6,976,158 94	85,203,549 87
	Recev. des postes et des télégraphes en Algérie.	871,306 80	"	871,306 80	
	Leurs collègues.....	25,268,184 30	"	25,268,184 30	
		85,203,549 87	"		
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie.....	Receveurs des postes et des télégraphes en France.....	88,196 52	"	88,196 52	
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	6,919,185 96	"	6,919,185 96	
	Trésoriers-payeurs en Algérie.....	7,816,842 29	"	7,816,842 29	26,512,986 39
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	10,447,667 48	"	10,447,667 48	
	Leurs collègues.....	1,241,094 14	"	1,241,094 14	
		26,512,986 39	"		
	TOTAUX des comptables en Algérie....	252,151,498 24	11,660 04	.....	252,163,158 28
Trésoriers-payeurs des colonies....	Caissier-payeur central du Trésor public....	18,230,417 86	1,615,623 00	19,846,040 86	
	Payeur central de la dette publique.....	261,983 91	125 00	262,108 91	41,866,802 49
	Leurs collègues.....	21,758,652 72	"	21,758,652 72	
		40,251,054 49	1,615,748 00		

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES PAR COMPTABLES.

Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	767,085,223f 80c
Receveurs des douanes en France	484,316,766 69
Receveurs des contributions indirectes en France	1,076,946,566 59
Receveurs des postes et des télégraphes en France	809,888,341 08
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	405,180,889 70
Trésoriers-payeurs généraux	2,902,811,785 98
Caissier-payeur central du Trésor public	3,098,670,980 46
Payeur central de la dette publique	27,765,655 01
Payeurs des armées	1,895,428 60
Agent comptable des traites de la marine	8,182,143 13
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	2,540,867 27
Comptables en Algérie	252,163,158 28
Trésoriers-payeurs des colonies	41,866,802 49
TOTAL GÉNÉRAL	9,879,314,609 08

TABLEAUX ANNEXES DU COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Relevé, par département, des excédents de recettes et de dépenses réalisés par les Comptables des finances, pendant l'année 1894, sur les Budgets et les Services spéciaux, et explication de leurs effets sur les opérations de Trésorerie.

DÉPARTEMENTS.	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS de RECETTES.	EXCÉDENTS de DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Ain	19,618,684 47	14,298,523 30	5,320,161 17	"	
Aisne	46,371,530 94	29,757,040 55	16,614,490 39	"	
Allier	21,989,970 02	14,744,027 71	7,245,942 31	"	
Alpes (Basses-)	5,412,370 97	9,674,441 22	"	4,262,070 25	
Alpes (Hautes-)	4,720,878 38	10,756,238 97	"	6,035,360 59	
Alpes-Maritimes	27.048,071 32	21,826,375 73	5,221,695 59	"	
Ardèche	12,535,374 19	12,799,577 72	"	264,203 53	
Ardennes	25,256,693 16	20,250,136 43	5,006,556 73	"	
Ariège	7,563,993 36	9,724,502 55	"	2,160,509 19	
Aube	19,054,957 64	14,195,415 27	4,859,542 37	"	
Aude	21,837,930 86	18,491,284 10	3,346,646 76	"	
Aveyron	13,096,320 37	13,928,191 76	"	831,871 39	
Bouches-du-Rhône	162,326,470 69	62,441.801 53	99,884,669 16	"	
Calvados	42,993,590 35	27,373,440 15	15,620,150 20	"	
Cantal	9,520,640 57	9,716,954 13	"	196,313 56	
Charente	17,669,871 49	21,940,584 75	"	4,270,713 26	
Charente-Inférieure	31,914,327 91	37,727,194 01	"	5,812,866 10	
Cher	16,448,325 90	26,411,796 02	"	9,963,470 12	
Corrèze	9,690,616 52	13,761,928 44	"	4,071,311 92	
Corse	5,659,137 26	16,949,537 40	"	11,290,400 14	
Côte-d'Or	27,079,476 74	25,531,309 13	1,548,167 61	"	
Côtes-du-Nord	23,184,223 46	17,059,173 98	6,125,049 48	"	
Creuse	8,565,516 63	7,157,889 02	1,407,627 61	"	
Dordogne	17,845,878 97	22,736,155 24	"	4 890,276 27	
Doubs	20,660,283 59	20,493,312 49	166,971 10	"	
Drôme	16,561,236 14	18,140,597 70	"	1,579,361 56	
Eure	29,651,957 55	18,819,679 54	10,832,278 01	"	
Eure-et-Loir	24,011,675 51	17,102,703 50	6,908,972 01	"	
Finistère	35,159.419 77	58,550,835 59	"	23,391,415 82	
Gard	26,344,412 72	23,182,286 46	3,162,126 26	"	
A reporter	749.793.837 45	635,542,934 39	193,271,046 76	79,020,143 70	

DÉPARTEMENTS.	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS de RECETTES.	EXCÉDENTS de DÉPENSES.	OBSERVATIONS
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Report	749,793,837 45	635,542,934 39	193,271,046 76	79,020,143 70	
Garonne (Haute-)	32,748,829 87	29,044,193 35	3,704,636 52	"	
Gers	10,943,070 73	10,899,293 56	43,777 17	"	
Gironde	118,769,871 93	72,088,789 50	46,681,082 43	"	
Hérault	57,081,442 48	32,936,691 10	24,144,751 38	"	
Ille-et-Vilaine	34,590,793 10	28.194,948 44	6,395,844 66	"	
Indre	13,465,669 52	12,413,872 76	1,951,796 76	"	
Indre-et-Loire	22,931,526 83	19,788,261 03	3,143,265 80	"	
Isère	32,903,764 68	31,809,501 08	1,094,263 60	"	
Jura	15,227,922 65	13,106,012 14	2,121,910 51	"	
Landes	10,140,679 59	10,329,029 36	"	188,349 77	
Loir-et-Cher	15,891,998 37	12,899,082 46	2,992,915 91	"	
Loire	36,531,726 41	35,936,132 40	595,594 01	"	
Loire (Haute-)	11,125,468 36	8,169,659 18	2,955,809 18	"	
Loire-Inférieure	66,503,294 72	37,851,846 99	28,651,447 73	"	
Loiret	26,963,763 58	25,616,176 34	1,347,587 24	"	
Lot	8,661,651 37	11,221,567 93	"	2,559,916 56	
Lot-et-Garonne	15,085,292 19	17,866.385 89	"	2,781,093 70	
Lozère	4,083,104 47	8,005,195 83	"	3,922,091 36	
Maine-et-Loire	31,292,372 67	24,777,666 49	6,514,706 18	"	
Manche	34,205,456 48	47,997,705 51	"	13,792,249 03	
Marne	39,932,137 03	38,949,314 06	982,822 97	"	
Marne (Haute-)	13,222,185 76	13,696,675 15	"	474,489 39	
Mayenne	16,854.857 53	10,503,440 18	6,351,417 35	"	
A reporter	1,418,950,717 77	1,189,644,375 12	332,044,676 16	102,738,333 51	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite du *Relevé, par département, des excédents de recettes et de dépenses réalisés par les Comptables des finances, pendant l'année 1894, sur les Budgets et les services spéciaux, et explication de leurs effets sur les opérations de Trésorerie.*

DÉPARTEMENTS.	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS de RECETTES.	EXCÉDENTS de DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Report	1,418,950,717 77	1,189,644,375 12	332,044,676 16	102,738,333 51	
Meurthe-et-Moselle	57,686,932 72	45,550,320 45	12,136,612 27	"	
Meuse	18,332,121 04	32,217,238 55	"	13,885,117 51	
Morbihan	21,264,402 49	35,030,063 27	"	13,765,660 78	
Nièvre	17,240,742 57	16,417,098 72	823,643 85	"	
Nord	190,933,323 16	88,670,827 94	102,262,495 22	"	
Oise	42,812,051 96	25,959,165 07	16,852,886 89	"	
Orne	21,601,110 20	15,666,046 34	5,935,063 86	"	
Pas-de-Calais	79,961,103 54	39,679,899 09	40,281,204 45	"	
Puy-de-Dôme	28,520,595 81	23,970,534 86	4,550,060 95	"	
Pyrénées (Basses-)	24,744,721 95	20,555,532 21	4,189,189 74	"	
Pyrénées (Hautes-)	9,207,875 89	15,729,679 43	"	6,521,803 54	
Pyrénées-Orientales	16,013,327 12	12,952,366 28	3,060,960 84	"	
Territoire de Belfort	13,388,486 04	10,780,509 89	2,607,976 15	"	
Rhône	87,934,381 28	49,810,826 96	38,123,554 32	"	
Saône (Haute-)	14,672,496 77	14,276,096 03	396,400 74	"	
Saône-et-Loire	34,651,496 13	21,437,085 75	13,214,410 38	"	
Sarthe	27,240,049 24	22,733,139 17	4,506,910 07	"	
Savoie	13,684,374 68	17,832,807 33	"	4,148,432 65	
Savoie (Haute-)	8,817,715 91	11,163,495 33	"	2,345,779 42	
Seine	964,977,440 66	112,279,616 22	852,697,824 44	"	
A reporter	3,112,635,466 93	1,822,356,724 01	1,433,683,870 33	143,405,127 41	

DÉPARTEMENTS.	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS de RECETTES.	EXCÉDENTS de DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Report	3,112,635,466 93	1,822,356,724 01	1,433,683,870 33	143,405,127 41	
Seine-Inférieure	223,745,117 37	78,679,327 65	145,065,789 72	"	
Seine-et-Marne	37,249,152 13	30,144,741 33	7,104,410 80	"	
Seine-et-Oise	70,599,486 91	54,373,451 08	16,226,035 83	"	
Sèvres (Deux-)	15,914,940 65	13,632,307 28	2,282,633 37	"	
Somme	47,260,081 00	27,801,704 13	19,458,376 87	"	
Tarn	14,226,549 03	14,240,773 92	"	14,224 89	
Tarn-et-Garonne	10,206,082 05	10,535,192 90	"	329,110 85	
Var	22,621,438 17	73,651,523 12	"	51,030,084 95	
Vaucluse	14,427,022 74	12,010,115 39	2,416,907 35	"	
Vendée	16,987,173 19	13,857,295 59	3,129,877 60	"	
Vienne	16,821,225 72	15,859,474 85	961,750 87	"	
Vienne (Haute-)	16,444,463 16	15,997,871 30	446,591 86	"	
Vosges	26,034,083 43	23,309,205 58	2,724,877 85	"	
Yonne	21,267,118 34	18,664,702 77	2,602,415 57	"	
Tunisie	"	"	"	"	
Caissier-payeur central du trésor public	355,669,118 59	1,124,115,425 49	"	768,446,306 90	
Payeur central de la dette publique	17,635,320 23	721,273,926 41	"	703,638,606 18	
Payeurs des armées	1,070,256 67	11,608,971 13	"	10,538,714 46	
Agents comptables des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires	1,180,869 11	9,940,607 08	"	8,759,737 97	
Comptables des finances en Algérie	76,595,786 00	135,091,092 94	"	58,495,306 94	
Trésoriers-payeurs des colonies	93,873,833 78	141,513,393 27	"	47,639,559 49	
	4,212,464,585 20	4,368,657,827 22	"	1,792,296,780 04	
Agent comptable des virements de comptes (A)	115,745,837 39	138,080,101 24	"	22,334,263 85	
TOTAUX	4,328,210,422 59	4,506,737,928 46	1,636,103,538 02	1,814,631,043 89	
Excédent de dépense pendant l'année 1894, sur les budgets, et les services spéciaux			178,527,505f 87c		

Le présent tableau a pour objet de développer, les *excédents de dépenses*, pendant l'année 1894, des *budgets* et des *services spéciaux* qui se trouvent balancés par les *excédents de recettes* résultant des mouvements des autres *services de trésorerie*.

Ces deux excédents, en sens inverse, se justifient l'un par l'autre, et se résument ainsi qu'il suit :

Budgets.

Recettes sur les contributions et revenus publics. (Voir le développement par département, pages 155 à 158.) 3,456,499,879f31c

Payements sur les dépenses publiques. (Voir le développement, par département, pages 277 à 280.) 3,481,848,279 98

Excédent de dépenses 25,348,400 67

Services spéciaux.

Recettes sur les services spéciaux qui s'exécutent en dehors des budgets.. 871,710,543 28

Payements sur les mêmes services 1,024,889,648 48

Excédent de dépenses.. 153,179,105 20 — 153,179,105 20

Excédent final de dépenses.. 178,527,505 87

Autres services de trésorerie.

Augmentation des créances passives. 73,873,335 69

Diminution des créances actives 184,390 52

Diminution des valeurs de caisse et de portefeuille.. 106,255,357 09

180,313,083 30 — 180,313,083 30

Excédents des fonds envoyés par les comptables des finances.. 1,785,577 43

Excédent final de recettes.... 178,527,505 87

(A) Le résultat ci-contre des opérations constatées par virements de comptes dans les budgets et les services spéciaux se trouve, comme il suit, au tableau de développement par classe de comptables, pages 49 et 65.

Recettes.... 160,434,536f59c
A déduire les annulations de recettes..... 44,688,699 20 } 115,745,837 39

Dépenses... 281,420,782 93
A déduire les annulations de dépenses..... 143,340,681 69 } 138,080,101 24

Excédent de dépenses... 22,334,263 85

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Développement des Bons du Trésor, *pour l'année 1894.*

	Bons du Trésor remis à la Banque de France.	Bons du Trésor remis à des particuliers. — Bons ordinaires.	Totaux.
Solde au 31 décembre 1893	140,000,000f 00c	204,364,860f 65c	344,364,860f 65c
Émissions de l'année 1894	440,000,000 00	636,917,237 35	1,076,917,237 35
Totaux au 31 décembre 1894	580,000,000 00	841,282,098 00	1,421,282,098 00
Remboursements de l'année 1894	440,000,000 00	624,398,822 20	1,064,398,822 20
Solde au 31 décembre 1894	140,000,000 00	216,883,275 80	356,883,275 80

Ce dernier solde se subdivise ainsi qu'il suit :

Montant des bons	remis à divers. — Bons ordinaires	Capital	213,827,577f 18c	216,883,275f 80c	356,883,275f 80c
		Intérêts	3,055,698 62		
	remis à la Banque de France	Capital		140,000,000 00	
Échéance des bons	Bons échus au 31 décembre 1894	Divers — Capital	5,385,300f 58c	5,462,560f 45c	356,883,275f 80c
		Divers — Intérêts	77,259 87		
	Bons à échoir en 1895	Divers — Capital	208,442,276 60	211,420,715 35	
		Divers — Intérêts	2,978,438 75		
		Banque de France. — Capital		140,000,000 00	

Année 1894	Taux d'intérêt des bons du Trésor ordinaires remis à divers particuliers pendant l'année 1894. 1 p. 0/0.	1 1/2 p. 0/0.	2 p. 0/0.	2 1/2 p. 0/0.	Totaux.
Janvier	"	"	84,196,132f 80c	"	84,196,132f 80c
Février	"	"	121,880,161 00	"	121,880,161 00
Mars	"	"	32,781,426 05	"	32,781,426 05
Avril	"	"	56,837,521 45	"	56,837,521 45
Mai	"	"	15,259,458 55	"	15,259,458 55
Juin	"	"	20,652,087 20	"	20,652,087 20
Juillet	"	"	58,268,276 85	"	58,268,276 85
Août	"	"	107,603,743 75	"	107,603,743 75
Septembre	"	"	25,839,988 25	"	25,839,988 25
Octobre	"	"	22,058,784 45	"	22,058,784 45
Novembre	"	"	33,121,537 95	"	33,121,537 95
Décembre	"	"	58,418,119 05	"	58,418,119 05
Totaux	"	"	636,917,237 35	"	636,917,237 35

	Taux d'émission des bons du Trésor ordinaires remis à divers particuliers pendant l'année 1894. À 3 mois.	De 6 à 7 mois.	De 8 à 11 mois.	À 1 an.
Année 1894	"	2 p. 0/0.	2 p. 0/0.	2 p. 0/0.

Développement du compte : Reliquat des Obligations du Trésor à court terme, *émises pour le service du Compte de liquidation et des budgets à échéances antérieures à 1893, pour l'année 1894*

	Capital des obligations à 4 p. 0/0.
Solde au 31 décembre 1893	8,000f 00c
Émissions de l'année 1894	"
Totaux	8,000 00
Remboursements de l'année 1894	8,000 00
Solde au 31 décembre 1894	"

Taux d'intérêt des obligations du Trésor à court terme pendant les années antérieures à 1893 : 4 p. 0/0.

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Développement du compte : Obligations du Trésor public à court terme pour garantie d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer. (Renouvellement.)

	CAPITAL DES OBLIGATIONS.
Émissions de l'année 1894	147,814,904f 78c
Remboursements de l'année 1894	"
Solde au 31 décembre 1894	147,814,904 78

Ce solde se subdivise ainsi qu'il suit :

ÉCHÉANCES.	CAPITAL À REMBOURSER.	TAUX D'INTÉRÊT.
—	—	—
Septembre 1895	42,000,000f 00c	4 p. o/o
Juillet 1896	35,814,904 78	2 1/4 p. o/o
Septembre 1896	30,000,000 00	4 p. o/o
Septembre 1899	40,000,000 00	4 p. o/o
	147,814,904 78	

Développement du compte : Obligations du Trésor public à court terme. (Loi du 25 juillet 1894.)

	CAPITAL DES OBLIGATIONS à 2 p. o/o.
Émissions de l'année 1894	11,000,000f 00c
Remboursements de l'année 1894	"
Solde au 31 décembre 1894	11,000,000 00

Ce solde se subdivise ainsi qu'il suit :

Juillet 1896	11,000,000f 00c

Taux d'intérêt des obligations du Trésor à court terme pendant les années antérieures à 1894 : 2 p. o/o.

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Développement du compte : Obligations du Trésor public à court terme (Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer), pour l'année 1894.

	CAPITAL DES OBLIGATIONS à 4 p. o/o.
Solde au 31 décembre 1893	207,694,110f 93c
Émissions de l'année 1894	"
Totaux	207,694,110 93
Remboursements de l'année 1894	150,003,110 93
Solde au 31 décembre 1894	57,691,000 00
Ce dernier solde se divise ainsi qu'il suit :	
Échéance : 1er septembre 1893	"
Échéance : 1er mars 1894	"
Échéance : 1er septembre 1894	195,000f 00c
Échéance : 1er mars 1895	18,844,000 00
Échéance : 1er septembre 1895	38,652,000 00
Total égal	57,691,000 00

Taux d'intérêt des obligations du Trésor à court terme pendant les années antérieures à 1893 : 4 p. o/o.

Développement du compte : Traites du Caissier-Payeur central sur lui-même, pour l'année 1894.

NATURE DES OPÉRATIONS.	COLONIES.	ARMÉES SUR PARIS.	ARMÉES SUR MARSEILLE.	ALGÉRIE SUR PARIS.	ALGÉRIE SUR MARSEILLE.	TOTAUX.
Excédent de recettes au 31 décembre 1893	15,344,800f 00c	493,700f 00c	"	"	"	15,838,500f 00c
Émissions de l'année 1894	13,300,000 00	1,000,000 00	"	"	"	14,300,000 00
Totaux	28,644,800 00	1,493,700 00	"	"	"	30,138,500 00
Payements de l'année 1894	13,126,150 00	331,400 00	"	"	"	13,457,550 00
Excédent de recette au 31 décembre 1894	15,518,650 00	1,162,300 00	"	"	"	16,680,950 00

DÉTAIL, PAR ÉCHÉANCES, DES TRAITES RESTANT À PAYER ET COMPOSANT L'EXCÉDENT DE RECETTES CI-DESSUS.

ÉMISSIONS.	COLONIES.	ARMÉES SUR PARIS.	ARMÉES SUR MARSEILLE.	ALGÉRIE SUR PARIS.	ALGÉRIE SUR MARSEILLE.	TOTAUX.
1889	434,000f 00c	400f 00c	"	"	"	434,400f 00c
1890	27,900 00	900 00	"	"	"	28,800 00
1891	342,500 00	"	"	"	"	342,500 00
1892	7,250,550 00	39,800 00	"	"	"	7,290,350 00
1893	468,750 00	226,200 00	"	"	"	694,950 00
1894	6,994,950 00	895,000 00	"	"	"	7,889,950 00
Totaux	15,518,650 00	1,162,300 00	"	"	"	16,680,950 00
Net égal			16,680,950f 00c			

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Développement du compte : Mandats tirés sur le Trésor par les Trésoriers-Payeurs généraux et autres comptables, pour l'année 1894.

NATURE DES OPÉRATIONS.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux.	TRÉSORIERS-PAYEURS en Algérie.	PAYEURS DES ARMÉES.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAUX.
Excédents de recettes au 31 décembre 1893	10,330,619f 06c	9,156,670f 27c	185,622f 75c	2,201,729f 32c	13,180,523f 60c
Excédents de dépenses au 31 décembre 1893	"	"	"	8,694,117 80	
Émissions de 1894	285,086,350 00	73,811,044 46	2,384,932 94	27,671,617 59	388,953,944 99
Totaux	295,416,969 06	82,967,714 73	2,570,555 69	21,179,229 11	402,134,468 59
Payements de 1894	287,088,214 90	82,233,468 91	2,348,712 02	30,017,754 21	401,688,150 04
Excédents de recettes au 31 décembre 1894	8,328,754 16	734,245 82	221,843 67	3,215,198 86	446,318 55
Excédents de dépenses au 31 décembre 1894	"	"	"	12,053,723 96	

Détail, par Comptables, des mandats restant à payer et composant l'excédent de recettes du compte précédent.

DÉSIGNATION DES CORRESPONDANTS.	SOLDES DÉBITEURS.	SOLDES CRÉDITEURS.
Mandats tirés par les trésoriers-payeurs généraux	"	8,328,754f 16c
Mandats tirés par les trésoriers-payeurs en Algérie	"	734,245 82
Mandats tirés par les payeurs des armées	"	221,843 67
Mandats tirés par les trésoriers-payeurs des colonies	12,053,723f 96c	3,215,198 86
Net égal	12,053,723 96	12,500,042 51
	446,318f 55c	

COMPTES DES BUDGETS

POUR L'ANNÉE 1894.

COMPTE DÉFINITIF DU BUDGET DE L'EXERCICE 1893.

COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1894.

OPÉRATIONS CONSTATÉES SUR LE BUDGET DE L'EXERCICE 1894 AU 31 DÉCEMBRE 1894.

RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1870 À 1893.

NOTE GÉNÉRALE

SUR

LES COMPTES DES BUDGETS.

Documents dont se composent les comptes des budgets.

Les comptes des budgets font connaître la situation financière de l'État sur les exercices en cours d'exécution pendant l'année qui vient de s'écouler; ils comparent, à cet effet, les évaluations des produits avec les droits établis et recouvrés sur les redevables, et les crédits accordés aux Ministres avec les services faits et avec les payements effectués. Ces comptes rapprochent ainsi les prévisions législatives des opérations réalisées en recette et en dépense, et déterminent les non-valeurs sur les revenus ou les excédents de recouvrements, et les crédits sans emploi à annuler ou les compléments de crédits nécessaires pour couvrir les excédents de dépenses.

Ils se composent, pour l'année 1894, des documents qui suivent :

1° *Compte définitif du budget de l'exercice 1893;*

2° *Compte provisoire du budget de l'exercice 1894;*

3° *Opérations constatées sur le budget de l'exercice 1895 au 31 décembre 1894.*

Bien qu'on ait maintenu le principe de l'unité budgétaire en n'ouvrant qu'un seul compte dans le Journal général et le Grand-Livre de l'administration des finances au budget de chaque exercice, il a été possible cependant, au moyen des distinctions observées dans les écritures des ordonnateurs et des comptables, de dresser la situation des budgets, à partir de 1879, jusqu'en 1893, en présentant des tableaux distincts consacrés au *budget général* et au *budget sur ressources spéciales*. A partir de l'exercice 1893, le *budget sur ressources spéciales* est supprimé.

Les comptes des budgets trouvent le développement, la justification et le contrôle des opérations qui y sont retracées, relativement aux droits liquidés au profit ou à la charge de l'État et à leur réalisation par le Trésor public, dans les autres sections du Compte général des finances désignées ci-après, où ces mêmes opérations se reproduisent, savoir :

Compte des opérations de l'année;

Compte des contributions et revenus publics;

Compte des dépenses publiques;

Compte de trésorerie;

Situation générale des finances.

Les comptes des budgets reposent, en conséquence, sur la garantie des opérations matérielles du Trésor et sur la situation générale des finances, en même temps que les résultats en sont contrôlés, conformément à l'ordonnance du 9 juillet 1826, par les *Déclarations générales* émanées chaque année de la Cour des comptes, pour attester, d'après les arrêts rendus par elle sur les comptes individuels des agents chargés des recettes et des dépenses, l'exactitude des comptes publiés par les Ministres pour chaque exercice.

Suite de la *Note générale sur les Comptes des Budgets.*

Résultats généraux publiés sur les budgets de 1870 à 1893.

On joint aux comptes des budgets, sous le titre de *Résultats généraux sur les budgets de 1870 à 1893*, une série de tableaux dont l'objet est de résumer, par exercice et par branches principales de service, la situation financière de chacun de ces budgets, de manière à déterminer, soit qu'on les examine séparément, soit qu'on les compare entre eux, leurs ressources et leurs besoins respectifs, ainsi que leur résultat final. (Voir pages 577 à 651.)

Budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'État.

La loi du 9 juillet 1836 (règlement définitif du budget de l'exercice 1833), celle du 26 avril 1855 et les lois de finances des 13 mai 1863, 29 décembre 1882, 30 décembre 1883 et 17 juillet 1889 ont prescrit de rattacher, chaque année, *pour ordre*, au budget général de l'État les services spéciaux de la *Fabrication des monnaies et médailles*, de l'*Imprimerie Nationale*, de la *Légion d'honneur*, de la *Caisse des Invalides de la marine*, du *Chemin de fer* et du *Port de la Réunion*, de l'*École centrale des arts et manufactures*, de la *Caisse nationale d'épargne* et des *Chemins de fer de l'État;* elles ont en même temps statué, d'une part, que ces budgets annexes seraient soumis à toutes les règles prescrites par les lois de finances pour le règlement définitif de chaque exercice, et, d'autre part, que les comptes détaillés de ces mêmes services seraient annexés aux comptes généraux des départements ministériels auxquels ils ressortissent.

Conformément à ces dispositions, un titre particulier de la loi des comptes est consacré, depuis la loi précitée du 9 juillet 1836, à l'apurement législatif des budgets annexes susmentionnés, dont une ordonnance, en date du 15 février 1847, a déféré les résultats au contrôle annuel de la Cour des comptes.

Les recettes et les dépenses des services ci-dessus mentionnés ne sont pas comprises dans le Compte général de l'Administration des finances, parce que, soumises à un régime particulier, elles s'effectuent en dehors de l'action du Ministre des finances, par des comptables spéciaux, qui ne sont pas astreints à remettre à la Direction générale de la comptabilité publique des éléments périodiques d'écritures d'après lesquels elle ait à retracer les mouvements desdits services. C'est donc seulement, dans les comptes des ministères des finances, de la justice, des affaires étrangères, de la marine, des colonies, du commerce, service du commerce et de l'industrie, et service des postes et des télégraphes, et des travaux publics, que se trouvent les développements et les justifications des résultats contenus, à cet égard, dans les lois annuelles de règlement.

COMPTE DÉFINITIF

DU

BUDGET DE L'EXERCICE 1893.

NOTE GÉNÉRALE

SUR LES RÉSULTATS DU RÈGLEMENT DÉFINITIF

DU BUDGET DE L'EXERCICE 1893.

Le budget de l'exercice 1893 a été l'objet de deux lois distinctes portant les dates des 18 juillet 1892 et 28 avril 1893.

Celle du 18 juillet 1892 est relative aux Contributions directes.

La loi du 28 avril 1893 a déterminé les besoins et les voies et moyens du budget général pour l'exercice 1893.

On va donc présenter la situation définitive de l'exercice 1893, en suivant l'ordre et la forme prescrits par la deuxième loi de finances précitée.

BUDGET GÉNÉRAL.

Résultat du vote primitif du budget général.

La loi précitée du 28 avril 1893 a fixé ainsi qu'il suit les ressources et les besoins du budget général de l'exercice 1893 :

Recettes	France	3,308,295,384f 00c	3,357,350,404f 00c
	Algérie	49,055,020 00	
Dépenses	France	3,291,325,181 00	3,357,197,132 00
	Algérie	65,871,951 00	
	Excédent présumé de recettes		153,272 00

Modifications que les prévisions de ce budget ont éprouvées.

Les prévisions de ce budget ont ensuite éprouvé les modifications détaillées dans des tableaux spéciaux (voir pages 398 à 413). Ces tableaux les récapitulent, par branche de revenus et par ministère, et les justifient par catégorie en citant les actes d'où elles résultent.

1° Évaluations des recettes.

Les modifications portant sur les évaluations de recettes sont, en résumé, celles qui suivent :

Les recettes de l'exercice 1893 ont été évaluées, comme on vient de le dire, à :

France	3,308,295,384f 00c	3,357,350,404f 00c
Algérie	49,055,020 00	

Elles s'augmentent :

1° Des évaluations supplémentaires égales aux recettes réalisées sur divers produits dont la nomenclature figurait seulement pour ordre au budget primitif.

France	23,875,639f 49c	23,875,639 49
Algérie	"	
A reporter		3,381,226,043 49

Suite de la *Note générale sur les résultats du règlement définitif du budget de l'Exercice 1893.*

Report		3,381,226,043f 49c
2° Elles se diminuent :		
De l'excédent des évaluations sur les réalisations des produits consommés en nature dans les établissements spéciaux régis par l'État :		
France	12,281f 92c	*A déd.* 12,949 04
Algérie	667 12	
3° Elles s'augmentent :		
Des recettes attribuées au budget, en dehors de la loi de finances, soit par des lois, soit par des décisions ministérielles :		
France	23,797,616f 93c	26,406,341 77
Algérie	2,608,724 84	
Total des évaluations de recettes rectifiées du budget général de l'exercice 1893		3,407,619,436 22

2° Crédits ouverts aux Ministres.

Les modifications relatives aux crédits se résument de la manière suivante :

Les crédits primitivement ouverts par la loi précitée du 28 avril 1893 modifiée par le décret du 19 octobre suivant s'élèvent pour l'ensemble des services, ainsi qu'on l'a indiqué d'autre part, à :

France	3,291,325,181f 00c	3,357,197,132f 00c
Algérie	65,871,951 00	

Des crédits imputables sur des ressources de diverses natures les ont accrus d'une somme nette de 49,181,977 fr. 33 cent. qui se décompose ainsi :

Les crédits qui correspondent à certains produits consommés en nature dans les établissements spéciaux ressortissant au Ministère de l'agriculture, dont la dépense se règle d'après les ressources, ont été diminués du montant des moins-values sur les produits constatés (voir ci-dessus la modification correspondante qu'ont éprouvée les évaluations du budget des recettes), savoir :

France	12,281f 92c	*A déd.12,949f 04c*
Algérie	667 12	

Aux termes de l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, qui autorise l'allocation de crédits affectés à l'emploi des fonds de concours pour travaux d'intérêt public, des crédits ont été ouverts à ce titre à divers ministères par des décrets ou par des lois pour :

France	24,424,135f 56c	26,679,776f 04c
Algérie	2,255,640 48	

Aux crédits susmentionnés viennent encore s'ajouter :

1° Par suite de lois ou de décrets, les crédits des fonds de concours provenant des versements des com-

A reporter	26,679,776 04	*A déd. 12,949 04*	3,357,197,132 00

Suite de la *Note générale sur les résultats du règlement définitif du budget de l'Exercice 1893.*

Report	26,679,776f 04c	*A déd. 12,949f 04c*	3,357,197,132f 00c
pagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883 :			
France	22,000,000 00		
2° Les crédits ouverts par des décrets en exécution de la loi du 6 juillet 1886 sur les produits de l'Exposition universelle de 1889, versés à titre de fonds de concours :		48,703,830 14	
France	24,054 10		49,181,977 33
Enfin diverses lois ont ouvert aux Ministres des crédits imputables sur des ressources particulières pour :			
France	491,096f 23c	491,096 23	
Algérie	"		

Les crédits du budget primitif ont en outre été augmentés de la manière suivante, de 109,053,343 fr. 49 par l'ouverture d'autres crédits imputables sur des ressources générales du budget :

Il a été ouvert des crédits supplémentaires et extraordinaires par des lois spéciales pour :

France	51,120,646f 88c	56,996,058f 13c
Algérie	5,875,411 25	

Les virements de crédits de chapitre à chapitre effectués par des décrets spéciaux, pour rappels d'arrérages et de dépenses de solde, se sont élevés à la somme de 3,464,815 fr. 85. Leur résultat n'affectant pas la situation du budget, ils ne sont cités ici que pour mémoire . . . . . (Mémoire.)

En outre, la loi du 23 mai 1834 qui, par ses articles 8, 9 et 10, a prescrit le régime à suivre pour l'apurement des exercices clos, autorise les Ministres à comprendre parmi les crédits législatifs le montant des payements qui auront été effectués, chaque année, pour ces dépenses, sur les fonds du budget de l'exercice courant. Les besoins primitifs de l'exercice 1893 s'accroissent, pour ce motif, d'une somme de :

France	25,011,509f 01c	25,098,439 29
Algérie	86,930 28	

Les crédits supplémentaires ouverts par décrets spéciaux régularisés par des lois se sont élevés à :

France	26,911,300f 00c	26,951,300 00
Algérie	40,000 00	
A reporter		109,045,797 42	3,406,379,109 33

Suite de la *Note générale sur les résultats du réglement définitif du budget de l'Exercice 1893.*

Report.....		109,045,797f 42c	3,406,379,109f 33c
Enfin les crédits de l'exercice 1893 ont été augmentés en vertu de lois qui ont autorisé des reports par décrets d'une somme de :			109,053,343 49
France.....	7,546f 07c	7,546 07	
Algérie.....	"		
Total des crédits rectifiés du budget général de l'exercice 1893 (France et Algérie) (voir pages 407 et 409).....			3,515,432,452 82

Comparaison des prévisions législatives avec les faits réalisés.

1° Situation des recettes en clôture d'exercice.

On va maintenant établir les différentes comparaisons nécessaires pour opposer ces prévisions aux faits réalisés et pour présenter ainsi la situation définitive du budget général de l'exercice 1893, telle qu'elle résulte des opérations constatées jusqu'à l'époque de sa clôture.

L'évaluation des ressources de 1893 s'élève, comme on l'a dit, à :

France.....	3,355,956,358f 50c	3,407,619,436f 22c
Algérie.....	51,663,077 72	

Les droits et produits liquidés à la charge des redevables de l'État s'élèvent à :

France.....	3,334,785,769f 02c	3,387,296,185f 28c
Algérie.....	52,510,416 26	

Les recouvrements effectués sont de :

France.....	3,315,873,151 95	3,366,409,499 17
Algérie.....	50,536,347 22	
et il est resté à recouvrer.....		20,886,686 11

Ces restes à recouvrer s'appliquent à diverses natures d'impôts directs et indirects, à des produits de monopoles ou à des revenus et ventes de domaines, pour lesquels la liquidation des droits et leur réalisation ne s'opèrent pas simultanément (voir le Compte définitif des recettes de 1893), savoir :

FRANCE

§ 2. — Impôts et revenus indirects.				
Enregistrement.....	466,455f 84c	14,400,304f 58c	18,912,617f 07c	
Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières.....	105 00			
Douanes.....	1,341,438 39			
Contributions indirectes.....	12,060,015 56			
Sucres.....	532,289 79			
§ 3. — Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.				
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes.....	100,934f 00c	1,593,311f 14c		
Postes.....	8,209 89			
Télégraphes.....	1,439,669 45			
Téléphones.....	44,497 80			
§ 4. — Produits et revenus du domaine de l'État.				
Produits du domaine autre que le domaine forestier.....	2,696,835f 37c	2,919,001f 35c		
Produits des forêts.....	222,165 98			
A reporter.....			18,912,617 07	3,407,619,436 22

Suite de la *Note générale sur les résultats du règlement définitif du budget de l'Exercice 1893.*

Report.....		18,912,617f 07c	3,407,619,436f 22c

ALGÉRIE.

§ 1er. — Impôts directs.			
Contributions arabes. — Principal et centimes d'État.....		370,778f 29c	
§ 2. — Impôts et revenus indirects.			
Enregistrement.....	23,646f 69c	33,524 77	
Douanes.....	625 00		
Contributions diverses.....	9,253 08		
§ 3. — Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.			1,974,069f 04c
Télégraphes.....	226f 00c	396 50	
Téléphones.....	170 50		
§ 4. — Produits et revenus de l'État.			
Produits du domaine autre que le domaine forestier.	981,635f 90c	1,569,369 48	
Produits des forêts.....	587,733 58		
TOTAL ÉGAL.....			20,886,686 11

Le solde ci-contre représente des ressources assurées pour le Trésor; mais, à raison des délais plus ou moins longs dans lesquels les redevables pourront se libérer, la recette successive en sera portée au compte de l'exercice courant, au moment où elle aura lieu.

On ne doit, en conséquence, comparer avec les prévisions du budget que les recouvrements obtenus jusqu'à l'époque de la clôture de l'exercice, lesquels s'élèvent à..... 3,366,409,499 17

Les ressources ordinaires réalisées pendant l'exercice 1893 sont donc inférieures aux évaluations du budget (voir les tableaux pages 410 à 413) de :

FRANCE.....	40,083,206f 55c	41,209,937 05
ALGÉRIE.....	1,126,730 50	

Les prévisions de la loi de finances établies en général sur les recettes de la dernière année, dont les résultats sont connus, renferment nécessairement plusieurs éventualités. Les tableaux (pages 410 à 413) font connaître par branche de revenus les différences entre les prévisions modifiées du budget et les produits réalisés. Ces produits sont, en outre, comparés avec ceux de l'exercice précédent, et cette comparaison se trouve dans le *Projet de loi de règlement* de l'exercice 1893 (page 228). Enfin le compte définitif des recettes de l'exercice 1893 développe, par chaque branche de revenus, les valeurs, matières ou quantités qui ont été soumises à l'application des tarifs et qui ont déterminé le montant des droits perçus par le Trésor public.

2° Situation des dépenses en clôture d'exercice.

Comme on l'a dit précédemment, les crédits ouverts aux ministres pour le budget général, tant par le vote du budget primitif que par des lois subséquentes, s'élèvent ensemble à :

FRANCE.....	3,441,303,186f 93c	3,515,432,452f 82c
ALGÉRIE.....	74,129,265 89	

Les dépenses liquidées à la charge de l'exercice 1893 montent à :

FRANCE.....	3,402,737,545f 78c	3,475,160,356f 01c
ALGÉRIE.....	72,422,810 23	
A reporter.....	3,475,160,356 01	3,515,432,452 82

Suite de la *Note générale sur les résultats du règlement définitif du budget de l'Exercice 1893.*

Report.....	3,475,160,356f 01c	3,515,432,452f 82c
Les payements effectués sur les dépenses, jusqu'à l'époque de la clôture de l'exercice, sont de :		
France..... 3,379,257,873f 52c	3,450,920,594 99	
Algérie..... 71,662,721 47		
Et il est resté à payer, par imputation sur les fonds des exercices suivants, selon le mode réglé par la loi du 23 mai 1834, pour l'apurement des dépenses des exercices clos :		
France..... 23,479,672 26	24,239,761 02	
Algérie..... 760,088 76		
En comparant les crédits mis à la disposition des ministres avec les dépenses payées par le Trésor public, ci.....		3,450,920,594 99
on voit que, dans leur ensemble, les dépenses ordinaires de l'exercice 1893 ont été inférieures aux crédits de :		
France.....	62,045,313 41	64,511,857 83
Algérie.....	2,466,544 42	
Ce dernier résultat se décompose, ainsi qu'on va le faire connaître d'après la situation des différents services auxquels les crédits ont été attribués, savoir :		
Crédits gagés par des ressources de diverses natures et non consommés par les dépenses à annuler, sauf réouverture à des exercices suivants, par des lois spéciales :		
France.....	1,500,133 83	1,500,133 83
Algérie.....	"	
Crédits non consommés par les dépenses, à annuler définitivement :		
France.....	47,439,925 66	49,331,380 75
Algérie.....	1,891,455 09	
Crédits non consommés par les payements et représentant les dépenses restant à solder à la clôture de l'exercice :		
France.....	23,479,672 26	24,239,761 02
Algérie.....	760,088 76	
Total des crédits à annuler.....		75,071,275 60
dont il faut déduire les crédits complémentaires :		
France.....	10,374,418 34	10,559,417 77
Algérie.....	184,999 43	
Somme égale à l'excédent des crédits votés.....		64,511,857 83

Suite de la *Note générale sur les résultats du règlement définitif du budget de l'Exercice 1893.*

Les comptes de chaque département ministériel, publiés par chapitre et par article à l'appui du projet de loi de règlement de l'exercice 1893, font connaître les opérations qui ont donné lieu aux excédents de crédits dont on vient de présenter l'analyse. Ce sont ces comptes qu'il faut consulter pour les détails par nature de dépense, ainsi que pour les éclaircissements administratifs que comporte l'emploi fait par les Ministres des crédits mis à leur disposition.

Mais, indépendamment de ce point de vue de contrôle législatif sous lequel les charges de l'exercice 1893 doivent être examinées, il convient encore de les apprécier comparativement à celles que l'exercice précédent a eu à supporter, et cette comparaison est établie dans le Projet de loi de règlement de l'exercice 1893, (pages 235 à 237).

Résultat du budget général de l'exercice 1893 à l'époque de sa clôture.

En résumé, le résultat du budget général de 1893, à la clôture de l'exercice, s'établit ainsi qu'il suit :

Les ressources réalisées applicables aux besoins du budget général de l'exercice 1893 s'élèvent, comme on l'a vu plus haut, à :

France	3,315,873,151f 95c	3,366,409,499f 17c
Algérie	50,536,347 22	

Les payements effectués sur les ordonnances des Ministres ayant été de :

France	3,379,257,873f 52c	3,450,920,594 99
Algérie	71,662,721 47	

il en résulte que l'excédent final des dépenses sur les recettes du budget général est de :

France (excédent de dépense)	63,384,721f 57c	84,511,095 82
Algérie (excédent de dépense)	21,126,374 25	

Comparaison des recettes et des dépenses de 1893 avec celles de 1892. (France et Algérie.)

On a dit plus haut que les produits de l'exercice expiré ne peuvent être comparés qu'avec ceux de l'exercice précédent, ces deux termes exprimant seuls des faits positifs dont la corrélation permet de signaler les résultats qu'il importe principalement de connaître. On a fait en même temps remarquer, quant aux dépenses, la nécessité d'en apprécier le montant, pour l'exercice expiré, comparativement à celles que l'exercice précédent a eu à supporter. Ces deux sortes de comparaisons font l'objet de tableaux placés aux pages 228 à 237 du Projet de loi de règlement de l'exercice 1893. Ces comparaisons se trouvent, en outre, développées dans les états publiés au compte définitif des recettes de l'exercice 1893, et indiquent avec détail les causes des augmentations ou des diminutions survenues en 1893, comparativement au budget de 1892.

Des états semblables pour les dépenses sont joints aux comptes des Ministères et font également connaître, par nature de services, les causes des différences qui ressortent entre les mêmes exercices.

Suite de la *Note générale sur les résultats du règlement définitif du budget de l'Exercice 1893.*

Le rapprochement des termes du règlement définitif des deux budgets présente le résultat suivant :

Le Projet de loi de règlement définitif du budget de l'exercice 1893 fait ressortir entre les recettes et les payements un excédent final de dépense de.....	84,511,095f 82c
Le Projet de loi de règlement définitif de l'exercice 1892 ayant présenté un excédent de dépense de.....	9,939,759 11
il en résulte pour le budget de 1893, comparativement à l'exercice précédent, une augmentation de dépense de.....	74,571,336 71

BUDGET GÉNÉRAL.

COMPTE DÉFINITIF DES RECETTES ET DES DÉPENSES

DE L'EXERCICE 1893.

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1893.

1° *Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes.* (FRANCE.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS DES RECETTES d'après le budget primitif.	ÉVALUATIONS SUPPLÉMENTAIRES des recettes dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif.		MODIFICATIONS RÉSULTANT de la réalisation des ressources affectées à divers services.		MODIFICATIONS RÉSULTANT de changements apportés par des lois, des décrets ou des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1893.		ÉVALUATIONS SERVANT DE BASE au compte définitif du budget général de l'exercice 1893.
		Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
§ 1er. — IMPÔTS DIRECTS.								
Contributions directes. (Fonds généraux et centimes d'État.)	463,651,803 00	"	"	"	"	"	"	463,651,803 00
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	32,698,685 00	"	"	"	"	"	"	32,698,685 00
TOTAL des impôts directs	496,350,488 00	"	"	"	"	"	"	496,350,488 00
§ 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.								
Enregistrement	540,876,500 00	"	"	"	"	"	"	540,876,500 00
Timbre	168,337,500 00	"	"	"	"	"	"	168,337,500 00
Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	69,643,000 00	"	"	"	"	"	"	69,643,000 00
Douanes	480,636,000 00	"	"	"	"	"	"	480,636,000 00
Contributions indirectes	582,250,100 00	"	"	"	"	"	"	582,250,100 00
Sucres	196,335,900 00	"	"	"	"	"	"	196,335,900 00
TOTAL des impôts et revenus indirects	2,038,079,000 00	"	"	"	"	"	"	2,038,079,000 00
§ 3. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
France.								
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes.	407,516,800 00	"	"	"	"	"	"	407,516,800 00
Postes	163,492,150 00	"	"	"	"	"	"	163,492,150 00
Télégraphes	36,378,100 00	"	"	"	"	(1) 500,000 00	"	36,878,100 00
Téléphones	8,532,000 00	"	"	"	"	"	"	8,532,000 00
Produits de diverses exploitations	8,974,970 00	(2) 206,718 03	"	"	"	"	"	9,181,688 03
	624,894,020 00	206,718 03	"	"	"	500,000 00	"	625,600,738 03
Colonies.								
Produits de diverses exploitations	153,800 00	"	"	"	"	"	"	153,800 00
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	625,047,820 00	206,718 03	"	"	"	500,000 00	"	625,754,538 03
§ 4. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	20,189,000 00	"	"	"	(3) 12,281 92	(4) 659,851 09	"	20,836,569 17
Produits des forêts	28,314,300 00	"	"	"	"	"	"	28,314,300 00
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	48,503,300 00	"	"	"	12,281 92	659,851 09	"	49,150,869 17
§ 5. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	25,648,565 00	(5) 29,547 97	"	"	"	(6) 28,034 99	"	25,706,147 96
§ 6. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.								
Diverses ressources exceptionnelles	10,298,357 00	"	"	"	"	(7) 1,094,580 52	"	11,392,937 52
§ 7. — RECETTES D'ORDRE.								
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	59,833,074 00	(8) "	"	"	"	"	"	59,833,074 00
Recettes d'ordre proprement dites	4,534,780 00	23,639,373 49	"	"	"	(9) 21,515,150 33	"	49,689,303 82
TOTAL des recettes d'ordre	64,367,854 00	23,639,373 49	"	"	"	21,515,150 33	"	109,522,377 82
TOTAL des recettes du budget général. (France.)	3,308,295,384 00	23,875,639 49	"	"	12,281 92	23,797,616 93	"	3,355,956,358 50
		23,875,639f 49c		*A déd. :*	*12,281f 92c*	23,797,616f 93c		
RÉSULTAT en augmentation						47,660,974f 50c		

OBSERVATIONS.

(1) Loi du 27 juillet 1893. — Recettes diverses et accidentelles des Télégraphes, report de 1892 .... 500,000 00

(2) Excédent des recettes sur les dépenses de l'Imprimerie nationale 206,718 03

(3) Produits consommés en nature dans les établissements spéciaux régis par l'État. Ces produits se développent comme suit :

ÉTABLISSEMENTS.	EXCÉDENTS des réalisations sur les évaluations.	EXCÉDENTS des évaluations sur les réalisations.
Écoles d'agriculture	"	12,980 28
Écoles vétérinaires	"	4,417 10
Haras et dépôts d'étalons	12,115 46	"
	12,115 46	24,397 38
PLUS-VALUE	12,281f 92c	

(4)

Loi du 28 juillet 1893. — Versements effectués par la ville de Valenciennes et par la compagnie des chemins de fer du Nord		120,000f 00c	
Loi du 21 mars 1894. — Annulation. (Report de 1894 pour 82,000 fr.)		95,995 00	24,005f 00c
Loi du 28 juillet 1893. — Versements effectués par la ville d'Arras pour le démantèlement de la place		50,400 00	
Projet de loi de règlement. A annuler. Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses		0 04	50,399 96
Loi du 28 juillet 1893. — Versements effectués par la ville de Douai et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place. (Report de 1892 pour 75,000 fr.)		95,000 00	
Projet de loi de règlement. A annuler. Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses		14 55	94,985 45
Loi du 28 juillet 1893. — Versements effectués par la ville de Saint-Omer et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place. (Report de 1892)			38,000 00
Loi du 28 juillet 1893. — Versement de ville d'Aire-sur-la-Lys			10,000 00
Loi du 28 juillet 1893. — Produit de la vente des immeubles militaires dépendant de la ville d'Aire-sur-la-Lys			
Loi du 28 juillet 1893. — Reliquat disponible sur les versements effectués par la ville de Valenciennes et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place de Valenciennes		90,000f 00c	
Loi du 21 mars 1894. — Annulation. (Report à 1894)		55,030 00	34,970 00
Loi du 28 juillet 1893. — Versements effectués par la ville de Bouchain (Nord) pour le démantèlement de la place		50,000 00	
Loi du 21 mars 1894. — Annulation. (Report à 1894)	49,680f 00c		
Projet de loi de règlement. A annuler. Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses	0 44	49,680 44	319 56
Loi du 28 juillet 1893. — Produit de l'aliénation d'immeubles remis aux Domaines par le département de la Guerre. (Report de 1892 pour 71,881 fr. 79)		318,083f 47c	
Loi du 21 mars 1894. — Annulation. (Report à 1894)	10,421f 11c		
Projet de loi de règlement. A annuler. Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses	2,488 50	12,909 61	305,173 86
Loi du 28 juillet 1893. — Indemnité versée par la ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï. (Report de 1890 pour 67,300 fr. — Report de 1892 pour 181,400 fr. 01)		248,700 01	
Loi du 21 mars 1894. — Annulation (Report à 1894)	168,700 01		
Projet de loi de règlement. A annuler. Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses	0 20	168,700 21	79,999 80
Loi du 8 août 1893. — Versements effectués par la ville de Lille en exécution la convention du 30 novembre 1891, approuvée par la loi du 8 août 1893		450,000 00	
Loi du 21 mars 1894. — Annulation. (Report à 1894 pour 200,000 francs)	428,000 00		
Projet de loi de règlement. A annuler. Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses	2 54	428,002 54	21,997 46
			659,851 09

(5) Redevances pour certificats généalogiques d'animaux. Loi du 25 novembre 1887 .... 15 00
Recettes sur exercices clos comprises dans les recettes accidentelles à différents titres .... 29,532 97 — 29,547 97

(6) Loi du 23 décembre 1893. — Recettes sur exercices clos non comprises dans les recettes accidentelles à différents titres 28,034 99

(7)

Loi du 28 avril 1893. — Versements des compagnies d'assurances à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique		530,000 00	
Loi du 17 juillet 1894. — Annulation. (Report à 1894)	490,000 00		
Projet de loi de règlement. A annuler. Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses	8,111 92	498,111 92	31,888 08
Loi du 5 août 1893. — Prélèvement sur le reliquat du produit de la tombola de l'exposition universelle de 1889			400,000 00
Loi du 23 décembre 1893. — Excédent des recettes sur les dépenses du budget annexe des téléphones de l'exercice 1892			662,692 44
			1,094,580 52

(8)

Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public :			
Report de 1892	5,699,334f 29c	29,410,593 59	
Crédits ouverts pendant l'exercice 1893 par des lois ou décrets.	23,711,259 30		23,539,135f 56c
A annuler : transport à l'exercice 1894	4,986,458 03		
Projet de loi de règlement. A annuler. Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses	885,000 00	5,871,458 03	
Produits accessoires du service de trésorerie			76,832 40
Reversements par les compagnies de chemins de fer des avances à elles faites pour garanties d'intérêts.			23,405 53

(9)

Produits des fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883.			23,639,373 49
Loi du 28 juillet 1893. — (Report de 1892.)	1,000,000f 00c	22,000,000f 00c	
Divers décrets	21,000,000 00		
Projet de loi de règlement. A annuler. Ressource égale aux crédits non consommés par les dépenses		600,000 00	21,400,000 00
Loi du 23 déc. 1893. Concours de diverses villes dans les dépenses de première installation de leurs écoles d'enseignement primaire supérieur et d'enseignement professionnel. (Report de 1892.)			91,096 23
Fonds de concours. Exposition universelle de 1889. — Décret du 29 mai 1893. (Report de 1892.)			24,054 10
			21,515,150 33

TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1893.

1° *Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes.* (ALGÉRIE.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS DES RECETTES d'après le budget primitif.	ÉVALUATIONS SUPPLÉMENTAIRES des recettes dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif.		MODIFICATIONS RÉSULTANT de la réalisation des ressources affectées à divers services.		MODIFICATIONS RÉSULTANT de changements apportés par des lois, des décrets ou des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1893.		ÉVALUATIONS SERVANT DE BASE au compte définitif du budget général de l'exercice 1893.
		Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
§ 1er. — IMPÔTS DIRECTS.								
Contributions directes	3,313,500 00	"	"	"	"	"	"	3,313,500 00
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes	496,200 00	"	"	"	"	"	"	496,200 00
Contributions arabes, principal et centimes d'État	8,508,300 00	"	"	"	"	"	"	8,508,300 00
TOTAL	12,318,000 00	"	"	"	"	"	"	12,318,000 00
§ 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.								
Enregistrement	4,183,550 00	"	"	"	"	"	"	4,183,550 00
Timbre	4,207,000 00	"	"	"	"	"	"	4,207,000 00
Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	257,500 00	"	"	"	"	"	"	257,500 00
Douanes	11,143,000 00	"	"	"	"	"	"	11,143,000 00
Contributions indirectes	3,679,200 00	"	"	"	"	"	"	3,679,200 00
TOTAL des impôts et revenus indirects	23,470,250 00	"	"	"	"	"	"	23,470,250 00
§ 3. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses	1,152,900 00	"	"	"	"	"	"	1,152,900 00
Postes	2,689,800 00	"	"	"	"	"	"	2,689,800 00
Télégraphes	1,353,000 00	"	"	"	"	"	"	1,353,000 00
Téléphones	40,000 00	"	"	"	"	"	"	40,000 00
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,235,700 00	"	"	"	"	"	"	5,235,700 00
§ 4. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	2,271,800 00	"	"	"	(1) 667 12	(2) 353,084 36	"	2,624,217 24
Produits des forêts	531,000 00	"	"	"	"	"	"	531,000 00
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	2,802,800 00	"	"	"	667 12	353,084 36	"	3,155,217 24
§ 5. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	1,302,610 00	"	"	"	"	"	"	1,302 610 00
§ 7. — RECETTES D'ORDRE.								
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	3,925,660 00	"	"	"	"	"	"	3,925,660 00
Recettes d'ordre proprement dites	"	"	"	"	"	(3) 2,255,640 48	"	2,255,640 48
TOTAL des recettes d'ordre	3,925,660 00	"	"	"	"	2,255,640 48	"	6,181,300 48
TOTAL GÉNÉRAL des recettes du budget général (Algérie.)	49,055,020 00	"	"	"	667 12	2,608,724 84	"	51,663,077 72
		"		*A déd. : 667 12*		2,608,724 84		
		Résultat en augmentation :				2,608,057 72		
RÉCAPITULATION :								
France	3,308,295,384 00	23,875,639 49	"	"	12,281 92	23,797,616 93	"	3,355,956,358 50
Algérie	49,055,020 00	"	"	"	667 12	2,608,724 84	"	51,663,077 72
TOTAL	3,357,350,404 00	23,875,639 49	"	"	12,949 04	26,406,341 77	"	3,407,619,436 22
		23,875,639 49		*Added. : 12,949 04*		26,406,341 77		
		Résultat en augmentation :				50,269,032 22		

OBSERVATIONS.

(1) Produits consommés en nature dans les établissements spéciaux régis par l'État.

Bergeries. — Excédents des évaluations sur les réalisations 667f 12c

(2) Loi du 28 juillet 1893. — Versement effectué par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 23 mars 1893 ..... 1,000,000f 00c

Loi du 21 mars 1894. — Annulation. (Report à 1894) 727,300f 00c
Projet de loi de règlement. — A annuler. — Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses 625 27
} 727,925 27

272,074f 73c

Loi du 28 juillet 1893. — Produit de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie 96,900 00

Loi du 21 mars 1894. — Annulation. (Report à 1894) 12,000 00
Projet de loi de règlement. — A annuler. — Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses 3,890 37
} 15,890 37

81,009 63

353,084 36

(3) Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

Report de 1892 ..... 711,193 58
Crédits ouverts pendant l'exercice 1893 par des lois ou des décrets 2,043,547 36
} 2,754,740 94

A annuler. — Transport à l'exercice 1894 par des lois et des décrets 499,100 46

2,255,640 48

TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1893.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (FRANCE.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir le développement à l'appui du présent tableau, pages 190 et 191 du Projet de loi de règlement de l'exercice 1893.)		CRÉDITS OUVERTS par le budget primitif. (Loi du 28 avril 1893.) (A)	MODIFICATIONS SPÉCIALES résultant de la réalisation des ressources affectées à divers services.	§ 1er. — CRÉDITS IMPUTABLES SUR DES RESSOURCES DE DIVERSES NATURES. CRÉDITS ADDITIONNELS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS. Crédits imputables sur les versements effectués par les villes d'Armentières, de Voiron et de Vierzon pour concourir aux dépenses de première installation de leurs écoles d'enseignement primaire supérieur et d'enseignement professionnel.	Crédits imputables sur le reliquat de la tombola de l'Exposition universelle de 1889.	TOTAUX des crédits additionnels imputables sur des ressources de diverses natures ouverts ou annulés par des lois.	TOTAUX des col. 2 et 3 À REPORTER à la page suivante.	OBSERVATIONS.
1		2	3	4	5	6	7	8
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.								
Ministère des finances		1,273,364,944 00	"	"	"	"	1,273,364,944 00	
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.								
Ministère des finances		13,207,520 00	"	"	"	"	13,207,520 00	(A) Les chiffres de cette colonne ont été obtenus en tenant compte du transport de l'Instruction publique au Commerce d'une somme de 29,355 francs (décret du 19 octobre 1893.)
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.								
Ministère de la justice		34,999,600 00	"	"	"	"	34,999,600 00	(B) Construction d'écoles à Armentières, Voiron et Vierzon.
Ministère des affaires étrangères.	Service ordinaire	15,371,200 00	"	"	"	"	15,371,200 00	
	Service des protectorats	903,600 00	"	"	"	"	903,600 00	(C) Remboursement du cautionnement versé par la Compagnie française pour le câble des Açores.
Ministère de l'intérieur et des cultes.	1re section. — Service de l'intérieur	68,845,699 00	"	"	"	"	68,845,699 00	
	2e section. — Service des cultes	44,269,557 00	"	"	"	"	44,269,557 00	
Ministère des finances		19,568,620 00	"	"	"	"	19,568,620 00	
Ministère de la guerre.	1re section. — Service ordinaire	582,136,131 00	"	"	"	"	582,136,131 00	
	2e section. — Dépenses extraordinaires	52,474,000 00	"	"	"	"	52,474,000 00	
Ministère de la marine		255,457,533 00	"	"	"	"	255,457,533 00	
Ministère de l'instruction publique, et des beaux-arts.	Service de l'instruction publique	174,063,615 00	"	(B) 91,096 23	"	91,096 23	174,063,615 00	
	Service des beaux-arts	8,380,705 00	"	"	"	"	8,380,705 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	1re section. — Commerce et industrie	25,194 679 00	"	"	"	"	25,194,679 00	
	2e section. — Postes et télégraphes	2,122,436 00	"	"	"	"	2,122,436 00	
	3e section. — Téléphones	99,800 00	"	"	"	"	99,800 00	
Ministère des colonies		72,586,635 00	"	"	"	"	72,586,635 00	
Ministère de l'agriculture		29,475,190 00	*A déd. : 12,281 92*	"	"	"	29,462,908 08	
Ministère des travaux publics	Dépenses ordinaires	79,642,024 00	"	"	"	"	79,642,024 00	
	Dépenses extraordinaires	144,878,650 00	"	"	"	"	144,878,650 00	
		1,610,469,674 00	*A déd. : 12,281 92*	91,096 23	"	91,096 23	1,610,457,392 08	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, ETC.								
Ministère des finances		182,671,801 00	"	"	"	"	182,671,801 00	
Ministère des affaires étrangères		60,000 00	"	"	"	"	60,000 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	Postes et télégraphes	147,332,122 00	"	"	"	"	147,332,122 00	
	Téléphones	8,485,000 00	"	"	(C) 400,000 00	400,000 00	8,485,000 00	
Ministère de l'agriculture (Forêts)		13,340,020 00	"	"	"	"	13,340,020 00	
		351,888,943 00	"	"	400,000 00	400,000 00	351,888,943 00	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.								
Ministère des finances		34,679,300 00	"	"	"	"	34,679,300 00	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur		2,250,000 00	"	"	"	"	2,250,000 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	Postes et télégraphes	5,374,800 00	"	"	"	"	5,374,800 00	
	Téléphones	50,000 00	"	"	"	"	50,000 00	
Ministère de l'agriculture (Forêts)		40,000 00	"	"	"	"	40,000 00	
		42,394,100 00	"	"	"	"	42,394,100 00	
TOTAUX GÉNÉRAUX		3,291,325,181 00	*A déd. : 12,281 92*	91,096 23	400,000 00	491,096 23	3,291,312,899 08	

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1893.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (FRANCE.) (Suite.)

§ 1er. CRÉDITS IMPUTABLES SUR DES RESSOURCES DE DIVERSES NATURES. (Suite.)

CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS OU DES DÉCRETS DE FONDS DE CONCOURS. (1)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir le développement à l'appui du présent tableau, pages 204 à 212, 214 à 217 du Projet de loi de règlement de l'exercice 1893.)	REPORT de la PAGE PRÉCÉDENTE. (colonne 7.)	1° Crédits de fonds de concours ordinaires. Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1893.	Crédits reportés de l'exercice 1892 par décrets.	Crédits reportés de l'exercice 1892 par lois.	Crédits transportés à l'exercice 1894 par décrets.	Crédits transportés à l'exercice 1894 par lois.	TOTAUX nets des crédits de fonds de concours ordinaires.	2° Crédits de fonds de concours. (Versements des compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883.) Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1893.	Crédits reportés par des lois de l'exercice 1892.	Crédits transportés par des lois à l'exercice 1894.	TOTAL DES CRÉDITS de fonds de concours imputables sur les versements des compagnies de chemins de fer.	3° Crédits de fonds de concours. (Exposition universelle de 1889.) Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1893.	Crédits reportés par décrets de l'exercice 1892.	TOTAUX des crédits de fonds de concours. (Exposition universelle de 1889)	TOTAUX des crédits additionnels imputables sur des ressources de diverses natures ouverts ou annulés par les lois. (Colonne 6 de la page précédente.)	TOTAUX GÉNÉRAUX des crédits additionnels imputables sur des ressources de diverses natures. (Colonnes 3 et 12 de la page précédente 8, 12 et 16 du présent tableau.)	TOTAUX à REPORTER à la page suivante.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.																	
Ministère des finances	1,273,364,944 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,273,364,944 00
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.																	
Ministère des finances	13,207,520 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	13,207,520 00
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.																	
Ministère de la justice	34,999,600 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	34,999,600 00
Ministère des affaires étrangères — Service ordinaire	15,371,200 00	400,000 00	"	"	400,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	15,371,200 00
Ministère des affaires étrangères — Service des protectorats	903,600 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	903,600 00
Ministère de l'intérieur et des cultes — Service de l'intérieur	68,845,699 00	85,346 13	19,323 90	"	83,879 00	"	20,791 03	"	"	"	"	"	"	"	"	20,791 03	68,866,490 03
Ministère de l'intérieur et des cultes — Service des cultes	44,269,557 00	176,215 34	24,739 39	"	"	"	200,954 73	"	"	"	"	"	"	"	"	200,954 73	44,470,511 73
Ministère des finances	19,568,620 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	19,568,620 00
Ministère de la guerre — Service ordinaire	582,136,131 00	260,938 06	843,613 64	"	703,067 27	"	401,484 43	"	"	"	"	"	"	"	"	401,484 43	582,537,615 43
Ministère de la guerre — Dépenses extraordinaires	52,474,000 00	1,624,166 67	826,714 00	"	1,452,402 20	"	998,478 47	"	"	"	"	"	"	"	"	998,478 47	53,472,478 47
Ministère de la marine	255,457,533 00	180,000 00	"	"	150,000 00	"	30,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	30,000 00	255,487,533 00
Ministère de l'instruct.re publique — Service de l'instruction publique	174,063,615 00	78,009 98	"	"	"	"	78,009 98	"	"	"	"	"	"	"	91,096 23	169,106 21	174,232,721 21
Ministère de l'instruct.re publique des beaux-arts — Service des beaux-arts	8,380,705 00	154,170 00	35,200 00	"	67,040 00	"	122,330 00	"	"	"	"	"	"	"	"	122,330 00	8,503,035 00
Ministère du commerce de l'industrie, des postes et des télégraphes — 1re Section. — Commerce et industrie	25,194,679 00	14,007 50	"	"	"	"	14,007 50	"	"	"	"	"	"	"	"	38,061 60	25,232,740 60
Ministère du commerce de l'industrie, des postes et des télégraphes — 2e Section. — Postes et télégraphes	2,122,436 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	24,054 10	24,054 10	"	"	2,122,436 00
Ministère du commerce de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 3e Section. — Téléphones.	99,800 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	99,800 00
Ministère des colonies	72,586,635 00	17,800 00	5,000 00	"	"	"	22,800 00	"	"	"	"	"	"	"	"	22,800 00	72,609,435 00
Ministère de l'agriculture	29,462,908 08	1,984,257 00	85,283 43	"	192,766 00	"	1,876,774 43	"	"	"	"	"	"	"	"	1,876,774 43	31,339,682 51
Ministère des travaux publics — Dépenses ordinaires	79,642,024 00	779,220 12	102,420 76	"	79,917 75	"	801,723 13	"	"	"	"	"	"	"	"	801,723 13	80,443,747 13
Ministère des travaux publics — Dépenses extraordinaires	144,878,650 00	15,239,117 52	1,066,444 27	691,554 94	838,792 84	61,030 50	16,097,293 39	21,000,000	1,000,000f	"	22,000,000	"	"	"	"	38,097,293 39	182,975,943 39
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, ETC.	1,610,457,392 08	20,993,248 32	3,008,739 39	691,554 94	3,957,865 06	61,030 50	20,661,647 09	21,000,000	1,000,000	"	22,000,000	"	24,054 10	24,054 10	91,096 23	42,779,797 42	1,653,237,189 50
Ministère des finances	182,671,801 00	392,983 21	43,775 86	"	67,521 17	"	369,237 90	"	"	"	"	"	"	"	"	369,237 90	183,041,038 90
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	60,000 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — Postes et télégraphes	147,332,122 00	683,112 93	1,954,609 00	"	803,565 00	"	1,834,156 93	"	"	"	"	"	"	"	400,000 00	2,234,156 93	149,566,278 93
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Téléphones	8,485 000 00	1,637,056 01	"	"	85,368 00	"	1,551,688 01	"	"	"	"	"	"	"	"	1,551,688 01	10,036,688 01
Ministère de l'agriculture (forêts)	13,340,020 00	4,858 83	655 10	"	1,108 30	"	4,405 63	"	"	"	"	"	"	"	"	4,405 63	13,344,425 63
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.	351,888,943 00	2,718,010 98	1,999,039 96	"	957,562 47	"	3,759,488 47	"	"	"	"	"	"	"	400,000 00	4,159,488 47	356,048,431 47
Ministère des finances	34,679,300 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	34,679,300 00
Ministère de l'intérieur	2,250,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,250,000 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — Postes et télégraphes	5,374,800 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5,374,800 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Téléphones	50,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	50,000 00
Ministère de l'agriculture (forêts)	40,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	40,000 00
(a) Récapitulation des crédits de fonds de concours : 1° Crédits de fonds de concours ordinaires 24,424,135f 56c; 2° Crédits de fonds de concours (conventions) 22,000,000 00; 3° Crédits de fonds de concours (Exposition) 24,054 10 — TOTAUX GÉNÉRAUX. Total général des fonds de concours 46,448,189 66	42,394,100 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	42,394,100 00
	3,291,312,899 08	23,711,259 30	5,007,779 35	691,554 94	4,925,427 53	61,030 50	(1) 24,424,135 56	21,000,000	1,000,000	"	(2) 22,000,000	"	24,054 10	24,054 10	491,096 23	46,939,285 89	3,338,252,184 97
			5,699,334f 29c		4,986,458 03												

(1) Ce total comprend un crédit de 885,000 francs dont l'annulation est demandée par le projet de loi de règlement.

(2) Ce total comprend un crédit de 600,000 francs dont l'annulation est demandée par le projet de loi de règlement.

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1893.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (FRANCE.) (Suite.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir les développements à l'appui du présent tableau, pages 188, 189, 192 à 203 du projet de loi de règlement de l'exercice 1893.)	REPORT de la PAGE PRÉCÉDENTE. (Colonne 18.)	§ 2. — CRÉDITS MODIFICATIONS RÉSULTANT DE LOIS ET DE DÉCRETS qui ont autorisé des virements de crédits. Virements de chapitre à chapitre pour rappels d'arrérages et de dépenses de solde.		CRÉDITS IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES GÉNÉRALES DU BUDGET. CRÉDITS ouverts ou annulés par des lois.		CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ouverts par des décrets spéciaux régularisés par la loi.		CRÉDITS reportés par des décrets en vertu des lois qui ont autorisé les services.		CRÉDITS pour dépenses des exercices clos payées pendant l'année 1893.	TOTAUX GÉNÉRAUX des crédits additionnels imputables sur les ressources générales du budget.	CRÉDITS SERVANT DE BASE au règlement de l'exercice 1893.
		Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.												
Ministère des finances	1,273,364,944 00	2,248,110 59	2,248,110 59	790 00	"	"	"	"	"	"	790 00	1,273,365,734 00
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.												
Ministère des finances	13,207,520 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	13,207,520 00
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.												
Ministère de la justice	34,999,600 00	"	"	53,991 69	"	"	"	"	"	139,244 28	193,235 97	35,192,835 97
Ministère des affaires étrangères. — Service ordinaire	15,371,200 00	"	"	357,655 68	"	"	"	"	"	495,922 53	853,578 21	16,224,778 21
Ministère des affaires étrangères. — Service des protectorats	903,600 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	903,600 00
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur	68,866,490 03	"	"	1,529,850 80	"	250,000	"	"	"	2,541,442 15	4,321,292 95	73,187,782 98
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service des cultes	44,470,511 73	"	"	16,195 04	14,000 00	"	"	"	"	165,905 38	168,100 42	44,638,612 15
Ministère des finances	19,568,620 00	"	"	283,033 99	"	"	"	"	"	8,995,335 76	9,278,369 75	28,846,989 75
Ministère de la guerre. — Dépenses ordinaires	582,537,615 43	378,286 60	378,286 60	3,593,899 75	6,085,473 99	15,755,000	"	"	"	2,796,933 33	16,060,359 09	598,597,974 52
Ministère de la guerre. — Dépenses extraordinaires	53,472,478 47	"	"	4,283,452 56	150,000 00	"	"	"	"	3,553,773 82	7,687,226 38	61,159,704 85
Ministère de la marine	255,487,533 00	661,388 87	661,388 87	5,829,800 03	5,710,330 00	150,000	"	"	"	258,809 46	528,279 49	256,015,812 49
Ministère de l'instruction publique, et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique	174,232,721 21	"	"	424,717 28	115,000 00	"	"	"	"	359,652 18	669,369 46	174,902,090 67
Ministère de l'instruction publique, et des beaux-arts. — Service des beaux-arts	8,503,035 00	"	"	567,723 76	"	61,300	"	"	"	28,303 55	657,327 31	9,160,362 31
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	25,232,740 60	"	"	2,038,910 14	370,000 00	"	"	"	"	738,040 03	2,406,950 17	27,639,690 77
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	2,122,436 00	"	"	257,834 75	"	"	"	"	"	492,947 36	750,782 11	2,873,218 11
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des téléphones	99,800 00	"	"	"	"	"	"	"	"	1,793 82	1,793 82	101,593 82
Ministère des colonies	72,609,435 00	177,029 79	177,029 79	7,894,512 09	121,000 00	"	"	"	"	963,232 98	8,736,745 07	81,346,180 07
Ministère de l'agriculture	31,339,682 51	"	"	9,534,606 99	"	"	"	"	"	341,773 98	9,876,380 97	41,216,063 48
Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	80,443,747 13	"	"	1,831,160 94	"	359,000	"	"	"	3,138,398 40	5,328,559 34	85,772,306 47
Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires	182,975,943 39	"	"	12,324,140 86	490,000 00	"	"	"	"	"	11,834,140 86	194,810,084 25
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, ETC.	1,653,237,189 50	1,216,705 26	1,216,705 26	50,821,486 35	13,055,803 99	16,575,300	"	"	"	25,011,509 01	79,352,491 37	1,732,589,680 87
Ministère des finances	183,041,038 90	"	"	1,457,272 03	"	5,256,000	"	63,862 15	56,316 08	"	6,720,818 10	189,761,857 00
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	60,000 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	149,566,278 93	"	"	6,316,091 36	694,195 00	"	"	"	"	"	5,621,896 36	155,188,175 29
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des téléphones	10,036,688 01	"	"	3,592,545 00	"	"	"	"	"	"	3,592,545 00	13,629,233 01
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	13,344,425 63	"	"	"	"	80,000	"	"	"	"	80,000 00	13,424,425 63
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, ETC.	356,048,431 47	"	"	11,365,908 39	694,195 00	5,336,000	"	63,862 15	56,316 08	"	16,015,259 46	372,063,690 93
Ministère des finances	34,679,300 00	"	"	1,872,961 13	"	5,000,000	"	"	"	"	6,872,961 13	41,552,261 13
Ministère de l'intérieur et des cultes. (Service de l'intérieur.)	2,250,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,250,000 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	5,374,800 00			809,500 00	"	"	"	"	"	"	809,500 00	6,184,300 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des téléphones	50,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	50,000 00
Ministère de l'agriculture. (Forêts)	40,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	40,000 00
	42,394,100 00	"	"	2,682,461 13	"	5,000,000	"	"	"	"	7,682,461 13	50,076,561 13
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,338,252,184 97	3,464,815 85	3,464,815 85	64,870,645 87	13,749,998 99	26,911,300	"	63,862 15	56,316 08	25,011,509 01	103,051,001 96	3,441,303,186 93
		"		51,120,646f 88c		26,911,300f		7,546f 07c				

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1893.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (ALGÉRIE.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir le développement à l'appui du présent tableau, pages 220 à 226 du projet de loi de règlement de l'exercice 1893.) 1	CRÉDITS OUVERTS par le budget primitif. (Loi du 8 avril 1893.) 2	MODIFICATIONS spéciales résultant de la réalisation des ressources affectées à divers services. 3	§ 1er. — CRÉDITS IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES DE DIVERSES NATURES. Crédits de fonds de concours. Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1893. 4	Crédits reportés de l'exercice 1892, par décrets 5	Crédits reportés de l'exercice 1892, par lois. 6	Crédits transportés à l'exercice 1894, par décrets 7	Crédits transportés à l'exercice 1894, par lois. 8	TOTAUX nets des crédits de fonds de concours. 9	TOTAL des crédits imputables sur des ressources de diverses natures. (Col. 3 et 9.) 10	§ 2. — CRÉDITS IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES GÉNÉRALES DU BUDGET. CRÉDITS ouverts ou annulés par des lois. Augmentations. 11	CRÉDITS ouverts ou annulés par des lois. Diminutions. 12	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ouverts par des décrets spéciaux régularisés par la loi. Augmentations. 13	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ouverts par des décrets spéciaux régularisés par la loi. Diminutions. 14	CRÉDITS pour dépenses des exercices clos payées pendant l'année 1893. 15	TOTAUX GÉNÉRAUX des crédits additionnels imputables sur les ressources générales du budget. 16	CRÉDITS SERVANT DE BASE au règlement de l'exercice 1893. 17
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.																
Ministère de la justice	2,757,550 00	"	"	"	"	"	"	"	"	1,607 00	"	"	"	"	1,607 00	2,759,157 00
Ministère de l'intérieur et des Cultes. — Service de l'intérieur	2,068,222 00	"	"	"	"	"	"	"	"	208,500 00	"	"	"	"	208,500 00	2,276,722 00
Ministère de l'intérieur et des Cultes. — Service du Gouvernement général de l'Algérie	9,503,465 00	"	44,194 17	2,517 52	"	7,655 16	"	39,056 53	39,056 53	247,543 95	"	40,000 00	"	86,930 28	374,474 23	9,916,995 76
Ministère de l'intérieur et des Cultes. — Service des cultes	1,248,096 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,248,096 00
Ministère des finances	502,250 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	502,250 00
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique	5,595,539 00	"	100,000 00	"	"	"	"	100,000 00	100,000 00	402,823 00	"	"	"	"	402,823 00	6,098,362 00
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service des beaux-arts	63,400 00	"	23,000 00	"	"	"	"	23,000 00	23,000 00	"	"	"	"	"	"	86,400 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	187,850 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	187,850 00
Ministère de l'agriculture	1,799,190 00	à déd. : 667 12	"	"	"	"	"	"	"	42,270 00	"	"	"	"	42,270 00	1,840,792 88
Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	6,164,000 00	"	91,253 11	1,850 00	"	"	"	93,103 11	93,103 11	"	"	"	"	"	"	6,257,103 11
Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires	20,718,000 00	"	1,387,500 00	"	431,816 90	"	187,500 00	1,631,816 90	1,631,816 90	4,586,000 00	"	"	"	"	4,586,000 00	26,935,816 90
	50,607,562 00	à déd. : 667 12	1,645,947 28	4,367 52	431,816 90	7,655 16	187,500 00	1,886,976 54	1,886,976 54	5,488,743 95	"	40,000 00	"	86,930 28	5,615,674 23	58,109,545 65
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, ETC.																
Ministère des finances	6,426,317 00	"	"	71,431 19	"	37,955 86	"	33,475 33	33,475 33	84,100 00	"	"	"	"	84,100 00	6,543,892 33
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Postes et télégraphes	4,591,900 00	"	12,951 88	166,957 00	"	179,908 88	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4,591,900 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Téléphones	56,500 00	"	74,375 37	"	"	38,780 00	"	35,595 37	35,595 37	"	"	"	"	"	"	92,095 37
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	3,184,100 00	"	10,205 16	27,903 59	"	4,639 32	"	33,469 43	33,469 43	"	"	"	"	"	"	3,217,569 43
	14,258,817 00	"	97,532 41	266 291 78	"	261,284 06	"	102,540 13	102,540 13	84,100 00	"	"	"	"	84,100 00	14,445,457 13
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.																
Ministère des finances	810,572 00	"	300,067 67	8,717 38	"	42,661 24	"	266,123 81	266,123 81	277,567 30	"	"	"	"	277,567 30	1,354,263 11
Ministère de l'intérieur et des cultes. (Intérieur)	195,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	25,000 00	"	"	"	"	25,000 00	220,000 00
	1,005,572 00	"	300,067 67	8,717 38	"	42,661 24	"	266,123 81	266,123 81	302,567 30	"	"	"	"	302,567 30	1,574,263 11
TOTAUX GÉNÉRAUX	65,871,951 00	à déd. : 667 12	2,043,547 36	279,376 68	431,816 90	311,600 46	187,500 00	2,255,640 48	2,255,640 48	5,875,411 25	"	40,000 00	"	86,930 28	6,002,341 53	74,129,265 89
				711,193f 58c		499,100f 46c				5,875,411f 25c						

RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL. (FRANCE.)

PRODUITS ET REVENUS.	SITUATION DES RECETTES. — ÉVALUATIONS des produits.	SITUATION DES RECETTES. — PRODUITS résultant des droits constatés.	RECETTES. — RECOUVREMENTS effectués sur les droits constatés.	RECETTES. — RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	RÈGLEMENT DES RECETTES. — EXCÉDENT des produits recouvrés sur les évaluations.	RÈGLEMENT DES RECETTES. — EXCÉDENT des évaluations sur les produits recouvrés.	RÈGLEMENT DES RECETTES. — PRODUITS définitifs de l'exercice 1893.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
§ 1er. IMPÔTS DIRECTS.								
Contributions directes. (Fonds généraux.)	463,651,803f 00c	463,923,006f 05c	463,923,006f 05c	"	271,203f 05c	"	463,923,006f 05c	
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	32,698,685 00	32,941,878 66	32,941,878 66	"	243,193 66	"	32,941,878 66	
TOTAL des impôts directs	496,350,488 00	496,864,884 71	496,864,884 71	"	514,396 71	"	496,864,884 71	
					514,396f 71c			
§ 2. IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.								
Enregistrement	540,876,500f 00c	522,117,982f 11c	521,651,526f 27c	466,455f 84c	"	19,224,973f 73c	521,651,526f 27c	
Timbre	168,337,500 00	166,604,235 75	166,604,235 75	"	"	1,733,264 25	166,604,235 75	
Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	69,643,000 00	67,049,525 34	67,049,420 34	105 00	"	2,593,579 66	67,049,420 34	
Douanes	480,636,000 00	454,691,472 79	453,350,034 40	1,341,438 39	"	27,285,965 60	453,350,034 40	
Contributions indirectes	582,250,100 00	608,265,631 10	596,205,615 54	12,060,015 56	13,955,515f 54c	"	596,205,615 54	
Sucres	196,335,900 00	195,408,618 68	194,876,328 89	532,289 79	"	1,459,571 11	194,876,328 89	
TOTAL des impôts et revenus indirects	2,038,079,000 00	2,014,137,465 77	1,999,737,161 19	14,400,304 58	13,955,515 54	52,297,354 35	1,999,737,161 19	
					38,341,838f 81c			
§ 3. PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
FRANCE.								
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	407,516,800f 00c	411,507,565f 86c	411,406,631f 86c	100,934f 00c	3,889,831f 86c	"	411,406,631f 86c	
Postes	163,492,150 00	166,646,047 78	166,637,837 89	8,209 89	3,145,687 89	"	166,637,837 89	
Télégraphes	36,878,100 00	36,633,390 74	35,193,721 29	1,439,669 45	"	1,684,378f 71c	35,193,721 29	
Téléphones	8,532,000 00	7,655,307 24	7,610,809 44	44,497 80	"	921,190 56	7,610,809 44	
Produits de diverses exploitations	9,181,688 03	10,208,311 89	10,208,311 89	"	1,026,623 86	"	10,208,311 89	
	625,600,738 03	632,650,623 51	631,057,312 37	1,593,311 14	8,062,143 61	2,605,569 27	631,057,312 37	
					5,456,574f 34c			
COLONIES.								
Produits de diverses exploitations	153,800 00	182,174 18	182,174 18	"	28,374f 18c	"	182,174 18	
					28,374f 18c			
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	625,754,538 03	632,832,797 69	631,239,486 55	1,593,311 14	8,090,517f 79c	2,605,569 27	631,239,486 55	
					5,484,948f 52c			
§ 4. PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	20,836,569f 17c	17,416,327f 09c	14,719,491f 72c	2,696,835f 37c	"	6,117,077f 45c	14,719,491f 72c	
Produits des forêts	28,314 300 00	27,677,696 33	27,455,530 35	222,165 98	"	858,769 65	27,455,530 35	
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	49,150,869 17	45,094,023 42	42,175,022 07	2,919,001 35	"	6,975,847f 10c	42,175,022 07	
					6,975,847f 10c			
§ 5. PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	25,706,147f 96c	25,125,877f 14c	25,125,877f 14c	"	"	580,270f 82c	25,125,877f 14c	
					580,270f 82c			
§ 6. RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.								
Diverses ressources exceptionnelles	11,392,937f 52c	8,187,859f 21c	8,187,859f 21c	"	"	3,205,078f 31c	8,187,859f 21c	
					3,205,078f 31c			
§ 7. RECETTES D'ORDRE.								
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	59,833,074f 00c	62,921,237f 20c	62,921,237f 20c	"	3,088,163f 20c	"	62,921,237f 20c	
Recettes d'ordre proprement dites	49,689,303 82	49,621,623 88	49,621,623 88	"	"	67,679f 94c	49,621,623 88	
TOTAL des recettes d'ordre	109,522,377 82	112,542,861 08	112,542,861 08	"	3,088,163 20	67,679 94	112,542,861 08	
					3,020,483f 26c			
TOTAL des recettes du Budget général (France)	3,355,956,358f 50c	3,334,785,769f 03c	3,315,873,151f 95c	18,912,617f 07c	25,648,593f 24c	65,731,799f 79c	3,315,873,151f 95c	
					40,083,206f 55c			

PRODUITS ET REVENUS.	SITUATION DES RECETTES.						RÈGLEMENT DES RECETTES.			OBSERVATIONS.
	ÉVALUATIONS des produits.	PRODUITS résultant des droits constatés.	RECOUVREMENTS effectués sur les droits constatés.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	EXCÉDENT des produits recouvrés sur les évaluations.	EXCÉDENT des évaluations sur les produits recouvrés.	PRODUITS définitifs de l'exercice 1893.			
1	2	3	4	5	6	7	8			9
RECAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)										
§ 1er. IMPÔTS DIRECTS.										
Contributions directes	3,313,500f 00c	3,635,471f 71c	3,635,471f 71c	//	321,971f 71c	//	3,635.471f 71c			
Taxes assimilées aux contributions directes	496,200 00	561,364 57	561,364 57	//	65,164 57	//	561,364 57			
Contributions arabes (principal et centimes d'État)	8,508,300 00	8,754,308 61	8,383,530 32	370,778f 29c	//	124,769f 68c	8,383,530 32			
TOTAL des impôts directs	12,318,000 00	12,951,144 89	12,580,366 60	370,778 29	387,136 28	124,769 68	12,580,366 60			
					262,366f 60c					
§ 2. IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.										
Enregistrement	4,183,550f 00c	3,823,231f 21c	3,799,584f 52c	23,646f 69c	//	383,965f 48c	3,799,584f 52c			
Timbre	4,207,000 00	4,176,173 07	4,176,173 07	//	//	30,826 93	4,176,173 07			
Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	257,500 00	227,179 45	227,179 45	//	//	30,320 55	227,179 45			
Douanes	11,143,000 00	11,441,726 53	11,441,101 53	625 00	298,101f 53c	//	11,441,101 53			
Contributions diverses	3,679,200 00	3,458,416 66	3,449,163 58	9,253 08	//	230,036 42	3,449,163 58			
TOTAL des impôts et revenus indirects	23,470,250 00	23,126,726 92	23,093.202 15	33,524 77	298,101 53	675,149 38	23,093,202 15			
					377,047f 85c					
§ 3. PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.										
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses	1,152,900f 00c	1,024,067f 85c	1,024,067f 85c	//	//	128,832f 15c	1,024,067f 85c			
Postes	2,689,800 00	2,795,541 27	2,795,541 27	//	105,741f 27c	//	2,795,541 27			
Télégraphes	1,353,000 00	1,294,489 86	1,294,263 86	226f 00c	//	58,736 14	1,294.263 86			
Téléphones	40,000 00	54,513 62	54,343 12	170 50	14,343 12	//	54,343 12			
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,235,700 00	5,168,612 60	5,168,216 10	396 50	120,084 39	187,568 29	5,168,216 10			
					67,483f 90c					
§ 4. PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.										
Produits du domaine autre que le domaine forestier	2,624.217f 24c	3,562,030f 16c	2,580,394f 26c	981,635f 90c	//	43,822f 98c	2,580,394f 26c			
Produits des forêts	531,000 00	1,458,739 43	871,005 85	587,733 58	340,005f 85c	//	871,005 85			
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	3,155,217 24	5,020,769 59	3,451.400 11	1,569,369 48	340,005 85	43,822 98	3,451,400 11			
					296,182f 87c					
§ 5. PRODUITS DIVERS DU BUDGET.										
Produits divers	1,302,610f 00c	792,113f 22c	792,113f 22c	//	//	510,496f 78c	792,113f 22c			
					510,496f 78c					
§ 6. RECETTES D'ORDRE.										
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	3,925,660f 00c	3,195,408f 56c	3,195,408f 56c	//	//	730,251f 44c	3,195,408f 56c			
Recettes d'ordre proprement dites	2,255,640 48	2,255,640 48	2,255,640 48	//	//	//	2,255,640 48			
TOTAL des recettes d'ordre	6,181,300 48	5,451,049 04	5,451,049 04	//	//	730,251 44	5,451,049 04			
					730,251f 44c					
TOTAL des recettes du Budget général (Algérie)	51,663,077f 72c	52,510,416f 26c	50,536,347f 22c	1,974,069f 04c	1,145,328f 05c	2,272,058f 55c	50,536,347f 22c			
					1,126,730f 50c					
RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL.										
FRANCE	3,355,956,358f 50c	3,334,785,769f 02c	3,315,873,151f 95c	18,912,617f 07c	25,648,593f 24c	65,731,799f 79c	3,315,873,151f 95c			
ALGÉRIE	51,663,077 72	52,510,416 26	50,536,347 22	1,974,069 04	1,145,328 05	2,272,058 55	50,536,347 22			
TOTAL des recettes du Budget général	3,407,619,436 22	3,387,296,185 28	3,366,409,499 17	20,886,686 11	26,793,921 29	68,003.858 34	3,366,409,499 17			
					41,209,937f 05c					

Suite du **BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1893.**

Compte définitif des Dépenses à l'époque de la clôture de l'exercice.

MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DES DÉPENSES.					RÈGLEMENT DES CRÉDITS.						OBSERVATIONS.
	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAIEMENTS EFFECTUÉS SUR LES ORDONNANCES DES MINISTRES — pour les dépenses propres à l'exercice 1893.	pour les dépenses restées à payer sur les exercices clos.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER à la clôture de l'exercice.	CRÉDIT complémentaire accordé pour l'excédent des dépenses sur les crédits.	CRÉDITS ANNULÉS. — Crédits gagés par des ressources de diverses natures et non consommés par les dépenses, annulés (sauf réouverture aux exercices suivants par des lois spéciales).	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	CRÉDITS définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1893.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
RÉCAPITULATION DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL. (FRANCE.)												
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.												
Ministère des finances	1,273,365,734f00	1,267,341,196f41	1,256,109,523f72	"	1,256,109,523f72	11,231,672f 69c	284,592f63c	"	6,309,130f 22c	11,231,672f 69c	1,256,109,523f72	
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.												
Ministère des finances	13,207,520 00	13,207,520 00	13,207,520 00	"	13,207,520 00	"	"	"	"	"	13,207,520 00	
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.												
Ministère de la justice	35,192,835 97	35,322,346 63	35,151,742 47	139,244f28	35,290,986 75	31,359 88	220,853 29	"	91,342 63	31,359 88	35,290,986 75	
Ministère des affaires étrangères. — 1re SECTION. — Service ordinaire	16,224,778 21	16,135,040 12	15,489,486 66	495,922 53	15,985,409 19	149,630 93	"	"	89,738 09	149,630 93	15,985,409 19	
Ministère des affaires étrangères. — 2e SECTION. — Service des protectorats	903,600 00	785,665 10	678,558 02	"	678,558 02	107,107 08	"	"	117,934 90	107,107 08	678,558 02	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re SECTION. — Service de l'intérieur	73,187,782 98	72,175,400 30	69,106,300 28	2,541,442 15	71,647,742 43	527,657 87	"	"	1,012,382 68	527,657 87	71,647,742 43	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 2e SECTION. — Service des cultes	44,638,612 15	43,497,118 56	43,074,098 48	165,905 38	43,240,003 86	257,114 70	"	"	1,141,493 59	257,114 70	43,240,003 86	
Ministère des finances	28,846,989 75	28,206,433 25	19,004,246 30	8,995,335 76	27,999,582 06	206,851 19	"	"	640,556 50	206,851 19	27,999,582 06	
Ministère de la guerre. — 1re SECTION. — Service ordinaire	598,597,974 52	596,362,707 57	589,356,150 31	2,796,933 33	592,153,083 64	4,209,623 93	7,836,502 77	7,021f91c	10,064,747 81	4,209,623 93	592,153,083 64	
Ministère de la guerre. — 2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	61,159,704 85	58,298,769 22	53,826,799 26	3,553,773 82	57,380,573 08	918,196 14	"	"	2,860,935 63	918,196 14	57,380,573 08	
Ministère de la marine	256,015,812 49	253,441,252 83	253,044,236 71	258,809 46	253,303,046 17	138,206 66	4,475 72	"	2,579,035 38	138,206 66	253,303,046 17	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re SECTION. — Service de l'instruction publique	174,902,090 67	173,164,831 16	172,643,678 40	359,652 18	173,003,330 58	161,500 58	"	"	1,737,259 51	161,500 58	173,003,330 58	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e SECTION. — Service des beaux-arts	9,160,362 31	9,019,863 54	8,981,214 49	28,303 55	9,009,518 04	10,345 50	"	"	140,498 77	10,345 50	9,009,518 04	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re SECTION. — Service du commerce et de l'industrie	27,639,690 77	27,164,395 17	25,565,254 01	738,040 03	26,303,294 04	861,101 13	"	"	475,295 60	861,101 13	26,303,294 04	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	2,873,218 11	2,869,531 59	2,376,359 29	492,947 36	2,869,306 65	224 94	"	"	3,686 52	224 94	2,869,306 65	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 3e SECTION. — Service des téléphones	101,593 82	63,602 49	61,808 67	1,793 82	63,602 49	"	"	"	37,991 33	"	63,602 49	
Ministère des colonies	81,346,180 07	79,250,848 35	77,330,423 83	963,232 98	78,293,656 81	957,191 54	2,027,993 93	"	4,123,325 65	957,191 54	78,293,656 81	
Ministère de l'agriculture	41,216,063 48	37,792,273 39	37,099,992 57	341,773 98	37,441,766 55	350,506 84	"	"	3,423,790 09	350,506 84	37,441,766 55	
Ministère des travaux publics. — 1re SECTION. — Dépenses ordinaires	85,772,306 47	84,909,582 86	81,501,925 54	3,138,398 40	84,640,323 94	269,258 92	"	"	862,723 61	269,258 92	84 640,323 94	
Ministère des travaux publics. — 2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	194,810,084 25	190,303,497 01	187,897,657 92	"	187,897,657 92	2,405,839 09	"	1,493,111 92	3,013,475 32	2,405,839 09	187,897,657 92	
	1,732,589,680 87	1,708,763,159 14	1,672,189,933 21	25,011,509 01	1,697,201,442 22	11,561,716 92	10,089,825 71	1,500,133 83	32,416,213 61	11,561,716 92	1,697,201,442 22	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.												
Ministère des finances	189,761,857 00	188,349,580 57	188,294,483 40	"	188,294,483 40	55,097 17	"	"	1,412,276 43	55,097 17	188,294,483 40	
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	59,999 70	59,678 15	"	59,678 15	321 55	"	"	0 30	321 55	59,678 15	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	155,188,175 29	152,040,638 37	151,889,906 48	"	151,889,906 48	150,731 89	"	"	3,147,536 92	150,731 89	151,889,906 48	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 3e SECTION. — Service des téléphones	13,629,233 01	12,407,233 93	12,404,171 05	"	12,404,171 05	3,062 88	"	"	1,221,999 08	3,062 88	12,404,171 05	
Ministère de l'agriculture	13,424,425 63	12,857,385 53	12,381,108 52	"	12,381,108 52	476,277 01	"	"	567,040 10	476,277 01	12,381,108 52	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	372,063,690 93	365,714,838 10	365,029,347 60	"	365,029,347 60	685,490 50	"	"	6,348,852 83	685,490 50	365,029,347 60	
Ministère des finances	41,552,261 13	39,461,457 67	39,461,457 67	"	39,461,457 67	"	"	"	2,090,803 46	"	39,461,457 67	
Ministère de l'intérieur et des cultes (service de l'intérieur)	2,250,000 00	2,020,803 93	2,020,803 93	"	2,020,803 93	"	"	"	229,196 07	"	2,020,803 93	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	6,184,300 00	6,176,727 77	6,176,727 77	"	6,176,727 77	"	"	"	7,572 23	"	6,176,727 77	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 3e SECTION. — Service des téléphones	50,000 00	35,766 22	34,974 07	"	34,974 07	792 15	"	"	14,233 78	792 15	34,974 07	
Ministère de l'agriculture	40,000 00	16,076 54	16,076 54	"	16,076 54	"	"	"	23,923 46	"	16,076 54	
	50,076,561 13	47,710,832 13	47,710,039 98	"	47,710,039 98	792 15	"	"	2,365,729 00	792 15	47,710,039 98	
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,441,303,186 93	3,402,737,545 78	3,354,246,364 51	25,011,509 01	3,379,257,873 52	23,479,672 26	10,374,418 34	1,500,133 83	47,439,925 66	23,479,672 26	3,379,257,873 52	
								72,419,731f 75c				
							62,045,313f 41c					

Suite du **BUDGET GÉNÉRAL**
Compte définitif des Dépenses à l'époque
DE L'EXERCICE 1893.
de la clôture de l'exercice.

MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DES DÉPENSES. — CRÉDITS ACCORDÉS pour le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR LES ORDONNANCES DES MINISTRES — pour les dépenses propres à l'exercice 1893.	pour les dépenses restées à payer sur les exercices clos.	TOTAL des payements.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS. — RESTES À PAYER à la clôture de l'exercice.	CRÉDITS complémentaires accordés pour l'excédent des dépenses sur les crédits.	CRÉDITS ANNULÉS. — Crédits gagés par des ressources de diverses natures et non consommés par les dépenses, annulés (sauf réouverture aux exercices suivants par des lois spéciales).	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	CRÉDITS définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1893.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
RÉCAPITULATION DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)												
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.												
Ministère de la justice	2,759,157f00	2,851,343f91	2,848,173f63	"	2,848,173f63	3,170f 28c	184,999f 43c	"	92,812f 52c	3,170f 28c	2,848,173f63c	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re SECTION. — Service du Ministère de l'intérieur	2,276,722 00	2,222,111 26	2,211,365 43	"	2,211,365 43	10,745 83	"	"	54,610 74	10,745 83	2,211,365 43	
2e SECTION. — Service du Gouvernement général de l'Algérie	9,916,995 76	9,833,961 85	9,424,632 42	86,930f28	9,511,562 70	322,399 15	"	"	83,033 91	322,399 15	9,511,562 70	
3e SECTION. — Service des cultes	1,248,096 00	1,207,635 19	1,199,135 02	"	1,199,135 02	8,500 17	"	"	40,460 81	8,500 17	1,199,135 02	
Ministère des finances	502,250 00	498,410 47	498,405 78	"	498,405 78	4 69	"	"	3,839 53	4 69	498,405 78	
Ministère de l'instruction publique, et des beaux-arts. — 1re SECTION. — Service de l'instruction publique	6,098,362 00	5,653,718 53	5,330,316 39	"	5,330,316 39	323,402 14	"	"	444,643 47	323,402 14	5,330.316 39	
2e SECTION. — Service des beaux-arts	86,400 00	68,898 63	68,898 63	"	68,898 63	"	"	"	17,501 37	"	68,898 63	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	187,850 00	185,595 15	185,595 15	"	185,595 15	"	"	"	2,254 85	"	185,595 15	
Ministère de l'agriculture	1,840,792 88	1,677,932 56	1,655,607 27	"	1,655,607 27	22,325 29	"	"	162,860 32	22,325 29	1,655,607 27	
Ministère des travaux publics. — 1re SECTION. — Dépenses ordinaires	6,257,103 11	6,231,668 90	6,208,491 60	"	6,208,491 60	23,177 30	"	"	25,434 21	23,177 30	6,208,491 60	
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	26,935,816 90	26,667,155 71	26,649,513 53	"	26,649,513 53	17,642 18	"	"	268,661 19	17,642 18	26,649,513 53	
TOTAL de la 3e Partie	58,109,545 65	57,098,432 16	56,280,134 85	86,930 28	56,367,065 13	731,367 03	184,999 43	"	1,196,112 92	731,367 03	56,367,065 13	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.												
Ministère des finances	6,543,892 33	6,426,274 12	6,413,316 59	"	6,413,316 59	12,957 53	"	"	117,618 21	12,957 53	6,413,316 59	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	4,591,900 00	4,456,294 98	4,453,143 84	"	4,453,143 84	3,151 14	"	"	135,605 02	3,151 14	4,453,143 84	
3e SECTION. — Service des téléphones	92,095 37	89,223 37	89,153 37	"	89,153 37	70 00	"	"	2,872 00	70 00	89,153 37	
Ministère de l'agriculture	3,217,569 43	3,010,167 56	2,997,624 50	"	2,997,624 50	12,543 06	"	"	207,401 87	12,543 06	2,997,624 50	
TOTAL de la 4e Partie	14,445,457 13	13,981,960 03	13,953,238 30	"	13,953,238 30	28,721 73	"	"	463,497 10	28,721 73	13,953,238 30	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.												
Ministère des finances	1,354,263 11	1,125,566 93	1,125,566 93	"	1,125,566 93	"	"	"	228,696 18	"	1,125,566 93	
Ministère de l'intérieur et des cultes. (1re SECTION. — Service de l'intérieur.)	220,000 00	216,851 11	216,851 11	"	216,851 11	"	"	"	3,148 89	"	216,851 11	
TOTAL de la 5e Partie	1,574,263 11	1,342,418 04	1,342,418 04	"	1,342,418 04	"	"	"	231,845 07	"	1,342,418 04	
TOTAL GÉNÉRAL	74,129,265 89	72,422,810 23	71,575,791 19	86,930 28	71,662,721 47	760,088 76	184,999 43	"	1,891,455 09	760,088 76	71,662,721 47	
								2,651,543f 85c				
							2,466,544f 42c					
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.												
FRANCE	3,441,303,186f93	3,402,737.545f78	3,354,246,364f51	25,011,509f01	3,379,257,873f52	23,479,672f 26c	10,374,418f34c	1,500,133f 83c	47,439,925f 66c	23,479,672f26c	3,379,257,873f52	
ALGÉRIE	74,129,265 89	72,422,810 23	71,575,791 19	86,930 28	71,662,721 47	760,088 76	184,999 43	"	1,891,455 09	760,088 76	71,662,721 47	
TOTAL GÉNÉRAL	3,515,432,452 82	3,475,160,356 01	3,425,822,155 70	25,098,439 29	3,450,920,594 99	24,239,761 02	10,559,417 77	1,500,133 83	49,331,380 75	24,239,761 02	3,450,920.594 99	
								75,071,275f 60c				
							64,511,857f 83c					

FRANCE.

RECETTES.

Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget général de l'exercice 1893 :

§ 1er. — Impôts directs	496,864,884f 71c		
§ 2. — Impôts et revenus indirects	1,999,737,161 19		
§ 3. — Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	631,239,486 55		
§ 4. — Produits et revenus du domaine de l'État	42,175,022 07	3,315,873,151f 95c	
§ 5. — Produits divers du budget	25,125,877 14		
§ 6. — Ressources exceptionnelles	8,187,859 21		
§ 7. — Recettes d'ordre	112,542,861 08		
TOTAL des recettes		3,315,873,151 95	3,315,873,151f 95c

DÉPENSES.

Payements effectués sur les droits constatés à la charge du budget général de l'exercice 1893 :

1re PARTIE. — Dette publique	1,256,109,523f 72c	
2e PARTIE. — Pouvoirs publics	13,207,520 00	
3e PARTIE. — Services généraux des ministères	1,697,201,442 22	
4e PARTIE. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	365,029,347 60	
5e PARTIE. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	47,710,039 98	
TOTAL des dépenses	3,379,257,873 52	3,379,257,873 52
Excédent de dépenses du budget général		63,384,721 57

RÉSULTAT DU BUDGET GÉNÉRAL

RECETTE	France	
	Algérie	
	TOTAL	
DÉPENSE	France	
	Algérie	
	TOTAL	
	Excédent de dépenses du	

DE L'EXERCICE 1893.

de l'exercice 1893.

ALGÉRIE.

RECETTES.

Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget général de l'exercice 1893 :

§ 1er. Impôts directs	12,580,366f 60c		
§ 2. Impôts et revenus indirects	23,093,202 15		
§ 3. Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,168,216 10	50,536,347f 22c	
§ 4. Produits et revenus du domaine de l'État	3,451,400 11		
§ 5. Produits divers du budget	792,113 22		
§ 7. Recettes d'ordre	5,451,049 04		
Total des recettes		50,536,347 22	50,536,347f 22c

DÉPENSES.

Payements effectués sur les droits constatés à la charge du budget général de l'exercice 1893 :

3e Partie. Services généraux des ministères	56,367,065f 13c	
4e Partie. Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	13,953,238 30	
5e Partie. Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	1,342,418 04	
Total des dépenses	71,662,721 47	71,662,721 47
Excédent de dépenses du budget général		21,126,374 25

DE L'EXERCICE 1893.

	3,315,873,151f 95c	
	50,536,347 22	
	3,366,409,499 17	3,366,409,499f 17c
	3,379,257,873 52	
	71,662,721 47	
	3,450,920,594 99	3,450,920,594 99
général		84,511,095 82

COMPTE PROVISOIRE

DU

BUDGET DE L'EXERCICE 1894.

NOTE

SUR

LE COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1894.

Le budget de l'exercice 1894 a été l'objet d'une loi portant la date du 26 juillet 1893, qui a déterminé les besoins et les voies et moyens dudit exercice.

TITRE Ier.

BUDGET GÉNÉRAL.

La loi précitée du 26 juillet 1893 a fixé ainsi qu'il suit les ressources et les besoins du budget général de l'exercice 1894 :

RECETTES :	France	3,390,739,882f 00c	3,439,031,032f 00c	Résultat du vote primitif du budget général.
	Algérie	48,291,150 00		
DÉPENSES :	France	3,368,902,094 00	3,439,020,623 00	
	Algérie	70,118,529 00		
	EXCÉDENT présumé de recettes		10,409 00	

Les prévisions de ce budget ont ensuite éprouvé les modifications détaillées dans des tableaux spéciaux (voir pages 430 à 441). Ces tableaux les récapitulent par branche de revenus et par ministère, et les justifient par catégorie, en citant les actes d'où elles résultent. Modifications que les prévisions de ce budget ont éprouvées.

Les modifications portant sur les évaluations de recettes sont, en résumé, celles qui suivent : 1° Évaluations des recettes.

Les recettes de l'exercice 1894 ont été évaluées, comme on vient de le dire, à :

FRANCE	3,390,739,882f 00c	3,439,031,032f 00c
ALGÉRIE	48,291,150 00	

Elles s'augmentent :

1° Des évaluations supplémentaires égales aux recettes réalisées sur divers produits dont la nomenclature figurait seulement pour ordre au budget primitif,

FRANCE	25,253,628f 73c	26,921,253 57
ALGÉRIE	1,667,624 84	
A reporter		3,465,952,285 57

Suite de la *Note sur le Compte provisoire du Budget de l'exercice 1894.*

Report		3,465,952,285f 57c
2° Des recettes attribuées au budget, en dehors de la loi de finances, soit par des lois, soit par des décisions ministérielles :		
France	28,230,147f 55c	28,733,582 13
Algérie	503,434 58	
Total des évaluations de recettes rectifiées du budget général de l'exercice 1894. (Voir page 433.)		3,494,685,867 70

2° Crédits ouverts aux Ministres.

Les modifications relatives aux crédits se résument de la manière suivante :

Les crédits primitivement ouverts par la loi précitée du 26 juillet 1893 s'élèvent pour l'ensemble des services, ainsi qu'on l'a indiqué d'autre part, à :

France	3,368,902,094f	3,439,020,623f 00c
Algérie	70,118,529	

Des crédits imputables sur des ressources de diverses natures les ont accrus d'une somme nette de 37,982,751 fr. 33, qui se décompose ainsi :

Aux termes de l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, qui autorise l'allocation de crédits affectés à l'emploi des fonds de concours pour travaux d'intérêt public, des crédits ont été ouverts à ce titre à divers ministères par des décrets ou par des lois pour :			
France	24,852,460f 48c	26,520,085f 32c	
Algérie	1,667,624 84		
En exécution de la loi du 2 juin 1891 et du décret du 7 juillet de la même année, des crédits gagés sur les versements effectués au profit de l'élevage ont été ouverts au Ministère de l'agriculture dans la forme usitée en matière de fonds de concours. Ces crédits accordés par divers décrets se sont élevés à :			37,982,751 33.
France	2,322,666f 01c	2,322,666 01	
Algérie	"		
Aux crédits susmentionnés viennent encore s'ajouter par suite de lois ou de décrets, les crédits des fonds de concours provenant des versements des compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883 :			
France		9,140,000 00	
A reporter			3,477,003,374 33

Suite de la *Note sur le Compte provisoire du Budget de l'exercice 1894.*

Report			3,477,003,374f 33c

Les crédits du budget primitif ont en outre été augmentés, de la manière suivante, de 77,780,878 fr. 05 par l'ouverture d'autres crédits imputables sur des ressources générales du budget.

Il a été ouvert des crédits supplémentaires et extraordinaires pour :

France	35,670,083f 72c	38,338,459f 42c	
Algérie	2,668,375 70		

La loi du 23 mai 1834, qui, par les articles 8, 9 et 10, a prescrit le régime à suivre pour l'apurement des exercices clos, autorise les Ministres à comprendre parmi les crédits législatifs le montant des payements qui auront été effectués, chaque année, pour ces dépenses sur les fonds du budget de l'exercice courant. Les besoins primitifs de l'exercice 1894 s'accroissent, pour ce motif, d'une somme de, savoir :

France	25,882,801f 04c	26,286,111 55	77,780,887 05
Algérie	403,310 51		

Des décrets spéciaux régularisés par des lois ont ouvert des crédits pour :

France	13,100,000f 00c	13,100,000f 00c	
Algérie	"		

Enfin les crédits de l'exercice 1894 ont été augmentés, en vertu des lois qui ont autorisé les services, d'une somme de :

France	56,316f 08c	56,316f 08c	
Algérie	"		

Total des crédits rectifiés du budget général de l'exercice 1894 (voir pages 439 et 441)	3,554,784,261 38

On va maintenant établir les différentes comparaisons nécessaires pour opposer ces prévisions aux faits réalisés ou à réaliser, et pour présenter ainsi la situation provisoire du budget général de l'exercice 1894, telle qu'elle résulte des écritures de la direction générale de la comptabilité publique.

Comparaison des prévisions législatives du budget général avec les faits réalisés ou à réaliser.

1° Situation des recettes.

L'évaluation des ressources de 1894 s'élève, comme on l'a dit, à :

France	3,444,223,658f 28c	3,494,685,867f 70c
Algérie	50,462,209 42	
A reporter		3,494,685,867 70

Suite de la *Note sur le Compte provisoire du Budget de l'exercice 1894.*

Report..... 3,494,685,867f 70c

Les droits et produits constatés à la charge des redevables de l'État s'élèvent à :

France.....	3,427,158,531f 10c	3,480,621,419f 06c
Algérie.....	53,462,887 96	

Les recouvrements effectués sont de :

France.....	3,329,534,828f 54c	3,377,579,867 79
Algérie.....	48,045,039 25	

Au 1er janvier 1895, il restait à recouvrer :

France.....	97,623,702f 56c	103,041,551 27
Algérie.....	5,417,848 71	

Et il résulte de la comparaison des prévisions avec les droits constatés :

France.....	3,427,158,531f 10c	3,480,621,419 06
Algérie.....	53,462,887 96	

une augmentation des évaluations comparativement aux recouvrements probables, de (voir page 471) :

France.....	17,065,127f 18c	14,064,448 64
Algérie..... *A déduire :*	3,000,678 54	

Cette augmentation s'explique par l'éventualité que comportent nécessairement les évaluations législatives. Il convient, du reste, de remarquer que les produits pourront être plus utilement comparés avec ceux de l'exercice précédent, et cette comparaison, ainsi que les causes des différences qui en ressortiront, sera publiée, pour le budget de 1894, lorsqu'on en rendra le compte définitif.

2° Situation des dépenses.

Comme on l'a dit précédemment, les crédits accordés aux Ministres, tant par le vote primitif du budget que par les lois subséquentes, s'élèvent à :

France.....	3,479,926,421f 33c	3,554,784,261f 38c
Algérie.....	74,857,840 05	

Les dépenses liquidées jusqu'au 1er janvier 1895, et celles que l'on présume devoir encore être constatées à la charge de l'exercice 1894, montent à

France.....	3,459,499,370f 07c	3,533,414,984f 64c
Algérie.....	73,915,614 57	

A reporter..... 3,554,784,261 38

Suite de la *Note sur le Compte provisoire du Budget de l'exercice 1894.*

Report..... 3,554,784,261f 38c

Les payements effectués d'après les ordonnances des Ministres, jusqu'au 1er janvier 1895, ont été de :

France.....	3,027,567,673f 55c	3,089,471,541f 73c
Algérie.....	61,903,868 18	

Il restait, par conséquent, à payer au 1er janvier 1895 :

France.....	431,931,696f 52c	443,943,442 91
Algérie.....	12,011,746 39	

Si l'on compare les crédits ouverts aux Ministres avec le montant des dépenses prévues pour l'exercice 1894 :

France.....	3,459,499,370f 07c	3,533,414,984 64
Algérie.....	73,915,614 57	

Il en résulte dès à présent un excédent de crédits sur les dépenses (voir page 571) de :

France.....	20,427,051f 26c	21,369,276 74
Algérie.....	942,225 48	

Ce dernier résultat subira des modifications en règlement définitif de l'exercice 1894.

On doit faire observer à l'égard des dépenses, comme on l'a fait pour les recettes, qu'elles ne pourront être comparées avec celles de l'exercice précédent que lorsqu'elles auront atteint le dernier degré de leur liquidation, c'est-à-dire lorsque le compte définitif de 1894 sera rendu; cette comparaison se trouvera annexée tant au compte général des finances qu'au compte de chaque département ministériel.

Il résulte de ce qui précède que la situation du budget général de l'exercice 1894, d'après les faits connus, s'établit ainsi qu'il suit :

Résultat général du budget général de l'exercice 1894 en situation provisoire.

Les ressources présumées de cet exercice s'élèvent à :

France.....	3,427,158,531f 10c	3,480,621,419 06
Algérie.....	53,462,887 96	

A reporter..... 3,480,621,419 06

Suite de la *Note sur le Compte provisoire du Budget de l'exercice 1894.*

Report.....		3,480,621,419f 06c

Les dépenses résultant des services faits, d'après les indications fournies par les divers ministères, sont de :

FRANCE.....	3,459,499,370f 07c	3,533,414,984f 64c
ALGÉRIE.....	73,915,614 57	

Dans ce chiffre entrent pour 26,286,111 fr. 55 les dépenses des exercices antérieurs payées en 1894 au titre des exercices clos et réparties comme suit :

FRANCE.....	25,882,801f 04c	26,286,111f 55c
ALGÉRIE.....	403,310 51	

En évaluant à la même somme de 26,286,111 fr. 55, les dépenses constatées en 1894 qui ne seront payées que sur les exercices suivants, il reste comme chiffre de *payements probables* pour l'exercice 1894 :

FRANCE.....	3,433,616,569f 03c	3,507,128,873f 09c	3,507,128,873 09
ALGÉRIE.....	73,512,304 06		

Il en ressort, en situation provisoire, un excédent de dépenses de :

FRANCE.....	6,458,037f 93c	26,507,454 03
ALGÉRIE.....	20,049,416 10	

BUDGET GÉNÉRAL.

MODIFICATIONS

AUX PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES

QUI SERVENT DE BASE

AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1894.

TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES QUI SERVENT DE BASE AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

1° *Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes.* (France.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS DES RECETTES d'après le budget primitif.	ÉVALUATIONS SUPPLÉMENTAIRES des recettes dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif. Augmentations.	Diminutions.	MODIFICATIONS RÉSULTANT de changements apportés législativement ou par des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1894. Augmentations.	Diminutions.	ÉVALUATIONS SERVANT DE BASE au compte provisoire du budget général de l'exercice 1894.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
§ 1er. — IMPÔTS DIRECTS.						
Contributions directes et centimes d'État	465,799,404 00	"	"	"	"	465,799,404 00
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	35,257,520 00	"	"	"	"	35,257,520 00
TOTAL des impôts directs	501,056,924 00	"	"	"	"	501,056,924 00
§ 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.						
Enregistrement	548,499,600 00	"	"	"	"	548,499,600 00
Timbre	161,785,000 00	"	"	"	"	161,785,000 00
Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	69,249,000 00	"	"	"	"	69,249,000 00
Douanes	465,726,130 00	"	"	"	"	465,726,130 00
Contributions indirectes	601,865,350 00	"	"	"	"	601,865,350 00
Sucres	203,393,600 00	"	"	"	"	203,393,600 00
TOTAL des impôts et revenus indirects	2,050,518,680 00	"	"	"	"	2,050,518,680 00
§ 3. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.						
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	411,057,000 00	"	"	"	"	411,057,000 00
Postes	164,860,300 00	"	"	"	"	164,860,300 00
Télégraphes	35,222,000 00	"	"	(1) 114,609 73	"	35,336,609 73
Téléphones	7,539,480 00	"	"	"	"	7,539,480 00
Produits de diverses exploitations	10,153,100 00	"	"	(2) 1,951,500 00	"	12,104,600 00
	628,831,880 00	"	"	2,066,109 73	"	630,897,989 73
Colonies.						
Produits de diverses exploitations	213,000 00	"	"	"	"	213,000 00
TOTAL des produits des monopoles et exploitations industrielles de l'État	629,044,880 00	"	"	2,066,109 73	"	631,110,989 73
§ 4. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.						
Produits du domaine autre que le domaine forestier	19,401,900 00	"	"	(3) 1,167,257 81	"	20,569,157 81
Produits des forêts	28,050,120 00	"	"	"	"	28,050,120 00
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	47,452,020 00	"	"	1,167,257 81	"	48,619,277 81
§ 5. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.						
Produits divers	58,550,892 00	(4) 27,045 58	"	"	"	58,577,937 58
§ 6. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.						
Diverses ressources exceptionnelles	29,669,402 00	"	"	(5) 13,534,114 00	"	43,203,516 00
§ 7. — RECETTES D'ORDRE.						
Recettes en atténuation de dépenses	69,922,224 00	"	"	"	"	69,922,224 00
Recettes d'ordre proprement dites	4,524,860 00	(6) 25,226,583 15	"	(7) 11,462,666 01	"	41,214,109 16
TOTAL des recettes d'ordre	74,447,084 00	25,226,583 15	"	11,462,666 01	"	111,136,333 16
TOTAL des recettes du budget général (France)	3.390,739,882 00	25,253,628 73	"	28,230,147 55	"	3,444,223,658 28
		25,253,628f 73c		28,230,147f 55c		
		RÉSULTAT en augmentation		53,483,776f 28c		

OBSERVATIONS.

(1) Loi du 27 juillet 1894. — Recettes diverses et accidentelles des télégraphes 114,609f 73c

(2) Loi du 10 août 1894. — Excédent des recettes sur les dépenses du budget de l'administration des Monnaies et Médailles 1,951,500 00

(3) Loi du 19 mars 1894. — Produit de l'aliénation d'immeubles remis aux Domaines par le département de la guerre. Report de 1892 pour 7,198f 96c et report de 1893 pour 10,321 11. ..... 578,518 00

Loi du 19 mars 1894. — Versement effectué par la ville de Valenciennes et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place. (Report de 1893.) 82,000 00
Loi du 28 avril 1895. — Annulation. Report à 1895 ..... 39,989 24 — 42,010 76

Loi du 19 mars 1894. — Versements effectués par la ville de Lille en exécution de la convention du 30 novembre 1891, approuvée par la loi du 8 août 1893. Report de 1893 ..... 200,000 00

Loi du 19 mars 1894. — 1° Produit de la vente des immeubles militaires dépendant de la ville d'Aire-sur-la-Lys ..... 2° Reliquat disponible sur les versements effectués par la ville de Valenciennes et la compagnie des chemins de fer du Nord, pour le démantèlement de la place de Valenciennes. Report de 1893 pour 55,030 francs 66,500 00
Loi du 28 avril 1894. — Annulation. Report à 1895 ..... 0 04 — 66,499 96

Loi du 19 mars 1894. — Versements effectués par la ville de Bouchain (Nord) pour le démantèlement de la place. Report de 1893 pour 99,680 francs 99,680 00
Loi du 28 avril 1895. — Annulation. Report à 1895 ..... 52,993 48 — 46,686 52

Loi du 19 mars 1894. — Indemnité versée par la ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolai. Report de 1893 ..... 168,700 01

Loi du 28 juillet 1894. — Versements effectués par la ville de Douai et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place. (Loi du 19 janvier 1891.) Report de 1892 pour 0 fr.01 ..... 47,700 05
Loi du 28 avril 1895. — Annulation. Report à 1895 ..... 44,100 05 — 3,600 00

Loi du 28 juillet 1894. — Versement effectué par la ville de Saint-Omer et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place. Report de 1892 pour 3,980 fr. 91 ..... 26,000 00
Loi du 28 avril 1895. Annulation. Report à 1895 ..... 0 18 — 25,999 82

Loi du 28 juillet 1894. — Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications de Cambrai 230,000f 00c
Loi du 28 avril 1895. — Annulation. Report à 1895 ..... 194,757 26 — 35,242 74

1,167,257 81

(4) Recettes sur exercices clos comprises dans les recettes accidentelles à différents titres 26,960 58
Redevance pour certificats généologiques d'animaux. (Loi du 25 novembre 1887.) 85 00
27,045 58

(5) Loi du 17 juillet 1894. — Versements des compagnies d'assurances à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique. Report de 1893 pour 490.000 francs 1,034,114 00
Loi du 27 décembre 1894. — Produit de l'émission d'obligations du Trésor à court terme pour le service des études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État. (Loi du 25 juillet 1894.) 12,500,000 00
13,534,114 00

(6) Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.
Report de 1893. (Déduction faite de 193,766 francs concernant le pari mutuel.) 5,678,692 03
Crédits ouverts sur l'exercice 1894 par des lois ou des décrets rendus pendant l'exercice 1894 ..... 19,637,466 54
ENSEMBLE 25,316,158 57
Annulation pour transport à 1895 ..... 463,698 09
24,852,460 48
Produits accessoires du service de trésorerie 156,468 04
Reversement par les compagnies de chemins de fer des avances à elles faites pour garanties d'intérêts 217,654 63
25,226,583 15

(7) Produit des fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883.
Loi de règlement de l'exercice 1893. Report 600,000 00
Divers décrets rendus pendant l'année 1894 ..... 8,540,000 00
9,140,000 00
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage.
Report de 1893. (Voir note 6.) 192,766 00
Crédits ouverts sur l'exercice 1894 par des lois ou des décrets rendus pendant l'année 1894 ..... 2,129,900 01
2,322,666 01
11,462,666 01

TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES QUI SERVENT DE BASE AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

1° *Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes.* (Suite.) — Algérie.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS DES RECETTES d'après le budget primitif.	ÉVALUATIONS SUPPLÉMENTAIRES des recettes dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif. Augmentations.	Diminutions.	MODIFICATIONS RÉSULTANT de changements apportés législativement ou par des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1894. Augmentations.	Diminutions.	ÉVALUATIONS SERVANT DE BASE au compte provisoire du budget général de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
§ 1er. — IMPÔTS DIRECTS.							
Contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes	12,933,475 00	"	"	"	"	12,933,475 00	(1) Loi du 19 mars 1894. Versement effectué par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1893. (Report de 1893 pour 727,300f) ..... 1,727,300f 00c — 419,159f 59c Loi du 28 avril 1895. Annulation. Report à 1895 ..... 1,308,140 41 Loi du 19 mars 1894. Produit de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation de l'installation de services militaires en Algérie. (Report de 1893 pour 12,000f) ..... 84,274f 99 TOTAL 503,434 58
§ 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.							
Enregistrement	3,896,900 00	"	"	"	"	3,896,900 00	
Timbre	4,069,000 00	"	"	"	"	4,069,000 00	
Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	234,700 00	"	"	"	"	234,700 00	
Douanes	10,833,200 00	"	"	"	"	10,833,200 00	
Contributions diverses	3,328,108 00	"	"	"	"	3,328,108 00	
TOTAL des impôts et revenus indirects	22,361,908 00	"	"	"	"	22,361,908 00	
§ 3. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.							
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses	1,093,197 00	"	"	"	"	1,093,197 00	
Postes	2,752,900 00	"	"	"	"	2,752,900 00	
Télégraphes	1,331,820 00	"	"	"	"	1,331,820 00	
Téléphones	45,000 00	"	"	"	"	45,000 00	
TOTAL des produits des monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,222,917 00	"	"	"	"	5,222,917 00	
§ 4. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.							
Produits du domaine autre que le domaine forestier	2,506,600 00	"	"	(1) 503,434 58	"	3,010,034 58	
Produits des forêts	603,100 00	"	"	"	"	603,100 00	
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	3,109,700 00	"	"	503,434 58	"	3,613,134 58	
§ 5. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.							
Produits divers	1,004,650 00	"	"	"	"	1,004,650 00	
§ 7. — RECETTES D'ORDRE.							
Recettes en atténuation de dépenses	3,658,500 00	"	"	"	"	3,658,500 00	
Recettes d'ordre proprement dites	"	(2) 1,667,624 84	"	"	"	1,667,624 84	
TOTAL des recettes d'ordre	3,658,500 00	1,667,624 84	"	"	"	5,326,124 84	
TOTAL des recettes du budget général (Algérie)	48,291,150 00	1,667,624 84	"	503,434 58	"	50,462,209 42	
		1,667,624f 84c		503,434f 58c			
		RÉSULTAT en augmentation		2,171,059f 42c			

RÉCAPITULATION.

FRANCE	3,390,739,882 00	25,253,628 73	"	28,230,147 55	"	3,444,223,658 28
ALGÉRIE	48,291,150 00	1,667,624 84	"	503,434 58	"	50,462,209 42
TOTAL	3,439,031,032 00	26,921,253 57	"	28,733,582 13	"	3,494,685,867 70
		26,921,253f 57c		28,733,582f 13c		
		RÉSULTAT en augmentation		55,654,835f 70c		

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES QUI SERVENT DE BASE AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (France.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)	CRÉDITS OUVERTS par le budget primitif. (A reporter à la page suivante.) (Loi du 26 juillet 1893.) (A)	§ 1er. — CRÉDITS IMPUTABLES SUR DES RESSOURCES DE DIVERSES NATURES. — CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS OU DES DÉCRETS DE FONDS DE CONCOURS. — 1° Crédits de fonds de concours ordinaires.						OBSERVATIONS.
		Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1894.	Crédits reportés de l'exercice 1893 par décrets.	Crédits reportés de l'exercice 1893 par lois.	Crédits transportés à l'exercice 1895 par décrets.	Crédits transportés à l'exercice 1895 par lois.	TOTAUX nets des crédits de fonds de concours ordinaires. (A reporter à la page suivante colonne 3.)	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	r. c.	fr. c.	
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.								
Ministère des finances	1,284,568,168 00	"	"	"	"	"	"	(A) Les chiffres de cette colonne ont été obtenus en tenant compte des transports suivants : 1° Des Colonies à la Marine... 151,104f 00c (Décret du 18 juin 1894.) 2° De l'Instruction publique au Commerce... 75,513 38 (Décrets des 22 février, 17 avril, 25 septembre et 6 octobre 1894.)
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.								
Ministère des finances	13,171,720 00	"	"	"	"	"	"	
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.								
Ministère de la justice. — Service de la justice	35,011,100 00	"	"	"	"	"	"	
Ministère des affaires étrangères. — Service ordinaire	15,421,200 00	"	400,000 00	"	"	"	400,000 00	(B) Y compris une somme de 885,000 francs dont l'annulation est proposée dans le projet de loi de règlement de l'exercice 1893.
Ministère des affaires étrangères. — Service des protectorats	922,600 00	"	"	"	"	"	"	
Ministère de l'intérieur	71,384,430 00	11,000 00	83,879 00	"	87,309 09	"	7,569 91	
Ministère des finances	19,470,860 00	"	"	"	"	"	"	
Ministère de la guerre. — 1re section. — Service ordinaire	583,563,803 00	328,506 94	703,067 27	"	"	"	1,031,574 21	
Ministère de la guerre. — 2e section. — Dépenses extraordinaires	50,089,288 00	558,033 33	1,452,402 20	"	"	"	2,010,435 53	
Ministère de la marine	267,012,632 00	40,000 00	150,000 00	"	101,389 00	"	88,611 00	
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — Service de l'instruction publique	190,375,541 62	94,418 37	"	"	"	"	94,418 37	
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — Service des beaux-arts	8,119,145 00	239,783 00	67,040 00	"	"	"	306,823 00	
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — Service des cultes	44,224,040 00	224,241 65	"	"	"	"	224,241 65	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Commerce et industrie	23,544,476 38	60,800 00	"	"	"	"	60,800 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	2,164,866 00	"	"	"	"	"	"	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 3e section. — Téléphones	103,150 00	"	"	"	"	"	"	
Ministère des colonies	73,697,251 00	2,300 00	"	"	"	"	2,300 00	
Ministère de l'agriculture	28,963,140 00	55,443 90	"	"	"	"	55,443 90	
Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	81,992,114 00	1,283,697 70	79,917 75	"	"	"	1,363,615 45	
Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires	174,635,350 00	11,981,275 57	838,792 84	(B) 946,030 50	275,000 00	"	13,491,098 91	
	1,670,694,987 00	14,879,500 46	3,775,099 06	946,030 50	463,698 09	"	19,136,931 93	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, ETC.								
Ministère des finances	185,515,545 00	1,134,315 37	67,521 17	"	"	"	1,201,836 54	
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	"	"	"	"	"	"	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Postes et télégraphes	149,804,947 00	1,206,887 52	803,565 00	"	"	"	2,010,452 52	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Téléphones	9,734,207 00	2,407,233 16	85,368 00	"	"	"	2,492,601 16	
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	13,220,020 00	9,530 03	1,108 30	"	"	"	10,638 33	
	358,334,719 00	4,757,966 08	957,562 47	"	"	"	5,715,528 55	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.								
Ministère des finances	34,776,000 00	"	"	"	"	"	"	
Ministère de l'intérieur	2,141,700 00	"	"	"	"	"	"	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Postes et télégraphes	5,124,800 00	"	"	"	"	"	"	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Téléphones	50,000 00	"	"	"	"	"	"	
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	40,000 00	"	"	"	"	"	"	
	42,132,500 00	"	"	"	"	"	"	
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,368,902,094 00	19,637,466 54	4,732,661 53	946,030 50	463,698 09	"	24,852,460 48	
			5,678,692f 03c		463,698f 09c			

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES QUI SERVENT DE BASE AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (France.) (Suite.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)		CRÉDITS OUVERTS par le budget primitif. — Report de la page précédente. (Colonne 2.)	§ 1er. CRÉDITS IMPUTABLES SUR DES RESSOURCES DE DIVERSES NATURES. (Suite.) — CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS OU DES DÉCRETS DE FONDS DE CONCOURS. (Suite.) — 1° Crédits de fonds de concours ordinaires. — Report de la page précédente. (Colonne 8.)	2° Crédits de fonds de concours imputables sur le produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage. — Crédits ouverts, par décrets, à l'exercice 1894.	Crédits reportés, par décrets, de l'exercice 1893.	Crédits transportés, par décrets, à l'exercice 1895.	TOTAUX nets des crédits de fonds de concours imputables.	3° Crédits de fonds de concours. (Versements des compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883.) — Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1894.	Crédits reportés par des lois de l'exercice 1893.	TOTAL des crédits de fonds de concours imputables sur les versements des compagnies de chemins de fer.	TOTAUX GÉNÉRAUX des crédits additionnels imputables sur des ressources de diverses natures. — (Col. 3, 7 et 10 de la présente page.)	TOTAUX à REPORTER à la page suivante. (Col. 2 et 11 de la présente page.)
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	fr. c.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.												
Ministère des finances		1,284,568,168 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,284,568,168 00
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.												
Ministère des finances		13,171,720 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	13,171,720 00
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.												
Ministère de la justice		35,011,100 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	35,011,100 00
Ministère des affaires étrangères	Service ordinaire	15,421,200 00	400,000 00	"	"	"	"	"	"	"	400,000 00	15,821,200 00
	Service des protectorats	922,600 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	922,600 00
Ministère de l'intérieur		71,384,430 00	7,569 91	"	"	"	"	"	"	"	7,569 91	71,391,999 91
Ministère des finances		19,470,860 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	19,470,860 00
Ministère de la guerre.	Dépenses ordinaires	583,563,803 00	1,031,574 21	"	"	"	"	"	"	"	1,031,574 21	584,595,377 21
	Dépenses extraordinaires	50,089,288 00	2,010,435 53	"	"	"	"	"	"	"	2,010,435 53	52,099,723 53
Ministère de la marine		267,012,632 00	88,611 00	"	"	"	"	"	"	"	88,611 00	267,101,243 00
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes.	Service de l'instruction publique	190,375,541 62	94,418f 37	"	"	"	"	"	"	"	94,418 37	190,469,952 99
	Service des beaux arts	8,119,145 00	306,823 00	"	"	"	"	"	"	"	306,823 00	8,425,968 00
	Service des cultes	44,224,040 00	224,241 65	"	"	"	"	"	"	"	224,241 65	44,448,281 65
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	1re Section. — Commerce et industrie	23,544,476 38	60,800 00	"	"	"	"	"	"	"	60,800 00	23,605,276 38
	2e Section. — Postes et télégraphes	2,164,866 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,164,866 00
	3e Section. — Téléphones	103,150 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	103,150 00
Ministère des colonies		73,697,251 00	2,300 00	"	"	"	"	"	"	"	2,300 00	73,699,551 00
Ministère de l'agriculture		28,963,140 00	55,443 90	2,129,900 01	192,766 00	"	2,322,666 01	"	"	"	2,378,109 91	31,341,249 91
Ministère des travaux publics.	Dépenses ordinaires	81,992,114 00	1,363,615 45	"	"	"	"	"	"	"	1,363,615 45	83,355,729 45
	Dépenses extraordinaires	174,635,350 00	13,491,098 91	"	"	"	"	8,540,000	600,000	9,140,000	22,631,098 91	197,266,448 91
		1,670,694,987 00	19,136,931 93	2,129,900 01	192,766 00	"	2,322,666 01	8,540,000	600,000	9,140,000	30,599,597 94	1,701,294,584 94
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, ETC.												
Ministère des finances		185,515,545 00	1,201,836 54	"	"	"	"	"	"	"	1,201,836 54	186,717,381 54
Ministère des affaires étrangères		60,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	60,000 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	Postes et télégraphes	149,804,947 00	2,010,452 52	"	"	"	"	"	"	"	2,010,452 52	151,815,399 52
	Téléphones	9,734,207 00	2,492,601 16	"	"	"	"	"	"	"	2,492,601 16	12,226,808 16
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)		13,220,020 00	10,638 33	"	"	"	"	"	"	"	10,638 33	13,230,658 33
		358,334,719 00	5,715,528 55	"	"	"	"	"	"	"	5,715,528 55	364,050,247 55
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.												
Ministère des finances		34,776,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	34,776,000 00
Ministère de l'intérieur		2,141,700 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,141,700 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	Postes et télégraphes	5,124,800 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5,124,800 00
	Téléphones	50,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	50,000 00
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)		40,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	40,000 00
		42,132,500 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	42,132,500 00
TOTAUX GÉNÉRAUX		3,368,902,094 00	24,852,460 48	2,129,900 01	192,766 00	"	2,322,666 01	8,540,000	600,000	9,140,000	36,315,126 49	3,405,217,220 49

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES QUI SERVENT DE BASE AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (France.) (Suite.)

§ 2. — CRÉDITS IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES GÉNÉRALES DU BUDGET.

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)		REPORT de la PAGE PRÉCÉDENTE. (Colonne 12.)	MODIFICATIONS RÉSULTANT DE LOIS ET DE DÉCRETS qui ont autorisé des virements de crédits. Virement de ministère à ministère. Augmentations.	Virement de ministère à ministère. Diminutions.	Virements de chapitre à chapitre pour rappels d'arrérages et de dépenses de solde. Augmentations.	Virements de chapitre à chapitre pour rappels d'arrérages et de dépenses de solde. Diminutions.	CRÉDITS ouverts ou annulés par des lois. Augmentations.	CRÉDITS ouverts ou annulés par des lois. Diminutions.	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ouverts par des décrets spéciaux régularisés par la loi. Augmentations.	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ouverts par des décrets spéciaux régularisés par la loi. Diminutions.	CRÉDITS reportés par des décrets en vertu des lois qui ont autorisé les services. Augmentations.	CRÉDITS reportés par des décrets en vertu des lois qui ont autorisé les services. Diminutions.	CRÉDITS pour dépenses des exercices clos payées pendant l'année 1894.	TOTAUX GÉNÉRAUX des crédits additionnels imputables sur les ressources générales du budget.	CRÉDITS SERVANT DE BASE au compte provisoire du budget général de l'exercice 1894.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.															
Ministère des finances		1,284,568,168 00	"	"	"	"	181,286,446 09	229,155,207 00	"	"	"	"	"	A déd. : 47,868,760 91	1,236,699,407 09
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.															
Ministère des finances		13,171,720 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	13,171,720 00
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.															
Ministèr de la justice		35,011,100 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	98,065 96	98,065 96	35,109,165 96
Ministère des affaires étrangères.	Service ordinaire	15,821,200 00	"	"	"	"	823,835 91	"	"	"	"	"	209,618 83	1,033,454 74	16,854,654 74
	Service des protectorats	922,600 00	"	"	"	"	74,500 00	"	"	"	"	"	"	74,500 00	997,100 00
Ministère de l'intérieur		71,391,999 91	"	"	"	"	2,737,065 93	"	"	"	"	"	1,300,837 43	4,037,903 36	75,429,903 27
Ministère des finances		19,470,860 00	"	"	"	"	3,851,097 81	"	"	"	"	"	10,301,729 30	14,152,827 11	33,623,687 11
Ministère de la guerre.	Dépenses ordinaires	584,595,377 21	"	"	"	"	20,432,263 92	3,270,030 66	"	"	"	"	4,352,068 73	21,514,301 99	606,109,679 20
	Dépenses extraordinaires	52,099,723 53	"	"	"	"	5,650,000 00	1,300,000 00	"	"	"	"	1,421,171 45	5,771,171 45	57,870,894 98
Ministère de la marine		267,101,243 00	"	"	"	"	17,853,353 51	2,506,293 00	"	"	"	"	222,554 60	15,569,615 11	282,670,858 11
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes.	Service de l'instruction publique	190,469,952 99	"	"	"	"	9,440,619 50	4,328,694 00	"	"	"	"	567,721 48	5,679,646 98	196,149,606 97
	Service des beaux-arts	8,425,968 00	"	"	"	"	119,248 07	"	"	"	"	"	26,161 68	145,409 75	8,571,377 75
	Service des cultes	44,448,281 65	"	"	"	"	14,868 32	14,000 00	"	"	"	"	226,588 05	227,456 37	44,675,738 02
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	Service du commerce et de l'industrie.	23,605,276 38	"	"	"	"	2,953,256 82	149,000 00	"	"	"	"	902,164 93	3,706,421 75	27,311,698 13
	Service des postes et des télégraphes	2,164,866 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	179,915 47	179,915 47	2,344,781 47
	Service des téléphones	103,150 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	7,878 46	7,878 46	111,028 46
Ministère des colonies		73,699,551 00	"	"	"	"	9,325,026 00	725,000 00	"	"	"	"	1,805,638 73	10,405,664 73	84,105,215 73
Ministère de l'agriculture		31,341,249 91	"	"	"	"	1,712,570 24	100,000 00	"	"	"	"	741,990 40	2,354,560 64	33,695,810 55
Ministère des travaux publics.	Dépenses ordinaires	83,355,729 45	"	"	"	"	793,816 11	"	"	"	"	"	3,518,695 54	4,312,511 65	87,668,241 10
	Dépenses extraordinaires	197,266,448 91	"	"	"	"	3,248,838 23	500,000 00	12,500,000	"	"	"	"	15,248,838 23	212,515,287 14
		1,701,294,584 94	"	"	"	"	79,030,360 37	12,893,017 66	12,500,300	"	"	"	25,882,801 04	104,520,143 75	1,805,814,728 69
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, ETC.															
Ministère des finances		186,717,381 54	"	"	"	"	7,263,242 79	"	600,000	"	56,316 08	"	"	7,919,558 87	194,636,940 41
Ministère des affaires étrangères		60,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	60,000 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	Postes et télégraphes	151,815,399 52	"	"	"	"	2,605,453 85	200,000 00	"	"	"	"	"	2,405,453 85	154,220,853 37
	Téléphones	12,226,808 16	"	"	"	"	418,117 68	10,000 00	"	"	"	"	"	408,117 68	12,634,925 84
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)		13,230,658 33	"	"	"	"	324,687 60	"	"	"	"	"	"	324,687 60	13,555,345 93
		364,050,247 55	"	"	"	"	10,611,501 92	210,000 00	600,000	"	56,316 08	"	"	11,057,818 00	375,108,065 55
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.															
Ministère des finances		34,776,000 00	"	"	"	"	7,000,000 00	"	"	"	"	"	"	7,000,000 00	41,776,000 00
Ministère de l'intérieur		2,141,700 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,141,700 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	Postes et télégraphes	5,124,800 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5,124,800 00
	Téléphones	50,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	50,000 00
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)		40,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	40,000 00
		42,132,500 00	"	"	"	"	7,000,000 00	"	"	"	"	"	"	7,000,000 00	49,132,500 00
TOTAUX GÉNÉRAUX		3,405,217,220 49	"	"	"	"	277,928,308 38	242,258,224 66	13,100,000	"	56,316 08	"	25,882,801 04	74,709,200 84	3,479,926,421 33
			"		"		35,670,083f 72c		13,100,000f		56,316f 08c				

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES QUI SERVENT DE BASE AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (Algérie.) (Suite.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)		CRÉDITS OUVERTS par le budget primitif. (Loi du 26 juillet 1893.)	§ 1er. — CRÉDITS IMPUTABLES SUR DES RESSOURCES DE DIVERSES NATURES. Crédits de fonds de concours. Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1894.	Crédits reportés de l'exercice 1893 par décrets.	Crédits reportés de l'exercice 1893 par lois.	Crédits transportés à l'exercice 1895 par décrets.	Crédits transportés à l'exercice 1895 par lois.	§ 2. — CRÉDITS IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES GÉNÉRALES DU BUDGET. TOTAUX nets des crédits de fonds de concours.	CRÉDITS ouverts ou annulés par des lois. Augmentations.	CRÉDITS ouverts ou annulés par des lois. Diminutions.	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ouverts par des décrets spéciaux régularisés par la loi. Augmentations.	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ouverts par des décrets spéciaux régularisés par la loi. Diminutions.	CRÉDITS pour dépenses des exercices clos payées pendant l'année 1894.	TOTAUX GÉNÉRAUX des crédits additionnels imputables sur les ressources générales du budget.	CRÉDITS SERVANT DE BASE au compte provisoire du budget général de l'exercice 1894.
		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.															
Ministère de la justice		2,747,450f 00c	"	"	"	"	"	"	11,200f 00c	"	"	"	"	11,200f 00c	2,758,650f 00c
Ministère de l'intérieur.	Service de l'intérieur	2,018,222 00	"	"	"	"	"	"	218,625 53	"	"	"	"	218,625 53	2,236,847 53
	Service du Gouvernement général de l'Algérie	9,545,425 00	500f 00c	7,655f 16c	"	"	"	8,155f 16c	8,150 17	"	"	"	403,310f 51c	411,460 68	9,965,040 84
Ministère des finances		502,250 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	502,250 00
Ministère de l'instruction publique des beaux-arts et des cultes.	Service de l'instruction publique	5,651,793 00	100,000 00	"	"	"	"	100,000 00	202,478 00	151,578f 00c	"	"	"	50,900 00	5,802,693 00
	Service des beaux-arts	88,400 00	17,800 00	"	"	"	"	17,800 00	"	"	"	"	"	"	106,200 00
	Service des cultes	1,237,613 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,237,613 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	Service du commerce et de l'industrie	187,850 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	187,850 00
Ministère de l'agriculture		1,799,190 00	1,125 00	"	"	"	"	1,125 00	"	"	"	"	"	"	1,800,315 00
Ministère des travaux publics.	Dépenses ordinaires	6,164,000 00	97,215 55	"	"	"	"	97,215 55	60,000 00	"	"	"	"	60,000 00	6,321,215 55
	Dépenses extraordinaires	24,437,000 00	886,923 17	"	187,500f 00c	"	"	1,074,423 17	2,232,000 00	"	"	"	"	2,232,000 00	27,743,423 17
		54,379,193 00	1,103,563 72	7,655 16	187,500 00	"	"	1,298,718 88	2,732,453 70	151,578 00	"	"	403,310 51	2,984,186 21	58,662,098 09
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, ETC.															
Ministère des finances		6,486,347 00	14,294 21	37,955 86	"	"	"	52,250 07	6,500 00	6,500 00	"	"	"	"	6,538,597 07
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	Postes et télégraphes	4,971,689 00	17,759 72	179,908 88	"	"	"	197,668 60	62,500 00	"	"	"	"	62,500 00	5,231,857 60
	Téléphones	104,400 00	26,770 75	38,780 00	"	"	"	65,550 75	"	"	"	"	"	"	169,950 75
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)		3,184,100 00	6,135 98	4,639 32	"	"	"	10,775 30	"	"	"	"	"	"	3,194,875 30
		14,746,536 00	64,960 66	261,284 06	"	"	"	326,244 72	69,000 00	6,500 00	"	"	"	62,500 00	15,135,280 72
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.															
Ministère des finances		797,800 00	"	42,661 24	"	"	"	42,661 24	"	"	"	"	"	"	840,461 24
Ministère de l'intérieur		195,000 00	"	"	"	"	"	"	25,000 00	"	"	"	"	25,000 00	220,000 00
		992,800 00	"	42,661 24	"	"	"	42,661 24	25,000 00	"	"	"	"	25,000 00	1,060,461 24
TOTAUX GÉNÉRAUX.		70,118,529 00	1,168,524 38	311,600 46	187,500 00	"	"	1,667,624 84	2,826,453 70	158,078 00	"	"	403,310 51	3,071,686 21	74,857,840 05
				499,100f 46c		"			2,668,375f 70c						

BUDGET GÉNÉRAL.

COMPTE PROVISOIRE DES RECETTES

DE L'EXERCICE 1894.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Compte provisoire des Recettes. (France.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS. 1	ÉVALUATIONS des RECETTES. 2	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État. 3	RECOUVREMENTS effectués. 4	RESTES à recouvrer sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État. 5	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer. 6	Excédent des évaluations 7	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1894. 8	OBSERVATIONS. 9
§ 1er. — IMPÔTS DIRECTS.								
1° CONTRIBUTIONS DIRECTES ET CENTIMES D'ÉTAT.								
Contribution foncière... Propriétés bâties	78,203,231f 00c	78,583,864f 15c	448,227,526f 38c	19,226,560f 82c	380,633f 15c	"	78,583,864f 15c	
Contribution foncière... Propriétés non bâties	118,519,829 00	118,595,749 85			75,920 85	"	118,595,749 85	
Contribution personnelle-mobilière	88,173,135 00	88,297,515 64			124,380 64	"	88,297,515 64	
Contribution des portes et fenêtres	57,205,001 00	57,347,634 68			142,633 68	"	57,347,634 68	
Contribution des patentes	122,645,558 00	123,577,146 08			931,588 08	"	123,577,146 08	
Frais d'avertissement	1,052,650 00	1,052,176 80			"	473f 20c	1,052,176 80	
TOTAL	465,799,404 00	467,454,087 20	448,227,526 38	19,226,560 82	1,655,156 40	473 20	467,454,087 20	
					1,654,683f 20c			
2° TAXES SPÉCIALES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES. (FONDS GÉNÉRAUX.)								
Taxe des biens de mainmorte	6,636,600f 00c	6,686,524f 96c	6,337,120f 50c	349,404f 46c	49,924f 96c	"	6,686,524f 96c	
Redevances des mines	4,129,720 00	2,417,550 77	2,325,747 18	91,803 59	"	1,712,169f 23c	2,417,550 77	
Droit de vérification des poids et mesures	4,800,000 00	4,963,983 36	4,270,979 50	693,003 86	163,983 36	"	4,963,983 36	
Droit de vérification des alcoomètres et des densimètres	31,000 00	27,605 00	27,310 00	295 00	"	3,395 00	27,605 00	
Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries	330,000 00	385,896 00	159,501 00	226,395 00	55,896 00	"	385,896 00	
Droit d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales	31,000 00	32,302 00	18,339 00	13,963 00	1,302 00	"	32,302 00	
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets	12,444,000 00	12,339,386 16	11,655,309 88	684,076 28	"	104,613 84	12,339,386 16	
Taxe sur les vélocipèdes	1,504,200 00	1,526,719 27	1,320,492 01	206,227 26	22,519 27	"	1,526,719 27	
Taxe sur les billards publics et privés	1,134,500 00	1,119,043 90	1,059,859 19	59,184 71	"	15,456 10	1,119,043 90	
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion	1,440,250 00	1,299,864 46	1,283,763 48	16,100 98	"	140,385 54	1,299,864 46	
Taxe militaire	2,350,040 00	2,826,819 01	2,493,536 52	333,282 49	476,779 01	"	2,826,819 01	
Redevances pour la rétribution des délégués mineurs	216,600 00	192,736 84	148,071 95	44,664 89	"	23,863 16	192,736 84	
Droits d'épreuve des appareils à vapeur	209,610 00	209,457 27	152,515 20	56,942 07	"	152 73	209,457 27	
TOTAL	35,257,520 00	34,027,889 00	31,252,545 41	2,775,343 59	770,404 60	2,000,035 60	34,027,889 00	
					1,229,631f 00c			
§ 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.								
1° ENREGISTREMENT.								
Transmissions entre vifs, à titre onéreux	158,478,200f 00c	161,248,901f 59c	161,115,565f 75c	133,335f 84c	2,770,701f 59c	"	161,248,901f 59c	
Transmissions entre vifs, à titre gratuit	22,480,100 00	21,886,743 48	21,868,065 48	18,678 00	"	593,356f 52c	21,886,743 48	
Mutations par décès	209,395,500 00	188,362,024 10	188,272,884 82	89,139 28	"	21,033,475 90	188,362,024 10	
Baux et antichrèses	8,014,000 00	8,172,419 29	8,172,358 24	61 05	158,419 29	"	8,172,419 29	
Adjudications et marchés, obligations, cautionnements et libérations	41,026,600 00	42,418,490 96	42,417,001 71	1,489 25	1,391,890 96	"	42,418,490 96	
Droit proportionnel sur les jugements et arrêtés portant condamnations, collocations, liquidations, déboutés, ventes, partages, ordres, contributions, faillites et liquidations judiciaires	12,263,100 00	8,839,756 37	8,834,410 81	5,345 56	"	3,423,343 63	8,839,756 37	
Droits fixes proprement dits	24,417,300 00	26,114,628 79	26,114,234 52	394 27	1,697,328 79	"	26,114,628 79	
Droits sur les actes énumérés dans l'art. 1er de la loi du 28 février 1872	16,522,500 00	15,961,363 24	15,961,178 76	184 48	"	561,136 76	15,961,363 24	
Droits et demi-droits en sus	4,046,200 00	4,464,492 83	4,226,882 75	237,610 08	418,292 83	"	4,464,492 83	
Droits et frais de greffe	1,080,800 00	851,276 22	851,155 00	121 22	"	229,523 78	851,276 22	
Droits d'hypothèques	6,000,000 00	6,075,167 43	6,074,921 68	245 75	75,167 43	"	6,075,167 43	
Amendes	1,243,600 00	1,277,943 51	1,234,337 93	43,605 58	34,343 51	"	1,277,943 51	
Assurances maritimes	306,000 00	281,824 21	281,824 21	"	"	24,175 79	281,824 21	
Transmissions de titres de sociétés	42,381,600 00	42,160,143 44	42,159,971 12	172 32	"	221,456 56	42,160,143 44	
Perceptions diverses	844,100 00	2,902,459 96	1,009,563 00	1,892,896 96	2,058,359 96	"	2,902,459 96	
TOTAL	548,499,600 00	531,017,635 42	528,594,355 78	2,423,279 64	8,604,504 36	26,086,468 94	531,017,635 42	
					17,481,964f 58c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Recettes*. (France.)

PRODUITS ET REVENUS.			ÉVALUATION des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
1			2	3	4	5	6	7	8	9
Suite du § 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.										
2° TIMBRE.										
Timbre débité..	de dimension		48,699,600f 00c	49,696,077f 00c	49,696,077f 00c	"	996,477f 00c	"	49,696,077f 00c	
	spécial (mobile)..	Connaissements	1,405,300 00	1,410,102 00	1,410,102 00	"	4,802 00	"	1,410,102 00	
		Affiches	1,274,100 00	1,296,695 46	1,296,695 46	"	22,595 46	"	1,296,695 46	
Timbre extraordinaire et visa.	Actions et obligations et titres de rentes des gouvernements étrangers		19,818,000 00	20,414,558 01	20,414,558 01	"	596,558 01	"	20,414,558 01	
	Polices d'assurances, bordereaux, affiches, connaissements, etc		5,735,400 00	5,303,231 50	5,303,201 50	30f 00c	"	432,168f 50c	5,303,231 50	
Passeports			8,000 00	7,273 80	7,273 80	"	"	726 20	7,273 80	
Permis de chasse			6,729,000 00	7,338,960 00	7,338,960 00	"	609,960 00	"	7,338,960 00	
Timbre débité, non sujet aux décimes	proportionnel (effets, etc.)		11,453,000 00	11,177,710 10	11,177,710 10	"	"	275,289 90	11,177,710 10	
	spécial (quittances, reçus et chèques et récépissés de chemins de fer)		15,145,100 00	15,098,403 40	15,098,403 40	"	"	46,696 60	15,098,403 40	
Timbre extraordinaire et visa	proportionnel	Rentes des gouvernements étrangers	1,346,100 00	2,640,588 79	2,640,588 79	"	1,294,488 79	"	2,640,588 79	
		Crédit foncier, obligations	125,000 00	5,000 00	5,000 00	"	"	120,000 00	5,000 00	
		Effets, warrants, etc	10,038,500 00	13,509,025 30	13,509,025 30	"	3,470,525 30	"	13,509,025 30	
		Impôt sur les opérations de bourse (loi du 28 avril 1893)	"	"	"	"	"	"	"	
	Polices d'assurances, abonnements, etc.		5,900,500 00	6,966,710 17	6,966,710 17	"	1,066,210 17	"	6,966,710 17	
	spécial (lettres de voiture, récépissés)		33,887,800 00	37,012,811 20	37,012,811 10	0 10	3,125,011 20	"	37,012,811 20	
	Timbre aux anciens tarifs		"	304 34	304 34	"	304 34	"	304 34	
	Marques de fabrique		16,500 00	16,053 80	16,053 80	"	"	446 20	16,053 80	
Droits d'affichage (affiches peintes)			203,100 00	150,008 54	150,008 54	"	"	53,091 46	150,008 54	
TOTAL			161,785,000 00	172,043,513 41	172,043,483 31	30 10	11,186,932 27	928,418 86	172,043,513 41	
							10,258,513f 41c			
3° TAXE DE 4 P. 0/0 SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.										
Recouvrable par les receveurs de l'enregistrement			69,249,000f 00c	66,208,178f 36c	66,207,775f 60c	402f 76c	"	3,040,821f 64c	66,208,178f 36c	
							3,040,821f 64c			
4° DOUANES.										
Droits à l'importation (*marchandises diverses*)			422,841,400f 00c	424,796,162f 73c	424,796,162f 73c	"	1,954,762f 73c	"	424,796,162f 73c	
Droits de statistique			7,033,700 00	7,143,509 70	7,143,509 70	"	109,809 70	"	7,143,509 70	
Droits de navigation			8,260,400 00	8,361,790 78	8,361,790 78	"	101,390 78	"	8,361,790 78	
Autres droits et recettes accessoires			4,329,730 00	4,389,653 55	4,389,653 55	"	59,923 55	"	4,389,653 55	
Amendes et confiscations			1,031,000 00	2,849,425 48	1,143,738 70	1,705,686f 78c	1,818,425 48	"	2,849,425 48	
Taxe de consommation des sels de douane			22,229,900 00	22,342,682 06	22,342,682 06	"	112,782 06	"	22,342,682 06	
TOTAL			465,726,130 00	469,883,224 30	468,177,537 52	1,705,686 78	4,157,094 30	"	469,883,224 30	
							4,157,094f 30c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (France.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
Suite du § 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.								
5° CONTRIBUTIONS INDIRECTES.								
Droits sur les boissons. — Vins, cidres, poirés et hydromels	153,536,100f 00c	169,024,293f 81c	168,517,256f 35c	507,037f 46c	15,488,193f 81c	"	169,024,293f 81c	
Droits sur les boissons. — Bières	23,899,400 00	22,578,086 84	22,425,012 81	153,074 03	"	1,321,313f 16c	22,578,086 84	
Droits sur les boissons. — Alcools. — Surtaxe des vins alcoolisés	292,046,900 00	265,364,279 36	257,577,547 09	7,786,732 27	"	26,682,620 64	265,364,279 36	
Droit de 0 fr. 40 par expédition	5,454,200 00	5,632,646 40	5,632,646 40	"	178,446 40	"	5,632,646 40	
Taxe de consommation sur les sels perçue en dehors du rayon des douanes	10,938,500 00	9,914,779 36	9,906,519 96	8,259 40	"	1,023,720 64	9,914,779 36	
Droit de fabrication des huiles minérales	10,700 00	12,716 13	8,994 17	3,721 96	2,016 13	"	12,716 13	
Droit d'entrée sur les huiles végétales et animales	2,245,800 00	2,159,576 16	2,111,866 86	47,709 30	"	95,223 84	2,159,576 16	
Droit de fabrication des stéarines et bougies	8,424,600 00	8,443,138 46	8,429,588 38	13,550 08	18,538 46	"	8,443,138 46	
Droit de consommation des vinaigres et acides acétiques	3,041,500 00	2,789,810 31	2,778,287 56	11,522 75	"	251,689 69	2,789,810 31	
Impôt sur le prix des places et des transports par chemins de fer	47,279,000 00	47,581,654 35	46,424,755 76	1,156,898 59	302,654 35	"	47,581,654 35	
Droit de transport par autres voitures que les chemins de fer	5,135,500 00	5,086,741 05	5,026,699 77	60,041 28	"	48,758 95	5,086,741 05	
Droits divers et recettes à différents titres. — Licences (boissons et voitures publiques)	13,613,800 00	13,924,341 45	13,895,818 67	28,522 78	310,541 45	"	13,924,341 45	
Droits divers et recettes à différents titres. — Bacs, passage d'eau, pêche, francs-bords, etc	2,597,800 00	3,282,171 30	2,431,751 03	850,420 27	684,371 30	"	3,282,171 30	
Droits divers et recettes à différents titres. — Garantie des matières d'or et d'argent	4,773,300 00	4,989,494 71	4,989,024 33	470 38	216,194 71	"	4,989,494 71	
Droits divers et recettes à différents titres. — Droit de dénaturation des alcools	3,928,900 00	4,552,637 37	4,452,659 95	99,977 42	623,737 37	"	4,552,637 37	
Droits divers et recettes à différents titres. — Timbres de toute espèce	10,332,700 00	10,774,107 10	10,774,107 10	"	441,407 10	"	10,774,107 10	
Droits divers et recettes à différents titres. — Cartes à jouer	2,297,000 00	2,293,647 02	2,105,625 51	188,021 51	"	3,352 98	2,293,647 02	
Droits divers et recettes à différents titres. — Prélèvement sur les communes pour frais de casernement	2,338,200 00	4,329,953 94	1,774,584 73	2,555,369 21	1,991,753 94	"	4,329,953 94	
Droits divers et recettes à différents titres. — Amendes, droits sur acquits non rentrés et portion du Trésor dans le prix des tabacs et poudres saisis	3,505,100 00	6,738,890 70	3,508,699 24	3,230,191 46	3,233,790 70	"	6,738,890 70	
Droits divers et recettes à différents titres. — Autres droits et recettes à différents titres	6,457,350 00	6,325,716 82	5,258,619 83	1,067,096 99	"	131,633 18	6,325,716 82	
TOTAL	601,865,350 00	595,798,682 64	578,030,065 50	17,768,617 14	23,491,645 72	29,558,313 08	595,798,682 64	
					6,066,667f 36c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (France.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
Suite du § 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS. (Suite.)								
SUCRES.								
Douanes..... Sucres coloniaux	203,393,600f	24,078,566f 63c	24,078,566f 63c	"	"	14,707,267f 78c	24,078,566f 63c	
Douanes..... Sucres étrangers		12,935,515 97	12,935,515 97	"			12,935,515 97	
Contributions indirectes. — Sucres indigènes		151,672.249 62	145,661,226 13	6,011,023f 49c			151,672,249 62	
TOTAL	203,393,600	188,686,332 22	182,675,308 73	6,011,023 49	"	14,707,267 78	188,686,332 22	
					14,707,267f 78c			
§ 3. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
1° PRODUITS DE MONOPOLES RECOUVRÉS PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.								
Produit de la vente des allumettes chimiques	25,462,000f	26,692,887f 71c	26,069,036f 90c	623,850f 81c	1,230,887f 71c	"	26,692,887f 71c	
Produit de la vente des tabacs	375,851,300	375,807,939 73	375,800,008 23	7,931 50	"	43,360f 27c	375,807,939 73	
Produit de la vente des poudres à feu	9,743,700	10,963,066 74	10,943,256 20	19,810 54	1,219,366 74	"	10,963,066 74	
TOTAL	411,057,000	413,463,894 18	412,812,301 33	651,592 85	2,450,254 45	43,360 27	413,463,894 18	
					2,406,894f 18c			
2° PRODUITS DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.								
POSTES.								
Produit de la taxe des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature, des valeurs déclarées et cotées. Soldes des comptes avec les Offices étrangers	157,083,200f	161,561,193f 57c	161,561,193f 57c	"	4,477.993f 57c	"	161,561,193f 57c	
Droits perçus sur les envois d'argent	7,300,500	7,538,596 15	7,535,719 37	2,876f 78c	"	23,281f 10c	7,538,596 15	
Droits perçus sur les bons de poste	183,600	220,949 35	220,949 35	"	298,726 60	"	220,949 35	
Recettes diverses et accidentelles	293,000	377,911 29	312,758 79	65,152 50	84,911 29	"	377,911 29	
TOTAL	164,860,300	169,698,650 36	169,630,621 08	68,029 28	4,861,631 46	23,281 10	169,698,650 36	
					4,838,350f 36c			
TÉLÉGRAPHES.								
Recettes des bureaux télégraphiques en France	30,084,100f 00c	30,349,680f 10c	30,349,680f 10c	"	265,580f 10c	"	30,349,680f 10c	
Recettes encaissées pour le compte de la France par divers Offices étrangers	2,464,700 00	2,275,432 11	1,847,572 75	427,859f 36c	"	189,267f 89c	2,275,432 11	
Remboursement par les compagnies de chemins de fer des frais de surveillance de leur service télégraphique	132,400 00	24,499 99	18,524 99	5,975 00	"	107,900 01	24,499 99	
Remboursement par divers établissements de traitements d'agents du service télégraphique	609,200 00	623,391 76	84,502 84	538,888 92	14,191 76	"	623,391 76	
Contribution pour frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	415,000 00	"	"	"	"	415,000 00	"	
Recettes diverses et accidentelles	1,631,209 73	2,308,751 93	2,057,155 58	251,596 35	677,542 20	"	2,308,751 93	
TOTAL	35,336,609 73	35,581,755 89	34,357,436 26	1,224,319 63	957,314 06	712,167 90	35,581,755 89	
					245,146f 16c			
TÉLÉPHONES.								
Produit de la taxe des conversations téléphoniques	979,000f	1,136,461f 78c	1,118.571f 68c	17,890f 10c	157,461f 78c	"	1,136,461f 78c	
Produit des abonnements téléphoniques urbains et interurbains	6,487,580	7,288.114 64	7,251,811 39	36,303 25	800,534 64	"	7,288 114 64	
Abonnement supplémentaire pour transmission de télégrammes par téléphone	11,700	12,272 30	12,272 30	"	572 30	"	12,272 30	
Recettes diverses et accidentelles	61,200	65,255 45	55,484 76	9,770 69	4,055 45	"	65,255 45	
TOTAL	7,539,480	8,502,104 17	8,438,140 13	63,964 04	962,624 17	"	8,502,104	
					962,624f 17c			

Suite du *Compte provisoire des Recettes* (France.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS AVEC LES DROITS recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
3° PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS.								
FRANCE.								
Excédent des recettes sur les dépenses du budget de l'administration des monnaies et médailles	2,003,700f 00c	1,761,000f 00c	"	1,761,000f 00c	"	242,700f 00c	1,761,000f 00c	
Excédent des recettes sur les dépenses de l'Imprimerie Nationale	93,100 00	93,100 00	"	93,100 00	"	"	93,100 00	
Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer de l'État	9,079,000 00	8,904,449 87	"	8,904,449 87	"	174,550 13	8,904,449 87	
Produits bruts de l'exploitation en régie des journaux officiels	928,800 00	915,752 59	810,290f 27c	105,462 32	"	13,047 41	915,752 59	
	12,104,600 00	11,674,302 46	810,290 27	10,864,012 19	"	430,297 54	11,674,302 46	
					430,297f 54c			
COLONIES.								
Produits des télégraphes. (Câble du Tonkin.)	213,000f 00c	58,123f 12c	58,123f 12c	"	"	154,876f 88c	58,123f 12c	
					154,876f 88c			
TOTAL	12,317,600 00	11,732,425 58	868,413 39	10,864,012f 19c	"	585,174f 42c	11,732,425 58	
					585,174f 42c			
§ 4. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
1° PRODUITS DU DOMAINE AUTRE QUE LE DOMAINE FORESTIER.								
Revenus du domaine autre que les forêts	2,567,500f 00c	2,994,091f 83c	2,799,390f 01c	194,701f 82c	426,591f 83c	"	2,994,091f 83c	
Recouvrement de rentes et créances	49,100 00	115,624 32	112,088 59	3,535 73	66,524 32	"	115,624 32	
Produits de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	1,979,800 00	1,640,133 65	1,621,114 78	19,018 87	"	339,666f 35c	1,640,133 65	
Redevances pour frais d'analyse et d'essais dans les laboratoires de l'État	3,300 00	5,699 75	5,699 75	"	2,399 75	"	5,699 75	
Produit de la vente des plâtres et estampes provenant des musées	48,200 00	43,637 05	35,869 50	7,767 55	"	4,562 95	43,637 05	
Produit des ventes effectuées à la Manufacture de Sèvres	90,700 00	65,991 98	52,925 73	13,066 25	"	24,708 02	65,991 98	
Aliénation d'objets mobiliers	8,324,300 00	6,975,899 12	6,941,948 36	33,950 76	"	1,348,400 88	6,975,899 12	
Aliénation d'immeubles	3,720,500 00	3,304,608 39	1,235,620 88	2,068,987 51	899,034 01	415,891 61	3,304,608 39	
Successions en déshérence, épaves et biens vacants	1,480,800 00	2,379,834 01	1,739,250 58	640,583 43	"	"	2,379,834 01	
Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications de Lyon	1,000,000 00	45,873 83	45,873 83	"	"	954,126 17	45,873 83	
Produit de l'ancien pénitencier de Casabianca (Corse)	37,700 00	24,750 00	24,750 00	"	"	12,950 00	24,750 00	
Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications de Cambrai	135,242 74	135,242 74	"	135,242 74	"	"	135,242 74	
Versements effectués par la ville de Valenciennes et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place	42,010 76	42,010 76	"	42,010 76	"	"	42,010 76	
Versements effectués par la ville d'Arras pour le démantèlement de la place	"	"	"	"	"	"	"	
Versements effectués par la ville de Douai et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place	3,600 00	3,600 00	"	3,600 00	"	"	3,600 00	
Versements effectués par la ville de Saint-Omer et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place	25,999 82	25,999 82	"	25,999 82	"	"	25,999 82	
Versement effectué par la ville d'Aire-sur-la-Lys en exécution de la convention du 6 mars 1893 approuvée par la loi du 10 avril 1893								
Produit de la vente des immeubles militaires dépendant de la ville d'Aire-sur-la-Lys	66,499 96	66,499 96	"	66,499 96	"	"	66,499 96	
Reliquat disponible sur les versements effectués par la ville de Valenciennes et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place de Valenciennes (loi du 26 août 1890)								
Versement effectué par la ville de Bouchain (Nord) pour le démantèlement de la place	46,686 52	46,686 52	"	46,686 52	"	"	46,686 52	
Produit de l'aliénation d'immeubles remis aux domaines par le département de la guerre	578,518 00	578,518 00	"	578,518 00	"	"	578,518 00	
Indemnités versées par la ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï	168,700 01	168,700 01	"	168,700 01	"	"	168,700 01	
Versements effectués par la ville de Lille en exécution de la convention du 30 novembre 1891 approuvée par la loi du 8 août 1893	200,000 00	200,000 00	"	200,000 00	"	"	200,000 00	
Produit de l'aliénation de l'hôpital militaire du Gros-Caillou	"	3,348,100 00	"	3,348,100 00	3,348,100 00	"	3,348,100 00	
TOTAL	20,569,157 81	22,211,501 74	14,614,532 01	7,596,969 73	4,742,649 91	3,100,305 98	22,211,501 74	
					1,642,343f 93c			
2° PRODUITS DES FORÊTS.								
Produits des coupes de bois	24,234,660f 00c	22,954,705f 88c	22,814,309f 42c	140,396f 46c	"	1,279,954f 12c	22,954,705f 88c	
Produits accessoires	2,759,460 00	3,200,721 41	2,961,380 56	239,340 85	441,261f 41c	"	3,200,721 41	
Contributions des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois	1,038,400 00	1,009,012 47	881,196 62	127,815 85	"	29,387 53	1,009,012 47	
Valeur des bois cédés directement aux arsenaux de la Guerre et de la Marine	17,600 00	17,031 42	17,031 42	"	"	568 58	17,031 42	
TOTAL	28,050,120 00	27,181,471 18	26,673,918 02	507,553 16	441,261 41	1,309,910 23	27,181,471 18	
					868,648f 82c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (France.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
§ 5. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	1,200,000f 00c	1,205,267f 35c	1,095,245f 40c	110,021f 95c	5,267f 35c	"	1,205,267f 35c	
Taxes des brevets d'invention	2,556,230 00	2,705,960 00	2,704,815 00	1,145 00	149,730 00	"	2,705,960 00	
Produit de la rente de l'Inde	694,380 00	648,090 62	159,110 37	488,980 25	"	46,289f 38c	648,090 62	
Bénéfices réalisés par la Caisse des dépôts et consignations	8,500,000 00	7,576 007 78	"	7,576,007 78	"	923,992 22	7,576,007 78	
Produit de la vente des publications du Gouvernement	223,970 00	238,075 63	197,194 39	40,881 24	14,105 63	"	238,075 63	
Produit du concours général d'animaux de boucherie	63,700 00	89,169 90	89,169 90	"	25,469 90	"	89,169 90	
Revenus ordinaires de l'Académie de France à Rome	4,360 00	4,360 00	4,311 63	48 37	"	"	4,360 00	
Produits des cessions de transports faits par l'artillerie dans les colonies	100,000 00	75,338 28	16,540 57	58,797 71	"	24,661 72	75,338 28	
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires	128,910 00	135,951 75	130,865 88	5,085 87	7,041 75	"	135,951 75	
Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés	4,960,130 00	4,083,530 00	2,973,401 84	1,110,128 16	"	876,600 00	4,083,530 00	
Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie	511,930 00	412,839 36	106,183 40	306,655 96	"	99,090 64	412,839 36	
Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan	250,000 00	250,000 00	125,000 00	125,000 00	"	"	250,000 00	
Restitutions au Trésor	31,530 00	23,346 83	23,346 83	"	"	8,183 17	23,346 83	
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes	323,000 00	304,685 67	303,188 28	1,497 39	"	18,314 33	304,685 67	
Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans	285,000 00	255,270 80	179,993 35	75,277 45	"	29,729 20	255,270 80	
Reversement au Trésor des bonis réalisés par les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices	"	"	"	"	"	"	"	
Redevance de la vallée d'Andorre	960 00	960 00	"	960 00	"	"	960 00	
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères	2,317,750 00	7,648,135 57	7,648,135 57	"	5,330,385 57	"	7,648,135 57	
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'Administration des finances	355,000 00	372,192 36	372,192 36	"	17,192 36	"	372,192 36	
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Intérêts et frais provenant de prêts faits à l'industrie	97,000 00	67,839 66	67,839 66	"	"	29,160 34	67,839 66	
Recettes sur capitaux de prêts faits à l'industrie (loi du 1er août 1860) transportés aux découverts du Trésor en vertu de la loi du 30 mars 1888 (art. 27)	"	10,000 00	10,000 00	"	10,000 00	"	10,000 00	
Recettes accidentelles à différents titres	1,219,260 58	1,328,655 48	1,298,253 37	30,402 11	109,394 90	"	1,328,655 48	
Produit des expéditions des archives de la République	2,560 00	1,536 00	1,536 00	"	"	1,024 00	1,536 00	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France	4,203,070 00	4,299,991 75	4,285,760 00	14,231 75	96,921 75	"	4,299,991 75	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer aux colonies	26,400 00	26,400 00	26,400 00	"	"	"	26,400 00	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways	15,000 00	15,000 00	15,000 00	"	"	"	15,000 00	
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères. — de l'intérieur	9,500 00	10,500 00	9,000 00	1,500 00	1,000 00	"	10,500 00	
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères. — de la guerre	11,260 00	11,636 15	10,486 15	1,150 00	376 15	"	11,636 15	
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères. — du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	29,000 00	32,600 00	28,500 00	4,100 00	3,600 00	"	32,600 00	
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères. — de l'agriculture	14,000 00	16,250 00	15,200 00	1,050 00	2,250 00	"	16,250 00	
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères. — des travaux publics	14,500 00	14,500 00	14,500 00	"	"	"	14,500 00	
Prix des insignes de l'ordre du Mérite agricole	7,000 00	5,300 00	3,105 00	2,195 00	"	1,700 00	5,300 00	
Valeur des fers confectionnés par l'école de maréchalerie de Saumur	10,500 00	16,756 16	15,684 72	1,071 44	6,256 16	"	16,756 16	
Produit de location et d'aliénation de domaines de l'État à la Nouvelle-Calédonie	30,000 00	22,875 65	8,550 57	14,325 08	"	7,124 35	22,875 65	
Droits d'inscription des courtiers de commerce	34,000 00	24,000 00	24,000 00	"	"	10,000 00	24,000 00	
Annuité payée par le Gouvernement grec pour le remboursement de la portion garantie par la France dans l'emprunt de 1833	200,000 00	200,000 00	200,000 00	"	"	"	200,000 00	
Remboursement par le gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	686,945 00	749,484 00	749,484 00	"	62,539 00	"	749,484 00	
Remboursement par les départements et les communes des avances pour l'achèvement des chemins vicinaux et pour la construction et l'amélioration des établissements scolaires	29,461,007 00	27,374,426 67	27,374,426 67	"	"	2,086,580 33	27,374,426 67	
Redevance pour certificats généalogiques d'animaux (loi du 25 novembre 1887)	85 00	85 00	85 00	"	"	"	85 00	
Produit de la rétribution facultative perçue pour le dépôt des cannes et parapluies au musée de Cluny	"	4,825 60	4,825 60	"	4,825 60	"	4,825 60	
Remboursement par les compagnies de chemin de fer d'excédents sur annuités dues par l'État pour avances en argent ou en travaux faites en exécution des conventions de 1883	"	411,294 88	411,294 88	"	411,294 88	"	411,294 88	
Reversement par les compagnies de chemins de fer de provisions perçues en trop pour pose de doubles voies	"	233,590 96	233,590 96	"	233,590 96	"	233,590 96	
Excédent des recettes revenant à l'État pour l'exploitation du chemin de fer de Saint-Georges-du-Commiers à La Mure	"	257,004 74	257,004 74	"	257,004 74	"	257,004 74	
Droits de protection à l'étranger des marques de fabrique et de commerce	"	2,475 00	2,475 00	"	2,475 00	"	2,475 00	
Part revenant à l'Etat dans les bénéfices des chemins de fer d'intérêt local	"	13,671 38	13,671 38	"	13,671 38	"	13,671 38	
TOTAL	58,577,937 58	61,179,880 98	51,209,368 47	9,970,512 51	6,764,393 08	4,162,449 68	61,179,880 98	
					2,601,943f 40c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (France.)

PRODUITS ET REVENUS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
§ 6. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.								
Excédent de ressources du compte : Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	26,735,600f 00c	24,434,890f 82c	24,434,890f 82c	"	"	2,300,709f 18c	24,434,890f 82c	
Reliquat du produit de l'emprunt en rentes 3 p. o/o. (Émission de 1886.)	1,933,802 00	2,232,115 23	2,232,115 23	"	298,313f 23c	"	2,232,115 23	
Excédent disponible des ressources affectées à l'Exposition de 1889	1,000,000 00	1,106,192 24	1,106,192 24	"	106,192 24	"	1,106,192 24	
Versements des compagnies d'assurances à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique	1,034,114 00	1,034,114 00	"	1,034,114f 00c	"	"	1,034,114 00	
Produit de l'émission d'obligations du Trésor à court terme pour le service des études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État. (Loi du 25 juillet 1894.)	12,500,000 00	11,000,000 00	11,000,000 00	"	"	1,500,000 00	11,000,000 00	
TOTAL	43,203,516 00	39,807,312 29	38,773,198 29	1,034,114 00	404,505 47	3,800,709 18	39,807,312 29	
					3,396,203f 71c			
§ 7. — RECETTES D'ORDRE.								
1° RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.								
Produits universitaires	6,281,700f 00c	6,789,412f 72c	6,602,683f 54c	186,729f 18c	507,712f 72c	"	6,789,412 72	
Produit des amendes et condamnations pécuniaires	7,527,000 00	6,995,675 45	5,944,272 11	1,051,403 34	"	531,324f 55c	6,995,675 45	
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	24,160,600 00	24,643,827 48	23,987,181 54	656,645 94	483,227 48	"	24,643,827 48	
Retenues sur la solde des officiers de l'armée de terre	5,200,000 00	5,110,480 36	"	5,110,480 36	"	89,519 64	5,110,480 36	
Retenues sur la solde des officiers de sapeurs-pompiers de la ville de Paris	8,850 00	8,850 00	"	8,850 00	"	"	8,850 00	
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine	2,922,480 00	2,887,534 47	1,733,071 53	1,154,462 94	"	34,945 53	2,887,534 47	
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel des colonies	701,490 00	719,263 68	301,291 93	417,971 75	17,773 68	"	719,263 68	
Contingents coloniaux (article 6 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866)	715,110 00	715,110 00	247,002 50	468,107 50	"	"	715,110 00	
Part de la Cochinchine dans les dépenses du câble du Tonkin	60,000 00	60,000 00	"	60,000 00	"	"	60,000 00	
Contingent de la Cochinchine	4,690,000 00	4,690,000 00	1,172,500 00	3,517,500 00	"	"	4,690,000 00	
Contribut^ons des colonies aux dépenses civiles et militaires qu'elles occasionnent à l'État et aux charges générales de l'État	145,000 00	145,000 00	11,750 00	133,250 00	"	"	145,000 00	
Bénéfices provenant des gestions intérimaires des trésoreries générales et des recettes des finances	28,720 00	36,820 75	35,318 60	1,502 15	8,100 75	"	36,820 75	
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement	1,945,830 00	1,995,236 46	1,813,907 30	181,329 16	49,406 46	"	1,995,236 46	
Frais de scolarité des médecins élèves du service de santé démissionnaires et remboursement des premières mises allouées aux vétérinaires	7,520 00	6,250 00	"	6,250 00	"	1,270 00	6,250 00	
Retenues pour cause de cumul des fonctionnaires députés	81,000 00	76,395 84	74,797 62	1,598 22	"	4,604 16	76,395 84	
Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante	14,393,924 00	15,480,660 41	14,994,591 74	486,068 67	1,086,736 41	"	15,480,660 41	
Pensions des marins du commerce admis à l'hôtel des Invalides de la guerre	"	"	"	"	"	"	"	
Excédent des recettes sur les dépenses de la Légion d'honneur	"	"	"	"	"	"	"	
Versements des officiers à titre onéreux	1,053,000 00	999,649 00	999,649 00	"	"	53,351 00	999,649 00	
TOTAL	69,922,224 00	71,360,166 62	57,918,017 41	13,442,149 21	2,152,957 50	715,014 88	71,360,166 62	
					1,437,942f 62c			
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.								
Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'État par la ville de Paris	2,646,880f 00c	2,655,761f 39c	1,418,869 28	1,236,892 11	8,881f 39c	"	2,655,761 39	
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise	440,780 00	440,780 00	"	440,780 00	"	"	440,780 00	
Remboursement par les communes du département de la Seine des dépenses faites pour leur police municipale	799,700 00	807,081 46	807,081 46	"	7,381 46	"	807,081 46	
Remboursement par le gouvernement beylical des frais du personnel et des frais de justice criminelle de la justice française en Tunisie	315,300 00	306,917 17	28 20	306,888 97	"	8,382f 83c	306,917 17	
Remboursement par le gouvernement beylical des dépenses de la gendarmerie française en Tunisie	322,200 00	304,980 56	"	304,980 56	"	17,219 44	304,980 56	
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	24,852,460 48	24,852,460 48	24,852,460 48	"	"	"	24,852,460 48	
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,322,666 01	2,322,666 01	2,322,666 01	"	"	"	2,322,666 01	
Produits accessoires du service de trésorerie	156,468 04	156,468 04	156,468 04	"	"	"	156,468 04	
Reversement par les Compagnies de chemin de fer des avances à elles faites pour garantie d'intérêts	217,654 63	217,654 63	217,654 63	"	"	"	217,654 63	
Remboursement de la garantie d'intérêts et fonds de concours versés par les Compagnies de chemin de fer en exécution des conventions de 1883	9,140,000 00	9,140,000 00	9,140,000 00	"	"	"	9,140,000 00	
Recettes en atténuation des frais de trésorerie	"	115,055 82	115,055 82	"	115,055 82	"	115,055 82	
TOTAL	41,214,109 16	41,319,825 56	39,030,283 92	2,289,541 64	131,318 67	25,602 27	41,319,825 56	
					105,716f 40c			
TOTAL GÉNÉRAL des recettes d'ordre	111,136,333 16	112,679,992 18	96,948,301 33	15,731,690 85	2,284,276f 17c	740,617f 15c	112,679,992 18	
					1,543,659f 02c			

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Compte provisoire des Recettes. (Algérie.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS. 1	ÉVALUATIONS des RECETTES. 2	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État. 3	RECOUVREMENTS effectués. 4	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État. 5	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS sur les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer. 6	Excédent des évaluations. 7	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1894. 8	OBSERVATIONS. 9
§ 1er. — IMPÔTS DIRECTS.								
CONTRIBUTIONS DIRECTES, TAXES Y ASSIMILÉES ET CONTRIBUTIONS ARABES.								
CONTRIBUTIONS DIRECTES.								
Contribution foncière sur les propriétés bâties	1,676,945f	1,751,193f 96c	1,470,591f 30c	280,602f 66c	74,248f 96c	"	1,751,193f 96c	
Contribution des patentes	1,821,292	1,793,433 55	1,348,777 18	444,656 37	"	27,858f 45c	1,793,433 55	
	3,498,237	3,544,627 51	2,819,368 48	725,259 03	74,248 96	27,858 45	3,544,627 51	
TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES.								
Redevances des mines	46,840	21,007 30	780 68	20,226 62	"	25,832 70	21,007 30	
Droits de vérification des poids et mesures	146,500	155,717 90	155,032 80	685 10	9,217 90	"	155,717 90	
Droits de visite des pharmacies et magasins de droguerie	12,600	17,410 00	13,606 99	3,803 01	4,810 00	"	17,410 00	
Taxe militaire	11,080	20,180 14	7,824 17	12,355 97	9,100 14	"	20,180 14	
Taxes sur les vignobles	376,000	288,278 79	233,369 24	54,909 55	"	87,721 21	288,278 79	
	593,020	502,594 13	410,613 88	91,980 25	23,128 04	113,553 91	502,594 13	
CONTRIBUTIONS ARABES.								
Principal et centimes d'État	8,842,218	9,048,920 93	8,046,678 15	1,002,242 78	206,702 93	"	9,048,920 93	
TOTAL du § 1er	12,933,475	13,096,142 57	11,276,660 51	1,819,482 06	304,079 93	141,412 36	13,096,142 57	
					162,667f 57c			
§ 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.								
1° ENREGISTREMENT.								
Transmissions entre vifs, à titre onéreux	1,929,200f	1,801,974f 53c	1,800,037f 61c	1,936f 92c	"	127,225f 47c	1,801,974f 53c	
Transmissions entre vifs, à titre gratuit	117,800	78,243 47	78,243 47	"	"	39,556 53	78,243 47	
Baux et antichrèses	78,600	69,949 03	69,949 03	"	"	8,650 97	69,949 03	
Adjudications et marchés, obligations, cautionnements et libérations	509,900	528,958 64	528,958 64	"	19,058f 64c	"	528,958 64	
Droits proportionnels sur les jugements et arrêts portant condamnations, collocations, liquidations, déboutés, ventes, partages, ordres, contributions, faillites et liquidations judiciaires	328,000	205,238 82	205,238 82	"	"	122,761 18	205,238 82	
Droits fixes proprement dits	550,400	510,634 33	510,634 33	"	"	39,765 67	510,634 33	
Droits sur les actes énumérés dans l'article 1er de la loi du 28 février 1872	75,400	105,992 03	105,992 03	"	30,592 03	"	105,992 03	
Droits et demi-droits en sus	26,900	31,728 82	28,484 48	3,244 34	4,828 82	"	31,728 82	
Droits et frais de greffe	30,600	29,442 18	29,442 18	"	"	1,157 82	29,442 18	
Droits d'hypothèques	88,800	98,063 59	98,063 59	"	9,263 59	"	98,063 59	
Amendes en matière d'enregistrement et de timbre	58,700	52,655 05	49,454 22	3,200 83	"	6,044 95	52,655 05	
Assurances maritimes	4,100	3,761 65	3,761 65	"	"	338 35	3,761 65	
Transmissions de titres de sociétés françaises et étrangères	86,400	62,456 92	62,456 92	"	"	23,943 08	62,456 92	
Perceptions diverses	12,100	69,307 74	15,604 56	53,703 18	57,207 74	"	69,307 74	
TOTAL	3,896,900	3,648,406 80	3,586,321 53	62,085 27	120,950 82	369,444 02	3,648,406 80	
					248,493f 20c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des recettes.* (Algérie,)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
Suite du § 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.								
2° TIMBRE.								
Timbre débité.. de dimension	2,159,600f 00c	2,249,521f 20c	2,249,521f 20c	"	89,921f 20c	"	2,249,521f 20c	
Timbre débité.. spécial (mobile).. Connaissements	96,500 00	104,428 80	104,428 80	"	7,928 80	"	104,428 80	
Timbre débité.. spécial (mobile).. Affiches	37,600 00	34,661 28	34,661 28	"	"	2,938f 72c	34,661 28	
Timbre extraordinaire et visa. Actions et obligations	73,400 00	65,281 49	65,281 49	"	"	8,118 51	65,281 49	
Timbre extraordinaire et visa. Polices d'assurances, bordereaux, affiches, connaissements, etc	115,500 00	152,234 52	152,234 52	"	36,734 52	"	152,234 52	
Passeports	1,400 00	326 40	326 40	"	"	1,073 60	326 40	
Permis de chasse	161,000 00	151,686 00	151,686 00	"	"	9,314 00	151,686 00	
Timbre débité, non sujet aux décimes..... proportionnel (effets, etc.)	484,600 00	485,287 50	485,287 50	"	687 50	"	485,287 50	
Timbre débité, non sujet aux décimes..... spécial (quittances, reçus et chèques)	427,500 00	444,229 60	444,229 60	"	16,729 60	"	444,229 60	
Timbre extraordinaire et visa	510,400 00	531,886 82	531,886 82	"	21,486 82	"	531,886 82	
Droits d'affichage (Loi du 26 décembre 1890)	1,500 00	1,863 80	1,863 80	"	363 80	"	1,863 80	
TOTAL	4,069,000 00	4,221,407 41	4,221,407 41	"	173,852 24	21,444 83	4,221,407 41	
					152,407f 41c			
3° TAXE DE 4 P. 0/0 SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.								
Recouvrable par les receveurs de l'enregistrement	234,700f 00c	193,533f 11c	193,533f 11c	"	"	41,166f 89c	193,533f 11c	
					41,166f 89c			
4° DOUANES.								
Droits de douane	5,586,300f 00c	6,422,017f 72c	6,422,017f 72c	"	835,717f 72c	"	6,422,017f 72c	
Sucres de toute nature	4,511,900 00	4,115,940 48	4,115,940 48	"	"	395,959f 52c	4,115,940 48	
Droits de navigation	148,600 00	181,233 41	181,233 41	"	32,633 41	"	181,233 41	
Autres droits et recettes accessoires (y compris le droit de 5 p. o/o prélevé au profit de l'État pour frais de perception sur le produit brut de l'octroi municipal de mer. — Amendes et confiscations. — Plombage et estampillage)	561,800 00	478,225 08	478,225 08	"	"	83,574 92	478,225 08	
Amendes et confiscations	24,600 00	26,738 09	22,988 09	3,750f 00c	2,138 09	"	26,738 09	
TOTAL	10,833,200 00	11,224,154 78	11,220,404 78	3,750 00	870,489 22	479,534 44	11,224,154 78	
					390,954f 78c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des recettes.* (Algérie.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
Suite du § 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.								
5° CONTRIBUTIONS DIVERSES.								
Droits sur les alcools	1,226,950f 00c	1,116,166f 82c	1,015,216f 97c	100,949f 85c	"	110,783f 18c	1,116,166f 82c	
Droits de licence sur la fabrication et la vente des boissons	1,416,537 00	1,665,742 50	1,624,772 50	40,970 00	249,205f 50c	"	1,665,742 50	
Droits de licence sur la fabrication et la vente des tabacs	489,263 00	208,700 00	203,484 00	5,216 00	"	280,563 00	208,700 00	
Droits divers et recettes à différents titres. — Droits de garantie des matières d'or et d'argent	105,528 00	72,430 65	72,430 65	"	"	33,097 35	72,430 05	
Timbres des expéditions et quittances	8,673 00	9,939 80	9,939 80	"	1,266 80	"	9,939 80	
Frais de poursuites	49,744 00	82,641 30	60,842 71	21,798 59	32,897 30	"	82,641 30	
Prélèvement pour remboursement des frais de perception des taxes intérieures de l'octroi de mer	26,338 00	44,681 36	15,951 44	28,729 92	18,343 36	"	44,681 36	
Amendes et confiscations (produits à répartir)	4,604 00	13,874 97	13,804 97	70 00	9,270 97	"	13,874 97	
Recettes diverses non dénommées ci-dessus	471 00	219 30	219 30	"	"	251 70	219 30	
TOTAL	3,328,108 00	3,214,396 70	3,016,662 34	197,734 36	310,983 93	424,695 23	3,214,396 70	
					113,711f 30c			
§ 3. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
1° PRODUITS DE MONOPOLES RECOUVRÉS PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS DIVERSES.								
Produit de la vente des tabacs des manufactures de France	392,387f 00c	361,710f 66c	361,710f 66c	"	"	30,676f 34c	361,710f 66c	
Produit de la vente des poudres à feu	700,810 00	637,156 56	637,156 56	"	"	63,653 44	637,156 56	
TOTAL	1,093,197 00	998,867 22	998,867 22	"	"	94,329 78	998,867 22	
					94,329f 78c			
2° PRODUITS DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.								
POSTES.								
Produit de la taxe des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature. — Produit du droit de transport des valeurs déclarées et cotées (lettres et boîtes)	2,408,700f 00c	2,522,198f 83c	2,522,198f 83c	"	113,498f 83c	"	2,522,198f 83c	
Droits perçus sur les envois d'argent	335,000 00	343,567 43	343,567 43	"	8,567 43	"	343,567 43	
Bons de poste	400 00	1,937 50	1,937 50	"	1,537 50	"	1,937 50	
Recettes diverses et accidentelles	8,800 00	4,217 81	3,786 81	431f 00c	"	4,582f 19c	4,217 81	
TOTAL	2,752,900 00	2,871,921 57	2,871,490 57	431 00	123,603 76	4,582 19	2,871,921 57	
					119,021f 57c			
TÉLÉGRAPHES.								
Recettes des bureaux télégraphiques en Algérie	1,318,100f 00c	1,297,850f 65c	1,297,850f 65c	"	"	20,249f 35c	1,297,850f 65c	
Contributions pour frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	"	"	"	"	"	"	"	
Recettes diverses et accidentelles	13,720 00	13,981 78	11,502 82	2,478f 96c	261f 78c	"	13,981 78	
TOTAL	1,331,820 00	1,311,832 43	1,309,353 47	2,478 96	261 78	20,249 35	1,311,832 43	
					19,987f 57c			
TÉLÉPHONES.								
Produits des téléphones en Algérie	45,000f 00c	63,909f 43c	62,821f 93c	1,087f 50c	18,909f 43c	"	63,909f 43c	
					18,909f 43c			

Suite du **BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.**

Suite du *Compte provisoire des recettes.* (Algérie).

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
§ 4. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
1° PRODUITS DU DOMAINE AUTRE QUE LE DOMAINE FORESTIER.								
Produit du domaine autre que ceux des forêts	1,281,600f 00c	1,754,746f 82c	1,094,962f 97c	659,783f 85c	473,146f 82c	"	1,754,746f 82c	
Produit des biens des corporations	14,650 00	16,093 90	8,873 59	7,220 31	1,443 90	"	16,093 90	
Recouvrement de rentes et créances	227,100 00	1,451,944 90	1,427,350 97	24,593 93	1,224,844 90	"	1,451,944 90	
Produits de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	40,800 00	6,116 03	6,116 03	"	"	34,683f 97c	6,116 03	
Redevances pour concessions de chutes d'eau	29,250 00	40,020 44	27,691 36	12,329 08	10,770 44	"	40,020 44	
Aliénations d'objets mobiliers	218,150 00	240,659 02	238,361 90	2,297 12	22,509 02	"	240,659 02	
Aliénations d'immeubles	549,850 00	908,700 08	445,500 37	463,199 71	358,850 08	"	908,700 08	
Successions en déshérence, épaves et biens vacants	145,200 00	108,563 48	94,134 75	14,428 73	"	36,636 52	108,563 48	
Versement effectué par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 23 mars 1893	419,159 59	419,159 59	"	419,159 59	"	"	419,159 59	
Produit de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie	84,274 99	84,274 99	"	84,274 99	"	"	84,274 99	
TOTAL	3,010,034 58	5,030,279 25	3,342,991 94	1,687,287 31	2,091,565 16	71,320 49	5,030,279 25	
					2,020,244f 67c			
2° PRODUITS DES FORÊTS.								
Prix principal et charges additionnelles pour frais d'adjudication à 1 fr. 60 p. o/o	305,600f 00c	585,981f 19c	504,962f 46c	81,018f 73c	280,381f 19c	"	585,981f 19c	
Produits accessoires	279,600 00	372,617 85	177,344 00	195,273 85	93,017 85	"	372,617 85	
Vente des anciennes concessions de chênes-lièges. (Annuité à recouvrer en 1894.)	17,900 00	364,813 02	916 59	363,896 43	346,913 02	"	364,813 02	
Contributions des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois	"	2,571 19	800 50	1,770 69	2,571 19	"	2,571 19	
TOTAL	603,100 00	1,325,983 25	684,023 55	641,959 70	722,883 25	"	1,325,983 25	
					722,883f 25c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des recettes.* (Algérie.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
§ 5. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produit de la taxe des brevets d'invention en Algérie	4,420f 00c	5,000f 00c	4,320f 00c	680f 00c	580f 00c	"	5,000f 00c	
Revenus et produits accidentels spéciaux à l'Algérie	105,980 00	102,985 55	87,054 35	15,931 20	"	2,994f 45c	102,985 55	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie	285,610 00	265,784 35	176,405 00	89,379 35	"	19,825 65	265,784 35	
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires en Algérie	262,430 00	223,122 12	113,776 79	109,345 33	"	39,307 88	223,122 12	
Produit des maisons centrales de force et de correction en Algérie	546,210 00	312,875 68	192,379 79	120,495 89	"	33,334 32	312,875 68	
TOTAL	1,004,650 00	909,767 70	573,935 93	335,831 77	580 00	95,462 30	909,767 70	
					94,882f 30c			
§ 7. — RECETTES D'ORDRE.								
1° RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.								
Produits universitaires en Algérie	93,680f 00c	131,425f 15c	127,560f 00c	3,865f 15c	37,745f 15c	"	131,425f 15c	
Produit des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	737,500 00	735,424 88	604,607 23	130,817 65	"	2,075f 12c	735,424 88	
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles en Algérie	899,600 00	998,767 77	944,203 57	54,564 20	99,167 77	"	998,767 77	
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — École d'arts et métiers de Dellys	3,000 00	3,000 00	2,025 00	975 00	"	"	3,000 00	
Prélèvement du sixième du produit de l'octroi de mer en Algérie	1,292,000 00	1,249,319 27	950,197 92	299,121 35	"	42,680 73	1,249,319 27	
Part contributive des communes dans les dépenses du service médical de colonisation	100,320 00	98,350 63	89,756 86	8,593 77	"	1,969 37	98,350 63	
Remboursement par les communes des frais de traitement des malades dans les hôpitaux militaires	469,000 00	400,623 79	255,704 68	144,919 11	"	68,376 21	400,623 79	
Frais de traitement dus par les malades aisés reçus dans les hôpitaux en Algérie	63,400 00	64,549 41	42,884 86	21,664 55	1,149 41	"	64,549 41	
Remboursement d'avances par les hospices civils	"	3,200 00	2,000 00	1,200 00	3,200 00	"	3,200 00	
TOTAL	3,658,500 00	3,684,660 90	3,018,940 12	665,720 78	141,262 33	115,101 43	3,684,660 90	
					26,160f 90c			
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.								
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	1,667,624f 84c	1,667,624f 84c	1,667,624f 84c	"	"	"	1,667,624f 84c	
TOTAL GÉNÉRAL des recettes d'ordre	5,326,124f 84c	5,352,285f 74c	4,686,564f 96c	665,720f 78c	141,262f 33c	115,101f 43c	5,352,285f 74c	
					26,160f 90c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (France.)

RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL (FRANCE.)

PRODUITS ET REVENUS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
§ 1er. — IMPÔTS DIRECTS.								
Contributions directes et centimes d'État	465,799,404f 00c	467,454,087f 20c	448,227,526f 38c	19,226,560f 82c	1,654,683f 20c	"	467,454,087f 20c	
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	35,257,520 00	34,027,889 00	31,252,545 41	2,775,343 59	"	1,229,631f 00c	34,027,889 00	
TOTAL des impôts directs	501,056,924 00	501,481,976 20	479,480,071 79	22,001,904 41	1,654,683 20	1,229,631 00	501,481,976 20	
					425,052f 20c			
§ 2. — IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.								
Enregistrement	548,499,000 00	531,017,635 42	528,594,355 78	2,423,279 64	"	17,481,964f 58c	531,017,635 42	
Timbre	161,785,000 00	172,043,513 41	172,043,483 31	30 10	10,258,513f 41c	"	172,043,513 41	
Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	69,249,000 00	66,208,178 36	66,207,775 60	402 76	"	3,040,821 64	66,208,178 36	
Douanes	465,726,130 00	469,883,224 30	468,177,537 52	1,705,686 78	4,157,094 30	"	469,883,224 30	
Contributions indirectes	601,865,350 00	595,798,682 64	578,030,065 50	17,768,617 14	"	6,066,667 36	595,798,682 64	
Sucres	203,393,600 00	188,686,332 22	182,675,308 73	6,011,023 49	"	14,707,267 78	188,686,332 22	
TOTAL des impôts et revenus indirects	2,050,518,680 00	2,023,637,566 35	1,995,728,526 44	27,909,039 91	14,415,607 71	41,296,721 36	2,023,637,566 35	
					26,881,113f 65c			
§ 3. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
FRANCE.								
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	411,057,000 00	413,463,894 18	412,812,301 33	651,592 85	2,406,894f 18c	"	413,463,894 18	
Postes	164 860,300 00	169,698,650 36	169,630,621 08	68,029 28	4,838,350 36	"	169,698,650 36	
Télégraphes	35,336,609 73	35,581,755 89	34,357,436 26	1,224,319 63	245,146 16	"	35,581,755 89	
Téléphones	7,539,480 00	8,502,104 17	8,438,140 13	63,964 04	962,624 17	"	8,502,104 17	
Produits de diverses exploitations	12,104,600 00	11,674,302 46	810,290 27	10,864,012 19	"	430,297f 54c	11,674,302 46	
TOTAL	630,897,989 73	638,920,707 06	626,048,789 07	12,871,917 99	8,453,014 87	430,297 54	638,920,707 06	
					8,022,717f 33c			
COLONIES.								
Produits de diverses exploitations	213,000 00	58,123 12	58,123 12	"	"	154,876f 88c	58,123 12	
					154,876f 88c			
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.	631,110,989 73	638,978,830 18	626,106,912 19	12,871,917 99	8,453,014f 87c	585,174f 42c	638,978,830 18	
					7,867,840f 45c			
§ 4. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	20,569,157 81	22,211,501 74	14,614,532 01	7,596,969 73	1,642,343f 93c	"	22,211,501 74	
Produits des forêts	28,050,120 00	27,181,471 18	26,673,918 02	507,553 16	"	868,648f 82c	27,181,471 18	
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État.	48,619,277 81	49,392,972 92	41 288,450 03	8,104,522 89	1,642,343 93	868,648 82	49,392,972 92	
					773,695f 11c			
§ 5. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	58,577,937 58	61,179,880 98	51,209,368 47	9,970,512 51	2,601,943f 40c	"	61,179,880 98	
					2,601,943f 40c			
§ 6. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.								
Diverses ressources exceptionnelles	43,203,516 00	39,807,312 29	38,773,198 29	1,034,114 00	"	3,396,203f 71c	39,807,312 29	
					3,396,203f 71c			
§ 7. — RECETTES D'ORDRE.								
Recettes en atténuation de dépenses	69,922,224 00	71,360,166 62	57,918,017 41	13,442,149 21	1,437,942f 62c	"	71,360,166 62	
Recettes d'ordre proprement dites	41,214,109 16	41,319,825 56	39,030,283 92	2,289,541 64	105,716 40	"	41,319,825 56	
TOTAL des recettes d'ordre	111,136,333 16	112,679,992 18	96,948,301 33	15,731,690 85	1,543,659 02	"	112,679,992 18	
					1,543,659f 02c			
TOTAL des recettes du Budget général. (France.)	3,444,223,658 28	3,427,158,531 10	3,329,534,828 54	97,623,702 56	30,311,252f 13c	47,376,379f 31c	3,427,158,531 10	
					17,065,127f 18c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (Algérie.)

PRODUITS ET REVENUS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)								
§ 1er. IMPÔTS DIRECTS.								
Contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes	12,933,475f 00c	13,096,142f 57c	11,276,660f 51c	1,819,482f 06c	162,667f 57c	"	13,096,142f 57c	
					162,667f 57c			
§ 2. IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.								
Enregistrement	3,896,900 00	3,648,406 80	3,586,321 53	62,085 27	"	248,493 20	3,648,406 80	
Timbre	4,069,000 00	4,221,407 41	4,221,407 41	"	152,407 41	"	4,221,407 41	
Taxe de 4 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières	234,700 00	193,533 11	193,533 11	"	"	41,166 89	193,533 11	
Douanes	10,833,200 00	11,224,154 78	11,220,404 78	3,750 00	390,954 78	"	11,224,154 78	
Contributions diverses	3,328,108 00	3,214,396 70	3,016,662 34	197,734 36	"	113,711 30	3,214,396 70	
TOTAL des impôts et revenus indirects	22,361,908 00	22,501,898 80	22,238,329 17	263,569 63	543,362 19	403,371 39	22,501,898 80	
					139,990f 80c			
§ 3. PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses	1,093,197 00	998,867 22	998,867 22	"	"	94,329 78	998,867 22	
Postes	2,752,900 00	2,871,921 57	2,871,490 57	431 00	119,021 57	"	2,871,921 57	
Télégraphes	1,331,820 00	1,311,832 43	1,309,353 47	2,478 96	"	19,987 57	1,311,832 43	
Téléphones	45,000 00	63,909 43	62,821 93	1,087 50	18,909 43	"	63,909 43	
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,222,917 00	5,246,530 65	5,242,533 19	3,997 46	137,931 00	114,317 35	5,246,530 65	
					23,613f 65c			
§ 4. PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	3,010,034 58	5,030,279 25	3,342,931 94	1,687,287 31	2,020,244 67	"	5,030,279 25	
Produits des forêts	603,100 00	1,325,983 25	684,023 55	641,959 70	722,883 25	"	1,325,983 25	
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	3,613,134 58	6,356,262 50	4,027,015 49	2,329,247 01	2,743,127 92	"	6,356,262 50	
					2,743,127f 92c			
§ 5. PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	1,004,650 00	909,767 70	573,935 93	335,831 77	"	94,882 30	909,767 70	
					94,882f 30c			
§ 6. RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.								
Diverses ressources exceptionnelles	"	"	"	"	"	"	"	
					"			
§ 7. RECETTES D'ORDRE.								
Recettes en atténuation de dépenses	3,658,500 00	3,684,660 90	3,018,940 12	665,720 78	26,160 90	"	3,684,660 90	
Recettes d'ordre proprement dites	1,667,624 84	1,667,624 84	1,667,624 84	"	"	"	1,667,624 84	
TOTAL des recettes d'ordre	5,326,124 84	5,352,285 74	4,686,564 96	665,720 78	26,160 90	"	5,352,285 74	
					26,160f 90c			
TOTAL des recettes du Budget général. (Algérie.)	50,462,209 42	53,462,887 96	48,045,039 25	5,417,848 71	3,613,249 58	612,571 04	53,462,887 96	
					3,000,678f 54c			
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.								
FRANCE	3,444,223,658f 28c	3,427,158,531f 10c	3,329,534,828f 54c	97,623,702f 56c	30,311,252f 13c	47,376,379f 31c	3,427,158,531f 10c	
ALGÉRIE	50,462,209 42	53,462,887 96	48,045,039 25	5,417,848 71	3,613,249 58	612,571 04	53,462,887 96	
TOTAL	3,494,685,867 70	3,480,621,419 06	3,377,579,867 79	103,041,551 27	33,924,501 71	47,988,950 35	3,480,621,419 06	
					14,064,448f 64c			

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

COMPTE PROVISOIRE DES DÉPENSES

DE L'EXERCICE 1894.

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Compte provisoire des Dépenses. (France.)

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.
	1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE. — MINISTÈRE DES FINANCES.									
	DETTE CONSOLIDÉE.									
1	Rentes 4 1/2 p. 0/0 (nouveau fonds). (Loi et décret du 27 avril 1883.)	76,385,069f 00c	76,341,123f 80c	275f 42c	76,341,399f 22c	76,019,382f 61c	322,016f 61c	"	43,669f 78c	76,341,399f 22c
1 *bis*	Rentes 3 1/2 p. 0/0. (Loi du 17 janvier 1894.)	178,231,828 00	177,616,361 50	221,068 50	177,837,430 00	144,491,174 50	33,346,255 50	"	394,398 00	177,837,430 00
2	Rentes 3 p. 0/0. (Loi et ordonnance du 1er mai 1825.)	456,126,943 00	454,985,074 50	*A déd.* 8,088 25	454,976,986 25	441,153,624 28	13,823,361 97	"	1,149,956 75	454,976,986 25
	TOTAL	710,743,840 00	708,942,559 80	213,255 67	709,155,815 47	661,664,181 39	47,491,634 08	1,588,024f 53c	1,588,024 53	709,155,815 47
	DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.									
3	Rentes 3 p. 0/0 amortissables par annuités. (Loi du 11 juin 1878, décret du 16 juillet 1878.)	144,130,383f 00c	144,122,372f 50c	75f 00c	144,122,447f 50c	142,004,882f 50c	2,117,565f 00c	"	7,935f 50c	144,122,447f 50c
4	Annuité de conversion de l'emprunt Morgan. (Loi du 31 mai 1875, décret du 5 juin 1875, loi du 26 décembre 1892.)	16,490,117 12	16,490,116 00	1 12	16,490,117 12	16,490,116 00	1 12	"	"	16,490,117 12
5	Intérêts des obligations du Trésor à court terme émises pour garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer	8,287,685 00	8,287,684 42	"	8,287,684 42	8,287,684 42	"	"	0 58	8,287,684 42
6	Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts de 1871 et 1872	2,482,500 00	2,482,302 73	"	2,482,302 73	2,482,302 73	"	"	197 27	2,482,302 73
7	Annuité à la Compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.)	20,500,000 00	20,500,000 00	"	20,500,000 00	20,500,000 00	"	"	"	20,500,000 00
8	Remboursement par annuités des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires	32,161,989 00	32,161,986 72	"	32,161,986 72	32,161,986 72	"	"	2 28	32,161,986 72
9	Intérêts et amortissement de l'emprunt contracté par le Gouvernement sarde pour l'amélioration de l'établissement thermal d'Aix. (Décret du 20 octobre 1860; loi du 5 août 1874)	22,650 00	22,650 00	"	22,650 00	13,050 00	9,600 00	"	"	22,650 00
10	Intérêts et amortissement du capital affecté au remboursement de l'avance de la Compagnie algérienne. (Loi du 26 décembre 1892.)	4,099,506 00	4,099,506 00	"	4,099,506 00	4,099,506 00	"	"	"	4,099,506 00
11	Remboursement par annuités aux hospices civils. (Dépenses des hôpitaux militaires.)	19,002 00	19,001 93	"	19,001 93	14,206 70	4,795 23	"	0 07	19,001 93
12	Annuité pour construction destinée au service de l'intendance	24,250 00	24,250 00	"	24,250 00	12,125 00	12,125 00	"	"	24,250 00
13	Annuités pour chemins stratégiques	480,000 00	462,840 74	"	462,840 74	462,840 74	"	"	17,159 26	462,840 74
14	Remboursement par annuités, aux villes, pour construction d'hôtels des postes et des télégraphes	212,254 00	212,253 94	"	212,253 94	210,924 01	1,329 93	"	0 06	212,253 94
15	Redevances annuelles envers l'Espagne pour droit de dépaissance sur les deux versants de la frontière des Pyrénées	20,000 00	"	15,821 42	15,821 42	"	15,821 42	"	4,178 58	15,821 42
16	Remboursement par annuités, à la Caisse des dépôts et consignations, des avances faites par elle en vertu de la loi du 2 octobre 1888. (Reboisement des montagnes.)	627,416 00	627,415 08	"	627,415 08	627,415 08	"	"	0 92	627,415 08
17	Annuités aux compagnies de chemins de fer	41,139,400 00	41,139,245 54	"	41,139,245 54	41,139,245 54	"	"	154 46	41,139,245 54
18	Rachat de concessions de canaux. (Lois des 28 juillet et 1er août 1860 et 20 mai 1863.)	322,727 00	276,279 44	*A déd.* 395 20	275,884 24	243,458 48	32,425 76	"	46,842 76	275,884 24
19	Annuité à la ville de Roubaix pour la construction de l'école des arts industriels	87,000 00	87 000 00	"	87,000 00	87,000 00	"	"	"	87,000 00
20	Intérêts de la dette flottante du Trésor	21,000,000 00	"	23,310,000 00	23,310,000 00	22,825,979 49	484,020 51	2,310,000f	"	23,310,000 00
21	Intérêts de capitaux de cautionnements. (Loi du 4 août 1844, art. 7.)	9,162,000 00	8,110,114 46	380,314 43	8,490,428 89	211,240 17	8,279,188 72	"	671,571 11	8,490,428 89
	TOTAL	301,268,879 12	279,125,019 50	23,705,816 77	302,830,836 27	291,873,963 58	10,956,872 69	2,310,000	748,042 85	302,830,836 27
								1,561,957f 15c		
	A reporter	1,012,012,719 12	988,067,579 30	23,919,072 44	1,011,986,651 74	953,538,144 97	58,448,506 77	2,310,000	2,336,067 38	1,011,986,651 74

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 26 juillet 1893.	"	*Crédits ouverts par le budget primitif*		1,284,568,168f 00
		Crédits additionnels ouverts ou annulés par des lois.		
		1° CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 20 mars 1894.	32	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	2,000,000f 00c	
Loi du 28 juillet 1894.	31	Traitements viagers des membres de la Légion d'honneur et des médailles militaires	1,036,192 50	
	35 *bis*	Remboursements à la Caisse des dépôts et consignations du solde de son avance pour le service des pensions aux anciens militaires de la République et de l'Empire	15,424 47	
Loi du 12 mai 1894.	1 *bis*	Rentes 3 1/2 p. 0/0. (Loi du 17 janvier 1894.)	178,231,828 00	
Loi du 27 déc. 1894.	4	Annuité de conversion de l'emprunt Morgan	1 12	
	33	Pensions des grands fonctionnaires	3,000 00	
			181,286,446 09	
		2° CRÉDITS ANNULÉS. (*A déduire.*)		
Loi du 12 mai 1894.	1	Rentes 4 1/2 p. 0/0. (Loi du 17 janvier 1894.)	229,155,207 00	
		RESTE à déduire		47,868,760 91
		RESTE pour crédits ouverts		1,236,699,407 09

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 1re Partie. — DETTE PUBLIQUE.										
	Suite du MINISTÈRE DES FINANCES.										
	Report.....	1,012,012,719f 12c	988,067,579f 30c	23,919,072f 44c	1,011,986,651f 74c	953,538,144f 97c	58,448,506f 77c	2,310,000f	2,336,067f 38c	1,011,986,651f 74c	
	DETTE VIAGÈRE.										
22	Pensions civiles. (Lois des 22 août 1790, etc.).....	870,000 00	844,393 50	20,959 13	865,352 63	742,483 25	122,869 38	"	4,647 37	865,352 63	
23	Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an XI.)..	1,385 00	1,385 00	"	1,385 00	1,385 00	"	"	"	1,385 00	
24	Pensions de la Pairie et de l'ancien Sénat. (Loi du 4 juin 1814).	24,000 00	12,000 00	"	12,000 00	12,000 00	"	"	12,000 00	12,000 00	
25	Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)..	334,000 00	319,363 66	1,141 24	320,504 90	265,946 68	54,558 22	"	13,495 10	320,504 90	
26	Pensions militaires de la guerre (Lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855, 25 juin 1861, 10 juillet 1874, 13 mars 1875, 22 juin 1878, 5-18 août 1879, décret du 8 mai 1880, lois des 23 juillet 1881 et 16 mars 1882.).....	91,000,000 00	90,227,500 00	247,727 54	90,475,227 54	87,070,758 24	2,804,469 30	"	524,772 46	90,475,227 54	
27	Pensions militaires de la marine. (Loi du 18 avril 1831, ordonnance du 5 octobre 1844, lois des 24 novembre 1848 et 26 avril 1855, décret du 4 août 1855, lois des 26 avril et 21 juin 1856, 26 juin 1861, 26 juin 1862 et 18 avril 1869, décret du 8 novembre 1872, lois des 21 juin 1878, 5 et 8 août 1879 et 22 mars 1885, art. 9.).....	33,700,000 00	33,200,332 07	149,359 99	33,349,692 06	31,866,314 38	1,483,377 68	"	350,307 94	33,349,692 06	
28	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X. (Loi du 8 avril 1834.).....	9,514 00	8,254 00	"	8,254 00	8,254 00	"	"	1,260 00	8,254 00	
29	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Lois des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852, décrets des 13 et 25 juin 1853.).....	27,573 00	21,222 00	"	21,222 00	13,034 94	8,187 06	"	6,351 00	21,222 00	
30	Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 17 juin 1850.)	92,000 00	84,802 50	2,658 00	87,460 50	73,391 22	14,069 28	"	4,539 50	87,460 50	
31	Traitements viagers des membres de la Légion d'honneur et des médaillés militaires.....	10,708,416 50	10,708,416 50	"	10,708,416 50	9,672,224 00	1,036,192 50	"	"	10,708,416 50	
32	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	68,047,000 00	63,983,450 00	491,209 01	64,474,659 01	61,898,786 21	2,575,872 80	"	3,572,340 99	64,474,659 01	
33	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)..	93,000 00	90,000 00	3,000 00	93,000 00	93,000 00	"	"	"	93,000 00	
34	Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.).....	18,500 00	15,403 66	"	15,403 66	11 862 70	3,540 96	"	3,096 34	15,403 66	
35	Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 déc. 1861)	232,400 00	220,527 50	2,217 48	222,744 98	196,878 55	25,866 43	"	9,655 02	222,744 98	
35*bis*	Remboursement à la Caisse des dépôts et consignations du solde de son avance pour le service des pensions aux anciens militaires de la République et de l'Empire. (Loi du 5 mai 1869.)	15,424 47	15,424 47	"	15,424 47	15,424 47	"	"	"	15,424 47	
36	Annuité à la Caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves. (Loi du 18 août 1881.).....	9,325,000 00	9,325,000 00	"	9,325,000 00	9,325,000 00	"	"	"	9,325,000 00	
37	Service de l'ancienne caisse de la dotation de l'armée. (Loi du 26 avril 1855.).....	120,000 00	56,425 21	"	56,425 21	31,727 74	24,697 47	"	63,574 79	56,425 21	
38	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 déc. 1851. (Loi du 30 juillet 1881.).....	5,457,000 00	5,393,210 00	273 50	5,393,483 50	5,017,770 09	375,713 41	"	63,516 50	5,393,483 50	
39	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.).....	1,024,000 00	997,905 25	18,695 91	1,016,601 16	940,496 08	76,105 08	"	7,398 84	1,016,601 16	
	A reporter. (Dette viagère.).....	221,099,212 97	215,525,015 32	937,241 80	216,462,257 12	207,856,737 55	8,605,519 57	"	4,636,955 85	216,462,257 12	
	A reporter. (Dette consolidée et dette remboursable.)..	1,012,012,719 12	988,067,579 30	23,919,072 44	1,011,986,651 74	953,538,144 97	58,448,506 77	2,310,000	2,336,067 38	1,011,986,651 74	

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des dépenses.* (France.)

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 1re Partie. — DETTE PUBLIQUE.										
	Suite du MINISTÈRE DES FINANCES.										
	Report. (Dette consolidée et Dette remboursable.)	1,012,012,719f 12c	988,067,579f 30c	23,919,072f 44c	1,011,986,651f 74c	953,538,144f 97c	58,448,506f 77c	2,310,000f	2,336,067f 38c	1,011,986,651f 74c	
	DETTE VIAGÈRE. (Suite.)										
	Report	221,099,212 97	215,525,015 32	937,241 80	216,462,257 12	207,856,737 55	8,605,519 57	"	4,636,955 85	216,462,257 12	
40	Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1885.)	49,935 00	44,874 00	"	44,874 00	40,304 19	4,569 81	"	5,061 00	44,874 00	
41	Pensions viagères aux survivants des blessés de 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.)	168,000 00	158,537 50	150 00	158,687 50	135,034 96	23,652 54	"	9,312 50	158,687 50	
42	Part contributive de l'État dans les pensions civiles de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police, en raison des services militaires des anciens sous-officiers. (Décret du 11 juin 1881.)	3,000 00	221 76	688 73	910 49	221 76	688 73	"	2,089 51	910 49	
43	Allocations supplémentaires 1° aux officiers, sous-officiers et soldats et assimilés des armées de terre et de mer et aux veuves retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883; 2° aux agents de tout grade du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887; 3° aux agents forestiers énumérés à l'article unique de la loi du 4 mai 1892, ainsi qu'à leurs veuves, retraités avant l'application de cette dernière loi	3,366,540 00	3,366,540 00	"	3,366,540 00	2,408,268 80	958,271 20	"	"	3,366,540 00	
"	Rappels d'arrérages. Rentes	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	Rappels d'arrérages. Pensions	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	TOTAL de la dette viagère	224,686,687 97	219,095,188 58	938,080 53	220,033,269 11	210,440,567 26	9,592,701 85	"	4,653,418 86	220,033,269 11	
								4,653,418f 86c			
	TOTAL de la Dette publique	1,236,699,407 09	1,207,162,767 88	24,857,152 97	1,232,019,920 85	1,163,978,712 23	68,041,208 62	2,310,000	6,989,486 24	1,232,019,920 85	
								4,679,486f 24c			
	2e Partie. — POUVOIRS PUBLICS.										
	MINISTÈRE DES FINANCES.										
44	Dotation du Président de la République	600,000 00	600,000 00	"	600,000 00	600,000f 00c	"	"	"	600,000f 00c	
45	Frais de maison du Président de la République	300,000 00	300,000 00	"	300,000 00	300,000 00	"	"	"	300,000 00	
46	Frais de voyage, de déplacement et de représentation du Président de la République	300,000 00	300,000 00	"	300,000 00	300,000 00	"	"	"	300,000 00	
47	Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs	4,600,000 00	4,600,000 00	"	4,600,000 00	4,600,000 00	"	"	"	4,600,000 00	
48	Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés	7,371,720 00	7,300,000 00	71,720 00	7,371,720 00	7,300,000 00	71,720f 00c	"	"	7,371,720 00	
	TOTAL des pouvoirs publics	13,171,720 00	13,100,000 00	71,720 00	13,171,720 00	13,100,000 00	71,720 00	"	"	13,171,720 00	
								"			

(A) Crédits ouverts par la loi du budget : 13,171,720 francs.

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'admn centrale.	537,000f 00c	535,790f 16c	"	535,790f 16c	531,153f 44c	4,636f 72c	"	1,209f 84c	535,790f 16c
2	Matériel de l'administration centrale	87,200 00	87,198 53	"	87,198 53	47,229 60	39,968 93	"	1 47	87,198 53
3	Personnel du Conseil d'État	1,058,000 00	1,051,999 65	"	1,051,999 65	1,049,260 28	2,739 37	"	6,000 35	1,051,999 65
4	Matériel du Conseil d'État	68,000 00	67,997 60	"	67,997 60	51,804 12	16,193 48	"	2 40	67,997 60
5	Personnel de la Cour de cassation	1,147,100 00	1,142,748 92	"	1,142,748 92	1,141,348 92	1,400 00	"	4,351 08	1,142,748 92
6	Menues dépenses de la Cour de cassation	32,300 00	32,299 92	"	32,299 92	32,299 92	"	"	0 08	32,299 92
7	Cours d'appel	6,158,500 00	6,152,610 62	"	6,152,610 62	5,726,916 10	425,694 52	"	5,889 38	6,152,610 62
8	Cours d'assises	44,000 00	38,480 00	"	38,480 00	31,780 00	6,700 00	"	5,520 00	38,480 00
9	Tribunaux de première instance	11,481,400 00	11,470,312 09	"	11,470,312 09	10,597,581 88	872,730 21	"	11,087 91	11,470,312 09
10	Tribunaux de commerce	184,600 00	183,800 00	"	183,800 00	163,278 02	20,521 98	"	800 00	183,800 00
11	Tribunaux de police	94,700 00	93,299 80	"	93,299 80	85,663 01	7,636 79	"	1,400 20	93,299 80
12	Justices de paix	8,421,000 00	8,418,724 13	"	8,418,724 13	7,559,852 05	858,872 08	"	2,275 87	8,418,724 13
13	Juge des appellations d'Andorre	3,000 00	3,000 00	"	3,000 00	2,750 00	250 00	"	"	3,000 00
14	Frais de justice criminelle en France	5,123,000 00	5,378,690 49	"	5,378,690 49	5,375,744 01	2,946 48	255,690f 49c	"	5,378,690 49
15	Frais des statistiques et impression des bulletins officiels.	136,500 00	136,500 00	"	136,500 00	101,396 02	35,103 98	"	"	136,500 00
16	Secours et dépenses imprévues	79,500 00	79,463 46	"	79,463 46	72,917 90	6,545 56	"	36 54	79,463 46
17	Collection des lois étrangères. — Personnel	5,000 00	4,999 92	"	4,999 92	4,583 26	416 66	"	0 08	4,999 92
18	Collection des lois étrangères. — Matériel	15,000 00	14,999 84	"	14,999 84	2,739 75	12,260 09	"	0 16	14,999 84
19	Reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris et des départements	20,000 00	"	20,000f 00c	20,000 00	"	20,000 00	"	"	20,000 00
20	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"	"	"	"
22	Personnel de la justice française en Tunisie	275,600 00	275,510 40	"	275,510 40	230,487 45	45,022 95	"	89 60	275,510 40
23	Frais de justice criminelle en Tunisie	39,700 00	47,067 60	"	47,067 60	47,067 60	"	7,367 60	"	47,067 60
		35,011,100 00	35,215,493 13	20,000 00	35,235,493 13	32,855,853 33	2,379,639 80	263,058 09	38,664 96	35,235,493 13
21	Dépenses des exercices clos	98,065 96	98,065 96	"	98,065 96	98,065 96	"	"	"	98,065 96
	TOTAL	35,109,165 96	35,313,559 09	20,000 00	35,333,559 09	32,953,919 29	2,379,639 80	263,058 09	38,664 96	35,333,559 09
								224,393f 13c		

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES. des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
Loi du 26 juill. 1893.	"	Crédits ouverts par le budget primitif	35,011,100f 00c
		Dépenses des exercices clos	98,065 96
		TOTAL GÉNÉRAL	35,109,165 96

OBSERVATIONS.

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.									
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.									
	1re SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.									
1	Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	813,500f 00c	785,631f 28c	27,868f 72c	813,500f 00c	783,668f 79c	29,831f 21c	"	"	813,500f 00c
2	Matériel de l'administration centrale	219,000 00	155,528 57	63,471 43	219,000 00	136,136 30	82,863 70	"	"	219,000 00
3	Archives, bibliothèque, publication de documents diplomatiques	40,000 00	15,391 08	24,608 92	40,000 00	13,106 03	26,893 97	"	"	40,000 00
4	Traitements des agents diplomatiques et consulaires	6,503,700 00	6,354,672 23	149,027 77	6,503,700 00	5,936,558 46	567,141 54	"	"	6,503,700 00
5	Traitements des élèves chanceliers et commis, indemnités du personnel auxiliaire	622,250 00	583,960 34	38,289 66	622,250 00	561,101 14	61,148 86	"	"	622,250 00
6	Traitements des agents à la disposition du Ministre et des agents en disponibilité	200,000 00	185,604 07	14,395 93	200,000 00	162,895 93	37,104 07	"	"	200,000 00
7	Frais de représentation des agents diplomatiques	1,619,000 00	1,602,044 23	16,955 77	1,619,000 00	1,534,241 53	84,758 47	"	"	1,619,000 00
8	Entretien des hôtels appartenant à la France. — Achat de mobilier	250,000 00	52,028 19	197,971 81	250,000 00	47,435 24	202,564 76	"	"	250,000 00
9	Allocations aux établissements français en Orient; secours aux écoles; frais divers de culte	700,000 00	93,090 76	606,909 24	700,000 00	90,257 43	609,742 57	"	"	700,000 00
10	Frais de correspondance télégraphique	400,000 00	258,032 82	141,967 18	400,000 00	240,155 21	159,844 79	"	"	400,000 00
11	Dépenses des résidences payées sur services faits ou par abonnement	1,157,000 00	991,065 20	165,934 80	1,157,000 00	978,250 06	178,749 94	"	"	1,157,000 00
12	Frais d'établissemt des agents diplomatiques et consulaires	545,000 00	293,661 01	251,338 99	545,000 00	293,661 01	251,338 99	"	"	545,000 00
13	Frais de voyages et de courriers	623,000 00	407,338 54	215,661 46	623,000 00	375,878 70	247,121 30	"	"	623,000 00
14	Présents diplomatiques	40,000 00	12,977 11	27,022 89	40,000 00	11,134 42	28,865 58	"	"	40,000 00
15	Missions	100,000 00	99,036 41	963 59	100,000 00	92,708 65	7,291 35	"	"	100,000 00
16	Secours	200,000 00	156,617 30	43,382 70	200,000 00	123,179 80	76,820 20	"	"	200,000 00
17	Dépenses secrètes	1,400,000 00	1,400,000 00	"	1,400,000 00	1,400,000 00	"	"	"	1,400,000 00
18	Frais de location et charges accessoires de l'hôtel affecté à la Résidence de l'ambassade ottomane	60,000 00	59,910 59	89 41	60,000 00	46,646 68	13,353 32	"	"	60,000 00
19	Allocation à la famille d'Abd-el-Kader	80,000 00	60,413 14	19,586 86	80,000 00	60,413 14	19,586 86	"	"	80,000 00
20	Construction et grosses réparations d'hôtels à l'étranger	500,000 00	57,589 97	442,410 03	500,000 00	21,833 63	478,166 37	"	"	500,000 00
21	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	4,197 16	466 66	3,730 50	4,197 16	466 66	3,730 50	"	"	4,197 16
23	Frais de reconstruction de l'hôpital français de Constantinople	400,000 00	5,374 73	394,625 27	400,000 00	5,374 73	394,625 27	"	"	400,000 00
24	Cérémonies et services funèbres en l'honneur de M. Carnot	10,000 00	4,269 66	5,730 34	10,000 00	4,269 66	5,730 34	"	"	10,000 00
25	Dépenses de la représentation de la France aux funérailles de S. M. l'Empereur de Russie	120,000 00	81,668 75	38,331 25	120,000 00	"	120,000 00	"	"	120,000 00
26	Dépenses de la conférence sanitaire internationale de Paris	38,388 75	"	38,388 75	38,388 75	"	38,388 75	"	"	38,388 75
		16,645,035 91	13,716,372 64	2,928,663 27	16,645,035 91	12,919,373 20	3,725,662 71	"	"	16,645,035 91
22	Dépenses des exercices clos	209,618 83	209,618 83	"	209,618 83	209,618 83	"	"	"	209,618 83
	TOTAL de la 1re section	16,854,654 74	13,925,991 47	2,928,663 27	16,854,654 74	13,128,992 03	3,725,662 71	"	"	16,854,654 74
								"		
	2e SECTION. — SERVICES DES PROTECTORATS.									
1	Dépenses de la résidence en Tunisie	162,600f 00c	97,975f 10c	64,624f 90c	162,600f 00c	94,758f 45c	67,841f 55c	"	"	162,600f 00c
2	Dépenses des résidences à Madagascar	533,000 00	246,167 33	286,832 67	533,000 00	234,471 55	298,528 45	"	"	533,000 00
3	Dépenses de la justice à Madagascar	201,500 00	22,875 00	178,625 00	201,500 00	21,250 00	180,250 00	"	"	201,500 00
4	Colonisation à Madagascar	100,000 00	18,000 00	82,000 00	100,000 00	18,000 00	82,000 00	"	"	100,000 00
	TOTAL de la 2e section	997,100 00	385,017 43	612,082 57	997,100 00	368,480 00	628,620 00	"	"	997,100 00
								"		
	TOTAL GÉNÉRAL	17,851,754 74	14,311,008 90	3,540,745 84	17,851,754 74	13,497,472 03	4,354,282 71	"	"	17,851,754 74
								"		

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		1re SECTION. — *Service ordinaire.*		
Loi du 26 juill. 1893.	"	Crédits ouverts par le budget primitif		5,421,200f 00c
		Crédits additionnels ouverts par des lois.		
Loi du 19 mars 1894.	17	Dépenses secrètes	400,000 00	
Loi du 29 juin 1894.	24	Cérémonies et services funèbres en l'honneur de M. Carnot	10,000 00	
Loi du 28 juill. 1894.	"	Exercices périmés	4,197 16	
Loi du 27 nov. 1894.	25	Dépenses de la représentation de la France aux funérailles de S. M. l'Empereur de Russie	120,000 00	
Loi du 27 déc. 1894.	5	Traitements des élèves chanceliers et commis et indemnités du personnel auxiliaire	1,250 00	
	12	Frais d'établissement des agents diplomatiques et consulaires	250,000 00	
	26	Dépenses de la conférence sanitaire internationale de Paris	38,388 75	
			823,835 91	823,835 91
		Crédits de fonds de concours.		
		CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1894. (Reportés de l'exercice 1893.)		
Déc. du 30 mars 1894.	23	Reconstruction de l'hôpital français à Constantinople	400,000 00	
				400,000 00
		Dépenses des exercices clos		209,618 83
		TOTAL GÉNÉRAL		16,854,654 74
		2e SECTION. — *Service des protectorats.*		
Loi du 26 juill. 1893.	"	Crédits ouverts par le budget primitif		922,600 00
		Crédits additionnels ouverts par des lois.		
Loi du 27 déc. 1894.	2	Dépenses de la justice à Madagascar		74,500 00
		TOTAL GÉNÉRAL		997,100 00

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.
1	Traitement du Ministre, traitements et indemnités du personnel de l'administration centrale	1,436,792f 00c	1,433,155f 85c	3,636f 15c	1,436,792f 00c	1,422,190f 89c	14,601f 11c	"	"	1,436,792f 00c
2	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	318,000 00	216,907 83	101,092 17	318,000 00	211,219 30	106,780 70	"	"	318,000 00
3	Inspections générales administratives	185,000 00	169,755 83	15,244 17	185,000 00	156,988 99	28,011 01	"	"	185,000 00
4	Secours personnels à divers titres	690,000 00	633,483 50	56,516 50	690,000 00	559,818 50	130,181 50	"	"	690,000 00
5	Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements	5,081,000 00	5,060,996 91	20,003 09	5,081,000 00	4,694,683 10	386,316 90	"	"	5,081,000 00
6	Frais des élections sénatoriales	900,000 00	835,225 50	64,774 50	900,000 00	834,960 50	65,039 50	"	"	900,000 00
7	Dépenses fixes du personnel d'administration et d'exploitation des *journaux officiels*	80,000 00	77,499 76	2,500 24	80,000 00	77,499 76	2,500 24	"	"	80,000 00
8	Dépenses variables du personnel d'exploitation des *journaux officiels*	619,300 00	565,437 75	53,862 25	619,300 00	555,437 75	63,862 25	"	"	619,300 00
9	Dépenses du matériel des *journaux officiels*	342,800 00	264,492 21	78,307 79	342,800 00	226,063 57	116,736 43	"	"	342,800 00
10	Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.)	20,000 00	10,227 37	9,772 63	20,000 00	10,027 37	9,972 63	"	"	20,000 00
11	Subventions aux sociétés de secours mutuels	775,000 00	775,000 00	"	775,000 00	775,000 00	"	"	"	775,000 00
11 *bis*	Subventions aux sociétaires pensionnés par les sociétés de secours mutuels au cours de l'exercice 1894	400,000 00	400,000 00	"	400,000 00	400,000 00	"	"	"	400,000 00
12	Personnel des bureaux des préfectures	3,813,600 00	3,774,251 19	39,348 81	3,813,600 00	3,508,084 65	305,515 35	"	"	3,813,600 00
13	Personnel des bureaux des sous-préfectures	1,068,000 00	1,057,993 04	10,006 96	1,068,000 00	958,541 38	109,458 62	"	"	1,068,000 00
14	Frais matériels d'administration des préfectures	770,900 00	768,143 92	2,756 08	770,900 00	719,875 16	51,024 84	"	"	770,900 00
15	Frais matériels d'administration des sous-préfectures	582,900 00	580,710 08	2,189 92	582,900 00	534,374 89	48,525 11	"	"	582,900 00
16	Subvention pour l'organisation et l'entretien des corps de sapeurs-pompiers	8,000 00	4,108 08	3,891 92	8,000 00	4,029 00	3,971 00	"	"	8,000 00
17	Matériel des cours d'appel	440,000 00	270,882 42	169,117 58	440,000 00	209,150 42	230,849 58	"	"	440,000 00
18	Célébration de la Fête nationale du 14 juillet	180,000 00	129,920 90	50,079 10	180,000 00	128,487 00	51,513 00	"	"	180,000 00
19	Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus français	5,000 00	5,000 00	"	5,000 00	5,000 00	"	"	"	5,000 00
20	Travaux du palais de justice de Grenoble	200,000 00	120,000 00	80,000 00	200,000 00	120,000 00	80,000 00	"	"	200,000 00
21	Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes départementales. (Loi du 30 juillet 1880).	70,000 00	"	70,000 00	70,000 00	"	70,000 00	"	"	70,000 00
22	Reconstruction de la Cour d'appel de Paris	250,000 00	125,407 81	124,592 19	250,000 00	124,665 13	125,334 87	"	"	250,000 00
23	Subventions aux Sociétés de tir	40,000 00	28,353 78	11,646 22	40,000 00	27,858 78	12,141 22	"	"	40,000 00
24	Délimitation des frontières	6,000 00	"	6,000 00	6,000 00	"	6,000 00	"	"	6,000 00
25	Subventions aux départements. (Loi du 10 août 1871.)	3,700,000 00	3,695,995 21	4,004 79	3,700,000 00	3,694,685 29	5,314 71	"	"	3,700,000 00
26	Annuités à payer au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 22 juillet 1887	134,000 00	133,055 40	944 60	134,000 00	133,055 40	944 60	"	"	134,000 00
27	Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux. (Loi du 30 juillet 1880.)	200,000 00	183,981 00	16,019 00	200,000 00	183,981 00	16,019 00	"	"	200,000 00
28	Subvention pour l'achèvement des chemins vicinaux	7,675,559 00	6,154,119 48	1,521,439 52	7,675,559 00	5,947,309 30	1,728,249 70	"	"	7,675,559 00
29	Carte de France au 1/100,000e	100,000 00	97,404 56	2,595 44	100,000 00	97,404 56	2,595 44	"	"	100,000 00
30	Dépenses du Conseil supérieur de l'Assistance publique	10,000 00	6,117 40	3,882 60	10,000 00	5,049 40	4,950 60	"	"	10,000 00
31	Subvention à l'hospice national des Quinze-Vingts	325,000 00	325,000 00	"	325,000 00	325,000 00	"	"	"	325,000 00
32	Subvention à la maison nationale de Charenton	50,000 00	50,000 00	"	50,000 00	50,000 00	"	"	"	50,000 00
33	Subvention aux asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet	112,000 00	112,000 00	"	112,000 00	112,000 00	"	"	"	112,000 00
34	Subvention à l'hospice national du Mont-Genèvre	1,000 00	1,000 00	"	1,000 00	750 00	250 00	"	"	1,000 00
85	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Chambéry	71,000 00	71,000 00	"	71,000 00	65,083 26	5,916 74	"	"	71,000 00
	A reporter	30,660,851 00	28,136,626 78	2,524,224 22	30,660,851 00	26,879,174 35	3,781,676 65	"	"	30,660,851 00

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
Loi du 26 juillet 1893		Budget primitif	71,384,430f 00c
		CRÉDITS ADDITIONNELS OUVERTS PAR DES LOIS.	
Loi du 19 déc. 1893	54	Traitements des commissaires de police, indemnités de déplacement et autres	820,000f 00c
Loi du 3 avril 1894	48	Matériel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	10,500 00
	78	Indemnités et secours accordés à l'occasion des explosions des 12 et 20 février 1894	17,590 00
Loi du 29 juin 1894	81	Funérailles de M. Carnot	100,000 00
Loi du 28 juillet 1894	54	Traitements des commissaires de police et indemnités, etc	86,900 00
Lsi du 28 juillet 1894	76	Dépenses des exercices périmés	4,417 64
Loi du 30 juillet 1894	79	Subvention au concours international de tir de Lyon	40,000 00
	80	Subvention au concours international de gymnastique de Lyon	10,000 00
Loi du 14 déc. 1894	83	Funérailles de M. Burdeau	20,000 00
Loi du 27 déc. 1894	28	Subvention pour l'achèvement des chemins vicinaux	1,375,559 00
Loi du 27 déc. 1894	76	Dépenses des exercices périmés	67,099 29
Loi du 29 déc. 1894	84	Subvention à l'Institut Pasteur	100,000 00
Loi du 29 mars 1895	54	Traitements des commissaires de police, indemnités, etc	85,000 00
		TOTAL	2,737,065 93
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.	
		1° Crédits ouverts à l'exercice 1894.	
Déc. du 3 août 1894	50	Matériel des établissements thermaux affermés	11,000 00
		2° Crédits reportés de l'exercice 1893.	
Décr. du 17 avr. 1894	50	Matériel des établissements thermaux affermés	83,879 00
			94,879 00
		3° Crédits transportés à l'exercice 1895 (à déduire).	
Décr. du 7 juin 1895	50	Matériel des établissements thermaux affermés	87,309 09
		RESTE pour crédits ouverts	7,569 91 — 7,569 91
		Dépenses des exercices clos	1,300,837 43
		TOTAL GÉNÉRAL	75,429,903 27

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Suite du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
	Report	30,660,851f 00c	28,136,626f 78c	2,524,224f 22c	30,660,851f 00c	26,879,174f 35c	3,781,676f 65c	"	"	30,660,851f 00c	
36	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Paris	240,300 00	240,300 00	"	240,300 00	220,275 00	20,025 00	"	"	240,300 00	
37	Subvention à l'institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux	100,000 00	100,000 00	"	100,000 00	91,666 66	8,333 34	"	"	100,000 00	
38	Subvention à l'institution nationale des jeunes aveugles	200,000 00	200,000 00	"	200,000 00	183,700 00	16,300 00	"	"	200,000 00	
39	Remboursement des frais occasionnés par des individus sans domicile de secours	200,000 00	35,631 20	164,368 80	200,000 00	35,629 55	164,370 45	"	"	200,000 00	
40	Participation de l'État aux dépenses du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	4,250,000 00	2,427,000 00	1,823,000 00	4,250,000 00	2,427,000 00	1,823,000 00	"	"	4,250,000 00	
41	Frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	1,071,000 00	902,765 27	168,234 73	1,071,000 00	841,479 56	229,520 44	"	"	1,071,000 00	
42	Frais de protection des enfants du premier âge	800,000 00	12,787 85	787,212 15	800,000 00	12,787 85	787,212 15	"	"	800,000 00	
43	Secours aux sociétés de charité maternelle et aux crèches	156,000 00	4,700 00	151,300 00	156,000 00	4,700 00	151,300 00	"	"	156,000 00	
44	Subvention à des institutions de bienfaisance et secours d'extrême urgence	500,000 00	354,293 00	145,707 00	500,000 00	337,546 15	162,453 85	"	"	500,000 00	
45	Service de la médecine gratuite dans les départements	50,000 00	"	50,000 00	50,000 00	"	50,000 00	"	"	50,000 00	
46	Dépenses diverses du service des eaux minérales et des établissements thermaux de l'État	9,600 00	5,529 65	4,070 35	9,600 00	4,479 65	5,120 35	"	"	9,600 00	
47	Personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	65,500 00	65,500 00	"	65,500 00	63,319 78	2,180 22	"	"	65,500 00	
48	Matériel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	60,000 00	46,875 00	13,125 00	60,000 00	39,017 04	20,982 96	"	"	60,000 00	
49	Personnel des établissements thermaux affermés	19,600 00	19,200 00	400 00	19,600 00	16,733 26	2,866 74	"	"	19,600 00	
50	Matériel des établissements thermaux affermés	13,369 91	3,629 95	9,739 96	13,369 91	3,629 95	9,739 96	"	"	13,369 91	
51	Personnel du service sanitaire; Comité consultatif d'hygiène publique de France	339,000 00	321,755 45	17,244 55	339,000 00	287,118 01	51,881 99	"	"	339,000 00	
52	Matériel et dépenses diverses du service sanitaire	125,650 00	72,958 50	52,691 50	125,650 00	69,756 80	55,893 20	"	"	125,650 00	
53	Visite annuelle des pharmacies et magasins de droguerie, fabriques et dépôts d'eaux minérales	267,500 00	75,630 08	191,869 92	267,500 00	58,924 78	208,575 22	"	"	267,500 00	
54	Traitements des commissaires de police, indemnités de déplacement et autres	3,171,900 00	2,692,231 11	479,668 89	3,171,900 00	2,548,005 31	623,894 69	"	"	3,171,900 00	
55	Subvention à la ville de Paris pour la police municipale	10,489,950 00	10,489,950 00	"	10,489,950 00	8,571,140 00	1,918 810 00	"	"	10,489,950 00	
56	Frais de police de l'agglomération lyonnaise	1,469,266 00	1,439,062 93	30,203 07	1,469,266 00	1,301,687 96	167,578 04	"	"	1,469,266 00	
57	Agents secrets de sûreté générale	1,600,000 00	1,600,000 00	"	1,600,000 00	1,600,000 00	"	"	"	1,600,000 00	
58	Secours aux étrangers réfugiés	145,000 00	140,135 00	4,865 00	145,000 00	77,268 40	67,731 60	"	"	145,000 00	
59	Frais de rapatriement	50,000 00	31,362 66	18,637 34	50,000 00	27,888 48	22,111 52	"	"	50,000 00	
60	Dépenses du service de l'émigration	8,000 00	7,499 92	500 08	8,000 00	6,874 88	1,125 12	"	"	8,000 00	
61	Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques	3,600 00	"	3,600 00	3,600 00	"	3,600 00	"	"	3,600 00	
62	Personnel du service pénitentiaire et personnel des maisons d'arrêt, de justice et de correction de la Seine	4,923,672 00	4,713,087 18	210,584 82	4,923,672 00	4,419,660 25	504,011 75	"	"	4,923,672 00	
63	Entretien des détenus	10,859,000 00	9,285,794 86	1,573,205 14	10,859,000 00	8,736,218 16	2,122,781 84	"	"	10,859,000 00	
	A reporter	71,848,758 91	63,424,306 39	8,424,452 52	71,848,758 91	58,865,681 83	12,983,077 08	"	"	71 848,758 91	

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	Suite du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.										
	Report	71,848,758f 91c	63,424,306f 39c	8,424,452f 52c	71,848,758f 91c	58,865,681f 83c	12,983,077f 08c	"	"	71,848,758f 94c	
64	Provision à répartir, suivant les besoins du servicee entre les différents chapitres du budget, en cas de mise en régie d'établissements pénitentiaires de toutes catégories postérieurement au 1er janvier 1893.	500,000 00	137,472 26	362,527 74	500,000 00	134,768 91	365,231 09	"	"	500,000 00	
65	Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires	32,000 00	18,532 60	13,467 40	32,000 00	16,267 46	15,732 54	"	"	32,000 00	
66	Transport des détenus et des libérés	368,000 00	366,285 17	1,714 83	368,000 00	336,925 49	31,074 51	"	"	368,000 00	
67	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires (services à l'entreprise)	54,000 00	19,752 80	34,247 20	54,000 00	17,908 06	36,091 94	"	"	54,000 00	
68	Mobilier du service pénitentiaire (services à l'entreprise).	41,500 00	24,508 55	16,991 45	41,500 00	23,450 17	18,049 83	"	"	41,500 00	
69	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires et mobilier (services en régie)	357,500 00	263,925 20	93,574 80	357,500 00	239,242 42	118,257 58	"	"	357,500 00	
70	Exploitations agricoles	176,800 00	162,766 80	14,033 20	176,800 00	154,103 12	22,696 88	"	"	176,800 00	
71	Dépenses accessoires du service pénitentiaire	81,400 00	34,267 51	47,132 49	81,400 00	31,757 18	49,642 82	"	"	81,400 00	
72	Subventions aux institutions de patronage	120,000 00	92,777 00	27,223 00	120,000 00	92,277 00	27,723 00	"	"	120,000 00	
73	Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire	45,000 00	18,275 12	26,724 88	45,000 00	17,669 53	27,330 47	"	"	45,000 00	
74	Subventions aux départements pour la transformation des prisons. (Loi du 5 juin 1875.)	105,000 00	36,890 76	68,109 24	105,000 00	36,890 76	68,109 24	"	"	105,000 00	
75	Acquisition des terres de culture dépendant de la colonie publique des Douaires	40,000 00	40,000 00	"	40,000 00	40,000 00	"	"	"	40,000 00	
76	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	71,516 93	4,417 64	67,099 29	71,516 93	4,417 64	67,099 29	"	"	71,516 93	
78	Indemnités et secours accordés à l'occasion des explosions des 12 et 20 février 1894	17,590 00	14,465 55	3,124 45	17,590 00	14,165 55	3,424 45	"	"	17,590 00	
79	Subvention au concours international de tir de Lyon	40,000 00	40,000 00	"	40,000 00	40,000 00	"	"	"	40,000 00	
80	Subvention au concours international de gymnastique de Lyon	10,000 00	10,000 00	"	10,000 00	10,000 00	"	"	"	10,000 00	
81	Funérailles de M. Carnot	100,000 00	78,457 14	21,542 86	100,000 00	67,851 96	32,148 04	"	"	100,000 00	
83	Funérailles de M. Burdeau	20,000 00	"	20,000 00	20,000 00	"	20,000 00	"	"	20,000 00	
84	Subvention à l'Institut Pasteur pour subvenir aux besoins du traitement de la diphtérie par la sérumthérapie	100,000 00	"	100,000 00	100,000 00	"	100,000 00	"	"	100,000 00	
		74,129,065 84	64,787,100 49	9,341,965 35	74,129,065 84	60,143,377 08	13,985,688 76	"	"	74,129,065 84	
77	Dépenses des exercices clos	1,300,837 43	1,300,837 43	"	1,300,837 43	1,300,837 43	"	"	"	1,300,837 43	
	TOTAL	75,429,903 27	66,087,937 92	9,341,965 35	75,429,903 27	61,444,214 51	13,985,688 76	"	"	75,429,903 27	
								"			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DES FINANCES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.
49	Personnel de l'Administration centrale du Ministère....	3,610,000f 00c	3,454,608f 75c	151,746f 90c	3,606,355f 65c	3,451,348f 95c	155,006f 70c	"	3,644f 35c	3,606,355f 65c
50	Inspection générale des finances.....	800,000 00	779,641 02	2,217 15	781,858 17	704,128 66	77,729 51	"	18,741 83	781,858 17
51	Personnel central des administrations financières.....	1,598,180 00	1,570,405 39	24,812 00	1,595,217 39	1,569,063 73	26,153 66	"	2,962 61	1,595,217 39
52	Indemnités diverses.....	45,700 00	42,506 75	3,148 50	45,655 25	41,548 38	4,106 87	"	44 75	45,655 25
53	Matériel de l'Administration centrale.....	576,100 00	441,970 13	127,902 56	569,872 69	430,098 44	139,774 25	"	6,227 31	569,872 69
54	Impressions.....	2,050,900 00	536,057 70	1,255,007 03	1,791,064 73	505,403 45	1,285,661 28	"	259,835 27	1,791,064 73
55	Dépenses diverses de l'Administration centrale.....	92,140 00	68,637 29	12,915 15	81,552 44	62,708 30	18,784 14	"	10,587 56	81,552 44
56	Frais de trésorerie.....	342,000 00	"	342,000 00	342,000 00	"	342,000 00	"	"	342,000 00
56 *bis*	Frais, autres que ceux de trésorerie, nécessités par le remboursement ou la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o.	3,850,000 00	"	3,850,000 00	3,850,000 00	"	3,850,000 00	"	"	3,850,000 00
57	Traitements fixes des trésoriers-payeurs généraux et du receveur central de la Seine.....	1,405,000 00	1,378,829 15	26,170 73	1,404,999 88	1,302,578 57	102,421 31	"	0 12	1,404,999 88
58	Fonds d'abonnement alloués aux trésoriers-payeurs généraux et au receveur central de la Seine pour les frais de personnel et de matériel à leur charge.....	4,040,000 00	3,970,399 45	69,600 10	4,039,999 55	3,761,889 28	278,110 27	"	0 45	4,039,999 55
59	Traitements fixes des receveurs particuliers des finances.	588,000 00	577,799 99	10,200 00	587,999 99	539,206 66	48,793 33	"	0 01	587,999 99
60	Commissions aux receveurs particuliers des finances à valoir sur les frais de personnel et de matériel à leur charge et indemnités aux trésoriers-payeurs généraux, aux receveurs particuliers et aux percepteurs chargés du service des recettes particulières provisoirement supprimées.....	2,551,700 00	2,026,739 71	43,559 92	2,070,299 63	1,892,193 73	178,105 90	"	481,400 37	2,070,299 63
61	Personnel de la Cour des comptes.....	1,506,100 00	1,412,016 36	94,000 00	1,506,016 36	1,410,016 36	96,000 00	"	83 64	1,506,016 36
62	Matériel et dépenses diverses de la Cour des comptes...	53,440 00	36,542 77	16,892 76	53,435 53	33,384 73	20,050 80	"	4 47	53,435 53
63	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	212,097 81	153,080 56	*A déd.:* 12 99	153,067 57	133,893 59	19,173 98	"	59,030 24	153,067 57
		23,321,957 81	16,449,235 02	6,030,159 81	22,479,394 83	15,837,522 83	6,641,872 00	"	842,562 98	22,479,394 83
64	Dépenses des exercices clos.....	10,301,729 30	10,301,729 30	"	10,301,729 30	10,301,729 30	"	"	"	10,301,729 30
	TOTAL.....	33,623,687 11	26,750,964 32	6,030,159 81	32,781,124 13	26,139,252 13	6,641,872 00	"	842,562 98	32,781,124 13
								842,562f 98c		

OBSERVATIONS.

(A) Les crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Lois des : 26 juillet 1893....		*Crédits ouverts par le budget primitif*.....		19,470,860f 00c
		CRÉDITS ADDITIONNELS OUVERTS PAR DES LOIS.		
17 janvier 1894...	56 *bis.*	Frais autres que ceux de trésorerie nécessités par le remboursement ou la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o.....	3,850,000 00	
27 juillet 1894....	63	Dépenses des exercices périmés.....	758 90	
27 déc. 1894.....	63	*Idem*.....	338 91	
		TOTAL.....		3,851,097 81
		Exercices clos.....		10,301,729 30
		TOTAL GÉNÉRAL.....		33,623,687 11

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits. (B)	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.										
	1re Section. — Service ordinaire.										
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale et salaire des hommes de peine et ouvriers employés à l'Administration centrale	2,440,760f 00c	2,436,290f 00c	4,470f 00c	2,440,760f 00c	2,420,064f 73c	20,695f 27c	"	"	2,440,760f 00c	
1 *bis*	Médaille coloniale	100,000 00	"	15,500 00	15,500 00	"	15,500 00	"	84,500f 00c	15,500 00	
2	Officiers détachés à l'Administration centrale	1,054,430 00	1,018,000 00	33,130 00	1,051,130 00	928,558 65	122,571 35	"	3,300 00	1,051,130 00	
3	Matériel de l'Administration centrale	244,920 00	244,886 00	34 00	244,920 00	172,332 03	72,587 97	"	"	244,920 00	
4	Frais généraux d'impressions	374,300 00	302,070 00	70,430 00	372,500 00	179,870 55	192,629 45	"	1,800 00	372,500 00	
5	Service géographique. (Personnel.)	598,720 00	383,220 00	209,700 00	592,920 00	365,773 52	227,146 48	"	5,800 00	592,920 00	
6	Service géographique. (Matériel.)	477,700 00	467,003 00	10,697 00	477,700 00	420,192 25	57,507 75	"	"	477,700 00	
7	État-major de l'armée. — Archives et bibliothèques	125,400 00	109,662 00	15,738 00	125,400 00	106,611 05	18,788 95	"	"	125,400 00	
8	Télégraphie militaire. (Personnel)	161,800 00	126,100 00	4,400 00	130,500 00	102,624 34	27,875 66	"	31,300 00	130,500 00	
9	Solde de la télégraphie militaire. (Matériel.)	358,000 00	333,737 00	24,263 00	358,000 00	268,132 26	89,867 74	"	"	358,000 00	
10	Service des chemins de fer. (Matériel.)	130,000 00	20,768 00	107,432 00	128,200 00	14,113 84	114,086 16	"	1,800 00	128,200 00	
11	État-major général et service d'état-major	12,382,970 00	11,971,853 00	454,996 00	12,426,849 00	11,238,353 28	1,188,495 72	43,879f 00c	"	12,426,849 00	
12	Contrôle. — Intendance militaire. — États-majors particuliers	14,139,320 00	13,514,168 00	1,064,243 00	14,578,411 00	12,878,251 44	1,700,159 56	439,091 00	"	14,578,411 00	
13	Écoles militaires. (Personnel.)	9,049,757 00	8,720,857 00	"	8,720,857 00	8,309,105 67	411,751 33	"	328,900 00	8,720,857 00	
14	Écoles militaires. (Matériel.)	3,379,658 00	3,074,118 00	285,340 00	3,359,458 00	2,594,083 25	765,374 75	"	20,200 00	3,359,458 00	
15	Personnel hors cadres ou non classé dans les corps de troupe.	11,448,970 00	10,761,579 00	191,691 00	10,953,270 00	9,735,331 99	1,217,938 01	"	495,700 00	10,953,270 00	
16	Solde de l'infanterie	100,175,515 00	107,988,248 03	"	107,988,248 03	107,988,248 03	"	7,812,733 03	"	107,988,248 03	
17	Solde des troupes d'administration	3,751,890 00	4,098,132 85	"	4,098,132 85	4,098,132 85	"	346,242 85	"	4,098,132 85	
18	Solde de la cavalerie	30,710,060 00	31,012,596 00	"	31,012,596 00	30,594,964 21	417,631 79	302,536 00	"	31,012,596 00	
19	Solde de l'artillerie	28,060,840 00	28,788,078 00	"	28,788,078 00	28,786,312 15	1,765 85	727,238 00	"	28,788,078 00	
20	Solde du génie	3,804,800 00	3,855,115 14	"	3,855,115 14	3,855,115 14	"	50,315 14	"	3,855,115 14	
21	Solde du train des équipages militaires	3,977,050 00	4,025,620 90	"	4,025,620 90	4,025,620 90	"	48,570 90	"	4,025,620 90	
22	Gendarmerie départementale et gendarmerie d'Afrique	35,201,710 00	34,872,981 00	349,649 00	35,222,630 00	32,348,932 96	2,873,697 04	20,920 00	"	35,222 630 00	
23	Garde républicaine	4,700,380 00	4,733,044 00	"	4,733,044 00	4,680,184 21	52,859 79	32,664 00	"	4,733,044 00	
24	Vivres. (Personnel.)	287,850 00	260,094 00	27,756 00	287,850 00	234,523 54	53,326 46	"	"	287,850 00	
25	Vivres. (Matériel.)	49,053,115 00	46,553,115 00	"	46,553,115 00	44,418,434 14	2,134,680 86	"	2,500,000 00	46,553,115 00	
26	Viande fraîche	46,463,625 00	42,640,700 00	5,384,925 00	48,025,625 00	42,414,241 26	5,611,383 74	1,562,000 00	"	48,025,625 00	
27	Fourrages	85,195,010 00	73,001,340 00	12,193,670 00	85,195,010 00	68,327,949 09	16,867,060 91	"	"	85,195,010 00	
28	Service de santé. (Personnel d'exploitation.)	307,140 00	278,526 39	28,613 61	307,140 00	278,526 39	28,613 61	"	"	307,140 00	
29	Service de santé. (Matériel d'exploitation.)	8,961,655 00	8,363,782 00	497,873 00	8,861,655 00	7,193,003 96	1,668,651 04	"	100,000 00	8,861,655 00	
30	Service des convois militaires	4,308,000 00	3,316,738 00	991,262 00	4,308,000 00	2,333,734 33	1,974,265 67	"	"	4,308,000 00	
31	Service de l'indemnité de route	7,784,120 00	7,391,471 00	"	7,391,471 00	7,391,471 00	"	"	392,649 00	7,391,471 00	
32	Service des indemnités extraordinaires de voyages et de missions extraordinaires	1,004,340 00	885,040 00	"	885,040 00	811,276 39	73,763 61	"	119,300 00	885,040 00	
33	Habillement et campement. (Personnel.)	1,440,020 00	1,430,020 00	"	1,430,020 00	1,387,698 24	42,321 76	"	10,000 00	1,430,020 00	
34	Habillement et campement. (Matériel d'exploitation.)	49,451,106 00	42,522,635 00	6,471,471 00	48,994,106 00	34,465,604 29	14,528,501 71	"	457,000 00	48,994,106 00	
35	Lits militaires	10,716,650 00	9,152,536 00	1,500,614 00	10,653,150 00	8,193,339 02	2,459,810 98	"	63,500 00	10,653,150 00	
36	Transports spéciaux	1,287,200 00	713,323 75	573,876 25	1,287,200 00	439,404 10	847,795 90	"	"	1,287,200 00	
37	Recrutement	621,280 00	563,266 00	7,014 00	570,280 00	523,296 02	46,983 98	"	51,000 00	570,280 00	
38	Réserve et armée territoriale	502,200 00	398,092 00	4,108 00	402,200 00	318,820 69	83,379 31	"	100,000 00	402,200 00	
39	Justice militaire (Frais généraux) et prisons	1,071,040 00	791,680 00	279,360 00	1,071,040 00	657,487 69	413,552 31	"	"	1,071,040 00	
40	Ateliers et pénitenciers militaires	160,100 00	159,100 00	1,000 00	160,100 00	145,796 11	14,303 89	"	"	160,100 00	
41	Remonte générale	17,235,070 00	16,249,570 00	"	16,249,570 00	15,748,788 59	500,781 41	"	985,500 00	16,249,570 00	
	A reporter	552,698,471 00	527,529,156 06	30,803,255 86	558,332,411 92	501,394,304 15	56,938,107 77	11,386,189 92	5,752,249 00	558,332,411 92	

(B) Une demande de crédits supplémentaires doit faire disparaître ces excédents de dépenses.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		1re SECTION. — *Service ordinaire.*		
Lois des : 26 juil. 1893	"	Crédits ouverts par le budget primitif		583,563,803f 00c
		Crédits additionnels ouverts ou annulés par des lois.		
		1° CRÉDITS OUVERTS.		
15 mars 1894	60	Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutiles	578,518 00	
	63	Reconstruction d'un bâtiment incendié à l'arsenal de Lille	338,347 87	
	64	Déclassement partiel des fortifications d'Alger	1,727,300 00	
	65	Réorganisation des établissements militaires en Algérie	84,274 99	
	66	Démantèlement de la place de Valenciennes	82,000 00	
	67	Transformation de l'enceinte de Lille	200,000 00	
	68	Construction d'une caserne destinée à remplacer la caserne Nicolaï	168,700 01	
	69	Démantèlement de la place d'Aire-sur-la-Lys	66,500 00	
	70	Démantèlement de la place de Bouchain	99,680 00	
13 juil. 1894	76	Convocation de deux régiments de réserve de cavalerie	500,000 00	
28 juil. 1894	30	Service des convois militaires	290,000 00	
	38	Réserve et armée territoriale	4,050 00	
	49	Établissements du Génie. (Matériel)	50,000 00	
	71	Démantèlement de la place de Douai	47,700 05	
	72	Démantèlement de la place de Saint-Omer	26,000 00	
	73	Démantèlement de la place de Cambrai	230,000 00	
29 juil. 1894	13	Écoles militaires. (Personnel)	3,257 00	
	14	Écoles militaires. (Matériel)	72,936 00	
	34	Habillement et campement. (Matériel)	82,000 00	
	75	Extension des bâtiments de l'école spéciale de Saint-Cyr	160,000 00	
4 août 1894	1	Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale et salaires	6,000 00	
	4	Frais généraux d'impressions	4,000 00	
	1 *bis*	Médaille coloniale	100,000 00	
27 déc. 1894	27	Fourrages	14,700,000 00	
	74	Reconstitution du matériel technique d'aérostation détruit par l'explosion survenue à l'établissement militaire de Chalais	25,200 00	
		A reporter	19,646,463 92	583,563,803 00

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses*. (France.)

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Suite du MINISTÈRE DE LA GUERRE.

1re SECTION. — SERVICE ORDINAIRE. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits (B).	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.
	Report	552,698,471f 00c	527,529,156f 06c	30,803,255f 86c	558,332,411f 92c	501,394,304f 15c	56,938,107f 77c	11,386,189f 92c	5,752,249f 00	558,332,411f 92c
42	Recensement des chevaux et mulets	623,000 00	549,100 00	"	549,100 00	521,709 75	27,390 25	"	73,900 00	549,100 00
43	Harnachement	1,679,190 00	1,444,190 00	"	1,444,190 00	1,115,501 70	328,688 30	"	235,000 00	1,444,190 00
44	Établissements de l'artillerie. (Personnel.)	666,000 00	651,000 00	"	651,000 00	623,630 43	27,369 57	"	15,000 00	651,000 00
45	Établissements de l'artillerie. (Matériel.)	14,946,988 40	13,961,974 55	985,013 85	14,946,988 40	11,650,213 58	3,296,774 82	"	"	14,946,988 40
46	Poudres et salpêtres. (Personnel d'exploitation.)	914,790 00	908,070 00	1,120 00	909,190 00	826,192 27	82,997 73	"	5,600 00	909,190 00
47	Poudres et salpêtres. (Matériel d'exploitation.)	3,176,500 00	2,660,500 00	"	2,660,500 00	2,145,252 86	515,247 14	"	516,000 00	2,660,500 00
48	Établissements du génie. (Personnel)	834,180 00	821,784 50	12,395 50	834,180 00	683,269 64	150 910 36	"	"	834,180 00
49	Établissements du génie. (Matériel)	15,996,325 81	14,491,057 04	1,505,268 77	15,996,325 81	10,843,263 09	5,153,062 72	"	"	15,996,325 81
50	Chauffage et éclairage	360,400 00	336,075 00	24,325 00	360,400 00	210,987 72	149,412 28	"	"	360,400 00
51	Invalides de la guerre. (Personnel.)	95,115 00	93,000 00	2,115 00	95,115 00	88,836 23	6,278 77	"	"	95,115 00
52	Invalides de la guerre. (Matériel.)	274,130 00	244,287 00	26,543 00	270,830 00	183,691 19	87,138 81	"	3,300 00	270,830 00
53	Solde de non-activité, solde et gratifications de réforme.	965,370 00	822,370 00	"	822,370 00	727,092 59	95,277 41	"	143,000 00	822,370 00
54	Secours	4,852,000 00	4,849,416 00	2,584 00	4,852,000 00	4,686,182 76	165,817 24	"	"	4,852,000 00
55	Dépenses secrètes	600,000 00	600,000 00	"	600,000 00	600,000 00	"	"	"	600,000 00
56	Construction de la nouvelle enceinte et des forts détachés de Lyon	49,000 00	49,000 00	"	49,000 00	30,207 53	18,792 47	"	"	49,000 00
57	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"	"	"	"
60	Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutiles	578,518 00	388,870 00	58,713 80	447,583 80	299,959 11	147,624 69	"	130,934 20	447,583 80
61	Gendarmerie de Tunisie. (Personnel.)	291,960 00	267,590 47	1,969 53	269,560 00	243,343 84	26,216 16	"	22,400 00	269,560 00
62	Gendarmerie de Tunisie. (Matériel)	39,950 00	"	39,950 00	39,950 00	"	39,950 00	"	"	39,950 00
63	Reconstruction d'un bâtiment incendié à l'arsenal de Lille	338,347 87	243,259 86	10,088 01	253,347 87	157,923 90	95,423 97	"	85,000 00	253,347 87
64	Déclassement partiel des fortifications d'Alger	419,159 59	419,159 59	"	419,159 59	233,867 39	185,292 20	"	"	419,159 59
65	Réorganisation des établissements militaires en Algérie.	84,274 99	84,265 56	"	84,265 56	45,692 18	38,573 38	"	9 43	84,265 56
66	Démantèlement de la place de Valenciennes	42,010 76	42,010 76	"	42,010 76	34,870 00	7,140 76	"	"	42,010 76
67	Transformation de l'enceinte de Lille	200,000 00	185,000 00	15,000 00	200,000 00	146,579 35	53,420 65	"	"	200,000 00
68	Construction d'une caserne destinée à remplacer la caserne Nicolaï et agrandissement du quartier de cavalerie de Grenelle	168,700 01	168,700 01	"	168,700 01	99,290 00	69,410 01	"	"	168,700 01
69	Démantèlement de la place d'Aire-sur-la-Lys	66,499 96	62,300 00	4,199 96	66,499 96	23,562 55	42,937 41	"	"	66,499 96
70	Démantèlement de la place de Bouchain (Nord)	46,686 52	46,000 00	686 52	46,686 52	1,266 35	45,420 17	"	"	46,686 52
71	Démantèlement de la place de Douai	3,600 00	3,600 00	"	3,600 00	2,534 38	1,065 62	"	"	3,600 00
72	Démantèlement de la place de Saint-Omer	25,999 82	"	25,999 82	25,999 82	"	25,999 82	"	"	25,999 82
73	Démantèlement de la place de Cambrai	35,242 74	30,000 00	5,242 74	35,242 74	10,750 34	24,492 40	"	"	35,242 74
74	Reconstruction du matériel technique d'aérostation détruit par l'explosion survenue à l'établissement militaire de Chalais	25,200 00	"	25,200 00	25,200 00	"	25,200 00	"	"	25,200 00
75	Extension des bâtiments de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr	160,000 00	160,000 00	"	160,000 00	132,581 13	27,418 87	"	"	160,000 00
76	Convocation de deux régiments de réserve de cavalerie	500,000 00	400,000 00	52,100 00	452,100 00	377,849 66	74,250 34	"	47,900 00	452,100 00
	TOTAL	601,757,610 47	572,511,736 40	33,601,771 36	606,113,507 76	538,140,405 67	67,973,102 09	11,386,189 92	7,030,292 63	606,113,507 76
58	Dépenses des exercices clos	4,352,068 73	4,352,068 73	"	4,352,068 73	4,352,068 73	"	"	"	4,352,068 73
59	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1894 et non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	TOTAL de la 1re section	606,109,679 20	576,863,805 13	33,601,771 36	610,465,576 49	542,492,474 40	67,973,102 09	11,386,189 92	7,030,292 63	610,465,576 49
								4,355,897f 29c		

Suite de la note (A) de la page précédente.

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		Report	19,646,463f 92c	583,563,803f 00
Lois du 29 mars 1895	36	Transports spéciaux	510,800 00	
	39	Justice militaire (Frais généraux et prisons)	275,000 00	
			20,432,263 92	
		Crédits additionnels ouverts ou annulés par des lois. (*Suite.*)		
		2° CRÉDITS ANNULÉS (*à déduire*).		
13 juil. 1894	16	Solde de l'infanterie	500,000 00	
28 juil. 1894	16	Solde de l'infanterie	261,925 00	
	19	Solde de l'artillerie	2,430 00	
	21	Solde du train des équipages militaires	1,620 00	
29 mars 1895	25	Vivres. (Matériel)	28,075 00	
	47	Poudres et salpêtres. (Matériel)	50,000 00	
	25	Vivres. (Matériel)	786,000 00	
28 avril 1895	64	Déclassement partiel des fortifications d'Alger	1,308,140 41	
	66	Démantèlement de la place de Valenciennes	39,989 24	
	69	Démantèlement de la place d'Aire-sur-la-Lys	0 04	
	70	Démantèlement de la place de Bouchain	52,993 48	
	71	Démantèlement de la place de Douai	44,100 05	
	72	Démantèlement de la place de Saint-Omer	0 18	
	73	Démantèlement de la place de Cambrai	194,757 26	
			3,210,030f 66c	
		Reste pour crédits ouverts		17,162,233 26
		Crédits de fonds de concours.		
Décrets des :		1° CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1894.		
16 mars 1894	49	Établissements du génie. (Matériel)	1,200f 00c	
7 mai 1894	49	*Idem*	70,655 96	
12 juin 1894	49	*Idem*	1,600 03	
12 juin 1894	6	Service géographique. (Matériel)	64,000 00	
23 août 1894	49	Établissements du génie. (Matériel)	23,490 00	
24 août 1894	45	Établissements de l'artillerie. (Matériel)	48 40	
31 août 1894	34	Habillement et campement (Matériel)	1,500 00	
16 sept. 1894	49	Établissements du génie. (Matériel.)	4,100 00	
17 nov. 1894	29	Service de santé. (Personnel)	200 00	
30 nov. 1894	34	Habillement et campement. (Matériel.)	6,000 00	
30 nov. 1894	49	Établissements du génie. (Matériel.)	17,350 00	
17 déc. 1894	49	*Idem*	73,668 00	
27 déc. 1894	49	*Idem*	6,960 00	
11 janv. 1895	49	*Idem*	50 00	
6 mars 1895	27	Fourrages	10,000 00	
14 mars 1895	14	Écoles militaires. (Matériel.)	7,342 00	
14 mars 1895	34	Habillement et campement. (Matériel.)	2,658 00	
23 avril 1895	13	Écoles militaires. (Personnel.)	30,000 00	
30 avril 1895	49	Établissement du génie. (Matériel)	4,025 00	
3 juin 1895	34	Habillement et campement. (Matériel.)	1,000 00	
3 juin 1895	49	Établissements du génie. (Matériel)	2,659 58	
		TOTAL	328,506 94	
Décrets des :		2° CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1893.		
30 juin 1894	49	Établissements du génie. (Matériel.)	703,067 27	
		TOTAL	1,031,574 21	1,031,574 21
		Exercices clos		4,352,068 73
		TOTAL GÉNÉRAL		606,109,679 20

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Suite du MINISTÈRE DE LA GUERRE.

2e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.
14	Équipages de campagne	2,950,000f 00c	1,850,000f 00c	"	1,850,000f 00c	1,756,127f 90c	93,872f 10c	"	1,100,000f 00c	1,850,000f 00c
15	Armement des places	1,000,000 00	733,193 68	266,806f 32c	1,000,000 00	603,075 16	396,924 84	"	"	1,000,000 00
16	Armement des côtes	"	"	"	"	"	"	"	"	"
17	Équipages de siège	1,460,000 00	1,190,098 00	269,902 00	1,460,000 00	1,023,870 37	436,129 63	"	"	1,460,000 00
18	Armes portatives	8,750,000 00	8,436,178 00	133,822 00	8,570,000 00	8,291,648 60	278,351 40	"	180,000 00	8,570,000 00
19	Munitions	5,080,000 00	4,000,000 00	880,000 00	4,880,000 00	3,777,037 07	1,102,962 93	"	200,000 00	4,880,000 00
20	Dépenses diverses	636,820 00	518,056 90	118,763 10	636,820 00	415,721 18	221,098 82	"	"	636,820 00
20 *bis*	Bâtiments et machines	"	"	"	"	"	"	"	"	"
22	Frontière de l'Est	2,097,288 00	1,937,252 00	95,036 00	2,032,288 00	1,567,175 46	465,112 54	"	65,000 00	2,032,288 00
23	Places de la frontière du Sud-Est	516,000 00	499,530 00	16,470 00	516,000 00	66,982 71	449,017 29	"	"	516,000 00
24	Ports et embouchures	"	"	"	"	"	"	"	"	"
25	Magasins à poudre	1,345,000 00	1,132,720 00	137,280 00	1,270,000 00	886,699 02	383,300 98	"	75,000 00	1,270,000 00
26	Améliorations, procès, transports	"	"	"	"	"	"	"	"	"
27	Bâtiments militaires	126,672 60	45,759 62	80,912 98	126,672 60	24,292 22	102,380 38	"	"	126,672 60
28	Chemins de fer	2,500,000 00	261,164 02	2,158,835 98	2,420,000 00	191,653 84	2,228,346 16	"	80,000 00	2,420,000 00
29	Service de santé	"	"	"	"	"	"	"	"	"
31	Télégraphie militaire et aérostation	"	"	"	"	"	"	"	"	"
35	Places du Nord	1,400,000 00	1,330,000 00	70,000 00	1,400,000 00	1,020,771 54	379,228 46	"	"	1,400,000 00
36	Défense de Cherbourg	1,000,000 00	999,999 86	0 14	1,000,000 00	900,162 87	99,837 13	"	"	1,000,000 00
37	Construction de casernements	7,351,514 13	6,683,842 00	667,672 13	7,351,514 13	5,103,782 91	2,247,731 22	"	"	7,351,514 13
38	Champs de manœuvre, de tir, stands et manèges	1,477,248 80	1,371,775 64	105,473 16	1,477,248 80	1,029,645 47	447,603 33	"	"	1,477,248 80
39	Construction de tourelles cuirassées dans les forts	700,000 00	670,000 00	"	670,000 00	192,148 95	477,851 05	"	30,000 00	670,000 00
40	Fort de Manonvillers	800,000 00	735,000 00	65,000 00	800,000 00	734,236 41	65,763 59	"	"	800,000 00
41	Construction de baraquements pour les troupes alpines	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	A reporter	39,190,543 53	32,394,569 72	5,065,973 81	37,460,543 53	27,585,031 68	9,875,511 85	"	1,730,000 00	37,460,543 53

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

OBSERVATIONS.			
DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES
		2e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.	
Loi du 26 juillet 1893		Crédits ouverts par le budget primitif	50,089,288f 00c
		CRÉDITS ADDITIONNELS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.	
Lois des :		*1e Crédits ouverts.*	
21 juillet 1894	63	Aérostation militaire 200,000f 00c	
28 juillet 1894	36	Défenses de Cherbourg 300,000 00	
29 juillet 1894	14	Équipages de campagne 2,000,000 00	
	19	Munitions 1,000,000 00	
	20	Dépenses diverses 450,000 00	
	45	Organisation des boulangeries et stations-magasins 400,000 00	
29 mars 1895	46	Subsistances 300,000 00	
	55	Réserve (procès, transports, etc.) 1,000,000 00	
		TOTAL 5,050,000 00	
Lois des :		*2e Crédits annulés (à déduire).*	
28 juillet 1894	22	Frontières de l'Est 300,000f 00c	
	25	Magasins à poudre 25,000 00	
	35	Places du Nord 400,000 00	
	38	Champs de manœuvres 75,000 00	
	39	Construction de tourelles cuirassées 50,000 00	
29 mars 1895	51	Améliorations aux forts isolés 250,000 00	
	59	Fortifications frontières et côtes 150,000 00	
	60	Matériel de guerre du génie 50,000 00	
		1,300,000 00	
		RESTE pour crédits ouverts 4,350,000 00	4,350,000 00
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.	
Décrets des:		*1e Crédits ouverts à l'exercice 1894.*	
27 mars 1894	37	Construction de casernements 100,000f 00c	
	38	Champs de manœuvres et de tir, manèges 24,000 00	
12 juin 1894	37	Construction de casernements 51,200 00	
23 août 1894	37	*Idem* 196,666 66	
16 septembre 1894	37	*Idem* 166,666 67	
30 novembre 1894	37	*Idem* 16,000 00	
16 septembre 1894	38	Champs de manœuvres, de tir, de stands et manèges 1,000 00	
30 novembre 1894	38	*Idem* 1,500 00	
11 janvier 1895	38	*Idem* 1,000 00	
		TOTAL 558,033 33	
		2e Crédits reportés de l'exercice 1893.	
Décret du 30 juin 1894	27	Bâtiments militaires 126,672 60	
	37	Construction de casernements 1,250,980 80	
	38	Champs de manœuvre, de tir, de stand et manèges 24,748 80	
	54	Télégraphie militaire et aérostation 50,000 00	
		1,452,402 20	
		TOTAL des crédits de fonds de concours 2,010,435 53	2,010,435 53
		Exercices clos	1,421,171 45
		TOTAL GÉNÉRAL	57,870,894 98

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.										
	2e Section. — Dépenses extraordinaires. (Suite.)										
	Report	39,190,543f 53c	32,394,569f 72c	5,065,973f 81c	37,460,543f 53c	27,585,031f 68c	9,875,511f 85c	"	1,730,000f 00c	37,460,543f 53c	
42	Organisation des défenses de la Corse et achèvement de celles de Toulon	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
43	Constitution d'approvisionnements de ponts démontables sur routes	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
44	Constitution de réserves d'outils	200,000 00	200,000 00	"	200,000 00	193,869 28	6,130 72	"	"	200,000 00	
45	Organisation des boulangeries de guerre et stations-magasins	400,000 00	346,125 00	53,875 00	400,000 00	139,443 38	260,556 62	"	"	400,000 00	
46	Subsistances	1,126,000 00	1,065,000 00	61,000 00	1,126,000 00	989,265 31	136,734 69	"	"	1,126,000 00	
47	Habillement	4,300,000 00	3,599,250 00	467,350 00	4,066,600 00	1,375,560 04	2,691,039 96	"	233,400 00	4,066,600 00	
48	Armement des côtes. (Artillerie.)	3,290,000 00	3,128,000 00	62,000 00	3,190,000 00	2,685,220 24	504,779 76	"	100,000 00	3,190,000 00	
49	Bâtiments et machines. (Artillerie.)	1,000,000 00	940,391 50	9,608 50	950,000 00	592,038 46	357,961 54	"	50,000 00	950,000 00	
50	Construction de chemins stratégiques	200,000 00	148,569 50	39,430 50	188,000 00	117,885 04	70,114 96	"	12,000 00	188,000 00	
51	Amélioration aux forts isolés	1,050,000 00	900,000 00	70,000 00	970,000 00	409,563 12	560,436 88	"	80,000 00	970,000 00	
52	Épinal. — Groupement des bureaux des divers services	90,000 00	83,000 00	7,000 00	90,000 00	72,490 93	17,509 07	"	"	90,000 00	
53	Établissements du service de santé	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
54	Télégraphie militaire et aérostation	600,000 00	474,622 00	125,378 00	600,000 00	273,563 26	326,436 74	"	"	600,000 00	
55	Réserve. (Procès, transports, etc.)	1,200,000 00	199,916 10	945,083 90	1,145,000 00	185,546 57	959,453 43	"	55,000 00	1,145,000 00	
56	Service de santé	300,000 00	5,000 00	295,000 00	300,000 00	3,019 28	296,980 72	"	"	300,000 00	
57	Harnachement	600,000 00	505,700 00	90,700 00	596,400 00	260,560 29	335,839 71	"	3,600 00	596,400 00	
58	Expériences	1,033,180 00	816,430 00	136,750 00	953,180 00	715,728 38	237,451 62	"	80,000 00	953,180 00	
59	Fortifications, frontières et côtes	1,550,000 00	1,430,000 00	78,000 00	1,508,000 00	980,372 09	527,627 91	"	42,000 00	1,508,000 00	
60	Matériel de guerre du génie	120,000 00	70,689 45	43,310 55	114,000 00	54,418 94	59,581 06	"	6,000 00	114,000 00	
61	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
63	Aérostation militaire	200,000 00	200,000 00	"	200,000 00	200,000 00	"	"	"	200,000 00	
		56,449,723 53	46,507,263 27	7,550,460 26	54,057,723 53	36,833,576 29	17,224,147 24	"	2,392,000 00	54,057,723 53	
62	Dépenses des exercices clos	1,421,171 45	1,421,171 45	"	1,421,171 45	1,421,171 45	"	"	"	1,421,171 45	
	Total de la 2e Section	57,870,894 98	47,928,434 72	7,550,460 26	55,478,894 98	38,254,747 74	17,224,147 24	"	2,392,000 00	55,478,894 98	
								2,392,000f 00c			
	RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.										
	1re Section. — Service ordinaire	606,109,679f 20c	576,863,805f 13c	33,601,771f 36c	610,465,576f 49c	542,492,474f 40c	67,973,102f 09c	11,386,189f 92c	7,030,292f 63c	610,465,576f 49c	
	2e Section. — Dépenses extraordinaires	57,870,894 98	47,928,434 72	7,550,460 26	55,478,894 98	38,254,747 74	17,224,147 24	"	2,392,000 00	55,478,894 98	
	Total général	663,980,574 18	624,792,239 85	41,152,231 62	665,944,471 47	580,747,222 14	85,197,249 33	11,386,189 92	9,422,292 63	665,944,471 47	
								1,963,897f 29c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE LA MARINE.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1894.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	1,065,233f 00c	1,062,367f 11c	1,499f 24c	1,063,866f 35c	1,060,817f 12c	3,049f 23c	"	1,366f 65c	1,063,866f 35c
2	Officiers et agents des divers corps de la marine détachés à l'Administration centrale	357,079 00	349,729 80	"	349,729 80	349,641 29	88 51	"	7,349 20	349,729 80
3	Personnel du service hydrographique	107,160 00	101,314 29	2,050 16	103,364 45	101,314 29	2,050 16	"	3,795 55	103,364 45
4	Officiers de marine et équipages	42,377,032 00	37,722,851 40	4,654,180 60	42,377,032 00	35,988,661 35	6,388,370 65	"		42,377,032 00
5	Troupes de la marine	13,318,001 00	10,343,349 15	2,565,975 55	12,909,324 70	10,164,761 79	2,744,562 91	"	408,676 30	12,909,324 70
6	Gendarmerie maritime	801,329 00	780,103 24	5,465 85	785,569 09	780,103 24	5,465 85	"	15,759 91	785,569 09
7	Inspection des services administratifs et financiers	258,716 00	255,271 64	2,524 63	257,796 27	255,271 64	2,524 63	"	919 73	257,796 27
8	Personnel technique	2,043,002 00	1,951,208 25	57,251 72	2,008,459 97	1,951,208 25	57,251 72	"	34,542 03	2,008,459 97
9	Commissariat de la marine	1,699,124 00	1,562,721 95	136,402 05	1,699,124 00	1,498,853 90	200,270 10	"	"	1,699,124 00
10	Personnel administratif. (Corps secondaires.)	3,353,353 00	3,256,898 76	96,454 24	3,353,353 00	3,256,898 76	96,454 24	"	"	3,353,353 00
11	Personnel et agents divers. (École, justice, police, surveillance)	2,442,357 00	2,253,017 69	180,334 74	2,433,352 43	2,241,723 13	191,629 30	"	9,004 57	2,433,352 43
12	Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes	2,092,166 00	1,940,733 73	135,644 68	2,076,378 41	1,876,173 46	200,204 95	"	15,787 59	2,076,378 41
13	Constructions navales. — Salaires pour les constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs	12,082,000 00	11,570,520 84	511,479 16	12,082,000 00	11,570,520 84	511,479 16	"	"	12,082,000 00
14	Constructions navales. — Salaires pour l'entretien et l'approvisionnement de la flotte	6,423,000 00	6,174,414 48	248,585 52	6,423,000 00	6,094,862 30	328,137 70	"	"	6,423,000 00
15	Artillerie. — Salaires pour le premier établissement et la reconstitution	1,177,200 00	1,146,348 83	29,538 17	1,175,887 00	1,125,341 66	50,545 34	"	1,313 00	1,175,887 00
16	Artillerie. — Salaires pour l'entretien et le service courant	1,373,750 00	1,349,532 01	20,217 99	1,369,750 00	1,338,853 96	30,896 04	"	4,000 00	1,369,750 00
17	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Salaires	1,000,306 00	960,104 43	36,936 57	997,041 00	950,122 48	46,918 52	"	3,265 00	997,041 00
18	Vivres. — Salaires	512,750 00	447,997 99	60,175 72	508,173 71	447,997 99	60,175 72	"	4,576 29	508,173 71
19	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires. — Constructions navales	4,876,000 00	5,023,428 72	"	5,023,428 72	5,023,428 72	"	147,428f 72	"	5,023,428 72
20	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires. — Artillerie	856,060 00	820,198 02	31,861 98	852,060 00	798,051 16	54,008 84	"	4,000 00	852,060 00
21	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires. — Vivres	418,740 00	432,451 16	"	432,451 16	432,451 16	"	13,711 16	"	432,451 16
22	Dépenses diverses de main-d'œuvre. (Hôpitaux.)	366,750 00	351,888 76	12,567 48	364,456 24	349,427 68	15,028 56	"	2,293 76	364,456 24
23	Matériel de l'Administration centrale	236,800 00	210,336 59	26,463 41	236,800 00	205,713 42	31,086 58	"	"	236,800 00
24	Constructions navales. — Approvisionnement de la flotte. Achats pour l'entretien et le service courant	18,636,708 00	16,291,870 97	2,344,837 03	18,636,708 00	14,070,454 23	4,566,253 77	"	"	18,636,708 00
25	Constructions navales. — Achat de bâtiments neufs à l'industrie	35,669,000 00	28,728,647 63	6,862,772 51	35,591,420 14	28,502,426 03	7,088,994 11	"	77,579 86	35,591,420 14
26	Achat extraordinaire de bâtiments à l'industrie	6,883,630 00	2,766,113 05	1,217,516 95	3,983,630 00	2,766,050 05	1,217,579 95	"	2,900,000 00	3,983,630 00
27	Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves pour le premier armement des bâtiments neufs	25,622,000 00	20,203,383 68	5,318,616 32	25,522,000 00	19,224,463 02	6,297,536 98	"	100,000 00	25,522,000 00
28	Artillerie. — Armes. — Établissement et reconstitution	7,500,200 00	4,990,830 58	2,494,369 42	7,485,200 00	4,724,473 89	2,760,726 11	"	15,000 00	7,485,200 00
29	Achat extraordinaire d'artillerie pour des bâtiments neufs	1,000,000 00	793,671 99	205,980 28	999,652 27	773,527 90	226,124 37	"	347 73	999,652 27
	A reporter	194,549,446 00	163,841,306 74	27,259,701 97	191,101,008 71	157,923,594 71	33,177,414 00	161,139 88	3,609,577 17	191,101,008 71

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.		Sommes.
Loi du 26 juillet 1893.	"	Crédits ouverts par le budget primitif		266,861,528f 00c
		Crédits transportés du Ministère des colonies.		
Décret du 4 juin 1894.	5	Troupes de la marine		151,104 00
		Crédits additionnels ouverts ou annulés par des lois.		
		1° CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 27 juillet 1894.	26	Achat extraordinaire de bâtiments à l'industrie	883,630f 00c	
	27	Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs	3,622,000 00	
	38	Casernement	150,000 00	
	53	Dépenses des exercices périmés	1,195 51	
Loi du 28 juillet 1894.	5	Troupes de la marine	1,400,000 00	
	24	Constructions navales. — Approvisionnements de la flotte. — Achats pour l'entretien et le service courant	4,975,000 00	
Loi du 4 août 1894.	46	Fournitures et mobiliers d'administration	4,000 00	
	36*bis*	Médaille coloniale	155,710 00	
	4	Officiers de marine et équipages	92,849 00	
	9	Commissariat de la marine	166 00	
	12	Personnel médical et hospitalier et religieux des différents cultes	204 00	
	14	Constructions navales. — Salaires pour l'entretien et l'approvisionnement de la flotte	25,000 00	
	15	Artillerie. — Salaires pour le premier établissement et la reconstitution	200 00	
	16	Artillerie. — Salaires pour l'entretien et le service courant	500 00	
	24	Constructions navales. — Approvisionnements de la flotte. — Achats pour l'entretien et le service courant	303,783 00	
Loi du 27 déc. 1894.	28	Artillerie. — Armes. — Établissement et reconstitution	200 00	
	30	Artillerie. — Poudres et munitions	32,000 00	
	31	Artillerie. — Armes. — Entretien et service courant	150 00	
	36	Habillement (achats directs et indemnités représentatives)	12,008 00	
	37	Vivres (achats directs et indemnités représentatives)	96,449 00	
	39	Matériel de médecine, de science, d'art et de religion	1,594 00	
	46	Fournitures et mobilier d'administration	331 00	
	47	Frais de passage et de transport par mer	40,000 00	
	50	Subvention à la Caisse des invalides de la marine	738,750 00	
	56	Reconstruction du magasin de montage et du magasin des machines	405,000 00	
	57	Reconstitution des approvisionnements perdus dans l'incendie du 9 juillet 1894	2,416,417 00	
	4	Officiers de marine et équipages	900,000 00	
	13	Constructions navales. — Salaires pour les constructions neuves et premier armement des bâtiments neufs	108,000 00	
	14	Constructions navales. — Salaires pour l'entretien et l'approvisionnement de la flotte	168,000 00	
	15	Artillerie. — Salaires pour le premier établissement et la reconstitution	50,000 00	
Loi du 29 mars 1895.	18	Vivres. — Salaires	57,000 00	
	30	Artillerie. — Poudres et munitions	800,000 00	
	35	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Entretien et service courant	62,000 00	
	45	Chauffage et éclairage (achats directs et indemnités représentatives)	18,500 00	
	46	Fournitures et mobilier d'administration	17,775 00	
	48	Frais de séjour et de tournées. — Frais de route et de transport par terre et accessoires	508,500 00	
	52	Dépenses diverses	6,444 00	
		A reporter	17,853,353 51	267,012,632 00

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE LA MARINE.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1894.
	Report	194,549,446f 00c	163,841,306f 74c	27,259,701f 97c	191,101,008f 71c	157,923,594f 71c	33,177,414f 00c	161,139f 88c	3,609,577f 17c	191,101,008f 71c
30	Artillerie. — Poudres et munitions	14,281,662 00	10,547,593 45	3,730,268 55	14,277,862 00	10,308,818 70	3,969,043 30	"	3,800 00	14,277,862 00
31	Artillerie. — Armes. — Entretien et service courant	528,023 00	451,625 35	68,397 65	520,023 00	387,112 83	132,910 17	"	8,000 00	520,023 00
32	Matériel de torpillerie	3,974,000 00	3,309,249 61	634,750 39	3,944,000 00	3,126,499 61	817,500 39	"	30,000 00	3,944,000 00
33	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes améliorations	3,782,936 00	1,721,741 82	1,941,194 18	3,662,936 00	1,686,164 18	1,976,771 82	"	120,000 00	3,662,936 00
34	Travaux extraordinaires de défense des ports militaires	4,300,000 00	3,711,216 18	578,783 82	4,290,000 00	3,704,372 48	585,627 52	"	10,000 00	4,290,000 00
35	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Entretien et service courant	1,392,000 00	1,059,821 69	326,178 31	1,386,000 00	1,033,180 86	352,819 14	"	6,000 00	1,386,000 00
36	Habillement. (Achats directs et indemnités représentatives)	4,927,215 00	4,492,945 06	334,269 94	4,827,215 00	4,337,686 28	489,528 72	"	100,000 00	4,827,215 00
36 *bis*	Médaille coloniale	5,917 00	5,916 71	"	5,916 71	5,916 71	"	"	0 29	5,916 71
37	Vivres. (Achats directs et indemnités représentatives)	24,615,917 00	20,977,211 84	3,363,705 16	24,340,917 00	18,332,515 93	6,008,401 07	"	275,000 00	24,340,917 00
38	Casernement	1,122,050 00	751,086 58	170,963 42	922,050 00	722,360 92	199,689 08	"	200,000 00	922,050 00
39	Matériel de médecine, de science, d'art et de religion	1,603,677 00	1,093,963 36	459,713 64	1,553,677 00	910,083 17	613,593 83	"	50,000 00	1,553,677 00
40	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Constructions navales	3,816,608 00	2,417,380 62	1,399,227 38	3,816,608 00	2,391,299 78	1,425,308 22	"	"	3,816,608 00
41	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Artillerie	1,069,330 00	746,433 18	310,896 82	1,057,330 00	705,451 67	351,878 33	"	12,000 00	1,057,330 00
42	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Torpilles	280,000 00	190,406 21	79,593 79	270,000 00	189,370 44	80,629 56	"	10,000 00	270,000 00
43	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Travaux hydrauliques	122,030 00	113,459 78	6,570 22	120,030 00	102,914 78	17,115 22	"	2,000 00	120,030 00
44	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Vivres	100,000 00	96,934 51	2,065 49	99,000 00	95,946 26	3,053 74	"	1,000 00	99,000 00
45	Chauffage et éclairage. (Achats directs et indemnités représentatives)	790,236 00	595,635 72	174,600 28	770,236 00	570,755 50	199,480 50	"	20,000 00	770,236 00
46	Fournitures et mobilier d'administration. (Achats directs et indemnités représentatives.) — Impressions. — Livres et reliures	1,084,509 00	926,250 26	158,258 74	1,084,509 00	861,974 72	222,534 28	"	"	1,084,509 00
47	Frais de passage et de transport par mer. — Affrètements et frais accessoires	2,503,314 00	1,988,701 95	389,612 05	2,378,314 00	1,758,755 21	619,558 79	"	125,000 00	2,378,314 00
48	Frais de séjour et de tournées. — Frais de route et de transport par terre et frais accessoires	3,962,089 00	3,259,264 85	702,824 15	3,962,089 00	3,049,085 75	913,003 25	"	"	3,962,089 00
49	Gratifications, secours et subventions	1,226,555 00	1,054,766 99	171,788 01	1,226,555 00	1,004,968 00	221,586 94	"	"	1,226,555 00
50	Subvention à la Caisse des invalides de la marine	9,259,233 00	9,259,233 00	"	9,259,233 00	8,520,483 00	738,750 00	"	"	9,259,233 00
51	Dépenses secrètes	65,000 00	65,000 00	"	65,000 00	65,000 00	"	"	"	65,000 00
52	Dépenses diverses	263,944 00	190,932 32	73,011 68	263,944 00	121,723 47	142,220 53	"	"	263,944 00
53	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,195 51	1,195 51	"	1,195 51	1,195 51	"	"	"	1,195 51
56	Reconstitution du magasin de montage et du magasin de machine	405,000 00	"	"	"	"	"	"	405,000 00	"
57	Reconstitution des approvisionnements perdus dans l'incendie du 9 juillet 1894	2,416,417 00	"	182,703 00	182,703 00	"	182,703 00	"	2,233,714 00	182,703 00
		282,448,303 51	232,869,273 29	42,519,078 64	275,388,351 93	221,947,230 53	53,441,121 40	161,139 88	7,221,091 46	275,388,351 93
54	Dépenses des exercices clos	222,554 60	222,554 60	"	222,554 60	222,554 60	"	"	"	222,554 60
	Total de la Marine	282,670,858 11	233,091,827 89	42,519,078 64	275,610,906 53	222,169,785 13	53,441,121 40	161,139 88	7,221,091 46	275,610,906 53
								7,059,951f 58c		

Suite de la note A de la page précédente :

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.		Sommes.
		Report	17,853,353f 51c	267,013,632f 00c
		2e CRÉDITS ANNULÉS (À DÉDUIRE).		
	12	Personnel médical et hospitalier et personnel religieux	80,000 00	
	19	Service général des ports, chantiers et magasins. — Salaires. — Constructions	174,000 00	
	21	Service général des ports, chantiers et magasins. — Salaires. — Vivres	87,000 00	
	26	Achats extraordinaires de bâtiments à l'industrie	600,000 00	
	31	Artillerie. — Armes. — Entretien et service courant	850,000 00	
	32	Matériel de torpillerie	20,000 00	
Loi du 29 mars 1895.	33	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs	45,000 00	
	37	Vivres (achats directs et indemnités représentatives)	100,000 00	
	42	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Torpilles	20,000 00	
	43	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Travaux hydrauliques	75,500 00	
	47	Frais de passage et de transport par mer. — Affrètement et frais accessoires	200,000 00	
	49	Gratifications, secours et subventions	15,000 00	
	36 *bis*	Médaille coloniale	149,703 00	
				2,596,293 00
		Reste pour crédits ouverts		15,347,060 51
		Crédits de fonds de concours.		
		1° CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1894.		
Décrets des 4 août 1894.	33	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs		40,000f 00c
		1° CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1893.		
9 février 1894.	33	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs		150,000 00
		Total		190,000 00
		3° CRÉDITS TRANSPORTÉS À L'EXERCICE 1895 (À DÉDUIRE).		
1895	33	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs		101,389 00
		Reste pour crédits ouverts		88,611 00
		Dépenses des exercices clos		222,554 60
				282,670,858 11

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.									
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.									
	1re SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.									
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	1,020,000f 00c	1,010,359f 39c	9,640f 61c	1,020,000f 00c	1,000,931f 89c	19,068f 11c	"	"	1,020,000f 00c
2	Matériel de l'Administration centrale	240,500 00	226,466 25	14,033 75	240,500 00	220,001 88	20,498 12	"	"	240,500 00
3	Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique	287,500 00	282,711 54	4,788 46	287,500 00	272,748 54	14,751 46	"	"	287,500 00
4	Services généraux de l'instruction publique	371,000 00	328,459 39	42,540 61	371,000 00	293,024 17	77,975 83	"	"	371,000 00
5	Administration académique. (Personnel.)	1,696,700 00	1,695,306 75	1,393 25	1,696,700 00	1,563,180 24	133,519 76	"	"	1,696,700 00
6	Administration académique. (Matériel.)	165,870 00	150,143 46	15,726 54	165,870 00	91,265 46	74,604 54	"	"	165,870 00
7	Facultés. (Personnel.)	8,669,612 00	8,612,630 68	56,981 32	8,669,612 00	8,083,773 77	585,838 23	"	"	8,669,612 00
8	Facultés. (Matériel.)	3,193,463 00	2,910,297 67	283,165 33	3,193,463 00	2,852,309 66	341,153 34	"	"	3,193,463 00
9	Facultés dont les dépenses donnent lieu à compte avec les villes	257,083 00	257,083 00	"	257,083 00	213,302 50	43,780 50	"	"	257,083 00
10	École des hautes études	322,000 00	260,614 08	61,385 92	322,000 00	250,231 26	71,768 74	"	"	322,000 00
11	École normale supérieure	513,600 00	477,145 84	36,454 16	513,600 00	474,779 79	38,820 21	"	"	513,600 00
12	Collège de France	509,000 00	462,674 88	46,325 12	509,000 00	460,669 58	48,330 42	"	"	509,000 00
13	Enseignement des langues orientales vivantes	154,000 00	126,538 05	27,461 95	154,000 00	125,827 20	28,172 80	"	"	154,000 00
14	École des chartes	71,000 00	68,574 53	2,425 47	71,000 00	68,024 53	2,975 47	"	"	71,000 00
15	École française d'Athènes	78,000 00	68,642 54	9,357 46	78,000 00	67,024 74	10,975 26	"	"	78,000 00
15 *bis*	Fouilles de Delphes	120,810 95	82,310 64	38,500 31	120,810 95	63,014 10	57,796 85	"	"	120,810 95
16	École française de Rome	72,000 00	69,874 38	2,125 62	72,000 00	68,274 38	3,725 62	"	"	72,000 00
17	Muséum d'histoire naturelle. (Personnel.)	390,900 00	388,594 19	2,305 81	390,900 00	388,594 19	2,305 81	"	"	390,900 00
18	Muséum d'histoire naturelle. (Matériel.)	578,900 00	418,789 44	160,110 56	578,900 00	416,132 93	162,767 07	"	"	578,900 00
19	Observatoire de Paris	240,000 00	204,275 42	35,724 58	240,000 00	203,315 42	36,684 58	"	"	240,000 00
20	Bureau central météorologique	182,000 00	161,651 58	20,348 42	182,000 00	148,603 67	33,396 33	"	"	182,000 00
21	Observatoire d'astronomie physique de Meudon	109,048 55	78,654 42	30,394 13	109,048 55	48,654 42	60,394 13	"	"	109,048 55
22	Observatoires des départements	205,200 00	198,675 75	6,524 25	205,200 00	158,663 03	46,536 97	"	"	205,200 00
22 *bis*	Observatoire du Puy-de-Dôme	35,000 00	"	35,000 00	35,000 00	"	35,000 00	"	"	35,000 00
23	Bureau des longitudes	148,000 00	138,842 39	9,157 61	148,000 00	134,342 39	13,657 61	"	"	148,000 00
24	Institut national de France	697,000 00	588,817 87	108,182 13	697,000 00	581,297 35	115,702 65	"	"	697,000 00
25	Académie de médecine	75,500 00	62,451 98	13,048 02	75,500 00	54,514 48	20,985 52	"	"	75,500 00
26	Bibliothèque nationale. (Personnel.)	436,000 00	433,545 45	2,454 55	436,000 00	433,496 57	2,503 43	"	"	436,000 00
27	Bibliothèque nationale. (Matériel.)	272,000 00	238,303 52	33,696 48	272,000 00	222,655 25	49,344 75	"	"	272,000 00
28	Bibliothèque nationale. (Catalogues.)	80,000 00	55,965 75	24,034 25	80,000 00	55,965 75	24,034 25	"	"	80,000 00
29	Bibliothèques publiques	217,600 00	189,217 86	28,382 14	217,600 00	184,902 80	32,697 20	"	"	217,600 00
30	Catalogue des manuscrits et incunables	30,000 00	12,118 37	17,881 63	30,000 00	10,526 37	19,473 63	"	"	30,000 00
31	Archives nationales	200,000 00	186,355 19	13,644 81	200,000 00	186,157 19	13,842 81	"	"	200,000 00
32	Services généraux des bibliothèques	39,000 00	36,005 00	2,995 00	39,000 00	34,338 34	4,661 66	"	"	39,000 00
33	Sociétés savantes	98,000 00	95,614 60	2,385 40	98,000 00	75,168 53	22,831 47	"	"	98,000 00
34	Journal des Savants	28,000 00	28,000 00	"	28,000 00	21,000 00	7,000 00	"	"	28,000 00
35	Souscriptions scientifiques et littéraires. — Impressions gratuites d'ouvrages de haute érudition. — Bibliothèques municipales et populaires. — Échanges internationaux	232,000 00	171,672 38	60,327 62	232,000 00	163,145 53	68,854 47	"	"	232,000 00
36	Encouragements aux savants et gens de lettres	180,000 00	173,780 00	6,220 00	180,000 00	135,880 00	44,120 00	"	"	180,000 00
37	Voyages et missions scientifiques	145,250 00	129,255 21	15,994 79	145,250 00	127,062 61	18,187 39	"	"	145,250 00
38	Musée ethnographique. — Musée Guimet	67,000 00	62,156 31	4,843 69	67,000 00	61,496 31	5,503 69	"	"	67,000 00
39	Institut français d'archéologie orientale au Caire	71,860 00	71,860 00	"	71,860 00	71,860 00	"	"	"	71,860 00
	A reporter	22,500,397 50	21,214,435 75	1,285,961 75	22,500,397 50	20,086,156 82	2,414,240 68	"	"	22,500,397 50

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 26 juill. 1893.	"	Crédits ouverts par le budget primitif		190,451,055f 00c
		CRÉDITS TRANSPORTÉS AU MINISTÈRE DU COMMERCE (" déduire).		
Déc. du 22 fév. 1894.	51	Bourses d'enseignement primaire supérieur	5,000f 00c	
	54	Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire dans les villes de plus de 150,000 âmes	24,355 00	
Déc. du 17 avril 1894.	51	Bourses d'enseignement primaire supérieur	3,250 00	
	52	Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de 150,000 âmes	39,990 00	
	50	Enseignement primaire supérieur et professionnel de France, moins les villes de 150,000 âmes	6,973 38	
Déc. du 6 oct. 1894.	51	Bourses d'enseignement primaire supérieur	950 00	
	52	Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de 150,000 âmes	2,400 00	
	54	Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire dans les villes de plus de 150,000 âmes	14,400 00	
		EN MOINS	97,318 38	
		CRÉDITS TRANSPORTÉS DU MINISTÈRE DU COMMERCE.		
Déc. du 25 sept. 1894.	51	Bourses d'enseignement primaire supérieur	5,000 00	A déd. : 75,513 38
	54	Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire dans les villes de plus de 150,000 âmes	16,805 00	
		EN PLUS	21,805 00	
				190,375,541 62
		Crédits additionnels ouverts ou annulés par des lois.		
		1° CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 23 juill. 1894.	15 *bis*	Fouilles de Delphes	120,810f 95c	
Loi du 27 juill. 1894.	21	Observatoire d'astronomie physique de Meudon	38,048 55	
Loi du 28 juill. 1894.	8	Facultés. (Matériel.)	16,666 00	
	22 *bis*	Observatoire du Puy-de-Dôme	35,000 00	
	17	Muséum d'histoire naturelle. (Personnel.)	2,300 00	
	48	Écoles normales primaires. — Écoles normales supérieures d'enseignement primaire	34,800 00	
Loi du 27 déc. 1894.	50	Enseignement primaire supérieur et professionnel, moins les villes de 150,000 âmes	191,300 00	
	52	Enseignement primaire et élémentaire en France, moins les villes de 150,000 âmes	4,097,000 00	
	71	Acquisition de l'École Monge	4,750,000 00	
	8	Facultés. — Matériel	44,694 00	
Loi du 29 mars 1895.	50	Enseignement primaire supérieur et professionnel, moins les villes de 150,000 âmes	60,000 00	
	57	Enseignement primaire. — Cours d'adultes. — Matériel. — Encouragements. — Bibliothèques scolaires	50,000 00	
		A reporter	9,440,619 50	190,375,541 62

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.

1re SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.
	Report	22,500,397f 50c	21,214,435f 75c	1,285,961f 75c	22,500,397f 50c	20,086,156f 82c	2,414,240f 68c	"	"	22,500,397 50
40	Recueil et publication de documents inédits de l'histoire de France	145,000 00	138,100 59	6,899 41	145,000 00	122,789 67	22,210 33	"	"	145,000 00
41	Frais généraux de l'instruction secondaire	140,000 00	132,004 35	7,995 65	140,000 00	130,209 35	9,790 65	"	"	140,000 00
42	Lycées nationaux	10,667,760 00	9,661,227 06	1,006,532 94	10,667,760 00	9,651,141 24	1,016,618 76	"	"	10,667,760 00
43	Remises et exemptions dans les lycées de garçons et de filles	874,600 00	558,677 50	315,922 50	874,600 00	546,677 50	327,922 50	"	"	874,600 00
44	Collèges communaux de garçons	3,512,950 00	3,410,339 27	102,610 73	3,512,950 00	3,388,498 76	124,451 24	"	"	3,512,950 00
45	Enseignement secondaire des jeunes filles	1,888,382 00	1,678,316 06	210,065 94	1,888,382 00	1,647,430 71	240,951 29	"	"	1,888,382 00
46	Bourses nationales et dégrèvements	2,966,879 00	2,147,888 60	818,990 40	2,966,879 00	2,132,748 60	834,130 40	"	"	2,966,879 00
47	Enseignement primaire. — Inspecteurs. — Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles	2,308,483 33	2,269,953 23	38,530 10	2,308,483 33	2,038,361 34	270,121 99	"	"	2,308,483 33
48	Écoles normales primaires. — Écoles normales supérieures d'enseignement primaire	8,899,800 00	8,757,434 69	142,365 31	8,899,800 00	8,331,485 38	568,314 62	"	"	8,899,800 00
49	Écoles nationales de Vierzon, Voiron et Armentières	271,000 00	235,902 22	35,097 78	271,000 00	235,902 22	35,097 78	"	"	271,000 00
50	Enseignement primaire, supérieur et professionnel de France, moins les villes de 100,000 âmes	2,119,726 62	1,865,345 55	254,381 07	2,119,726 62	1,852,824 41	266,902 21	"	"	2,119,726 62
51	Bourses d'enseignement primaire supérieur	859,800 00	844,830 61	14,969 39	859,800 00	632,348 27	227,451 73	"	"	859,800 00
52	Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de 100,000 âmes	108,384,440 60	104,257,078 23	4,127,362 37	108,384,440 60	97,970,779 94	10,413,660 66	"	"	108,384,440 60
52*bis*	Enseignement primaire en France. — 1re annuité pour l'application de la loi du 25 juillet 1893	"	137,390 38	"	137,390 38	137,390 38	"	137,390 38	"	137,390 38
53	Créations d'écoles et d'emplois	340,814 44	325,316 95	15,497 49	340,814 44	225,885 87	114,928 57	"	"	340,814 44
54	Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire, élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 100,000 âmes	4,229,050 00	4,236,175 00	"	4,236,175 00	4,236,175 00	"	7,125 00	"	4,236,175 00
55	Allocations diverses	814,800 00	814,800 00	"	814,800 00	263,691 46	551,108 54	"	"	814,800 00
56	Subventions facultatives	210,000 00	210,000 00	"	210,000 00	189,802 48	20,197 52	"	"	210,000 00
57	Enseignement primaire. — Cours d'adultes. — Matériel. — Encouragements. — Bibliothèques scolaires	710,000 00	528,467 86	181,532 14	710,000 00	455,961 03	254,038 97	"	"	710,000 00
58	Enseignement primaire. — Secours et allocations	1,899,200 00	1,890,443 27	8,756 73	1,899,200 00	1,646,924 78	252,275 22	"	"	1,899,200 00
59	Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	6,108,802 00	5,195,087 32	913,714 68	6,108,802 00	3,709,851 17	2,398,950 83	"	"	6,108,802 00
60	Subvention en capital aux départements, villes ou communes pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	7,500,000 00	1,221,327 97	6,278,672 03	7,500,000 00	989,594 97	6,510,405 03	"	"	7,500,000 00
61	Services des constructions scolaires (lycées, collèges) faites par l'État sans la participation des départements et des villes. — Payement en capital	1,000,000 00	400,933 41	599,066 59	1,000,000 00	392,533 63	607,466 37	"	"	1,000,000 00
62	Continuation des travaux du Muséum	800,000 00	19,233 62	780,766 38	800,000 00	17,608 01	782,391 99	"	"	800,000 00
63	Construction d'un laboratoire des travaux pratiques de micrographie à l'école supérieure de pharmacie de Paris	100,000 00	34,729 84	65,270 16	100,000 00	34,500 00	65,500 00	"	"	100,000 00
64	Matériel scientifique des établissements d'enseignement sup^r	400,000 00	42,652 12	357,347 88	400,000 00	32,177 36	367,822 64	"	"	400,000 00
65	Agrandissement du lycée Fénélon et complément d'installation des établissements annexes des lycées Racine et Fénelon	300,000 00	296,001 96	3,998 04	300,000 00	284,789 61	15,210 39	"	"	400,000 00
66	Avance remboursable au collège Sainte-Barbe	150,000 00	150,000 00	"	150,000 00	150,000 00	"	"	"	150,000 00
67	Avance remboursable à l'école Monge	130,000 00	130,000 00	"	130,000 00	130,000 00	"	"	"	130,000 00
68	Création de deux lycées de jeunes filles. (1re annuité)	600,000 00	518,042 45	81,957 55	600,000 00	498,662 48	101,337 52	"	"	600,000 00
69	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"	"	"	"
71	Acquisition de l'école Monge	4,750,000 00	"	4,750,000 00	4,750,000 00	"	4,750,000 00	"	"	4,750,000 00
		195,581,885 49	173,322,135 86	22,404,265 01	195,726,400 87	162,162,902 44	33,563,498 43	144,515 38	"	195,726,400 87
70	Dépenses des exercices clos	567,721 48	567,721 48	"	567,721 48	567,721 48	"	"	"	567,721 48
	TOTAL de la 1re section	196,149,606 97	173,889,857 34	22,404,265 01	196,294,122 35	162,730,623 92	33,563,498 43	144,515 38	"	196,294,122 35
								144,515f 38c		

OBSERVATIONS.

Suite de la note A de la page précédente :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		Report	9,440,619f 50c	190,375,541f 62c
		2e CRÉDITS ANNULÉS (à déduire).		
Loi du 27 déc. 1894	52 *bis*	Enseignement primaire en France, 1re annuité pour l'application de la loi du 25 juillet 1893	2,960,000	
	53	Créations d'écoles et d'emplois	150,000	
	54	Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire dans les villes de plus de 100,000 âmes	64,000	
	55	Allocations diverses	880,000	
	56	Subventions facultatives	120,000	
Loi du 29 mars 1895	9	Facultés dont les dépenses donnent lieu à compte avec les villes	25,917	
	53	Créations d'écoles et d'emplois	110,000	
	59	Subventions aux départements villes ou communes destinées à faire face au payement des parties des annuités dues par eux, etc.	18,777	
			4,328,694 00	
		RESTE pour crédits ouverts		5,111,925 50
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.		
Décret du 16 mars 1894	22	Observatoires des départements	1,000f 00c	
	34	Journal des savants	6,000 00	
Décret du 19 avril 1894	9	Facultés dont les dépenses donnent lieu à compte avec les villes	3,000 00	
Décret du 30 juin 1894	22	Observatoires des départements	1,000 00	
Décret du 28 avril 1894	22	*Idem*	15,000 00	
Décret du 30 avril 1894	22	*Idem*	1,000 00	
Déc. du 12 décembre 1894	22	*Idem*	5,000 00	
Idem	22	*Idem*	1,000 00	
Déc. du 6 décembre 1894	52	Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de 150,000 âmes	19,696 82	
Dé. du 3 janv. 1895	50	Enseignement primaire supérieur et professionnel de France, moins les villes de 150,000 âmes	4,050 00	
Déc. du 10 janv. 1895	8	Facultés. — Matériel	2,400 00	
Déc. du 12 janv. 1895	50	Enseignement primaire supérieur et professionnel de France, moins les villes de plus de 150,000 âmes	1,350 00	
Décret du 16 mars 1895	52	Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de 150,000 âmes	11,900 41	
Décret du 27 mars 1895	52	*Idem*	16,973 37	
Décret du 29 avril 1895	47	Enseignement primaire. — Inspecteur. Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles	333 33	
	52	Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de 150,000 âmes	3,900 00	
	53	Créations d'écoles et d'emplois	814 44	
		TOTAL		94,418 37
		Dépenses des exercices clos		567,721 48
		TOTAL GÉNÉRAL		196,149,606 97

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.

2e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.
1	Personnel de l'Administration des beaux-arts	219,300f00c	219,277f50c	"	219,277f50c	216,137f50	3,140f00c	"	22f50c	219,277f50c
2	Personnel des inspecteurs et des services extérieurs des beaux-arts	84,700 00	84,699 84	"	84,699 84	84,283 17	416 67	"	0 16	84,699 84
3	Personnel de l'inspection de l'enseignement du dessin et des musées	42,000 00	42,000 00	"	42,000 00	33,975 00	8,025 00	"	"	42,000 00
4	Frais divers des inspections et frais de mission	31,500 00	28,191 05	3,197f05c	31,388 10	27,595 15	3,792 95	"	111 90	31,388 10
5	Matériel de l'Administration des beaux-arts	38,500 00	27,964 19	10,535 81	38,500 00	25,402 92	13,097 08	"	"	38,500 00
6	Académie de France à Rome. (Personnel.)	12,900 00	12,900 00	"	12,900 00	12,900 00	"	"	"	12,900 00
7	Académie de France à Rome. (Matériel.)	142,840 00	140,504 47	2,331 03	142,835 50	130,211 97	12,623 53	"	4 50	142,835 50
8	École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris. (Personnel.)	270,860 00	267,672 44	3,185 69	270,858 13	267,672 44	3,185 69	"	1 87	270,858 13
9	Ecole nationale et spéciale des beaux-arts à Paris. (Matériel.)	126,900 00	101,472 98	25,420 89	126,893 87	99,032 98	27,860 89	"	6 13	126,893 87
10	École nationale des arts décoratifs à Paris. (Personnel.)	117,775 00	114,955 00	2,820 00	117,775 00	114,955 00	2,820 00	"	"	117,775 00
11	École nationale des arts décoratifs à Paris. (Matériel.)	30,425 00	20,796 27	9,628 72	30,424 99	18,221 42	12,203 57	"	0 01	30,424 99
12	Subvention à l'école spéciale d'architecture à Paris	15,000 00	11,250 00	3,750 00	15,000 00	11,250 00	3,750 00	"	"	15,000 00
13	Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel	291,400 00	243,857 83	47,542 17	291,400 00	218,776 45	72,623 55	"	"	291,400 00
14	Écoles départementales et municipales des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel	181,450 00	134,912 62	46,530 14	181,442 76	132,364 70	49,078 06	"	7 24	181,442 76
15	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Personnel.)	193,200 00	186,719 15	6,450 00	193,169 15	186,369 15	6,800 00	"	30 85	193,169 15
16	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Matériel.)	65,500 00	40,957 26	24,542 38	65,499 64	40,957 26	24,542 38	"	0 36	65,499 64
17	Succursales du Conservatoire et écoles nationales de musique dans les départements	220,500 00	189,036 71	31,447 00	220,483 71	170,323 01	50,160 70	"	16 29	220,483 71
18	Théâtres nationaux et subvention au théâtre d'application	1,479,000 00	1,477,500 00	1,499 25	1,478,999 25	1,375,724 78	103,274 47	"	0 75	1,478,999 25
19	Concerts populaires et sociétés musicales dans les départements	62,000 00	58,304 00	3,696 00	62,000 00	46,204 00	15,796 00	"	"	62,000 00
20	Palais du Trocadéro	13,000 00	10,549 90	2,449 95	12,999 85	10,549 90	2,449 95	"	0 15	12,999 85
21	Indemnités et secours. (Théâtres)	100,000 00	99,775 00	225 00	100,000 00	80,875 00	19,125 00	"	"	100,000 00
22	Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements	833,440 00	594,338 30	209,095 16	803,433 46	554,106 26	249,327 20	"	30,006 54	803,433 46
23	Achats d'œuvres d'artistes vivants dans les expositions diverses. — Prix de Paris et bourses de voyage	246,000 00	240,500 00	5,500 00	246,000 00	235,700 00	10,300 00	"	"	246,000 00
24	Indemnités et secours. (Beaux-Arts.)	120,000 00	117,925 00	1,965 25	119,890 25	100,925 00	18,965 25	"	109 75	119,890 25
25	Manufacture nationale de Sèvres. (Personnel.)	496,950 00	395,267 38	101,669 88	496,937 26	395,141 38	101,795 88	"	12 74	496,937 26
26	Manufacture nationale de Sèvres. (Matériel.)	127,500 00	95,699 47	31,798 69	127,498 16	87,359 15	40,139 01	"	1 84	127,498 16
27	Manufacture nationale des Gobelins. (Personnel.)	202,650 00	194,500 00	8,147 00	202,647 00	194,460 00	8,187 00	"	3 00	202,647 00
28	Manufacture nationale des Gobelins (Matériel.)	28,870 00	20,299 82	8,544 09	28,843 91	17,694 82	11,149 09	"	26 09	28,843 91
	A reporter	5,794,160 00	5,171,826 18	591,971 15	5,763,797 33	4,889,168 41	874,628 92	"	30,362 67	5,763,797 33

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

OBSERVATIONS.	DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
	Lois des : 26 juillet 1893		Crédits ouverts par le budget primitif		3,119,145f00c
			Crédits additionnels ouverts ou annulés par des lois :		
	27 juillet 1894	43	Exposition de Chicago	41,210f22c	
	13 août 1894	44	Installation provisoire de l'école nationale d'arts décoratifs et du musée national Adrien Dubouché, à Limoges	29,555 00	
		45	Installation au Louvre de la collection Grandidier	45,000 00	
	27 septembre 1894	42	Frais de procès et d'instance	3,482 85	
				119,248 07	119,248 07
			Crédits de fonds de concours :		
			1° CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1894.		
	Décrets des : 10 mars 1894	22	Travaux d'art et décoration d'édifices publics	2,400 00	
	20 avril 1894	13	Écoles nationales des Beaux-Arts, des arts décoratifs et d'arts industriels	28,200 00	
	4 juillet 1894	36	Conservation des monuments historiques	20,000 00	
		13	Écoles nationales des Beaux-Arts, des arts décoratifs et d'arts industriels	22,200 00	
	6 août 1894	22	Travaux d'art et décoration d'édifices publics	10,000 00	
	22 août 1894	36	Conservation des monuments historiques	102,583 00	
	27 août 1894	13	Écoles nationales des Beaux-Arts, des arts décoratifs et d'arts industriels	15,000 00	
	11 octobre 1894	13	*Idem*	14,700 00	
	13 novembre 1894	13	*Idem*	13,875 00	
	13 décembre 1894	13	*Idem*	10,825 00	
				239,783 00	
			2° CRÉDITS TRANSPORTÉS DE L'EXERCICE 1893.		
	7 février 1894	22	Travaux d'art et décorations d'édifices publics	67,040 00	
			TOTAL des crédits de fonds de concours	306,823 00	306,823 00
			Dépenses des exercices clos		36,161 48
			TOTAL GÉNÉRAL		3,571,377 75

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES résultant des services faits. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des Ministres.	RESTES à payer pour solder les dépenses.	SITUATION des crédits. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES probables de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.										
	2e Section. — Services des beaux-arts. (Suite.)										
	Report	5,794,160f00c	5,171,826f18c	591,971f15c	5,763,797f22c	4,889,168f41c	874,628f92c	"	30,362f 67c	5,763,797f33c	
29	Manufacture nationale de Beauvais. (Personnel.)	103,730 00	100,036 23	3,687 40	103,723 63	91,506 79	12,216 84	"	6 37	103,723 63	
30	Manufacture nationale de Beauvais. (Matériel.)	14,620 00	12,431 83	2,187 59	14,619 42	12,145 53	2,473 89	"	0 58	14,619 42	
31	Musées nationaux. (Personnel.)	556,240 00	553,966 75	2,271 45	556,238 20	553,966 75	2,271 45	"	1 80	556,238 20	
32	Musées nationaux. (Matériel.)	371,135 00	370,272 62	861 97	371,134 59	369,946 79	1,187 80	"	0 41	371,134 59	
33	Musées départementaux et municipaux	15,000 00	10,278 82	4,719 34	14,998 16	10,278 82	4,719 34	"	1 84	14,998 16	
34	Publications et souscriptions aux ouvrages d'art	70,000 00	42,510 55	27,466 88	69,977 43	35,809 74	34,167 69	"	22 57	69,977 43	
35	Expositions à Paris et dans les départements	12,500 00	12,251 46	242 54	12,494 00	12,251 46	242 54	"	6 00	12,494 00	
36	Conservation des monuments historiques. — Acquisition d'objets d'art et de moulage pour les musées de Cluny et de sculpture comparée	1,297,383 00	752,522 45	544,860 55	1,297,383 00	677,876 67	619,506 33	"	"	1,297,383 00	
37	Musée de Cluny	61,200 00	55,174 04	5,875 01	61,049 05	55,174 04	5,875 01	"	150 95	61,049 05	
38	Musée de sculpture comparée du Trocadéro	50,000 00	34,693 32	15,150 70	49,844 02	34,693 32	15,150 70	"	155 98	49,844 02	
39	Location d'une salle pour l'Opéra-Comique	80,000 00	40,000 00	40,000 00	80,000 00	40,000 00	40,000 00	"	"	80,000 00	
42	Frais de procès et d'instance	3,482 85	"	3,482 85	3,482 85	"	3,482 85	"	"	3,482 85	
43	Exposition de Chicago	41,210 22	41,172 33	"	41,172 33	34,421 58	6,750 75	"	37 89	41,172 33	
44	Installation provisoire de l'école normale d'art décoratif et du musée national Adrien-Dubouché, à Limoges	29,555 00	1,599 99	27,955 01	29,555 00	1,599 99	27,955 01	"	"	29,555 00	
45	Installation au Louvre de la collection Grandidier et frais d'acte de donation	45,000 00	"	44,999 85	44,999 85	"	44,999 85	"	0 15	44,999 85	
		8,545,216 07	7,198,736 57	1,315,732 29	8,514,468 86	6,818,839 89	1,695,628 97	"	30,747 21	8,514,468 86	
41	Dépenses des exercices clos	26,161 68	26,161 68	"	26,161 68	26,161 68	"	"	"	26,161 68	
	Total de la 2e section	8,571,377 75	7,224,898 25	1,315,732 29	8,540,630 54	6,845,001 57	1,695,628 97	"	30,747 21	8,540,630 54	
								30,747f 21c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTERES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES résultant des services faits. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des Ministres.	RESTES à payer pour solder les dépenses.	SITUATION des crédits. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES probables de l'exercice 1894.
	3e SECTION. — SERVICE DES CULTES.									
1	Personnel des bureaux des cultes	225,000f 00c	224,998f 02c	"	224,988f 02c	224,998f 02c	"	"	1f 98c	224,998f 02c
2	Matériel des bureaux des cultes	23,000 00	16,770 79	6,226f 64c	22,997 43	16,658 79	6,338f 64c	"	2 57	22,997 43
3	Impressions	8,000 00	6,374 95	1,625 05	8,000 00	5,537 45	2,462 55	"	"	8,000 00
4	Secours et dépenses diverses	2,000 00	1,275 00	725 00	2,000 00	1,275 00	725 00	"	"	2,000 00
5	Traitements des archevêques et évêques	925,000 00	871,361 11	"	871,361 11	643,861 11	227,500 00	"	53,638 89	871,361 11
6	Traitements des curés	4,420,000 00	4,401,937 70	11,594 00	4,413,531 70	3,265,979 28	1,147,552 42	"	6,468 30	4,413,531 70
7	Allocations aux vicaires généraux	482,500 00	465,483 51	0 36	465,483 87	342,587 41	122,896 46	"	17,016 13	465,483 87
8	Allocations aux chanoines	543,400 00	460,919 16	488 88	461,408 04	346,711 07	114,696 97	"	81,991 96	461,408 04
9	Allocations aux desservants et vicaires. — Binage	31,257,100 00	30,488,020 00	26,860 00	30,514,880 00	22,658,046 24	7,856,833 76	"	742,220 00	30,514,880 00
10	Pensions et secours ecclésiastiques	693,500 00	617,625 28	75,730 83	693,356 11	588,002 78	105,353 33	"	143 89	693,356 11
11	Mobilier des archevêchés et évêchés	19,000 00	14,323 11	4,672 49	18,995 60	10,965 01	8,030 59	"	4 40	18,995 60
12	Loyers et rentes pour évêchés	11,023 00	11,023 00	"	11,023 00	9,543 00	1,480 00	"	"	11,023 00
13	Entretien des édifices diocésains	592,303 59	46,240 02	538,603 63	584,843 65	28,346 93	556,496 72	"	7,459 94	584,843 65
14	Grosses réparations des édifices diocésains	1,209,938 06	216,228 68	945,178 19	1,161,406 87	153,468 24	1,007,938 63	"	48,531 19	1,161,406 87
15	Crédits spéciaux pour cathédrales	357,000 00	111,048 65	238,286 77	349,335 42	91,370 09	257,965 33	"	7,664 58	349,335 42
16	Secours pour églises et presbytères	1,970,000 00	1,785,840 00	176,980 00	1,962,820 00	1,424,825 00	537,995 00	"	7,180 00	1,962,820 00
17	Personnel des cultes protestants	1,280,600 00	1,262,074 10	13,950 00	1,276,024 10	948,434 41	327,589 69	"	4,575 90	1,276,024 10
18	Indemnités et secours aux deux Églises	188,000 00	90,850 00	94,116 00	184,966 00	88,025 00	96,941 00	"	3,034 60	184,966 00
19	Dépenses des séminaires protestants	26,500 00	26,500 00	"	26,500 00	22,659 86	3,840 14	"	"	26,500 00
20	Personnel du culte israélite	133,533 00	132,809 22	650 00	133,459 22	100,983 33	32,475 89	"	73 78	133,459 22
21	Dépenses du séminaire israélite	22,000 00	22,000 00	"	22,000 00	9,300 00	12,700 00	"	"	22,000 00
22	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite	58,884 00	13,425 00	45,349 00	58,774 00	10,425 00	48,349 00	"	110 00	58,774 00
23	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	868 32	"	868 32	868 32	"	868 32	"	"	868 32
		44,449,149 97	41,287,127 30	2,181,905 16	43,469,032 46	30,992,003 02	12,477,029 44	"	980,117 51	43,469,032 46
24	Dépenses des exercices clos	226,588 05	226,588 05	"	226,588 05	226,588 05	"	"	"	226,588 05
	TOTAL de la 3e section	44,675,738 02	41,513,715 35	2,181,905 16	43,695,620 51	31,218,591 07	12,477,029 44	"	980,117 51	43,695,620 51
								980,117f 51c		

RECAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.

1re SECTION. — Service de l'Instruction publique	196,149,606f 97c	173,889,857f 34c	22,404 265f 01c	196,294,122f 35c	162,730,623f 92c	33,563,498f 43c	144,515f 38c	"	196,294,122f 35c
2e SECTION. — Service des Beaux-Arts	8,571,377 75	7,224,898 25	1,315,732 29	8,540,630 54	6,845,001 57	1,695,628 97	"	30,747f 21c	8,540,630 54
3e SECTION. — Service des Cultes	44,675,738 02	41,513,715 35	2,181,905 16	43,695,620 51	31,218,591 07	12,477,029 44	"	980,117 51	43,695,620 51
TOTAL	249,396,722 74	222,628,470 94	25,901,902 46	248,530,373 40	200,794,216 56	47,736,156 84	144,515 38	1,010,864 72	248,530,373 40
							866,349 34		

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 26 juillet 1893	"	Crédits ouverts par le budget primitif		44,224,040f 00c
		Crédits additionnels ouverts ou annulés par des lois.		
		1° CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 27 décembre 1894	17	Personnel des cultes protestants	14,000f 00c	
	23	Dépenses des exercices périmés	868 32	
		TOTAL	14,868 32	
		2° CRÉDITS ANNULÉS.		
Loi du 27 décembre 1894	18	Indemnités et secours aux deux églises	14,000 00	
		RESTE pour crédits ouverts	868 32	868 32
		Crédits de fonds de concours.		
		CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1894.		
Décret du 30 mars 1895	13	Entretien des édifices diocésains	2,303 59	
	14	Grosses réparations des édifices diocésains	219,938 06	
	15	Crédits spéciaux pour cathédrales	2,000 00	
		TOTAL	224,241 65	224,241 65
		Dépenses des exercices clos		226,588 05
		TOTAL GÉNÉRAL		44,675,738 02

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

1re SECTION. — SERVICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale. — Gens de service	573,100f00c	567,639f25c	4,806f08c	572,445f33c	559,468f43c	12,976f90c	"	654f67c	572,445f33c
2	Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	104,500 00	77,569 80	26,484 96	104,054 85	75,469 54	28,585 31	"	445 15	104,054 85
3	Achat de livres. — Abonnements aux revues et journaux	19,000 00	15,632 10	3,360 00	18,992 10	14,718 10	4,274 00	"	7 90	18,992 10
4	Impressions	72,904 00	58,707 30	6,891 08	65,598 38	52,584 39	13,013 99	"	7,305 62	65,598 38
5	Conservatoire national des arts et métiers. — Personnel	299,150 00	266,308 16	6,086 24	272,394 40	266,244 41	6,149 99	"	26,755 60	272,394 40
6	Conservatoire national des arts et métiers. — Matériel	186,600 00	116,605 14	68,935 39	185,540 53	113,660 71	71,879 82	"	1,059 47	185,540 53
7	Personnel des écoles nationales d'arts et métiers	584,429 00	560,542 32	23,868 31	584,410 63	545,524 03	38,886 60	"	18 37	584,410 63
8	Matériel et dépenses diverses des écoles nationales d'arts et métiers	704,671 00	565,612 03	138,847 64	704,459 67	540,635 64	163,824 03	"	211 33	704,459 67
9	École nationale d'horlogerie de Cluses	57,220 00	52,469 79	4,750 21	57,220 00	52,469 79	4,750 21	"	"	57,220 00
10	Bourses à l'École centrale des arts et manufactures	40,000 00	30,250 00	9,750 00	40,000 00	30,250 00	9,750 00	"	"	40,000 00
11	Bourses aux élèves des écoles d'arts et métiers pour les préparer aux examens de l'École centrale des arts et manufactures et bourses d'entretien de ces mêmes élèves à cet établissement	30,000 00	22,475 00	7,287 50	29,762 50	20,300 00	9,462 50	"	237 50	29,762 50
12	École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny	300,000 00	272,659 68	27,295 22	299,954 90	245,370 12	54,584 78	"	45 10	299,954 90
13	Enseignement industriel et commercial	902,076 38	775,980 69	116,761 45	892,742 14	739,367 73	153,374 41	"	9,334 24	892,742 14
14	Inspection du travail des enfants dans les manufactures	642,300 00	528,281 57	65,997 43	594,279 00	498,908 92	95,370 08	"	48,021 00	594,279 00
15	Comité consultatif des arts et manufactures	35,000 00	33,018 62	1,965 30	34,983 92	32,928 92	2,055 00	"	16 08	34,983 92
16	Conseil supérieur du travail	20,000 00	11,559 92	457 53	12,017 45	11,526 32	491 13	"	7,982 55	12,017 45
17	Office du travail	152,000 00	133,656 07	18,308 35	151,964 42	124,753 04	27,211 38	"	35 58	151,964 42
18	Statistique générale	32,000 00	6,788 45	18,791 69	25,580 14	5,733 60	19,846 54	"	6,419 86	25,580 14
19	Encouragements aux manufactures et au commerce. — Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers	23,000 00	13,150 62	9,829 94	22,980 56	10,240 26	12,740 30	"	19 44	22,980 56
20	Encouragements aux associations ouvrières de production et de crédit	140,000 00	85,500 00	39,000 00	124,500 00	84,500 00	40,000 00	"	15,500 00	124,500 00
21	Commerce extérieur, expertises, valeurs de douanes	135,000 00	43,845 06	80,608 80	124,453 86	38,326 81	86,127 05	"	10,546 14	124,453 86
22	Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Bruxelles, pour la publication des tarifs douaniers et dépenses d'abonnt au Bulletin international des douanes	10,000 00	6,833 00	"	6,833 00	6,833 00	"	"	3,167 00	6,833 00
23	Encouragements aux pêches maritimes	3,750,000 00	2,808,478 66	920,625 25	3,729,103 91	2,737,494 23	991,609 68	"	20,896 09	3,729,103 91
24	Primes à la filature de la soie	4,100,000 00	2,242,224 17	1,856,558 81	4,098,782 98	1,947,997 24	2,150,785 74	"	1,217 02	4,098,782 98
25	Subvention à la marine marchande	10,500,000 00	5,559,814 19	4,656,078 67	10,215,892 86	5,318,215 43	4,897,677 43	"	284,107 14	10,215,892 86
26	Caisse nationale des retraites pour la vieillesse	15,000 00	7,872 52	3,972 80	11,845 32	7,872 52	3,972 80	"	3,154 68	11,845 32
27	Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada	25,000 00	14,425 65	1,205 00	15,630 65	12,855 65	2,775 00	"	9,369 35	15,630 65
28	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers	30,500 00	28,999 96	1,205 65	30,205 61	27,833 29	2,372 32	"	294 39	30,205 61
29	Personnel des poids et mesures	1,075,000 00	1,042,216 82	29,097 10	1,071,313 92	987,492 22	83,821 70	"	3,686 08	1,071,313 92
30	Matériel et dépenses diverses des poids et mesures	97,419 00	81,406 60	15,989 45	97,396 05	63,061 48	34,334 57	"	22 95	97,396 05
	A reporter	24,655,869 38	16,030,523 23	8,164,815 85	24,195,339 08	15,172,635 82	9,022,703 26	"	460,530 30	24,195,339 08

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

OBSERVATIONS.	DATES des lois et décrets.	NUMÉROS DES CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
			1re SECTION. — *Commerce et industrie.*		
	Loi du 26 juillet 1893	"	Budget primitif	23,408,963f00c	
			Crédits transportés du Ministère de l'instruction publique :		
	Décrets des : 22 février 1894.	13	Enseignement industriel et commercial	29,355 00	
	27 février 1894.	13	*Idem*	43,240 00	
	6 octobre 1894.	13	*Idem*	24,723 38	
			TOTAL	23,506,281 38	
			Crédits transportés au Ministère de l'instruction publique : (A déduire.)		
	Décret du 25 septembre 1894	13	Enseignement secondaire et commercial	21,805 00	
			RESTE pour crédits ouverts	23,544,476 38	23,544,476 38
			Crédits ouverts ou annulés par des lois.		
			1° CRÉDITS OUVERTS.		
	Loi du 19 mars 1894	37	Participation de la France à l'Exposition de Chicago	566,356 82	
		38*bis*	Subvention à l'Exposition internationale de Lyon	360,000 00	
		42	Exposition coloniale d'Anvers	120,000 00	
	Loi du 27 juillet 1894	38	Exposition universelle de 1900	100,000 00	
	Loi du 27 décembre 1894	28	Frais de surveillance de sociétés et d'établissements divers	1,500 00	
		43	Primes à l'industrie des huiles de schiste	300,000 00	
		41	Liquidation de l'Exposition universelle de 1889	60,000 00	
		38*ter*	Subvention à l'Exposition internationale de Bordeaux	95,000 00	
		39	Dépenses des exercices périmés	400 00	
	Loi du 29 mars 1895	23	Encouragements aux pêches maritimes	750,000 00	
		24	Primes à la filature de la soie	600,000 00	
			TOTAL	2,953,256 82	
			2° CRÉDITS ANNULÉS (à déduire).		
	Loi du 29 mars 1895	37	Participation de la France à l'Exposition de Chicago 54,000f		
		38*ter*	Subvention à l'Exposition internationale de Bordeaux 95,000		
				149,000 00	
			RESTE pour crédits ouverts	2,804,256 82	2,804,256 82
			Crédits de fonds de concours.		
			CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1894.		
	Décrets des : 14 février 1894.	37	Participation de la France à l'Exposition de Chicago	50,000 00	
	30 juillet 1894. 9 janvier 1895.	9	École pratique d'horlogerie de Cluses	10,050 00 / 750 00	
			TOTAL des crédits de fonds de concours	60,800 00	60,800 00
			DÉPENSES des exercices clos		902,163 93
			TOTAL GÉNÉRAL		27,311,698 13

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1893.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES. (Suite.)										
	1re SECTION. — SERVICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. (Suite.)										
	Report	24,655,869f38c	16,030,523f23c	8,164,815f85c	24,195,339f08c	15,172,635f82c	9,022,703f26c	"	460,530f30c	24,195,339f08c	
31	Dépenses de la Commission internationale du mètre et du Bureau national des poids et mesures. — Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international des poids et mesures	11,583 00	9,709 20	1,870 00	11,579 20	9,409 20	2,170 00	"	3 80	11,579 20	
32	Personnel de la vérification des alcoomètres et des densimètres	19,400 00	17,845 61	1,428 00	19,273 61	17,533 61	1,740 00	"	126 39	19,273 61	
33	Matériel de la vérification des alcoomètres et des densimètres	6,600 00	5,247 21	1,285 69	6,532 90	3,345 54	3,187 36	"	67 10	6,532 90	
34	Frais d'impression des brevets d'invention	153,934 00	152,749 13	1,166 66	153,915 79	120,004 94	33,910 85	"	18 21	153,915 79	
35	Propriété industrielle. — Rédaction du recueil des brevets d'invention et publication du Bulletin officiel de la propriété industrielle	30,000 00	27,104 00	2,721 00	29,825 00	21,861 00	7,964 00	"	175 00	29,825 00	
36	Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Berne, pour la protection de la propriété industrielle.	4,390 00	"	3,672 00	3,672 00	"	3,672 00	"	718 00	3,672 00	
37	Participation de la France à l'Exposition universelle de Chicago	582,356 82	231,694 85	84,937 00	316,631 85	224,834 46	91,797 39	"	265,724 97	316,631 85	
38	Études relatives à l'Exposition universelle de 1900	105,000 00	4,153 26	100,846 28	104,999 54	596 00	104,403 54	"	0 46	104,999 54	
38 *bis*	Subvention à l'Exposition internationale de Lyon	360,000 00	346,716 50	2,828 00	349,544 50	344,127 50	5,417 00	"	10,455 50	349,544 50	
39	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	400 00	"	400 00	400 00	"	400 00	"	"	400 00	
41	Liquidation de l'Exposition universelle de 1889	60,000 00	3,000 00	41,990 67	44,990 67	"	44,990 67	"	15,009 33	44,990 67	
42	Exposition coloniale d'Anvers	120,000 00	72,694 00	14,003 00	86,697 00	14,690 00	72,007 00	"	33,303 00	86,697 00	
43	Primes à l'Industrie des huiles de schiste. (Loi du 30 décembre 1893).	300,000 00	"	283,373 04	283,373 04	"	283,373 04	"	16,626 96	283,373 04	
		26,409,533 20	16,901,436 99	8,705,337 19	25,606,774 18	15,929,038 07	9,677,736 11	"	802,759 02	25,606,774 18	
40	Dépenses des exercices clos	902,164 93	902,164 93	"	902,164 93	902,164 93	"	"	"	902,164 93	
	TOTAL de la 1re section	27,311,698 13	17,803,601 92	8,705,337 19	26,508,939 11	16,831,203 00	9,677,736 11	"	802,759 02	26,508,939 11	
								802,759f 02c			
	2e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.										
1	Traitement du personnel de l'Administration centrale	1,904,866f00c	1,840,681f87c	48,645f18c	1,889,327f05c	1,835,166f97c	54,160f08c	"	15,538f 95c	1,889,327f05c	
2	Matériel de l'Administration centrale	260,000 00	204,224 66	55,743 83	259,968 49	186,366 14	73,602 35	"	31 51	259,968 49	
3	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
		2,164,866 00	2,044,906 53	104,389 01	2,149,295 54	2,021,533 11	127,762 43	"	15,570 46	2,149,295 54	
4	Dépenses des exercices clos	179,915 47	179,915 47	"	179,915 47	179,915 47	"	"	"	179,915 47	
	TOTAL de la 2e section	2,344,781 47	2,224,822 00	104,389 01	2,329,211 01	2,201,448 58	127,762 43	"	15,570 46	2,329,211 01	
								15,570f 46c			
	3e SECTION. — SERVICE DES TÉLÉPHONES.										
27	Personnel de l'Administration centrale. — Traitements	103,150f00c	72,940f90c	2,943f00c	75,883f90c	72,757f59c	3,126f31c	"	27,266f10c	75,883f90c	
27 *bis*	Dépenses des exercices clos	7,878 46	7,878 46	"	7,878 46	7,878 46	"	"	"	7,878 46	
	TOTAL de la 3e section	111,028 46	80,819 36	2,943 00	83,762 36	80,636 05	3,126 31	"	27,266 10	83,762 36	
								27,266f 10c			
	RÉCAPITULATION.										
	1re SECTION. — Service du commerce et de l'industrie	27,311,698f13c	17,803,601f92c	8,705,337f19c	26,508,939f11c	16,831,203f00c	9,677,736f11c	"	802,759f02c	26,508,939f11c	
	2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	2,344,781 47	2,224,822 00	104,389 01	2,329,211 01	2,201,448 58	127,762 43	"	15,570 46	2,329,211 01	
	3e SECTION. — Service des téléphones	111,028 46	80,819 36	2,943 00	83,762 36	80,636 05	3,126 31	"	27,266 10	83,762 36	
	TOTAL GÉNÉRAL	29,767,508 06	20,109,243 28	8,812,669 20	28,921,912 48	19,113,287 63	9,808,624 85	"	845,595 58	28,921,912 48	
								845,595f 58c			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
		2e SECTION. — *Postes et Télégraphes.*	
Loi du 26 juillet 1893	"	Budget primitif	2,164,866f00c
		Dépenses des exercices clos	179,915 47
		TOTAL GÉNÉRAL	2,344,781 47
		3e SECTION. — *Téléphones.*	
Loi du 26 juillet 1893	"	Budget primitif	103,150f00c
		Dépenses des exercices clos	7,878 46
		TOTAL GÉNÉRAL	111,028 46

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DES COLONIES.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1894.
1	Personnel de l'Administration centrale	568,531f 00c	568,462f 17c	68f 83c	568,531f 00c	542,664f 31c	25,866f 69c	"	"	568,531f 00c
2	Matériel de l'Administration centrale	271,107 00	270,807 12	47,299 88	318,107 00	115,308 39	202,798 61	47,000f 00c	"	318,107 00
3	Service central des marchés	168,000 00	165,229 44	2,770 56	168,000 00	151,540 61	16,459 39	"	"	168,000 00
4	Service administratif dans les ports de commerce de la métropole	191,000 00	190,992 78	7 22	191,000 00	173,467 60	17,532 40	"	"	191,000 00
5	Personnel des services civils	981,449 00	973,707 28	7,741 72	981,449 00	380,100 85	601,348 15	"	"	981,449 00
6	Personnel de la justice	1,485,570 00	1,480,651 77	4,918 23	1,485,570 00	667,566 99	818,003 01	"	"	1,485,570 00
7	Personnel des cultes	603.372 00	598,728 28	4,643 72	603,372 00	233.171 31	370,200 69	"	"	603,372 00
8	Troupes aux colonies	6,650,409 00	6.033,495 84	116,913 16	6,150,409 00	2,811,197 35	3,339,211 65	"	500,000f 00c	6,150,409 00
9	Commissariat colonial	935,126 00	933,871 21	1.254 79	935,126 00	446,843 45	488,282 55	"	"	935,126 00
10	Inspection coloniale	311,457 00	310,852 93	604 07	311,457 00	249,421 20	62,035 80	"	"	311,457 00
10 bis	Inspection générale de l'instruction publique aux colonies	45,000 00	43,347 15	1,652 85	45,000 00	36,998 18	8,001 82	"	"	45,000 00
11	Gendarmerie coloniale	1,729,847 00	1,604,042 58	25.804 42	1,629,847 00	736,418 96	893,428 04	"	100,000 00	1,629,847 00
12	Inscription maritime	71,189 00	70,773 00	416 00	71,189 00	28,107 30	43,081 70	"	"	71,189 00
13	Agents des vivres et du matériel	600,000 00	578,428 10	21,571 90	600,000 00	238,052 47	361,947 53	"	"	600.000 00
14	Frais de voyage par terre et par mer	2,344,890 00	2,253,502 63	91,387 37	2,344,890 00	1,209,513 07	1,135,376 93	"	"	2,344,890 00
15	Missions et études coloniales	214,300 00	213,190 86	1,109 14	214,300 00	169,871 90	44,428 10	"	"	214,300 00
16	Vivres et fourrages	4,194,182 00	3,879,076 71	175,105 29	4,054,182 00	2,362,539 41	1,691,642 59	"	140,000 00	4,054,182 00
17	Hôpitaux. (Personnel.)	1,227,118 00	1.223,942 77	3,175 23	1,227,118 00	644 939 45	582,178 55	"	"	1,227,118 00
18	Hôpitaux. (Matériel.)	1,130,013 00	1,092.894 81	37,118 19	1,130,013 00	593,749 65	536,263 35	"	"	1,130,013 00
19	Matériel des services civils	193,360 00	193,088 90	271 10	193,360 00	53,101 46	140,258 54	"	"	193.360 00
20	Matériel des services militaires	2,226,589 00	2,226,474 48	114 52	2,226,589 00	1,109,410 52	1,117,178 48	"	"	2,226,589 00
21	Défenses des colonies. — Constructions neuves	1,200,000 00	1,056,144 64	93,855 36	1,150,000 00	525,226 30	624,773 70	"	50,000 00	1,150.000 00
22	Dépenses diverses et d'intérêt général	537,000 00	536,033 53	966 47	537,000 00	500,543 28	36,456 72	"	"	537.000 00
23	Subvention au service local des colonies	4,072,000 00	4,063,075 75	388,924 25	4,452,000 00	1,420,364 52	3,031,635 48	380,000 00	"	4,452,000 00
24	Subvention au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion	2,508,500 00	2,508,500 00	"	2,508,500 00	2,508,500 00	"	"	"	2,508,500 00
25	Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis	1,378,496 00	1,284,406 52	94,089 48	1,378,496 00	377,060 09	1,001,435 91	"	"	1,378,496 00
26	Frais d'occupation du Soudan français	10,014,520 00	7,790.420 26	4,395,099 74	12,185,520 00	7,414,292 90	4,771,227 10	2,171,000 00	"	12,185,520 00
27	Entretien des postes militaires dans les établissements français du golfe de Bénin (Porto-Novo et Kotonou)	1,897,322 00	1,883,517 71	2,998,804 29	4,882,322 00	857,370 36	4,024,951 64	2,985,000 00	"	4,882,322 00
28	Câble télégraphique sous-marin du Tonkin	450,000 00	424,211 19	53,579 93	477,791 12	216,692 55	261,098 57	27,791 12	"	477,791 12
29	Exposition permanente des colonies	60,500 00	60,499 39	0 61	60,500 00	56,583 11	3.916 89	"	"	60,500 00
29 bis	Participation à l'Exposition internationale de Lyon	20,000 00	19,973 61	26 39	20,000 00	18,748 71	1 251 29	"	"	20.000 00
29 ter	Participation à l'Exposition coloniale d'Anvers	10,000 00	9,846 32	153 68	10,000 00	9,846 32	153 68	"	"	10,000 00
29 quater	Subvention à l'Exposition permanente des Colonies pour sa participation à l'Exposition internationale de Bordeaux	18,000 00	"	"	"	"	"	"	18,000 00	"
30	Dépenses des services militaires et maritimes de l'Annam et du Tonkin	23,907,230 00	23,906,154 89	1,075 11	23,907,230 00	12,598,240 69	11,308,989 31	"	"	23,907,230 00
31	Subvention à la compagnie *Eastern telegraph* pour l'établissement et l'exploitation d'un câble sous-marin entre Obock et Périm	37,500 00	37,500 00	"	37,500 00	18,750 00	18,750 00	"	"	37,500 00
32	Subvention pour l'établissement d'un câble sous-marin entre la Nouvelle-Calédonie et l'Australie	200,000 00	150,000 00	50,000 00	200,000 00	150,000 00	50,000 00	"	"	200,000 00
33	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
36	Administration pénitentiaire. (Personnel.)	2,596,000 00	2,526,346 79	39,653 21	2,566,000 00	1,163,468 39	1,402,531 61	"	30,000 00	2,566,000 00
37	Administration pénitentiaire. (Hôpitaux, vivres, habillement et couchage.)	4,223,000 00	3,987,652 65	135,347 35	4,123,000 00	2,173,192 72	1,949,807 28	"	100,000 00	4,123,000 00
38	Administration pénitentiaire. (Frais de transport.)	1,321,000 00	1,320,306 12	95,693 88	1,416,000 00	1,071,522 64	344,477 36	95,000 00	"	1,416,000 00
39	Administration pénitentiaire. (Matériel.)	1,664,000 00	1,571,675 21	77,324 79	1,649,000 00	595,141 58	1,053,858 42	"	15,000 00	1,649,000 00
40	Liquidation des dépenses de la section des colonies françaises à l'Exposition de Chicago	12,000 00	10,593 49	1,406 51	12.000 00	6,808 40	5,191 60	"	"	12,000 00
41	Secours aux colons indigents de Diégo-Suarez éprouvés par un cyclone	30,000 00	30,000 00	"	30,000 00	"	30,000 00	"	"	30,000 00
		82,299,577 00	78,082,418 88	8,969,949 24	87,052,368 12	44,636,336 99	42,416,031 13	5,705,791 12	953 000 00	87,052,368 12
34	Dépenses des exercices clos	1,805,638 73	1,805,638 73	"	1,805,638 73	1,805,638 73	"	"	"	1,805,638 73
35	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1894.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	TOTAL	84,105,215 73	79,888,057 61	8,969,949 24	88,858,006 85	46,441,975 72	42,416,031 15	5,705,791 12	953,000 00	88,858,006 85
								4,752,791f 12c		

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi qu'il suit :

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.		Sommes.
Loi du 26 juil. 1893.		Budget primitif	73,848,355f 00c	
		Crédits transportés au Ministère de la marine (à déduire) :		
	8	Troupes aux colonies	54,554f 00c	
	26	Frais d'occupation du Soudan	1,102 00	
	27	Entretien des postes militaires dans les établissements français du golfe du Bénin	2,678 00	
	30	Dépenses des services militaires et maritimes de l'Annam et du Toukin	92,770 00	
		TOTAL	151,104 00	
		RESTE pour crédits ouverts	73,697,251 00	73,697,251f 00c
		Crédits additionnels ouverts ou annulés par des lois.		
		1° CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 20 mars 1894.	1	Personnel de l'Administration centrale	100,000f 00c	
	2	Matériel de l'Administration centrale	50,000 00	
Loi du 19 mars 1894.	29 bis	Participation à l'Exposition internationale de Lyon	20,000 00	
	29 ter	Exposition coloniale d'Anvers	10,000 00	
	8	Troupes aux colonies	243,000 00	
	14	Frais de voyage par terre et par mer	194,000 00	
	16	Vivres et fourrages	220,000 00	
	18	Hopitaux. (Mat riel.)	157,500 00	
	20	Matériel du service militaire	290,000 00	
Loi du 15 juin 1894.	23	Subvention au service local des colonies	1,800,000 00	
Loi du 27 juil. 1894.	2	Matériel de l'Administration centrale	18,000 00	
	40	Liquidation des dépenses de la section des colonies françaises à l'Exposition de Chicago	12,000 00	
Loi du 28 juil. 1894.	8	Troupes aux colonies	400,000 00	
	2	Matériel de l'Administration centrale	62,400 00	
	4	Service administratif dans les ports de commerce de la métropole	6,000 00	
	6	Personnel de la Justice	20,000 00	
	7	Personnel des Cultes	18,000 00	
	9	Commissariat colonial	75,126 00	
	14	Frais de voyage par terre et par mer	295,000 00	
	18	Hôpitaux. (Matériel.)	330,000 00	
	20	Matériel des services militaires	100,000 00	
Loi du 27 déc. 1894.	23	Subvention au service local des colonies	50,000 00	
	26	Frais d'occupation du Soudan français	3,790,000 00	
	27	Entretien des postes militaires dans les établissements français du golfe du Bénin	1,000,000 00	
	38	Administration penitentiaire. (Transports.)	100,000 00	
	41	Secours aux colons indigents de Diégo-Suarez éprouvés par un cyclone	30,000 00	
	29 quat	Subvention à l'Exposition permanente des colonies pour sa participation à l'Exposition de Bordeaux	18,000 00	
		TOTAL	9,325,026 00	
		2° CRÉDITS ANNULÉS (à déduire).		
	8	Troupes aux colonies	400,000f 00c	
Loi du 27 déc. 1894.	16	Vivres et fourrages	200,000 00	
	37	Administration pénitentiaire. (Hôpitaux, vivres, habillements, etc.)	125,000 00	
		TOTAL	725,000 00	
		RESTE pour crédits ouverts	8,600,026 00	8,600,026 00
		Crédits de fonds de concours.		
Décret du 22 mai 1894.	15	Missions coloniales		2,300 00
		Dépenses des exercices clos		1,805,638 73
		TOTAL GÉNÉRAL		84,105,215 73

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale..	734,400f00c	726,125f50c	8,267f16c	734,392f66c	724,053f68c	10,338f98c	"	7f34c	734,392f66c
2	Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale.....	100,000 00	88,438 67	11,527 71	99,966 38	83,729 22	16,237 16	"	33 62	99,966 38
2 *bis*	Exposition de Chicago.....	2,000 00	1,240 32	288 20	1,528 52	1,207 67	320 85	"	471 48	1,528 52
3	Impressions, souscriptions aux publications, abonnements, autographies, entretien des machines, etc.....	205,000 00	152,610 66	50,620 08	203,230 74	131,493 18	71,737 56	"	1,769 26	203,230 74
4	Mérite agricole et médailles agricoles.....	17,000 00	11,357 20	5,599 98	16,957 18	11,357 20	5,599 98	"	42 82	16,957 18
5	Inspection de l'agriculture.....	85,750 00	85,648 12	"	85,648 12	85,648 12	"	"	101 88	85,648 12
6	Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage.	768,010 00	764,919 71	2,549 49	767,469 20	709,277 19	58,192 01	"	540 80	767,469 20
7	Matériel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage.	822,600 00	613,114 26	22,357 84	635,472 10	505,807 59	129,664 51	"	187,127 90	635,472 10
8	Subventions à diverses institutions agricoles.....	2,029,490 90	1,902,895 10	123,682 25	2,026,577 35	1.693,252 36	333,324 99	"	2,913 55	2,026,577 35
9	Encouragements à l'agriculture et au drainage. — Délégués à l'étranger et bourses de voyage. — Dépenses diverses.....	1,901,200 00	1,860,550 01	39,321 87	1,899,871 88	1,720,553 00	179,318 88	"	1,328 12	1,899,871 88
10	Primes à la sériciculture.....	5,400,000 00	3,999,168 67	1,357,464 07	5,356,632 74	1,613,998 10	3,742,634 64	"	43,367 26	5,356,632 74
11	Primes à la culture du lin et du chanvre.....	2,500,000 00	2,487,954 68	2,847 86	2,490,802 54	46,491 90	2,444,310 64	"	9,197 46	2,490,802 54
12	Allocations, dépenses administratives et subventions pour le traitement et la reconstitution des vignobles de France.....	1,000,000 00	588,008 90	332,977 23	920,986 13	411,347 34	509,638 79	"	79,013 87	920,985 13
13	Vérification des beurres et des engrais.....	20,000 00	48 00	6,180 00	6,228 00	48 00	6,180 00	"	13,772 00	6,228 00
14	Primes pour la destruction des loups.....	40,000 00	21,190 00	1,700 00	22,890 00	14,160 00	8,730 00	"	17,110 00	22,890 00
15	Statistique agricole décennale de 1892.....	60,000 00	48,114 49	4,883 94	52,998 43	42,639 49	10,358 94	"	7,001 57	52,998 43
16	Personnel des écoles vétérinaires.....	467,950 00	443,401 72	10,432 80	453,834 52	411,533 71	42,300 81	"	14,115 48	453,834 52
17	Matériel des écoles vétérinaires.....	579,000 00	479,055 42	74,929 50	553,984 92	407,527 38	146,457 54	"	25,015 08	553,984 92
18	Service des épizooties.....	277,800 00	218,202 23	30,794 15	248,996 38	174,314 98	74,681 40	"	28,803 62	248,996 38
19	Indemnités pour abatage d'animaux.....	300,000 00	105,725 19	130,490 80	236,215 99	92.405 19	143,810 80	"	63,784 01	236,215 99
20	Traitements du personnel des haras.....	332,200 00	325,441 06	5,500 00	330,941 06	296,949 45	33,991 61	"	1,258 94	330,941 06
21	Frais de tournées du personnel des haras.....	132,000 00	122,476 33	8,975 60	131,451 93	112,563 08	18,888 85	"	548 07	131,451 93
22	Gages des sous-agents des haras.....	1,076,900 00	1,064,869 99	11,540 00	1,076,409 99	977,664 60	98,745 39	"	490 01	1,076,409 99
23	Secours et gratifications de monte. — Médicaments aux hommes...	77,330 00	62,110 00	15,147 91	77,257 91	54,872 41	22,385 50	"	72 09	77,257 91
24	Habillement des gagistes des haras.....	122,200 00	116,948 75	3,332 80	120,281 55	104,929 65	15,351 90	"	1,918 45	120,281 55
25	Bâtiments, constructions, réparations, etc., dépenses diverses des haras.....	199,349 24	183,219 07	15,941 42	199,160 49	158,291 22	40,869 27	"	188 75	199,160 49
	A reporter.....	19,250.180 14	16,472,834 05	2,277,352 66	18,750,186 71	10,586,115 71	8,164,071 00	"	499,993 43	18,750,186 71

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		Crédits ouverts par le budget primitif.....		28,963,140f00c
		CRÉDITS ADDITIONNELS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.		
		1° Crédits ouverts.		
Loi du 27 juillet 1894.	25	Bâtiments, constructions, réparations, dépenses diverses des haras.....	2,599f24c	
	32	Personnel de l'hydraulique agricole.....	23,000 00	
	2 *bis*	Exposition de Chicago.....	102,000 00	
Loi du 28 juil. 1894.	42	Dépenses des exercices périmés.....	391 00	
Loi du 13 août 1894.	43 *bis*	Exposition de culture fruitière de Saint-Pétersbourg.	160,000 00	
Loi du 27 déc. 1894.	10	Primes à la sériciculture.....	1,400,000 00	
Loi du 29 mars 1895.	3	Impressions, souscriptions aux publications, abonnements, autographies, entretien de machines, etc.....	16,000 00	
	28	Nourriture de 2,678 chevaux et juments et leurs produits.....	8,580 00	
		TOTAL.....	1,712,570 24	
		2° Crédits annulés (à déduire).		
Loi du 13 août 1894..	2 *bis*	Exposition de Chicago.....	100,000 00	
		Reste pour crédits ouverts.....	1,612,570 24	1,612,570 24
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.		
		Crédits de fonds de concours ordinaires.		
		Crédits ouverts à l'exercice 1894.		
Déc. du 20 nov. 1894.	34	Études et travaux exécutés par l'État.....	13,000 00	
Déc. du 7 déc. 1894..	8	Subventions à diverses institutions agricoles.....	5,257 57	
	8	*Idem*.....	3,333 33	
Déc. du 12 déc. 1894.	32	Personnel de l'hydraulique agricole.....	2,000 00	
	35	Subventions pour travaux d'hydraulique agricole..	5,000 00	
Déc. du 7 mars 1895.	8	Subventions à diverses institutions agricoles.....	900 00	
	8	*Idem*.....	20,000 00	
Déc. du 15 mars 1895.	33	Études et travaux exécutés par l'État.....	4,552 50	
Déc. du 26 mars 1895.	9	Encouragements à l'agriculture et au drainage; délégués à l'étranger; Bourses de voyage; dépenses diverses.....	1,200 00	
Déc. du 27 avril 1895.	34	Études et travaux exécutés par l'État.....	200 50	
		TOTAL.....	55,443 90	55,443 90
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS PROVENANT DU PRODUIT DU PRÉLÈVEMENT EFFECTUÉ SUR LE PARI MUTUEL.		
		1° Crédits ouverts à l'exercice 1894.		
Déc. du 24 août 1894.	30	Remonte des haras.....	500,442 20	
Déc. du 20 nov. 1894.	31	Encouragements à l'industrie chevaline en France.	580,078 85	
Déc. du 21 déc. 1894.	30	Remonte des haras.....	500,022 71	
	30	*Idem*.....	36,161 90	
Déc. du 10 janv. 1895.	30	*Idem*.....	168,483 30	
	30 et 34	*Idem*.....	222,059 55	
Déc. du 15 mars 1895.	30	*Idem*.....	122,648 70	
		TOTAL.....	2,129,900 01	
		4° Crédits reportés de l'exercice 1893.		
Déc. du 7 mai 1894..	30	Remonte des haras.....	184,876 92	
	31	Encouragements à l'industrie chevaline.....	7,889 08	
		TOTAL.....	2,322,666 01	2,322,666 01
		Dépenses des exercices clos.....		741,990 40
		TOTAL GÉNÉRAL.....		33,695,810 55

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. (Suite).

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
	Report	19,250,180f14c	16,472,834f05c	2,277,352f66c	18,750,186f71c	10,586,115f71c	8,164,071f00c	"	499,993f43c	18,750,186f71c	
26	Frais de conduite, frais de monte, salaires	277,600 00	238,446 55	34,870 66	273,317 21	200,070 45	73,246 76	"	4,282 79	273,317 21	
27	Ferrure, soins et médicaments pour les chevaux, entretien et renouvellement d'objets de sellerie et des ustensiles d'écurie. — Achat de breacks pour exercer les chevaux. — Éclairage des écuries	187,000 00	172,376 10	13,811 45	186,187 55	148,360 61	37,826 94	"	812 45	186,187 55	
28	Nourriture de 2,678 chevaux et juments et de leurs produits	1,899,180 00	1,859,900 00	39,279 60	1,899,179 60	1,734,165 45	165,014 15	"	0 40	1,899,179 60	
29	Consommations en nature dans les établissements des haras	35,000 00	"	"	"	"	"	"	35,000 00	"	
30	Remonte des haras	2,734,248 08	890,163 40	1,569,500 95	2,459,664 35	818,113 40	1,641,550 95	"	274,583 73	2,459,664 35	
31	Encouragements à l'industrie chevaline en France	2,137,967 93	1,489,211 21	631,716 53	2,120,927 74	1,416 486 20	704,441 54	"	17,040 19	2,120,927 74	
32	Personnel de l'hydraulique agricole	302,000 00	297,069 20	833 35	297,902 55	275,741 42	22,161 13	"	4,097 45	297,902 55	
33	Police et surveillance de l'aménagement des eaux	300,000 00	273,830 39	3,680 75	277,511 14	188,235 52	89,275 62	"	22,488 86	277,511 14	
34	Études et travaux exécutés par l'État	839,703 00	669,270 02	131,109 69	800,379 71	458,228 74	342,150 97	"	39,323 29	800,379 71	
35	Subventions pour travaux de l'hydraulique agricole	1,375,000 00	388,299 01	198,686 95	586,985 96	315,752 20	271,233 76	"	788,014 04	586,985 96	
36	Garanties d'intérêts aux compagnies concessionnaires de travaux d'hydraulique agricoles	1,047,750 00	934,589 56	113,015 77	1,047,605 33	925,089 67	122,515 66	"	144 67	1,047,605 33	
37	Surveillance de sociétés et établissements divers	16,200 00	14,000 00	1,200 00	15,200 00	8,977 39	6,222 61	"	1,000 00	15,200 00	
38	Travaux de routes agricoles et salicoles	1,000 00	"	"	"	"	"	"	1,000 00	"	
39	Assainissement des marais communaux	2,000 00	200 00	"	200 00	7 00	193 00	"	1,800 00	200 00	
40	Dépenses de surveillance, de contrôle et de vérification des comptes des sociétés de courses et des compagnies concessionnaires des canaux d'irrigation	18,600 00	16,536 75	2,052 60	18,589 35	14,646 75	3,942 60	"	10 65	18,589 35	
41	Secours spéciaux pour pertes matérielles et événements malheureux	2,370,000 00	848,353 60	1,508,550 20	2,356,903 80	749,598 89	1,607 304 91	"	13,096 20	2,356,903 80	
42	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	391 00	391 00	"	391 00	391 00	"	"	"	391 00	
43 *bis*	Exposition de culture fruitière de Saint-Pétersbourg	160,000 00	84,000 00	65,523 83	149,523 83	34,000 00	115,523 83	"	10,476 17	149,523 83	
		32,953,820 15	24,649,470 84	6,591,184 99	31,240,655 83	17,873,980 40	13,366,675 43	"	1,713,164 32	31,240,655 83	
43	Dépenses des exercices clos	741,990 40	741,990 40	"	741,990 40	741,990 40	"	"	"	741,990 40	
	TOTAL	33,695,810 55	25,391,461 24	6,591,184 99	31,982,646 23	18,615,970 80	13,366,675 43	"	1,713,164 32	31,982,646 23	
								1,713,164f 32c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale.	1,409,300f00c	1,404,759f59c	4,527f82c	1,409,287f41c	1,378,571f76c	30,715f65c	"	12f59c	1,409,287f41c
2	Frais de voyage et de mission	20,000 00	9,402 95	9,804 00	19,206 95	9,229 95	9,977 00	"	793 05	19,206 95
3	Personnel du corps des ponts et chaussées. — Enseignement et école des ponts et chaussées	4,375,764 00	4,297,541 55	36,216 11	4,333,757 66	4,013,801 81	319,955 85	"	42,006 34	4,333,757 66
4	Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées	191,900 00	191,375 01	"	191,375 01	165,084 06	26,290 95	"	524 99	191,375 01
5	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées	8,071,400 00	8,049,574 65	21,740 40	8,071,315 05	7,340,491 62	730,823 43	"	84 95	8,071,315 05
6	Personnel du corps des mines, enseignement et écoles	1,022,944 44	1,002,187 87	19,309 69	1,021,497 56	945,332 21	76,165 35	"	1,446 88	1,021,497 56
7	Personnel des contrôleurs des mines	468,300 00	466,612 24	1,551 75	468,163 99	425,993 71	42,170 28	"	136 01	468,163 99
8	Personnel des contrôleurs comptables et des contrôleurs du matériel et du travail	384,000 00	204,810 91	5,770 00	210,580 91	188,351 95	22,228 96	"	173,419 09	210,580 91
9	Personnel des commis affectés au service des ponts et chaussées et des mines	3,754,000 00	3,748,984 53	4,015 49	3,753,000 02	3,453,433 49	299,566 53	"	999 98	3,753,000 02
10	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime	328,420 00	313,637 24	1,621 77	315,259 01	281,474 02	33,784 99	"	13,160 99	315,259 01
11	Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce	2,192,753 33	2,191,060 79	"	2,191,060 79	1,989,320 80	201,739 99	"	1,692 54	2,191,060 79
12	Personnel des maîtres et gardiens de phares et fanaux	503,720 00	499,150 18	2,248 66	501,398 84	448,963 81	52,435 03	"	2,321 16	501,398 84
13	Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale	354,200 00	353,122 04	"	353,122 04	309,018 21	44,103 83	"	1,077 96	353,122 04
14	Personnel des inspecteurs de l'exploitation commerciale des chemins de fer	245,000 00	227,222 18	"	227,222 18	204,254 71	22,967 47	"	17,777 82	227,222 18
15	Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer	872,000 00	853,719 38	17,435 68	871,155 06	763,625 96	107,529 10	"	844 94	871,155 06
16	Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer concédés	613,500 00	539,493 40	66,104 58	605,597 98	410,072 13	195,525 85	"	7,902 02	605,597 98
17	Personnel des inspecteurs de tramways des départements de la Seine et de Seine-et-Oise	15,000 00	15,000 00	"	15,000 00	13,749 99	1,250 01	"	"	15,000 00
18	Frais généraux du service de surveillance des mines, minières, carrières et appareils à vapeur	326,400 00	291,376 01	18,236 32	309,612 33	234,657 99	74,954 34	"	16,787 67	309,612 33
19	Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs	200,000 00	183,129 00	2,606 00	185,735 00	152,259 46	33,475 54	"	14,265 00	185,735 00
20	Personnel des bâtiments civils	120,000 00	110,231 23	6,177 24	116,408 47	109,423 15	6,985 32	"	3,591 53	116,408 47
21	Personnel des palais nationaux	140,000 00	132,970 70	6,603 62	139,574 32	128,213 46	11,360 86	"	425 68	139,574 32
22	Personnel des régies des palais nationaux	294,000 00	293,279 17	"	293,279 17	270,887 31	22,391 86	"	720 83	293,279 17
23	Secours	286,000 00	259,560 00	26,410 00	285,970 00	248,185 00	37,785 00	"	30 00	285,970 00
24	Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	236,900 00	180,033 83	56,248 47	236,282 30	176,583 97	59,698 33	"	617 70	236,282 30
	A reporter	26,425,501 77	25,818,234 45	306,627 60	26,124,862 05	23,660,980 53	2,463,881 52	"	300,639 72	26 124,862 05

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 26 juillet 1893.	"	Budget primitif		81,992,114f00c
		Crédits additionnels ouverts par des lois.		
Loi du 27 juillet 1894.	29	Navigation intérieure. — Rivières.	195,000f00c	
	30	Navigation intérieure. — Canaux	30,000 00	
	42	Dépenses des exercices périmés	115,930 50	
Loi du 28 juillet 1894.	42	*Idem*	77,598 15	
Loi du 29 juillet 1894.	39	Service des eaux de Versailles et de Marly	150,000 00	
	31*bis*	Réparations des avaries causées aux ouvrages des ports par les tempêtes du mois de novembre 1893	150,000 00	
Loi du 6 août 1894	32*bis*	Réparations des avaries causées aux phares et balises par les tempêtes du mois de novembre 1893	20,000 00	
Loi du 27 déc. 1894.	42	Dépenses des exercices périmés	55,287 46	
		TOTAL	793,816 11	793,816 11
		Crédits de fonds de concours.		
		1° CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1893.		
Décrets des :				
	30	Navigation intérieure. — Canaux	16,862 80	
16 mai 1894	31	Ports maritimes (Travaux ordinaires.)	10,130 81	
	26	Routes et ponts. (Grosses réparations et restaurations.)	34,754 27	
23 juin 1894	25	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.) (Entretien.)	566 67	
28 juin 1894	29	Navigation intérieure. — Rivières	2,103 20	
30 juin 1894	39	Service des eaux de Versailles et de Marly	15,500 00	
		TOTAL	79,917 75	
		2° CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1894.		
	39	Service des eaux de Versailles et de Marly	24,181f00c	
	6	Personnel du corps des mines. Enseignement et écoles.	1,600 00	
	10	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime	1,080 00	
8 septembre 1894	11	Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce	3,753 33	
	12	Personnel des maîtres et gardiens de phares et fanaux	120 00	
	30	Navigation intérieure. — Canaux	250 00	
	26	Routes et ponts. (Grosses réparations et restaurations.)	62,500 00	
23 novembre 1894	30	Navigation intérieure. — Canaux	35,000 00	
	25	Routes et ponts. — Travaux ordinaires. (Entretien.)	83,765 54	
	26	Routes et ponts. (Grosses réparations et restaurations.)	280,192 47	
29 novembre 1894	30	Navigation intérieure. — Canaux	36,741 51	
	39	Service des eaux de Versailles et de Marly	42,370 10	
7 décembre 1894	30	Navigation intérieure. — Canaux	1,467 66	
12 décembre 1894	29	Navigation intérieure. — Rivières	42,723 13	
	25	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.) (Entretien.)	3,282 84	
14 décembre 1894	26	Routes et ponts. (Grosses réparations et restaurations.)	17,850 00	
	31	Ports maritimes. (Travaux ordinaires.)	132,779 36	
21 décembre 1894	32	Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses réparations.)	5,515 40	
5 décembre 1894	29	Navigation intérieure. — Rivières	83,506 52	
28 décembre 1894	26	Routes et ponts. (Grosses réparations et restaurations.)	12,500 00	
	31	Ports maritimes. (Travaux ordinaires.)	156,561 31	
8 janvier 1895	32	Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses réparations.)	1,038 33	
	10	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime	240 00	
11 janvier 1895	10	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime	600 00	
	12	Personnel des maîtres et des gardiens de phares et fanaux	200 00	
	29	Navigation intérieure. — Rivières	130,000 00	
4 mars 1895	29	Navigation intérieure. — Rivières	12,842 25	
15 mars 1895	6	Personnel du corps des mines. (Enseignement et écoles)	500 00	
	6	Peasonnel du corps des mines. (Enseignement et écoles)	844 44	
	25	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.) (Entretien.)	797 95	
	26	Routes et ponts (Grosses réparations et restaurations.)	8,546 99	
	30	Navigation intérieure. — Canaux	4,001 01	
25 mars 1895	37	Grosses réparations des palais nationaux	5,000 00	
		A reporter	1,272,268 89	82,785,930 11

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)

1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.
	Report	26,425,501f 77c	25,818,234f 45c	306,627f 60c	26,124,862f 05c	23,660,980f 53c	2,463,881f 52c	"	300,639f 72c	26,124,862f 05c
25	Routes et ponts. — Travaux ordinaires (Entretien)	25,438,413 00	24,988,396 00	449,416 75	25,437,812 75	21,507,801 84	3,930,010 91	"	600 25	25,437,812 75
26	Routes et ponts. — Grosses réparations et restaurations	4,918,386 39	4,754,339 35	108,453 57	4,862,792 92	3,822,221 37	1,040,571 55	"	55,593 47	4,862,792 92
27	Routes forestières de la Corse (entretien)	150,000 00	120,000 00	30,000 00	150,000 00	116,923 64	33,076 36	"	"	150,000 00
28	Entretien des chaussées de Paris	3,000,000 00	2,059,000 00	941,000 00	3,000,000 00	2,059,000 00	941,000 00	"	"	3,000,000 00
29	Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations)	6,056,905 10	5,642,417 59	395,728 76	6,038,146 35	4,641,913 83	1,396,232 52	"	18,758 75	6,038,146 35
30	Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations.)	5,748,522 98	5,495,475 54	201,553 19	5,697,028 73	4,705,783 25	991,245 48	"	51,494 25	5,697,028 73
31	Ports maritimes. — Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations)	6,666,236 70	6,505,656 11	119,115 92	6,624,772 03	5,543,117 19	1,081,654 84	"	41,464 67	6,624,772 03
31*bis*	Réparation des avaries causées aux ouvrages des ports par les tempêtes du mois de novembre 1893	150,000 00	150,000 00	"	150,000 00	133,565 20	16,434 80	"	"	150,000 00
32	Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses réparations)	1,806,553 73	1,707,107 01	98,924 75	1,806,031 76	1,429,550 98	376,480 78	"	521 97	1,806,031 76
32*bis*	Réparations des avaries causées aux phares et balises par les tempêtes du mois de novembre 1893	20,000 00	19,963 67	"	19,963 67	18,103 24	1,860 43	"	36 33	19,963 67
33	Matériel des mines	52,500 00	18,457 12	33,853 92	52,311 04	14,219 31	38,091 73	"	188 96	52,311 04
34	Entretien des bâtiments civils	798,800 00	249,568 84	418,530 46	668,099 30	177,623 36	490,475 94	"	130,700 70	668,099 30
35	Grosses réparations des bâtiments civils	593,000 00	173,186 41	326,380 27	499,566 68	156,269 65	343,297 03	"	93,433 32	499,566 68
36	Entretien des palais nationaux	700,000 00	476,469 30	210,082 39	686,551 69	375,561 77	310,989 92	"	13,448 31	686,551 69
37	Grosses réparations des palais nationaux	305,000 00	169,320 20	89,731 97	259,052 17	102,842 76	156,209 41	"	45,947 83	259,052 17
38	Loyer du terrain du palais de l'Industrie	15,000 00	"	15,000 00	15,000 00	"	15,000 00	"	"	15,000 00
39	Service des eaux de Versailles et de Marly	539,456 10	335,409 84	174,125 59	509,535 43	275,815 24	233,720 19	"	29,920 67	509,535 43
40	Matériel des régies des palais nationaux	264,453 68	150,437 15	111,197 94	261,635 09	124,764 23	136,870 86	"	2,818 59	261,635 09
41	Conservation du Garde-Meuble	252,000 00	212,058 26	38,549 00	250,607 26	198,922 71	51,684 55	"	1,392 74	250,607 26
42	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	248,816 11	193,528 65	55,287 46	248,816 11	193,528 65	55,287 46	"	"	248,816 11
		84,149,545 56	79,239,025 49	4,123,559 54	83,362,585 03	69,258,508 75	14,104,076 28	"	786,960 53	83,362,585 03
	Dépenses des exercices clos	3,518,695 54	3,518,695 54	"	3,518,695 54	3,518,695 54	"	"	"	3,518,695 54
	TOTAL de la 1re section	87,668,241 10	82,757,721 03	4,123,559 54	86,881,280 57	72,777,204 29	14,104,076 28	"	786,960 53	86,881,280 57
								786,960f 53c		

OBSERVATIONS. DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		Report	1,272,268f 89c	82,785,930f 11c
		Crédits de fonds de concours. (Suite.)		
		1° CRÉDITS OUVERTS. (Suite.)		
Décret du 4 avril 1895.	26	Routes et ponts. (Grosses réparations, restaurations.)	1,692 66	
	31	Ports maritimes. (Travaux ordinaires.)	26,765 22	
Décret du 23 avril 1895.	31	Ports maritimes. (Travaux ordinaires.)	40,000 00	
Décret du 27 avril 1895.	39	Service des eaux de Versailles et de Marly	7,405 00	
	40	Matériel des régies des palais nationaux	8,453 68	
	26	Routes et ponts. (Grosses réparations et restaurations.)	1,300 00	
	29	Navigation intérieure. (Rivières.)	5,730 00	
		TOTAL des crédits de fonds de concours.	1,363,615 45	1,363,615 45
		Dépenses des exercices clos		3,518,695 54
		TOTAL GÉNÉRAL		87,668,241 10

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)

2e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.
44	Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports en France	9,662,850f 00c	9,560,777f 43c	101,589f 46c	9,662,366f 89c	9,166,569f 53c	495,797f 36c	"	483f 11c	9,662,366f 89c
45	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883)	7,400,000 00	7,267,793 68	455 89	7,268,249 57	5,845,219 81	1,423,029 76	"	131,750 43	7,268,249 57
46	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	23,500,000 00	22 588,390 46	911,609 54	23,500,000 00	22,588,390 46	911,609 54	"	"	23,500,000 00
47	Annuités à la Compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État. (Art. 5 de la convention approuvée par la loi du 20 novembre 1883.)	2,000,000 00	2,000,000 00	"	2,000,000 00	2,000,000 00	"	"	"	2,000,000 00
48	Subventions pour chemins de fer d'intérêt local	30,000 00	26,000 00	"	26,000 00	26,000 00	"	"	4,000 00	26,000 00
49	Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garanties d'intérêts	86,800,000 00	84,418,177 50	2,381,327 75	86,799,505 25	84,169,177 50	2,630,327 75	"	494 75	86,799,505 25
50	Garanties d'intérêts aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local	2,700,000 00	1,956,703 21	743,296 79	2,700,000 00	1,925,103 21	774,896 79	"	"	2,700,000 00
51	Garanties d'intérêts aux entreprises de tramways	650,000 00	343,424 89	149,173 41	492,598 30	343,424 89	149,173 41	"	157,401 70	492,598 30
52	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives. — Dépenses diverses relatives à ces lignes	50,000 00	38,500 00	"	38,500 00	29,325 23	9,174 77	"	11,500 00	38,500 00
53	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'Etat	500,000 00	499,828 52	"	499,828 52	499,828 52	"	"	171 48	499,828 52
54	Garanties d'intérêts aux compagnies des chemins de fer tunisiens	2,200,000 00	2,082,918 53	117,081 47	2,200,000 00	1,992,000 00	208,000 00	"	"	2,200,000 00
55	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales	704,370 00	604,035 24	84,97 217	689,007 41	445,817 93	243,189 48	"	15,362 59	689,007 41
56	Routes forestières de la Corse. (Construction.)	138,000 00	96,000 00	42,000 00	138,000 00	95,607 64	42,392 36	"	"	138,000 00
57	Rectification des routes nationales et des routes départementales des départements annexés	722,904 77	650,026 55	63,842 46	713,869 01	490,504 49	223,364 52	"	9,035 76	713,869 01
58	Construction de ponts	1,137,126 41	1,104,469 79	"	1,104,469 79	799,866 31	304,603 48	"	32,656 62	1,104,469 79
59	Rachat de concessions de ponts à péage dépendant des routes nationales	1,000 00	"	"	"	"	"	"	1,000 00	"
60	Amélioration des rivières	7,266,000 00	6,560,618 05	334,552 07	6,895,170 12	5,409,537 99	1,485,632 13	"	370,829 88	6,895,170 12
61	Établissement et amélioration de canaux de navigation	10,046,900 00	8,845,286 68	1,112,811 60	9,958,098 28	6,857,419 92	3,100,678 36	"	88,801 72	9,958,098 28
62	Travaux de défense contre les inondations	560,113 00	479,598 64	52,861 71	532,460 35	388,944 85	143,515 50	"	27,652 65	532,460 35
63	Amélioration et extension des ports maritimes	16,289,153 65	15,429,556 84	693,966 50	16,123,523 34	13,056,929 18	3,066,594 16	"	165,630 31	16,123,523 34
64	Phares, éclairage électrique et installation de signaux divers	150,000 00	127,863 38	20,754 30	148,617 68	114,172 53	34,445 15	"	1,382 32	148,617 68
65	Nivellement général de la France. (Opérations et représentation graphique)	58,669 00	54,843 28	3,725 26	58,568 54	53,523 65	5,044 89	"	100 46	58,568 54
66	Exécution de la carte géologique détaillée de la France	90,000 00	52,594 32	37,371 99	89,966 31	51,991 45	37,974 86	"	33 69	89,966 31
	A reporter	172,657,086 83	164,787,406 99	6,851,392 37	171,638,799 36	156,349,355 09	15,289,444 27	"	1,018,287 47	171,638,799 36

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 26 juillet 1893.	"	Budget primitif		174,635,350f 00c
		Crédits additionnels ouverts ou annulés par des lois.		
		1° CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 17 juillet 1894.	79	Reconstruction du théâtre national de l'Opéra-Comique.	1,034,114f 00c	
Loi du 27 juillet 1894.	82	Établissement de nouveaux inventaires des palais nationaux et du garde-meuble	10,833 28	
Loi du 26 juillet 1894.	80	Reconstruction de l'École nationale d'arts décoratifs et du musée Adrien Dubouché à Limoges	50,000 00	
Loi du 1er déc. 1894.	81	Transfert des magasins de décors de l'Opéra et de l'Opéra-Comique	1,291,570 00	
Loi du 27 déc. 1894.	71	Conservatoire des Arts et Métiers. Restauration de la grande galerie des Collections	195,473 00	
	83	Alignement du Conservatoire des Arts et Métiers	166,847 95	
Loi du 29 mars 1895.	67	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État	500,000 00	
		TOTAL	3,248,838 23	
		2° CRÉDITS ANNULÉS (*à déduire.*)		
Loi du 29 mars 1895.	47	Annuité à la Compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État	500,000 00	
		RESTE pour crédits ouverts	2,748,838 23	2,748,838 23
		Crédits ouverts par des décrets spéciaux régularisés par la loi.		
Loi du 27 déc. 1894.	67	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État :		
		Décret du 20 août 1894	11,000,000 00	
		Décret du 16 octobre 1894	1,500,000 00	
		TOTAL	12,500,000 00	12,500,000 00
		Crédits de fonds de concours.		
		§ 1er. Crédits de fonds de concours ordinaires.		
		1° CRÉDITS OUVERTS DIRECTEMENT À L'EXERCICE 1894.		
Déc. du 12 mars 1894.	63	Amélioration et extension des ports maritimes	600,000 00	
	67	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État	300,000 00	
Déc. du 18 avril 1894.	65	Nivellement général de la France	8,000 00	
Déc. du 19 mai 1894.	67	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État	136,686 23	
Déc. du 28 juin 1894.	63	Amélioration et extension des ports maritimes	500,000 00	
	67	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	335,144 35	
Déc. du 1er août 1894.	63	Amélioration et extension des ports maritimes	1,433,547 86	
	63	*Idem*	800,000 00	
Décret du 6 août 1894.	67	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	221,000 00	
Déc. du 17 août 1894.	63	Amélioration et extension des ports maritimes	800,000 00	
Déc. du 21 août 1894.	67	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	39,322 44	
Déc. du 8 sept. 1894.	60	Amélioration des rivières	665,000 00	
	63	Amélioration et extension des ports maritimes	1,143,567 99	
Déc. du 11 oct. 1894.	69	Travaux complémentaires du réseau de l'État	5,850 00	
Déc. du 23 nov. 1894.	63	Amélioration et extension des ports maritimes	203,000 00	
Déc. du 29 nov. 1894.	55	Lacunes des routes nationales et départementales des départements annexés et des routes thermales	4,000 00	
	57	Rectification des routes nationales et départementales des départements annexés	5,200 00	
	63	Amélioration et extension des ports maritimes	176,005 00	
Déc. du 7 déc. 1894.	67	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	33,676 66	
Déc. du 12 déc. 1894.	65	Nivellement général de la France	397 00	
	67	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	512,094 54	
Déc. du 14 déc. 1894.	57	Rectifications des routes nationales et départementales des départements annexés	9,200 00	
	58	Construction des ponts	429,265 57	
	60	Amélioration des rivières	116,000 00	
	63	Amélioration et extention des ports maritimes	1,062,595 95	
	67	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	68,604 24	
Déc. du 28 déc. 1894.	63	Amélioration et extension des ports maritimes	210,000 00	
Déc. du 8 janv. 1895.	67	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	549,073 62	
Déc. du 11 janv. 1895.	60	Amélioration des rivières	450,000 00	
	63	Amélioration et extension des ports maritimes	417,747 46	
Déc. du 4 mars 1895.	62	Travaux de défense contre les inondations	15,113 00	
		A reporter	11,250,091 91	189,884,188 23

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)

2e SECTION. — DÉPENSES. EXTRAORDINAIRES. (Suite.)

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1894
	Report	172,657,086f 83c	164,787,406f 99c	6,851,392f 37c	171,638,799f 36c	156,349,355f 09c	15,289,444f 27c	"	1 018,287f 47c	171,638,799f 36c
67	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État	34,671,512 08	30,799,736 58	3,239,487 76	34,039,224 34	24,941,103 11	9,098,121 23	"	632,287 74	34,039,224 34
68	Rachat de lignes de chemins de fer	1,000 00	"	"	"	"	"	"	1,000 00	"
69	Travaux complémentaires du réseau de l'État	1,505,850 00	1,499,719 50	5,055 00	1,504,774 50	1,099,578 62	405,195 88	"	1,075 50	1,504,774 50
70	École des arts et métiers de Lille. — Continuation des travaux de construction	200,000 00	55,000 00	50,564 00	105,564 00	48,250 00	57,314 00	"	94,436 00	105,564 00
71	Conservatoire des arts et métiers. — Restauration de la grande galerie des Collections	295,473 00	27,751 84	98,310 28	126,062 12	14,719 92	111,342 20	"	169,410 88	126,062 12
72	Palais de Versailles et de Trianon. — Continuation des travaux de restauration	200,000 00	112,024 29	86,478 02	198,502 31	81,631 41	116,870 90	"	1,497 69	198,502 31
73	Réparation et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles	100,000 00	75,810 94	24,158 23	99,969 17	70,907 57	29,061 60	"	30 83	99,969 17
74	Palais de l'Élysée. — Continuation des travaux de réfection	50,000 00	8,635 00	38,799 40	47,434 40	8,635 00	38,799 40	"	2,565 60	47,434 40
75	Institut agronomique. — Construction de laboratoires	86,000 00	2,400 00	44,614 73	47,014 73	2,400 00	44,614 73	"	38,985 27	47,014 73
76	Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de réfection	70,000 00	3,172 95	61,126 73	64,299 68	3,172 95	61,126 73	"	5,700 32	64,299 68
77	Domaine de Saint-Cloud. Travaux de réparations	50,000 00	41,521 18	7,972 34	49,493 52	27,953 25	21,540 27	"	506 48	49,493 52
78	École normale supérieure. — Transfert de l'infirmerie et agrandissement du service de la physique	75,000 00	50,063 25	24,853 95	74,917 20	36,396 74	38,520 46	"	82 80	74,917 20
79	Reconstruction du théâtre national de l'Opéra-Comique	1,034,114 00	67,321 98	35,951 10	103,273 08	67,291 16	35,981 92	"	930,840 92	103,273 08
80	Reconstruction de l'École nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché	50,000 00	2,600 00	16,595 62	19,195 62	1,200 00	17,995 62	"	30,804 38	19,195 62
81	Transfert des magasins de décors de l'Opéra et de l'Opéra-Comique	1,291,570 00	"	30,566 59	30,566 59	"	30,566 59	"	1,261,003 41	30,566 59
82	Établissement de nouveaux inventaires des palais nationaux et du garde-meuble	10,833 28	"	5,079 75	5,079 75	"	5,079 75	"	5,753 53	5,079 75
83	Alignements du Conservatoire des arts et métiers	166,847 95	"	166,847 95	166,847 95	"	166,847 95	"	"	166,847 95
	Total de la 2e section	212,515,287 14	197,533,164 50	10,787,853 82	208,321,018 32	182,752,594 82	25,568,423 50	"	4,194,268 82	208,321,018 32
								4,194,268f 82c		

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Dépenses ordinaires	87,668,241 10	82,757,721 03	4,123,559 54	86,881,280 57	72,777,204 29	14,104,076f 28c	"	786,960f 53c	86,881,280f 57c
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	212,515,287 14	197,533,164 50	10,787,853 82	208,321,018 32	182,752,594 82	25,568,423 50	"	4,194,268 82	208,321,018 32
TOTAL	300,183,528 24	280,290,885 53	14,911,413 36	295,202,298 89	255,529,799 11	39,672,499 78	"	4,981,229 35	295,202,298 89
							4,981 229f 35c		

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits		Sommes.
		Report	11,250,091f 91c	189,884,188f 25c
Déc. du 15 mars 1895.	58	Construction de ponts	2,800 00	
	61	Établissement et amélioration des canaux de navigation	53,400 00	
	63	Amélioration et extension des ports maritimes	190,000 00	
Déc. du 25 mars 1895	67	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État	329,260 00	
		Idem	6,650 00	
Déc. du 4 avril 1895.	55	Lacunes des routes nationales et départementales des départements annexés et des routes thermales	370 00	
	57	Rectification des routes nationales et départementales des départements annexés	431 66	
	63	Amélioration et extension des ports maritimes	18,000 00	
Déc. du 23 avril 1895.	63	*Idem*	130,000 00	
Déc. du 27 avril 1895.	65	Nivellement général de la France	272 00	
		TOTAL	11,981,275 57	
		2° CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1893.		
		a. — Par décrets.		
Déc. du 16 mars 1894.	63	Amélioration et extension des ports maritimes	660,680 38	
Déc. du 23 juin 1894.	57	Rectification des routes nationales et départementales des départements annexés	8,073 11	
	58	Construction de ponts	130,060 84	
	63	Amélioration et extension des ports maritimes	39,978 51	
		b. — Par des lois.		
Loi du 2 juillet 1894	60	Amélioration des rivières	750,000 00	
	63	Amélioration et extension des ports maritimes	196,030 50	
		TOTAL	13,766,098 91	
		3° Crédits reportés à l'exercice 1895 (à dél.).		
Déc. du 27 avril 1895	58	Constructions de ponts	275,000 00	
		RESTE pour crédits ouverts	13,491,098 91	13,491,098 91
		§ 2. — *Crédits de fonds de concours. (Conventions de 1893.)*		
		1° Crédits ouverts à l'exercice 1894.		
Déc. du 15 mars 1894.	67	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État	1,000,000 00	
Déc. du 30 mars 1894.	67	*Idem*	800,000 00	
Déc. du 5 mai 1894	67	*Idem*	800,000 00	
Déc. du 28 juin 1894.	67	*Idem*	800,000 00	
Déc. du 4 juillet 1894.	67	*Idem*	1,400,000 00	
Déc. du 12 oct. 1894.	67	*Idem*	700,000 00	
Déc. du 13 oct. 1894.	67	*Idem*	2,120,000 00	
Décret du 5 déc. 1894.	67	*Idem*	460,000 00	
Décret du 28 déc. 1894	67	*Idem*	460,000 00	
		TOTAL	8,540,000 00	
		2° Crédits reportés de l'exercice 1893.		
Loi du 27 juillet 1894	67	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État	600,000 00	
		TOTAL	9,140,000 00	9,140,000 00
		TOTAL GÉNÉRAL		212,515,287 14

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

MINISTÈRE DES FINANCES.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1894.
65	Personnel de l'Administration des contributions directes...	3,943,500f 00c	3,942,179f 73c	76f 65c	3,942,256f 38c	3,596,488f 59c	345,767f 79c	"	1,243f 62c	3,942,256f 38c
66	Dépenses diverses de l'Administration des contributions directes	1,684,700 00	1,654,801 79	58,063 15	1,712,864 94	1,513,830 11	199,034 83	28,164f 94c	"	1,712,864 94
67	Frais relatifs aux rôles des contributions directes	1,459,800 00	327,296 71	1,114,740 99	1,442,037 70	240,475 57	1,201,562 13	"	17,762 30	1,442,037 70
68	Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées	836,400 00	820,408 51	38,884 57	859,293 08	819,649 81	39,643 27	22,893 08	"	859,293 08
69	Frais de distribution des avertissements	461,840 00	410,377 20	50,417 78	460,794 98	410,369 72	50,425 26	"	1,045 02	460,794 98
70	Frais d'arpentage et d'expertise (cadastre primitif)	964,201 26	245,345 66	49,752 80	295,098 46	240,791 19	54,307 27	"	669,102 80	295,098 46
71	Frais d'arpentage et d'expertise (renouvellement du cadastre)	30,000 00	14,454 66	11,582 05	26,036 71	14,454 66	11,582 05	"	3,963 29	26,036 71
72	Mutations cadastrales	604,471 81	598,704 85	2,217 53	600,922 38	561,507 45	39,414 93	"	3,549 43	600,922 38
72 *bis*	Dépenses relatives à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties, en exécution de l'article 4 de la loi du 30 août 1875	51,697 27	7,317 58	44,223 41	51,540 99	7,237 82	44,503 17	"	156 28	51,540 99
72 *ter*	Dépenses relatives au recensement des propriétés bâties et à l'évaluation de leur valeur locative	4,618 81	"	"	"	"	"	"	4,618 81	"
73	Remises proportionnelles des percepteurs et frais divers	11,263,915 00	9,055,178 36	1,840,440 48	10,895,618 84	9,041,506 42	1,854,112 42	"	368,296 16	10,895,618 84
74	Frais de perception des centimes affectés aux dépenses de l'instruction primaire	442,827 00	112,436 91	256,500 88	368,937 79	110,928 24	258,009 55	"	74,889 21	368,937 79
75	Indemnités et secours aux porteurs de contraintes	450,000 00	371,845 70	71,627 77	443,473 47	334,942 45	108,531 02	"	6,526 53	443,473 47
76	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en France	291,000 00	51,363 02	202,611 40	253,974 42	33,905 92	220,068 50	"	37,025 58	253,974 42
77	Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et aux orphelins de percepteurs	200,000 00	165,909 00	31,500 00	197,400 00	159,950 00	37,450 00	"	2,600 00	197,400 00
78	Personnel de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	15,337,290 00	15,112,366 91	116,618 66	15,228,985 57	15,110,355 45	118,630 12	"	108,304 43	15,228,985 57
79	Personnel de l'atelier général du timbre	307,900 90	288,284 16	17,887 18	306,171 34	288,167 86	18,003 48	"	1,729 56	306,171 34
80	Matériel de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	158,390 00	91,956 57	41,384 14	133,340 71	86,872 45	46,468 26	"	25,049 29	133,340 71
81	Matériel de l'atelier général du timbre	759,426 05	625,634 38	82,248 40	707,882 78	527,020 20	180,862 58	"	51,543 27	707,882 78
82	Dépenses diverses de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	1,818,800 00	1,750,809 03	67,088 29	1,817,897 32	1,728,917 78	88,979 54	"	902 68	1,817,897 32
83	Personnel de l'Administration des douanes	30,343,428 98	30,303,808 73	13,459 52	30,317,268 25	30,236,268 46	80,999 79	"	26,160 73	30,317,268 25
84	Laboratoire de l'Administration des douanes	300,900 00	284,198 06	11,422 05	295,620 11	255,576 02	40,044 09	"	5,279 89	295,620 11
85	Matériel de l'Administration des douanes	438,280 00	360,438 19	40,200 05	400,638 24	326,957 52	73,680 72	"	37,641 76	400,638 24
86	Dépenses diverses de l'Administration des douanes	1,347,495 00	1,337,302 87	2,830 52	1,340,133 39	1,235,131 05	105,002 34	"	7,361 61	1,340,133 39
	A reporter	73,500,882 08	67,932,409 58	4,165,778 27	72,098,187 85	66,881,304 74	5,216,883 11	51,058 02	1,453,752 25	72,098,187 85

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.	Sommes.
Loi du 26 juillet 1893	"	Budget primif.	185,515,545 00
		Crédits additionnels ouverts ou annulés par des lois.	
Loi du 28 juillet 1894	83	Personnel de l'administration des douanes	44,101 00
	86	Dépenses diverses de l'administration des douanes	3,000 00
Décret du 11 sept 1894 régularisé par la loi du 27 décembre 1894.	101	Achats et transports	600,000 00
Loi du 27 décembre 1894.	72	Mutation cadastrales	34,471 81
	82	Dépenses diverses de l'administration de l'enregistrement des domaines et du timbre	30,000 00
	83	Personnel de l'administration des douanes	13,219 98
	87	Personnel de l'administration des contributions indirectes	830,000 00
	88	Matériel de l'administration des contributions indirectes	45,000 00
	89	Frais de loyer et indemnités de l'administration des contributions indirectes	19,450 00
	90	Dépenses diverses de l'administration des contributions indirectes	190,000 00
	92	Achats de tabacs et d'allumettes chimiques, primes et transports	55,000 00
	94	Gages et salaires de l'administration des manufactures de l'État	450,000 00
	95	Institutions destinées à améliorer la situation du personnel des manufactures de l'État	204,000 00
	96	Matériel de l'administration des manufactures de l'État	145,000 00
	101	Achats et transport	5,200,000 00
		Total	7,863,242 79
			7,863,242 79
		Crédits reportés par des décrets en vertu des lois qui ont autorisé les services.	
Décret du 9 juill. 1894	72 *bis.*	Dépenses relatives à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties.	51,697 27
	72 *ter*	Dépenses relatives au recensement des propriétés bâties	4,618 81
		Total	56,316 08
			56,316 08
		Crédits de fonds de concours.	
		1° Crédits ouverts à l'exercice 1894.	
Décrets des 13 janvier 1894.	70	Frais d'arpentage et d'expertise. (Cadastre primitif.)	528,867 00
28 février 1894.	70	*Idem*	61,525 45
10 mars 1894.	98	Constructions nouvelles des manufactures de l'Etot	100,000 00
26 avril 1894.	70	Frais d'arpentage et d'expertise. (Cadastre primitif.)	11,505 63
9 juin 1894.	70	*Idem*	138,827 17
17 août 1894.	70	*Idem*	6,870 00
23 août 1894.	70	*Idem*	85,000 00
30 août 1894.	98	Constructions nouvelles des manufactures de l'État	100,000 00
14 novembre 1894.	98	*Idem*	95,000 00
16 décembre 1894.	79	Atelier général du timbre. (Personnel.)	3,200 90
	81	——— (Matériel.)	776 05
29 décembre 1894.	70	Frais d'arpentage et d'expertise. (Cadastre primitif.)	2,743 11
		Total	1,134,315 37
		2° Crédits reportés de l'exercice 1893.	
10 avril 1894.	98	Constructions nouvelles des manufactures de l'État	48,658 33
11 octobre 1894.	70	Frais d'arpentage et d'expertise. (Cadastre primitif.)	18,862 84
		Total	67,521 17
			67,521 17
		Total général	194,636,940 41

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.										
	Suite du MINISTÈRE DES FINANCES.										
	Report	73,500,882f 08c	67,932,409f 58c	4,165,778f 27c	72,098,187f 85c	66,881,304f 74c	5,216,883f 11c	51,058f 02c	1,453,752f 25c	72,098,187f 85c	
87	Personnel de l'Administration des contributions indirectes	31,897,220 00	31,446,671 42	295,556 98	31,742,228 40	30,726,036 83	1,016,191 57	"	154,991 60	31,742,228 40	
88	Matériel de l'Administration des contributions indirectes	439,480 00	356,873 02	79,742 14	436,615 16	333,532 86	103,082 30	"	2,864 84	436,615 16	
89	Frais de loyer et indemnités de l'Administration des contributions indirectes	5,801,950 00	5,660,869 50	125,618 52	5,786,488 02	5,429,101 23	357,386 79	"	15,461 98	5,786,488 02	
90	Dépenses diverses de l'Administration des contributions indirectes	673,000 00	664,741 47	8,258 53	673,000 00	631,732 69	41,267 31	"	"	673,000 00	
91	Achats de tabacs et d'allumettes chimiques, primes et transports de l'Administration des contributions indirectes	1,150,000 00	1,092,331 77	40,479 17	1,132,810 94	1,092,066 71	40,744 23	"	17,189 06	1,132,810 94	
92	Avances recouvrables par l'Administration des contributions indirectes	570,000 00	388,844 66	142,219 82	531,064 48	349,669 85	181,394 63	"	38,935 52	531,064 48	
93	Personnel de l'Administration des manufactures de l'État	2,207,750 00	2,205,568 68	39 71	2,205,608 39	2,173,952 34	31,656 05	"	2,141 61	2,205,608 39	
94	Gages et salaires de l'Administration des manufactures de l'État	18,190,000 00	18,070,462 91	10,210 71	18,080,673 62	17,508,395 56	572,278 06	"	109,326 38	18,080,673 62	
95	Institutions destinées à améliorer la situation du personnel des manufactures de l'État	1,398,000 00	1,069,564 25	285,198 24	1,354,762 49	867,892 74	486,869 75	"	43,237 51	1,354,762 49	
96	Matériel de l'Administration des manufactures de l'État	4,635,000 00	4,248,373 14	340,855 18	4,589,228 32	3,782,565 17	806,663 15	"	45,771 68	4,589,228 32	
97	Aménagement, entretien et réparations des bâtiments des manufactures de l'État et acquisitions de terrains et de bâtiments. — Additions de constructions et grosses réparations	593,000 00	450,361 12	128,097 87	578,458 99	394,974 61	183,484 38	"	14,541 01	578,458 99	
98	Constructions nouvelles des manufactures de l'État	367,658 33	285,886 98	41,705 27	327,592 25	251,439 06	76,153 19	"	40,066 08	327,592 25	
99	Dépenses diverses de l'Administration des manufactures de l'État	387,000 00	328,631 07	31,481 52	360,112 59	307,163 84	52,948 75	"	26,887 41	360,112 59	
100	Avances recouvrables par l'Administration des manufactures de l'État	225,000 00	168,600 57	8,957 90	177,558 47	177,002 77	555 70	"	47,441 53	177,558 47	
101	Achats et transports	52,601,000 00	46,687,800 14	5,860,708 15	52,548,508 29	45,527,896 56	7,020,611 73	"	52,491 71	52,548,508 29	
	Total	194,636,940 41	181,057,990 28	11,564,907 98	192,622,898 26	176,434,727 56	16,188,170 70	51,058 02	2,065,100 17	192,622,898 26	
								2,014,042f 15c			
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.										
Unique.	Remise de 5 p. o/o sur le produit des chancelleries diplomatiques et consulaires	60,000f 00c	"	60,000f 00c	60,000f 00c	"	60,000f 00c	"	"	60,000 00c	Crédits ouverts par la loi du 26 juillet 1893.
								"			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

2e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES résultant des services faits. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des Ministres.	RESTES à payer pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.
5	Personnel. (Agents.)	42,952,823f 00c	41,991,982f 73c	890,591f 94c	42,882,574f 67c	41,875,204f 94c	1,007,369f 73c	"	70,248f 33c	42,882,574f 67c
6	Personnel. (Sous-Agents.)	39,465,939 00	38,292,854 62	1,123,481 75	39,416,336 37	38,230,692 61	1,185,643 76	"	49,602 63	39,416,336 37
7	Remises au personnel	1,844,740 00	1,701,371 01	142,620 09	1,843,991 10	1,686,836 29	157,154 81	"	748 90	1,843,991 10
8	Indemnités diverses et secours	8,898,635 63	7,923,973 83	933,704 55	8,857,678 38	7,840,836 51	1,016,841 87	"	40,957 25	8,857,678 38
9	Chaussure et habillement	3,856,648 00	2,806,693 72	622,561 49	3,429,255 21	2,799,336 87	629,918 34	"	427,392 79	3,429,255 21
10	Matériel des bureaux	8,088,275 75	7,397,106 10	650,447 31	8,047,553 41	6,357,386 18	1,690,167 23	"	40,722 34	8,047,553 41
11	Impressions et publications	2,187,211 00	1,016,769 16	1,149,523 37	2,166,292 53	992,941 13	1,173,351 40	"	20,918 47	2,166,292 53
12	Transport des dépêches postales	10,760,208 00	8,835,630 52	1,760,595 72	10,596,226 24	8,709,376 35	1,886,849 89	"	163,981 76	10,596,226 24
13	Appareils et matériel technique d'exploitation	1,577,260 99	1,323,355 06	150,319 70	1,473,674 76	1,295,630 44	178,044 32	"	103,586 23	1,473,674 76
14	Construction et entretien des lignes télégraphiques	6,243,242 15	5,153,148 43	639,184 22	5,792,332 65	4,937,884 10	854,448 55	"	450,909 50	5,792,332 65
15	Dépenses diverses	1,942,640 00	1,863,059 20	70,378 13	1,933,437 33	1,848,170 24	85,267 09	"	9,202 67	1,933,437 33
16	Subvention au service maritime entre la France et la Corse	355,000 00	325,416 63	29,583 33	354,999 96	325,416 63	29,583 33	"	0 04	354,999 96
17	Subvention au service maritime des lignes de la Méditerranée, du Brésil et de la Plata	1,532,113 00	1,392,829 30	139,282 93	1,532,112 23	1,392,829 30	139,282 93	"	0 77	1,532,112 23
18	Subvention au service maritime entre Calais et Douvres.	100,000 00	91,666 63	8,333 33	99,999 96	91,666 63	8,333 33	"	0 04	99,999 96
19	Subvention au service maritime de New-York aux Antilles et primes de vitesse	10,604,167 00	8,298,333 20	2,305,833 32	10,604,166 52	8,298,333 20	2,305,833 32	"	0 48	10,604,166 52
20	Subvention au service maritime de l'Indo-Chine	6,114,299 00	5,558,453 30	555,845 33	6,114,298 63	5,558,453 30	555,845 33	"	0 37	6,114,298 63
21	Subvention au service maritime de la France en Algérie, Tunisie et Tripolitaine	880,000 00	806,666 52	73,333 32	879,999 84	806,666 52	73,333 32	"	0 16	879,999 84
	A reporter	147,403,202 52	134,779,309 96	11,245,619 83	146,024 929 79	133,047,661 24	12,977,268 55	"	1,378,272 73	146,024,929 79

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	Chapitres.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 26 juillet 1893.	....	Crédits ouverts par le budget primitif		149,804,947f 00c
		Crédits additionnels ouverts ou annulés par des lois. 1° CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 27 juillet 1894	25a	Réinstallation du poste central télégraphique de Lyon	114,609f 73c	
Idem	25b	Installation du dépôt central du matériel et des ateliers	907,044 57	
Idem	25c	Établissement des lignes sous-marines.	755,782 96	
Idem	25d	Installation des services principaux des postes, télégraphes et des téléphones à Bordeaux, dans l'hôtel de la Monnaie	96,776 59	
Loi du 28 juillet 1894	25a	Installation du dépôt central du matériel et des ateliers	400,000 00	
Loi du 29 mars 1895.	7	Remises au personnel	155,240 00	
Idem	19	Subvention au service maritime de New-York et des Antilles	176,000 00	
			2,605,453 85	
		2° CRÉDITS ANNULÉS. (*A déduire.*)		
Loi du 29 mars 1895.	12	Transport des dépêches postales	200,000 00	
		Reste pour crédits ouverts	2,405,453 85	2,405,453 85
		Crédits de fonds de concours. 1° CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1894.		
Déc. du 28 nov. 1894	8	Indemnités diverses et secours	8,083f 40c	
Idem	10	Matériel des bureaux	5,388 93	
Idem	13	Appareils et matériel techniques	21,555 73	269,446 66
Idem	14	Construction et entretien des lignes	234,418 60	
Déc. du 27 déc. 1894	8	Indemnités diverses et secours	10,848 21	
Idem	10	Matériel des bureaux	7,232 14	
Idem	13	Appareils et matériel techniques	28,928 55	361,606 92
Idem	14	Construction et entretien des lignes.	314,598 02	
Déc. du 4 janv. 1895	8	Indemnités diverses et secours	9,954 83	
Idem	10	Matériel des bureaux	6,636 55	
Idem	13	Appareils et matériel techniques	26,546 20	331,827 52
Idem	14	Construction et entretien des lignes.	288,689 94	
Déc. du 5 janv. 1895	8	Indemnités diverses et secours	7,320 19	
Idem	10	Matériel de bureaux.	4,880 13	
Idem	13	Appareils et matériel techniques	19,520 51	244,006 42
Idem	14	Construction et entretien des lignes.	212,285 59	
		2° CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1893.		
Déc. du 30 juin 1894	8	Indemnités diverses et secours	25,713 00	
Idem	10	Matériel des bureaux	75,852 00	
Idem	13	Appareils et matériel techniques	232,000 00	803,565 00
Idem	14	Construction et entretien des lignes.	470,000 00	
		TOTAL	2,010,452 52	2,010,452 52
		TOTAL GÉNÉRAL		154,220,853 37

Suite du **BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.**

Suite du *Compte des Dépenses.* (France.)

Suite de la 4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

2e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
	Report	147,403,202f 52c	134,779,309f 96c	11,245,619f 83c	146,024,929f 79c	133,047,661f 24c	12,977,268f 55c	"	1,378,272f 73c	146,024,929f 79c	
22	Subvention au service maritime de l'Australie et la Nouvelle-Calédonie	2,828,672 00	2,571,520 00	257,152 00	2,828,672 00	2,571,520 00	257,152 00	"	"	2,828,672 00	
23	Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique	955,653 00	868,266 60	86,826 66	955,093 26	868,266 60	86,826 66	"	559 74	955,093 26	
24	Subvention aux services maritimes de la côte occidentale d'Afrique	459,112 00	426,699 21	25,631 25	452,330 46	407,366 76	44,963 70	"	6,781 54	452,330 46	
25	Subvention à la Compagnie concessionnaire du câble reliant à Saint-Louis du Sénégal les possessions françaises de Rio-Nunez, Grand-Bassam, Porto-Novo et le Gabon	300,000 00	"	300,000 00	300,000 00	"	300,000 00	"	"	300,000 00	
25 *bis*	Réinstallation du poste central télégraphique de Lyon	114,609 73	84,218 05	16,480 93	100,698 98	83,988 05	16,710 93	"	13,910 75	100,698 98	
25 *ter*	Installation du dépôt central du matériel et des ateliers	1,307,044 57	968,082 51	338,939 52	1,307,022 03	868,792 94	438,229 09	"	22 54	1,307,022 03	
25 *quater*	Établissement de lignes sous-marines entre Marseille et Oran et entre Marseille et Tunis et améliorations à apporter à l'usine des câbles de la Seyne et aux bâtiments télégraphiques *la Charente* et *l'Ampère*	755,782 96	564,822 24	185,326 50	750,148 74	472,899 79	277,248 95	"	5,634,22	750,148 74	
25 *quinq.*	Installation des services principaux des postes, télégraphes et téléphones à Bordeaux, dans l'hôtel de la Monnaie	96,776 59	33,830 80	62,518 85	96,349 65	32,930 05	63,419 60	"	426 94	96,349 65	
	TOTAL	154,220,853 37	140,296,749 37	12,518,495 54	152,815,244 91	138,353,425 43	14,461,819 48	"	1,405,608 46	152,815,244 91	
								1,405,608f 46c			

3e SECTION. — SERVICE DES TÉLÉPHONES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS	DÉPENSES constatées.	Dépenses présumées.	Total.	PAYEMENTS EFFECTUÉS	RESTES À PAYER	DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES	OBSERVATIONS.
2	Personnel des services extérieurs	2,808,150f 00c	2,078,584f 35c	71,842f 83c	2,150,427f 18c	2,077,522f 34c	72,904f 84c	"	657,722f 82c	2,150,427f 18c	
3	Remises au personnel et à divers	37,000 00	21,826 80	12,577 89	34,404 69	21,802 98	12,601 71	"	2,595 31	34,404 69	
4	Indemnités et dépenses diverses	621,900 00	506,772 67	41,414 85	548,187 52	505,960 44	42,227 08	"	73,712 48	548,187 52	
5	Matériel. — Dépenses d'entretien et d'exploitation	1,822,630 00	1,134,250 17	359,682 33	1,493,932 50	1,093,823 17	400,109 33	"	328,697 50	1,493,932 50	
6	Matériel. — Dépenses de premier établissement	5,738,421 16	3,777,164 36	1,553,734 68	5,330,899 04	3,743,883 98	1,587,015 06	"	407,522 12	5,330,899 04	
7	Annuité à la Caisse des dépôts et consignations	1,195,707 00	1,195,705 87	"	1,195,705 87	1,195,705 87	"	"	1 13	1,195,705 87	
7 *bis.*	Transformation du réseau téléphonique de Paris	411,117 68	101,590 25	273,674 77	375,265 02	99,054 76	276,210 26	"	35,852 66	375,265 02	
	TOTAL	12,634,925 84	8,815,894 47	2,312,927 35	11,128,821 82	8,737,753 54	2,391,068 28	"	1,506,104 02	11,128,821 82	
								1,506,104f 02c			

RÉCAPITULATION.

2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	154,220,853f 37c	140,296,749f 37c	12,518,495f 54c	152,815,244f 91c	138,353,425f 43c	14,461,819f 48c	"	1,405,608f 46c	152,815,244f 91c		
3e SECTION. — Service des téléphones	12,634,925 84	8,815,894 47	2,312,927 35	11,128,821 82	8,737,753 54	2,391,068 28	"	1 506,104 02	11,128,821 82		
TOTAL	166,855,779 21	149,112,643 84	14,831,422 89	163,944,066 73	147,091,178 97	16,852,887 76	"	2,911,712 48	163,944,066 73		
								2,911,712f 48c			

(A) Ces crédits se subdivisent comme suit :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 26 juill. 1893.	"	Crédits ouverts par le budget primitif		9,734,207f 00c
		Crédits additionnels ouverts ou annulés par des lois.		
		1° CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 27 juill. 1894.	7 *bis*	Transformation du réseau téléphonique de Paris	411,117 68	
Loi du 3 mars 1895.	3	Remises au personnel	7,000 00	
		TOTAL	418,117 68	
		2° CRÉDITS ANNULÉS. (À DÉDUIRE).		
Loi du 29 mars 1893.	2	Personnel des services extérieurs.	10,000 00	
		Reste pour crédits ouverts.	408,117 68	408,117 68
		Crédits de fonds de concours.		
		1° CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1894.		
Déc. du 26 mai 1894.	6	Matériel; dépenses de premier établissement	143,225f 10c	
Déc. du 26 juill. 1894.	6	*Idem*	337,960 85	
Déc. du 30 août 1894.	6	*Idem*	568,990 00	
Déc. du 25 oct. 1894.	6	*Idem*	262,566 66	
Déc. du 15 nov. 1894.	6	*Idem*	160,990 00	
Déc. du 7 déc. 1894.	6	*Idem*	120,165 41	
Déc. du 8 déc. 1894.	6	*Idem*	190,686 82	
Déc. du 10 janv. 1895.	6	*Idem*	149,000 00	
Déc. du 13 mars 1895.	6	*Idem*	209,024 45	
Déc. du 15 mars 1895.	6	*Idem*	104,165 53	
Déc. du 25 avril 1895.	6	*Idem*	160,458 54	
		2° CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1893		
Déc. du 30 juin 1895.	6	Matériel et dépenses de premier établissement	85,368 00	2,492,601 16
		TOTAL	2,492,601 16	
		TOTAL GÉNÉRAL		12,634,925 84

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses* (France.)

Suite de la 4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
44	Personnel des agents des forêts dans les départements..	2,520,000f 00c	2,505,149f 00c	14,408f 00c	2,519,557f 00c	2,269,434f 00c	250,122f 94c	"	443f 00c	2,519,557f 00c	
45	Personnel des préposés dans les départements.....	2,593,380 00	2,571,054 33	20,875 00	2,591,929 33	2,329,901 25	262,028 08	"	1,450 67	2,591,929 33	
46	Indemnités et secours au personnel.....	681,640 00	671,674 41	8,230 01	679,904 42	519,559 02	160,345 40	"	1,735 58	679,904 42	
47	Personnel de l'enseignement forestier.....	145,000 00	141,431 00	2,353 00	143,784 00	127,297 98	16,487 02	"	1,216 00	143,784 00	
48	Matériel de l'enseignement forestier.....	30,000 00	29,726 00	274 00	30,000 00	16,944 18	13,055 82	"	"	30,000 00	
49	Amélioration et entretien des forêts.....	1,451,438 50	1,357,964 59	91,640 50	1,449,605 09	1,078,361 93	371,243 16	"	1,833 41	1,449,605 09	
50	Restauration et conservation des terrains en montagne.	3,333,887 43	1,996,390 74	1,118,784 09	3,115,174 83	1,555,217 51	1,559,957 32	"	218,712 60	3,115,174 83	
51	Fixation des dunes.....	210,000 00	201,517 00	5,072 00	206,589 00	146,585 01	60,003 99	"	3,411 00	206,589 00	
52	Aménagements et exploitations.....	480,000 00	397,723 17	43,278 55	441,001 72	296,110 08	144,890 64	"	38,998 28	441,001 72	
53	Chasses. — Entretien des chasses non affermées.....	50,000 00	50,000 00	"	50,000 00	38,870 21	11,129 79	"	"	50,000 00	
54	Impositions sur les forêts domaniales.....	1,810,000 00	1,764,156 70	2,908 00	1,767,064 70	1,760,536 31	6,528 39	"	42,935 30	1,767,064 70	
55	Droits d'usage. — Frais d'instance. — Matériel et dépenses diverses du service des forêts.....	250,000 00	248,899 84	261 43	249,161 27	231,405 24	17,756 03	"	838 73	249,161 27	
	TOTAL.....	13,555,345 93	11,935,686 78	1,308,084 58	13,243,771 36	10,370,222 78	2,873,548 58	"	311,574 57	13,243,771 36	
								311,574f 57c			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 23 juill. 1893.		Crédits ouverts par le budget primitif.....		13,220,020f 00c
		Crédits additionnels ouverts par des lois.		
Loi du 27 juillet 1894.	50	Restauration et conservation des terrains en montagne.....		324,687 60
		Crédits de fonds de concours.		
		1° CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1894.		
Déc. du 7 mai 1894.	49	Amélioration et entretien des forêts.....	1,378f 50c	
Déc. du 11 juin 1894.	49	*Idem*.....	60 00	
Déc. du 27 avril 1894.	50	Restauration et conservation des terrains en montagne.....	120 00	
Déc. du 7 déc. 1894.	50	*Idem*.....	1,333 33	
Déc. du 12 déc. 1894.	50	*Idem*.....	385 00	
Déc. du 29 déc. 1894.	50	*Idem*.....	3,000 00	
Déc. du 10 janv. 1895.	50	*Idem*.....	3,000 00	
Déc. du 24 avril 1895.	50	*Idem*.....	253 20	
		2° CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1893.		
Déc. du 16 févr. 1894.	50	Restauration et conservation des terrains en montagne.....	1,108 30	
		TOTAL.....	10,638 33	10,638 33
		TOTAL GÉNÉRAL.....		13,555,345 93

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

5e Partie. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.

MINISTÈRE DES FINANCES.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses présumées.	Dépenses résultant des services faits. — Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Situation des crédits. — Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1894.	Observations.
102	Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes y assimilées	28,620,000f00c	28,186,557f80c	242,237f54c	28,428,795f34c	21,191,999f71c	7,236,795f63c	"	191,204f66c	28,428,795f34c	
103	Remboursements sur produits indirects et divers en France. — Art. 1er. Enregistrem[t] et domaines	5,750,000 00	5,729,188 35	*A déd.* 22,644 53	5,706,543 82	5,316,790 16	389,753 66	"	43,456 18	5,706,543 82	
	Art. 2. Douanes	240,000 00	225,364 67	*A déd.* 124 95	225,239 72	194,763 16	30,476 56	"	14,760 28	225,239 72	
	Art. 3. Contributions indirectes	345,000 00	347,774 23	*A déd.* 3,095 86	344,678 37	266,540 59	78,137 78	"	321 63	344,678 37	
	Art. 4. Manufactures de l'État	6,000 00	144 00	"	144 00	144 00	"	"	5,856 00	144 00	
	Art. 5. Produits divers	130,000 00	115,138 72	"	115,138 72	102,215 04	12,923 68	"	14,861 28	115,138 72	
	Total du Chapitre 103	6,471,000 00	6,417,609 97	*A déd.* 25,865 34	6,391,744 63	5,880,452 95	511,291 68	"	79,255 37	6,391,744 63	
104	Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie.	50,000 00	50,000 00	"	50,000 00	50,000 00	"	"	"	50,000 00	
105	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers en France. — Art. 1er. Enregistrem[t] et domaines	15,000 00	9,494 47	"	9,494 47	9,099 37	395 10	"	5,505 53	9,494 47	
	Art. 2. Douanes	1,100,000 00	1,023,139 30	124 95	1,023,264 25	1,022,003 68	1,260 57	"	76,735 75	1,023,264 25	
	Art. 3. Contributions indirectes	2,331,000 00	2,303,911 29	1,239 69	2,305,150 98	2,305,150 98	"	"	25,849 02	2,305,150 98	
	Art. 4. Manufactures de l'État	29,000 00	10,482 48	"	10,482 48	10,482 48	"	"	18,517 52	10,482 48	
	Art. 5. Produits divers	2,400,000 00	2,047,354 55	11,798 84	2,059,153 39	2,037,209 75	21,943 64	"	340,846 61	2,059,153 39	
	Total du Chapitre 105	5,875,000 00	5,394,382 09	13,163 48	5,407,545 57	5,383,946 26	23,599 31	"	467,454 43	5,407,545 57	
106	Primes à l'exportation de marchandises	160,000 00	104,240 29	*A déd.* 6,664 31	97,575 98	85,179 33	12,396 65	"	62,424 02	97,575 98	
107	Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892	600,000 00	302,992 89	6,664 31	309,657 20	289,453 41	20,203 79	"	290,342 80	309,657 20	
	Total	41,776,000 00	40,455,783 04	229,535 68	40,685,318 72	32,881,031 66	7,804,287 06	"	1,090,681 28	40,685,318 72	
								1,090,681 28			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.	Sommes.
Loi du 26 juillet 1893	....	Budget primitif	34,776,000f
		Crédits additionnels ouverts par des lois.	
Loi du 27 décembre 1894	102	Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes y assimilées	7,000,000
		Total général	41,776,000

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 5e Partie. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.										
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.										
Unique	Remboursements sur le produit du travail des détenus...	2,141,700f 00c	1,654,976f 51c	486,723f 49c	2,141,700f 00c	1,537,207f 43c	604,492f 57c	"	"	2,141,700f 00c	(A) Crédits ouverts par le budget primitif : 2,141,700 francs.
								"			
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE TRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.										
	2e Section. — Service des postes et des télégraphes.										
25	Remboursements sur produits des postes et des télégraphes	5,121,800f 00c	4,992,553f 10c	127,894 22	5,120,447f 32c	4,686,578f 47c	433,868f 85c	"	1,352f 68c	5,120,447f 32c	
26	Répartition de produits d'amendes.....	3,000 00	275 28	48 00	323 28	275 28	48 00	"	2,676 72	323 28	
	Total.....	5,124,800 00	4,992,828 38	127,942 22	5,120,770 60	4,686,853 75	433,916 85	"	4,029 40	5,120,770 60	Crédits ouverts par le budget primitif : 5,124,800 francs.
								4,029f 40c			
	3e Section. — Service des téléphones.										
33	Remboursements sur produits téléphoniques.....	50,000f 00c	26,422f 47c	"	26,422f 47c	26,422f 47c	"	"	23,577f 53c	26,422f 47c	Crédits ouverts par le budget primitif : 50,000 francs.
								23,577f 53c			
	RÉCAPITULATION.										
	2e Section. — Service des postes et des télégraphes.....	5,124,800f 00c	4,992,828f 38c	127,942f 22c	5,120,770f 60c	4,686,853f 75c	433,916f 85c	"	4,029f 40c	5,120,770f 60c	
	3e Section. — Services des téléphones.....	50,000 00	26,422 47	"	26,422 47	26,422 47	"	"	23,577 53	26,422 47	
	Total.....	5,174,800 00	5,019,250 85	127,942 22	5,147,193 07	4,713,276 22	433,916 85	"	27,606 93	5,147,193 07	
								27,606f 93c			
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.										
54	Remboursements sur produits divers des forêts.....	40,000f 00c	15,600f 00c	224f 00c	15,824f 00c	14,201f 65c	1,622f 35c	"	24,176f 00c	15,824f 00c	
								24,176f 00c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DES FINANCES.										
Dette publique. (Voir pages 474 à 479.)	1,236,699,407f 09c	1,207,162,767f 88c	24,857,152f 97c	1,232,019,920f 85c	1,163,978,712f 23c	68,041,208f 62c	2,310,000f 00c	6,989,486f 24c	1,232,019,920f 85c	
Pouvoirs publics. (Voir pages 478 et 479.)	13,171,720 00	13,100,000 00	71,720 00	13,171,720 00	13,100,000 00	71,720 00	"	"	13,171,720 00	
Service général. (Voir pages 490 et 491.)	33,623,687 11	26,750,964 32	6,030,159 81	32,781,124 13	26,139,252 13	6,641,872 00	"	842,562 98	32,781,124 13	
Frais de régie et de perception. (Voir pages 532 à 535.)	194,636,940 41	181,057,990 28	11,564,907 98	192,622,898 26	176,434,727 56	16,188,170 70	51,058 02	2,065,100 17	192,622,898 26	
Remboursements et restitutions. (Voir pages 542 et 543.)	41,776,000 00	40,455,783 04	229,535 68	40,685,318 72	32,881,031 66	7,804,287 06	"	1,090,681 28	40,685,318 72	
TOTAL	1,519,907,754 61	1,468,527,505 52	42,753,476 44	1,511,280,981 96	1,412,533,723 58	98,747,258 38	2,361,058 02	10,987,830 67	1,511,280,981 96	
							8,626,772f 65c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.										
Service général. (Voir pages 482 et 483.)	17,851,754f 74c	14,311,008f 90c	3,540,745f 84c	17,851,754f 74c	13,497,472f 03c	4,354,282f 71c	"	"	17,851,754f 74c	
Frais de régie et de perception. (Voir pages 534 et 535.)	60,000 00	"	60,000 00	60,000 00	"	60,000 00	"	"	60,000 00	
TOTAL	17,911,754 74	14,311,008 90	3,600,745 84	17,911,754 74	13,497,472 03	4,414,282 71	"	"	17,911,754 74	
							"			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.										
Service général. (Voir pages 484 à 489.)	75,429,903f 27c	66,087,937f 92c	9,341,965f 35c	75,429,903f 27c	61,444,214f 51c	13,985,688f 76c	"	"	75,429,903f 27c	
Remboursements et restitutions. (Voir pages 544 et 545)	2,141,700 00	1,654,976 51	486 723 49	2,141,700 00	1,537,207 43	604,492 57	"	"	2,141,700 00	
TOTAL	77,571,603 27	67,742,914 43	9,828,688 84	77,571,603 27	62,981,421 94	14,590,181 33	"	"	77,571,603 27	
							"			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.										
Service général. (Voir pages 514 à 517.)	29,767,508f 06c	20,109,243f 28c	8,812,669f 20c	28,921,912f 48c	19,113,287f 63c	9,808,624f 85c	"	845,595f 58c	28,921,912f 48c	
Frais de régie et de perception. (Voir pages 536 à 539.)	166,855,779 21	149,112,643 84	14,831,422 89	163,944,066 73	147,091,178 97	16,852,887 76	"	2,911,712 48	163,944,066 73	
Remboursements et restitutions. (Voir pages 544 et 545.)	5,174,800 00	5,019,250 85	127,942 22	5,147,193 07	4,713,276 22	433,916 85	"	27,606 93	5,147,193 07	
TOTAL	201,798,087 27	174,241,137 97	23,772,034 31	198,013,172 28	170,917,742 82	27,095,429 46	"	3,784,914 99	198,013,172 28	
							3,784,914f 99c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.										
Service général. (Voir pages 520 à 523.)	33,695,810f 55c	25,391,461f 24c	6,591,184f 99c	31,982,646f 23c	18,615,970f 80c	13,366,675f 43c	"	1,713,164f 32c	31,982,646f 23c	
Frais de régie et de perception. (Voir pages 540 et 541.)	13,555,345 93	11,935,686 78	1,308,084 58	13,243,771 36	10,370,222 78	2,873,548 58	"	311,574 57	13,243,771 36	
Remboursements et restitutions. (Voir pages 544 et 545.)	40,000 00	15,600 00	224 00	15,824 00	14,201 65	1,622 35	"	24,176 00	15,824 00	
TOTAL	47,291,156 48	37,342,748 02	7,899,493 57	45,242,241 59	29,000,395 23	16,241,846 36	"	2,048,914 89	45,242,241 59	
							2,048,914f 89c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Compte provisoire des Dépenses. (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.
	3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.									
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.									
1	Personnel de la justice française en Algérie.....	1,885,600f 00c	1,873,367f 50c	"	1,873,367f 50c	1,699,901f 29c	173,466f 21c	"	12,232f 50c	1,873,367f 50c
2	Matériel et menues dépenses de la cour d'appel d'Alger et frais de passage gratuit.....	22,000 00	21,872 79	"	21,872 79	16,023 44	5,849 35	"	127 21	21,872 79
3	Frais de justice criminelle en Algérie	600,000 00	761,810 33	"	761,810 33	761,810 33	"	161,810 33	"	761,810 33
4	Personnel de la justice musulmane en Algérie.....	93,000 00	87,125 00	"	87,125 00	80,164 91	6,960 09	"	5,875 00	87,125 00
5	Matériel de la justice musulmane en Algérie.....	8,050 00	8,050 00	"	8,050 00	7,307 50	742 50	"	"	8,050 00
6	Constitution de l'état civil des indigènes musulmans en Algérie	150,000 00	68,000 00	"	68,000 00	21,680 58	46,319 42	"	82,000 00	68,000 00
	TOTAUX.....	2,758,650 00	2,820,225 62	"	2,820,225 62	2,586,888 05	233,337 57	161,810 33	100,234 71	2,820,225 62
								61,575f 62c		

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
Loi du 26 juill. 1893.	"	Crédits ouverts par le budget primitif.....	2,747,450f 00c
		Crédits additionnels ouverts par des lois.	
Loi du 27 déc. 1894.	1	Personnel de la justice française en Algérie	11,200 00
		TOTAL GÉNÉRAL.....	2,758,650 00

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1894.
	1re SECTION. — SERVICE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.									
1	Personnel de l'Administration centrale à Paris	22,128f 00c	21,238f 81c	889f 19c	22,128f 00c	21,238f 81c	889f 19c	"	"	22,128f 00c
2	Personnel des services de l'Administration pénitentiaire en Algérie	640,494 00	613,704 41	26,789 59	640,494 00	572,399 83	68,094 17	"	"	640,494 00
3	Entretien des détenus en Algérie	1,396,625 53	1,213,086 53	183,539 00	1,396,625 53	1,185,589 67	211,035 86	"	"	1,396,625 53
4	Remboursements divers pour frais de séjour des détenus civils hors des établissements pénitentiaires. (Algérie.)	5,000 00	630 05	4,369 95	5,000 00	319 30	4,680 70	"	"	5,000 00
5	Transport des détenus et des libérés. (Algérie.)	64,000 00	19,305 31	44,694 69	64,000 00	17,838 61	46,161 39	"	"	64,000 00
6	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise.)	10,000 00	550 16	9,449 84	10,000 00	397 00	9,603 00	"	"	10,000 00
7	Mobiliers des services pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise.)	5,500 00	500 00	5,000 00	5,500 00	500 00	5,000 00	"	"	5,500 00
8	Travaux ordinaires aux bâtiments et mobiliers pénitentiaires en Algérie. (Services en régie.)	22,500 00	21,698 65	801 35	22,500 00	21,698 65	801 35	"	"	22,500 00
9	Exploitations agricoles en Algérie	50,000 00	46,325 00	3,675 00	50,000 00	46,325 00	3,675 00	"	"	50,000 00
10	Dépenses accessoires du service pénitentiaire en Algérie	5,600 00	3,777 72	1,822 28	5,600 00	3,072 67	2,527 33	"	"	5,600 00
11	Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire en Algérie	15,000 00	14,253 16	746 84	15,000 00	7,500 00	7,500 00	"	"	15,000 00
	Total de la 1re section	2,236,847 53	1,955,069 80	281,777 73	2,236,847 53	1,876,879 54	359,967 99	"	"	2,236,847 53
								"		
	2e SECTION. — SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.									
1	Personnel de l'Administration centrale en Algérie	554,000f 00c	552,704f 83	1,295f 17c	554,000f 00c	499,204f 62c	54,795f 38c	"	"	554,000f 00c
2	Matériel de l'Administration centrale en Algérie	45,000 00	33,603 40	11,396 60	45,000 00	31,606 90	13,393 10	"	"	45,000 00
3	Publications et impressions diverses en Algérie	52,000 00	28,745 46	23,254 54	52,000 00	27,646 86	24,353 14	"	"	52,000 00
4	Subsides, secours et récompenses en Algérie	185,000 00	173,611 89	11,388 11	185,000 00	132,846 46	52,153 54	"	"	185,000 00
5	Personnel de l'Administration civile en Algérie	1,566,000 00	1,553,129 04	12,870 96	1,566,000 00	1,414,553 05	151,446 95	"	"	1,566,000 00
6	Matériel de l'Administration civile en Algérie	515,500 00	512,461 51	3,038 49	515,500 00	470,151 06	45,348 94	"	"	515,500 00
7	Personnel du service de la Sûreté générale et force publique en Algérie	554,777 00	418,395 59	136,381 41	554,777 00	389,527 91	165,249 09	"	"	554,777 00
8	Matériel du service de la Sûreté en Algérie	19,100 00	16,132 87	2,967 13	19,100 00	15,364 57	3,735 43	"	"	19,100 00
9	Assistance publique en Algérie	2,945,200 00	1,982,702 92	962,497 08	2,945,200 00	1,701,532 10	1,243,667 90	"	"	2,945,200 00
10	Personnel de l'Administration militaire en Algérie	319,908 00	300,061 41	19,846 59	319,908 00	265,457 12	54,450 88	"	"	319,908 00
11	Matériel de l'Administration militaire en Algérie	54,520 00	51,214 75	3,305 25	54,520 00	46,571 24	7,948 76	"	"	54,520 00
12	Dépenses de colonisation en Algérie	2,546,619 47	1,802,436 71	744,182 76	2,546,619 47	1,442,923 32	1,103,696 15	"	"	2,546,619 47
13	Dépenses secrètes en Algérie	120,000 00	119,999 29	0 71	120,000 00	98,552 94	21,447 06	"	"	120,000 00
14	Service sanitaire en Algérie	66,070 17	54,593 55	11,476 62	66,070 17	36,796 66	29,273 51	"	"	66,070 17
15	Visite des pharmacies en Algérie	11,500 00	101 29	11,398 71	11,500 00	101 29	11,398 71	"	"	11,500 00
18	Exposition de Chicago	6,535 69	6,533 68	2 01	6,535 69	6,533 68	2 01	"	"	6,535 69
		9,561,730 33	7,606,428 19	1,955,302 14	9,561,730 33	6,579,369 78	2,982,360 55	"	"	9,561,730 33
17	Dépenses des exercices clos (Algérie)	403,310 51	403,310 51	"	403,310 51	403,310 51	"	"	"	403,310 51
	Total de la 2e section	9,965,040 84	8,009,738 70	1,955,302 14	9,965,040 84	6,982,680 29	2,982,360 55	"	"	9,965,040 84
								"		

RÉCAPITULATION.

1re Section. — Service du Ministère de l'intérieur	2,236,847f 53c	1,955,069f 80c	281,777f 73	2,236,847f 53c	1,876,879f 54	359,967f 99c	"	"	2,236,847f 53c
2e Section. — Service du Gouvernement général de l'Algérie	9,965,040 84	8,009,738 70	1,955,302 14	9,965,040 84	6,982,680 29	2,982,360 55	"	"	9,965,040 84
Total général	12,201,888 37	9,964 808 50	2,237,079 87	12,201,888 37	8,859,559 83	3,342,328 54	"	"	12,201,888 37
							"		

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.		Sommes.
		1re SECTION. — SERVICE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
Loi du 26 juill 1893.	»	Budget primitif		2,018,222f 00c
		Crédits additionnels ouverts par des lois.		
Loi du 27 déc. 1894.	3	Entretien des détenus en Algérie	186,625f 53	
	5	Transport des détenus et des libérés (Algérie)	32,000 00	
			218,625 53	218,625 53
		Total général		2,236,847 53
		2e SECTION. — GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.		
Loi du 26 juill. 1893.	»	Budget primitif		9,515,425 00
		Crédits additionnels ouverts par des lois.		
Loi du 27 Déc. 1894.	14	Service sanitaire en Algérie		8,150 17
		Crédits de fonds de concours.		
		1° CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1894.		
Déc. du 17 avril 1894.	12	Dépenses de colonisation en Algérie	500 00	
		2° CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1893.		
Déc. du 30 juin 1894.	12	Dépenses de colonisation en Algérie	1,119 47	
	18	Exposition de Chicago	6,535 69	
			8,155 16	8,155 16
		Dépenses des exercices clos		403,310 51
		Total général		9,965,040 84

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DES FINANCES.										
1	Frais de la trésorerie d'Algérie	502,250f 00c	484,647f 88c	4,654f 53c	489,302f 41c	435,004f 71c	54,297f 70c	"	12,947f 59c	489,302f 41c	(A) Crédits ouverts par le budget primitif.
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.										
	1re SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.										
1	Services généraux de l'instruction publique. — Frais de passage	75,000f 00c	4 030f 07c	70,969f 93c	75,000f 00c	4,030f 07c	70,969f 93c	"	"	75,000f 00c	(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :
2	Administration académique. — Personnel	83,700 00	82,763 90	936 10	83,700 00	73,279 35	10,420 65	"	"	83,700 00	
3	Administration académique. — Matériel	7,930 00	7,371 60	558 40	7,930 00	5,303 95	2,626 05	"	"	7,930 00	
4	École d'enseignement supérieur à Alger. — Personnel	469,122 00	468,818 52	303 48	469,122 00	417,736 51	51,385 49	"	"	469,122 00	
5	École d'enseignement supérieur à Alger. — Matériel	86,741 00	82,169 73	4,571 27	86,741 00	75,697 04	11,043 96	"	"	86,741 00	
6	Bibliothèque. — Musée d'Alger	15,200 00	15,200 00	"	15,200 00	13,437 18	1,762 82	"	"	15,200 00	
7	Lycées nationaux	445,375 00	402,054 19	43,320 81	445,375 00	401,278 39	44,096 61	"	"	445,375 00	
8	Remises et exemptions dans les lycées de garçons	25,400 00	15,500 00	9,900 00	25,400 00	7,025 00	18,375 00	"	"	25,400 00	
9	Collèges communaux de garçons	83,050 00	66,282 00	16,768 00	83,050 00	66,123 67	16,926 33	"	"	83,050 00	
10	Enseignement secondaire des jeunes filles	26,425 00	13,707 69	12,717 31	26,425 00	13,411 03	13,013 97	"	"	26,425 00	
11	Bourses nationales et dégrèvements	73,121 00	51,933 00	21,188 00	73,121 00	50,854 50	22,266 50	"	"	73,121 00	
12	Enseignement primaire. — Inspecteurs	69,500 00	65,709 66	3,790 34	69,500 00	56,585 54	12,914 46	"	"	69,500 00	
13	Écoles normales primaires. — Dépenses d'installation et de matériel	377,600 00	366,485 31	11,114 69	377,600 00	310,445 40	67,154 60	"	"	377,600 00	
14	Écoles primaires supérieures; écoles élémentaires soumises à la loi du 30 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes	2,783,900 00	2,732,502 00	51,398 00	2,783,900 00	2,485,318 46	298,581 54	"	"	2,783,900 00	
15	Enseignement primaire des indigènes	621,900 00	502,979 14	118,920 86	621,900 00	424,159 18	197,740 82	"	"	621,900 00	
16	Enseignement primaire. — Secours et allocations	28,000 00	17,183 00	10,817 00	28,000 00	15,222 00	12,778 00	"	"	28,000 00	
17	Instruction publique musulmane	56,050 00	56,050 00	"	56,050 00	39,442 92	16,607 08	"	"	56,050 00	
18	Subventions aux départements, villes ou communes de l'Algérie, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	74,679 00	50,717 17	23,961 83	74,679 00	35,527 42	39,151 58	"	"	74,679 00	
19	Subventions aux communes algériennes pour constructions d'écoles ou de classes destinées aux indigènes	400,000 00	131,520 00	268,480 00	400,000 00	130,159 67	269,840 33	"	"	400,000 00	
	.....										
	.....										
	Total de la 1re section	5,802,693 00	5,132,976 98	669,716 02	5,802,693 00	4,625,037 28	1,177,655 72	"	"	5,802,693 00	

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 26 juillet 1893.		Budget primitif		5,651,793f
		Crédits additionnels ouverts ou annulés par des lois.		
		1° CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 27 déc. 1894.	14	Écoles primaires supérieures; écoles élémentaires soumises à la loi du 30 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes	200,900f	
Loi du 29 mars 1895.	5	Écoles d'enseignement supérieur à Alger. — Matériel	1,578	
		Total	202,478	
		2° CRÉDITS ANNULÉS. (A déduire.)		
Loi du 27 déc. 1894.	14	Écoles primaires supérieures; écoles élémentaires soumises à la loi du 30 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes	150,000f	
Loi du 29 mars 1895.	4	Écoles d'enseignement supérieur à Alger. — Personnel	1.578	
			151,578	
		Reste pour crédits ouverts	50,900	50,900
		Crédits de fonds de concours. (Crédits ouverts à l'exercice 1894.)		
Déc. du 11 oct. 1894.	4	Écoles d'enseignement supérieur d'Alger. — Personnel	70,000	
Déc. du 29 oct. 1894.	4	Écoles d'enseignement supérieur d'Alger. — Personnel	30,000	
		Total	100,000	100,000
		Total général		5,802,693

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES. (Suite.)										
	2e Section. — Service des Beaux-Arts.										
1	Subvention à l'École des Beaux-Arts d'Alger	31,200f 00c	21,899f 76c	9,300f 22c	31,199f 98c	21,899f 76c	9,300f 22c	"	0f 02c	31,199f 98c	
2	Monuments historiques en Algérie	75,000 00	46,672 58	27,635 30	74,307 88	46,147 57	28,160 31	"	692 12	74,307 88	
	Total de la 2e section	106,200 00	68,572 34	36,935 52	105,507 86	68,047 33	37,460 53	"	692 14	105,507 86	
								692f 14c			
	3e Section. — Service des Cultes. (B)										
1	Traitement de l'archevêque d'Alger et des évêques d'Oran et de Constantine	35,000f 00c	35,000f 00c	"	35,000f 00c	32,083f 32c	2,916f 68c	"	"	35,000f 00c	
2	Allocations aux vicaires généraux	25,200 00	22,500 00	"	22,500 00	17,100 00	5,400 00	"	2,700 00	22,500 00	
3	Allocations aux chanoines	21,600 00	17,633 33	"	17,633 33	13,433 33	4,200 00	"	3,966 67	17,633 33	
4	Allocations aux desservants et vicaires	667,900 00	656,780 00	"	656,780 00	486,045 55	170,734 45	"	11,120 00	656,780 00	
5	Pensions et secours ecclésiastiques	6,500 00	1,050 00	"	1,050 00	1,050 00	"	"	5,450 00	1,050 00	
6	Mobilier des archevêchés et évêchés	1,000 00	"	991f 45c	991 45	"	991 45	"	8 55	991 45	
7	Entretien des édifices diocésains	10,000 00	2,676 67	6,035 97	8,712 64	1,951 67	6,760 97	"	1,287 36	8,712 64	
8	Grosses réparations aux édifices diocésains	10,000 00	148 00	9,767 57	9,915 57	148 00	9,767 57	"	84 43	9,915 57	
9	Secours pour les églises et presbytères	30,000 00	215 00	25,160 00	25,375 00	215 00	25,160 00	"	4,625 00	25,375 00	
10	Personnel des cultes protestants	93,500 00	86,930 00	6,570 00	93,500 00	74,667 44	18,832 56	"	"	93,500 00	
11	Personnel du culte israélite	25,367 00	25,000 00	360 00	25,360 00	20,083 34	5,276 66	"	7 00	25,360 00	
12	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite	1,116 00	"	1,116 00	1,116 00	"	1,116 00	"	"	1,116 00	
13	Personnel du culte musulman	222,430 00	192,550 00	29,760 00	222,310 00	190,353 66	31,956 34	"	120 00	222,310 00	
14	Matériel du culte musulman	75,000 00	61,125 00	11,256 00	72,381 00	30,294 73	42,086 27	"	2,619 00	72,381 00	
15	Frais de passage	13,000 00	8,359 26	3,879 70	12,238 96	8,359 26	3,879 70	"	761 04	12,238 96	
	Total de la 3e section	1,237,613 00	1,109,967 26	94,896 69	1,204,863 95	875,785 30	329,078 65	"	32,749 05	1,204,863 95	
								32,749f 05c			
	RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.										
	1re Section. — Service de l'Instruction publique	5,802,693f 00c	5,132,976f 98c	669,716f 02c	5,802,693f 00c	4,625,037f 28c	1,177,655f 72c	"	"	5,802,693f 00c	
	2e Section. — Service des Beaux-Arts	106,200 00	68,572 34	36,935 52	105,507 86	68,047 33	37,460 53	"	692f 14c	105,507 86	
	3e Section. — Service des Cultes	1,237,613 00	1,109,967 26	94,896 69	1,204,863 95	875,785 30	329,078 65	"	32,749 05	1,204,863 95	
	Total général	7,146,506 00	6,311,516 58	801,548 23	7,113,064 81	5,568,869 91	1,544,194 90	"	33,441 19	7,113,064 81	
								33,441f 19c			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		SERVICE DES BEAUX-ARTS.		
Loi du 26 juil. 1893.	"	Budget primitif		88,400
		Crédits de fonds de concours.		
Déc. du 31 mars 1894.	1	Subvention à l'École des Beaux-Arts d'Alger	4,450f	
Déc. du 26 juil. 1894.	1	*Idem*	4,450	
Déc. du 11 oct. 1894.	1	*Idem*	4,450	
Déc. du 15 déc. 1894.	1	*Idem*	4,450	
			17,800	17,800
				106,200f

(B) Crédits ouverts par le budget primitif.

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES résultant des services faits. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS effectuées sur les ordonnances des Ministres.	RESTES à payer pour solder les dépenses.	SITUATION des crédits. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES probables de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.										
	1re SECTION. — SERVICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (B).										
1	École nationale d'apprentissage de Dellys	120,000f 00c	104,073f 93c	15,926f 07c	120,000f 00c	92,657f 24c	27,342f 76c	"	"	120,000f 00c	(A) Crédits ouverts par le budget primitif.
2	Personnel des poids et mesures	40,725 00	40,417 47	307 53	40,725 00	37,419 59	3,305 41	"	"	40,725 00	
3	Matériel des poids et mesures	27,125 00	25,112 30	1,807 70	26,920 00	23,697 18	3,222 82	"	205f 00c	26,920 00	
	TOTAL	187,850 00	169,603 70	18,041 30	187,645 00	153,774 01	33,870 99	"	205 00	187,645 00	
								205f 00c			
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.										
1	Inspection de l'agriculture	10,250f 00c	10,250f 00c	"	10,250f 00c	8,687f 38c	1,562 62	"	"	10,250f 00c	
2	Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	40,440 00	39,240 00	"	39,240 00	34,671 89	4,568 11	"	1,200f 00c	39,240 00	
3	Matériel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	74,000 00	48,150 00	"	48,150 00	26,904 40	21,245 60	"	25,850 00	48,150 00	
4	Subventions à diverses institutions agricoles	36,500 00	31,883 32	1,150f 00c	33,033 32	30,093 18	2,940 14	"	3,466 68	33,033 32	
5	Encouragements à l'agriculture et au drainage (concours en Algérie.)	45,000 00	44,999 90	"	44,999 90	37,120 41	7,879 49	"	0 10	44,999 90	
6	Dépenses contre le phylloxéra et contre les invasions de sauterelles	455,000 00	297,729 94	113,689 63	411,419 57	205,174 28	200,245 29	"	43,580 43	411,419 57	
7	Encouragements à l'agriculture en Algérie	130,000 00	127,472 00	2,114 63	129,586 63	102,323 59	27,263 04	"	413 37	129,586 63	
8	Encouragements à l'industrie chevaline en Algérie	50,000 00	50,000 00	"	50,000 00	45,450 00	4,550 00	"	"	50,000 00	
9	Travaux hydrauliques en Algérie	681,125 00	591,551 20	89,573 10	681,124 30	466,789 25	214,335 05	"	0 70	681,124 30	
10	Frais de visite des vignobles en Algérie	278,000 00	278,000 00	"	278,000 00	233,288 90	44,711 10	"	"	278,000 00	
	TOTAL	1,800,315 00	1,519,276 36	206,527 36	1,725,803 72	1,190,503 28	535,300 44	"	74,511 28	1,725,803 72	
								74,511f 28c			

(B) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
Loi du 26 juillet 1893		Crédits ouverts par le budget primitif	1,799,190f
		Crédits de fonds de concours.	
Déc. du 16 mai 1894	9	Travaux hydrauliques en Algérie	1,125
		TOTAL GÉNÉRAL	1,800,315

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des dépenses.* (Algérie.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.
1	Personnel des travaux publics en Algérie	1,461,100f00c	1,422,460f41c	38,639f59c	1,461,100f00c	1,274,481f13c
2	Entretien des routes en Algérie	3,812,115 55	3,428,614 77	383,500 78	3,812,115 55	3,148,436 57
3	Travaux ordinaires en Algérie (ports maritimes, phares, fanaux et balises)	560,000 00	445,771 07	114 228 93	560 000 00	402,996 54
4	Travaux ordinaires en Algérie (études et dépenses relatives aux ponts et chaussées et au contrôle des chemins de fer)	73,000 00	51,713 01	21,286 99	73,000 00	37,132 59
5	Travaux ordinaires en Algérie (mines et forages; matériel et travaux)	180,000 00	147,994 72	32,005 28	180,000 00	143,572 57
6	Travaux ordinaires en Algérie (bâtiments civils et palais nationaux)	135,000 00	95,127 85	39,872 15	135,000 00	64,262 76
7	Travaux ordinaires en Algérie (construction et entretien des édifices du culte musulman)	100,000 00	73,913 92	26,086 08	100,000 00	57,365 00
	TOTAL de la 1re section	6,321,215 55	5,665,595 75	655,619 80	6,321,215 55	5,128,247 16

2e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.
8	Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des ports maritimes en Algérie	492,000f00c	491,666f67c	"	491,666f67c	433,333f34c
9	Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer algériens	23,032,000 00	22,052,463 88	958,317f56c	23,010,781 44	22,052,463 88
10	Travaux neufs des routes nationales et des chemins non classés de l'Algérie	1,662,000 00	1,446,902 15	215,097 85	1,662,000 00	1,100,961 97
11	Amélioration des ports en Algérie	2,437,423 17	2,104,029 41	328,267 31	2,432,296 72	1,883,297 57
12	Études et travaux de chemins de fer en Algérie exécutés par l'État.	120,000 00	92,642 91	27,357 09	120,000 00	91,666 91
	TOTAL de la 2e section	27,743,423 17	26,187,705 02	1,529,039 81	27,716,744 83	25,561,723 67

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Dépenses ordinaires	6,321,215f55c	5,665,595f75c	655,619f80c	6,321,215f55c	5,128,247f16c
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	27,743,423 17	26,187,705 02	1,529,039 81	27,716,744 83	25,561,723 67
TOTAL	34,064,638 72	31,853,300 77	2,184,659 61	34,037,960 38	30,689,970 83

RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
186,618f87c	"	"	1,461,100f00c	
663,678 98	"	"	3,812,115 55	
157,003 46	"	"	560,000 00	
35,867 41	"	"	73,000 00	
36,427 43	"	"	180,000 00	
70,737 24	"	"	135,000 00	
42,635 00	"	"	100,000 00	
1,192,968 39	"	"	6,321,215 55	
	"			
58,333f33c	"	333f33c	491,666f67c	
958,317 56	"	21,218f56c	23,010,781 44	
561,038 03	"	"	1,662,000 00	
548,999 15	"	5,126 45	2,432,296 72	
28,333 09	"	"	120,000 00	
2,155,021 16	"	26,678 34	27,716,744 83	
	26,678f 34c			
1,192,968f39c	"	"	6,321,215f55c	
2,155,021 16	"	26,678f 34c	27,716,744 83	
3,347,989 55	"	26,678 34	34,037,960 38	
	26,678f 34c			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		1re SECTION. — *Travaux ordinaires.*		
Loi du 26 juillet 1893.	"	Crédits ouverts par le budget primitif		6,164,000f00c
		Crédits additionnels ouverts par des lois.		
Loi du 29 juillet 1894.	1	Personnel des travaux publics en Algérie		60,000 00
		Crédits de fonds de concours.		
		CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1894.		
Décret des :				
16 février 1894	2	Entretien des routes en Algérie	959f78c	
1er août 1894	2	*Idem*	11,155 77	
6 août 1894	1	Personnel des travaux publics en Algérie	45,100 00	
8 septembre 1894	1	*Idem*	40,000 00	
		TOTAL	97,215 55	97,215 55
		TOTAL GÉNÉRAL		6,321,215 55
		2e SECTION. — *Travaux extraordinaires.*		
Loi du 26 juillet 1893.	"	Crédits ouverts par le budget primitif		24,437,000f00c
		Crédits additionnels ouverts par des lois.		
Loi du 28 juillet 1894.	9	Garanties d'intérêts aux compies de chemins de fer algériens	1,900,000f00c	
Loi du 29 mars 1895.	9	*Idem*	332,000 00	
			2,232,000 00	2,232,000 00
		Crédits de fonds de concours.		
		1° CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1894.		
Décrets des :				
18 avril 1894	11	Amélioration des ports en Algérie	150,000f00c	
1er août 1894	11	*Idem*	150,000 00	
21 août 1894	11	*Idem*	100,000 00	
23 novembre 1894	11	*Idem*	119,796 72	
29 novembre 1894	11	*Idem*	100,000 00	
29 novembre 1894	11	*Idem*	216,000 00	
5 décembre 1894	11	*Idem*	1,126 45	
15 mars 1895	11	*Idem*	50,000 00	
		2° CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1893.		
Loi du 24 juillet 1894.	11	Amélioration des ports en Algérie	187,500 00	
		TOTAL	1,074,423 17	1,074,423 17
		TOTAL GÉNÉRAL		27,743,423 17

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
	4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.										
	MINISTÈRE DES FINANCES.										
2	Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	362,400f 00c	349,428f 92c	5,970f 00c	355,398f 92c	317,554f 65c	37,844f 27c	"	7,001f 08c	355,398f 92c	
3	Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	325,985 00	296,179 11	18,667 77	314,846 88	277,871 88	36,975 00	"	11,138 12	314,846 88	
4	Personnel de la topographie en Algérie.....	357,500 00	355,257 72	1,908 33	357,166 05	323,326 08	33,839 97	"	333 95	357,166 05	
5	Matériel de la topographie en Algérie.....	150,000 00	136,280 06	11,482 82	147,762 88	123,607 55	24,155 33	"	2,237 12	147,762 88	
5 *bis*	Liquidation des suites de l'apposition des séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie.....	34,646 40	15,901 28	260 22	16,161 50	10,538 00	5,623 50	"	18,484 90	16,161 50	
5 *ter*	Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie.....	17,603 67	7,913 85	332 28	8,246 13	7,688 85	557 28	"	9,357 54	8,246 13	
6	Allocations pour le recouvrement des droits universitaires.....	3,000 00	3,000 00	"	3,000 00	2,750 00	250 00	"	"	3,000 00	
7	Part des chefs collecteurs sur le principal des impôts arabes.....	1,329,000 00	492,568 82	835,303 77	1,327,872 59	188,328 02	1,139,544 57	"	1,127 41	1,327,872 59	
8	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie.....	34,000 00	2,275 59	19,673 88	21,949 47	2,275 59	19,673 88	"	12,050 53	21,949 47	
9	Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	694,300 00	645,773 99	22,409 52	668,183 51	589,943 19	78,240 32	"	26,116 49	668,183 51	
10	Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	391,780 00	369,819 33	19,792 10	389,611 43	307,950 13	81,661 30	"	2,168 57	389,611 43	
11	Impositions à la charge de l'État pour le service de la propriété individuelle indigène en Algérie.....	3,000 00	"	1,490 27	1,490 27	"	1,490 27	"	1,509 73	1,490 27	
12	Personnel des douanes en Algérie.....	1,239,405 00	1,169,464 48	66,859 48	1,236,323 96	1,140,378 38	95,945 58	"	3,081 04	1,236,323 96	
13	Laboratoire des douanes en Algérie.....	15,200 00	10,852 27	445 33	11,297 60	8,830 15	2,467 45	"	3,902 40	11,297 60	
14	Matériel des douanes en Algérie.....	87,347 00	58,076 19	28,277 94	86,354 13	30,392 50	55,961 63	"	992 87	86,354 13	
15	Dépenses diverses des douanes en Algérie.....	74,640 00	73,662 81	11 99	73,674 80	70,357 81	3,316 99	"	965 20	73,674 80	
16	Personnel des contributions diverses en Algérie.....	1,058,540 00	1,025,460 09	32,530 04	1,057,990 13	936,025 05	121,965 08	"	549 87	1,057,990 13	
17	Matériel des contributions diverses en Algérie.....	360,250 00	286 21 52	69,323 71	355,745 23	258,513 45	97,231 78	"	4,504 77	355,745 23	
	TOTAL.....	6,538,597 07	5,298,336 03	1,134,739 45	6,433,075 48	4,596,331 28	1,836,744 20	"	105,521 59	6,433,075 48	
								105,521f 59c			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES DES LOIS et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Lois du : 26 juillet 1893..	"	Budget primitif.....		6,486,347 00
		CRÉDITS ADDITIONNELS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.		
		1e Crédits ouverts.		
28 juillet 1894...	15	Dépenses diverses des douanes en Algérie.....	6,500 00	
		2e Crédits annulés (à déduire).		
	12	Personnel des douanes en Algérie.	6,500 00	
			"	"
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.		
		1e Crédits ouverts à l'exercice 1894		
Décret du 29 déc. 1894.	5 *bis.*	Liquidation des suites de l'apposition des séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie.....	14,294 21	
		2e Crédits reportés de l'exercice 1893.		
Décret du 9 juillet 1894.	5 *bis.*	Liquidation des suites de l'apposition des séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie.....	20,352 19	
	5 *ter.*	Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie....	17,603 67	
			52,250 07	52,250 07
		TOTAL GÉNÉRAL.....		6,538,597 07

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministères.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.
	Suite de la 4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.									
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.									
	2e Section. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.									
1	Personnel de l'Algérie	3,172,648f 60c	2,917,985f 86c	113,297f 27c	3,031,283f 13c	2,837,529f 64c	193,753f 49c	»	141,365f 47c	3,031,283f 13c
2	Matériel de l'Algérie	1,992,929 00	1,592,567 23	168,795 52	1,761,362 75	1,493,119 57	268,243 18	»	231,566 25	1,761,362 75
3	Dépenses diverses de l'Algérie	66,280 00	43,596 74	4,076 95	47,673 69	42,228 24	5,445 45	»	18,606 31	47,673 69
	Total	5,231,857 60	4,554,149 83	286,169 74	4,840,319 57	4,372,877 45	467,442 12	»	391,538f 03c	4,840,319 57
	3e Section. — SERVICE DES TÉLÉPHONES.									
1	Personnel de l'Algérie. — Traitements et indemnités à titre de traitements	62,400f 00c	35,243f 28c	1,628f 80c	36,872f 08c	34,694f 64c	2,177f 44c	»	25,527f 92c	36,872f 08c
2	Matériel de l'Algérie. — Dépenses d'entretien et d'exploitation	107,550 75	59,163 23	18,722 73	77,885 96	59,030 70	18,855 26	»	29,664 79	77,885 96
	Total	169,950 75	94,406 51	20,351 53	114,758 04	93,725 34	21,032 70	»	55,192f 71c	114,758 04
	RÉCAPITULATION.									
	2e Section. — Service des postes et des télégraphes	5,231,857f 60c	4,554,149f 83	286,169f 74c	4,840,319f 57c	4,372,877f 45c	467,442f 12c	»	391,538f 03c	4,840,319f 57c
	3e Section. — Service des téléphones	169,950 75	94,406 51	20,351 53	114,758 04	93,725 34	21,032 70	»	55,192f 71c	114,758 04
	Total	5,401,808 35	4,648,556 34	306,521 27	4,955,077 61	4,466,602 79	488,474 82	»	446,730f 74c	4,955,077 61
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.									
11	Personnel des agents des forêts et des préposés en Algérie	1,106,500f 00c	1,066,750f 00c	4,609f 00c	1,071,359f 00c	953,880f 04	117,478f 96c	»	35,141f 00c	1,071,359f 00c
12	Personnel des préposés indigènes et chaouchs en Algérie	108,600 00	107,600 00	»	107,600 00	95,046 08	12,553 92	»	1,000 00	107,600 00
13	Indemnités au personnel des forêts en Algérie	758,000 00	757,999 72	»	757,999 72	677,999 25	80,000 47	»	0 28	757,999 72
14	Travaux en Algérie	1,104,775 30	1,078,101 06	22,590 19	1,100,691 25	897,711 05	202,980 20	»	4,084 05	1,100,691 25
15	Dépenses diverses du service des forêts en Algérie	117,000 00	88,138 90	10,145 97	98,284 87	54,571 69	43,713 18	»	18,715 13	98,284 87
	Total	3,194,875 30	3,098,589 68	37,345 16	3,135,934 84	2,679,208 11	456,726 73	»	58,940f 46c	3,135,934 84

(A) Ces crédits se divisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		SERVICE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES.		
Loi du 26 juillet 1893	»	Budget primitif		4,971,689f 00c
		Crédits additionnels ouverts par des lois.		
Loi du 27 décembre 1894	2	Matériel de l'Algérie		62,500 00
		Crédits de fonds de concours.		
		1e CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1894.		
Décrets des :				
17 avril 1894	1	Personnel de l'Algérie	58f 09c	
	2	Matériel de l'Algérie	1,103 69	
21 avril 1894	1	Personnel de l'Algérie	244 02	
	2	Matériel de l'Algérie	4,636 33	
28 novembre 1894	1	Personnel de l'Algérie	250 86	
	2	Matériel de l'Algérie	4,706 27	
27 décembre 1894	1	Personnel de l'Algérie	73 53	
	2	Matériel de l'Algérie	1,396 99	
4 janvier 1895	1	Personnel de l'Algérie	214 44	
	2	Matériel de l'Algérie	4,074 28	
5 janvier 1895	1	Personnel de l'Algérie	47 06	
	2	Matériel de l'Algérie	894 16	
		2e CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1893.		
28 mars 1894	1	Personnel de l'Algérie	6,962 60	
	2	Matériel de l'Algérie	172,946 28	
		Total	197,668 60	197,668 60
		Total général		5,231,857 60
		TÉLÉPHONES.		
Loi du 26 juillet 1893	»	Budget primitif		104,400 00
		Crédits de fonds de concours.		
		1e CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1894.		
Décrets des :				
26 mai 1894	2	Matériel en Algérie	1,996f 63c	
26 juillet 1894	2	*Idem*	8,500 00	
8 décembre 1894	2	*Idem*	2,579 12	
14 mars 1895	2	*Idem*	4,095 00	
24 avril 1895	2	*Idem*	9,600 00	
		2e CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1893.		
30 juin 1894	2	Matériel en Algérie	38,780 00	
		Total	65,550 75	65,550 75
		Total général		169,950 75
		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.		
Loi du 26 juillet 1893	»	Budget primitif		3,184,100 00
		Crédits de fonds de concours.		
		1e CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1894.		
Décrets des :				
15 février 1894	14	Travaux en Algérie	703f 98c	
11 juin 1894	14	*Idem*	1,000 00	
17 octobre 1894	14	*Idem*	2,340 00	
7 décembre 1894	14	*Idem*	2,092 00	
		2e CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1893.		
26 février 1894	14	Travaux en Algérie	4,639 32	
		Total	10,775 30	10,775 30
		Total général		3,194,875 30

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
	5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.										
	MINISTÈRE DES FINANCES.										
18	Remboursements sur produits des douanes	19,000f 00c	12,644f 36c	"	12,644f 36c	12,590f 96c	53f 40c	"	6,355f 64c	12,644f 36c	
19	Remboursements sur produits indirects et divers en Algérie	81,100 00	83,476 04	*A déd.* 4,792f 56c	78,683 48	47,049 82	31,633 66	"	2,416 52	78,683 48	
20	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations de douanes	38,700 00	30,959 85	*A déd.* 16 03	30,943 82	30,943 82	"	"	7,756 18	30,943 82	
21	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers	354,000 00	204,587 75	"	204,587 75	204,018 10	569 65	"	149,412 25	204,587 75	
22	Remboursements partiels à opérer en vertu de l'article 10 de la loi du 15 janvier 1892	30,000 00	"	"	"	"	"	"	30,000 00	"	
23	Dégrèvements, non-valeurs et secours	275,000 00	260,288 15	*A déd.* 89 55	260,198 60	207,453 17	52,745 43	"	14,801 40	260,198 60	
24	Payements des indemnités aux victimes des incendies de forêts de 1881 en Algérie	42,661 24	8,578 32	"	8,578 32	"	8,578 32	"	34,082 92	8,578 32	
	TOTAL	840,461 24	600,534 47	*A déd.* 4,898 14	595,636 33	502,055 87	93,580 46	"	244,824 91	595,636 33	
								244,824f 91c			
	MINISTERE DE L'INTÉRIEUR.										
Unique	Remboursements sur le produit du travail des détenus en Algérie	220,000f 00c	189,844f 46c	30,155f 54c	220,000f 00c	175,099f 51c	44,900f 49c	"	"	220,000f 00c	
								"			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
Loi du 26 juill. 1893.	"	Crédits ouverts par le budget primitif	797,800f 00c
		Crédits de fonds de concours.	
		CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1893.	
Décret du 9 juil. 1894.	24	Payement des indemnités des victimes des incendies de forêts de 1881 en Algérie	42,661 24
		TOTAL GÉNÉRAL	840,461 24
		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.	
Loi du 26 juill. 1893.	"	Budget primitif	195,000 00
		Crédits additionnels ouverts par des lois :	
Loi du 27 déc.. 1894.	Uniq.	Remboursement sur le travail des détenus en Algérie	25,000 00
		TOTAL GÉNÉRAL	220,000 00

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES résultant des services faits. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des Ministres.	RESTES à payer pour solder les dépenses.	SITUATION des crédits. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES probables de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
	RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.										
	Service général. (Voir pages 550 et 551.)	12,201,888f 37c	9,964,808f 50c	2,237,079f 87c	12,201,888f 37c	8,859,559f 83c	3,342,328f 54c	"	"	12,201,888f 37c	
	Remboursements et restitutions. (Voir pages 564 et 565.)	220,000 00	189,844 46	30,155 54	220,000 00	175,099 51	44,900 49	"	"	220,000 00	
	TOTAL	12,421,888 37	10,154,652 96	2,267,235 41	12,421,888 37	9,034,659 34	3,387,229 03	"	"	12,421,888 37	
								"			
	RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DES FINANCES.										
	Service général. (Voir pages 552 et 553.)	502,250f 00c	484,647f 88c	4,654f 53c	489,302f 41c	435,004f 71c	54,297f 70c	"	12,947f 59c	489,302f 41c	
	Frais de régie et de perception. (Voir pages 560 et 561.)	6,538,597 07	5,298,336 03	1,134,739 45	6,433,075 48	4,596,331 28	1,836,744 20	"	105,521 59	6,433,075 48	
	Remboursements et restitutions. (Voir pages 564 et 565.)	840,461 24	600,534 47	A d. 4,898 14	595,636 33	502,055 87	93,580 46	"	244,824 91	595,636 33	
	TOTAL	7,881,308 31	6,383,518 38	1,134,495 84	7,518,014 22	5,533,391 86	1,984,622 36	"	363,294 09	7,518,014 22	
								363,294f 09c			
	RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.										
	Service général. (Voir pages 556 et 557.)	187,850f 00c	169,603f 70c	18,041f 30c	187,645f 00c	153,774f 01c	33,870f 99c	"	205f 00c	187,645f 00c	
	Frais de régie et de perception. (Voir pages 562 et 563.)	5,401,808 35	4,648,556 34	306,521 27	4,955,077 61	4,466,602 79	488,474 82	"	446,730 74	4,955,077 61	
	TOTAL	5,589,658 35	4,818,160 04	324,562 57	5,142,722 61	4,620,376 80	522,345 81	"	446,935 74	5,142,722 61	
								446,935f 74c			
	RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.										
	Service général. (Voir pages 556 et 557.)	1,800,315f 00c	1,519,276f 36c	206,527f 36c	1,725,803f 72c	1,190,503f 28c	535,300f 44c	"	74,511f 28c	1,725,803 72c	
	Frais de régie et de perception. (Voir pages 562 et 563.)	3,194,875 30	3,098,589 68	37,345 16	3,135,934 84	2,679,208 11	456,726 73	"	58,940 46	3,135,934 84	
	TOTAL	4,995,190 30	4,617,866 04	243,872 52	4,861,738 56	3,869,711 39	992,027 17	"	133,451 74	4,861,738 56	
								133,451f 74c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Compte provisoire des Dépenses. (France.)

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL. (FRANCE.)

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR LES ORDONNANCES DES MINISTRES. pour les dépenses restées à payer sur les exercices clos.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.											
Ministère des finances	1,236,699,407f09c	1,207,162,767f88c	24,857,152f 97c	1,232,019,920f85c	"	1,163,978,712f23c	68,041,208f 62c	2,310,000f 00c	6,989,486f 24c	1,232,019,920f85c	
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.											
Ministère des finances	13,171,720 00	13,100,000 00	71,720 00	13,171,720 00	"	13,100,000 00	71,720 00	"	"	13,171,720 00	
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.											
Ministère de la justice	35,109,165 96	35,313,559 09	20,000 00	35,333,559 09	98,065f 96c	32,953,919 29	2,379,639 80	263,058 09	38,664 96	35,333,559 09	
Ministère des affaires étrangères. — 1re SECTION. — Service ordinaire	16,854,654 74	13,925,991 47	2,928,663 27	16,854,654 74	209,618 83	13,128,992 03	3,725,662 71	"	"	16,854,654 74	
Ministère des affaires étrangères. — 2e SECTION. — Service des protectorats	997,100 00	385,017 43	612,082 57	997,100 00	"	368,480 00	628,620 00	"	"	997,100 00	
Ministère de l'intérieur	75,429,903 27	66,087,937 92	9,341,965 35	75,429,903 27	1,300,837 43	61,444,214 51	13,985,688 76	"	"	75,429,903 27	
Ministère des finances	33,623,687 11	26,750,964 32	6,030,159 81	32,781,124 13	10,301,729 30	26,139,252 13	6,641,872 00	"	842,562 98	32,781,124 13	
Ministère de la guerre. — 1re SECTION. — Service ordinaire	606,109,679 20	576,863,805 13	33,601,771 36	610,465,576 49	4,352,068 73	542,492,474 40	67,973,102 09	11,386,189 92	7,030,292 63	610,465,576 49	
Ministère de la guerre. — 2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	57,870,894 98	47,928,434 72	7,550,460 26	55,478,894 98	1,421,171 45	38,254,747 74	17,224,147 24	"	2,392,000 00	55,478,894 98	
Ministère de la marine	282,670,858 11	233,091,827 89	42,519,078 64	275,610,906 53	222,554 60	222,169,785 13	53,441,121 40	161,139 88	7,221,091 46	275,610,906 53	
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — 1re SECTION. — Service de l'instruction publique	196,149,606 97	173,889,857 34	22,404,265 01	196,294,122 35	567,721 48	162,730,623 92	33,563,498 43	144,515 38	"	196,294,122 35	
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — 2e SECTION. — Service des beaux-arts	8,571,377 75	7,224,898 25	1,315,732 29	8,540,630 54	26,161 68	6,845,001 57	1,695,628 97	"	30,747 21	8,540,630 54	
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — 3e SECTION. — Service des cultes	44,675,738 02	41,513,715 35	2,181,905 16	43,695,620 51	226,588 05	31,218,591 07	12,477,029 44	"	980,117 51	43,695,620 51	
Ministère du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes. — 1re SECTION. — Service du commerce et de l'industrie	27,311,698 13	17,803,601 92	8,705,337 19	26,508,939 11	902,164 93	16,831,203 00	9,677,736 11	"	802,759 02	26,508,939 11	
Ministère du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	2,344,781 47	2,224,822 00	104,389 01	2,329,211 01	179,915 47	2,201,448 58	127,762 43	"	15,570 46	2,329,211 01	
Ministère du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes. — 3e SECTION. — Service des téléphones	111,028 46	80,819 36	2,943 00	83,762 36	7,878 46	80,636 05	3,126 31	"	27,266 10	83,762 36	
Ministère des colonies	84,105,215 73	79,888,057 61	8,969,949 24	88,858,006 85	1,805,638 73	46,441,975 72	42,416,031 13	5,705,791 12	953,000 00	88,858,006 85	
Ministère de l'agriculture	33,695,810 55	25,391,461 24	6,591,184 99	31,982,646 23	741,990 40	18,615,970 80	13,366,675 43	"	1,713,164 32	31,982,646 23	
Ministère des travaux publics. — 1re SECTION. — Dépenses ordinaires	87,668,241 10	82,757,721 03	4,123,559 54	86,881,280 57	3,518,695 54	72,777,204 29	14,104,076 28	"	786,960 53	86,881,280 57	
Ministère des travaux publics. — 2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	212,515,287 14	197,533,164 50	10,787,853 82	208,321,018 32	"	182,752,594 82	25,568,423 50	"	4,194,268 82	208,321,018 32	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	1,805,814,728 69	1,628,655,656 57	167,791,300 51	1,796,446,957 08	25,882,801 04	1,477,447,115 05	318,999,842 03	17,660,694 39	27,028,466 00	1,796,446,957 08	
Ministère des finances	194,636,940 41	181,057,990 28	11,564,907 98	192,622,898 26	"	176,434,727 56	16,188,170 70	51,058 02	2,065,100 17	192,622,898 26	
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	"	60,000 00	60,000 00	"	"	60,000 00	"	"	60,000 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	154,220,853 37	140,296,749 37	12,518,495 54	152,815,244 91	"	138,353,425 43	14,461,819 48	"	1,405,608 46	152,815,244 91	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 3e SECTION. — Service des téléphones	12,634,925 84	8,815,894 47	2,312,927 35	11,128,821 82	"	8,737,753 54	2,391,068 28	"	1,506,104 02	11,128,821 82	
Ministère de l'agriculture	13,555,345 93	11,935,686 78	1,308,084 58	13,243,771 36	"	10,370,222 78	2,873,548 58	"	311,574 57	13,243,771 36	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	375,108,065 55	342,106,320 90	27,764,415 45	369,870,736 35	"	333,896,129 31	35,974,607 04	51,058 02	5,288,387 22	369,870,736 35	
Ministère des finances	41,776,000 00	40,455,783 04	229,535 68	40,685,318 72	"	32,881,031 66	7,804,287 06	"	1,090,681 28	40,685,318 72	
Ministère de l'intérieur	2,141,700 00	1,654,976 51	486,723 49	2,141,700 00	"	1,537,207 43	604,492 57	"	"	2,141,700 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	5,124,800 00	4,992,828 38	127,942 22	5,120,770 60	"	4,686,853 75	433,916 85	"	4,029 40	5,120,770 60	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 3e SECTION. — Service des téléphones	50,000 00	26,422 47	"	26,422 47	"	26,422 47	"	"	23,577 53	26,422 47	
Ministère de l'agriculture	40,000 00	15,600 00	224 00	15,824 00	"	14,201 65	1,622 35	"	24,176 00	15,824 00	
	49,132,500 00	47,145,610 40	844,425 39	47,990,035 79	"	39,145,716 96	8,844,318 83	"	1,142,464 21	47,990,035 79	
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,479,926,421 33	3,238,170,355 75	221,329,014 32	3,459,499,370 07	25,882,801 04	3,027,567,673 55	431,931,696 52	20,021,752 41	40,448,803 67	3,459,499,370 07	
								20,427,051f 26c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1894.

Compte provisoire des Dépenses. (Algérie.)

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYE SUR LES MENTS EFFECTUÉS ORDONNANCES DES MINISTRES, pour les dépenses propres à l'exercice 1894.	pour les dépenses restées à payer sur les exercices clos.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1894.	OBSERVATIONS.
RÉCAPITULATION DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)												
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.												
Ministère de la justice	2,758,650f 00c	2,820,225f 62c	"	2,820,225f 62c	2,586,888f 05c	"	2,586,888f 05c	233,337f 57c	161,810f 33c	100,234f 71c	2,820,225f 62c	
Ministère de l'intérieur. — 1re SECTION. — Service du Ministère de l'intérieur	2,236,847 53	1,955,069 80	281,777f 73c	2,236,847 53	1,876,879 54	"	1,876,879 54	359,967 99	"	"	2,236,847 53	
Ministère de l'intérieur. — 2e SECTION. — Service du Gouvernement général de l'Algérie	9,965,040 84	8,009,738 70	1,955,302 14	9,965,040 84	6,579,369 78	403,310f 51c	6,982,680 29	2,982,360 55	"	"	9,965,040 84	
Ministère des finances	502,250 00	484,647 88	4,654 53	489,302 41	435,004 71	"	435,004 71	54,297 70	"	12,947 59	489,302 41	
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — 1re SECTION. — Service de l'instruction publique	5,802,693 00	5,132,976 98	669,716 02	5,802,693 00	4,625,037 28	"	4,625,037 28	1,177,655 72	"	"	5,802,693 00	
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — 2e SECTION. — Service des beaux-arts	106,200 00	68,572 34	36,935 52	105,507 86	68,047 33	"	68,047 33	37,460 53	"	692 14	105,507 86	
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — 3e SECTION. — Service des cultes	1,237,613 00	1,109,967 26	94,896 69	1,204,863 95	875,785 30	"	875,785 30	329,078 65	"	32,749 05	1,204,863 95	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	187,850 00	169,603 70	18,041 30	187,645 00	153,774 01	"	153,774 01	33,870 99	"	205 00	187,645 00	
Ministère de l'agriculture	1,800,315 00	1,519,276 36	206,527 36	1,725,803 72	1,190,503 28	"	1,190,503 28	535,300 44	"	74,511 28	1,725,803 72	
Ministère des travaux publics. — 1re SECTION. — Dépenses ordinaires	6,321,215 55	5,665,595 75	655,619 80	6,321,215 55	5,128,247 16	"	5,128,247 16	1,192,968 39	"	"	6,321,215 55	
Ministère des travaux publics. — 2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	27,743,423 17	26,187,705 02	1,529,039 81	27,716,744 83	25,561,723 67	"	25,561,723 67	2,155,021 16	"	26,678 34	27,716,744 83	
	58,662,098 09	53,123,379 41	5,452,510 90	58,575,890 31	49,081,260 11	403,310 51	49,484,570 62	9,091,319 69	161,810 33	248,018 11	58,575,890 31	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.												
Ministère des finances	6,538,597 07	5,298,336 03	1,134,739 45	6,433,075 48	4,596,331 28	"	4,596,331 28	1,836,744 20	"	105,521 59	6,433,075 48	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	5,231,857 60	4,554,149 83	286,169 74	4,840,319 57	4,372,877 45	"	4,372,877 45	467,442 12	"	391,538 03	4,840,319 57	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 3e SECTION. — Service des téléphones	169,950 75	94,406 51	20,351 53	114,758 04	93,725 34	"	93,725 34	21,032 70	"	55,192 71	114,758 04	
Ministère de l'agriculture	3,194,875 30	3,098,589 68	37,345 16	3,135,934 84	2,679,208 11	"	2,679,208 11	456,726 73	"	58,940 46	3,135,934 84	
	15,135,280 72	13,045,482 05	1,478,605 88	14,524,087 93	11,742,142 18	"	11,742,142 18	2,781,945 75	"	611,192 79	14,524,087 93	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS, ET PRIMES.												
Ministère des finances	840,461 24	600,534 47	*à déd.* 4,898 14	595,636 33	502,055 87	"	502,055 87	93,580 46	"	244,824 91	595,636 33	
Ministère de l'intérieur	220,000 00	189,844 46	30,155 54	220,000 00	175,099 51	"	175,099 51	44,900 49	"	"	220,000 00	
	1,060,461 24	790,378 93	25,257 40	815,636 33	677,155 38	"	677,155 38	138,480 95	"	244,824 91	815,636 33	
TOTAUX GÉNÉRAUX	74,857,840 05	66,959,240 39	6,956,374 18	73,915,614 57	61,500,557 67	403,310 51	61,903,868 18	12,011,746 39	161,810 33	1,104,035 81	73,915,614 57	
									942,225f 48c			
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.												
FRANCE	3,479,926,421f 33	3,238,170,355f 75	221,329,014f 32	3,459,499,370f 07	3,001,684,872f 51	25,882,801f 04c	3,027,567,673f 55	431,931,696f 52c	20,021,752f 41c	40,448,803f 67c	3,459,499,370f 07	
ALGÉRIE	74,857,840 05	66,959,240 39	6,956,374 18	73,915,614 57	61,500,557 67	403,310 51	61,903,868 18	12,011,746 39	161,810 33	1,104,035 81	73,915,614 57	
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,554,784,261 38	3,305,129,596 14	228,285,388 50	3,533,414,984 64	3,063,185,430 18	26,286,111 55	3,089,471,541 73	443,943,442 91	20,183,562 74	41,552,839 48	3,533,414,984 64	
									21,369,276f 74c			

BUDGET DE L'EXERCICE 1895.

OPÉRATIONS

CONSTATÉES AU 31 DÉCEMBRE 1894.

BUDGET DE L'EXERCICE 1895.

État des Recettes et des Payements faits à l'époque du 31 décembre 1894.

RECETTES.

NATURE DES RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués.	RESTE À RECOUVRER
BUDGET GÉNÉRAL.			
FRANCE.			
§ 7. — RECETTES D'ORDRE.			
1° Recettes d'ordre en atténuation de dépenses.			
Pensions, trousseaux et revenus divers des Écoles du Gouvernement. — Écoles militaires. — Polytechnique	3,250f 00c	3,250f 00c	"
Écoles militaires. — de Saint-Cyr	16,109 30	16,109 30	"
Écoles militaires. — de la Flèche	2,334 55	2,334 55	"
Écoles navales de Brest	3,970 00	3,970 00	"
Écoles des arts et métiers	487 50	487 50	"
Écoles vétérinaires	1,025 00	1,025 00	"
École des haras du Pin	250 00	250 00	"
Écoles d'agriculture	1,503 35	1,503 35	"
	28,929 70	28,929 70	"
2° Recettes d'ordre proprement dites.			
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	463,698 09	463,698 09	"
TOTAL de l'exercice 1895, (France.)	492,627 79	492,627 79	"
ALGÉRIE.			
Néant.	"	"	"
TOTAL GÉNÉRAL	492,627 79	492,627 79	"

DÉPENSES.

CHAPITRES spéciaux.	NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES CONSTATÉES.	PAYEMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À PAYER sur les dépenses constatées.
	BUDGET GÉNÉRAL.			
	FRANCE.			
	1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.			
	MINISTÈRE DES FINANCES. (DETTE VIAGÈRE.)			
27	Pensions militaires de la marine	172f 80c	172f 80c	"
32	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	133 14	133 14	"
	TOTAL de l'exercice 1895	305 94	305 94	"
	ALGÉRIE.			
	Néant.	"	"	"
	TOTAL général	305 94	305 94	"

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1895.

Résultat général des opérations constatées sur le budget de l'exercice 1895 au 31 décembre 1894.

FRANCE.

RECETTES.

Budget général	492,627f 79c

DÉPENSES.

Budget général	305 94
EXCÉDENT de recette pour lequel le budget de l'exercice 1895 est employé dans la situation générale des finances (voir page 680.)	492,321 85

ALGÉRIE.

RECETTES.

Budget général	"

DÉPENSES.

Néant	"
EXCÉDENT de recette pour lequel le budget de l'exercice 1895 est employé dans la situation générale des finances (voir page 680)	"
EXCÉDENT final de recette pour lequel le budget de l'exercice 1895 est employé dans la situation générale des finances (voir page 680)	492,321 85

RÉSULTATS GÉNÉRAUX

SUR

LES BUDGETS DE 1870 À 1893.

NOTE

SUR

LES RÉSULTATS GÉNÉRAUX DES BUDGETS DE 1870 À 1893.

La présente partie du Compte général des finances résume les résultats généraux et définitifs des budgets depuis 1870, en considérant chacun de ces budgets sous le double rapport de sa *situation financière* et de son *règlement législatif*.

La *situation financière* est formée des ressources et des besoins exclusivement propres à l'exercice.

La situation en *règlement législatif* comprend non seulement ces ressources et ces besoins, mais encore les fonds disponibles qui ont été reportés des exercices précédents et ceux que l'exercice expiré a pu lui-même laisser au profit des exercices suivants.

Le tableau général inséré ci-après, divisé en deux parties ou périodes dont l'une contient les exercices 1870 à 1886, l'autre ceux de 1887 et suivants à partir desquels la loi de finances du 26 février 1887 a établi sur des bases nouvelles la classification des recettes, fait connaître la situation de chacun de ces exercices sous les deux aspects qui viennent d'être indiqués. La situation provisoire de l'exercice en cours d'exécution n'y est pas comprise, parce qu'elle ne se forme encore que de recettes et de dépenses présumées, qui seront remplacées l'année suivante par les résultats constatés définitivement en clôture d'exercice.

Ce tableau général est lui-même accompagné de tableaux de développements des recettes et des dépenses qui s'y trouvent comprises.

Les recettes et les dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets que présentent ces développements sont celles qui ont été portées dans les lois de règlement de comptes, et d'où est ressorti le résultat final propre à chaque exercice, en y rattachant, comme il va être dit, les termes fixés par ces mêmes lois relativement au service départemental.

Les *fonds de report du service départemental*, lequel était classé jusqu'en 1893, ainsi que divers autres services de même nature, dans le budget des dépenses sur ressources spéciales, sont réunis aux recettes ordinaires des budgets; en conséquence, les recettes propres à chaque exercice se trouvent modifiées de la différence existant entre les fonds départementaux et spéciaux reportés des budgets précédents et ceux qui sont transportés aux budgets suivants. Le budget des dépenses sur ressources spéciales étant supprimé à partir de l'exercice 1893, les recettes de l'exercice 1892 comprennent les fonds de l'espèce reportés des exercices précédents et l'intégralité de ceux qui sont propres audit exercice.

Enfin il a paru utile de compléter cette partie du Compte général des finances par un *Résumé analytique de la situation des budgets* qui compare, depuis 1870, les budgets votés avec les budgets réglés définitivement, en faisant ainsi ressortir les résultats de l'exécution des services tant en recette qu'en dépense. Les développements dont il est accompagné présentent des renseignements statistiques souvent recherchés avec intérêt, c'est-à-dire les plus-values annuellement réalisées sur chacune des branches principales de revenus et les suppléments ou annulations de crédits auxquels a successivement donné lieu chaque département ministériel.

Les exercices 1814 à 1869 forment trois périodes entièrement accomplies dont les résultats généraux sont invariables. Il a été jugé inutile de continuer à reproduire leur situation dans le Compte général des finances; elle est insérée, avec tous les détails qu'elle comporte, dans le Compte général de l'année 1885, pages 707 à 747.

BUDGETS DE 1870 À 1886.

Résumé de la situation financière des budgets de 1870 à 1886.

Les recettes ordinaires et extraordinaires de toute nature des budgets de 1870 à 1886 se sont élevées ensemble à			60,075,959,965f
Les dépenses de toute nature à			60,115,018,139
Les dépenses sont donc supérieures aux recettes de			39,058,174
Ce dernier résultat, d'accord avec celui qu'ont fixé les lois de règlement des exercices 1870 à 1886, représente les excédents de dépenses des budgets suivants formant découverts pour le Trésor :			
Exercice 1872		81,917,284f	
Exercice 1873		44,932,564	
Exercice 1874		64,414,280	
Exercice 1882		42,547,476	
Exercice 1883		62,427,893	
Exercice 1884		89,918,295	
Exercice 1885		146,660,446	
Exercice 1886		124,136,327	
		656,954,565	598,995,121
A DÉDUIRE : Portion de l'excédent de l'exercice 1875		57,959,444	
Dont il y a lieu de déduire les dépenses et recettes des budgets suivants :			
Exercice 1871. — Portion de l'excédent de recettes de l'exercice 1871 appliquée au compte de liquidation		113,730,053	
Exercices 1879, 1880 et 1881. — Portion de l'excédent de recettes de l'exercice 1879 portée en atténuation des découverts du Trésor (loi du 26 mars 1890)	20,697,181f		
Portion de l'excédent de recettes de l'exercice 1880 portée en atténuation des découverts du Trésor (loi du 27 juin 1890)	1,302,819		
A reporter	22,000,000	113,730,053	598,995,121

Report.....	22,000,000f	113,730,053f	598,995,121f
Portion de l'excédent de recettes de l'exercice 1881 portée en atténuation des découverts du Trésor (art. 6 de la loi du 7 juin 1891).....	74,512,994		
	96,512,994	96,512,994	
EXCÉDENT réel de recettes.....		210,243,047	
auquel il convient d'ajouter pour ordre les portions des excédents de recettes des exercices 1876, 1877, 1878, 1879, 1880 et 1881 affectées aux exercices 1879, 1880, 1881, 1882, 1883 et 1884, où elles ont été évaluées comme ressources propres à ces exercices.....		349,693,900	559,936,947
SOMME ÉGALE. (Voir page 585.).			39,058,174

Si l'on considère la situation financière des budgets de 1870 à 1886 sous le rapport des ressources et des besoins qui leur sont propres, c'est-à-dire en défalquant de chaque exercice les fonds disponibles qui y ont été reportés des exercices précédents, ceux qu'il a pu laisser lui-même aux exercices suivants et ceux qui lui ont été appliqués régulièrement par le débit de divers services, on obtient encore un résultat semblable à celui que l'on vient d'établir et qui se résume comme il suit (voir le développement, page 585) :

EXCÉDENTS de recettes.....	565,829,831f
EXCÉDENTS de dépenses.....	1,032,445,058
EXCÉDENT de dépenses propre à la période dont on s'occupe.	466,615,227

duquel il convient de retrancher pour ordre le total représentant l'excédent des recettes de ladite période et dont le détail suit :

1° La portion de l'excédent de recettes de l'exercice 1876 affectée aux exercices 1879 et 1880, où elle a été évaluée comme ressource propre à ces exercices :

Exercice 1879.....	19,000,000f	37,000,000f	
Exercice 1880.....	18,000,000		
2° La portion de l'excédent de recettes de l'exercice 1877 affectée à l'exercice 1881, où elle a été évaluée comme ressource.....		26,834,066	
3° La portion de l'excédent de recettes de l'exercice 1878 affectée à l'exercice 1881, où elle a été évaluée comme ressource.....		48,881,330	
A reporter.....		112,715,396	466,615,227

Report.....	112,715,396f	466,615,227f
4° La portion de l'excédent de recettes de l'exercice 1879 affectée aux exercices 1881, 1882 et et 1884 où elle a été évaluée comme ressource :		
Exercice 1881..... 4,894,004f		
Exercice 1882..... 50,616,000	75,510,004	
Exercice 1884..... 20,000,000		
5° La portion de l'excédent de recettes de l'exercice 1880 affectée aux exercices 1882, 1883 et 1884, où elle est considérée comme une ressource évaluée :		
Exercice 1882..... 13,000,000f		
Exercice 1883..... 71,496,833	111,163,500	
Exercice 1884..... 26,666,667		
6° La portion de l'excédent de recettes de l'exercice 1881 affectée aux exercices 1883 et 1884, où elle est considérée comme ressource évaluée :		
Exercice 1883..... 4,000,000f	20,628,000	
Exercice 1884..... 16,628,000		
7° Un prélèvement sur la première partie du compte de liquidation par suite du dégrèvement sur les sucres.....	17,780,953	
8° Un prélèvement sur le prêt de la Banque de France pour la construction de l'École centrale des arts et manufactures. (Loi du 12 juin 1884.)....	1,665,695	
9° Un prélèvement sur les rentes de la dotation de l'armée. (Loi du 21 mars 1884.).....	17,623,784	
10° Un prélèvement sur le produit de l'émission des obligations du Trésor à court terme pour supplément de dotation à la Caisse des chemins vicinaux, lycées, collèges, etc. (Lois des 21 mars et 17 août 1885.).....	45,000,000	
11° Un prélèvement sur le prêt de 80 millions fait par la Banque de France pour solder les dépenses de l'Exposition universelle de 1878. (Loi du 21 juin 1887.).....	21,704,765	
12° Un prélèvement sur les rentes de la dotation de l'armée. (Loi du 21 mars 1884.).....	3,527,616	
13° Un prélèvement sur un prêt de 80 millions fait par la Banque de France pour faire face à une partie des dépenses de l'Exposition universelle de 1889. (Loi du 6 juillet 1886.).....	237,340	427,557,053
		39,058,174

RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1870 À 1886.

Tableau général, par exercice, de la situation financière et du règlement législatif des budgets de 1870 à 1886.

1° SITUATION FINANCIÈRE D'APRÈS LES RÉSULTATS PROPRES À CHAQUE EXERCICE.

EXERCICES.	RECETTES.							DÉPENSES.				RÉSULTATS PAR EXERCICE.		
	RECETTES ordinaires.	RECETTES provenant d'exercices précédents ou de divers services évalués aux budgets et assimilées aux recettes propres de l'exercice.	TOTAL des ressources ordinaires.	RESSOURCES extraordinaires.	TOTAL des ressources ordinaires et extraordinaires.	BUDGET extraordinaire.	TOTAL. (Voir ci-après l'état de développement.)	DÉPENSES ordinaires.	TRAVAUX extraordinaires.	BUDGET extraordinaire.	TOTAL. (Voir ci-après l'état de développement.)	RECETTES provenant d'exercices précédents, évaluées aux budgets et assimilées aux recettes propres de l'exercice.	Excédents de recettes.	Excédents de dépenses.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1870	1,939,545,642	"	1,939,545,642	1,499,467,437	3,439,013,079	"	3,439,013,079	3,165,834,223	273,178,856	"	3,439,013,079	"	"	"
1871	2,153,140,720	"	2,153,140,720	1,395,382,293	3,548,523,013	"	3,548,523,013	3,194,501,668	180,291,292	"	3,374,792,960	"	173,730,053	"
1872	2,519,621,107	"	2,519,621,107	286,490,661	2,806,111,768	"	2,806,111,768	2,894,321,279	53,707,773	"	2,948,029,052	"	"	141,917,284
1873	2,815,411,080	"	2,815,411,080	253,773,235	3,069,184,315	"	3,069,184,315	3,052,444,609	61,672,270	"	3,114,116,879	"	"	44,932,564
1874	2,888,261,436	"	2,888,261,436	13,610,767	2,901,872,203	"	2,901,872,203	2,860,970,656	105,315,827	"	2,966,286,483	"	"	64,414,280
1875	3,095,386,269	"	3,095,386,269	8,114,521	3,103,500,790	"	3,103,500,790	2,907,569,899	117,440,469	"	3,025,010,368	"	78,490,422	"
1876	3,186,869,264	"	3,186,869,264	3,232,496	3,190,101,760	"	3,190,101,760	2,959,333,619	132,563,317	"	3,091,896,936	"	98,204,824	"
1877	3,183,131,184	"	3,183,131,184	16,094,248	3,199,225,432	"	3,199,225,432	2,986,748,638	148,665,485	"	3,135,414,123	"	63,811,309	"
1878	3,266,710,829	"	3,266,710,829	318,569,209	3,585,280,038	"	3,585,280,038	3,062,688,624	461,416,602	"	3,524,105,226	"	61,174,812	"
1879	3,276,253,968	19,000,000	3,295,253,968	"	3,295,253,968	285,395,743	3,580,649,711	3,299,577,761	"	285,395,743	3,584,973,504	19,000,000	"	23,323,793
1880	3,345,259,536	(A) 35,780,953	3,381,040,489	"	3,381,040,489	479,493,076	3,860,533,565	3,281,203,228	"	479,493 076	3,760,696,304	(A) 35,780,953	64,056,308	"
1881	3,385,541,052	80,609,400	3,466,150,452	"	3,466,150,452	701,012,899	4,167,163,351	3,359,178,949	"	701,012,899	4,060,191,848	80,609,400	26,362,103	"
1882	3,384,924,642	63,616,000	3,448,540,642	"	3,448,540,642	663,624,876	4,112,165,518	3,491,088,118	"	663,624,876	4,154,712,994	63,616,000	"	106,163,476
1883	3,437,685,152	75,496,833	3,513,181,985	"	3,513,181,985	614,965,705	4,128,147,690	3,575,609,878	"	614,965,705	4,190,575,583	75,496,833	"	137,924,726
1884	3,453,224,396	(B) 64,960,362	3,518,184,758	"	3,518,184,758	416,781,289	3,934,966,047	3,608,103,053	"	416,781,289	4,024,884,342	(B) 64,960,362	"	154,878,657
1885	3,447,676,683	(C) 84,328,549	3,532,005,232	"	3,532,005,232	263,626,783	3,795,632,015	3,678,665,678	"	263,626,783	3,942,292,461	84,328,549	"	230,988,995
1886	3,420,991,207	(D) 3,764,956	3,424,756,163	"	3,424,756,163	229,133,507	3,653,889,670	3,548,892,490	"	229,133,507	3,778,025,997	3,764,956	"	127,901,283
	52,199,634,167	427,557,053	52,627,191,220	3,794,734,867	56,421 926,087	3,654,033,878	60,075,959,965	54,926,732,370	1,534,251,891	3,654,033,878	60,115,018,139	427,557,053	565,829,831	1,032,445,058

Excédent de dépenses sur l'ensemble des budgets de 1870 à 1886 réellement propre à chaque exercice..... 466,615,227f

Excédent de dépenses sur l'ensemble des budgets de 1870 à 1886, y compris les recettes provenant d'exercices précédents évaluées aux budgets et assimilées aux ressources propres de chaque exercice..... 39,058,174f

(A) Y compris un prélèvement de 17,780,953 francs sur la 1re partie du compte de liquidation par suite du dégrèvement sur les sucres.
(B) Y compris un prélèvement de 1,665,695 francs sur le prêt de la Banque de France pour la construction de l'École des arts et manufactures. (Loi du 12 juin 1884.)
(C) Y compris un prélèvement de 17,623,784 francs sur les rentes de la dotation de l'armée. (Loi du 21 mars 1884.) 3,527,616f
(D) Prélèvement sur les rentes de la dotation de l'armée. (Loi du 21 mars 1884.) 237,340
Prélèvement sur le prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France pour faire face à une partie des dépenses de l'Exposition universelle de 1889. (Loi du 6 juillet 1886.)
3,764,956

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1870 À 1886.

Suite du *Tableau général, par exercice, de la situation financière et du règlement législatif des budgets de 1870 à 1886.*

2° RÈGLEMENT LÉGISLATIF DE CHAQUE EXERCICE.

EXERCICES.	RECETTES. Fonds disponibles reportés des exercices précédents.	Recettes ordinaires. Recettes provenant d'exercices précédents ou de divers services, évaluées aux budgets et assimilées aux recettes propres de l'exercice.	Recettes ordinaires. Recettes ordinaires.	Recettes ordinaires. Total des recettes ordinaires.	Ressources extraordinaires.	Total des recettes ordinaires et des ressources extraordinaires.	Budget extraordinaire.	Total général des recettes.
1870.....	"	"	1,939,545,642f	1,939,545,642f	1,499,467,437f	3,439,013,079f	"	3,439,013,079f
1871.....	"	"	2,153,140,720	2,153,140,720	1,395,382,293	3,548,523,013	"	3,548,523,013
1872.....	(A) 60,000,000f	"	2,519,621,107	2,519,621,107	286,490,661	2,806,111,768	"	2,806,111,768
1873.....	"	"	2,815,411,080	2,815,411,080	253,773,235	3,069,184,315	"	3,069,184,315
1874.....	"	"	2,888,261,436	2,888,261,436	13,610,767	2,901,872,203	"	2,901,872,203
1875.....	"	"	3,095,386,269	3,095,386,269	8,114,521	3,103,500,790	"	3,103,500,790
1876.....	"	"	3,186,869,264	3,186,869,264	3,232,496	3,190,101,760	"	3,190,101,760
1877.....	"	"	3,183,131,184	3,183,131,184	16,094,248	3,199,225,432	"	3,199,225,432
1878.....	(B) 1,182,067	"	3,266,710,829	3,266,710,829	318,569,209	3,585,280,038	"	3,586,462,105
1879.....	(C) 100,530,978	(D) 19,000,000f	3,276,253,968	3,295,253,968	"	3,295,253,968	285,395,743f	3,681,180,689
1880.....	(E) 30,475,549	(F) 35,780,953	3,345,259,536	3,381,040,489	"	3,381,040,489	479,493,076	3,891,009,114
1881.....	"	(G) 80,609 400	3,385,541,052	3,466,150,452	"	3,466,150,452	701,012,899	4,167,163,351
1882.....	"	(H) 63,616,000	3,384,924,642	3,448,540,642	"	3,448,540,642	663,624,876	4,112,165,518
1883.....	"	(I) 75,496,833	3,437,685,152	3,513,181,985	"	3,513,181,985	614,965,705	4,128,147,690
1884.....	"	(K) 64,960,362	3,453,224,396	3,518,184,758	"	3,518,184,758	416,781,289	3,934,966,047
1885.....	"	(L) 84,328,549	3,447,676,683	3,532,005,232	"	3,532,005,232	263,626,783	3,795,632,015
1886.....	"	(M) 3,764,956	3,420,991,207	3,424,756,163	"	3,424,756,163	229,133,507	3,653,889,670
	192,188,594	427,557,053	52,199,634,167	52,627,191,220	3,794,734,867	56,421,926,087	3,654,033,878	60,268,148,553

EXERCICES.	DÉPENSES. Dépenses ordinaires.	Dépenses. Travaux extraordinaires.	Dépenses. Total des dépenses ordinaires et des travaux extraordinaires.	Dépenses. Dépenses du budget extraordinaire.	Dépenses. Total général des dépenses.	Situation définitive en règlement d'exercice. Excédents de recettes. Formant ressources pour d'autres exercices auxquels ils ont été transportés dans le présent tableau, après avoir été évalués dans la loi du budget primitif de ces exercices.	Excédents de recettes. Formant ressources pour d'autres exercices auxquels ils ont été transportés dans le présent tableau, sans avoir été évalués dans la loi du budget primitif de ces exercices ou par des lois spéciales.	Excédents de recettes. Formant ressources pour d'autres exercices auxquels ils n'ont pu encore être transportés dans le présent tableau.	Excédents de recettes. Formant ressources pour d'autres services.	Excédents de dépenses formant découverts pour le Trésor.
1870.....	3,165,834,223f	273,178,856f	3,439,013,079f	"	3,439,013,079f	"	"	"	"	"
1871.....	3,194,501,668	180,291,292	3,374,792,960	"	3,374,792,960	(A) 60,000,000f	"	"	(B) 113,730,053f	"
1872.....	2,894,321,279	53,707,773	2,948,029,052	"	2,948,029,052	"	"	"	"	81,917,284f
1873.....	3,052,444,609	61,672,270	3,114,116,879	"	3,114,116,879	"	"	"	"	44,932,564
1874.....	2,860,970,656	105,315,827	2,966,286,483	"	2,966,286,483	"	"		"	64,414,280
1875.....	2,907,569,899	117,440,469	3,025,010,368	"	3,025,010,368	(C) 20,530,978	"	"	"	A déd. 57,959,444
1876.....	2,959,333,619	132,563,317	3,091,896,936	"	3,091,896,936	(D) 61,204,824	(E) 37,000,000	"	"	"
1877.....	2,986,748,638	148,665,485	3,135,414,123	"	3,135,414,123	(F) 36,977,243	(G) 26,834,066	"	"	"
1878.....	3,062,688,624	461,416,602	3,524,105,226	"	3,524,105,226	(H) 13,475,549	(I) 48,881,330	"	"	"
1879.....	3,299,577,761	"	3,299,577,761	285,395,743	3,584,973,504	"	(K) 75,510,004	"	"	A déd. 20,697,181
1880.....	3,281,203,228	"	3,281,203,228	479,493,076	3,760,696,304	"	(L) 129,009,991	"	"	A déd. 1,302,819
1881.....	3,359,178,949	"	3,359,178,949	701,012,899	4,060,191,848	"	(M) 32,458,509	"	"	A déd. 74,512,994
1882.....	3,491,088,118	"	3,491,088,118	663,624,876	4,154,712,994	"	"	"	"	42,547,476
1883.....	3,575,609,878	"	3,575,609,878	614,965,705	4,190,575,583	"	"	"	"	62,427,8
1884.....	3,608,103,053	"	3,608,103,053	416,781,289	4,024,884,342	"	"	"	"	89,918,295
1885.....	3,678,665,678	"	3,678,665,678	263,626,783	3,942,292,461	"	"	"	"	146,660,446
1886.....	3,548,892,490	"	3,548,892,490	229,133,507	3,778,025,997	"	"	"	"	124,136,327
	54,926,732,370	1,534,251,891	56,460,984,261	3,654,033,878	60,115,018,139					
Résultats définitifs des budgets de 1870 à 1886 en règlement législatif.....						Excédents de recettes formant ressources pour les exercices ou les services auxquels ils ont été transportés.. 192,188,594	349,693,900	"	113,730,053	502,482,127
							463,423,953f			
						Excédent de dépenses (page 517).....	39,058,174f			

(A) Somme provenant de l'exercice 1871.

(B) Somme provenant de l'exercice 1876.

(C) Somme provenant des exercices.....
- 1875, pour..... 20,530,978f
- 1876, pour..... 60,022,757
- 1877, pour..... 19,977,223
- Total..... 100,530,978

(D) Somme provenant de l'exercice 1876. 17,000,000

(E) Somme provenant des exercices.....
- 1877, pour..... 13,475,549
- 1878, pour..... 30,475,549
- Total..... 43,950,549

(F) Somme provenant de l'exercice 1876 pour..... 18,000,000
Somme provenant du premier Compte de liquidation par suite de dégrèvement sur les sucres..... 17,780,953
- Total..... 35,780,953

(G) Somme provenant des exercices.....
- 1877, pour..... 26,834,066
- 1878, pour..... 48,881,330
- 1879, pour..... 4,894,004
- Total..... 80,609,400

(H) Somme provenant des exercices.....
- 1879, pour..... 50,616,000
- 1880, pour..... 13,000,000
- Total..... 63,616,000

(I) Somme provenant des exercices.....
- 1880, pour..... 71,496,833
- 1881, pour..... 4,000,000
- Total..... 75,496,833

(K) Somme provenant des exercices.....
- 1879, pour..... 20,000,000
- 1880, pour..... 26,666,667
- 1881, pour..... 16,628,000
- Prélèvement sur le prêt de la Banque de France pour construction de l'École centrale des arts et manufactures..... 1,665,695
- Total..... 64,960,362

(L) Prélèvement sur les rentes de la dotation de l'armée. (Loi du 21 mars 1884.)..... 17,623,784
Prélèvement sur le produit de l'émission des obligations du Trésor à court terme pour supplement de dotation aux caisses des chemins vicinaux, lycées, collèges, etc. (Lois des 31 mars et 17 août 1885.)..... 45,000,000
Prélèvement sur le prêt de 80 millions fait par la Banque de France de la ressource nécessaire pour solder les dépenses de l'Exposition universelle de 1878. (Loi du 21 juin 1887.)..... 21,704,765
- Total..... 84,328,549

(M) Prélèvement sur les rentes de la dotation de l'armée. (Loi du 21 mars 1884.)..... 3,527,610
Prélèvement sur le prêt de 80 millions fait par la Banque de France pour faire face à une partie des dépenses de l'Exposition universelle de 1889. (Loi du 6 juillet 1886.)..... 237,346
- Total..... 3,764,956

(A) La somme de 60 millions de francs a été attribuée à l'exercice 1872 par l'article 15 de la loi de règlement de l'exercice 1871, du 23 juillet 1885.

(B) La somme de 113,730,053 francs a été appliquée au compte de liquidation par l'article 15 de la même loi.

(C) La somme de 20,530,978 francs a été appliquée au payement des garanties d'intérêts restant dues pour les années 1871 et 1872 à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. (Article 7 du projet de loi de règlement de l'exercice 1875.)

(D) La somme de 61,204,824 francs a été appliquée par l'article 7 du projet de loi de règlement de l'exercice 1876, savoir.....
- à l'exercice 1878..... 1,182,067f
- à l'exercice 1879..... 60,022,757
- Total égal..... 61,204,824

(E) La somme de 37 millions de francs a été appliquée, par l'article 7 du même projet de loi de règlement.....
- à l'exercice 1879..... 19,000,000
- à l'exercice 1881..... 18,000,000
- Total égal..... 37,000,000

(F) La somme de 36,977,243 francs a été appliquée par l'article 7 du projet de loi de règlement de l'exercice 1877, savoir.....
- à l'exercice 1879..... 19,977,243
- à l'exercice 1880..... 17,000,000
- Total égal..... 36,977,243

(G) La somme de 26,834,066 francs a été appliquée à l'exercice 1881 par l'article 7 du projet de loi de règlement de l'exercice 1877.

(H) La somme de 13,475,549 francs a été appliquée à l'exercice 1880 par l'article 6 du projet de loi de règlement de l'exercice 1878.

(I) La somme de 48,881,330 francs a été appliquée à l'exercice 1881 par l'article 6 du projet de loi de règlement de l'exercice 1878.

(K) La somme de 75,510,004 francs a été appliquée, par l'article 6 du projet de loi de règlement de l'exercice 1879.....
- à l'exercice 1881..... 4,894,004
- à l'exercice 1882..... 50,616,000
- à l'exercice 1884..... 20,000,000
- Total égal..... 75,510,004

(L) La somme de 129,009,991 francs a été appliquée par l'article 6 du projet de loi de règlement de l'exercice 1880 :
- Savoir : A l'exercice 1882, pour..... 13,000,000
- A l'exercice 1883..... Budget ordinaire..... 71,496,833f; Budget extraordinaire..... 17,846,491 — 89,343,324
- A l'exercice 1884, pour..... 26,666,667
- Total égal..... 129,009,991

(M) La somme de 32,458,509 francs a été appliquée, par l'article 6 du projet de loi de règlement de l'exercice 1881 :
- A l'exercice 1883..... Budget ordinaire..... 4,000,000; Budget extraordinaire..... 11,830,509
- A l'exercice 1884, pour..... 16,628,000
- Total égal..... 32,458,509

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1870 À 1886.

Développement sur les recettes ordinaires et extraordinaires des budgets de 1870 à 1886.

EXERCICES.	RECETTES ORDINAIRES. — CONTRIBUTIONS DIRECTES. — Fonds généraux du budget.	CONTRIBUTIONS DIRECTES. — Fonds spéciaux des départements et des communes.	PRODUITS des forêts et de la pêche.	REVENUS et vente de domaines.	IMPÔTS et revenus indirects. — (Voir le développement p. 590 et 591.)	REVENUS et produits divers. (A)	TOTAL.	RECETTES PROVENANT d'exercices précédents ou de divers services, évaluées aux budgets et assimilées aux recettes propres de l'exercice.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1870	336,073,029	250,062,588	8,007,768	8,889,058	1,155,353,977	181,159,222	1,939,545,642	"
1871	323,815,020	257,501,553	(C) 51,761,858	22,093,023	(C) 1,330,075,004	(C) 167,894,262	2,153,140,720	"
1872	334,715,118	269,795,974	45,145,319	18,414,613	1,632,978,208	218,571,875	2,519,621,107	"
1873	388,952,329	283,883,585	36,178,852	16,202,749	1,808,701,413	281,492,152	2,815,411,080	"
1874	379,471,077	289,951,426	34,328,031	15,006,705	1,861,403,318	(D) 308,100 879	2,888,261,436	"
1875	383,999,855	300,225,959	38,710,584	16,727,315	2,052,541,373	(D) 303,181,183	3,095,386,269	"
1876	388,217,505	309,025,971	41,083,721	14,122,413	2,109,780,355	(D) 324,639,299	3,186,869,264	"
1877	391,553,966	315,270,558	35,616,187	16,104,608	2,088,907,295	(D) 335,678,570	3,183,131,184	"
1878	395,192,433	322,092,965	33,641,688	12,999,912	2,167,801,811	(D) 334,982,020	3,266,710,829	"
1879	398,247,090	327,783,561	33,899,844	14,823,154	2,208,494,386	(D) 293,005,933	3,276,253,968	19,000,000
1880	376,815,248	330,612,893	36,202,987	14,062,093	2,281,179,354	306,386,961	3,345,259,536	(E) 35,780,953
1881	376,279,635	332,255,344	30,413,819	13,794,850	2,295,547,702	337,249,702	3,385,541,052	80,609,400
1882	380,999,476	335,411,658	28,440,259	12,154,046	2,294,306,462	333,612,741	3,384,924,642	63,616,000
1883	385,846,149	344,769,739	28,008,510	14,187,653	2,327,710,486	337,162,615	3,437,685,152	75,496,833
1884	389,783,323	354,329,297	28,224,499	14,065,464	2,325,011,020	341,810,793	3,453,224,396	(F) 64,960,362
1885	393,602,575	362,937,987	26,103,891	17,192,869	2,317,206,713	330,632,648	3,447,676,683	(G) 84,328,549
1886	397,331,162	371,257,573	24,578,946	13,459,436	2,283,438,264	330,925,826	3,420,991,207	3,764,956
TOTAUX	6,420,894,990	5,357,168,631	560,346,763	254,299,961	34,540,437,141	5,066,486,681	52,199,634,167	427,557,053

EXERCICES.	RECETTES EXTRAORDINAIRES. — RESSOURCES de diverses natures. (Voir le développement, page 608.)	PRODUIT d'aliénations de bois de l'État.	PRODUIT d'emprunts en rentes.	PRÉLÈVEMENT sur l'emprunt de 1,530 millions fait à la Banque de France.	TOTAL.	BUDGET extraordinaire. (Voir le développement, page 609.)	TOTAL GÉNÉRAL.	OBSERVATIONS.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1870	251,103,429	"	(B) 1,000,404,672	247,959,336	1,499,467,437	"	3,439,013,079	
1871	73,459,305	"	(B) 594,871,613	727,051,375	1,395,382,293	"	3,548,523,013	
1872	18,923,763	"	(B) 267,566,898	"	286,490,661	"	2,806,111,768	
1873	14,055,344	"	(B) 239,717,891	"	253,773,235	"	3,069,184,315	
1874	12,521,476	"	(B) 1,089,291	"	13,610,767	"	2,901,872,203	
1875	5,268,135	"	(B) 2,846,386	"	8,114,521	"	3,103,500,790	
1876	3,232,496	"	"	"	3,232,496	"	3,190,101,760	
1877	16,094,248	"	"	"	16,094,248	"	3,199,225,432	
1878	318,569,209	"	"	"	318,569,209	"	3,585,280,038	
1879	"	"	"	"	"	285,395,743	3,580,649,711	
1880	"	"	"	"	"	479,493,076	3,860,533,565	
1881	"	"	"	"	"	701,012,899	4,167,163,351	
1882	"	"	"	"	"	663,624,876	4,112,165,518	
1883	"	"	"	"	"	614,965,705	4,128,147,690	
1884	"	"	"	"	"	416,781,289	3,934,966,047	
1885	"	"	"	"	"	263,626,783	3,795,632,015	
1886	"	"	"	"	"	229,133,507	3,653,889,670	
TOTAUX	713,227,405	"	2,106,496,751	975,010,711	3,794,734,867	3,654,033,878	60,075,959,965	

(A) Cette catégorie comprend le résultat, soit au profit, soit à la charge du budget, de la différence entre les fonds départementaux reportés d'exercices précédents ou transportés à des exercices suivants. On a en outre rattaché à ces produits les fonds de concours portés en 1870, en 1871 et à partir de 1879 au budget extraordinaire, et l'on y a maintenu les recettes effectuées en Algérie qui, en vertu du décret du 26 août 1881, ont été rattachées aux produits similaires de la métropole, afin de ne pas introduire dans le présent tableau un élément susceptible de fausser, à partir de 1882, la comparaison entre les produits des différents exercices.

(B) Cette somme se décompose ainsi :

	Exercice 1870.	Exercice 1871.	Exercice 1872.	Exercice 1873.	Exercice 1874.	Exercice 1875.
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.)	40,589,214f 04c	4,215,782f 11c	2,875,474f 00c	7,185,346f 27c	1,089,291f 43c	2,846,386f 00c
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.)	751,780,859 99	38,023,067 57	"	"	"	"
Emprunt de 250 millions. (Décret du 25 octobre 1870.)	207,849,070 00	279,100 00	"	"	"	"
Emprunt de 2 milliards. (Loi du 20 juin 1871.)	"	552,353,662 87	114,996,020 00	"	"	"
Emprunt de 3 milliards. (Loi du 15 juillet 1872.)	"	"	149,695,404 00	232,532,544 85	"	"
Reliquats sur divers emprunts de 1854 à 1859	185,528 03	"	"	"	"	"
	1,000,404,672 06	594,871,612 55	267,566,898 00	239,717,891 12	1,089,291 43	2,846,386 00

(C) A partir de 1871, le produit net des forêts, l'impôt sur le prix des places des voyageurs et les bénéfices de la Caisse des dépôts et consignations attribués à la Caisse d'amortissement ont fait retour au budget de l'État par suite de la suppression de cette caisse. (Loi du 16 septembre 1871, art. 22.)

(D) Y compris le produit des amendes et condamnations pécuniaires dont le recouvrement a été confié aux percepteurs des contributions directes (loi de finances de 1875), et, à partir de l'exercice 1878, le produit des établissements spéciaux régis ou affermés par l'État, ainsi que les revenus de diverses écoles du Gouvernement qui figuraient dans les budgets antérieurs parmi le produit des domaines (loi de finances de 1878); mais il y a lieu de déduire, à partir du même exercice, le montant des remboursements par les compagnies de chemins de fer des frais de surveillance de leur télégraphie, rattaché aux produits des télégraphes par suite des décrets des 22 décembre 1877 et 27 février 1878.

(E) Y compris un prélèvement de 17,780,953 francs sur la 1re partie du compte de liquidation par suite du dégrèvement sur les sucres. (Loi du 19 juillet 1880, art. 26.)

(F) Y compris un prélèvement de 1,665,695 francs fait sur le prêt de la Banque de France (loi du 12 juin 1884) pour la construction de l'École centrale des arts et manufactures.

(G) Voir la note (L) page 605.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1870 À 1886.

Développement sur les Impôts et Revenus indirects des budgets de 1870 à 1886.

EXERCICES.	ENREGISTREMENT.	TIMBRE.	DOUANES. Droits à l'importation. Recettes diverses.	Sucres coloniaux.	Sucres étrangers.	Droits d'exportation, de navigation et autres.	Taxe de consommation des sels perçue dans le rayon des douanes.	TOTAL.	CONTRIBUTIONS INDIRECTES. Droits sur les boissons.	Taxe des sels (hors du rayon des douanes).	Droit sur le sucre indigène.	Tabacs.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1870.....	286,195,478	74,849,901	79,706,055	29,068,035	19,180,271	1,900,387	23,697,392	153,552,140	223,693,103	7,264,709	55,190,191	243,334,261
1871.....	337,071,757	82,181,692	104,219,525	28,896,071	22,722,941	2,165,404	24,087,237	182,089,178	245,331,565	6,010,276	87,725,964	217,387,985
1872.....	433,464,160	137,747,947	98,147,810	31,402,672	16,219,737	12,332,717	23,468,791	181,571,727	289,157,229	8,753,748	58,969,337	268,468,891
1873.....	421,697,227	140,143,776	118,759,567	37,519,343	31,875,103	13,129,993	25,924,559	257,208,565	327,454,328	9,777,057	103,453,907	290,948,878
1874.....	436,491,133	152,160,048	143,949,458	34,862,225	12,255,936	13,221,074	20,323,201	222,611,892	347,375,519	7,893,430	107,295,697	298,788,131
1875.....	452,970,838	154,250,597	166,914,973	37,795,034	23,747,830	14,973,163	24,548,689	267,979,689	384,518,116	10,460,922	119,333,373	312,432,471
1876.....	470,611,966	153,893,975	185,221,153	32,074,126	32,101,766	14,976,192	25,322,115	289,695,352	399,239,278	11,437,957	125,755,782	322,354,298
1877.....	469,899,907	156,091,470	181,166,580	34,162,995	43,686,655	14,793,651	23,833,560	297,643,441	398,430,432	9,860,368	92,405,375	329,435,499
1878.....	487,487,011	158,899,769	201,484,731	37,705,667	37,341,517	16,000,542	21,226,048	313,758,505	411,157,876	11,696,657	114,589,163	332,227,241
1879.....	520,327,009	146,491,275	220,337,012	39,217,144	33,666,985	17,146,702	17,999,873	328,367,716	421,304,576	14,819,450	127,518,630	335,262,230
1880.....	550,037,382	147,427,394	243,675,758	32,165,089	55,356,532	18,011,229	18,268,567	367,477,175	439,046,616	14,386,172	91,158,794	344,182,061
1881.....	571,048,375	155,360,054	266,722,141	17,267,231	43,369,889	18,088,790	19,668,295	365,116,346	414,626,858	12,768,307	75,298,646	353,517,770
1882.....	555,606,409	155,729,624	263,387,055	23,036,003	42,213,824	17,757,736	21,404,624	367,800,142	406,877,508	11,795,742	82,437,530	362,834,563
1883.....	544,636,392	155,300,770	274,316,955	15,728,954	39,738,220	18,290,684	21,985,209	370,060,022	420,892,599	12,092,237	92,100,757	371,217,090
1884.....	519,952,967	155,403,664	263,896,620	(A) 18,759,528	(A) 51,258,825	17,752,345	22,587,338	374,254,656	(A) 426,654,113	10,372,708	(A) 101,206,170	376,477,569
1885.....	520,381,821	154,589,251	267,911,118	(A) 33,083,517	(A) 67,603,832	17,601,805	23,331,294	409,531,566	(A) 416,430,054	9,268,604	(A) 70,880,867	374,419,823
1886.....	518,046,691	156,140,655	281,969,800	(A) 25,502,658	(A) 17,122,730	23,006,738	17,807,762	365,409,688	(A) 411,936,631	8,865,064	(A) 94,017,929	368,935,941
TOTAUX...	8,089,906,523	2,436,661,862	3,391,787,211	506,246,290	589,462,593	251,147,152	375,484,474	5,114,127,720	6,384,126,401	177,523,388	1,600,238,121	5,502,224,702

EXERCICES.	Poudres et droits divers.	TOTAL.	POSTES. Taxe des lettres.	Envois d'argent.	Droits divers.	TOTAL.	TÉLÉGRAPHES. Bureaux de France.	Offices étrangers.	Surveillance des chemins de fer.	Recettes diverses.	TOTAL.	POSTES ET TÉLÉGRAPHES aux colonies. Postes au Tonkin.	Télégraphes au Tonkin.	TOTAL DES IMPÔTS et revenus indirects.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1870.....	38,773,829	568,256,093	66,500,409	»	5,999,956	72,500,365	»	»	»	»	»	»	»	1,155,353,977
1871.....	80,657,174	637,112,964	87,603,362	»	4,016,051	91,619,413	»	»	»	»	»	»	»	1,330,075,004
1872.....	146,249,532	771,598,737	102,118,284	»	6,477,353	108,595,637	»	»	»	»	»	»	»	1,632,978,208
1873.....	147,426,292	879,060,462	105,150,025	»	5,441,358	110,591,383	»	»	»	»	»	»	»	1,808,701,413
1874.....	180,899,529	942,252,366	107,720,444	»	6,167,495	113,887,939	»	»	»	»	»	»	»	1,861,403,318
1875.....	231,283,415	1,058,028,297	112,459,496	»	6,852,536	119,312,032	»	»	»	»	»	»	»	2,052,541,373
1876.....	222,462,666	1,081,249,981	112,193,699	»	2,135,382	114,329,081	»	»	»	»	»	»	»	2,109,789,355
1877.....	215,619,726	1,045,751,400	116,968,191	»	2,552,886	119,521,077	»	»	»	»	»	»	»	2,088,907,295
1878.....	214,425,332	1,084,096,249	99,204,389	3,105,726	45,535	102,355,650	18,636,222	1,172,695	523,554	872,156	21,204,627	»	»	2,167,801,811
1879.....	186,775,964	1,085,680,859	100,857,213	3,817,539	38,836	104,713,588	20,013,329	1,279,054	551,979	1,069,577	22,913,939	»	»	2,208,404,386
1880.....	189,163,842	1,077,937,485	108,675,907	4,563,247	48,338	112,687,492	22,860,221	1,044,240	581,891	1,126,074	25,612,426	»	»	2,281,179,354
1881.....	194,978,855	1,051,190,436	118,747,229	4,847,226	44,120	123,638,575	26,369,820	1,371,052	617,041	856,003	29,193,916	»	»	2,295,547,702
1882.....	196,662,782	1,060,608,125	120,971,090	5,293,492	68,741	126,333,323	25,400,963	1,038,261	648,971	1,140,644	28,228,839	»	»	2,294,306,462
1883.....	200,267,383	1,096,570,065	126,334,699	5,723,597	72,623	132,130,719	25,750,799	1,154,739	743,875	1,363,104	29,012,517	»	»	2,327,710,486
1884.....	197,332,617	1,112,043,177	127,324,655	5,920,857	75,262	133,320,774	25,344,648	1,379,932	1,173,142	1,795,849	29,693,571	29,655	332,556	2,325,011,020
1885.....	193,960,522	1,064,959,870	131,502,745	6,103,184	101,299	137,707,228	25,367,866	1,286,410	723,975	1,909,518	29,287,769	55,060	694,148	2,317,226,713
1886.....	189,058,236	1,073,713,801	133,372,993	6,283,741	129,825	139,786,559	25,813,971	1,394,142	575,469	1,878,371	29,661,953	91,884	587,053	2,283,438,264
TOTAUX...	3,025,997,696	16,690,110,308	1,877,104,830	45,658,409	40,267,596	1,963,030,835	215,557,839	11,120,525	6,139,807	11,991,296	244,809,557	176,599	4,613,757	34,540,437,141

(A) Par analogie avec les exercices précédents, on a compris ici dans les totaux des Douanes et des Contributions indirectes les recettes des sucres et des vins, quoique les lois du budget depuis l'exercice 1884 les isolent et les présentent dans une catégorie spéciale.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1870 À 1886.

Développement sur les Dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1870 à 1886.

DÉPENSES ORDINAIRES.

EXERCICES.	MINISTÈRE de la justice.	MINISTÈRE des affaires étrangères. Service général.	MINISTÈRE des affaires étrangères. Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	TOTAL.	MINISTÈRE DES FINANCES. Dette publique.	MINISTÈRE DES FINANCES. Dotations.	MINISTÈRE DES FINANCES. Service général.	MINISTÈRE DES FINANCES. Frais de régie, de perception et l'exploitation des impôts et revenus.	MINISTÈRE DES FINANCES. Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	MINISTÈRE DES FINANCES. Dépense sur ressources extra-ordinaires.	MINISTÈRE DES FINANCES. TOTAL.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1870	35,116,827	13,049,044	»	13,049,044	511,819,667	42,221,656	34,364,413	220,732,736	126,795,255	»	935,933,727
1871	32,493,668	11 559,546	»	11,559,546	659,346,182 (A)	22,237,975	122,351,474 (C)	217,020,007	151,060,630	»	1,172,016,268
1872	34,061,161	11,509,026	»	11,509,026	1,102,668,823	30,164,778	144,651,062 (C)	227,779,882	182,612,453	»	1,687,876,998
1873	34,261,411	11,818,625	»	11,818,625	1,299,589,158	30,338,392	54,175,236 (C)	247,414,108	159,902,086	»	1,791,418,980
1874	34,502,282	11,408,647	»	11,408,647	1,161,622,917	29,423,840	29,989,742	237,419,609	167,967,000	»	1,626,423,108
1875	34,418,344	11,382,372	»	11,382,372	1,201,228,218	29,576,328	23,707,471	241,040,774	176,454,072	»	1,672,006,863
1876	35,005,390	11,269,453	»	11,269,453	1,132,096,180	33,643,571	21,287,015	246,117,073	204,473,867	»	1,640,617,706
1877	35,372,287	12,781,653	»	12,781,653	1,157,181,607	31,841,301	23,974,228	257,221,351	181,066,555	»	1,631,285,042
1878	35,333,788	13,769,506	»	13,769,506	1,172,676,813	33,629,701	23,277,489	163,736,553 (D)	181,091,010	4,918,060	1,579,329,426
1879	35,198,940	14,470,109	»	14,470,109	1,220,776,270	38,063,333	48,235,103 (E)	160,168,760	184,608,208	»	1,651,851,674
1880	35,552,828	15,415,123	»	15,415,123	1,222,461,621	33,816,623	24,057,440	166,417,472	201,182,860	»	1,647,936,016
1881	36,187,154	14,712,376	»	14,712,376	1,218,498,821	35,762,775	23,076,061	178,131,684	185,203,212	»	1,640,672,553
1882	36,674,050	16,730,727	71,271	16,801,998	1,260,612,564	37,335,064	24,292,925	183,481,901	186,933,868	»	1,692,656,322
1883	36,518,892	15,108,469	39,830	15,148,299	1,291,587,406	36,949,215	26,343,110	187,481,099	190,528,731	»	1,732,889,561
1884	38,891,388	15,192,157	57,875	15,250,032	1,250,208,653	44,940,172	24,685,479	185,298,557	199,915,086	»	1,705,047,947
1885	38,559,548	14,510,403	41,848	14,552,251	1,272,918,785	47,805,106	23,211,954	197,449,384	205,183,901	»	1,746,568,231
1886	39,019,064	21,346,042	62,465	21,402,507	1,321,410,011	23,579,153	26,297,406	320,353,386	216,476,682	»	1,908,117,538 (G)
TOTAUX	607,167,031	236,027,278	273,289	236,300,568	19,456,704,594	581,328,983	700,977,608	3,617,264,136	3,101,454,579	4,918,060	27,462,647,960

EXERCICES.	MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. Service général.	MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. TOTAL.	MINISTÈRE de la guerre.	TOTAL à reporter.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1870	»	»	»	»	1,275,620,555 (B)	2,259,720,153
1871	»	»	»	»	1,224,305,860 (B)	2,440,375,342
1872	»	»	»	»	463,787,214 (B)	2,197,234,399
1873	»	»	»	»	482,388,240 (G)	2,319,887,256
1874	»	»	»	»	473,336,636	2,145,670,673
1875	»	»	»	»	485,266,699	2,203,074,278
1876	»	»	»	»	522,457,186	2,209,349,735
1877	»	»	»	»	540,127,152	2,219,566,134
1878	827,717	94,192,107	3,151,451	98,171,275	556,634,892	2,283,238,887
1879	1,483,692	100,584,286	4,378,779	106,446,757	536,930,818	2,344,898,298
1880	1,646,203	106,055,179	2,832,505	110,533,887	558,535,257	2,367,973,111
1881	2,060,910	116,376,863	3,943,047	122,380,827	624,754,607	2,438,707,517
1882	2,223,298	124,301,909	3,630,604	130,155,811	639,679,836	2,515,968,026
1883	2,404,601	131,900,004	4,031,423	138,336,028	615,678,485	2,538,571,265
1884	2,287,264	132,712,076	4,141,745	139,141,085	589,594,195	2,487,924,647
1885	2,295,721	135,141,673	5,269,459	142,706,853	600,021,617	2,542,408,500
1886	»	»	»	»	581,594,995	2,550,134,104
TOTAUX	15,229,413	941,264,097	31,379,013	987,872,523	10,770,714,244	40,064,702,325

OBSERVATIONS.

(A) Le payement des annuités pour ponts, canaux et travaux divers mis à la charge du budget spécial de la Caisse d'amortissement, de 1867 à 1870, a été imputé au budget de l'État en 1871, en vertu de la loi du 16 septembre 1871 qui supprime la Caisse d'amortissement.

(B) Y compris les dépenses d'armements extraordinaires imputées sur le budget spécial de l'emprunt de 429 millions, créé par la loi du 1er août 1868, et qui se sont élevées :

En 1870, à..... 23,483,703f
En 1871, à..... 4,212,546
En 1872, à..... 1,570,699
En 1873, à..... 993,712

(C) Y compris les frais relatifs aux emprunts de 250 millions, de 750 millions, de 2 et de 3 milliards, savoir : 99,752,308 francs pour 1871, 110,524,730 francs pour 1872, et 26,600,554 francs pour 1873.

(D) A partir de 1878, les frais de régie du service des postes ont été transportés au budget du Ministère des postes et des télégraphes créé par décret du 5 février 1879.

(E) Y compris 25,242,876 francs pour payement à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest des garanties d'intérêts afférentes aux exercices 1871 et 1872.

(G) Y compris les dépenses de l'ancien Ministère des postes et des télégraphes. (Décret du 2 juin 1887.)

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1870 À 1886.

Suite du *Développement sur les Dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1870 à 1886.*

Suite des DÉPENSES ORDINAIRES.

EXERCICES.	REPORT d'autre part.	MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. Service général.	Service marine.	Service colonial.	TOTAL.	MINISTÈRE de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts. Service de l'instruction publique.	Service des beaux-arts.	Service des cultes.	TOTAL
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1870	2,259,720,153	212,069,744	"	"	212,069,744	42,739,515	6,109,654	53,842,520	102,691,689
1871	2,440,375,342	169,477,842	"	"	169,477,842	42,306,457	5,602,979	49,963,525	97,872,961
1872	2,197,234,399	(A) 143,848,252	"	"	143,848,252	45,113,651	6,813,367	53,216,748	105,143,766
1873	2,319,887,256	(A) 155,712,439	"	"	155,712,439	48,000,819	6,698,070	53,482,324	108,181,213
1874	2,145,670,673	(A) 153,202,766	"	"	153,202,766	50,606,051	7,317,473	53,744,218	111,667,742
1875	2,203,074,278	(A) 158,044,935	"	"	158,044,935	50,777,787	6,800,906	53,775,713	111,354,406
1876	2,209,349,735	170,152,776	"	"	170,152,776	55,166,672	7,111,978	53,857,018	116,135,668
1877	2,219,566,134	192,814,853	"	"	192,814,853	65,174,616	7,742,629	53,133,201	126,050,446
1878	2,283,238,887	197,505,566	"	"	197,505,566	73,366,665	7,738,818	52,843,411	133,948,894
1879	2,344,898,298	"	162,146,518	32,330,055	194,476,573	77,915,723	7,882,413	52,727,194	138,525,330
1880	2,367,973,111	"	161,136,360	32,720,503	193,856,863	100,370,992	8,655,995	52,407,162	161,434,149
1881	2,438,707,517	"	174,188,768	33,058,280	207,247,048	101,834,381	"	48,266,318	150,100,699
1882	2,515,968,026	"	189,723,703	32,456,966	222,180,759	147,073,371	20,870,954	52,156,369	220,100,694
1883	2,538,571,265	"	210,517,547	49,260,409	259,777,956	165,145,406	18,780,863	51,167,447	235,093,716
1884	2,487,924,647	"	194,827,927	103,800,475	298,628,402	185,266,402	17,197,477	50,420,661	252,884,540
1885	2,542,408,500	"	196,722,482	112,925,696	309,648,178	186,562,982	13,493,083	46,529,541	246,587,606
1886	2,550,134,104	"	232,873,117	39,470,943	272,344,060	153,015,511	15,076,165	45,946,980	214,038,656
	40,064,702,325	1,552,829,173	1,522,136,512	436,023,327	3,510,989,012	1,590,437,001	163,894,824	877,480,350	2,631,812,175

EXERCICES.	MINISTÈRE des arts.	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. Service général.	Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	TOTAL.	GOUVERNEMENT général de l'Algérie.	MINISTÈRE de l'agriculture et du commerce.	TOTAL à reporter.	OBSERVATIONS.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1870	"	451,035,934	"	451,035,934	35,747,256	18,608,550	3,079,873,326	
1871	"	358,107,763	"	358,107,763	27,869,321	21,749,044	3,115,452,273	
1872	"	302,213,536	"	302,213,536	38,235,193	19,407,907	2,806,083,143	
1873	"	332,895,293	"	332,895,293	27,775,574	24,645,852	2,969,097,627	(A) Y compris les dépenses d'armements extraordinaires imputées sur le budget spécial de l'emprunt de 429 millions créé par la loi du 1er août 1868, et qui se sont élevées :
1874	"	315,398,834	"	315,398,834	25,923,233	23,015,242	2,774,878,490	En 1872, à ..... 342,757f En 1873, à ..... 4,279,456 En 1874, à ..... 523,499 En 1875, à 2,505,571
1875	"	300,071,208	"	300,071,208	37,012,047	19,753,353	2,829,310,227	
1876	"	326,100,904	"	326,100,904	31,727,905	20,410,929	2,873,877,917	
1877	"	301,266,489	"	301,266,489	30,036,051	33,048,094	2,902,782,067	
1878	"	288,861,079	"	288,861,079	31,930,264	46,383,014	2,981,867,704	
1879	"	387,613,167	"	387,613,167	32,716,509	35,902,089	3,134,131,966	
1880	"	311,164,799	"	311,164,799	29,501,330	41,640,909	3,105,571,161	
1881	27,385,107	352,401,155	"	352,401,155	"	"	3,175,841,526	
1882	"	350,960,926	3,851,918	354,812,844	"	"	3,313,062,323	
1883	"	336,029,296	3,947,765	339,977,061	"	"	3,373,419,998	
1884	"	354,268,381	3,880,507	358,148,888	10,212,843	"	3,407,799,320	
1885	"	331,824,532	3,846,257	335,670,789	9,681,079	"	3,443,996,152	
1886	"	320,244,944	3,793,734	324,038,678	11,654,367	"	3,372,200,865	
	27,385,107	5,720,458,240	19,320,181	5,739,778,421	380,022,972	304,565,073	52,659,255,085	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1870 À 1886.

Suite du *Développement sur les Dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1870 à 1886.*

EXERCICES.	Suite des DÉPENSES ORDINAIRES.								TRAVAUX EXTRAORDINAIRES. — Ministère des travaux publics (*).
	REPORT d'autre part.	MINISTÈRE du commerce et de l'industrie.	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. Service général.	Frais de régie, de perception, et d'exploitation des impôts et revenus.	Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	TOTAL.	MINISTÈRE des travaux publics.	TOTAL.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1870	3,079,873,326	"	"	"	"	"	85,960,897	3,165,834,223	(A) 273,178,856
1871	3,115,452,273	"	"	"	"	"	79,049,395	3,194,501,668	(A) 180,291,292
1872	2,806,083,143	"	"	"	"	"	88,238,136	2,894,321,279	(A) 53,707,773
1873	2,969,097,627	"	"	"	"	"	83,346,982	3,052,444,609	(A) 61,672,270
1874	2,774,878,490	"	"	"	"	"	86,092,166	2,860,970,656	(A) 105,515,827
1875	2,829,310,227	"	"	"	"	"	78,259,672	2,907,569,899	(A) 117,440,469
1876	2,873,877,917	"	"	"	"	"	85,455,702	2,959,333,619	132,563,317
1877	2,902,782,067	"	"	"	"	"	83,966,571	2,986,748,638	148,665,485
1878	2,981,867,704	"	"	"	"	"	80,820,920	3,062,688,624	461,416,602
1879	3,134,131,966	"	"	"	"	"	165,445,795	3,299,577,761	"
1880	3,105,571,161	"	"	"	"	"	175,632,067	3,281,203,228	"
1881	3,175,841,526	10,144,828	36,070,236	"	"	36,070,236	137,122,359	3,359,178,949	"
1882	3,313,062,323	19,657,726	20,988,949	15,336,787	19,941	36,345,677	122,022,392	3,491,088,118	"
1883	3,373,419,998	23,451,877	24,586,283	16,752,440	20,653	41,359,376	137,378,627	3,575,609,878	"
1884	3,407,799,320	27,156,666	24,800,088	16,759,747	19,151	41,578,986	131,568,081	3,608,103,053	"
1885	3,443,996,152	41,827,189	23,008,220	15,299,282	18,461	38,325,963	154,516,374	3,678,665,678	"
1886	3,372,209,865	22,763,499	23,900,528	14,848,077	19,929	38,768,534	115,150,592	3,548,892,490	"
	52,659,255,085	145,001,785	153,354,304	78,996,333	98,135	232,448,772	1,890,026,728	54,926,732,370	1,534,251,891

EXERCICES.	BUDGET EXTRAORDINAIRE. MINISTÈRE de l'intérieur.	GOUVERNEMENT général de l'Algérie.	MINISTÈRE des finances.	MINISTÈRE des postes et des télégraphes.	MINISTÈRE de la guerre.	MINISTÈRE de la marine.	MINISTÈRE des beaux-arts.	MINISTÈRE de l'agriculture.	MINISTÈRE des travaux publics.	TOTAL.	TOTAL GÉNÉRAL.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1870	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,439,013,079
1871	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,374,792,960
1872	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,948,029,052
1873	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,114,116,879
1874	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,966,286,483
1875	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,025,010,368
1876	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,091,896,936
1877	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,135,414,123
1878	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,524,105,226
1879	"	2,389,535	"	"	41,128,420	4,132,307	"	"	237,745,481	285,395,743	3,584,973,504
1880	"	2,907,413	1,500,000	1,128,310	107,949,561	19,347,669	"	"	340,660,123	479,493,076	3,760,696,304
1881	607,000	"	961,614	11,073,522	113,595,483	23,842,695	8,767,254	2,953,933	539,121,398	701,012,899	4,060,191,848
1882	385,000	"	"	9,950,242	151,666,755	20,145,287	9,787,064	3,352,019	468,338 509	663,624,876	4,154,712,994
1883	"	"	"	10,200,087	123,378,788	19,639,245	4,600,238	"	457,147,347	614,965,705	4,190,575,583
1884	"	"	"	3,873,006	105,309,046	12,292,805	7,378,650	"	287,927,782	416,781,289	4,024,884,342
1885	"	"	"	"	59,776,322	4,810,821	2,677,669	"	196,361,971	263,626,783	3,942,292,461
1886	"	"	"	"	66,195,388	"	2,314,734	"	160,623,385	229,133,507	3,778,025,997
	1,082,000	5,296,948	2,461,614	36,225,167	768,999,763	104,210,829	35,525,609	6,305,952	2,693,925,996	3,654,033,878	60,115,018,139

(*) Le payement des garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer, compris en 1870 dans les dépenses du budget spécial de la Caisse d'amortissement, figure au budget de l'État à partir de 1871, par suite de la suppression de la Caisse d'amortissement.

(A) Y compris les dépenses extraordinaires de travaux publics imputées sur le budget spécial de l'emprunt de 429 millions, créé par la loi du 1er août 1868, et qui se sont élevées :

Pour l'exercice 1870, à.....	1,745,510f
Pour l'exercice 1871, à.....	103,236
Pour l'exercice 1872, à.....	962,018
Pour l'exercice 1873, à.....	1,932,175
Pour l'exercice 1874, à.....	565,792
Pour l'exercice 1875, à.....	340,815

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1870 À 1886.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Tableau comparatif, par exercice, des recettes et des dépenses du budget voté et du budget réglé définitivement (A).

1° Modifications apportées législativement aux recettes et aux dépenses du budget voté.

EXERCICES.	EXCÉDENTS RÉSULTANT de la loi du budget en recette.	EXCÉDENTS RÉSULTANT de la loi du budget en dépense.	RECETTES. ÉVALUATIONS adoptées dans la loi du budget.	RECETTES. MODIFICATIONS LÉGISLATIVES AU BUDGET VOTÉ. Fonds départementaux et spéciaux. Augmentations. Plus-value des recettes.	Fonds reportés des exercices précédents.	Réductions. Moins-value des recettes.	Fonds transportés aux exercices suivants.	Crédits annulés.	Ressources rattachées aux spéciales budgets *. Augmentations.	Réductions.	MONTANT RÉEL du budget voté. (Voir le tableau suivant.)
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1870	1,709,100	"	2,056,022,969	58,191,246	22,133,322	"	18,761,029	"	1,232,818,480	"	3,350,404,988
1871	7,940,358	"	2,190,120,207	48,662,735	18,773,302	"	48,521,150	"	1,321,922,988	"	3,530,958,082
1872	10,036,751	"	2,665,383,720	65,429,956	48,509,675	"	68,074,243	"	165,156,782	"	2,876,405,890
1873	92,666,496	"	2,800,846,993	38,236,994	68,061,890	"	57,262,542	"	242,649,792	"	3,092,533 127
1874	"	(B) 24,052,723	2,853,624,341	33,430,870	57,261,824	"	53,387,403	"	4,211,259	"	2,895,140,891
1875	"	(C) 20,992,207	2,923,707,606	36,957,021	53,365,121	"	55,319,928	"	2,846,386	"	2,961,556,206
1876	"	(D) 9,476,931	2,936,686,424	37,973,275	55,337,368	"	57,302,753	"	"	"	2,972,694,314
1877	755,850	"	3,121,473,896	20,673,302	57,284,259	"	59,215,344	"	"	"	3,140,216,113
1878	12,142,709	"	3,187,423,719	24,195,905	59,232,617	"	62,344,603	"	"	"	3,208,507,638
1879	992,222	"	3,569,129,160	24,215,545	62,403,199	"	58,326,086	"	"	180,701,816	3,416,720,001
1880	231,044	"	3,771,388,542	48,472,029	58,309,843	"	58,501,771	"	27,948,190	135,865,412	3,711,751,421
1881	566,866	"	(E) 3,819,901,546	63,995,324	58,502,605	"	57,848,248	"	68,260,765	"	3,952,811,992
1882	2,302,318	"	(E) 3,841,927,180	60,853,421	57,705,049	"	63,792,527	"	114,919,787	"	4,011,612,910
1883	288,286	"	3,991,127,554	59,969,712	63,953,993	"	65,666,736	"	142,402,759	"	4,191,787,282
1884	1,151,511	"	3,740,402,806	26,290,089	65,666,736	"	62,600,459	"	214,856,097	"	3,984,615,269
1885	"	"	3,686,821,070	2,517,903	62,600,460	"	59,423,766	"	157,148,708	"	3,849,664,375
1886	613,024	"	3,651,641,997	14,456,017	59,423,767	"	61,418,735	"	(H) 101,235,795	"	3,765,338,841
TOTAUX	131,396,535	54,521,861	54,807,629,730	664,521,344	928,525,030	"	967,767,323	"	3,796,377,788	316,567,228	58,912,719,340

EXERCICES.	DÉPENSES. CRÉDITS ouverts par la loi du budget.	MODIFICATIONS LÉGISLATIVES AU BUDGET VOTÉ. Fonds départementaux et spéciaux. Augmentations. Crédits égaux aux plus-values des recettes.	Crédits égaux aux fonds reportés des exercices précédents.	Réductions provenant des moins-values de recettes.	Fonds transportés aux exercices suivants.	Dépenses spéciales rattachées aux budgets. Augmentations.	Réductions.	MONTANT RÉEL du budget voté. (Voir le tableau suivant.)
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1870	2,054,313,869	58,191,246	22,133,322		18,761,029	"	"	2,115,877,408
1871	2,161,262,952	48,662,735	18,773,302	"	48,521,150	"	"	2,180,177,839
1872	2,655,346,969	65,429,956	48,509,675	"	68,074,243	"	"	2,701,212,357
1873	2,708,180,497	38,236,994	68,061,890	"	57,262,542	"	"	2,757,216,839
1874	2,877,677,064	33,430,870	57,261,824	"	53,387,403	"	"	2,914,982,355
1875	2,944,699,813	36,957,022	53,365,121	"	55,319,928	"	"	2,979,702,028
1876	2,946,163,355	37,973,275	55,337,368	"	57,302,753	"	"	2,982,171,245
1877	3,120,718,046	20,673,302	57,284,259	"	59,215,344	"	"	3,139,460,263
1878	3,175,281,010	24,195,904	59,232,618	"	62,344,603	"	"	3,196,364,929
1879	3,568,136,938	24,215,545	62,403,199	"	58,326,086	"	"	3,596,429,596
1880	3,771,157,498	48,472,029	58,309,843	"	58,501,771	"	"	3,819,437,599
1881	3,818,415,074	63,995,324	58,502,605	"	57,848,248	(F) 919,606	"	3,883,984,361
1882	3,826,624,862	60,853,421	57,705,049	"	63,792,527	(G) 13,000,000	"	3,894,390,805
1883	3,990,839,268	59,969,712	63,953,993	"	65,666,736	"	"	4,049,096,237
1884	3,739,251,295	26,290,089	65,666,736	"	62 600,459	"	"	3,768,607,661
1885	3,686,821,070	2,517,903	62,600,460	"	59,423,766	"	"	3,692,515,667
1886	3,651,028,973	14,456,017	59,423,767	"	61,418,735	"	"	3,663,490,022
TOTAUX	54,695,918,553	664,521,344	928,525,031	"	967,767,323	13,919,606	"	55,335,117,211

* Produits d'emprunts de toute nature non évalués au budget et montant des évaluations supplémentaires égales aux recettes réalisées sur divers produits dont la nomenclature figure seulement pour mémoire ou pour ordre au budget primitif.

(A) Ce développement résume les modifications législatives ou administratives apportées aux prévisions du budget primitif lors du règlement de chaque exercice.

(B) La loi du 29 décembre 1873 avait prévu un excédent de recettes de 572,277f
Comprenant l'évaluation des nouveaux impôts à voter pour 143,876,000f
Les nouveaux impôts ayant été votés jusqu'à concurrence de 119,251,000
Il en est résulté une réduction de recettes de ..... 24,625,000 — 24,625,000
Soit un excédent définitif de dépenses de 24,052,723

(C) Le budget a été voté par la loi du 5 août 1874 avec un excédent de recettes de 4,447,793
Mais les prévisions de recettes contenaient l'évaluation du produit des impôts nouveaux qui n'ont pas été votés pour 25,440,000
En sorte que le budget primitif présentait, au contraire, une insuffisance de recettes de 20,992,207

(D) Le budget a été voté par la loi du 3 août 1875 avec un excédent de recettes de 4,523,069f
Mais les prévisions de recettes contenaient l'évaluation du produit des impôts nouveaux qui n'ont pas été votés pour 14,000,000
En sorte que le budget primitif présentait, au contraire, une insuffisance de recettes de 9,476,931

(E) Y compris une somme de 758,500 francs relative au *Journal officiel* et portée en augmentation au budget primitif par la loi du 28 décembre 1880, considérée comme faisant partie de la loi budgétaire.

(F) Frais d'administration du *Journal officiel*. (Loi du 28 décembre 1880.)

(G) Somme prélevée sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880 (loi du 2 avril 1883) pour complément de subvention à la caisse des chemins vicinaux.

(H) Y compris une somme de 21,232,887 francs, représentant les annulations d'évaluations du budget extraordinaire prononcée par la loi de règlement de l'exercice 1886.

Suite des **RÉSULTATS GÉNÉRAUX**

Suite du **RÉSUMÉ ANALYTIQUE**

Suite du *Tableau comparatif, par exercice, des recettes et*

2° Modifications apportées par l'exécution des services

EXERCICES.	RECETTES. BUDGET PRIMITIF (y compris les modifications développées dans le tableau qui précède).	RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services. (Voir le développement, page 603.) Augmentations.	Diminutions.	TOTAL des recettes définitives.	BUDGET PRIMITIF (y compris les modifications développées dans le tableau qui précède).
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1870	(A) 3,350,404,988	88,608,091	"	3,439,013,079	2,115,877,408
1871 (B)	(A) 3,530,958,082	17,564,931	"	3,548,523,013	2,180,177,839
1872	(A) 2,876,405,890	"	70,294,122	2,806,111,768	2,701,212,357
1873	(A) 3,092,533,127	"	23,348,812	3,069,184,315	2,757,216,839
1874	(A) 2,895,140,891	6,731,312	"	2,901,872,203	2,914,982,355
1875	(A) 2,961,556,206	141,944,584	"	3,103,500,790	2,979,702,028
1876	2,972,694,314	217,407,446	"	3,190,101,760	2,982,171,245
1877	3,140,216,113	59,009,319	"	3,199,225,432	3,139,460,263
1878	3,208,507,638	376,772,400	"	3,585,280,038	3,196,364,929
1879	3,416,720,001	163,929,710	"	3,580,649,711	3,596,429,596
1880	3 711,751,421	148,782,144	"	3,860,533,565	3,819,437,599
1881	3,952,811,992	214,351,359	"	4,167,163,351	3,883,984,361
1882	4,011,612,910	100,552,608	"	4,112,165,518	3,894,390,805
1883	4,191,787,282	"	63,639,592	4,128,147,690	4,049,096,237
1884	3,984,615,269	"	49,649,222	3,934,966,047	3,768,607,661
1885	3,849,664,375	"	54,032,360	3,795,632,015	3,692,515,667
1886	3,765,338,841	"	111,449,171	3,653,889,670	3,663,490,022
TOTAUX	58,912,719,340	1,535,653,904	372,413,279	60,075,959,965	55,335,117,211

(A) Y compris les sommes prélevées sur les emprunts suivants :

Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.)

Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.)

Emprunt de 250 millions. (Décret du 25 octobre 1870.)

Emprunt de 2 milliards. (Loi du 20 juin 1871.)

Emprunt de 3 milliards. (Loi du 15 juillet 1872.)

Emprunt fait à la Banque de France.

(B) A partir de 1871, les recettes attribuées à la Caisse d'amortissement ont été rattachées, ainsi que les dépenses, au budget de l'État par la loi du 16 septembre 1871.

SUR LES BUDGETS DE 1870 À 1886.

SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

des dépenses du budget voté et du budget réglé définitivement.

aux recettes et aux dépenses du budget voté.

DÉPENSES. RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services. (Voir le développement, pages 604 à 607.) Augmentations.	Diminutions.	TOTAL des dépenses définitives.	EXCÉDENT, POUR CHAQUE EXERCICE, des recettes sur les dépenses.	des dépenses sur les recettes.	FONDS DISPONIBLES provenant des exercices précédents.	SITUATION DÉFINITIVE EN RÈGLEMENT D'EXERCICE. EXCÉDENTS de recettes formant ressources pour d'autres exercices et d'autres services.	EXCÉDENTS de dépenses formant découverts pour le Trésor.
fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1,323,135,671	"	3,439,013,079	"	"	"	"	"
1,194,615,121	"	3,374,792,960	173,730,053	"	"	173,730,053	"
246,816,695	"	2,948,029,052	"	141,917,284	60,000,000	"	81,917,284
356,900,040	"	3,114,116,879	"	44,932,564	"	"	44,932,564
51,304,128	"	2,966,286,483	"	64,414,280	"	"	64,414,280
45,308,340	"	3,025,010,368	78,490,422	"	"	20,530,978	A déd.: *57,959,444*
109,725,691	"	3,091,896,936	98,204,824	"	"	98,204,824	"
"	4,046,140	3,135,414,123	63,811,309	"	"	63,811,309	"
327,740,297	"	3,524,105,226	61,174,812	"	1,182,067	62,356,879	"
"	11,456,092	3,584,973,504	"	4,323,793	100,530,978	96,207,185	"
"	58,741,295	3,760,696,304	99,837,261	"	30,475,549	130,312,810	"
176,207,487	"	4,060,191,848	106,971,503	"	"	106,971,503	"
260,322,189	"	4,154,712,994	"	42,547,476	"	"	42,547,476
141,479,346	"	4,190,575,583	"	62,427,893	"	"	62,427,893
256,276,681	"	4,024,884,342	"	89,918,295	"	"	89,918,295
249,776,794	"	3,942,292,461	"	146,660,446	"	"	146,660,446
114,535,975	"	3,778,025,997	"	124,136,327	"	"	124,136,327
4,854,144,455	74,243,527	60,115,018,139	682,220,184	721,278,358	192,188,594	752,125,541	598,995,121

	EXERCICE 1870.	EXERCICE 1871.	EXERCICE 1872.	EXERCICE 1873.	EXERCICE 1874.	EXERCICE 1875.
	40,589,214f04c	4,215,782f11c	2,875,474f00c	7,185,346f27c	1,089,291f43c	2,846,386f00c
	751,780,859 99	38,023,067 57	"	"	"	"
	207,849,070 00	279,100 00	"	"	"	"
	"	552,353,662 87	114,996,020 00	"	"	"
	"	"	149,695,404 00	232,532,544 85	"	"
	247,959,335 74	727,051,375 00	"	"	"	"
	1,248,178,479 77	1,321,922,987 55	267,566,898 00	239,717,891 12	1,089,291 43	2,846,386 00

(art. 22). Le budget primitif de 1871 contient, de ce fait, 70,630,000 francs de recettes et 49,713,130 francs de dépenses.

Suite des **RÉSULTATS GÉNÉRAUX**

Suite du **RÉSUMÉ ANALYTIQUE**

Développement, par catégorie principale, des

EXERCICES.	CONTRIBUTIONS DIRECTES. (Fonds généraux.)		PRODUITS DES DOMAINES et des forêts.		IMPÔTS ET REVENUS indirects.	
	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1870	3,251,229	"	"	(A) 8,338,747	"	(A) 136,046,024
1871	"	(A) 12,868,580	19,901,438	"	"	(A) 43,423,995
1872	5,034,242	"	"	14,593,623	"	(B) 156,790,792
1873	(C) 13,889,191	"	"	2,321,756	"	(B) 95,659,587
1874	4,417,777	"	"	4,185,920	"	(B) 63,792,682
1875	1,278,655	"	4,717,880	"	125,230,372	"
1876	3,877,805	"	3,809,083	"	157,896,651	"
1877	3,374,966	"	"	842,655	44,512,695	"
1878	3,078,433	"	"	6,401,000	62,325,402	"
1879	2,352,330	"	"	4,151,603	146,874,629	"
1880	"	606,252	"	2,688,220	150,502,197	"
1881	"	3,118,665	"	8,894,630	220,072,066	"
1882	5,862,976	"	"	13,081,794	93,391,462	"
1883	7,745,649	"	"	11,379,737	"	68,021,014
1884	3,675,223	"	"	10,839,637	"	47,963,880
1885	"	2,756,425	"	11,987,195	"	31,943,406
1886	"	2,786,938	"	13,470,413	"	65,621,940
TOTAUX	57,838,476	22,136,860	28,428,401	113,176,930	1,000,805,474	709,263,320

SUR LES BUDGETS DE 1870 A 1886.

SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

augmentations et des diminutions de recettes.

REVENUS ET PRODUITS divers.		RESSOURCES extraordinaires.		RESSOURCES exceptionnelles.		RESSOURCES applicables au budget extraordinaire.		RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services.		OBSERVATIONS.
Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations. (Recouvrements excédant les évaluations.)	Diminutions. (Évaluations excédant les recouvrements.)	
fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
"	(A) 6,840,481	236,582,114	"	"	"	"	"	88,608,091	"	(A) Les événements de la guerre de 1870 et la perturbation qui en est résultée dans la perception des impôts expliquent les diminutions que présentent les ressources ordinaires des exercices 1870 et 1871.
"	(A) 4,922,180	58,878,248	"	"	"	"	"	17,564,931	"	
33,222,172	"	62,833,879	"	"	"	"	"	"	70,294,122	
63,070,193	"	"	2,326,853	"	"	"	"	"	23,348,812	(B) Le rendement des anciens impôts indirects s'est naturellement ressenti des conséquences de la guerre avec l'Allemagne; quant aux nouveaux impôts créés en 1871 et 1872, puis en 1873 et en 1874, leur produit n'a pas atteint l'évaluation budgétaire.
64,392,629	"	5,899,508	"	"	"	"	"	6,731,312	"	
48,949,542	"	"	38,231,865	"	"	"	"	141,944,584	"	
52,091,411	"	"	267,504	"	"	"	"	217,407,446	"	
68,830,748	"	"	56,866,435	"	"	"	"	59,009,319	"	(C) Y compris 6,405,403f portant sur les centimes additionnels généraux extraordinaires établis sur les patentes par la loi du 16 juillet 1872.
72,223,538	"	(D) 245,546,027	"	"	"	"	"	376,772,400	"	
18,854,354	"	"	"	"	"	"	"	163,929,710	"	(D) Le budget de 1878 a profité d'une ressource extraordinaire de 317,975,445 francs non prévue au budget primitif et provenant d'un prélèvement d'égale somme sur le produit de l'emprunt en rentes 3 p. 0/0 amortissables émis en exécution de la loi du 11 juin 1878.
1,574,419	"	"	"	"	"	"	"	148,782,144	"	
6,292,588	"	"	"	"	"	"	"	214,351,359	"	
14,379,964	"	"	"	"	"	"	"	100,552,608	"	
8,015,510	"	"	"	"	"	"	"	"	63,639,592	
5,479,072	"	"	"	"	"	"	"	"	49,649,222	
"	7,345,334	"	"	"	"	"	"	"	54,032,360	
"	7,730,698	"	"	"	606,295	"	21,232,887	"	111,449,171	
457,376,140	26,838,693	609,739,776	97,692,657	"	606,295	"	21,232,887	1,535,653,904	372,413,279	
								1,163,240,625f		

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1870 À 1886.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Développement, par Ministère, des suppléments des crédits accordés et des crédits annulés (*).

EXERCICES.	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		MINISTÈRE des affaires étrangères.		MINISTÈRE DES FINANCES.		MINISTÈRE des postes et des télégraphes.		MINISTÈRE de la guerre.	
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1870.....	341,356	1,335,354	689,423	801,579	(A) 60,946,430	51,032,515	"	"	(A) 1,908,733,717	1,009,089,344
1871.....	Adéduire : *1,909,529*	1,615,728	A déduire : *295,604*	1,288,350	(B) 275,268,777	51,244,373	"	"	(A) 1,429,755,487	579,870,805
1872.....	996,100	625,482	498,600	873,074	(C) 232,710,560	47,662,353	"	"	68,700,462	35,913,247
1873.....	751,880	82,559	756,883	229,258	(D) 294,151,825	46,109,816	"	"	71,869,044	20,504,104
1874.....	983,471	221,545	482,676	329,529	15,419,382	30,780,231	"	"	25,983,821	19,156,411
1875.....	886,559	245,689	515,362	388,490	35,601,770	30,277,113	"	"	26,182,627	34,692,249
1876.....	1,475,805	242,055	194,970	181,017	49,421,365	37,667,844	"	"	48,065,850	25,646,779
1877.....	1,196,712	215,165	134,486	73,333	6,687,260	22,666,838	"	"	36,188,762	27,210,445
1878.....	1,220,795	302,747	1,099,596	48,890	22,751,079	32,741,976	A déduire *587,125*	496,491	37,016,440	18,918,116
1879.....	1,166,595	279,655	1,669,061	118,252	(F) 100,592,048	35,968,323	3,867,832	777,773	(I) A déduire : *136,050,360*	25,892,264
1880.....	1,675,636	220,951	2,568,875	370,751	(G) 60,017,042	25,237,439	A déduire : *1,229,457*	121,457	A déduire : *106,069,393*	21,780,234
1881 (E).....	1,803,229	281,467	1,174,388	188,812	29,748,926	17,844,455	12,416,649	558,386	165,754,967	20,684,962
1882.....	1,095,539	97,422	3,303,973	335,276	(H) 53,591,370	17,985,660	11,688,104	530,595	143,808,324	5,260,630
1883.....	1,260,728	686,478	1,062,790	338,891	5,102,145	16,921,171	11,522,461	938,003	81,909,571	8,722,539
1884.....	1,656,803	137,615	1,239,667	346,535	7,738,179	23,947,412	2,581,664	1,393,858	6,838,580	18,253,918
1885.....	659,543	114,995	1,935,358	1,410,106	27,996,224	17,415,362	3,935,608	284,283	52,896,823	63,627,860
1886.....	1,040,691	124,428	7,706,687	541,080	24,275,266	29,605,546	"	"	40,948,296	42,286,150
TOTAUX....	16,301,913	6,829,335	24,735,191	7,863,223	1,302,019,648	535,108,427	44,195,736	5,100,846	3,903,533,018	1,977,510,066

EXERCICES.	MINISTÈRE DE LA MARINE et des colonies.		MINISTÈRE de l'instruction publique.		SERVICE DES BEAUX-ARTS.		RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services.		OBSERVATIONS.
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1870.....	(A) 81,694,706	42,969,984	7,540,422	1,044,355	A déduire : *10,687,971*	313,976	2,049,258,083	1,106,587,107	
1871.....	(A) 29,072,019	37,786,927	2,965,536	1,650,304	A déduire : *9,292,435*	373,086	1,725,564,251	673,829,573	
1872.....	9,074,357	9,732,704	336,852	608,885	120,967	43,130	312,437,898	95,458,875	
1873.....	6,951,565	3,892,266	784,781	563,638	254,566	7,526	375,520,544	71,389,167	
1874.....	3,428,339	3,170,325	1,376,786	954,158	936,165	19,722	48,610,640	54,631,921	
1875.....	3,909,765	4,464,373	947,619	752,065	329,280	49,204	68,372,982	70,869,183	
1876.....	7,182,677	3,000,833	2,348,360	871,988	446,292	26,444	109,135,319	67,636,960	
1877.....	9,838,633	3,769,836	902,486	2,056,187	357,422	32,273	55,305,761	56,024,077	
1878.....	6,372,700	2,859,182	2,657,241	679,863	234,068	74,780	70,764,794	56,122,045	
1879.....	(I) A déduire : *6,006,785*	6,844,765	4,297,051	535,151	388,856	21,453	A déduire : *30,075,702*	70,437,636	
1880.....	5,180,380	4,938,405	22,070,980	749,621	633,231	56,166	A déduire : *15,152,706*	53,474,824	
1881 (E).....	5,245,814	3,990,885	20,304,901	848,743	(J) 14,289,892	(J) 2,363,350	250,738,766	46,761,060	
1882.....	38,683,507	10,177,493	26,147,587	3,298,132	14,129,515	1,222,575	292,447,919	38,907,783	
1883.....	45,390,168	3,848,512	16,585,080	4,023,446	6,899,061	172,805	169,732,004	35,651,845	
1884.....	86,781,085	13,761,152	(K) 36,384,702	2,374,969	1,893,610	376,328	145,114,290	60,591,787	
1885.....	103,109,027	25,228,376	(L) 35,279,538	945,850	2,581,701	197,604	228,391,822	109,223,845	
1886.....	52,270,994	17,740,662	7,374,867	2,238,266	1,477,181	355,879	136,093,982	92,898,311	
TOTAUX....	488,178,951	198,176,680	188,304,789	24,195,621	24,991,401	5,705,701	5,992,260,647	2,760,495,999	

(*) La colonne des *crédits accordés* comprend ceux qui ont été ouverts pour dépenses d'exercices clos. Conséquemment, celle des *crédits annulés* présente non seulement le montant des annulations définitives, mais aussi les crédits annulés pour dépenses restant à payer à la clôture de chaque exercice.

Les suppléments de crédits se présentent en annulation chaque fois que les crédits transportés aux exercices suivants, en vertu d'autorisations législatives, sont supérieurs aux crédits ouverts.

(A) Dépense de la guerre de 1870.

(B) Y compris 130,763,779 francs de crédits applicables aux frais et arrérages de l'emprunt de 2 milliards.

(C) Y compris 19,823,146 francs reportés de 1871 pour frais de l'emprunt de 2 milliards et 149,756,577 fr. de crédits applicables aux frais et arrérages de l'emprunt de 3 milliards en 1872.

(D) Y compris 254,026,310 francs applicables aux frais et arrérages de l'emprunt de 3 milliards en 1873.

(E) Les résultats de l'exercice 1881 ont été obtenus en tenant compte de différents transports de services à services ordonnés :

1° Par les décrets des 13 novembre 1880 et 11 juin 1881 (transport des services postaux de l'Algérie);

2° Par le décret du 20 septembre 1881 (transport des services civils de l'Algérie);

3° Par les décrets des 15 décembre 1881 et 9 janvier 1882 (création des ministères des arts, du commerce et de l'agriculture : transport du service des cultes).

(F) Y compris 64,700,000 francs pour intérêts et amortissement des capitaux du budget extraordinaire (loi du 26 décembre 1879) et 25,242,876 francs pour payement à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest des garanties d'intérêts afférentes aux exercices 1871 et 1872. (Lois des 7 avril 1879 et 24 juin 1880.)

(G) Y compris 32,936,679 francs pour intérêts et amortissements des capitaux du budget extraordinaire (loi du 18 juillet 1881) et 15,200,000 francs pour remboursements de droits sur les sucres autorisés par la loi du 19 juillet 1880. (Loi du 7 juillet 1881.)

(H) Y compris 11,573,334 francs pour indemnités aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851 (lois des 10 juin, 7 août et 30 novembre 1882) et 9,325,000 fr. pour supplément de pensions aux anciens militaires et à leurs veuves. (Loi du 10 juin 1882.)

(I) Y compris les crédits annulés sur le budget extraordinaire et reportés aux exercices suivants.

(J) Le service des beaux-arts est devenu, pour l'exercice 1881, le ministère des arts.

(K) Y compris 26,666,666 francs pour supplément de subvention à la caisse des lycées, collèges et écoles. (Loi du 22 juillet 1884.)

(L) Y compris 30 millions de francs pour supplément de subvention à la caisse des lycées, collèges et écoles. (Loi du 21 mars 1887.)

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Suite du *Développement, par Ministère, des suppléments*

EXERCICES.	REPORT des SUPPLÉMENTS de crédits.	REPORT des CRÉDITS annulés.	SERVICE DES CULTES. Suppléments de crédits.	SERVICE DES CULTES. Crédits annulés.	MINISTÈRE de l'intérieur. Suppléments de crédits.	MINISTÈRE de l'intérieur. Crédits annulés.	GOUVERNEMENT GÉNÉRAL de l'Algérie. Suppléments de crédits.	GOUVERNEMENT GÉNÉRAL de l'Algérie. Crédits annulés.	MINISTÈRE de l'agriculture et du commerce. Suppléments de crédits.	MINISTÈRE de l'agriculture et du commerce. Crédits annulés.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1870	2,049,258,083	1,106,587,107	628,038	1,510,099	(A) 213,094,125	50,059,870	A déduire : *2,629,569*	1,260,444	(A) 123,960,349	3,656,021
1871	1,725,564,251	673,829,573	A déduire : *2,501,025*	2,950,932	(A) 101,566,702	13,301,869	A déduire : *12,410,402*	970,621	(A) 57,610,704	10,184,610
1872	312,437,898	95,458,875	647,512	1,205,458	3,752,728	2,848,968	16,439,607	743,315	2,655,538	1,254,165
1873	375,520,544	71,389,167	700,220	709,092	28,550,863	1,865,113	5,904,845	270,187	5,730,994	338,839
1874	48,610,640	54,631,921	838,751	585,728	21,616,202	1,270,461	3,458,645	527,362	5,341,836	70,229
1875	68,372,982	70,869,183	913,029	785,062	1,864,728	1,746,328	11,358,113	503,611	919,849	598,871
1876	109,135,319	67,636,060	766,482	637,459	14,769,239	1,837,737	2,254,529	706,918	264,118	1,039,323
1877	55,305,761	56,024,077	500,084	936,628	7,897,589	2,955,348	2,791,973	1,169,539	699,496	1,907,452
1878	70,764,794	56,122,045	387,402	1,187,986	6,075,827	1,501,198	2,750,867	414,481	3,855,691	1,662,457
1879	A déduire : *30,075,702*	70,437,636	363,692	1,230,066	91,960,508	1,843,022	5,614,160	339,712	1,222,572	1,071,331
1880	A déduire : *15,152,706*	53,474,824	361,943	1,388,448	A déduire : *1,432,496*	1,594,466	1,806,000	514,920	2,789,177	757,669
1881 (c)	250,738,766	46,761,060	116,517	1,413,642	9,774,449	1,561,477	»	»	»	»
1882	292,447,919	38,907,783	347,850	1,855,687	286,164	2,806,252		»	»	»
1883	169,732,004	35,651,845	402,303	2,186,162	1,778,112	2,448,479	»	»	»	»
1884	145,114,290	60,591,787	442,345	1,428,691	(F) 22,234,695	1,742,641	1,277,588	1,117,324	»	»
1885	228,391,822	109,223,845	405,167	426,389	(G) 16,723,567	2,270,770	361,627	400,460	»	»
1886	136,093,982	92,898,311	512,632	914,415	2,395,849	1,232,548	413,796	353,975	»	»
TOTAUX	5,992,260,647	2,760,495,999	5,842,942	21,351,944	542,908,842	92,887,447	39,391,779	9,292,869	205,050,384	22,540,967

SUR LES BUDGETS DE 1870 À 1886.

SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

de crédits accordés et des crédits annulés (*).

MINISTÈRE du commerce. Suppléments de crédits.	MINISTÈRE du commerce. Crédits annulés.	MINISTÈRE de l'agriculture. Suppléments de crédits.	MINISTÈRE de l'agriculture. Crédits annulés.	MINISTÈRE des travaux publics. Suppléments de crédits.	MINISTÈRE des travaux publics. Crédits annulés.	TOTAUX de suppléments de crédits.	TOTAUX des crédits annulés.	RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services. Augmentations.	RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services. Diminutions.
fr.	fr.	fr.	»	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
»	»	»	»	(B) 108,345,204	6,457,018	2,492,666,230	1,169,530,559	1,323,135,671	»
»	»	»	»	(B) 44,820,460	18,798,024	1,914,650,750	720,035,629	1,194,615,121	»
»	»	»	»	(B) 23,978,864	11,584,671	359,912,147	113,095,452	246,816,695	»
»	»	»	»	(B) 21,698,030	6,633,058	438,105,496	81,205,456	356,900,040	»
»	»	»	»	(B) 37,899,190	9,375,435	117,765,264	66,461,136	51,304,128	»
»	»	»	»	(B) 44,380,470	7,997,776	127,809,171	82,500,831	45,308,340	»
»	»	»	»	77,733,018	23,338,617	204,922,705	95,197,014	109,725,691	»
»	»	»	»	19,621,724	27,869,723	86,816,627	90,862,767	»	4,046,140
»	»	»	»	(E) 313,762,017	8,968,134	397,596,598	69,856,301	327,740,297	»
»	»	»	»	4,695,872	10,314,527	73,781,102	85,237,194	»	11,456,092
»	»	»	»	14,728,132	4,111,017	3,100,049	61,841,344	»	58,741,295
10,240,884	5,348,858	5,287,847	1,250,437	A déduire : *23,681,978*	19,933,524	252,476,485	76,268,998	176,207,487	»
2,298,057	1,880,564	496,434	1,863,224	39,740,359	27,981,084	335,616,785	75,294,594	260,322,189	»
2,198,520	778,414	3,737,239	5,429,134	18,392,312	8,267,110	196,240,490	54,761,144	141,479,346	»
8,857,483	1,287,580	800,780	5,217,396	153,413,142	4,478,223	332,140,323	75,863,642	256,276,681	»
(H) 26,102,109	2,450,539	510,158	3,818,363	97,818,157	1,945,447	370,312,007	120,535,813	249,776,794	»
5,127,845	3,117,929	480,966	3,713,613	83,176,697	11,434,988	228,201,758	113,665,783	114,533,975	»
54,824,898	14,863,884	11,313,424	21,292,167	1,080,521,670	209,488,376	7,932,114,585	3,152,213,657	4,854,144,455	74,243 527

(*) La colonne des *crédits accordés* comprend ceux qui ont été ouverts pour dépenses d'exercices clos. Conséquemment, celle des *crédits annulés* présente non seulement le montant des annulations définitives, mais aussi les crédits annulés pour dépenses restant à payer à la clôture de chaque exercice.

Les suppléments de crédits se présentent en annulation chaque fois que les crédits transportés aux exercices suivants, en vertu d'autorisations législatives, sont supérieurs aux crédits ouverts.

(A) Dépenses de la guerre avec l'Allemagne.

(B) Y compris des dépenses de travaux extraordinaires imputées sur le produit de l'emprunt de 429 millions, en 1870, pour 1,750,009 francs :

En 1871, pour..	258,150f
En 1872, pour..	997,813
En 1873, pour..	1,985,418
En 1874, pour..	567,536
En 1875, pour..	342,536

(c) Voir la note E, page 604.

(D) Y compris 80 millions pour subvention extraordinaire à la caisse des chemins vicinaux. (Loi du 12 mars 1880.)

(E) Y compris 313,057,386 francs imputés sur le produit de l'emprunt en rentes 3 p. 0/0 amortissables émis en exécution de la loi du 11 juin 1878.

(F) Y compris 20 millions pour supplément de subvention à la caisse des chemins vicinaux. (Loi du 22 juillet 1884.)

(G) Y compris 15 millions pour supplément de subvention à la caisse des chemins vicinaux. (Loi des 21 mars et 17 avril 1885.)

(H) Y compris 21,704,764 fr. 76 prélevés sur le prêt de 80 millions fait par la Banque de France pour solder les dépenses de l'Exposition universelle de 1878. (Loi du 21 juin 1887.)

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1870 À 1886.

Développement sur les ressources extraordinaires de diverses natures attribuées aux budgets de 1870 à 1886.

EXERCICES.	NATURE DES RESSOURCES.	MONTANT DES RESSOURCES par nature.	MONTANT DES RESSOURCES par exercice.
	RESSOURCES DE DIVERSES NATURES.		
1870	Produits extraordinaires des forêts pour reboisement, routes forestières et gazonnement	1,501,288f	251,103,429f
	Produit de la refonte des anciennes monnaies divisionnaires d'argent	21,622	
	Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan	250,000	
	Versements de la Société générale algérienne	13,105,760	
	Négociation des rentes de la dotation de l'armée	68,000,000	
	Contingent des départements et des communes dans les dépenses de la garde nationale mobilisée	85,970,461	
	Produit de la vente des approvisionnements de Paris	82,089,248	
	Contributions extraordinaires de guerre frappées dans la Kabylie orientale	2,604	
	Ressources applicables aux travaux de défense contre les inondations	96,679	
1871	Ressources applicables aux travaux de la manufacture d'armes de Saint-Étienne	65,767	73,459,305
	Produits extraordinaires des forêts pour reboisement, routes et gazonnement	1,086,144	
	Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan	250,000	
	Versements de la Société générale algérienne	5,671,341	
	Contingent des départements et des communes dans les dépenses de la garde nationale mobilisée	34,453,000	
	Complément de la vente des rentes de la dotation de l'armée	22,210,974	
	Produit de la vente des approvisionnements de Paris	9,780,223	
1872	Ressources applicables aux travaux de la manufacture d'armes de Saint-Étienne	7,623	18,923,763
	Versements de la Société générale algérienne (reportés)	2,300,273	
1873	Prélèvement sur les contributions extraordinaires de guerre frappées en Algérie	16,623,490	14,055,344
	Versements de la Société générale algérienne	16,876	
	Prélèvement sur l'emprunt de 3 milliards pour venir en aide aux Alsaciens-Lorrains (en somme égale aux souscriptions volontaires affectées à la libération du territoire)	2,931,901	
1874	Prélèvement sur les contributions extraordinaires de guerre frappées en Algérie	11,106,567	12,521,476
	Versements de la Société générale algérienne	3,444,156	
	Prélèvement sur l'emprunt de 3 milliards pour venir en aide aux Alsaciens-Lorrains (complément en somme égale aux souscriptions volontaires affectées à la libération du territoire)	3,121,969	
	Prélèvement sur les contributions extraordinaires de guerre frappées en Algérie	3,904,132	
1875	Indemnité du Japon	2,051,219	5,268,135
	Versements de la Société générale algérienne	3,487,585	
1876	Prélèvement sur les contributions extraordinaires de guerre frappées en Algérie	1,780,550	3,232,496
1877	Versements de la Société générale algérienne	3,232,496	
	Produit de la négociation des obligations du Trésor émises pour travaux publics	16,089,248	16,094,248
	Produit des fonds de concours pour travaux publics extraordinaires	5,000	
1878	Versements de la Société générale algérienne	335,763	318,569,209
	Prélèvement sur le produit de l'emprunt de 1878 en rentes 3 p. o/o amortissables	317,975,446	
	Produit des fonds de concours pour travaux publics	258,000	
	TOTAUX	713,227,405	713,227,405

EXERCICES.	NATURE DES RESSOURCES.	MONTANT DES RESSOURCES par nature.	MONTANT DES RESSOURCES par exercice.
	RESSOURCES DU BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
1879	Reliquat du produit de la négociation des obligations du Trésor émises en 1877	32,007,786f	285,395,743f
	Reliquat du produit de l'emprunt, émis en 1878, en rentes 3 p. o/o amortissables	94,318,053	
	Prélèvement sur le produit de l'emprunt de 1 milliard, émis en 1881, en rentes 3 p. o/o amortissables	107,713,829	
	Produit des fonds de concours pour travaux publics extraordinaires	51,356,075	
1880	Reliquat du produit de la négociation des obligations du Trésor émises en 1877	7,710	479,493,076
	Reliquat de l'emprunt, émis en 1878, en rentes 3 p. o/o amortissables	22,499,477	
	Prélèvement sur le produit de l'emprunt de 1 milliard, émis en 1881, en rentes 3 p. o/o amortissables	391,350,108	
	Prélèvement sur l'avance de 80 millions faite au Trésor par la Banque de France	8,398,188	
	Prélèvement sur le produit de la consolidation de la dette flottante	7,058,888	
	Produit des fonds de concours pour travaux publics extraordinaires	50,178,705	
1881	Ressources provenant de la première partie du compte de liquidation	96,786	701,012,899
	Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France	8,670,468	
	Produit de l'emprunt de 1 milliard en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1881)	354,464,874	
	Produit de la consolidation des capitaux et de la Dette flottante	307,006,547	
	Produit des fonds de concours pour travaux publics extraordinaires	30,774,224	
1882	Ressources provenant de la deuxième partie du compte de liquidation	40,330,378	663,624,876
	Prêt de 80 millions fait à l'Etat par la Banque de France	9,787,064	
	Produit de l'emprunt de 1 milliard en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1881)	79,200,000	
	Produit de la consolidation des capitaux de la dette flottante	517,013,409	
	Produit des fonds de concours pour travaux publics extraordinaires	17,294,025	
1883	Ressources provenant de la première partie du compte de liquidation	20,253	614,965,705
	Ressources provenant de la deuxième partie du compte de liquidation	21,088,979	
	Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France	4,000,238	
	Produit de l'emprunt de 1 milliard en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1881)	67,238,554	
	Produit de la consolidation des capitaux de la Dette flottante	361,219,169	
	Remboursement par les compagnies de chemins de fer à titre de garanties d'intérêts	46,649,380	
	Excédents de recettes des exercices 1880 et 1881	29,677,000	
	Produit de l'emprunt de 350 millions en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1884)	56,637,344	
	Produit des fonds de concours pour travaux publics extraordinaires	27,834,788	
1884	Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France	7,378,650	416,781,289
	Produit de la consolidation des capitaux de la Dette flottante	7,688,867	
	Produit de l'emprunt de 350 millions en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1884)	260,078,489	
	Remboursements par les compagnies de chemins de fer à titre de garanties d'intérêts	104,089,028	
	Produit des fonds de concours pour travaux publics extraordinaires	37,546,255	
1885	Produit de l'émission des obligations du Trésor public à court terme	158,737,936	263,626,783
	Produit de l'emprunt de 350 millions en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1884)	9,276,262	
	Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France	2,677,669	
	Produit des fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer	69,278,919	
	Produit des fonds de concours pour travaux publics extraordinaires	23,655,997	
1886	Produit de l'émission des obligations du Trésor public à court terme	23,314,524	229,133,507
	Produit de l'emprunt de 350 millions en rentes 3 p. o/o amortissables (émission de 1884)	23,731,273	
	Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France	1,468,733	
	Produit et emprunt de 500 millions en rentes 3 p. o/o (émission de 1886)	106,461,312	
	Produit de fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer	51,594,782	
	Produit de fonds de concours pour travaux publics extraordinaires	22,562,883	
	TOTAUX	3,654,033,878	3,654,033,878

BUDGETS DE 1887 À 1893.

Résumé de la situation financière des budgets de 1887 à 1893.

Les recettes ordinaires et extraordinaires de toute nature des budgets de 1887 à 1893 se sont élevées ensemble à	26,183,312,488f
Les dépenses de toute nature, à	26,029,757,900
Les recettes sont donc supérieures aux dépenses de	153,554,588

Ce dernier résultat est d'accord avec ceux qu'ont fixés les projets de loi de règlement des exercices 1887 à 1893.

Il s'établit comme suit :

Exercice 1888. Excédent de recettes à employer, en exécution de l'article 23 de la loi du 30 mars 1888, au remboursement des obligations du Trésor à court terme échéant en 1888		47,196,616f
Exercice 1889. Excédent de recette à affecter, en exécution de l'article 46 de la loi du 26 décembre 1890, au protectorat de l'Annam et du Tonkin et au service local de la Cochinchine jusqu'à concurrence de	18,000,000f	
en exécution de l'article 7 du projet de loi de règlement définitif de cet exercice, à l'atténuation des découverts du Trésor, pour le surplus, soit	6,193,792	
		24,193,792
Exercice 1890. Excédent de recette à employer conformément aux lois des 26 décembre 1890 et 28 avril 1893 et à la décision ministérielle du 27 février 1894		87,852,455
Exercice 1891. Excédent de recettes à employer conformément aux lois du 26 décembre 1890 et 28 avril 1893 et à la décision ministérielle du 27 février 1894		105,843,654
ENSEMBLE		265,086,517
A reporter		265,086,517

Report.....	265,086,517
A DÉDUIRE :	
Exercice 1887. Excédent de dépense formant découvert pour le Trésor.....	17,081,074f
Exercice 1892. Excédent de dépense formant découvert pour le Trésor.....	9,939,759
Exercice 1893. Excédent de dépense formant découvert pour le Trésor.	84,511,096
ENSEMBLE.....	111,531,929
SOMME ÉGALE.....	153,554,588

Ce résultat est extrait du tableau général publié ci-après et dans lequel on a rapproché les ressources et les besoins de chaque exercice, d'abord sous le rapport du règlement financier, ensuite sous le rapport du règlement législatif, tel qu'il ressort de la loi des comptes. Le tableau général dont il s'agit est lui-même accompagné d'états de développement des recettes et des dépenses dans la forme analogue à ceux qui sont produits pour les périodes précédentes, en tenant compte toutefois des différences que la loi du budget a apportées dans la nomenclature des recettes et des dépenses.

RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.

Tableau général, par exercice, de la situation financière et du règlement législatif des budgets de 1887 à 1893.

1° SITUATION FINANCIÈRE D'APRÈS LES RÉSULTATS PROPRES À CHAQUE EXERCICE.

EXERCICES.	RECETTES.					DÉPENSES.			RÉSULTATS PAR EXERCICE.		OBSERVATIONS.
	RECETTES ordinaires.	RESSOURCES exceptionnelles.	TOTAL des ressources ordinaires et exceptionnelles.	BUDGET extraordinaire.	TOTAL général. (Voir ci-après l'état de développement.)	DÉPENSES ordinaires.	BUDGET extraordinaire.	TOTAL général.	Excédents de recettes.	Excédents de dépenses.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	3,449,173,688	9,360,278	3,458,533,966	275,405,732	3,733,939,698	3,475,615,040	275,405,732	3,751,020,772	"	17,081,074	
1888	3,566,793,775	13,515,531	3,580,309,306	160,256,077	3,740,565,383	3,533,112,690	160,256,077	3,693,368,767	47,196,616	"	
1889	3,595,805,489	4,661,340	3,600,466,829	163,253,131	3,763,719,960	3,576,273,037	163,253,131	3,739,526,168	24,193,792	"	
1890	3,678,499,229	7,635,888	3,686,135,117	146,389,175	3,832,524,292	3,598,282,662	146,389,175	3,744,671,837	87,852,455	"	
1891	3,773,641,893	60,542,686	3,834,184,579	"	3,834,184,579	3,728,340,925	"	3,728,340,925	105,843,654	"	
1892	3,890,989,221	20,979,856	3,911,969,077	"	3,911,969,077	3,921,908,836	"	3,921,908,836	"	9,939,759	
1893	3,358,221,640	8,187,859	3,366,409,499	"	3,366,409,499	3,450,920,595	"	3,450,920,595	"	84,511,096	
TOTAUX	25,313,124.935	124,883.438	25,438,008,373	745,304,115	26,183,312,488	25,284,453,785	745,304,115	26,029,757,900	265,086,517	111,531,929	

EXCÉDENT de recettes sur l'ensemble des budgets de 1887 à 1893 réellement propres à chaque exercice... 153,554,588f

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.

Suite du *Tableau général, par exercice, de la situation financière et du règlement législatif des budgets de 1887 à 1893.*

2° RÈGLEMENT LÉGISLATIF DE CHAQUE EXERCICE.

EXERCICES.	RECETTES.							DÉPENSES.			SITUATION DÉFINITIVE EN RÈGLEMENT D'EXERCICE.			
	FONDS disponibles reportés des exercices précédents.	RECETTES ORDINAIRES. RECETTES ordinaires.	RECETTES ORDINAIRES. TOTAL des recettes ordinaires.	RESSOURCES exceptionnelles.	TOTAL des recettes ordinaires et des ressources exceptionnelles.	BUDGET extraordinaire.	TOTAL GÉNÉRAL des recettes.	DÉPENSES ordinaires.	DÉPENSES du budget extraordinaire.	TOTAL GÉNÉRAL des dépenses.	EXCÉDENTS DE RECETTES formant ressources pour d'autres exercices auxquels ils ont été transportés dans le présent tableau.	EXCÉDENTS DE RECETTES formant ressources pour d'autres exercices auxquels ils n'ont pu encore être transportés dans le présent tableau.	EXCÉDENTS DE RECETTES formant ressources pour d'autres services.	EXCÉDENTS de dépenses formant découverts pour le Trésor.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887	"	3,449,173,688	3,449,173,688	9,360,278	3,458,533,966	275,405,732	3,733,939,698	3,475,615,040	275,405,732	3,751,020,772	"	"	"	17,081,074
1888	"	3,566,793,775	3,566,793,775	13,515,531	3,580,309,306	160,256,077	3,740,565,383	3,533,112,690	160,256,077	3,693,368,767	"	"	(A) 47,196,616	"
1889	"	3,595,805,489	3,595,805,489	4,661,340	3,600,466,829	163,253,131	3,763,719,960	3,576,273,037	163,253,131	3,739,526,168	"	"	(B) 24,193,792	"
1890	"	3,678,499,229	3,678,499,229	7,635,888	3,686,135,117	146,389,175	3,832,524,292	3,598,282,662	146,389,175	3,744,671,837	"	"	(C) 87,852,455	"
1891	"	3,773,641,893	3,773,641,893	60,542,686	3,834,184,579	"	3,834,184,579	3,728,340,925	"	3,728,340,925	"	"	(C) 105,843,654	"
1892	"	3,890,989,221	3,890,989,221	20,979,856	3,911,969,077	"	3,911,969,077	3,921,908,836	"	3,921,908,836	"	"	"	9,939,759
1893	"	3,358,221,640	3,358,221,640	8,187,859	3,366,409,499	"	3,366,409,499	3,450,920,595	"	3,450,920,595	"	"	"	84,511,096
TOTAUX	"	25,313,124,935	25,313,124,935	124,883,438	25,438,008,373	745,304,115	26,183,312,488	25,284,453,785	745,304,115	26,029,757,900	"	"	265,086,517	111,531,929

RÉSULTATS DÉFINITIFS DES BUDGETS DE 1887 À 1893 EN RÈGLEMENT LÉGISLATIF	Excédents de recettes formant ressources pour les exercices ou les services auxquels ils ont été ou seront transportés	265,086,517f
	Excédents de recettes, page 613	153,554,588f

(A) La somme de 47,196,616 francs a servi au remboursement des obligations à court terme échéant en 1888. (Art. 23 de la loi du 30 mars 1888.)

(B) La somme de 24,193,792 francs a été affectée : 1° pour 13,100,000f au compte courant de l'Annam et du Tonkin } Art. 46 de la loi du 26 décembre 1890.
2° pour 4,900,000 au budget local de la Cochinchine } Art. 46 de la loi du 26 décembre 1890.
3° pour 6,193,792 à l'atténuation des découverts du Trésor. (Art. 7 du projet de loi de règlement de l'exercice 1889.)

TOTAL ÉGAL 24,193,792

(C) Ces excédents de recettes ont été employés conformément aux dispositions de l'article 61 de la loi de finances du 26 décembre 1890, de l'article 56 de la loi de finances du 28 avril 1893 et de la décision ministérielle du 27 février 1894, au payement direct des garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer françaises et algériennes et au remboursement des obligations émises à cet effet.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.

Développement sur les recettes ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1893.

EXERCICES.	RECETTES ORDINAIRES. § 1er. IMPÔTS DIRECTS. Contributions directes. Fonds généraux.	Contributions directes. Fonds spéciaux.	Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. Fonds généraux.	Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. Fonds spéciaux.	Contributions et taxes spéciales en Algérie. Fonds généraux.	Contributions et taxes spéciales en Algérie. Fonds spéciaux.	TOTAL.	§ 2. IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS. (Voir développement, pages 620 à 623.) France.	Algérie. Fonds généraux.	Algérie. Fonds spéciaux.	TOTAL.	§ 3. PRODUITS DE MONOPOLES et exploitations industrielles de l'État. (Voir développement, pages 624 à 629.) France et colonies.	Algérie.	TOTAL.	TOTAL à reporter.	OBSERVATIONS.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	401,632,893	378,457,345	27,314,724	1,298,708	9,515,605	4,609,148	822,828,423	1,769,862,883	19,193,393	370,900	1,789,427,176	579,360,794	5,109,869	584,470,663	3,196,726,262	
1888	406,326,039	381,771,026	27,771,981	1,292,020	8,794,735	3,632,798	829,588,599	1,836,441,361	20,220,977	370,831	1,857,033,169	587,743,033	5,241,034	592,984,067	3,279,605,835	
1889	409,166,587	386,456,743	27,924,200	1,337,244	8,958,146	3,729,868	837,572,788	1,827,268,675	19,283,980	340,534	1,846,893,189	603,036,474	5,088,245	608,124,719	3,292,590,696	
1890	442,516,169	366,529,275	28,251,004	1,367,153	8,853,180	3,706,978	851,223,759	1,913,396,514	19,949,510	352,458	1,933,698,482	605,566,187	5,108,633	610,674,820	3,395,597,061	
1891	435,662,669	370,824,959	30,283,628	1,434,560	8,466,593	3,574,513	850,246,922	2,003,669,371	21,203,092	372,597	2,025,245,060	614,820,674	5,175,051	619,995,725	3,495,487,707	
1892	437,200,127	374,803,054	31,336,541	1,545,506	9,987,392	4,011,157	858,883,777	2,027,857,456	21,510,860	348,060	2,049,716,376	623,988,943	5,236,850	629,225,793	3,537,825,946	
1893	463,923,006	"	32,941,879	"	12,580,366	"	509,445,251	1,999,737,161	23,093,202	"	2,022,830,363	631,239,486	5,168,217	636,407,703	3,168,683,317	
TOTAUX	2,996,427,490	2,258,842,402	205,823,957	8,275,191	67,156,017	23,264,462	5,559,789,519	13,378,233,421	144,455,014	2,155,380	13,524,843,815	4,245,755,591	36,127,899	4,281,883,490	23,366,516,824	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.

Suite du *Développement sur les recettes ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1893.*

EXERCICES.	RECETTES.																
	REPORT D'AUTRE PART.	§ 4. PRODUITS ET REVENUS DES DOMAINES DE L'ÉTAT.					§ 5. PRODUITS DIVERS DU BUDGET.		§ 7. RECETTES D'ORDRE.			TOTAL des RECETTES ordinaires.	RECETTES EXCEPTIONNELLES et extraordinaires.		TOTAL GÉNÉRAL.	OBSERVATIONS.
		Domaine.		Forêts.		TOTAL.	Fonds généraux.	Fonds spéciaux.	TOTAL.	France.	Algérie.	TOTAL.		Recettes exceptionnelles. (Voir développement, page 650.)	Budget extraordinaire. (Voir développement, page 651.)		
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr. (a)	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	3,196,726,262	18,650,260	2,829,059	24,753,015	770,574	47,002,908	29,705,369	105,320,031	135,025,400	69,493,198	925,920	70,419,118	3,449,173,688	9,360,278	275,405,732	3,733,939,698	
1888	3,279,605,835	15,694,197	2,249,030	25,565,699	532,737	44,041,663	30,113,106	85,707,909	115,821,015	126,519,873	805,389	127,325,262	3,566,793,775	13,515,531	160,256,077	3,740,565,383	
1889	3,292,590,696	16,674,635	2,491,146	25,213,384	708,885	45,088,050	29,278,447	100,529,899	129,808,346	127,895,271	423,126	128,318,397	3,595,805,489	4,661,340	163,253,131	3,763,719,960	
1890	3,395,597,061	14,506,209	2,568,153	26,018,487	700,488	43,793,337	25,399,605	84,807,000	110,206,605	128,271,296	630,930	128,902,226	3,678,499,229	7,635,888	146,389,175	3,832,524,292	
1891	3,495,487,707	16,906,017	2,227,514	27,747,573	676,582	47,557,686	23,040,786	93,963,272	117,004,058	112,928,879	663,563	113,592,442	3,773,641,893	60,542,686	"	3,834,184,579	
1892	3,537,825,946	17,826,905	2,504,759	28,143,093	675,054	49,149,811	23,321,212	160,845,884	184,167,096	116,824,965	3,021,403	119,846,368	3,890,989,221	20,979,856	"	3,911,969,077	
1893	3,168,683,317	14,719,492	2,580,394	27,455,530	871,006	45,626,422	25,917,991	"	25,917,991	112,542,860	5,451,050	117,993,910	3,358,221,640	8,187,859	"	3,366,409,499	
TOTAUX	23,366,516,824	114,977,715	17,450,055	184,896,781	4,935,326	322,259,877	186,776,516	631,173,995	817,950,511	794,476,342	11,921,381	806,397,723	25,313,124,935	124,883,438	745,304,115	26,183,312,488	

(a) Cette catégorie de revenus comprend le résultat, soit au profit, soit à la charge du budget, de la différence entre les fonds départementaux reportés d'exercices précédents ou transportés à des exercices suivants.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.

Développement sur les impôts et revenus indirects, les monopoles et les exploitations industrielles de l'État pour les budgets de 1887 à 1893.

EXERCICES.	PRODUITS DES IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS. FRANCE.																OBSERVATIONS.
				Douanes.					Contributions indirectes.			Sucres					
	Enregistrement.	Timbre.	Taxe de 3 o/o sur les valeurs mobilières portée à 4 o/o à partir de l'exercice 1891.	Marchandises diverses.	Droits divers.	Taxe sur les sels.	TOTAL.	Boissons.	Taxe des sels hors du rayon des douanes.	Droits divers	TOTAL.	coloniaux.	étrangers.	indigènes.	TOTAL.	TOTAL à reporter.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	513,484,703	157,531,678	48,878,548	295,695,302	20,060,177	21,985,851	337,741,330	412,651,585	10,406,006	157,698,129	580,755,720	26,444,765	12,380,903	92,645,236	131,470,904	1,769,862,883	
1888	510,481,502	160,175,201	50,423,918	330 944,301	20,435,743	21,592,997	372,973,041	417,547,308	11,189,864	155,015,542	583,752,714	30,675,517	19,667,329	108,292,139	158,634,985	1,836,441,361	
1889	502,502,742	160,469,011	49,161,320	320,722,028	20,190,792	20,686,011	361,598,831	425,016,601	12,163,128	172,395,223	609,574,952	28,252,940	6,618,506	109,090,373	143,961,819	1,827,268,675	
1890	537,792,117	165,831,296	50,800,431	322,985,571	21,266,814	20,749,214	365,001,599	444,173,462	11,660,465	166,542,679	622,376,606	27,157,260	11,328,382	133,108,823	171,594,465	1,913,396,514	
1891	541,284,553	166,609,286	70,392,975	351,333,988	22,936,526	21,426,897	395,697,411	451,927,528	11,476,647	169,945,001	633,349,176	27,386,721	14,902,095	154,047,154	196,335,970	2,003,669,371	
1892	550,969,204	159,055,055	70,002,309	388,903,603	20,685,714	22,299,292	431,888,609	470,591,596	10,968,204	130,409,138	611,968,938	27,427,555	14,447,062	162,098,724	203,973,341	2,027,857,456	
1893	521,651,526	166,604,236	67,049,420	410,697,700	20,552,428	22,099,906	453,350,034	462,268,448	10,254,895	123,682,273	596,205,616	32,220,602	9,573,522	153,082,205	194,876,329	1,999,737,161	
TOTAUX	3,678,166,347	1,136,275,763	406,708,921	2,421,282,493	146,128,194	150,640,168	2,718,250,855	3,084,176,528	78,119,209	1,075,687,985	4,237,983,722	199,565,360	88,917,799	912,364,654	1,200,847,813	13,378,233,421	

Suite des **RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.**

Suite du *Développement sur les impôts et revenus indirects, les monopoles et les exploitations industrielles de l'État pour les budgets de 1887 à 1893.*

Suite des PRODUITS DES IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.

ALGÉRIE.

EXERCICES.	Report d'autre part.	Enregistrement. Fonds généraux.	Enregistrement. Fonds spéciaux.	Enregistrement. TOTAL.	Timbre.	Taxe de 3 p. o/o sur les valeurs mobilières, portée à 4 o/o à partir de l'exercice 1891.	Douanes. Marchandises diverses.	Douanes. Droits divers.	Douanes. Sucres de toutes origines.	Douanes. TOTAL.	Contributions diverses. Boissons.	Contributions diverses. Droits divers.	Contributions diverses. TOTAL.	TOTAL des impôts et revenus indirects en Algérie.	TOTAL à reporter.	OBSERVATIONS.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	1,769,862,883	3,869,439	370,900	4,240,339	4,135,308	204,440	4,432,921	646,869	4,268,545	9,348,335	1,325,904	309,967	1,635,871	19,564,293	1,789,427,176	
1888	1,836,441,361	3,854,758	370,831	4,225,589	4,143,584	197,522	5,600,488	601,808	4,235,086	10,437,382	1,295,998	291,733	1,587,731	20,591,808	1,857,033,169	
1889	1,827,268,675	3,546,306	340,534	3,886,840	4,098,274	197,634	5,061,147	615,399	4,154,616	9,831,162	1,316,534	294,070	1,610,604	19,624,514	1,846,893,189	
1890	1,913,396,514	3,645,348	352,458	3,997,806	4,182,215	209,823	5,039,700	662,000	4,595,078	10,296,778	1,317,986	297,360	1,615,346	20,301,968	1,933,698,482	
1891	2,003,669,371	3,852,876	372,597	4,225,473	4,307,095	257,668	5,828,856	761,598	4,552,809	11,143,263	1,333,687	308,503	1,642,190	21,575,689	2,025,245,060	
1892	2,027,857,456	3,586,853	348,060	3,934,913	4,279,344	234,707	5,526,690	737,024	4,526,067	10,789,781	1,376,895	1,243,280	2,620,175	21,858,920	2,049,716,376	
1893	1,999,737,161	3,799,585	"	3,799,585	4,176,173	227,179	6,590,977	665,365	4,184,759	11,441,101	1,519,976	1,929,188	3,449,164	23,093,202	2,022,830,363	
TOTAUX	13,378,233,421	26,155,165	2,155,380	28,310,545	29,321,993	1,528,973	38,080,779	4,690,063	30,516,960	73,287,802	9,486,980	4,674,101	14,161,081	146,610,394	13,524,843,815	

Suite des **RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.**

Suite du *Développement sur les impôts et revenus indirects, les monopoles et les exploitations industrielles de l'État pour les budgets de 1887 à 1893.*

EXERCICES.	REPORT D'AUTRE PART.	PRODUITS DES MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT. FRANCE ET COLONIES.									TOTAL à REPORTER.
					Postes.						
		Allumettes chimiques.	Tabacs.	Poudres.	Taxe des lettres.	Envois d'argent.	Recettes diverses.	Total.	TOTAL à reporter.		
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.
1887	1,789,427,176	17,016,000	369,135,728	11,837,236	135,938,781	6,540,660	57,736	142,537,177	540,526,141		1,789,427,176
1888	1,857,033,169	17,016,000	369,492,966	11,371,752	141,564,282	6,651,208	152,997	148,368,487	546,249,205		1,857,033,169
1889	1,846,893,189	17,065,824	372,829,048	10,901,303	149,276,790	6,970,419	268,904	156,516,113	557,312,288		1,846,893,189
1890	1,933,698,482	14,914,023	372,164,869	10,450,401	151,356,862	7,180,451	329,893	158,867,206	556,396,499		1,933,698,482
1891	2,025,245,060	25,457,766	371,622,203	9,533,813	154,270,115	7,374,268	305,747	161,950,130	568,863,912		2,025,245,060
1892	2,049,716,376	25,219,306	376,851,001	9,759,879	157,819,257	7,509,137	294,974	165,623,368	577,453,554		2,049,716,376
1893	2,022,830,363	26,543,540	374,090,226	10,772,866	158,625,608	7,629,252	382,978	166,637,838	578,044,470		2,022,830,363
TOTAUX	13,524,843,815	143,232,459	2,606,186,041	74,627,250	1,048,851,695	49,855,395	1,793,229	1,100,500,319	3,924,546,069		13,524,843,815

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.

Suite du *Développement sur les impôts et revenus indirects, les monopoles et les exploitations industrielles de l'État pour les budgets de 1887 à 1893.*

EXERCICES.	REPORT D'AUTRE PART.	PRODUITS DES MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT. FRANCE ET COLONIES.														TOTAL À REPORTER.
		Report d'autre part.	Télégraphes.					TOTAL.	Téléphones.				TOTAL.	Produits de diverses exploitations.	TOTAL des produits des monopoles	
			Bureaux de France.	Offices étrangers.	Surveillance des chemins de fer.	Recettes diverses.	Colonies.		Taxes des conversations.	Abonnements.	Recettes diverses.					
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887	1,789,427,176	540,526,141	26,391,440	1,302,356	469,940	2,356,627	329,457	30,849,820	"	"	"	"	7,984,833	579,360,794	2,368,787,970
1888	1,857,033,169	546,249,205	27,991,175	1,484,501	415,773	2,676,110	"	32,567,559	"	"	"	"	8,926,269	587,743,033	2,444,776,202
1889	1,846,893,189	557,312,288	29,926,375	2,305,895	634,671	2,809,121	"	35,676,062	"	"	"	"	10,048,124	603,036,474	2,449,929,663
1890	1,933,698,482	556,396,499	29,689,824	2,057,959	403,046	7,068,382	"	39,219,211	"	"	"	"	9,950,477	605,566,187	2,539,264,669
1891	2,025,245,060	568,563,912	30,928,302	2,002,722	406,283	2,550,169	"	35,887,476	"	"	"	"	10,369,286	614,820,674	2,640,065,734
1892	2,049,716,376	577,453,554	30,163,002	2,106,214	132,515	3,008,056	"	35,409,787	"	"	"	"	11,125,602	623,988,943	2,673,705,319
1893	2,022,830,363	578,044,470	30,598,879	2,105,987	24,250	2,464,605	"	35,193,721	988,679	6,546,189	75,941	7,160,809	10,390,486	631,239,486	2,654,069,849
TOTAUX	13,524,843,815	3,924,546,069	205,688,997	13,365,634	2,486,478	22,933,070	329,457	244,803,636	988,679	6,546,189	75,941	7,160,809	68,795,077	4,245,755,591	17,770,599,406

Suite des **RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.**

Suite du *Développement sur les impôts et revenus indirects, les monopoles et les exploitations industrielles de l'État pour les budgets de 1887 à 1893.*

EXERCICES.	REPORT D'AUTRE PART.	PRODUITS DES MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.											TOTAL GÉNÉRAL.	OBSERVATIONS.
						ALGÉRIE.								
				Postes.				Télégraphes.						
		Tabacs.	Poudres.	Taxe des lettres.	Envois d'argent.	Recettes diverses.	TOTAL.	Bureaux d'Algérie.	Recettes diverses.	TOTAL.	Téléphones.	TOTAL du produit des monopoles en Algérie.		
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	2,368,787,970	495,444	1,036,993	2,009,867	296,834	589	2,307,290	1,263,825	6,317	1,270,142	"	5,109,869	2,373,897,839	
1888	2,444,776,202	469,192	1,001,313	2,182,565	309,713	1,256	2,493,534	1,270,102	6,893	1,276,995	"	5,241,034	2,450,017,236	
1889	2,449,929,663	439,534	812,111	2,244,920	318,399	8,286	2,571,605	1,255,151	9,844	1,264,995	"	5,088,245	2,455,017,908	
1890	2,539,264,669	421,550	737,989	2,307,918	327,200	9,106	2,644,224	1,267,488	37,382	1,304,870	"	5,108,633	2,544,373,302	
1891	2,640,065,734	377,812	775,169	2,363,415	328,600	9,834	2,701,849	1,311,519	8,702	1,320,221	"	5,175,051	2,645,240,785	
1892	2,673,705,319	393,487	702,610	2,459,015	337,630	8,706	2,805,351	1,320,727	14,675	1,335,402	"	5,236,850	2,678,942,169	
1893	2,654,069,849	381,793	642,275	2,455,210	334,757	5,575	2,795,542	1,281,472	12,792	1,294,264	54,343	5,168,217	2,659,238,066	
TOTAUX	17,770,599,406	2,978,812	5,708,460	16,022,910	2,253,133	43,352	18,319,395	8,970,284	96,605	9,066,889	54,343	36,127,899	17,806,727,305	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.

Développement sur les Dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1893.

EXERCICES.		DÉPENSES ORDINAIRES.																			
		MINISTÈRE de la justice.	MINISTÈRE des affaires étrangères.				MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						MINISTÈRE DES FINANCES.						MINISTÈRE de LA GUERRE.	TOTAL à REPORTER.	OBSERVATIONS.
			Service ordinaire.	Service des protectorats.	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	TOTAL.	Service général.	Service pénitentiaire.	Remboursements et restitutions.	TOTAL.	Service de l'Algérie.	TOTAL.	Dette publique.	Pouvoirs publics.	Service général.	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	TOTAL.			
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887.....		37,851,254	14,690,788	40,747,038	56,008	55,493,834	318,149,129	"	3,680,494	321,829,623	11,029,144	332,858,767	1,274,021,644	13,076,667	24,332,981	316,364,884	221,891,415	1,849,687,591	555,787,119	2,831,678,565	(A) La différence importante qui existe avec l'année précédente provient du transport du service des postes au Ministère du commerce.
1888.....		37,353,495	15,351,462	(B) 2,984,695	58,706	18,394,863	310,474,992	"	3,353,938	313,828,930	11,171,162	325,000,092	1,274,370,716	13,345,083	23,404,786	173,074,278 (A)	216,715,556	1,700,910,419	547,539,530	2,629,198,399	(B) Les services du Protectorat de l'Annam et du Tonkin sont à la charge de la colonie.
1889.....		37,590,032	15,103,769	1,059,725	59,801	16,223,295	293,204,971	17,542,534	3,086,222	313,833,727	11,273,666	325,107,393	1,270,250,562	13,590,179	26,854,678	174,755,189	226,974,557	1,712,431,165	565,840,137	2,657,192,022	(C) Cette colonne comprend à partir de l'exercice 1891, les dépenses ordinaires et extraordinaires.
1890.....		37,127,988	15,946,706	1,285,504	59,230	17,291,440	315,962,433	"	3,037,043	318,999,476	11,169,403	330,168,879	1,270,948,626	13,094,048	25,519,110	175,944,776	215,639,351	1,701,145,911	580,236,437	2,665,970,655	(D) La différence importante qui existe avec l'année précédente provient de la suppression, à partir de 1893, du budget sur ressources spéciales.
1891.....		37,295,291	15,391,982	1,083,560	59,415	16,534,957	330,606,936	"	2,644,341	333,251,277	12,284,086	345,535,363	1,241,084,455	13,179,940	25,811,826	178,762,864	218,034,434	1,676,873,519	(C)708,966,562	2,785,205,692	
1892.	France.	34,933,889	15,184,530	1,128,995	51,177	16,364,702	387,338,619	"	2,255,738	389,594,357	"	389,594,357	1,268,877,380	13,094,440	39,164,344	179,890,083	220,303,139	1,721,329,386	677,887,152	2840,109,486	
	Algérie.	2,830,843	"	"	"	"	2,061,159	"	189,823	2,250,982	12,116,973	14,367,955	"	"	496,424	4,981,845	2,057,751	7,536,020	"	24,734,818	
	TOTAL.	37,764,732	15,184,530	1,128,995	51,177	16,364,702	389,399,778	"	2,445,561	391,845,339	12,116,973	403,962,312	1,268,877,380	13,094,440	39,660,768	184,871,928	222,360,890	1,728,865,406	677,887,152	2,864,844,304	
1893.	Algérie.	35,290,987	15,985,409	678,558	59,678	16,723,645	71,647,742	"	2,020,804	73,668,546	"	73,668,546	1,256,109,524	13,207,520	27,999,582	188,294,483	(D) 39,461,458	1,525,072,567	649,533,657	2,300,289,402	
		2,848,173	"	"	"	"	2,211,366	"	216,851	2,428,217	9,511,563	11,939,780	"	"	498,406	6,413,316	1,125,567	8,037,289	"	22,825,242	
	TOTAL.	38,139,160	15,985,409	678,558	59,678	16,723,645	73,859,108	"	2,237,655	76,096,763	9,511,563	85,608,326	1,256,109,524	13,207,520	28,497,988	194,707,799	40,587,025	1,533,109,856	649,533,657	2,323,114,644	
TOTAUX...		263,121,952	107,654,646	48,968,075	404,015	157,026,736	2,031,657,347	17,542,534	20,485,254	2,069,685,135	78,555,997	2,148,241,132	8,855,668,907	92,587,877	194,082,137	1,398,481,718	1,362,203,228	11,903,023,867	4,285,790,594	18,757,204,281	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.

Suite du *Développement sur les Dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1893*

Suite des DÉPENSES ORDINAIRES.

EXERCICES.	REPORT d'autre part.	MINISTÈRE de la marine et des colonies. Service marine.	Service colonial.	TOTAL.	MINISTÈRE de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. Service de l'instruction publique.	Service des beaux-arts.	Service des cultes.	TOTAL.	MINISTÈRE du commerce et de l'industrie.	MINISTÈRE des Colonies.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887.....	2,831,678,565	199,838,716	43,338,552	243,177,268	152,348,036	19,969,916	45,218,574	217,536,526	24,464,216	"
1888.....	2,629,198,399	180,993,752	(A)	180,993,752	152,140,312	14,010,554	44,730,078	210,880,944	(A)237,443,916	"
1889.....	2,657,192,022	199,027,165	"	199,027,165	159,549,718	15,895,127	44,651,420	220,096,265	245,679,426	"
1890.....	2,665,970,655	201,389,215	"	201,389,215	182,645,344	(c)8,359,135	44,470,836	235,475,315	240,993,211	"
1891.....	2,785,205,692	229,986,529	68,991,419	298,977,948	177,377,842	8,254,471	44,258,030	229,890,343	(B)171,398,764	"
1892. France.	2,840,109,486	251,977,119	"	251,977,119	168,630,099	8,268,341	43,006,433	219,904,873	(D)258,345,459	"
1892. Algérie.	24,734,818	"	"	"	4,633,883	77,099	1,204,254	5,915,236	(E) 4,446,314	"
1892. TOTAL.	2,864,844,304	251,977,119	"	251,977,119	173,263,982	8,345,440	44,210,687	225,820,109	262,791,773	"
1893. France.	2,300,289,402	253,303,046	"	253,303,046	173,003,330	9,009,518	43,240,004	225,252,852	(F)199,741,983	(H) 78,293,657
1893. Algérie.	22,825,242	"	"	"	5,330,316	68,899	1,199,135	6,598,350	(G) 4,727,892	"
1893. TOTAL.	2,323,114,644	253,303,046	"	253,303,046	178,333,646	9,078,417	44,439,139	231,851,202	204,469,875	78,293,657
TOTAUX..	18,757,204,281	1,516,515,542	112,329,971	1,628,845,513	1,175,658,880	83,913,060	311,978,764	1,571,550,704	1,387,241,181	78,293,657

EXERCICES.	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. Service général.	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	TOTAL.	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. Service ordinaire.	Travaux extraordinaires.	Bâtiments civils.	TOTAL.	TOTAL des dépenses ordinaires. (A reporter.)
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887.....	23,825,437	15,498,620	16,242	39,340,299	102,090,772	17,327,394	"	119,418,166	3,475,615,040
1888.....	23,521,557	19,675,000	18,463	43,215,020	106,817,952	124,562,707	"	231,380,659	3,533,112,690
1889.....	23,838,886	16,856,370	18,696	40,713,952	110,110,613	103,453,594	"	213,564,207	3,576,273,037
1890.....	22,503,132	16,017,961	21,637	38,542,730	112,687,778	98,919,516	(C) 4,304,242	215,911,536	3,598,282,662
1891.....	23,172,113	14,750,562	17,033	37,939,708	115,878,850	89,049,620	"	204,928,470	3,728,340,925
1892. France.	31,760,427	12,460,929	15,691	44,237,047	81,210,029	159,156,720	"	240,366,749	3,854,940,733
1892. Algérie.	1,400,721	2,789,569	"	4,190,290	5,815,339	21,866,106	"	27,681,445	66,968,103
1892. TOTAL.	33,161,148	15,250,498	15,691	48,427,337	87,025,368	181,022,826	"	268,048,194	3,921,908,836
1893. France.	37,441,767	12,381,108	16,077	49,838,952	84,640,324	187,897,658	"	272,537,982	3,379,257,874
1893. Algérie.	1,655,607	2,997,625	"	4,653,232	6,208,492	26,649,513	"	32,858,005	71,662,721
1893. TOTAL.	39,097,374	15,378,733	16,077	54,492,184	90,848,816	214,547,171	"	305,395,987	3,450,920,595
TOTAUX..	189,119,647	113,427,744	123,839	302,671,230	725,460,149	828,882,828	4,304,242	1,558,647,219	25,284,453,785

OBSERVATIONS.

(A) Les décrets des 12 janvier et 23 mars 1889 ont rattaché au Ministère du commerce pour l'exercice 1888 le service des postes et des télégraphes et le service colonial, qui appartenaient autrefois aux Ministères des finances et de la marine.

(B) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 22,792,486f
Postes et télégraphes..... 148,606,278
SOMME ÉGALE.. 171,398,764

(C) Les décrets des 5 juillet et 28 août 1890 ont rattaché au Ministère des travaux publics le service des bâtiments civils, qui appartenait autrefois au service des beaux-arts.

(D) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce.... 23,714,690f
Postes et télégraphes.... 153,027,623
Colonies..... 81,603,146
258,345,459

(E) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 171,285f
Postes et télégraphes..... 4,275,029
4,446,314

(F) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 26,303,294
Postes et télégraphes..... 160,935,941
Téléphones.... 12,502,748
199,741,983

(G) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 185,595
Postes et télégraphes..... 4,453,144
Téléphones..... 89,153
4,727,892

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.

Suite du *Développement sur les Dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1893*

Suite des DÉPENSES ORDINAIRES.

EXERCICES.		REPORT d'autre part.	MINISTÈRE de la marine et des colonies. Service marine.	Service colonial.	TOTAL.	MINISTÈRE de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. Service de l'instruction publique.	Service des beaux-arts.	Service des cultes.	TOTAL.	MINISTÈRE du commerce et de l'industrie.	MINISTÈRE des Colonies.
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887.....		2,831,678,565	199,838,716	43,338,552	243,177,268	152,348,036	19,969,916	45,218,574	217,536,526	24,464,216	"
1888.....		2,629,198,399	180,993,752	(A)	180,993,752	152,140,312	14,010,554	44,730,078	210,880,944	(A)237,443,916	"
1889.....		2,657,192,022	199,027,165	"	199,027,165	159,549,718	15,895,127	44,651,420	220,096,265	245,679,426	"
1890.....		2,665,970,655	201,389,215	"	201,389,215	182,645,344	(c)8,359,135	44,470,836	235,475,315	240,993,211	"
1891.....		2,785,205,692	229,986,529	68,991,419	298,977,948	177,377,842	8,254,471	44,258,030	229,890,343	(B)171,398,764	"
1892.	France.	2,840,109,486	251,977,119	"	251,977,119	168,630,099	8,268,341	43,006,433	219,904,873	(D)258,345,459	"
	Algérie.	24,734,818	"	"	"	4,633,883	77,099	1,204,254	5,915,236	(E) 4,446,314	"
	TOTAL.	2,864,844,304	251,977,119	"	251,977,119	173,263,982	8,345,440	44,210,687	225,820,109	262,791,773	"
1893.	France.	2,300,289,402	253,303,046	"	253,303,046	173,003,330	9,009,518	43,240,004	225,252,852	(F)199,741,983	(H) 78,293,657
	Algérie.	22,825,242	"	"	"	5,330,316	68,899	1,199,135	6,598,350	(G) 4,727,892	"
	TOTAL.	2,323,114,644	253,303,046	"	253,303,046	178,333,646	9,078,417	44,439,139	231,851,202	204,469,875	78,293,657
TOTAUX..		18,757,204,281	1,516,515,542	112,329,971	1,628,845,513	1,175,658,880	83,913,060	311,978,764	1,571,550,704	1,387,241,181	78,293,657

EXERCICES.		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. Service général.	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	TOTAL.	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. Service ordinaire.	Travaux extraordinaires.	Bâtiments civils.	TOTAL.	TOTAL des dépenses ordinaires. (A reporter.)
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887.....		23,825,437	15,498,620	16,242	39,340,299	102,090,772	17,327,394	"	119,418,166	3,475,615,040
1888.....		23,521,557	19,675,000	18,463	43,215,020	106,817,952	124,562,707	"	231,380,659	3,533,112,690
1889.....		23,838,886	16,856,370	18,696	40,713,952	110,110,613	103,453,594	"	213,564,207	3,576,273,037
1890.....		22,503,132	16,017,961	21,637	38,542,730	112,687,778	98,919,516	(C) 4,304,242	215,911,536	3,598,282,662
1891.....		23,172,113	14,750,562	17,033	37,939,708	115,878,850	89,049,620	"	204,928,470	3,728,340,925
1892.	France.	31,760,427	12,460,929	15,691	44,237,047	81,210,029	159,156,720	"	240,366,749	3,854,940,733
	Algérie.	1,400,721	2,789,569	"	4,190,290	5,815,339	21,866,106	"	27,681,445	66,968,103
	TOTAL.	33,161,148	15,250,498	15,691	48,427,337	87,025,368	181,022,826	"	268,048,194	3,921,908,836
1893.	France.	37,441,767	12,381,108	16,077	49,838,952	84,640,324	187,897,658	"	272,537,982	3,379,257,874
	Algérie.	1,655,607	2,997,625	"	4,653,232	6,208,492	26,649,513	"	32,858,005	71,662,721
	TOTAL.	39,097,374	15,378,733	16,077	54,492,184	90,848,816	214,547,171	"	305,395,987	3,450,920,595
TOTAUX..		189,119,647	113,427,744	123,839	302,671,230	725,460,149	828,882,828	4,304,242	1,558,647,219	25,284,453,785

OBSERVATIONS.

(A) Les décrets des 12 janvier et 23 mars 1889 ont rattaché au Ministère du commerce pour l'exercice 1888 le service des postes et des télégraphes et le service colonial, qui appartenaient autrefois aux Ministères des finances et de la marine.

(B) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 22,792,486f
Postes et télégraphes..... 148,606,278
SOMME ÉGALE.. 171,398,764

(C) Les décrets des 5 juillet et 28 août 1890 ont rattaché au Ministère des travaux publics le service des bâtiments civils, qui appartenait autrefois au service des beaux-arts.

(D) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 23,714,690f
Postes et télégraphes..... 153,027,623
Colonies..... 81,603,146
258,345,459

(E) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 171,285f
Postes et télégraphes..... 4,275,029
4,446,314

(F) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 26,303,294
Postes et télégraphes..... 160,935,941
Téléphones..... 12,502,748
199,741,983

(G) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce..... 185,595
Postes et télégraphes..... 4,453,144
Téléphones..... 89,153
4,727,892

Suite des **RÉSULTATS GÉNÉRAUX**

Suite du *Développement sur les Dépenses ordinaires*

EXERCICES.		REPORT des DÉPENSES ORDINAIRES d'autre part.
		fr.
1887		3,475,615,040
1888		3,533,112,690
1889		3,576,273,037
1890		3,598,282,662
1891		3,728,340,925
1892	France	3,854,940,733
	Algérie	66,968,103
	Total	3,921,908,836
1893	France	3,379,257,874
	Algérie	71,662,721
	Total	3,450,920,595
Totaux		25,284,453,785

SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.

et extraordinaires des budgets de 1887 à 1893.

BUDGET EXTRAORDINAIRE.					TOTAL GÉNÉRAL.	OBSERVATIONS.
MINISTÈRE de la guerre.	MINISTÈRE de la marine.	MINISTÈRE des beaux-arts.	MINISTÈRE des travaux publics.	TOTAL.		
fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
128,818,218	11,473,826	514,606	134,599,082	275,405,732	3,751,020,772	
146,687,542	13 331,613	236,922	"	160,256,077	3,693,368,767	(A) Le budget extraordinaire est supprimé à partir de l'exercice 1891.
163,055,151	"	197,980	"	163,253,131	3,739,526,168	
146,389,175	"	"	"	146,389,175	3,744,671,837	
"	"	"	"	(A)	3,728,340,925	
"	"	"	"	"	3,854,940,733	
"	"	"	"	"	66,968,103	
"	"	"	"	"	3,921,908,836	
"	"	"	"	"	3,379,257,874	
"	"	"	"	"	71,662,721	
"	"	"	"	"	3,450,920,595	
584,950,086	24,805,439	949,508	134,599,082	745,304,115	26,029,757,900	

RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Tableau comparatif, par exercice, des recettes et des dépenses du budget voté et du budget réglé définitivement [A].

1° Modifications apportées législativement aux recettes et aux dépenses du budget voté.

EXERCICES.	EXCÉDENTS RÉSULTANT de la loi du budget		RECETTES									DÉPENSES.								
				MODIFICATIONS LÉGISLATIVES AU BUDGET VOTÉ									MODIFICATIONS LÉGISLATIVES AU BUDGET VOTÉ							
				Fonds départementaux et spéciaux.									Fonds départementaux et spéciaux.				Dépenses spéciales rattachées aux budgets.		
				Augmentations.		Réductions.		Crédits annulés.	Ressources rattachées aux spéciales budgets *.				Augmentations.		Réductions				
	en recette.	en dépense.	ÉVALUATIONS adoptées dans la loi du budget.	Plus-value des recettes.	Fonds reportés des exercices précédents.	Moins-value des recettes.	Fonds transportés aux exercices suivants.		Augmentations.	Réductions.	MONTANT RÉEL du budget voté. (Voir le tableau suivant.)	CRÉDITS ouverts par la loi du budget.	Crédits égaux aux plus-values des recettes.	Crédits égaux aux fonds reportés des exercices précédents.	provenant des moins-values de recettes.	Fonds transportés aux exercices suivants.	Augmentations.	Réductions.	MONTANT RÉEL du budget voté. (Voir le tableau suivant.)
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887	605,126	"	3,701,526,942	20,988,038	61,418,735	"	59,465,755	"	64,978,405	"	3,789,446,365	3,700,921,816	20,988,038	61,418,735	"	59,465,755	"	"	3,723,862,834
1888	567,934	"	3,543,030,861	789,749	59,465,755	"	60,446,158	"	165,257,589	"	3,708,097,796	3,542,462,927	789,749	59,465,755	"	60,446,158	"	"	3,542,272,273
1889	204,230	"	3,614,897,062	20,484,126	60,446,158	"	52,643,252	"	114,914,783	"	3,758,098,877	3,614,692,832	20,484,126	60,446,158	"	52,643,252	"	"	3,642,979,864
1890	396,246	"	3,677,286,628	8,153,018	52,643,252	"	50,046,177	"	93,961,351	"	3,781,998,072	3,676,890,382	8,153,018	52,643,252	"	50,046,177	"	"	3,687,640,475
1891	416,078	"	3,612,997,818	23,054,186	50,046,177	"	50,546,880	"	85,759,554	"	3,721,310,855	3,612,581,740	23,054,186	50,046,177	"	50,546,880	"	"	3,635,135,223
1892	337,778	"	3,706,268,438	36,659,290	50,546,880	"	"	"	78,769,368	"	3,872,243,976	3,705,930,660	36,659,290	50,546,880	"	"	"	"	3,793,136,830
1893	153,272	"	3,357,350,404	"	"	12,949	"	"	50,281,981	"	3,407,619,436	3,357,197,132	"	"	12,949	"	"	"	3,357,184,183
TOTAUX	2,680,664	"	25,213,358,153	110,128,407	334,566,957	12,949	273,148,222	"	743,923,031	"	26,038,815,377	25,210,677,489	110,128,407	334,566,957	12,949	273,148,222	"	"	25,382,211,682

Produits d'emprunts de toute nature non évalués au budget et montant des évaluations supplémentaires égales aux recettes réalisées sur divers produits dont la nomenclature figure seulement pour mémoire ou pour ordre au budget primitif.

Ce développement résume les modifications législatives ou administratives apportées aux prévisions du budget primitif lors du règlement de chaque exercice.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Suite du *Tableau comparatif, par exercice, des recettes et des dépenses du budget voté et du budget réglé définitivement.*

2° Modifications apportées par l'exécution des services aux recettes et aux dépenses du budget voté.

EXERCICES.	RECETTES.					DÉPENSES.			EXCÉDENT, POUR CHAQUE EXERCICE,		FONDS DISPONIBLES provenant des exercices précédents.	SITUATION DÉFINITIVE EN RÈGLEMENT D'EXERCICE.	
	BUDGET PRIMITIF (y compris les modifications développées dans le tableau qui précède).	RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services. (Voir le développement, pages 640 et 641)		TOTAL des recettes définitives.	BUDGET PRIMITIF (y compris les modifications développées dans le tableau qui précède.)	RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services. (Voir le développement, pages 642 à 649.)		TOTAL des dépenses définitives.	des recettes sur les dépenses.	des dépenses sur les recettes.		EXCÉDENTS de recettes formant ressources pour d'autres exercices et d'autres services.	EXCÉDENTS de dépenses formant découverts pour le Trésor.
		Augmentations.	Diminutions.			Augmentations.	Diminutions.						
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887	3,789,446,365	"	(a) 55,506,667	3,733,939,698	3,723,862,834	27,157,938	"	3,751,020,772	"	17,081,074	"	"	17,081,074
1888	3,708,097,796	(b) 32,467,587	"	3,740,565,383	3,542,272,273	151,096,494	"	3,693,368,767	47,196,616	"	"	47,196,616	"
1889	3,758,098,877	(c) 5,621,083	"	3,763,719,960	3,642,979,864	96,546,304	"	3,739,526,168	24,193,792	"	"	24,193,792	"
1890	3,781,998,072	(d) 50,526,220	"	3,832,524,292	3,687,640,475	57,031,362	"	3,744,671,837	87,852,455	"	"	87,852,455	"
1891	3,721,310,855	112,873,724	"	3,834,184,579	3,635,135,223	93,205,702	"	3,728,340,925	105,843,654	"	"	105,843,654	"
1892	3,872,243,976	39,725,101	"	3,911,969,077	3,793,136,830	128,772,006	"	3,921,908,836	"	9,939,759	"	"	9,939,759
1893	3,407,619,436	"	(e) 41,209,937	3,366,409,499	3,357,184,183	93,736,412	"	3,450,920,595	"	84,511,096	"	"	84,511,096
TOTAUX	26,038,815,377	241,213,715	96,716,604	26,183,312,488	25,382,211,682	647,546,218	"	26,029,757,900	265,086,517	111,531,929	"	265,086,517	111,531,929

(a) Y compris une somme de 33,352,096 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi du règlement de l'exercice 1887.
(b) Défalcation faite d'une somme de 7,768,314 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1888.
(c) Défalcation faite d'une somme de 7,421,853 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1889.
(d) Défalcation faite d'une somme de 15,091,773 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1890.
(e) Le budget sur ressources spéciales est supprimé à partir de l'exercice 1893.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Développement, par catégories principales, des augmentations et des diminutions de recettes.

EXERCICES.	IMPÔTS DIRECTS.		IMPÔTS ET REVENUS indirects.		PRODUITS DES MONOPOLES et exploitations industrielles de l'État.		PRODUITS ET REVENUS du domaine de l'État.		PRODUITS DIVERS du budget.		RECETTES D'ORDRE.		RECETTES EXCEPTIONNELLES.		RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services.		OBSERVATIONS.
	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations. (Recouvrements excédant les évaluations.)	Diminutions. (Évaluations excédant les recouvrements.)	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	"	1,807,468	"	13,794,025	2,194,541	"	"	6,936,255	"	1,246,261	"	618,366	53,263	"	"	(a)22,154,571	
1888	1,557,108	"	31,353,238	"	10,206,773	"	"	628,733	"	1,553,015	"	1,043,287	343,817	"	(b) 40,235,901	"	
1889	1,189,072	"	3,176,255	"	22,806,065	"	637,511	"	619,110	"	"	2,927,819	"	12,457,257	(c) 13,042,937	"	
1890	1,436,513	"	58,556,724	"	9,857,137	"	954,425	"	"	4,645,926	"	183,040	"	357,840	(d) 65,617,993	"	
1891	5,524,224	"	102,017,885	"	4,682,791	"	2,454,897	"	"	3,524,608	1,249,564	"	468,971	"	(e)112,873,724	"	
1892	4,218,352	"	35,777,191	"	10,449,863	"	"	9,387,210	"	3,235,117	1,902,022	"	"	"	39,725,101	"	
1893	776,763	"	"	38,718,887	5,417,465	"	"	6,679,664	"	1,090,768	2,290,232	"	"	3,205,078	"	(f)41,209,937	
TOTAUX	14,702,032	1,807,468	230,881,293	52,512,912	65,614,635	"	4,046,833	23,631,862	619,110	15,295,695	5,441,818	4,772,512	866,051	16,020,175	271,495,656	63,364,508	

(a) Non compris une somme de 33,352,096 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1887.
(b) Non compris une somme de 7,768,314 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1888.
(c) Non compris une somme de 7,421,854 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1889.
(d) Non compris une somme de 15,091,773 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1890.
(e) Le budget extraordinaire est supprimé à partir de l'exercice 1891.
(f) Le budget sur ressources spéciales est supprimé à partir de l'exercice 1893.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et de crédits annulés (*).

EXERCICES.	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. SERVICE ORDINAIRE.		MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. SERVICE DES PROTECTORATS.		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. SERVICE DE L'INTÉRIEUR.		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. SERVICE PÉNITENTIAIRE.		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. GOUVERNEMENT GÉNÉRAL de l'Algérie.		MINISTÈRE DES FINANCES.		TOTAL (À REPORTER).		OBSERVATIONS.
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	r.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	674,933	127,681	2,104,290	1,096,093	15,291,411	5,105,673	2,360,572	937,778	"	"	267,985	321,837	19,990,638	26,066,287	40,689,829	33,655,349	(*) La colonne des *crédits accordés* comprend ceux qui ont été ouverts pour dépenses d'exercices clos. Conséquemment, celle des *crédits annulés* présente non seulement le montant des annulations définitives, mais aussi les crédits annulés pour dépenses restant à payer à la clôture de chaque exercice. Les suppléments de crédits se présentent en annulation chaque fois que les crédits transportés aux exercices suivants, en vertu d'autorisations législatives, sont supérieurs aux crédits ouverts.
1888	153,511	307,066	2,521,089	771,320	5,087,000	2,696,605	1,311,384	2,723,245	"	"	929,625	181,127	14,650,176	30,490,133	24,652,785	37,169,496	
1889	515,247	432,264	2,423,866	945,195	535,000	54,575	3,959,347	4,044,126	510,000	584,988	507,391	132,021	15,432,002	37,057,300	23,882,853	43,250,469	
1890	129,165	469,628	2,685,537	331,500	726,783	17,879	9,762,642	2,096,561	"	"	310,326	69.940	7,186,859	52,851,510	20,801,312	55,837,018	
1891	77,316	275,275	1,561,415	275,217	1,673,500	1,166,540	7,930,088	1,496,547	"	"	1,585,888	97,716	8,755,843	39,177,685	21,584,050	42,488,980	
1892 France	277,112	164,123	542,963	338,456	1,110,000	574,605	4,485,799	2,719,151	"	"	"	"	27,587,426	25,198,027	34,003,300	28,994,362	
1892 Algérie	127,616	45,923	"	"	"	"	80,959	73,552	"	"	695,742	555,852	159,081	204,939	1,063,398	880,266	
1892 Total	404,728	210,046	542,963	338,456	1,110,000	574,605	4,566,758	2,792,703	"	"	695,742	555,852	27,746,507	25,402,966	35,066,698	29,874,628	
1893 France	414,089	122,703	853,578	239,691	"	225,042	4,342,084	1,769,236	"	"	"	"	23,526,770	21,946,387	29,136,521	24,303,059	
1893 Algérie	186,606	95,983	"	"	"	"	233,500	68,505	"	"	326,601	405,433	661,266	363,116	1,407,973	933,037	
1893 Total	600,695	218,686	853.578	239,691	"	225,042	4.575,584	1,837,741	"	"	326,601	405,433	24,188,036	22,309,503	30,544,494	25,236,096	
Totaux	2,555,595	2,040,646	12.692,738	3,997,472	24,423,694	9,840,919	34,466,375	15.928,701	510,000	584,988	4,623,558	1,763,926	117,950,061	233,355,384	197,222,021	267,512,036	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Suite du *Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et de crédits annulés* (*).

EXERCICES.	REPORT D'AUTRE PART.		MINISTÈRE DE LA GUERRE. 1re SECTION. Service ordinaire.		MINISTÈRE DE LA GUERRE. 2e SECTION. Dépenses extraordinaires.		MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. Service marine.		MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. Service colonial.		MINISTÈRE DES COLONIES.	
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887....	40,689,829	33,655,349	12,326,845	12,474,255	"	"	15,568,897	4,307,996	3,244,326	1,289,681	"	"
1888....	24,652,785	37,169,496	18,299,935	7,660,235	"	"	570,060	2,478,000	"	"	"	"
1889....	23,882,853	43,250,469	18,638,687	3,450,955	"	"	3,740,851	9,672,790	"	"	"	"
1890....	20,801,312	55,837,018	30,607,046	6,704,158	"	"	2,978,857	1,492,708	"	"	"	"
1891....	21,584,050	42,488,980	25,735,298	7,764,925	33,991,718	18,724,569	22,548,417	2,123,605	18,248,980	3,119,195	"	"
1892 France.	34,003,300	28,994,362	22,130,374	6,639,892	21,908,113	5,327,242	36,566,666	2,984,502	"	"	"	"
1892 Algérie.	1,063,398	880,266	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1892 Total.	35,066,698	29,874,628	22,130,374	6,639,892	21,908,113	5,327,242	36,566,666	2,984,502	"	"	"	"
1893 France.	29,136,521	24,303,059	24,298,347	14,281,394	8,685,705	3,779,132	562,755	2,717,242	"	"	(a) 10,787,539	5,080,517
1893 Algérie.	1,407,973	933,037	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1893 Total.	30,544,494	25,236,096	24,298,347	14,281,394	8,685,705	3,779,132	562,755	2,717,242	"	"	10,787,539	5,080,517
Totaux.	197,222,021	267,512,036	152,036,532	58,975,814	64,585,536	27,830,943	82,536,503	25,776,852	21,493,306	4,408,876	10,787,539	5,080,517

(a) Le Ministère des colonies a été créé par la loi du 20 mars 1894.

EXERCICES.	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. Instruction publique.		MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. Beaux-arts.		SERVICE DES CULTES.		MINISTÈRE DU COMMERCE et DE L'INDUSTRIE.		TOTAL (À REPORTER).		OBSERVATIONS.
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Augmentations.	Diminutions.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887....	3,967,838	2,940,813	8,229,244	945,332	294,316	721,305	6,095,655 (a)	1,861,467 (a)	90,416,950	58,196,198	(*) La colonne des *crédits accordés* comprend ceux qui ont été ouverts pour dépenses d'exercices clos. Conséquemment, celle des *crédits annulés* présente non seulement le montant des annulations définitives, mais aussi les crédits annulés pour dépenses restant à payer à la clôture de chaque exercice. Les suppléments de crédits se présentent en annulation chaque fois que les crédits transportés aux exercices suivants, en vertu d'autorisations législatives, sont supérieurs aux crédits ouverts. (a) Y compris les crédits afférents aux services des colonies et des postes et des télégraphes rattachés au ministère du commerce par les décrets des 12 janvier et 23 mars 1889. (b) Y compris les crédits afférents au service des postes et télégraphes. (c) Savoir : Commerce et Postes.... 14,402,620 Colonies .. 15,272,086 — 29,674,706 (d) Savoir : Commerce et Postes.... 6,453,691 Colonies.. 5,369,414 — 11,823,105
1887....	6,079,262	5,573,351	2,215,416	661,766	247,820	887,287	25,465,827 (a)	5,379,901 (a)	77,531,105	59,810,045	
1888....	5,847,769	5,362,265	4,563,138	1,428,617	312,404	998,129	36,165,758 (a)	6,786,467	93,151,460	70,949,692	
1889....	13,882,783	2,021,310	418,199	22,826	436,568	1,051,236	26,281,542 (b)	4,802,020 (b)	95,406,307	71,931,276	
1890....	5,968,263	1,962,946	168,471	20,455	254,768	1,063,741	9,060,113	3,534,632	137,560,078	80,803,048	
1891....	1,882,938	1,684,200	262,523	80,237	244,112	1,027,312	(c) 29,674,706	(d) 11,823,105	146,672,732	58,560,852	
1892 France.	Add. 211,455	349,101	17,800	4,101	"	34,341	70,181	254,097	939,924	1,521,906	
1892 Algérie.											
1892 Total.	1,671,483	2,033,301	280,323	84,338	244,112	1,061,653	29,744,887	12,077,202	147,612,656	60,082,758	
1893 France.	838,476	1,898,760	779,657	150,844	369,055	1,398,608	17,007,374	5,924,228	92,465,429	59,533,784	
1893 Algérie.	502,823	768,046	23,000	17,501	86,930	48,961	35,595	143,953	2,056,321	1,911,498	
1893 Total.	1,341,299	2,666,806	802,657	168,345	455,985	1,447,569	17,042,969	6,068,181	94,521,750	61,445,282	
Totaux.	38,758,697	22,560,792	16,677,448	3,331,679	2,245,973	7,230,920	149,856,751	40,509,870	736,200,306	463,218,299	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Suite du *Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et des crédits annulés* (*).

EXERCICES.	REPORT D'AUTRE PART.		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. SERVICE ORDINAIRE.		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. BÂTIMENTS CIVILS.		TOTAL DU BUDGET ORDINAIRE (à reporter).		OBSERVATIONS.
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	90,416,950	58,196,198	1,881,231	4,353,745	1,552,123	3,818,598	1,910,713	1,382,331	"	"	95,761,017	67,750,872	
1888	77,531,105	59,810,045	8,307,758	3,711,635	3,469,306	1,220,368	63,077,661	4,060,504	"	"	152,385,830	68,802,552	(*) La colonne des crédits accordés comprend ceux qui ont été ouverts pour dépenses sur exercices clos. Conséquemment, celle des crédits annulés présente non seulement le montant des annulations définitives, mais aussi les crédits annulés pour dépenses restant à payer à la clôture de chaque exercice. Les suppléments de crédits se présentent en annulation chaque fois que les crédits transportés aux exercices suivants, en vertu d'autorisations législatives, sont supérieurs aux crédits ouverts.
1889	93,151,460	70,949,692	3,764,349	2,129,209	35,312,574	5,439,687	26,503,931	8,366,194	"	"	158,732,314	86,884,782	
1890	95,406,307	71,931,276	2,017,741	1,918,653	5,143,574	5,797,680	45,649,823	4,323,241	605,202	136,610	148,822,647	84,107,460	
1891	137,560,078	80,803,048	1,220,809	2,240,127	4,459,944	4,317,101	45,161,545	7,836,398	"	"	188,402,376	95,196,674	
1892 France	146,672,732	58,560,852	3,457,451	2,578,311	3,703,971	563,166	42,755,518	6,386,149	"	"	196,589,672	68,088,478	
1892 Algérie	939,924	1,521,906	24,265	336,916	96,408	80,069	1,348 624	199,518	"	"	2,409,221	2,138,409	
1892 Total	147,612,656	60,082,758	3,481,716	2,915,227	3,800,379	643,235	44,104,142	6,585,667	"	"	198,998,893	70,226,887	
1893 France	92,465,429	59,533,784	11,837,561	4,841,538	6,130,282	4,145,458	49,931,434	3,898,951	"	"	160,364,706	72,419,731	
1893 Algérie	2,056,321	1,911,498	75,740	405,131	93,103	48,612	6,217,817	286,303	"	"	8,442,981	2,651,544	
1893 Total	94,521,750	61,445,282	11,913,301	5,246,669	6,223,385	4,194,070	56,149,251	4,185,254	"	"	168,807,687	75,071,275	
Totaux	736,200,306	463,218,299	32,586,905	22,515,265	59,961 285	25,430,739	282,557,066	36,739,589	605,202	136,610	1,111,910,764	548,040,502	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Suite du *Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et de crédits annulés* (*).

EXERCICES.	REPORT D'AUTRE PART.		BUDGET EXTRAORDINAIRE.								TOTAL du budget extraordinaire.		BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.						TOTAUX		RÉSULTAT DÉFINITIF DE L'EXÉCUTION des services.	
			MINISTÈRE de la guerre.		MINISTÈRE de la marine.		MINISTÈRE de l'instruction publique et des beaux-arts.		MINISTÈRE des travaux publics.				MINISTÈRE des finances.		MINISTÈRE de l'agriculture.		TOTAL DU BUDGET sur ressources spéciales.					
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	des SUPPLÉMENTS de crédits.	DES CRÉDITS annulés.	Augmentations.	Diminutions.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887	95,761,017	67,750,872	A déduire. 54,910,555	7,271,227	"	19,231,173	954,804	440,199	86,304,179	6,469,497	32 348,428	33,352,096	"	"	151,461	"	151,461	"	128,260,906	101,102,968	27,157,938	"
1888	152,385,830	68,802,552	76,052,587	6,615,045	A déduire. 1,518,000	1,150,386	239,804	2,883	"	"	74,774,391	7,768,314	507,139	"	"	"	507,139	"	227,667,360	76,570,866	151,096,494	"
1889	158,732,314	86,884,782	31,920,625	7,419,834	"	"	200,000	2,019	"	"	32,120,625	7,421,853	"	"	"	"	"	"	190,852,939	94,306,635	96,546,304	"
1890	148,822,647	84,107,460	7,407,948	15,091,773	"	"	"	"	"	"	7,407,948	15,091,773	"	"	"	"	"	"	156,230,595	99,199,233	57,031,362	"
1891	188,402,376	95,196,674	"	"	"	"	"	"	"	"	(A)	(A)	"	"	"	"	"	"	188,402,376	95,196,674	93,205,702	"
1892 France	196,589,672	68,088,478	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	196,589,672	68,088,478	128,501,194	"
1892 Algérie	2,409,221	2,138,409	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,409,221	2,158,409	270,812	"
1892 Total	198,998,893	70,226,887	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	198,998,893	70,226,887	128,772,006	"
1893 France	160,364,706	72,419,731	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	(B) "	"	"	"	"	"	160,364,706	72,419,731	87,944,975	"
1893 Algérie	8,442,981	2,651,544	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	8,442,981	2,651,544	5,791,437	"
1893 Total	168,807,687	75,071,275	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	168,807.687	75,071,275	93,736,412	"
Totaux	1,111,910,764	548,040,502	60,470,605	36,397,879	A déduire : 1,518,000	20,381,559	1,394,608	445,101	86,304,179	6,409,497	146,651,392	63,634,036	507,139	"	151,461	"	658,600	"	1,259,220,756	611,674,538	647,546,218	"

(*) La colonne des crédits accordés comprend ceux qui ont été ouverts pour dépenses d'exercices clos. Conséquemment, celle des crédits annulés présente non seulement le montant des annulations définitives, mais aussi les crédits annulés pour dépenses restant à payer à la clôture de chaque exercice.

Les suppléments de crédits se présentent en annulation chaque fois que les crédits transportés aux exercices suivants, en vertu d'autorisations législatives, sont supérieurs aux crédits ouverts.

(A) Le budget extraordinaire est supprimé à partir de l'exercice 1891.

(B) Le budget sur ressources spéciales est supprimé à partir de l'exercice 1893.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1893.

Développement sur les ressources exceptionnelles et extraordinaires attribuées aux budgets de 1887 à 1893.

EXERCICES.	NATURE DES RESSOURCES.	MONTANT DES RESSOURCES par nature.	MONTANT DES RESSOURCES par exercice.
		fr.	fr.
	RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.		
1887	Remboursement par le Gouvernement d'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	880,207	9,360,278
	Reliquat de produit de l'emprunt de 350 millions. (Émission de 1884.)	255,521	
	Prélèvement sur le prêt de la Banque de France pour faire face à une partie des dépenses de l'Exposition universelle de 1889	3,311,550	
	Indemnités à répartir par le Gouvernement français sur les fonds versés par le Gouvernement malgache pour réparation de dommages causés à divers	4,913,000	
1888	Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	1,150,762	13,515,531
	Prélèvement sur le produit de l'emprunt de 500 millions. (Émission de 1886.)	730,171	
	Prélèvement sur le prêt de 80 millions de la Banque de France pour faire face à une partie des dépenses de l'Exposition universelle de 1889. (Loi du 1er mai 1886.)	9,131,295	
	Indemnités à répartir par le Gouvernement français sur les fonds versés par le Gouvernement malgache pour réparation de dommages causés à divers	2,422,000	
	Part contributive du Gouvernement des États-Unis dans les dépenses de la commission franco-américaine	81,303	
1889	Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	829,688	4,661,340
	Prélèvement sur le prêt de la Banque de France pour faire face à une partie des dépenses de l'Exposition universelle de 1889	13,450	
	Indemnités à répartir par le Gouvernement français sur les fonds versés par le Gouvernement malgache pour réparation de dommages causés à divers	508,217	
	Prélèvement sur le produit de l'emprunt de 500 millions. (Émission de 1886.)	638,506	
	Produit de la conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0	1,515,000	
	Produit de l'émission des obligations du Trésor à court terme. (Émission de 1887.)	699,888	
	Avances de la Caisse des dépôts et consignations pour le rachat et la mise en état de bon fonctionnement des réseaux téléphoniques	456,591	
1890	Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	409,105	7,635,88[illegible]
	Indemnités à répartir par le Gouvernement français sur les fonds versés par le Gouvernement malgache pour réparation de dommages causés à divers	726,783	
	Avances de la Caisse des dépôts et consignations pour le rachat et la mise en état de bon fonctionnement des réseaux téléphoniques	6,500,000	"
1891	Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	1,215,915	60,542,6[illegible]
	Reliquat disponible de l'emprunt de 500 millions	2,840,087	
	Reliquat disponible sur le produit des obligations du Trésor à court terme. (Exercice 1885.)	148,549	
	Reliquat disponible sur le produit des obligations du Trésor à court terme. (Exercice 1887.)	23,439,401	"
	Produit de l'émission de rentes 3 p. 0/0. (Exercice 1891.)	28,150,000	
	Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)	4,218,734	"
	Indemnités à répartir par le Gouvernement français sur les fonds versés par le Gouvernement malgache pour réparation de dommages causés à divers	530,000	
1892	Produit de l'emprunt de 500 millions en rente 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)	1,533,782	20,979,856
	Produit de l'émission de rente 3 p. 0/0. (Émission de 1891.)	18,546,074	
	Indemnités à répartir par le Gouvernement français sur les fonds versés par le Gouvernement malgache pour réparation de dommages causés à divers	900,000	
1893	Reliquat de la subvention extraordinaire de la subvention allouée par la loi du 3 juillet 1880 pour les constructions scolaires. (Enseignement secondaire.)	1,798,357	8,187,859
	Excédent des recettes de l'ancien budget des dépenses sur ressources spéciales	1,149,628	
	Reliquat du produit de l'émission de rentes 3 p. 0/0. (Émission 1891.)	4,145,295	
	Excédent des recettes sur les dépenses du budget annexe des téléphones de l'exercice 1892	662,691	
	Versement des compagnies d'assurances à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique	31,888	
	Prélèvement sur le reliquat du produit de la tombola de l'Exposition universelle de 1879	400,000	
	TOTAL	.....	124,883,438

EXERCICES.	NATURE DES RESSOURCES.	MONTANT DES RESSOURCES par nature.	MONTANT DES RESSOURCES par exercice.
		fr.	fr.
	RESSOURCES DU BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
1887	Produit d'émissions d'obligations du Trésor public à court terme. (Émission de 1885.)	12 517,210	275,405,732
	Produit d'émissions d'obligations du Trésor public à court terme. (Émission de 1887.)	100,963,748	
	Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France	514,606	
	Produit de l'emprunt de 500 millions en rente 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)	74,155,858	
	Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rente 3 p. 0/0	6,750,000	
	Produit de fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883	41,009,081	
	Produit des fonds de concours versés par divers pour travaux publics extraordinaires	39,495,229	
1888	Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Émission de 1887)	43,540,000	160,256,077
	Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France	236,921	
	Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)	47,440,067	
	Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0	67,885,633	
	Produits des fonds de concours versés par divers pour travaux publics extraordinaires	1,153,456	
1889	Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Émission de 1887.)	2,766,363	163,253,131
	Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Émission de 1889.)	45,713,628	
	Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France	197,980	
	Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)	15,123,554	
	Versement de la ville de Paris	846,000	
	Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0	96,977,298	
	Produit des fonds de concours versés par divers pour travaux extraordinaires	1,628,308	
1890	Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Émission de 1889.)	36,894,414	146,389,175
	Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)	2,437,521	
	Produit de l'émission de rentes 3 p. 0/0. (Loi du 24 décembre 1890.)	103,713,459	
	Produit des fonds de concours versés par divers pour travaux extraordinaires	3,343,781	
1891	Le budget extraordinaire est supprimé à partir de l'exercice 1891	"	"
	TOTAL	.....	745,304,115

BILAN ET SITUATION GÉNÉRALE

DE

L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

NOTE

SUR

LE BILAN ET LA SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES.

La situation générale de l'Administration des finances présente, par branche de service, le résultat des opérations développées dans les comptes des *Revenus*, des *Dépenses* et de *Trésorerie*, et qui ont produit l'*actif* et le *passif* de l'Administration des finances au 1er janvier 1895.

Les termes d'*actif* et de *passif* sont employés ici dans l'acception spéciale qu'ils ont en comptabilité. *L'actif* se compose des soldes des comptes *débiteurs*, soit qu'il s'agisse de comptes de correspondants dont le montant constitue une véritable créance de l'État, soit qu'il s'agisse de comptes de budgets réglés en excédent de dépense, ou de tout autre compte débiteur. *Le passif* représente les soldes des comptes *créditeurs*, aussi bien des comptes dont le montant représente une dette de l'État, que des comptes de budgets réglés en excédent de recettes ou de tout autre compte créditeur.

Le premier tableau (pages 658 à 659) est un bilan dans la forme d'une balance commerciale et fait ressortir en résumé, d'une part, les soldes débiteurs (actif), d'autre part, les soldes créditeurs (passif) des comptes ouverts au grand-livre de la direction générale de la comptabilité publique. Ce bilan fait connaître la situation au 1er janvier 1894, telle qu'elle ressort du compte général de 1893, les opérations de recettes et de dépenses de l'année 1894 et la situation au 1er janvier 1895.

Les résultats du bilan sont ensuite présentés avec plus de détails dans un second tableau (pages 660 et 661).

Suite de la *Note sur le bilan et la situation générale de l'Administration des finances.*

A la suite de cette situation du Trésor, *telle qu'elle résulte des écritures des comptables*, il en a été établi une seconde faisant connaître l'actif et le passif *réels* du Trésor, c'est-à-dire la situation ramenée à ce qu'elle serait effectivement si les opérations constatées à des comptes provisoires étaient régularisées, si les opérations portées à la fois pour ordre à un compte créditeur et à un compte débiteur étaient compensées, si enfin le vote des lois de règlement des budgets déjà réglés administrativement avait permis de reporter dans les écritures les résultats définitifs des exercices terminés (pages 666 et 667).

Toutes les modifications apportées aux chiffres du premier tableau (*Situation résultant des écritures des comptables*) pour établir le second (*Situation réelle*), ainsi que les motifs de ces modifications, sont indiquées pages 668 à 689, et récapitulées page 690.

Des développements sur les principaux comptes qui figurent soit à l'actif, soit au passif du Trésor, notamment sur les services spéciaux, sont donnés aux pages 693 à 778.

Enfin, un dernier tableau (pages 792 et 793) présente, par nature de créances, les résultats des mouvements de la dette flottante du Trésor, pendant l'année 1894, qui ressortent de la comparaison de cette dette au 31 décembre 1893 avec celle existant au 31 décembre 1894.

BILAN ET SITUATION GÉNÉRALE

DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

TELS QU'ILS RÉSULTENT

DES ÉCRITURES DES COMPTABLES.

BILAN DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES,

PRÉSENTANT LA SITUATION AU 1ER JANVIER 1894, LES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894 ET LA SITUATION AU 1ER JANVIER 1895.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	ACTIF.			PASSIF.			SITUATION AU 1er JANVIER 1895.		OBSERVATIONS.
	EXCÉDENTS de dépenses au 1er janvier 1894.	DÉPENSES de l'année 1894.	TOTAL des dépenses.	EXCÉDENTS de recettes au 1er janvier 1894.	RECETTES de l'année 1894.	TOTAL des recettes.	ACTIF.	PASSIF.	
	fr. c.	fr. c.	r. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
SERVICE DES BUDGETS	404,026,025 29	3,481,848,279 98	3,885,874,305 27	251,921,869 60	3,456,499,879 31	3,708,421,748 91	472,246,996 70	294,794,440 34	
							177,452,556f 36c		
SERVICES DE TRÉSORERIE.									
Services spéciaux du Trésor	5,286,599,438 80	1,024,889,648 48	6,311,489,087 28	542,429,574 26	871,710,543 28	1,414,140,117 54	5,424,170,121 59	526,821,151 85	
							4,897,348,969f 74c		
DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR SUR LE SERVICE DES BUDGETS	459,383,138 04	"	459,383,138 04	"	"	"	459,383,138 04	"	
							459,383,138f 04c		
CRÉANCES PASSIVES.									
Effets à payer	6,584 96	1,907,715,064 77	1,907,721,649 73	5,194,397,940 68	1,976,657,858 54	7,171,055,799 22	6,584 96	5,263,340,734 45	
Correspondants du Trésor	534,446,524 88	8,265,033,277 83	8,799,479,802 71	2,067,100,668 79	8,484,849,745 00	10,551,950,413 79	570,682,132 11	2,323,152,743 19	
Correspondants des comptables des finances	139,049,692 99	10,289,818,578 20	10,428,868,271 19	396,093,785 36	10,069,896,703 49	10,465,990,488 85	154,219,261 14	191,341,478 80	
Fonds particuliers des comptables des finances	27,068 15	873,287,147 24	873,314,215 39	58,990,508 90	878,323,096 70	937,313,605 60	77,966 00	64,077,356 21	
Totaux des créances passives	673,529,870 98	21,335,854,068 04	22,009,383,939 02	7,716,582,903 73	21,409,727,403 73	29,126,310,307 46	724,985,944 21	7,841,912,312 65	
							7,116,926,368f 44c		
CRÉANCES ACTIVES.									
Avances pour divers services	378,257,397 64	585,600,373 32	963,857,770 96	375,000 00	585,807,922 05	586,182,922 05	377,674,848 91	"	
Débets de comptables	847,099 75	97,794 48	944,894 23	"	74,636 27	74,636 27	870,257 96	"	
Créances litigieuses	9,857 53	"	9,857 53	"	"	"	9,857 53	"	
Totaux des créances actives	379,114,354 92	585,698,167 80	964,812,522 72	375,000 00	585,882,558 32	586,257,558 32	378,554,964 40	"	
							378,554,964f 40c		
MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES	28,650,100 94	9,879,314,609 08	9,907,964,710 02	8,915,299 14	9,877,529,031 65	9,886,444,330 79	31,829,015 70	10,308,636 47	
							21,520,379f 23c		
Totaux des services de trésorerie	6,827,276,903 68	32,825,756,493 40	39,653,033,397 08	8,268,302,777 13	32,744,849,536 98	41,013,152,314 11	7,018,923,183 94	8,379,042,100 97	
							1,360,118,917f 03c		
Totaux généraux	7,231,302,928 97	36,307,604,773 38	43,538,907,702 35	8,520,224,646 73	36,201,349,416 29	44,721,574,063 02	7,491,170,180 64	8,673,836,541 31	
							1,182,666,360f 67c		
VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE	1,288,921,717 76	.....	.....	"	.....	.....	1,182,666,360 67	"	
	8,520,224,646 73			8,520,224,646 73			8,673,836,541 31	8,673,836,541 31	

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

Tableau de l'Actif et du Passif du Trésor public, tels qu'ils résultent des opérations des Comptables des finances.

ACTIF.

BUDGETS EN EXCÉDENT DE DÉPENSES			472,246,996f 70c
SERVICES SPÉCIAUX DÉBITEURS			5,424,170,121 59
DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR			459,383,138 04
CRÉANCES ACTIVES.			
AVANCES POUR DIVERS SERVICES		377,674,848f 91c	378,554,964 40
DÉBETS DE COMPTABLES		870,257 96	
CRÉANCES LITIGIEUSES		9,857 53	
ATTÉNUATION DES CRÉANCES PASSIVES.			
EFFETS À PAYER.			
Mandats		6,584f 96c	724,985,944 21
CORRESPONDANTS DU TRÉSOR. (Soldes momentanément débiteurs.)			
Divers services publics	495,959,617f 39c	570,682,132 11	
Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	34,509,428 14		
Divers correspondants	40,213,086 58		
CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES.			
Trésoriers-payeurs généraux	119,446,993f 62c	154,219,261 14	
Caissier-payeur central du Trésor public	902,720 14		
Payeur central de la Dette publique	846,763 79		
Payeurs des armées	261,005 91		
Agents comptables des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires	1,850,428 36		
Trésoriers-payeurs en Algérie	8,129,929 95		
Trésoriers-payeurs des colonies	22,781,419 37		
Soldes momentanément débiteurs des FONDS PARTICULIERS des comptables des finances		77,966 00	
Soldes débiteurs des MOUVEMENTS DE FONDS entre les comptables des finances			31,829,015 70
VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE.			
Receveurs des impôts et revenus indirects		55,510,085f 49c	1,182,666,360 67
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne		647,900,427 08	
Trésoriers-payeurs généraux		24,466,132 79	
Caissier-payeur central du Trésor public		351,236,424 81	
Payeur central de la Dette publique		36,098,722 64	
Payeurs des armées		2,790,843 03	
Agents comptables des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires		152,254 73	
Comptables des finances en Algérie		25,699,163 91	
Trésoriers-payeurs des colonies		38,812,306 19	
TOTAL DE L'ACTIF			8,673,836,541 31

PASSIF.

BUDGETS EN EXCÉDENT DE RECETTES			294,794,440f 34c
SERVICES SPÉCIAUX CRÉDITEURS			526,821,151 85
CRÉANCES PASSIVES.			
EFFETS À PAYER.			
Bons du Trésor	356,883,275f 80c	5,263,340,734f 45c	7,841,912,312 65
Annuités, bons et obligations	4,887,595,657 02		
Traites	17,176,963 37		
Mandats	1,684,838 26		
CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.			
Divers services publics	1,458,201,388f 52c	2,323,152,743 19	
Établissements particuliers	23,153,573 54		
Fonds à rembourser à divers	1,699,099 50		
Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	76,386,523 95		
Divers correspondants	763,712,157 68		
CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES.			
Trésoriers-payeurs généraux	57,999,595f 70c	191,341,478 80	
Caissier-payeur central du Trésor public	61,025,953 61		
Payeur central de la Dette publique	36,069,862 40		
Payeurs des armées	50,924 69		
Agents comptables des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires	4,682,692 05		
Trésoriers-payeurs en Algérie	520,095 51		
Trésoriers-payeurs des colonies	30,992,354 84		
FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES DES FINANCES		64,077,356 21	
AUGMENTATION DES CRÉANCES ACTIVES.			
Soldes créditeurs des MOUVEMENTS DE FONDS entre les comptables des finances			10,308,636 47
TOTAL DU PASSIF			8,673,836,541 31

Suite de la **SITUATION DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.**

Développement des VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE *existant chez les Comptables au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.	DÉSIGNATION DES VALEURS.				CAISSE.	PORTEFEUILLE	TOTAUX PAR CLASSE de comptables.
Receurs des revenus indirects. — Receveurs de l'enregistrement du timbre et des domaines.	Numéraire				406,396f 37c	"	406,396f 37c
Receveurs des douanes	Numéraire				"	903,954 33	4,168,282 10
	Traites de douanes sur Paris			333,109 31			
	Traites de douanes sur les départements			571,801 31			
	Effets divers représentant des valeurs réelles			76,482 08	"	3,264,327f 77c	
	Quittances de droits garantis par soumissions cautionnées			2,282,935 07			
	Traites en souffrance			"			
Receveurs des contributions indirectes	Numéraire				1,399,773 15	"	3,919,396 77
	Obligations des redevables des contributions indirectes				"	2,519,623 62	
Receveurs des postes et des télégraphes	Numéraire				13,329,994 95	"	47,016,010 25
	Valeurs diverses				"	33,686,015 30	
	TOTAL				16,040,118 80	39,469,966 69	55,510,085 49
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	Valeurs françaises appartenant à la Caisse nationale d'épargne				"	646,337,311 60	647,900,427 08
	Rentes achetées pour le compte des déposants				"	1,559,667 48	
	Timbres-épargne en excédent				"	3,448 00	
Trésoriers-payeurs généraux des finances. — Numéraire	en caisse	2,972,093f 04c	VALEURS APPARTENANT aux trésoriers généraux.	VALEURS APPARTENANT au Trésor.	TOTAL.		
			2,972,093f 04c	"	2,972,093f 04c	4,643,085 14	"
	déposé à la Banque	"					
Caisse de réserve (Corse)			"	1,670,992f 10c	1,670,992 10		
Traites d'adjudicataires de bois de l'État en souffrance			153,067 41	"	153,067 41		
Bordereaux et titres de valeurs françaises achetées ou échangées			2,372,745 83	"	2,372,745 83		
Titres du Crédit foncier à remettre à divers			801,057 40	"	801,057 40		
Traites de douanes et obligations des redevables des contributions indirectes en souffrance			"	"	"		24,466,132 79
Bons du trésor remis par le caissier central			"	372,800 00	372,800 00		
Certificats provisoires de rentes 3 p. o/o			"	27 00	27 00		
Obligations des redevables des contributions indirectes remises par le caissier central			"	549,473 00	549,473 00		
Valeurs représentatives			"	292,451 64	292,451 64		
Traites d'adjudicataires de coupes de bois remises par le caissier central			"	15,589 00	15,589 00		
Traites d'adjudic. de coupes de bois de l'État			"	"	"	"	19,823,047 65
Traites de coupes ordinaires de bois des communes et des établissements publics			"	4,646,978 40	4,646,978 40		
Traites de coupes extraordinaires de bois des communes et des établissements publics			"	6,140,117 55	6,140,117 55		
Traites de douanes remises par le caissier central			"	778,505 60	778,505 60		
Titres de rentes remis par le caissier du Trésor et la Chambre syndicale			"	2,956,909 45	2,956,909 45		
Titres de rentes sur l'État à échanger			"	919 00	919 00		
Titres de rentes remis par la Dette inscrite			"	72,168 00	72,168 00		
Valeurs inactives en dépôt à la caisse centrale			"	"	"		
Inscriptions de rentes appartenant aux communes de la Seine			"	448,702 00	448,702 00		
Bons de liquidation remis par le caissier du Trésor			"	"	"		
Titres de rentes 3 1/2 p. o/o pr de la conversion			"	221,536 37	221,536 37		
			6,298,963 68	18,167,169 11	24,466,132 79		
	A reporter					20,683,203 94	707,193,441 42	727,876,645 36

DÉSIGNATION des COMPTABLES.	DÉSIGNATION DES VALEURS.			CAISSE.	PORTEFEUILLE	TOTAUX PAR CLASSE de comptables.
	Report			20,683,203f 94c	707,193,441f 42c	727,876,645f 36c
Caissier-payeur central du Trésor public.	Valeurs existant au Trésor			12,353,292f 79c		
	Numéraire en dépôt à la Banque de France			169,598,196 65	236,826,314 09	"
	Numéraire en dépôt à la Banque d'Algérie			54,874,824 65		
	Valeurs diverses de portefeuille.	Effets de commerce sur Paris		36,993 63		
		Traites de douanes sur Paris		3,220,650 49		
		Obligations des redevables des contributions indirectes (Paris)		6,378,932 00		
		Effets en souffrance		500 00		
		Traites concernant les alcools		5,856 93		
		Traites de douanes sur les départements		6,060,110 25		
		Traites d'octroi de mer		180,467 81		
		Traites d'adjudicataires de coupes de bois de l'État		19,210,055 95		
		Obligations des redevables des contributions indirectes (départements)		8,899,231 00	"	53,384,157 11
		Valeurs appartenant au Trésor		2,084,699 33		
		Quittances d'arrérages de rentes départementales à payer à Paris		11,819 25		
		Valeurs à recouvrer dans les départements ou les colonies p/c de divers		110,810 58		
		Valeurs représentatives des payements faits p/c du Trésor		548,217 44		351,236,424 81
		Valeurs diverses		6,635,818 45		
	Valeurs inactives.	Inscriptions de rentes affectées à des cautionnements		1,302,837 00		
		Inscriptions de rentes au porteur. (Achats.)		29,461 00		
		Inscriptions de rentes 3 p. o/o provenant de la conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o		4 00		
		Valeurs déposées pour différents motifs	Inscriptions de rentes	5,455,635 47		
			Titres et effets divers	6,427,587 51		
		Valeurs affectées à des cautionnements	Rentes au porteur	407 00		
			Titres et effets divers	13,228 15		
		Valeurs au porteur de diverses origines	Inscriptions de rentes	81,645 02		
			Titres et effets divers	14,003,179 34		
		Certificats de l'émission de 3 p. o/o (1891)	à émettre	141 00		
			à convertir en inscription de rentes	5 00		
		Rentes 3 p. o/o à émettre	Émission de 1886	134 00		
			Émission de 1887. (Conversion.)	273 00		
			Émission de 1891	133 00	"	61,025,953 61
		Valeurs du Trésor déposées en échange de certificats nominatifs		29,598,500 00		
		Obligations départementales déposées en échange de certificats nominatifs		4,058,000 00		
		Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités à émettre	Émission de 1881	30 00		
			Émission de 1884	90 00		
		Certificats de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. o/o amortissables	à émettre	117 00		
		Legs Giffard, s/c d'inscriptions de rentes		49,925 00		
		Certificats d'emprunts liquidés et non échangés		285 00		
		Promesses de rente à liquider (départements) conversion 4 1/2 p. o/o 1894		2,989 12		
		Inscriptions de rentes 3 1/2 p. o/o [conversion 1894] à émettre (Paris)		1,347 00		
	A reporter			257,509,518 03	821,603,552 14	1 079,113,070 17

Suite de la SITUATION DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

Suite du *Développement des* VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE *existant chez les Comptables au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.	DÉSIGNATION DES VALEURS.		CAISSE.	PORTEFEUILLE	TOTAUX PAR CLASSE de comptables.
	Report		257,509,518f 03c	821,603,552f 14c	1,079,113,070f 17c
Payeur central de la dette publique	Pièces de dépense et acquits divers	"	"	28,860 24	36,098,722 64
	Quittances de pensions	296f 25c			
	Talons de quittances visées	3,384 00			
	Quittances de compléments de pensions	22,652 49			
	Quittances de rentes	2,527 50			
	Valeurs inactives. Divers, L/C d'inscriptions de rentes en dépôt (arrérages de rentes déposées)		"	36,069,862 40	
Payeurs des armées	Numéraire		1,626,557 91	"	2,790,843 03
	Traites du caissier-payeur central du Trésor sur lui-même	1,155,036f 89c	"	1,164,285 12	
	Valeurs diverses	9,248 23			
Agent comptable des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires	Numéraire		3,028 75	"	152,254 73
	Valeurs diverses		"	149,225 98	
Trésoriers-payeurs en Algérie	Numéraire en caisse	6,880,236f 55c	8,860,236 55	"	8,976,385 34
	Numéraire à la banque d'Algérie	1,980,000 00			
	Valeurs diverses	2,772 25			
	Traites du caissier-payeur central du Trésor sur lui même	113,376 54	"	116,148 79	
Receveurs de l'enregistrement et des domaines en Algérie	Numéraire		8,352 35	"	8,352 35
Receveurs des douanes en Algérie	Numéraire		10,772 71	"	87,014 96
	Traites et obligations de crédit payables dans les départements	62,061f 47c			
	Traites d'octroi de mer payables à Paris	"			
	Traites d'octroi de mer payables dans les départements	"	"	76,242 25	
	Quittances de droits garantis par des soumissions cautionnées	14,180 78			
Receveurs des contributions diverses en Algérie	Numéraire		5,902,611 71	"	15,467,180 76
	Portefeuille		"	9,564,569 05	
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	Numéraire		333,401 33	"	1,160,230 50
	Valeurs diverses		"	826,829 17	
Trésoriers-payeurs des colonies	Numéraire chez les trésoriers-payeurs	21,196,310f 89c	26,758,410 77	"	38,812,306 19
	Numéraire chez le receveur spécial du service local de la Cochinchine	3,735,499 88			
	Numéraire déposé en garantie d'émission de bons de caisse	1,826,600 00			
	Traites du caissier-payeur central sur lui-même	8,704,800 00			
	Timbres-poste, L/C de dépôt	2,600,152 58			
	Inscriptions de rentes déposées au Trésor appartenant au service local	21,000 00			
	Titres de rentes remis par le caissier central	4,971 65			
	Titres de rentes déposés comme cautionnements	226,837 00			
	Titres de rentes remis par la Direction de la Dette inscrite	37,335 20	"	12,053,895 42	
	Effets divers	"			
	Feuilles de rôles d'équipages	7,718 55			
	Titres de rentes provenant de la conversion	2,578 31			
	Bons de douanes	295,868 63			
	Bons de caisse	152,633 50			
	TOTAL des valeurs de caisse et de portefeuille		301,012,890 11	881,653,470 56	1,182,666,360 67

BILAN ET SITUATION GÉNÉRALE

DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES.

ACTIF ET PASSIF RÉELS DU TRÉSOR.

Ainsi qu'il a été exposé dans la note (pages 655 et 656), il faut, pour avoir la situation réelle de l'actif et du passif du Trésor, faire subir aux chiffres ressortant des écritures des comptables certaines modifications.

Le tableau ci-après (pages 666 et 667) donne la situation rectifiée.

On trouvera aux développements qui suivent (pages 670 à 688) les motifs des changements apportés aux divers chiffres du tableau qui précède.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

Tableau synoptique présentant le résumé de l'Actif et du Passif réels du Trésor public.

ACTIF.

PAGES DE RENVOI aux modifications de l'actif résultant des écritures des comptables.		DÉCOUVERTS et AVANCES du Trésor.	CRÉANCES dont LA RÉGULARISATION est ajournée.	AVANCES À REMBOURSER par les budgets ultérieurs.	AUTRES SERVICES débiteurs.	TOTAL.
670 et 671	Découverts et avances du Trésor	930,134,348f 52c	"	"	"	930,134,348f 52c
	Budgets débiteurs	"	"	"	"	"
671	Services spéciaux débiteurs	"	843,684f 88c	4,692,770,182f 22c	730,556,254f 49c	5,424,170,121 59
672	Avances pour divers services	"	140,837,259 59	"	35,766,339 16	176,603,598 75
673	Débets de comptables	"	"	"	870,257 96	870,257 96
	Correspondants du Trésor	"	"	"	2,456,225 29	2,456,225 29
674 et 675	Correspondants administratifs	"	"	"	141,703,886 37	141,703,886 37
	Fonds particuliers des comptables	"	"	"	77,966 00	77,966 00
	Mouvements de fonds entre les comptables des finances	"	"	"	21,520,379 23	21,520,379 23
		930,134,348 52	141,680,944 47	4,692,770,182 22	932,951,308 50	6,697,536,783 71
676 à 679	Valeurs de caisse et de portefeuille	"	"	"	412,823,393 54	412,823,393 54
	TOTAUX GÉNÉRAUX DE L'ACTIF	930,134,348 52	141,680,944 47	4,692,770,182 22	1,345,774,702 04	7,110,360,177 25
		1,071,815,292f 99c				

PASSIF.

PAGES DE RENVOI aux modifications du passif résultant des écritures des comptables.		DETTE FLOTTANTE. (Voir page 793.)	AUTRES SERVICES créanciers.	TOTAL.
680	Budgets créanciers. — Budget de l'exercice 1894	"	256,916,003f 63c	256,916,003f 63c
681	Services spéciaux créditeurs	"	362,111,552 18	362,111,552 18
682	Effets à payer	217,329,594f 35c	5,036,144,718 25	5,253,474,312 60
"	Avances pour divers services	"	"	"
682 à 684	Correspondants du Trésor	1,014,166,220 13	98,745,395 06	1,112,911,615 19
685 et 686	Correspondants administratifs	"	64,828,236 03	64,828,236 03
687	Fonds particuliers des comptables	59,845,989 97	272,467 65	60,118,457 62
	TOTAUX GÉNÉRAUX DU PASSIF	1,291,341,804 45	5,819,018,372 80	7,110,360,177 25

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES**

AU 1ER JANVIER 1895.

DÉVELOPPEMENT

des modifications apportées aux chiffres qui figurent au tableau de l'actif et du passif d'après les écritures des comptables (pages 660 et 661), *afin d'établir les chiffres qui sont portés au tableau de l'actif et du passif* réels *du Trésor* (pages 666 et 667).

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Tableau servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public.

ACTIF.

DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR.

Découverts et avances du Trésor, d'après les écritures. (Voir page 290.)			459,383,138f 04c
A ajouter :			
1°. — Budgets réglés administrativement.			
Découvert de l'exercice 1884		89,918,295f 34c	
Découvert de l'exercice 1885		146,660,445 38	
Découvert de l'exercice 1886		124,136,327 46	
Découvert de l'exercice 1887		17,081,073 59	
Découvert de l'exercice 1892		9,939,759 11	
Découvert de l'exercice 1893		84,511,095 82	
TOTAL des découverts des budgets réglés. (Voir page 671.)		472,246,996 70	
2° Succession H. Giffard. Régularisation d'avances. (Projet de loi de règlement de l'exercice 1892.) (Voir à l'actif, page 672.)		4,786,830 23	
TOTAL		477,033,826 93	477,033,826 93
			936,416,964 97
A déduire :			
Transport en atténuation des découverts des excédents de recettes des budgets réglés administrativement :			
Exercice 1889		6,193,792f 43c	
(Voir au passif, page 680.)		6,193,792 43	
Reliquats disponibles constatés sur les ressources destinées à faire face aux dépenses des anciens budgets extraordinaires de la marine, des beaux-arts et des travaux publics (Voir au passif, page 681) :			
Prêt de la Banque de France. (Loi du 13 juin 1878.)	5,388f 03c		
Produit de l'emprunt de 500 millions en rente 3 p. o/o. (Loi du 1er mars 1886.)	16,493 69		
Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o anciennes et 4 p. o/o en rente 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.)	3,000 00		
		24,881f 72c	
Reliquat disponible au 31 décembre 1892 sur le compte spécial			
Produit de la vente des matières remises par le service de la marine. (Projet de loi de règlement de l'exercice 1892.)		63,942 30	
			88,824 02
TOTAL		6,282,616 45	6,282,616 45
CHIFFRE RECTIFIÉ des découverts et avances du Trésor			930,134,348 52

SERVICE DES BUDGETS.

Budgets débiteurs d'après les écritures. (Voir page 287.)		472,246,996f 70c
A déduire :		
Le solde débiteur des budgets ci-après qui n'en présenteront plus lorsque leur règlement, effectué administrativement, aura reçu la sanction légale par le vote de la loi de règlement.		
Budget de l'exercice 1884	89,918,295f 34c	
Budget de l'exercice 1885	146,660,445 38	
Budget de l'exercice 1886	124,136,327 46	
Budget de l'exercice 1887	17,081,073 59	
Budget de l'exercice 1892	9,939,759 11	
Budget de l'exercice 1893	84,511,095 82	
TOTAL. (Voir à l'actif, page 670.)	472,246,996 70	472,246,996 70
CHIFFRE RECTIFIÉ des budgets		"

SERVICES SPÉCIAUX DÉBITEURS.

Solde d'après les écritures des comptables. (Voir pages 288 à 291.) A répartir comme suit :		5,424,170,121 59
1° AVANCES À REMBOURSER PAR LES BUDGETS ULTÉRIEURS.		
Services spéciaux compensés par le service des effets à payer :		
N° 34. Trésor public, s/c de bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire	891,569f 05c	
N° 35. Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 mai 1875.)	329,802,343 52	
N° 36. Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en représentation de l'emprunt contracté pour le remboursement des sommes dues à la Société générale algérienne. (Loi du 26 décembre 1892).	90,189,143 70	
N° 38. Trésor public, s/c de rentes 3 p. o/o amortissables	3,961,405,500 00	
N° 39. Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des Dépôts et Consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Loi du 26 juillet 1893, art. 56.)	279,401,766 14	
N° 40. Trésor public, s/c d'obligations à court terme. (Loi du 25 juillet 1894)	11,000,000 00	
N° 41. Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Loi des 7 et 27 déc. 1894).	10,000,000 00	
	4,682,690,322 41	
Autres services spéciaux non compensés :		
N° 13. Réorganisation des défenses de Calais	7,695,092 01	
N° 18. Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	2,384,767 80	
	4,692,770,182 22	4,692,770,182 22
2° AVANCES IRRÉCOUVRABLES.		
N° 12. Trésor public, s/c d'opérations faites par la liste civile impériale pour le compte de l'État	843,684 88	843,684 88
3° SERVICES DÉBITEURS À SOLDER PAR LE TRÉSOR.		
N° 4. Avances faites par l'État au service local des colonies	328,216f 16c	
N° 6. Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)	1,881,604 95	
N° 11. Liquidation de la dernière liste civile et du domaine privé, s/c provisoire	134,756 00	
N° 17. Avances aux Compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts	308,737,010 41	
N° 28. Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires	419,474,666 97	
		730,556,254 49
SOMME ÉGALE répartie comme ci-dessus		5,424,170,121 59

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public.*

ACTIF.

AVANCES POUR DIVERS SERVICES.

Solde débiteur d'après les écritures des comptables. (Voir pages 340 à 349.)				377,674,848f 91c
A déduire :				
Annulation du solde débiteur du compte d'Avances des receveurs de l'enregistrement (France) à raison du transport aux découverts du Trésor prescrit par l'article 17 du projet de loi de règlement de l'exercice 1892. (Voir à l'actif, page 670.)			4,786,830f 23c	
Annulation du solde créditeur du compte spécial *Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions.* (Voir au passif, page 681.)		79,191,542f 40c		
Annulation des soldes débiteurs des comptes ci-après compensés au passif avec une portion des soldes créditeurs de divers services spéciaux. (Voir au passif, page 681.)			162,929,083 26	
Frais pour le remboursement ou la conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o	970,325f 54c			
Remboursement des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o non converties	80,362,221 15	83,737,540 86		
Frais d'émission de rentes 3 p. o/o (1891)	2,404,994 17			
Transport au budget général de l'exercice 1894 du montant des dépenses à régulariser et qui font l'objet des soldes débiteurs ci-après (Voir au passif, page 680) :				
Divers, *i/c* de coupons au porteur	14,945,973f 75c			
Divers, *i/c* d'arrérages de rentes, pensions et de valeurs du Trésor	14,363,899 41			
Trésoriers coloniaux, *i/c* de payements divers	4,045,463 51	33,355,336 67	33,355,336 67	
Administration des manufactures de l'État, *s/c* de traites de tabacs à régulariser	"			
			201,071,250 16	201,071,250 16
CHIFFRE RECTIFIÉ des avances pour divers services. (Voir page 666.)				176,603,598 75

A répartir comme suit :

1° CRÉANCES DONT LA RÉGULARISATION EST AJOURNÉE.				
Prêt de la Banque de France (convention de 1857) ayant profité au budget de 1871	60,000,000f 00c			
Prêt de la Banque de France (convention de 1878) ayant profité aux budgets extraordinaires des exercices 1880 et suivants	80,000,000 00	140,000,000f 00c		
Faits antérieurs au 18 mars 1871		837,259 59	140,837,259f 59c	
				176,603,598 75
2° SERVICES DÉBITEURS À SOLDER PAR LE TRÉSOR.				
Autres avances des divers comptables			35,766,339 16	
TOTAL ÉGAL				176,603,598 75

(Suite.)

DÉBETS DE COMPTABLES.

Solde débiteur d'après les écritures des comptables. (Voir page 351.)				870,257f 96c
(Service débiteur à solder par le Trésor.)				

CRÉANCES LITIGIEUSES.

Solde débiteur d'après les écritures des comptables. (Voir page 351.)				9,857 53
Compensation de créances inscrites pour ordre (Prêts faits à divers en vertu de la loi du 8 septembre 1830) par le crédit des *Budgets, i/c de recouvrements à faire ultérieurement*, qui profiteront de la rentrée de ces créances au titre des exercices courants. (Voir au passif, page 684.)				9,857 53
CHIFFRE RECTIFIÉ des créances litigieuses				"

CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.

Soldes momentanément débiteurs d'après les écritures des comptables. (Voir pages 294 à 313.)					570,682,132 11
A déduire par catégorie :					
1° DIVERS SERVICES PUBLICS. (Écritures.) (Voir page 294 et 295.)				495,959,617f 39c	
A déduire :					
Compensation des comptes d'ordre présentant des soldes débiteurs avec les soldes créditeurs correspondants (Voir au passif, pages 682 et 684.) :					
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de la dotation de la Caisse nationale d'épargne		3,138,208f 20c	44,664,941f 63c		
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne		41,526,733 43			
Soldes des comptes avec les Offices étrangers		"	14,238,325 36		
Divers Offices étrangers, *i/c* de valeurs payées par les receveurs des postes et des télégraphes		14,238,325 36			
compensées au passif avec une portion du solde créditeur du *c/* Divers, *i/c* de dépôts de valeurs payables à l'étranger.					
Agent comptable de la Légion d'honneur,	*s/c* chez le payeur central de la Dette publique	32,689,928 72	192,126,213 73		
	s/c chez les trésoriers-payeurs généraux	149,794,731 54			
	s/c chez les trésoriers-payeurs en Algérie	8,040,400 52			
	s/c chez les payeurs d'armées	601,314 27			
	s/c chez les trésoriers-payeurs des colonies	999,838 68			
Trésorier général des invalides de la marine.	*s/c* chez les trésoriers-payeurs généraux, compensé pour partie avec le passif	243,489,743 66	243,837,375 04		
	s/c chez les trésoriers-payeurs en Algérie	347,631 38			
TOTAL À DÉDUIRE DES DIVERS SERVICES PUBLICS				494,866,855 76	
Chiffre rectifié				1,092,761 63	
2° COMPTES DE DIVERS AVEC LES RECEVEURS DES REVENUS INDIRECTS. (Écritures.) (Voir pages 298 à 303.)				34,509,428 14	
A déduire :					
Soldes débiteurs des comptes d'ordre de l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne, compensés au passif avec les soldes créditeurs correspondants. (Voir au passif, page 684.)			29,849,635f 25c	34,509,428 14	
Soldes débiteurs des comptes d'ordre de l'agent comptable des téléphones, compensés au passif avec les soldes créditeurs correspondants. (Voir au passif, page 684.)			4,659,792 89		
Chiffres rectifiés				"	
3° DIVERS CORRESPONDANTS. (Écritures.) (Voir pages 304 à 313.)				40,213,086 58	
A déduire :					
Solde débiteur des comptes d'ordre de l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne compensé au passif avec les soldes créditeurs correspondants. (Voir au passif, page 684.)				38,849,622 92	
Chiffre rectifié				1,363,463 66	
représentant des services débiteurs à solder par le Trésor.					
Récapitulation des déductions opérées sur les correspondants du Trésor.					
Divers services publics				494,866,855 76	
Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects				34,509,428 14	
Divers correspondants				38,849,622 92	
TOTAL DES DÉDUCTIONS				568,225,906 82	568,225,906 82
CHIFFRE RECTIFIÉ des correspondants du Trésor					2,456,225 29
représentant des services débiteurs à solder par le Trésor. (Voir page 686.)					

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public.*

ACTIF.

CORRESPONDANTS ADMINISTRATIFS.

Solde débiteur d'après les écritures des comptables (pages 314 à 337)				154,219,261f 14c
A déduire par catégories :				
1° Trésoriers-Payeurs généraux.				
Solde débiteur d'après les écritures. (Voir pages 314 à 319.)			119,446,993f 62c	
Opérations d'ordre se balançant à l'actif et au passif :				
1° Comptes de correspondants administratifs. (Voir page 685.)				
Enfants assistés, *l/c* d'avances		1,278,317f 45c		
Compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c pour le service des enfants assistés.*				
Inscriptions nominatives de rentes à échanger		1,568,978 33		
Compensé au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c d'inscriptions nominatives déposées pour échange.*				
Bordereaux d'achats de rentes remis par la Caisse centrale	5,939,903f 90c	8,095,133 70		
Receveurs particuliers, *l/c* de titres de rentes achetées	2,155,229 80			
Compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c d'achats de rentes.*				
Receveurs particuliers et percepteurs de chefs-lieux d'arrondissement. *l/c* de certificats provisoires de rente 3 p. o/o (émission de 1891)		9 00		
Compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Caisse centrale, s/c de certificats provisoires de rentes 3 p. 0/0. Émission de 1891.*				
Divers, *l/c* d'arbitrages de rentes		303,677 95		
Compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de ventes de rentes.*				
Trésor, *s/c* de titres de rentes	209,168f 50c	279,091 50	11,637,641f 43c	
Receveurs particuliers, *l/c* de titres de rentes	69,183 00			
Percepteurs, *l/c* de titres de rentes sur l'État à renouveler	80 00			
Divers, *l/c* de payements à régulariser (pour partie)	660 00			
Compensés au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de titres de rentes déposés pour échange.*				
Caisse centrale du trésor public, *s/c* de rente 3 p. o/o amortissable		"		
Compensé au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de rente 3 p. 0/0 amortissable en dépôt.*				
Certificats libérés de rentes 3 p. o/o (1891), à convertir en rentes		3 00		
Compensé au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de certificats libérés de rentes 3 p. 0/0 (émission de 1891) en dépôt.*				
Rentes 4 1/2 p. o/o déposées pour conversion		680 00		
Compensé au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de rentes 4 1/2 p. 0/0 à convertir.*				
Receveurs particuliers, *l/c* courant (pour partie)		"		
Compensé au passif avec une partie des soldes créditeurs des correspondants administratifs : *Divers, l/c de coupes extraordinaires de bois.*				
Receveurs particuliers, *l/c* de titres de rentes 3 1/2 p. o/o provenant de la conversion	102,882f 79c	111,750 50		
Percepteurs, *l/c* de titres de rentes 3 1/2 p. o/o provenant de la conversion	1,914 06			
Divers, *l/c* de payements à régulariser (pour partie)	6,953 65			
Compensés au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Agent comptable des reconversions et renouvellements, s/c de titres de rentes 3 1/2 p. 0/0.*				
2° Comptes de fonds particuliers :				
Receveurs particuliers, *l/c* de titres du Crédit foncier et autres valeurs françaises		785,095 36	785,095 36	
Compensé au passif avec une partie du compte : *Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux.* (Voir page 687.)				
TOTAL à déduire des correspondants de trésoriers-payeurs généraux			*12,422,736 79*	*12,422,736 79*
Chiffre rectifié des correspondants des trésoriers-payeurs généraux représentant des services débiteurs à solder par le Trésor				107,024,256 83
A reporter				107,024,256 83 154,219,261 14

(Suite.)

CORRESPONDANTS ADMINISTRATIFS. (Suite.)

Report		107,024,256f 83c	154,219,261f 14c
CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC, solde d'après les écritures. (Voir page 321.)		902,720 14	
PAYEUR CENTRAL DE LA DETTE PUBLIQUE, solde d'après les écritures. (Voir page 321.)		846,763 79	
PAYEURS DES ARMÉES, solde d'après les écritures. (Voir page 323.)		261,005 91	
AGENTS COMPTABLES DES TRAITES DE LA MARINE ET DES CHANCELLERIES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES, solde d'après les écritures. (Voir pages 322 à 325.)		1,850,428 36	
TRÉSORIERS-PAYEURS EN ALGÉRIE, solde d'après les écritures. (Voir pages 324 à 327.)	8,129,929f 95c		
A DÉDUIRE : Opérations d'ordre :			
Bordereaux d'achats de rentes remis par le caissier central	*75,605 65*		
Compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c d'achats de rentes sur l'État.* (Voir page 685.)			
Chiffre rectifié des correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie représentant des services débiteurs à solder par le Trésor	8,054,324 30	8,054,324 30	
TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES. (Voir pages 328 à 337.) Solde d'après les écritures	22,781,419 37		
A DÉDUIRE : Opération d'ordre :			
Trésor, s/c de titres de rentes	*17,032 33*		
Compensé au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de titres de rentes déposés pour échange.* (Voir page 686.)			
Chiffre rectifié représentant des services débiteurs à solder par le Trésor	22,764,387 04	22,764,387 04	
TOTAL des correspondants administratifs. (Voir page 666.)		141,703,886 37	
Récapitulation des déductions opérées sur les correspondants administratifs.			
Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	*12,422,736f 79c*		
Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie	*75,605 65*		
Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	*17,032 33*		
TOTAL des déductions	*12,515,374 77*		*12,515,374 77*
Chiffre rectifié des correspondants administratifs. (Voir page 666.) représentant des services débiteurs à solder par le Trésor et répartis comme ci-dessus.			141,703,886 37

FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES DES FINANCES.

Solde momentanément débiteur résultant des écritures des comptables. (Voir pages 338 et 339.) représentant des services débiteurs à solder par le Trésor. (Voir page 666.)	77,966f 00c

MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

Solde débiteur résultant des écritures des comptables. (Voir pages 354 à 359.)	31,829,015f 70c
A DÉDUIRE : Annulation à l'actif et au passif des soldes créditeurs des comptes de mouvements de fonds qui ne doivent pas affecter la situation de la dette flottante. (Voir page 688.)	*10,308,636 47*
Chiffre rectifié de mouvements de fonds. représentant des services débiteurs à solder par le Trésor et qui se décomposent comme suit (Voir page 688) :	21,520,379 23

	EXCÉDENTS DES FONDS ENVOYÉS.	EXCÉDENTS DES FONDS REÇUS.
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	7,679f 97c	"
Receveurs des postes et des télégraphes en France	91,966 53	"
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	"	"
Trésoriers-payeurs généraux	"	113,695f 49c
Caissier-payeur central du Trésor public	"	8,155,321 47
Payeur central de la Dette publique	"	59,619 58
Payeurs des armées	"	153,096 06
Agent comptable des traites de la Marine	"	7,033 23
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	1,309 90	"
Comptables en Algérie	"	1,767,962 79
Trésoriers-payeurs des colonies	31,689,637 29	"
Agent comptable des virements de comptes	"	12,885 84
	31,789,993 69	10,269,614 46
EXCÉDENT des fonds envoyés	21,520,379f 23c	

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public.*

ACTIF.

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE.	SOLDES EN CAISSE d'après les écritures des comptables.	À AJOUTER (1).	À DÉDUIRE.	SOLDES NETS À L'ACTIF DU TRÉSOR.	
TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX (Voir page 662).					
I. — *Valeurs réelles.*					
Numéraire en caisse	2,972,093f 04c	"	"	2,972,093f04c	
Numéraire déposé à la Banque	"	"	"	"	4,643,085f 14c
Caisse de réserve de Bastia	1,670,992 10	"	"	1,670,992 10	
Traites d'adjudicataires de coupes de bois remises par le caissier du Trésor	15,589 00	"	"	15,589 00	
Traites de douanes remises par le caissier du Trésor	778,505 60	"	"	778,505 60	
Obligations des redevables des contributions indirectes remises par le caissier du Trésor	549,473 00	"	"	549,473 00	
Traites de douanes et obligations des redevables des contributions indirectes en souffrance	"	"	"	"	1,789,086 65
Valeurs représentatives	292,451 64	"	"	292,451 64	
Traites d'adjudicataires de coupes de bois de l'État	"	"	"	"	
Traites d'adjudicataires de coupes de bois de l'État, en souffrance	153,067 41	"	"	153,067 41	
Effets souscrits sur la place de Marseille	"	"	"	"	
TOTAL (à reporter)	6,432,171 79	"	"	6,432,171 79	6,432 171 79

(1) Les sommes indiquées dans cette colonne représentent les valeurs de caisse et de portefeuille des trésoriers généraux hors de fonctions au 31 décembre 1894, comprises dans le solde des mouvements de fonds et qui n'apparaîtront que pendant l'année suivante dans les écritures de leurs successeurs.

(Suite.)

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE. (Suite.)	SOLDES EN CAISSE d'après les écritures des comptables.	À AJOUTER (1).	A DÉDUIRE.	SOLDES NETS à l'actif du Trésor.
TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX. (Suite.)				
Report des valeurs réelles	6,432,171f79c	"	"	6,432,171f79c
II. — *Valeurs d'ordre se balançant à l'actif et au passif.*				
1° Avec les comptes de correspondants administratifs (Voir page 685) :				
Titres de rentes remis par le caissier du Trésor à la chambre syndicale	2,956,909 45	"	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c d'achats de rentes*	"	"	2,956,909f45c	
Bons du Trésor remis par le caissier-payeur central	372,800 00	"	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de placements en bons du Trésor*	"	"	372,800 00	
Traites de coupes ordinaires de bois des communes et établissements publics	4,646,978 40	"	"	
Compensation au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Receveurs des communes et établissements publics, l/c d'obligations de coupes ordinaires de bois en dépôt.*	"	"	4,646,978 40	
Traites de coupes extraordinaires de bois des communes et établissements publics	6,140,117 55	"	"	
Compensation au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Communes et établissements publics, l/c de produits de coupes extraordinaires de bois*	"	"	6,140,117 55	
Titres de rentes remis par la direction de la Dette inscrite ..... 72,168f 00c Titres de rentes sur l'État à échanger 919 00	73,087 00	"	"	
Compensation avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de titres de rentes au porteur et mixtes déposés pour échange*	"	"	73,087 00	
Certificats provisoires de rente 3 p. o/o (1891)	27 00	"	"	
Compensation avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Caisse centrale, s/c de certificats provisoires de rente 3 p. 0/0. (Émission de 1891.)*	"	"	27 00	
Valeurs inactives en dépôt à la Caisse centrale	"	"	"	
Compensation avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Caisse centrale, s/c de certificats provisoires de rente 3 p. 0/0. (Émission de 1891.)*	"	"	"	"
Certificats de souscription à l'émission de rentes 3 p. o/o. (Conversion du 4 1/2 et du 4 p. o/o.)	"	"	"	
Compensation avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de certificats libérés à l'émission de rentes 3 p. 0/0*	"	"	"	
Inscription de rentes appartenant aux communes de la Seine	448,702 00	"	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur du compte *Divers comptables, l/c de fonds en dépôt*	"	"	448,702 00	
Bons de liquidation remis par le Caissier du Trésor	"	"	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur du compte : *Divers l/c de placements en bons du Trésor*	221,536 37	"	"	
Titres de rentes 3 1/2 p. o/o provenant de la conversion	"	"	221,536 37	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Agent comptable des reconversions et renouvellements : s/c de titres de rentes 3 1/2 p. 0/0.*	"	"	"	
2° Avec les fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux :			14,860,157 77	
Bordereaux et titres de valeurs françaises achetées ou échangées	2,372,745 83	"	"	
Titres du Crédit foncier à remettre à divers	801,057 40	"	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur des *Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux.* (Voir page 687.)	"	"	3,173,803 23	
À reporter (Valeurs de caisse et de portefeuille)	24,466,132 79	"	18,033,961 00	6,432,171 79

(1) Les sommes indiquées dans cette colonne représentent les valeurs de caisse et de portefeuille des trésoriers généraux hors de fonctions au 31 décembre 1894, comprises dans le solde des mouvements de fonds et qui n'apparaîtront que pendant l'année suivante dans les écritures de leurs successeurs.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public.*

ACTIF. (Suite.)

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE. (Suite.)	SOLDES EN CAISSE d'après les écritures des comptables.	À AJOUTER.	À DÉDUIRE.	SOLDES NETS À L'ACTIF du Trésor.
Report	24,466,132f 79c	"	18,033,961f 00c	6,432,171f 79c
CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC. (Voir page 663.)	351,236,424 81	"	"	290,210,471 20
Annulation des valeurs inactives qui figurent à la fois au crédit des comptes administratifs du caissier-payeur central et dans le portefeuille de ce comptable. (Voir page 685.)	"	"	61,025,953 61	
PAYEUR CENTRAL DE LA DETTE PUBLIQUE. (Voir page 664.)	36,098,722 64	"	"	28,860 24
Annulation des valeurs inactives qui figurent à la fois au crédit des comptes administratifs du payeur central de la Dette publique et dans le portefeuille de ce comptable. (Voir page 685.)	"	"	36,069,862 40	
RECEVEURS DES IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS. (Voir page 662.)	55,510,085 49	"	"	55,510,085 49
AGENT COMPTABLE DE LA CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE. (Voir page 685.)	647,900,427 08	"	"	5,895,063 43
Annulation du solde en caisse compensée au passif avec le solde du compte de divers correspondants : *Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.* (Voir page 684.) La différence de 5,895,063 fr. 43 représente l'excédent réel des recettes sur les dépenses faites par ce comptable à titre de mouvements de fonds	"	"	642,005,363 65	
COMPTABLES EN ALGÉRIE. (Voir page 664.)				
Trésoriers-payeurs 8,976,385f 34c Receveurs de l'enregistrement et des domaines 8,352 35 Receveurs des douanes 87,014 96 Receveurs des contributions diverses 15,467,180 76 Receveurs des postes et des télégraphes 1,160,230 50	25,699,163 91	"	"	25,699,163 91
À reporter (Valeurs de caisse et de portefeuille)	1,140,910,956 72	"	757,135,140 66	383,775,816 06

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE. (Suite.)	SOLDES EN CAISSE d'après les écritures des comptables.	À AJOUTER.	À DÉDUIRE.	SOLDES EN CAISSE réels à l'actif du Trésor.
Report	1,140,910,956f 72c	"	757,135,140f 66c	383,775,816f 06c
PAYEURS DES ARMÉES. (Voir page 664.)	2,790,843 03	"	"	"
Traites émises par le caissier-payeur central du Trésor pour les besoins du service et qui sont restées sans emploi dans les caisses des payeurs d'armées. (Voir page 682.)	"	"	1,155,036 89	1,635,806 14
AGENTS COMPTABLES DES TRAITES DE LA MARINE ET DES CHANCELLERIES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES. (Voir page 664.)	152,254 73	"	"	152,254 73
TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES. (Voir page 664.)	38,812,306 19	"	"	"
Traites émises par le caissier-payeur central du Trésor pour les besoins du service qui sont restées sans emploi dans les caisses des trésoriers-payeurs des colonies. (Voir page 682.) 8,704,800f 00c	"	"	8,704,800 00	
Inscriptions de rentes déposées au Trésor 21,000 00 compensé au passif avec une partie du solde créditeur des services spéciaux : *Caisse de réserve du service local des colonies.* (Voir page 681.)	"	"	21,000 00	27,259,516 61
Timbres-poste, *L/C* de dépôt 2,600,152 58 compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Timbres-poste coloniaux, L/C de distribution.* (Voir page 686.)	"	"	2,826,989 58	
Titres de rentes déposés en cautionnements 226,837 00 Actions de la Banque et obligations des communes " compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Dépôts administratifs*				
TOTAUX des valeurs de caisse et de portefeuille	1,182,666,360 67	"	769,842,967 13	412,823,393 54

RÉCAPITULATION DES VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE

(DÉDUCTION FAITE DES VALEURS D'ORDRE).

		VALEURS DE CAISSE.	VALEURS DE PORTEFEUILLE.	TOTAL.
Trésoriers-payeurs généraux		4,643,085f 14c	1,789,086f 65c	6,432,171f 79c
Caissier-payeur central du Trésor public.	Valeurs existant au Trésor	12,353,292 79		
	Numéraire en dépôt à la Banque de France	169,598,196 65	53,384,157 11	290,210,471 20
	Numéraire en dépôt à la Banque d'Algérie	54,874,824 65		
Payeur central de la Dette publique		"	28,860 24	28,860 24
Receveurs des impôts et revenus indirects		16,040,118 80	39,469,966 69	55,510,085 49
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne		"	5,895,063 43	5,895,063 43
Comptables des finances en Algérie		15,115,374 65	10,583,789 26	25,699,163 91
Payeurs des armées		1,626,557 91	9,248 23	1,635,806 14
Agents comptables des traites de la Marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires		3,028 75	149,225 98	152,254 73
Trésoriers-payeurs des colonies		26,758,410 77	501,105 84	27,259,516 61
TOTAL (Voir pages 676 à 679)		301,012,890 11	111,810,503 43	412,823,393 54

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public.*

PASSIF.

EXCÉDENTS DE RECETTES DES BUDGETS

Soldes créditeurs d'après les écritures. (Voir page 287.)		294,794,440f 34c
Se décomposant de la manière suivante :		
1° Budgets réglés administrativement		
Soldes créditeurs d'après les écritures. (Voir page 287.)		6,193,792f 43c
Budget de l'exercice 1889. (Voir à l'actif, page 670.)	6,193,792f 43c	
	6,193,792 43	
Montant des sommes à déduire des budgets réglés administrativement pour transport aux découverts.	6,193,792 43	6,193,792 43
Chiffre rectifié des budgets réglés administrativement	"	"
2° Budgets courants.		
BUDGET DE L'EXERCICE 1894.		
Solde résultant des écritures. (Voir la note E, page 287.)		288,108,326f 06c
Diminution de l'excédent de recette par suite du transport au budget général de l'exercice 1894 du montant des dépenses qui seront régularisées en 1895 et qui font l'objet de soldes débiteurs au compte d'avances pour divers services (Voir à l'actif, page 672), savoir :		
Avances du caissier-payeur central du Trésor public.		
Trésoriers coloniaux, *l/c* de payements divers	4,045,463f 51c	4,045,463f 51c
Administration des manufactures de l'État, *s/c* de traites de tabac à régulariser.	"	
Avances du payeur central de la Dette publique.		
Divers, *l/c* d'arrérages de rentes, pensions et valeurs du Trésor	14,363,899f 41c	29,309,873 16
Divers, *l/c* de coupons au porteur	14,945,973 75	
	33,355,336 67	
À AJOUTER : Ressources classées provisoirement parmi les services spéciaux du Trésor. (Voir page 681.) :		
Produit de l'émission de rentes 3 p. 0/0 (1891)	"	1,670,692 39
Fonds versés par la Ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï	168,700 01	
Produit de l'aliénation d'immeubles affecté à des travaux exécutés par le Ministère de la Guerre	662,792 99	
Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications de places déclassées.	839,199 39	
À DÉDUIRE	*31,684,644 28*	*31,684,644 28*
Chiffre rectifié du budget général de 1894		256,423,681 78
3° Budget de l'Exercice 1895.		
Excédent de recettes d'après les écritures		492,321 85

RÉCAPITULATION.

	AUGMENTATIONS.	DIMINUTIONS.	
Budgets réglés administrativement	"	6,193,792f 43c	
Budget de l'exercice 1894	"	31,684,644 28	
	"	37,878,436 71	
NET à déduire	37,878,436f 71c		*37,878,436 71*
CHIFFRE RECTIFIÉ des excédents de recettes des budgets. (Voir page 667.)			256,916,003 63

Cette somme est destinée à faire face :

1° Aux dépenses de l'exercice 1894, pour	256,423,681 78	256,916,003f 63c
2° Aux dépenses de l'année 1895, pour	492,321 85	

SERVICES SPÉCIAUX CRÉDITEURS.

Soldes créditeurs d'après les écritures. (Voir pages 288 à 291.)		526,821,151f 85
À DÉDUIRE :		
Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions, de la totalité de son solde créditeur qui représente une portion des avances faites au Trésor par la Caisse des dépôts pour les suppléments de pensions restant à rembourser et qui sont décrites contradictoirement à un compte d'avances. (Voir à l'actif, page 672.)	79,191,542f 40c	
Annulation d'une partie du solde créditeur soit : 21,000 fr. 00 applicable à la *Caisse de réserve du service local des colonies* et qui représente une opération d'ordre compensée par le montant des *Inscriptions de rentes déposées au Trésor* et figurant dans le portefeuille des trésoriers-payeurs des colonies. (Voir à l'actif, page 679.)	21,000 00	
Annulation d'une partie du solde créditeur du compte de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 et 4 p. 0/0 en rente 3 p. 0/0 qui représente des opérations d'ordre compensées par les comptes d'avances ci-après. (Voir à l'actif page 672.)		
Frais pour le remboursement ou la conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. 0/0	970,325f 54c	81,332,546 69
Remboursement des rentes 4 1/2 et 4 p. 0/0 non converties	80,362,221 15	
Annulation d'une partie du solde créditeur des comptes :		
Produit de l'émission des rentes 3 p. 0/0 1891 qui représente une opération d'ordre compensée par le compte d'avances :		
Frais de l'émission de rentes 3 p. 0/0 1891. (Voir à l'actif, page 672.)	2,404,994 17	
Annulation, pour application au budget de l'exercice 1894 (voir au passif, page 680) des ressources y relatives qui ont été provisoirement classées parmi les services spéciaux	1,670,692 39	
Annulation pour application ultérieure en atténuation des avances et découverts du Trésor. (Voir à l'actif, page 670.)	88,824 02	
TOTAL des déductions	164,709,599 67	164,709,599 67
Chiffre rectifié des services spéciaux créditeurs. (Voir page 667.)		362,111,552 18
constituant le passif réel du Trésor non compris dans la dette flottante et se décomposant de la manière suivante :		
N° 1. Capitaux de cautionnement en numéraire	308,977,766f 27c	
N° 2. Services départementaux de l'Algérie	5,465,290 63	
N° 3. Service local des colonies	8,612,132 20	
N° 5. Caisse de réserve du service local des colonies	3,570,700 12	
N° 7. Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	5,276,552 02	
N° 14. Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)	"	
N° 16. Avances faites au Trésor par la Banque de France	"	
N° 19. Fonds versés par la ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï	666 22	
N° 20. Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0	5,864 85	
N° 22. Produit de la tombola de l'Exposition universelle de 1889	182,970 43	
N° 23. Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre (Loi du 2 janvier 1890.)	276,345 91	
N° 24. Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées	3,903,586 48	
N° 25. Produit de la vente des matières remises par le service de la Marine	"	
N° 26. Produit de l'émission de rentes 3 p. 0/0 (1891)	9,753 75	
N° 27. Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	17,122,615 85	
N° 29. Dépenses de l'Expédition de Madagascar	8,500,000 00	
N° 30. Remboursement des rentes 4 1/2 p. 0/0 non converties	14,469 30	
N° 31. Produit du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	192,838 15	
TOTAL ÉGAL	362,111,552 18	

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public.*

PASSIF.

EFFETS À PAYER.

Solde créditeur d'après les écritures. (Voir pages 292 et 293.)	5,263,340,734f 45c	5,263,334,149f 49c
A déduire les soldes momentanément débiteurs qui sont à compenser pour égale partie avec les soldes créditeurs d'autres comptes de même nature	6,584 96	
À DÉDUIRE de l'actif (Voir page 679) :		
Traites émises par le caissier-payeur central du Trésor pour les besoins du service, mais qui sont restées sans emploi :		
Dans les caisses des payeurs des armées	1,155,036 89	
Dans les caisses des trésoriers-payeurs des colonies	8,704,800 00	
TOTAL	9,859,836 89	9,859,836 89
Chiffre rectifié des effets à payer (Voir page 667.)		5,253,474,312 60

constituant le passif réel du Trésor, se décomposant comme suit :

Dette flottante. (Voir page 793.	Bons du Trésor remis à divers particuliers	216,883,275f 80c
	Mandats tirés sur le Trésor par les trésoriers-payeurs généraux et autres comptables	446,318 55
TOTAL		217,329,594 35
Autres services créanciers. (Voir page 667.)		5,036,144,718 25
TOTAL ÉGAL		5,253,474,312 60

CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.

Solde créditeur d'après les écritures (pages 294 à 313)			2,323,152,743f 19c
À DÉDUIRE par catégorie :			
1° Divers services publics.			
Écritures. (Voir page 295.)		1,458,201,388f 52c	
À DÉDUIRE :			
1° Solde créditeur du compte : DIVERS, *l/c* de dépôt de valeurs payables à l'étranger compensé pour partie avec le solde débiteur du compte ci-après. (Voir page 673).			
Solde des comptes avec les offices étrangers	"	14,238,325f 36c	
Divers offices étrangers *l/c* de valeurs payés par les receveurs des postes et des télégraphes	14,238,325f 36c		
2° Solde créditeur du compte courant avec le Trésor de l'Agent comptable de la Légion d'honneur compensé pour partie à l'actif avec les soldes débiteurs des comptes de ce comptable, *s/c* chez divers comptables du Trésor (Voir page 673) :			
Chez le payeur central de la Dette publique	32,689,928f 72c	192,126,213 73	
Chez les trésoriers-payeurs généraux	149,794,731 54		
Chez les trésoriers-payeurs en Algérie	8,040,400 52		
Chez les payeurs des armées	601,314 27		
Chez les trésoriers-payeurs des colonies	999,838 68		
3° Soldes créditeurs du compte courant avec le Trésor du trésorier général des invalides de la marine et des comptes de ce comptable chez le payeur de la Dette, compensés pour partie à l'actif avec les soldes débiteurs des comptes de ce comptable chez les divers comptables du Trésor. (Voir à l'actif, page 673) :			
Chez les trésoriers-payeurs généraux	243,489,743f 66c	243,837,375 04	
Chez les trésoriers-payeurs en Algérie	347 631 38		
TOTAL des annulations		450,201,914 13	450,201,914 13
Chiffre rectifié des divers services publics formant le passif réel du Trésor			1,007,999,474 39
À reporter			2,323,152,743f 19c

CORRESPONDANTS DU TRÉSOR. (Suite.)

Report			2,323,152,743f 19c
1° Divers services publics. (Suite.)			
Dette flottante. (Voir page 793.)	Communes et établissements publics, *l/c* de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Ville de Paris	90,525,209f 82c	
	Communes et établissements publics, *l/c* de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Départements	280,699,516 10	
	Service départemental — Budget de l'exercice 1894	85,145,261 79	
	Service départemental — Opérations hors budget	511,999 07	
	Communes et établissements publics, *l/c* de fonds déposés au Trésor sans intérêts	34,432,299 56	
	Caisse des dépôts et consignations, *s/c* courant avec le Trésor	288,694,999 56	
	Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de fonds non employés des caisses d'épargne	80,776,482 51	
	Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de fonds non employés de la Caisse nationale d'épargne	44,664,941 63	
	Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de fonds non employés de la Caisse de retraites pour la vieillesse	45,635,036 10	
	Gouvernement beylical, *s/c* de fonds déposés au Trésor	4,797,322 34	
	Imprimerie nationale	700,000 00	
	Divers corps de troupes de la Guerre et de la Marine, *l/c* de fonds déposés au Trésor	15,893,100 00	
	Trésorier général des invalides de la marine, *s/c* courant avec le Trésor et divers comptables	5,375,543 03	
	TOTAL	977,851,711 51	
Autres services créanciers. (Voir pages 294 et 295.)		30,147,762 88	
	TOTAL	1,007,999 474 39	
2° Fonds déposés au Trésor par des établissements particuliers.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir pages 296 et 297.)			23,153,573f 54c
se décomposant comme suit :			
Dette flottante. (Voir page 793.)	Crédit foncier, *s/c* courant n° 2	22,392,973f 60c	
	Caisse des employés et artisans	"	
	Tontine du Pacte social	"	
	Ministère de l'instruction publique, *s/c* de fondations anglaises, écossaises et irlandaises	90,024 38	
	Service des Pompes funèbres	670,575 56	
	TOTAL	23,153,573 54	
3° Fonds à rembourser à divers.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir pages 296 et 297.)			1,699,099f 50c
formant le passif réel du Trésor non compris dans la dette flottante.			
À reporter			2,323,152,743 19

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public.*

PASSIF.

CORRESPONDANTS DU TRÉSOR. (Suite.)

Report			2,323,152,743f 19c
4° Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir pages 298 à 303.)		76,386,523f 95c	
À déduire :			
Les soldes débiteurs des comptes d'ordre de la Caisse nationale d'épargne, compensés à l'actif. (Voir page 673.)			
Receveurs des postes et des télégraphes { en France	29,256,427f 85c	29,849,635f 25c	
Receveurs des postes et des télégraphes { en Algérie	593,207 40		
Soldes débiteurs du compte d'ordre de l'agent comptable des téléphones compensés à l'actif (Voir page 673).		34,509,428 14	
Receveurs des postes et des télégraphes { en France	4,566,320f 45c	4,659,792 89	
Receveurs des postes et des télégraphes { en Algérie	93,472 44		
Chiffre rectifié des comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects formant le passif réel du Trésor ne faisant pas partie de la Dette flottante		41,877,095 81	
5° Divers correspondants.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir pages 304 à 313.)		763,712,157f 68c	
À déduire :			
1° Solde créditeur du compte *Budgets*, 1/c *de recouvrements à faire ultérieurement* compensé avec le compte ouvert à l'actif parmi les créances litigieuses sous le titre de *Prêts faits à divers sur le crédit de 5 millions ouvert par la loi du 8 septembre 1830.* (Voir à l'actif, page 673.)	9,857f 53c		
2° Solde débiteur des comptes :			
Caisse des dépôts, s/c de la dotation de la Caisse nationale d'épargne. (Voir à l'actif, page 673.)	3,138,208f 20c	44,664,941f 63c	
Caisse des dépôts, s/c chez l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne. (Voir à l'actif, page 673.)	41,526,733 43		
3° Soldes débiteurs de divers comptes contradictoires. (V. à l'actif, p. 673.)		38,849,622 92	725,519,928 20
4° Une portion du solde en caisse et en portefeuille de l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne. (Voir à l'actif, page 678.)		642,005,363 65	
TOTAL des annulations		725,529,785 73	725,529,785 73
Chiffre rectifié des divers correspondants formant le passif réel du Trésor et se décomposant comme suit :			38,182,371 95
Dette flottante. — Divers correspondants du Trésor chez les trésoriers-payeurs généraux. (Voir page 793.)		13,160,935f 08c	
Autres services créanciers		25,021,436 87	
TOTAL ÉGAL		38,182,371 95	

RÉCAPITULATION DES ANNULATIONS.

1° Divers services publics	450,201,914f 13c	
4° Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	34,509,428 14	
5° Divers correspondants	725,529,785 73	
	1,210,241,128 00	1,210,241,128 00
CHIFFRE RECTIFIÉ des correspondants du Trésor. (Voir page 667.) formant le passif réel du Trésor et se décomposant comme suit, conformément aux indications ci-dessus :		1,112,911,615 19
Dette flottante	1,014,166,220f 13c	
Autres services créanciers	98,745,395 06	
TOTAL ÉGAL	1,112,911,615 19	

CORRESPONDANTS ADMINISTRATIFS.

Solde créditeur d'après les écritures des comptables. (Voir pages 314 à 337.)			191,341,478f 80c
À déduire par catégorie :			
1° Correspondants des trésoriers-payeurs généraux.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir pages 314 à 319.)		57,999,595f 70c	
À déduire :			
1° Pour rétablissement aux mouvements de fonds (passif) du solde créditeur du compte : Divers 1/c de soldes de gestion. (Voir page 688)			
Pour opérations d'ordre se balançant au passif et à l'actif :			
1° Compte de correspondants administratifs. (Voir à l'actif, page 674.)	11,637,641f 43c	26,497,799f 20c	26,497,799 20
2° Comptes de valeurs de portefeuille. (Voir à l'actif, page 677.)	14,860,157 77		
Chiffre rectifié des correspondants des trésoriers-payeurs généraux formant le passif réel du Trésor et non compris dans la Dette flottante			31,501,796 50
2° Correspondants du caissier-payeur central du Trésor public.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir pages 320 et 321.)		61,025,953f 61c	
À déduire :			
Les valeurs inactives qui figurent à la fois au crédit des correspondants administratifs du caissier-payeur central et dans le portefeuille de ce comptable. (Voir à l'actif, page 678.)		61,025,953 61	
Chiffre rectifié des correspondants du caissier-payeur central formant le passif réel du Trésor et non compris dans la Dette flottante			"
3° Correspondants du payeur central de la Dette publique.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir pages 320 et 321.)		36,069,862f 40c	
À déduire :			
Les valeurs inactives qui figurent à la fois au crédit des correspondants administratifs du payeur central de la Dette publique et dans le portefeuille de ce comptable. (Voir à l'actif, page 678.)		36,069,862 40	
Chiffre rectifié des correspondants du payeur de la Dette			"
4° Correspondants des payeurs des armées.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir pages 322 et 323.) formant le passif réel du Trésor et non compris dans la Dette flottante.		50,924 69	
5° Correspondants des agents comptables des traites de la marine et des chancelleries diplomatiques et consulaires.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir pages 322 à 325.) formant le passif réel du Trésor et non compris dans la Dette flottante.		4,682,692f 05c	
6° Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir pages 324 à 327.)		520,095f 51c	
À déduire :			
Opérations d'ordre se balançant à l'actif et au passif. (Voir à l'actif, page 675.)		75,605 65	
Chiffre rectifié formant le passif réel du Trésor et non compris dans la Dette flottante		444,489 86	
A reporter			191,341,478 80

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public.*

PASSIF.

CORRESPONDANTS ADMINISTRATIFS. (Suite.)

Report			191,341,478f 80c
7e Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir pages 228 à 337.)		30,992,354f 84c	
À DÉDUIRE :			
1° Opérations d'ordre se balançant à l'actif et au passif. (Voir à l'actif, page 675.)	17,032f 33c	2,844,021 91	
2° Opérations d'ordre se balançant avec les valeurs de portefeuille. (Voir à l'actif, page 679.)	2,826,989 58		
Chiffre rectifié des correspondants des trésoriers-payeurs des colonies formant passif réel du Trésor et non compris dans la Dette flottante		28,148,332 93	

RÉCAPITULATION DES ANNULATIONS.

1° Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	26,497,799f 20c	
2° Correspondants du caissier-payeur central	61,025,953 61	
3° Correspondants du payeur de la Dette publique	36,069,862 40	
6° Correspondants des trésoriers-payeurs d'Algérie	75,605 65	
7° Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	2,844,021 91	
TOTAL des annulations	126,513,242 77	126,513,242 77
Chiffre rectifié des correspondants administratifs formant passif du Trésor et non compris dans la Dette flottante. (Voir page 667.)		64,828,236 03

(Suite.)

FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES DES FINANCES.

Soldes créditeurs d'après les écritures des comptables. (Voir pages 338 et 339.)			64,077,356f 21c
À répartir par catégorie comme suit :			
1° Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux.			
Soldes créditeurs d'après les écritures		63,804,888f 56c	
À AJOUTER:			
Pour rétablissement au compte des fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux des opérations de mouvement de fonds effectuées par les comptables hors fonctions au 31 décembre 1893. (Voir ci-après au compte de mouvements de fonds.)		"	
À DÉDUIRE:			
1° Opérations balancées à l'actif et au passif : Correspondants administratifs. (Voir à l'actif, page 674.)	785,095f 36c		
2° Valeurs de caisse et de portefeuille. (Voir à l'actif, page 677.)	3,173,803 23		
	3,958,898f 59c		
NET À DÉDUIRE		3,958,898 59	
Chiffre rectifié des fonds particuliers des trésoriers généraux formant passif réel du Trésor et imputable sur la dette flottante		59,845,989 97	
2° Fonds particuliers des autres comptables.			
Soldes créditeurs d'après les écritures des comptables		272,467f 65c	
formant passif réel du Trésor et ne faisant pas partie de la dette flottante.			
RÉSUMÉ DES MODIFICATIONS À OPÉRER SUR LES FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES.			
Augmentations		"	
Annulations		3,958,898f 59c	
NET À DÉDUIRE		3,958,898 59	3,958,898 59
Chiffre rectifié des fonds particuliers des comptables des finances. (Voir page 667).			60,118,457 62
formant passif réel du Trésor et se décomposant comme suit :			
Dette flottante		59,845,989f 97c	
Autres services créanciers		272,467 65	
TOTAL ÉGAL		60,118,457 62	

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Actif*

PASSIF. (Suite.)

MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

Solde créditeur d'après les écritures des comptables (Voir pages 354 à 359.)			10,308,636f 47c
À AJOUTER :			
1° Pour transport aux opérations et mouvements de fonds du solde créditeur du compte et correspondants administratifs : Divers, 1/c de soldes de gestion. (Voir au passif, page 685.)		"	
2° Conséquence de rétablissement aux valeurs de caisse et de portefeuille du numéraire et des valeurs existant au moment de la remise de service. (Voir à l'actif, page 679.)		"	
		"	
À DÉDUIRE :			
1° Pour transport au compte : Fonds particuliers. (Voir au passif, page 687.)	"		
2° Annulation au passif et à l'actif des excédents de recette des mouvements de fonds qui ne doivent avoir aucune influence sur la situation générale du Trésor. (Voir page 675.)	10,308,636f 47c		
TOTAL		10,308,636 47c	
NET À DÉDUIRE		10,308,636 47	10,308,636 47
CHIFFRE RECTIFIÉ des mouvements de fonds entre les comptables des finances			"

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

et le Passif réels du Trésor public.

RÉCAPITULATION DES RECTIFICATIONS APPORTÉES POUR ÉTABLIR L'ACTIF ET LE PASSIF RÉELS DU TRÉSOR AUX CHIFFRES DE L'ACTIF ET DU PASSIF RÉSULTANT DES ÉCRITURES DES COMPTABLES.

	ACTIF.		PASSIF.	
	AUGMENTATIONS.	DIMINUTIONS.	AUGMENTATIONS.	DIMINUTIONS.
Découverts et avances du Trésor	477,033,826f 93c	6,282,616f 45c	"	"
Budgets débiteurs	"	472,246,996 70	"	37,878,436f 71c
Services spéciaux	"	"	"	164,709,599 67
Effets à payer	"	"	"	9,859,836 89
Avances pour divers services	"	201,071,250 16	"	"
Créances litigieuses	"	9,857 53	"	"
Correspondants du Trésor	"	568,225,906 82	"	1,210,241,128 00
Correspondants administratifs	"	12,515,374 77	"	126,513,242 77
Fonds particuliers des comptables	"	"	"	3,958,898 59
Mouvements de fonds entre les comptables des finances	"	10,308,636 47	"	10,308,636 47
Valeurs de caisse et de portefeuille	"	769,842,967 13	"	"
TOTAUX GÉNÉRAUX	477,033,826 93	2,040,503,606 03	"	1,563,469,779 10
NET à déduire	1,563,469,779f 10c		1,563,469,779f 10c	

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

AU 1er JANVIER 1895.

DÉVELOPPEMENTS

SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, LES CRÉANCES ADMINISTRATIVES, LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR ET LA DETTE FLOTTANTE DU TRÉSOR.

1° Développements sur les services spéciaux affectant la situation de la Dette flottante.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.**

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 1

Capitaux de cautionnements en numéraire.

Au 31 décembre 1893, le compte des *Capitaux de cautionnements en numéraire* présentait un solde créditeur de		305,451,995f 81c
Dans ce solde figurent, depuis l'année 1878, en exécution de la décision ministérielle du 21 décembre 1880 :		
1° Les cautionnements restant inscrits au 1er avril 1814 et dont les fonds ont été employés aux dépenses générales de l'État	152,975 907f 62c	
2° Ceux qui ont été versés au Trésor, en exécution des lois des 28 avril 1816 et 23 juillet 1820 et dont les budgets ont profité à titre de ressources extraordinaires	65,122,000 00	
	218,097,907 62	
Les cautionnements versés en 1894 s'élèvent à		19,779,683 40
		325,231,679 21
Les cautionnements remboursés pendant la même année étant de		16,253,912 94
il ressort, au 31 décembre 1894, un solde créditeur (Voir page 289) de		308,977,766 27

On trouvera d'ailleurs (pages 990 à 993) le détail, par ministère et par classe de titulaires de cautionnements, des capitaux versés et remboursés pendant l'année 1894, avec l'indication du nombre des parties, ainsi que le montant des capitaux restant dus au 31 décembre de la même année.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 2.

Services départementaux de l'Algérie.

Le compte spécial des services départementaux de l'Algérie comprend: 1° Le *service départemental* proprement dit des départements d'Alger, Constantine et Oran; 2° Le *service des recettes à charge de remboursement.* On trouvera, aux pages 1068 à 1073, le détail, par exercice et par nature de recettes et de dépenses, des opérations effectuées dans chaque département. Ces opérations se résument comme suit :

		SERVICE DÉPARTEMENTAL.				SERVICE DES RECETTES À CHARGE DE REMBOURSEMENT.				RÉUNION DES DEUX SERVICES.			
		ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	TOTAL.	ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	TOTAL.	ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	TOTAL.
Soldes au 31 décembre 1893	Débiteurs	"	"	"	4,914,223f 84c	"	"	"	1,098,835f 50c	"	"	"	6,013,059f 34c
	Créditeurs	1,877,223f 21c	1,559,156f 74c	1,477,843f 89c		455,438f 62c	291,051f 46c	352,345f 42c		2,332,661 83	1,850,208f 20c	1,830,189f 31c	
Recettes de l'année 1894		5,434,175 42	6,232,668 73	2,501,762 84	14,168,606 99	2,767,712 92	1,875,321 12	2,297,168 58	6,940,202 62	8,201,888 34	8,107,989 85	4,798,931 42	21,108,809 61
		7,311,398 63	7,791,825 47	3,979,606 73	19,082,830 83	3,223,151 54	2,166,372 58	2,649,514 00	8,039,038 12	10,534,550 17	9,958,198 05	6,629,120 73	27,121,868 95
Dépenses de l'année 1894		5,357,654 94	6,061,107 90	2,545,219 59	13,963,982 43	3,095,984 11	2,047,412 09	2,549,199 69	7,692,595 89	8,453,639 05	8,108,519 99	5,094,419 28	21,656,578 32
Soldes créditeurs au 31 décembre 1894		1,953,743 69	1,730,717 57	1,434,387 14	5,118,848 40	127,167 43	118,960 49	100,314 31	346,442 23	2,080,911 12	1,849,678 06	1,534,701 45	5,465,290 63
en somme égale au solde qui ressort à la page 289.													

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 3.

Service local des colonies.

La création de *budgets coloniaux* distincts du budget général de l'État résulte de l'application du principe adopté par l'Assemblée constituante et consacré par le décret du 10 juin 1791, d'après lequel les colonies, si elles n'ont pas à concourir aux dépenses de la métropole, doivent au moins suffire à leurs propres dépenses. L'ordonnance du 26 janvier 1825 a également abandonné aux colonies tous leurs revenus et mis à leur charge toutes les dépenses les concernant.

La loi du 25 juin 1841 rattacha, au contraire, au budget de l'État les recettes et les dépenses de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane. Mais le sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui a réglé la constitution des trois premières de ces colonies, revint au système inauguré par l'Assemblée constituante de 1791. Il décida qu'elles supporteraient toutes les dépenses, à l'exception de celles dans lesquelles l'intérêt général de l'État se trouverait engagé, et il ne réserva au profit du Trésor aucune recette provenant du recouvrement des contributions, soit directes, soit indirectes. Toutefois des contingents à fournir au Trésor public peuvent être imposés aux colonies, et, d'un autre côté, l'article 15 prévoit que des subventions peuvent être accordées au service local, en cas d'insuffisance des ressources. Le sénatus-consulte du 4 juillet 1866, également spécial aux mêmes colonies, a encore réduit le nombre des dépenses imputables sur les fonds du budget métropolitain.

Tout en ne statuant que pour la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, le sénatus-consulte de 1854 portait que les autres colonies seraient régies par des décrets jusqu'à ce qu'il ait été statué à leur égard par un sénatus-consulte. Par suite, le décret du 26 septembre 1855 a appliqué à tous les établissements coloniaux les principes du sénatus-consulte de 1854; il a institué dans chaque colonie un trésorier-payeur, comptable direct du Trésor, auquel incombe, entre autres attributions, le soin d'effectuer ou de centraliser toutes les recettes et dépenses intéressant le service local, qui se trouvent ainsi soumises au contrôle de la Cour des comptes. Ces opérations figurent, dans les écritures de l'Administration des finances, au compte *Service local des colonies*.

Ce compte, à raison des opérations effectuées pendant la gestion 1893-1894 (1er juillet 1893 au 30 juin 1894), présente la situation suivante :

Solde créditeur au commencement de la gestion 1893-1894	14,880,027f 56c
Recettes	79,386,956 55
TOTAL	94,266,984 11
Dépenses	85,654,851 91
Solde créditeur au 30 juin 1894	8,612,132 20

Ce solde, qui représente l'excédent des recettes sur les dépenses locales, dont le Trésor est dépositaire, se décompose comme suit :

Martinique	741,448f 72c
Guadeloupe	497,568 13
Réunion	945,773 05
Guyane	241,458 51
Sénégal	413,802 25
Congo	801,807 69
Guinée	1,797,189 43
Soudan	325,111 39
Saint-Pierre et Miquelon	122,057 73
Diego-Suarez	42,939 45
Nossi-Bé	37,523 88
Mayotte	15,375 51
Taïti	340,661 06
Nouvelle-Calédonie	228,448 68
Inde	135,717 51
Cochinchine	1,864,802 04
Obock	*A déd. : 42,795 60*(A)
Sainte-Marie de Madagascar	10,578 14
Côte d'Ivoire	92,664 63
	8,612,132 20

égal au solde créditeur qui ressort à la page 289.

(A) Solde débiteur qui sera régularisé dans le compte des finances de l'année 1895.

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 4.

Avances faites par l'État au service local des colonies.

Le compte général de l'Administration des finances publié pour l'année 1877 (page 617) donne des explications sur l'origine de dettes contractées par diverses colonies envers l'État par suite d'avances faites par le Trésor, soit pour parer aux insuffisances accidentelles des recettes du service local, soit pour le remboursement, en excédent de ressources ordinaires d'un exercice, de dépenses opérées en France pour le compte du service local conformément aux dispositions de l'article 77 du décret du 26 septembre 1855 sur le régime financier des colonies, dispositions reproduites par l'article 87 du décret du 20 novembre 1882.

Jusqu'en 1878, l'existence de ces dettes n'avait pas été constatée d'une manière uniforme dans les écritures centrales de la comptabilité publique. La diversité de ces imputations ne permettant pas de faire connaître facilement la situation des colonies débitrices, il y avait intérêt à faire figurer à un compte unique les sommes dont l'État est créancier. Pour atteindre ce résultat, et, d'autre part, afin de présenter dans la même catégorie de comptes toutes les recettes et les dépenses intéressant le service local des colonies, une décision ministérielle, en date du 18 novembre 1880, a prescrit d'ouvrir, à partir de l'année 1878, parmi les services spéciaux du Trésor, un compte intitulé *Avances faites par l'État au service local des colonies*, destiné à la description des opérations relatives aux dettes des colonies envers l'État.

Le solde débiteur de ce compte, au commencement de la gestion 1893-1894, était de	581,647f 96c
Les dépenses de la gestion 1894 ont été de	"
TOTAL	581,647 96
Les recettes opérées pendant la même période pour remboursements effectués par les colonies, suivant les dispositions concertées pour chaque établissement colonial entre le Département des finances et l'Administration centrale des colonies, s'étant élevées à	253,431 80
il en résulte un solde débiteur, à la fin de la gestion 1894, de (voir page 289)	328,216 16

Ce solde, qui représente le montant des sommes dues à l'État par les colonies, se répartit ainsi qu'il suit :

	SOLDES au commencement de la gestion.	DÉPENSES.	TOTAUX.	RECETTES.	SOLDES à la fin de la gestion.
Guadeloupe	350,907f 33c	"	350,907f 33c	50,000f 00c	300,907f 33c
Réunion	182,500 32	"	182,500 32	182,500 00	0 32
Nossi-Bé	42,308 51	"	42,308 51	15,000 00	27,308 51
Inde	5,931 80	"	5,931 80	5,931 80	"
TOTAUX	581,647 96	"	581,647 96	253,431 80	328,216 16

La dette de la Guadeloupe, qui représente le remboursement de payements faits en France pour le compte des exercices 1858 à 1860 et 1865 à 1869, s'élevait primitivement à 1,710,484 fr. 76; elle doit être remboursée au moyen d'annuités de 50,000 francs, inscrites au budget local de chaque exercice parmi les dépenses obligatoires de la colonie.

La dette de la Réunion, qui était en 1873 de 1,870,494 fr. 51, est amortie au moyen de prélèvements, dont l'importance s'accroît chaque année, sur les recettes des exercices courants; elle sera éteinte en 1895.

La dette de Nossi-Bé correspond à une avance de 107,308 fr. 51 qui a été faite à cette colonie par le Trésor pour permettre le remboursement immédiat de payements acquittés pour son compte avant le 30 juin 1888, en France, en Algérie et dans les autres colonies. Cette dette devra être amortie au moyen d'annuités variables inscrites aux budgets locaux des exercices 1889 à 1895.

En ce qui concerne la colonie de l'Inde, il a été reconnu qu'un certain nombre de dépenses intéressant le service local avaient été imputées à un compte de trésorerie intitulé *Divers, l/c d'avances;* ces dépenses fort anciennes, qui s'élevaient à 95,931 fr. 80, avaient déjà été régularisées jusqu'à concurrence de 40,000 francs au moyen de quatre versements de 10,000 francs chacun faits par la colonie. Il a paru utile, pour les raisons énoncées plus haut, de transporter le solde, soit 55,931 fr. 80 pendant la gestion 1887-1888, au débit du compte *Avances faites par l'État au service local des colonies*. La recette de 5,931 fr. 80, prévue au crédit du présent compte pendant l'année 1894, éteint définitivement la dette de cette colonie.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 5.

Caisse de réserve du service local des colonies.

Jusqu'en 1878, les dépôts au Trésor des excédents de recettes des budgets locaux des colonies, que fait ressortir le règlement de chaque exercice et qui constituent un fonds de réserve et de prévoyance dont l'État est détenteur, étaient représentés par le solde du compte *Caisse de réserve du service local des colonies*, compte classé parmi les correspondants des trésoriers coloniaux, tandis que les recettes et les dépenses du service local sont centralisées à un compte ouvert parmi les services spéciaux du Trésor. Afin de grouper dans une même catégorie de comptes toutes les opérations relatives au service local des colonies, une décision ministérielle du 18 novembre 1880 a statué que le compte *Caisse de réserve du service local des colonies*, ci-dessus mentionné, serait transporté parmi les services spéciaux à partir de 1878.

Le solde créditeur de ce compte, au commencement de la gestion 1893-1894, était de	3,323,242f 16c
Les versements du fonds de réserve qui ont été effectués, pendant l'année 1894, par diverses colonies se sont élevés à	3,249,010 84
TOTAL de la recette	6,572,253 00
Si de cette somme on retranche les remboursements faits aux colonies par l'État pendant la même année	2,980,552 88
il ressort, à la fin de la gestion 1893-1894, un solde créditeur de	3,591,700 12

Ce solde représente ce qui est dû par l'État aux diverses colonies ci-après :

Martinique	548,858f 08c
Guadeloupe	350,769 36
Réunion	48,219 16
Guyane	87,121 99
Sénégal	646,430 14
Congo	502,974 76
Saint-Pierre et Miquelon	68,144 25
Diego-Suarez	142 11
Guinée française	2,433 14
Sainte-Marie de Madagascar	14,799 57
Mayotte	6,702 18
Taïti	19,108 89
Nouvelle-Calédonie	433 89
Inde	1,009,350 17
Cochinchine	"
Obock	48,032 98
Soudan	194,181 90
Nossi-Bé	43,997 55
TOTAL égal au solde qui ressort à la page 289	3,591,700 12

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 6.

Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)

Les *prêts faits à l'industrie*, en exécution de la loi du 1er août 1860, ont été constatés au débit d'un compte ouvert sous ce titre parmi les *Services spéciaux* du Trésor. Ils doivent, jusqu'à leur entière liquidation, être imputés sur les ressources de la Dette flottante. Quant aux intérêts qui en proviennent, ils sont portés en recette aux *Produits divers du budget* de l'exercice courant.

Au 31 décembre 1893, les avances du Trésor s'élevaient à	1,906,227f 80c
Les remboursements effectués, pendant l'année 1894, sont de	24,622 85
Les avances au 31 décembre 1894 ne sont plus que de	1,881,604 95

Somme égale au solde débiteur qui ressort à la page 289.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 7.

Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

Aux termes de l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, de l'article 52 du décret du 31 mai 1862 et de la loi de finances du 27 février 1887, les fonds versés par les départements, communes ou particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, sont portés en recette aux Recettes d'ordre du budget (Recettes d'ordre proprement dites); un crédit de pareille somme est ouvert par crédit au Ministre compétent, additionnellement à ceux qui ont été accordés par la loi pour les mêmes dépenses, et la portion desdits fonds qui n'a pas été employée pendant le cours d'un exercice peut être réimputée, avec la même affectation, aux budgets des exercices subséquents, en vertu de décrets qui prononcent l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré.

Pour l'exécution de cette disposition, un arrêté ministériel du 6 juin 1863 a prescrit de centraliser les recettes de cette origine à un compte ouvert parmi les services spéciaux du Trésor, sous le titre : *Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public*, et de transporter aux budgets qui supportent la dépense, par prélèvement sur le compte spécial, une ressource égale aux crédits ouverts par décrets pour payer les dépenses correspondantes. Ce prélèvement est effectué par les soins de l'agent comptable des virements de comptes.

A l'époque du 31 décembre 1893 (voir compte des finances de 1893, page 722), le compte *Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public* présentait un excédent de recettes de			4,499,084f 94c
Les recettes effectuées pendant l'année 1894 s'élèvent à			(A) 22,248,760 63
TOTAL			26,747,845 57
Les prélèvements opérés pendant la même année pour faire face aux crédits ouverts sur l'exercice 1893 sont de (France)	78,430f 82c		
Les prélèvements opérés pendant la même année pour faire face aux crédits ouverts sur l'exercice 1894 sont de	20,805,990 92		
SAVOIR : France	19,637,466f 54c		
Algérie	1,168,524 38		
En outre des prélèvements, en somme égale au montant des recettes ayant plus de cinq ans au 31 décembre 1893, ont été appliqués aux produits divers du budget de l'exercice 1894 pour une somme de	30,811 33		
TOTAL des prélèvements opérés (voir page 289)	20,915,233 07	ci. 20,915,233f 07c	
De plus, par virements passés dans les écritures de l'année 1894 (art. 148 et 282 du Journal général de 1894), divers versements, reçus antérieurement à 1894 par les trésoriers-payeurs généraux ont été retirés du compte : *Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public* pour être transportés à d'autres comptes, ci	491 368 75		
En outre, en vertu d'une décision ministérielle en date du 25 septembre 1888, une somme de 64,691 73 a été distraite du *Fonds de concours* pour être imputée au budget des recettes (*Produits des télégraphes*).	64,691 73		
TOTAL	556,060 48	ci. 556,060 48	
		21,471,293 55	21,471,293 55
Il reste, au 31 décembre 1894, un excédent de recettes de égal au solde créditeur qui ressort à la page 289 du présent compte.			5,276,552 02
Ce solde provient des causes ci-après :			
1° Recettes ayant plus de cinq ans de date au 31 décembre 1894			50,060 00
Aux termes de la décision ministérielle du 11 juillet 1870, concernant les valeurs et excédents de recettes non réclamés dans le délai de cinq ans, cette somme sera appliquée en 1894 aux produits divers du budget de l'exercice 1893.			5,226.492 02
2° Recettes de 1890 à 1894			
Cette somme est destinée à faire l'objet de décrets d'ouverture de crédits de fonds de concours pendant les années 1895 et suivantes.			
TOTAL ÉGAL au solde créditeur ci-dessus			5,276,552 02

(A) Le montant réel des recettes effectuées par les comptables est de 22,804,821 fr. 11 (Voir page 289). La différence en moins de 556,060 fr. 48 entre ce chiffre et celui qui est porté dans la note ci-dessus provient :

1° De ce que des opérations de virement, pour une somme de fr.	491,368f 75c
effectuées en 1894 sur des versements d'années antérieures, ont été appliquées dans cette note sur le solde au 1er janvier 1894, au lieu de l'être sur le montant des recettes de l'année ; fr.	64,691 73
2° De ce que des prélèvements, pour une somme de sur le compte des *fonds de concours* au profit du budget des recettes (*Produits des télégraphes*), présentés distinctement dans cette note, ont été effectuées, dans les écritures de l'agent comptable des virements de comptes, par voie d'annulation de recettes.	
DIFFÉRENCE ÉGALE	556,060 48

La commission de vérification des comptes des Ministres pour l'exercice 1875, considérant que les *fonds de concours pour dépenses publiques* prennent une extension chaque jour plus considérable, en raison des travaux exécutés par l'État avec le concours des départements, des communes, des chambres de commerce, des compagnies de chemins de fer et des particuliers, a demandé la publication d'un tableau justificatif des droits acquis au Trésor, ainsi que la situation des recettes et des restes à recouvrer à titre de fonds de concours. En conséquence, les comptables des finances ont été invités à fournir des états détaillés présentant, d'une part, le détail des versements effectués pendant l'année courante; d'autre part, la comparaison des versements réalisés avec les engagements souscrits pendant la même année ou restant à réaliser sur les années antérieures.

Un tableau récapitulatif de ces états a été inséré chaque année dans le compte général des finances à partir de 1882.

Mais la Cour des comptes et les commissions de vérification pour les années 1883, 1884 et 1885 ont fait remarquer que les comptables des finances ne connaissant les engagements de fonds de concours que par l'émission des titres de perception, leurs écritures ne permettent pas de saisir la trace des engagements qui n'ont pas encore été mis en recouvrement; et que, par conséquent, les chiffres indiqués au compte des finances ne présentaient pas des éléments suffisants de contrôle.

A la suite de ces observations, les Ministres se sont engagés à fournir annuellement, à partir de 1888, une situation détaillée de tous les engagements existant à la date du 31 décembre de chaque année et dont il leur appartient d'assurer l'exécution. La loi du 26 janvier 1892 a rendu cette publication obligatoire. Le résumé de ces situations pour l'année 1893 figure parmi les annexes du présent compte : *Compte de divers services publics*, pages 1101 et suivantes :

En dehors de ces situations, on continue à demander aux comptables des finances de fournir des états détaillés des opérations qu'ils ont accomplies *dans le courant de l'année*, afin de pouvoir rapprocher, au point de vue des *versements* et des *restes à recouvrer*, le résultat de leurs écritures avec les chiffres des situations établies par les ministères. Pour l'année 1894, les opérations des comptables sont résumées dans le tableau ci-après :

MINISTÈRES ET SERVICES.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1894.	TITRES DE PERCEPTION de l'année 1894.	TOTAL À RECOUVRER.	VERSEMENTS EFFECTUÉS en 1894.	RESTES À RECOUVRER au 31 décembre 1894.
1	2	3	4	5	6
Finances	12,122f 64c	713,463f 85c	725,586f 49c	712,785f 31c	12,801f 18c
Justice	535 84	"	535 84	"	535 84
Affaires étrangères	"	"	"	"	"
Intérieur	"	12,405 00	12,405 00	12,405 00	"
Algérie	"	75,750 43	75,750 43	75,750 43	"
Guerre	403,666 66	676,579 10	1,080,245 76	1,026,220 76	54,025 00
Marine	"	40,000 00	40,000 00	40,000 00	"
Instruction publique	23,830 80	209,768 14	233,598 94	209,737 87	23,861 07
Beaux-Arts	"	272,783 00	272,783 00	267,783 00	5,000 00
Cultes	"	187,502 65	187,502 65	187,502 65	"
Commerce	"	25,975 00	25,975 00	25,975 00	"
Postes et télégraphes	35,302 83	1,256,887 73	1,292,190 56	1,100,109 99	192,080 57
Téléphones	"	2,230,074 16	2,230,074 16	2,230,074 16	"
Colonies	"	2,300 00	2,300 00	2,300 00	"
Agriculture. — Service de l'Agriculture	45 00	46,821 79	46,866 79	46,461 29	405 50
Travaux publics	1,867,522 65	16,540,451 85	18,407,974 50	16,311,655 17	2,096,319 33
TOTAUX	2,343,026 42	22,290,762 70	24,633,789 12	22,248,760 63	2,385,028 49

SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 8.

Avances à la caisse des écoles. (Subvention extraordinaire.)

4° AVANCES À LA CAISSE DES LYCÉES, COLLÈGES ET ÉCOLES. (SUBVENTION EXTRAORDINAIRE.)

L'article 18 de la loi du 3 juillet 1880 a doté la Caisse des lycées, collèges et écoles d'une subvention extraordinaire de 17 millions de francs et a stipulé que cette somme serait mise à la disposition du Ministère de l'instruction publique pour les dépenses d'acquisition, de construction et d'appropriation des lycées et collèges dans les proportions et à des époques à déterminer par décrets. L'article 19 de la même loi a ouvert au Ministre de l'instruction publique un crédit de pareille somme auquel il a été pourvu au moyen d'un prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1878.

Depuis, l'article 11 de la loi du 20 mars 1883 a accordé la faculté au Ministère de l'instruction publique de faire emploi de cette subvention en dépenses de même nature concernant les lycées et collèges de jeunes filles.

Cette subvention a été mise à la disposition de la Caisse par deux décrets :

Décret du 10 août 1880	10,000,000f 00c
Décret du 15 décembre 1880	7,000,000 00
TOTAL ÉGAL	17,000,000 00
Enfin l'article 67 de la loi du 28 avril 1893 l'a réduite de la somme de par l'application d'une recette égale au budget de l'exercice 1893.	1,798,357 23
RESTE	15,201,642 77

Une décision du 16 décembre 1881 avait prescrit la description des opérations relatives à cette subvention extraordinaire au moyen d'un compte intitulé : *Subvention extraordinaire à la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires;* ce titre de compte a dû être changé en celui de : *Avances à la Caisse des lycées, collèges et écoles* (*Subvention extraordinaire*) en vertu de la décision ministérielle du 9 décembre 1885. La même décision a en outre prescrit d'en présenter, à partir de 1884, les résultats détaillés, par année, dans un seul tableau contenant ceux des deux comptes de subventions dont on vient de parler. Ce compte, comme l'ancien, retracera à son crédit le montant de la subvention mise à la disposition de la Caisse scolaire et à son débit les subventions payées aux départements et aux communes.

Au 31 décembre 1893 les subventions extraordinaires restant à allouer, en exécution de la loi du 3 juillet 1880, étaient de	497,323f 26c
Pendant l'année 1894 il en a été payé pour	497,323 26
De sorte qu'au 31 décembre 1894 le présent compte spécial se trouve soldé (Voir page 289)	"

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DES COMPTES :

N° 9. — *Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires.*

N° 10. — *Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires.*

La loi du 22 juillet 1885 concernant les voies et moyens nécessaires, à partir de 1885, à l'achèvement des chemins vicinaux et à la construction des établissements scolaires dispose :

ARTICLE PREMIER.

Le Ministre des finances est autorisé à créer et à émettre des obligations du Trésor à long terme au capital de 500 francs portant un intérêt annuel de 20 francs payables par semestre les 16 juin et 16 décembre de chaque année, et remboursables semestriellement par la voie du sort au moyen d'annuités finissant le 16 décembre 1907.

ART. 2.

Le produit de ces obligations, qui ne pourra dépasser 319,744,000 francs, non compris les frais d'émission, servira à pourvoir aux subventions et avances restant à payer, à partir du 1er janvier 1885, à la Caisse des chemins vicinaux et à la Caisse des lycées, collèges et écoles, en exécution des lois des 11 juillet 1868, 1er juin 1878, 10 avril 1879, 3 juillet 1880, 30 juillet 1881, 20 août 1881, 20 mars 1883 et 2 avril 1883.

ART. 3.

Les obligations seront émises au mieux des intérêts de l'État et aux conditions déterminées par le Ministre des finances.

ART. 4.

La désignation par la voie du sort des obligations à rembourser semestriellement par série de cent numéros aura lieu les 16 mai et 16 novembre de chaque année. Le payement des obligations désignées pour le remboursement sera effectué à l'échéance du coupon semestriel qui suivra chaque tirage. Le tirage aura lieu le 16 mai 1886.

ART. 5.

Il sera pourvu au payement des intérêts et au payement du capital des obligations émises au moyen, savoir :

1° D'un prélèvement de 3,325,000 francs sur le crédit inscrit au chapitre 54 du budget du Ministère de l'instruction publique, pour l'exercice 1885, sous le titre de : Remboursement par annuités à la Caisse des lycées, collèges et écoles;

2° D'un crédit annuel de 9,437,000 francs à inscrire, à partir de l'exercice 1886 au budget du Ministère des finances (Dette publique) jusqu'en 1907 ;

3° D'un crédit annuel de 1,612,000 francs à inscrire au budget du même ministère, pour les exercices 1908 à 1915 inclusivement;

4° Des annuités souscrites au Trésor, à partir du 1er janvier 1885, par les départements et les communes pour le remboursement des avances qui leur ont été faites.

ART. 6.

Le Ministre des finances est autorisé à ouvrir, parmi les services spéciaux du Trésor, deux comptes intitulés : l'un, *Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires*, comprenant la recette et l'emploi du produit des obligations, conformément à l'article 2 de la présente loi; l'autre, *Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires*, comprenant la recette et l'emploi des annuités inscrites au budget de l'État et des annuités souscrites par les départements et les communes, conformément à l'article 5 de la présente loi.

Les dispositions ci-dessus reproduites de la loi du 22 juillet 1885 ont été modifiées de la manière suivante par la loi du 8 août 1885, portant fixation des dépenses et des recettes de l'exercice 1886, et par les lois des 2 mai et 24 juillet 1888 et 17 juillet 1889.

L'article 16 de la loi du 8 août 1885 accorde une nouvelle subvention de 15 millions de francs pour la construction des chemins vicinaux et ouvre à cet effet, au titre des services spéciaux, sur l'exercice 1886, au Ministère de l'intérieur un crédit de pareille somme applicable au c/ *Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires*, en stipulant que la portion de ces crédits qui n'aura pas été employée, à la fin de l'exercice 1886, ne pourra être reportée aux exercices suivants qu'en vertu d'une loi (A). Par suite de cette dernière disposition, un crédit de 9,959,060 fr. 93 resté libre sur l'exercice 1886 a été reporté à l'exercice 1887 par la loi du 23 mars 1888.

En outre, afin de pourvoir à ce crédit, l'émission des obligations du Trésor autorisée par la loi du 22 juillet 1885 pour la somme de 319,744,000 francs a été élevée à celle de 334,744,000 francs non compris les frais d'émission.

Enfin, par suite de l'augmentation de l'emprunt en obligations à long terme destiné à payer des subventions, le chiffre de 9,437,000 francs fixé par le paragraphe 2 de l'article 5 de la loi du 22 juillet 1885 pour le payement des intérêts et de l'amortissement de ces obligations a été porté par la loi du budget de 1886 à la somme de 10,437,000 francs.

(A) Cette disposition a été abrogée par la loi du 23 mars 1888 en ce qui concerne les fonds libres des exercices suivants.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS

Suite des DÉVELOPPEMENTS

Suite du DÉVELOPPE

N° 9. — *Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement*

N° 10. — *Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises*

Postérieurement à ces dispositions, les lois du 24 juillet 1888 et du 17 juillet 1889 ont autorisé le Ministre de l'intérieur à prendre envers les départements et les communes, jusqu'à concurrence de 8,000,000 francs chacune, des engagements relatifs aux avances à faire pour la construction de chemins vicinaux, dans les conditions de la législation existante.

En vue de pourvoir à l'exécution de ces engagements, l'émission des obligations du Trésor échéant en 1907, autorisée par les lois des 22 juillet et 8 août 1885 pour une somme de 334,744,000 francs, a été élevée d'abord par la loi du 2 mai 1889 à 342,744,000 francs et portée en dernier lieu à celle de 350,744,000 francs, non compris les frais d'émission, par la loi du 17 juillet 1889.

Les lois précitées des 2 mai et 24 juillet 1888 et 17 juillet 1889, ayant pour but de pourvoir à des avances remboursables, n'ont motivé aucune augmentation de la dotation budgétaire.

La loi du 26 janvier 1892, portant fixation des recettes et des dépenses de l'exercice 1892 a réduit (art. 46), à 240,000,000 de francs le montant des émissions d'obligations autorisées par les lois précitées, a stipulé qu'il ne serait pas procédé à la négociation du solde, des obligations restant à émettre, et qu'il serait pourvu aux dépenses que le produit de cette négociation était destiné à couvrir, au moyen des ressources générales du Trésor.

Enfin, la loi du 28 avril 1893, portant fixation des recettes et des dépenses de l'exercice 1893, a réduit, art. 61, à 10,733,908 fr. 69 le crédit de 15 millions ouvert au Ministère de l'intérieur par la loi du 8 août 1885 à titre de supplément de subvention pour la construction des chemins vicinaux.

Il ressort de l'exposé des motifs et du dispositif de la loi du 22 juillet 1885 que les subventions et les avances allouées, à partir du 1er janvier 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires, ne doivent plus être payées par l'entremise de la Caisse des chemins vicinaux et de la Caisse des lycées, collèges et écoles, mais que le Trésor doit effectuer directement ces payements à l'aide des ressources que la présente loi a mises à sa disposition.

Une décision ministérielle du 9 décembre 1885, prise pour l'exécution de cette loi, précise les mesures administratives à adopter et le mode de comptabilité à suivre pour décrire sur les livres du Trésor les diverses opérations résultant de l'application de ces dispositions législatives. A cet effet, elle indique d'abord la marche à suivre pour déterminer le chiffre définitif des opérations faites ou à faire par la Caisse des chemins vicinaux et la Caisse scolaire, conformément à la législation ancienne.

En conséquence, les dépenses engagées par ces deux caisses au 31 décembre 1884 ont été définitivement closes à cette date, sous la réserve que la Caisse des dépôts et consignations resterait chargée d'en opérer la liquidation et l'amortissement. Le compte des finances publié pour l'année 1884 donne (pages 815 à 828) tous les renseignements relatifs à cette opération.

Quant aux dépenses restant à faire à partir du 1er janvier 1885 pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires auxquelles il a été pourvu au moyen des fonds d'emprunt, elles s'élèvent au 31 décembre 1884 à la somme de 319,744,072 francs, qui doit être augmentée : 1° de la subvention de 15 millions de francs accordée pour l'achèvement des chemins vicinaux par la loi du 8 août 1885 et réduite à 10,733,908 fr. 69 par l'article 61 de la loi du 28 avril 1893 ; 2° des autorisations d'avances consenties par les lois des 2 mai et 24 juillet 1888 et 17 juillet 1889, s'élevant ensemble à 16,000,000 de francs, et diminuées de la somme de 27,920,000 francs en exécution de l'article 54 de la loi du 26 juillet 1893. Les dépenses restant à payer par suite des crédits actuellement ouverts se trouvent portées à la somme de 318,557,980 fr. 69.

Ce résultat ressort du tableau suivant :

	CAISSE DES CHEMINS VICINAUX.		CAISSE DES LYCÉES, COLLÈGES ET ÉCOLES.		TOTAL.
	Subventions.	Avances.	Subventions.	Avances.	
Total des crédits ouverts	"	520,000,000f	224,200,000f00c	231,400,000f	975,600,000f00c
Payements effectués (en capitaux seulement)	"	355,611,400	135,525,428 00	164,719,100	655,855,928 00
Reste à payer au 1er janvier 1885	"	164,388,600	88,674,572 00	66,680,900	319,744,072 00
A ajouter :					
Subvention accordée par la loi du 8 août 1885	15,000,000f00c	"	"	"	15,000,000 00
Avance autorisée par les lois des 2 mai et 24 juillet 1888	"	8,000,000	"	"	8,000,000 00
Avance autorisée par la loi du 17 juillet 1889 (art. 45)	"	8,000,000	"	"	8,000,000 00
ENSEMBLE	15,000,000 00	180,388,600	88,674,572 00	66,680,900	350,744,072 00
A DÉDUIRE :					
Réduction de crédits en exécution de l'article 54 de la loi du 24 juillet 1893	"	"	15,200,000 00	12,720,000	27,920,000 00
De l'article 61 de la loi du 28 avril 1893	4,266,091 31	"	"	"	4,266,091 31
TOTAL à déduire	4,266,091 31	"	15,200,000 00	12,720,000	32,186,091 31
Crédits restant à employer	10,733,908 69	180,388,600	73,474,572 00	53,960,900	318,557,980 69
Payements effectués (en capitaux seulement) de 1885 à 1894	10,733,908 69	179,704,300	73,460,132 54	53,954,500	317,852,841 23
EXCÉDENT des crédits restant à employer au 31 décembre 1894	"	684,300	14,439 46	6,400	705,139 46

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

MENT DES COMPTES :

des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires.

pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires.

Pour éviter de monter au Ministère des finances un service analogue et parallèle à celui qui fonctionne déjà à la Caisse des dépôts et consignations, on a cru préférable de laisser la gestion des fonds, comme par le passé, à cet établissement, qui est ainsi l'intermédiaire du Trésor pour les diverses opérations à effectuer. Mais c'est le caissier-payeur central du Trésor public qui passe écriture définitive des recettes et des dépenses faites.

A cet effet, la Caisse centrale du Trésor a dû ouvrir sur ses livres, conformément à l'article 6 de la loi du 22 juillet 1885, les deux comptes classés parmi les services spéciaux, sous les titres ci-après :

1° Subventions et avances allouées à partir de 1885 pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires ;

2° Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires.

Le premier de ces comptes constate à son *débit* le montant des payements effectués pour le compte du Trésor par la Caisse des dépôts et consignations et à son *crédit* le produit des obligations dont l'émission a été autorisée par les lois du 22 juillet 1885 et du 8 août 1886 et par les lois postérieures susmentionnées.

On porte en dépense au deuxième compte :

1° Les sommes employées à l'acquittement des obligations sorties aux tirages semestriels ;

2° Les frais de gestion, taxations et intérêts afférents à l'ensemble de l'opération.

Et on inscrit en recette au même compte :

1° Le montant des annuités de remboursement des départements et des communes ;

2° Les sommes ordonnancées à son profit, en 1885, par le Ministère de l'instruction publique pour 3,325,000 francs, de l'exercice 1886 à l'exercice 1891, par le Ministère des finances pour 10,437,000 francs, à partir de l'exercice 1892 jusqu'à l'exercice 1907 par le Ministère des finances pour 8,915,250 francs (art. 47 de la loi du 26 janvier 1892), et en ce qui concerne les exercices 1908 à 1915 inclusivement, pour 1,612,000 francs.

Au 1er janvier 1894 le *c/ Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires*, présentait un solde débiteur de	61,316,680f 15c
Pendant l'année 1894 on a constaté à ce compte une dépense de	15,899,395 24
SOLDE DÉBITEUR au 31 décembre 1894	77,216,075 39

Ce solde a été transporté, à la fin de l'année 1894 au débit du compte spécial : *Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires* créées en exécution de l'article 53 de la loi du 26 juillet 1893 et de la Décision ministérielle du 4 mai 1894.

L'excédent de recettes au 31 décembre 1893 du *c/ Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires* s'élevait à	26,864,208f 37c
Pendant l'année 1894, il a été crédité de	775,311 25
	27,639,519 62
et débité de	3,204,628 80
De sorte qu'il présente, au 31 décembre 1894, un solde créditeur de (voir page 289)	24,434,890 82

Ce solde a été porté par virement en recette au budget de l'exercice 1894, § 6, Ressources exceptionnelles, conformément à l'article 55 de la loi du 26 juillet 1893.

Les deux comptes spéciaux se trouvent ainsi soldés.

La distinction, par nature d'opérations, soit en recette, soit en dépense, affectant ces deux comptes se trouve établie dans les deux tableaux insérés à la page suivante.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS**

Suite des **DÉVELOPPEMENTS SUR**

Suite du **DÉVELOPPE**

N° 9. — *Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement*

N° 10. — *Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises*

1° Situation, au 31 décembre 1894, du *c/ Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires.*

ANNÉES.	DÉBIT. Achèvement des chemins vicinaux. Subventions.	Prêts en capital.	TOTAL.	Construction des établissements scolaires. Subventions.	Prêts en capital.	TOTAL.	Frais de l'émission des obligations du Trésor à long terme. (Lois des 22 juillet et 13 août 1885.)	TOTAL général du débit.	CRÉDIT. Montant des obligations émises.	Prime d'émission.	TOTAL général du crédit.
1885	»	32,807,100f	32,807,100f00	»	33,583,800f	33,583,800f00	»	66,390,900f00	50,000,000f	»	50,000,000f00
1886	»	30,778,100	30,778,100 00	8,315,983f25	9,699,800	18,015,783 25	»	48,793,883 25	»	»	»
1887. Lois des 8 août 1885 et 23 mars 1888. Exces 1886. 5,040,939f07c; Exces 1887. 3,458,867 47	8,499,806f54c	24,197,900	32,697,706 54	21,994,335 60	4,863,500	26,857,835 60	»	59,555,542 14	105,000,000	»	105,000,000 00
1888. Loi du 23 mars 1888. Exces 1887. 1,783,530f60c; Exces 1888. 282,742 78	2,066,273 38	14,847,600	16,913,873 38	16,290,432 22	1,212,200	17,502,632 22	»	34,416,505 60	30,000,000	517,807f05c	30,517,807 05
1889. Loi du 23 mars 1888. Exces 1888. 320,732f00c; Exces 1889. 8,020 55	328,752 55	15,334,200	15,662,952 55	9,007,001 70	1,836,700	10,843,701 70	»	26,506,654 25	50,000,000	»	50,000,000 00
1890 (A).	*A déd.* : 141,860 66	16,003,300	15,861,439 34	5,446,633 65	1,611,500	7,058,133 65	»	22,919,572 99	5,000,000	170,000 00	5,170,000 00
1891	(B) *A déd.* : 45,554 84	(C) 11,259,000	11,213,445 16	(D) 5,320,192 70	50,500	5,370,692 70	»	16,584,137 86	»	»	»
1892	(E) 17,724 82	(F) 11,673,400	11,691,124 82	(G) 2,996,698 83	540,000	3,536,698 83	»	15,227,823 65	»	»	»
1893	8,766 90	(H) 9,809 100	9,817,866 90	(I) 1,478,700 56	312,900	1,791,600 56	»	11,609,467 46	»	»	»
1894	»	12,994,600	12,994,600 00	(J) 2,610,154 03	243,600	2,853,754 03	51,041 21	15,899,395 24	»	»	»
	10,733,908 69	179,704,300	190,438,208 69	73,460,132 54	53,954,500	127,414,632 54	51,041 21	317,903,882 44	240,000,000	687,807 05	240,687,807 05
Solde débiteur transporté au débit du compte Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires. (Loi du 26 juillet 1893 et décision ministérielle du 4 mai 1894.)								77,216,075f39c			

(A) Voir le compte des finances de 1890, page 676.

(B, C, D) Voir le compte des finances de 1891, page 682.

(E. F. G.) Voir le compte des finances de 1892, page 714.

(H. I.) Voir le compte des finances de 1893, page 742.

(J) Le chiffre des recettes de la Caisse des dépôts est de 1,763,436f 54c

et celui du compte des finances en dépense est de 2,610,154 03

Différence 846,717 49

Cette différence représente des subventions payées par la Caisse des dépôts et consignations en décembre 1894 et remboursées par le Trésor en janvier 1895. La Décision ministérielle du 18 avril 1895 a prescrit le rattachement de cette opération à l'année 1894, dans les écritures de l'administration centrale des finances.

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

MENT DES COMPTES:

des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires.

pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires.

2° Situation, au 31 décembre 1894, du *c/ Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires.*

ANNÉES.	DÉBIT. Remboursements des obligations sorties aux tirages semestriels.	Frais de gestion et taxations. Chemins vicinaux.	Établissements scolaires.	Intérêts semestriels nets des obligations.	TOTAL général du débit.	CRÉDIT. Annuités de remboursement des départements et des communes. Chemins vicinaux. Capital.	Intérêts.	TOTAL.	Établissements scolaires. Capital.	Intérêts.	TOTAL.	Dotation budgétaire pour l'amortissement.	TOTAL général du crédit.
1885	»	118,582f82c	60,274f66c	»	178,857f48	4,716f68	2,031f00	6,747f68	192,336f82	79,151f18	271,488f00	3,325,000f00	3,603,235f68
1886	1,400,000f	98,915 52	63,274 50	1,000,000f00	2,562,190 02	798,232 67	337,100 83	1,135,333 50	984,161 18	415,663 53	1,399,824 71	10,437,000 00	12,972,158 21
1887	4,600,000	99,164 42	66,926 98	3,681,630 11	8,447,721 51	1,682,539 94	697,781 81	2,380,321 75	1,285,203 70	512,268 65	1,797,472 35	10,437,000 00	14,614,794 10
1888	5,900,000	98,554 06	62,613 97	6,003,922 88	12,065,090 91	2,550,425 25	1,017,918 74	3,568,343 99	1,493,077 47	581,037 59	2,074,115 06	10,437,000 00	16,079,459 05
1889	7,950,000	103,185 88	61,961 38	7,452,969 33	15,568,116 59	3,128,885 12	1,197,028 67	4,325,913 79	1,519,359 23	550,438 38	2,069,797 61	(B) 5,000,000 00	11,395,711 40
1890	8,600,000	102,560 73	60,216 46	8,786,000 00	17,548,777 19	(A) 3,415,775 67	1,357,124 82	4,772,900 49	1,549,123 11	561,601 24	2,110,724 35	15,874,000 00	22,757,624 84
1891	9,000,000	106,025 34	53,401 64	8,550,000 00	17,709,426 98	4,002,727 52	1,518,216 53	(C) 5,520,944 05	1,605,342 40	563,572 56	(D) 2,169,914 96	10,437,000 00	18,127,859 01
1892	9,200,000	108,519 87	46,226 96	7,433,437 56	16,788,184 33	4,653,192 70	1,610,467 05	(E) 6,263,659 75	1,614,396 03	539,088 79	(F) 2,153,484 82	8,915,250 00	17,332,394 57
1893	9,600,000	104,023 11	45,407 67	6,358,625 00	16,108,055 78	4,751,275 05	1,696,087 55	(G) 6,447,362 60	1,669,371 43	525,408 27	(H) 2,194,779 70	8,915,250 00	17,557,392 30
1894	»	95,482 59	44,396 21	3,064,750 00	3,204,628 80	313,913 79	114,626 50	(I) 428,540 29	263,085 12	83,685 84	(J) 346,770 96	»	775,311 25
	56,250,000	1,035,014 34	564,700 43	52,931,334 82	110,781,049 59	25,301,684 39	9,548,383 50	34,850,067 89	12,176,456 49	4,411,916 03	16,588,372 52	83,777,500 00	135,215,940 41
Rappel du débit													110,781,049,59
Solde créditeur transporté aux Ressources exceptionnelles de l'Exercice 1894 (Loi du 26 juillet 1893)													24,434,890 82

(A) Déduction faite d'une annulation par virements de comptes de 109,100 francs.

(B) La différence de 5,437,000 francs nécessaire pour atteindre les chiffres de la dotation n'a été ordonnancée qu'en 1890.

(C et D) Voir le Compte des finances de l'année 1891, page 683.

(E et F) Voir le compte des finances de l'année 1892, page 715

(G et H) Voir le compte des finances de l'année 1893, page 743.

(I) Le chiffre des dépenses de la Caisse des dépôts est de 524,022f 88c

et celui du compte des finances en recette de 428,540 29

Différence 95,482 59

Cette différence représente les frais de gestion de l'année 1893 qui n'ont été remboursés par le Trésor à la Caisse des dépôts que pendant l'année 1894.

(J) Le chiffre des dépenses de la Caisse des dépôts est de 391,167f 17c

et celui du compte des finances en recette, est de 346,770 96

Différence 44,396 21

Cette différence représente les frais de gestion de l'année 1893, qui n'ont été remboursés par le Trésor à la Caisse des dépôts que pendant l'année 1894.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DES COMPTES :

N° 11. — *Liquidation de la dernière Liste civile et du domaine privé, s/c provisoire.*

N° 12. — *Trésor public, s/c d'opérations faites par la Liste civile impériale pour le compte de l'Etat.*

Aux termes d'un décret du Gouvernement de la Défense nationale du 6 septembre 1870 et d'un arrêté du Ministre des finances du 16 du même mois, une commission spéciale a été chargée de la liquidation et de l'administration des biens meubles et immeubles de la dernière Liste civile et du Domaine privé.

Une instruction du 21 septembre 1870, émanée de la Délégation de Tours, a prescrit, d'une part, à l'administration de l'enregistrement et des domaines d'effectuer les recouvrements et les payements concernant la Liste civile et le Domaine privé, et, d'autre part, cette même instruction a chargé les trésoriers-payeurs généraux de centraliser les recettes versées par les receveurs des domaines ou encaissées directement par les receveurs des finances, et de payer les dépenses autorisées par la commission de liquidation.

Un arrêté ministériel du 23 août 1871 a décidé que les sommes recouvrées par l'administration des domaines supporteraient au profit du Trésor la retenue de 5 p. o/o pour frais de régie, établie par la loi de finances du 5 mai 1855.

Ultérieurement, la caisse centrale du Trésor a été également appelée à opérer des recettes et des dépenses pour le compte de la Liste civile et de plus à rembourser à la liquidation le montant des dépenses que celle-ci avait été autorisée à payer pour le compte de l'État.

Pour retracer ces opérations, deux comptes ont été ouverts dans les écritures de l'Administration des finances, savoir :

1° *Liquidation de la dernière Liste civile et du Domaine privé, s/c provisoire,* lequel présente : en dépense, le montant des payements faits par le Trésor pour le compte de la commission de liquidation, ainsi que les sommes remises par lui à cette commission ; en recette, le montant des sommes recouvrées par le Trésor pour le compte de la liquidation ;

2° *Trésor public, s/c d'opérations faites par la Liste civile impériale pour le compte de l'État,* lequel présente : en dépense, les payements faits par la Liste civile pour le compte de l'État ; en recette, les recouvrements effectués pour le compte de l'État par la Liste civile.

A la date du 31 octobre 1874, le liquidateur de la Liste civile a publié le compte rendu de ses opérations, et les résultats de ce compte rendu ont été confirmés par une décision, en date du 20 février 1877, de la commission instituée par décret du 26 mai 1853, à l'effet de vérifier et de juger les comptes de la Liste civile et du Domaine privé de l'Empereur.

On a procédé ultérieurement au règlement de diverses réclamations ou revendications présentées tant par l'État que par la Liste civile, et les chiffres définitifs des opérations ont été arrêtés par deux décisions du Ministre des finances en date des 8 septembre et 25 octobre 1879.

A l'époque du 31 décembre 1894, les écritures de l'Administration des finances présentent les résultats suivants :

1° Liquidation de la dernière Liste civile et du Domaine privé, s/c provisoire :

Dépenses	995,546f 70c
Recettes	860,790 70
EXCÉDENT de dépenses. (Voir page 289.)	134.756 00

à rembourser à l'État par les ayants droit de l'ancienne liste civile.

2° Trésor public, s/c d'opérations faites par la Liste civile impériale pour le compte de l'État :

Dépenses	1,463,346f 56c
Recettes	619,661 68
EXCÉDENT de dépenses. (Voir page 289.)	843.684 88

Il sera pourvu ultérieurement à la régularisation de cette avance.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 13.

Réorganisation des défenses de Calais.

Aux termes de l'article 1er de la loi du 21 avril 1879, il doit être construit, pour remplacer l'enceinte actuelle de la ville de Calais, une nouvelle enceinte s'appuyant sur la citadelle et précédée de forts détachés.

Cette nouvelle enceinte englobera les villes de Calais et de Saint-Pierre, ainsi que les principaux ouvrages à établir, en vertu de la loi du 14 décembre 1875, pour l'amélioration du port.

L'article 5 pourvoit aux frais de toute nature relatifs à cette nouvelle enceinte au moyen d'un crédit de 14 millions de francs réparti sur les cinq exercices ci-après :

Exercice 1879	2,000,000f 00c
Exercice 1880	3,000,000 00
Exercice 1881	3,000,000 00
Exercice 1882	3,000,000 00
Exercice 1883	3,000,000 00
TOTAL	14,000,000 00

Les crédits ou portions de crédits disponibles en fin d'exercice peuvent être reportés par décrets à l'exercice suivant (art. 6).

La même loi stipule (art. 7) que les terrains rendus disponibles par la construction de la nouvelle enceinte de Calais, déduction faite des terrains que le Ministre de la guerre est autorisé à conserver pour ses besoins, seront remis à l'Administration des domaines au fur et à mesure de la démolition des anciennes fortifications, pour être aliénés au mieux des intérêts de l'État, dans un délai maximum de vingt années.

Un crédit de 14 millions de francs est ouvert au Ministre de la guerre au titre d'un compte créé, en vertu de l'article 4, parmi les services spéciaux, sous la rubrique : *Réorganisation des défenses de Calais,* auxquels seront imputés :

D'une part : en dépense, les frais d'expropriation et de construction inhérents aux travaux autorisés par la loi du 21 avril 1879 ;

D'autre part : en recette, le produit de la vente des terrains militaires devenus disponibles par la suppression de l'ancienne enceinte de Calais.

Sur les crédits accordés ou reportés aux exercices antérieurs ou en cours au 31 décembre 1894, lesquels s'élèvent à 14 millions de francs,

Il a été payé

Pendant l'année 1880	sur l'exercice 1879		159,176f 70c
Pendant l'année 1880	sur l'exercice 1879	162,132f 45c	2,784,519 99
	sur l'exercice 1880	2,622,387 54	
Pendant l'année 1881	sur l'exercice 1880	946,473 00	1,646,444 16
	sur l'exercice 1881	699,971 16	
Pendant l'année 1882	sur l'exercice 1881	178,512 03	658,542 63
	sur l'exercice 1882	480,030 60	
Pendant l'année 1883	sur l'exercice 1882	69,978 03	533,768 01
	sur l'exercice 1883	463,789 98	
Pendant l'année 1884	sur l'exercice 1883	260,210 02	800,227 94
	sur l'exercice 1884	540,017 92	
Pendant l'année 1885	sur l'exercice 1884	253,881 98	253,881 98
Pendant l'année 1886 (néant)			"
Pendant l'année 1887	sur l'exercice 1887		8,200 00
Pendant l'année 1888	sur l'exercice 1887	38,800f 00c	169,790 86
	sur l'exercice 1888	130,990 86	
Pendant l'année 1889	sur l'exercice 1888	170.963 64	676,229 08
	sur l'exercice 1889	505 265 44	
Pendant l'année 1890	sur l'exercice 1889	98,884 32	140,999 58
	sur l'exercice 1890	42,115 26	
Pendant l'année 1891	sur l'exercice 1890	5,609 66	128,499 47
	sur l'exercice 1891	122,889 81	
Pendant l'année 1892	sur l'exercice 1891	139,210 19	223,245 66
	sur l'exercice 1892	84.035 47	
Pendant l'année 1893	sur l'exercice 1892		43,731 37
Pendant l'année 1894			"
		TOTAL au 31 décembre 1894	8,227,257 43

Les opérations de recette constatées à ce compte depuis sa création jusqu'en 1894, ont été de	206,658f 05c	532,165 42
pendant l'année 1891 de	57,580 60	
pendant l'année 1892 de	224,759 17	
pendant l'année 1893 de	26,567 60	
pendant l'année 1894 de	16,600 00	
il en résulte au 31 décembre 1894 un solde débiteur de		7,695,092 01

ce solde ressort aussi page 289.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 14.

Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)

Aux termes de l'article 2 de la loi du 1er mai 1886, le Ministre des finances a été autorisé à négocier au mieux des intérêts du Trésor et à inscrire au Grand-Livre de la Dette publique, avec jouissance du 1er avril 1886, la somme de rentes 3 p. 0/0 nécessaire pour produire un capital effectif de 500 millions de francs, augmenté des dépenses matérielles et de tous les frais quelconques de l'émission de rentes autorisée, ces frais et dépenses ne devant pas excéder un capital de 4 millions de francs.

Un décret de la même date a fixé le taux d'émission de cet emprunt à 79 fr. 80 par 3 francs de rente, et un arrêté ministériel a déterminé les conditions dans lesquelles l'émission devait s'effectuer. Enfin, conformément à l'article 6 de la loi précitée, le Ministre des finances a rendu compte des opérations autorisées par cette loi, au moyen d'un rapport adressé à la date du 24 mai 1886 au Président de la République et distribué au Sénat et à la Chambre des députés.

Il résulte de ce rapport :

1° Qu'il a été émis par voie de souscription publique une somme de 18,947,368 francs de rentes 3 p. 0/0, représentant, au taux de 79 fr. 80 par 3 francs de rente, un capital effectif de 503,999,988 fr. 80;

2° Que ce capital doit être appliqué, en exécution des articles 2 et 3 de la loi du 1er mai 1886 :

Au budget extraordinaire des exercices 1886 et 1887, pour	257 828,200f 00c
A l'atténuation des découverts du Trésor, pour	242,171,800 00
	500,000,000 00
Aux frais matériels de l'opération, pour	3,999,988 80
TOTAL ÉGAL	503,999,988 80

L'ensemble des dépenses des budgets des exercices 1886 et suivants s'élève, ainsi qu'il vient d'être dit, à la somme de		257,828,200f 00c
Il convient d'y ajouter celle de	846,000f 00c	
montant d'un crédit ouvert au même budget de l'exercice 1886 par la loi du 26 mai 1885. La ressource destinée à faire face à ce crédit devait être prélevée sur le contingent à fournir par la ville de Paris pour sa part contributive dans les dépenses d'installation et de reconstruction du nouvel Hôtel des postes. Mais la Ville ayant contesté le chiffre auquel la dette devait être fixée, une décision ministérielle du 26 mars 1888 a ordonné, pour ne pas retarder la publication du projet de loi de règlement de l'exercice 1886, de prendre la ressource nécessaire sur le produit de l'emprunt de 500 millions (émission de 1886), à la charge de lui substituer ultérieurement, jusqu'à due concurrence, le versement à faire par la ville de Paris.		Mémoire.
Pendant l'année 1889, le versement dont il s'agit a été effectué par la ville de Paris et imputé directement parmi les ressources du budget extraordinaire de l'exercice 1889. Il en résulte un disponible d'égale somme sur le produit de l'emprunt de 500 millions	846,000 00	
TOTAL		257,828,200 00

Les dépenses du budget extraordinaire auxquelles diverses lois spéciales, énumérées dans un tableau inséré ci-après, ont pourvu au moyen de cette ressource d'emprunt, s'élèvent à la somme de	275,518,759f 99c
Mais les projets de règlement des exercices 1886 à 1889 ont demandé l'annulation définitive, ou à charge de réouverture par des lois spéciales aux budgets des exercices suivants, de crédits montant à la somme de	29,900,449 08

Savoir :

Projet de loi de règlement de l'exercice 1886	19,332,888f 36c
Projet de loi de règlement de l'exercice 1887	4,504,864 07
Projet de loi de règlement de l'exercice 1888	2,394,064 44
Projet de loi de règlement de l'exercice 1889	2,286,400 08
Projet de loi et règlement de l'exercice 1890	1,382,232 13
TOTAL ÉGAL	29,900,449 08

En sorte que les dépenses extraordinaires auxquelles il doit être pourvu sur le produit de l'emprunt de 500 millions sont de	245,618,310 91
A reporter	245,618,310 91

Report		245,618,310f 91c

Ces dépenses sont réparties comme suit entre les exercices 1886 et suivants :

Exercice 1886	106,461,311f 64c
Exercice 1887	74,155,857 89
Exercice 1888	47,440,066 81
Exercice 1889	15,123,553 70
Exercice 1890	2,437,520 87
TOTAL ÉGAL	245,618,310 91

En outre, diverses dispositions législatives ont pourvu à des crédits du budget ordinaire au moyen des ressources de l'emprunt de 500 millions savoir :

Exercice 1888	730,170f 63c	
Exercice 1889	638,506 31	
Exercice 1891	4,218,734 04	9,353,308 50
Exercice 1892	1,533,782 29	
Reliquats disponibles à employer ultérieurement	2,232,115 23	
La loi du budget de l'exercice 1891 a attribué comme ressource audit exercice une somme de		2,840,086 90
et le projet de loi de règlement de l'exercice 1889 a proposé d'appliquer le reliquat disponible, soit		16,493 69
à l'atténuation des découverts et avances du Trésor.		
ENSEMBLE des prélèvements		257,828,200 00

Enfin, comme le produit de cet emprunt est encore affecté :

1° A l'atténuation des découverts pour		244,459,481 36
(Y compris 2,287,681 fr. 36, représentant la portion restée sans emploi des ressources allouées pour les frais de l'emprunt, qui a été portée en atténuation des découverts conformément à la décision ministérielle en date du 13 novembre 1888, prise en exécution de la loi du 1er mai 1886.)		
2° Aux frais matériels de l'opération, savoir :		
Somme allouée primitivement	3,999,988f 80c	
sur laquelle il est resté un disponible de	2,287,681 36	
transporté en atténuation des découverts.		
de sorte qu'il n'a fallu pour faire face aux frais de l'emprunt que	1,712,307 44	1,712,307 44
dont on a fait l'application au crédit d'un compte de trésorerie qui avait été antérieurement débité du montant de ces frais.		
Des explications précédentes il résulte que les dépenses actuellement à la charge de l'emprunt de 500 millions s'élèvent à		503,999,988 80

Ces chiffres sont justifiés par les détails contenus dans le tableau ci-après, indiquant, outre les lois portant ouverture des crédits originaires, les crédits reportés d'exercice en exercice par des lois spéciales.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 14.

Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)

Tableau des sommes portées en atténuation des découverts et des crédits imputables sur le produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0 (émission de 1886) primitivement ouverts ou reportés aux exercices 1886 à 1893.

DATES DES LOIS.	SOMMES TRANSPORTÉES en atténuation de découverts du Trésor.	RESSOURCES affectées aux frais de l'emprunt.	BUDGET EXTRAORDINAIRE. Exercice 1886. Crédits ouverts.	Exercice 1886. Crédits annulés.	Exercice 1887. Crédits ouverts.	Exercice 1887. Crédits annulés.	Exercice 1888. Crédits ouverts.	Exercice 1888. Crédits annulés.	Exercice 1889. Crédits ouverts.	Exercice 1889. Crédits annulés.	Exercice 1890. Crédits ouverts.	Exercice 1890. Crédits annulés.	Total des crédits ouverts.	Total des crédits annulés.	OBSERVATIONS.
Loi du 1er mai 1886, art. 3, et décision ministérielle du 3 novembre 1888	244,459,481f 36c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Loi du 1er mai 1886, art. 3, et décision ministérielle du 13 novembre 1888	"	1,712,307f 44c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Lois du 8 août 1885, art. 5, et 1er mai 1886, art. 3.	"	"	152,828,200f	"	"	"	"	"	"	"	"	"	152,828,200f 00c	"	
Loi du 9 avril 1886 et décision ministérielle du 26 mars 1888	"	"	846,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	846,000 00	"	
Loi du 20 juillet 1887	"	"	"	27,880,000f 00c	27,880,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	27,880,000 00	27,880,000f 00c	
Loi du 26 février 1887	"	"	"	"	105,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	105,000,000 00	"	
Loi du 19 décembre 1887	"	"	"	"	2,835,428 78	"	"	"	"	"	"	"	2,835,428 78	"	
Loi du 15 avril 1888	"	"	"	"	12,272,202 05	"	"	"	"	"	"	"	12,272,202 05	"	
Loi du 15 avril 1888	"	"	"	"	"	25,000,000f 00c	25,000,000f 00c	"	"	"	"	"	25,000,000 00	25,000,000 00	
Loi du 26 juillet 1888	"	"	"	"	"	4,400,000 00	4,400,000 00	"	"	"	"	"	4,400,000 00	4,400,000 00	
Loi du 8 août 1888	"	"	"	"	"	39,926,908 87	39,926,908 87	"	"	"	"	"	39,926,908 87	39,926,908 87	
Loi du 24 novembre 1888	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Loi du 30 décembre 1888	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Loi du 29 mai 1889	"	"	"	"	"	"	4,504,864 07	"	"	"	"	"	4,504,864 07	"	
Loi du 29 mai 1889	"	"	"	"	"	"	"	23,997,641f 69c	23,997,641f 69c	"	"	"	23,997,641 69	23,997,641 69	
Loi du 31 mai 1890	"	"	"	"	"	"	"	"	2,394,064 44	"	"	"	2,394,064 44	"	
Loi du 31 mai 1890	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5,385,752f 35c	"	"	"	5,385,752 35	
Loi du 23 décembre 1889	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Loi du 17 février 1890	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Loi du 22 juillet 1890	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5,385,752f 35c	"	5,385,752 35	"	
Loi du 12 août 1890	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,750,000 00	2,750,000 00	"	2,750,000 00	2,750,000 00	
Loi du 27 décembre 1890	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,286,400 08	"	2,286,400 08	"	
Loi du 24 juillet 1891	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	6,602,399f 43c	"	6,602,399 43	
Total	244,459,481 36	1,712,307 44	153,674,200	27,880,000 00	147,987,630 83	69,326,908 87	73,831,772 94	23,997,641 69	26,391,706 13	8,135,752 35	10,422,152 43	6,602,399 43	412,307,462 33	135,942,702 34	
Annulation d'un crédit égal à un versement fait par la ville de Paris pendant l'année 1889, qui doit être substitué à une ressource d'égale somme prélevée en 1886 sur le produit de l'emprunt	"	"	"	"		"	"	"	"	846,000 00	"	"	"	846,000 00	
Application au budget de l'exercice 1891 d'une ressource égale au reliquat disponible dudit emprunt. (Voir le budget de l'exercice 1891.)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Total	244,459,481 36	1,712,307 44	153,674,200	27,880,000 00	147,987,630 83	69,326,908 87	73,831,772 94	23,997,641 69	26,391,706 13	8,981,752 35	10,422,152 43	6,602,399 43	412,307,462 33	136,788,702 34	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1886	"	"	"	19,332,888 36	"	"	"	"	"	"	"	"	"	19,332,888 36	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1887	"	"	"	"	"	4,504,864 07	"	"	"	"	"	"	"	4,504,864 07	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1888	"	"	"	"	"	"	"	2,394,064 44	"	"	"	"	"	2,394,064 44	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1889	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,286,400 08	"	"	"	2,286,400 08	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1890	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,382,232 13	"	1,382,232 13	
Total	244,459,481 36	1,712,307 44	153,674,200	47,212,888 36	147,987,630 83	73,831,772 94	73,831,772 94	26,391,706 13	26,391,706 13	11,268,152 43	10,422,152 43	7,984,631 56	412,307,462 33	166,689,151 42	
	246,171,788f 80c		106,461,311f 64c		74,155,857f 89c		47,440,066f 81c		15,123,553f 70c		2,437,520f 87c		245,618,310f 91c		

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 14.

Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)

Suite du *Tableau des sommes portées en atténuation des découverts et des crédits imputables sur le produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0* (émission de 1886) *primitivement ouverts ou reportés aux exercices 1886 et suivants.*

DATES DES LOIS.	REPORT DU BUDGET EXTRAORDINAIRE. Crédits ouverts.	Crédits annulés.	EXERCICE 1888. Crédits ouverts.	Crédits annulés.	EXERCICE 1889. Crédits ouverts.	Crédits annulés.	EXERCICE 1891. Crédits ouverts.	Crédits annulés.	EXERCICE 1892. Crédits ouverts.	Crédits annulés	TOTAL des crédits ouverts.	des crédits annulés.	EXERCICE 1891. Application d'une portion du reliquat disponible au budget de 1891. (Voir le budget de cet exercice.)	EXERCICE 1894. Application du reliquat final aux ressources exceptionnelles du budget de l'exercice 1894.	APPLICATION ULTÉRIEURE aux découverts et avances du Trésor, en exécution du projet de loi de règlement de l'exercice 1889	TOTAL GÉNÉRAL des SOMMES EMPLOYÉES. Augmentations.	Diminutions.
Loi du 1er mai 1886, art. 3, et décision ministérielle du 3 novembre 1888	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	244,459,481f 36c	"
Loi du 1er mai 1886, art. 3, et décision ministérielle du 13 novembre 1888	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,712,307 44	"
Lois du 8 août 1885, art. 5, et 1er mai 1886, art. 3	152,828,200f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	152,828,200 00	"
Loi du 9 avril 1886 et décision ministérielle du 26 mars 1888	846,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	846,000 00	"
Loi du 20 juillet 1887	27,880,000 00	27,880,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	27,880,000 00	27,880,000f 00c
Loi du 26 février 1887	105,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	105,000,000 00	"
Loi du 19 décembre 1887	2,835,428 78	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,835,428 78	"
Loi du 15 avril 1888	12,272,202 05	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	12,272,202 05	"
Loi du 15 avril 1888	25,000,000 00	25,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	25,000,000 00	25,000,000 00
Loi du 26 juillet 1888	4,400,000 00	4,400,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4,400,000 00	4,400,000 00
Loi du 8 août 1888	39,926,908 87	39,926,908 87	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	39,926,908 87	39,926,908 87
Loi du 24 novembre 1888	"	"	315,170f 63c	"	"	"	"	"	"	"	315,170f 63c	"	"	"	"	315,170 63	"
Loi du 30 décembre 1888	"	"	415,000 00	"	"	"	"	"	"	"	415,000 00	"	"	"	"	415,000 00	"
Loi du 29 mai 1889	4,504,864 07	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4,504,864 07	"
Loi du 29 mai 1889	23,997,641 69	23,997,641 69	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	23,997,641 69	23,997,641 69
Loi du 31 mai 1890	2,394,064 44	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,394,064 44	"
Loi du 31 mai 1890	"	5,385,752 35	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5,385,752 35
Loi du 23 décembre 1889	"	"	"	"	305,000f	"	"	"	"	"	305,000 00	"	"	"	"	305,000 00	"
Loi du 17 février 1890	"	"	"	"	350,000	"	"	"	"	"	350,000 00	"	"	"	"	350,000 00	"
Loi du 22 juillet 1890	5,385,752 35	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5,385,752 35	"
Loi du 12 août 1890	2,750,000 00	2,750,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,750,000 00	2,750,000 00
Loi du 27 décembre 1890	2,286,400 08	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,286,400 08	"
Loi du 24 juillet 1891	"	6,602,399 43	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	6,602,399 43
Loi du 24 juillet 1891	"	"	"	"	"	"	6,602,399f43c	"	"	"	6,602,399 43	"	"	"	"	6,602,399 43	"
Loi du 31 mars 1892	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,382,232f 13c	1,382,232 13	"	"	"	"	1,382,232 13	"
Loi du 23 juillet 1892	"	"	"	"	"	"	"	2,175,000f 00c	"	"	"	2,175,000f 00c	"	"	"	"	2,175,000 00
Loi du 23 juillet 1892	"	"	"	"	"	"	"	"	2,175,000 00	"	2,175,000 00	"	"	"	"	2,175,000 00	"
Loi du 30 juin 1893	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,725,137f 00c	"	1,725,137 00	"	"	"	"	1,725,137 00
TOTAL	412,307,462 33	135,942,702 34	730,170 63	"	655,000	"	6,602,399 43	2,175,000 00	3,557,232 13	1,725,137 00	11,544,802 19	3,900,137 00	"	"	"	670,024,053 32	139,842,839 34
Annulation d'un crédit égal à un versement fait par la ville de Paris pendant l'année 1889, qui doit être substitué à une ressource d'égale somme prélevée en 1886 sur le produit de l'emprunt	"	846,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	846,000 00
Application au budget de l'exercice 1891 d'une ressource égale au reliquat disponible dudit emprunt. (Voir le budget de l'exercice 1891.)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,840,086f 90c	"	"	2,840,086 90	"
Application au budget de l'Exercice 1894 d'une ressource égale au reliquat final dudit emprunt (Voir la loi de budget de l'Exercice 1894)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,232,115 23	"	2,232,115 23	"
TOTAL	412,307,462 33	136,788,702 34	730,170 63	"	655,000	"	6,602,399 43	2,175,000 00	3,557,232 13	1,725,137 00	11,544,802 19	3,900,137 00	2,840,086 90	2,232,115 23	"	675,096,255 45	140,688,839 34
Projet de loi de règlement de l'exercice 1886	"	19,332,888 36	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	19,332,888 36
Projet de loi de règlement de l'exercice 1887	"	4,504,864 07	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4,504,864 07
Projet de loi de règlement de l'exercice 1888	"	2,394,064 44	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,394,064 44
Projet de loi de règlement de l'exercice 1889	"	2,286,400 08	"	"	"	16,493 69	"	"	"	"	"	16,493 69	"	"	16,493f69c	16,493 69	2,302,893 77
Projet de loi de règlement de l'exercice 1890	"	1,382,232 13	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,382,232 13
Projet de loi de règlement de l'exercice 1891	"	"	"	"	"	"	"	208,665 39	"	"	"	208,665 39	"	"	"	"	208,665 39
Projet de loi de règlement de l'exercice 1892	"	"	"	"	"	"	"	"	"	298,312 84	"	298,312 84	"	"	"	"	298,312 84
TOTAL	412,307,462 33	166,689,151 42	730,170 63	"	655,000	16,493 69	6,602,399 43	2,383,665 39	3,557,232 13	2,023,449 84	11,544,802 19	4,423,608 92	2,840,086 90	2,232,115 23	16,493 69	675,112,749 14	171,112,760 34
	245,618,310f 91c		730,170f 63c		638,506f 31c		4,218,734f 04c		1,533,782f 29c		7,121,193f 27c					503,999,988f 80c	

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 14.

Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)

Les opérations de recette et de dépense de l'emprunt de 500 millions ont été centralisées à un compte ouvert parmi les services spéciaux sous le titre : *Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0* (émission de 1886). Il retrace à son crédit le montant des versements effectués par les souscripteurs, et à son débit les prélèvements à faire sur les ressources de l'emprunt conformément aux lois susmentionnées.

Les recouvrements se sont élevés :

Pour l'année 1886, à	465,412,654f 40c
Pour l'année 1887, à	38,484,712 80
Pour l'année 1888, à	28,836 00
Pour l'année 1889, à	8,006 40
Pour l'année 1890, à	15,235 20
Pour l'année 1891, à	14,997 60
Pour l'année 1892, à	35,546 40
TOTAL	503,999,988 80

Sur cette somme il a été prélevé :

Pendant l'année 1886. — Transport en atténuation des découverts du Trésor	242,171,800f 00c	244,459,481f 36c	
Pendant l'année 1888. — Transport en atténuation des découverts du Trésor. (Portion sans emploi des ressources allouées pour les frais de l'emprunt.)	2,287,681 36		
Pendant l'année 1887. — Application au budget extraordinaire de l'exercice 1886. (Décision ministérielle du 30 avril 1888.)		106,461,311 64	
Pendant l'année 1888. — Application au budget extraordinaire de l'exercice 1887. (Décision ministérielle du 28 février 1889.)		74,155,857 89	
Pendant l'année 1888. — Application du montant des frais à un compte de trésorerie		1,712,307 44	
Pendant l'année 1889. — Application au budget extraordinaire de l'exercice 1888	47,440,066f 81c	48,170,237 44	503,983,495 11
Pendant l'année 1889. — Application au budget ordinaire de l'exercice 1888. (Décision ministérielle du 16 décembre 1889.)	730,170 63		
Pendant l'année 1890. — Application au budget extraordinaire de l'exercice 1889	15,123,553 70	15,762,060 01	
Pendant l'année 1890. — Application au budget ordinaire de l'exercice 1889. (Décision ministérielle du 20 décembre 1890.)	638,506 31		
Pendant l'année 1891. — Application au budget extraordinaire de l'exercice 1890. (Décision ministérielle du 28 décembre 1891.)	2,437,520f 87c	5,277,607 77	
Pendant l'année 1891. — Application au budget ordinaire de l'exercice 1891	2,840,086 90		
Pendant l'année 1892. — Application au budget ordinaire de l'exercice 1891		4,218,734 04	
Pendant l'année 1893. — Application au budget général de l'exercice 1892		1,533,782 29	
Pendant l'année 1894. — Application au budget général de l'exercice 1894. (Loi du 26 juillet 1893.)		2,232,115 23	
Il en résulte, au 31 décembre 1894, un solde créditeur de			16,493 69

égal à celui qui ressort à la page 289, et doit être appliqué aux découverts et avances du Trésor en exécution du projet de loi de règlement de l'exercice 1889.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 15.

Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions.

Aux termes de l'article 4 de la loi du 18 août 1881, relative aux pensions des anciens militaires et marins et de leurs veuves, le Ministre des finances est autorisé à payer les suppléments alloués par la présente loi, à partir du 1er janvier 1881, au moyen d'avances qui pourront être faites au Trésor par la Caisse des dépôts et consignations. Ce même article stipule que, pour le remboursement de ces avances en capital et intérêts calculés au taux de 4 p. 0/0, la Caisse des dépôts et consignations recevra jusqu'à complet remboursement une annuité de 9,325,000 francs, qui sera inscrite chaque année à partir de 1881 au budget du Ministère des finances. (Dette viagère.)

Deux décisions en date du 28 août et du 5 septembre 1881, rendues pour l'exécution de la loi du 18 août de la même année, ont prescrit que les avances faites par la Caisse des dépôts et consignations relativement aux suppléments de pensions seront retracées dans les écritures de l'administration centrale, au moyen de deux comptes classés, l'un débiteur, parmi les avances à régulariser sous le titre : *Trésor, s/c de suppléments de pensions aux militaires et marins et à leurs veuves*, l'autre créditeur, parmi les services spéciaux, et intitulé : *Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions.*

Aux termes de ces décisions, le payeur de la Dette publique, chargé de la centralisation de toutes les dépenses de l'espèce, impute au débit du compte d'avances à régulariser tous les payements qu'il a faits directement et ceux qui ont été effectués pour son compte par les comptables du Trésor. En outre, dans les premiers jours de chaque trimestre, il remet à la Caisse des dépôts et consignations, chargée de faire l'avance au Trésor des suppléments de pensions, un état sommaire des payements faits dans le trimestre précédent et constate au crédit du présent compte spécial l'avance faite en compte courant par ce dernier établissement. Enfin, au commencement de chaque année, le montant des intérêts liquidés au profit de la Caisse des dépôts et consignations est porté dans les écritures centrales au crédit du compte : *Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances*, par le débit du compte : *Trésor, s/c de suppléments de pensions.*

Quant aux ordonnances délivrées trimestriellement sur les crédits budgétaires pour rembourser les avances de la Caisse des dépôts, il en est passé écriture au débit du compte spécial : *Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances*, et au crédit du compte d'avances : *Trésor, s/c de suppléments de pensions.*

De cette manière, la comptabilité de l'administration centrale des finances présente constamment la situation réciproque du Trésor et de la Caisse des dépôts, tant au point de vue des capitaux avancés et des intérêts y relatifs que de l'amortissement de la dette de l'État.

Bien que des payements pour suppléments de pensions aient eu lieu à la fin de l'année 1881, le compte spécial : *Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions*, n'a pu être ouvert dans les écritures du Trésor qu'à partir de 1882, par suite des dispositions analysées ci-dessus des décisions du 28 août et du 5 septembre 1881. En effet, les payements effectués pendant l'année 1881 n'ayant eu lieu pour ainsi dire que dans le dernier trimestre de cette année, le compte de ces payements n'a pu être transmis à la Caisse des dépôts et consignations qu'au commencement du trimestre suivant, c'est-à-dire dans les premiers jours de l'année 1882. Aussi ces opérations n'ont-elles figuré dans le compte des finances de 1881 qu'au débit du compte d'avances : *Trésor, s/c de suppléments de pensions aux militaires et marins.*

A partir de l'année 1883, on trouvera récapitulées, par années, dans le tableau inséré ci-après, avec la distinction en capital et intérêts, les avances faites par la Caisse des dépôts et constatées au crédit du compte spécial, ainsi que les sommes remboursées au débit du même compte sur ces avances au moyen des annuités votées annuellement au budget. Ce tableau comprend les résultats consignés dans les écritures des comptables au 31 décembre 1893. Il est suivi, mais seulement pour ordre, d'explications sur les opérations relatives à la même période de temps qui ne figureront dans les comptes que dans les années suivantes, soit à cause du mode de comptabilité adopté, soit par suite de retards dans l'ordonnancement des annuités prévues au budget.

En outre, on retrouvera dans un second tableau les mêmes opérations décrites contradictoirement au compte d'avances à régulariser afin de donner l'explication des différences qui ressortent entre les chiffres de ces deux comptes.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 15.

Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions.

Les opérations du compte spécial sont les suivantes :

DÉSIGNATION DES ANNÉES pendant lesquelles ont été constatées les opérations.	DÉBIT. Annuités remboursées à la Caisse des dépôts et consignations.	CRÉDIT. Avances de la Caisse des dépôts et consignations en principal.	CRÉDIT. Intérêts des avances dues à la Caisse des dépôts et consignations. Années auxquelles se rapportent les intérêts payés.	CRÉDIT. Intérêts des avances dues à la Caisse des dépôts et consignations. Montant des intérêts payés.	CRÉDIT. Total du crédit.
Année 1882 (annuités de 1881)	9,325,000f00c	23,677,079f 44c	"	"	23,677,079f 44c
Année 1883	"	19,135,262 28	"	"	19,135,262 28
Années 1884 (annuités de 1882, 1883 et 1884.)	27,975,000 00	18,873,082 50	Intérêts des années payés en 1884. 1882.. 174,714f 38c ... 1883.. 444,618 80 ...	619,333f 18c	19,492,415 68
Année 1885	9,325,000 00	16,189,842 64	Intérêts de 1884	822,045 11	17,011,887 75
Année 1886	9,325,000 00	14,358,663 69	Intérêts de 1885	1,235,044 16	15,593,707 85
Année 1887 (3 trimestres de l'annuité de 1887). (Voir page 256.)	6,993,750 00	15,915,208 86	Intérêts de 1886	1,489,353 94	17,404,562 80
Année 1888 (dernier trimestre de 1887 et 3 trimestres de l'annuité 1888)	9,325,000 00	13,638,196 29	Intérêts de 1887	1,747,043 78	15,385,240 07
Année 1889 (dernier trimestre de 1888 et annuité de 1889)	11,656,250 00	13,094,129 26	Intérêts de 1888	2,105,201 91	15,199,331 17
Année 1890	9,325,000 00	11,558,804 00	Intérêts de 1889	2,300,340 39	13,859,144 39
Année 1891	9,325,000 00	11,327,117 40	Intérêts de 1890	2,573,908 05	13,901,025 45
Année 1892	9,325,000 00	9,570,688 17	Intérêts de 1891	2,765,761 41	12,336,449 58
Année 1893	9,325,000 00	6,274,214 30	Intérêts de 1892	2,898,026 06	9,172,240 36
Année 1894	9,325,000 00	14,567,496 11	Intérêts de 1893	3,005,699 47	17,573,195 58
	130,550,000 00	188,179,784 94		21,561,757 46	209,741,542 40
Solde créditeur au 31 décembre 1894, égal à celui qui ressort à la page 289	79,191,542f 40c				

Si au solde créditeur résultant du tableau ci-dessus et s'élevant à 79,191,542f 40c
on ajoute dès à présent les intérêts afférents à l'année 1894, dont le montant ne sera constaté au crédit du présent compte par le payeur central de la Dette publique que pendant l'année 1895, ce solde se trouve augmenté de 3,211,458 49

De sorte que les avances à rembourser au 31 décembre 1894 s'élèvent, en réalité, à 82,403,000 89

Le compte d'avances pour divers services, *Trésor, s/c de suppléments de pensions aux militaires et aux marins et à leurs veuves*, présente la situation suivante à la même date du 31 décembre 1894, dans les écritures du payeur central de la dette publique :

DÉSIGNATION DES ANNÉES pendant lesquelles ont été constatées les opérations.	DÉBIT. Payements effectués par le Trésor pour suppléments de pensions.	DÉBIT. Intérêts des avances de la Caisse des dépôts et consignations. Années auxquelles se rapportent les intérêts payés.	DÉBIT. Intérêts des avances de la Caisse des dépôts et consignations. Montant des intérêts payés.	DÉBIT. Total du débit.	CRÉDIT. Reversements des sommes payées à tort.	CRÉDIT. Annuités remboursées à la Caisse des dépôts et consignations.	CRÉDIT. Total du crédit.
Année 1881	3,202,501f40c	"	"	3,202,501f40c	"	"	"
Année 1882 (annuité de 1881)	27,510,529 17	"	"	27,510,529 17	942f 90c	9,325,000f 00c	9,325,942f90c
Année 1883	18,479,126 67	"	"	18,479,126 67	54,300 38	"	54,300 38
Année 1884 (annuités de 1882, 1883 et 1884).	17,057,833 76	Intérêts des années payés en 1884. 1882.. 174,714f 38c .. 1883.. 444,618 80 ...	619,333f 18c	17,677,166 94	91,833 88	27,975,000 00	28,066,833 88
Année 1885	16,384,908 84	Intérêts de 1884	822,045 11	17,206,953 95	139,067 59	9,325,000 00	9,464 067 59
Année 1886	15,169,289 57	Intérêts de 1885	1,235,044 16	16,404,333 73	48,594 61	9,325,000 00	9,373,594 61
Année 1887 (3 trimestres de l'annuité 1887)	14,630,582 09	Intérêts de 1886	1,489,353 94	16,119,936 03	13,681 76	6,993,750 00	7,007,431 76
Année 1888 (1 trimestre de 1887 et 3 trimestres de l'annuité 1888)	13,529,734 05	Intérêts de 1887	1,747,043 78	15,276,777 83	32,944 73	9,325,000 00	9,357,944 73
Année 1889 (1 trimestre de 1888 et l'annuité de 1889)	12,850,611 52	Intérêts de 1888	2,105,201 91	14,955,813 43	22,371 55	11,656,250 00	11,678,621 55
Année 1890	12,060,980 60	Intérêts de 1889	2,300,340 39	14,361,329 99	28,901 21	9,325,000 00	9,353,901 21
Année 1891	11,144,797 48	Intérêts de 1890	2,573,908 05	13,718,705 53	27,902 68	9,325,000 00	9,352,902 68
Année 1892	8,632,527 73	Intérêts de 1891	2,765,761 41	11,398,289 14	25,403 97	9,325,000 00	9,350,403 97
Année 1893	11,610,372 25	Intérêts de 1892	2,898,026 06	14,508,398 31	32,666 86	9,325,000 00	9,357,666 86
Année 1894	9,112,882 36	Intérêts de 1893	3,005,699 47	12,118,581 83	106,311 79	9,325,000 00	9,431,311 79
	191,376,686 49		21,561,757 46	212,938,443 95	624,923 91	130,550,000 00	131,174,923 91
Solde débiteur égal à celui qui ressort à la page 289.	212,938,443f 95c				131,174,923f 91c		
	81,763,520f 04c						

Le solde du compte d'avances figurant au tableau ci-dessus pour 81,763,520f 04c
doit, comme celui du compte spécial contradictoire, pour présenter la situation réelle, être augmenté du montant des intérêts dus à la Caisse des dépôts et consignations pour l'année 1894 ..... 3,211,458 49

D'où un excédent d'avances de 84,974,978 53
qui, comparé à celui du compte spécial (page ci-contre) 82,403,000 89
fait ressortir une différence en plus au solde du compte d'avances au 31 décembre 1894 de 2,571,977 64

Cette différence tient à ce que des payements effectués par le Trésor pendant les derniers mois de 1894, qui figurent dès cette année au compte d'avances pour divers services, ne seront décrits au compte spécial que dans les premiers jours de 1895.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS**

Suite des **DÉVELOPPEMENTS SUR LES**

DÉVELOPPEMENT

Avances faites au Trésor

Par une convention du 29 mars 1878, ratifiée par la loi du 13 juin suivant, la Banque de France s'est engagée à fournir au Trésor, au fur et à mesure de ses besoins, des avances qui pourront s'élever à 80 millions, indépendamment des 60 millions déjà avancés par elle en exécution du traité du 10 juin 1857.

Des bons du Trésor, renouvelables de trois mois en trois mois, doivent être délivrés à la Banque en garantie de ses avances, qui ne portent intérêts que lorsque le solde créditeur du Trésor, tant à Paris que dans les succursales, descend à un chiffre inférieur au montant de ces avances.

Aux termes d'une décision ministérielle, en date du 27 décembre 1879, qui règle le mode de comptabilité à suivre pour décrire les opérations relatives à l'avance dont on vient de parler, il a été créé parmi les services spéciaux un compte intitulé : *Avances faites au Trésor par la Banque de France*, au crédit duquel doivent être portés les fonds remis par la Banque au fur et à mesure des versements. Le débit du même compte servira à retracer l'emploi de l'avance de 80 millions de francs, dont il sera fait recette soit aux budgets, soit aux services auxquels cette avance sera attribuée par des lois.

Les dépenses auxquelles il doit être pourvu au moyen de cette ressource exceptionnelle s'élèvent à la somme de 79,994,611 fr. 97c, répartie comme suit :

1° Les dépenses du budget extraordinaire à imputer sur le prêt de la Banque de France, en exécution des diverses lois, s'élèvent à la somme totale de		44,515,426f 95c
Mais les projets de lois de règlement des exercices 1886 à 1888 ont prescrit l'annulation définitive ou à charge de réouverture par des lois spéciales, à des exercices ultérieurs, de crédits montant à		584,909 74
Savoir :		
Projet de loi de règlement de l'exercice 1886	139,808f 97c	
——— 1887	440,198 19	
——— 1888	2,882 81	
——— 1889	2,019 77	
Total égal	584,909 74	
En sorte que les dépenses extraordinaires auxquelles il doit être pourvu par imputation sur le prêt de la Banque de France sont de		43,930,517 21
2° Celles du budget ordinaire auxquelles il a été fait face par prélèvement sur le même produit sont de		36,064,094 76
Ensemble		79,994,611 97

Une partie des crédits gagés sur cette ressource a été successivement reportée d'exercice en exercice, soit jusqu'à l'exercice 1881 inclusivement, en vertu de la faculté de report par décret dont le Gouvernement était investi, soit à partir de l'exercice 1882, en exécution de lois spéciales.

Il en résulte que les crédits ci-dessus mentionnés se trouvent répartis entre les exercices 1880 à 1889 de la manière suivante :

1° Budget extraordinaire.

Exercice 1880	8,398,187f 66c	43,930,517f 21c
Exercice 1881	8,670,467 60	
Exercice 1882	9,787,063 97	
Exercice 1883	4,600,237 70	
Exercice 1884	7,378,649 68	
Exercice 1885	2,677,669 08	
Exercice 1886	1,468,733 64	
Exercice 1887	514,606 02	
Exercice 1888	236,921 63	
Exercice 1889	197,980 23	

2° Budget ordinaire.

Exercice 1884	1,665,695f 00c	36,064,094 76
Exercice 1885	21,704,764 76	
Exercice 1886	12,693,635 00	
Total égal		79,994,611 97

Ces chiffres sont justifiés par les détails contenus dans le tableau ci-après, indiquant, outre les lois portant ouverture des crédits, les crédits reportés d'exercice à exercice soit par des décrets, soit par des lois.

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 16.

par la Banque de France.

TABLEAU DES CRÉDITS IMPUTABLES SUR LE PRÊT DE LA BANQUE DE FRANCE
PRIMITIVEMENT OUVERTS OU REPORTÉS AUX EXERCICES 1880 À 1889.

DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	1° BUDGET EXTRAORDINAIRE.					
	EXERCICE 1880.		EXERCICE 1881.		EXERCICE 1882.	
	Crédits ouverts.	Crédits annulés.	Crédits ouverts.	Crédits annulés.	Crédits ouverts.	Crédits annulés.
CRÉDITS VOTÉS.						
Loi du 18 décembre 1879	14,300,000f 00c	"	"	"	"	"
Loi du 27 mars 1880	11,100,000 00	"	"	"	"	"
Loi du 28 décembre 1880	3,700,000 00	"	"	"	"	"
Décret du 22 janvier 1881	"	19,360,000f 00c	19,360,000f 00c	"	"	"
Décret du 5 février 1881	"	3,700,000 00	3,700,000 00	"	"	"
Loi du 29 juillet 1881	"	"	1,780,000 00	"	"	"
Loi du 26 décembre 1881	2,500,000 00	"	140,000 00	"	"	"
Loi du 10 juin 1882	"	141,784 26	"	15 450,000f 00c	15,591,784f 26c	"
Loi du 15 juillet 1882	"	"	"	"	2,950,000 00	"
Loi du 28 juillet 1882	"	"	"	"	300,000 00	"
Loi du 30 juillet 1882	"	"	"	"	70,000 00	"
Décret du 10 janvier 1883	"	28 08	28 08	"	"	"
Loi du 20 mars 1883	"	"	"	"	"	"
Loi du 1er mai 1883	"	"	"	859,532 40	"	8,678,467f 60c
Loi du 30 juillet 1883	"	"	"	28 08	"	"
Loi du 18 mars 1884	"	"	"	"	"	446,252 69
Loi du 22 juillet 1884	"	"	"	"	"	"
Loi du 13 février 1885	"	"	"	"	"	"
Loi du 13 mars 1885	"	"	"	"	"	"
Loi du 14 mars 1885	"	"	"	"	"	"
Loi du 15 mars 1885	"	"	"	"	"	"
Loi du 9 juillet 1885	"	"	"	"	"	"
Loi du 1er janvier 1886	"	"	"	"	"	"
Loi du 9 avril 1886	"	"	"	"	"	"
Loi du 6 juillet 1886	"	"	"	"	"	"
Total des crédits votés	31,600,000 00	23,201,812 34	24,980,028 08	16,309,560 48	18,911,784 26	9,124,720 29
Crédits restant à voter	"	"	"	"	"	"
Total général	31,600,000 00	23,201,812 34	24,980,028 08	16,309,560 48	18,911,784 26	9,124,720 29
	8,398,187f 66c		8,670,467f 60c		9,787,063f 97c	

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 16.

Avances faites au Trésor par la Banque de France.

Suite du TABLEAU DES CRÉDITS IMPUTABLES SUR LE PRÊT DE LA BANQUE DE FRANCE PRIMITIVEMENT OUVERTS OU REPORTÉS AUX EXERCICES 1880 À 1890.

DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	1° BUDGET — EXERCICE 1883. Crédits ouverts.	EXERCICE 1883. Crédits annulés.	EXERCICE 1884. Crédits ouverts.	EXERCICE 1884. Crédits annulés.	EXERCICE 1885. Crédits ouverts.	EXERCICE 1885. Crédits annulés.	EXERCICE 1886. Crédits ouverts.	EXERCICE 1886. Crédits annulés.
CRÉDITS VOTÉS.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Loi du 18 décembre 1879.	"	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 27 mars 1880	"	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 28 décembre 1880.	"	"	"	"	"	"	"	"
Décret du 22 janvier 1881	"	"	"	"	"	"	"	"
Décret du 5 février 1881	"	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 29 juillet 1881	"	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 26 décembre 1881.	"	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 10 juin 1882	"	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 15 juillet 1882	"	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 28 juillet 1882	"	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 30 juillet 1882	"	"	"	"	"	"	"	"
Décret du 10 janvier 1883.	"	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 20 mars 1883	400,000 00	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 1er mai 1883	9,938,000 00	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 30 juillet 1883	"	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 18 mars 1884	446,252 69	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 12 juin 1884	"	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 22 juillet 1884	"	6,110,000 00	6,940,000 00	"	"	"	"	"
Loi du 13 février 1885	"	"	4,700,000 00	"	"	"	"	"
Loi du 13 mars 1885	"	1,496 52	"	"	"	"	"	"
Loi du 14 mars 1885	"	72,518 47	72,401 01	"	"	"	"	"
Loi du 15 mars 1885	"	"	"	3,830,000 00	4,230,000 00	"	"	"
Loi du 9 juillet 1885	"	"	"	500,000 00	500,000 00	"	"	"
Loi du 1er janvier 1886	"	"	"	3,751 33	1,298 32	"	"	"
Loi du 9 avril 1886	"	"	"	"	"	1,880,000 00	1,880,000 00	"
Loi du 6 juillet 1886	"	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 30 novembre 1886.	"	"	"	"	"	150,000 00	150,000 00	"
Loi du 1er juin 1887	"	"	"	"	"	23,629 24	23,542 61	"
Loi du 21 juin 1887	"	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 25 novembre 1887.	"	"	"	"	"	"	"	445,000 00
Loi du 24 novembre 1888.	"	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 29 mai 1889	"	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 29 mai 1889	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAL des crédits votés	10,784,252 69	6,184,014 99	11,712,401 01	4,333,751 33	4,731,298 32	2,053,629 24	2,053,542 61	445,000 00
Projet de loi de règlement de l'exercice 1886	"	"	"	"	"	"	"	"
Projet de loi de règlement de l'exercice 1887	"	"	"	"	"	"	"	139,808 97
Projet de loi de règlement de l'exercice 1888	"	"	"	"	"	"	"	"
Projet de loi de règlement de l'exercice 1889	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAL des crédits restant à voter	"	"	"	"	"	"	"	139,808 97
TOTAL GÉNÉRAL	10,784,252 69	6,184,014 99	11,712,401 01	4,333,751 33	4,731,298 32	2,053,629 24	2,053,542 61	584,808 97
	4,600,237f 70c		7,378,649f 68c		2,677,669f 08c		1,468,733f 64c	

DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	EXTRAORDINAIRE. (Suite.) EXERCICE 1887. Crédits ouverts.	EXERCICE 1887. Crédits annulés.	EXERCICE 1888. Crédits ouverts.	EXERCICE 1888. Crédits annulés.	EXERCICE 1889. Crédits ouverts.	EXERCICE 1889. Crédits annulés.	TOTAL du budget extraordinaire. Crédits ouverts.	TOTAL du budget extraordinaire. Crédits annulés.	2° BUDGET ORDINAIRE. Exercices 1884, 1885 et 1886. Crédits ouverts.	APPLICATION ultérieure aux découverts et avances du Trésor, en exécution du projet de loi de règlement de l'exercice 1889.	TOTAL GÉNÉRAL. CRÉDITS OUVERTS.	TOTAL GÉNÉRAL. CRÉDITS ANNULÉS.
CRÉDITS VOTÉS.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Loi du 18 décembre 1879.	"	"	"	"	"	"	14,300,000 00	"	"	"	14,300,000 00	"
Loi du 27 mars 1880	"	"	"	"	"	"	11,100,000 00	"	"	"	11,100,000 00	"
Loi du 28 décembre 1880.	"	"	"	"	"	"	3,700,000 00	"	"	"	3,700,000 00	"
Décret du 22 janvier 1881	"	"	"	"	"	"	19,360,000 00	19,360,000 00	"	"	19,360,000 00	19,360,000 00
Décret du 5 février 1881	"	"	"	"	"	"	3,700,000 00	3,700,000 00	"	"	3,700,000 00	3,700,000 00
Loi du 29 juillet 1881	"	"	"	"	"	"	1,780,000 00	"	"	"	1,780,000 00	"
Loi du 26 décembre 1881.	"	"	"	"	"	"	2,640,000 00	"	"	"	2,640,000 00	"
Loi du 10 juin 1882	"	"	"	"	"	"	15,591,784 26	15,591,784 26	"	"	15,591,784 26	15,591 784 26
Loi du 15 juillet 1882	"	"	"	"	"	"	2,950,000 00	"	"	"	2,950,000 00	"
Loi du 28 juillet 1882	"	"	"	"	"	"	300,000 00	"	"	"	300,000 00	"
Loi du 30 juillet 1882	"	"	"	"	"	"	70,000 00	"	"	"	70,000 00	"
Décret du 10 janvier 1883.	"	"	"	"	"	"	28 08	28 08	"	"	28 08	28 08
Loi du 20 mars 1883	"	"	"	"	"	"	400,000 00	"	"	"	400,000 00	"
Loi du 1er mai 1883	"	"	"	"	"	"	9,938,000 00	9,538,000 00	"	"	9,938,000 00	9,538,000 00
Loi du 30 juillet 1883	"	"	"	"	"	"	"	28 08	"	"	"	28 08
Loi du 18 mars 1884	"	"	"	"	"	"	446,252 69	446,252 69	"	"	446,252 69	446,252 69
Loi du 12 juin 1884	"	"	"	"	"	"	"	"	(a) 1,665,695 00	"	1,665,695 00	"
Loi du 22 juillet 1884	"	"	"	"	"	"	6,940,000 00	6,110,000 00	"	"	6,940,000 00	6,110,000 00
Loi du 13 février 1885	"	"	"	"	"	"	4,700,000 00	"	"	"	4,700,000 00	"
Loi du 13 mars 1885	"	"	"	"	"	"	"	1,496 52	"	"	"	1,496 52
Loi du 14 mars 1885	"	"	"	"	"	"	72,401 01	72,518 47	"	"	72,401 01	72,518 47
Loi du 15 mars 1885	"	"	"	"	"	"	4,230,000 00	3,830,000 00	"	"	4,230,000 00	3,830,000 00
Loi du 9 juillet 1885	"	"	"	"	"	"	500,000 00	500,000 00	"	"	500,000 00	500,000 00
Loi du 1er janvier 1886	"	"	"	"	"	"	1,298 32	3,751 33	"	"	1,298 32	3,751 33
Loi du 9 avril 1886	"	"	"	"	"	"	1,880,000 00	1,880,000 00	"	"	1,880,000 00	1,880,000 00
Loi du 6 juillet 1886	"	"	"	"	"	"	"	"	(c) 12,693,635 00	"	12,693,635 00	"
Loi du 30 novembre 1886.	"	"	"	"	"	"	150,000 00	150,000 00	"	"	150,000 00	150,000 00
Loi du 1er juin 1887	"	"	"	"	"	"	23,542 61	23,629 24	"	"	23,542 61	23,629 24
Loi du 21 juin 1887	"	"	"	"	"	"	"	"	(b) 21,704,764 76	"	21,704,764 76	"
Loi du 25 novembre 1887.	815,000 00	"	"	"	"	"	815,000 00	445,000 00	"	"	815,000 00	445,000 00
Loi du 24 novembre 1888.	139,804 21	"	300,000'00	"	"	"	439,804 21	"	"	"	439,804 21	"
Loi du 29 mai 1889	"	"	139,804 44	"	"	"	139,804 44	"	"	"	139,804 44	"
Loi du 29 mai 1889	"	"	"	200,000'00	200,000 00	"	200,000 00	200,000 00	"	"	200,000 00	200,000 00
TOTAL des crédits votés	954,804 21	"	439,804 44	200,000 00	200,000 00	"	106,367,915 62	61,852,488 67	36,064,094 76	"	142,432,010 38	61,852,488 67
Projet de loi de règlement de l'exercice 1886	"	"	"	"	"	"	"	139,808 97	"	"	"	139,808 97
Projet de loi de règlement de l'exercice 1887	"	440,198 19	"	"	"	"	"	440,198 19	"	"	"	440,198 19
Projet de loi de règlement de l'exercice 1888	"	"	"	2,882 81	"	"	"	2,882 81	"	"	"	2,882 81
Projet de loi de règlement de l'exercice 1889	"	"	"	"	"	2,019 77	"	2,019 77	"	5,388 03	5,388 03	2,019 77
TOTAL des crédits restant à voter	"	440,198 19	"	2,882 81	"	2,019 77	"	584,909 74	"	5,388 03	5,388 03	584,909 74
TOTAL GÉNÉRAL	954,804 21	440,198 19	439,804 44	202,882 81	200,000 00	2,019 77	106,367,915 62	62,437,398 41	"	"	142,437,398 41	62,437,398 41
	514,606f 02c		236,921f 63c		197,980f 23c		43,930,517f 21c		36,064,094 76	5,388 03	80,000,000f 00c	

(a) Exercice 1884, construction de l'École centrale des arts et manufactures.
(b) Exercice 1885, Exposition universelle de 1878.
(c) Exercice 1886, Exposition universelle de 1889.
(Les reports de crédits aux exercices suivants se feront directement sans affecter le compte spécial.)

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 16.

Avances faites au Trésor par la Banque de France.

La Banque de France a versé dans les caisses de l'État :

Pendant l'année 1880	60,000,000f 00c
Pendant l'année 1881	20,000,000 00
De sorte qu'au 31 décembre 1881 le Trésor se trouvait avoir encaissé l'intégralité de l'avance que la Banque s'est engagée à faire, soit	80,000,000 00

Il y a lieu de mentionner dans la présente note que le Trésor, à cause de l'importance de son encaisse, avait restitué à la Banque pendant la même année la somme de 40,397,000 francs, et que cette somme a été de nouveau mise à la disposition de l'État dans le courant de l'année 1884.

Ainsi qu'il a été expliqué dans le compte général des finances de 1881 (page 804), on a prélevé sur le présent compte spécial, en exécution de la décision ministérielle du 27 décembre 1879, modifiée par celle du 8 février 1883, la ressource nécessaire pour faire face aux payements restés à la charge du budget extraordinaire de l'exercice 1880 avec imputation sur le prêt de la Banque de France, ci 8,398,187f 66c

Des prélèvements de même nature ont eu lieu sur le compte, en vue de pourvoir aux dépenses définitives du budget extraordinaire et du budget ordinaire des exercices suivants, savoir :

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

Exercice 1881 (décision ministérielle du 11 janvier 1884)		8,670,467f 60c
Exercice 1882 (décision ministérielle du 31 mars 1884)		9,787,063 97
Exercice 1883 (décision ministérielle du 7 mai 1885)		4,600,237 70
Exercice 1884 (décision ministérielle du 24 juillet 1886)		7,378,649 68
Exercice 1885 (décision ministérielle du 16 décembre 1887)		2,677,669 08
Exercice 1886 (décision ministérielle du 30 avril 1888)		1,468,733 64
Exercice 1887 (décision ministérielle du 28 février 1889)		514,606 02
Exercice 1888 (décision ministérielle du 16 décembre 1889)		236,921 63
Exercice 1889 (décision ministérielle du 20 décembre 1890)		197,980 23
		43,930,517 21

BUDGET ORDINAIRE.

Exercice 1884 (décision ministérielle du 24 juillet 1886)	1,665,695f 00c	36,064,094 76
Exercice 1885 (décision ministérielle du 16 décembre 1887)	21,704,764 76	
Exercice 1886 (décision ministérielle du 30 avril 1888)	12,693,635 00	

Le montant des dépenses portées au débit de ce compte et qui s'élève au 31 décembre 1890 à	79,994,611 97	
est à retrancher du chiffre des avances ci-dessus		79,994,611 97
et fait ressortir un solde créditeur de		5,388 03

égal à celui qui ressort à la page 289.

En exécution de l'article 23 du projet de loi portant règlement définitif de l'exercice 1889, ce reliquat disponible sera porté en atténuation des avances et découverts du Trésor.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 17.

Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts.

L'article 14 de la loi du 8 août 1885 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1886 a créé, à partir de l'année 1886, parmi les services spéciaux du Trésor deux comptes intitulés (A) :

Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts;

Avances aux compagnies de chemins de fer algériens pour garantie d'intérêts,

qui doivent présenter :

En dépense le montant, en capital et intérêts (A) à 4 p. o/o l'an, des sommes avancées par l'État, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883 et par les lois antérieures;

En recette les sommes remboursées par les compagnies de chemins de fer conformément aux mêmes conventions.

Les crédits ouverts au Ministère des travaux publics au titre de ces deux comptes de services spéciaux, à partir de l'exercice 1886, sont constatés dans le tableau suivant, avec l'indication de l'exercice qu'ils concernent, de la loi qui les a accordés et du compte auquel ils sont affectés :

DÉSIGNATION des exercices auxquels les crédits ont été ouverts par les lois de finances.		CRÉDITS ACCORDÉS AUX COMPTES : AVANCES aux compagnies de chemins de fer *français* pour garantie d'intérêt.	AVANCES aux compagnies de chemins de fer *algériens* pour garantie d'intérêt.	TOTAL des crédits ouverts par exercice.
Exercice 1886. (Loi du 3 avril 1885, art. 15.)		50,000,000f 00c	13,000,000f 00c	63,000,000f 00c
Exercice 1887. (Loi du 26 février 1887, art. 18.)		89,000,000 00	15,000,000 00	104,000,000 00
Exercice 1888. (Loi du 30 mars 1888, art. 17.)		67,000,000 00	18,000,000 00	85,000,000 00
Exercice 1889. (Loi du 29 décembre 1888, art. 11.)	54,000,000f 00c	26,506,375 19	21,000,000 00	47,506,375 19
(Loi du 27 novembre 1890). Annulation	27,493,624 81			
Exercice 1890. (Loi du 17 juill. 1889, art. 35).	34,000,000f 00c	27,810,461 07	24,000,000 00	51,810,461 07
(Loi du 27 nov. 1890). Report de 1889	27,493,624 81			
(Loi du 24 juillet 1891.) Annulation	33,683,163 74			
Crédits non employés et non reportés (annulés)		"	Add. 6,640,359 07	Add. 6,640,359 07
Exercice 1891. (Loi du 26 décembre 1890.)	58,000,000 00	67,683,163 74	24,000,000 00	91,683,163 74
(Loi du 24 juillet 1891.) Report de 1890	33,683,163 74			
Exercice 1893. (Loi du 28 avril 1893, art. 76)		25,000,000 00	"	25,000,000 00
Exercice 1894. (Loi du 16 juillet 1893, art. 71 et décision ministérielle du 27 février 1894). Crédits imputés sur les ressources disponibles de la Dette flottante		54,109,102 67	"	(C) 54,109,102 67
TOTAL des crédits ouverts au 31 décembre 1894		407,109,102 67	(B) 108,359,640 93	515,468,743 60

Pour les budgets antérieurs à celui de 1891, il était stipulé par chacune des lois de finances portant ouverture des crédits de l'espèce que la portion des crédits non employés à la fin de l'exercice auquel ils avaient été accordés ne pourrait être reportée aux exercices suivants qu'en vertu d'une loi, et qu'il devait être pourvu aux avances autorisées au moyen du produit de l'émission d'obligations du Trésor à court terme.

A partir de l'exercice 1891, aux termes de l'article 23 de la loi du 26 décembre 1890 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de cet exercice, la portion des crédits restée sans emploi à la clôture d'un exercice sera reportée de plein droit aux exercices suivants.

En outre, diverses lois ont prescrit de pourvoir aux avances de garanties d'intérêts : 1° au moyen de versements effectués par les compagnies de chemins de fer dans le courant des années 1891 et 1892 ainsi que dans les années antérieures (Loi du 26 décembre 1890, art. 24 et loi du 26 janvier 1892, art. 43); 2° au moyen d'un prélèvement sur les excédents de recettes des exercices 1890 et 1891 (art. 61 de la loi du 26 décembre 1890); 3° au moyen de primes d'émission réalisées sur des obligations du Trésor à court terme.

Le tableau inséré ci-après présente, par année, le montant des avances du Trésor faites depuis 1886 aux compagnies de chemins de fer français, ainsi que celui des versements effectués par les compagnies et des diverses ressources destinées à pourvoir aux avances et garanties d'intérêts.

En cas de reversements de sommes payées en trop, le montant en est constaté en recette à une colonne distincte du crédit de ces deux comptes, pour permettre de reconstituer, par voie de déduction, le montant des avances réelles. — Comme ces intérêts remboursés par les compagnies tant qu'ils ne sont qu'à l'état de dette ne peuvent être constatés au débit des présents comptes spéciaux, l'administration des finances, sous l'empire de la loi du 8 août 1885, avait pris des dispositions pour les appliquer aux produits des budgets, en exécution de décisions ministérielles. Mais ce mode d'imputation ne peut pas être suivi désormais, puisque, en vertu des lois nouvelles, on doit affecter au payement des garanties les sommes versées par les compagnies à quelque titre que ce soit.

(A) Ce compte, affectant directement la situation générale des Finances, ne peut être débité que des avances dont la caisse et le portefeuille du Trésor ont fourni le montant. Quant aux intérêts dont le chiffre du capital prêté devra être augmenté annuellement, ils seront suivis par compagnie au moyen du compte courant de la garantie d'intérêt aux compagnies de chemins de fer, qui fait partie des comptes spéciaux de la Dette publique. (Voir pages 981 à 985 du présent compte des Finances.)

(B) Le compte Avances aux compagnies de chemins de fer algériens pour garantie d'intérêts, a été soldé pendant l'année 1893.

(C) Cette somme représente les crédits imputés sur les ressources disponibles de la Dette flottante qui ont servi à payer, pendant l'année 1894, à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, les garanties d'intérêts à elles dûes pour les années d'exploitation antérieures à l'année 1893. (Loi du 26 juillet 1893, art. 71, et décision ministérielle du 27 février 1894.)

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 17 :

Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts.

Au 31 décembre 1893, ce compte présentait un solde débiteur de..... 249,705,386f 27c

Pendant l'année 1894, le caissier-payeur central a payé :

1° Aux compagnies de chemins de fer, à titre de garantie d'intérêts, au vu des ordonnances délivrées par le Ministre des travaux publics, la somme de 4,922,521 fr. 47 cent. répartie comme suit :

Exercice 1893..... 1,188,205f 85c
Exercice 1894..... 3,734,315 62 } 4,922,521f 47c

2° A la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée, à titre de garanties d'intérêts dues pour les années d'exploitation antérieures à l'année 1893, une somme de 54,109,102 fr. 67 cent., imputée sur les ressources disponibles de la Dette flottante, en vertu de l'article 71 de la loi de finances de l'exercice 1894 et de la décision ministérielle du 27 février 1894, ci..... 54,109,102 67

TOTAL du débit..... 59,031,624 14

Aucune opération n'ayant été effectuée au crédit du présent compte pendant ladite année, il en résulte au 31 décembre 1894 un solde débiteur de..... 308,737,010 41

Ces avances, ainsi que les diverses ressources destinées à y pourvoir, figurent au tableau ci-après, dont il a été parlé précédemment et où ressort la situation de ce compte à la fin de l'année 1894.

ANNÉES ET EXERCICES.	DÉBIT. MONTANT des avances en capital.	DÉBIT. TOTAL.	CRÉDIT. REMBOURSEMENTS sur le capital.	CRÉDIT. REMBOURSEMENTS sur les intérêts.	CRÉDIT. REVERSEMENTS de trop-payé.	CRÉDIT. Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1891 Lois des 26 décem. 1890 et 28 avril 1893.	CRÉDIT. TOTAL.
Année 1886. Exercice 1886.....	49,995,000f 00c	49,995,000f 00c	"	"	"	"	"
Année 1887. Exercice 1886. 5,000f 00c Exercice 1887. 77,518,410 77	77,523,410 77	77,523,410 77	"	"	"	"	"
Année 1888. Exercice 1887. 11,481,589 23 Exercice 1888. 40,727,100 33	52,208,689 56	52,208,689 56	"	"	"	"	"
Année 1889. Exercice 1888. 26,272,899 67 Exercice 1889. 21,186,777 58	47,459,677 25	47,459,677 25	249,621f 73c	1,027,929f 74c	"	"	1,277,551f 47c
Année 1890. Exercice 1889. 5,319,597 61 Exercice 1890. 23,120,461 07	28,440,058 68	28,440,058 68	3,754,023 17	3,203,997 27	"	"	6,958,020 44
Année 1891. Exercice 1890. 4,690,000 00 Exercice 1891. 46,233,511 41	50,923,511 41	50,923,511 41	271,893 17	50,594 48	"	"	322,487 65
Année 1892. Exercice 1891. 891,126 19 Exercice 1892. 19,604,555 21	20,495,681 40	20,495,681 40	368,938 07	78,244 64	"	"	447,182 71
Année 1893. Exercice 1892. 953,970 93 Exercice 1893. 18,069,172 13	19,023,143 06	19,023,143 06	"	"	"	87,358,543 59	87,358,543 59
Année 1894. Exercice 1893. 1,188,205 85 Exercice 1894. 3,734,315 62 Crédits imputables sur la Dette flottante. 54,109,102 67	59,031,624 14	59,031,624 14	"	"	"	"	"
	405,100,796 27	405,100,796 27	4,644,476 14	4,360,766 13	"	87,358,543 59	96,363,785 86
	405,100,796f 27c		96,363,785f 86c				

Solde débiteur au 31 décembre 1894 : 308,737,010f 41c, représentant le montant des avances faites aux compagnies.

Ce solde est le même que celui qui ressort, page 289.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 18.

Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie.

La loi du 26 juillet 1873, relative à la constitution de la propriété individuelle indigène en Algérie, disposait (article 24) que les dépenses de toute nature nécessitées par la constatation et la constitution de la propriété individuelle indigène seraient, dans chaque département, à la charge du budget des centimes additionnels des tribus.

En vue de couvrir les dépenses classées, à partir de l'année 1874, au budget sur ressources spéciales, un décret du 13 juillet 1874 a autorisé la perception de centimes extraordinaires additionnels au principal de l'impôt. Mais une expérience de plusieurs années donna lieu de reconnaître que les ressources créées par la loi étaient insuffisantes; de sorte qu'à la fin de l'année 1882 les dépenses engagées dépassaient notablement les recettes, en faisant ressortir un excédent que les exercices suivants ne pourraient pas couvrir.

En cet état de choses, la loi du 28 décembre 1884 a autorisé sur les ressources du Trésor une avance de 1,560,000 francs à affecter au budget sur ressources spéciales de l'exercice 1884 pour le service de la propriété indigène en Algérie et a prescrit l'ouverture sur les livres de l'Administration des finances d'un compte spécial intitulé : *Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie,* qui constatera à son débit le montant de ladite avance, laissant à une loi ultérieure le soin de réorganiser le service de la propriété indigène et de créer les ressources suffisantes tant pour le remboursement de la somme avancée par le Trésor que pour les autres dépenses nécessitées par le service.

Tel a été l'objet des lois des 28 avril 1887, 17 décembre 1890 et 26 décembre 1892 qui prescrivent :

Les frais occasionnés par les opérations de délimitation et de répartition des territoires des tribus seront portés en dépenses au compte spécial : *Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie,* ouvert par l'article 1er de la loi du 28 décembre 1884.

Il sera pourvu au remboursement de l'avance de 1,560,000 francs autorisée par cette dernière loi, ainsi qu'au remboursement des frais de délimitation et de répartition autorisés par la présente loi, au moyen, savoir :

1° Des centimes additionnels de l'impôt arabe établis par le décret du 27 juillet 1875 et par les lois citées plus haut.

2° Des sommes respectivement imposées par voie de centimes additionnels à l'impôt, et proportionnellement aux superficies constatées ou constituées aux douars ou fractions de douars chez lesquels les opérations ont été ou seront accomplies;

3° Des sommes également imposées à l'État et aux communes pour les superficies dont la propriété leur a déjà été ou leur sera attribuée par suite de ces opérations;

4° Du recouvrement qui sera fait à l'avenir, sur les communes intéressées, des frais de levé des communaux indigènes déjà constitués qui se trouveront pris dans les circonscriptions soumises aux opérations.

Ces diverses natures de ressources seront portées en recettes au compte d'avances ci-dessus mentionné.

Un décret fixera le taux par hectare ainsi que le mode et les termes de payement des sommes prévues aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article.

En outre, les articles 6 et 8, prévoyant le cas de transmission d'immeubles pour lesquels il n'existe pas encore de titres de propriété, stipulent que l'acquéreur devra consigner le montant des frais présumés des opérations relatives à la constatation de la propriété.

Pour l'exécution de ces dispositions, deux décrets ont été rendus à la date du 31 octobre 1887; l'un détermine le taux, par hectare, des diverses redevances spécifiées à l'article 21, applique aux années 1888 à 1890 la disposition concernant la perception pendant 3 ans des centimes additionnels à l'impôt arabe et fixe au 1er janvier 1888 la date à partir de laquelle commencera l'exécution du nouveau service. L'autre règle le taux, par hectare, des consignations à verser par les acquéreurs d'immeubles dont la propriété n'est pas encore constituée.

Enfin la décision ministérielle du 6 décembre 1887 établit les mesures de comptabilité qui devront être appliquées à ce nouveau service. Il centralise dans les écritures du trésorier-payeur d'Alger toutes les opérations de recette et de dépense relatives au service de la propriété individuelle indigène et prescrit de porter au crédit du présent compte spécial l'excédent des recettes sur les dépenses ressortant, à la clôture des opérations de l'année 1887, au chapitre 6 du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1887.

Au 31 décembre 1893, le compte spécial ci-dessus présentait un solde débiteur de..... 1,964,574f 56c
Les dépenses effectuées pendant l'année 1894 se sont élevées à la somme de..... 1,086,112 87

TOTAL du débit..... 3,050,687 43

Les recettes réalisées montant à la somme de..... 665,919 63

il en résulte au 1er janvier 1895 un solde débiteur de..... 2,384,767 80

égal à celui qui ressort à la page 289.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 19.

Fonds versés par la ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï.

La caserne Nicolaï, située à Bercy, qui était affectée au logement de deux escadrons de cavalerie, a été expropriée en 1877 par la ville de Paris en vue de la création d'un entrepôt réel de boissons.

Mais c'est seulement au mois de juillet 1884 que le jury d'expropriation a été appelé à statuer sur l'indemnité due par la Ville.

L'indemnité fixée à 2,125,000 francs a été encaissée, pendant l'année 1885, par les receveurs de l'Enregistrement, du Timbre et des Domaines, et le montant en a été imputé au crédit d'un compte ouvert parmi les services spéciaux sous le titre : *Fonds versés par la ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï.*

Des prélèvements seront effectués jusqu'à due concurrence, par le débit du même compte pour doter, par exercice, les budgets au titre des recettes du Domaine autre que le Domaine forestier, des ressources égales aux crédits qui auront été législativement ouverts au ministère de la guerre et qui doivent être payés par cette recette spéciale.

Tableau des crédits imputables sur les fonds versés par la Ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï ouverts ou reportés aux exercices 1890 et suivants.

DATES des LOIS ET DÉCRETS.	EXERCICE 1890.		EXERCICE 1891.		EXERCICE 1892.		EXERCICE 1893.		EXERCICE 1894.		TOTAL.		OBSERVATIONS.
	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	
Loi du 22 juillet 1890	1,500,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,500 000f 00c	"	
—— 24 juillet 1891	"	1,442,300f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,442,300f 00c	
—— 24 juillet 1891	"	"	1,000,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	1,000,000 00	"	
—— 23 juillet 1892	"	"	"	200,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	200,000 00	
—— 23 juillet 1892	"	"	"	"	1,200,000f 00c	"	"	"	"	"	1,200,000 00	"	
—— 28 juillet 1893	"	"	"	"	"	"	248,700f 01c	"	"	"	248,700 01	"	
—— 21 mars 1894	"	"	"	"	"	"	"	168,700f 01c	"	"	"	168,700 01	
—— 19 mars 1894	"	"	"	"	"	"	"	"	168,700f 01c	"	168,700 01	"	
	1,500,000 00	1,442,300 00	1,000,000 00	200,000 00	1,200,000 00	"	248,700 01	168,700 01	168,700 01	"	4,117,400 02	1,811,000 01	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1890	"	34 60		"	"	"	"	"	"	"	"	34 60	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1891	"	"	"	631 42	"	"	"	"	"	"	"	631 42	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1892	"	"	"	"	"	181,400f 01c	"	"	"	"	"	181,400 01	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	"	"	"	"	"	"	"	0 20	"	"	"	0 20	
	1,500,000 00	1,442,334 60	1,000,000 00	200,631 42	1,200,000 00	181,400 01	248,700 01	168,700 21	168,700 01		4,117,400 02	1,993,066 24	
	57,665f 40c		799,368f 58c		1,018,599f 99c		79,999f 80c		168,700f 01c		2,124,333f 78c		

Les crédits afférents aux exercices 1894 et 1895 pourront subir des modification dont il sera rendu compte dans les publications ultérieures.

La recette encaissée s'élève comme il a été dit plus haut à 2,125,000f 00c

Sur cette somme il a été prélevé :

Pendant l'année 1891	57,665f 40c	1,955,633 77
Pendant l'année 1892	799,368 58	
Pendant l'année 1893	1,018,599 99	
Pendant l'année 1894	79,999 80	

D'où résulte au 31 décembre 1894 un solde créditeur de 169,366 23
égal à celui qui ressort page 289.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES

DÉVELOPPEMENT

Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0

La loi du 7 novembre 1887 a autorisé la conversion des 37,632,997 francs de rente 4 1/2 p. o/o (ancien fonds) et 4 p. o/o existant encore à cette époque en 37,632,997 francs de rente 3 p. o/o.

Pour arriver à constater les résultats de cette opération dont les conditions ont été fixées par un décret présidentiel et un arrêté ministériel du 7 novembre 1887, une décision du Ministre des finances, en date du 31 décembre 1887, a prescrit de les centraliser à un compte à ouvrir, parmi les services spéciaux du Trésor, sous le titre : *Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 (ancien fonds) et 4 p. 0/0.*

Ce compte doit être crédité :

1° Du produit de la souscription par droit de préférence à l'émission de rente 3 p. o/o accordé aux détenteurs des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o par l'article 2 de la loi du 7 novembre 1887 (versements de garantie et versements des termes au 1er avril et au 1er juillet 1888);

2° Du produit de l'aliénation des rentes 3 p. o/o qui, n'ayant pas été souscrites par les détenteurs des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o, sont restées à émettre ultérieurement en exécution de l'article 1er de la loi.

Le même compte doit être débité :

1° Du montant des remboursements effectués aux propriétaires des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o à raison de 100 francs par 4 fr. 50 ou par 4 francs de rente, en exécution de l'article 1er de la loi;

2° Des frais de la conversion dans les limites autorisées par l'article 12 de la loi du 7 novembre 1887;

3° De l'application par voie législative du produit net de la conversion.

Mais l'article 13 de la loi du 7 novembre 1887 ayant imposé au Ministre des finances l'obligation de rendre compte des opérations autorisées par ces diverses dispositions au moyen d'un rapport adressé au Président de la République et distribué au Sénat et à la Chambre des députés, il y a lieu, avant de décrire les recettes et les dépenses à porter au présent compte spécial, pendant l'année 1888, de reproduire intégralement au compte général des finances le rapport ministériel au Président de la République qui porte la date du 13 novembre 1888 et dans lequel sont détaillées les mesures administratives que l'on a suivies relativement à ces opérations.

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 20.

anciennes et 4 p. 0/0 en rente 3 p. 0/0.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

Paris, le 13 novembre 1888.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous rendre compte du résultat des opérations autorisées par la loi du 7 novembre 1887, relatives au remboursement ou à la conversion en rentes 3 p. o/o des rentes 4 1/2 p. o/o (ancien fonds) et 4 p. o/o inscrites au grand-livre de la Dette publique.

Les rentes 4 1/2 p. o/o (ancien fonds) s'élevaient à 37,186,901 francs inscrites au nom de 205,398 parties; les rentes 4 p. o/o à 446,096 francs, inscrites au nom de 1,321 parties, savoir :

INSCRIPTIONS.	RENTES 4 1/2 P. 0/0.		RENTES 4 P. 0/0.	
	PARTIES.	Montant EN RENTES.	PARTIES.	Montant EN RENTES.
Nominatives directes	89,337	25,526,258f	620	370,686f
Nominatives départementales	5,400	1,212,103	26	11,290
Au porteur	110 661	10,448,540	675	64,120
	205,398	37,186,901	1,321	446,096

L'article 1er de la loi du 7 novembre 1887 autorisait :

1° L'inscription au grand-livre de la Dette publique et l'aliénation, au mieux des intérêts du Trésor, d'une somme de 37,632,997 francs de rente 3 p. o/o portant jouissance du 1er janvier 1888;

2° Le remboursement, à raison de 100 francs par 4 fr. 50 de rente 4 1/2 p. o/o ou par 4 francs de rente 4 p. o/o, des rentes 4 1/2 p. o/o (ancien fonds) et des rentes 4 p. o/o inscrites au grand-livre de la Dette publique.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 20.

Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rente 3 p. 0/0.

L'article 2 stipulait que, dans l'attribution des rentes 3 p. o/o à aliéner, un droit de préférence serait réservé aux détenteurs de titres de rentes 4 1/2 p. o/o (ancien fonds) ou de rente 4 p. o/o. Ce droit de préférence pouvait être exercé par le détenteur, soit jusqu'à concurrence seulement de la rente 3 p. o/o à laquelle lui donnait droit le taux de conversion qui serait fixé par un décret du Président de la République, soit, en outre, pour une somme de rente 3 p. o/o égale au montant de la réduction que sa rente avait subie par le fait de la conversion, sans toutefois que cette somme de rente pût comprendre des fractions de franc.

Aux termes de l'article 3, tout propriétaire de rente 4 1/2 p. o/o (ancien fonds) ou de rente 4 p. o/o qui, dans un délai de dix jours à courir de l'époque qui serait fixée par décret du Président de la République, n'aurait pas demandé le remboursement effectif ou fait connaître son intention de souscrire l'intégralité de la rente à laquelle il avait droit en vertu de l'article 2, était considéré comme exerçant son droit de préférence jusqu'à concurrence de la rente qui lui serait attribuée au taux fixé pour la conversion.

Enfin, l'article 6 réservait au Président de la République le soin de déterminer les conditions dans lesquelles devaient s'effectuer le remboursement et la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (ancien fonds) et des rentes 4 p. o/o, la délivrance aux ayants droit de promesses de rente 3 p. o/o au porteur, pour les fractions de rente non inscriptibles, ou le remboursement en capital de ces mêmes fractions et l'aliénation des rentes 3 p. o/o.

Les décrets des 7 et 24 novembre 1887 ont successivement déterminé les conditions d'exécution de la loi.

L'ensemble de l'opération se résume dans les chiffres suivants :

Le montant des rentes 4 1/2 p. o/o (ancien fonds) et 4 p. o/o à convertir était de	37,632,997f000
Les demandes de remboursement se sont élevées, en rentes, à	3,604,029 000
Le surplus, soit	34,028,968 000
a été converti.	
Le montant des rentes 3 p. o/o à créer était également de	37,632,997 000
Il a été attribué, en échange des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o converties, à raison de o fr. 833 par chaque franc de rente 4 1/2 p. o/o et de o fr. 937 par chaque franc de rente 4 p. o/o (décret du 7 novembre 1887, art. 7)	28,382,095 312
de rentes 3 p. o/o. Reste disponible	9,250,901 688
de rentes 3 p. o/o qui ont été émises dans les conditions suivantes :	
Souscription privilégiée	1,792,886 000
Cession à la Caisse des dépôts et consignations (emploi des fonds des caisses d'épargne)	6,000,000 000
Négociation à la Bourse	1,458,015 688
Total égal	9,250,901 688

1° REMBOURSEMENTS.

Le décret du 7 novembre 1887 porte (art. 1er) que les propriétaires de rentes 4 1/2 p. o/o (ancien fonds) ou de rentes 4 o/o qui voudraient être remboursés devaient en faire la demande et effectuer en même temps le dépôt de leurs titres dans les délais ci-après :

1° En France, en Corse et en Algérie, du 14 au 23 novembre inclusivement;

2° Dans les colonies, pendant dix jours consécutifs, à courir du lendemain de la promulgation de la loi et du décret du 7 novembre 1887.

Les demandes de remboursement présentées dans les délais prescrits se sont élevées à 7,786, comprenant 16,944 parties de rente pour 3,604,029 fr. représentant un capital de 80,638,086 francs, savoir :

DÉSIGNATION.	DEMANDES.		PARTIES.		RENTES.	
	4 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.
					francs.	francs.
Paris	1,649	49	4,835	167	1,420,354	78,134
Départements	6,023	54	11,833	89	2,081,003	22,145
Corse	3	"	7	"	380	"
Algérie	5	"	10	"	1,779	"
Colonies	3	"	3	"	234	"
Total	7,683	103	16,688	256	3,503,750	100,279
Totaux généraux	7,786		16,944		3,604,029f	

Le remboursement au pair du capital de ces rentes a commencé à être effectué, en France, à partir du 6 décembre; en Corse et en Algérie, à partir du 16 décembre 1887, et il a été tenu compte aux détenteurs des titres des intérêts courus du 22 septembre au 6 décembre pour les titres remboursables en France, et du 22 septembre au 16 décembre pour les titres remboursables en Corse et en Algérie (art. 1er du décret du 24 novembre 1887).

En vertu de l'article 2 de ce même décret, dans chaque colonie l'époque du remboursement devait être fixée par un arrêté du gouverneur.

J'ajouterai que le remboursement des rentes non converties est presque entièrement terminé aujourd'hui.

2e CONVERSION.

En vertu de l'article 7 du décret du 7 novembre 1887, les rentes dont le remboursement n'avait pas été demandé dans les délais fixés devaient être converties en rentes 3 p. o/o à raison de huit cent trente-trois millimes (0.833) de rentes 3 p. o/o pour 1 franc de rente 4 1/2 p. o/o et à raison de neuf cent trente-sept millimes (0.937) de rentes 3 p. o/o pour un franc de rente 4 p. o/o. L'article 11 de ce même décret portait que les fractions non inscriptibles, détachées des rentes 4 1/2 p. o/o et des rentes 4 o/o converties, seraient représentées par des promesses au porteur délivrées avec jouissance du 1er janvier 1888. Aucun payement d'arrérages ne pouvait être fait sur les promesses d'inscription. Tout porteur de 3 francs de ces valeurs, au minimum, pouvait obtenir un titre définitif dans la forme nominative, mixte ou au porteur, Toutefois, une somme de 1 franc de rente en promesses pouvait être réunie à une inscription de rente 3 p. o/o déjà existante.

La transcription des rentes nominatives 4 1/2 et 4 p. o/o sur le grand-livre du 3 p. o/o, ainsi que la délivrance des extraits d'inscription correspondants et la fabrication des nouveaux titres au porteur furent entreprises dès le mois de novembre et les nouveaux titres à délivrer furent expédiés dans les premiers jours de janvier 1888 aux trésoriers-payeurs généraux.

La remise aux ayants-droit commença : pour les titres au porteur, le 5 janvier, à Paris; le 10, dans les départements; et le 16, en Algérie. Pour les titres nominatifs, le 16 janvier.

Le nombre des inscriptions nominatives s'est élevé à 85,073 et celui des inscriptions au porteur à 90,834; la remise en a été faite rapidement aux parties intéressées, et il ne reste plus actuellement à échanger qu'un nombre très limité de titres anciens.

Les promesses de rentes au porteur émises, en vertu de l'article 11 du décret du 7 novembre 1887, pour les fractions de rente non inscriptibles, se sont élevées à 105,784, sur lesquelles 70,905 avaient fait retour au Trésor à la date du 31 octobre 1888.

L'opération de la conversion peut être considérée aujourd'hui comme terminée; elle s'est effectuée dans un délai aussi court que le comportait une opération aussi complexe.

3° ÉMISSION.

SOUSCRIPTIONS PRIVILÉGIÉES.

Le taux d'émission des rentes offertes par préférence aux porteurs des titres à convertir avait été fixé par le décret du 7 novembre 1887 à 80 fr. 10 par 3 francs de rente.

Un arrêté en date du même jour, rendu en exécution du décret du 7 novembre 1887, a déterminé les conditions dans lesquelles devait s'effectuer cette opération.

Les détenteurs de rentes 4 1/2 p. o/o (ancien fonds) ou de rentes 4 p. o/o qui désiraient bénéficier du privilège de souscription devaient, en effectuant le dépôt de leurs titres, souscrire l'engagement d'acquitter, au taux de 80 fr. 10 par 3 francs de rente, le montant du prix de la rente 3 p. o/o complémentaire à laquelle ils avaient droit. La rente souscrite devait être égale à la différence entre la rente 4 1/2 ou 4 p. o/o présentée à la conversion et la rente attribuée en échange, déduction faite des fractions de francs, et il n'était pas admis de souscription inférieure à ce chiffre. Le versement de garantie à effectuer au moment même de la souscription était de 18 francs par 3 francs de rente; mais on admettait, en déduction de ce versement, le montant des intérêts courus du 22 septembre au 31 décembre 1887 sur les titres convertis et déposés. Le surplus du prix de la rente souscrite devait être versé en deux termes, l'un de 30 francs, l'autre de 32 fr. 10 par 3 francs de rente. Les dates d'exigibilité de ces termes étaient fixées au 1er avril et 1er juillet 1888, de manière à faire coïncider l'époque des versements avec celle de l'échéance des intérêts, dont le montant venait en déduction du terme échu. Il n'a pas été admis de libération anticipée.

37,258 titres nominatifs ou au porteur, représentant ensemble 10,920,776 francs de rentes 4 1/2 et 4 p. o/o, ont été déposés à l'appui des souscriptions, savoir :

		NOMBRE DE PARTIES.	SOMMES DE RENTES DÉPOSÉES.	SOMMES DE RENTES SOUSCRITES.
			francs.	francs.
Rentes 4 1/2 p. o/o	nominatives	7,908	5,579,680	1,792,886
	au porteur	29,074	5,183,190	
Rentes 4 p. o/o	nominatives	88	132,466	
	au porteur	188	25,440	
		37,258	10,920,776	1,792,886

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 20.

Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rente 3 p. 0/0.

NÉGOCIATION.

Le surplus des rentes 3 p. o/o disponibles, soit 7,458,015 fr. 688, a été négocié dans les conditions suivantes :		
A la Caisse des dépôts et consignations		6,000,000f 000
A la Bourse		1,458,015 688
SOMME ÉGALE		7,458,015 688

NÉGOCIATIONS À LA CAISSE DES DÉPÔTS.

Ces négociations ont eu lieu au cours moyen de la Bourse, au jour de l'achat, et ont été effectuées :

1° Pour 4 millions, en vertu du décret du 23 février 1888. Cette opération, qui s'est poursuivie du 24 février au 15 mars, a été effectuée au cours moyen de 82 fr. 4617 et a produit une somme de	109,948,958f 34c
2° Pour 2 millions, en vertu du décret du 26 juillet 1888. La négociation en a été effectuée :	
Du 31 juillet au 10 août, pour 1 millions, au cours moyen de 83 fr. 5725, et a produit	27,857,500 01
Du 10 au 15 septembre, pour 600,000 francs, au cours moyen de 84 fr. 24, produisant	16,847,916 67
Du 17 au 20 septembre, pour 400,000 francs, au cours moyen de 83 fr. 4625, produisant	11,128,333 33

VENTES À LA BOURSE.

1° Du 1er au 13 septembre, pour 1,068,000 francs, au cours moyen de 84 fr. 18, qui ont produit	29,969,193 75
2° Du 20 au 22 septembre, pour 382,000 francs, au cours moyen de 83 fr. 46, donnant une somme de	10,627,220 85
3° Le 5 novembre :	
Pour 8,015 francs, au cours moyen de 82 fr. 40, donnant en capital	220,145 35
Pour 0 fr. 688, au cours moyen de 80 francs, donnant en capital	18 35
TOTAL	206,599,286 65
Si l'on ajoute à cette somme le produit, à 80 fr. 10, taux d'émission, des 1,792,886 francs de rentes souscrites par privilège, soit	47,870,056 20
on voit que le montant total de la négociation des 9,250,901 fr. 688 de rentes 3 p. o/o à émettre s'est élevé à	254,469,342 85
Il y a lieu d'en déduire :	
1° Capital des rentes remboursées	80,368,086f 00c
2° Frais divers de la conversion	970,325 54
	81,338,411 54
PRODUIT NET de la conversion	173,130,931 31

sur lequel il a été prélevé, pour faire face aux dépenses du budget sur ressources extraordinaires des exercices 1887 et 1888, une somme de 118,335,000 francs, savoir :

Ministère de la guerre.	
Exercice 1887. (Lois des 15 avril et 21 juillet 1888.) (1)	3,750,000 00
Exercice 1888. (Loi du 26 juin 1888.)	77,250,000 00
Exercice 1888. (Loi du 26 juillet 1888.)	21,335,000 00
TOTAL	102,335,000 00
Ministère de la marine.	
Exercice 1888. (Loi du 30 mars 1888.)	16,000,000 00
TOTAL ÉGAL	118,335,000 00

Le solde disponible 54,795,931 fr. 31 est réservé pour être affecté à la dotation du budget extraordinaire de 1889. Pour parer aux demandes de remboursement et en attendant le versement du premier terme échéant le 1er avril, le Trésor a dû recourir à la faculté que lui laissait l'article 10 de la loi du 7 novembre 1887 qui l'autorisait à passer avec la Banque de France des conventions destinées à faciliter les opérations prévues par ladite loi. Une somme de 70 millions de francs fut ainsi successivement mise à la disposition du Trésor par la Banque, et le remboursement de cette avance qui, aux termes de la loi, devait être effectué au plus tard le 31 décembre 1888, fut entièrement terminé le 7 juin.

Les frais de la conversion s'élèvent à la somme de 970,325 fr. 54. Un rapport spécial transmis à la Commission du budget, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 de la loi du 7 novembre 1887, fait connaître le détail de ces frais.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mon profond respect.

Le Ministre des Finances,
P. PEYTRAL.

(1) La loi du 15 avril 1888 a ordonné d'imputer sur le produit de la conversion un crédit de 6,750,000 francs et la loi du 21 juillet 1888 a reporté sur ce crédit une somme de 3 millions à l'exercice 1888. Postérieurement à la promulgation de la loi du 21 juillet 1888, il a été reconnu que le crédit de 3 millions reporté de 1887 à 1888 était imputable non pas sur le produit de la conversion, mais sur le produit de l'émission des obligations à court terme. On a préféré ne pas changer les chiffres du présent rapport, mais on doit faire remarquer que la somme appartenant réellement à l'exercice 1887 est 6,750,000 francs et celle à attribuer à l'exercice 1888, 74,250,000 francs.

Du rapport ci-dessus reproduit, il résulte :

1° Que, sur 37,186,901 francs de rente 4 1/2 à convertir, on a dû rembourser (sauf négociation de rente 3 p. o/o en somme égale)	3,503,750f 000m	à raison de 100 francs par 4 fr. 50 formant un capital de	77,861,111f 00c
Que, sur 446,096 francs de rente 4 p. o/o à convertir, on a dû rembourser (sauf négociation de rente 3 p. o/o en somme égale)	100,279 000	à raison de 100 francs par 4 francs formant un capital de	2,506,975 00
Montant des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o remboursées devant donner lieu à une négociation de rente 3 p. o/o, égale	3,604,029 000		
TOTAL du capital remboursé aux propriétaires qui ont refusé la conversion			80,368,086 00
2° Que les 33,683,151 francs de rente 4 1/2 p. o/o dont le remboursement n'a pas été demandé ont, à raison de 833 millimes par franc de rente 4 1/2, donné lieu à une attribution de rente 3 p. o/o de 28,058,064 fr. 783 et laissé à négocier en 3 p. o/o un disponible de	5,625,086 217		
3° Que les 345,817 francs de rente 4 p. o/o dont le remboursement n'a pas été demandé ont, à raison de 937 millimes par franc de rente 4 p. o/o, donné lieu à une attribution de rente 3 p. o/o de 324,030 fr. 529 et laissé à négocier en 3 p. o/o un disponible de	21,786 471		
D'où un total de rente 3 p. o/o à négocier	9,250,901 688		

Ces 9,250,901 fr. 688 de rente 3 p. o/o ont été émises dans les conditions suivantes :

Souscription privilégiée à raison de 80 fr. 10 par 3 francs de rente 3 p. o/o	1,792,886f 000m	produisant un capital de	47,870,056f 20c
Cession à la Caisse des dépôts et consigns (cours divers indiqués au rapport)	6,000,000 000		165,782,708 35
Négociation à la Bourse (cours divers indiqués au rapport)	1,458,015 688		40,816,578 30
TOTAL ÉGAL des rentes 3 p. o/o négociées	9,250,901 688		

Montant du produit brut de la négociation des rentes 3 p. o/o à retracer dans les écritures du Caissier-payeur central	254,469,342 85	
4° Que les frais de la conversion, évalués à 1,500,000 francs par l'article 12 de la loi du 7 novembre 1887 et dont un rapport spécial, en date du 13 novembre 1888, transmis à la Commission du budget, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 de la même loi, fait connaître le détail, ne se sont élevés qu'à		970,325 54
TOTAL des remboursements aux propriétaires qui ont refusé la conversion et des frais de la conversion à déduire du produit brut de la négociation des rentes 3 p. o/o à décrire par le Caissier-payeur central	81,338,411 54	81,338,411 54
PRODUIT NET de la conversion à affecter législativement	173,130,931 31	

En vertu de diverses lois de finances énumérées dans le tableau ci-après, le montant des dépenses imputables sur le produit de la conversion s'élève à la somme de 173,127,931 fr. 31 et se répartit comme suit entre les ministères de la guerre et de la marine :

Budget ordinaire :	
Ministère de la marine	1,518,000f 00c
Budget extraordinaire :	
Ministère de la guerre	157,130,931 31
Ministère de la marine	14,482,000 00
	173,130,931 31

Les projets de loi de règlement des exercices 1888 et 1889 ont demandé l'annulation définitive, ou à charge de réouverture par des lois spéciales aux exercices ultérieurs, d'une somme de crédits s'élevant finalement à 3,000 francs.

Le projet de loi de règlement de l'exercice 1888 a demandé l'annulation d'une somme de 5,371,366 fr. 52, que les lois des 30 décembre 1888 et 31 mai 1890 ont réouvert à l'exercice 1889 — mémoire.

Le projet de loi de règlement de l'exercice 1889 propose l'annulation définitive d'une somme de — 3,000 00

En sorte que les dépenses auxquelles il doit être pourvu par prélèvement sur ce produit s'élèvent à — 173,127,931 31

et se répartissent ainsi par exercice :

1° *Budget extraordinaire.*		
Exercice 1887	6,750,000f 00c	
Exercice 1888	67,885,633 48	
Exercice 1889	96,977,297 83	
		171,612,931 31
2° *Budget ordinaire.*		
Exercice 1889		1,515,000 00
SOMME ÉGALE		173,127,931 31

Ces chiffres sont justifiés par les détails contenus dans le tableau ci-après, indiquant, outre les lois portant ouverture des crédits originaires, les crédits reportés d'exercice en exercice par des lois spéciales.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 20.

Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rente 3 p. 0/0.

Tableau des crédits imputables sur le produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rente 3 p. 0/0 primitivement ouverts ou reportés aux exercices 1887 à 1890.

DATES DES LOIS.	BUDGET EXTRAORDINAIRE. Exercice 1887. Crédits ouverts.	Exercice 1887. Crédits annulés.	Exercice 1888. Crédits ouverts.	Exercice 1888. Crédits annulés.	Exercice 1889. Crédits ouverts.	BUDGET ORDINAIRE. Exercice 1889. Crédits ouverts.	Exercice 1889. Crédits annulés.	APPLICATION ultérieure aux découverts et avances du Trésor. (Projet de loi de règlement de l'exercice 1889.)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Loi du 15 avril 1888	6,750,000 00	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 30 mars 1888. (Budget primitif.)	"	"	93,250,000 00	"	"	"	"	"
Loi du 26 juillet 1888	"	"	18,335,000 00	"	"	"	"	"
Loi du 30 décembre 1888	"	"	620,000 00	620,000 00	54,795,931 31	"	"	"
Loi du 30 décembre 1888	"	"	"	"	1,150,386 45	"	"	"
Loi du 29 mai 1889	"	"	"	38,328,000 00	36,810,000 00	"	"	"
Loi du 29 mai 1889	"	"	"	"	"	1,518,000 00	"	"
Loi du 31 mai 1890	"	"	"	"	4,220,980 07	"	"	"
	6,750,000 00	"	112,205,000 00	38,948,000 00	96,977,297 83	1,518,000 00	"	"
Projet de loi de règlement de l'exercice 1888	"	"	"	5,371,366 52	"	"	"	"
Projet de loi de règlement de l'exercice 1889	"	"	"	"	"	"	3,000 00	3,000 00
	6,750,000 00	"	112,205,000 00	44,319,366 52	96,977,297 83	1,518,000 00	3,000 00	3,000 00
	6,750,000f 00c		67,885,633f 48c			1,515,000f 00c		

Donc, sur le bénéfice net de la conversion		173,130,931f 31c
Il a été prélevé:		
Pour faire face aux dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1887	6,750,000f 00c	173,127,931 31
Pour faire face aux dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1888	67,885,633 48	
Pour faire face aux dépenses de l'exercice 1889 — Budget ordinaire	1,515,000f 00c	
Pour faire face aux dépenses de l'exercice 1889 — Budget extraordinaire	96,977,297 83	98,492,297 83
Reste disponible		3,000 00

que le projet de loi de règlement de l'exercice 1889 propose de porter en atténuation des découverts et avances du Trésor.

En définitive, les recettes imputées au présent compte et provenant tant des négociations à la Caisse des dépôts que des ventes à la Bourse ayant été de	206,599,286 65
et les dépenses de	173,127,931 31
Il en résultait au 31 décembre 1891 un solde créditeur de	33,471,355 34
Pendant l'année 1892, le Caissier-payeur central du Trésor public a imputé au crédit du présent compte par le débit d'un compte de correspondants du Trésor, le montant des 1,792,886 francs de rentes inscrites par privilège, soit	47,870,056 20
D'où un solde créditeur de	81,341,411 54
(Voir page 289.) Si l'on en retranche la somme de	3,000 00
qui sera ultérieurement portée en atténuation des avances et découverts du Trésor, on obtiendra la ressource totale de	81,338,411 54

nécessaire pour solder les dépenses relatives au remboursement des rentes non converties et aux frais divers de la conversion. Ces dépenses, portées dans les écritures du Caissier-payeur central à deux comptes d'avances, ne figureront au débit du présent compte qu'en fin d'opération, conformément aux termes de la décision ministérielle du 31 décembre 1887.

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 21.

Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1889.

En exécution d'un décret rendu à la date du 8 novembre 1884 par le Président de la République, sur le rapport du Ministre du commerce et de l'industrie, une Exposition universelle des produits industriels a été ouverte à Paris le 5 mai 1889 et a été close le 31 octobre suivant.

Le régime financier de cette exposition a été inauguré par la loi du 6 juillet 1886, dont l'article 1er approuve la convention passée le 27 mars de la même année entre le Ministre du commerce et de l'industrie, représentant l'État, le préfet de la Seine, représentant la ville de Paris, autorisé par la délibération du conseil municipal du 31 mars 1886, et le gouverneur du Crédit foncier, agissant pour le compte de l'association de garantie à instituer pour l'Exposition universelle dont il s'agit. L'économie de cette loi et la nature des engagements résultant de la convention précitée ont été profondément modifiées par deux lois postérieures, l'une, en date du 4 avril 1889, ayant pour objet l'application d'une convention passée entre le Président du Conseil, Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, commissaire général de l'Exposition universelle de 1889, et le gouverneur du Crédit foncier de France, agissant au nom et pour le compte de divers établissements de crédit; l'autre, en date du 30 juillet 1890, ratifiant une nouvelle convention intervenue entre l'État et la ville de Paris en vue de la conservation sur les terrains du Champ de Mars de divers bâtiments dépendant de l'Exposition universelle.

Les dispositions restées en vigueur au point de vue financier de la loi du 6 juillet 1886 et du contrat qu'elle approuve, combinées avec celles de la loi approuvant la convention passée avec le gouverneur du Crédit foncier seulement, se résument de la manière suivante :

Aux termes de l'article 2 de la loi du 6 juillet 1886, l'État doit contribuer aux dépenses de l'Exposition, dont elle avait fixé le chiffre à 43 millions (art. 1er), au moyen d'une allocation de 17 millions de francs, imputable jusqu'à concurrence de 12,693,635 francs sur le prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France en vertu de la convention du 29 mars 1878, approuvée par la loi du 13 juin suivant. Un crédit extraordinaire de 12,693,635f 00c

est ouvert par l'article 3 de la même loi au Ministère du commerce et de l'industrie sur l'exercice 1886 et forme un chapitre spécial, intitulé : *Part contributive de l'État dans les dépenses de l'Exposition universelle de 1889;* il y est pourvu au moyen de la ressource précitée. D'après l'article 4, les crédits nécessaires aux dépenses des exercices 1887-1888, 1889 et suivants, dans la limite de l'allocation ci-dessus fixée, doivent être ouverts par les lois annuelles de finances.

L'ouverture de ces crédits a été faite par la loi du budget de 1888, en date du 30 mars 1888, pour	2,000,000f 00c	
et par la loi du budget de 1889, en date du 29 décembre 1888, pour	2,306,365 00	
De sorte que le total de ces deux crédits	4,306,365 00	4,306,365 00
ajouté au crédit précédent, atteint le montant de l'allocation autorisée par l'article 2 précité		17,000,000 00

Art. 5. Les opérations de recette et de dépense de l'Exposition doivent être effectuées par les agents du Trésor et être soumises au contrôle de la Cour des comptes.

La subvention allouée par la ville de Paris et consentie pour 8 millions (art. 2, § 2, de la convention du 27 mars 1886), ainsi que toutes les recettes provenant de l'exploitation de l'Exposition, sont versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public, conformément à l'article 13 de la loi du 6 juin 1843.

A ces diverses dispositions, restées en vigueur, de la loi du 6 juillet 1886 viennent s'ajouter celles des lois postérieures des 4 avril 1889 et 30 juillet 1890.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 21.

Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1889.

L'article 2 de la loi du 4 avril 1889 stipule que le maximum des dépenses prévues par le paragraphe 2 de l'article 1er de la loi du 6 juillet 1886 est porté à 46,500,000 francs.

D'après l'article 3 de la convention du 28 mars 1889, sur les 30 millions à provenir du produit de 1,200,000 bons de 25 francs munis chacun de 25 tickets d'entrée à l'Exposition à émettre par le gouverneur du Crédit foncier ..... 21,500,000f seront versés au Trésor public,

SAVOIR :

A titre de fonds de concours, comme représentant le produit des recettes de l'Exposition qui avaient été assurées par une association de garantie partie contractante de la convention du 27 mars 1886, dont les engagements se trouvent annulés par le nouvel état de choses 18,000,000f

Au même titre, pour les dépenses complémentaires de l'Exposition 3,500,000

(A) 21,500,000

Aux termes de l'article 6 de cette convention, le versement de ces 21,500,000 francs doit être effectué aux époques suivantes :

1er mai 1889	10,000,000f	21,500,000f
31 juin 1889	6,000,000	
31 août 1889	5,500,000	

Conformément à l'article 6 de la délibération de la commission de contrôle et de finances en date du 18 mars 1889 :

Toutes les recettes de l'Exposition autres que les droits d'entrée au moyen de tickets détachés des bons, c'est-à-dire notamment les diverses cartes d'abonnement, les tickets fabriqués par l'État, les redevances dues par les exposants, la revente des matériaux, seront affectées, avant tout, à payer les dépenses venant en excédent des 43,000,000 francs, maximum prévu par l'article 1er de la loi du 6 juillet 1886, porté à 46,500,000 francs par la loi du 4 avril 1889, article 2.

Dans les excédents de dépenses figurera la somme de 1,800,000 francs à laquelle est fixé à forfait le remboursement à effectuer au syndicat des électriciens, qui, d'après la convention antérieure du 27 mars 1886, devait récupérer ses dépenses sur les recettes du soir.

Tout le surplus des recettes devait être partagé entre l'État et la ville de Paris dans la proportion de leurs apports respectifs, soit 17/25 pour l'État et 8/25 pour la ville de Paris, la commission de contrôle et de finances renonçant, au nom de l'association de garantie, à tout bénéfice éventuel.

Enfin la loi du 30 juillet 1890, ratifiant une convention intervenue entre l'État et la ville de Paris pour la conservation des bâtiments de l'Exposition universelle au Champ de Mars, a modifié comme suit les dispositions précédentes :

Il est alloué à la ville de Paris, qui fait d'ailleurs abandon de sa part dans les fonds disponibles résultant des diverses opérations de l'Exposition universelle, une subvention de 8 millions de francs, prélevée sur les ressources affectées par les lois des 6 juillet 1886 et 4 avril 1889 aux dépenses de l'Exposition.

Le maximum de dépense prévu par l'article 2 de la loi du 4 avril 1889 est porté à 50 millions.

Finalement, la loi du 24 décembre 1891 a ramené ce maximum de dépense à 49 millions.

(A) En ajoutant à ces 21,500,000f

1° 5,500,000

à employer, par les soins et sous la responsabilité du Crédit foncier, à la reconstitution du capital nécessaire au payement des lots et au remboursement en 75 ans des 1,200,000 bons à 25 francs ;

2° 3,000,000

à consacrer aux frais d'émission.

SAVOIR :

Commission de garantie (1 fr. 25 par bon)	1,500,000f
Commission de guichets (0 fr. 75 par bon)	900,000
Frais de confection des billets, prospectus, annonces, etc	600,000
	3,000,000

on reconstitue l'emploi intégral du produit de l'émission des bons 30,000,000

En résumé, aux termes des lois actuelles, les dépenses pourront s'élever à 49,000,000f

Ces dépenses sont rattachées au budget du Ministère du commerce et de l'industrie où elles forment un chapitre spécial qui sera crédité :

1° De la part contributive de l'État	17,000,000f	25,000,000f
2° Des fonds de concours représentant la part contributive de la ville de Paris	8,000,000	

3° Des fonds de concours à verser au Trésor par le gouverneur du Crédit foncier sur le produit brut de l'émission des 1,200,000 bons 21,500,000

soit comme affectés aux dépenses complémentaires de l'Exposition	3,500,000f	21,500,000f
soit comme représentant le produit des recettes de l'Exposition assurées par l'association de garantie	18,000,000	

4° Des fonds de concours à provenir des autres recettes de l'Exposition.

Ainsi les dépenses de l'Exposition de 1889 figureront pour leur ensemble, réparties par exercice, à un chapitre spécial du budget ordinaire du Ministère du commerce et de l'industrie. Quant aux recettes, elles sont portées, par suite des dispositions de l'article 5 de la loi du 6 juillet 1886, au crédit d'un compte à ouvrir parmi les services spéciaux sous le titre : *Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1889.*

Le crédit de ce compte étranger à la description de la ressource afférente à la part contributive de l'État (17,000,000 francs) retracera, d'une part :

1° Les fonds de concours à verser par la ville de Paris 8,000,000f

2° Les fonds de concours à verser par le gouverneur du Crédit foncier sur le produit de l'émission des bons 21,500,000

ENSEMBLE 29,500,000

3° D'autre part, les recettes de toute nature autres que celles dont on vient de parler.

Des prélèvements seront effectués sur ces différents produits par le débit du présent compte pour doter, par exercice, les budgets au titre des recettes d'ordre proprement dites de ressources égales aux crédits qui leur auront été ouverts à l'occasion de l'Exposition.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 21.

Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1889.

Le tableau suivant présentera, par exercice, les dépenses du Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes auxquelles il doit être pourvu au moyen des recettes constatées au présent compte.
Il indiquera, outre les décrets et les lois portant ouverture des crédits originaires, les crédits reportés d'exercice en exercice par des actes législatifs spéciaux.

Tableau des crédits du budget général du Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes imputables sur le produit des fonds de concours de l'Exposition de 1889, primitivement ouverts ou reportés aux exercices 1888 et suivants.

DATES DES DÉCRETS ET DES LOIS.	EXERCICE 1888.		EXERCICE 1889.		EXERCICE 1890.		EXERCICE 1891.		EXERCICE 1892.		EXERCICE 1893.		OBSERVATIONS.
	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	
Décret du 18 avril 1888	2,000,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Décret du 6 décembre 1888	2,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Décret du 9 avril 1889	"	1,044,586f 28c	1,044,586f 28c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Décret du 14 avril 1889	"	"	2,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Décret du 10 mai 1889	"	"	10,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Décret du 27 juillet 1889	"	"	6,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Décret du 2 janvier 1890	"	"	"	"	5,500,000f 00	"	"	"	"	"	"	"	
Décret du 20 octobre 1890	"	"	"	"	2,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	
Décret du 21 janvier 1891	"	"	"	"	"	"	3,485,644f 38c	"	"	"	"	"	
Décret du 26 août 1891	"	"	"	"	"	"	14,350 57	"	"	"	"	"	
Décret du 10 août 1891	"	"	"	"	"	1,133,210f 26c	"	"	"	"	"	"	
Décret du 10 août 1891	"	"	"	"	"	"	1,133,210 26	"	"	"	"	"	
Loi du 29 décembre 1891	"	"	"	"	"	"	2,203,330 16	"	"	"	"	"	
Décret du 18 février 1892	"	"	"	"	"	"	"	2,300,000f 00c	"	"	"	"	
Décret du 18 février 1892	"	"	"	"	"	"	"	"	2,300,000f 00c	"	"	"	
Décret du 29 mai 1893	"	"	"	"	"	"	"	"	"	24,054f 10c	"	"	
Décret du 29 mai 1893	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	24,054f 10c	"	
TOTAUX	4,000,000 00	1,044,586 28	19,044,586 28	"	7,500,000 00	1,133,210 26	6,836,535 37	2,300,000 00	2,300,000 00	24,054 10	24,054 10	"	
Projet de loi et Règlement de l'exercice 1889	"	"	"	3,303,365f 68c	"	"	"	"	"	"	"	"	
Projet de loi et Règlement de l'exercice 1890	"	"	"	"	"	2,876 60	"	"	"	"	"	"	
TOTAUX	4,000,000 00	1,044,586 28	19,044,586 28	3,303,365 68	7,500,000 00	1,136,086 86	6,836,535 37	2,300,000 00	2,300,000 00	24,054 10	24,054 10	"	
	2,955,413f 72c		15,741,220f 60c		6,363,913f 14c		4,536,535f 37c		2,275,945f 90c		24,054f 10c		

Les recouvrements effectués sur les produits de l'Exposition au 31 décembre 1894 sont résumés par année dans le tableau ci-après :

	ANNÉE 1888.	ANNÉE 1889.	ANNÉE 1890.	ANNÉE 1891.	ANNÉE 1892.	ANNÉE 1893.	TOTAL.
§ 1er. Portion de la subvention de la ville de Paris	4,000,000f 00c	2,000,000 00	2,000,000f 00c	"	"	"	8,000,000f 00c
§ 2. Versements du Gouverneur du Crédit foncier (tickets)	"	21,500,000 00	"	"	"	"	21,500,000 00
§ 3. Produit de la vente des tickets faite par le Trésor	"		12,953 16	"	"	"	12,953 16
§ 4. Produit de la vente des cartes d'abonnement au taux normal	"	37,600 00	"	"	"	"	37,600 00
§ 5. Produit de la vente des cartes d'abonnement au taux réduit	"	32,994 00	"	"	"	"	32,994 00
§ 6. Produits de concessions, locations et redevances	58,285 74	2,052,531 70	179,661 75	300f 60c	"	"	2,290,779 79
§ 7. Produit de la vente des bâtiments et matériaux	1,500 00	"	1,014,291 58	"	"	"	1,015,791 58
§ 8. Recettes diverses	"	25,060 80	10,624 94	5,223 58	363 67	67f 01c	41,340 00
§ 9. Produits des concerts officiels	"	70,842 11	"	"	"	"	70,842 11
TOTAL	4,059,785 74	25,719,028 61	3,217,531 43	5,524 18	363 67	67 01	33,002,300 64

On a prélevé sur le présent compte	pendant l'année 1889	2,955,413f 72c	33,002,300 64
	pendant l'année 1890	15,741,220 60	
	pendant l'année 1891	6,363,913 14	
	pendant l'année 1892	4,536,535 37	
	pendant l'année 1893	2,275,945 90	
	pendant l'année 1894 — 1° Pour faire face à des crédits ouverts à l'exercice 1893	24,054f 10c	
	pendant l'année 1894 — 2° Pour appliquer à l'exercice 1894 l'excédent disponible des ressources de l'exercice. (Loi du 26 juillet 1893)	1,105,217 81	1,129,271 91
ENSEMBLE		33,002,300 64	
Au 31 décembre 1894, le présent compte se trouve soldé			"

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 22.

Produit de la Tombola de l'Exposition universelle de 1889.

Un décret du 24 mai 1889 a autorisé une tombola dite : *Tombola de l'Exposition de 1889*, ayant pour objet 1° d'encourager les exposants, au moyen de l'achat de divers objets d'art et d'industrie destinés à servir de lots à la tombola; 2° de faciliter le voyage et le séjour à Paris aux délégations ouvrières industrielles et agricoles, ainsi qu'aux instituteurs appelés à venir visiter l'Exposition universelle à Paris. Aux termes de ce décret le prix du billet de tombola a été fixé à un franc et le nombre des billets à émettre ne pouvait dépasser quinze millions.

Le règlement annexé au décret du 24 mai 1889 charge le Caissier-Payeur central du Trésor de l'émission des billets de la Tombola, alloue une remise de 2 p. 100 aux intermédiaires (remise qui a été portée à 5 et à 10 p. 100 par des circulaires subséquentes), ordonne le prélèvement sur le produit brut de la vente des billets des frais inhérents à la Tombola, tels que fabrication des billets, matériel pour le tirage, frais de bureau, de personnel et de publicité, et affecte le surplus constituant le produit net de l'opération de la manière suivante :

1° A contribuer avec les sommes allouées par les départements et les communes aux frais de voyage et de séjour des diverses délégations susmentionnées et des instituteurs;

2° A acheter des objets pris exclusivement parmi ceux exposés et destinés à être répartis par la voie du tirage au sort entre les porteurs de billets.

D'après le même règlement, l'encaissement du produit brut de la tombola et l'acquittement des frais de toutes natures doivent être effectués par le Caissier-Payeur central du Trésor. En outre, il y est statué que les lots non réclamés dans le délai de trois mois à partir du tirage seront vendus par l'Administration des Domaines et que le produit de cette vente sera attribué au Trésor.

Enfin les recettes et les dépenses de la Tombola, conformément à une instruction ministérielle du 12 juin 1889 font l'objet d'un compte ouvert parmi les services spéciaux du Trésor, sous le titre : *Produit de la Tombola de l'Exposition universelle de 1889.*

Pendant les années 1889 à 1894, les opérations qui figurent au compte spécial de la Tombola se résument de la manière suivante :

	ANNÉE 1889.	ANNÉE 1890.	ANNÉE 1891.	ANNÉE 1894.	TOTAL.
RECETTE.					
Produit net de la vente des billets	1,865,912f 97c	"	"	"	1,865,912f 97c
Produit de la vente des lots non réclamés	"	42,029f 09c	"	"	42,029 09
Produit de la vente du papier des billets non placés	"	417 [illegible]	"	"	417 99
Recettes diverses	"	"	"	"	"
TOTAL de la recette	1,865,912 97	42,447 08	"	"	1,908,360 05
DÉPENSE.					
Frais de l'opération	86,260f 23c	77,762 50	9,062f 09c	"	173,084 82
Frais de voyage et de séjour à Paris des délégations ouvrières industrielles et agricoles et des instituteurs	298,910 95	72 40	"	"	298,983 35
Frais d'achat des objets achetés aux exposants	783,969 70	68,803 75	500 00	48f 00c	853,321 45
Application au budget de l'exercice 1893. (Loi du 5 août 1893)	"	"	"	400,000 00	400,000 00
TOTAL de la dépense	1,169,140 88	146,638 65	9,562 09	400,048 00	1,725,389 62

Au 31 décembre 1894 le total de la recette s'élève à 1,908,360f 05c

Celui de la dépense étant de 1,725,389 62

Il en résulte un solde créditeur de 182,970 43

égal à celui qui ressort à la page 289.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 23.

Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Loi du 2 janvier 1890.)

La loi du 2 janvier 1890 a ordonné l'imputation à un compte à ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor du produit de l'aliénation de divers immeubles militaires appartenant à des places déclassées et dont la désignation est donnée dans un tableau annexé à cette loi.

Ce compte, ainsi créé législativement, est intitulé : *Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affectés à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre.*

Les ressources provenant du produit net de l'aliénation des immeubles dont il s'agit, après avoir été constatées au crédit de ce compte, devront ensuite y être prélevées par l'agent comptable des virements de comptes, pour être transportées en recette aux *Produits des domaines* (*France*) sous la désignation suivante : *Produit de l'aliénation d'immeubles remis aux Domaines par le Département de la guerre*, en somme égale aux crédits employés sur ceux qui auront été ouverts à un chapitre distinct du budget ordinaire de chaque exercice (Ministère de la guerre) : *Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutiles.*

En outre, une décision ministérielle du 19 mars 1891, rendue en vertu de la loi du 14 janvier 1890, étendant ces dispositions aux produits de l'aliénation des immeubles militaires en Algérie, statue que le produit net de ces aliénations sera transitoirement appliqué au présent compte spécial pour être ultérieurement imputé, en somme égale au montant des payements faits sur les crédits dont le budget ordinaire du Ministère de la guerre aura été doté par exercice, au compte des *Produits du domaine* (*Algérie*) ainsi libellé par la loi du 14 janvier 1890 : *Produits de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie.*

Le tableau suivant indique par exercice les dépenses du Ministère de la guerre auxquelles il doit être pourvu au moyen des recettes constatées au présent compte. Il présente aussi, outre les lois et décrets portant ouverture des crédits originaires, les crédits reportés d'exercice en exercice par des actes législatifs spéciaux.

TABLEAU des crédits du budget général du Ministère de la guerre imputables sur le produit de l'aliénation d'immeubles militaires, affectés à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Loi du 2 janvier 1890.)

DATES des DÉCRETS ET DES LOIS.	EXERCICE 1892. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1892. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1893. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1893. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1894. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1894. CRÉDITS annulés.	TOTAUX. CRÉDITS ouverts.	TOTAUX. CRÉDITS annulés.	OBSERVATIONS.
FRANCE.									
Loi du 26 janvier 1892	675,000f 00c	"	"	"	"	"	675,000f 00c	"	
Loi du 28 juillet 1893	"	"	318,083f 47c	"	"	"	318,083 47	"	
Loi du 21 mars 1894	"	"	"	10,421f 11c	"	"	"	10,421f 11c	
Loi du 19 mars 1894	"	"	"	"	578,518f 00c	"	578,518 00	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1892	"	79,080f 75c	"	"	"	"	"	79,080 75	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	"	"	"	2,488 50	"	"	"	2,488 50	
	675,000 00	79,080 75	318,083 47	12,909 61	578,518 00	"	1,571,601 47	91,990 36	
	595,919f 25c		305,173f 86c		578,518f 00c		1,479,611f 11c		
ALGÉRIE.									
Loi du 28 juillet 1893	"	"	96,900f 00c	"	"	"	96,900f 00c	"	
Loi du 21 mars 1894	"	"	"	12,000f 00c	"	"	"	12,000f 00	
Loi du 19 mars 1894	"	"	"	"	84,274f 99c	"	84,274 99	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	"	"	"	3,890 37	"	"	"	3,890 37	
	"	"	96,900 00	15,890 37	84,274 99	"	181,174 99	15,890 37	
	"		81,009f 63c		84,274f 99c		165,284f 62c		
	675,000f 00c	79,080f 75c	414,983f 47c	28,799f 98c	662,792f 99c	"	1,752,776f 46c	107,880f 73c	
	595,919f 25c		386,183f 49c		662,792f 99c		1,644,895f 73c		

Les sommes indiquées ci-dessus comme afférentes à l'exercice 1894 pourront subir des modifications dont il sera rendu compte dans les publications ultérieures.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 23.

Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affectés à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la Guerre.
(Loi du 2 janvier 1890.)

Les recettes portées au présent compte spécial ont été effectuées dans les villes ci-après :

		ANNÉE 1890.	ANNÉE 1891.	ANNÉE 1892.	ANNÉE 1893.	ANNÉE 1894.	TOTAL.
FRANCE.							
Aisne	Soissons	20,957f 30c	"	"	"	"	20,957f 30c
Alpes-Maritimes	Antibes	1,972 50	8,374f 58c	"	"	"	10,347 08
Charente-Inférieure	La Rochelle	7,505 10	892 10	49f 56c	2,440f 37c	0f 54c	10,887 67
	Le Château	1,719 05	18,242 35	"	"	"	19,961 40
	Rochefort	969 80	"	2,343 00	46,949 43	1,698 68	51,960 91
	Ars-en-Ré	"	675 45	"	"	"	675 45
	Saint-Martin	"	3,584 00	121 20	116 15	111 10	3,932 45
Corse	Ajaccio	"	230 00	312 00	299 00	286 00	1,127 00
	Vico	"	690 00	"	"	"	690 00
Dordogne	Périgueux	1 20	"	"	"	"	1 20
Finistère	Brest	"	34,585 65	5,208 69	"	"	39,794 34
Isère	Vienne	"	1,456 00	"	"	"	1,456 00
Loire	Montbrison	10,206 00	"	"	"	"	10,206 00
Meurthe-et-Moselle	Lunéville	"	62,020 85	375 00	375 00	7,876 05	70,646 90
Meuse	Bar-le-Duc	11,966 15	"	"	"	"	11,966 15
	Montmédy	10,554 00	"	"	"	"	10,554 00
	Stenay	813 10	"	"	"	"	813 10
Morbihan	Lorient	"	1,566 75	1,890 00	1,811 25	1,732 50	7,000 50
	Belle-Isle	"	12,068 85	"	"	"	12,068 85
	Bergues	"	750 25	21,078 00	"	"	21,828 25
	Condé	"	19,818 40	3,000 00	2,875 00	14,310 38	40,003 78
Nord	Dunkerque	"	106,499 15	27,176 68	"	1,209 20	134,885 03
	Gravelines	"	2,964 00	"	(A) 11,000 00	"	13,964 00
	Lille	"	1,206 00	"	500,000 00	"	501,206 00
Oise	Beauvais	5,980 15	"	"	"	"	5,980 15
Pas-de-Calais	Boulogne	"	474 75	2,069 12	"	"	2,543 87
	Saint-Omer	"	"	14,955 30	"	"	14,955 30
Seine	Pantin	"	474,283 60	"	"	"	474,283 60
Seine-Inférieure	Dieppe	"	"	"	"	200,295 12	200,295 12
Haute-Vienne	Limoges	4,825 40	10,354 20	4,416 45	7,389 20	2,435 35	29,420 60
ALGÉRIE.							
Alger	Aumale	"	2,330 00	310 92	951 75	"	3,592 67
	Médéa	"	"	"	40,060 38	1,343 94	41,404 32
	Miliana	"	"	"	"	3,337 97	3,337 97
	Tenès	"	"	"	533 20	234 23	767 43
Constantine	Constantine	"	"	"	31,051 73	"	31,051 73
Oran	Tlemcen	"	6,025 00	"	"	"	6,025 00
	Sidi-bel-Abbès	"	"	88,248 33	"	(B) 22,405 38 *A déd. : 3 19*	110,650 52
TOTAL		77,469 75	769,091 93	171,554 25	645,852 46	257,273 25	1,921,241 64

(A) Par virement de comptes.
(B) Par virement de comptes.

Il résulte du tableau ci-dessus que les recouvrements portés au crédit du présent compte s'élèvent à 1,921,241f 64c

Les prélèvements effectués en somme egale aux crédits employés pour gager des dépenses du Ministère de la guerre ont été :

Pour l'exercice 1892 (France)	595,919f 25c	386,183 49	..... 982,102 74
Pour l'exercice 1893 (France)	305,173f 86c		
Pour l'exercice 1893 (Algérie)	81,009 63		

d'où, au 31 décembre 1894, un solde créditeur de 939,138 90

égal à celui qui ressort page 289.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 24.

Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées.

Les lois des 26 août, 4 et 23 décembre 1890 et 4 janvier 1891 ont ratifié des conventions passées entre l'État, diverses villes et des particuliers concernant la cession d'immeubles domaniaux provenant d'anciennes fortifications aujourd'hui déclassées. Aux termes de ces conventions, les travaux de démantèlement des places doivent rester à la charge de l'État, et les dépenses, évaluées au montant du prix d'adjudication, doivent être réparties entre l'exercice 1891 et les exercices suivants.

Il sera pourvu aux crédits législativement ouverts à ces exercices au moyen des ressources provenant de l'aliénation desdits immeubles.

Les lois précitées ont également ordonné que les versements à faire par les villes et les particuliers cessionnaires seraient portés en recette à un compte de trésorerie pour être appliqués aux produits domaniaux de l'exercice 1891 et des exercices suivants dans la proportion des crédits ouverts ou à ouvrir sur chacun de ces exercices à des chapitres spéciaux du Ministère de la guerre, budget ordinaire.

A cet effet, des décisions du directeur général de la comptabilité publique, rendues en exécution des lois précitées, ont prescrit aux receveurs des domaines d'imputer les sommes versées sur les prix et cessions à un compte à ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor sous le titre : *Produit de l'aliénation de terrains provenant de fortifications de places déclassées.*

L'imputation définitive au compte du Produit des domaines (France et Algérie) sera effectuée en fin d'exercice par l'agent comptable des virements de comptes en somme égale aux crédits employés sur ceux qui auront été votés à chaque exercice.

Le tableau suivant indique par exercice les dépenses du Ministère de la guerre auxquelles il doit être pourvu au moyen des recettes constatées au présent compte. Il présente aussi, outre les lois et décrets portant ouverture des crédits originaires, les crédits reportés d'exercice en exercice par des actes législatifs spéciaux.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 24.

Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées.

Tableau des crédits du budget ordinaire du Ministère de la guerre imputables sur le produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées primitivement ouverts ou reportés à l'exercice 1891 et aux exercices suivants.

DATES DES DÉCRETS ET DES LOIS.	EXERCICE 1891. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1891. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1892. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1892. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1893. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1893. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1894. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1894. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1895. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1895. CRÉDITS annulés.	TOTAL. CRÉDITS ouverts.	TOTAL. CRÉDITS annulés.	OBSERVATIONS.
						FRANCE.							
VALENCIENNES.													
Loi du 26 décembre 1890	250,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	250,000f 00c	"	
Loi du 26 janvier 1892	"	"	115,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	115,000 00	"	
Loi du 23 juillet 1892	"	25,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	25,000f 00c	
Loi du 23 juillet 1892	"	"	25,000 00	"	"	"	"	"	"	"	25,000 00	"	
Loi du 28 juillet 1893	"	"	"	"	120,000f 00c	"	"	"	"	"	120,000 00	"	
Loi du 21 mars 1894	"	"	"	"	"	95,995f 00c	"	"	"	"	"	95,995 00	
Loi du 19 mars 1894	"	"	"	"	"	"	82,000f 00c	"	"	"	82,000 00	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1891	"	214,300 30	"	"	"	"	"	"	"	"	"	214,300 30	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1892	"	"	"	127,522f 10c	"	"	"	"	"	"	"	127,522 10	
Loi du 28 avril 1895	"	"	"	"	"	"	"	39,989f 24c	"	"	"	39,989 24	
Loi du 28 avril 1895	"	"	"	"	"	"	"	"	43,500 00	"	43,500 00	"	
	250,000 00	239,300 30	140,000 00	127,522 10	120,000 00	95,995 00	82,000 00	39,989 24	43,500 00	"	635,500 00	502,806 64	
	10,699f 70c		12,477f 90c		24,005f 00c		42,010f 76c		43,500f 00c		132,693f 36c		
GIVET.													
Loi du 26 décembre 1890	100,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	100,000f 00c	"	
	100,000f 00c		"		"		"		"		100,000f 00c		
ARRAS.													
Loi du 24 juillet 1891	300,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	300,000f 00c	"	
Loi du 23 juillet 1892	"	50,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	50,000f 00c	
Loi du 23 juillet 1892	"	"	500,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	500,000 00	"	
Loi du 28 juillet 1893	"	"	"	"	50,400f 00c	"	"	"	"	"	50,400 00	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1891	"	1 92	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1 92	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1892	"	"	"	0f 01c	"	"	"	"	"	"	"	0 01	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	"	"	"	"	"	0f 04c	"	"	"	"	"	0 04	
	300,000 00	50,001 92	500,000 00	0 01	50,400 00	0 04	"	"	"	"	850,400 00	50,001 97	
	249,998f 08c		499,999f 99c		50,399f 96c		"		"		800,398f 03c		
DOUAI.													
Loi du 24 juillet 1891	500,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	500,000f 00c	"	
Loi du 23 juillet 1892	"	298,500f 04c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	298,500f 04c	
Loi du 23 juillet 1892	"	"	750,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	750,000 00	"	
Loi du 28 juillet 1893	"	"	"	"	95,000f 00c	"	"	"	"	"	95,000f 00c	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1892	"	"	"	75,000f 01c	"	"	"	"	"	"	"	75,000 01	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	"	"	"	"	"	14 55	"	"	"	"	"	14 55	
Loi du 28 juillet 1894	"	"	"	"	"	"	47,700f 05c	"	"	"	47,700 05	"	
Loi du 28 avril 1895	"	"	"	"	"	"	"	44,100f 05c	"	"	"	44,100 05	
Loi du 28 avril 1895	"	"	"	"	"	"	"	"	44,114 60	"	44,114 60	"	
	500,000 00	298,500 04	750,000 00	75,000 01	95,000 00	14 55	47,700 05	44,100 05	44,114 60	"	1,436,814 65	417,614 65	
	201,499f 96c		674,999f 99c		94,985f 45c		3,600f 00c		44,114, 60c		1,019,200f 00c		
A reporter	1,150,000f 00c	587,802f 26c	1,390,000f 00c	202,522f 12c	265,400f 00c	96,009f 59c	129,700f 05c	84,089f 29c	87,614f 60c	"	3,022,714f 65c	970,423f 26c	

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 24.

Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées.

Suite du *Tableau des crédits du budget ordinaire du ministère de la guerre imputables sur le produit de l'aliénation de terrains de terrains provenant des fortifications des places déclassées primitivement ouverts ou reportés à l'exercice 1891 et aux exercices suivants.*

DATES DES DÉCRETS ET DES LOIS.	EXERCICE 1891. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1891. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1892. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1892. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1893. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1893. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1894. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1894. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1895. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1895. CRÉDITS annulés.	TOTAL. CRÉDITS ouverts.	TOTAL. CRÉDITS annulés.	OBSERVATIONS.
						FRANCE							
Report	1,150,000f 00c	587,802f 26c	1,390,000f 00c	202,522f 12c	265,400f 00c	96,009f 59c	129,700f 05c	84,089f 29c	87,614f 60c	"	3,022,714f 65c	970,423f 26c	
SAINT-OMER.													
Loi du 23 juillet 1892	"	"	47,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	47,000f 00c	"	
Loi du 28 juillet 1893	"	"	"	"	38,000f 00c	"	"	"	"	"	38,000 00	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1892	"	"	"	41,980f 00c	"	"	"	"	"	"	"	41,980f 91c	
Loi du 28 juillet 1894	"	"	"	"	"	"	26,000f 00c	"	"	"	26,000 00	"	
Loi du 28 avril 1895	"	"	"	"	"	"	"	0f 18c	"	"	"	0 18	
Loi du 28 avril 1895	"	"	"	"	"	"	"	"	10,981f 09c	"	10,981 09	"	
	"	"	47,000 00	41,980 00	38,000 00	"	26,000 00	0 18	10,981 09	"	121,981 09	41,981 09	
	"		5,019f 09c		38,000 00		25,999f 82c		10,981f 09c		80,000f 00c		
AIRE-SUR-LA-LYS.													
Loi du 28 juillet 1893	"	"	"	"	100,000f 00c	"	"	"	"	"	100,000f 00c	"	
Loi du 21 mars 1894	"	"	"	"	"	55,030f 00c	"	"	"	"	"	55,030f 00c	
Loi du 21 mars 1894	"	"	"	"	"	"	66,500f 00c	"	"	"	66,500 00	"	
Loi du 28 avril 1895	"	"	"	"	"	"	"	0 04	"	"	"	0 04	
Loi du 28 avril 1895	"	"	"	"	"	"	"	"	31,530f 04c	"	31,530 04	"	
	"	"	"	"	100,000 00	55,030 00	66,500 00	0 04	31,530 04	"	138,030 04	55,030 04	
	"		1		44,970f 00c		66,499f 96c		31,530f 04c		143,000f 00c		
BOUCHAIN (NORD).													
Loi du 28 juillet 1893	"	"	"	"	50,000f 00c	"	"	"	"	"	50,000f 00c	"	
Loi du 21 mars 1894	"	"	"	"	"	49,680f 00c	"	"	"	"	"	49,680f 00c	
Loi du 21 mars 1894	"	"	"	"	"	"	99,680f 00c	"	"	"	99,680 00	"	
Projet de loi de réglement de l'exercice 1893	"	"	"	"	"	0 44	"	"	"	"	"	0 44	
Loi du 28 avril 1895	"	"	"	"	"	"	"	52,993f 48c	"	"	"	52,993 48	
Loi du 28 avril 1895	"	"	"	"	"	"	"	"	52,993f 92c	"	52,993 92	"	
	"	"	"	"	50,000 00	49,680 44	99,680 00	52,993 48	52,992 92	"	202,673 92	102,673 92	
	"		"		319f 56c		46,686f 52c		52,993f 92c		100,000f 00c		
A reporter	1,150,000f 00c	587,802f 26c	1,437,000f 00c	244,503f 03c	453,400f 00c	200,720f 03c	321,880f 05c	137,082f 99c	183,119f 65c	"	3,545,399f 70c	1,170,108f 31c	

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 24.

Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées.

Suite du *Tableau des crédits du budget ordinaire du Ministère de la guerre imputables sur le produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications de places déclassées primitivement ouverts ou reportés à l'exercice 1891 et aux exercices suivants.*

DATES DES DÉCRETS ET LOIS.	EXERCICE 1891. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1891. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1892. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1892. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1893. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1893. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1894. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1894. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1895. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1895. CRÉDITS annulés.	TOTAUX CRÉDITS ouverts.	TOTAUX CRÉDITS annulés.	OBSERVATIONS.
						FRANCE.							
Report	1,150,000f	587,802f 26c	1.437,000f	244,503f 03c	453,400f	200,720f 03c	321,880f 05c	137,082f 99c	183,119f 65c	"	3,545,399f 70c	1,170,108f 31c	
CAMBRAI.													
Loi du 28 juillet 1894	"	"	"	"	"	"	230,000f 00c	"	"	"	230,000f 00c	"	
Loi du 28 avril 1895	"	"	"	"	"	"	"	194,757f 26c	"	"	"	194,757f 26c	
Loi du 28 avril 1895	"	"	"	"	"	"	"	"	220,000 00	"	220,000 00	"	
	"	"	"	"	"	"	230,000 00	194,757 26	220,000 00	"	450,000 00	194,757 26	
	"		"		"		35,242f 74c		220,000f 00c		255,242f 74c		
LANDRECIES.													
Loi du 28 avril 1895	"	"	"	"	"	"	"	"	116,000f 00c	"	116,000f 00c	"	
VITRY-LE-FRANÇOIS.													
Loi du 21 janvier 1895	"	"	"	"	"	"	"	"	40,000f 00c	"	40,000f 00c	"	
LILLE.													
Loi du 8 août 1893	"	"	"	"	450,000f	"	"	"	"	"	450,000f 00c	"	
Loi du 21 mars 1894	"	"	"	"	"	428,000f 00c	"	"	"	"	"	423,000f 00c	
Loi du 21 mars 1894	"	"	"	"	"	"	200,000f 00c	"	"	"	200,000 00	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	"	"	"	"	"	2 54	"	"	"	"	"	2 54	
Loi du 18 avril 1895	"	"	"	"	"	"	"	"	198,000f 00c	"	198,000 00	"	
	"	"	"	"	450,000	428,002 54	200,000 00	"	198,000 00	"	848,000 00	428,002 54	
	"		"		21,997f 46c		200,000f		198,000f 00c		419,997f 46c		
Totaux (France)	1,150,000f	587,802f 26c	1,437,000f	244,503f 03c	903,400	628,722f 57c	751,880 05	331,840 25	717,119 65	"	4,959,399 70	1,792,868 11	
	562,197f 74c		1,192,496f 97c		274,677f 43c		420,039f 80c		717,119f 65c		3,166,532f 59c		
						ALGÉRIE.							
ALGER.													
Loi du 28 juillet 1893	"	"	"	"	1,000,000	"	"	"	"	"	1,000,000f 00c	"	
Loi du 21 mars 1894	"	"	"	"	"	727,300f 00c	"	"	"	"	"	727,300f 00c	
Loi du 21 mars 1894	"	"	"	"	"	"	1,727,300f 00c	"	"	"	1,727,300f 00c	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	"	"	"	"	"	625 27	"	"	"	"	"	625 27	
Loi du 18 avril 1895	"	"	"	"	"	"	"	1,308,140f 41c	2,000,000f 00c	"	2,000,000 00	1,308,140 41	
Loi du 28 avril 1895	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	"	"	"	"	1,000,000	727.925 27	1,727,300 00	1,308,140 41	2,000,000 00	"	4,727,300 00	2,036,065 68	
Totaux (Algérie)	"		"		272.074f 73c		419,159f 59c		2,000,000f 00c		2,691,234f 32c		
	1,150,000f	587,802f 26c	1,437,000f	244,503f 03c	1,903,400	1,356,647 84	2,479,180 05	1,639,980 66	2,717,119 65	"	9,686,699 70	3,828,933 79	
Total général	562,197f 74c		1,192,496f 97c		546,752f 16c		839,199f 39c		2,717,119f 65c		5,857,765f 91c		

Les sommes indiquées ci-dessus comme afférentes aux exercices 1894 et 1895 pourront subir des modifications dont il sera rendu compte dans les publications ultérieures.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 24.

Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées.

Le montant des aliénations autorisées et les recouvrements effectués sur le produit des cessions consenties en exécution des lois indiquées ci-dessus sont résumés, par place et par année, dans le tableau suivant :

PLACES.	ÉVALUATIONS législatives des aliénations autorisées.	RECOUVREMENTS. ANNÉE 1890.	ANNÉE 1891.	ANNÉE 1892.	ANNÉE 1893.	ANNÉE 1894.	TOTAL.	OBSERVATIOES.
FRANCE.								
Valenciennes (Loi du 26 août 1890).	365,000f	"	252,500f00c	112,500f00	"	"	365,000f00c	
Givet (Loi du 4 décembre 1890)..	100,000	100,000f00c	"	"	"	"	100,000 00	
Arras (Loi du 23 décembre 1890).	1,200,000	"	"	800,400 00	"	"	800,400 00	
Douai (Loi du 19 janvier 1891)..	1,300,000	"	900,138 89	119,200 00	34,000f00c	"	1,053,338 89	
Cambrai (Loi du 3 août 1893)...	414,000	"	"	"	414,000 00	"	414,000 00	
Bouchain (Nord) (Loi du 12 mai 1893).....	100,000	"	"	"	"	101,805f58c	101,805 58	
Landrecies (Loi du 20 avril 1894).	116,000	"	"	"	"	116,000 00	116,000 00	
Aire-sur-la-Lys (Loi du 18 avril 1893)	10,000	"	"	"	13,688 27	"	13,688 27	
St-Omer (Loi du 18 décembre 1891).	80,000	"	"	"	"	"	80,000 00	
Vitry-le-François (Loi du 21 janvier 1895).....	80,000	"	"	80,000 00	"	"	"	
	3,765,000	100,000	1,152,638 89	1,112,100 00	461,688 27	217,805 58	3,044,232 74	
ALGÉRIE.								
Alger (Loi du 29 mars 1893)....	11,470,000	"	"	"	2,000,000 00	2,000,000 00	4,000,000 00	
	15,235,000	100,000	1,152,638 89	1,112,100 00	2,461,688 27	2,217,805 58	7,044,232 74	

Il résulte du tableau ci-dessus que les recouvrements portés au crédit du présent compte se sont élevés à..... 7,044,232f 74c

Les prélèvements effectués en somme égale aux crédits employés pour gager des dépenses du Ministère de la guerre ont été pour

l'exercice 1891, de.....		562,197f 74c	2,301,446 87
pour l'exercice 1892, de.....		1,192,496 97	
pour l'exercice 1893, de.....	274,677f 43c — France.	546,752 16	
pour l'exercice 1893, de.....	272,074 73 — Algérie.		

d'où, au 31 décembre 1894, un solde créditeur de..... 4,742,785 87

égal à celui qui ressort page 289.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 25.

Produit de la vente des matières remises par le service de la Marine.

La loi du 26 décembre 1890 portant fixation des recettes et des dépenses de l'exercice 1891 dispose article 39 :

« Les produits de la vente des matières qui seront remises à l'Administration des Domaines par les services de la Marine, à partir de l'ouverture « de l'exercice 1891 feront l'objet, dans les écritures de l'Administration des Finances, d'un compte spécial du Trésor, sur lequel des crédits pourront, « dans la mesure des réalisations et après que les Domaines auront réalisé le produit de 809,100 francs inscrit au budget des recettes, être ouverts « par décrets du Président de la République, au profit des chapitres 18 (approvisionnements des constructions navales), 19 (rachat des bâtiments), « 20 (matières pour constructions neuves) et 30 (outillage) du budget du Ministère de la Marine.

« Ces ouvertures de crédit ne pourront dépasser au profit de l'exercice 1891 la limite de :

2,000,000f	sur le chapitre 18,
500,000	sur le chapitre 19,
500,000	sur le chapitre 20,
500,000	sur le chapitre 30.
ENSEMBLE..... 3,500,000	

En exécution de cette loi, il a été ouvert, dans les écritures de l'Administration des Finances, un compte spécial sous le titre *Produit de la vente des matières remises par le service de la Marine.* Ce compte doit être crédité, par les receveurs des Domaines, du produit des ventes effectuées par leurs soins, des matières remises par les services de la Marine et, débité :

1° D'un prélèvement de 809,100 francs, qui doit servir de ressources au budget de l'exercice 1891 et qui figure parmi les évaluations dudit budget, au compte classé parmi les produits du Domaine autre que le Domaine forestier (*Aliénations d'objets mobiliers.* — Ministère de la Marine) ;

2° Des prélèvements à effectuer, au profit des budgets des exercices 1891 ou suivants, en somme égale aux crédits ouverts par décrets, aux chapitres ci-dessus désignés du ministère de la Marine.

Les recettes de l'espèce centralisées par les receveurs des Domaines se sont élevées, pour l'année 1891, à..... 2,773,042f 30c

Il a été prélevé sur le présent compte :

Pendant l'année 1892 une somme de.....	809,100f 00c	2,709,100 00
qui a été appliquée conformément à la loi au budget de l'exercice 1891.		
Pendant l'année 1892 une somme de.....	1,900,000 00	

SAVOIR :

Décret du 3 octobre 1891.....	950,000f 00c
Décret du 8 décembre 1891.....	400,000 00
Décret du 19 février 1892.....	550,000 00
TOTAL ÉGAL.....	1,900,000 00

D'où un solde créditeur de 63,942 30

égal à celui qui ressort page 289, que le projet de loi de règlement de l'exercice 1892, art. 18, propose de porter en atténuation des découverts et avances du Trésor.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 26.

Produit de l'émission de rente 3 p. 0/0. (1891.)

La loi du 24 décembre 1890, comportant émission de rentes 3 p. 0/0 et remboursement de diverses obligations au Trésor, dispose :

Art. 1er. — Le Ministre des finances est autorisé à aliéner au mieux des intérêts du Trésor et à inscrire au grand-livre de la Dette publique, avec jouissance du 1er janvier 1891, la somme de rentes trois pour cent (3 p. 0/0) nécessaire :

1° Pour produire un capital effectif de trois cent quatre-vingt-onze millions huit cent soixante-trois mille francs (391,863,000f) augmenté des dépenses matérielles et des frais quelconques de l'opération autorisée par la présente loi, lesquels ne pourront excéder un capital de deux millions neuf cent soixante-quinze mille francs (2,975,000f).

2° Pour le remboursement à l'échéance des obligations à court terme, aux échéances des 1er mars et 1er septembre 1891 et 1er mars et 1er septembre 1892, s'élevant ensemble à la somme de trois cent trois millions cent mille francs (303,100,000f).

L'article 41 de la loi du 17 juillet 1889 est abrogé.

Art. 2. — Le produit de l'émission de trois cent quatre-vingt-onze millions huit cent soixante-trois mille francs (391,863,000f) mentionné à l'article précédent sera affecté :

1° A parfaire, jusqu'à concurrence de cent trente-sept millions sept cent quatre-vingt-neuf mille huit cent vingt-neuf francs quatre-vingt-onze centimes (137,789,829f 91c), les ressources destinées au remboursement du capital des obligations venues à échéance en 1888 et en 1889, pour suppléer tant aux émissions d'obligations du Trésor à court terme autorisées par l'article 23 de la loi du 30 mars 1888 et par l'article 16 de la loi du 29 décembre suivant, qu'à l'affectation donnée par cette dernière loi à l'excédent de recette qui serait constaté en clôture de l'exercice 1889;

2° Au remboursement des obligations venues à échéance les 1er mars et 1er septembre 1890, jusqu'à concurrence de la somme de cent millions de francs (100,000,000f).

3° Au budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1890, jusqu'à concurrence de cent cinquante-quatre millions soixante-treize mille francs (154,073,000f), pour suppléer à l'émission d'obligations du Trésor à court terme autorisée par l'article 16 de la loi du 17 juillet 1889.

Art. 3. — Les obligations du Trésor à court terme émises jusqu'à concurrence de trois cent soixante-dix millions neuf cent soixante-quinze mille trois cent quatre-vingt-douze francs soixante-douze centimes (370,975,392f 72c) à l'échéance des années 1893 à 1895 inclusivement sont affectées au payement des garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer, à effectuer en exécution des lois de finances des 8 août 1885, 26 février 1887, 30 mars 1888, 29 décembre 1888 et 17 juillet 1889.

Art. 4. — Le Ministre des finances est autorisé à prélever sur le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations la somme de rentes 3 p. 0/0 nécessaire pour procéder au remboursement des obligations du Trésor et des bons de liquidation émis en vertu des lois des 7 avril et 26 juillet 1873 et 29 décembre 1876 restant en circulation au 31 décembre 1890 et non remboursables sur des crédits ouverts aux budgets des exercices antérieurs à 1891.

Il est autorisé à inscrire au grand-livre de la Dette publique, avec jouissance du 16 janvier 1891, et à remettre à la Caisse des dépôts et consignations la somme de rente 3 p. 0/0 amortissable nécessaire pour remplacer dans son portefeuille les rentes 3 p. 0/0 mentionnées au paragraphe 1er du présent article.

Art. 5. — Les rentes 3 p. 0/0 mentionnées à l'article précédent seront annulées.

Le Ministre des finances est autorisé à aliéner au mieux des intérêts du Trésor et à inscrire au grand-livre de la Dette publique une somme de rentes 3 p. 0/0 égale à celle qui aura été annulée, les deux opérations d'annulation et d'inscription devant avoir la même date de jouissance.

Art. 6. — Les intérêts courus au jour du remboursement sur les obligations du Trésor et les bons de liquidation mentionnés à l'article 4 seront, sous réserve de leur imputation ultérieure sur un crédit budgétaire, imputés provisoirement à un compte de trésorerie.

Art. 7. — Le Ministre des finances pourra passer avec la Banque de France des conventions destinées à faciliter les opérations prévues aux articles ci-dessus. Les avances qui pourraient être faites en vertu de cette disposition devront être remboursées au plus tard le 1er février 1892.

Art. 8. — Les conditions dans lesquelles s'effectueront les opérations autorisées par la présente loi seront déterminées par décret du Président de la République.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 décembre 1890.

Par le Président de la République :
Le Ministre des Finances,
Signé : ROUVIER.

Le décret du 2 janvier 1891, rendu en exécution de cette loi, a autorisé, par voie de souscription publique, au taux de 92 fr. 55 par 3 francs de rente, l'émission de la rente 3 p. 0/0 nécessaire à la réalisation d'un capital de huit cent soixante-neuf millions quatre cent quatre-vingt-huit mille francs (869,488,000f).

Il résulte des dispositions qui précèdent que ce capital, qui s'élèvera en réalité à 869,487,999 fr. 60, est destiné :

Au remboursement des obligations à court terme en circulation autres que celles qui sont affectées au payement des garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer;

A la réalisation de ressources budgétaires à provenir d'obligations à court terme non encore émises;

Au remboursement d'obligations du Trésor à long terme pour travaux publics et des bons de liquidation créés pour indemnités accordées dans les départements ou à la ville de Paris pour dommages causés pendant la guerre de 1870-1871;

A l'acquittement des frais divers de l'émission des rentes;

Enfin, la décision ministérielle du 20 avril 1891 a déterminé les opérations de comptabilité qui sont la conséquence de la loi précitée :

Cette décision a prescrit l'ouverture, parmi les services spéciaux du Trésor, d'un compte intitulé *Produit de l'émission de rentes 3 p. 0/0 1891*, qui sera crédité au fur et à mesure des recouvrements du montant intégral des versements effectués par les souscripteurs, soit, en fin d'opération, 869,487,999 fr. 60. Son débit comprendra les prélèvements opérés, tant pour doter les budgets en somme égale aux crédits votés de ressources qui devaient primitivement être fournies par une émission d'obligations à court terme, que pour solder des comptes de trésorerie, constatant la charge du Trésor, que devaient éteindre des annuités à payer par des budgets ultérieurs.

Ce compte sera donc débité dans les écritures de l'agent comptable des virements de comptes :

1° Au crédit du compte *Trésor public, s/c d'obligations du Trésor à court terme, compte de liquidation* de la somme de 48,046,699f 47c
qui représente au 31 décembre 1891 le montant de son solde débiteur préalablement atténué en exécution d'une décision du directeur général de la Comptabilité publique de 1,239,777 fr. 48, représentant des primes d'émissions réalisées sur diverses obligations à court terme.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 26.

Produit de l'émission de rente 3 p. 0/0 (1891.)

2° Au crédit du compte *Trésor public, s/c d'obligations du Trésor à court terme pour le service des budgets*, savoir :

Obligations remboursées en 1888 et 1889	89,743,130f 44c	492,843,130f 44c
Obligations remboursées en 1890	100,000,000 00	
Obligations à rembourser en 1891	100,000,000 00	
Obligations à rembourser en 1892	203,100,000 00	

3° Au crédit des budgets des exercices 1890 et suivants, pour faire face à des crédits législativement ouverts ou reportés, dont la ressource correspondante devait être fournie par des obligations à court terme, non émises	154,073,000 00
4° Au crédit du compte *Trésor public, s/c de bons de liquidation (départements)* pour faire face au remboursement de ces bons	52,350,000 00
5° Au crédit du compte *Correspondants du Trésor : Bons de liquidation, Paris, l/c d'annuités*, pour faire face au remboursement du capital de ces bons	63,150,000 00
6° Au crédit du compte *Trésor public, s/c d'obligations à long terme émises pour exécution de travaux publics*, pour faire face au remboursement de ces obligations	56,050,000 00
7° A la fin de l'opération au crédit du compte *Frais divers de l'émission des rentes 3 p. 0/0*, ouvert dans les écritures du caissier-payeur central du Trésor pour le montant des dépenses autorisées par l'article 1er de la loi du 24 décembre 1890	2,975,000 00
8° Enfin par l'application qu'il y aura lieu de faire ultérieurement du solde disponible évalué présentement à	169 69
Total égal	869,487,999 60

Ces diverses opérations ne seront effectuées qu'au fur et à mesure des versements faits par les souscripteurs, en commençant par celles qui sont relatives au service des budgets et au remboursement des obligations les plus anciennement émises.

Le présent compte spécial a été crédité :

Pendant l'année 1891, de	563,291,750f 00c
Pendant l'année 1892, de	305,805,279 80
Pendant l'année 1893, de	272,861 65
Pendant l'année 1894, de	39,513 60
Total du crédit	869,409,405 05

Il a été débité :

Pendant l'année 1891.	1° D'une somme de ..... nécessaire pour solder les dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1890.	103,713,458f 93c	512,932,208f 93c
	2° De la somme de ..... nécessaire pour solder le compte *Trésor public, s/c d'obligations à court terme, compte de liquidation.*	48,046,699 47	
	3° D'une somme de ..... pour atténuer jusqu'à due concurrence le solde débiteur du compte *Trésor public, s/c d'obligations à court terme pour le service des budgets.*	361,172,050 53	
Pendant l'année 1892.	1° D'une somme de ..... appliquée au budget général de l'exercice 1891 pour faire face à des crédits ouverts au Ministère de la Guerre. (Loi du 24 juillet 1891.)	28,150,000 00	331,371,079 91
	2° D'une somme de ..... nécessaire pour solder le compte *Trésor public, s/c d'obligations à court terme pour le service des budgets.*	131,671,079 91	
	3° D'une somme de ..... nécessaire pour solder le compte *Trésor public, s/c de bons de liquidation, Départements.*	52,350,000 00	
	4° D'une somme de ..... nécessaire pour solder le compte *Trésor public, s/c d'obligations à court terme créées pour l'exécution de travaux publics.*	56,050,000 00	
	5° D'une somme de ..... nécessaire pour solder le compte de correspondants du Trésor (*Bons de liquidation, Paris, l/c d'annuités*).	63,150,000 00	
Pendant l'année 1893.	D'une somme de ..... nécessaire pour solder les dépenses du budget général de l'exercice 1892. (Dépenses extraordinaires du Ministère de la guerre.)		18,546,073 44
Pendant l'année 1894.	D'une somme de ..... représentant, déduction faite des frais de l'émission s'élevant à 2,404,994 fr. 17, le reliquat du présent compte au 31 juillet 1894, appliqué au budget de l'exercice 1893, en exécution de la loi du 28 avril 1893.		4,145 294 85
	Total du débit		66,994,657 13
d'où au 31 décembre 1894 un solde créditeur de			2,414,747 92

égal à celui qui ressort page 289.

Ce solde, qui sera augmenté ultérieurement d'un reste à recouvrer de 78,594 fr. 55, représente pour 2,404,994 fr. 17 le montant des frais d'émission avancés par le caissier-payeur central et centralisés à un compte d'avances de ce comptable.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 27.

Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes.

La loi de finances du 18 juillet 1892, (art. 18 à 27), a supprimé le budget des dépenses sur ressources spéciales à partir de l'exercice 1893. Par suite, les opérations relatives au recouvrement des centimes départementaux et communaux ont cessé d'être comprises dans le budget de l'État. Néanmoins les comptables du Trésor continuent à assurer le recouvrement de ces contributions pour le compte des départements et des communes et les opérations qu'ils effectuent à titre intermédiaire sont constatées dans leurs écritures. Dans le but de les faire apparaître dans les comptes généraux de l'Administration des finances, la décision ministérielle du 21 avril 1894 a prescrit l'ouverture d'un compte classé parmi les services spéciaux sous le titre *Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes.*

Le crédit de ce compte exprime les recouvrements effectués sur les contribuables et son débit la restitution aux intéressés des centimes perçus à leur profit.

EXERCICE 1893.

CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES ASSIMILÉES RECOUVRÉES POUR LE COMPTE DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES.

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables. (*Voir le détail à la page 705 du compte des finances de l'année 1893.*)	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1894.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
CONTRIBUTIONS DIRECTES.					
Contribution foncière. — Propriétés non bâties..... 125,680,295f 20c	195,604,996f 72c	344,489,439f 48c	14,899,901f 12c	359,389,340f 60c	"
Contribution foncière. — Propriétés bâties..... 69,924,701 52					
Contribution personnelle mobilière.....	68,535,438 51				
Contribution des portes et fenêtres.....	31,796,515 10				
Contribution des patentes.....	(A)63,452,390 27				
	359,389,340 60	344,489,439 48	14,899,901 12	359,389,340 60	"
TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES.					
Fonds pour dépenses communales. — Fonds du vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets. (Loi du 23 juillet 1872.).....	610,054 26	530,021 18	80,033 08	610,054 26	"
Fonds du quart attribué aux communes sur le principal de la taxe sur les vélocipèdes. (Loi du 28 avril 1893.).....	(B) 216,154 53	85,873 68	130,280 85	216,154 53	"
	826,208 79	615,894 86	210,313 93	826,208 79	"
TOTAL des contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes.....	360,215,549 39	345,105,334 34	15,110,215 05	360,215,549 39	"

(A) Les rôles de l'exercice 1893 ont été diminués de 500 francs pendant l'année 1894.

(B) Les rôles de l'exercice 1893 ont été diminués de 0f 04c pendant l'année 1894.

Il est tenu par exercice et chaque exercice doit présenter en recette et en dépense, les divisions suivantes :

Centimes départementaux.

Centimes communaux.

Vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets.

Quart attribué aux communes sur le principal de la taxe sur les vélocipèdes.

Ce compte ne présentera, en principe, que deux exercices, le plus ancien devant toujours être soldé. En effet, au 30 avril de la seconde année de l'exercice, les rôles des contributions non encore recouvrés sont soldés pour ordre, de telle sorte qu'à cette époque la dépense doit être exactement égale à la recette et que le compte de l'exercice se trouve définitivement balancé.

Pour permettre de contrôler d'une manière plus effective les recouvrements de l'espèce, on a cru utile de les faire précéder du détail des rôles mis en recouvrement pour chaque exercice.

EXERCICE 1894.

CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES ASSIMILÉES RECOUVRÉES POUR LE COMPTE DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES.

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables. (*Voir le détail qui suit.*)	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1894.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
CONTRIBUTIONS DIRECTES.					
Contribution foncière — Propriétés non bâties..... 127,015,617f 59c	198,244,878f 13c				
Contribution foncière — Propriétés bâties..... 71,229,260 54					
Contribution personnelle mobilière.....	69,959,098 86	"	350,157,510f 62c	350,157,510f 62c	15,302,384f 54c
Contribution des portes et fenêtres.....	32,526,154 62				
Contribution des patentes.....	64,729,763 55				
	365,459,895 16	"	350,157,510 62	350,157,510 62	15,302,384 54
TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES.					
Fonds pour dépenses communales. — Fonds du vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets. (Loi du 23 juillet 1872.).....	613,767f 95c	"	563,598f 72c	563,598f 72c	50,169f 23c
Fonds du quart attribué aux communes sur le principal de la taxe sur les vélocipèdes. (Loi du 28 avril 1893.).....	455,967 07	"	384,230 72	384,230 72	71,736 35
	1,069,735 02	"	947,829 44	947,829 44	121,905 58
TOTAL des contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes.....	366,529,630f 18c	"	351,105,340f 06c	351,105,340c 06c	15,424,290f 12c

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES

Suite du DÉVELOPPEMENT

Contributions directes et taxes assimilées recouvrées

DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT POUR L'EXERCICE 1894.

			CONTRIBUTION FONCIÈRE. Propriétés non bâties.	Propriétés bâties.	Totaux par contributions.	
CONTRIBUTION FONCIÈRE.						
Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire.	Centimes additionnels sur les contributions foncière et personnelle-mobilière pour dépenses ordinaires. (Loi du 10 août 1871)	30,061,273f 10c	16,445,326f 67c	46,506,599f 77c	100,654,922f 54c
		Centimes additionnels sur les quatre contributions — pour dépenses ordinaires. (Loi du 10 août 1871.)	1,202,450 92	657,813 12	1,860,264 04	
		Centimes additionnels sur les quatre contributions — pour dépenses de service vicinal. (Loi du 21 mai 1836)	8,417,156 47	4,604,691 50	13,021,847 97	
		Centimes additionnels sur la contribution foncière pour dépenses du cadastre. (Loi du 2 août 1829.)	21,427 34	23,762 62	45,189 96	
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes additionnels extraordinaires sur les quatre contributions directes à recouvrer en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871 (maximum 12 centimes) et en vertu de lois spéciales	26,113,825 73	13,107,195 07	39,221,020 80	
Fonds pour dépenses communales.	Centimes additionnels pour	Dépenses ordinaires (maximum 5 centimes) et pour frais d'experts sur les contributions foncière et personnelle-mobilière. (Loi du 5 avril 1884.)	6,011,657 67	3,289,004 53	9,300,662 20	97,589,955 59
		Dépenses extraordinaires. (Loi du 5 avril 1884.)	47,394,345 23	29,698,273 14	77,092,618 37	
		Dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)	5,967,576 12	2,312,399 78	8,279,975 90	
		Frais de perception des impositions communales. (Loi du 20 juillet 1837.)	1,825,905 01	1,090,794 11	2,916,699 12	
		Total de la contribution foncière	127,015,617 59	71,229,260 54	198,244,878 13	198,244,878 13

CONTRIBUTION PERSONNELLE MOBILIÈRE.

Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire.	Centimes additionnels sur les contributions foncière et personnelle-mobilière, pour dépenses ordinaires. (Loi du 10 août 1871.)	16,777,581f 56c	35,912,637f 87
		Centimes additionnels sur les quatre contributions directes — pour dépenses ordinaires (Loi du 10 août 1871).	671,103 25	
		Centimes additionnels sur les quatre contributions directes — pour dépenses du service vicinal. (Loi du 21 mai 1836.)	4,697,722 83	
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes additionnels extraordinaires sur les quatre contributions directes à recouvrer en vertu de l'article 40 de la loi du 10 avril 1871 (maximum 12 centimes) et en vertu de lois spéciales	13,766,230 23	
Fonds pour dépenses communales.	Centimes additionnels pour	dépenses ordinaires (maximum 5 centimes) et pour frais d'experts sur les contributions foncière et personnelle-mobilière. (Loi du 5 avril 1884.)	3,357,487 15	34,046,460 99
		dépenses extraordinaires. (Loi du 5 avril 1884.)	27,108,295 85	
		dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)	2,608,749 20	
		Frais de perception des impositions communales. (Loi du 20 juillet 1837.)	971,928 79	
		Total de la contribution personnelle-mobilière		69,959,098 86
		A reporter		268,203,976 99

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 27.

pour le compte des départements et des communes.

Suite du DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT POUR L'EXERCICE 1894.

		Report		268,203,976f 99c
CONTRIBUTION DES PORTES ET FENÊTRES.				
Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire.	Centimes additionnels sur les quatre contributions directes — pour dépenses ordinaires. (Loi du 10 août 1871.)	442,755f 88c	12,590,543 54
		Centimes additionnels sur les quatre contributions directes — pour dépenses du service vicinal. (Loi du 21 mai 1836.)	3,099,291 14	
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes additionnels extraordinaires sur les quatre contributions directes, à recouvrer en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871 (maximum 12 centimes) et en vertu de lois spéciales	9,048,496 52	
Fonds pour dépenses communales.	Centimes additionnels.	Pour dépenses extraordinaires. (Loi du 5 avril 1884.)	17,544,099 95	19,935,611 08
		Pour dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)	1,793,935 19	
		Frais de perception des impositions communales. (Loi du 20 juillet 1837.)	597,575 94	
		Total de la contribution des portes et fenêtres		32,526,154 62
CONTRIBUTION DES PATENTES.				
Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire.	Centimes additionnels sur les quatre contributions directes — pour dépenses ordinaires. (Loi du 10 août 1871.)	863,336f 88c	23,941,086 58
		Centimes additionnels sur les quatre contributions directes — pour dépenses du service vicinal. (Loi du 21 mai 1836.)	6,043,358 61	
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes additionnels extraordinaires sur les quatre contributions directes, à recouvrer en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871 (maximum 12 centimes) et en vertu de lois spéciales	17,034,391 09	
Fonds pour dépenses communales.	Centimes additionnels.	Pour dépenses extraordinaires. (Loi du 5 avril 1884.)	28,412,341 61	40,788,676 97
		Pour frais de bourses et de chambres de commerce, y compris 5 centimes par franc pour non-valeurs et frais de confection. (Lois du 23 juillet 1820 et du 13 juillet 1880.)	1,610,062 29	
		Pour dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)	2,827,198 63	
		Fonds de 8 centimes sur le principal des patentes attribué aux communes	6,906,695 41	
		Frais de perception des impositions communales. (Loi du 20 juillet 1887.)	1,032,379 03	
		Total de la contribution des patentes		64,729,763 55
		Total des contributions directes		365,459,895 16
Taxes assimilées aux contributions directes.	Fonds pour dépenses communales.	Fonds du vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets. (Loi du 23 juillet 1872.)	613,767f 95c	1,069,735 02
		Fonds du quart attribué aux communes sur le principal de la taxe sur les vélocipèdes. (Loi du 28 avril 1893.)	455,967 07	
		Total des taxes assimilées		1,069,735 02
		Total des fonds pour dépenses départementales et communales		366,529,630 18

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 27.

Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes.

Pendant l'année 1894, les recettes portées au crédit du présent compte et s'élevant à la somme de 366,215,555 fr. 11, se décomposent comme suit :

	EXERCICE 1893.	EXERCICE 1894.	TOTAL.
Centimes départementaux	7,132,757f 62c	166,045,216f 55c	173,177,974f 17c
Centimes communaux	7,767,143 50	184,112,294 07	191,879,437 57
Vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets	80,033 08	563,598 72	643,631 80
Quart attribué aux communes sur le principal de la taxe sur les vélocipèdes	130,280 85	384,230 72	514,511 57
TOTAL	15,110,215 05	351,105,340 06	366,215,555 11
Le solde créditeur au 31 décembre 1893, était de			13,675,968 08
ENSEMBLE			379,891,523 19

Les dépenses corrélatives aux attributions des contributions directes et des taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes se sont élevées :

Pour l'exercice 1893, à	28,786,183f 13c	
Pour l'exercice 1894, à	333,982 724 21	
TOTAL	362,768,907 34	362,768,907 34
D'où un solde créditeur au 31 décembre 1894 de, égal à celui qui ressort page 289.		17,122,615 85

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 28.

Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires.

L'article 53 de la loi de finances du 26 juillet 1893 dispose :

A partir du 1er janvier 1894, les caisses instituées par les lois des 11 juillet 1868, du 1er juin 1878, du 3 juillet 1880 et du 2 août 1881, sont et demeurent supprimées.

Toutefois, les payements correspondant aux engagements pris antérieurement au 31 décembre 1893 pourront continuer d'être effectués pendant l'année 1894.

A cette date, les comptes destinés à retracer les opérations de ces caisses dans les écritures du Trésor sont définitivement clos.

Le Ministre des finances est autorisé à ouvrir, à partir du 1er janvier 1894, parmi les services spéciaux du Trésor, un compte unique de liquidation qui sera débité des avances faites par le Trésor restant à amortir et crédité des sommes inscrites au budget pour leur remboursement.

La décision ministérielle du 4 mai 1894, rendue en exécution de cette loi, a prescrit l'ouverture, parmi les services spéciaux du Trésor, d'un compte intitulé *Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires*, qui comprendra, à son débit, la totalité des soldes débiteurs des comptes destinés à décrire les opérations relatives aux subventions et avances pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires, et à son crédit, la portion des annuités inscrites au budget du Ministère des finances de chaque exercice représentant l'amortissement des avances du Trésor. En outre, la décision ministérielle du 5 février 1895, prise en exécution des lois des 7 décembre (art. 3) et 27 décembre 1894 (art. 13), a prescrit l'application au crédit du présent compte du produit des obligations, remboursables par annuités terminables en 1923, émises en vertu des lois précitées et destinées à pourvoir au remboursement des avances faites par la Dette flottante aux caisses vicinales et scolaires.

Conformément à ces dispositions législatives, l'agent comptable des virements de comptes a, en fin d'année 1893, débité le présent compte de la somme de 350,892,110f 90c
représentant les soldes débiteurs des comptes ci-après au 31 décembre de ladite année. Voir pages 726, 731 et 738.

Avances à la caisse des chemins vicinaux	199,178,057f 87
Caisse des lycées, collèges et écoles, s/c de subventions imputables sur les ressources de la dette flottante	47,575,309 92
Avances à la caisse des lycées, collèges et écoles (avances remboursables)	104,138,743 11
ENSEMBLE	350,892,110 90
En fin d'année 1894, l'agent des virements a transporté en exécution du 2e alinéa de l'article 53 de la loi du 26 juillet 1893, au débit du présent compte, le solde débiteur du compte *Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires*, ci	77,216,075 39
TOTAL représentant l'avance de la Dette flottante	428,108,186 29
Les opérations relatives à l'amortissement de ces avances sont successivement passées au crédit du présent compte et réparties par années dans les proportions suivantes :	
Année 1894 : Application des Ordonnances du Ministère des finances, représentant la première annuité de remboursement	8,633,519 32
d'où un solde débiteur, au 31 décembre 1894, de, égal à celui qui ressort page 289.	419,474,666 97

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 29.

Dépenses de l'expédition de Madagascar.

La loi du 7 décembre 1894, dispose :

1° (art. 2) : Il est créé parmi les services spéciaux du Trésor, un compte intitulé *Dépenses de l'expédition de Madagascar*, auquel seront inscrits les crédits ouverts pour pourvoir aux dépenses de l'expédition.

Toutes les règles applicables aux crédits budgétaires sont applicables aux crédits ouverts par la présente loi, sauf en ce qui concerne la spécialité de l'exercice.

Ce compte spécial sera clos au 31 décembre 1895.

Un projet de loi portant règlement de ce compte devra être présenté avant le 31 décembre 1896.

2° (art. 3) : Pour pourvoir aux dépenses prévues de l'expédition, le Ministre des finances est autorisé à remettre à la Caisse des dépôts et consignations, jusqu'à concurrence d'une somme de 65,000,000 francs, des obligations amortissables au moyen d'annuités terminables en 1923.

La décision ministérielle du 5 février 1895, rendue en exécution de la loi précitée, ordonne de porter en recette, au présent compte spécial, le produit des émissions d'obligations créées pour subvenir aux dépenses de l'expédition.

Les crédits législativement ouverts, s'élèvant à la somme de 65,000,000 de francs, se répartissent comme suit :

Ministère de la Guerre	43,500,000f 00c
Ministère de la Marine	21,500,000 00
TOTAL ÉGAL	65,000,000 00

Pendant l'année 1894, il a été procédé à la négociation de 20,000 obligations représentant, au capital de 500 francs, la somme de 10,000,000 francs.

Cette opération a été imputée au crédit de ce compte dans les écritures du Caissier-payeur central, ci	10,000,000f 00c
et il a été dépensé sur les crédits de l'espèce, conformément au tableau ci-après, une somme de	1,500,000 00
D'où il résulte au 31 décembre 1894, un solde créditeur de égal à celui qui ressort, page 289.	8,500,000 00

Tableau présentant la situation des crédits, des droits constatés en dépenses, et des payements effectués au titre de l'exercice 1894 sur le compte des Dépenses de l'expédition de Madagascar, au 31 décembre 1894. — Ministère de la guerre.

CHAPITRES.	SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des Ministres	RESTE à payer pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES probables de l'exercice 1894.
2	Subsistances	6,050,000f	1,500,000f	»	1,500,000f	1,500,000f	»	»	4,550,000f	1,500,000f

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 30.

Remboursement des rentes 4 1/2 p. 0/0 non converties.

La décision du 13 février 1894, prise en exécution du décret du 5 février 1894 relatif au remboursement des rentes 4 1/2 p. 0/0 non converties, a prescrit l'ouverture dans les écritures de la Caisse centrale du Trésor d'un compte spécial intitulé *Remboursement des rentes 4 1/2 p. 0/0 non converties*. Ce compte est destiné à centraliser à son débit le montant des sommes payées par le Trésor en remboursement du capital au pair des rentes 4 1/2 p. 0/0 dont la conversion n'a pas été acceptée par les détenteurs de ces rentes et à son crédit le produit de la négociation des rentes 3 1/2 p. 0/0 créées par décisions des 22 mars et 19 août 1894, en représentation des rentes 4 1/2 p. 0/0 dont le remboursement a été demandé, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi du 17 janvier 1894.

La négociation des rentes 3 1/2 p. 0/0 (nouveau fonds) opérée pour faire face aux remboursements des rentes 4 1/2 p. 0/0 (ancien fonds demandés en France et aux colonies a produit un capital de	1,393,155f 55c
Pendant l'année 1894, le Caissier-Payeur central a effectué des remboursements au pair sur les rentes 4 1/2 p. 0/0 non converties pour	1,378,686 25
D'où au 31 décembre 1894 un solde créditeur représentant des remboursements à effectuer ultérieurement.	14,469f 30c

Ce solde est égal à celui qui ressort page 289.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 31.

Produits du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage.

La loi du 2 juin 1891 dispose :

Art. 5. — .....Les sociétés de courses dûment autorisées peuvent, en vertu d'une autorisation spéciale et toujours révocable du Ministre de l'agriculture et moyennant un prélèvement fixe en faveur des œuvres locales de bienfaisance et de l'élevage, organiser le pari mutuel sur leurs champs de courses exclusivement.

Le décret du 7 juillet 1891 rendu en exécution de la loi précitée réglemente l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux en France, et prescrit :

Art. 3. — Il sera prélevé sur la masse des sommes versées au pari mutuel de chaque hippodrome et avant tout prélèvement :

1° Deux pour cent (2 p. o/o) en faveur des œuvres locales de bienfaisance;

2° Un pour cent (1 p. o/o) en faveur de l'élevage.

Le montant de ce dernier prélèvement devra être versé dans un délai de huit jours : à Paris, à la recette centrale des finances; et dans les départements, à la Trésorerie générale.

Art. 4. Les fonds recueillis au profit de l'élevage seront centralisés et mentionnés dans les écritures du Trésor à un compte distinct intitulé *Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage*, pour être rattachés au budget du Ministère de l'agriculture dans la forme usitée en matière de fonds de concours.

Pendant les années 1891, 1892 et 1893, en exécution d'une circulaire du 1er septembre 1891, § 1er, les comptables des finances ont imputé les versements effectués à la caisse par les sociétés de courses au compte *Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public*, classé parmi les services spéciaux du Trésor, et ont fait figurer à son débit les prélèvements destinés à faire face aux crédits de l'espèce ouvert au Ministère de l'Agriculture.

Pendant l'année 1894, la circulaire du 10 mai, s'appuyant sur les termes du décret du 7 juillet précité, a enjoint aux comptables des finances, d'ouvrir, parmi les services spéciaux du Trésor, le compte *Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage*. Ce compte, qui présente à son crédit l'ensemble des prélèvements effectués en faveur de l'élevage sur les versements des sociétés de courses, est débité des sommes ayant servi à doter le budget de ressources correspondantes aux crédits employés.

Pendant l'année 1894, les opérations portées au crédit du présent compte se répartissent comme suit :

1° Transport par virement de comptes de solde disponible au 31 décembre 1893, des sommes afférentes au pari mutuel et versées antérieurement au compte *Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public*, ci.....	486,368 75
2° Versements effectués par les comptables du Trésor.....	1,836,369 41
Ensemble.....	2,322,738 16
Les prélèvements centralisés au débit du présent compte et correspondant à des crédits ouverts par des lois au Ministère de l'agriculture se sont élevés à.....	2,129,900 01
D'où un solde créditeur au 31 décembre 1894, de..... égal à celui qui ressort, page 289.	192,838 15

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

AU 1er JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS

SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, LES CRÉANCES ADMINISTRATIVES, LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR ET LA DETTE FLOTTANTE DU TRÉSOR.

2° Développements sur les Services spéciaux d'ordre compensés par le Service des Effets à payer.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 32.

Trésor public, s/c d'obligations trentenaires créées pour l'exécution de travaux de chemins de fer (1857-1861).

Des renseignements complets ayant été donnés à ce sujet dans le compte général des finances de l'année 1862 (pages 434 et 435) et dans celui de l'année 1864 (pages 510 et 511), on a pensé qu'il serait facile de s'y reporter et qu'il suffirait d'expliquer annuellement, à partir de 1865, la décroissance des obligations non converties restant à rembourser au Trésor public.

Leur nombre était, au 1er janvier 1889, de.....	4,205 au capital nominal de 500 francs.	2,102,500f 00
qui ont été amorties pendant l'année 1889 (voir page 247 du Compte des finances de ladite année).....	4,205 *idem*.....	2,102,500 00
Il ne restait plus aucune obligation à amortir au 1er janvier 1890 et le présent compte spécial se trouvait ainsi soldé.....		//
Le compte des *effets à payer* (page 293) fait encore ressortir un solde créditeur de.....		1,000 00

qui représente 2 obligations à 500 francs sorties aux tirages et restant à rembourser au 31 décembre 1894.

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1894.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 33.

Trésor public, s/c de Bons de liquidation. (Départements.)

La loi du 7 avril 1873 dispose :

« ART. 1er. Il est accordé sur les fonds du Trésor.....

2° Aux départements envahis une somme de 120 millions pour être appliquée aux emplois ci-après indiqués :

« ART. 7..... pour 8,049,280 fr. 65 au solde des remboursements pour impôts payés aux Allemands;

«..... pour 111,950,719 fr. 35 à la réparation de toutes les pertes et de tous les dommages subis, par le fait de l'invasion, par les individus, les villes, les communes et les départements pendant la guerre de 1870-1871.

.....

« La somme de 111,950,719 fr. 35 sera payée en 26 annuités, par termes semestriels égaux de 3,870,635 fr. 70 chacun, comprenant l'amortissement et l'intérêt à 5 p. o/o. »

Pour l'exécution de cette loi :

Un décret rendu le 7 février 1874 (modifié par un second décret du 1er avril suivant qui attribue aux départements 50,000 francs de plus) fixe :

1° Le chiffre des indemnités à répartir entre les départements, à.....	109,750,000f 00c
2° La somme affectée à la réparation des dommages causés par les Allemands aux lignes de chemins de fer, à.	1,000,000 00
ENSEMBLE.....	110,750,000 00
3° Réserve pour les frais matériels de l'opération.....	1,200,000 00
TOTAL.....	111,950,000 00

Un décret du 20 mars 1874 a autorisé le Ministre des finances à créer des bons de liquidation de 500 francs, productifs à 5 p. o/o d'un intérêt annuel de 25 francs, payables par termes semestriels égaux à partir du 1er janvier 1873, et remboursables au pair, par voie de tirages semestriels, du 15 juillet 1874 au 15 janvier 1899.

Le nombre des bons émis s'est élevé à 221,500, représentant, au capital de 500 francs.....	110,750,000f 00c
Les intérêts attachés à ces bons sont de.....	88,447,500 00
soit pour l'amortissement (capital et intérêts) à la charge de la dette publique.....	199,197,500 00
et pour les frais matériels à la charge des frais de trésorerie.....	1,200,000 00
ENSEMBLE.....	200,397,500 00

formant le total des dépenses à inscrire au budget (finances) pendant une période de 26 années.

Les opérations relatives aux bons de liquidation (départements) se trouvent constatées, dans les écritures de la Caisse centrale, à deux comptes contradictoires ouverts dans ce but :

1° Aux effets à payer *Bons de liquidation* (*indemnités aux départements*), crédité du montant de l'émission et débité des payements successifs des obligations sorties au tirage;

2° Aux services spéciaux *Trésor public, s/c de bons de liquidation* (*départements*), débité de la remise des bons et crédité du montant des ordonnances délivrées par le Ministre des finances pour leur amortissement. (Le capital figure seul au compte spécial; les intérêts font l'objet d'un compte de correspondants du Trésor et les frais sont payés au titre des frais de trésorerie.)

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 33.

Trésor public, s/c de Bons de liquidation. (Départements.)

Les écritures font ressortir les résultats suivants :

Dépense. — Remise de..... 221,500 bons à 500 francs..... 110,750,000f 00c

Recette. — Application des ordonnances du Ministre des finances pour le remboursement des bons sortis aux tirages :

En 1874 (tirages des 15 mai et 15 nov.)..	5,900 bons	116,800 bons à 500 francs...	2,950,000f00c	58,400,000f 00c	110,750,000 00
En 1875 (*idem*).....	4,300 bons		2,150,000 00		
En 1876 (*idem*).....	4,900 bons		2,450,000 00		
En 1877 (*idem*).....	5,200 bons		2,600,000 00		
En 1878 (*idem*).....	5,400 bons		2,700,000 00		
En 1879 (*idem*).....	5,700 bons		2,850,000 00		
En 1880 (*idem*).....	6,000 bons		3,000,000 00		
En 1881 (*idem*).....	6,300 bons		3,150,000 00		
En 1882 (*idem*).....	6,600 bons		3,300,000 00		
En 1883 (*idem*).....	6,900 bons		3,450,000 00		
En 1884 (*idem*).....	7,300 bons		3,650,000 00		
En 1885 (*idem*).....	7,700 bons		3,850,000 00		
En 1886 (*idem*).....	8,000 bons		4,000,000 00		
En 1887 (*idem*).....	8,500 bons		4,250,000 00		
En 1888 (*idem*).....	8,900 bons		4,450,000 00		
En 1889 (*idem*).....	9,300 bons		4,650,000 00		
En 1890 (*idem*).....	9,900 bons		4,950,000 00		

Pendant l'année 1892, en exécution de la décision ministérielle du 20 avril 1891, il a été appliqué au crédit de ce compte une somme de..... 52,350,000 00
représentant le reliquat des 104,700 bons à 500 francs restant à rembourser au 31 décembre 1891, au moyen d'un prélèvement d'égale somme sur le produit de l'émission de rente 3 p. o/o 1891.

Le présent compte spécial se trouve ainsi soldé..... *a*

D'un autre côté, le compte des *effets à payer* (page 293) fait ressortir un solde créditeur de..... 3,000 00
qui représente 6 bons de liquidation à 500 francs et restant à rembourser au 31 décembre 1894.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 34.

Trésor public, s/c de Bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire.

La loi du 28 juillet 1874 dispose :

« Art. 1er. Par dérogation à la législation existante et à titre exceptionnel, il sera alloué un *dédommagement* à tous ceux qui justifieront avoir.... subi pendant la guerre de 1870-1871..... un préjudice matériel et direct résultant des mesures de défense qui ont été prises par l'autorité militaire française.

« Art. 7. Les liquidations... donneront lieu à l'établissement, au profit des indemnitaires, de certificats qui seront payés, soit en bons de liquidation au porteur, 5 p. o/o au pair, soit en espèces, soit partie en bons, partie en espèces, dans des conditions et dans des proportions à déterminer par le Ministre des finances.

« Art. 8. Le Ministre des finances est autorisé à créer et à négocier, au maximum, 52,000 bons de liquidation au porteur, de 500 francs chacun, portant 25 francs d'intérêt, jouissance du 1er janvier 1875, et remboursables au pair en 25 ans à partir de cette dernière date. »

En vertu de ces dispositions, un décret rendu le 19 novembre 1874 a fixé au 15 janvier et au 15 juillet de chaque année : 1° le payement semestriel des intérêts; 2° le remboursement des bons sortis aux tirages, effectués tous les six mois, à partir du 15 mai 1875 jusqu'au 15 novembre 1899.

La remise des bons a été constatée, pour leur valeur nominale de 500 francs, dans les écritures de la caisse centrale du Trésor, à deux comptes contradictoires qui devront se solder par le remboursement successif des obligations :

1° Aux effets à payer sous le titre de *Bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire*, crédité du montant de l'émission et débité du payement des obligations sorties aux tirages;

2° Aux services spéciaux sous le titre de *Trésor public, s/c de bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire*, débité de la remise des bons et crédité du montant des ordonnances délivrées par le Ministre des finances pour leur amortissement.

Les intérêts annuels sont inscrits à un compte de correspondants du Trésor.

Les frais matériels de l'opération figurent au titre des frais de trésorerie.

Les écritures au 31 décembre 1893 font ressortir les résultats suivants :

Dépense. — Remise de..... 52,000 bons au capital de 500 francs..... 26,000,000f 00c

Recette. — Application des ordonnances du Ministre des finances pour le remboursement des bons sortis :

Au 1er tirage du 15 mai 1875.....	500 bons			
Aux 2e et 3e tirages des 15 mai et 15 novembre 1876..	1,200 bons			
Aux 4e et 5e tirages des 15 mai et 15 novembre 1877..	1,200 bons			
Aux 6e et 7e tirages des 15 mai et 15 novembre 1878..	1,200 bons			
Aux 8e et 9e tirages des 15 mai et 15 novembre 1879..	1,200 bons			
Aux 10e et 11e tirages des 15 mai et 15 novembre 1880..	1,400 bons			
Aux 12e et 13e tirages des 15 mai et 15 novembre 1881..	1,400 bons			
Aux 14e et 15e tirages des 15 mai et 15 novembre 1882..	1,400 bons			
Aux 16e et 17e tirages des 15 mai et 15 novembre 1883..	1,600 bons	26,900 bons au capital de 500 francs..	13,450,000f 00c	
Aux 18e et 19e tirages des 15 mai et 15 novembre 1884..	1,600 bons			
Aux 20e et 21e tirages des 15 mai et 15 novembre 1885..	1,800 bons			
Aux 22e et 23e tirages des 15 mai et 15 novembre 1886..	1,800 bons			
Aux 24e et 25e tirages des 15 mai et 15 novembre 1887..	1,900 bons			
Aux 26e et 27e tirages des 15 mai et 15 novembre 1888..	2,000 bons			
Aux 28e et 29e tirages des 15 mai et 15 novembre 1889..	2,100 bons			
Aux 30e et 31e tirages des 15 mai et 15 novembre 1890..	2,200 bons			
Aux 32e et 33e tirages des 15 mai et 15 novembre 1891..	2,400 bons			

La loi du 30 décembre 1891 a autorisé le remboursement des bons de liquidation émis en vertu de la loi du 28 juillet 1874, et a prescrit qu'il serait fait face à ce remboursement au moyen de fonds et valeurs formant l'actif de la caisse de la Dotation de l'armée supprimée à partir du 1er janvier 1892.

La réalisation de cet actif a produit une somme de..... 11,658,430 95
que l'agent des virements de comptes a imputée pendant l'année 1892 au crédit du présent compte spécial.

Au 31 décembre 1891, il restait à rembourser 25,100 bons à 500 francs présentant un total de 12,550,000 francs dont le remboursement a été complètement effectué pendant l'année 1892. Il en résulte, au compte dont il s'agit, un solde débiteur de..... 25,108,430 95
représentant une insuffisance de ressources à laquelle il sera ultérieurement pourvu. 891,569 05

D'un autre côté, le compte des *effets à payer* (page 293) fait ressortir un solde créditeur de..... 3,000 00
égal au capital de 6 bons de liquidation à 500 francs restant à rembourser au 31 décembre 1894.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 35.

Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 mai 1875.)

La loi du 31 mai 1875 a autorisé le Ministre des finances à affecter à la conversion ou au remboursement de l'emprunt de 250 millions, dit *emprunt Morgan*, contracté en vertu du décret du 25 octobre 1870, une somme de rente 3 p. o/o montant à 14,541,780 francs empruntée au portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations. (Compte d'emploi des fonds des caisses d'épargne.)

Cette même loi a décidé, en outre, qu'une annuité de 17,300,000 francs, représentée par 78 obligations du Trésor, serait inscrite au budget pendant une période de 39 ans, à partir de 1876, pour servir à l'amortissement du capital représenté par la rente de 14,541,780 francs et au payement des intérêts à 4 p. o/o, par termes semestriels égaux.

Les obligations émises en représentation des 39 annuités de 17,300,000 francs s'élèvent au chiffre de 674,700,000 francs (soit 340,206,153 fr. 12 pour le capital des obligations et 334,493,846 fr. 88 pour les intérêts), qui a été inscrit, d'une part, au crédit d'un compte d'effets à payer intitulé *Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations*, et, d'autre part, au débit du compte spécial ci-dessus. Le remboursement successif des annuités et l'application des ordonnances du Ministre des finances solderont les deux comptes contradictoires créés dans les écritures du Trésor.

Au 31 décembre 1875, le montant des engagements du Trésor envers la Caisse des dépôts et consignations était de.....	674,700,000f 00c
Les annuités portées au crédit de ce compte pendant les années 1876 à 1892 (voir le compte des finances de l'année 1892, page 764) ont atténué cette somme de.....	294,100,000 00
Il restait à rembourser au 31 décembre 1892.....	380,600,000 00

représentant 44 obligations.

La loi du 26 décembre 1892 (art. 12) a prescrit la conversion des 44 obligations ci-dessus rapportant 4 p. o/o d'intérêt en 44 nouvelles obligations au taux de 3 p. o/o.

Dans le but de retracer dans les écritures du Trésor l'échange de ces obligations, le caissier-payeur central du Trésor public a dû, pendant l'année 1893 : 1° créditer le présent compte de la somme de 380,600,000 francs ci-dessus, qui l'a provisoirement soldé; et 2° porter à son débit le montant des obligations converties formant, en capital et en intérêts, la nouvelle créance de la Caisse des dépôts et consignations représentée par 44 obligations remboursables en 22 annuités de 16,490,117 fr. 12.

Cette nouvelle créance, calculée d'après le nouveau taux d'intérêt, s'élève à..... et forme le débit du présent compte.		363,201,812f 75c
Les annuités portées à son crédit sont :		
Annuité de 1893, y compris une somme de 419,236 fr. 11 montant des intérêts à 0 fr. 50 p. o/o courus du 1er septembre au 31 décembre 1892 sur le capital restant dû à la Caisse des dépôts et consignations.....	16,909,353f 23c	33,399,469 23
Annuité de 1894. (Une ordonnance complémentaire de 1 fr. 12 figurera sur le compte des finances de 1895.).....	16,490,116 00	
Il reste donc à rembourser au 31 décembre 1894.....		329,802,343 52

somme égale au solde créditeur qui ressort à la page 291.

Ce solde, qui diffère de la somme de 1 fr. 12 expliquée ci-dessus du solde créditeur qui ressort aux *effets à payer* (voir page 293), est égal aux valeurs de caisse et de portefeuille de la Caisse des dépôts (page 784), savoir :

Obligations du Trésor (loi du 31 mai 1875 et du 26 décembre 1892).....	235,761,097f 19c
Intérêts desdites obligations.....	94,041,246 33
TOTAL ÉGAL.....	329,802,343 52

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 36.

Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en représentation de l'emprunt contracté pour le remboursement des sommes dues à la Société générale algérienne. (Loi du 26 décembre 1892.)

La loi du 26 décembre 1892 (art. 15), a autorisé le Ministre des finances à emprunter à la Caisse des dépôts et consignations les sommes nécessaires pour rembourser par anticipation, avec les intérêts courus au jour du payement, le capital de 67,750,434 francs restant dû au 1er octobre 1892 sur les annuités que l'État s'est engagé à verser à la Société générale algérienne en vertu de la Convention du 18 mai 1865 approuvée par la loi du 12 juillet suivant. Elle dispose en outre que le remboursement de cette avance sera effectué au moyen de 48 demi-annuités, calculées au taux d'intérêt de 3.50 p. o/o, à inscrire aux budgets de 1893 à 1916 inclus. Ces demi-annuités seront payables par semestre et représentées par des obligations du Trésor.

Il n'a pas été fait usage de cette faculté pendant les sept premiers mois de l'année 1893. Le chiffre du remboursement effectué à la Société générale algérienne a été diminué du montant des crédits inscrits au budget de 1893 et ramené au 1er août de ladite année à 64,396,018 fr. 15.

Cette somme, fixée par la décision ministérielle du 7 septembre 1893, a été empruntée à la Caisse des dépôts et consignations. Cette décision a prescrit, pour retracer dans les écritures du Trésor les opérations relatives au remboursement de l'avance de la Caisse des dépôts, l'ouverture de deux comptes : l'un classé parmi les services spéciaux sous le titre *Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en représentation de l'emprunt contracté pour le remboursement des sommes dues à la Société générale algérienne* (loi du 26 décembre 1892); l'autre, parmi les effets à payer sous le titre *Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations* (Loi du 26 décembre 1892), jouant contradictoirement avec le premier.

Les obligations émises au nombre de 1,150, en représentation des 46 demi-annuités à raison de 4,099,506 francs chacune, s'élèvent à la somme de 94,288,649 fr. 70 (soit 64,396,018 fr. 15 pour le capital des obligations et 29,892,631 fr. 55 pour les intérêts) qui a été inscrite, d'une part, au crédit du compte d'effets à payer indiqué ci-dessus, et, d'autre part, au débit du présent compte. Le remboursement successif de ces annuités et l'application des ordonnances délivrées sur les crédits inscrits chaque année au budget du Ministère des finances solderont les deux comptes contradictoires dont il s'agit.

Les opérations constatées au présent compte spécial se répartissent ainsi par année :

Il a été débité :

Pendant l'année 1893, par le caissier-payeur central, conformément aux instructions précitées du montant total (capital et intérêts) des engagements du Trésor envers la Caisse des Dépôts et Consignations, ci.....	94,288,649f 70c

Il a été crédité :

Pendant l'année 1894. — Application des ordonnances du Ministère des finances pour le remboursement de 2 demi-annuités, ci..	4,099,506 00
Il reste à rembourser au 31 décembre 1894, 44 demi-annuités s'élevant à.....	90,189,143 70

Cette somme est égale au solde débiteur qui figure à la page 291.

Ce solde est lui-même égal au solde créditeur qui ressort aux effets à payer (voir p. 293) et aux valeurs de caisse et de portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations (page 818), savoir :

Obligations du Trésor (Loi du 26 décembre 1892).....	62,534,223f 37c
Intérêts de ces obligations.....	27,654,920 33
TOTAL ÉGAL.....	90,189,143 70

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 37.

Trésor public, s/c d'obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires.

Une décision ministérielle du 9 décembre 1885 a fixé définitivement le chiffre des opérations effectuées jusqu'au 31 décembre 1884 et celui des opérations restant à effectuer, en exécution de la loi du 22 juillet 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. En ce qui concerne les engagements antérieurs au 31 décembre 1884, les anciens comptes qui servaient, sauf quelques modifications de détail, à les décrire, doivent continuer à fonctionner jusqu'à l'extinction des dettes et jusqu'à la réalisation des recettes qui sont la conséquence des faits accomplis à cette date. Ils sont exposés avec tous les détails qu'ils comportent (pages 724 à 735 du compte des finances de l'année 1893).

Quant au nouveau régime inauguré, à partir du 1er janvier 1885, par la loi du 22 juillet de la même année, consistant d'une part dans la gestion directe par le Trésor des caisses scolaires et des chemins vicinaux et de l'autre dans l'émission de valeurs du Trésor du type des obligations trentenaires dont le produit est destiné à pourvoir aux avances et aux subventions de l'État aux communes et aux départements, il a nécessité la création, dans les écritures centrales, de quatre nouveaux comptes: trois classés parmi les services spéciaux du Trésor et l'autre figurant parmi les effets à payer.

Deux des comptes spéciaux dont il s'agit ont été créés en exécution de la décision ministérielle du 9 décembre 1885 : l'un, intitulé *Subventions et avances allouées à partir de 1885 pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires*, retrace à son débit le montant des avances faites et des subventions accordées aux communes, et à son crédit les ressources destinées à y pourvoir, c'est-à-dire le produit des obligations émises; l'autre, portant le titre de *Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires*, présente à son débit le résumé des charges de toute nature résultant soit du remboursement des valeurs créées pour servir des subventions ou faire des avances, et des intérêts afférents auxdites obligations, soit du payement des divers frais de gestion occasionnés par ces opérations, et à son crédit l'ensemble des moyens destinés à faire face à ces charges (annuités de remboursement des communes et des départements et dotation budgétaire pour l'amortissement des subventions). Ces deux comptes figurent également aux pages 739 à 743 du compte des finances de l'année 1893, et présentent, par année, les diverses natures de recette et de dépense qui les concernent depuis leur origine.

La décision du 11 décembre 1885 a réglé le mode des écritures destinées à retracer :

1° L'émission des obligations du Trésor, autorisée par l'article 2 de la loi précitée du 22 juillet 1885 jusqu'à concurrence de	319,744,000f 00c
par celle du 8 août 1885 (art. 16) pour	15,000,000 00
et par deux lois, des 24 juillet 1888 et 17 juillet 1889, pour	16,000,000 00
Ensemble	350,744,000 00

Enfin, la loi du 26 janvier 1892, portant fixation des recettes et des dépenses de l'exercice 1892, a réduit (art. 46) à 240,000,000 francs le montant des émissions autorisées par les lois précitées, ci 240,000,000f 00

Le produit de ces obligations sera remis à titre d'avance à la caisse des chemins vicinaux.

2° Le remboursement de ces mêmes obligations à leur échéance.

A cet effet le Caissier-Payeur central du Trésor a dû ouvrir dans ses écritures, en exécution de la décision du 11 décembre 1885, deux nouveaux comptes, savoir :

L'un classé parmi les effets à payer et intitulé *Obligations du Trésor public émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires.* (Loi du 22 juillet 1885.)

L'autre classé parmi les services spéciaux du Trésor sous le titre *Trésor public, s/c d'obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires.* (Loi du 22 juillet 1885.)

Le compte d'effets à payer est crédité du capital nominal des obligations émises et débité au fur et à mesure des payements matériels du montant des obligations remboursées suivant le mode prescrit par les arrêtés ministériels qui auront ordonné les émissions, de telle sorte que le solde créditeur de ce compte représente exactement le montant des obligations en circulation.

Le nouveau compte des services spéciaux (*Trésor public, s/c d'obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires* [Loi du 22 juillet 1885]) est débité au crédit du compte d'effets à payer du capital nominal des obligations émises et crédité par le débit du compte *Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux*, etc., ci-dessus mentionné du montant des obligations sorties au tirage et amorties semestriellement, conformément aux tableaux annexés aux arrêtés ministériels pris pour les émissions; son solde débiteur fait connaître le montant des obligations restant à amortir.

Conformément à l'article 2 de la loi du 22 juillet 1885, ces obligations ont été émises au capital de 500 francs portant un intérêt annuel de 20 francs payable par semestre les 16 juin et 16 décembre de chaque année; elles ont été remboursables semestriellement les 16 mai et 16 novembre par la voie du sort au moyen d'annuités finissant le 16 décembre 1907. La loi du 26 janvier 1892 (art. 45) a réduit à 3 fr. 25 p. 0/0, soit 16 fr. 25 l'intérêt annuel de ces obligations.

Les opérations constatées au présent compte spécial se répartissent ainsi par année.

Il a été débité du capital au pair d'obligations émises en exécution de divers arrêtés ministériels :

Pendant l'année 1886 (opérations de 1885). Émission de	100,000	obligations au capital de 500 francs	50,000,000f
Pendant l'année 1887. Émission de	210,000	obligations au capital de 500 francs	105,000,000
Pendant l'année 1888. Émission de	60,000	obligations au capital de 500 francs	30,000,000
Pendant l'année 1889. Émission de	100,000	obligations au capital de 500 francs	50,000,000
Pendant l'année 1890. Émission de	10,000	obligations au capital de 500 francs	5,000,000
Ensemble. — Émission de	480,000	obligations au capital de 500 francs	240,000,000

Il a été crédité :

En 1886. — Premier et deuxième tirage des 16 juin et 16 décembre 1886, 2,800 obligations à	500f		
En 1887. — Troisième et quatrième tirage des 16 juin et 16 décembre 1887, 9,200 obligations à	500		
En 1888. — Cinquième et sixième tirage des 16 juin et 16 décembre 1888, 11,800 obligations à	500		
En 1889. — Septième et huitième tirage des 16 juin et 16 décembre 1889, 15,900 obligations à	500		
En 1890. — Neuvième et dixième tirage des 16 juin et 16 décembre 1890, 17,200 obligations à	500	112,500	obligations remboursées au capital de 500 francs. 56,250,000
En 1891. — Onzième et douzième tirage des 16 juin et 16 décembre 1891, 18,000 obligations à	500		
En 1892. — Treizième et quatorzième tirage des 16 juin et 16 décembre 1891, 18,400 obligations à	500		
En 1893. — Quinzième et seizième tirage des 16 juin et 16 décembre 1893, 19,200 obligations à	500		
Il restait à rembourser au 31 décembre 1893		367,500	obligations en circulation au capital de 500 francs. 183,750,000

La loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général de l'exercice 1894 (art. 56), a autorisé le Ministre des finances à rembourser le capital ci-dessus indiqué de 183,750,000 francs représentant les obligations de l'espèce restant dans le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1894, au moyen de soixante demi-annuités calculées au taux de 3,25 p. 0/0

En exécution de la loi précitée, la décision ministérielle du 16 juin 1894 a prescrit le remboursement de ces obligations à court terme, dès leur première échéance en 1894, et leur remplacement par les demi-annuités nouvellement créées. Elle a ordonné, en outre, que la remise par la Caisse des dépôts et consignations des obligations annulées, serait constatée en créditant de leur montant en capital, soit 183,750,000 francs le présent compte spécial, par le débit du compte contradictoire classé parmi les *effets à payer*.

Pendant l'année 1894, le Caissier-payeur central a, conformément à ces indications, crédité de la somme de 183,750,000 francs le présent compte qui se trouve soldé ainsi que celui des effets à payer.

Le montant des primes encaissées par le Trésor (différence entre le capital et le taux d'émission des obligations) dont le chiffre des émissions a été diminué s'est élevé pour la négociation faite

en 1888 à	517,807f 05c
en 1890 à	170,000 00
Total	687,807 05

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS**

Suite des **DÉVELOPPEMENTS SUR LES**

DÉVELOPPEMENT DU

Trésor public, s/c de

Les rentes 3 p. o/o amortissables ont été créées par le titre Ier de la loi du 11 juin 1878.

Un décret du 16 juillet suivant, rendu en exécution de ladite loi, a déterminé les conditions d'émission de ces rentes pour un emprunt de 439,878,547 francs contracté en 1878. Un autre décret du 7 mars 1881, rendu en exécution de la même loi, a également fixé les conditions d'émission d'un nouvel emprunt de 999,967,365 francs fait en 1881. La loi du 30 décembre 1882, portant fixation des dépenses du budget extraordinaire de 1882, a autorisé la consolidation en rentes 3 p. o/o amortissables des capitaux de la dette flottante. Cette opération, dont le décret et l'arrêté ministériel du 14 mars 1883 ont fixé les conditions, a produit la somme de 1,199,986,880 fr. 50. Un nouvel emprunt en rentes 3 p. o/o amortissables, dont le montant s'est élevé à 349,978,889 francs, a été autorisé par la loi du 30 janvier 1884. La loi du 30 janvier 1884 a autorisé, pour la dotation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, l'inscription de rentes 3 p. o/o amortissables correspondant, d'après les cours moyens de 1883, au capital des rentes perpétuelles dont l'annulation a été opérée en échange de rentes viagères. Le capital des rentes 3 p. o/o amortissables, inscrites pour cette cause, s'est élevé à 367,737,500 francs. Enfin, la loi du 24 décembre 1890 a autorisé le Ministre des finances à prélever sur le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations la somme de rente 3 p. o/o nécessaire pour procéder au remboursement des obligations du Trésor et des bons de liquidation émis en vertu des lois des 7 avril, 26 juillet 1873 et 29 décembre 1876 et à inscrire au grand-livre de la Dette publique pour remettre à la Caisse des dépôts et consignations la somme de rente 3 p. o/o amortissable pour remplacer dans son portefeuille les rentes 3 p. o/o prélevées. Le capital de rente 3 p. o/o amortissable émise de ce chef s'est élevé à 183,456,500 francs.

Pour retracer dans les écritures de la Direction générale de la comptabilité publique les diverses opérations auxquelles donnent lieu l'émission et la négociation de cette sorte de valeur, trois comptes ont été nécessaires :

Le premier, intitulé *Produit de l'emprunt en rentes 3 p. 0/0 amortissables* (avec indication de l'année d'émission), sert à constater, d'une part, le montant des réalisations opérées, d'autre part, l'application qui a été faite au profit des budgets ou des services de trésorerie auxquels le produit des emprunts est destiné à pourvoir.

Le second compte, classé parmi les *effets à payer*, sous le titre de *Rentes 3 p. 0/0 amortissables* (décision ministérielle du 8 août 1878), présente au crédit le montant du capital, *au pair*, des rentes émises; au débit, le montant des remboursements de capitaux effectués par suite des tirages au sort.

Le troisième compte, ouvert parmi les services spéciaux, sous le titre de *Trésor public, s/c de rentes 3 p. 0/0 amortissables*, présente au débit le montant du capital au pair, en corrélation avec le crédit du compte d'effets à payer susmentionné, et au crédit le montant des ordonnances délivrées par imputation sur le chapitre 5 du budget du Ministère des finances.

Les opérations constatées à ce dernier compte sont les suivantes :

Il a été débité :

Pendant l'année 1878, par suite de l'émission de		16,495,500f 00c de rentes 3 p. o/o (capital au pair).	549,850,000f 00c
Pendant l'année 1881, par suite de l'émission de		36,034,860 00 de rentes 3 p. o/o (capital au pair).	1,201,162,000 00
Pendant l'année 1883, par suite de l'émission résultant de la consolidation des fonds disponibles des caisses d'épargne, de		37,265,700 00 de rentes 3 p. o/o (capital au pair).	1,242,190,000 00
Pendant l'année 1884 :			
1° Par suite du complément de l'émission résultant de la consolidation des fonds disponibles des caisses d'épargne et de la caisse de la dotation de l'armée	7,585,770f 00c	21,292,515 00 de rentes 3 p. o/o (capital au pair). 252,859,000f	709,750,500 00
2° Par suite de l'émission provenant de l'emprunt de 350 millions	13,706,745 00	456,891,500	
Pendant l'année 1885, pour la dotation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse		11,032,125 00 de rentes 3 p. o/o (capital au pair).	367.737,500 00
Pendant l'année 1891, pour remplacer dans le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations les rentes 3 p. o/o prélevées pour servir au remboursement d'obligations du Trésor et de bons de liquidation. (Loi du 24 décembre 1890.)		5,503,695 00 de rentes 3 p. oo (capital au pair).	183,456,500 00
Ensemble à reporter		127,624,395 00 de rentes 3 p. o/o (capital au pair).	4,254,146,500 00

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

COMPTE N° 38.

rentes 3 p. 0/0 amortissables.

Report..... 127,624,395f 00c de rentes 3 p. o/o (capital au pair). 4,254,146,500f 00c

Il a été crédité :

En 1879. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1879, ci	94,260f 00c		3,142,000f 00c
En 1880. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1880	94,260 00		3,142,000 00
En 1881. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1881	94,260 00		3,142,000 00
En 1882. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1882	303,765 00		10,125,500 00
En 1883. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1883	303,765 00		10,125,500 00
En 1884. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1884	620,160 00		20,672,000 00
En 1885. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1885	713,670 00		23,789,000 00
En 1886. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1886	713,670 00		23,789,000 00
En 1887. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1887	713,670 00		23,789,000 00
En 1888. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1888	713,670 00		23,789,000 00
En 1889. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1889	713,670 00		23,789,000 00
En 1890. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1890.	713,670 00		23,789,000 00
En 1891. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1891.	747,435 00		24,914,500 00
En 1892. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1892.	747,435 00		24,914,500 00
En 1893. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1893.	747,435 00		24,914,500 00
En 1894. — Du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties au tirage du 16 avril 1894.	747,435 00		24,914.500 00
Total des rentes amorties (capital au pair)	8,782,230 00	8,782,230f 00c représentant un capital nominal de	292,741,000 00
			292,741,000 00
Reste à amortir au 1er janvier 1894		118,842,165 00 représentant un capital nominal de.	3,961,405,500 00

égal au solde débiteur qui ressort à la page 291.

A l'époque du 31 décembre 1894, le compte d'*effets à payer* (voir page 293) présente un solde créditeur de..... 3,961,689,500 00

Soit un excédent de..... 284,000 00

montant de 8,520 francs de rentes sorties aux tirages susmentionnés et restant à rembourser.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRA**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 39.

Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Loi du 26 juillet 1893, art. 56.)

La loi du 26 juillet 1893 portant fixation du budget de l'exercice 1894 (art. 56) a autorisé le Ministre des finances à rembourser le capital des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et des établissements scolaires restant dans le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1894, au moyen de 60 demi-annuités calculées au taux de 3 fr. 25 p. 0/0.

La décision ministérielle du 16 juin 1894, prise en exécution de la loi précitée, a prescrit le remboursement dès leur première échéance en 1894 des obligations de l'espèce et leur remplacement par les demi-annuités, dont la création est législativement autorisée. Elle ordonne, en outre, dans le but de retracer ces opérations dans les écritures centrales du Trésor, l'ouverture de deux comptes contradictoires, dont l'un figurera dans les services spéciaux et sera intitulé *Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires* (*Loi du 26 juillet 1893, art. 56*); et l'autre sera classé parmi les effets à payer sous le titre *Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations.* (*Loi du 26 juillet 1893, art. 56.*)

Le compte spécial sera débité du montant des demi-annuités émises et crédité du montant des ordonnances délivrées sur les crédits ouverts actuellement au budget du Ministère des finances.

Le compte d'effets à payer prend à son crédit le montant des mêmes demi-annuités par le débit du compte spécial contradictoire, et à son débit les payements matériels des demi-annuités, de sorte que son solde créditeur représente exactement les demi-annuités restant à payer.

Les opérations constatées au présent compte spécial se répartissent ainsi par année :

Il a été débité :

Pendant l'année 1894, par le Caissier-payeur central, du montant total de l'émission des 60 demi-annuités s'élevant à la somme de... 289,036.309f 80c

Il a été crédité :

Pendant l'année 1894 : Application des ordonnances du Ministère des finances pour le remboursement des demi-annuités, soit de 9,634,543 66

d'où il résulte, au 31 décembre 1894, un solde débiteur de..... 279,401,766 14
représentant 58 annuités restant à payer.

Le compte des effets à payer (voir page 293) fait ressortir un total créditeur égal.

TION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 40.

Trésor public, s/c d'obligations à court terme. (Loi du 25 juillet 1894.)

En augmentation des crédits primitivement ouverts sur l'exercice 1894, la loi du 25 juillet 1894 a autorisé l'ouverture par décrets, au Ministère des travaux publics, de crédits additionnels jusqu'à concurrence de 15 millions. Elle a décidé, en outre, qu'il serait pourvu à ces crédits, le cas échéant, par l'émission d'obligations à court terme, dont l'échéance ne pourra dépasser l'année 1900.

En exécution de cette loi, la décision ministérielle du 1er décembre 1894 a prescrit l'ouverture, dans les écritures de l'Administration centrale, de trois comptes nouveaux destinés à constater l'émission, le remboursement, l'emploi et l'amortissement de ces valeurs :

1° Un compte classé parmi les ressources exceptionnelles de l'exercice 1894, intitulé *Produit de l'émission d'obligations du Trésor à court terme pour le service des études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État* (*Loi du 25 juillet 1894*), auquel il sera fait recette, au profit du budget de 1894, du produit de l'émission;

2° Un compte d'effets à payer *Obligations à court terme* (*Loi du 25 juillet 1894*), qui comprendra à son crédit le montant de l'émission des obligations à court terme, et à son débit les payements successifs des obligations remboursées à l'échéance;

3° Enfin le présent compte, classé parmi les services spéciaux sous la rubrique *Trésor public, s/c d'obligations à court terme* (*Loi du 25 juillet 1894*), qui doit comprendre à son débit le montant du capital nominal des obligations émises, contradictoirement avec le compte d'effets à payer précité, et à son crédit l'ensemble des sommes ordonnancées sur les crédits ouverts au Ministère des finances.

Sur la somme totale de 15 millions, il a été procédé, pendant l'année 1894, à la négociation de 22,000 obligations représentant, au capital de 500 francs, la somme de..... 11,000,000f

Cette opération a été imputée au débit du présent compte dans les écritures du Caissier-payeur central; aucun amortissement n'ayant pu être porté à son crédit, il en résulte, au 31 décembre 1894, un solde débiteur égal, ci..... 11,000,000f

qui ressort à la page 291.

Ce solde est encore égal au solde créditeur du compte des effets à payer. (Voir page 293.)

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 41.

Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.)

La loi du 7 décembre 1894 (art. 3) a autorisé le Ministre des finances, pour pourvoir aux dépenses de l'expédition de Madagascar, à remettre à la Caisse des dépôts et consignations, jusqu'à concurrence d'une somme de 65 millions de francs, des obligations amortissables au moyen d'annuités terminables en 1923.

Par une loi du 27 du même mois (art. 13), le Ministre des finances est autorisé à remettre à la Caisse des dépôts et consignations, ou à négocier, au fur et à mesure des besoins du Trésor et à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser 3 fr. 25 p. o/o, des obligations amortissables au moyen d'annuités terminables en 1923 et représentant le montant des avances et des subventions restant à la charge de la dette flottante pour le service des chemins vicinaux et des établissements scolaires.

Ces annuités sont payées sur le crédit ouvert au budget du Ministère des finances pour le remboursement, par annuités, des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires.

En exécution des lois précitées, les décisions ministérielles des 26 et 31 décembre 1894 et 5 février 1895 ont prescrit l'ouverture dans les écritures de l'Administration centrale de trois comptes nouveaux destinés à constater l'émission, le remboursement, l'emploi et l'amortissement de ces obligations :

1° Un compte d'effets à payer intitulé *Obligations amortissables par annuités terminables en 1923 (Lois des 7 et 27 décembre 1894)*, qui comprendra à son crédit le montant de l'émission des obligations et à son débit les payements successifs des obligations remboursées à l'échéance ;

2° Un compte classé, parmi les services spéciaux du Trésor, sous la rubrique *Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923 (Lois des 7 et 27 décembre 1894)*, qui doit retracer à son débit le montant des obligations émises, contradictoirement avec le compte d'effets à payer précité, et à son crédit, les sommes ordonnancées sur les crédits ouverts au Ministère des finances;

Ces deux premiers comptes comprendront toutes les obligations émises, tant pour subvenir aux dépenses de l'expédition de Madagascar que pour pourvoir au remboursement des avances faites par la Dette flottante aux caisses vicinales et scolaires;

3° Enfin un compte qui figurera également parmi les services spéciaux sous le titre *Dépenses de l'expédition de Madagascar*, qui comprendra à son crédit le produit des émissions d'obligations créées dans le but de subvenir aux dépenses de l'expédition, et à son débit, les payements effectués sur les crédits ouverts aux Ministères de la guerre et de la marine.

Pendant l'année 1894, il a été procédé à la négociation de 20,000 obligations, représentant, au capital de 500 francs, la somme de 10 millions de francs.

Cette opération a été imputée au débit du présent compte dans les écritures du Caissier-payeur central; aucun amortissement n'ayant été porté à son crédit, il en résulte au 31 décembre 1894 un solde débiteur de..... 10,000,000f

qui ressort à la page 291.

Ce solde est encore égal au solde créditeur du compte des effets à payer. (Voir page 293.)

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

Suite des DÉVELOPPEMENTS

SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, LES CRÉANCES ADMINISTRATIVES, LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR ET LA DETTE FLOTTANTE DU TRÉSOR

3° Développements sur les opérations de la Caisse des dépôts et consignations, les créances administratives, les découverts et avances du Trésor et la Dette flottante du Trésor.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

DÉVELOPPEMENT SUR LES CRÉANCES PASSIVES.

Développement sur les fonds déposés au Trésor par la CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS *et compris dans le passif de la situation générale des finances au 1er janvier 1895.*

Les fonds déposés au Trésor public par la Caisse des dépôts et consignations sont de différentes origines :

1° Fonds placés en compte courant et dont l'intérêt est bonifié à la Caisse des dépôts et consignations, en vertu de décisions annuelles du Ministre des finances. — Voir ci-après (page 783, n° 27)		288,694,999f 56c
somme égale au solde créditeur du compte *Caisse des dépôts et consignations, s/c courant avec le Trésor* (page 295);		
2° Fonds appartenant aux caisses d'épargne, dont l'administration a été confiée par la loi du 31 mai 1837 à la Caisse des dépôts et consignations, qui a la faculté de les placer au Trésor à l'intérêt de 3 fr. 50 p. o/o par an. — Voir ci-après (page 783, n° 28)		80,776,482 51
somme égale au solde créditeur du compte *Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés des caisses d'épargne* (page 295);		
3° Fonds appartenant à la caisse nationale d'épargne, dont l'administration a été confiée par la loi du 9 avril 1881 à la Caisse des dépôts et consignations, qui a la faculté de les placer au Trésor. Voir ci-après (page 783, n° 29)		44,664,941 63
somme égale au solde créditeur du compte *Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale d'épargne* (page 295);		
4° Fonds appartenant à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dont la gestion est attribuée par la loi du 30 janvier 1884 à la Caisse des dépôts et consignations, qui les place en compte courant au Trésor à l'intérêt, provisoirement fixé, de 3 fr. 50 p. o/o l'an. — Voir ci-après (page 783, n° 33)	45,634,037f 19c	45,634,037 19
auquel il convient d'ajouter une somme de ..... représentant des timbres-poste affectés aux bulletins de retraite qui ne figureront qu'en 1895 dans les écritures de la Caisse des dépôts et consignations.	998 91	
ENSEMBLE	45,635,036 10	
somme égale au solde créditeur du compte *Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse* (page 295).		
Les fonds désignés ci-dessus montant à		459,770,460 89

se réunissent comme suit à l'ensemble de la situation de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1895, qui se résume ainsi :

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

Suite du DÉVELOPPEMENT SUR LES CRÉANCES PASSIVES.

Suite du *Développement sur les fonds déposés au Trésor par la* CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, *et compris dans le passif de la situation générale des finances au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. ACTIF.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. PASSIF.	OBSERVATIONS.
			(A) Composition des fonds des caisses d'épargne, savoir : Fonds en compte courant au Trésor (voir page 783, n° 28) ..... 80,776,482f 51c ; Rentes et valeurs en portefeuille (voir page 784) ..... 3,155,288,429 59 ; TOTAL des fonds des caisses d'épargne ..... 3,236,064,912 10 ; A ajouter : Intérêts destinés à être employés en obligations du Trésor ..... 112,932,304 42 ; TOTAL des fonds des caisses d'épargne. 3,348,997,216 52
1. Consignations judiciaires et administratives	"	387,498,980f 79c	
2. Fonds provenant de successions de militaires et de successions recueillies aux colonies et à l'étranger	"	3,504,516 78	
3. Caisses d'épargne et de prévoyance (A)	"	3,348,997,216 52	
4. Caisse nationale d'épargne	"	44,664,941 63	
5. Cautionnements de soumissionnaires de travaux et fournitures	"	1,554,359 54	
6. Dépôts divers	"	33,628,106 28	(B) Y compris 43,516,654 fr. 91 en rentes sur l'État.
7. Produit du prélèvement effectué sur le pari mutuel en faveur des œuvres locales de bienfaisance	"	9,017,371 97	(C) Y compris 74,577,098 fr. 05 en rentes sur l'État.
8. Fonds affectés au règlement de la double dette du gouvernement d'Haïti	"	691,067 27	
9. Militaires décédés ou congédiés	"	"	
10. Legs et fondations	"	2,782,446 24	
11. Notaires, L/C de dépôts	"	67,319,460 68	
12. Pensions de retraites sur fonds spéciaux	"	7,607,113 23	
13. Séquestres et autres mandataires de justice, L/C de dépôts	"	20,246,430 61	
14. Sociétés de secours mutuels (B)	"	85,180,655 08	
15. Caisse des offrandes nationales	"	329,519 87	
16. Caisse nationale de retraites pour la vieillesse	"	45,635,237 19	
17. Caisse d'assurance en cas de décès	"	67,872 12	
18. Caisse d'assurance en cas d'accidents	"	18,433 70	
19. Remboursements d'avances faites pour l'achèvement des chemins vicinaux et des établissements scolaires	"	2,313,634 61	
20. Divers comptables, L/C d'opérations réciproques	219,250f 34c	"	
21. Remises et traites des préposés	"	2 347,963 23	
22. Fonds en réserve (C)	"	143,199,949 16	
23. Recouvrements de valeurs souscrites en garantie de prêts de la Caisse des dépôts et consignations	"	2,827,053 18	
24. Profits et pertes	"	7,576,007 78	
25. Recettes à régulariser	"	4,470 42	
26. Excédents sur prêts	"	890 00	
À reporter	219,250 34	4,217,013,697 88	

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. ACTIF.	SITUATION AU 1er JANVIER 1895. PASSIF.	OBSERVATIONS.
Report	219,250f 34c	4,217,013,697f 88c	
27. Trésor public, s/c courant à 3 p. o/o	288,694,999 56	"	
28. Trésor public, s/c de fonds des caisses d'épargne	80,776,482 51	"	
29. Trésor public, s/c de fonds de la caisse nationale d'épargne	44,664 941 63	"	
30. Subventions pour la construction des établissements scolaires. (Loi du 22 juillet 1885.)	846,717 49	"	
31. Avances à l'État pour les dépenses de reboisement des montagnes. (Loi du 2 octobre 1888.)	1,788,597 11	"	
32. Caisse de retraite pour la vieillesse, s/c de timbres-poste affectés aux bulletins de retraite	1,200 00	"	(D) Cette somme se décompose comme suit : Solde créditeur du compte courant des trésoriers généraux (page 295) ..... 335,770f 50c ; A ajouter : solde créditeur du compte courant des trésoriers en Algérie et des payeurs d'armées ... 27,444 14 ; 363,214 64
33. Trésor public, s/c de fonds de la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse, à 4 p. o/o	45,634,037 19	"	
34. Avances aux caisses d'épargne	3,906,554 21	"	
35. Avances au Trésor pour supplément de pensions aux anciens militaires et marins et à leurs veuves	82,403,000 89	"	
36. Comptes d'attentes	7,042,809 13	"	
37. Compte de la différence d'intérêt résultant de la consolidation des fonds des caisses d'épargne en rentes 3 p. o/o amortissables	"	"	
38. Prêts aux départements, communes et établissemts publics	64,453,421 70	"	
39. Avances à l'État pour le rachat des réseaux téléphoniques	9,184,755 04	"	
40. Trésoriers généraux, L/C courant (D)	363,214 64	"	
41. Trésoriers coloniaux, L/C courant	148.010 77	"	
42. Intérêts à classer et à vérifier	26,057,429 82	"	
	656,185,422 03	4,217,013,697 88	
Valeurs de caisse et de portefeuille (E)	3,560,828,275 85	"	
TOTAUX	4,217,013,697 88	4,217,013,697 88	(E) Voir le tableau page suivante.
VALEURS ACTIVES ET INACTIVES. (Loi du 28 juillet 1875.)			
43. Caissier général, s/c de valeurs et rentes diverses	1,132,777,199 91	"	
44. Divers, L/C d'envois de titres	22,498 15	"	
45. Consignations, L/C de rentes et valeurs mobilières	"	30,028,585 75	
46. Divers, L/C de rentes et valeurs actives	"	817,283,202 16	
47. Divers, L/C de rentes et valeurs inactives	"	285,486,864 30	
48. Comptes d'ordre	"	1,045 85	
TOTAUX	1,132,799,698 06	1,132,799,698 06	
TOTAUX GÉNÉRAUX	5,349,813,395 94	5,349,813,395 94	

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.

Suite du DÉVELOPPEMENT SUR LES CRÉANCES PASSIVES.

Développement des valeurs de caisse et de portefeuille existant à la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1895.

NATURE DES VALEURS.	VALEURS APPARTENANT À LA CAISSE des dépôts et consignations.	VALEURS APPARTENANT AUX CAISSES D'ÉPARGNE. Rentes de la réserve.	VALEURS APPARTENANT AUX CAISSES D'ÉPARGNE. Provenant des fonds déposés.	VALEURS APPARTENANT AUX SOCIÉTÉS de secours mutuels (fonds de retraites).	TOTAL.
Numéraire	652,532f 75c	"	"	"	652,532f 75c
Effets à recevoir	606 00	"	"	"	606 00
Rentes 3 p. o/o	183,935.131 89	49,238,347f 71c	1,146,423,616f 59c	42,349,006f 76c	1,421,946,102 95
Rentes 3 p. o/o 1891 non libérées	"	"	"	"	"
Rentes 3 p. o/o amortissables	"	20,880,694 34	1,518,727,149 19	1,167,648 15	1,540,775,491 68
Rentes 3 1/2 p. o/o	"	4,458.056 00	86,485,945 05	"	90,944,001 05
Bons du Trésor	"	"	30,000,000 00	"	30,000,000 00
Obligations du Trésor. (Loi du 22 juillet 1885.)	"	"	"	"	"
Obligations du Trésor à court terme	"	"	15,810,000 00	"	15,810,000 00
Obligations du Trésor. (Loi du 31 mai 1875 et 26 décembre 1892.)	"	"	235,761,097 19	"	235,761,097 19
Obligations du Trésor représentatives d'annuités terminables en 1923. (Loi du 26 juillet 1893. Art. 56.)	"	"	112,346,125 96	"	112,346,125 96
Obligations des compagnies de chemins de fer	7,652,938 60	"	9,734,495 61	"	17,387,434 21
Obligations souscrites en garantie de prêts	32,670,660 69	"	"	"	32,670,660 69
Obligations du Trésor représentatives d'annuités terminables en 1916. (Loi du 26 décembre 1892, art. 15.)	62,534,223 37	"	"	"	62,534,223 37
Intérêts desdites obligations	"	"	"	"	"
TOTAUX ÉGAUX. (Voir d'autre part.)	287,446,093 30	74,577,098 05	3,155,288,429 59	43,516,654 91	3,560,828,275 85

DÉVELOPPEMENT SUR LES CRÉANCES ACTIVES.

Créances administratives.

Au 31 décembre 1894, il n'existe aucune créance administrative à constater dans le compte général de l'Administration des finances.

Mais on continue à mentionner pour mémoire les répétitions à exercer par la France :

Auprès du Gouvernement belge, en raison des deux armements faits en 1831 et en 1832 pour la défense de la Belgique et la garantie de son territoire : le règlement provisoire des réclamations à faire les avait portées à 15,294,530 francs;

Auprès du Gouvernement russe, relativement à l'emprunt négocié en 1812 entre la France et la Saxe, et pour sûreté duquel le roi de Saxe, alors grand-duc de Varsovie, affecta le produit des mines de Wielicska : somme non réglée;

Auprès de la régence de Tunis, pour remboursement des frais d'un armement extraordinaire destiné à la défense du bey : somme non réglée;

Auprès du Gouvernement italien substitué à l'Autriche, pour le remboursement d'une somme de 5 millions mise à la charge de cette dernière puissance par le traité de Zurich, dans l'indemnité aux dotataires du Mont-de-Venise; les intérêts de cette somme, payés à partir de 1865, ont été portés jusqu'en 1872 au budget extraordinaire de chaque exercice et classés, à partir de 1872, parmi les produits divers du budget.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

DÉVELOPPEMENT SUR LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR ET SUR LES RESSOURCES RÉALISÉES EN ATTÉNUATION DE CES DÉCOUVERTS.

DÉCOUVERTS CONSTATÉS. — BUDGETS ANTÉRIEURS À 1852.				DÉCOUVERTS CONSTATÉS dans les écritures de l'administration des finances.	DÉCOUVERTS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL DES DÉCOUVERTS.
1° Découverts à l'extinction desquels aucune ressource n'a été primitivement affectée.						
Période antérieure au 1er avril 1814.	Déficit sur le service antérieur au 1er avril 1814...	67,304,366f 56c	87,440,148f 51c	504,753,034f 32c	"	504,753,034f 32c
	Débets et créances provenant du service antérieur au 1er avril 1814, non recouvrés au 1er janvier 1836.	567,228 12				
	Déficit sur le service des cautionnements remboursés à des titulaires des départements séparés de la France.	6,404,248 73				
	Avance du Trésor pour la régularisation des crédits relatifs à la dette viagère et aux intérêts de cautionnements. (Loi du 9 juillet 1836.).....	13,164,305 10				
Budgets de 1815 à 1830.	Portion des dépenses de la guerre d'Espagne. (Voir compte des finances de 1862, page 427.).....	47,567,047 00	361,414,527 98			
	Avance du Trésor sur le budget de l'exercice 1827. (Loi du 26 juillet 1829.).....	32,016,283 00				
	Distrbns d'argent faites aux troupes pendant les journées de juillet 1830. (Dépense non allouée sur l'ex. 1830)	371,051 00				
	Avance du Trésor sur le budget de l'exercice 1830. (Loi du 24 avril 1833.).....	63,346,061 00				
	Créances litigieuses (art. 21 de la loi du 20 mai 1874). Tirel père et fils.....	16,178 36				
	Prélèvements effectués sur les fonds des capitaux de cautionnements au profit des budgets de 1814, 1816 et 1820. (Art. 26 de la loi du 30 mars 1888.).....	218,097,907 62				
Budgets des exercices 1832 à 1840.	Avance du Trésor sur le budget de l'exercice 1832. (Loi du 14 juin 1835.).....	25,009,993 00	55,898,357 83			
	Payements pour l'arriéré de la guerre. (Dépense non allouée sur l'exercice 1832.).....	270,560 00				
	Payements de créances d'exercices périmés concernant le Ministère de la guerre non alloués en dépense sur l'exercice 1838.....	16,150 00				
	Dépense du Ministère des affaires étrangères non allouée dans le règlement de l'exercice 1840...	5,000 00				
	Solde du compte entre le Trésor public et l'ancien Trésor de la Couronne. (Loi du 2 mars 1832 et décret-loi du 22 janvier 1852.).....	3,498,847 52				
	Avances restant à rembourser à la fin de l'exercice 1886 sur la portion de l'Emprunt grec de 1833 garantie par la France. (Art. 4 de la loi du 16 février 1887.)..	27,097,807 31				
2° Découverts du service ordinaire des budgets à l'extinction desquels ont été affectés les fonds disponibles de la réserve de l'amortissement.						
Budget de l'exercice 1840. (Découvert fixé par la loi de règlement de cet exercice).			138,004,529f 64c	456 009,951 93	"	456,009,951 93
Budget de l'exercice 1841. (*Idem.*).....			18,694,405 42			
Budget de l'exercice 1842. (*Idem.*).....			108,612,172 30			
Budget de l'exercice 1843. (*Idem.*).....			39,826,738 40			
Budget de l'exercice 1844. (*Idem.*).....			181,530 77			
Budget de l'exercice 1845. (Décret pour le règlement de cet exercice, en date du 20 juillet 1848.) Excédent de recettes de 4,335,329 fr. 84. (*Mémoire.*).....			"			
Budget de l'exercice 1846. (Découvert fixé par la loi de règlement de cet exercice.).			41,273,264 48			
Budget de l'exercice 1847. (*Idem.*).....			109,417,310 92			
3° Avances du Trésor pour l'établissement des grandes lignes de chemins de fer et autres travaux régis par la loi du 11 juin 1842.						
Exercice 1842. (Avance constatée par la loi de règlement du budget.).....			1,368,091 28	441,901,957 90	"	441,901,957 90
Exercice 1843. (*Idem.*).....			27,214,800 94			
Exercice 1844. (*Idem.*).....			43,190,895 22			
Exercice 1845. (*Idem.*).....			100,480,587 57			
Exercice 1846. (*Idem.*).....			121,626,442 50			
Exercice 1847. (*Idem.*).....			147,873,328 08			
Obligations cautionnées souscrites en 1847 et 1848 par des fabricants de sucre du département du Nord et devenues irrécouvrables. (Art. 16 du projet de loi et règlement de l'exercice 1876.).....			145,404 99			
Obligations cautionnées souscrites en 1847 et 1848 par le sieur Lefèvre, fabricant de sucre à Montescourt (Aisne), devenues irrécouvrables. (Art. 14 du projet de loi de règlement de l'exercice 1877.).....			2,407 32			
4° Découverts des exercices 1848 à 1851.						
Exercice 1848. (Découvert fixé par la loi de règlement de cet exercice.).....			3,005,050 51	376,545,056 48	"	376,545,056 48
Exercice 1849. (*Idem.*).....			214,625,477 32			
Exercice 1850. (*Idem.*).....			41,014,767 28			
Exercice 1851. (*Idem.*).....			100,728,868 78			
Avances pour le service de l'emprunt de la famille d'Orléans. (Loi du 21 décembre 1872 et décision du 24 septembre 1873.).....			16,322,691 81			
Créances litigieuses..... (Art. 21 de la loi du 20 mai 1873.)	Ville de Lille.....	628,200f 78c	848,200 78			
	Ville de Limoges.....	220,000 00				
TOTAL (*à reporter*).....				1,779,210,000 63	"	1,779,210,000 63

ATTÉNUATIONS DE DÉCOUVERTS. — BUDGETS ANTÉRIEURS À 1852.				ATTÉNUATIONS DE DÉCOUVERTS constatées dans les écritures de l'Administration des finances.	ATTÉNUATIONS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL des ATTÉNUATIONS de découverts.
1° Fonds disponibles de l'amortissement appliqués à l'extinction des découverts du service ordinaire des budgets, au fur et à mesure des consolidations, conformément à l'article 36 de la loi du 25 juin 1841.						
Réserve de l'année 1842.....			67,111,792f 57c	442,247,114f 58c	"	442,247,114f 58c
Réserve de l'année 1843.....			69,876,633 52			
Réserve de l'année 1844.....			72,505,042 27			
Réserve de l'année 1845.....			75,117,373 04			
Réserve de l'année 1846.....			77,878,714 32			
Réserve de l'année 1847.....			79,757,558 86			
2° Ressources affectées par les lois des 3 juillet 1846 et 8 août 1847 aux travaux extraordinaires autorisés sous le régime de la loi du 11 juin 1842.						
Sommes versées par des compagnies adjudicataires de chemins de fer en remboursement de dépenses effectuées par le Trésor public. (Art. 16 de la loi du 3 juillet 1846.)						
Compagnie du chemin de fer du Nord.	Année 1845.	20,000,000f 00c	37,358,750f 00c	45,958,750f 00c	130,171,110 50	"	130,171,110 50
	Année 1846.	9,000,000 00				
	Année 1847.	8,358,750 00				
Compagnie du chemin de fer de Lyon.	Année 1845.....		8,000,000 00			
Recette par virement de comptes, en 1845, de la créance mise en même temps à la charge de la ville de Lille pour sa part contributive dans la construction de la station du Chemin de fer du Nord. (Loi d'intérêt local du 19 juillet 1845.)..			600,000 00			
Portion réalisée de l'emprunt de 250 millions négocié le 10 novembre 1847. (4° § de la loi spéciale du 8 août 1847) :						
Versement des adjudicataires en 1847....			42,234,298f 50c	84,212,360 50		
Versement des adjudicataires en 1848.....			41,978,062 00			
3° Ressources provenant des consolidations en rentes décrétées en 1848 et qui ont été appliquées à l'ensemble des découverts du Trésor.						
Bons du Trésor convertis en emprunt national. (Décret du 16 mars 1848.).....				26,182,213f 29c	288,845,162 77	"	288,845,162 77
Bons du Trésor créés antérieurement au 24 février 1848. (Décret du 7 juillet 1848.).....				242,747,800 60		
Fonds des sociétés et agences tontinières. (Décret du 29 juillet 1848.)..				2,734,020 13		
Fonds des communes et établissements publics. (Même décret.).....				3,606,456 84		
Consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Décret du 7 juillet 1848.) (Voir le compte général des finances de 1857, page 424.).....				13,549,039 91		
Consolidation des bons du Trésor émis en remboursement de dépôts aux caisses d'épargne. (Décret du 7 juillet 1848.).....				25,632 00		
TOTAL (*à reporter*).....					861,263,387 85	"	861,263,387 85

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite du DÉVELOPPEMENT SUR LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR ET SUR LES RESSOURCES RÉALISÉES EN ATTÉNUATION DE CES DÉCOUVERTS.

DÉCOUVERTS CONSTATÉS. (Suite.)			DÉCOUVERTS CONSTATÉS dans les écritures de l'Administration des finances.	DÉCOUVERTS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL des DÉCOUVERTS.
Report des budgets antérieurs à 1852.....			1,779,210,000f 63c	"	1,779,210,000f 63
BUDGETS DE 1852 à 1870.					
Découvert du budget de l'exercice 1852.....	25,759,013f 54c	234,940,881f 81c			
Découvert du budget de l'exercice 1853.....	23,148,545 53				
Découvert du budget de l'exercice 1854.....	186,033,322 74				
Remboursements de capitaux de rentes 5 p. o/o. (Décret du 14 mars 1852.).....		78,706,849 76			
(*Les budgets des exercices 1855 à 1859, qui ont profité du produit des emprunts nationaux, ont été réglés en excédent de recette successivement transporté, d'exercice en exercice, par les lois de règlement.*)					
Résultat des stipulations financières du traité de Zurich avec l'Autriche et le Piémont.....(A)		39,880,055 64			
Capital des obligations mexicaines appartenant à l'État.....		28,510,500 00			
Découvert du budget de l'exercice 1860.....		119,008,884 37	816,584,990 45	"	816,584,990 45
Découvert du budget de l'exercice 1861.....		164,903,163 93			
Découvert du budget de l'exercice 1862.....		34,953,625 98			
Découvert du budget de l'exercice 1863.....		22,131,099 90			
Découvert du budget de l'exercice 1864.....		51,765,610 71			
Fonds spécial des dotations accordées sur le produit des aliénations de bois. (Loi du 21 décembre 1872, décision du 24 septembre 1873 et art. 16 du projet de loi portant règlement de l'exercice 1879, pour 5,717 fr. 36).....		1,106,333 41			
Solde débiteur à la fin de l'exercice 1886 du compte *Indemnités payées aux courtiers de marchandises*. (Art. 2 de la loi du 19 juillet 1886.)..		30,961,106 58			
Créances irrécouvrables sur les prêts faits à l'industrie en 1860. (Art. 27 de la loi du 30 mars 1888.).....		9,716,878 36			
A reporter.....			2,595,794,991 08	"	2,595,794,991 08

(A) Ce découvert s'atténuera ultérieurement des 5 millions à la charge de l'Italie substituée à l'Autriche dans l'indemnité aux dotataires du Mont-de-Venise, lorsque l'Italie se sera acquittée de sa dette. A cette époque, la somme de 250,000 francs, portée annuellement au budget à titre d'intérêts de cette créance, cessera de figurer parmi les évaluations de recettes.

ATTÉNUATIONS DE DÉCOUVERTS. (Suite.)		ATTÉNUATIONS DE DÉCOUVERTS constatées dans les écritures de l'Administration des finances.	ATTÉNUATIONS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL DES ATTÉNUATIONS de découverts.
Report des budgets antérieurs à 1852.....		861,263,387f 85c	"	861,263,387f 85c
BUDGETS DE 1852 à 1870.				
Produit de la consolidation en rentes 3 p. o/o de fonds disponibles de la dotation de l'armée. (Art. 1er de la loi du 19 juin 1857.).....	115,947,704f 32c			
Produit de la consolidation en rentes de l'augmentation du capital de la Banque de France.....	100,000,000 00			
Montant des quatre annuités remboursées à la Banque de France sur son prêt de 75 millions.....	20,000,000 00			
Produit net de la soulte provenant de la conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o.....(B)	157,760,896 80	722,662,992 61	"	722,662,992 61
Recouvrements effectués sur l'emprunt de 300 millions. (Loi du 30 décembre 1863.).....	299,910,391 90			
Portion de l'excédent de recettes de 1865 qui n'a point été attribuée au budget extraordinaire de 1866.....	9,737,530 02			
Primes afférentes à des obligations mexicaines appartenant à l'État.....	321,400 00			
Excédent de recettes de l'exercice 1868. (Loi du 16 novembre 1875, art. 14.).....	18,985,069 57			
A reporter.....		1,583,926,380 46	"	1,583,926,380 46

(B) Cette ressource devra s'accroître de 63,355 fr. 81 restant à recouvrer au 31 décembre 1889. (Voir page 871.)

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1895.

Suite du DÉVELOPPEMENT SUR LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR ET SUR LES RESSOURCES RÉALISÉES EN ATTÉNUATION DE CES DÉCOUVERTS.

DÉCOUVERTS CONSTATES. (Suite.)	DÉCOUVERTS CONSTATÉS dans les écritures de l'Administration des finances.	DÉCOUVERTS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL des DÉCOUVERTS.
Report.....	2,595,794,991f 08c	"	2,595,794,991f 08c
BUDGETS DE 1871 à 1894. (Suite.)			
Découvert du budget de l'exercice 1872. (Loi du 1er août 1885.).....	81,917,283 31	"	81,917,283 31
Découvert du budget de l'exercice 1873. (Loi du 11 août 1885.).....	44,932,564 64	"	44,932,564 64
Découvert du budget de l'exercice 1874. (Loi du 14 août 1885.).....	64,414,280 23	"	64,414,280 23
Découvert du budget de l'exercice 1882.....	42,547,475 31	"	42,547,475 31
Avances faites par le Trésor, en 1870, à la Commission d'armement national. (Loi du 22 juillet 1887, art. 19.).....	16,689,839 50	"	16,689,839 50
Droits de douanes dus par divers départements ministériels pour des marchandises livrées en 1870-1871 avec suspension d'impôts. (Loi du 22 juillet 1887, art 20.).....	105,406 65	"	105,406 65
Versements effectués, en 1870-1871, par les comptables de la régie des contributions indirectes à diverses communes des départements de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, pour obtempérer à des réquisitions de l'armée allemande. (Art. 14 du projet de loi de règlement de l'exercice 1876.).....	217,655 40	"	217,655 40
Prix de tabacs livrés sans factures à des débitants lors de l'invasion allemande, en 1870. (Art. 13 du projet de loi du règlement de 1878.).....	351 00	"	351 00
Découvert du budget de l'exercice 1883.....	62,427,893 02	"	62,427,893 02
Découvert du budget de l'exercice 1884.....	"	89,918,295f 34c	89,918,295 34
Découvert du budget de l'exercice 1885.....	"	146,660,445 38	146,660,445 38
Découvert du budget de l'exercice 1886.....	"	124,136,327 46	124,136,327 46
Montant de la faillite liquidée de la banque de la Nouvelle-Calédonie. (Loi du 2 juin 1887, art. 8.)	291,993 75	"	291,993 75
Découvert du budget de l'exercice 1887.....	"	17,081,073 59	17,081,073 59
Découvert du budget de l'exercice 1892.....	"	9,939,759 11	9,939,759 11
Succession Giffart. Régularisation d'avances. (Projet de loi et règlem^t de l'exercice 1892, art. 17.).	"	4,786,830 23	4,786,830 23
Découvert du budget de l'exercice 1893.....	"	84,511,095 82	84,511,095 82
	2,909,339,733 89	477,033,826 93	3,386,373,560 82
A DÉDUIRE : Atténuations de découverts. (Voir ci-contre.).....	2,449,956,595 85	6,282,616 45	2,456,239,212 30
RESTE pour total des découverts au 1er janvier 1895.....	459,383,138 04	470,751,210 48	930,134,348 52

ATTÉNUATIONS DE DÉCOUVERTS. (Suite.)	ATTÉNUATIONS DE DÉCOUVERTS constatées dans les écritures de l'Administration des finances.	ATTÉNUATIONS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL DES ATTÉNUATIONS de découverts.
Report.....	1,583,926,380f 46c	"	1,583,926,380 46
BUDGETS DE 1871 à 1894. (Suite.)			
Rentes 5 p. o/o à remettre aux déposants des caisses d'épargne. (Loi du 20 juin 1871 et décision ministérielle du 24 septembre 1873.).....	67,098,322 50	"	67,098,322 50
Portion du produit de l'emprunt de 500 millions. (Loi du 1er mai 1886.).....	242,171,800 00	"	242,171,800 00
Capital de rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations en exécution de la loi du 1er mai 1886.....	399,999,973 80	"	399,999,973 80
Portion sans emploi des ressources allouées pour les frais de l'emprunt de 500 millions [émission de 1886]. (Loi du 1er mai 1886 et décision ministérielle du 13 novembre 1888.).	2,287,681 36	"	2,287,681 36
Excédent de recettes de l'exercice 1875.....	57,959,444 14	"	57,959,444 14
Excédent disponible de recettes de l'exercice 1879.....	20,697,180 49	"	20,697,180 49
Excédent disponible de recettes de l'exercice 1880.....	1,302,819 51	"	1,302,819 51
Excédent disponible de recettes de l'exercice 1881.....	74,512,993 59	"	74,512,993 59
	2,449,956,595 85	"	2,449,956,595 85
Excédent disponible de recettes de l'exercice 1889.....	"	6,193,792f 43c	6,193,792 43
Reliquats disponibles constatés sur les ressources destinées à faire face aux dépenses des anciens budgets extraordinaires de la Marine, des Beaux-arts et des Travaux publics :			
Prêt de la Banque de France. (Loi du 13 juin 1878.)..... 5,388f 03c			
Produit de l'emprunt de 500 millions en rente 3 p. o/o. (Loi du 1er mars 1886.). 16,493 69	"	24,881 72	24,881 72
Produit de la conversion de rentes 4 1/2 p. o/o anciennes 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.)..... 3,000 00			
Reliquat disponible au 31 décembre 1892 sur le compte spécial *Produit de la vente des matières versées par le service de la marine.* (Projet de loi de règlement de l'exercice 1892, art. 18.).....	"	63,942 30	63,942 30
TOTAL des atténuations de découverts au 1er janvier 1895.....	2,449,956,595 85	6,282,616 45	2,456,239,212 30

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1895.**

DÉVELOPPEMENT, PAR NATURE DE CRÉANCES, DES MOUVEMENTS DE LA DETTE FLOTTANTE DU TRÉSOR, PENDANT L'ANNÉE 1894, ET DE LA SITUATION DE CETTE DETTE AU 1er JANVIER 1895.

NATURE DES CRÉANCES COMPOSANT LA DETTE FLOTTANTE.	DETTE FLOTTANTE au 1er janvier 1894. — CRÉANCES passibles d'intérêts.	DETTE FLOTTANTE au 1er janvier 1894. — CRÉANCES sans intérêts.	RÉSULTAT DES MOUVEMENTS DE LA DETTE FLOTTANTE pendant l'année 1894. — AUGMENTATIONS.	RÉSULTAT DES MOUVEMENTS DE LA DETTE FLOTTANTE pendant l'année 1894. — DIMINUTIONS.	DETTE FLOTTANTE au 1er janvier 1895. — CRÉANCES passibles d'intérêts.	DETTE FLOTTANTE au 1er janvier 1895. — CRÉANCES sans intérêts.
EFFETS À PAYER.						
Bons du Trésor remis à divers particuliers. — Bons ordinaires	202,817,162f 75c	1,547,697f 90c	12,518,415f 15c	"	(A) 211,420,715f 35c	(B) 5,462,560f 45c
Mandats sur le Trésor tirés par les trésoriers-payeurs généraux et les autres comptables	"	13,180,523 60	"	12,734,205f 05c	"	446,318 55
	202,817,162 75	14,728,221 50	12,518,415 15	12,734,205 05	211,420,715 35	5,908,879 00
	217,545,384f 25c		Diminution : 215,789f 90c		217,329,594f 35c	
CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.						
Communes et établissements publics, t/c de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Ville de Paris	81,058,055f 25c	"	9,467,154f 57c	"	(C) 90,525,209f 82c	"
Communes et établissements publics, t/c de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Départements	263,146,079 72	"	17,553,436 38	"	(D) 280,699,516 10	"
Service départemental. — Budget de l'exercice 1894	"	87,701,415f 02c	"	2,556,153f 23c	"	85,145,261f 79c
Service départemental. — Opérations hors budget	"	1,886 22	510,112 85	"	"	511,999 07
Communes et établissements publics, t/c de fonds déposés au Trésor sans intérêts	"	30,870,324 24	3,561,975 32	"	"	34,432,299 56
Caisse des dépôts et consignations, s/c courant avec le Trésor	196,050,814 24	"	92,644,185 32	"	288,694,999 56	"
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés des caisses d'épargne	95,032,110 51	"	"	14,255,628 00	80,776,482 51	"
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale d'épargne	44,689,490 08	"	"	24,548 45	44,664,941 63	"
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse	29,764,146 93	"	15,870,889 17	"	45,635,036 10	"
Gouvernement beylical, s/c de fonds déposés au Trésor	7,644,872 49	"	"	2,847,550 15	4,797,322 34	"
Imprimerie nationale	"	700,000 00	"	"	"	700,000 00
Divers corps de troupes de la guerre et de la marine, t/c de fonds déposés au Trésor	"	14,410,450 00	1,482,650 00	"	"	15,893,100 00
Trésorier général des invalides de la marine, s/c courant avec le Trésor et chez divers comptables	"	5,379,345 07	"	3,802 04	"	5,375,543 03
Crédit foncier, s/c courant n° 2	5,000,000 00	"	17,392,973 60	"	22,392,973 60	"
Caisse des employés et artisans	"	"	"	"	"	"
Tontine du Pacte social	"	"	"	"	"	"
Ministère de l'Instruction publique, s/c de fondations anglaises, écossaises et irlandaises	42,069 67	"	47,954 71	"	90,024 38	"
Service des pompes funèbres	5,030 03	"	665,545 53	"	670,575 56	"
Divers correspondants des trésoriers-payeurs généraux	"	14,221,025 76	"	1,060,090 68	"	13,160,935 08
	722,432,668 92	153,284,446 31	159,196,877 45	20,747,772 55	858,947,081 60	155,219,138 53
	875,717,115f 23c		Augmentation : 138,449,104f 90c		1,014,166,220f 13c	
FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES.						
Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux	53,627,047f 15c	"	6,218,942f 82c	"	(E) 59,845,989f 97c	"
TOTAL GÉNÉRAL	978,876,878 82	168,012,667f 81c	177,934,235 42	33,481,977 60	1,130,213,786 92	161,128,017f 53c
	1,146,889,546f 63c		Augmentation : 144,452,257f 82c		1,291,341,804f 45c	

OBSERVATIONS.

(A) Bons à échoir en 1895 (capital et intérêts)	211,420,715f 35c
(B) Bons échus au 31 décembre 1894 (capital et intérêts)	5,462,560 45
ENSEMBLE (voir page 682)	216,883,275 80
(C) Cette somme se répartit comme suit :	
Communes. — Ville de Paris, s/c n° 1	30,000,000f 00c
Communes. — Ville de Paris, s/c n° 2	51,000,000 00
Établissements. — Bureaux de bienfaisance	493,645 90
Établissements. — Monts-de-piété	6,500,000 00
Établissements. — Institution des Jeunes-Aveugles	42,681 59
Établissements. — Hospice des Quinze-Vingts	106,672 17
Établissements. — Institution des Sourds-Muets	4,579 29
Établissements. — Assistance publique	500,000 00
Établissements. — Asile de la Providence	12,636 74
Établissements. — Asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet	480,996 93
Établissements. — Asile Vacassy	32,382 26
Intérêts afférents à l'exercice 1894 liquidés au profit des comptes ci-dessus et dont la répartition sera connue ultérieurement	1,351,614 94
TOTAL ÉGAL	90,525,209 82
(D) Cette somme se répartit comme suit :	
Communes. — Communes	206,153,443f 42c
Communes. — Fonds de réserve de l'octroi de la banlieue de Paris	"
Établissements. — Hospices, asiles d'aliénés, dépôts de mendicité	34,030,352 73
Établissements. — Bureaux de bienfaisance	17,833,771 70
Établissements. — Associations syndicales autorisées	4,024,613 94
Établissements. — Fabriques d'églises	5,755,598 10
Établissements. — Monts-de-piété	5,896,339 00
Établissements. — Sociétés de charité maternelle, crèches approuvées	60,739 50
Établissements. — Caisses des écoles	350,737 57
Établissements. — Facultés	1,394,006 82
Établissements. — Orphelinats	170,458 40
Établissements. — Fonds communs des divisions en Algérie	"
Établissements. — Divers	277,716 11
Intérêts afférents à l'exercice 1894 liquidés au profit des comptes ci-dessus et dont la répartition sera connue ultérieurement	4,751,738 81
TOTAL ÉGAL	280,699,516 10

(E) Voir page 667.

RÉSUMÉ

DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES,

DU 1er JANVIER 1871 AU 1er JANVIER 1895.

NOTE

SUR

LE RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES,

DU 1er JANVIER 1871 AU 1er JANVIER 1895.

Il a paru utile de faire suivre l'exposé de la Situation générale de l'Administration des finances, à l'époque du 1er janvier 1895, d'un travail d'ensemble qui résume d'abord et développe ensuite les quatre principaux termes de la situation semblable publiée à la fin de chacune des années précédentes en partant du 1er janvier 1871. Les mêmes résultats touchant les années 1814 à 1870 ont été publiés pour la dernière fois dans le compte de 1885.

Ce travail se compose des six tableaux suivants :

Tableau récapitulatif de l'Actif et du Passif réels du Trésor public.

Développements...
- *Actif du Trésor.*
- *Découverts et Avances du Trésor.*
- *Dette flottante du Trésor.*
- *Passif du Trésor sur les Budgets et les services spéciaux.*

Tableau résumé des Causes *et de la* Composition *de la Dette flottante du Trésor.*

Les résultats de ce travail d'ensemble sont extraits des comptes généraux de l'Administration des finances depuis 1870, en modifiant, comme on le dit page 655 du présent compte, la situation générale des finances, telle qu'elle résulte des opérations des comptables, de manière à déterminer *l'actif et le passif réels* du Trésor public.

Suite de la *Note sur le résumé de la situation générale des Finances.*

Les résultats afférents à l'année 1870 n'ont pu être inscrits dans les tableaux dont il s'agit pour les motifs exprimés dans la Note sur la situation générale des finances, page 546 du compte de 1870.

En établissant une moyenne par période depuis 1871 jusqu'au 1er janvier 1895 et ainsi que le fait connaître l'un des tableaux placés à la suite de la présente Note, *les Causes* et *la Composition* de la dette flottante du Trésor se résument comme on va l'établir :

1° CAUSES DE LA DETTE FLOTTANTE (EN MOYENNE).

SITUATION AU 1er JANVIER.	DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR sur le service des budgets.	INSUFFISANCE DE L'EXCÉDENT DE RECETTES DES BUDGETS EN COURS D'EXÉCUTION et des services spéciaux suivis en dehors des budgets, comparativement à la réserve habituelle de caisse et aux créances actives du Trésor. (Voir, pages 799 à 813, les développements spéciaux dont ces résultats sont l'objet.)	TOTAL DES BESOINS DE TRÉSORERIE qui ont dû être couverts par la dette flottante (en moyenne).
1871 à 1884..	785,465,844f 78c	602,231,280f 14c	1,387,697,124f 92c
1885 à 1895..	796,547,264 77	279,302,818 88	1,075,850,083 65

2° COMPOSITION DE LA DETTE FLOTTANTE (EN MOYENNE).

SITUATION AU 1er JANVIER.	EFFETS À PAYER.	COMPTES COURANTS et FONDS EN DÉPÔT.	FONDS PARTICULIERS des TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.	MONTANT DE LA DETTE FLOTTANTE (en moyenne).
1871 à 1884..	222,081,527f 90c	1,021,906,654f 32c	143,708,942f 69c	1,387,697,124f 91c
1885 à 1895..	93,595,333 88	919,714,833 38	62,539,916 39	1,075,850,083 65

RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES,

DU 1er JANVIER 1871 AU 1er JANVIER 1884.

Tableau récapitulatif de l'Actif et du Passif réels du Trésor public.

ÉPOQUES auxquelles LES SITUATIONS sont arrêtées.	ACTIF			PASSIF.		
	RÉALISABLE (encaisse des comptables, fonds en dépôt à la Banque de France; créances actives).	DÉCOUVERTS et avances du Trésor.	TOTAL ÉGAL au passif.	DETTE FLOTTANTE du Trésor.	BUDGETS et services spéciaux.	TOTAL du passif.
Au 1er janvier 1871..	//	//	//	//	//	//
Au 1er janvier 1872..	1,383,994,379f 85c	659,290,569f 19c	2,043,284,949f 04c	1,090,763,177f 13c	952,521,771f 91c	2,043,284,949f 04c
Au 1er janvier 1873..	2,070,372,101 79	659,201,225 54	2,729,573,327 33	1,326,512,188 40	1,403,061,138 93	2,729,573,327 33
Au 1er janvier 1874..	956,029,850 98	741,076,182 65	1,697,106,033 63	1,157 785,382 98	539,320,650 65	1,697,106,033 63
Au 1er janvier 1875..	884,868,056 17	785,591,771 93	1,670,459,828 10	1,021,691,739 26	648,768,088 84	1,670,459,828 10
Au 1er janvier 1876..	1,136,809,322 12	850,006,052 16	1,986,815,374 28	1,359,307,724 53	627,507,649 75	1,986,815,374 28
Au 1er janvier 1877..	1,041,688,995 38	808,843,145 97	1,850,532,141 35	1,084,891,386 20	765,640,755 15	1,850,532,141 35
Au 1er janvier 1878..	980,745,136 65	809,211,923 72	1,789,957,060 37	1,101,878,682 60	688,078,377 77	1,789,957,060 37
Au 1er janvier 1879..	1,519,749,045 96	809,214,319 04	2,328,963,365 00	1,191,901,474 10	1,137,061,890 90	2,328,963,365 00
Au 1er janvier 1880..	1,618,461,012 28	809,214,670 04	2,427,675,682 32	1,206,499,193 21	1,221,176,489 11	2,427,675,682 32
Au 1er janvier 1881..	1,646,032,606 99	809,214,661 64	2,455,247,268 63	1,529,584,617 18	925,662,651 45	2,455,247,268 63
Au 1er janvier 1882..	1,712,358,747 47	809,214,661 64	2,521,573,409 11	1,736,344,567 48	785,228,841 63	2,521,573,409 11
Au 1er janvier 1883..	2,129,325,770 04	809,214,661 64	2,938,540,431 68	2,336,835,384 21	601,705,047 47	2,938,540,431 68
Au 1er janvier 1884...	1,706,113,296 06	851,762,136 95	2,557,875,433 01	1,896,067,106 65	661,808,326 36	2,558,775,433 01

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES, DU 1ER JANVIER 1871 AU 1ER JANVIER 1884.

ACTIF. *Développement de l'Actif réalisable du Trésor.*

ÉPOQUES auxquelles les SITUATIONS sont arrêtées.	VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE. — CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC. — Numéraire — au Trésor.	à la Banque de France.	en dépôt à la banque d'Algérie.	en dépôt aux banques dépositaires de Londres.	Portefeuille.	COMPTABLES extérieurs.	TOTAL.	SOLDE DÉBITEUR du compte des mouvements de fonds.	BUDGETS EN COURS d'exécution présentant des excédents de dépenses.	CRÉANCES actives.
Au 1er janvier 1871.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1872.	24,226,783f51c	170,573,995f 26c	"	"	295,122,190f 25	131,458,378f 37c	621,381,347f 39c	30,995,284f 52c	"	25,880,761f 40
1873.	29,485,364 72	279,938,278 83	"	"	845,813,959 11	131,272,166 70	1,286,510,469 36	37,804,330 08	"	28,300,533 64
1874.	16,804,635 88	164,183,256 75	"	"	135,258,530 06	143,732,023 85	459,978,446 54	16,943,604 57	"	18,375,730 32
1875.	23,017,665 34	173,545,272 82	"	"	132,259,670 13	147,440,864 35	476,263,472 64	11,475,124 13	"	6,741,878 65
1876.	27,771,178 63	178,075,275 24	"	"	194,877,023 20	138,370,120 36	539,093,597 43	14,981,740 04	"	6,059,385 46
1877.	24,792,622 62	100,118,141 22	"	"	159,851,634 83	135,018,305 96	419,780,704 63	11,609,074 79	"	6,081,920 83
1878.	19,925,286 11	198,032,794 71	"	"	112,931,668 77	124,538,598 68	455,428,348 27	3,989,175 40	"	107,893,956 00
1879.	18,141,835 93	197,469,901 92	12,409,024f 93c	"	323,549,532 30	117 755,325 43	669,326,520 51	1,058,356 26	"	197,452,250 57
1880.	28,239,991 08	282,007,318 85	11,313,661 86	"	225,900,227 17	144,291,968 66	691,753,167 62	4,168,750 04	"	108,369,654 09
1881.	29,760,513 28	145,438,202 45	14,229,612 22	"	122,387,947 93	117,905,747 55	429,722,023 43	37,556,501 47	"	171,604,145 92
1882.	22,262,591 27	366,777,503 84	30,491,264 33	"	244,067,569 43	162,080,399 85	825,679,328 72	4,648,777 72	70,668,301f 92c	147,521,607 99
1883.	19,200,673 85	269,721,278 15	27,205,166 26	32,551,540f 99c	169,587,555 06	167,385,672 66	685,651,886 97	7,667,638 15	122,253,511 58	151,402,729 27
1884.	13,116,364 31	67,307,255 00	30,427,319 48	28,411,505 64	148,798,666 81	179,422,825 85	467,483,937 09	7,280,114 62	46,930,440 13	187,792,838 55

ACTIF. *Développement des Découverts et Avances du Trésor.*

ÉPOQUES auxquelles les SITUATIONS sont arrêtées.	CRÉANCES À RECOUVRER. — ATTÉNUATION des créances passives.	SERVICES SPÉCIAUX. — Divers.	Emprunt grec.	TOTAL.	TOTAL DE L'ACTIF réalisable du Trésor.	DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR. — DÉCOUVERTS antérieurs à 1852.	DÉCOUVERTS et avances de 1852 à 1869.	DÉCOUVERTS et avances de 1870 à 1884.	TOTAL.
Au 1er janvier 1871.	"	"	"	"	"	"		"	"
1872.	572,029,844f 43c	104,097,117f 14c	29,610,024f 91c	731,617,747f 94c	1,383,994,379f 85c	655,416,014f 59c	52,178,978f 09c	A déduire : *48,304,423f 49c*	659,290,569f 19c
1873.	565,502,256 91	122,382,611 69	29,871,900 11	746,057,302 35	2,070,372,101 79	655,416,014 59	52,178,918 09	A déduire : *48,393,707 14*	659,201,225 54
1874.	207,380,261 61	133,660,144 63	29,691,66331	479,107,799 87	956,029,850 98	655,416,014 59	52,136,591 92	33,523,576 14	741,076,182 65
1875.	177,502,847 73	183,389,997 71	29,494,735 31	397,129,459 40	884,868,056 17	655,416,014 59	52,136,544 89	78,039,212 45	785,591,771 93
1876.	330,157,882 21	217,221,981 67	29,294,735 31	582,733,984 65	1,136,809,322 12	655,416,014 59	52,136,544 89	142,453,492 68	850,006,052 16
1877.	390,857,132 85	184,265,426 97	29,094,735 31	610,299,215 96	1,041,688,995 38	655,416,014 59	68,933,082 84	84,494,048 54	808,843,145 97
1878.	139,653,547 54	244,885,374 13	28,894,735 31	521,327,612 98	980,745,136 65	672,748,490 53	53,244,170 10	83,219,263 09	809,211,923 72
1879.	125,636,007 88	497,581,175 43	28,694,735 31	849,364,169 19	1,519,749,045 96	672,750,897 85	53,244,158 10	83,219,263 09	809,214,319 04
1880.	126,883,410 11	658,791,295 11	28,494,735 31	922,539,094 62	1,618,461,012 28	672,750,897 85	53,244,158 10	83,219,614 09	809,214,670 04
1881.	154,817,696 71	824,037,504 15	28,294,735 31	1,178,754,082 09	1,646,032,606 99	672,750,897 85	53,244,149 70	83,219,614 09	809,214,661 64
1882.	269,044,245 02	366,701,750 79	28,094,735 31	811,362,339 11	1,712,358,747 47	672,750,897 85	53,244,149 70	83,219,614 09	809,214,661 64
1883.	333,345,578 78	801,109,689 98	27,894,735 31	1,313,752,733 34	2,129,325,770 04	672,750,897 85	53,244,149 70	83,219,614 09	809,214,661 64
1884.	353,925,826 63	615,005,403 73	27,694,735 31	1,184,418,804 22	1,706,113,296 06	672,750,897 85	53,244,149 70	125,767,089 40	851,762,136 95

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES, DU 1ER JANVIER 1871 AU 1ER JANVIER 1884.

PASSIF. *Développement de la Dette flottante du Trésor.*

ÉPOQUES auxquelles les SITUATIONS sont arrêtées.	EFFETS À PAYER. — BONS DU TRÉSOR — remis à la Banque de France.	Bons 2-10, 3-10. et 5-10 ans.	remis à divers. — Bons ordinaires.	Bons à 5 ans.	TOTAL des bons du Trésor.	TRAITES du caissier-payeur central du Trésor sur lui-même.	EFFETS DIVERS. (Annuités, obligations et mandats des comptables.)	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1871.	"	"	"	"	"	"	"	"
1872.	(A) 8,000,000 00 68,137,500 00	23 736,600 00	112,344,116 11	"	212,218,216 11	43,006,200 00	48,412,147 41	303,636,563 52
1873.	63,062,500 00	24,264,350 00	156,542,182 59	"	243,869,032 59	41,862,350 00	14,446,149 80	300,177,532 39
1874.	190,562,500 00	24,366,800 00	305,118,061 47	"	520,047,361 47	33,479,050 00	9,060,689 46	562,587,100 93
1875.	62,062,500 00	24,367,800 00	298,232,672 52	"	384,662,972 52	17,086,350 00	8,111,600 60	409,860,923 12
1876.	61,387,500 00	24,367,800 00	224,952,932 08	108,011,500 00	418,719,732 08	26,297,732 27	10,090,571 18	455,108,035 53
1877.	60,845,000 00	24,367,800 00	90,440,357 22	"	175,653,157 22	11,060,003 69	6,227,750 33	192,940,911 24
1878.	60,750,000 00	2,640,000 00	36,614,390 33	"	100,004,390 33	20,429,453 66	5,168,617 74	125,602,461 73
1879.	60,161,750 00	151,100 00	48,754,079 30	"	109,066,929 30	9,258,400 00	5,880,579 37	124,205,908 67
1880.	60,000,000 00	81,600 00	3,620,954 87	"	63,702,554 87	12,353,617 32	13,094,715 36	89,150,887 55
1881.	120,000,000 00	19,800 00	3,006,607 47	"	123,026,407 47	18,391,750 00	12,818,190 76	154,236,348 23
1882.	99,603,000 00	18,600 00	58,513,373 72	"	158,134,973 72	16,458,924 36	16,113,545 28	190,707,443 36
1883.	99,603,000 00	17,800 00	3,423,131 75	"	103,043,931 75	17,542,300 00	17,615,805 91	138,202,037 66
1884.	140,000,000 00	"	134,910,203 25	"	274,910,203 25	16,828,700 00	78,831,447 84	370,570,351 09

(A) Bons remis à la Banque d'Algérie en 1871.

ÉPOQUES	COMPTES COURANTS ET FONDS EN DÉPÔT. — COMMUNES et établissements publics.	CAISSE des dépôts et consignations, s/c courant avec le Trésor.	CAISSE des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés des caisses d'épargne.	CAISSE des dépôts, s/c de la caisse de la dotation de l'armée.	CAISSE des dépôts, s/c de fonds non employés de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.	DIVERS CORPS de troupes de la guerre et de la marine.	CRÉDIT FONCIER de France.	DIVERS correspondants.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1871.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1872.	264,322,890 06	58,342,530 76	31,583,840 66	20,205,165 10	"	6,037,264 96	5,775,346 18	323,146,191 73	709,413,229 45
1873.	244,204,953 67	13,792,054 18	2,705,188 38	21,133,829 76	"	4,031,398 48	5,864,639 86	652,084,233 66	943,816,307 99
1874.	234,700,841 37	93,999,459 13	827,759 52	4,705,563 71	"	2,957,317 19	5,066,768 89	171,569,049 37	513,826,759 18
1875.	272,066,868 25	82,401,909 95	30,544,533 45	3,866,823 35	"	2,869,481 32	16,067,770 42	68,153,084 03	475,970,470 77
1876.	364,512,210 75	127,510,693 83	106,097,434 06	8,088,415 65	"	4,279,406 35	17,068,786 97	148,444,943 26	776,001,890 87
1877.	393,355,455 29	114,792,479 66	110,107,407 98	4,859,464 79	"	5,724,700 00	14,869,818 76	141,304,473 68	785,013,800 16
1878.	394,752,665 05	81,946,237 61	246,268,678 81	5,072,313 44	"	7,831,000 00	4,470,866 04	129,896,849 61	870,238,610 56
1879.	403,048,328 81	145,557,711 93	187,816,338 69	5,408,402 02	"	6,404,500 06	441,014 03	185,410,209 17	934,086,504 65
1880.	414,151,633 05	156,878,643 02	249,376,655 21	5,676,073 04	"	6,576,500 00	"	159,779,667 47	992,439,171 79
1881.	340,465,256 93	205,107,781 98	377,309,588 19	5,941,896 36	"	6,886,000 00	2,256 01	256,811,118 61	1,192,523,898 08
1882.	300,231,408 56	195,572,981 66	508,960,360 67	6,104,719 44	"	8,049,000 00	"	318,674,057 37	1,337,592,527 70
1883.	349,449,475 13	265,305,155 86	(A) 968, 4 9902 76	6,248,875 70	"	9,758,500 00	"	336,679,206 64	1,935,881,116 09
1884.	338,476,662 22	316,649,273 09	(B) 16 6,866,008 73	"	"	9,154,817 68	20,000,000 00	436,908,814 87	1,288,055,576 59

(A) Y compris 9,231,612 fr. 90 cent. à la Caisse nationale d'épargne.

(B) Y compris 14,853,031 fr. 17 cent. à la Caisse nationale d'épargne

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES, DU 1ER JANVIER 1871 AU 1ER JANVIER 1884.

Suite du *Développement de la Dette flottante.* PASSIF.

Développ' sur les Budgets et les Services spéciaux. PASSIF.

	Époques auxquelles les situations sont arrêtées.	Avances des comptables. Trésoriers-payeurs généraux.	Avances des comptables. Divers comptables.	Avances des comptables. Total.	Total de la dette flottante du Trésor.	Budgets en cours d'exécution présentant des excédents de recette.	Services spéciaux. Capitaux de cautionnements en numéraire.	Services spéciaux. Divers.	Excédents de recette sur les budgets et les services spéciaux.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier	1871.	"	"	"	"	"	"	"	"
	1872.	77,560,054 55	153,329 61	77,713,384 16	1,090,763,177 13	465,611,913 43	79,207,105 11	407,702,753 37	952,521,771 91
	1873.	82,402,314 65	116,033 37	82,518,348 02	1,326,512,188 40	477,140,312 26	77,137,100 17	848,783,726 50	1,403,061,138 93
	1874.	81,226,691 53	144,831 34	81,371,522 87	1,157,785,382 98	65,939,381 31	78,647,555 77	394,733,713 57	539,320,650 65
	1875.	135,753,141 84	107,203 53	135,860,345 37	1,021,691,739 26	250,837,699 82	80,383,358 76	317,547,030 26	648,768,088 84
	1876.	128,074,374 73	123,423 40	128,197,798 13	1,359,307,724 53	389,029,279 59	82,534,859 68	155,943,510 48	627,507,649 75
	1877.	106,850,971 68	85,703 12	106,936 674 80	1,084,891,386 20	480,803,813 45	85,424,205 93	199,412,735 77	765,640,755 15
	1878.	105,918,726 74	118,883 57	106,037,610 31	1,101,878,682 60	475,875,101 61	90,433,944 01	121,769,332 15	688,078,377 77
	1879.	133,586,397 72	22,663 06	133,609,060 78	1,191,901,474 10	635,814,285 67	315,211,028 50	186,036,576 73	1,137,061,890 90
	1880.	124,883,387 75	25,746 12	124,909,133 87	1,206,499,193 21	684,717,282 62	98,184,897 39	438,274,309 10	1,221,176,489 11
	1881.	182,811,370 79	13,000 08	182,824,370 87	1,529,584,617 18	368,073,019 99	107,313,812 74	450,275,818 72	925,662,651 45
	1882.	208,032,649 85	11,946 57	208,044,596 42	1,736,344,567 48	221,625,990 66	97,865,720 27	465,737,130 70	785,228,841 63
	1883.	262,708,518 88	43,711 58	262,752,230 46	2,336,835,384 21	264,981,493 59	94,681,469 63	242,042,084 25	601,705,047 47
	1884.	237,421,370 79	19,808 18	237,441,178 97	1,896,067,106 65	159,807,660 26	92,526,413 69	409,474,252 41	661,808,326 36

Tableau résumé des Causes *et de la* Composition *de la Dette flottante du Trésor.*

	Époques auxquelles les situations sont arrêtées.	Causes de la dette flottante. Découverts et avances du Trésor.	Différence entre l'actif réalisable du Trésor et l'excédent de recette des budgets et des services spéciaux. (*Voir le développement spécial à la page suivante.*) Excédent de l'actif réalisable du Trésor. À ajouter.	Différence. Excédent des budgets et des services spéciaux. À déduire.	Total des besoins de trésorerie à couvrir par la dette flottante.	Composition de la dette flottante. Bons du Trésor.	Effets divers à payer, comptes courants et fonds en dépôt.	Avances des comptables.	Montant de la dette flottante.
		fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c	fr. c.
Au 1er janvier	1871.	"	"	"	"	"	"	"	"
	1872.	659 290,569 19	431,472,607 94	"	1,090,763,177 13	212,218,216 11	800,831,576 86	77,713,384 16	1,090,763,177 13
	1873.	659,201,225 54	667,310,962 86	"	1,326,512,188 40	243,869,032 59	1,000,124,807 79	82,518,348 02	1,326,512,188 40
	1874.	741,076,182 65	416,709,200 33	"	1,157,785,382 98	520,047,361 47	556,366,498 64	81,371,522 87	1,157,785,382 98
	1875.	785,591,771 93	236,099,967 33	"	1,021,691,739 26	384,662,972 52	501,168,421 37	135,860,345 37	1,021,691,739 26
	1876.	850,006,052 16	509,301,672 37	"	1,359,307,724 53	418,719,732 08	812,390,194 32	128,197,798 13	1,359,307,724 53
	1877.	808,843,145 97	276,048,240 23	"	1,084,891,386 20	175,653,157 22	802,301,554 18	106,936,674 80	1,084,891,386 20
	1878.	809,211,923 72	292,666,758 88	"	1,101,878,682 60	100,004,390 33	895,836,681 96	106,037,610 31	1,101,878.682 60
	1879.	809,214,319 04	382,687,155 06	"	1,191,901,474 10	109,066,929 30	949,225,484 02	133,609,060 78	1,191,901,474 10
	1880.	809,214,670 04	397,284,523 17	"	1,206,499,193 21	63,702,554 87	1,017,887,504 47	124,909,133 87	1,206,499,193 21
	1881.	809,214,661 64	720,369,955 54	"	1,529,584,617 18	123,026,407 47	1,223,733,838 84	182,824,370 87	1,529,584,617 18
	1882.	809,214,661 64	927,129,905 84	"	1,736,344,567 48	158,134,973 72	1,370,164,997 34	208,044,596 42	1,736,344,567 48
	1883.	809,214,661 64	1,527,620,722 57	"	2,336,835,384 21	103,043,931 75	1,971,039,222 00	262,752,230 46	2,336,835,384 21
	1884.	851,762,136 95	1,044,304,969 70	"	1,896,067,106 65	274,910,203 25	1,383,715,724 43	237,441,178 97	1,896,067,106 65
	Totaux.	10,211,055,982 11	7,829,006,641 82	"	18,040,062,623 93	2,887,059,862 68	13,284,786,506 22	1,868,216,255 03	18,040,062,623 93
			7,829,006,641f 82c						
	Moyenne sur 13 années.	785,465,844 78	602,231,280 14	"	1,387,697,124 92	222,081,527 90	1,021,906,654 32	143,708,942 69	1,387,697,124 91

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES.

(PÉRIODE DU 1er JANVIER 1871 AU 1er JANVIER 1884.)

Développement justificatif du résultat exprimant, dans le Tableau résumé des causes et de la composition de la Dette flottante du Trésor (page précédente), *la différence entre l'actif réalisable du Trésor et l'excédent de recette des budgets et des services spéciaux.*

ÉPOQUES auxquelles les situations sont arrêtées.	ACTIF réalisable du Trésor.	EXCÉDENT de recette des budgets et des services spéciaux.	DIFFÉRENCES entre les deux termes ci-contre. Excédent de l'actif réalisable du Trésor.	DIFFÉRENCES entre les deux termes ci-contre. Excédent des budgets et des services spéciaux.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Au 1er janvier 1871	"	"	"	"
Au 1er janvier 1872	1,383,994,379 85	952,521,771 91	431,472,607 94	"
Au 1er janvier 1873	2,070,372,101 79	1,403,061,138 93	667,310,962 86	"
Au 1er janvier 1874	956,029,850 98	539,320,650 65	416,709,200 33	"
Au 1er janvier 1875	884,868,056 17	648,768,088 84	236,099,967 33	"
Au 1er janvier 1876	1,136,809,322 12	627,507,649 75	509,301,672 37	"
Au 1er janvier 1877	1,041,688,995 38	765,640,755 15	276,048,240 23	"
Au 1er janvier 1878	980,745,136 65	688,078,377 77	292,666,758 88	"
Au 1er janvier 1879	1,519,749,045 96	1,137,061,890 90	382,687,155 06	"
Au 1er janvier 1880	1,618,461,012 28	1,221,176,489 11	397,284,523 17	"
Au 1er janvier 1881	1,646,032,606 99	925,662,651 45	720,369,955 54	"
Au 1er janvier 1882	1,712,358,747 47	785,228,841 63	927,129,905 84	"
Au 1er janvier 1883	2,129,325,770 04	601,705,047 47	1,527,620,722 57	"
Au 1er janvier 1884	1,706,113,296 06	661,808,326 36	1,044,304,969 70	"
Totaux	18,786,548,321 74	10,957,541,679 92	7,829,006,641 82	"
			7,829,006,641f 82c	
Moyenne sur 13 années	1,445,119,101 67	842,887,821 53	602,231,280 14	

RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES.

(PÉRIODE DU 1er JANVIER 1884 AU 1er JANVIER 1895.)

Tableau récapitulatif de l'Actif et du Passif réels du Trésor public.

ÉPOQUES auxquelles LES SITUATIONS sont arrêtées.	ACTIF.				PASSIF.		
	DÉCOUVERTS et créances dont la régularisation est ajournée.	AVANCES à rembourser par les budgets ultérieurs ou sur des fonds d'emprunt.	SERVICES débiteurs.	TOTAL de l'actif.	DETTE FLOTTANTE du Trésor.	SERVICES créanciers.	TOTAL du passif.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1885.	1,348,737,889 31	4,718,819 665 32	961,344,514 04	7,028,902,068 67	1,189,351,097 87	5,839,550,970 80	7,028,902,068 67
Au 1er janvier 1886.	1,432,831,892 67	5,175,239,863 92	961,230 567 18	7,569,302,323 77	1,294,408,939 08	6,274,893,384 69	7,569,302,323 77
Au 1er janvier 1887.	931,317,810 86	5,052,754,844 78	1,210,849,932 67	7,194,922,588 31	1,009,775,455 10	6,185,147,133 21	7,194,922,588 31
Au 1er janvier 1888.	1,050,361,248 45	5,207,355,213 21	1,132,774,929 10	7,390,491,390 76	955,095,447 84	6,435,395,942 92	7,390,491,390 76
Au 1er janvier 1889.	988,843,762 76	5,282,600,222 92	1,369,085,850 58	7,640,529,836 26	914,843,196 04	6,725,686,640 22	7,640,529,836 26
Au 1er janvier 1890.	988,844,992 76	5,296,558,826 77	1,392,140,146 90	7,677,543,966 43	998,645,170 41	6,678,898,796 02	7,677,543,966 43
Au 1er janvier 1891.	972,626,518 61	5,237,503,263 90	1,324,957,388 24	7,535,087,170 75	1,098,652,786 40	6,436,434 384 35	7,535,087,170 75
Au 1er janvier 1892.	972,639,587 36	4,953,520,072 53	1,582,069,167 24	7,508,228,827 13	977,790,919 82	6,530,437,907 31	7,508,228,827 13
Au 1er janvier 1893.	972,641,438 89	4,645,768,453 28	1,529,829,743 70	7,148,239,635 87	957,556,556 50	6,190,683,079 37	7,148,239,635 87
Au 1er janvier 1894.	987,304,197 17	4,621,218,944 84	1,251,292,782 45	6,859,815,924 46	1,146,889,546 63	5,712,926,377 83	6,859,815,924 46
Au 1er janvier 1895.	1,071,815,292 99	4,692,770,182 22	1,345,774,702 04	7,110,360,177 25	1,291,341,804 45	5,819,018,372 80	7,110,360,177 25

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES, DU 1ER JANVIER 1884 AU 1ER JANVIER 1895.

ACTIF.

Développement de l'Actif réalisable du Trésor.

ÉPOQUES auxquelles les SITUATIONS sont arrêtées.	VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE. — CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC. — Numéraire — au Trésor.	à la Banque de France.	en dépôt à la Banque d'Algérie.	Portefeuille.	COMPTABLES extérieurs.	TOTAL.	AVANCES À REMBOURSER par les budgets ultérieurs ou sur des fonds d'emprunt.	SERVICES DÉBITEURS.	TOTAL DE L'ACTIF réalisable du Trésor.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1885....	8,691,345 45	150,775,418 51	34,731,400 09	56,207,804 47	127,307,660 38	377,713,628 90	4,718,819,665 32	583,630,885 14	5,680,164,179 36
Au 1er janvier 1886...	11,971,375 60	131,630,223 50	30,083,059 10	49,781.261 71	129,181,825 05	352,647,744 96	5,175,239,863 92	608,582,822 22	6,136,470,431 10
Au 1er janvier 1887..	12,732,837 60	274,377,733 49	26,426,479 18	72,308,896 12	126,158,767 82	512,004,714 21	5,052,754,844 78	698,845,218 46	6,263,604.777 45
Au 1er janvier 1888...	11,651,332 77	158,584,077 35	16,978,747 30	81,720,116 58	106,043,783 60	374,978,057 60	5,207,355,213 21	757,796,911 50	6,340,130,182 31
Au 1er janvier 1889...	10,940,046 24	264,891,556 19	21,289,060 15	55,130,437 34	115,121,534 48	467,372,634 40	5,282,600,222 92	901,713,216 18	6,651,686,073 50
Au 1er janvier 1890...	13,543,284 59	296,627,294 28	32,853,136 15	52,512,298 82	108,908,760 07	504,444,773 91	5,296,558,826 77	887,695,372 99	6,688,698,973 67
Au 1er janvier 1891...	13,037,482 25	176,966,749 26	18,687,488 60	56,112,345 78	103,628,494 97	368,432,560 86	5,237,503,263 90	956,524,827 38	6,562,460,652 14
Au 1er janvier 1892...	14,051,887 01	293,518,461 13	31,027,896 19	55,227,054 19	123,738,811 73	517,564,110 25	4,953,520,072 53	1,064,505,056 99	6,535,589,239 77
Au 1er janvier 1893...	10,777,325 36	230,222 874 07	43,051,168 36	86,477,368 87	119,209,746 55	489,738,483 21	4,645,768,453 28	1,040.091,260 49	6,175,598,196 98
Au 1er janvier 1894...	9,059,788 37	158,191,748 12	59,369,238 52	52,125,549 31	107,779,272 69	386,525,597 01	4,621,218,944 84	864,767,185 44	5,872,511,727 29
Au 1er janvier 1895...	12,353,292 79	169,598,196 65	54,874,824 65	53,384,157 11	122,612,922 34	412,823,393 54	4,692,770,182 22	932,951,308 50	6,038,544,884 26

ACTIF.

Développement des Découverts et Avances du Trésor et des créances irrécouvrables.

ÉPOQUES auxquelles LES SITUATIONS sont arrêtées.	DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR. — DÉCOUVERTS des régimes antérieurs à 1871.	DÉCOUVERTS et avances de 1871 à 1893.	TOTAL.	AVANCES et créances dont la régularisation est ajournée.	TOTAL DES DÉCOUVERTS et créances dont la régularisation est ajournée.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1885....	725,995,047 55	101,681,988 83	827,677,036 38	521,060,852 93	1,348,737,889 31
Au 1er janvier 1886....	725,994,910 75	191,600,284 17	917,595,194 92	515,236,697 75	1,432,831,892 67
Au 1er janvier 1887...	753,089,646 06	A déduire : *303,911,044 25*	449,178,601 81	482,139,209 05	931,317,810 86
Au 1er janvier 1888...	784,053,824 64	A déduire : *179,482,723 04*	604,571,101 60	445,790,146 85	1,050,361,248 45
Au 1er janvier 1889...	1,011,868,610 62	A déduire : *164,689,330 81*	847,179,279 81	141,664,482 95	988,843,762 76
Au 1er janvier 1890...	1,011,868,610 62	A déduire : *164,689,330 81*	847,179,279 81	141,665,712 95	988,844,992 76
Au 1er janvier 1891...	1,011,868,610 62	A déduire : *180,908,004 96*	830,960,605 66	141,665,912 95	972,626,518 61
Au 1er janvier 1892...	1,011,868,610 62	A déduire : *180,908,004 96*	830,960,605 66	141,678,981 70	972,639,587 36
Au 1er janvier 1893...	1,011,868,610 62	A déduire : *180,908,004 96*	830,960,605 66	141,680,833 23	972,641,438 89
Au 1er janvier 1894...	1,011,868,610 62	A déduire : *166,245,357 92*	845,623,252 70	141,680,944 47	987,304,197 17
Au 1er janvier 1895...	1,011,868,610 62	A déduire : *81,734,262 10*	930,134,348 52	141,680,944 47	1,071,815,292 99

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES, DU 1ER JANVIER 1884 AU 1ER JANVIER 1895.

Développement de la Dette flottante du Trésor.

PASSIF.

ÉPOQUES auxquelles LES SITUATIONS sont arrêtées.	EFFETS À PAYER. BONS du Trésor remis à divers particuliers. (Bons ordinaires.)	MANDATS sur le Trésor tirés par les trésoriers généraux et les autres comptables.	TOTAL des effets à payer.	COMPTES COURANTS ET FONDS EN DÉPÔT. COMMUNES et établissements publics.	SERVICE DÉPARTEMENTAL.	CAISSE des dépôts et consignations, s/c courant avec le Trésor.	CAISSE DES DÉPÔTS et consignations, s/c de fonds non employés des caisses d'épargne privées et de la Caisse nationale d'épargne.	CAISSE des dépôts, s/c de fonds non employés de la caisse des retraites de la vieillesse.	TRÉSORIER général des invalides de la marine.	DIVERS CORPS de troupes de la guerre et de la marine.	CRÉDIT FONCIER de France.	GOUVERNEMENT beylical.	CORRESPONDANTS du Trésor. (Trésoriers-payeurs généraux.)	AUTRES correspondants.	TOTAL.	FONDS particuliers des trésoriers-payeurs généraux.	TOTAL DE LA DETTE flottante du Trésor.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1885.	113,813,804 05	15,710,201 21	129,524,005 26	346,017,623 34	"	234,684,576 83	281,001,983 81	35,505,722 66	9,653,212 66	9,837,424 97	"	12,121,329 17	50,021,673 18	636,410 67	979,479,957 29	80,347,135 32	1,189,351,097 87
Au 1er janvier 1886.	47,435,060 50	14,766,891 58	62,201,952 08	321,298,650 15	"	230,424,414 32	443,461,474 59	70,614,080 95	10,884,163 53	8,982,169 66	"	4,503,142 90	47,603,487 25	685,545 88	1,138,457,129 23	93,749,857 77	1,294,408,939 08
Au 1er janvier 1887.	31,791,787 40	8,814,518 18	40,606,305 58	337,963,758 37	"	234,589,129 08	197,787,340 80	62,026,898 03	4,508,485 20	10,216,361 93	"	6,607,393 46	36,429,794 54	1,080,528 73	891,209,690 14	77,959,459 38	1,009,775,455 10
Au 1er janvier 1888.	17,160,867 20	9,291,251 90	26,452,119 10	342,116,372 25	"	236,893,574 52	183,594,488 15	41,530,848 91	4,747,015 29	11,233,663 49	"	9,404,261 09	29,736,189 18	1,893,325 84	861,149,743 72	67,493,585 02	955,095,447 84
Au 1er janvier 1889.	53,353,487 70	15,125,065 08	68,478,552 78	341,859,429 98	"	231,695,046 49	128,087 147 40	47,330,034 41	"	12,425,994 34	"	8,979,444 07	21,012,516 51	1,262,708 24	792,652,921 44	53,711,721 82	914,843,196 04
Au 1er janvier 1890.	28,274,821 86	11,762,329 37	40,037,151 23	371,568,628 65	"	300,229,534 53	144,394,470 24	46,543,359 44	"	13,738,331 72	"	2,704,876 20	23,402,711 29	1,206 092 82	903,788,004 89	54,820,014 29	998,645,170 41
Au 1er janvier 1891.	109,395,160 90	12,416,922 54	121,812,083 44	364,245,514 69	"	329,853,033 07	142,292,322 10	49,021,401 50	5,327,659 59	14,803,062 95	"	5,320,319 31	16,049,839 79	1,067,531 07	927,980,676 07	48,860,026 89	1,098,652,786 40
Au 1er janvier 1892.	44,269,189 05	15,848,344 32	60,117,533 37	364,091,565 41	"	274,571,191 84	146,041,567 78	46,111,936 34	6,215,268 61	14,592,661 30	"	4,329,561 84	14,821,096 00	1,145,044 19	871,919,901 31	45,753,485 14	977,790,919 82
Au 1er janvier 1893.	43,518,317 05	1,925 674 15	45,443,991 20	369,832,472 96	"	290,064,041 76	140,778,942 37	17,674,800 15	6,123,517 40	13,457,247 69	"	6,614,750 95	14,908,853 80	887,180 71	860,341,807 79	51,770,757 51	957,556,556 50
Au 1er janvier 1894.	204,364,860 65	13,180,523 60	217,545,384 25	375,074,459 21	87,703,301 24	196,050,814 24	139,721,600 59	29,764,146 93	5,379,345 07	14,410,450 00	5,000,000 00	7,644,872 49	14,221,025 76	747,099 70	875,717,115 23	53,627,047 15	1,146,889,546 63
Au 1er janvier 1895.	216,883,275 80	446,318 55	217,329,594 35	405,657,025 48	85,657,260 86	288,694,999 56	125,441,424 14	45,635,036 10	5,375,543 03	15,893,100 00	22,392,973 60	4,797,322 34	13,160,935 08	1,460,599 94	1,014,166,220 13	59,845,989 97	1,291,341,804 45

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES, DU 1er JANVIER 1884 AU 1er JANVIER 1895.

Tableau résumé des Causes *et de la* Composition *de la Dette flottante du Trésor.*

Époques auxquelles les situations sont arrêtées.	Causes de la dette flottante. — Découverts et avances du Trésor.	Avances et créances dont la régularisation est ajournée.	Avances à rembourser par les budgets ultérieurs ou sur des fonds d'emprunt.	Différence entre l'excédent des services créanciers sur les services débiteurs. (Voir le développement spécial à la page suivante.) *A déduire.*	Total des besoins de trésorerie à couvrir par la dette flottante.	Composition de la dette flottante. — Effets à payer. (Bons du Trésor et mandats sur le Trésor.)	Comptes courants et fonds en dépôt.	Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux.	Montant de la dette flottante.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1885.	827,677,036 38	521,060,852 93	4,718,819,665 32	4,878,206,456 76	1,189,351,097 87	129,524,005 26	979,479,957 29	80,347,135 32	1,189,351,097 87
1886.	917,595,194 02	515,236,697 75	5,175,239,863 92	5,313,662,817 51	1,294,408,939 08	62,201,952 08	1,138,457,129 23	93,749,857 77	1,294,408,939 08
1887.	449,178,601 81	482,139,209 05	5,052,754,844 78	4,974,297,200 54	1,009,775,455 10	40,606,305 58	891,209,690 14	77,959,459 38	1,009,775,455 10
1888.	604,571,101 60	445,790,146 85	5,207,355,213 21	5,302,621,013 82	955,095,447 84	26,452,119 10	861,149,743 72	67,493,585 02	955,095,447 84
1889.	847,179,279 81	141,664,482 95	5,282,600,222 92	5,356,600,789 64	914,843,196 04	68,478,552 78	792,652,921 44	53,711,721 82	914,843,196 04
1890.	847,179,279 81	141,665,712 95	5,296,558,826 77	5,286,758,649 12	998,645,170 41	40,037,151 23	903,788,004 89	54,820,014 29	998,645,170 41
1891.	830,960,605 66	141,665,912 95	5,237,503,263 90	5,111,476,996 11	1,098,652,786 40	121,812,083 44	927,980,676 07	48,860,026 89	1,098,652,786 40
1892.	830,960,605 66	141,678,981 70	4,953,520,072 53	4,948,368,740 07	977,790,919 82	60,117,533 37	871,919,901 31	45,753,485 14	977,790,919 82
1893.	830,960,605 66	141,680,833 23	4,645,768,453 28	4,660,853,335 67	957,556,556 50	45,443,991 20	860,341,807 79	51,770,757 51	957,556,556 50
1894.	845,623,252 70	141,680,944 47	4,621,218,944 84	4,461,633,595 38	1,146,889,546 63	217,545,384 25	875,717,115 23	53,627,047 15	1,146,889,546 63
1895.	930,134,348 52	141,680,944 47	4,692,770,182 22	4,473,243,670 76	1,291,341,804 45	217,329,594 35	1,014,166,220 13	59,845,989 97	1,291,341,804 45
Totaux.	8,762,019,912 53	2,955,944,719 30	54,884,109,553 69	54,767,723,265 38	11,834,350,920 14	1,029,548,672 64	10,116,863,167 24	687,939,080 26	11,834,350,920 14
	66,602,074,185f 52c								
Moyenne sur 11 années	796,547,264 77	268,722,247 21	4,989,464,504 88	4,978,883,933 21	1,075,850,083 65	93,595,333 88	919,714,833 38	62,539,916 39	1,075,850,083 65
	6,054,734,016f 86c								

Développement justificatif du résultat exprimant, dans le Tableau résumé des causes et de la composition de la Dette flottante du Trésor (page précédente), *la différence entre l'excédent des services créanciers sur les services débiteurs.*

Époques auxquelles les situations sont arrêtées.	Actif. — Services débiteurs. (Page 807) Pour les opérations du présent compte.	Passif. — Services créanciers. (Page 807) Pour les opérations du présent compte.	Différences entre les deux termes ci-contre. — Excédent des services créanciers (à déduire de l'actif).	Excédent des services débiteurs (à ajouter à l'actif).
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Au 1er janvier 1885	961,344,514 04	5,839,550,970 80	4,878,206,456 76	"
Au 1er janvier 1886	961,230,567 18	6,274,893,384 69	5,313,662,817 51	"
Au 1er janvier 1887	1,210,849,932 67	6,185,147,133 21	4,974,297,200 54	"
Au 1er janvier 1888	1,132,774,929 10	6,435,395,942 92	5,302,621,013 82	"
Au 1er janvier 1889	1,369,085,850 58	6,725,686,640 22	5,356,600,789 64	"
Au 1er janvier 1890	1,392,140,146 90	6,678,898,796 02	5,286,758,649 12	"
Au 1er janvier 1891	1,324,957,388 24	6,436,434,384 35	5,111,476,996 11	"
Au 1er janvier 1892	1,582,069,167 24	6,530,437,907 31	4,948,368,740 07	"
Au 1er janvier 1893	1,529,829,743 70	6,190,683,079 37	4,660,853,335 67	"
Au 1er janvier 1894	1,251,292,782 45	5,712,926,377 83	4,461,633,595 38	"
Au 1er janvier 1895	1,345,774,702 04	5,819,018,372 80	4,473,243,670 76	"
Totaux	14,061,349,724 14	68,829,072,989 52	54,767,723,265 38	"
			54,767,723,265f 38c	
Moyennes sur 11 années	1,278,304,520 38	6,257,188,453 59	4,978,883,933 21	"

COMPTES SPÉCIAUX.

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE.

COMPTES DE DIVERS SERVICES PUBLICS.

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE.

COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE

POUR L'ANNÉE 1894.

NOTE

SUR LE COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE.

Au 1er janvier 1895, la Dette consolidée du Trésor public se compose :

1° Des rentes 3 1/2 p. o/o inscrites en vertu de la loi du 17 janvier 1894 (conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883).

2° Des rentes 3 p. o/o inscrites en vertu de la loi du 27 avril 1825 et des lois subséquentes.

Le compte de la Dette consolidée comprend plusieurs états ou tableaux qui font connaître le mouvement de cette dette depuis son origine, par nature de rentes et dans son ensemble, savoir :

1° *Un état de situation des crédits en rentes* (il résulte de ce premier document que les rentes restant à inscrire sur les crédits s'élèvent à 5,528 francs);

2° Un tableau des emprunts en rentes négociés de 1816 à 1872;

3° Un tableau des rentes perpétuelles négociées depuis 1872;

4° et 5° *Deux états présentant le mouvement des rentes* de 3 1/2 p. o/o et 3 p. o/o depuis leur création, avec la distinction des opérations effectuées pendant la dernière année, tant en accroissements qu'en décroissements.

Suite de la *Note sur le compte de la Dette consolidée.*

La balance de ces opérations donne, pour résultat final, la situation ci-après des rentes inscrites au grand-livre à l'époque du 1er janvier 1895 [1] :

	MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1894.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Accroissement.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1894. Décroissement.	SITUATION DES RENTES AU 1er JANVIER 1895. MONTANT des rentes.	CAPITAL NOMINAL.	NOMBRE DES inscriptions.
Rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883)	305,540,275f 800	"	305,540,275f 800	"	"	"
Rentes 3 p. 0/0.....	456,467,701 362	2,914f	3,402f	456,467,213 362	15,215,573,779f	2,242,646
Rentes 3 1/2 p. 0/0....	"	237,640,855 841	1,674 555	237,639,181 286	6,789,690,894	1,785,191
TOTAUX....	762,007,977 162	237,643,769 841	305,545,352 355	694,106,394 648	22,005,264,673	4,027,837
NET du décroissement.....		67,901,582f 514				
RENTES restant à inscrire.....				5,528		
TOTAL.....				694,111,922 648		

6° *Un tableau indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur;*

7° *Un état indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de fonds;*

8° *Un tableau présentant, par nature de rentes et par période, le* montant des rentes *inscrites* et des rentes annulées;

9° Un tableau sommaire indiquant par période et par fonds, depuis l'origine du grand-livre, avec la distinction des rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, le montant des rentes *créées* et des rentes annulées.

D'après ce résumé, le montant des rentes inscrites pour la liquidation des anciennes dettes de l'État et des pays réunis s'élevait, au 1er avril 1814, à..... 63,307,637f 000

Depuis cette époque, les rentes créées pour les besoins du service se sont élevées à 1,915,477,795 263

TOTAL des rentes créées jusqu'au 1er janvier 1895..... 1,978,785,432 263

A reporter..... 1,978,785,432 263

[1] Les rentes 3 p. 0/0 amortissables qui figurent ci-après pages 873 à 885 présentent, au 1er janvier 1895, la situation suivante :

Nombre des parties.....	453,745
Montant des rentes inscrites.....	118,842,165 francs.
Montant du capital nominal.....	3,961,405,500

Suite de la *Note sur le compte de la Dette consolidée.*

Report.....			1,978,785,432f 263

Les annulations s'élèvent à 1,284,673,509 fr. 615, savoir :

Rentes annulées comme ayant fait retour à l'État, ou par suite d'échange, de remboursements et réductions à divers titres...		1,058,548,483f 615	
Rentes annulées par l'intermédiaire de la Caisse d'amortissement, savoir (voir page 864) :			
Rentes rachetées directement.....	83,418,063f 000		
Rentes achetées par la Caisse des retraites pour la vieillesse.	12,577,793 000	226,125,026 000	
Rentes annulées comme provenant de la consolidation des réserves de l'amortissement.....	130,129,170 000		
TOTAL des annulations.....		1,284,673,509 615	1,284,673,509 615
RESTE pour le montant des rentes au 1er janvier 1895...			694,111,922 648 (1)

10° *Un relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1895.*

Ces divers documents sont suivis d'annexes contenant des développements particuliers sur les opérations de la conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o et des obligations trentenaires en 3 p. o/o. (Loi et décret du 12 février 1862.)

(1) Ce chiffre ne comprend pas les rentes inscrites par suite des emprunts contractés depuis 1878 en rentes 3 p. o/o amortissables qui sont classées au budget, non à la *Dette consolidée*, mais aux *Capitaux remboursables à divers titres.* C'est donc sous ce titre qu'on en trouvera plus loin (pages 873 à 885) le compte détaillé.

COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE.

I. — *Situation, au 1er janvier 1895, des crédits d'inscriptions en rentes.*

LOIS ET DÉCRETS qui ont ouvert les crédits. (A)	AFFECTATION DES CRÉDITS.	CRÉDITS ACCORDÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	CRÉDITS ACCORDÉS — PENDANT l'année 1894.	CRÉDITS ACCORDÉS — TOTAL.	RENTES INSCRITES SUR LES CRÉDITS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	RENTES INSCRITES SUR LES CRÉDITS — PENDANT l'année 1894.	RENTES INSCRITES SUR LES CRÉDITS — TOTAL.	CRÉDIT RESTANT à employer au 1er janvier 1895.
		francs.	francs. m.	francs. m.	francs.	francs. m.	francs. m.	francs.
Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.....	Consolidation des fonds des caisses d'épargne.	13,157,894	»	13,157,894	13,157,894	»	13,157,894	»
	Consolidation des fonds de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	1,879,699	»	1,879,699	1,879,699	»	1,879,699	»
	Emprunt de 500 millions.....	18,947,368	»	18,947,368	18,947,368	»	18,947,368	»
Loi et décret du 7 novembre 1887.....	Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1852) et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o.....	(B) 37,632,997	»	37,632,997	37,632,997	»	37,632,997	»
Loi du 24 décembre 1890, décret et arrêté du 2 janvier 1891.....	Émission de rentes 3 o/o (1891).....	28,184,376	»	28,175,934	28,175,934	2,914	28,178,848	5,528
Loi et décret du 17 janvier 1894.	Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o..	»	237,640,855 841	237,640,855 841	»	237,640,855 841	237,640,855 841	»
	TOTAUX.....	99,802,334	237,640,855 841	337,443,189 841	99,793,892	237,643,769 841	337,437,661 841	5,528

(A) Pour la situation des crédits ouverts par des lois antérieures à celle du 1er mai 1886, voir le compte général des finances (année 1872, page 438; année 1883, page 868).

(B) Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o.....	28,058,259f 705
Conversion des rentes 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o.....	324,030 529
TOTAL.....	28,382,290 234
A déduire : rentes 4 1/2 p. o/o dont le remboursement demandé par des rentiers habitant les colonies a été autorisé postérieurement à la conversion de ces rentes en 3 p. o/o. Ces rentes montaient en 4 1/2 à 234 francs, soit en 3 p. o/o à.....	194 922
Il reste donc pour les rentes 3 p. o/o provenant de la conversion d'office une somme de.....	28,382,095 312
Souscriptions privilégiées attribuées aux détenteurs de titres de rentes 4 1/2 p. o/o (1852) et 4 p. o/o.....	1,792,886 000
Rentes négociées ou remises à divers.....	7,458,015 688
TOTAL ÉGAL aux crédits d'inscription.....	37,632,997 000

NOTE

SUR

L'ÉMISSION DE RENTE 3 P. 0/0 EFFECTUÉE EN 1891.

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

EXTRAIT DE LA LOI DU 24 DÉCEMBRE 1890.

ARTICLE PREMIER.

Le Ministre des Finances est autorisé à aliéner au mieux des intérêts du Trésor et à inscrire au Grand-Livre de la Dette publique, avec jouissance du 1er janvier 1891, la somme de rente trois pour cent (3 p. 0/0) nécessaire :

1° Pour produire un capital effectif de 391,863,000 francs augmenté des dépenses matérielles et des frais quelconques de l'opération autorisée par la présente loi, lesquels ne pourront excéder un capital de 2,975,000 francs;

2° Pour le remboursement à l'échéance des obligations du Trésor à court terme, aux échéances des 1er mars et 1er septembre 1891, et 1er mars et 1er septembre 1892, s'élevant ensemble à la somme de 303,100,000 francs.

L'article 41 de la loi du 17 juillet 1889 est abrogé.

. . . . . .

ART. 4.

Le Ministre des Finances est autorisé à prélever sur le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations la somme de rente trois pour cent (3 p. 0/0) nécessaire pour procéder au remboursement des

Suite de la *Note sur l'Émission de rente 3 p. 0/0.*

obligations du Trésor et des bons de liquidation émis en vertu des lois des 7 avril et 26 juillet 1873 et 29 décembre 1876, restant en circulation au 31 décembre 1890, et non remboursables sur les crédits ouverts aux budgets des exercices antérieurs à 1891.

Il est autorisé à inscrire au Grand-Livre de la Dette publique, avec jouissance du 16 janvier 1891, et à remettre à la Caisse des dépôts et consignations la somme de rente trois pour cent (3 p. o/o) amortissable nécessaire pour remplacer dans son portefeuille les rentes trois pour cent (3 p. o/o) mentionnées au paragraphe premier du présent article.

ART. 5.

Les rentes trois pour cent (3 p. o/o) mentionnées à l'article précédent seront annulées. Le Ministre des Finances est autorisé à aliéner au mieux des intérêts du Trésor et à inscrire au Grand-Livre de la Dette publique une somme de rente trois pour cent (3 p. o/o) égale à celle qui aura été annulée, les deux opérations d'annulation et d'inscription devant avoir la même date de jouissance.

. . . . . .

ART. 8.

Les conditions dans lesquelles s'effectueront les opérations autorisées par la présente loi seront déterminées par décret du Président de la République.

EXTRAIT DU DÉCRET DU 2 JANVIER 1891

autorisant l'émission, par voie de souscription publique, de la rente 3 p. 0/0 nécessaire à la réalisation d'un capital de 869,488,000 francs.

. . . . . .

ARTICLE PREMIER.

Le Ministre des Finances est autorisé à procéder, par voie de souscription publique, à l'aliénation de la somme de rente 3 p. o/o nécessaire pour réaliser, en exécution des articles 1 et 5 de la loi du 24 décembre 1890, un capital effectif de 869,488,000 francs.

ART. 2.

Lesdites rentes 3 p. o/o seront émises au taux de quatre-vingt-douze francs cinquante-cinq centimes (92 fr. 55) par trois francs (3 fr.) de rente.

. . . . . .

Suite de la *Note sur l'Émission de rente 3 p. 0/0.*

EXTRAIT DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 2 JANVIER 1891

fixant les conditions et l'époque de l'émission de la somme de rente 3 p. 0/0 nécessaire à la réalisation d'un capital de 869,488,000 francs.

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

ARTICLE PREMIER.

Une souscription publique sera ouverte le 10 janvier 1891 au matin et close le soir même, pour la réalisation d'une somme de 869,488,000 francs en rente 3 p. 0/0.

Il ne sera admis aucune liste de souscriptions.

. . . . . .

ART. 3.

Les rentes seront émises au prix de 92 fr. 55 par 3 francs de rente. Jusqu'à la réalisation de ce prix, les versements porteront intérêt dans les conditions déterminées par l'article 8 ci-après.

. . . . . .

. . . . . .

ART. 4.

Il ne sera pas admis de souscription inférieure à 3 francs de rente.

Au-dessus de cette somme, les souscriptions seront reçues pour 10 francs de rente et les multiples de 10 francs.

Toutefois les souscriptions supérieures à 3,000 francs de rente ne seront reçues que pour des multiples de 100 francs de rente.

Les souscriptions devront être faites sans condition, et le Ministre des Finances restera seul juge de leur validité.

ART. 5.

Les souscripteurs seront tenus de garantir leur souscription par le versement immédiat d'une somme de 15 francs par 3 francs de rente effectué en numéraire ou en billets de la Banque de France ou, en Algérie, en billets de la Banque de l'Algérie.

Toutefois les porteurs d'obligations du Trésor et de bons de liquidation ayant la libre disposition de ces valeurs seront admis à affecter à la garantie de leur souscription les titres appelés au remboursement en exécution de l'article 62 de la loi du 26 décembre 1890 . . . . . .

. . . . . .

Suite de la *Note sur l'Émission de rente 3 p. 0/0.*

ART. 7.

Le versement du prix des rentes attribuées sera effectué comme il suit :

Le jour de la souscription	15f 00c	par 3 francs de rente.
A la répartition	15 00	———
Le 1er avril 1891	15 00	———
Le 1er juillet 1891	15 00	———
Le 1er janvier 1892	15 00	———
Le 1er juillet 1892	17 55	———
TOTAL	92 55	par 3 francs de rente.

ART. 8.

Les intérêts courus sur les versements effectués avant la libération complète des titres seront déduits des versements successivement exigibles.

Le montant desdits intérêts est fixé ainsi qu'il suit :

Au 1er avril 1891	0f 15c	par 3 francs de rente.
Au 1er juillet 1891	0 30	———
Au 1er janvier 1892	1 05	———
Au 1er juillet 1892	1 20	———

. . . . . .

ART. 12.

Le Ministre des Finances se réserve le droit d'autoriser la libération anticipée des termes de versement.

ART. 13.

Aussitôt après leur libération intégrale, les certificats provisoires seront échangés, au choix des parties, contre des inscriptions de rentes nominatives, mixtes ou au porteur.

Ces inscriptions porteront jouissance courante.

Suite de la *Note sur l'Émission de rente 3 p. 0/0.*

EXTRAIT DU DÉCRET DU 14 JANVIER 1891.

ARTICLE PREMIER.

Le Ministre des Finances est autorisé à inscrire au Grand-Livre de la Dette publique, avec jouissance du 16 janvier 1891, et à remettre à la Caisse des dépôts et consignations un titre de cinq millions cinq cent trois mille six cent quatre-vingt-quinze francs (5,503,695 fr.) de rente trois pour cent (3 p. 0/0) amortissable.

La Caisse des dépôts et consignations remettra au Trésor, en échange, un titre de cinq millions cinq cent soixante mille sept cent soixante-dix-sept francs (5,560,777 fr.) de rente trois pour cent (3 p. 0/0), jouissance du 1er janvier 1891.

Le Trésor versera à la Caisse des dépôts et consignations une soulte de vingt-sept mille quatre cent quatre-vingts francs cinq centimes (27,480 fr. 05).

ART. 2.

Le Trésor payera à la Caisse des dépôts, pour lui tenir compte de la différence de jouissance des deux rentes échangées, une somme de deux cent trente et un mille six cent quatre-vingt-dix-neuf francs cinq centimes (231,699 fr. 05).

ART. 3.

La dépense de 231,699 fr. 05 prévue à l'article précédent, ainsi que la soulte de 27,480 fr. 05 prévue à l'article 1er, seront, sous réserve de leur imputation ultérieure sur un crédit budgétaire, imputées provisoirement à un compte de trésorerie.

ART. 4.

Les rentes trois pour cent (3 p. 0/0) remises au Ministre des Finances par la Caisse des dépôts et consignations en vertu de l'article 1er du présent décret seront annulées à partir du 1er janvier 1891.

En conformité des dispositions qui précèdent, une décision du Ministre des Finances du 3 février 1891 a prescrit :

1° L'annulation d'une somme de rente 3 p. 0/0 montant à 5,560,777 francs, avec jouissance du 1er janvier 1891 ;

2° L'inscription d'une somme de rente 3 p. 0/0 amortissable de 5,503,695 francs, avec jouissance du 16 janvier 1891, ladite somme répartie à raison de 33,765 francs dans chacune des 163 séries existantes.

Suite du **COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE.**

II. — *Tableau des emprunts en rentes négociés depuis 1816 jusqu'au 1er janvier 1873* (A).

(A) Pour les emprunts en rentes 3 p. o/o amortissables, voir ci-après, page 904.

NOTA. Des rentes 5 p. o/o appartenant au Trésor à divers titres, notamment celles de l'ancienne Caisse d'amortissement, ont été vendues sur la place en 1815, négociés en 1821 et provenant d'achats faits sur la place en 1818 (compte de 1837, page 423).

LOIS qui ont autorisé les emprunts.	DATES des négociations.	NATURE des rentes.	MONTANT des rentes.	TAUX de la négociation.	PRODUIT des emprunts.	MODE DE NÉGOCIATION.
Loi du 28 avril 1816, art. 117....	1er mai 1816..... 1er avril 1817....	5 p. 0/0	6,000,000f	57f 26c (Prix moyen.)	69,763,000f	Sur la place et à l'étrag
Loi du 25 avril 1817.....	Années 1817-1818.	5 p. 0/0	30,000,000	57 51 (Prix moyen.)	345,065,000	Compagnies françaises et étrangères. (Négociations sur la place.)
Lois des 6 et 15 mai 1818.....	9 mai 1818.....	5 p. 0/0	14,925,500	66 50	197,909,040	A divers souscripteurs.
Loi du 6 mai 1818.....	9 octobre 1818...	5 p. 0/0	12,313,433	67 00	165,000,000	Maisons Hope et Cie, et Baring frères et Cie.
Lois des 6 et 15 mai 1818 et du 8 mars 1821.....	9 août 1821.....	5 p. 0/0	9,585,220	85 55	164,003,114	Maisons Hottinguer et Cie, Hope et Cie, Bagneault et Cie, Delessert et Cie. (Adjudication.)
Lois de 1821, 1822 et 1823.....	10 juillet 1823...	5 p. 0/0	23,114,516	89 55	413,989,981	Maison Rothschild frères. (Adjudication.)
Loi du 19 juin 1828.....	12 janvier 1830...	4 p. 0/0	3,134,950	107 07 1/2	80,000,005	*Idem.*
			99,073,619		1,435,721,140	
Loi du 25 mars 1831.....	19 avril 1831....	5 p. 0/0	7,142,858	84 00	120,000,014	Divers banquiers et receveurs généraux. (Adjudication.)
Loi du 21 avril 1831.....	Emp^t national 1831.	5 p. 0/0	1,021,945	Pair.	20,438,900	Divers souscripteurs.
Lois de 1831 et du 21 avril 1832..	8 août 1832.....	5 p. 0/0	7,614,213	98 50	150,000,000	Maisons Rothschild, Davillers et Hottinguer. (Adjudication.)
Loi du 25 juin 1841.....	18 octobre 1841..	3 p. 0/0	5,730,659	78 52 1/2	150,000,000	Rothschild frères, Hottinguer, Baudon, Saint-Didier et receveurs généraux. (Adjudication.)
Loi du 25 juin 1841.....	9 décembre 1844..	3 p. 0/0	7,079,646	84 75	200,000,000	Maison Rothschild frères. (Adjudication.)
Loi du 8 août 1847.....	10 novembre 1847.	3 p. 0/0	2,569,413 (A)	78 25	64,449,443	*Idem.*
			31,158,734		704,888,357	
Lois des 31 mars 1837 et 26 juin 1845.....	Fonds des caisses d'épargne	4 p. 0/0	8,092,647	Pair.	202,316,175	Compte courant des caisses d'épargne.

(A) Partie réalisée de l'emprunt de 250 millions adjugé en 1847.

1817 et 1821, pour une somme de 4,571,697 francs. Elles ne sont pas comprises dans l'état des emprunts ci-après, ainsi qu'une somme de 2,929,000 francs

LOIS qui ont autorisé les emprunts.	DATES des négociations.	NATURE des rentes.	MONTANT des rentes.	TAUX de la négociation.	PRODUIT des emprunts.	MODE DE NÉGOCIATION.
Décret du 9 mars 1848.....	Emp^t national 1848.	5 p. 0/0	1,309,104f	Pair.		
Décrets des 7 juillet, 9 août et 21 novembre 1848.....	Compensation aux souscripteurs de l'emp^t national...	"	519,283	Ramené par la compensation à 71f 60c	26,182,213f00	Divers souscripteurs. (Compte de 1845, page 454.)
Décret du 24 juillet 1848.....	25 juillet 1848...	5 p. 0/0	13,107,000	75f 25c	197,260,350 00	Rentes attribuées aux porteurs des certificats de l'emprunt de 1847.
			14,935,387		223,442,563 00	
Loi du 11 mars 1854.....	Mars 1854.....	4 1/2 p. 0/0	4,550,640	92 50	93,540,933 00	Souscriptions publiques.
		3 p. 0/0	7,159,590	65 25	155,721,082 50	
Loi du 31 décembre 1854.....	Janvier 1855.....	4 1/2 p. 0/0	8,052 120	92 00	164,621,120 00	
		3 p. 0/0	15,857,530	65 25	344,901,277 50	
Loi du 11 juillet 1855.....	Juillet 1855.....	4 1/2 p. 0/0	4,389,760	92 25	89,990,080 00	
		3 p. 0/0	31,699,740	65 25	689,469,345 00	
Loi du 2 mai 1859.....	Mai 1859.....	4 1/2 p. 0/0	573,710	90 00	11,474,200 00	
		3 p. 0/0	25,199,660	60 00	508,193,143 33	
Lois de 1855 et 1857.....	Années 1857, 1858, 1859, 1860 et 1861.....	3 p. 0/0	7,942,315	Divers taux, moyenne 69f 10c	182,947,676 00	Consolidation des fonds de la dotation de l'armée.
Loi du 9 juin 1857.....	31 décembre 1859.	3 p. 0/0	4,000,000	75 00	100,000,000 00	Traité avec la Banque de France.
Loi du 12 février 1862.....	1862 Conversion des obligations trentenaires.....	3 p. 0/0	12,092,520	66 49 moyenne.	268,000,000 00	Produit approximatif d'après les divers taux d'émission des obligations (page 434 du compte de 1862). (443f 25c en moyenne pour 604,626 obligations.)
Loi du 30 décembre 1863.....	Janvier 1864.....	3 p. 0/0	14,249,339	66f 30c	314,910,391 90	Souscription publique.
Loi du 1er août 1868.....	Août 1868.....	3 p. 0/0	19,514,315	69 25	450,456,720 32	*Idem.*
Loi du 2 août 1868.....	Année 1869.....	3 p. 0/0	4,000,000	Pair.	"	Conversion des titres mexicains.
Loi du 12 août 1870.....	Année 1870.....	3 p. 0/0	39,830,306	60f 60c	804,572,181 20	Souscription publique.
			199,111,545		4,178,798,150 75	
Loi du 20 juin 1871.....	Année 1871.....	5 p. 0/0	138,975,295	82 50	2,293,092,367 50	*Idem.*
Loi du 15 juillet 1872.....	Année 1872.....	5 p. 0/0	207,026,310	84 50	3,498,744,639 00	*Idem.*
			346,001,605		5,791,837,006 50	

Suite du COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE.

III. — *Tableau des rentes perpétuelles négociées ou remises à divers postérieurement à 1872.*

LOIS QUI ONT AUTORISÉ LES NÉGOCIATIONS.	DATES DES NÉGOCIATIONS.	NATURE DES RENTES.	MONTANT DES RENTES.	TAUX de la NÉGOCIATION.	MONTANT DU CAPITAL.	MODE DE LA NÉGOCIATION.
Loi du 1er mai 1886	10 mai 1886	3 p. 0/0	13,157,894f000	79f80c	349,999,980f40c	Consolidation des fonds des caisses d'épargne.
	10 mai 1886	3 p. 0/0	1,879,689 000	79,80	49,999,993 40	Consolidation des fonds de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.
	10 mai 1886	3 p. 0/0	18,947,368 000	79,80	503,999,988 80	Souscription publique.
Loi du 7 novembre 1887	Du 14 au 23 novembre 1887	3 p. 0/0	1,792,886 000	80,10	47,870,056 20	Souscription privilégiée.
	Du 24 février au 20 septembre 1888	3 p. 0/0	6,000,000 000	83,4341 (Taux moyen)	165,782,708 35	Emploi des fonds des caisses d'épargne. (Cession à la Caisse des dépôts et consignations.)
	Du 1er au 5 novembre 1888	3 p. 0/0	1,458,015f688	82f51c (Taux moyen)	40,816,578 30	Rentes négociées.
Loi du 24 décembre 1890	10 janvier 1891	3 p. 0/0	28,184,376 00	92f55	869,488,000 00	Souscription publique.

IV. — *Mouvement et situation des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883)* [A].

ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À L'ANNÉE 1894.		
Conversion des rentes 5 p. 0/0 en rentes 4 1/2, en exécution de la loi et du décret du 27 avril 1883.		
Montant des rentes 5 p. 0/0 au 31 juillet 1883	340,182,317f 00c	
Déduction d'un dixième	34,018,231 70	
Reste en rentes 4 1/2 p. 0/0	306,164,085 30	306,164,085f 30c
Rentes 4 1/2 p. 0/0 émises pour produire le capital correspondant aux rentes 5 p. 0/0 remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion. (Loi du 27 avril 1883, art. 9.)		3,963 00
ACCROISSEMENT PENDANT L'ANNÉE 1894.		
Néant		"
Total général des accroissements		306,168,048 30
DÉCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À L'ANNÉE 1894.		
Rentes annulées en exécution des lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1861 par la Caisse des retraites pour la vieillesse	627,745f 50c	
Annulation de rentes au nom du domaine de l'État. (Décisions ministérielles des 15 juillet 1889 et 6 juin 1890.)	27 00	
DÉCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1894.		
Annulation de rentes remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	60,692 00	
Annulation de rentes converties en exécution de la loi du 17 janvier 1894	305,479,583 80	
Total général des décroissements	306,168,048 30	306,168,048 30
Reste pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1895		"
Nombre d'inscriptions	Néant.	

(A) Pour le mouvement et la situation des rentes 5 p. 0/0, voir le Compte général des finances : année 1852 (page 440), année 1883 (page 872).
Pour le mouvement et la situation des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852), voir le Compte général des finances : année 1887 (page 431).
Pour le mouvement et la situation des rentes 4 p. 0/0, voir le Compte général des finances : année 1887 (page 732).

CONVERSION

DES RENTES 4 1/2 P. 0/0 EN RENTES 3 1/2 P. 0/0.

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

EXTRAIT DE LA LOI DU 17 JANVIER 1894

portant autorisation de rembourser ou de convertir en rentes 3 1/2 p. 0/0 les rentes 4 1/2 p. 0/0 inscrites au Grand-Livre de la Dette publique.

ARTICLE PREMIER.

Le Ministre des Finances est autorisé à rembourser les rentes 4 1/2 p. 0/0 inscrites au Grand-Livre de la Dette publique à raison de 100 francs par 4 fr. 1/2 de rente, ou à les convertir en nouvelles rentes 3 1/2 p. 0/0 portant jouissance du 16 février 1894, à raison de 3 fr. 1/2 de rente pour 4 fr. 1/2 de rente.

ART. 2.

L'exercice du droit de remboursement de l'État est suspendu pour les nouvelles rentes 3 1/2 p. 0/0 pendant un délai de huit années à courir du 16 février 1894.

ART. 3.

Le nouveau fonds 3 1/2 p. 0/0 pourra être divisé en séries. Les arrérages en sont payables par trimestre et le minimum de rente inscriptible est fixé pour ledit fonds à 2 francs.

Tous les privilèges et immunités attachés aux rentes sur l'État sont assurés aux rentes du nouveau fonds 3 1/2 p. 0/0.

Suite de la *Conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 en rentes 3 1/2 p. 0/0.*

Ces rentes sont insaisissables, conformément aux dispositions des lois des 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII, et peuvent être affectées aux remplois et placements spécifiés par l'article 29 de la loi du 16 septembre 1871.

ART. 4.

Tout propriétaire de rente 4 1/2 p. 0/0 qui, dans un délai de huit jours à courir de l'époque qui sera fixée par décret du Président de la République, n'aura pas demandé le remboursement sera considéré comme ayant accepté la conversion.

. . . . . .

ART. 6.

Les rentes converties jouiront des intérêts à 4 1/2 p. 0/0 jusqu'au 16 février 1894.

. . . . . .

ART. 9.

Le Ministre des Finances est autorisé à pourvoir aux demandes de remboursement qui seront faites au moyen de l'émission, au mieux des intérêts du Trésor, de rentes 3 1/2 p. 0/0 nouvelles jusqu'à concurrence de la somme de rente nécessaire pour produire le capital correspondant auxdites demandes.

. . . . . .

ART. 11.

Les conditions dans lesquelles s'effectueront le remboursement et la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0, l'émission des rentes 3 1/2 p. 0/0 nouvelles, leur division en séries, la délivrance aux ayants droit de promesses de rentes au porteur pour les fractions de rentes non inscriptibles et, s'il y a lieu, le remboursement de ces promesses, seront déterminées par décrets du Président de la République.

EXTRAIT DU DÉCRET DU 17 JANVIER 1894.

ARTICLE PREMIER.

Les propriétaires de rentes 4 1/2 p. 0/0 qui voudront être remboursés devront en faire la demande et effectuer en même temps le dépôt de leurs titres dans les délais ci-après fixés :

1° En France (la Corse exceptée), du dimanche 21 au matin jusqu'au dimanche 28 janvier inclusivement. . . . . .

. . . . . .

ART. 7.

Les titres dont le remboursement n'aura pas été demandé dans les délais fixés par l'article 1er cesseront

Suite de la *Conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 en rentes 3 1/2 p. 0/0.*

de porter intérêt à 4 1/2 p. 0/0 à partir du 16 février 1894 et seront, à compter de cette date et à raison de 3 fr. 50 de rente par 4 fr. 50 de rente, convertis en titre du fonds 3 1/2 p. 0/0 créé par l'article 1er de la loi du 17 janvier 1894.

Les fractions de rente non inscriptibles du fonds nouveau donneront lieu à la délivrance de promesses de rente au porteur qui seront échangées, après réunion du minimum inscriptible de 2 francs de rente, contre des rentes 3 1/2 p. 0/0. Les promesses de rentes seront établies par millimes

Un arrêté du Ministre des Finances déterminera l'époque et les conditions matérielles de l'échange des titres convertis.

EXTRAIT DU DÉCRET DU 20 JANVIER 1894.

ARTICLE PREMIER.

Le livre des rentes 4 1/2 p. 0/0 sera fermé le 1er février 1894.

Il sera procédé, à partir du 2 février, à l'ouverture d'un nouveau livre où les anciennes rentes 4 1/2 p. 0/0 nominatives dont le remboursement n'aura pas été demandé seront transcrites d'office, à raison de 3 fr. 50 par 4 fr. 50 de rente 4 1/2 p. 0/0 et avec jouissance du 16 février prochain.

Les rentes du fonds 3 1/2 p. 0/0 résultant des mutations et des transferts journaliers seront également inscrites sur ce livre.

ART. 2.

Les extraits d'inscription des nouvelles rentes 3 1/2 p. 0/0 nominatives seront établis par l'agent comptable du Grand-Livre. Ils seront vérifiés par l'agent comptable des reconversions et renouvellements et visés au contrôle.

ART. 3.

Ces nouveaux titres nominatifs seront remis en échange des anciens, par les soins des comptables sur la caisse desquels les arrérages en sont ordonnancés.

Aucune justification ne sera exigée des intéressés pour cet échange, alors même que les inscriptions 4 1/2 p. 0/0 à échanger auraient plus de dix années de date.

Néanmoins, la nouvelle inscription du fonds 3 1/2 p. 0/0 sera revêtue de la mention « à régulariser » lorsque, par suite d'un décès ou d'un changement de qualité signalé au Trésor, la rente sera devenue susceptible de mutation.

ART. 4.

Les agents de change près les Bourses départementales pourvues de parquets pourront certifier les transferts des inscriptions nominatives du fonds 3 1/2 p. 0/0 assignées payables à la Trésorerie générale

Suite de la *Conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 en rentes 3 1/2 p. 0/0.*

du département où ils exercent, lorsque ces transferts auront pour objet la délivrance d'autres inscriptions nominatives.

Ces opérations seront exécutées par les comptables et contrôlées par les Préfets dans la forme et les conditions prescrites par le décret du 12 juillet 1883.

ART. 5.

Les inscriptions mixtes et au porteur 3 1/2 p. 0/0 seront expédiées sur la demande des intéressés, après dépôt des titres 4 1/2 p. 0/0 à échanger.

Les certificats de réexpédition de ces titres seront établis par l'agent comptable des reconversions et renouvellements.

ART. 6.

Le dépôt des inscriptions mixtes et au porteur donnera lieu à la délivrance de récépissés à talons visés au contrôle conformément aux dispositions de la loi du 24 avril 1833.

ART. 7.

Les rentes mixtes et au porteur du fonds 3 1/2 p. 0/0 seront émises dans les coupures ci-après :

2 francs.	7 francs.	30 francs.	500 francs.
3 —	8 —	50 —	1,000 —
4 —	9 —	100 —	1,500 —
5 —	10 —	200 —	3,000 —
6 —	20 —	300 —	

ART. 8.

Les fractions non inscriptibles détachées des rentes converties seront représentées par des promesses au porteur délivrées avec jouissance du 16 février 1894.

Aucun payement d'arrérages ne peut être fait sur les promesses d'inscription. Tout porteur de ces valeurs qui en produira pour une somme de 2 francs au moins obtiendra un titre définitif dans la forme nominative mixte ou au porteur. Toutefois, une somme de 1 franc en promesses d'inscription pourra être convertie en une inscription définitive si le porteur en demande la réunion à une inscription déjà existante du fonds 3 1/2 p. 0/0.

. . . . . .

Mouvement et situation des rentes 3 1/2 p. 0/0.

ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1894.

Conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) en rentes 3 1/2 p. 0/0 en exécution de la loi et du décret du 17 janvier 1894.

Montant des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) au 1er février 1894	305,479,583f 800	
Déduction résultant de la conversion en rentes 3 1/2 p. 0/0, soit 2/9.	67,884,351 959	
Reste en rentes 3 1/2 p. 0/0	237,595,231 841	237,595,231f 841
Rentes 3 1/2 p. 0/0 émises pour produire le capital correspondant aux rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion (Loi du 17 janvier 1894, art. 9)		45,624
Total des accroissements		237,640,855 841

DÉCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1894.

Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) s'élevant à 2,000 francs remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. 0/0 (Décision ministérielle du 3 avril 1894)...	1,555f 555	
Annulation de rentes au nom du Domaine de l'État (Décision ministérielle du 11 septembre 1894)	119 000	1,674 555
Reste pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1895		237,639,181 286
Nombre d'inscriptions	1,785,191	

Suite du COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE.

V. — *Mouvement et situation des rentes 3 p. 0/0.*

ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À L'ANNÉE 1894.

Rentes provenant de la conversion facultative des rentes 5 p. 0/0. (Loi du 1er mai 1825.)		24,459,035f 00c
Rentes appliquées à l'indemnité des émigrés. (Loi du 27 avril 1825.) (Voir page 449 du compte de 1843.)		25,995,310 00
Rentes remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation de ses réserves, aux termes de l'article 4 de la loi du 10 juin 1833, jusqu'au mois de juillet 1848. (Voir page 455 du compte de 1848.)		22,971,814 00
Rentes remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation de ses réserves, postérieurement au mois de juillet 1848.		91,862,936 00
Emprunt de 150 millions. (Loi du 25 juin 1841.) (Voir, pour le développement, page 427 du compte de 1845.)		5,730,659 00
Emprunt de 200 millions. (Loi du 25 juin 1841 et ordonnance du 9 novembre 1844.) (Voir page 445 du compte de 1847.)		7,079,646 00
Emprunt de 250 millions. (Loi du 8 août 1847 et ordonnance du 9 octobre 1847.) Inscription réduite à		2,569,413 00
Rentes inscrites pour la consolidation des bons du Trésor. (Décret du 7 juillet 1848.)		13,541,574 00
Rentes inscrites pour compensation aux porteurs de bons du Trésor. (Loi du 21 novembre 1848.)		2,152,786 00
Consolidation de fonds placés au Trésor par les communes et établissements publics. (Décret du 29 juillet 1848.)		11,869 00
Rentes émises en échange de 4,475,655 fr. 90 de rentes 4 1/2 p. 0/0, conformément au décret du 27 avril 1852		4,403,436 00
Emprunt de 250 millions. (Loi du 11 mars 1854.)		7,159,590 00
Emprunt de 500 millions. (Loi du 31 décembre 1854.)		15,857,530 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 11 juillet 1855.)		31,699,740 00
Rentes inscrites au nom des héritiers de la reine des Belges et des princesses de la maison d'Orléans. (Loi du 10 juillet 1856.)		600,000 00
Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie (Loi du 6 juin 1857.)		441,176 00
Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée. (Lois des 26 avril 1855 et 19 juin 1857.)		7,942,315 00
Emprunt de 500 millions. (Loi du 2 mai 1859.)		25,199,660 00
Rentes transférées à la Banque de France. (Loi du 9 juin 1857, décret du 28 novembre 1859.)		4,000,000 00
Rentes provenant de la conversion facultative des rentes 4 1/2 et 4 p. 0/0. (Loi du 12 février 1862.) (Voir page 814.) (A).		135,255,410 00
Rentes émises en échange de 604,626 obligations converties. (Loi du 12 février 1862.) (Voir page 814.)		12,092,520 00
Emprunt de 300 millions. (Loi du 30 décembre 1863.)		14,249,339 00
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.)		19,514,315 00
Conversion des emprunts mexicains... Art. 1er de l'arrêté ministériel du 5 février 1869 (B)		4,000,001 00
Conversion des emprunts mexicains... Art. 2 du même arrêté		1,701,605 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.)		39,830,306 00
Rente destinée à remplacer les inscriptions de même somme disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873.)		350,000 00
Consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		13,157,894 00
Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		1,879,699 00
Emprunt de 500 millions. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		18,947,368 00
Rentes provenant de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 et 4 p. 0/0 (Loi et décret du 7 novembre 1887) :		
Le montant des rentes 4 1/2 p. 0/0 à convertir était de 33,683,385 francs, ce qui, à raison de 0 fr. 833 de rente 3 p. 0/0 pour 1 franc de rente 4 1/2 p. 0/0, donne, en rentes 3 p. 0/0, une somme de	28,058,259f 705(c)	28,382,290 234
Le montant des rentes 4 p. 0/0 à convertir était de 345,817 francs, ce qui, à raison de 0f 937 de rente 3 p. 0/0 pour 1 franc de rente 4 p. 0/0, donne, en rentes 3 p. 0/0, une somme de	324,030 529	
Conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. 0/0. Souscriptions privilégiées, rentes négociées ou remises à divers. (Loi et décret du 7 novembre 1887.)		9,250,901 688
Émission de rentes autorisée par la loi du 24 décembre 1890 et les décret et arrêté du 2 janvier 1891		28,175,934 00
TOTAL des accroissements		620,466,071 922

ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1894.

Émission de rentes autorisée par la loi du 24 décembre 1890 et les décret et arrêté du 2 janvier 1891	2,914 00
TOTAL des rentes inscrites (à reporter)	620,468,985 922

(A) Rentes 4 1/2 p. 0/0 (1825) 586,277f 00c
Rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) ..... 133,033,310 00 } 133,619,587f 00c
Rentes 4 p. 0/0 ..... 1,635,823 00
TOTAL ÉGAL 135,255,410 00

(B) Voir le Compte général des finances de 1883, page 871.

(C) Ce chiffre excède de 194 fr. 922 le montant des rentes définitivement converties d'office, qui n'est que de 28,382,095 fr. 312. L'explication de la différence dont il s'agit a été donnée au Compte général des finances de 1888, pages 778 et 787. En outre, la somme de 194 fr. 922 figure ci-après parmi les décroissements.

Report		620,468,985f 922

DÉCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À 1894.

Rentes annulées au profit de l'État pour erreurs de liquidation et pour divers motifs	2,909f 00c	
Rentes rachetées par la Caisse d'amortissement, du 22 juin 1825 au 22 juin 1830, et annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 1er mai 1825	16,003,286 00	
Rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire. (Loi du 26 juillet 1821.)	62,343 00	
Rentes provenant de la commission sanitaire d'Hyères. (Art. 9 de la loi du 24 juillet 1843.)	186 00	
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Lois des 4 décembre 1849, 28 juin 1865 et 11 juillet 1866.) (A)	123,541,209 00	
Rentes annulées en exécution de la loi du 12 juin 1861 sur la Caisse des retraites pour la vieillesse (B).	4,249,571 00	
Rentes annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	22,000 00	
Rachat du palais de l'Industrie	2,492 00	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Rentes provenant de rachats effectués directement.) — Loi du 9 juin 1857	4,000,000 00	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Rentes provenant de rachats effectués directement.) — Lois des 17 juin 1857 et 14 juillet 1860	7,942,315 00	
Extinctions de dotations réversibles	108,213 00	
Rente annulée en vertu de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 5 février 1869. (Report au compte spécial des emprunts mexicains.)	1,735,304 00	
Rente annulée. (Conversion des emprunts mexicains.)	1 00	
Annulation de rentes au nom du domaine de l'État. (Décisions ministérielles des 14 décembre 1877, 14 mai 1878, 1er juillet 1881, 30 mai, 28 juillet, 20 octobre 1882, 20 juin 1881, 25 novembre 1884, 26 mai, 9 juin 1885, 9 juillet 1886, 17 juin 1887, 6 mars, 27 mai 1888, 5, 12, 23 juillet, 18 octobre 1889 et 6 juin 1890, 29 mai, 8 août et 22 septembre 1891, 13 mai 1892, 10 juin 1892 et 19 mai 1893)	17,517 96	
Annulation d'une rente qui avait été inscrite deux fois lors de la conversion de 1862. (Voir la contre-partie aux rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852). — Compte général de 1887, page 731.)	50 00	
Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) remboursées en 1888 après leur conversion en rentes 3 p. 0/0. (Décisions ministérielles des 6 mars et 8 mai 1888.)	194 922	
Annulation de rentes appartenant à la tontine Lafarge. (Décision ministérielle des 13 juillet, 10 décembre 1888 et 15 janvier 1889.)	750,001 678	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 24 décembre 1890 (art. 4.)	5,560,777 00	
TOTAL	163,998,370 560	

DÉCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1894.

Annulation de rentes au nom du domaine de l'État. (Décision ministérielle du 18 mai 1894.)	3,402f 00c	3,402 00	
TOTAL GÉNÉRAL des décroissements		164,001,772 560	164,001,772 560
RESTE, pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1895			456,467,213 362
Nombre d'inscriptions	2,242,646		

(A) Rentes provenant ..... 1° De la consolidation des réserves de l'amortissement 114,834,750f 00c
2° De rachats effectués directement par la Caisse d'amortissement 8,706,459 00
TOTAL ÉGAL 123,541,209 00

(B) Pour le développement par année, voir le Compte général des finances de 1883, page 1041.

Suite du COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE.

VI. — *État indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur dans chaque nature de Fonds, au 1er janvier 1895.*

COUPURES.	RENTES MIXTES. Nombre des parties. Rentes 3 1/2 p. 0/0	Rentes 3 p. 0/0.	Total général.	Montant des rentes. Rentes 3 1/2 p. 0/0 (francs.)	Rentes 3 p. 0/0. (francs.)	Total général. (francs.)
2 francs	4,076	"	4,076	8,152	"	8,152
3	3,088	1,584	4,672	9,264	4,752	14,016
4	2,546	1,202	3,748	10,184	4,808	14,992
5	8,209	5,813	14,022	41,045	29,065	70,110
6	5,207	4,460	9,667	31,242	26,760	58,002
7	5,656	1,905	7,561	39,592	13,335	52,927
8	4,285	1,530	5,815	34,280	12,240	46,520
9	2,361	1,440	3,801	21,249	12,960	34,209
10	7,414	6,128	13,542	74,140	61,280	135,420
20	17,753	13,101	30,854	355,060	262,020	617,080
30	15,462	20,078	35,540	463,860	602,340	1,066,200
50	12,240	14,598	26,838	612,000	729,900	1,341,900
100	6,917	9,078	15,995	691,700	907,800	1,599,500
200	4,919	5,904	10,823	983,800	1,180,800	2,164,600
300	2,847	3,670	6,517	854,100	1,101,000	1,955,100
500	1,698	2,057	3,755	849,000	1,028,500	1,877,500
1,000	1,206	2,043	3,249	1,206,000	2,043,000	3,249,000
1,500	278	506	784	417,000	759,000	1,176,000
3,000	746	778	1,524	2,238,000	2,334,000	4,572,000
Totaux	106,908	95,875	202,783	8,939,668	11,113,560	20,053,228
Inscriptions mixtes 3 1/2 p. 0/0 représentées par des titres 4 1/2 p. 0/0 (1883) non encore présentés à la conversion	1,799	"	1,799	68,371	"	68,371
Totaux	108,707	95,875	204,582	9,008,039	11,113,560	20,121,599

COUPURES.	RENTES AU PORTEUR (A). Nombre des parties. Rentes 3 1/2 p. 0/0	Rentes 3 p. 0/0.	Total général.	Montant des rentes. Rentes 3 1/2 p. 0/0 (francs.)	Rentes 3 p. 0/0. (francs.)	Total général. (francs.)
2 francs	44,182	"	44,182	88,364	"	88,364
3	43,375	77,477	120,852	130,125	232,431	362,556
4	31,798	25,445	57,243	127,192	101,780	228,972
5	86,356	114,445	200,801	431,780	572,225	1,004,005
6	58,412	102,212	160,624	350,472	613,272	963,744
7	58,959	33,388	92,347	412,713	233,716	646,429
8	46,151	29,160	75,311	369,208	233,280	602,488
9	33,717	37,939	71,656	303,453	341,451	644,904
10	77,289	98,141	175,430	772,890	981,410	1,754,300
20	160,261	179,005	339,266	3,205,220	3,580,100	6,785,320
30	176,047	203,913	379,960	5,281,410	6,117,390	11,398,800
50	134,228	141,054	275,282	6,711,400	7,052,700	13,764,100
100	92,192	130,073	222,265	9,219,200	13,007,300	22,226,500
200	65,005	62,209	127,214	13,001,000	12,441,800	25,442,800
300	42,423	38,950	81,373	12,726,900	11,685,000	24,411,900
500	23,813	20,487	44,300	11,906,500	10,243,500	22,150,000
1,000	13,676	12,462	26,138	13,676,000	12,462,000	26,138,000
1,500	3,632	3,897	7,529	5,448,000	5,845,500	11,293,500
3,000	5,258	4,261	9,519	15,774,000	12,783,000	28,557,000
	1,196,774	1,314,518	2,511,292	99,935,827	98,527,855	198,463,682
Inscriptions 3 1/2 p. 0/0 représentées par des titres 4 1/2 p. 0/0 (1883) non encore présentés à la conversion	13,430	"	13,430	430,160	"	430,160
Promesses	158,583	18,504	177,087	74,343	10,046	84,389
Totaux	1,368,787	1,333,022	2,701,809	100,440,330	98,537,901	198,978,231

(A) Pour les rentes 3 p. 0/0 amortissables, voir le tableau de la page 885.

Suite du COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE.

VII. — *État indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de Fonds, du 31 décembre 1875 au 1er janvier 1895.*

I. — RELEVÉ GÉNÉRAL DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS DE RENTES DU 31 DÉCEMBRE 1875 AU 31 DÉCEMBRE 1894.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES (a). Inscriptions de rentes nominatives: directes. (1)	départementales. (2)	TOTAL pour les inscriptions nominatives.	Inscriptions: mixtes. (3)	au porteur. (4)	TOTAL GÉNÉRAL.	MONTANT DES RENTES (a). Inscriptions de rentes nominatives: directes. (1)	départementales. (2)	TOTAL pour les inscriptions nominatives.	Inscriptions: mixtes. (3)	au porteur. (4)	TOTAL GÉNÉRAL.
							francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
31 décembre 1875	1,042,826	198,209	1,241,035	297,939	2,865,789	4,404,763	420,626,525	56,822,873	477,449,398	35,506,317	235,302,344	748,258,059
— 1876	1,062,209	198,849	1,261,058	301,479	2,805,229	4,367,766	420,267,562	57,017,437	477,284,999	35,653,111	234,902,656	747,840,766
— 1877	1,086,650	201,251	1,287,901	303,801	2,693,544	4,285,246	426,731,892	57,017,414	483,749,306	35,085,158	228,543,227	747,377,691
— 1878	1,052,909	201,361	1,254,270	286,268	2,526,997	4,067,535	426,791,817	56,625,565	483,417,382	34,073,972	229,311,598	746,802,952
— 1879	1,031,253	177,345	1,208,598	271,381	2,469,942	3,949,921	425,154,661	56,476,045	481,630,706	32,636,347	231,658,162	745,925,155
— 1880	1,018,191	175,767	1,193,958	259,905	2,448,563	3,902,426	427,559,734	56,815,313	484,375,047	32,076,179	228,369,498	744,820,724
— 1881	1,004,264	173,881	1,178,145	246,292	2,443,364	3,867,801	422,216,456	56,832,838	479,049,294	31,050,249	233,216,218	743,315,761
— 1882	994,090	167,298	1,161,388	267,368	2,575,860	3,974,616	415,713,088	56,684,057	472,397,145	30,301,815	239,074,162	741,773,122
— 1883	1,065,137	130,143	1,195,280	209,583	2,118,329	3,523,192	408,591,127	44,579,693	453,170,820	27,327,228	225,968,819	706,466,867
— 1884	1,108,947	130,122	1,239,069	218,254	2,265,025	3,722,348	406,430,993	44,895,339	451,326,332	27,001,510	228,137,937	706,465,779
— 1885	1,092,088	131,967	1,224,055	218,818	2,474,237	3,917,110	404,945,083	45,228,543	450,173,626	26,840,983	229,443,429	706,458,038
— 1886	1,088,001	133,042	1,221,043	219,544	2,617,305	4,057,892	422,786,825	45,774,876	468,561,701	26,625,146	239,922,431	735,109,278
— 1887	998,132	132,293	1,130,425	223,313	2,863,485	4,217,223	416,365,306	46,362,776	462,728,082	26,576,230	241,634,807	730,939,119
— 1888	1,004,993	136,792	1,141,785	223,581	2,852,202	4,217,568	426,142,312	46,884,347	473,026,659	26,585,319	239,820,575	739,432,554
— 1889	1,005,935	137,139	1,143,074	219,937	2,806,454	4,169,465	429,940,641	47,564,079	477,504,720	25,821,357	236,070,928	739,397,005
— 1890	992,061	138,483	1,130,544	215,061	2,746,842	4,092,447	437,078,091	47,824,583	484,902,674	25,221,017	229,271,717	739,395,408
— 1891	996,184	141,146	1,137,330	212,781	2,739,516	4,089,627	435,618,968	48,077,261	483,696,229	24,620,570	225,513,517	733,830,316
— 1892	1,007,315	143,750	1,151,065	207,150	2,757,382	4,115,597	458,521,868	48,610,624	507,132,492	24,118,978	230,717,877	761,969,347
— 1893	960,458	146,646	1,107,104	198,327	2,714,819	4,020,250	461,057,354	49,107,869	510,165,223	23,080,193	228,762,562	762,007,978
— 1894	988,697	147,978	1,136,675	204,582	2,701,809	4,043,066	425,163,482	49,843,083	475,006,565	20,121,599	198,978,231	694,106,395

(a) Pour les rentes 3 p. 0/0 amortissables, voir le tableau de la page 885.
(1) Loi du 24 août 1793.
(2) Loi du 14 avril 1819.
(3) Décret du 18 juin 1864.
(4) Ordonnances royales des 29 avril et 10 mai 1831.

II. — RELEVÉ DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS, DÉVELOPPÉ PAR NATURE DE RENTES, DU 31 DÉCEMBRE 1875 AU 31 DÉCEMBRE 1894.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES. Rentes: (a) 5 p. 0/0 à 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.	MONTANT DES RENTES. Rentes: (a) 5 p. 0/0 à 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.
						francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
1. — Inscriptions nominatives directes. (Loi du 24 août 1793.)										
31 décembre 1875.	340,427	118,631	583	583,185	1,042,826	140,285,591	31,540,321	415,205	248,385,408	420,626,525
— 1876.	364,577	114,414	564	582,654	1,062,209	143,891,706	31,244,433	414,453	244,716,970	420,267,562
— 1877.	385,161	110,904	578	590,010	1,086,650	151,173,898	30,802,352	414,783	244,340,859	426,731,892
— 1878.	371,381	106,050	571	574,907	1,052,909	155,321,759	30,381,567	415,670	240,672,830	426,791,817
— 1879.	357,734	102,461	566	570,492	1,031,253	154,375,907	29,791,132	404,380	240,583,242	425,154,661
— 1880.	352,765	99,391	575	565,460	1,018,191	158,683,006	29,260,024	404,270	239,212,434	427,559,734
— 1881.	344,852	97,073	579	561,760	1,004,264	156,371,484	28,802,802	400,440	236,641,730	422,216,456
— 1882.	346,150	94,805	600	552,535	994,090	154,150,859	28,368,786	396,350	232,797,093	415,713,088
— 1883.	421,444	94,075	587	549,031	1,065,137	149,226,937	27,698,516	381,703	231,283,971	408,591,127
— 1884.	468,959	91,946	594	547,448	1,108,947	148,233,802	27,479,152	379,332	230,338,707	406,430,993
— 1885.	454,323	90,856	596	546,313	1,092,088	147,907,237	26,882,086	377,372	229,778,388	404,945,083
— 1886.	445,962	89,448	623	551,968	1,088,001	146,488,032	26,089,457	369,326	249,840,010	422,786,825
— 1887.	382,613	"	"	615,519	998,132	145,516,137	"	"	270,849,169	416,365,306
— 1888.	379,372	"	"	625,621	1,004,993	146,150,221	"	"	279,992,091	426,142,312
— 1889.	383,782	"	"	622,153	1,005,935	148,392,548	"	"	281,548,093	429,940,641
— 1890.	375,634	"	"	616,427	992,061	150,745,587	"	"	286,332,504	437,078,091
— 1891.	367,915	"	"	628,269	996,184	153,954,093	"	"	281,664,875	435,618,968
— 1892.	352,552	"	"	654,763	1,007,315	158,902,251	"	"	299,619,617	458,521,868
— 1893.	328,132	"	"	632,326	960,458	165,026,090	"	"	296,031,264	461,057,354
— 1894.	322,926	"	"	665,771	988,697	128,190,813	"	"	296,972,669	425,163,482
2. — Inscriptions nominatives départementales. (Loi du 14 avril 1819.)										
31 décembre 1875.	50,397	10,020	17	137,777	198,209	13,769,917	1,593,875	2,731	41,456,350	56,822,873
— 1876.	49,513	9,249	15	140,070	198,849	13,596,846	1,495,713	2,723	41,922,155	57,017,437
— 1877.	49,427	8,314	16	143,494	201,251	13,381,430	1,440,054	2,723	42,193,207	57,017,414
— 1878.	48,279	7,842	19	145,221	201,361	13,211,831	1,395,712	6,536	42,011,486	56,625,565
— 1879.	46,283	7,023	21	124,018	177,345	12,965,033	1,372,754	6,376	42,131,882	56,476,045
— 1880.	45,134	6,639	23	123,971	175,767	13,141,652	1,341,316	6,876	42,325,469	56,815,313
— 1881.	43,496	6,368	23	123,994	173,881	13,011,854	1,312,323	8,186	42,500,475	56,832,838
— 1882.	38,393	5,988	25	122,892	167,298	12,587,092	1,286,369	10,586	42,800,010	56,684,057
— 1883.	"	5,865	26	124,252	130,143	"	1,282,728	10,903	43,286,062	44,579,693
— 1884.	"	5,697	26	124,399	130,122	"	1,232,896	12,594	43,649,849	44,895,339
— 1885.	"	5,582	29	126,356	131,967	"	1,220,926	11,874	43,995,743	45,228,543
— 1886.	"	5,428	27	127,587	133,042	"	1,206,357	11,410	44,557,109	45,774,876
— 1887.	"	"	"	132,293	132,293	"	"	"	46,362,776	46,362,776
— 1888.	"	"		136,792	136,792	"	"	"	46,884,347	46,884,347
— 1889.	"	"	"	137,139	137,139	"	"	"	47,564,079	47,564,079
— 1890.	"	"	"	138,483	138,483	"	"	"	47,824,583	47,824,583
— 1891	"	"	"	141,146	141,146	"	"	"	48,077,261	48,077,261
— 1892.	"	"	"	143,750	143,750	"	"	"	48,610,624	48,610,624
— 1893.	"	"	"	146,646	146,646	"	"	"	49,107,869	49,107,869
— 1894.	"	"	"	147,978	147,978	"	"	"	49,843,083	49,843,083

(a) Les chiffres portés dans cette colonne se rapportent au fonds à 1/2 p. 0/0 (1883) à partir de 1883 et au fonds 3 1/2 à partir de 1894.

(a) Voir la note de la page ci-contre.

Suite du COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE.

Suite de l'*État indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de Fonds, du 31 décembre 1875 au 1er janvier 1895.*

II. — RELEVÉ DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS, DÉVELOPPÉ PAR NATURE DE RENTES, DU 31 DÉCEMBRE 1875 AU 31 DÉCEMBRE 1894. (Suite.)

DATES.	NOMBRE DES PARTIES. RENTES (A) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.	MONTANT DES RENTES. RENTES (A) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0. (francs.)	4 1/2 p. 0/0 (1852). (francs.)	4 p. 0/0. (francs.)	3 p. 0/0. (francs.)	TOTAL GÉNÉRAL. (francs.)
3. — Total des inscriptions nominatives. (Articles nos 1 et 2.)										
31 décembre 1875.	390,824	128,651	598	720,962	1,241,035	154,055,508	33,134,196	417,936	289,841,758	477,449,398
——— 1876.	414,090	123,663	581	722,724	1,261,058	157,588,552	32,740,146	417,176	286,639,125	477,284,999
——— 1877.	434,588	119,215	594	733,504	1,287,901	104,555,328	32,242,406	417,506	286,534,066	483,749,306
——— 1878.	419,660	113,892	590	720,128	1,254,270	168,533,581	31,777,279	422 200	282,684,316	483,417,382
——— 1879.	404,017	109,484	587	694,510	1,208,598	167,340,940	31,163,886	410,756	282,715,124	481,630,706
——— 1880.	397,899	106,030	598	689,431	1,193,958	171,824,658	30,601,340	411,146	281,537,903	483,375,047
——— 1881.	388,348	103,441	602	685,754	1,178,145	169,383,338	30,115,125	408,626	279,142,205	479,049,294
——— 1882.	384,543	100,793	625	675,427	1,161,388	166,737,951	29,655,155	406,936	275,597,103	472,397,145
——— 1883.	421,444	99,940	613	673,283	1,195,280	149,226,937	28,981,244	392,606	274,570,033	453,170,820
——— 1884.	468,959	97,643	620	671,847	1,239,069	148,233,802	28,712,048	391,926	273,988,556	451,326,332
——— 1885.	454,323	96,438	625	672,669	1,224,055	147,907,237	28,103,012	389,246	273,774,131	450,173,626
——— 1886.	445,962	94,876	650	679,555	1,221,043	146,488,032	27,295,814	380,736	294,397,119	468,561,701
——— 1887.	382,615	"	"	747,812	1,130,425	145,516,137	"	"	317,211,945	462,728,082
——— 1888.	379,372	"	"	762,413	1,141,785	146,150,221	"	"	326,876,438	473,026,659
——— 1889.	383,782	"	"	759,292	1,143,074	148,392,548	"	"	329,112,172	477,504,720
——— 1890.	375,634	"	"	754,910	1,130,544	150,745,587	"	"	334,157,087	484,902,674
——— 1891.	367,915	"	"	769,415	1,137,330	153,954,093	"	"	329,742,136	483,696,229
——— 1892.	352,552	"	"	798,513	1,151,065	158,902,251	"	"	348,230,241	507,132,492
——— 1893.	328,132	"	"	778,972	1,107,104	165,026,090	"	"	345,139,133	510,165,223
——— 1894.	322,926	"	"	813,749	1,136,675	128,190,813	"	"	346,815,752	475,006,565
4. — Inscriptions mixtes. (Décret du 18 juin 1864.)										
31 décembre 1875.	188,252	"	"	109,687	297,939	22,783,931	"	"	12,722,386	35,506,317
——— 1876.	194,098	"	"	107,381	301,479	22,357,330	"	"	13,295,781	35,653,111

(A) Les chiffres portés dans cette colonne se rapportent au fonds 4 1/2 p. 0/0 à partir de 1883 et au fonds 3 1/2 p. 0/0 à partir de 1894.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES. RENTES (A) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.	MONTANT DES RENTES. RENTES (A) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 p. 1/2 p. 0/0. (francs.)	4 1/2 p. 0/0 (1852). (francs.)	4 p. 0/0. (francs.)	3 p. 0/0. (francs.)	TOTAL GÉNÉRAL. (francs.)
4. — Inscriptions mixtes. (Décret du 18 juin 1864.) (Suite.)										
31 décembre 1877.	198,686	"	"	105,115	303,801	21,762,697	"	"	13,322,461	35,085,158
——— 1878.	185,637	"	"	100,631	286,268	20,789,967	"	"	13,284,005	34,073,972
——— 1879.	173,782	"	"	97,599	271,381	19,468,316	"	"	13,168,031	32.636,347
——— 1880.	165,981	"	"	93,924	259,905	19,012,442	"	"	13,063,737	32,076,179
——— 1881.	155,359	"	"	90,933	246,292	18,294,739	"	"	12,755,510	31,050.249
——— 1882.	148,806	"	"	88,562	237,368	17,795,128	"	"	12,506,687	30,301.815
——— 1883.	122,448	"	"	87,135	209,583	15,105,869	"	"	12,221.359	27,327,228
——— 1884.	131,853	"	"	86,401	218,254	14,911,802	"	"	12,089,708	27,001,510
——— 1885.	133,050	"	"	85,768	218,818	14,898,302	"	"	11,942,681	26,840.983
——— 1886.	133,927	"	"	85,617	219,544	14,760,219	"	"	11,864,927	26,625,146
——— 1887.	134,847	"	"	88,466	223,313	14,508,059	"	"	12,068,171	26,576,230
——— 1888.	133,550	"	"	90,031	223,581	14,439,054	"	"	12,146,265	26,585,319
——— 1889.	131,091	"	"	88,846	219,937	13,999,595	"	"	11,821,762	25,821,357
——— 1890.	127,543	"	"	87,518	215,061	13,555,527	"	"	11,665,490	25,221,017
——— 1891.	123,775	"	"	89,006	212,781	13,232,053	"	"	11,388,517	24,620,570
——— 1892.	116,487	"	"	90,663	207,150	12,696,648	"	"	11,422,330	24,118,978
——— 1893.	102,827	"	"	95,500	198,327	11,585,664	"	"	11,494,529	23,080,193
——— 1894.	108,707	"	"	95,875	204,582	9,008,039	"	"	11,113,560	20,121,599
5. — Inscriptions au porteur. (Ordonnances royales des 29 avril et 10 mai 1831.)										
31 décembre 1875.	2,211,067	35,186	165	619,371	2,865,789	169,136,361	3,947,150	28,160	61,828,383	235,302,344
——— 1876.	2,136,047	37,978	180	631,024	2,805,229	166,155,723	4,309,440	28,920	64,014,523	234,902,656
——— 1877.	2,001,782	41,532	174	650,056	2,693,544	159,683,580	4,703,490	28,590	63,629,827	228,543,227
——— 1878.	1,825,879	45,567	196	655,355	2,526,997	156,549,964	5,201,230	23,890	67,072,244	9,311,598
——— 1879.	1,740,804	52,921	263	675,954	2,469,942	158,187,663	5,665,500	35,340	67,156,549	231,658,102
——— 1880.	1,714,556	60,444	259	673,304	2,448,563	153,056,062	6,278,550	34,950	68,437,611	228,369,498
——— 1881.	1,677,676	66,564	285	698,839	2,443,364	154,710,364	6,840,870	37,470	71,141,274	233,216,218
——— 1882.	1,762,481	74,293	337	738,749	2,575,860	156,312,757	7,327,110	39,160	74,943,895	239,074,162
——— 1883.	1,256,822	86,435	521	774,551	2,118,329	141,207,553	7,778,350	53,490	76,255,736	225,968,819
——— 1884.	1,369,780	88,989	560	805.696	2,265,025	142,394,755	8,452,040	54,170	76,967,782	228,137,937
——— 1885.	1,561,453	96,847	616	815,321	2,474,327	142,734.820	8,721,230	56,850	77,321,539	229,443,429
——— 1886.	1,628,819	103,630	663	884,193	2,617,305	144,292,108	9,330,220	65,360	85,428,243	239,922,431
——— 1887.	1,755,539	"	"	1,107,946	2,863,485	145,516.163	10,136,720	"	96,118,644	241,634,807
——— 1888.	1,675,323	"	"	1,176,879	2,852,202	144,951,027	"	"	94,869,548	239,820,575
——— 1889.	1,662,587	"	"	1,143,867	2.806.454	143,148.142	"	"	92,922,786	236,070,928
——— 1890.	1,636,769	"	"	1.110,073	2,746,842	141,239,162	"	"	88,032,555	229,271,717
——— 1891.	1,598,972	"	"	1,140,544	2,739,516	138,354,130	"	"	87,159,387	225,513,517
——— 1892.	1,491,628	"	"	1,265,754	2,757,382	133,941,377	"	"	96,776,500	230,717,877
——— 1893.	1,369,105	"	"	1,345,714	2,714,819	128,928,522	"	"	99,834,040	228,762,562
——— 1894.	1,368,787	"	"	1,333,022	2,701,809	100,440,330	"	"	98,537,901	198,978,231

(A) Voir la note de la page ci-contre.

Suite du COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE.

Suite de l'*État indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de Fonds, du 31 décembre 1875 au 1er janvier 1895.*

III. — RELEVÉ DE LA SITUATION DES RENTES 3 1/2 ET 3 P. 0/0, DÉVELOPPÉ PAR CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS, DU 31 DÉCEMBRE 1875 AU 31 DÉCEMBRE 1894.

DATES.	Nombre des parties. — Inscriptions nominatives — directes.	Nombre des parties. — Inscriptions nominatives — départementales.	Nombre des parties. — Total pour les inscriptions nominatives.	Nombre des parties. — Inscriptions — mixtes.	Nombre des parties. — Inscriptions — au porteur.	Nombre des parties. — Total général.	Montant des rentes. — Inscriptions nominatives — directes. (francs.)	Montant des rentes. — Inscriptions nominatives — départementales. (francs.)	Montant des rentes. — Total pour les inscriptions nominatives. (francs.)	Montant des rentes. — Inscriptions — mixtes. (francs.)	Montant des rentes. — Inscriptions — au porteur. (francs.)	Montant des rentes. — Total général. (francs.)
RENTES 5 P. 0/0, 4 1/2 P. 0/0 (1883) ET 3 1/2 P. 0/0 (a).												
31 déc. 1875.	340,427	50,397	390,824	188,252	2,211,067	2,790,143	140,285,591	13,769,917	154,055,508	22,783,931	169,136,361	345,975,800
—— 1876.	364,577	49,513	414,090	194,098	2,136,047	2,744,235	143,891,706	13,596,846	157,488,552	22,357,330	166,155,723	346,001,605
—— 1877.	385,161	49,427	434,588	198,086	2,001,782	2,635,056	151,173,898	13,381,430	164,555,328	21,762,697	159,683,520	346,001,605
—— 1878.	371,381	48,279	419,660	185,637	1,825,879	2,431,176	155,321,750	13,211,831	168,533,581	20,789,967	156,549,964	345,873,512
—— 1879.	357,734	46,283	404,017	173,782	1,740,804	2,318,603	154,375,907	12,965,033	167,340,940	19,468,316	158,187,663	344,996,919
—— 1880.	352,765	45,134	397,899	165,981	1,714,556	2,278,436	158,683,006	13,141,652	171,824,658	19,012,442	153,056,062	343,893,162
—— 1881.	344,852	43,496	388,348	155,359	1,677,676	2,221,383	156,371,484	13,011,854	169,383,338	18,294,739	154,710,364	342,388,414
—— 1882.	346,150	38,393	384,543	148,806	1,762,481	2,295,830	154,150,859	12,587,092	166,737,951	17,795,128	156,312,757	340,845,836
—— 1883.	421,444	"	421,444	122,448	1,256,822	1,800,714	149,226,937	"	149,226,937	15,105,869	141,207,553	305,540,359
—— 1884.	468,959	"	468,959	131,853	1,369,780	1,970,592	148,233,802	"	148,233,802	14,911,802	142,394,755	305,540,359
—— 1885.	454,323	"	454,323	133,050	1,561,453	2,148,826	147,907,237	"	147,907,237	14,898,302	142,734,820	305,540,359
—— 1886.	445,962	"	445,962	133,927	1,628,819	2,208,708	146,488,032	"	146,488,032	14,76[illegible],219	144,292,108	305,540,359
—— 1887.	382,613	"	382,613	134,847	1,755,539	2,272,299	145,516,137	"	145,516,137	14,508,059	145,516,[illegible]63	305,540,359
—— 1888.	379,372	"	379,372	133,550	1,675,323	2,188,245	146,150,221	"	146,150,221	14,439,054	144,951,027	305,540,302
—— 1889.	383,782	"	383,782	131,091	1,662,587	2,177,460	148,392,548	"	148,392,548	13,999,595	143,148,142	305,540,285
—— 1890.	375,634	"	375,634	127,543	1,636,769	2,139,946	150,745,587	"	150,745,587	13,555,527	141,239,162	305,540,276
—— 1891.	367,915	"	367,915	123,775	1,598,972	2,090,662	153,954,093	"	153,954,093	13,232,053	138,354,130	305,540,276
—— 1892.	352,552	"	352,552	116,487	1,491,628	1,960,667	158,902,251	"	158,902,251	12,696,648	133,941,377	305,540,276
—— 1893.	328,132	"	328,132	102,827	1,369,105	1,800,064	165,026,090	"	165,026,090	11,585,664	128,928,522	305,540,276
—— 1894.	322,926	"	322,926	108,707	1,368,787	1,800,420	128,190,813	"	128,190,813	9,008,039	100,440,330	237,639,182

(a) Le nouveau fonds de rentes 5 p. 0/0 a pour origine les emprunts contractés en 1871 et 1872. Ce fonds a été converti en rentes 4 1/2 p. 0/0 à compter du 3 août 1883 et ce dernier fonds a été converti en rentes 3 1/2 p. 0/0 à compter du 16 février 1894.

DATES.	Nombre des parties. — Inscriptions nominatives — directes.	Nombre des parties. — Inscriptions nominatives — départementales.	Nombre des parties. — Total pour les inscriptions nominatives.	Nombre des parties. — Inscriptions — mixtes.	Nombre des parties. — Inscriptions — au porteur.	Nombre des parties. — Total général.	Montant des rentes. — Inscriptions nominatives — directes. (francs.)	Montant des rentes. — Inscriptions nominatives — départementales. (francs.)	Montant des rentes. — Total pour les inscriptions nominatives. (francs.)	Montant des rentes. — Inscriptions — mixtes. (francs.)	Montant des rentes. — Inscriptions — au porteur. (francs.)	Montant des rentes. — Total général. (francs.)
RENTES 3 P. 0/0.												
31 déc. 1875.	583,185	137,777	720,962	109,687	619,371	1,450,020	248,385,408	41,456,350	289,841,758	12,722,386	61,828,383	364,392,527
—— 1876.	582,654	140,070	722,724	107,381	631,024	1,461,129	244,716,970	41,922,155	286,639,125	13,295,781	64,014,523	363,949,429
—— 1877.	590,010	143,494	733,504	105,115	650,056	1,488,675	244,340,859	42,193,207	286,534,066	13,322,461	63,629,827	363,486,354
—— 1878.	574,907	145,221	720,128	100,631	655,355	1,476,114	240,672,830	42,011,486	282,684,316	13,284,005	67,072,244	363,040,565
—— 1879.	570,492	124,018	694,510	97,599	675,954	1,468,063	240,583,242	42,131,882	282,715,124	13,168,031	67,156,549	363,039,704
—— 1880.	565,460	123,971	689,431	93,924	673,304	1,456,659	239,212,434	42,325,469	281,537,903	13,063,737	68,437,616	363,039,256
—— 1881.	561,760	123,994	685,754	90,933	698,839	1,475,526	236,641,729	42,500,475	279,142,204	12,755,510	71,141,274	363,038,988
—— 1882.	552,535	122,892	675,427	88,562	738,749	1,502,738	232,797,093	42,800,010	275,597,103	12,506,687	74,943,895	363,047,685
—— 1883.	549,031	124,252	673,283	87,135	774,551	1,534,969	231,283,971	43,286,062	274,570,033	12,221,359	76,255,736	363,047,128
—— 1884.	547,448	124,399	671,847	86,401	805,696	1,563,944	230,338,707	43,649,849	273,988,556	12,089,708	76,967,782	363,046,046
—— 1885.	546,313	126,356	672,669	85,768	815,321	1,573,758	229,778,388	43,995,743	273,774,131	11,942,681	77,321,539	363,038,351
—— 1886.	551,968	127,587	679,555	85,617	884,193	1,649,365	249,840,010	44,557,109	294,397,119	11,864,927	85,428,243	391,690,289
—— 1887.	615,519	132,293	747,812	88,466	1,107,946	1,944,224	270,849,169	46,362,776	317,211,945	12,068,171	96,118,644	425,398,760
—— 1888.	625,621	136,792	762,413	90,031	1,176,879	2,029,323	279,992,091	46,884,347	326,876,438	12,146,265	94,869,548	433,892,251
—— 1889.	622,153	137,139	759,292	88,846	1,143,867	1,992,005	281,548,093	47,564,079	329,112,172	11,821,762	92,922,786	433,856,720
—— 1890.	616,427	138,483	754,910	87,518	1,110,073	1,952,501	286,332,504	47,824,583	334,157,087	11,665,490	88,032,555	433,855,132
—— 1891.	628,269	141,146	769,415	89,006	1,[illegible]40,544	1,998,965	281,664,875	48,077,261	329,742,136	11,388,517	87,159,387	428,290,040
—— 1892.	654,763	143,750	798,513	90,663	1,265,754	2,154,930	299,619,617	48,610,624	348,230,241	11,422,330	96,776,500	456,429,071
—— 1893.	632,326	146,646	778,972	95,500	1,345,714	2,220,186	296,031,264	49,107,869	345,139,133	11,494,529	99,834,040	456,467,702
—— 1894.	665,771	147,978	813,749	95,875	1,333,022	2,242,646	296,972,669	49,843,083	346,815,752	11,113,560	98,537,901	456,467,213

Suite du COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE.

VIII. — *État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1894.*

RELEVÉ DES OPÉRATIONS DU 1er JANVIER 1871 AU 31 DÉCEMBRE 1894.

RENTES INSCRITES.	RENTES					
	5 p. o/o.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	3 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	3 p. o/o.
§ 1er. — Rentes remises à divers.						
Rentes inscrites pour l'indemnité coloniale	"	2,744f 00c	"	"	"	"
Rentes inscrites au nom des héritiers des princesses de la maison d'Orléans	"	"	"	"	"	400,000f 000
Rentes inscrites pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.)	"	"	"	"	"	2,675 000
Conversion des emprunts mexicains. (Loi du 2 août 1868.)	"	"	"	"	"	12,890 640
Rente destinée à remplacer les inscriptions disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873.)	"	"	"	"	"	350,000 000
Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1862	"	50 00	"	"	"	"
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o (Loi du 27 avril 1883.)	"	"	306,164,085f 30c	"	"	"
Rentes 4 1/2 p. o/o émises en représentation du capital des rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	"	"	3,963 00	"	"	"
Consolidation des fonds des caisses d'épargne	"	"	"	"	"	13,157,894 000
Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse	"	"	"	"	"	1,879,699 000
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.)	"	"	"	"	"	(A) 28,382,095 312
Emploi des fonds des caisses d'épargne. Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 7 novembre 1887.)	"	"	"	"	"	6,000,000 000
Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi du 17 janvier 1894.)	"	"	"	237,595,231f 841	"	"
Rentes 3 1/2 p. o/o émises en représentation du capital des rentes 4 1/2 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	"	"	"	45,624	"	"
Total	"	2,794 00	306,168,048 30	237,640,855,841	"	50,185,253 952
§ 2. — Rentes négociées.						
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.)	"	"	"	"	"	18,237 000
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.)	"	"	"	"	"	16,718,626 000
Emprunt de 2 milliards. (Loi du 20 juin 1871.)	138,975,295f 00c	"	"	"	"	"
Emprunt de 3 milliards. (Loi du 20 juillet 1872.)	207,026,310 00	"	"	"	"	"
Emprunt de 500 millions. (Loi du 1er mai 1886.)	"	"	"	"	"	18,947,368 000
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.)	"	"	"	"	"	3,250,901 688
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890.)	"	"	"	"	"	28,184,376 000
Total	346,001,605 00	"	"	"	"	67,119,508 688
Total des rentes inscrites	346,001,605 00	2,794 00	306,168,048 30	237,640,855 841	"	117,304,762 640

(A) Voir la note de la page 822 du présent compte.

RENTES ANNULÉES.	RENTES					
	5 p. o/o.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	3 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	3 p. o/o.
Extinction de majorats réversibles à l'État	"	8,397f 00	"	"	"	71,731f 000
Rentes annulées pour divers motifs	"	245,555 00	"	"	"	757,917 600
Rentes annulées en exécution de l'article 12 de la loi du 28 mai 1853 sur les rentes viagères pour la vieillesse	5,814,259f 00c	"	627,689f 00c	"	"	2,754,565 000
Annulation de rentes appartenant au domaine de l'État	262 00	9,673 00	83 50	119f 00	"	15,740 960
Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o.	340,182,317 00	"	"	"	"	"
Annulation des rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	4,767 00	"	"	"	"	"
Annulation des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	"	3,503,516 00	"	"	100 279f 00c	"
Rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) converties en rentes 3 p. o/o	"	33,683,385 00	"	"	345,817 00	"
Annulation de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 24 déc. 1890 (art. 4)	"	"	"	"	"	5,560,777 000
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883) converties en rentes 3 1/2 p. o/o	"	"	305,540,275 80	"	"	"
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) s'élevant à 2,000 francs remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. o/o (Décision ministérielle du 3 avril 1894)	"	"	"	1,555 555	"	"
Total des rentes annulées	346,001,605 00	37,450,526 00	306,168,048 30	1,674 555	446,096 00	9,160,731 560

Pour la nomenclature détaillée des rentes inscrites ou annulées antérieurement au 1er janvier 1871, voir le Compte général des finances, année 1856 (pages 456 à 458), année 1882 (pages 890 à 893), année 1883 (pages 892 à 897).

Tableau résumé des rentes inscrites et annulées depuis l'origine du Grand-Livre jusqu'au 31 décembre 1894.

	RENTES INSCRITES.	RENTES ANNULÉES.	ACCROISSEMENT.
Rentes 5 p. o/o	606,428,840f 60c	606,428,840f 60c	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1825)	1,034,764 00	1,034,764 00	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1852)	178,387,565 08	178,387,565 08	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883)	306,168,048 30	306,168,048 30	"
Rentes 4 p. o/o	26,522,017 00	26,522,017 00	"
Rentes 3 p. o/o	620,468,985 922	164,001,772 560	456,467,213f 362
Rentes 3 1/2	237,640,855 841	1,674 555	237,639,181 286
Total	1,976,651,076 743	1,282,544,682 095	694,106,394 648

Voir ci-après les tableaux détaillés par fonds et par périodes, pages 850 à 865.

Suite du **COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE.**

Suite de l'*État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1894.*

TABLEAU PAR NATURE DE RENTES.

	RENTES INSCRITES.	RENTES ANNULÉES.	RÉSULTATS. POUR CHAQUE PÉRIODE. Excédent des émissions sur les annulations.	Excédent des annulations sur les émissions.	OBSERVATIONS.
RENTES 5 P. 0/0.					
1er avril 1814	63,307,637f 00c	"	63,307,637f 00c	"	
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	135,632,645 00	35,177,914f 00c	100,454,731 00	"	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	15,794,762 00	32,807,539 00	"	17,012,777f 00c	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	44,351,068 60	8,782,465 00	35,568,603 60	"	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	1,341,123 00	183,659,317 60	"	182,318,194 60	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1894	346,001,605 00	346,001,605 00	"	"	
Totaux	606,428,840 60	606,428,840 60	199,330,971 60	199,330,971 60	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).					
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1894	306,168,048 30	306,168,048 30	"	"	
Totaux	306,168,048 30	306,168,048 30	"	"	
RENTES 3 1/2 P. 0/0.					
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1894	237,640,855 841	1,674 555	237 639,181 286	"	
Totaux	237,640,855 841	1,674 555	237,639,181 286	"	
Rentes inscrites au 1er janvier 1895	.....	.....	237,639,181 286		
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).					
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	178,384,771 08	140,937,039 08	37,447,732 00	"	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1887	2,794 00	37,450,526 00	"	37,447,732 00	
Totaux	178,387,565 08	178,387,565 08	37,447,732 00	37,447,732 00	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	1,034,764 00	7,068 00	1,027,696 00	"	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	"	1,096 00	"	1,096 00	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	"	131,298 00	"	131,298 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	"	895,302 00	"	895,302 00	
Totaux	1,034,764 00	1,034,764 00	1,027,696 00	1,027,696 00	
RENTES 4 P. 0/0 (1828).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1831	3,134,950 00	9,740 00	3,125,210 00	"	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	23,387,067 00	4,902 00	23,382,165 00	"	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	"	24,135,464 00	"	24,135,464 00	
Du 1er janvier 1851 au 31 décembre 1870	"	1,925,815 00	"	1,925,815 00	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1887	"	446,096 00	"	446,096 00	
Totaux	26,522,017 00	26,552,017 00	26,507,375 00	26,507,375 00	
RENTES 3 P. 0/0 (1825-1862).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	47,505,695 00	16,003,761 00	31,501,934 00	"	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	38,564,235 00	62,529 00	38,501,706 00	"	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	34,314,644 00	50,599,164 00	"	16,284,520 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	382,784,982 36	88,175,587 00	294,609,395 36	"	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1894	117,299,429 562	9,160,731 560	108,138,698 002	"	
Totaux	620,468,985 922	164,001,772 560	472,751,733 362	16,284,520 00	
Rentes inscrites au 1er janvier 1895	.....	.....	456,467,213 362		

TABLEAU PAR PÉRIODE.

	MONTANT DES RENTES inscrites à l'origine de chaque période.	RENTES INSCRITES.	TOTAL.	RENTES ANNULÉES.	MONTANT DES RENTES inscrites à la fin de chaque période.	OBSERVATIONS.
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830.						
Rentes 5 p. 0/0	63,307,637f 00c	135,632,645f 00c	198,940,282f 00c	35,177,914f 00c	163 762,368f 00c	Pour le montant des rentes restant à inscrire à la fin de chaque période, voir page 864.
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	"	1,034,764 00	1,034,764 00	7,068 00	1,027,696 00	
—— 4 p. 0/0	"	3,134,950 00	3,134,950 00	9,740 00	3,125,210 00	
—— 3 p. 0/0	"	47,505,695 00	47,505,695 00	16,003,761 00	31,501,934 00	
Totaux	63,307,637 00	187,308,054 00	250,615,691 00	51,198,483 00	199,417,208 00	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848.						
Rentes 5 p. 0/0	163,762,368 00	15,794,762 00	179,557,130 00	32,807,539 00	146,749,591 00	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	1,027,696 00	"	1,027,696 00	1,096 00	1,026,600 00	
—— 4 p. 0/0	3,125,210 00	23,387,067 00	26,512,277 00	4 902 00	26,507,375 00	
—— 3 p. 0/0	31,501,934 00	38,564,235 00	70,066,169 00	62,529 00	70,003,640 00	
Totaux	199,417,208 90	77 746,064 00	277,163,272 00	32,876,066 00	244,287,206 00	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851.						
Rentes 5 p. 0/0	146,749,591 00	44,351,068 60	191,100,659 60	8,782,465 00	182,318,194 60	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	1,026,600 00	"	1,026,600 00	131,298 00	895,302 00	
—— 4 p. 0/0	26,507,375 00	"	26,507,375 00	24,135,464 00	2,371,911 00	
—— 3 p. 0/0	70,003,640 00	34,314,644 00	104,318,284 00	50,599,164 00	53,719,120 00	
Totaux	244,287,206 00	78,665,712 60	322,952,918 60	83,648,391 00	239,304,527 60	
Du 1er janvier 1852 au 31 déc. 1870.						
Rentes 5 p. 0/0	182,318,194 60	1,341,123 00	183,659,317 60	183,659,317 60	"	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	895,302 00	"	895,302 00	895,302 00	"	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1852)	"	178,384,771 08	178,384,771 08	140,937,039 08	37,447,732 00	
—— 4 p. 0/0	2,371,911 00	"	2,371,911 00	1,925,815 00	446,096 00	
—— 3 p. 0/0	53,719,120 00	382,784,982 36	436,504,102 36	88,175,587 00	348,328,515 36	
Totaux	239,304,527 60	562,510,876 44	801,815,404 04	415,593,060 68	386,222,343 36	
Du 1er janvier 1871 au 31 déc. 1894.						
Rentes 5 p. 0/0	"	346,001,605 00	346,001,605 00	346,001,605 00	"	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1883)	"	306,168,048 30	306,168,048 30	306,168,048 30	"	
—— 3 1/2 p. 0/0	"	237,640,855 841	237,640,855 841	1,674 555	237,639,181 286	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1852)	37,447,732 00	2,794 00	37,450,526 00	37,450,526 00	"	
—— 4 p. 0/0	446,096 00	"	446,096 00	446,096 00	"	
—— 3 p. 0/0	348,328,515 36	117,299,429 562	465,627,944 922	9,160,731 560	456,467,213 362	
Totaux	386,222,343 36	1,007,112,732 703	1,393,335,076,063	699,228,681 145	694,106,394 648	

Suite du COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE.

IX. *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1895, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.	RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
PREMIÈRE PÉRIODE. (Du 24 août 1793 à l'année 1800.)											
Les rentes intégrales, susceptibles d'être inscrites au Grand-Livre créé par la loi du 24 août 1793 (A) devaient s'élever à 174,716,000 francs. (Note annexée au compte de 1832, page 472.)											
La consolidation au tiers, opérée en vertu de la loi du 9 vendémiaire an VI, et les diverses annulations qui ont eu lieu de rentes reçues en payement de domaines nationaux, ou confisquées sur les émigrés et les mainmortables, etc., ont réduit les rentes inscrites à	40,216,000f	"	"	40,216,000f	40,216,000f	"	"	"	"	"	
DEUXIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814.)											
Dette des pays réunis à la France	6,086,000f	"	"	"	6,086,000	6,086,000	"	"	"	"	"
Créations de rentes pour le payement de l'arriéré. (Lois des 30 ventôse an IX, 21 floréal an X, 4 germinal an XI, 15 septembre 1807, 15 janvier 1810 et 20 mars 1813.)											
Arriéré antérieur à l'an V	5,663,000	"	"	"	5,663,000	5,663,000	"	"	"	"	"
Arriéré de l'an V à l'an IX	4,591,000	"	"	"	4,591,000	4,591,000	"	"	"	"	"
Arriéré de l'an X à l'année 1809	1,000,000	"	"	"	1,000,000	1,000,000	"	"	"	"	"
Créations pour le service courant. (Loi du 24 avril 1806, loi du 15 janvier et décret du 3 février 1810.)											
Au profit de la Caisse d'amortissement, en échange de bons	5,000,000	"	"	"	5,000,000	5,000,000	"	"	"	"	"
Au profit du domaine extraordinaire, en échange de valeurs	750,000	"	"	"	750,000	750,000	"	"	"	"	"
Pour divers motifs et appoints négligés	1,637	"	"	"	1,637	1,637	"	"	"	"	"
TOTAL des rentes créées pendant la 2e période.	23,091,637	23,091,637	"	"	23,091,637	23,091,637	"	"	"	"	"
TOTAL au 1er avril 1814 (5 p. 0/0)		63,307,637	"	63,307,637f	63,307,637	63,307,637	"	"	"	"	"
TROISIÈME PÉRIODE. (Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830.)											
ACCROISSEMENTS.											
Rentes créées pour le payement des dettes arriérées. (Lois des 23 septembre, 21 décembre 1814, 28 avril 1816, etc. — 5 p. 0/0.)	35,622,768f	"	"	"	35,622,768	35,622 768	"	"	"	"	"
A reporter	35,622,768	63,307,637	"	"	35,622,768	35,622,768	"	"	"	"	"

(A) On a, dans ce travail, rapporté toutes les émissions à la date de la création des rentes ou à celle des actes qui en ont autorisé l'inscription, sans avoir égard aux époques de leur délivrance, qui, dans plusieurs cas, s'en étendre d'une période à l'autre.

Suite du COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE.

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1895, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 1825.	4 1/2 p. 0/0 1852.	4 1/2 p. 0/0 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report	35,622,768f	63,307,637f	"	"	35,622,768f	35,622,768f	"	"	"	"	"	
Rentes créées pour l'acquit des contributions et charges de guerre. (Lois des 23 décembre 1815, 6 mai 1818, etc. — 5 p. 0/0.)	43,185,199	"	"	"	43,185,199	43,185,199	"	"	"	"	"	
Rentes créées pour couvrir l'insuffisance des budgets. (Lois des 28 avril 1816, 6 mai et 15 mai 1818, etc. — 5 et 4 p. 0/0.)	59,974,950	"	"	"	59,974,950	56,840,000	"	"	"	3,134,950f	"	
Conversion facultative autorisée par la loi du 1er mai 1825. (4 1/2 et 3 p. 0/0.)	25,493,799	"	"	"	25,493,799	"	1,034,764f	"	"	"	24,459 035f	
Rentes créées pour l'indemnité accordée aux émigrés et anciens propriétaires dépossédés. (Loi du 27 avril 1825. — 3 p. 0/0.)	25,995,310	"	"	"	25,995,310	"	"	"	"	"	25,995,310	
(Savoir : Pour emprunts ..... 99,073,619f Rentes remises à divers..... 91,198,407)												
TOTAL	190,272,026	"	"	"	190,272,026	135,647,967	1,034,764	"	"	3,134,950	50,454,345	
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de cette caisse (5, 4 1/2, 4 et 3 p. 0/0)	53,833,174	"	53,833,174f	"								
RESTE	136,438,852	"	"	"								
TOTAL des rentes créées pendant la 3e période		"	"	"								
ANNULATIONS.												
Rentes converties. (Loi du 1er mai 1825. — 5 p. 0/0.) 31,723,956f Annulations de diverses rentes ayant fait retour à l'État (5 et 3 p. 0/0) 3,454,433	35,178,389f	"	"	"	31,723,956	31,723,956	"	"	"	"	"	
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissemt. (Loi du 1er mai 1825. — 4 1/2, 4 et 3 p. 0/0.)	"	"	16,020,094	"	3,454,433	3,453,958	"	"	"	"	475	
					16,020,094	"	7,068	"		9,740	16,003,286	
RESTE en rentes actives	101,260,463	101,260,463	"	"	51,198,483	35,177,914	7,068	"	"	9,740	16,003,761	
TOTAL des rentes annulées pendant la 3e période		"	"	"								
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er août 1830		164,568,100	37,813,080	202,381,180f	(A) 202,381,180	163,777,690	1,027,696	"	"	5,210	34,450,584	(A) Rentes inscrites..... 199,417,208f Rentes restant à inscrire..... 2,963,972 TOTAL ÉGAL..... 202,381,180
QUATRIÈME PÉRIODE. (Du 1er août 1830 au 29 février 1848.)								QUATRIÈME PÉRIODE.				
ACCROISSEMENTS.												
Rentes créées pour le service de divers emprunts. (De 1830 à 1847. — 5 et 3 p. 0/0.)	31,158,734f	"	"	"	31,158,734	15,779,016	"	"	"	"	15,379,718	
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne. (1837 et 1845. — 4 p. 0/0.)	8,092,647	"	"	"	8,092,647	"	"	"	"	8,092,647	"	
Rentes délivrées aux communes pour biens vendus (5 p. 0/0)	315	"	"	"	315	315	"	"	"	"	"	
Rétablissements (5 p. 0/0)	109	"	"	"	109	109	"	"	"	"	"	
TOTAL	39,251,805	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Consolidation des réserves de l'amortissement. (Loi du 10 juin 1833. — 4 et 3 p. 0/0.)		"	35,530,347	"	35,530,347	"	"	"	"	15,294,420	20,235,927	
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement jusqu'au 1er mars 1848, à déduire des rentes actives, à ajouter à celles de l'amortissement (5, 4 1/2, 4 et 3 p. 0/0)	26,098,472	"	26,098,472	"	"	"	"	"	"	"	"	
RESTE	13,153,333	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
TOTAL des rentes créées pendant la 4e période		"	"	"	74,782,152	15,779,440	"	"	"	23,387,067	35,615,645	
À reporter	13,153,333	164,568,100	99,441,899	"	"	"	"	"	"	"	"	

Suite du COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDEE.

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1895, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL des RENTES CRÉÉES ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report	13,153,333f	164,568,100f	99,441,899f	"	"	"	"	"	"	"	"	
Annulations diverses : 5, 4 1/2, 4 et 3 p. 0/0	876,066	"	"	"	876,066f	807,539f	1,096f	"	"	4,902f	62,529f	
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissem^t. (Lois des 27 et 28 juin 1833. — 5 p. 0/0.)	"	"	32,000,000	"	32,000,000	32,000,000	"	"	"	"	"	
Reste en rentes actives	12,277,267	12,277,267	"	"								
Total des rentes annulées pendant la 4e période		"	"	"	32,876,066	32,807,539	1,096	"	"	4,902	62,529	(A) Rentes inscrites 244,287,206f; Rentes restant à inscrire 60; Total égal 244,287,266
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er mars 1848		176,845,367	67,441,899	244,287,266f00c	(A) 244,827,266	146,749,591	1,026,600	"	"	26,507,375	70,003,700	
CINQUIÈME PÉRIODE. (Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851.)												
ACCROISSEMENTS.												
Emprunts. (Décrets des 9 mars 1848, 7 et 24 juillet 1848. — 5 p. 0/0.)	14,935,387	"	"	"	14,935,387f	14,935,387f	"	"	"	"	"	
Consolidation des livrets des caisses d'épargne et de la dette flottante du Trésor. (Décret du 7 juillet 1848. — 5 et 3 p. 0/0.)	35,774,513	"	"	"	35,774,513	20,068,284	"	"	"	"	15,706,229f	
Rachat du chemin de fer de Paris à Lyon. (Décret du 17 août 1848. — 5 p. 0/0.)	6,817,348	"	"	"	6,817,348	6,817,348	"	"	"	"	"	
Indemnité coloniale. (Lois des 30 avril 1849 et 30 juillet 1850. — 5 p. 0/0.)	6,000,000	"	"	"	6,000,000	6,000,000	"	"	"	"	"	
Total	63,527,248	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Consolidation des réserves de l'amortissement (3 p. 0/0)		"	18,608,355	"	18,608,355	"	"	"	"	"	18,608,355	
Rachats faits par la Caisse d'amortissement jusqu'au 14 juillet 1848, à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (4 et 3 p. 0/0)	1,019,054	"	1,019,054	"	"	"	"	"	"	"	"	
Reste	62,508,194	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Total		"	87,069,308	"	82,135,603	47,821,019	"	"	"	"	34,314,584	
Total des rentes créées pendant la 5e période		"	"	"								
ANNULATIONS.												
Rentes des caisses d'épargne annulées par suite de la consolidation des livrets. (Décret du 7 juillet 1848. — 4 p. 0/0.)	8,035,211f	"	"	"	8,035,211	"	"	"	"	8,035,211f	"	
Annulations diverses (5 p. 0/0)	549,487	"	"	"	549,487	549,487	"	"	"	"	"	
	8,584,698f											
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement (Loi du 4 décembre 1849), savoir :												
Rentes provenant de rachats (5, 4 1/2, 4 et 3 p. 0/0)	28,622,606f	"	75 063,693	"	28,622,606	8,232,978	131,298f	"	"	805,833	19,452,497	
Rentes provenant de la consolidation des réserves (4 et 3 p. 0/0)	46,441,087			"	46,441,087	"	"	"	"	15,294,420	31,146,667	
Reste en rentes actives	53,923,496	53,923,496	"	"								(B) Rentes inscrites 239,304,528f; Rentes restant à inscrire 3,469,950; Total égal 242,774,478
Total des rentes annulées pendant la 5e période		"	"	"	83,648,391	8,782,465	131,298	"	"	24,135,464	50,599,164	
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1852		230,768,863	12,005,615	242,774,478f00c	(B) 242,774,478	185,788,145	895,302	"	"	2,371,911	53,719,120	

Suite du **COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE.**

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1895, et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL des RENTES CRÉÉES ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
SIXIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870.) Report.			230,768,863f	12,005,615f	"								
ACCROISSEMENTS.													
Conversion des rentes 5 p. 0/0 en rentes 4 1/2 p. 0/0. (Décret du 14 mars 1852.)		158,097,609f	"	"	"	158,097,609f	"	"	158,097,609f	"	"	"	
Rentes provenant de l'indemnité coloniale :													
Montant des rentes 5 p. 0/0 restant à inscrire	2,128,828f												
Diminution d'un dixième	212,883												
Reste à inscrire en rentes 4 1/2 p. 0/0	1,915,945	1,915,945	"	"	"	1,915,945	"	"	1,915,945	"	"	"	
Rentes échangées pour faciliter la conversion. (Décret du 27 avril 1852. — 3 p. 0/0.)		4,403,436	"	"	"	4,403,436	"	"	"	"	"	4,403,436f	
Rentes créées au profit de la Légion d'honneur. (Décret du 27 mars 1852. — 4 1/2 p. 0/0.)		500,000	"	"	"	500,000	"	"	500,000	"	"	"	
Emprunts occasionnés par la guerre d'Orient. (1854 et 1855. — 4 1/2 et 3 p. 0/0.)		71,709,380	"	"	"	71,709,380	"	"	16,992,520	"	"	54,716,860	
Rentes créées au nom des héritiers de la reine des Belges. (Loi du 10 juillet 1856. — 3 p. 0/0.)		200,000	"	"	"	200,000	"	"	"	"	"	200,000	
Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857. — 3 p. 0/0.)		441,176	"	"	"	441,176	"	"	"	"	"	441,176	
Rétablissement de rentes indûment annulées lors de la conversion. (4 1/2 p. 0/0.)		1,051	"	"	"	1,051	"	"	1,051	"	"	"	
Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée. (Loi du 19 juin 1857. — 3 p. 0/0.)		7,942,315	"	"	"	7,942,315	"	"	"	"	"	7,942,315	
Rétablisst d'une partie du majorat du duc d'Istrie. (Décret du 19 mars 1858. — 4 1/2 p. 0/0.)		8,397	"	"	"	8,397	"	"	8,397	"	"	"	
Emprunt occasionné par la guerre d'Italie. (Loi du 2 mai 1859. — 4 1/2 et 3 p. 0/0.)		25,773,370	"	"	"	25,773,370	"	"	573,710	"	"	25,199,660	
Rentes transférées à la Banque de France. (Loi du 9 juin 1857. — 3 p. 0/0.)		4,000,000	"	"	"	4,000,000	"	"	"	"	"	4,000,000	
Conversion des obligations trentenaires. (Loi du 12 février 1862. — 3 p. 0/0.)		12,092,520	"	"	"	12,092,520	"	"	"	"	"	12,092,520	
Conversion facultative des rentes 4 1/2 et 4 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0 (Loi du 12 février 1862), savoir :													
4 1/2 p. 0/0	133,619,587f	135,255,410	"	"	"	135,255,410	"	"	"	"	"	135,255,410	
4 p. 0/0	1,635,823												
Report au compte des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1825)		298,283	"	"	"	298,283	"	"	298,283	"	"	"	
Emprunt occasionné par la guerre du Mexique. (Loi du 30 déc. 1863. — 3 p. 0/0.)		14,249,339	"	"	"	14,249,339	"	"	"	"	"	14,249,339	
Emprunt de 1868. (Loi du 1er août 1868. — 3 p. 0/0.)		19,514,315	"	"	"	19,514,315	"	"	"	"	"	19,514,315	
Conversion des emprunts mexicains (Loi du 2 août 1868. — 3 p. 0/0), savoir :													
Article 1er de l'arrêté du 5 février 1869	4,000,000f												
Article 2 du même arrêté	1,701,605	5,701,606	"	"	"	5,701,606	"	"	"	"	"	5,701,606	
Opération d'ordre. (Compte général de 1882, pages 869 et 874.)	1												
Emprunt de 1870. (Loi du 12 août 1870. — 3 p. 0/0.)		39,830,306	"	"	"	39,830,306	"	"	"	"	"	39,830,306	
Total		501,934,458	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Consolidation des réserves de l'amortissement (3 p. 0/0)			"	75,990,468	"	75,990,468	"	"	"	"	"	75,990,468	
Rentes transférées à la Caisse d'amortissement par la Caisse des retraites pour la vieillesse (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860), à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (4 1/2, 4 et 3 p. 0/0)	3,381,280f	9,869,446f	"	9,869,446	"	"	"	"	"	"	"	"	
Rachats faits par la Caisse d'amortissement (4 1/2, 4 et 3 p. 0/0)	6,488,166					"	"	"	"	"	"	"	
Reste		492,065,012	"	"	"	577,924,926	"	"	178,387,515	"	"	399,537,411	
Total des rentes créées pendant la 6e période		"	"	"	"								
ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS.													
Résultat de la conversion ordonnée par le décret du 14 mars 1852 :													
Rentes 5 p. 0/0 à convertir	175,664,010f	175,664,010f	"	"	"	175,664,010	175,664,010f	"	"	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. 0/0 remises en remplacement	158,097,609												
Réduction	17,566,401												
Annulation des rentes 5 p. 0/0 de l'indemnité coloniale restant à inscrire à l'époque de la conversion	2,128,828		"	"	"	2,128,828	2,128,828	"	"	"	"	"	
Rembours^{ts} effectués en vertu du décret du 14 mars 1852 (5 p. 0/0)	3,685,592		"	"	"	3,685,592	3,685,592	"	"	"	"	"	
Remboursements de portions de rentes non inscriptibles, en exécution du même décret (4 1/2 p. 0/0)	206,432		"	"	"	206,432	"	"	206,432	"	"	"	
Rentes annulées par suite d'échange. (Décr. du 27 avril 1852. — 4 1/2 p. 0/0.)	4,475,656		"	"	"	4,475,656	"	"	4,475,656	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. 0/0 et 4 p. 0/0 converties en rentes 3 p. 0/0. (Loi du 12 février 1862.)	135,255,410		"	"	"	135,255,410	"	586,277f	133,033,310	"	1,635,823f	"	
A reporter	321,415,928	492,065,012	230,768,863	97,865,529	"	321,415,928	181,478,430	586,277	137,715 398	"	1,635,823	"	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1895, celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report	321,415,928f	492,065,012f	230,768,863f	97,865,529f	"	321,415,928f	181,478,430f	586,277f	137,715,398f	"	"	1,635,823f	"	
Report des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1825) au compte des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852)	298,283		"	"	"	298,283	"	298,283	"	"	"	"	"	
Annulations diverses (4 1/2 et 3 p. 0/0)	427,646		"	"	"	427,646	1,715	"	365,015	"	"	"	60,916f00c	
Annulation des rentes afférentes aux obligations et titres mexicains qui n'ont pas été déposées au Trésor avant le 31 décembre 1869. (Arrêté ministériel du 25 mars 1870, art. 2.) (3 p. 0/0) (A) 33,699f; 1,701,605; 1	1,735,305		"	"	"	1,735,305	"	"	"	"	"	"	1,735,305 00	
Total	323,877,162	323,877,162												
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, savoir:														
Rentes rachetées antérieur^t à 1848. (Déc. du 17 mars 1852. 5 p. 0/0.)	4,308,000f		"	"	"	4,308,000	4,308,000	"	"	"	"	"	"	
Rentes rachetées en 1859 et 1860. (Loi du 28 juin 1865. — 4 1/2, 4 et 3 p. 0/0.)	2,467,363		"	"	"	2,467,363	"	"	1,247,921	"	"	23,165	1,196,277 00	
Rentes provenant des achats de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi des 28 mai 1853 et 12 juin 1860. — 4 1/2, 4 et 3 p. 0/0.)	3,381,280		"	"	"	3,381,280	"	10,742	1,608,705	"	"	266,827	1,495,006 00	
Rentes provenant de la consolidation des réserves, en somme égale à celles émises pour la dotation de l'armée. (Lois des 19 juin 1857 et 14 juillet 1860. — 3 p. 0/0.)	7,942,315	"	"	93,844,726	"	7,942,315	"	"	"	"	"	"	7,942,315 00	
Rentes provenant de la consolidation des réserves, en somme égale à celles transférées à la Banque de France. (L. du 8 juin 1857. 3 p. 0/0.)	4,000,000		"	"	"	4,000,000	"	"	"	"	"	"	4,000,000 00	
Rentes provenant de la consolidation des réserves. (Lois des 28 juin 1865 et 11 juillet 1866. — 3 p. 0/0.)	71,745,768		"	"	"	71,745,768	"	"	"	"	"	"	71,745,768 00	(A) Rentes inscrites..... 386,222,343f; Rentes restant à inscrire.... 16,755,173
Reste en rentes actives		168,187,850	168,187,850	"	"	417,721,888	185,788,145	895,302	140,937,039	"	"	1,925,815	88,175,587 00	Total égal. 402,977,516
Total des rentes annulées pendant la 6e période			.....	.....	.....	(A) 402,977,516	"	"	37,450,476	"	"	446,096	365,080,944 00	
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1871			398,956,713	4,020,803	402,977,516f									
SEPTIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1894.)														
ACCROISSEMENTS.														
Emprunt de 1871. (Loi du 21 juin 1871. — 5 p. 0/0.)		138,975,295f00	"	"	"	138,975,295f00c	138,975,295f	"	"	"	"	"	"	
Emprunt de 1872. (Loi du 15 juillet 1872. — 5 p. 0/0.)		207,026,310 00	"	"	"	207,026,310 00	207,026,310	"	"	"	"	"	"	
Rentes créées en fav^r des princes^es de la maison d'Orléans. (L. du 10 juil. 1856. 3 p. 0/0.)		400,000 00	"	"	"	400,000 00	"	"	"	"	"	"	400,000f00c	
Rentes destinées à remplacer les inscriptions de pareille somme disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873. — 3 p. 0/0.)		350,000 00	"	"	"	350,000 00	"	"	"	"	"	"	350,000 00	
Rétablis^t d'une rente convertie par double emploi en 1860. (L. du 22 déc. 1880. 4 1/2 0/0.)		50 00	"	"	"	50 00	"	"	50f	"	"	"	"	
Conversion des rentes 5 p. 0/0 en rentes 4 1/2. (Loi du 27 avril 1883.)		306,164,085 30	"	"	"	306,164,085 30	"	"	"	306,164,085f30c	"	"	"	
Rentes émises en échange des rentes 5 p. 0/0 remboursées aux particuliers. (Loi du 27 avril 1883, art. 9; décret du 12 mai 1883. — 4 1/2 p. 0/0.)		3,963 00	"	"	"	3,963 00	"	"	"	3,963 00	"	"	"	
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. 0/0.)		13,157,894 00	"	"	"	13,157,894 00	"	"	"	"	"	"	13,157,894 00	
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. 0/0.)		1,879,699 00	"	"	"	1,879,699 00	"	"	"	"	"	"	1,879,699 00	
Emprunt de 500 millions. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. 0/0.)		18,947,368 00	"	"	"	18,947,368 00	"	"	"	"	"	"	18,947,368 00	
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. 0/0 (1852) en rentes 3 p. 0/0		37,632,997 00	"	"	"	37,632,997 00	"	"	"	"	"	"	37,632,997 00	
Rente 3 p. 0/0. — Ces rentes, provenant de la conversion d'office des rentes 4 1/2 p. 0/0 1852, ont été remboursées au Sénégal et à la Réunion et figurent ci-après aux annulations		194 922	"	"	"	194 922	"	"	"	"	"	"	194,922	
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890. Décret et arrêté du 2 janvier 1891.)		28,184,376 00	"	"	"	28,184,376 00	"	"	"	"	"	"	28,184,376 00	
Conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) en rentes 3 1/2 p. 0/0. (Loi du 17 janvier 1894.)		237,595,231 841	"	"	"	237,595,231 841	"	"	"	"	237,595,231 841	"	"	
Rentes émises en échange des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) remboursées aux particuliers. (Loi du 17 janvier 1894, art. 9. — 3 1/2 p. 0/0.)		45,624 000	"	"	"	45,624 00	"	"	"	"	45,624 00	"	"	
Total		990,363,088 063	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Rentes transférées à la Caisse d'amortissement par la caisse des retraites pour la vieillesse (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860), à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (3, 4, 4 1/2 et 5 p. 0/0) 9,196,513f; Rachats faits par la Caisse d'amortissement en 1871 (3 p. 0/0) 383,484	9,579,997 00		"	9,579,997	"	990,363,088 063	346,001,605	"	50	306,168,048 30	237,640,855 841	"	100,552,528 922	
Reste à reporter		980,783,091 063	398,956,713	13,600,800	"									
Total des rentes créées pendant la 7e période à reporter			.....	.....	.....									

(A) Voir le Compte général des finances de 1869, page 638.

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1895, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report		980,783,091,063f	398,956,713f00c	13,600,800f	"	990,363,088,063	346,001,605f	"	50f	306,168,048f30c	237,640,855f841	"	100,552,528f922	
ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS.														
Annulation de la somme restée disponible sur le crédit d'inscriptions afférent au rachat du palais de l'Industrie. (Décision ministérielle du 31 mai 1872.)	2,492f 00c		"	"	"	2,492 00	"	"	"	"	"	"	2,492 00	
Dotations réversibles ayant fait retour à l'État (3 et 4 1/2 p. 0/0)	80,128 00		"	"	"	80,128 00	"	"	8,397	"	"	"	71,731 00	
Annulations de rentes au nom du domaine de l'État (4 1/2, 3 et 5 p. 0/0)	30,854 96		"	"	"	30,854 96	262	"	9,673	"	"	"	20,919 96	
Annulation d'une rente convertie par double emploi en 1862. (Loi du 22 décembre 1880. — 3 p. 0/0.)	50 00		"	"	"	50 00	"	"	"	"	"	"	50 00	
Annulation de rentes 5 p. 0/0 remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	4,767 00		"	"	"	4,767 00	4,767	"	"	"	"	"	"	
Résultat de la conversion ordonnée par la loi du 27 avril 1883 :														
Rentes 5 p. 0/0 à convertir	340,182,317f00c	340,182,317 00		"	"	"	340,182,317 00	340,182,317	"	"	"	"	"	"
Rentes 4 1/2 p. 0/0 remises en remplacement	306,164,085 30													
RÉDUCTION	34,018,231 70													
Annulation de rentes au nom du domaine de l'État (4 1/2 1883) 3 1/2 p. 0/0	202f 50			"	"	"	202 50	"	"	"	83 50	119 000	"	"
Annulation de rentes ayant appartenu à la caisse d'épargne dite « Tontine Lafarge » (4 1/2 p. 0/0 (1852) et 3 p. 0/0)	995,556 678			"	"	"	995,556 678	"	"	245,555	"	"	"	750,001 678
Annulation de rentes 4 et 4 1/2 p. 0/0 (1852) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	3,603,795 00			"	"	"	3,603,795 000	"	"	3,503,516	"	"	100,279f	"
Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) remboursées en 1888 après leur conversion en rentes 3 p. 0/0. (Déc. minist. des 6 mars et 8 mai 1888.)	194 922			"	"	"	194 922	"	"	"	"	"	"	194 922
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. 0/0 (1852) en rentes 3 p. 0/0	34,029,202 00			"	"	"	34,029,202 000	"	"	33,683,385	"	"	345,817	"
Annulation de rentes 3 p. 0/0 appartenant à la Caisse des dépôts et consignations, annulées en vertu de la loi du 24 décembre 1890	5,560,777 00			"	"	"	5,560,777 000	"	"	"	"	"	"	5,560,777 000
Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	60,692			"	"	"	60,692 000	"	"	"	60,692 00	"	"	"
Résultat de la conversion ordonnée par la loi du 17 janvier 1894 :														
Rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) à convertir	305,479,583f800c	305,479,583f 800		"	"	"	305,479,583 800	"	"	"	305,479,583 80	"	"	"
Rentes 3 1/2 p. 0/0 remises en remplacement	237,595,231,841													
Réduction	67,884,351,959													
Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) s'élevant à 2,000 fr. remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. 0/0. (Décision ministérielle du 3 avril 1894)	1,555f 555			"	"	"	1,555,555	"	"	"	"	1,555 555	"	"
		690,032,168 415												
		290,750,922 648	290,750,922 648											
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement :														
Rentes provenant des achats de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi des 28 mai 1853 et 12 juin 1860. — 3, 5 et 4 1/2 p. 0/0.)	9,196,513f 00c			"	13,600,800	"	9,196,513 000	5,814,259	"	"	627,689 00	"	"	2,754,565 00
Négociation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, 3 p. 0/0. (Loi du 4 août 1874.)	4,404,287 00	"		4,404,287 00										
TOTAL des rentes annulées pendant la 7e période							699,228,681 415	346,001,605	"	37,450,526	306,168,048 30	1,674 555	446,096	9,160,731 500
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1895			694,111,9226 48	"	694,111,922,648		(A) 694,111,922 648	"	"	"	"	237,639,181 286	"	456,472,741 362

(A) Rentes inscrites. 694,106,394f648
Rentes restant à inscrire ... 5,528 000
TOTAL ÉGAL. 694,111,922 648

Suite du COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE.

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1895, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

RÉCAPITULATION.

	CONSOLIDATION des réserves de l'amortissement. (B)	OPÉRATIONS diverses.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
RENTES CRÉÉES.										
1re période. Du 24 août 1793 au 31 décembre 1799	"	40,216,000f00c	40,216,000f00c	40,216,000f	"	"	"	"	"	"
2e ——— Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814	"	23,091,637 00	23,091,637 00	23,091,637	"	"	"	"	"	"
3e ——— Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	"	190,272,026 00	190,272,026 00	135,647,967	1,034,764f	"	"	"	3,134,950f	50,454,345f00c
4e ——— Du 1er août 1830 au 29 février 1848	35,530,347f	39,251,805 00	74,782,152 00	15,779,440	"	"	"	"	23,387,067	35,615,645 00
5e ——— Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	18,608,355	63,527,248 00	82,135,603 00	47,821,019	"	"	"	"	"	34,314,584 00
6e ——— Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	75,990,468	501,934,458 00	577,924,926 00	"	"	178,387,515f	"	"	"	399,537,411 00
7e ——— Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1894	"	990,363,088 063	990,363,088 063	346,001,605	"	50	306,168,048f30c	237,640,855f841	"	100,552,528 922
TOTAL	130,129,170	1,848,656,262 063	1,978,785,432 063	(c)608,557,668	1,034,764	178,387,565	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	620,474,513 922
	RENTES RACHETÉES par l'intermédiaire de la Caisse d'amortissement. (B)	ANNULATIONS diverses.								
RENTES ANNULÉES.										
1re période. Du 24 août 1793 au 31 décembre 1799	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2e ——— Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
3e ——— Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	16,020,094f	35,178,389f00c	51,198,483f00	35,177,914	7,068	"	"	"	9,740	16,003,761 00
4e ——— Du 1er août 1830 au 29 février 1848	32,000,000	876,066 00	32,876,066 00	32,807,539	1,096	"	"	"	4,902	62,529 00
5e ——— Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	75,063,693	8,584,698 00	83,648,391 00	8,782,465	131,298	"	"	"	24,135,464	50,599,164 00
6e ——— Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	93,844,726	323,877,162 00	417,721,888 00	185,788,145	895,302	140,937,039	"	"	1,925,815	88,175,587 00
7e ——— Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1894	9,196,513	690,032,168 415	393,683,329 060	346,001,605	"	37,450,526	306,168,048 30	1,674 555	446,096	9,160,731 560
TOTAL	226,125,026	1,058,548,483,415	1,284,673,509 415	608,557,668	1,034,764	178,387,565	306,168,048 30	1,674 555	26,522,017	164,001,772 560

(B) Voir le Compte général des finances de 1884, pages 950 et 951.

(C) Note concernant les rentes 5 p. 0/0.

TABLEAUX.	RENTES 5 P. 0/0. CRÉÉES.	RENTES 5 P. 0/0. ANNULÉES.
N° IV.....	608,557,668f	608,557,668f
N° III, page 849..	606,428,840	606,428,840
DIFFÉRENCE ÉGALE : 2,128,828f		

Voir l'explication de cette différence à la fin du présent tableau.

NATURE DES OPÉRATIONS.

SITUATION DES RENTES AUX DIVERSES ÉPOQUES.

ÉPOQUES.	RENTES CRÉÉES.	RENTES ANNULÉES.	RESTE pour LE MONTANT des rentes.	RENTES INSCRITES.		RENTES RESTANT à inscrire.
1er avril 1814	63,307,637f	"	63,307,637f	63,307,637f00c		"
1er août 1830	253,579,663	51,198,483f	202,381,180	199,417,208 00	(A)	2,963,972f00c
1er mars 1848	328,361,815	84,074,549	244,287,266	244,287,206 00	(B)	60 00
1er janvier 1852	410,497,418	167,722,940	242,774,478	239,304,528 00	(C)	3,469,950 00
1er janvier 1871	988,422,344	585,444,828	402,977,516	386,222,343 00	(D)	16,755,173 00
1er janvier 1895	1,978,785,432	1,284,673,509	694,111,923	694,106,395 00	(E)	5,528 00

	RENTES CRÉÉES.	RENTES ANNULÉES.
Le montant des rentes restant à inscrire (page 820) est de	5,528f00c	"
Le montant des rentes inscrites (page 849) est de	1,976,651,076 00	"
Le montant des rentes annulées (page 849) est de	"	1,282,544,682f00c
TOTAUX au 31 décembre 1894	1,976,656,604 00	1,282,544,682 00
Mais ces mêmes opérations figurent au tableau de la récapitulation ci-dessus	1,978,785,432 60	1,284,673,510 00
D'où il résulte, au tableau par période, tant aux accroissements qu'aux décroissements, une différence en plus de	2,128,828f 00c	

NOTE *sur l'État présentant le mouvement des rentes* (VIII) *et sur le tableau sommaire par période* (IX).

TOTAL DES RENTES existantes.	5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
63,307,637f	63,307,637f	"	"	"	"	"	"
202,381,180	163,777,690	1,027,696f	"	"	"	3,125,210f	34,450,584f
244,287,266	146,749,591	1,026,600	"	"	"	26,507,375	70,003,700
242,774,478	185,788,145	895,302	"	"	"	2,371,911	53,719,120
402,977,516	"	"	37,450,476f	"	"	446,096	365,080,944
694,111,923	"	"	"	"	237,639,182f	"	456,472,741

OBSERVATIONS.

(A) Rentes 5 p. 0/0	15,329f
——— 3 p. 0/0	948,650
TOTAL	2,963,972
(B) Rentes 3 p. 0/0.	
(C) ——— 5 p. 0/0.	
(D) Rentes 4 1/2 p. 0/0	2,744f
——— 3 p. 0/0	16,752,429
TOTAL	16,755,173
(E) Rentes 3 p. 0/0.	

Cette différence s'explique comme il suit :

En conformité de la loi du 30 avril 1849, il avait été ouvert, pour l'indemnité coloniale, un crédit d'inscription en rentes 5 p. 0/0 (voir le Compte général des finances de 1849, pages 434 et 435) de 6,000,000f 00c

Cette somme figure parmi les accroissements de la 5e période.

A l'époque de la conversion de 1852, les rentes inscrites sur ce crédit ne montaient qu'à (voir le Compte général des finances de 1852, page 439) 3,871,172 00

Il restait donc de ce chef, au 2 avril 1852, en rentes 5 p. 0/0, un crédit disponible de ..... 2,128,828 00 qui est mentionné parmi les annulations de la 6e période.

Les rentes représentées par cette dernière somme, n'ayant jamais été inscrites, n'ont pu figurer au nombre des rentes créées et annulées du tableau n° III; il en résulte que les chiffres de ce tableau, comparés à ceux du tableau n° IV, présentent, pour les rentes 5 p. 0/0, une différence en moins de 2,128,828 francs.

Suite du COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE.

X. — *Relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1895. — Rentes inscrites* (A).

ÉPOQUES.	RENTES 5 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).		RENTES 4 P. 0/0 (1828).	
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.
		francs.				francs.		francs.		francs.
1er janvier 1830	151,427	163,857,078	"	"	"	"	533	1,029,237	"	"
1er août 1830	"	163,762,368	"	"	"	"	"	1,027,696	"	3,125,210
1er janvier 1831	152,344	163,827,894	"	"	"	"	598	1,027,696	454	3,125,210
——— 1832	174,229	174,376,383	"	"	"	"	531	1,027,696	1,194	3,125,210
——— 1833	179,723	178,896,502	"	"	"	"	557	1,027,696	1,246	3,125,210
——— 1834	178,982	146,623,104	"	"	"	"	533	1,026,600	1,148	3,121,146
——— 1835	182,902	146,910,045	"	"	"	"	529	1,026,600	1,473	3,120,685
——— 1836	260,654	146,846,399	"	"	"	"	616	1,026,600	1,791	7,886,119
——— 1837	251,095	147,118,472	"	"	"	"	643	1,026,600	2,453	7,886,119
——— 1838	241,662	147,118,615	"	"	"	"	826	1,026,600	2,595	11,978,766
——— 1839	231,346	147,119,749	"	"	"	"	939	1,026,600	2,811	11,978,769
——— 1840	230,975	147,112,462	"	"	"	"	925	1,026,600	2,900	11,978,766
——— 1841	225,854	147,105,997	"	"	"	"	1,033	1,026,600	3,174	18,221,123
——— 1842	230,791	147,042,988	"	"	"	"	1,189	1,026,600	3,348	22,507,375
——— 1843	227,312	147,040,481	"	"	"	"	1,238	1,026,600	3,434	22,507,375
——— 1844	230,496	147,040,480	"	"	"	"	1,266	1,026,600	3,453	22,507,375
——— 1845	229,092	147,039,095	"	"	"	"	2,068	1,026,600	3,484	22,507,375
——— 1846	227,667	147,038,935	"	"	"	"	1,343	1,026,600	3,518	26,507,375
——— 1847	230,906	146,752,528	"	"	"	"	1,395	1,026,600	3,636	26,507,375
——— 1848	243,055	146,749,591	"	"	"	"	1,545	1,026,600	3,817	26,507,375
24 février 1848	"	146,749,591	"	"	"	"	"	1,026,600	"	26,507,375
1er janvier 1849	660,164	175,189,829	"		"	"	1,522	1,026,600	3,935	18,472,164
——— 1850	742,387	180,320,040	"	"	"	"	1,677	895,302	3,862	2,371,911
——— 1851	723,428	180,451,122	"	"	"	"	1,661	895,302	3,934	2,371,911
——— 1852	711,751	182,318,194	"	"	"	"	1,621	895,302	3,858	2,371,911
——— 1853	"	"	"	"	625,698	155,138,808	1,994	895,362	3,803	2,371,011
——— 1854	"	"	"	"	651,785	155,131,086	1,907	886,196	2,617	2,363,336
——— 1855	"	"	"	"	651,852	159,219,079	1,881	884,560	2,650	2,354,227
——— 1856	"	"	"	"	780,215	171,132,165	1,979	884,560	2,653	2,353,568
——— 1857	"	"	"	"	778,235	171,768,668	1,810	884,560	2,441	2,353,568
——— 1858	"	"	"	"	747,917	172,604,413	1,805	884,560	2,382	2,353,568
——— 1859	"	"	"	"	714,334	171,935,268	1,831	884,560	2,350	2,353,568
——— 1860	"	"	"	"	728,929	172,397,811	1,838	884,560	2,312	2,301,754

ÉPOQUES.	RENTES 3 P. 0/0 (1825-1862).		TOTAL GÉNÉRAL.		OBSERVATIONS.
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	
		francs.		francs.	
1er janvier 1830	43,610	39,810,144	195,570	204,696,459	Compte général de l'Administration des finances pour 1829, page 357.
1er août 1830	"	31,501,934	"	199,417,208	——— pour 1836, page 916.
1er janvier 1831	39,929	38,455,274	193,325	206,436,074	——— pour 1830, pages 316-317.
——— 1832	39,211	35,455,274	215,165	213,984,563	——— pour 1831, pages 398-399.
——— 1833	36,192	35,455,274	217,718	218,504,682	——— pour 1832, pages 490-491.
——— 1834	32,505	33,931,483	213,168	184,702,333	——— pour 1833, pages 435, 441, 445, 447.
——— 1835	29,779	34,090,725	214,683	185,148,055	——— pour 1834, pages 437-443.
——— 1836	29,999	34,181,956	293,060	189,941,074	——— pour 1835, pages 366, 377 à 383.
——— 1837	31,270	35,743,303	285,461	191,774,494	——— pour 1836, pages 403, 417 à 423.
——— 1838	30,186	35,788,055	275,269	195,912,036	——— pour 1837, pages 367, 381 à 387.
——— 1839	29,737	35,791,786	264,833	195,916,001	——— pour 1838, pages 454, 475 à 479.
——— 1840	30,647	35,793,290	265,447	195,911,137	——— pour 1839, page 481.
——— 1841	31,199	35,794,434	261,260	202,148,154	——— pour 1840, page 481.
——— 1842	31,058	37,753,026	266,386	208,329,989	——— pour 1841, page 417.
——— 1843	34,540	44,834,543	266,524	215,408,999	——— pour 1842, page 412.
——— 1844	31,435	47,763,216	266,650	218,337,671	——— pour 1843, page 436.
——— 1845	33,892	50,367,456	268,536	220,940,526	——— pour 1844, page 414.
——— 1846	38,506	56,849,874	271,034	231,422,784	——— pour 1845, page 418.
——— 1847	40,803	62,826,863	276,740	237,113,366	——— pour 1846, page 428.
——— 1848	43,391	66,525,399	291,808	240,808,965	——— pour 1847, page 432.
24 février 1848	"	70,003,640	"	244,287,206	——— pour 1848, page 460.
1er janvier 1849	73,123	86,153,920	747,744	280,842,513	——— pour 1848, page 445.
——— 1850	98,404	46,021,505	846,330	229,608,758	——— pour 1849, page 432.
——— 1851	94,767	49,722,646	823,790	233,440,981	——— pour 1850, page 424.
——— 1852	93,671	53,719,120	810,901	239,304,527	——— pour 1851, page 426.
——— 1853	93,695	61,523,464	725,190	219,929,485	——— pour 1852, page 436.
——— 1854	128,934	64,305,634	785,243	222,086,242	——— pour 1853, page 439.
——— 1855	178,774	73,984,906	835,157	236,442,772	——— pour 1854, page 453.
——— 1856	235,491	110,298,232	1,020,338	284,668,525	——— pour 1855, page 448.
——— 1857	245,798	124,092,446	1,028,284	299,099,242	——— pour 1856, page 446.
——— 1858	256,578	135,068,412	1,008,682	310,880,953	——— pour 1857, page 450.
——— 1859	219,187	140,820,250	937,711	315,993,646	——— pour 1858, page 434.
——— 1860	340,722	162,772,464	1,073,801	338,356,589	——— pour 1859, page 440.

(A) La période du 1er vendémiaire au IX/au 1er janvier 1829 a figuré pour la dernière fois au Compte des finances de 1838, pages 916 et 917.

Suite du COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE.

Suite du *Relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1895. — Rentes inscrites.*

ÉPOQUES.	RENTES 5 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).		RENTES 3 1/2 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).		RENTES 4 P. 0/0 (1828).		RENTES 3 P. 0/0 (1825-1862).		TOTAL GÉNÉRAL.		ÉPOQUES.	OBSERVATIONS.
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.		
		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		
1er janvier 1861	"	"	"	"	"	"	630,221	172,498,884	1,744	884,560	2,237	2,177,509	354,263	174,326,213	988,465	349,887,166	1er janvier 1861	Compte général de l'Administration des finances pour 1860, page 456.
1862	"	"	"	"	"	"	709,220	172,425,877	1,519	884,560	2,145	2,112,015	395,792	180,621,924	1,108,676	36,044,376	1862	pour 1861, page 474.
1863	"	"	"	"	"	"	197,866	39,726,987	"	"	938	472,386	769,698	335,568,108	968,502	375,767,481	1863	pour 1862, page 462.
1864	"	"	"	"	"	"	191,988	39,319,394	"	"	976	472,386	775,034	342,911,185	967,998	382,702,965	1864	pour 1863, page 502.
1865	"	"	"	"	"	"	186,401	39,148,204	"	"	885	469,261	978,245	364,344,570	1,165,531	403,962,035	1865	pour 1864, page 536.
1866	"	"	"	"	"	"	185,327	37,708,982	"	"	895	446,096	898,973	305,396,397	1,085,195	343,551,475	1866	pour 1865, page 534.
1867	"	"	"	"	"	"	179,858	37,495,296	"	"	789	446,096	915,036	302,634,936	1,095,683	340,576,328	1867	pour 1866, page 538.
1868	"	"	"	"	"	"	174,982	37,448,159	"	"	775	446,096	910,394	302,458,993	1,086,151	340,353,248	1868	pour 1867, page 566.
1869	"	"	"	"	"	"	172,353	37,447,706	"	"	755	446,096	936,556	310,040,967	1,109,664	347,93[illegible],[illegible]69	1869	pour 1868, page 572.
1870	"	"	"	"	"	"	169,173	37,445,729	"	"	769	446,096	1,084,098	320,195,685	1,254,040	358,087,510	1870	pour 1869, page 582.
1871	"	"	"	"	"	"	168,672	37,447,732	"	"	778	446,096	1,100,289	348,328,515	1,269,739	386,222,343	1871	pour 1870, page 588.
1872	633,858	101,061,885	"	"	"	"	171,358	37,447,732	"	"	772	446,096	1,342,050	363,170,543	2,148,038	502,126,256	1872	pour 1871, page 632.
1873	1,338,383	224,055,390	"	"	"	"	172,063	37,450,476	"	"	774	446,096	1,462,255	364,168,244	3,473,475	626,120,206	1873	pour 1872, page 616.
1874	2,457,854	287,169,770	"	"	"	"	171,385	37,450,476	"	"	795	446,096	1,500,006	364,947,151	4,130,040	690,013,493	1874	pour 1873, page 600.
1875	2,769,552	345,756,055	"	"	"	"	167,907	37,450,476	"	"	765	446,096	1,441,504	364,752,344	4,379,728	748,404,971	1875	pour 1874, page 606.
1876	2,790,143	345,975,800	"	"	"	"	163,837	37,443,636	"	"	763	446,096	1,450,020	364,392,526	4,404,763	748,258,058	1876	pour 1875, page 622.
1877	2,774,235	346,001,605	"	"	"	"	161,641	37,443,636	"	"	761	446,096	1,461,129	363,949,429	4,367,766	747,840,766	1877	pour 1876, page 686.
1878	2,635,056	346,001,605	"	"	"	"	160,747	37,443,636	"	"	768	446,096	1,488,675	363,486,354	4,285,246	747,377,691	1878	pour 1877, page 696.
1879	2,431,176	345,873,512	"	"	"	"	159,459	37,442,779	"	"	786	446,096	1,476,114	363,040,565	4,067,535	746,802,952	1879	pour 1878, page 750.
1880	2,318,603	344,996,919	"	"	"	"	162,405	37,442,436	"	"	850	446,096	1,468,063	363,039,704	3,949,921	745,925,155	1880	pour 1879, page 814.
1881	2,278,436	343,893,162	"	"	"	"	166,474	37,442,210	"	"	857	446,096	1,456,659	363 039,256	3,902,426	744,820,724	1881	pour 1880, page 818.
1882	2,221,383	342,388,441	"	"	"	"	170,005	37,442,235	"	"	887	446,096	1,475,526	363,038,988	3,867,801	743,315,760	1882	pour 1881, page 856.
1883	2,295,830	340,845,836	"	"	"	"	175,086	37,433,505	"	"	962	446,096	1,502,738	363,047,685	3,974,616	741,773,122	1883	pour 1882, page 864.
1884	"	"	1,800,714	305,540,359	"	"	186,375	37,433,284	"	"	1,134	446,096	1,534,969	363,047,128	3,523,192	706,466,867	1884	pour 1883, page 866.
1885	"	"	1,970,592	305,540,359	"	"	186,032	37,433,278	"	"	1,180	446,096	1,563,944	363,046,046	3 722 348	706,465,779	1885	pour 1884, page 918.
1886	"	"	2,148,826	305,540,359	"	"	193,285	37,433,232	"	"	1,241	446,096	1,573,758	363,038,351	3,917,110	706,458,038	1886	pour 1885, page 948.
1887	"	"	2,208,708	305,540,359	"	"	198,506	37,432,534	"	"	1,313	446,096	1,649,365	391,690,289	4,057,892	735,109,278	1887	pour 1886, page 714
1888	"	"	2,272,999	305,540,359	"	"	"	"	"	"	"	"	1,944,224	425,398,760	4,217,223	730,939,119	1888	pour 1887, page 727.
1889	"	"	2,188,245	305,540,303	"	"	"	"	"	"	"	"	2,029,323	433,892,251	4,217,568	739,432,554	1889	pour 1888, page 776.
1890	"	"	2,177,460	305,540,285	"	"	"	"	"	"	"	"	1,992,005	433,856,720	4,169,465	739,397,005	1890	pour 1889, page 775.
1891	"	"	2,139,946	305,540,276	"	"	"	"	"	"	"	"	1,952,501	433,855,132	4,092,447	739,395,408	1891	pour 1890, page 783.
1892	"	"	2,090,662	305,540,276	"	"	"	"	"	"	"	"	1,998,965	428,290,040	4,089,627	733,830,316	1892	pour 1891, page 793.
1893	"	"	1,960,667	305,540,276	"	"	"	"	"	"	"	"	2,154,930	456,429,070	4,115,597	761,969,346	1893	pour 1892, page 813.
1894	"	"	1,800,064	305,540,276	"	"	"	"	"	"	"	"	2,220,186	456,467,702	4,020,250	762,007,978	1894	pour 1893, page 853.
1895	"	"	"	"	1,785,191	237,639,182	"	"	"	"	"	"	2,242,646	456,467,213	4,027,837	694,106,395	1895	pour 1894, page 820.

Suite du COMPTE DE LA DETTE CONSOLIDÉE.

TABLEAU PRÉSENTANT LA SITUATION, AU 1er JANVIER 1895, DES RENTES 4 1/2, 4 P. 00 ET DES OBLIGATIONS TRENTENAIRES CONVERTIES EN RENTES 3 P. 0/0. (Loi et décret du 12 février 1862.)

	RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825 ET 1852). Directes.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825 ET 1852). Départementales.		TOTAL des RENTES 4 1/2 P. 0/0.		RENTES 4 P. 0/0 (1828). Directes.		RENTES 4 P. 0/0 (1828). Départementales.		TOTAL des RENTES 4 P. 0/0.		TOTAL GÉNÉRAL des RENTES 4 1/2 ET 4 P. 0/0 annulées.		MONTANT DES OBLIGATIONS trentenaires annulées.		TOTAL des NOUVELLES RENTES 3 P. 0/0 inscrites au grand-livre.	
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
Départements	226,616	40,075,354f	104,873	23,503,048f	331,489	63,578,402	833	297,658f	206	80,025f	1,039	377,683f	332,528	63,956,085f	58,447	1,168,940f	434,168	65,125,025f
Seine	83,923	69,947,461	"	"	83,923	69,947,461	937	1,258,040	"	"	937	1,258,040	84,860	71,205,501	546,179	10,923,580		82,129,081
Algérie	302	44,990	3	275	305	45,265	1	100	"	"	1	100	306	45,365	"	"	306	45,365
Colonies	123	48,459	"	"	123	48,459	"	"	"	"	"	"	123	48,459	"	"	123	48,459
TOTAUX	310,964	110,116,264	104,876	23,503,323	415,840	133,619,587	1,771	1,555,798	206	80,025	1,977	1,635,823	417,817	135,255,410	604,626	12,092,520	434 597	147,347,930
														147,347,930f				
TOTAUX des rentes existant au moment où la conversion a été entreprise	561,849	144,325,016	148,890	28,985,421	710,739	173,310,437	2,583	2,024,273	316	87,742	2,899	2,112,015	713,638	175,422,452				
NOMBRE et MONTANT des rentes qui n'ont pas été présentées à la conversion	250,885	34,208,752	44,014	5,482,098	294,899	39,690,850	812	468,475	110	7,717	922	476,192	295,821	40,167,042				

ÉTAT PRÉSENTANT LA SITUATION DU PRODUIT DE LA SOULTE PROVENANT DE LA CONVERSION DES RENTES 4 1/2 ET 4 P. 0/0. (Loi et décret du 12 février 1862.)

	MONTANT DE LA SOULTE. Rentes 4 1/2 p. 0/0.	Rentes 4 p. 0/0.	Total.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Antérieurement à l'année 1894.	Pendant l'année 1894.	Total.	RESTE À RECOUVRER au 31 décembre 1894.
Départements	76,294,552f 80c	113,304f 90c	76,407,857f 70c	76,406,565f 90c	"	76,406,565f 90c	1,291f 80c
Seine	83,936,953 20	377,412 00	84,314,365 20	84,252,301 19	"	84,252,301 19	62,064 01
Algérie	54,318 00	30 00	54,348 00	54,348 00	"	54,348 00	"
Colonies	58,150 80	"	58,150 80	58,150 80	"	58,150 80	"
TOTAL	160,343,974 80	490,746 90	160,834,721 70	160,771,365 89	"	160,771,365 89	63,355 81
A DÉDUIRE : Montant des frais payés au compte de la conversion pendant les années 1862 à 1867. (Arrêté du Ministre des finances du 25 juin 1862.)				3,010,469 09	"	3,010,469 09	
RESTE NET au 1er janvier 1895				157,760,896 80	"	157,760,896 80	

CONVERSION FACULTATIVE EN RENTES 3 P. 0/0 DES RENTES 4 1/2 P. 0/0, 4 P. 0/0 ET DES OBLIGATIONS TRENTENAIRES. (Loi et décret du 12 février 1862.)

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

EXTRAIT DE LA LOI DU 12 FÉVRIER 1862.

ART. 1er. Le Ministre des finances est autorisé à inscrire au Grand-Livre de la Dette publique de nouvelles rentes 3 p. 0/0, portant jouissance du 1er avril 1862 et payables de trois mois en trois mois, à partir de ladite époque, pour les échanger contre les rentes 4 1/2 p. 0/0, 4 p. 0/0 et les obligations trentenaires du Trésor dont les propriétaires demanderont la conversion, aux conditions déterminées par la présente loi.

ART. 2. Les propriétaires de rentes 4 1/2 p. 0/0 et 4 p. 0/0 qui en formeront la demande, dans le délai de vingt jours à partir de la promulgation de la présente loi, recevront de nouveaux titres, d'une somme égale, en rentes 3 p. 0/0 créées en vertu de l'article précédent, en échange de leurs rentes 4 1/2 p. 0/0 et 4 p. 0/0, qui seront immédiatement annulées.

ART. 3. Cet échange aura lieu moyennant l'engagement souscrit par le rentier de verser au Trésor public une somme proportionnelle au montant des rentes à convertir.

Un décret impérial déterminera le versement à faire pour chaque quotité de 4 fr. 50 ou de 4 francs de rentes, les termes et conditions de payement, ainsi que de l'échange des titres.

ART. 5. Les obligations trentenaires du Trésor autorisées par des lois antérieures pourront être échangées contre les nouvelles rentes 3 p. 0/0, à raison de 20 francs de rente pour chaque obligation. Les déclarations relatives à ces échanges devront être faites dans le délai de vingt jours fixé par l'article 2.

EXTRAIT DU DÉCRET DU 12 FÉVRIER 1862.

ART. 2. La soulte à verser au Trésor, pour l'échange des rentes 4 1/2 et 4 p. 0/0 contre des rentes 3 p. 0/0 de création nouvelle, est fixée, savoir :

A la somme de 5 fr. 40 pour 4 fr. 50 de rentes 4 1/2 p. 0/0;

A la somme de 1 fr. 20 pour 4 francs de rentes 4 p. 0/0.

La libération en aura lieu en six termes. Il sera payé, savoir :

	Pour les rentes 4 1/2 p. 0/0.	Pour les rentes 4 p. 0/0.
Au 1er juillet 1862	0f 90c	0f 20c
Au 1er octobre 1862	0 90	0 20
Au 1er janvier 1863	0 90	0 20
Au 1er avril 1863	0 90	0 20
Au 1er juillet 1863	0 90	0 20
Au 1er octobre 1863	0 90	0 20
	5 40	1 20

Les requérants auront la faculté de se libérer d'un ou de plusieurs termes par anticipation. Il leur sera, dans ce cas, bonifié un intérêt calculé au taux de 4 p. 0/0 par an.

ART. 5. Les rentes 3 p. 0/0 résultant de la conversion seront inscrites avec jouissance du 1er avril 1862. Les ayants droit seront mis en possession de leur inscription nouvelle après le payement intégral de la soulte.

CAPITAUX REMBOURSABLES À DIVERS TITRES.

COMPTE

DES RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES

POUR L'ANNÉE 1894.

NOTE

SUR LES RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

RÉSUMÉ

DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

ÉMISSIONS DE 1878 À 1894.

En exécution de la loi du 16 juin 1878 et du décret du 16 juillet suivant, il a été institué au Grand-Livre de la Dette publique une section spécialement consacrée à la Dette amortissable par annuités.

Le capital au pair des rentes 3 p. o/o amortissables a été divisé en 175 séries remboursables annuellement par la voie du tirage au sort en 75 ans, conformément au tableau d'amortissement ci-après.

Le minimum de rente 3 p. o/o amortissable inscriptible est fixé à 15 francs (quinze francs).

Les inscriptions nominatives sont délivrées pour toute somme de 15 francs et les multiples de 15 francs.

Les rentes au porteur seront émises dans les coupures suivantes :

Coupure de	15 fr.	Coupure de	300 fr.
Coupure de	30	Coupure de	600
Coupure de	60	Coupure de	1,500
Coupure de	150	Coupure de	3,000

TABLEAU D'AMORTISSEMENT.

	ANS.		SÉRIES.
De 1879 à 1907	29	1 série par an	29
De 1908 à 1925	18	2 séries par an	36
De 1926 à 1938	13	3 séries par an	39
De 1939 à 1945	7	4 séries par an	28
De 1946 à 1950	5	5 séries par an	25
De 1951 à 1953	3	6 séries par an	18
	75		175

Suite de la *Note sur les rentes 3 p. 0/0 amortissables.*

Les émissions de rentes 3 p. o/o amortissables ont été autorisées par la loi et le décret précités des 11 juin et 16 juillet 1878, le décret du 7 mars 1881, la loi du 30 décembre 1882, le décret du 14 mars 1883 et l'arrêté ministériel du même jour, la loi du 30 janvier 1884, le décret du 2 février 1884 et les arrêtés des 2 et 8 février et 24 mai 1884, la loi du 24 décembre 1890, le décret du 14 janvier 1891 et l'arrêté du 3 février 1891. (Voir le Compte général des finances de 1883, pages 926 et suivantes, de 1884, pages 963 et suivantes, et le Compte de l'année 1891, pages 844 et suivantes.)

. . . . . .

Les diverses opérations effectuées en conformité des dispositions dont le résumé précède sont consignées dans les deux comptes des *Annuités* et des *Rentes* dressés ci-après.

I. — COMPTE DES ANNUITÉS.

1° *Relevé du résultat des émissions.*

NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 1	LOIS ET DÉCRETS qui ont autorisé les émissions. 2	JOUISSANCES des RENTES ÉMISES. 3	MONTANT des RENTES. 4	MONTANT du CAPITAL nominal. 5	MONTANT du CAPITAL effectif. 6	TAUX de L'ÉMISSION pour 15 francs de rente. 7	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE des rentes. 8	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE du capital nominal. 9
1	Loi du 11 juin 1878. Décret du 16 juillet 1878.	16 octobre 1878.....	16,495,500f	549,850,000f	439 878,547f 00c	400f environ.	94,260f	3,142 000f
2	Lois des 22 décembre 1878, 21 décembre 1879 et 22 décembre 1880. Décret du 7 mars et arrêté du 21 mars 1881.	16 octobre 1881..... 3,728,745f 16 janvier 1882..... 32,306,115f	36,034,860	1,201,162,000	999,967,365 00	416f 25c	209,505	6,983,500
3	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 14 mars 1883 et arrêté du 14 mars 1883.	16 avril 1883.....	37,265,700	1,242,190,000	1,000,010,277 44	402 51905	220,515	7,350,500
	Idem.....	16 avril 1883.....	221,850	7,395,000	5,953,256 75	402 51905		
4	*Idem*.....	16 juillet 1883.....	2,975,850	99,195,000	80,029,107 50	403 39285	17,505	583,500
5	Loi du 29 décembre 1883.	16 janvier 1884 (avec rappel d'arrérages à compter du 1er janvier)	11,032,125	367,737,500	294,769,204 95	400 787525	64,905	2,163,500
	Idem.....	16 janvier 1884 (B)....	(A) 1,725	57,500	45,166 61	392 75315		
6	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 14 mars 1883 et arrêté du 14 mars 1883.	16 janvier 1884.....	2,289,900	76,330,000	59,957,695 88	392 75315	13,470	449,000
7	Loi du 30 janvier 1884. Décret du 2 février 1884.	16 avril 1884.....	13,706,745	456,891,500	349,978,889 00	383 00	81,105	2,703,500
8	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 30 décembre 1882.	16 avril 188.....	2,096,445	69,881,500	53,991,376 32	386 30665	12,405	413,500
9	Loi du 24 décembre 1890. Décret du 14 janvier 1891. Arrêté du 3 février 1891.	16 janvier 1891.....	5,503,695	183,456,500	174,778,659 00	476 349050	33,765	1,125,500
		TOTAUX.....	127,624,395 (C)	4,254,146,500 (C)	3,459,359,545 45	(C) 406 586791	747,435	24,914,500

(A) Pour les 1,725 francs de rente se rapportant à la consolidation des capitaux de la dette flottante, le nombre des unités de 15 francs de rente n'est que de..... 115
qu'on ne peut répartir en 170 séries ; aussi convient-il de réunir cette émission à la précédente, dont le nombre des unités de 15 francs de rente est de..... 735,475
On a ainsi un groupe homogène composé de..... 735,590
unités. Ce nombre est, en effet, divisible par 170 et donne, pour chaque série $\frac{735,590}{170} = 4,327$ unités. Le taux moyen de ces deux émissions sera donc de $\frac{294,814,371f56}{735,590} = 400f788,268,9$.

(B) Voir, ci-après, l'amortissement des capitaux et des rentes.

(C) Le montant du capital étant de 3,459,359,545f 45c et le nombre des unités de 15 francs de rente 8,508,293 (voir le tableau ci-contre), il en résulte que le cours moyen est de :
$\frac{3,459,359,545f\ 45c}{8,508,293} = 406f\ 586,790,728$.

2° *Tableau de l'amortissement des annuités de 15 francs de rente* (B).

NOMBRE DES SÉRIES restant à amortir à l'époque de l'émission. 10	MODE DE LA NÉGOCIATION. 11	NOMBRE DES SÉRIES amorties. 12	NOMBRE DES SÉRIES restant à amortir. 13	NOMBRE DES UNITÉS À AMORTIR à l'origine. 14	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES antérieurement au 1er janvier 1894. 15	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES pendant l'année 1894. (C) 16	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES au 1er janvier 1895. 17	NOMBRE DES UNITÉS RESTANT à amortir. 18	NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 19
175	Souscription publique.	16	159	1,099,700	94,260	6,284	100,544	999,156	1
172	*Idem*.....	13	159	2,402,324	167,604	13,967	181,571	2,220,753	2
170	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).....	11	159	2,499,170	147,010	14,701	161,711	2,337,459	3
170	*Idem*.	11	159	198,390	11,670	1,167	12,837	185,553	4
170	Dotation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	11	159	735,590	43,270	4,327	47,597	687,993	5
170	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).	11	159	152,660	8,980	898	9,878	142,782	6
169	Souscription publique..	10	159	913,783	48,663	5,407	54,070	859,713	7
169	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).	10	159	139,763	7,443	827	8,270	131,493	8
163	Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations, en échange de 5,560,777 francs de rente 3 p. 0/0 perpétuelle.	4	159	366,913	6,753	2,251	9,004	357,909	9
		TOTAUX.....		8,508,293	535,653	(C) 49,829	585,482	7,922,811	

(A) Voir le relevé de ces émissions au Compte général de 1884, page 992.

(B) Les chiffres de ce tableau permettent de connaître la situation de chaque émission pour les rentes, le capital nominal et le capital effectif, à l'aide d'une multiplication. Il suffit, en effet, de multiplier par les nombres du tableau : 1° 15 francs, s'il s'agit des rentes, 2° 500 francs, s'il s'agit du capital nominal, et 3° le taux de l'émission (colonne 7 du tableau n° 1) pour le capital effectif.
Soit à déterminer, pour toutes les émissions, la situation des rentes et du capital nominal au 1er janvier 1894, on aura :
15 × 7,922,811 = 118,842,165f de rente.
500 × 7,922,811 = 3,961,405,500f de capital nominal.

(C) Les chiffres de cette colonne indiquent le nombre d'unités contenues dans chaque série.

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS.

3° *État des dépenses.*

DÉSIGNATION DES ÉMISSIONS.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES.									MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1895.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1894.			PENDANT L'ANNÉE 1894.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1895.					
	SOMMES À AMORTIR.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.
Émission de 1878	549,850,000	821,334,510 00	1,371,184,510 00	47,130,000	236,828,250 00	283,958,250 00	3,142,000	15,034,470 00	18,176,470 00	50,272,000	251,862,720 00	302,134,720 00	499,578,000	569,471,790 00	1,069,049,790 00
Émission de 1881	1,201,162,000	1,714,859,160 00	2,916,021,160 00	83,802,000	415,718,655 00	499,520,655 00	6,983,500	33,416,047 50	40,399,547 50	90,785,500	449,134,702 50	539,920,202 50	1,110,376,500	1,265,724,457 50	2,376,100,957 50
Émission de 1883	1,348,780,000	1,888,182,757 50	3,236,962,757 50	79,340,000	412,220,737 50	491,560,737 50	7,934,000	37,964,190 00	45,898,190 00	87,274,000	450,184,927 50	537,458,927 50	1,261,506,000	1,437,997,830 00	2,699,503,830 00
Émission de 1884	970,398,000	1,338,649,519 37	2,309,547,519 37	54,178,000	272,790,634 37	326,968,634 37	5,729,500	27,415,657 50	33,145,157 50	59,907,500	300,206,291 87	360,113,791 87	910,990,500	1,038,443,227 50	1,949,433,727 50
Émission de 1891	183,456,500	224,359,983 75	407,816,483 75	3,376,500	14,983,218 75	18,359,718 75	1,125,500	5,385,517 50	6,511,017 50	4,502,000	20,368,736 25	24,870,736 25	178,954,500	203,991,247 50	382,945,747 50
TOTAL	4,254,146,500	5,987,385,930 62	10,241,532,430 62	267,826,500	1,352,541,495 62	1,620,367,995 62	24,914,500	119,215,882 50	144,130,382 50	292,741,000	1,471,757,378 12	1,764,498,378 12	3,961,405,500	4,515,628,552 50	8,477,034,052 50

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS.

4° *Tableau récapitulatif des annuités des émissions de 1878 à 1891.*

DÉSIGNATION des ANNÉES.	NOMBRE de SÉRIES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT. NOMBRE des séries.	AMORTISSEMENT. CAPITAL AMORTI.	INTÉRETS.	MONTANT DE LA DÉPENSE annuelle.	OBSERVATIONS.
				francs.	fr. c.	fr. c.	
DÉPENSES EFFECTUÉES.							
1879	175	549,850,000	1	3,142,000	16,448,370 00	19,590,370 00	N° de la série sortie : 116.
1880	174	546,708,000	1	3,142,000	16,354,110 00	19,496,110 00	N° de la série sortie : 8.
1881	173	543,566,000	1	3,142,000	16,259,850 00	19,401,850 00	N° de la série sortie : 174.
1882	172	1,741,586,000	1	10,125,500	50,480,392 50	60,605,892 50	N° de la série sortie : 163.
1883	171	3,080,240,500	1	10,125,500	71,279,670 00	81,405,170 00	N° de la série sortie : 156.
1884	170	4,041,013,000	1	20,672,000	110,147,449 37	130,819,449 37	N° de la série sortie : 3.
1885	169	4,020,341,000	1	23,789,000	120,253,395 00	144,042,395 00	N° de la série sortie : 127.
1886	168	3,996,552,000	1	23,789,000	119,539,725 00	143,328,725 00	N° de la série sortie : 86.
1887	167	3,972,763,000	1	23,789,000	118,826,055 00	142,615,055 00	N° de la série sortie : 170.
1888	166	3,948,974,000	1	23,789,000	118,112,385 00	141,901,385 00	N° de la série sortie : 161.
1889	165	3,925,185,000	1	23,789,000	117,398,715 00	141,187,715 00	N° de la série sortie : 138.
1890	164	3,901,396,000	1	23,789,000	116,685,045 00	140,474,045 00	N° de la série sortie : 19.
1891	163	4,061,063,500	1	24,914,500	120,082,263 75	144,996,763 75	N° de la série sortie : 93.
1892	162	4,036,149,000	1	24,914,500	120,710,752 50	145,625,252 50	N° de la série sortie : 55.
1893	161	4,011,234,500	1	24,914,500	119,963,317 50	144,877,817 50	N° de la série sortie : 102.
1894	160	3,986,320,000	1	24,914,500	119,215,882 50	144,130,382 50	N° de la série sortie : 35.
TOTAL			16	292,741,000	1,471,757,378 12	1,764,498,378 12	
DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER.							
1895	159	3,961,405,500	1	24,914,500	118,468,447 50	143,382,947 50	
1896	158	3,936,491,000	1	24,914,500	117,721,012 50	142,635,512 50	
1897	157	3,911,576,500	1	24,914,500	116,973,577 50	141,888,077 50	
1898	156	3,886,662,000	1	24,914,500	116,226,142 50	141,140,642 50	
1899	155	3,861,747,500	1	24,914,500	115,478,707 50	140,393,207 50	
1900	154	3,836,833,000	1	24,914,500	114,731,272 50	139,645,772 50	
1901	153	3,811,918,500	1	24,914,500	113,983,837 50	138,898,337 50	
1902	152	3,787,004,000	1	24,914,500	113,236,402 50	138,150,902 50	
1903	151	3,762,089,500	1	24,914,500	112,488,967 50	137,403,467 50	
1904	150	3,737,175,000	1	24,914,500	111,741,532 50	136,656,032 50	
1905	149	3,712,260,500	1	24,914,500	110,994,097 50	135,908,597 50	
1906	148	3,687,346,000	1	24,914,500	110,246,662 50	135,161,162 50	
1907	147	3,662,431,500	1	24,914,500	109,499,227 50	134,413,727 50	
1908	146	3,637,517,000	2	49,829,000	108,378,075 00	158,207,075 00	
1909	144	3,587,688,000	2	49,829,000	106,883,205 00	156,712,205 00	
1910	142	3,537,859,000	2	49,829,000	105,388,335 00	155,217,335 00	
1911	140	3,488,030,000	2	49,829,000	103,893,465 00	153,722,465 00	
1912	138	3,438,201,000	2	49,829,000	102,398,595 00	152,227,595 00	
1913	136	3,388,372,000	2	49,829,000	100,903,725 00	150,732,725 00	
1914	134	3,338,543,000	2	49,829,000	99,408,855 00	149,237,855 00	
1915	132	3,288,714,000	2	49,829,000	97,913,985 00	147,742,985 09	
1916	130	3,238,885,000	2	49,829,000	96,419,115 00	146,248,115 00	
1917	128	3,189,056,000	2	49,829,000	94,924,245 00	144,753,245 00	
1918	126	3,139,227,000	2	49,829,000	93,429,375 00	143,258,375 00	
1919	124	3,089,398,000	2	49,829,000	91,934,505 00	141,763,505 00	
A reporter			37	921,836,500	2,663,655,367 50	3,605,501,867 50	

DÉSIGNATION des ANNÉES.	NOMBRE des SÉRIES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT. NOMBRE des séries.	AMORTISSEMENT. CAPITAL AMORTI.	INTÉRÊTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE annuelle.	OBSERVATIONS.
		francs.		francs.	fr. c.	fr. c.	
Report			37	921,836,500	2,683,665,367 50	3,605,501,867 50	
1920	122	3,039,569,000	2	49,829,000	90,439,635 00	140,268,635 00	
1921	120	2,989,740,000	2	49,829,000	88,944,765 00	138,773,765 00	
1922	118	2,939,911,000	2	49,829,000	87,449,895 00	137,278,895 00	
1923	116	2,890,082,000	2	49,829,000	85,955,025 00	135,784,025 00	
1924	114	2,840,253,000	2	49,829,000	84,460,155 00	134,289,155 00	
1925	112	2,790,424,000	2	49,829,000	82,965,285 00	132,794,285 00	
1926	110	2,740,595,000	3	74,743,500	81,096,697 50	155,840,197 50	
1927	107	2,665,851,500	3	74,743,500	78,854,392 50	153,597,892 50	
1928	104	2,591,108,000	3	74,743,500	76,612,087 50	151,355,587 50	
1929	101	2,516,364,500	3	74,743,500	74,369,782 50	149,113,282 50	
1930	98	2,441,621,000	3	74,743,500	72,127,477 50	146,870,977 50	
1931	95	2,366,877,500	3	74,743,500	69,885,172 50	144,628,672 50	
1932	92	2,292,134,000	3	74,743,500	67,642,867 50	142,386,367 50	
1933	89	2,217,390,500	3	74,473,500	65,400,562 50	140,144,062 50	
1934	86	2,142,647,000	3	74,473,500	63,158,257 50	137,901,757 50	
1935	83	2,067,903,500	3	74,743,500	60,915,952 50	135,659,452 50	
1936	80	1,993,160,000	3	74,743,500	58,673,647 50	133,417,147 50	
1937	77	1,918,416,500	3	74,743,500	56,431,342 50	131,174,842 50	
1938	74	1,843,673,000	3	74,743,500	54,189,037 50	128,932,537 50	
1939	71	1,768,929,500	4	99,658,000	51,573,015 00	151,231,015 00	
1940	67	1,669,271,500	4	99,658,000	48,583,275 00	148,241,275 00	
1941	63	1,569,613,500	4	99,658,000	45,593,535 00	145,251,535 00	
1942	59	1,469,955,500	4	99,658,000	42,603,795 90	142,261,795 00	
1943	55	1,370,297,500	4	99,658,000	39,614,055 00	139,272,055 00	
1944	51	1,270,639,500	4	99,658,000	36,624,315 00	136,282,315 00	
1945	47	1,170,981,500	4	99,659,000	33,634,575 00	133,292,575 00	
1946	43	1,071,323,500	5	124,572,500	30,271,117 50	154,843,617 50	
1947	38	946,751,000	5	124,572,500	26,533,942 50	151,106,442 50	
1948	33	822,178,500	5	124,572,500	22,796,767 50	147,369,267 50	
1949	28	697,606,000	5	124,572,500	19,059,592 50	143,632,092 50	
1950	23	573,033,500	5	124,572,500	15,322,417 50	139,894,917 50	
1951	18	448,461,000	6	149,487,000	11,211,525 00	160,698,525 00	
1952	12	298,974,000	6	149,487,000	6,726,915 00	156,213,915 00	
1953	6	149,487,000	6	149,487,000	2,242,305 00	151,729,305 00	
TOTAL			159	3,961,405,500	4,515,628,552 50	8,477,034,052 50	

RÉCAPITULATION.

Dépenses effectuées	16	292,741,000	1,471,757,378 12	1,764,498,378 12
Dépenses restant à effectuer	159	3,961,405,500	4,515,628,552 50	8,477,034,052 50
TOTAL GÉNÉRAL	175	4,254,146,500	5,987,385,930 62	10,241,532,430 62

5° *Observations sur le tableau des annuités.*

1re PÉRIODE, DE 1879 À 1890. (Amortissement d'une série.)

Années 1879 à 1882. — (Voir le *Compte général des finances de 1882*, p. 920.)

Année 1883. — (Voir le *Compte général des finances de 1883*, p. 938.)

Année 1884. — (Voir le *Compte général des finances de 1884*, p. 974.)

Années 1885 à 1890. — Les intérêts diminuent chaque année de 713,670 francs, somme représentant quatre trimestres d'arrérages se rapportant, pour deux trimestres, à la série amortie pendant l'année courante, et pour deux autres trimestres à la série amortie pendant l'année précédente.

Ainsi, en comparant les années 1888 et 1889, on constate les faits suivants :

1° La série, au capital nominal de 23,789,000 francs, mise en remboursement le 15 avril 1888, a eu droit aux arrérages des trimestres échéant les 16 janvier et 16 avril 1888, soit 356,835 francs. Le payement de ces deux trimestres ne devant plus avoir lieu en 1889, il en résulte pour cette année, comparée à 1888, une diminution de dépenses provenant de l'amortissement de 1888 et montant à..... 356,835f

2° La série mise en remboursement le 16 avril 1889 a eu droit à quatre trimestres d'arrérages en 1888, soit..... 713,670f
alors que pour ladite série il ne sera payé en 1889 que les trimestres échéant les 16 janvier et 16 avril, ci..... 356,835
Il ressort donc de cette opération, au profit de l'année 1889, une seconde diminution provenant de l'amortissement afférent à ladite année et montant à 356,835 — 356,835

Le total de la diminution pour 1889 est donc de..... 713,670

Cette somme, quoique représentant les arrérages annuels d'une série, se rapporte dans l'espèce à deux séries.

Cette anomalie provient de ce que la période d'amortissement du 3 p. 0/0 amortissable s'étend du 16 avril d'une année au 15 avril de l'année suivante, de telle sorte que les opérations y relatives figurent dans deux comptes successifs. Aussi le montant des intérêts relaté au tableau d'amortissement ne représente-t-il pas l'intégralité des intérêts annuels du capital restant à amortir au 1er janvier de l'année que l'on considère. Pour l'année 1889, le décompte de ces intérêts peut être établi comme il suit :

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS.

1° Le capital nominal restant à amortir au 1er janvier 1889 montait à 3,925,185,000 francs. L'intérêt de ce capital à 3 p. 0/0 l'an est de..... 117,755,550f 00c
Mais la série mise en remboursement le 16 avril 1889 a cessé d'être productive d'intérêts pour les trimestres des 16 juillet et 16 octobre. Il convient donc de retrancher de ce chef..... 356,835 00
Le montant des intérêts à payer en 1889 est ainsi ramené à..... 117,398,715 00

2° Autrement, il restait 165 séries à rembourser au 1er janvier 1889.
L'intérêt annuel à 3 p. 0/0 de 164 de ces séries sera de 713,670 × 164 = ... 117,041,880f 00c
L'intérêt des trimestres aux 16 janvier et 16 avril de la série amortie le 16 avril étant de 356,835 00
on aura comme ci-dessus pour le montant des intérêts annuels..... 117,398,715 00 — 117,398,715 00

2e PÉRIODE, DE 1891 À 1907.

Les intérêts diminuent chaque année de 747,435 francs. (Mêmes observations que ci-dessus.)

3e PÉRIODE, DE 1908 À 1925. (Amortissement de deux séries.)

Année 1908. — Les intérêts de 1907 montaient à..... 109,499,227f 50c
A déduire :
1° Quatre trimestres d'arrérages se rapportant à une série amortie pendant l'année 1907 et à une série amortie pendant l'année 1908, ci. 747,435f 00c
2° Les arrérages de deux trimestres (16 juillet et 16 octobre) de la deuxième série qui sera amortie en 1908 pour la première fois, ci..... 373,717 50 — 1,121,152 50
MONTANT des intérêts pour 1908..... 108,378,075 00

Années 1909 à 1925. — Les intérêts diminuent chaque année de 1,494,870 francs, somme représentant quatre trimestres d'arrérages se rapportant, pour deux trimestres, aux séries amorties pendant l'année courante et pour deux autres trimestres aux séries amorties pendant l'année précédente. (Voir ce qui a été dit ci-dessus pour les années 1888 et 1889.)

Les mêmes observations s'appliquent aux périodes pendant lesquelles on amortit trois, quatre, cinq et six séries.

Pour toute année durant laquelle il n'a pas été effectué d'émission, les intérêts représentent toujours les arrérages afférents au capital à amortir au 1er janvier, déduction faite de deux trimestres (16 juillet et 16 octobre) se rapportant au capital de la série ou des séries amorties pendant ladite année.

EXEMPLE : — Année 1909.

Montant du capital restant à amortir le 1er janvier..... 3,587,688,000f
INTÉRÊTS à 3 p. 0/0..... 107,630,640f
A déduire deux trimestres d'arrérages se rapportant à 47,578,000 francs, montant des deux séries remboursables le 16 avril 1909..... 747,435
INTÉRÊTS à payer en 1909..... 106,883,205

II. — COMPTE DES RENTES.

1° État au 1er janvier 1895 des Crédits d'inscription.

Le montant des crédits d'inscription accordés antérieurement au 1er janvier 1894 par diverses lois était de..... 127,624,395f

(Voir l'énumération de ces crédits au compte général des finances de 1886, p. 752, et de 1891, p. 852.

Ces crédits ont été complètement employés.

2° Mouvement et situation des rentes.

Accroissements antérieurs à 1894 :

Émission de 1878. (Loi du 11 juin 1878 et décret du 16 juillet 1878.)..	16,495,500f
Émission de 1881. (Loi du 22 décembre 1880 et décret du 7 mars 1881, et arrêté du 29 mars 1881.).....	36,034,860
Émission de 1883. (Loi du 30 décembre 1882, décret et arrêté du 14 mars 1883.).....	40,463 400
Émission de 1884. (Loi du 30 décembre 1882, décret et arrêté du 14 mars 1883. — Loi du 29 décembre 1883. — Loi du 30 janvier 1884. — Décret et arrêté du 2 février 1884.).....	29,126,940
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890, décret du 14 janvier 1891 et arrêté du 3 février 1891.).....	5,503,695
TOTAL.....	127,624,395

Accroissements pendant l'année 1894 : Néant.

Décroissements antérieurs à 1894 :

Rentes afférentes aux séries sorties :		
1° Pendant les années 1879 à 1881, soit trois fois 94,260 francs, ci.....	282,780f	
2° Pendant les années 1882 et 1883, soit deux fois 303,765 francs, ci.....	607,530	
3° Pendant l'année 1884.....	620,160	
4° Pendant les années 1885 à 1890, soit six fois 713,670 francs, ci.....	4,282,020	
5° Pendant les années 1891 à 1893, soit trois fois 747,435 francs, ci.....	2,242,305	
TOTAL.....	8,034,795	

Décroissement pendant l'année 1894 :

Rentes afférentes à la série sortie le 1er mars 1894...	747,435	
TOTAL.....	8,782,230	8,782,230
Reste pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1895.....		118,842,165

Suite du COMPTE DES RENTES.

3° État indiquant le classement, par coupures, des rentes au porteur.

COUPURES.	NOMBRE DES PARTIES.	MONTANT DES RENTES.
15	196,986	2,954,790f
30	102,919	3,087,570
60	76,950	4,617,000
150	23,351	3,502,650
300	9,239	2,771,700
600	3,511	2,106,600
1,500	1,038	1,557,000
3,000	1,059	3,177,000
TOTAUX	415,053	23,774,310

4° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions du 31 décembre 1878 au 31 décembre 1894.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.			MONTANT DES RENTES.		
	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL
31 décembre 1878	5,415	104,616	110,031	5,891,505f	8,921,235f	14,812,740f
31 décembre 1879	8,905	135,302	144,207	8,104,830	8,296,410	16,401,240
31 décembre 1880	10,912	139,781	150,693	8,000,850	8,306,130	16,306,980
31 décembre 1881	13,441	173,487	186,928	8,574,720	9,804,360	18,379,080
31 décembre 1882	24,569	422,295	446,864	23,047,215	28,896,600	51,943,815
31 décembre 1883	20,508	446,011	466,519	62,738,445	29,365,005	92,103,450
31 décembre 1884	19,667	604,333	624,000	83,505,165	37,104,540	120,609,705
31 décembre 1885	37,765	600,968	638,733	84,924,105	34,972,455	119,896,560
31 décembre 1886	39,715	579,910	619,625	85,393,665	33,789,225	119,182,890
31 décembre 1887	41,207	562,480	603,687	85,123,215	33,346,005	118,469,220
31 décembre 1888	41,462	554,187	595,649	84,786,345	32,969,205	117,755,550
31 décembre 1889	40,916	497,967	538,883	88,322,445	28,719,435	117,041,880
31 décembre 1890	39,378	467,378	506,756	89,317,635	27,010,575	116,328,210
31 décembre 1891	39,299	459,364	498,663	94,633,830	26,450,640	121,084,470
31 décembre 1892	36,583	431,402	467,985	95,589,075	24,747,960	120,337,035
31 décembre 1893	40,546	430,035	470,581	94,934,895	24,654,705	119,589,600
31 décembre 1894	38,692	415,053	453,745	95,067,855	23,774,310	118,842,165

COMPTE

DES ANNUITÉS DE CONVERSION

DE L'EMPRUNT DE 250 MILLIONS

(DIT EMPRUNT MORGAN),

POUR L'ANNÉE 1894.

(Loi du 31 mai 1875. — Décret et arrêté du 5 juin 1875.)

NOTE

SUR LES ANNUITÉS DE CONVERSION

DE L'EMPRUNT DE 250 MILLIONS

(DIT EMPRUNT MORGAN).

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

Extrait de la loi du 31 mars 1875.

ARTICLE PREMIER.

Le Ministre des finances est autorisé à affecter à la conversion ou au remboursement de l'emprunt de 250 millions, dit emprunt Morgan, au mieux des intérêts du Trésor, une rente 3 p. o/o de 14,541,780 francs empruntée au portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations (compte d'emploi des fonds des caisses d'épargne).

ART. 2.

Une annuité de 17,300,000 francs sera inscrite au budget de 1876 et aux budgets suivants, pendant une période de trente-neuf ans, pour servir l'intérêt à 4 p. o/o et l'amortissement du capital représenté par la rente de 14,541,780 francs; cette annuité sera payée par termes semestriels et représentée par des obligations du Trésor.

ART. 3.

L'intérêt à 4 p. o/o du capital représenté par la rente ci-dessus pendant les six derniers mois de 1875 et les frais de la conversion ou du remboursement seront imputés sur le solde disponible du crédit ouvert au budget de 1875 pour le service de l'emprunt Morgan, et subsidiairement sur les bénéfices de l'opération. L'excédent de ces bénéfices sera porté à l'actif du compte de liquidation.

.....

Les mesures d'exécution de ladite loi ont été réglées par un décret du 5 juin 1875.

(Voir le Compte général des finances de 1884, pages 984 et suivantes.)

En conformité des dispositions rappelées ci-dessus, il a été inscrit une annuité de 17,300,000 francs payables pendant trente-neuf ans, de 1876 à 1914 inclusivement, en deux termes semestriels : les 1er mars et 1er septembre.

Extrait de la loi du 26 décembre 1892.

. . . . . .

ART. 12.

Les obligations du Trésor rapportant 4 p. o/o d'intérêt, remises à la Caisse des dépôts et consignations, en exécution de l'article 2 de la loi du 31 mai 1875, pour lui tenir compte du capital représenté par les 14,541,780 francs de rente 3 p. o/o livrés au Trésor, conformément à l'article 1er de cette loi et remboursables pendant les années 1893 à 1914, seront converties en obligations rapportant 3.50 p. o/o d'intérêt.

La présente disposition aura son effet à partir du payement des intérêts venant à échéance le 1er mars 1893, lesquels ne seront payés qu'à raison de 3.50 p. o/o à partir du 1er janvier.

. . . . . .

En conformité des dispositions rappelées ci-dessus, il a été inscrit une annuité de 16,490,117 fr. 12 payable pendant vingt-deux ans, de 1893 à 1914 inclusivement, en deux termes semestriels, les 1er mars et 1er septembre.

L'état des dépenses et de l'amortissement afférents à cette annuité ressort aux deux tableaux qui suivent :

SITUATION AU 1er JANVIER 1895.

	NOMBRE des ANNUITÉS de 16,490,117f 12	MONTANT des ANNUITÉS.
Dépenses à effectuer	22	362,782,576f 64
Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1894	1	16,490,117 12
Dépenses effectuées pendant l'année 1894	1	16,490,117 12
TOTAL des dépenses effectuées	2	32,980,234 24
Dépenses restant à effectuer (de 1895 à 1914)	20	329,802,342 40

COMPTE DE L'AMORTISSEMENT.

Montant du capital à amortir		251,541,666f 50c
Capital amorti.. antérieurement à l'année 1894	7,753,412f 70c	
Capital amorti.. pendant l'année 1894	8,027,156 61	
TOTAL de l'amortissement au 1er janvier 1895	15,780,569 31	15,780,569 31
MONTANT du capital restant à amortir de 1895 à 1914		235,761,097 19

COMPTE

DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX

POUR L'ANNÉE 1894.

NOTE

SUR

LE COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX.

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Les opérations en cours de réalisation se rapportent exclusivement au rachat des droits attribués à la compagnie des canaux d'Orléans et du Loing, effectué en conformité d'une loi du 20 mai 1863, modifiée par la loi du 21 décembre 1872.

Le montant de l'annuité est, pour l'année 1894, de 100,458 fr. 32.

COMPTE DE L'AMORTISSEMENT.

Montant du capital à rembourser		10,147,378f 25c
Amortissement effectué :		
Antérieurement au 1er janvier 1894	9,292,060f 66c	
Pendant l'année 1894	67,159 94	
TOTAL	9,359,220 60	9,359,220 60
Montant du capital restant à rembourser au 1er janvier 1895		788,157 65

Le taux d'intérêt de cette annuité a été fixé à 4 p. o/o l'an.

SITUATION DES DÉPENSES AU 1er JANVIER 1895.

Montant des sommes à payer (*intérêts et amortissement*)		16,675,420f 21c
Montant des annuités remboursées :		
Antérieurement au 1er janvier 1894	15,588,223f 26c	
Pendant l'année 1894	100,458 32	
TOTAL	15,688,681 58	15,688,681 58
Montant des annuités restant à rembourser au 1er janvier 1895		986,738 63

Voir, à la page suivante, les observations A et B.

Suite de la *Note sur le compte des annuités de rachat des canaux.*

OBSERVATIONS.

(A) La somme de 100,458 fr. 32 cent. ne représente pas une situation définitive. En effet, il y aura lieu de l'accroître chaque fois qu'une action affectée à une dotation aura fait retour : 1° lorsqu'un dotataire sera décédé sans postérité habile à lui succéder; 2° lorsqu'une héritière aura encouru la déchéance par application des articles 1 et 2 du décret du 3 janvier 1812.

Le montant des 154 annuités se rapportant aux 154 actions inscrites est de.....		101,780f 14c
Il y a lieu de déduire 2 annuités se rapportant à 2 actions inscrites dès 1868, mais à l'égard desquelles la Commission instituée par la loi du 5 décembre 1814 ne s'est pas encore prononcée,		
ci.....	2 annuités s'élevant à.....	1,321 82
La dépense afférente à l'année 1894 se rapporte donc à 152 annuités,		
ci.....	152. annuités s'élevant à.....	100,458 32

(B) Montant des sommes à amortir :

602 actions de 11,428f 57c	payables en 30 ans.....	6,879,999 14
5 actions de 10,792 49	(1) payables en 27 ans.....	53,962 45
1 action de 9,551 11	(2) payable en 23 ans.....	9,551 11
2 actions de 8,982 12	(3) payables en 20 ans.....	17,964 24
367 actions de 8,680 93	(4) payables en 19 ans.....	3,185,901 31
977 actions formant un capital à rembourser de.....		10,147,378 25

(1) Valeur de 27 annuités de.....
(2) Valeur de 23 annuités de.....
(3) Valeur de 20 annuités de.....
(4) Valeur de 19 annuités de..... } 660f 91c

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX.

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Dispositions législatives et réglementaires.

EXTRAIT DE LA LOI DU 20 MAI 1863.

Art. 1er. Une somme de 16 millions de francs est affectée au rachat des droits attribués à la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing par le décret du 16 mars 1810, droits représentés par les actions, dont le prix a été fixé par la Commission spéciale instituée par décret impérial du 23 avril 1861.

Art. 2. Chaque action a droit à un quatorze-centième de la somme de 16 millions de francs ci-dessus fixée. Une somme de 660 fr. 91 cent., valeur au 1er septembre 1860, est acquise pendant trente ans à chacune des actions possédées à titre privé à cette époque.

Art. 3. Les actions possédées à titre privé par le domaine de l'État au 1er septembre 1860 et celles qui lui ont été ou lui seront ultérieurement attribuées sont ou seront annulées de plein droit et ne donneront lieu à aucun remboursement.

Art. 4. Une somme de 571 fr. 42 cent., représentant les intérêts au taux de 5 p. o/o de celle de 11,428 fr. 57 c., revenant à chacune des 1,400 actions, est acquise à partir du 1er septembre 1860, et jusqu'au jour où elle fera retour, à chacune des actions dont la jouissance est affectée à une dotation.

Art. 6. Les payements à titre d'indemnité provisoire, autorisés par la loi du 1er août 1860, continueront à être effectués en 1863 d'après les mêmes bases; il sera fait compensation de ces payements, jusqu'à due concurrence, avec les annuités acquises aux actions.

Le payement intégral des annuités fixées par les articles 2 et 4 de la présente loi ne commencera qu'à partir du 1er septembre 1864.

Art. 8. Sont abrogées toutes les dispositions contraires, et notamment le titre Ier du décret du 16 mars 1810.

EXTRAIT DU DÉCRET DU 12 MARS 1864.

Art. 1er. La Société des canaux d'Orléans et du Loing est dissoute.....

Art. 2. Les actionnaires à titre privé ayant la propriété entière de leurs actions recevront du Trésor un titre nominatif représentant l'annuité à laquelle ils ont droit en vertu de l'article 2 de la loi du 20 mai 1863.

Les actions affectées à des dotations et qui feront retour aux propriétaires privés donneront lieu à la délivrance de pareils titres d'annuités.

Art. 3. Ces annuités seront inscrites au Grand-Livre de la Dette publique. Elles seront transférables de la même manière et suivant les mêmes règles que les rentes sur l'État.

Art. 4. En remplacement de l'intérêt annuel de 571 fr. 42 cent. attribué pour chaque action au titulaire des dotations, en vertu des articles 4 et 6 de la loi du 20 mai 1863, il sera inscrit au Trésor public des dotations dont le montant sera de 571 fr. 42 cent. par action, et qui seront payables par trimestre, avec jouissance à partir du 1er janvier 1864.

Lesdites inscriptions, ainsi que les extraits qui en seront délivrés, porteront la mention des numéros des actions auxquelles elles sont substituées.

Ces dotations sont incessibles et insaisissables. Elles seront transmissibles dans les conditions déterminées par les actes constitutifs.....

Art. 6. Les actions en échange desquelles des titres d'annuité seront délivrés sont annulées. Celles qui étaient affectées à des dotations sont provisoirement conservées au Trésor, jusqu'à ce qu'il en soit disposé conformément à l'article 7 ci-après.

Art. 7. Il pourra être procédé, avec le consentement des parties intéressées, à un partage définitif, entre l'État et les propriétaires à titre privé, des actions qui doivent faire retour après l'extinction des dotations.

Ce partage aura lieu par voie du sort, suivant le mode qui sera déterminé par notre Ministre des finances.

Celles qui seront dévolues à l'État seront annulées.

Celles qui écherront aux propriétaires à titre privé leur seront remises, avec une annotation signée par l'agent comptable du Grand-Livre et visée au contrôle, portant que le propriétaire a droit pour chaque action à une annuité de 660 fr. 91 cent. payable pendant trente ans à partir de l'extinction de la dotation à laquelle ladite action était affectée.

Elles seront représentées au Trésor et annulées lorsqu'il y aura lieu de les échanger contre des annuités définitives sur la demande des propriétaires intéressés.

Détail des 1,400 actions à liquider à l'époque de la prise de possession par l'État :

443 actions libres appartenant à divers propriétaires;

20 actions libres dont le droit de retour est en instance au profit de l'État et des anciens propriétaires par suite du décès des usufruitiers;

401 actions libres appartenant au domaine de l'État et qui ont été annulées en exécution de l'article 3 de la loi du 20 mai 1863 et de l'arrêté du 4 juillet 1864 :

(A) 362 actions attribuées à l'État, en exécution des décrets du 22 janvier 1852;

39 actions appartenant à la compagnie lors de la prise de possession par l'État;

401

436 actions affectées à des dotations et dont la nue propriété doit faire retour aux anciens propriétaires;

100 actions affectées à la dotation de la Légion d'honneur.

1,400

En exécution d'un arrêté en date du 4 janvier 1868, il a été procédé, le 23 du même mois, au partage par moitié des 436 actions affectées à des dotations et dont la nue propriété doit faire retour aux anciens propriétaires. En raison de ce partage, il a été remis au mandataire des héritiers d'Orléans 228 actions, dont 207 encore affectées, 9 dites *de jouissance* (pour la remise de ces 216 titres, on s'est conformé aux prescriptions du paragraphe 4 de l'article 7 du décret du 12 mars 1864), 5 actions ayant fait retour, mais dont la remise n'est pas encore ordonnée, et 7 ayant définitivement fait retour. Les 228 actions échues à l'État ont été annulées (A).

Les dispositions qui précèdent ont été modifiées par la loi du 21 décembre 1872, dont l'extrait suit :

EXTRAIT DE LA LOI DU 21 DÉCEMBRE 1872. (Promulguée au *Journal officiel* du 29 décembre 1872.)

Art. 1er. Les décrets du 22 janvier 1852 concernant les biens de la famille d'Orléans sont et demeurent abrogés.

Art. 2.....

.....

Les prix non payés des biens et coupes de bois vendus et les annuités non échues représentatives des actions des canaux d'Orléans, du Loing et de Briare, seront également restitués, avec jouissance des intérêts qu'ils peuvent produire à partir du 1er janvier 1872.

(A) Voir ci-contre le compte des actions restituées.

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX.

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING. (Suite.)

Situation, au 1er janvier 1894, des annuités et dotations créées pour le rachat desdits canaux, en exécution de la loi du 20 mai 1863 et du décret du 12 mars 1864.

Le nombre des actions appartenant au domaine de l'État à restituer, conformément aux prescriptions de la loi du 21 décembre 1872 précitée, s'élève à 590, savoir :

Actions libres	362
Actions affectées à des dotations	228
TOTAL ÉGAL	590

Dans ce nombre ne sont pas comprises les actions affectées à la dotation de la Légion d'honneur qui ont été converties en annuités trentenaires en 1877, à la suite d'un arrêt du Conseil d'État du 1er décembre 1876.

SITUATION AU 1er JANVIER 1895.

I. — ÉTAT DES ACTIONS.

A l'époque de la prise de possession par l'État, les 1,400 actions se répartissaient comme il suit :

1° Actions libres	805
2° Actions affectées à des dotations	556
TOTAL	1,361
3° Actions possédées par la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing et qui ont été immédiatement annulées	39
TOTAL ÉGAL	1,400

		ACTIONS LIBRES.	ACTIONS affectées à des dotations.
Report des 1,361 actions formant, à l'origine, les deux premiers groupes, ci		805	556
Modifications. — Il convient d'ajouter au premier groupe et de retrancher du second les actions qui sont devenues libres, par suite de l'extinction successive des usufruits et de la suppression de la dotation de la Légion d'honneur, savoir :			
1° De la prise de possession au 31 décembre 1893	172		
2° Pendant l'année 1894	"		
TOTAL	172	172	172
RÉSULTAT		977	384
A déduire les actions remboursées par le Trésor		824	"
RESTE		153	384
TOTAL		537	

II. — ÉTAT DES DÉPENSES.

1° DÉPENSES FAITES.

824 actions libres à 660 fr. 91 cent. chacune	544,589f 84c

2° DÉPENSES RESTANT À FAIRE.

153 annuités inscrites au 1er janvier 1895 à 660 fr. 91 cent. chacune, soit	101,119 23
306 actions affectées à des dotations de 571 fr. 42 cent., ensemble	174,854 52
39 actions susceptibles d'être inscrites sous forme d'annuités	25,775 49
39 actions affectées à des dotations de 571 fr. 42 cent. dont le payement était momentanément suspendu au 1er janvier 1895	22,285 38
1,361 actions. TOTAL GÉNÉRAL	868,624 46

I. — *Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1895.*

	NOMBRE des ACTIONS. (A)	NOMBRE des ANNUITÉS de 660f 91c.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
Accroissements antérieurs à 1894.	977	25,231	16,675,420f21c	(A) Actions libres auxquelles se rapportent les annuités. (B) Voir, pour le développement, le tableau II. (C) Voir, pour le développement, les tableaux II et III.
Accroissements pendant l'année 1893. (Lois des 20 mai 1863 et 21 décembre 1872. — Décision de la commission spéciale du 9 décembre 1892. Décision ministérielle du 28 février 1893.)	"	"	"	(D) Montant de 152 annuités afférentes à l'année 1894 ..... 100,458f 32c. (E) Le nombre des actions inscrites sous forme d'annuités au 1er janvier 1895 est de ..... 153. Le nombre des actions mises en payement est de ..... 151. La différence ..... 2. représente 2 actions inscrites dès 1868, et sur lesquelles la Commission instituée par la loi du 5 décembre 1814 n'a pas encore prononcé.
TOTAL des accroissements en 1894	"	"	"	
TOTAL GÉNÉRAL des accroissements au 1er janvier 1894.	977	25,231	(B) 16,675,420 21	
Décroissements antérieurs à l'année 1894	823	23,586	15,588,223 26	
Décroissements pendant l'année 1894	1	152	(D) 100,458 32	
TOTAL des décroissements au 1er janvier 1895	824	23,738	(B) 15,688,681 58	
Annuité restant à amortir au 1er janvier 1895	(E) 153	1,493	(C) 986,738 63	

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX.

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING. (Suite.)

II. — *Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1895.*

DURÉE des engagements contractés par l'État.	Dates des échéances de payement : de la 1re annuité, 1er sept.	de la dernière annuité, 1er sept.	Nombre des actions libres. (A)	Payement annuel à raison de 660f 91c par annuité : Nombre des annuités.	Sommes.	Montant des annuités à amortir : Nombre des annuités.	Sommes.	Annuités amorties : Nombre des annuités.	Sommes.	Annuités restant à amortir : Nombre des annuités.	Sommes.
1° Opérations terminées.											
30 ans	1861.	1890.	450	450	297,409f 50c	13,500	8,922,285f 00c	13,500	(B) 8,922,285f 00c	"	"
19 ans	1872.	1890.	367	367	242,553 97	6,973	4,608,525 43	6,973	(C) 4,608,525 43	"	"
30 ans	1862.	1891.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(D) 39,654 60	"	"
20 ans	1872.	1891.	2	2	1,321 82	40	26,436 40	40	(E) 26,436 40	"	"
30 ans	1863.	1892.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(F) 39,654 60	"	"
23 ans	1872.	1894.	1	1	660 91	23	15,200 93	23	(G) 15,200 93	"	"
Totaux			824	824	544,589 84	20,656	13,651,756 96	20,656	13,651,756 96	"	"
2° Opérations en cours de réalisation.											
30 ans	1869.	1898.	6	6	3,965 46	180	118,963 80	156	(H) 103,101 96	24	15,861f 84c
27 ans	1872.	1898.	5	5	3,304 55	135	89,222 85	115	(I) 76,004 65	20	13,218 20
30 ans	1872.	1901.	22	22	14,540 02	660	436,200 60	506	(J) 334,420 46	154	101,780 14
30 ans	1874.	1903.	1	1	660 91	30	19,827 30	21	(K) 13,879 11	9	5,948 19
30 ans	1875.	1904.	112	112	74,021 92	3,360	2,220,657 60	2,240	(L) 1,480,438 40	1,120	740,219 20
30 ans	1882.	1911.	1	1	660 91	30	19,827 30	13	(M) 8,591 83	17	11,235 47
30 ans	1884.	1913.	1	1	660 91	30	19,827 30	11	(N) 7,270 01	19	12,557 29
30 ans	1889.	1918.	1	1	660 91	30	19,827 30	6	(O) 3,965 46	24	15,861 84
30 ans	1885.	1914.	1	1	660 91	30	19,827 30	10	(P) 6,609 10	20	13,218 20
30 ans	1891.	1920.	1	1	660 91	30	19,827 30	4	(Q) 2,643 64	26	17,183 66
30 ans	1895.	1924.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	"	(R) "	60	39,654 60
Totaux			153	153	101,119 23	4,575	3,023,663 25	3,082	2,036,924 62	1,493	986,738 63
Récapitulation.											
Opérations terminées			824	824	544,589 84	20,656	13,651,756 96	20,656	13,651,756 96	"	"
Opérations en cours de réalisation			153	153	101,119 23	4,575	3,023,663 25	3,082	2,036,924 62	1,493	(S) 986,738 63
			977	977	645,709 07	25,231	16,675,420 21	23,738	15,688,681 58	1,493	986,738 63

(A) Actions libres auxquelles se rapportent les annuités.
(B) Amortissement afférent à 30 années (1861 à 1890 inclusivement).
(C) Amortissement afférent à 20 années (1872 à 1891 inclusivement).
(D) Amortissement afférent à 30 années (1862 à 1891 inclusivement).
(E) Amortissement afférent à 20 années (1872 à 1891 inclusivement).
(F) Amortissement afférent à 30 années (1863 à 1892 inclusivement).
(G) Amortissement afférent à 23 années (1872 à 1894 inclusivement).
(H) Amortissement afférent à 26 années (1869 à 1894 inclusivement).
(I) Amortissement afférent à 23 années (1872 à 1894 inclusivement).
(J) Amortissement afférent à 23 années (1872 à 1894 inclusivement).
(K) Amortissement afférent à 21 années (1874 à 1894 inclusivement).
(L) Amortissement afférent à 20 années (1875 à 1894 inclusivement).
(M) Amortissement afférent à 13 années (1882 à 1894 inclusivement).
(N) Amortissement afférent à 11 années (1884 à 1894 inclusivement).
(O) Amortissement afférent à 6 années (1889 à 1894 inclusivement).
(P) Amortissement afférent à 10 années (1885 à 1894 inclusivement).
(Q) Amortissement afférent à 4 années (1891 à 1894 inclusivement).
(R) Ces deux actions ont été inscrites parmi les annuités de rachat dès 1868; mais la Commission spéciale n'ayant pas encore prononcé l'envoi en possession, le point de départ n'est fixé à 1894 que par hypothèse.
(S) Pour le développement par année, voir le tableau III.

III. — *État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1895.*

ANNÉES.	Nombre des annuités de 660f 91c.	Montant des dépenses à effectuer : Capital.	Intérêts.	Total.	Observations.
1895	153	69,592f 96c	31,526f 27c	101,119f 23c	
1896	153	72,376 67	28,742 56	101,119 23	
1897	153	75,271 75	25,847 48	101,119 23	
1898	153	78,282 60	22,836 63	101,119 23	
1899	142	74,143 90	19,705 32	93,849 22	
1900	142	77,109 66	16,739 56	93,849 22	
1901	142	80,194 05	13,655 17	93,849 22	
1902	120	68,861 80	10,447 40	79,309 20	
1903	120	71,616 28	7,692 92	79,309 20	
1904	119	73,819 99	4,828 30	78,648 29	
1905	7	2,750 87	1,875 50	4,626 37	
1906	7	2,860 90	1,765 47	4,626 37	
1907	7	2,975 34	1,651 03	4,626 37	
1908	7	3,094 36	1,532 01	4,626 37	
1909	7	3,218 13	1,408 24	4,626 37	
1910	7	3,346 85	1,279 52	4,626 37	
1911	7	3,480 73	1,145 64	4,626 37	
1912	6	2,959 04	1,006 42	3,965 46	
1913	6	3,077 40	888 06	3,965 46	
1914	5	2,539 59	764 96	3,304 55	
1915	4	1,980 25	663 39	2,643 64	
1916	4	2,059 46	584 18	2,643 64	
1917	4	2,141 84	501 80	2,643 64	
1918	4	2,227 52	416 12	2,643 64	
1919	3	1,655 70	327 03	1,982 73	
1920	3	1,721 94	260 79	1,982 73	
1921	2	1,129 90	191 92	1,321 82	
1922	2	1,175 09	146 73	1,321 82	
1923	2	1,222 10	99 72	1,321 82	
1924	2	1,270 98	50 84	1,321 82	
Totaux	1,493	788,157 65	198,580 98	986,738 63	

COMPTE

DES

EMPRUNTS CONTRACTÉS PAR LE GOUVERNEMENT SARDE

POUR

L'AMÉLIORATION DE L'ÉTABLISSEMENT THERMAL D'AIX

POUR L'ANNÉE 1894.

NOTE SUR LE COMPTE

DES EMPRUNTS CONTRACTÉS PAR LE GOUVERNEMENT SARDE

POUR

L'AMÉLIORATION DE L'ÉTABLISSEMENT THERMAL D'AIX.

En vertu d'un décret du 20 octobre 1860, l'établissement d'Aix a été réuni au domaine de l'État. L'article 2 de ce décret dispose que les sommes avancées par le département de la Savoie et par les villes de Chambéry et d'Aix leur seront remboursées par le Trésor public, ainsi que l'ancienne dette de l'établissement, évaluée à 46,306 fr. 55 cent.

La somme à payer annuellement aux villes d'Aix et de Chambéry, pour les emprunts que ces deux villes ont contractés en 1857 par obligations de 500 francs remboursables en trente-sept ans à partir de 1858, est de 9,600 francs.

L'emprunt de la province de Savoie, contracté en 1856 et en 1858 en deux émissions de deux cent vingt obligations de 1,000 francs chacune, s'élevait à 440,000 francs.

Les dépenses afférentes à ces emprunts ont été transportées, à compter du 1er janvier 1875, du budget du Ministère des travaux publics à celui du Ministère des finances. (Loi du 5 août 1874.)

Les renseignements concernant lesdits emprunts ont été consignés dans les trois tableaux qui suivent :

I. — *Compte de l'amortissement.*

	MONTANT du CAPITAL à rembourser.	AMORTISSEMENT EFFECTUÉ			MONTANT DU CAPITAL restant à rembourser au 1er janvier 1895.
		ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1894.	PENDANT l'année 1894.	TOTAL.	
Emprunt de la province de Savoie.....	440,000f 00c	419,000f 00c	12,000f 00c	431,000f 00c	9,000f 00c
Emprunt des villes d'Aix et de Chambéry...	160,428 36	151,285 49	9,142 87	160,428 36	"
TOTAUX.....	600,428 36	570,285 49	21,142 87	591,428 36	9,000 00

II. — *Situation des dépenses au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION DES OPÉRATIONS.	MONTANT DES DÉPENSES à effectuer.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES AU 1er JANVIER 1895. Antérieurement à l'année 1894.	Pendant l'année 1894.	TOTAL.	MONTANT DES DÉPENSES restant à effectuer.	DATES des DERNIERS PAYEMENTS.
EMPRUNT DE LA PROVINCE DE SAVOIE.						
1re ÉMISSION.						
Remboursement des obligations	220,000f	220,000f	"	220,000f	"	5 novembre 1893.
Intérêts, à raison de 50 francs pour chaque obligation de 1,000 francs	265,100	265,100	"	265,100	"	*Idem.*
TOTAUX	485,100	485,100	"	485,100	"	
2e ÉMISSION.						
Remboursement des obligations	220,000	199,000	12,000	211,000	9,000f	10 avril 1895.
Intérêts, à raison de 50 francs pour chaque obligation de 1,000 francs	265,100	263,600	1,050	264,650	450	*Idem.*
TOTAUX	485,100	462,600	13,050	475,650	9,450	
TOTAL GÉNÉRAL pour les emprunts de la province de Savoie	970,200	947,700	13,050	960,750	9,450	
EMPRUNT DES VILLES.						
Ville d'Aix	133,200	129,600	3,600	133,200	"	31 décembre 1894.
Ville de Chambéry	222,000	216,000	6,000	222,000	"	*Idem.*
TOTAUX	355,200	345,600	9,600	355,200	"	
RÉCAPITULATION.						
Emprunt de la province de Savoie	970,200	947,700	13,050	960,750	9,450	
Emprunt des villes	355,200	345,600	9,600	355,200	"	
TOTAL GÉNÉRAL	1,325,400	1,293,300	22,650	1,315,950	9,450	

III. — *Relevé détaillé des dépenses afférentes aux emprunts contractés par le Gouvernement sarde pour l'amélioration de l'établissement thermal d'Aix.*

DÉSIGNATION des ANNÉES.	EMPRUNTS DE LA PROVINCE DE SAVOIE. TABLEAU DE L'AMORTISSEMENT. Obligations en circulation au 1er janvier. Nombre. 1re émission.	2e émission.	TOTAL.	Sommes.	Obligations remboursées pendant l'année. Nombre. 1re émission.	2e émission.	TOTAL.	Sommes.	MONTANT des intérêts des obligations en circulation.	TOTAL des dépenses afférentes aux emprunts de la province de Savoie.	EMPRUNTS des VILLES d'Aix et de Chambéry.	TOTAL GÉNÉRAL des dépenses à effectuer.	OBSERVATIONS.
OPÉRATIONS EFFECTUÉES.													
1857	(A)220	//	220	220,000f	2	//	2	2,000f	11,000f	13,000f	//	13,000f	(A) Les obligations de la 1re émission ont été émises dans le cours de l'année 1856.
1858	218	//	218	218,000	2	//	2	2,000	10,900	12,900	9,600f	22,500	
1859	216	(B)220	436	436,000	2	2	4	4,000	21,800	25,800	9,600	35,400	
1860	214	218	432	432,000	3	2	5	5,000	21,600	26,600	9,600	36,200	
1861	211	216	427	427,000	3	2	5	5,000	21,350	26,350	9,600	35,950	(B) Les obligations de la 2e émission ont été émises dans le cours de l'année 1858.
1862	208	214	422	422,000	3	3	6	6,000	21,100	27,100	9,600	36,700	
1863	205	211	416	416,000	3	3	6	6,000	20,800	26,800	9,600	36,400	
1864	202	208	410	410,000	3	3	6	6,000	20,500	26,500	9,600	36,100	
1865	199	205	404	404,000	3	3	6	6,000	20,200	26,200	9,600	35,800	
1866	196	202	398	398,000	3	3	6	6,000	19,900	25,900	9,600	35,500	
1867	193	199	392	392,000	4	3	7	7,000	19,600	26,600	9,600	36,200	Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant les emprunts sardes étaient effectués par le Ministère des travaux publics.
1868	189	196	385	385,000	4	3	7	7,000	19,250	26,250	9,600	35,850	
1869	185	193	378	378,000	4	4	8	8,000	18,900	26,900	9,600	36,500	
1870	181	189	370	370,000	4	4	8	8,000	18,500	26,500	9,600	36,100	
1871	177	185	362	362,000	4	4	8	8,000	18,100	26,100	9,600	35,700	
1872	173	181	354	354,000	5	4	9	9,000	17,700	26,700	9,600	36,300	
1873	168	177	345	345,000	5	4	9	9,000	17,250	26,250	9,600	35,850	
1874	163	173	336	336,000	5	5	10	10,000	16,800	26,800	9,600	36,400	
1875	158	168	326	326,000	5	5	10	10,000	16,300	26,300	9,600	35,900	
1876	153	163	316	316,000	6	5	11	11,000	15,800	26,800	9,600	36,400	
1877	147	158	305	305,000	6	5	11	11,000	15,250	26,250	9,600	35,850	
1878	141	153	294	294,000	6	6	12	12,000	14,700	26,700	9,600	36,300	
1879	135	147	282	282,000	6	6	12	12,000	14,100	26,100	9,600	35,700	
1880	129	141	270	270,000	7	6	13	13,000	13,500	26,500	9,600	36,100	
1881	122	135	257	257,000	7	6	13	13,000	12,850	25,850	9,600	35,450	
1882	115	129	244	244,000	7	7	14	14,000	12,200	26,200	9,600	35,800	
1883	108	122	230	230,000	8	7	15	15,000	11,500	26,500	9,600	36,100	
1884	100	115	215	215,000	8	7	15	15,000	10,750	25,750	9,600	35,350	
1885	92	108	200	200,000	9	8	17	17,000	10,000	27,000	9,600	36,600	
1886	83	100	183	183,000	9	8	17	17,000	9,150	26,150	9,600	35,750	
1887	74	92	166	166,000	9	9	18	18,000	8,300	26,300	9,600	35,900	
1888	65	83	148	148,000	10	9	19	19,000	7,400	26,400	9,600	36,000	
1889	55	74	129	129,000	11	9	20	20,000	6,450	26,450	9,600	36,050	
1890	44	65	109	109,000	11	10	21	21,000	5,450	26,450	9,600	36,050	
1891	33	55	88	88,000	12	11	23	23,000	4,400	27,400	9,600	37,000	
1892	21	44	65	65,000	12	11	23	23,000	3,250	26,250	9,600	35,850	
1893	9	33	42	42,000	9	12	21	21,000	2,100	23,100	9,600	32,700	
1894	//	21	21	21,000	//	12	12	12,000	1,050	13,050	9,600	22,650	
TOTAL					220	211	431	431,000	529,750	960,750	355 200	1,315,950	
OPÉRATIONS RESTANT À EFFECTUER.													
1895	//	9	9	9,000	//	9	9	9,000	450	9,450	//	9,450	
TOTAL					//	9	9	9,000	450	9,450	//	9,450	
RÉCAPITULATION.													
Opérations effectuées					220	211	431	431,000	529,750	960,750	355,200	1,315,950	
Opérations restant à effectuer					//	9	9	9,000	450	9,450	//	9,450	
TOTAL GÉNÉRAL					220	220	440	440,000	530,200	970,200	355,200	1,325,400	

NOTE

SUR

LES ANNUITÉS DUES AUX HOSPICES CIVILS

(DÉPENSES DES HÔPITAUX MILITAIRES).

En vertu des conventions et du décret énumérés dans le tableau ci-après, l'État s'est engagé à rembourser par annuités aux villes de Neufchâteau, Troyes, Rambervillers, Vouziers et Saint-Dié les dépenses faites par les hospices civils de ces villes pour contribution et aménagement de salles militaires.

Le capital à rembourser pour l'ensemble de ces villes est de 184,243 fr. 56.

Les dépenses afférentes à ces emprunts ont été transportées à compter du 1er janvier 1892 du budget du ministère de la Guerre à celui du ministère des Finances. (Loi du 26 janvier 1892.)

Les renseignements concernant ces annuités ont été consignés dans les deux tableaux qui suivent :

I. — *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION DES HOSPICES.	MONTANT des SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (Dates des décrets et conventions. Amortissement.)
	fr. c.	fr. c.		
L'hospice de Neufchâteau	32,000 00	3,409 00	4 p. o/o.	Convention du 8 novembre 1886. Amortissement en 12 ans à partir du 31 décembre 1887.
——— de Troyes	100,000 00	9,152 04	4 25 p. o/o.	Convention du 30 juin 1886. Amortissement en 15 ans à partir du 1er juillet 1890.
——— de Rambervillers	11,243 56	1,386 23	4 p. o/o.	Décret du 30 octobre 1889. Amortissement en 10 ans à partir du 31 décembre 1888.
——— de Vouziers	14,000 00	1,726 66	*Idem.*	Convention du 18 mai 1886. Amortissement en 10 ans à partir du 1er juillet 1887.
——— de Saint-Dié	27,000 00	3,328 00	*Idem.*	Convention du 25 juin 1888. Amortissement en 10 ans à partir du 1er janvier 1889.
Total	184,243 56	19,001 93		

II. — *État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION DES HOSPICES.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.						MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1894.			PENDANT L'ANNÉE 1894.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1895.					
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
L'hospice de Neufchâteau	32,000 00	8,908 00	40,908 00	16,813 00	7,050 00	23,863 00	2,801 00	608 00	3,409 00	19,614 00	7,658 00	27,272 00	12,386 00	1,250 00	13,636 00
——— de Troyes	100,000 00	37,280 60	137,280 60	20,873 00	15,735 16	36,608 16	5,789 00	3,363 04	9,152 04	26,662 00	19,098 20	45,760 20	73,338 00	18,182 40	91,520 40
——— de Rambervillers	11,243 56	2,618 74	13,862 30	6,217 00	2,100 38	8,317 38	1,184 00	202 23	1,386 23	7,401 00	2,302 61	9,703 61	3,842 56	316 13	4,158 69
——— de Vouziers	14,000 00	3,266 60	17,266 60	9,213 00	2,873 62	12,086 62	1,535 00	191 66	1,726 66	10,748 00	3,065 28	13,813 28	3,252 00	201 32	3,453 32
——— de Saint-Dié	27,000 00	6,280 00	33,280 00	12,177 00	4,463 00	16,640 00	2,736 00	592 00	3,328 00	14,913 00	5,055 00	19,968 00	12,087 00	1,225 00	13,312 00
TOTAL	184,243 56	58,353 94	242,597 50	65,293 00	32,222 16	97,515 16	14,045 00	4,956 93	19,001 93	79,338 00	37,179 09	116,517 09	104,905 56	21,174 85	126,080 41

NOTE

SUR L'ANNUITÉ POUR CONSTRUCTION DESTINÉE AU SERVICE DE L'INTENDANCE.

En conformité de la convention du 2 février 1876, approuvée par la décision du Ministre de la guerre en date du 19 février 1876, il a été inscrit une annuité de 24,250 francs payable pendant trente ans, entre les mains des héritiers de M. Girodon, ex-propriétaire à Lyon, pour les rembourser du prix des terrains cédés à l'État et destinés au service de l'intendance.

Les dépenses afférentes à cette annuité ont été transportées, à compter du 1er janvier 1892, du budget du Ministère de la guerre à celui du Ministère des finances. (Loi du 26 janvier 1892.)

L'état des dépenses et de l'amortissement afférents à cette annuité ressort aux deux tableaux qui suivent :

SITUATION AU 1er JANVIER 1895.

	NOMBRE DES ANNUITÉS de 24,250 francs.	MONTANT DES ANNUITÉS.
Dépenses à effectuer	30	727,500f 00c
Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1894	17	412,250 00
Dépenses effectuées pendant l'année 1894	1	24,250 00
TOTAL des dépenses effectuées	18	436,500 00
Dépenses restant à effectuer (de 1895 à 1906)	12	291,000 00

COMPTE DE L'AMORTISSEMENT.

Montant du capital à amortir		372,800f 00c
Capital amorti — antérieurement à l'année 1894	144,849f 00c	
Capital amorti — pendant l'année 1894	12,853 00	
TOTAL de l'amortissement au 1er janvier 1895	157,702 00	157,702 00
MONTANT du capital restant à amortir de 1895 à 1906		215,098 00

NOTE

SUR L'ANNUITÉ À LA CAISSE DES LYCÉES, COLLÈGES ET ÉCOLES PRIMAIRES.

Cette annuité a été créée par la loi du 1er juin 1878. Le montant et la durée en ont été successivement modifiés par les lois des 3 juillet 1880, 2 août 1881 et 22 juillet 1885. Elle a été fixée au chiffre actuel de 6,531,000 francs par la dernière de ces lois (art. 5, § 1er). Elle doit prendre fin en 1907.

Ces dépenses ont été transportées, à compter du 1er janvier 1892, du budget du Ministère de l'instruction publique à celui du Ministère des finances. (Loi du 26 janvier 1892.)

Au 1er janvier 1893, il restait à payer 15 annuités de 6,531,000 francs, soit 97,965,000 francs.

Ces dépenses ont été modifiées à compter du 1er janvier 1893. (Lois des 26 décembre 1892 et 28 avril 1893.)

L'annuité portée au budget de 1893 a été ramenée à 4,222,324 francs. Les sommes restant à payer au 1er janvier 1894 étaient de 59,117,216 francs.

EXTRAIT DE LA LOI DU 26 JUILLET 1893.

.....

ART. 53.

A partir du 1er janvier 1894, les caisses instituées par les lois du 11 juillet 1868, du 1er juin 1878, du 3 juillet 1880 et du 2 août 1881 sont et demeurent supprimées.

.....

Le Ministre des finances est autorisé à ouvrir, à partir du 1er janvier 1894, parmi les services spéciaux du Trésor, un compte unique de liquidation, qui sera débité des avances faites par le Trésor restant à amortir et crédité des sommes inscrites au budget pour leur remboursement.

NOTE

SUR

LES ANNUITÉS DUES AUX VILLES POUR CONSTRUCTION D'HÔTELS DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

En vertu des lois et décrets énumérés ci-après, les villes de Blois, Grenoble, Montpellier, Sedan, Hyères, Menton, Amiens, Calais et Toulouse ont été autorisées à emprunter à la Caisse des dépôts et consignations les fonds nécessaires à la construction d'hôtels des postes et des télégraphes, et elles sont couvertes de ces emprunts au moyen de demi-annuités de remboursement que leur verse l'État.

La ville de Marseille a contracté un emprunt à la Société marseillaise, et elle en est remboursée moyennant une annuité payable en un seul terme.

Le capital à rembourser pour l'ensemble des villes est de 4,291,785 francs.

Les dépenses afférentes à ces emprunts ont été transportées, à compter du 1er janvier 1892, du budget du Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies (direction générale des postes et des télégraphes) à celui du Ministère des finances. (Loi du 26 janvier 1892.)

Les renseignements concernant ces emprunts ont été consignés dans les deux tableaux qui suivent :

I. — *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION des VILLES.	MONTANT des SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'ANNUITÉ nominal annuel.	OBSERVATIONS. (Dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
	fr. c.	fr c.		
La ville de Blois	37,359 00	2,048 86	4 p. o/o.	Loi du 5 avril 1883. — Convention du 18 avril 1882. — Amortissement en 33 ans à partir du 25 décembre 1883.
—— de Grenoble	390,000 00	21,388 54	*Idem.*	Loi des 5 avril 1883 et 5 août 1885. — Convention des 6 juillet 1882 et 19 juin 1885. — Amortissement en 33 ans à partir des 25 décembre 1883, 25 juin 1884 et 5 mai 1886.
—— de Montpellier	334,800 00	18,361 24	*Idem.*	Loi du 5 avril 1883. — Convention du 25 juillet 1882. — Amortissement en 33 ans à partir des 5 mars 1884 et 5 septembre 1885.
—— de Sedan	99,750 00	5,470 54	*Idem.*	Loi du 2 août 1883. — Convention du 28 mai 1883. — Amortissement en 33 ans à partir du 15 avril 1884.
—— d'Hyères	48 500 00	2,659 86	*Idem.*	Loi du 6 août 1883. — Convention du 25 mai 1882. — Amortissement en 33 ans à partir du 25 juin 1884.
—— de Menton	102,000 00	5,593 92	*Idem.*	Loi du 15 décembre 1883. — Convention du 17 novembre 1882. — Amortissement en 33 ans à partir du 25 mars 1885.
—— d'Amiens	339,376 00	18,612 20	*Idem.*	Loi du 7 août 1883. — Convention du 4 août 1883. — Amortissement en 33 ans à partir des 3 avril 1884 et 15 juin 1888.
—— de Calais	115,000 00	6,306 87	*Idem.*	Convention du 4 août 1883. — Loi du 1er août 1883. — Amortissement en 33 ans à partir du 25 avril 1885.
—— de Toulouse	475,000 00	26,050 16	*Idem.*	Loi du 24 mars 1887. — Convention du 14 mai 1884. — Amortissement en 33 ans à partir des 5 février et 5 juillet 1888.
—— de Marseille	2,350,000 00	105,761 75	*Idem.*	Loi du 12 juin 1889. — Convention du 25 février 1889. — Amortissement en 56 ans à partir du 1er avril 1891.
Total	4,291,785 00	212,253 94		

II. — *État développé des dépenses en capital et intérêts, au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION des VILLES.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1894.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — PENDANT L'ANNÉE 1894.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — TOTAUX AU 1er JANVIER 1895.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. cr	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
La ville de Blois	37,359 00	30,253 38	67,612 38	7,148 39	14,364 64	21,513 03	848 85	1,200 01	2,048 86	7,997 24	15,564 65	23,561 89	29,361 76	14,688 73	44,050 49
—— de Grenoble	390,000 00	315,821 82	705,821 82	68,746 32	140,751 68	209,498 00	8,623 94	12,764 60	21,388 54	77,370 26	153,516 28	230,886 54	312,629 74	162,305 54	474,935 28
—— de Montpellier	334,800 00	271,120 92	605,920 92	55,045 95	114,795 52	169,841 47	7,242 81	11,118 43	18,361 24	62,288 76	125,913 45	188,202 71	272,511 24	145,206 97	417,718 21
—— de Sedan	99,750 00	80,777 82	180,527 82	17,986 38	36,719 02	54,705 40	2,222 00	3,248 54	5,470 54	50,208 38	39,967 56	60,175 94	79,541 62	40,810 26	120,351 88
—— d'Hyères	48,500 00	39,275 38	87,775 38	8,756 07	17,842 53	26,598 60	1,080 37	1,579 49	2,659 86	9,836 44	19,422 02	29,258 46	38,663 56	19,853 36	58,516 92
—— de Menton	102,000 00	82,599 36	184,599 36	16,208 24	34,137 04	50,345 28	2,183 88	3,410 04	5,593 92	18,392 12	37,547 08	55,939 20	83,607 88	45,052 28	128,660 16
—— d'Amiens	339,376 00	274,826 60	614,202 60	43,853 96	95,737 54	139,591 50	6,859 25	11,752 95	18,612 20	50,713 21	107,490 49	158,203 70	288,662 79	167,336 11	455,998 90
—— de Calais	115,000 00	93,126 71	208,126 71	18,275 12	38,486 71	56,761 83	2,462 25	3,844 62	6,306 87	20,737 37	42,331 33	63,068 70	94,262 63	50,795 38	145,058 01
—— de Toulouse	475,000 00	384,655 28	859,655 28	44,510 43	103,564 16	148,074 59	8,918 89	17,131 27	26,050 16	53,429 32	120,695 43	174,124 75	421,570 68	263,959 85	685,530 53
—— de Marseille	2,350,000 00	3,572,658 00	5,922,658 00	36,715 48	280,569 77	317,285 25	13,230 37	92,531 38	105,761 75	49,945 85	373,101 15	423,047 00	2,300,054 15	3,199,556 85	5,499,611 00
TOTAL	4,291,785 00	5,145,115 27	9,436,900 27	317,246 34	876,968 61	1,194,214 95	53,672 61	158,581 33	212,253 94	370,918 95	1,035,549 94	1,406,468 89	3,920,866 05	4,109,565 33	8,030,431 38

NOTE

SUR

L'ANNUITÉ À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS POUR REMBOURSEMENT DES AVANCES FAITES PAR ELLE EN VERTU DE LA LOI DU 2 OCTOBRE 1888 (REBOISEMENT DES MONTAGNES).

La loi du 2 octobre 1888 autorisait le Ministre des finances à affecter au payement immédiat du prix des terrains maintenus dans les anciens périmètres de reboisement acquis en exécution de la loi du 4 avril 1882 une avance pouvant s'élever à 11,500,000 francs au maximum, qui sera faite au Trésor par la Caisse des dépôts et consignations. (Art. 1er de la loi.)

Le solde arrêté au 31 décembre 1891, se soldant en faveur de la Caisse des dépôts et consignations par une somme de 3,356,470 fr. 41, il a été convenu qu'une annuité de 627,415 fr. 08, correspondant à ce solde, serait inscrite au budget du Ministère des finances pendant six ans, de 1892 à 1897 inclusivement. (Loi du 26 janvier 1892.)

Ces dépenses ont été transportées du budget du Ministère de l'agriculture à celui du Ministère des finances à compter du 1er janvier 1892.

SITUATION AU 1ER JANVIER 1895.

		NOMBRE des ANNUITÉS de 627,415 fr. 08.	MONTANT des ANNUITÉS.
Dépenses à effectuer		6	3,764,490f 48c
Dépenses effectuées	antérieurement à l'année 1894	2	1,254,830 16
	pendant l'année 1894	1	627,415 08
	TOTAL des dépenses effectuées	3	1,882,245 24
Dépense restant à effectuer (de 1895 à 1897)		3	1,882,245 24

COMPTE DE L'AMORTISSEMENT.

Montant du capital à amortir		3,356,470f 41c
Capital amorti	antérieurement à l'année 1894	1,105,710 63
	pendant l'année 1894	526,126 03
	TOTAL de l'amortissement au 1er janvier 1895	1,631,836 66
Montant du capital restant à amortir de 1895 à 1897		1,724,633 75

NOTE

SUR L'ANNUITÉ À LA VILLE DE ROUBAIX POUR LA CONSTRUCTION DE L'ÉCOLE DES ARTS INDUSTRIELS.

Une loi du 5 août 1881 autorisait la ville de Roubaix à créer une école nationale des arts industriels. Par une convention en date du 28 novembre 1882, passée entre l'État et la ville de Roubaix, celle-ci offrait une subvention de 600,000 francs pour l'établissement de cette école.

Cette convention était postérieurement ratifiée par la loi du 22 avril 1886 (art. 3). L'article 4 de la même loi portait en outre ce qui suit : « Sont acceptées les propositions contenues dans la délibération du conseil municipal de Roubaix en date du 13 février 1885, par laquelle la ville constate qu'elle a versé au Trésor en une seule fois la subvention de 600,000 francs..... et offre d'avancer le montant de la dépense à la charge de l'État dans les travaux dont il s'agit, soit 1,388,453 fr. 10, remboursables au moyen de 30 annuités de 87,000 francs, dont la première serait versée le 30 juin 1890. »

En conformité de ces dispositions, il a été inscrit une annuité de 87,000 francs, payable pendant trente ans, de 1890 à 1919 inclusivement, à l'échéance du 30 juin.

Ces dépenses ont été transportées du budget du Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts à celui du Ministère des finances par la loi du 26 janvier 1892, à compter du 1er janvier 1892.

SITUATION AU 1er JANVIER 1895.

		NOMBRE DES ANNUITÉS de 87,000 francs.	MONTANT des ANNUITÉS.
Dépenses à effectuer		30	2,610,000f
Dépenses effectuées...	antérieurement à l'année 1894	4	348,000
	pendant l'année 1894	1	87,000
	TOTAL des dépenses effectuées	5	435,000
Dépenses restant à effectuer (de 1895 à 1919)		25	2,175,000

COMPTE DE L'AMORTISSEMENT.

Montant du capital à amortir		.....	1,388,453f 10c
Capital amorti.....	antérieurement à l'année 1894	94,750f 97c	
	pendant l'année 1894	26,519 44	
	TOTAL de l'amortissement au 1er janvier 1895....	121,270 41	121,270 41
Montant du capital restant à amortir de 1895 à 1919		.....	1,267,182 69

NOTE

SUR LES ANNUITÉS POUR CHEMINS STRATÉGIQUES.

En vertu d'une décision de la Commission du budget du 28 janvier 1879, l'État s'est engagé à rembourser par annuités aux départements et aux communes, dont la nomenclature figure aux tableaux ci-après, les emprunts faits par eux à la Caisse des chemins vicinaux, pour construction de chemins stratégiques. Ces emprunts ayant été contractés successivement de 1879 à 1892, il en résulte que la dépense annuelle restera constante jusqu'au 1er janvier 1910; elle sera de 462,840 fr. 74 et décroîtra ensuite pour s'éteindre définitivement au 1er janvier 1923.

Le capital à rembourser pour l'ensemble de la dépense est de 11,571,018 fr. 67.

Les dépenses afférentes à ces emprunts ont été transportées, à compter du 1er janvier 1893, du budget du Ministère de la guerre à celui du Ministère des finances (loi du 28 avril 1893). Les renseignements concernant ces annuités ont été consignés dans les deux tableaux qui suivent.

I. — *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS et des communes.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT DES ANNUITÉS.	TAUX DE L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.		
Ain	224,600 00	8,984 00	4 p. o/o	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés en 1879, 1881, 1883, 1886, 1888 et 1889.
Aisne	177,400 00	7,096 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés de 1880 à 1891.
Alpes (Basses-)	465,000 00	18,600 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés de 1879 à 1885.
Alpes (Hautes-)	906,300 00	36,252 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés de 1879 à 1884, de 1887 à 1890 et en 1892.
Alpes-Maritimes	513,425 00	20,537 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés de 1881 à 1888.
Doubs	1,093,900 00	43,756 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés de 1880 à 1885 et de 1888 à 1892.
Isère	150,200 00	6,008 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés de 1880 à 1885.
Jura	145,000 00	5,800 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés de 1880 à 1885.
Marne	152,800 00	6,112 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés de 1886 à 1888 et en 1890.
Marne (Haute-)	420,997 12	16,839 88	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés de 1879 à 1883.
Meurthe-et-Moselle	996,500 00	39,860 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés de 1880 à 1882 et de 1884 à 1892.
Meuse	2,264,900 00	90,596 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés de 1879 à 1892.
Nord	716,696 55	28,667 86	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés de 1880 à 1886 et de 1888 à 1892.
Territoire de Belfort	144,000 00	5,760 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés en 1888, 1889 et 1891.
Rhône	75,100 00	3,004 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés en 1881, 1882 et 1884.
Savoie	523,800 00	20,952 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés de 1880 à 1890.
Seine-et-Oise	245,200 00	9,808 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés de 1883 à 1886.
Var	565,000 00	22,600 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés de 1882 à 1890.
Vosges	1,744,500 00	69,780 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés de 1879 à 1883, en 1886 et en 1887.
Commune de Champigneulles	13,900 00	556 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés en 1883 et 1884.
——— de Lucey	6,900 00	276 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunt réalisé en 1883.
——— de Vions	24,900 00	996 00	*Idem.*	Amortissement en 30 années. — Emprunts réalisés en 1882, 1883, 1887 et 1889.
Total	11,571,018 67	462,840 74		

II. — *État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS.	DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1894.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — PENDANT L'ANNÉE 1894.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — TOTAUX AU 1er JANVIER 1895.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT à effectuer.		
	INTÉRÊTS.	SOMMES à amortir.	TOTAL.	Intérêts.	Sommes amorties.	TOTAL.	Intérêts.	Sommes amorties.	TOTAL.	Intérêts.	Sommes amorties.	TOTAL.	Intérêts.	Sommes amorties.	TOTAL.
Ain	44,920f 00c	224,600f 00c	269,520f 00c	21,330f 66c	59,197f 34c	80,528f 00c	2,016f 50c	6,967f 50c	8,984f 00c	23,347f 16c	66,164f 84c	89,512f 00c	21,572f 84c	158,435f 16c	180,008f 00c
Aisne	35,480 00	177,400 00	212,880 00	15,834 76	43,597 24	52,432 00	1,631 66	5,464 34	7,096 00	15,466 42	49,061 58	66,528 00	18,013 58	128,338 42	146,352 00
Basses-Alpes	93,000 00	465,000 00	558,000 00	50,421 25	141,578 75	192,000 00	3,945 05	14 654 95	18,600 00	54,366 30	156,233 70	210,600 00	38,633 70	308,766 30	347,400 00
Hautes-Alpes	181,260 00	906,300 00	1,087,560 00	94,647 36	269,576 64	363,224 00	7,776 55	28,475 45	36,252 00	102,423 91	297,052 09	399,476 00	78,836 09	609,247 91	688,084 00
Alpes-Maritimes	102,685 00	513,425 00	616,110 00	46,925 70	126,665 30	173,591 00	4,716 70	15,820 30	20,537 00	51,642 40	142,485 60	194,128 00	51,042 60	370,939 40	421,982 00
Doubs	218,780 00	1,093,900 00	1,312,680 00	105,634 53	297,689 47	403,324 00	9,709 96	34,046 04	43,756 00	115,344 49	331,735 51	447,080 00	103,435 51	762,164 49	865,600 00
Isère	30,040 00	150,200 00	180,240 00	16,967 18	48,096 82	65,064 00	1,245 43	4,762 57	6,008 00	18,212 61	52,859 39	71,072 00	11,827 39	97,340 61	109,168 00
Jura	29,000 00	145,000 00	174,000 00	16,780 48	47,947 52	64,728 00	1,183 66	4,616 34	5,800 00	17,964 14	52,563 86	70,528 00	11,035 86	92,436 14	103,472 00
Marne	30,560 00	152,800 00	183,360 00	10,332 04	26,195 96	36,528 00	1,542 98	4,569 02	6,112 00	11,875 02	30,764 98	42,640 00	18,684 98	122,035 02	140,720 00
Haute-Marne	84,199 28	420,997 12	505,196 40	54,284 34	161 201 01	215,485 35	3,167 88	13,672 00	16,839 88	57,452 22	174,873 01	232,325 23	26,747 06	246,124 11	272,871 17
Meurthe-et-Moselle	199,300 00	996,500 00	1,195,800 00	61,301 75	160,498 25	221,800 00	10,192 05	29,667 95	39,860 00	71,493 80	190,166 20	261,660 00	127,806 20	806,333 80	934,140 00
Meuse	452,980 00	2,264,900 00	2,717,880 00	225,519 63	627,008 37	852,528 00	19,974 07	70,621 93	90,596 00	245,493 70	697,630 30	943,124 00	207,486 30	1,567,269 70	1,774,756 00
Nord	143,339 25	716,696 55	860,035 80	51,631 56	141,724 44	193,356 00	7,009 91	21,657 95	28,667 86	58,641 47	163,382 39	222,023 86	84,697 78	553,314 16	638,011 94
Territoire de Belfort	28,800 00	144,000 00	172,800 00	7,337 71	17,982 29	25,320 00	1,536 04	4,223 96	5,760 00	8,873 75	22,206 25	31,080 00	19,926 25	121,793 75	141,720 00
Rhône	15,020 00	75,100 00	90,120 00	9,092 29	26,255 71	35,348 00	595 61	2,408 39	3,004 00	9,687 90	28,664 10	38,352 00	5,332 10	46,435 90	51,768 00
Savoie	104,760 00	523,800 00	628,560 00	43,786 14	118,145 86	161,932 00	4,945 10	16,006 90	20.952 00	48,731 24	134,152 76	182,884 00	56,028 76	389,647 24	445,676 00
Seine-et-Oise	49,040 00	245,200 00	294,240 00	23,922 42	64,965 58	88,888 00	2,198 90	7,609 10	9,808 00	26,121 32	72,574 68	98,686 00	22,918 68	172,625 32	195,544 00
Var	113,000 00	565,000 00	678,000 00	42,774 92	112,637 08	155,412 00	5,515 91	17,084 09	22,600 00	47,290 83	129,721 17	178,012 00	64,709 17	435,278 83	449,988 00
Vosges	348,900 00	1,744,500 00	2,093,400 00	208,821 32	605,986 68	814,808 00	13,883 71	55,896 29	69,780 00	222,705 03	661,882 97	884,588 00	126,194 97	1,082,617 03	1,208,812 00
Commune de Champigneulles	2,780 00	13,900 00	16,680 00	1,406 18	3,845 82	5,252 00	122 68	433 32	556 00	1,528 86	4,279 14	5,808 00	1,251 14	9,620 86	10,872 00
——— de Lucey	1,380 00	6,900 00	8,280 00	732 42	2,027 58	2,760 00	59 35	216 65	276 00	791 77	2,244 23	3,036 00	528 23	4,655 77	5,244 00
——— de Vions	4,980 00	24,900 00	29,880 00	2,361 00	6,507 00	8,868 00	224 26	771 74	996 00	2,585 26	7,278 74	9,864 00	2,394 74	17,621 26	20,016 00
TOTAL	2,314,203 53	11,571,018 67	13,885,222 20	1,111,845 64	3,108,330 71	4,220,176 35	103,193 96	359,646 78	462,840 74	1,215,039 60	3,467,977 49	4,683,017 09	1,099,163 93	8,103,041 18	9,202,205 11

COMPTE

DES

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

POUR L'ANNÉE 1894.

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

NOTE

SUR L'ANNUITÉ À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

(Loi du 17 juin 1873.)

Pour tenir compte à la compagnie des chemins de fer de l'Est des dommages et dépenses pouvant résulter pour elle de l'application du traité de Francfort et de la convention du 17 juin 1873, il lui a été remis, avec jouissance du 1er novembre 1873, un titre d'annuité de vingt millions cinq cent mille francs (20,500,000f) représentant, au taux de l'emprunt du 2 juillet 1871, un capital de trois cent vingt-cinq millions (325,000,000f). Les intérêts de cette somme ont couru à compter du 18 mai 1871.

L'annuité de 20,500,000 francs est payable par semestre, les 1er mai et 1er novembre, pendant quatre-vingt-un ans, de 1874 à 1954 inclusivement.

Le titre dont il s'agit a été délivré en exécution de la loi du 17 juin 1873, de la convention du même jour et de la décision ministérielle du 8 octobre 1873. Des extraits de ces documents ont été insérés au Compte général des finances de 1884, pages 1005 et 1006.

L'état des dépenses afférentes à l'annuité de 20,500,000 francs ressort du tableau suivant :

SITUATION AU 1er JANVIER 1895.

Montant des dépenses à effectuer :

Capital nominal	325,000,000f 00c	1,710,776,484f 01c
Intérêts	1,385,776,484 01	
A reporter		1,710,776,484 01

Report			1,710,776,484f01c
Période du 19 mai 1871 au 31 octobre 1873 :			
Année 1871, du 19 mai au 31 décembre		12,693,150f 68c	
Année 1872, du 1er janvier au 31 décembre		20,500,000 00	
Année 1873, du 1er janvier au 30 juin	10,250,000f 00c	17,083,333 33	
Année 1873, du 1er juillet au 31 octobre	6,833,333 33		
		50,276,484 01	
Période de 1874 à 1954 inclusivement :			
81 annuités de 20,500,000 francs		1,660,500,000 00	
Somme égale		1,710,776,484 01	

DÉCROISSEMENTS.

Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1894 :		
De 1871 à 1873 inclusivement	(A) 50,276,484f 01c	
De 1874 à 1893 inclusivement, 20 annuités à 20,500,000f	410,000,000 00	
Total	460,276,484 01	
Dépenses effectuées pendant l'année 1894 :		
Annuité de (intérêts et amortissement)	20,500,000 00	
Total général des décroissements	480,776,484 01	480,776,484 01
Dépenses restant à effectuer de 1895 à 1954, soit 60 annuités à 20,500,000 francs, ci		1,230,000,000 00

AMORTISSEMENT (B).

Montant du capital à amortir			325,000,000 00
Capital amorti	de 1874 à 1893 inclusivement	5,383,799f 07c	
	pendant l'année 1894	483,317 18	
Total de l'amortissement au 1er janvier 1895		5,867,116 25	5,867,116 25
Capital restant à amortir de 1895 à 1954			319,132 883 75

(A) Pour la répartition de cette somme parmi les dépenses résultant des services faits, voir le Compte général des finances de 1884, page 1007.

(B) Le taux de l'intérêt semestriel est de 3 fr. 1325282328 p. o/o.

NOTE

SUR LES ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

POUR LES LIGNES

DONT LES TRAVAUX SONT TERMINÉS ET REÇUS.

C'est seulement à partir du 1er janvier 1875 que ces annuités ont commencé à être inscrites parmi les dépenses de la Dette publique, conformément aux prescriptions de la loi du 5 août 1874.

Le compte de ces annuités se divise en deux articles, savoir :

L'article 1er, comprenant les annuités destinées à l'amortissement des subventions accordées par l'État aux compagnies de chemins de fer;

L'article 2, comprenant les annuités destinées à l'amortissement des avances faites par les compagnies.

La situation de ce compte, au 1er janvier 1895, ressort du relevé ci-après :

SITUATION AU 1er JANVIER 1895.

	MONTANT des ANNUITÉS.	MONTANT DES DÉPENSES		
		À EFFECTUER.	EFFECTUÉES.	RESTANT à effectuer.
Situation au 1er janvier 1894 telle qu'elle figure au Compte général des finances de 1893, pages 952 et suivantes	40,251,813f 68c	3,480,299,443f 28c	916,951,234f 06c	2,563,348,209f 22c
Accroissement provenant de l'inscription des annuités rattachées au budget du Ministère des finances à compter du 1er janvier 1894	887,431 86	62,340,332 76	5,988,409 65	56,351,923 11
Situation définitive au 1er janvier 1894	41,139,245 54	3,542,639,776 04	922,939,643 71	2,619,700,132 33
Montant des opérations de l'année 1894, à ajouter aux dépenses effectuées et à retrancher des dépenses restant à effectuer	»	»	41,139,245 54	41,139,245 54
Situation au 1er janvier 1895	41,139,245 54	3,542,639,776 04	964,078,889 25	2,578,560,886 79

Les cinq tableaux suivants offrent, au sujet du présent compte, des renseignements complets et détaillés, savoir :

Le tableau n° I fait connaître le montant des annuités à payer à chaque compagnie;

Le tableau n° II indique pour chaque ligne : 1° le montant des sommes à amortir, et 2° les conditions de l'amortissement;

Le tableau n° III présente, pour chaque ligne et pour chaque compagnie, l'état développé des dépenses en capital et intérêts;

Le tableau n° IV est un résumé de la situation des dépenses afférentes à chacune des compagnies;

Enfin le tableau n° V donne le développement par année des dépenses restant à effectuer.

I. — *Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE PAYEMENT des subventions.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE REMBOURSEMENT des avances.	TOTAL DES ANNUITÉS inscrites.
ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À 1894.			
Compagnie du Nord	360,042f 46c	909,860f 80c	1,269,903f 26c
Compagnie de l'Est	4,069,955 40	"	4,069,955 40
Compagnie de l'Ouest	3,473,958 86	228,991 12	3,702,949 98
Compagnie d'Orléans	4,334,068 36	213,983 82	4,548,052 18
Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée	13,818,734 58	2,695,804 30	16,514,538 88
Compagnie du Midi	2,074,061 58	5,304,879 68	7,378,941 26
Compagnie d'Orléans à Châlons	1,117,224 38	"	1,117,224 38
Compagnie de Lille à Valenciennes	387,748 34	"	387,748 34
Compagnie des chemins de fer départementaux	"	1,262,500 00	1,262,500 00
TOTAL des accroissements antérieurs à 1894	29,635,793 96	10,616,019 72	40,251,813 68
ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1894.			
Compagnie du Midi	"	887,431 86	887,431 86
TOTAL des accroissements en 1894	"	887,431 86	887,431 86
TOTAL général des accroissements au 1er janvier 1895	29,635,793 96	11,503,451 58	41,139,245 54
Décroissements antérieurs à l'année 1894	"	"	"
Décroissements pendant l'année 1894	"	"	"
TOTAL général des décroissements au 1er janvier 1895	"	"	"
Annuités inscrites au 1er janvier 1895	29,635,793 96	11,503,451 58	41,139,245 54

II. — *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS.				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1875. (Loi du 5 août 1874.) Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Réseau des Ardennes. — Épinal à Remiremont. — Lunéville à Saint-Dié. — Châtillon à Chaumont. — Chaumont à Pagny. — Strasbourg à Barr. — Haguenau à Niederbronn. — Dieuze à Avricourt. — Sainte-Marie-aux-Mines à Schelestadt. — Belfort à Guebwiller. — Niederbronn à Thionville.....	40,183,805f 00c	1,841,833f 64c	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1954 (90 ans).
Bar-sur-Seine à Châtillon.....	3,000,000 00	137,622 00	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 15 janvier 1866 au 15 juillet 1954 (89 ans).
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Caen à Flers. — Mayenne à Laval. — Louviers à la ligne de Paris à Rouen. — Pontivy à Saint-Brieuc.....	15,000,000 00	686,443 38	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er juin 1865 au 1er décembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Réseau central et ligne de Bretagne (sud).....	26,416,667 00	1,334,342 54	5.	Convention du 11 juin 1883, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1862. — Amortissement du 1er octobre 1863 au 1er avril 1956 (93 ans).
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat.....	45,400,000 00	2,077,635 32	4 1/2.	Convention du 11 juillet 1863, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863. — Amortissement du 1er octobre 1864 au 1er avril 1956 (92 ans).
Pithiviers à Malesherbes.....	1,500,000 00	68,752 86	4 1/2.	Convention du 11 juin 1863, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863, décret du 8 août 1865, concession définitive. — Amortissement du 1er octobre 1866 au 1er août 1956 (90 ans).
Embranchement de Romorantin.....	1,100,000 00	50,552 76	4 1/2.	Convention du 26 juillet 1868, loi et décret du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1870 au 1er octobre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Réseau central.....	1,333,333 00	67,348 50	5.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1864 au 1er novembre 1956 (93 ans).
Grenoble à Montmélian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang.....	33,000,000 00	1,510,175 42	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas.....	21,300,000 00	974,749 60	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1875...	188,233,805 00	8,749,456 02		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATE DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report.....	188,233,805f 00c	8,749,456f 02c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1876. (Loi du 3 août 1875.) Antérieurement au 1er janvier 1876, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Ligne de Flers à Mayenne.....	10,700,000 00	489,662 94	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er juin 1865 au 1er décembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac.....	21,000,000 00	961,020 74	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
Embranchement de Saint-Affrique.....	3,000,000 00	138,291 24	4 1/2.	Convention, décret et loi du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1874 au 1er novembre 1957 (84 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1876..	34,700,000 00	1,588,974 92		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1877. (Loi du 26 décembre 1876.) Antérieurement au 1er janvier 1877, les payements concernant ces annuités étaient effectués : 1° pour les lignes de l'Algérie, par le Ministère de l'intérieur, et 2° pour les autres lignes, par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon...	13,000,000 00	594,917 58	4 1/2.	Loi, décret et convention du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1867 au 1er novembre 1958 (92 ans).
Chemins de fer de l'Algérie.....	80,000,000 00	3,661,031 36	4 1/2.	Loi et décret du 11 juin 1863, convention du 1er mai 1863, art. 3. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIES DIVERSES.				
Orléans à Châlons.....	24,374,800 00	1,117,224 38	4 1/2.	Lois des 18 juillet 1863 et 16 février 1870, décret du 29 mai 1869. — Amortissement du 1er janvier 1871 au 15 juillet 1960 (90 ans).
Dombes et Sud-Est. (Lyon à Montbrison.) (A).....	12,000,000 00	550,022 66	4 1/2.	Loi du 8 mai 1869, décret du 16 novembre 1869. — Amortissement du 1er janvier 1871 au 15 juillet 1960 (90 ans).
Lille à Valenciennes. (Lérouville à Sedan.).....	8,445,000 00	387,748 34	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868, décrets des 7 avril et 29 août 1869. — Amortissement du 1er janvier 1873 au 15 juillet 1960 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1877.	137,819,800 00	6,310,944 32		
A reporter.....	360,753,605 00	16,649,375 26		

(A) Cette ligne a été rattachée à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée à compter de l'année 1884.

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. DATES DES LOIS, (décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1878. (Loi du 30 mars 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1878, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
Report.....	300,753,605f 00c	16,649,375f 20c		
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Sablé à Châteaubriant.....	12,000,000 00	551,484 60	4 1/2.	Loi du 4 juillet 1868. — Amortissement du 1er juin 1870 au 1er décembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Châteaubriant à Nantes.....	8,700,000 00	399,826 34	4 1/2.	Loi du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1873 au 1er octobre 1959 (87 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour, Clermont à Montbrison, Dijon à Langres.....	43,200,000 00	1,976,956 94	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne.....	7,300,000 00	334,879 96	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Antérieurement à l'inscription de ces deux lignes au budget du Ministère des finances, il avait été payé par le Ministère des travaux publics cinq annuités afférentes aux années ci-après désignées : 1868, 1869, 1870, 1876 et 1877. — Amortissement du 1er mai 1868 au 1er novembre 1956 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1878...	71,200,000 00	3,263,147 84		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1879. (Loi du 22 decembre 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1879, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Lava al Angers. — Saint-Lô à Lamballe.....	38,000,000 00	1,746,367 94	4 1/2.	Loi du 4 juillet 1868. — Amortissement du 1er juin 1870 au 1er décembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Grenoble à Gap.....	50,000,000 00	2,295,727 40	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863 et décret du 2 janvier 1869. — Amortissement du 1er mai 1869 au 1er novembre 1956 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1879...	88,000,000 00	4,042,095 34		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1880. (Loi du 21 décembre 1879.) Antérieurement au 1er janvier 1880, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Ligne de Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen.....	8,700,000 00	402,958 54	4 1/2.	Loi du 26 juil. 1868. — Amortissement du 1er avril 1877 au 1er octobre 1956 (80 ans).
A reporter.....	528,653,605 00	24,357,576 98		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, (décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report.....	528,653,605f 00c	24,357,576f 98c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1882. (Loi du 29 juillet 1881.) Antérieurement au 1er janvier 1882, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Ligne de Thonon à Collonges.....	13,000,000 00	594,917 60	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1886. (Loi du 8 août 1885.) Antérieurement au 1er janvier 1886, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Aix à Carnoules.....	19,000,000 00	873,183 96	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane.....	3,600,000 00	165,445 38	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
Gap à Briançon.....	20,000,000 00	927,576 92	4 1/2.	Loi du 3 juillet 1875. — Amortissement du 1er mai 1878 au 1er novembre 1956 (79 ans).
TOTAL des annuités inscrites en 1886.....	42,600,000 00	1,966,206 26		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1888. (Loi du 30 mars 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1888, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Thonon à Saint-Gingolph.....	5,800,000 00	266,550 90	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE DU NORD.				
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	7,171,875 00	337,145 06	4,52824	Loi et convention du 30 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1885 au 1er novembre 1950 (66 ans).
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	478,125 00	22,897 40	"	Loi et convention du 30 décembre 1875. — Amortissement du 21 mai 1886 au 21 novembre 1950 (65 ans).
TOTAL des annuités inscrites en 1888.....	13,450,000 00	626,593 36		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1889. (Loi du 29 décembre 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1889, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Révigny à Vouziers. — Châtillon à Is-sur-Tille. — Recey à Langres. — Vallée de l'Ourcq à Esternay. — Jessains à Éclaron. — Esternay à Romilly. — La Ferté-Gaucher à Sézanne.....	37,500,000 00	1,821,042 74	4,673464	Loi et convention du 31 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1888 au 1er novembre 1954 (67 ans).
TOTAL des annuités inscrites à titre de subvention au 31 décembre 1889.....	635,203,605 00	29,366,336 94		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1890. (Loi du 17 juillet 1889.) Antérieurement au 1er janvier 1890, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Is-sur-Tille à Gray.....	5,500,000 00	269,457 02	4,673464	Loi et convention du 31 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1889 au 1er novembre 1954 (66 ans).
TOTAL des annuités inscrites à titre de subvention au 31 décembre 1890.....	640,703,605 00	29,635,793 96		

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS.				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1875. (Loi du 5 août 1874.) Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Chemin de Ceinture	5,000,000f 00c	228,991f 12c	4 1/2.	Convention du 31 mai 1865, loi du 10 juillet 1865. — Amortissement du 1er juin 1866 au 1er décembre 1956 (91 ans).
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Libourne à Bergerac. Embranchement de Saint-Éloi	4,656,170 00	213,983 82	4 1/2.	Convention du 26 juillet 1868, loi et décret du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1870 au 1er octobre 1956 (87 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1875.	9,656,170 00	442,974 94		
ANNUITÉ INSCRITE PENDANT L'ANNÉE 1877. (Loi du 26 décembre 1876.) Antérieurement au 1er janvier 1877, les payements concernant cette annuité étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Rodez à Millau. — Port-Vendres à la frontière. — Carcassonne à Quillan	34,700,000 00	1,587,972 36	4 1/2.	Loi et décret du 11 juin 1863, convention du 1er mai 1863, loi, décret et convention du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1879. Loi du 22 décembre 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1879, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Luzarches à la ligne de Saint-Denis à Pontoise	4,500,000 00	208,996 22	4 1/2.	Loi du 22 mai 1869. — Amortissement du 1er novembre 1872 au 1er mai 1950 (78 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement de Condom	4,000,000 00	183,828 20	4 1/2.	Loi du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1874 au 1er novembre 1960 (87 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1879	8,500,000 00	392,824 42		
A reporter	52,856,170 00	2,423,771 72		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II.—AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	52,856,170f 00c	2,423,771f 72c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1880. (Loi du 21 décembre 1879.) Antérieurement au 1er janvier 1880, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	10,875,000 00	505,074 20	4 1/2.	Amortissement du 1er novembre 1872 au 1er mai 1950 (78 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1882. (Loi du 29 juillet 1881.) Antérieurement au 1er janvier 1882, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville (1)	4,000,000 00	195,790 38	4,72666648	Lois des 11 juin 1863, 14 et 30 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1878 au 1er novembre 1950 (74 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement de Condom (2)	3,000,000 00	154,354 68	4,9308,934	Loi des 8 août 1868 et 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er mai 1957 (80 ans 1/2). (1) Voir le Compte général de 1882, page 967, observation A. (2) Voir même compte et même page, observation B.
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1882	7,000,000 00	350,145 06		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1886. (Loi du 8 août 1885.) Antérieurement au 1er janvier 1886, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement d'Oloron	4,000,000 00	185,268 30	4 1/2.	Loi du 3 mars 1874. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Vichy à Thiers	4,000,000 00	185,268 30	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
Annecy à Annemasse	14,000,000 00	648,439 04	4 1/2.	*Idem.*
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1886	22,000,000 00	1,018,975 64		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1887. (Loi du 27 février 1887.) Antérieurement au 1er janvier 1887, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Thiers à Ambert	10,000,000 00	463,170 74	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. Convention du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Foix à Tarascon et Mende à Séverac avec embranchement sur Marvejols	20,000,000 00	920,964 22	4 1/2.	Lois et convention du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1872 au 1er novembre 1856 (85 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1887	30,000,000 00	1,384,134 96		
A reporter	122,731,170 00	5,682,101 58		

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	122,731,170f 00c	5,682,101f 58c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1889. (Loi du 29 décembre 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1889, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Montauban à Saint-Sulpice. — Saint-Sulpice à Castres. — Puyôo à Saint-Palais	11,700,000 00	557,050 56	4,477970	Loi et convention du 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Rhône au Mont-Cenis	26,131,547 24	1,398,926 22	5,1768069	Lois des 27 septembre 1867 et 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959 (73 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1889	37,831,547 24	1,955,976 78		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1889	160,562,717 24	7,638,078 36		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1890. (Loi du 17 juillet 1889.) Antérieurement au 1er janvier 1890, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Tarascon à Ax	4,900,000 00	233,294 98	4,477 96	Loi et convention du 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.				
Casamozza au Fium'Orbo	9,980,000 00	499,000 00	4,934,487	Convention du 21 février 1883. — Loi du 19 décembre 1884. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 17 septembre 1978 (92 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1890	14,880,000 00	732,294 98		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1890	175,442,717 24	8,370,373 34		
A reporter	175,442,717 24	8,370,373 34		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement).
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	175,442,717 24	8,370,373 34		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1891. (Loi du 26 décembre 1890.) Antérieurement au 1er janvier 1891, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues	32,000,000 00	1,482,146 38	4 1/2	Loi et convention du 10 août 1868. — Loi du 23 mars 1874. Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1891	207,442,717 24	9,852,519 72		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1893. (Loi du 28 avril 1893.) Antérieurement au 1er janvier 1893, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.				
Ponte-Leccia à Calvi	15,270,000 00	763,500 00	4,934487	Convention du 21 février 1883. — Loi du 19 décembre 1884. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er octobre 1981 (95 ans).
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1893	222,712,717 24	10,616,019 72		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1894. (Loi du 26 juillet 1893.) Antérieurement au 1er janvier 1894, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Condom à Risle et Marmande à Casteljaloux	15,800,000 00	753,966 00	4 5803	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
Casteljaloux à Roquefort	3,000,000 00	133,465 86	4 1538	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er novembre 1891 au 1er mai 1957 (66 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1894	18,800,000 00	887,431,86		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1894	241,512,717 24	11,503,451 58		
RÉCAPITULATION.				
Subventions	640,703,605 00	29,635,793 96		
Avances	241,512,717 24	11,503,451 58		
TOTAL GÉNÉRAL	882,216,322 24	41,139,245 54		

ANNUITÉS

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

SUBVENTIONS.

III. — *État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1894.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — PENDANT L'ANNÉE 1894.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — TOTAUX AU 1er JANVIER 1895.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1895.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS.															
COMPAGNIE DE L'EST.															
Réseau des Ardennes. — Épinal à Remiremont. — Lunéville à Saint-Dié. — Châtillon à Chaumont. — Chaumont à Pagny. — Strasbourg à Barr. — Haguenau à Niederbronn. — Dieuze à Avricourt. — Sainte-Marie-aux-Mines à Schelestadt. — Belfort à Guebwiller. — Niederbronn à Thionville	40,183,805f 00c	125,581,222f 60c	165,765,027f 60c	1,965,066f 59c	51,448,108f 97c	53,413,175f 56c	123,362f 81c	1,718,470f 83c	1,841,833f 64c	2,088,429f 40c	53,166,579f 80c	55,255,009f 20c	38,095,375f 60c	72,414,642f 80c	110,510,018f 40c
Bar-sur-Seine à Châtillon	3,000,000 00	9,248,358 00	12,248,358 00	144,293 78	3,709,122 22	3,853,416 00	9,217 70	128,404 30	137,622 00	153,511 48	3,837,526 52	3,991,038 00	2,846,488 52	5,410,831 48	8,257,320 00
Revigny à Vouziers. — Châtillon à Is-sur-Tille. — Recey à Langres. — Vallée de l'Ourcq à Esternay. — Jessains à Éclaron. — Esternay à Romilly. — La Ferté-Gaucher à Sézanne	37,500,000 00	84,808,095 58	122,308,095 58	861,605 00	10,362,883 44	11,224,488 44	110,031 00	1,711,011 74	1,821,042 74	971,636 00	12,073,895 18	13,045,531 18	36,528,364 00	72,734,200 40	109,262,564 40
Is-sur-Tille à Gray	5,500,000 00	12,291,812 32	17,791,812 32	78,670 00	1,276,264 10	1,354,934 10	16,282 00	253,175 02	269,457 02	94,952 00	1,529,439 12	1,624,391 12	5,405,048 00	10,762,373 20	16,167,421 20
TOTAL	86,183,805 00	231,929,488 50	318,113,293 50	3,049,635 37	66,796,378 73	69,846,014 10	258,893 51	3,811,061 89	4,069,955 40	3,308,528 88	70,607,440 62	73,915,969 50	82,875,276 12	161,322,047 88	244,197,324 00
COMPAGNIE DE L'OUEST.															
Caen à Flers. — Mayenne à Laval. — Louviers à la ligne de Paris à Rouen. — Pontivy à Saint-Brieuc	15,000,000 00	48,152,790 96	63,152,790 96	670,005 67	19,236,852 35	19,906,858 02	42,061 55	644,381 83	686,443 38	712,067 22	19,881,234 18	20,593,301 40	14,287,932 78	28,271,556 78	42,559,489 56
Ligne de Flers à Mayenne	10,700,000 00	34,348,990 48	45,048,990 48	477,936 92	13,722,288 34	14,200,225 26	30,003 89	459,659 05	489,662 94	507,940 81	14,181,947 39	14,689,888 20	10,192,059 19	20,167,043 09	30,359,102 28
Ligne de Sablé à Châteaubriant	12,000,000 00	35,979,160 20	47,979,160 20	487 365 47	12,748,264 93	13,235,630 40	33,791 98	517,692 62	551,484 60	521,157 45	13,265,957 55	13,787,115 00	11,478,842 55	22,713,202 65	34,192,045 20
Laval à Angers. — Saint-Lô à Lamballe	38,000,000 00	113,934,010 78	151,934,010 78	1,543,325 92	40,369,504 64	41,912,830 56	107,008 06	1,639,359 88	1,746,367 94	1,650,333 98	42,008,864 52	43,659,198 50	36,349,666 02	71,925,146 26	108,274,812 28
TOTAL	75,700,000 00	232,414,952 42	308,114,952 42	3,178,633 98	86,076,910 26	89,255,544 24	212,865 48	3,261,093 38	3,473,958 86	3,391,499 46	89,338,003 64	92,729,503 10	72,308,500 54	143,076,948 78	215,385,449 32
A reporter	161,883,805 00	464,344,440 92	626,228,245 92	6,228,269 35	152,873,288 99	159,101,558 34	471,758 99	7,072,155 27	7,543,914 26	6,700,028 34	159,945,444 26	166,645,472 60	155,183,776 66	304,398,996 66	459.582,773 32

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES									MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1895.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1894.			PENDANT L'ANNÉE 1894.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1895.					
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)															
Report	161,883,805f 00c	464,344,440f 92c	626,228,245f 92c	6,228,269f 35c	152,873,288f 99c	159,101,558f 34c	471,758f 99c	7,072,155f 27c	7,543,914f 26c	6,700,028f 34c	159,945,444f 26c	166,645,472f 60c	155,183,776f 66c	304,398,996f 66c	459,582,773f 32c
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Réseau central et ligne de Bretagne (sud)	26,416,667 00	97,677,189 22	124,093,856 22	948,262 43	39,749,185 04	40,697,447 47	61,684 30	1,272,658 24	1,334,342 54	1,009,946 73	41,021,843 28	42,031,790 01	25,406,720 27	56,655,345 94	82,062,066 21
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat	45,400,000 00	145,742,449 44	191,142,449 44	2,090,828 08	59,199,413 86	61,290,241 94	130,170 70	1,947,464 62	2,077,635 32	2,220,998 78	61,146,878 48	63,367,877 26	43,179,001 22	84,595,570 96	127,774,572 18
Pithiviers à Malesherbes	1,500,000 00	4,687,757 40	6,187,757 40	66,812 23	1,823,891 42	1,890,703 65	4,307 40	64,445 46	68,752 86	71,119 63	1,888,336 88	1,959,456 51	1,428,880 37	2,799,420 52	4,228,300 89
Embranchement de Romorantin	1,100,000 00	3,298,090 12	4,398,090 12	44,676 87	1,168,589 37	1,213,266 24	3,097 67	47,455 09	50,552 76	47,774 54	1,216,044 46	1 263,819 00	1,052,225 46	2,082,045 66	3,134,271 12
Châteaubriant à Nantes	8,700,000 00	26,084,891 58	34,784,891 58	286,057 06	8,110,296 08	8,396,353 14	21,437 39	378,388 95	399,826 34	307,494 45	8,488,685 03	8,796,179 48	8,392,505 55	17,596,206 55	25,988 712 10
Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen	8,700,000 00	23,536,683 20	32,236,683 20	287,953 00	6,562,342 18	6,850,295 18	24,691 11	378,267 43	402,958 54	312,644 11	6,940,609 61	7,253,253 72	8,387,355 89	16,596,073 59	24,983,429 48
TOTAL	91,816,667 00	301,027,060 96	392,843,727 96	3,724,589 67	116,613,717 95	120,338,307 62	245,388 57	4,088,679 79	4,334,068 36	3,969,978 24	120,702,397 74	124,672,375 98	87,846,688 76	180,324,663 22	268,171,351 98
COMPAGNIE DU MIDI.															
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas	21,300,000 00	68,376,963 20	89,676,963 20	951,407 51	27,316,330 89	28,267,738 40	59,727 39	915,022 21	974,749 60	1,011,134 90	28,231,353 10	29,242,488 00	20,288,865 10	40,145,610 10	60,434,475 20
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac	21,000,000 00	67,413,908 08	88,413,908 08	938,007 85	26,931,593 61	27,869,601 46	58,886 19	902,134 55	961,020 74	996,894 04	27,833,728 16	28,830,622 20	20,003,105 96	39,580,179 92	59,583,285 88
Embranchement de Saint-Affrique	3,000,000 00	8,616,464 16	11,616,464 16	104,961 12	2,660,863 68	2,765,824 80	8,104 63	130,186 61	138,291 24	113,065 75	2,791,050 29	2,904,116 04	2,886,934 25	5,825,413 87	8,712,348 12
TOTAL	45,300,000 00	144,407,335 44	189,707,335 44	1,994,376 48	56,908,788 18	58,903,164 66	126,718 21	1,947,343 37	2,074,061 58	2,121,094 69	58,856,131 55	60,977,226 24	43,178,905 31	85,551,203 89	128,730,109 20
A reporter	299,000,472 00	909,778,837 32	1,208,779,309 32	11,947,235 50	326,395,795 12	338,343,030 62	843,865 77	13,108,178 43	13,952,044 20	12,791,101 27	339.503,973 55	352,295,074 82	286,209,370 73	570,274,863 77	856,484,234 50

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1894.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1895.		
							PENDANT L'ANNÉE 1894.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1895.					
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)															
Report	299,000,472f 00c	909,778,837f 32c	1,208,779,309f 32c	11,947,235f 50c	326,395,795f 12c	338,343,030f 62c	843,865f 77c	13,108,178f 43c	13,952,044f 20c	12,791,101f 27c	339,503,973f 55c	352,295,074f 82c	286,209,370f 73c	570,274,863f 77c	856,484,234f 50c
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.															
Réseau central	1,333,333 00	4,930,077 50	6,263,410 50	46,364 53	1,974,090 47	2,020,455 00	3,037 60	64,310 90	67,348 50	49,402 13	2,038,401 37	2,087,803 50	1,283,930 87	2,891,676 13	4,175,607 00
Grenoble à Montmélian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang	33,000,000 00	105,936,138 64	138,936,138 64	1,474,010 47	42,321,076 71	43,795,087 18	92,535 32	1,417,640 10	1,510,175 42	1,566,545 79	43,738,716 81	45,305,262 60	31,433,454 21	62,197,421 83	93,630,876 04
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon	13,000,000 00	41,732,417 36	54,732,417 36	512,454 64	15,550,320 02	16,062,774 66	33,349 04	561,568 54	594,917 58	545,803 68	16,111,888 56	16,657,692 24	12,454,196 32	25,620,528 80	38,074,725 12
Chemins de fer de l'Algérie	80,000,000 00	256,814,885 12	336,814,885 12	3,573,362 33	102,596,547 11	106,169,909 44	224,328 31	3,436,703 05	3,661,031 36	3,797,690 64	106,033,250 16	109,830,940 80	76,202,309 36	150,781,634 96	226,983,944 32
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour. — Clermont à Montbrison. — Dijon à Langres	43,200,000 00	138,680,038 48	181,880,038 48	1,929,615 58	55,402,135 68	57,331,751 26	121,137 28	1,855,819 66	1,976,956 94	2,050,752 86	57,257,955 34	59,308,708 20	41,149,247 14	81,422,083 14	122,571,330 28
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne	7,300,000 00	22,504,316 44	29,804,316 44	309,142 06	6,723,337 10	7,032,479 16	20,519 64	314,360 32	334,879 96	329,661 70	7,037,697 42	7,367,359 12	6,970,338 30	15,466,619 02	22,436,957 32
Grenoble à Gap	50,000,000 00	152,024,011 20	202,024,011 20	2,075,054 97	55,318,130 03	57,393,185 00	140,669 80	2,155,057 60	2,295,727 40	2,215,724 77	57,473,187 63	59,688,912 40	47,784,275 23	94,550,823 57	142,335,098 80
Thonon à Collonges	13,000,000 00	41,732,419 20	54,732,419 20	580,671 06	16,671,939 34	17,252,610 40	36,453 29	558,464 31	594,917 60	617,124 35	17,230,403 65	17,847,528 00	12,382,875 65	24,502,015 55	36,884,891 20
Lyon à Montbrison	12,000,000 00	37,502,039 40	49,502,039 40	397,119 17	12,253,402 01	12,650,521 18	28,206 82	521,815 84	550,022 66	425,325 99	12,775,217 85	13,200,543 84	11,574,674 01	24,726,821 55	36,301,495 56
Aix à Carnoules	19,000,000 00	56,967,004 52	75,967,004 52	771,662 69	20,184,752 35	20,956,415 04	53,504 01	819,679 95	873,183 96	825,166 70	21,004,432 30	21,829,599 00	18,174,833 30	35,962,572 22	54,137,405 52
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane	3,600,000 00	10,793,748 06	14,393,748 06	146,209 79	3,824,479 33	3,970,689 12	10,137 60	155,307 78	165,445 38	156,347 39	3,979,787 11	4,136,134 50	3,443,652 61	6,813,960 95	10,257,613 56
Gap à Briançon	20,000,000 00	53,278,576 68	73,278,576 68	636,171 01	14,205,059 71	14,841,230 72	56,836 93	870,739 99	927,576 92	693,007 94	15,075,799 70	15,768,807 64	19,306,992 06	38,202,776 98	57,509,769 04
Thonon à Saint-Gingolph	5,800,000 00	17,389,928 30	23,189,928 30	235,561 24	6,161,660 36	6,397,221 60	16,322 81	250,218 09	266,550 90	251,894 05	6,411,878 45	6,663,772 50	5,548,105 95	10,978,049 85	16,526,155 80
TOTAL	301,233,333 00	940,285,600 90	1,241,518,933 90	12,687,399 54	353,186,930 22	365,874,329 76	837,048 45	12,981,686 13	13,818,734 58	13,524,447 99	366,168,616 35	379,693,064 34	287,708,885 01	574,116,984 55	861,825,869 56
COMPAGNIE DU NORD.															
Amiens à la vallée de l'Ourcq	7,171,875 00	15,079,698 96	22,251,573 96	202,588 35	2,831,717 19	3,034,305 54	27,860 38	309,284 68	337,145 06	230,448 73	3,141,001 87	3,371,450 60	6,941,426 27	11,938,697 09	18,880,123 36
Amiens à la vallée de l'Ourcq	478,125 00	1,010,206 00	1,488,331 00	11,859 86	171,319 34	183,179 20	1,803 91	21,093 49	22,897 40	13,663 77	192,412 83	206,076 60	464,461 23	817,793 17	1,282,254 40
TOTAL	7,650,000 00	16,089,904 96	23,739,904 96	214,448 21	3,003,036 53	3,217,484 74	29,664 29	330,378 17	360,042 46	244,112 50	3,333,414 70	3,577,527 20	7,405,887 50	12,756,490 26	20,162,377 76
COMPAGNIES DIVERSES.															
COMPAGNIE D'ORLÉANS À CHÂLONS.															
Orléans à Châlons-sur-Marne	24,374,800 00	76,175,394 20	100,550,194 20	806,642 38	24,889,518 36	25,696,160 74	57,294 68	1,059,929 70	1,117,224 38	863,937 06	25,949,448 06	26,813,385 12	23,510,862 94	50,225,946 14	73,736,809 08
COMPAGNIE DE LILLE À VALENCIENNES.															
Lérouville à Sedan	8,445,000 00	25,676,853 92	34,121,853 92	265,344 73	7,877,370 41	8,142,715 14	19,885 08	367,863 26	387,748 34	285,229 81	8,245,233 67	8,530,463 48	8,159,770 19	17,431,620 25	25,591,390 44
TOTAL	32,819,800 00	101,852,248 12	134,672,048 12	1,071,987 11	32,766,888 77	33,838,875 88	77,179 76	1,427,792 96	1,504,972 72	1,149,166 87	34,194,681 73	35,343,848 60	31,670,633 13	67,657,566 39	99,328,199 52
TOTAL GÉNÉRAL pour les subventions	640,703,605 00	1,968,006,591 30	2,608,710,196 30	25,921,070 36	715,352,650 64	741,273,721 00	1,787,758 27	27,848,035 69	29,635,793 96	27,708,828 63	743,200,686 33	770,909,514 96	612,994,776 37	1,224,805,904 97	1,837,800,681 34

ANNUITÉS

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

AVANCES.

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1894.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — PENDANT L'ANNÉE 1894.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1895.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1895.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
AVANCES.															
COMPAGNIE DU MIDI.															
Rodez à Milhau. — Port-Vendres à la frontière. — Carcassonne à Quillan	34,700,000f 00c	111,393,457f 12c	146,093,457f 12c	1,549,946f 59c	44,501,251f 85c	46,051,198f 44c	97,302f 43c	1,490,669f 93c	1,587,972f 36c	1,647,249f 02c	45,991,921f 78c	47,639,170f 80c	33,052,750f 98c	65,401,535f 34c	98,454,286f 32c
Embranchement de Condom	4,000,000 00	11,993,053 40	15,993,053 40	122,093 13	3,554,470 87	3,676,564 00	9,427 27	174,400 93	183,828 20	131,520 40	3,728,871 80	3,860,392 20	3,868,479 60	8,264,181 60	12,132,661 20
Embranchement de Condom	3,000,000 00	9,405,172 56	12,405,172 56	77,739 04	2,525,911 34	2,603,650 38	6,930 94	147,423 74	154,354 68	84,669 98	2,673,335 08	2,758,005 06	2,915,330 02	6,731,837 48	9,647,167 50
Embranchement d'Oloron	4,000,000 00	10,821,464 00	14,821,464 00	132,392 39	3,017,168 71	3,149,561 10	11,352 25	173,916 05	185,268 30	143,744 64	3,191,084 76	3,334,829 40	3,856,255 36	7,630,379 24	11,486,634 60
Foix à Tarascon et Mende à Séverac, avec embranchement sur Marvéjols	20,000,000 00	58,281,958 70	78,281,958 70	774,215 63	19,486,997 21	20,261,212 84	56,431 71	864,532 51	920,964 22	830,647 34	20,351,529 72	21,182,177 06	19,169,352 66	37,930,428 98	57,099,781 64
Montauban à Saint-Sulpice, Saint-Sulpice à Castres, Puyôo à Saint-Palais	11,700,000 00	27,894,021 76	39,594,021 76	250,255 38	3,971,055 82	4,221,311 20	33,137 51	523,913 05	557,050 56	283,392 89	4,494,968 87	4,778,361 76	11,416,607 11	23,399,052 89	34,815,660 00
Tarascon à Ax	4,900,000 00	11,682,126 58	16,582,126 58	104,801 00	1,663,094 35	1,767,895 35	13,878 00	219,416 98	233,294 98	118,679 00	1,882,511 33	2,001,190 33	4,781,321 00	9,799,605 25	14,580,936 25
Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues	32,000,000 00	86,571,710 40	118,571,710 40	1,059,138 00	24,137,350 46	25,196,488 46	90,818 00	1,391,328 38	1,482,146 38	1,149,956 00	25,528,678 84	26,678,634 84	30,850,044 00	61,043,031 56	91,893,075 56
Marmande à Casteljaloux, Condom à Riscle.	15,800,000 00	37,731,586 00	53,531,586 00	267,239 76	5,387,505 24	5,654,745 00	42,991 11	710,974 89	753,966 00	310,230 87	6,098,480 13	6,408,711 00	15,489,769 13	31,633,105 87	47,122,875 00
Casteljaloux à Roquefort	3,000,000 00	5,808,746 76	8,808,746 76	23,062 42	310,602 23	333,664 65	9,909 49	123,556 37	133,465 86	32,971 91	434,158 60	467,130 51	2,967,028 09	5,374,588 16	8,341,616 25
TOTAL	133,100,000 00	371,583,297 28	504,683,297 28	4,360,883 34	108,555,408 08	112,916,291 42	372,178 71	5,820,132 83	6,192,311 54	4,733,062 05	114,375,540 91	119,108,602 96	128,366,937 95	257,207,756 37	385,574,694 32
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.															
Vichy à Thiers	4,000,000 00	10,821,464 00	14,821,464 00	132,392 39	3,017,168 71	3,149,561 10	11,352 25	173,916 05	185,268 30	143,744 64	3,191,084 76	3,334,829 40	3,856,255 36	7,630,379 24	11,866,634 60
Annecy à Annemasse	14,000,000 00	37,875,123 20	51,875,123 20	463,373 41	10,560,090 27	11,023,463 68	30,732 85	608,706 19	648,439 04	503,106 26	11,168,796 46	11,671,902 72	13,496,893 74	26,706,326 74	40,203,220 48
Thiers à Ambert	10,000,000 00	27,053,659 20	37,053,659 20	330,981 13	7,542,921 45	7,873,902 58	28,380 62	434,790 12	463,170 74	359,361 75	7,977,711 57	8,337,073 32	9,640,638 25	19,075,947 63	28,716,585 88
Rhône au Mont-Cenis	26,131,547 24	76,294,514 06	102,426,061 30	586,345 24	9,510,585 54	10,096,930 78	49,030 00	1,349,896 22	1,398,926 22	635,375 24	10,860,481 76	11,495,857 00	25,496,172 00	65,434,032 30	90,930,204 30
TOTAL	54,131,547 24	152,044,760 46	206,176,307 70	1,513,092 17	30,630,765 97	32,143,858 14	128,495 72	2,567,308 58	2,695,804 30	1,641,587 89	33,198,074 55	34,839,662 44	52,489,959 35	118,846,685 91	171,336,645 26
A reporter	187,231,547 24	523,628,057 74	710,859,604 98	5,873,975 51	139,186,174 05	145,060,149 56	500,674 43	8,387,441 41	8,888,115 84	6,374,649 94	147,573,615 46	153,948,265 40	180,856,897 30	376,054,442 28	556,911,339 58

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1894.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1895.		
							PENDANT L'ANNÉE 1894.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1895.					
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
AVANCES. (Suite.)															
Report	187,231,547f 24c	523,628,057f 74c	710,859,604f 98c	5,873,975f 51c	139,186,174f 05c	145,060,149f 56c	500,674f 43c	8,387,441f 41c	8,888,115f 84c	6,374,649f 94c	147,573,615f 46c	153,948,265f 40c	180,856,897f 30c	376,054,442f 28c	556,911,339f 58c
COMPAGNIE DU NORD.															
Luzarches à la ligne de Saint-Denis à Pontoise	4,500,000 00	11,801,705 16	16,301,705 16	231,451 65	4,261,967 08	4,493,418 73	17,101 85	191,894 37	208,996 22	248,553 50	4,453,861 45	4,702,414 95	4,251,446 50	7,347,843 71	11,599,290 21
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	10,875,000 00	28,520,787 60	39,395,787 60	559,341 75	10,299,753 55	10,859,095 30	41,329 35	463,744 85	505,074 20	600,671 10	10,763,498 40	1,364,169 50	10,274,328 90	17,757,289 20	28,031,618 10
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	4,000,000 00	10,292,697 74	14,292,697 74	155,581 13	2,977,064 95	3,132,646 08	14,077 50	181,712 88	195,790 38	169,658 63	3,158,777 83	3,328,436 46	3,830,341 37	7,133,919 91	10,964,261 28
TOTAL	19,375,000 00	50,615,190 50	69,990,190 50	946,374 53	17,538,785 58	18,485,160 11	72,508 70	837,352 10	909,860 80	1,018,883 23	18,376,137 68	19,395,020 91	18,356,116 77	32,239,052 82	50,595,169 59
COMPAGNIE DE L'OUEST.															
Chemin de Ceinture	5,000,000 00	15,838,191 92	20,838,191 92	219,647 02	6,192,104 34	6,411,751 36	14,031 34	214,959 78	228,991 12	233,678 36	6,407,064 12	6,640,742 48	4,766,321 64	9,431,127 80	14,197,449 44
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Libourne à Bergerac Embranchement de Saint-Éloi	4,656,170 00	13,960,422 34	18,616,592 34	189,104 92	4,946,506 76	5,135,611 68	13,111 77	200,872 05	213,983 82	202,216 69	5,147,378 81	5,349,595 50	4,453,953 31	8,813,043 53	13,266,996 84
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.															
Casamozza au Fium'Orbo	9,980,000 00	34,930,000 00	44,910,000 00	48,505 00	3,177,845 00	3,226,350 00	8,930 00	490,070 00	499,000 00	57,435 00	3,667,915 00	3,725,350 00	9,922,565 00	31,262,085 00	41,184,650 00
Ponte-Leccia à Calvi	15,270,000 00	53,445,000 00	68,715,000 00	48,660 00	3,298,240 00	3,346,900 00	12,397 00	751,103 00	763,500 00	61,057 00	4,049,343 00	4,110,400 00	15,208,943 00	49,395,657 00	64,604,600 00
TOTAL	25,250,000 00	88,375,000 00	113,625,000 00	97,165 00	6,476,085 00	6,573,250 00	21,327 00	1,241,173 00	1,262,500 00	118,492 00	7,717,258 00	7,835,750 00	25,131,508 00	80,657,742 00	105,789,250 00
TOTAL GÉNÉRAL pour les avances	241,512,717 24	692,416,862 50	933,929,579 74	7,326,266 98	174,339,655 73	181,665,922 71	621,653 24	10,881,798 34	11,503,451 58	7,947,920 22	185,221,454 07	193,169,374 29	233,564,797 02	507,195,408 43	740,760,205 45
RÉCAPITULATION.															
Subventions	640,703,605 00	1,968,006,591 30	2,608,710,196 30	25,921,070 36	715,352,650 64	741,273,721 00	1,787,758 27	27,848,035 69	29,635,793 96	27,708,828 63	743,200,686 33	770,909,514 96	612,994,776 37	1,224,805,904 97	1,837,800,68 34
Avances	241,512,717 24	692,416,862 50	933,929,579 74	7,326,266 98	174,339,655 73	181,665,922 71	621,653 24	10,881,798 34	11,503,451 58	7,947,920 22	185,221,454 07	193,169,374 29	233,564,797 02	507,195,408 43	740,760,205 45
TOTAL GÉNÉRAL	882,216,322 24	2,660,423,453 80	3,542,639,776 04	33,247,337 34	889,692,306 37	922,939,643 71	2,409,411 51	38,729,834 03	41,139,245 54	35,656,748 85	928,422,140 40	964,078,889 25	846,559,573 39	1,732,001,313 40	2,578,560,886 79

IV. — *Résumé de la situation des dépenses au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES AU 1er JANVIER 1895.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1895.			OBSERVATIONS.
	Subventions.	Avances.	TOTAL.	Subventions.	Avances.	TOTAL.	Subventions.	Avances.	TOTAL.	
Compagnie du Nord	23,739,904f 96c	69,990,190f 50c	93,730,095f 46c	3,577,527f 20c	19,395,020f 91c	22,972,548f 11c	20,162,377f 76c	50,595,169f 59c	70,757,547f 35c	
Compagnie de l'Est	318,113,293 50	"	318,113,293 50	73,915,969 50	"	73,915,969 50	244,197,324 00	"	244,197,324 00	
Compagnie de l'Ouest	308,114,952 42	20,838,191 92	328,953,144 34	92,729,503 10	6,640,742 48	99,370,245 58	215,385,449 32	14,197,449 44	229,582,898 76	
Compagnie d'Orléans	392,843,727 96	18,616,592 34	411,460,320 30	124,672,375 98	5,349,595 50	130,021,971 48	268,171,351 98	13,266,996 84	281,438,348 82	
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	1,241,518,933 90	206,176,307 70	1,447,695,241 60	379,693,064 34	34,839,662 44	414,532,726 78	861,825,869 56	171,336,645 26	1,033,162,514 82	
Compagnie du Midi	189,707,335 44	504,683,297 28	694,390,632 72	60,977,226 24	119,108,602 96	180,085,829 20	128,730,109 20	385,574,694 32	514,304,803 52	
Compagnies diverses	134,672,048 12	"	134,672,048 12	35,343,848 60	"	35,343,848 60	99,328,199 52	"	99,328,199 52	
Compagnie des chemins de fer départementaux	"	113,625,000 00	113,625,000 00	"	7,835,750 00	7,835,750 00	"	105,789,250 00	105,789,250 00	
TOTAL	2,608,710,196 30	933,929,579 74	3,542,639,776 04	770,909,514 96	193,169,374 29	964,078,889 25	1,837,800,681 34	740,760,205 45	2,578,560,886 79	

V. — *État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1895.*

DÉSIGNATION DES ANNÉES AUXQUELLES SE RAPPORTENT les dépenses.	MONTANT DES DÉPENSES ANNUELLES.			DURÉE des ENGAGEMENTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE pour chaque période.
	SUBVENTIONS.	AVANCES.	TOTAL.		
1895 à 1949	29,635,793f 96c	11,503,451f 58c	41,139,245f 54c	55	2,262,658,504f 70c
1950	29,635,793 96	11,146,416 37	40,782,210 33	1	40,782,210 33
1951 à 1954	29,275,751 50	10,593,590 78	39,869,342 28	4	159,477,369 12
1955	25,205,796 10	10,593,590 78	35,799,386 88	1	35,799,386 88
1956	23,465,430 74	10,593,590 78	34,059,021 52	1	34,059,021 52
1957	3,522,910 50	3,761,320 46	7,284,930 96	1	7,284,230 96
1958	3,384,619 26	2,845,254 42	6,229,873 68	1	6,229,873 68
1959	2,789,701 68	2,845,254 42	5,634,956 10	1	5,634,956 10
1960	2,389,875 34	1,446,328 20	3,836,203 54	1	3,836,203 54
1961	334,879 96	1,262,500 00	1,597,379 96	1	1,597,379 96
1962 à 1976	"	1,262,500 00	1,262,500 00	15	18,937,500 00
1977	"	850,950 00	850,950 00	1	850,950 00
1978	"	536,100 00	536,100 00	1	536,100 00
1979	"	378,500 00	378,500 00	1	378,500 00
1980	"	300,200 00	300,200 00	1	300,200 00
1981	"	198,500 00	198,500 00	1	198,500 00
			TOTAL	87	2,578,560,886 79

DÉVELOPPEMENT

Concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Casamozza à Fium' Orbo (Corse).

La somme de 9,980,000 francs à rembourser par l'État à la compagnie dont il s'agit a fait l'objet de onze règlements de compte au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. Des décisions du Ministre des travaux publics rendues conformément à la convention du 21 février 1883, approuvée par la loi du 19 décembre suivant, ont déterminé le montant des capitaux à rembourser, le montant des annuités, la durée des engagements, la date des payements et le taux du remboursement. La durée des engagements a été uniformément fixée à 90 ans, et le taux de remboursement (amortissement compris) à 5 p. 0/0. Ce taux fait ressortir l'intérêt annuel pour un franc à 0 fr. 04934487. Les autres dispositions des décisions précitées sont résumées dans les tableaux suivants.

I. — ÉTAT DES ANNUITÉS PAR ÉCHÉANCE.

NUMÉROS des ANNUITÉS.	DATES DES ÉCHÉANCES.	MONTANT	
		DES CAPITAUX à rembourser.	DES ANNUITÉS.
I à III.	1er janvier	2,209,000f	110,450f
IV à VI.	1er avril	2,286,000	114,300
VII et VIII.	1er juillet	1,196,000	59,800
IX.	17 septembre	2,952,000	147,600
X et XI.	1er octobre	1,337,000	66,850
	TOTAUX	9,980,000	499,000

II. — *Relevé détaillé, par échéance, des capitaux à rembourser et du montant des annuités.*

La durée pour chaque remboursement est de 90 ans.

Le taux (amortissement compris) est de 5 p. o/o, savoir :

Intérêts	0.04934487
Amortissement	0.00065513
TOTAL	0.05000000

NUMÉROS D'ORDRE des annuités.	DATES DES DÉCISIONS DU MINISTRE des travaux publics.	MONTANT DU CAPITAL à rembourser.	MONTANT des ANNUITÉS.	DATES DE LA 1re ÉCHÉANCE.	DATES DE LA 90e ÉCHÉANCE
I.	31 mars 1886	791,000f	39,550f	1er janvier 1887	1er janvier 1976.
II.	27 juin 1887	877,000	43,850	1er janvier 1888	1er janvier 1977.
III.	5 avril 1888	541,000	27,050	1er janvier 1889	1er janvier 1978.
	TOTAUX pour l'échéance de janvier	2,209,000	110,450		
IV.	5 août 1886	643,000	32,150	1er avril 1887	1er avril 1976.
V.	6 août 1887	1,074,000	53,700	1er avril 1888	1er avril 1977.
VI.	30 juin 1888	569,000	28,450	1er avril 1889	1er avril 1978.
	TOTAUX pour l'échéance d'avril	2,286,000	114,300		
VII.	23 décembre 1886	350,000	17,500	1er juillet 1887	1er juillet 1976.
VIII.	25 octobre 1887	846,000	42,300	1er juillet 1888	1er juillet 1977.
	TOTAUX pour l'échéance de juillet	1,196,000	59,800		
IX.	6 octobre 1888	2,952,000	147,600	17 septembre 1889	17 septembre 1978
X.	1er mai 1887	1,021,000	51,050	1er octobre 1887	1er octobre 1976.
XI.	4 février 1888	316,000	15,800	1er octobre 1888	1er octobre 1977.
	TOTAUX pour l'échéance d'octobre	1,337,000	66,850		
	TOTAL GÉNÉRAL	9,980,000	499,000		

DÉVELOPPEMENT

Concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Ponte-Leccia à Calvi (Corse).

La somme de 15,270,000 francs à rembourser par l'État à la compagnie dont il s'agit a fait l'objet de vingt et un règlements de compte au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. Des décisions du Ministre des travaux publics rendues conformément à la convention du 21 février 1883, approuvée par la loi du 19 décembre suivant, ont déterminé le montant des capitaux à rembourser, le montant des annuités, la durée des engagements, la date des payements et le taux du remboursement. La durée des engagements a été uniformément fixée à 90 ans, et le taux de remboursement (amortissement compris) à 5 p. o/o. Ce taux fait ressortir l'intérêt annuel pour un franc à 0 fr. 04934487. Les autres dispositions des décisions précitées sont résumées dans les tableaux suivants.

I. — ÉTAT DES ANNUITÉS PAR ÉCHÉANCE.

NUMÉROS des ANNUITÉS.	DATE DES ÉCHÉANCES.	MONTANT	
		DES CAPITAUX à rembourser.	DES ANNUITÉS.
I à V.	1er janvier	3,310,000f	165,500f
VI.	15 février	3,970,000	198,500
VII à XI.	1er avril	3,205,000	160,250
XII à XVI.	1er juillet	2,525,000	126,250
XVII à XXI.	1er octobre	2,260,000	113,000
	TOTAUX	15,270,000	763,500

II. — *Relevé détaillé, par échéance, des capitaux à rembourser et du montant des annuités.*

La durée pour chaque remboursement est de 90 ans.

Le taux (amortissement compris) est de 5 p. o/o, savoir :

Interêts	0.04934487
Amortissement	0.00065513
TOTAL	0.05000000

NUMÉROS D'ORDRE des annuités.	DATES DES DÉCISIONS DU MINISTRE des travaux publics.	MONTANT DU CAPITAL à rembourser.	MONTANT des ANNUITÉS.	DATES DE LA 1re ÉCHÉANCE.	DATES DE LA 90e ÉCHÉANCE.
I.	31 mars 1886	740,000f	37,000f	1er janv. 1887	1er janv. 1976.
II.	27 juin 1887	805,000	40,250	1er janv. 1888	1er janv. 1977.
III.	5 avril 1888	866,000	43,300	1er janv. 1889	1er janv. 1978.
IV.	13 mai 1889	363,000	18,150	1er janv. 1890	1er janv. 1979.
V.	28 avril 1890	536,000	26,800	1er janv. 1891	1er janv. 1980.
	TOTAUX pour l'échéance de janvier	3,310,000	165,500		
VI.	20 mars 1891. — Échéance de février.	3,970,000	198,500	15 février 1892	15 février 1981.
VII	5 août 1886	537,000	26,850	1er avril 1887	1er avril 1976.
VIII.	6 août 1887	955,000	47,750	1er avril 1888	1er avril 1977.
IX.	30 juin 1888	671,000	33,550	1er avril 1889	1er avril 1978.
X.	16 juillet 1889	413,000	20,650	1er avril 1890	1er avril 1979.
XI.	10 juin 1890	629,000	31,450	1er avril 1891	1er avril 1980.
	TOTAUX pour l'échéance d'avril	3,205,000	160,250		
XII.	23 décembre 1886	800,000	40,000	1er juillet 1887	1er juillet 1976.
XIII.	25 octobre 1887	863,000	43,150	1er juillet 1888	1er juillet 1977.
XIV.	8 novembre 1888	130,000	6,500	1er juillet 1889	1er juillet 1978.
XV.	30 septembre 1889	380,000	19,000	1er juillet 1890	1er juillet 1979.
XVI.	9 octobre 1890	352,000	17,600	1er juillet 1891	1er juillet 1980.
	TOTAUX pour l'échéance de juillet	2,525.000	126,250		
XVII.	1er mars 1887	397,000	19,850	1er octobre 1887	1er octobre 1976.
XVIII.	4 février 1888	561,000	28,050	1er octobre 1888	1er octobre 1977.
XIX.	15 février 1889	375,000	18,750	1er octobre 1889	1er ootobre 1978.
XX.	9 janvier 1890	410,000	20,500	1er octobre 1890	1er octobre 1979.
XXI.	11 mars 1891	517,000	25,850	1er octobre 1891	1er octobre 1980.
	TOTAUX pour l'échéance d octobre	2,260,000	113,000		
	TOTAL GÉNÉRAL	15,270,000	763,500		

NOTE

SUR

LES ANNUITÉS DUES AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER POUR PAYEMENT DES GARANTIES D'INTÉRÊTS AFFÉRENTS AUX ANNÉES D'EXPLOITATION 1871 ET 1872.

Les garanties afférentes aux années d'exploitation 1871 et 1872 ont été, moyennant un accord intervenu entre le Gouvernement et les compagnies énumérées ci-dessous, converties en annuités représentant les charges des obligations émises pour réaliser les sommes dues par l'État.

Ces annuités comprennent : 1° une partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement des obligations; 2° une somme annuelle constante destinée à tenir compte aux compagnies des droits de timbre et des frais d'administration des titres émis par elles pour la réalisation du capital de la garantie.

Le compte des annuités dont il s'agit est développé ci-après pour chaque compagnie intéressée.

Le service des dépenses afférentes à ces annuités a été transporté du budget du Ministère des travaux publics à celui des finances par la loi du 29 décembre 1888.

I. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

Capital de la garantie de 1871	10,239,425f 01c
Capital de la garantie de 1872	1,784,846 85
TOTAL	12,024,271 86

Les 67 annuités restant dues après l'échéance du 1er juillet 1887 seront payées en 134 termes semestriels égaux, le premier terme échéant le 1er janvier 1888 et le 134e terme le 1er juillet 1954.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement des obligations	607,559f 10c	110,008f 58c	717,567f 68c
2° Somme annuelle constante représentant les droits de timbre et les frais d'administration	14,628 45	2,654 40	17,282 85
	622,187 55	112,662 98c	734,850 53

Suite de la *Note sur les annuités dues aux Compagnies de chemins de fer pour payement des garanties d'intérêts afférents aux années d'exploitation 1871 et 1872.*

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe	358,783f 84c
2° Frais de timbre et d'administration	8,641 425
TOTAL	367,425 265

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 029,587,305 pour 1 franc.

Le capital à amortir primitivement était de	12,024,271f 86c
Le capital amorti au 31 juillet 1887 étant de	141,696 86
Il ne restait plus à amortir après l'échéance du 31 juillet 1887, c'est-à-dire du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1954, que	11,882,575 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 134 termes semestriels de 358,783 fr. 84.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer de l'Est se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine de l'opération au 31 décembre 1887	141,696f 86c	10,672,629f 19c	10,814,326f 05c
2° Du 1er janv. 1888 au 1er juillet 1954, 67 annuités de 734,850 fr. 53. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 3 janvier 1888.)	11,882,575 00	37,352,410 51	49,234,985 51
TOTAUX	12,024,271 86	48,025,039 70	60,049,311 56

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1895 figure ci-après, page 939.

II. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER D'ORLÉANS.

Capital de la garantie de 1871	7,710,144f 07c
Capital de la garantie de 1872	9,973,645 36
TOTAL	17,683,789 43

Les 64 annuités restant dues après l'échéance du 1er janvier 1887 seront payées en 128 termes semestriels égaux, le premier échéant le 1er juillet 1887 et le 128e le 1er janvier 1951.

Suite de la *Note sur les annuités dues aux Compagnies de chemins de fer pour payement des garanties d'intérêts afférents aux années d'exploitation 1871 et 1872.*

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement.....	460,841f 30c	605,941f 69c	1,066,782f 99c
2° Somme annuelle constante représentant les frais de timbre et d'administration.....	10,331 44	13,730 37	24,061 81
TOTAL.....	471,172 74	619,672 06	1,090,844 80

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe.....	533,391,495f 00c
2° Frais de timbre et d'administration.....	12,030,905 00
TOTAL.....	545,422,400 00

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 0298.6513 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de.....	17,683,789f 43c
Le capital amorti au 1er janvier 1887 étant de.....	236,824 43
Il ne reste plus à amortir après l'échéance du 1er janvier 1887, c'est-à-dire du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951, que.....	17,446,965 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 128 termes semestriels de 533,391 fr. 495.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie du chemin de fer d'Orléans se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL
1° De l'origine au 1er janvier 1887.....	236,824f 43c	14,803,634f 67c	15,040,459f 10c
2° Du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951, 128 termes semestriels de 545,422 fr. 40 chacun (arrêté du Ministre des travaux publics du 19 novembre 1887).....	17,446,965 00	52,367,102 20	69,814,067 20
TOTAUX.....	17,683,789 43	67,170,736 87	84,854,526 30

La situation des dépenses au 1er janvier 1895 figure ci-après, page 959.

Suite de la *Note sur les annuités dues aux Compagnies de chemins de fer pour payement des garanties d'intérêts afférents aux années d'exploitation 1871 et 1872.*

III. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

Capital de garantie de 1871	2,533,215f 55c
Capital de garantie de 1872	2,499,723 51
TOTAL	5,032,939 06

Les 73 annuités restant dues après le 31 décembre 1885 seront payées en un seul terme annuel le 1er janvier, le premier terme échéant le 1er janvier 1887 pour l'année 1886 et le 73e terme le 1er janvier 1959 pour l'année 1958.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service des intérêts et d'amortissement	147,994f 31c	153,538f 92c	301,533f 23c
2° Somme annuelle représentant les droits de timbre et les frais d'administration	3,322 45	3,419 02	6,741 47
TOTAUX	151,316 76	156,957 94	308,274 70

Le taux de l'intérêt annuel est de 0 fr. 05950.4755 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de	5,032,939f 06c
Le capital amorti au 31 décembre 1886 étant de	40,078 06
Il ne reste plus à amortir du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1954 qu'une somme de	4,992,861 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux désigné ci-dessus que s'appliquent les 73 termes annuels de 301,533 fr. 33.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 1er janvier 1886	40,078f 06c	3,962,968f 14c	4,003,046f 20c
2° Du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959, 73 termes annuels de 308,274 fr. 90 (arrêté du Ministre des travaux publics du 11 février 1888)	4,992,861 00	17,511,192 10	22,504,053 10
TOTAUX	5,032,939 06	21,474,160 24	26,207,099 30

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1895 figure ci-après, page 959.

Suite de la *Note sur les annuités dues aux Compagnies de chemins de fer pour payement des garanties d'intérêts afférents aux années d'exploitation 1871 et 1872.*

IV. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU MIDI.

Capital de garantie de 1872 ..... 5,602,359f 28c

Les 70 annuités restant dues après l'échéance du 1er juillet 1887 seront payées en 140 termes semestriels égaux les 1er janvier et 1er juillet, le premier terme échéant le 1er janvier 1888 et le 140e terme le 1er juillet 1957.

Garantie de 1872 :

1° Partie fixe représentant le service des intérêts et d'amortissement	340,915f 54c
2° Somme annuelle représentant les frais de timbre et d'administration	7,417 16
TOTAL	348,332 70

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe	170,457 77
2° Frais de timbre et d'administration	3,708 58
TOTAL	174,166 35

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 0302.2147 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de	5,602,359 28
Le capital amorti au 1er juillet 1887 étant de	49,371 28
Il ne reste plus à amortir du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957 qu'une somme de	5,552,988 00

C'est à cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 140 termes semestriels de 170,457 fr. 77.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer du Midi se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 31 décembre 1887	49,371f 28c	4,729,828f 32c	4,779,199f 60c
2° Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957, 70 annuités de 348,332 fr. 70 chacune (arrêté du Ministre des travaux publics du 15 décembre 1887)	5,552,988 00	18,830,301 00	24,383,289 00
TOTAUX	5,602,359 28	23,560,129 32	29,162,488 60

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1895 figure ci-après, page 959.

Suite de la *Note sur les annuités dues aux Compagnies de chemins de fer pour payement des garanties d'intérêts afférents aux années d'exploitation 1871 et 1872.*

V. RELEVÉ ET COMPOSITION DES ANNUITÉS.

	SERVICE DES INTÉRÊTS et de l'amortissement.	DROITS DE TIMBRE et frais de négociation des obligations.	MONTANT des ANNUITÉS.	DURÉE DES ENGAGEMENTS.
Compagnie de l'Est.....	717,567f 68c	17,282f 85c	734,850f 53c	Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1954. — 67 ans (A).
Compagnie d'Orléans.....	1,066,782 99	24,061 81	1,090,844 80	Du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951. — 64 ans (B).
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.....	301,533 23	6,741 47	308,274 70	Du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959. — 73 ans (C).
Compagnie du Midi.....	340,915 54	7,417 16	348,332 70	Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957. — 70 ans (D).
TOTAUX.....	2,426,799 44	55,503 29	2,482,302 73	

(A) Arrêté du Ministre des travaux publics du 3 janvier 1888. Convention du 11 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.
(B) Arrêté du Ministre des travaux publics du 19 novembre 1887. Convention du 28 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.
(C) Arrêté du Ministre des travaux publics du 11 février 1888. Conventions des 9 juin 1866 et 17 juin 1867. Loi et décret du 22 septembre 1887.
(D) Arrêté du Ministre des travaux publics du 15 décembre 1887. Conventions des 28 juillet 1872 et 6 juin 1884. Loi du 20 novembre 1883.

VI. ÉTAT DES ANNUITÉS RESTANT À PAYER AU 1er JANVIER 1895.

DÉSIGNATION DES ANNÉES auxquelles se rapportent les dépenses.	MONTANT DES DÉPENSES annuelles.	DURÉE des ENGAGEMENTS	MONTANT DES DÉPENSES pour chaque période.	OBSERVATIONS.
De 1894 à 1950.....	2,482,302f 73c	57 ans.	141,491,255f 61c	Les quatre annuités.
Année 1951.....	1,936,880 33	1 an.	1,936,880 33	Pendant cette année, il ne sera payé qu'un seul semestre de l'annuité afférente à la Compagnie de l'Est.
De 1952 à 1954.....	1,391,457 93	3 ans.	4,174,373 79	Trois annuités : Est.–Paris-Lyon-Méditerranée – Midi.
De 1955 à 1957.....	656,607 40	3 ans.	1,969,822 20	Deux annuités : Paris-Lyon-Méditerranée. – Midi.
Années 1958 et 1959.....	308,274 70	2 ans.	616,549 40	Une seule annuité : Paris-Lyon-Méditerranée.
TOTAUX.....		66 ans.	150,188,881 33	

VII. — SITUATION DES DÉPENSES AU 1ER JANVIER 1895.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT DES DÉPENSES à effectuer.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT à l'année 1894.	PENDANT l'année 1894.	ANTÉRIEUREMENT à l'année 1895.	MONTANT DES DÉPENSES restant à effectuer à compter du 1er janvier 1895.
1° Capital.					
Compagnie de l'Est	12,024,271f86c	243,790f86c	20,765f00c	264,555f86c	11,759,716f00c
Compagnie d'Orléans	17,683,789 43	429,317 43	36,709 00	466,026 43	17,217,763 00
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	5,032,939 06	77,242 06	6,646 00	83,888 06	4,949,051 00
Compagnie du Midi	5,602,359 28	86,861 28	7,657 00	94,518 28	5,507,841 00
TOTAUX	40,343,359 63	837,211 63	71,777 00	908,988 63	39,434,371 00
2° Intérêts, droits de timbre et frais d'émission des obligations.					
Compagnie de l'Est	48,025,039 70	14,979,638 37	714,085 53	15,693,723 90	32,331,315 80
Compagnie d'Orléans	67,170,736 87	21,701,632 87	1,054,135 80	22,755,768 67	44,414,968 20
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	21,474,160 24	6,083,727 04	301,628 70	6,385,355 74	15,088,804 50
Compagnie du Midi	23,560,129 32	6,782,334 52	340,675 70	7,123,010 22	16,437,119 10
TOTAUX	160,230,066 13	49,547,332 80	2,410,525 73	51,957,858 53	108,272,207 60
3° Total des dépenses.					
Compagnie de l'Est	60,049,311 56	15,223,429 23	734,850 53	15,958,279 76	(A) 44,091,031 80
Compagnie d'Orléans	84,854,526 30	22,130,950 30	1,090,844 80	23,221,795 10	(B) 61,632,731 20
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	26,507,099 30	6,160,969 10	308,274 70	6,469,243 80	(C) 20,037,855 50
Compagnie du Midi	29,162,488 60	6,869,195 80	348,332 70	7,217,528 50	(D) 21,944,960 10
TOTAUX	200,573,425 76	50,384,544 43	2,482,302 73	52,866,847 16	147,706,578 60

(A) 60 annuités de 734,850 fr. 53 du 1er janvier 1895 au 1er juillet 1954.
(B) 56 annuités 1/2 de 1,090,844 fr. 80 du 1er janvier 1895 au 1er janvier 1951.
(C) 65 annuités de 308,274 fr. 70 du 1er janvier 1895 au 1er janvier 1959.
(D) 63 annuités de 348,332 fr. 70 du 1er janvier 1895 au 1er juillet 1957.

COMPTE

DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

AU 31 DÉCEMBRE 1894.

NOTE

SUR LE COMPTE DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT.

Aux termes des conventions passées avec les compagnies de chemins de fer, les payements que l'État fait à ces compagnies, à titre de garantie d'intérêt, sont des *avances* dont il doit être remboursé avec les intérêts simples à 4 p. o/o sur les produits nets des lignes auxquelles s'applique la garantie, dès que ces produits nets dépassent l'intérêt garanti.

Il convient dès lors de tenir un compte-courant présentant, d'une part, le montant des avances faites par l'État, provisoirement ou définitivement, augmentées des intérêts ; de l'autre, le montant des sommes versées par les compagnies, soit à titre de remboursements quand les produits nets ont dépassé le revenu garanti, soit à titre de reversements quand les avances provisoirement faites par l'État ont été reconnues trop fortes.

Mais il convient de séparer des diverses avances faites par l'État aux compagnies de chemins de fer celles qui ont été faites aux Compagnies de l'Est, de l'Ouest, d'Orléans et du Midi, antérieurement aux conventions de 1883. Des conditions particulières ont été en effet insérées dans les conventions de 1883, en ce qui concerne le remboursement de ces dernières avances. On en présentera le montant dans un tableau spécial dont la dernière colonne rappelle les clauses inscrites dans les conventions et fait connaître la situation actuelle du remboursement. Quant aux autres avances, la situation en est donnée en capital et intérêts au 31 décembre 1894, d'après les comptes établis par le Ministère des Travaux publics, de concert avec la Direction du Mouvement général des fonds et après communication aux compagnies.

Le compte de la garantie d'intérêt se divise donc en deux parties :

1re Partie. — Ancienne dette des compagnies soumises au régime des conventions de 1883.

2e Partie. — Compte courant de la garantie d'intérêt au 31 décembre 1894.

Ce dernier compte embrasse l'ensemble des réseaux français, algérien et tunisien. Il fait ressortir :

En ce qui concerne les compagnies signataires des conventions de 1883, le montant des avances faites par l'État pour les exercices postérieurs à la mise en application des conventions;

En ce qui concerne les compagnies non soumises au régime des conventions de 1883, le montant des avances de l'État depuis l'origine.

Les opérations effectuées pendant l'année 1894 sont développées dans une série de tableaux annexes.

OBSERVATIONS.

Sauf pour les exercices 1871 et 1872, la garantie a toujours été payée en capital; chaque compte est *débité* de tous les payements faits par le Trésor et *crédité* de tous les reversements et remboursements faits par les compagnies, valeur à la date à laquelle ces opérations ont été effectuées.

Les intérêts sont calculés en prenant l'année pour le nombre exact des jours.

Les garanties dues pour les années 1871 et 1872 aux compagnies de l'Est, d'Orléans, du Midi et de Paris-Lyon-Méditerranée (réseau du Rhône au Mont-Cenis) [1] ont été converties en annuités à la charge de l'État. Le compte a été débité du montant de la garantie pour chacun de ces deux exercices avec valeur à la date à laquelle correspond le point de départ des annuités.

[1] Pour l'Ouest, les garanties de 1871 et 1872 ont été payées en capital le 7 avril 1879.

1re Partie. — ANCIENNE DETTE DES COMPAGNIES SOUMISES AU RÉGIME DES CONVENTIONS DE 1883.

Situation, en capital et intérêts, des sommes avancées par l'État aux Compagnies de l'Est, d'Orléans, de l'Ouest et du Midi, à titre de garantie d'intérêt, pour les années d'exploitation antérieures à l'application des conventions de 1883.

Compagnies.		Situation au 31 décembre 1882 (voir pages 944 et 945 du Compte général de 1892). Avances de l'État.	Reversements et remboursements des Compagnies.	Solde.	Opérations effectuées du 31 décembre 1882 jusqu'à la signature des conventions (voir les développements pages 966 et 967.) Avances de l'État.	Reversements et remboursements des Compagnies.	Situation au moment de la signature des conventions.	Opérations postérieures à la signature des conventions (voir les développements, pages 966 et 967). Avances de l'État.	Reversements et remboursements des Compagnies.	Situation définitive de l'ancienne dette des Compagnies.
Est	Capital	115,239,292f 10c	307,390f 49c							
	Intérêts	41,190,224 19	4,378,756 89							
	Total	156,429,516 29	4,686,147 38	151,743,368 91	"	1,106,817f 44c	50,6 551 47	"	"	150,636,551f 47c
Orléans	Capital	173,212,168 03	6,558,640 93		158,683f 19c	122,499 96		"	2,393,058f 74c	
	Intérêts	63,817,811 93	16,587,129 00		"	8,521,512 01		6,664,579f 95c	"	
	Total	237,029,979 96	23,145,769 93	213,884,210 03	158,683 19	8,644,011 97	205,398,881 25	6,664,579 95	2,393,058 74	209,670,402 46
Ouest	Capital	186,061,401 66	2,652,113 52							
	Intérêts	51,544,473 12	658,285 68							
	Total	238,205,874 78	3,310,399 20	234,895,475 58	5,871,456 80	"	240,766,932 38			240,766,932 38
Midi	Capital	40,403,449 02	3,824,582 53		8,565 34	3,942,853 82		"	"	
	Intérêts	11,832,645 78	10,936,838 84		487,060 23	1,382,867 17		2,745,802 61	1,003,058 22	
	Total	52,236,094 80	14,761,421 37	37,474,673 43	495,625 57	5,325,720 99	32,644,578 01	2,745,802 61	1,003,058 22	34,387,322 40
Ensemble	Capital	515,516,310 81	13,342,727 47		"	"		"	"	
	Intérêts	168,385,155 02	32,561,010 41		"	"		"	"	
	Total	683,901,465 83	45,903,737 88	637,997,727 95	6,525,765 56	15,076,550 40	629,446,943 11	9,410,382 56	3,396,116 96	635,461,208 71

Situation actuelle du remboursement de l'ancienne dette.

(Pour les développements, voir le compte général des opérations se rattachant à l'exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883, présenté en conformité de l'article 76 de la loi de finances du 26 janvier 1892.)

Est. — Aux termes de l'art. 8 de la convention du 11 juin 1883, cette dette doit être compensée avec les dépenses de premier établissement incombant à l'État pour les travaux de superstructure des lignes concédées à la Compagnie et pour divers travaux d'agrandissement et de modification des gares de jonction. L'État a fait abandon de cette dette à la Compagnie, qui a accepté cet abandon, comme représentant *à forfait* la part contributive de l'État dans lesdits travaux. La dette de la Compagnie ayant été ainsi remplacée par une *obligation de faire*, il n'y a plus lieu d'en suivre le compte en argent.

Orléans. — Conformément à l'article 7 de la convention du 28 juin 1883, la dette contractée par la Compagnie envers l'État par suite des avances reçues à titre de garantie d'intérêt a cessé de porter intérêt à partir du 1er janvier 1884. Aux termes du même article, modifié ultérieurement par l'article 2 de la convention du 17 mai 1886, cette dette doit être remboursée et éteinte par compensation avec les dépenses de toute nature faites par la Compagnie au compte de l'État sur les nouvelles lignes. D'après les écritures de la Compagnie, lesdites dépenses ont atteint, au cours de l'année 1888, le total de 209,670,402 fr. 46.

Ouest. — Aux termes de l'article 8 de la convention du 17 juillet 1883, la dette indiquée comme s'élevant à 289,809,288 fr. 14 en capital et à 50,886,187 fr. 43 en intérêts, doit être compensée avec diverses dépenses à la charge de l'État que la Compagnie s'est engagée à prendre à son compte jusqu'à concurrence de 160 millions. Moyennant les dépenses à faire ainsi par la Compagnie et qui doivent comprendre les frais généraux, les frais de personnel et l'intérêt des capitaux pendant la construction, l'État a fait abandon de sa dette à la Compagnie. D'après les écritures de la Compagnie, les dépenses inscrites au compte dit des 160 millions, atteignaient, au 31 décembre 1894, 55,182,945 fr. 77.

Midi. — Aux termes de l'article 11 de la convention du 9 juin 1883, la Compagnie devait payer à l'État, en 1884, 8,600,000 francs par trimestre, soit 34,400,000 francs pour l'année entière. La partie représentant, en capital et intérêts, le solde de la dette contractée par la Compagnie envers l'État, du chef de la garantie d'intérêt stipulée dans les conventions antérieures, a été fixée, par l'arrêté ministériel du 1er mars 1887, à 34,387,322 fr. 40. Moyennant ce versement, la Compagnie a été dûment libérée de sa dette au 31 décembre 1884. Le reliquat de 12,677 fr. 60 a été considéré, aux termes du même article 11, comme une avance en argent, remboursable au moyen d'annuités.

DÉVELOPPEMENTS À L'APPUI DU COMPTE PRÉCÉDENT.

Opérations postérieures au 31 décembre 1882.

EST. — Le solde du compte courant au 31 décembre 1882 s'élevait à.....		151,743,368f 91c
Le 4 mai 1883, la Compagnie a effectué un remboursement de ..... représentant, d'après ses écritures, l'excédent de recettes de l'Exercice 1882.		1,106,817 44
Le solde du compte courant a été ainsi ramené à.....		150,636,551 47

chiffre indiqué à l'article 8 de la convention du 8 juin 1883.

ORLÉANS. — Le solde du compte courant au 31 décembre 1882 s'élevait à.		213,884,210 03
Il a été successivement modifié par deux séries d'opérations, les unes antérieures, les autres postérieures à la convention du 28 juin 1883.		
Opérations antérieures à la convention. — L'État a versé à la Compagnie, le 22 juin 1883, le solde de la garantie de 1879, s'élevant à.....		158,683 19
soit ensemble.....		214,042,893 22
De son côté, la Compagnie a reversé, le 8 février 1883, une somme de.....	122,499f 96c	
qu'elle avait reçue en trop sur la garantie de 1878, plus les intérêts de cette somme, calculés du 8 mai 1879, date du versement de l'État, au 7 février 1883, soit.....	18,405 20	
Elle a, en outre, effectué, le 25 avril 1883, un remboursement de.....	8,503,106 81	
représentant, d'après ses écritures, l'excédent de recettes de l'Exercice 1882.		
ENSEMBLE.....	8,644,011 97	8,644,011 97
Le solde du compte courant a été ainsi ramené au chiffre de.....		205,398,881 25
concordant, à un centime près, avec le solde mentionné par l'article 7 de la convention du 28 juin 1883.		
Opérations postérieures à la convention. — Les intérêts en compte courant pendant l'année 1883 se sont balancés au profit de l'État par un solde de.....		(1) 6,664,579 95
et ont porté la dette de la Compagnie à.....		212,063,461 20
Mais un remboursement de.....		2,393,058 74
effectué le 30 avril 1884 et représentant, d'après les écritures de la Compagnie, l'excédent de recettes de l'Exercice 1883 a finalement réduit le solde à.....		209,670,402 46

(1) Chiffre provisoire : le décompte des intérêts sera revisé lors du règlement définitif des opérations relatives au remboursement de la dette de la Compagnie d'Orléans.

OUEST. — Le solde du compte courant au 31 décembre 1882 s'élevait à...		234,895,475f 58c
L'État a versé à la Compagnie :		
1° A titre de provisions sur la garantie de 1882,		
le 19 mars 1883	5,000,000f	
le 16 juillet 1883	800,000	
ENSEMBLE	5,800,000	5,800,000 00
2° Par suite de rectifications prescrites par un arrêt du Conseil d'État en date du 26 janvier 1883 (payements du 21 mai),		
Supplément de garantie pour l'exercice 1875	26,499f 84c	
Intérêts de ladite somme	6,014 37	
Supplément de garantie pour l'exercice 1877	35,043 67	
Intérêts de ladite somme	2,223 59	
Intérêts sur une somme de 49,314 fr. 12 indûment rejetée du compte d'exploitation de 1877 et rétablie au compte de 1878	1,675 33	
ENSEMBLE	71,456 80	71,456 80
Le solde du compte courant a été ainsi porté au chiffre de		240,766,932 38

MIDI. — Le solde du compte courant au 31 décembre 1882 s'élevait à...		37,474,673 43
Depuis cette époque, l'État a versé à la Compagnie :		
le 12 avril 1883, à titre de complément de garantie pour 1877		4,676 92
le 18 avril 1883, à titre de complément de garantie pour 1878		3,888 42
De plus, les intérêts en compte courant du 1er janvier au 20 avril 1883 ont été		
au débit de	487,060f 23c	
au crédit de	64,853 64	
et se sont balancés au profit de l'État par un solde de	422,206 59	422,206 59
SOIT, au total		37,905,445 36
De son côté, la Compagnie a remboursé :		
le 20 février 1883, à titre d'acompte sur l'excédent de recettes de 1882	(1) 4,000,000f 00c	
le 20 avril 1883, à titre de solde provisoire de cet excédent de recettes	(2) 1,260,867 35	
ENSEMBLE	5,260,867 35	5,260,867 35
Le solde au 30 avril 1883 était ainsi de		32,644,578 01
Les intérêts en compte courant depuis cette époque jusqu'au 31 décembre 1884, date de l'extinction de la dette de la Compagnie, ont été :		
au débit de	2,745,802f 61c	
au crédit de	1,003,058 22	
et se sont balancés au profit de l'État par un solde de	1,742,744 39	1,742,744 39
La dette de la Compagnie a été ainsi fixée par l'arrêté ministériel du 1er mars 1887 à		34,387,322 40

(1) Ce payement a été imputé pour 1,100,247 fr. 73 cent. au compte intérêts et pour le surplus, soit 2,899,752 fr. 27 c., au compte capital.

(2) Ce payement a été imputé pour 217,765 fr. 80 cent. au compte intérêts et pour le surplus, soit 1,043,101 fr. 55 c., au compte capital.

2e Partie. — COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT AU 31 DÉCEMBRE 1894.

1° Nouvelle dette des compagnies signataires des conventions de 1883.
2° Dette des compagnies non soumises au régime des conventions de 1883.

COMPAGNIES.	LIGNES.	AVANCES FAITES AUX COMPAGNIES.					REVERSEMENTS OU REMBOURSEMENTS DES COMPAGNIES.					DIFFÉRENCE DUE PAR LES COMPAGNIES.			OBSERVATIONS
		COMPTE CAPITAL au 31 décembre 1893.	PAYEMENTS en capital effectués en 1894.	COMPTE CAPITAL au 31 décembre 1894.	COMPTE INTÉRÊT.	ENSEMBLE.	COMPTE CAPITAL au 31 décembre 1893.	REVERSEMENTS en capital effectués en 1894.	COMPTE CAPITAL au 31 décembre 1894.	COMPTE INTÉRÊTS.	ENSEMBLE.	COMPTE CAPITAL.	COMPTE INTÉRÊTS.	ENSEMBLE.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
FRANCE.															
1° Nouvelle dette des compagnies signataires des conventions de 1883.															
Est		90,711,086f 10c	17,215,202f 67c	107,926,288f 77c	18,607,851f 26c	126,534,140f 03c	580,545f 91c	"	580,545f 91c	179,603f 41c	760,149f 32c	107,345,742f 86c	18,428,247f 85c	125,773,990f 71c	
Ouest		94,817,950 37	18,949,000 00	113,766,950 37	22,768,038 32	136,534,988 69	"	"	"	"	"	113,766,950 37	22,768,038 32	136,534,988 69	
Orléans		104,598,505 40	14,466,078 77	119,064,584 17	24,283,846 34	143,348,430 51	"	146,774 99	146,774 99	45,520 35	192,295 34	118,917,809 18	24,238,325 99	143,156,135 17	
Paris-Lyon-Méditerranée	Réseau principal	39,768,241 00	74,109,102 67	113,877,343 67	10,557,396 24	124,434,739 91	1,651,122 89	"	1,651,122 89	3,803,648 28	5,454,771 17	112,226,220 78	6,753,747 96	118,979,968 74	
Midi		110,326,022 08	16,465,469 38	126,791,491 46	21,851,291 72	148,642,783 18	"	"	"	"	"	126,791,491 46	21,851,291 72	148,642,783 18	
	Total	440,221,804 95	141,204,853 49	581,426,658 44	98,068,423 88	679,495,082 32	2,231,668 80	146,774 99	2,378,443 79	4,028,772 04	6,407,215 83	579,048,214 65	94,039,651 84	673,087,866 49	
2° Dette des compagnies non soumises au régime des conventions de 1883.															
Paris-Lyon-Méditerranée	Ligne du Rhône au Mont-Cenis	52,838,323 75	3,154,152 64	55,992,476 39	27,759,796 39	83,752,272 78	2,823,283 39	"	2,823,283 39	1,586,194 35	4,409,477 74	53,169,193 00	26,173,602 04	79,342,795 04	
Sud de la France		6,355,000 00	5,237,772 01	11,592,772 01	880,573 68	12,473,345 69	"	"	"	"	"	11,592,772 01	880,573 68	12,473,345 69	
Départementaux		2,238,238 37	1,359,328 62	3,597,566 99	218,810 75	3,816,377 74	"	"	"	"	"	3,597,566 99	218,810 75	3,816,377 74	
Économiques		873,399 47	1,097,960 75	1,971,360 22	84,158 85	2,055,519 07	"	"	"	"	"	1,971,360 22	84,158 85	2,055,519 07	
	Ensemble pour la France	502,526,766 54	152,054,067 51	654,580,834 05	127,011,763 55	781,592,597 60	5,054,952 19	146,774 99	5,201,727 18	5,614,966 39	10,816,693 57	649,379,106 87	121,396,797 16	770,775,904 03	
ALGÉRIE.															
Paris-Lyon-Méditerranée	Oran à Alger et Constantine à Philippeville	29,547,886 90	1,497,031 38	31,044,918 28	18,319,792 66	49,364,710 94	218,426 72	"	218,426 72	1,007,916 35	1,226,343 07	30,826,491 56	17,311,876 31	48,138,367 87	
Bône-Guelma et prolongements.	Bône à Guelma	7,047,303 54	325,000 00	7,372,303 54	"	7,372,303 54	91,874 55	"	91,874 55	"	91,874 55	7,280,428 99	"	7,280,428 99	
	Prolongements en Algérie	58,854,348 89	5,489,000 00	64,343,348 89	16,462,926 52	80,806,275 41	"	"	"	"	"	64,343,348 89	16,462,926 52	80,806,275 41	
	Total	65,901,652 43	5,814,000 00	71,715,652 43	16,462,926 52	88,178,578 95	91,874 55	"	91,874 55	"	91,874 55	71,623,777 88	16,462,926 52	88,086,704 40	Arrêtés du Ministre des Travaux publics du 5 août 1895.
Est-Algérien	Constantine à Sétif (compte spécial de la période d'exploitation antérieure au 3 novembre 1886)	6,367,558 36	"	6,367,558 36	"	6,367,558 36	67,245 28	"	67,245 28	"	67,245 28	6,300,313 08	"	6,300,313 08	
	Alger à Constantine, El-Guerrah à Batna, Ménerville à Tizi-Ouzou, Batna à Biskra, Bougie à Beni-Mansour, les Ouled-Ramoun à Aïn-Beida	66,937,904 06	9,924,855 00	76,862,759 06	14,378,522 60	91,241,281 66	28,959 19	19,638 39	48,597 58	16,100 79	64,698 37	76,814,161 48	14,362,421 81	91,176,583 29	
	Total	73,305,462 42	9,924,855 00	83,230,317 42	14,378,522 60	97,608,840 02	96,204 47	19,638 39	115,842 86	16,100 79	131,943 65	83,114,474 56	14,362,421 81	97,476,896 37	
Ouest-Algérien	Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-Bel-Abbès	569,869 85	84,014 42	653,884 27	147,628 40	801,512 67	190,531 72	7,579f 37c	198,111 09	46,383 89	244,494 98	455,773 18	101,244 51	557,017 69	
	Sidi-Bel-Abbès à Ras-el-Ma, Oran à Aïn-Témouchent, Tabia à Tlemcen et Blidah à Berrouaghia	16,373,138 16	3,472,219 65	19,845,357 81	3,010,985 33	22,856,343 14	359 14	"	359 14	85 21	444 35	19,844,998 67	3,010,900 12	22,855,898 79	
	Total	16,943,008 01	3,556,234 07	20,499,242 08	3,158,613 73	23,657,855 81	190,890 86	7,579 37	198,470 23	46,469 10	244,939 33	20,300,771 85	3,112,144 63	23,412,916 48	
Franco-Algérienne	Kralfallah à Méchéria, Aïn-Thizy à Mascara, Méchéria à Aïn-Sefra et Mostaganem à Tiaret	12,525,714 28	2,025,000 00	14,550,714 28	2,060,116 28	16,610,830 56	"	"	"	"	"	14,550,714 28	2,060,116 28	16,610,830 56	
	Ensemble pour l'Algérie	198,223,724 04	22,817,120 45	221,040,844 49	54,379,971 79	275,420,816 28	597,396 60	27,217 76	624,614 36	1,070,486 24	1,695,100 60	220,416,230 13	53,309,485 55	273,725,715 68	
TUNISIE.															
Bône-Guelma et prolongements	Tunis à la frontière algérienne et embranchements	38,056,342 66	2,096,000 00	40,152,342 66	12,606,986 03	52,759,328 69	4 95	"	4 95	2 57	7 52	40,152,337 71	12,606,983 46	52,759,321 17	
Totaux généraux (France, Algérie et Tunisie)		738,806,833 24	176,967,187 96	915,774,021 20	193,998,721 37	1,109,772,742 57	1,652,353 74	173,992 75	5,826,346 49	6,685,455 20	12,511,801 69	909,947,674 71	187,313,266 17	1,097,260,940 88	

NOTE

AU SUJET DES PAYEMENTS EN CAPITAL EFFECTUÉS EN 1894 ET PORTÉS DANS LE TABLEAU DE LA PAGE 968 (COL. 4).

Le compte courant de la garantie d'intérêt aux Compagnies de chemins de fer d'intérêt général arrêté chaque année par le Ministère des Travaux publics, après avoir été vérifié par la Direction du Mouvement général des fonds, fournit la situation de chaque Compagnie à l'égard de l'État et comprend les opérations de toute nature susceptibles d'affecter cette situation.

Les payements réellement effectués en 1894 par la Caisse centrale, soit.....	176,968,402f 78c
présentent, avec les avances en capital inscrites au compte courant de la garantie desdites compagnies de chemins de fer (page 968, colonne 4).....	176,967,187 96
une différence *en moins* de.....	1,214 82

qui s'explique ainsi qu'il suit :

I. Il a été payé le 27 février 1894, sur le chapitre 71 (Travaux publics. — Budget général. — Exercice 1893) une somme de.....	332 51
représentant les dépens mis à la charge de l'État par la décision du Conseil d'État en date du 1er décembre 1893, à l'occasion du pourvoi formé par la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée contre l'arrêté ministériel du 26 mars 1890 réglant la garantie d'intérêt de 1884 (Réseau principal).	
II. Il a été payé sur le chapitre 49 (Travaux publics. — Budget général. — Exercice 1894) :	
1° Le 6 juillet 1894, une somme de.....	700 00
représentant les honoraires dus par l'État pour la défense de ses intérêts dans l'instance introduite par la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée contre l'arrêté ministériel du 11 juin 1891 fixant la situation, au 31 décembre 1890, du compte courant de la garantie d'intérêt afférente au réseau principal de cette Compagnie.	
2° Le 3 septembre 1894, une somme de.....	182 32
réprésentant les dépens mis à la charge de l'État par la décision du Conseil d'État en date du 22 juin 1894, à l'occasion du pourvoi formé par la Compagnie de l'Ouest contre l'arrêté ministériel du 11 juin 1891, fixant le montant de la garantie afférente à son réseau pour l'année 1884.	
Ces trois sommes, s'élevant à un total de.....	1,214 82
et représentant des dépenses qui doivent rester à la charge de l'État, ne figurent pas au compte courant de la garantie.	

Les payements réellement effectués en 1894 par la Caisse centrale du Trésor public pour les garanties des chemins de fer d'intérêt général se décomposent ainsi qu'il suit :

I. — Réseau français :		
1° Payements effectués sur le solde disponible des crédits budgétaires de l'exercice 1893 (Travaux publics. — 2e section. — Chapitre 71)		8,854,480f 69c
2° Payements effectués sur le budget général de l'exercice 1894 (Travaux publics. — 2e section. — Chapitre 49)		84,169,177 50
3° Payements imputés sur une somme de 25 millions provenant de l'excédent des recettes de l'exercice 1891 et appliquée au règlement des garanties antérieures à 1892, en vertu de l'article 76 de la loi de finances du 28 avril 1893		4,922,521 47
4° Payements effectués sur les garanties d'intérêts dues à la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée pour les années d'exploitation antérieures à 1893 et imputés, en vertu de l'article 71 de la loi de finances du 26 juillet 1893, sur les ressources de la dette flottante		54,109,102 67
Ensemble		152,055,282 33
II. — Réseau algérien. — Payements effectués :		
1° Sur le solde disponible des crédits budgétaires de l'exercice 1893 (Algérie. — Travaux publics. — Chapitre 12)	764,656 57	22,817,120 45
2° Sur le budget général de l'exercice 1894 (Algérie. — Travaux publics. — Chapitre 9)	22,052,463 88	
III. — Réseau tunisien. — Payements effectués :		
1° Sur le solde disponible des crédits budgétaires de l'exercice 1893 (Travaux publics. — 2e section. — Chapitre 76)	104,000 00	2,096,000 00
2° Sur le budget général de 1894 (Travaux publics. — 2e section. — Chapitre 54)	1,992,000 00	
Total		176,968,402 78
En déduisant de cette somme la différence *en moins* arrêtée ainsi qu'il a été dit plus haut à		1,214 82
on obtient le total des sommes payées par l'État aux Compagnies de chemins de fer d'intérêt général en 1894 (page 968, col. 4) et s'élevant à		176,967,187 96

TABLEAU DES REVERSEMENTS EFFECTUÉS, EN 1894, AU TITRE DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT.

DATES.	COMPAGNIES.	IMPUTATION DU REVERSEMENT. Compte-capital.	IMPUTATION DU REVERSEMENT. Compte-intérêts.	MONTANT TOTAL du reversement.	OBSERVATIONS.
	FRANCE.				
1894. 22 janvier.	ORLÉANS. — Garantie de 1886. — Reversement d'excédent de provision en capital avec intérêts à 4 p. o/o du 1er avril 1887 inclus au 22 janvier 1894.....	146,774f 99c	40,003f 22c	186,778f 21c	
	TOTAL.....	146,774 99	40,003 22	186,778 21	
	ALGÉRIE.				
1894. 15 janvier.	OUEST-ALGÉRIEN (ligne de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès). — Garantie de 1890. — Reversement d'excédent de provision en capital *sans intérêts*.....	7,579 37	"	7,579 37	
1894. 25 octobre.	EST-ALGÉRIEN. — Garantie de 1889. — Reversement d'excédent de provision en capital avec intérêts à 4 p. o/o du 28 février 1890 au 25 octobre 1894...	19,638 39	3,658 66	23,297 05	
	TOTAL.....	27,217 76	3,658 66	30,876 42	
		173,992 75 (1)	43,661 88	217,654 63	
	TOTAL GÉNÉRAL.....	217,654 63			

(1) Chiffre égal au total de la colonne 9 du tableau de la page 969.

GARANTIE D'INTÉRÊT.

DÉVELOPPEMENT

DES

OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1894.